DALMAZZO FRANCESCO

VASCO

Opere

FONDAZIONE LUIGI EINAUDI

FONDAZIONE LUIGI EINAUDI

Scrittori italiani di politica, economia e storia

MARSILIO DA PADOVA, *Il difenditore della pace*

DALMAZZO FRANCESCO VASCO, *Opere*

FONDAZIONE LUIGI EINAUDI

SCRITTORI ITALIANI
DI POLITICA, ECONOMIA E STORIA

Collana diretta da Luigi Firpo

Dalmazzo Francesco Vasco

OPERE

a cura di Silvia Rota Ghibaudi

« hostinato rigore »

FONDAZIONE LUIGI EINAUDI
TORINO - 1966

Gli studi, coronati dalla pubblicazione del presente volume, sono stati resi possibili da generosi contributi della Rockefeller Foundation e del Consiglio Nazionale delle Ricerche: a entrambe queste benemerite Istituzioni si rivolge il più vivo ringraziamento.

© 1966 Fondazione Luigi Einaudi, Torino

I.

SUITE DU « CONTRACT SOCIAL »

(1765)

SUITE DU « CONTRACT SOCIAL »[1]

AVANT-PROPOS

Monsieur Rousseau, dans son ouvrage intitulé le *Contract social*[2], a cherché s'il pouvoit y avoir dans l'ordre civil quelque règle d'administration légitime et sûre, en prenant les hommes tels qu'ils sont et les loix telles qu'elles peuvent être. Je veux maintenant voir s'il est possible de mettre en exécution les maximes et les vérités qu'il a démontré. Je veux imaginer une forme de gouvernement, dans laquelle elles puissent se trouver. En un mot je veux deviner quelle seroit la forme de gouvernement que monsieur Rousseau approuveroit. Ce n'est pas d'abord une forme de gouvernement si parfaite qui ne puisse s'affoiblir et ensuite se détruire que je prétends de proposer. Rousseau est d'accord qu'un tel ouvrage n'appartient pas à un homme[3].

Ni tous les États, ni tous les hommes ne sont pas susceptibles d'une même forme de gouvernement et d'une même législation. La seule chose qui est commune à tous les climats, quoiqu'en dise le célèbre président de Montesquieu[4], lequel en ceci n'a jugé que par le fait, est que l'homme est né libre et doit être libre au Nord comme au Midi, de façon qu'aucun gouvernement despotique ne peut être légitime.

De cette proposition il suit que je devrois proposer autant de différentes formes de gouvernement qu'il y a des États dans le monde, ce qui m'est impossible. Je me suis donc borné à proposer celle qui me paroit la plus propre pour un État, tel que celui que Rousseau juge le seul en Europe capable aujourd'hui de recevoir une bonne législation[5].

Je dois avertir: 1. Que l'on ne peut pas comprendre cet ouvrage sans avoir bien compri[s] le *Contract social* que je cite une fois pour toutes, afin de ne pas ennuyer le lecteur en le citant à chaque ligne.

1. Pubblicata da F. VENTURI, *D. F. Vasco (1732-1794)*, Paris, 1940, pp. 96-129. Il Vasco inviò a Rousseau la scrittura, che è un piano di legislazione destinato alla Corsica, con una lettera datata Torino, 22 giugno 1765 (qui alle pp. 626-627).
2. La prima edizione del *Contratto sociale* uscì ad Amsterdam nell'aprile del 1762.
3. Cfr. J. J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, lib. III, cap. XI.
4. Cfr. C. MONTESQUIEU, *L'esprit des lois*, libri XIV-XIX.
5. Si riferisce alla Corsica. Cfr. J. J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, lib. II, cap. X.

2. Qu'on ne doit pas s'attendre à trouver dans cet ouvrage des idées tout à fait neuves. Je serai très content quand on ne saura m'imputer d'autres défauts. Je suis bien aise d'avoir su rassembler les idées éparses pour en former une pièce utile.

LIVRE PREMIER

Où l'on propose une forme de gouvernement et les loix fondamentales qui y ont rapport.

Chapitre 1.

Qu'il est plus avantageux de confier le gouvernement à une seule personne qu'on nomme roy.

L'homme est né libre et indépendant. Cette proposition est démontrée dans le *Contract social*[1], mais il ne faut pas croire que l'homme soit né dans une indépendance totale, car dans l'état de nature il étoit maitre de disposer de sa personne et de ses biens de la manière qu'il auroit jugé la plus convenable à son bonheur, mais toujours dans les termes de la loi naturelle, c'est-à-dire à condition qu'il n'abuseroit pas de sa liberté au préjudice des autres hommes, de façon que cette même liberté établit une obligation dans chaque homme de respecter la liberté des autres hommes et ne pas les troubler dans l'usage qu'ils en font, tandis qu'ils n'en abusent pas. C'est à quoi se réduit ce que l'on appelle loi naturelle. Que cette loi ait été gravée dans le cœur des hommes par l'auteur de la nature, ou qu'elle résulte nécessairement des idées primitives et de cet instinct, ou sentiment interne, par lequel l'homme est entraîné à faire ce qui lui paroit le plus utile, et par conséquent à chercher son bonheur, peu importe au sujet que je traite, suffit que tout le genre humain soit d'accord que le principe que je viens d'établir appartient à l'état naturel de l'homme.

Il suit de ceci qu'il n'est pas impossible de réunir en un corps politique une société d'hommes sans donner atteinte à leur liberté naturelle, puisqu'il ne s'agit pas de les laisser dans une entière indépendence.

Il n'est pas possible aujourd'hui qu'une petite société d'hommes réunie en un corps politique, quand même elle auroit la forme de

1. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, lib. I, cap. I e segg.

gouvernement la plus parfaite, puisse subsister long tems sans l'appui d'un'autre société. C'est un effet du sistème présent du monde et des défauts des formes de gouvernement qui s'y trouvent. Cet appui elle ne le peut esperer qu'en tant qu'un'autre société trouvera son avantage à lui accorder sa protection; elle ne jouiroit donc que précairement de la liberté naturelle et civile.

Le but d'une bonne forme de gouvernement ne peut être que celui d'assurer à chaque individu la paisible jouissance de sa liberté naturelle et civile; en un mot de son bien-être. Tout ceci a deux rapports. Un est intérieur, l'autre extérieur. Il appartient à l'intérieur: 1. L'administration de la justice, c'est-à-dire qu'elle soit rendue avec toute l'intégrité et connoissance de cause, dont les hommes peuvent être capables. 2. Que la propriété des biens à châque particulier soit bien assûrée. 3. Que châcun jouisse dans la vie civile de cette liberté naturelle qui lui est restée et qui n'a pas été cédée par le contract social. L'extérieur n'est autre chose que se défendre des autres hommes et se faire rendre d'eux ce qui peut appartenir, soit à la société en général, soit à châque individu de cette société.

Il a été démontré dans le *Contract social*[1] que plus ceux qui composent le gouvernement sont nombreux, plus il est foible, mais il est foible par rapport à l'extérieur, c'est-à-dire à la force rélative; mais, quant à l'intérieur, les délibérations d'un plus grand nombre doivent être assûrément plus prudentes. Il est donc question de savoir lequel des deux inconvéniens est le plus à craindre et auquel des deux l'on peut trouver plus aisément du remède. Le sistème présent des gouvernemens qui se trouvent établis, et sur tout de ceux que l'on appelle monarchiques (par respect ou par crainte, car cette forme n'existe plus que dans les livres: c'est un être imaginaire), étant dans le fond guidé par l'ambition, il est évident qu'une société, quand même elle seroit composée des hommes les plus vertueux, les plus humains, les plus justes, auroit toujours beaucoup à craindre du côté des autres sociétés, ne fusse-t-il que par envie, ou par un effet de cet art funeste que l'on ose appeller politique et que je ne saurois nommer autrement que duperie; il y auroit toujours quelque chef des autres sociétés qui chercheroit à la subjuguer. Quand un peuple devient la proie d'un vainqueur, à qui la basse flatterie donne le titre de héros, il perd tout d'un seul coup, il n'a plus de liberté ni naturelle, ni civile, il faut plier le cou au joug et recevoir la loi du plus fort. Au contraire, quand la

1. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, lib. III, cap. II.

forme d'un gouvernement est bonne, les désordres et les vices par rapport à l'intérieur ne peuvent se glisser que très lentement, de façon qu'il n'est pas si difficile à la société d'en arrêter les progrés et même d'y trouver le remède. Il est donc évident que les inconvéniens qui dérivent de l'extérieur sont les plus à craindre et en même tems il n'est pas douteux qu'il est plus aisé de trouver des remèdes pour ceux de l'intérieur que pour les autres.

Pour éviter les inconvéniens qui dérivent de l'extérieur, il faut augmenter la force relative. C'est pourquoi il faut confier le gouvernement à une seule personne. Cette personne doit être décorée d'un titre digne d'une charge si importante et si pénible. On la nomme ordinairement roy et on a ensuite attaché beaucoup de privilèges à la majesté royale, dont une partie en est vraiment propre. Nous verrons dans la suite que le reste ne lui appartient point.

Le gouvernement d'un seul est d'ailleurs sujet à beaucoup d'inconvéniens par rapport à l'intérieur. Le plus considérable est de dégénérer en despotisme. Nous allons essayer d'opposer, s'il est possible, des digues assez fortes pour contenir dans les bornes le torrent impétueux d'un gouverneur ambitieux et habile.

Chapitre 2.

De l'élection du roy.

Un peuple, dit Grotius [1], peut se donner à un roy. Rousseau reprend: un peuple est donc un peuple avant de se donner à un roy [2]. Il dit vrai, mais il me paroit qu'un peuple peut être associé par des intérêts particuliers, dont il résulte un intérêt général. Par exemple, pour se défendre des insultes d'un tiran et n'avoir aucune forme de gouvernement, ne pas être réuni en un corps politique, en un mot ne pas être un peuple, l'association tacite que l'on pourroit trouver dans cette agrégation d'hommes n'est pas le contract social, de façon que cette société n'auroit encore aucun droit légitime de faire contribuer supposons un des associés à l'avantage public. C'est le hazard qui, réunissant beaucoup d'intérêts particuliers, les réunit à un même but, qui peut être considéré comme un intérêt général sans l'être en effet, car il n'y a point en cela de véritable volonté générale. Supposons donc qu'un tel peuple voulut se réunir en un corps politique, se donner

1. Cfr. H. Grotius, *De iure belli ac pacis*, Parisiis, 1625, lib. I, cap. III.
2. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, lib. I, cap. V.

une forme de gouvernement; il faut: 1. Qu'il le veuille par une délibération unanime; et c'est ici la première démarche qui le mène au contract social et qui même pourroit prouver qu'il a été tacitement stipulé. 2. Elle peut nommer un certain nombre de personnes les plus sages pour examiner d'entre les différentes formes de gouvernement celle qui peut être la plus propre. 3. Supposant que le peuple veuille nommer un roy avec les modifications que je proposerai ci-après ou autres, elle le peut faire, pourvu que le consentement soit unanime, à moins que par une loi précédente le peuple ne soit soumis à suivre le sentiment du plus grand nombre, ou d'un nombre fixe. Cet acte est celui qui achève la réunion de cette société en un corps politique. Quand tout ceci soit arrangé, si le peuple veut nommer pour roy un d'entr'eux, il faut qu'il soit nommé par une assemblée générale, car les individus de la société sont sensés être mieux connus par la société entière que par quelques uns seulement. Si au contraire il s'agissoit de chercher un étranger digne de le gouverner, il faut que le peuple nomme les plus sages d'entr'eux pour en faire recherche, car l'habileté d'un étranger ne peut pas être à la portée du peuple ignorant, faute de rapports avec lui. Lorsque les sages nommés auront fait choix de la personne, ils doivent la proposer au peuple, afin que l'élection soit unanime (quand je dis unanime je comprends également celle du plus grand nombre quand il a été arrêté par une loi précédente que le plus petit soit obligé de s'y soumettre). Enfin, si la personne accepte l'élection aux conditions proposées, l'élection est parfaite et il me paroit que ce gouvernement est le plus légitime du monde.

Je prie le lecteur de ne pas tirer d'ici la conséquence que l'élection d'un vrai despote faite de cette façon fut légitime, car j'ai déjà dit que jamais on peut renoncer à la liberté, et c'est toujours à cette condition que j'entends parler du roy et de son élection.

L'acte, par lequel le peuple a nommé un roy, ou une famille royale, pour le gouverner n'est pas un contract, c'est un acte de législation, c'est ce que Rousseau a dit[1]; mais, comme il en déduit une conséquence qui ne me satisfait pas, j'exposerai d'avance à ce propos mes idées. L'acte, dis-je, par lequel un peuple élit un roy est un acte de législation; mais, avant que la personne nommée soit effectivement roy de ce peuple, il y a encore un autre acte (sur tout si c'étoit un étranger): c'est l'acte par lequel cette personne accepte la charge aux conditions adjointes et par lequel, ensuite de son acceptation, le peuple

1. Cfr. J. J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, lib. III, cap. XVII.

prête le serment de fidélité. Cet acte est un contract dans toutes les formes, et qui est par conséquent obligatoire pour les deux parties. C'est un contract stipulé en conséquence d'une loi, mais c'est toujours un contract. Rousseau, en conséquence de son principe, dit que le peuple, par la même raison qu'il peut rompre le pacte social, peut révoquer l'élection du roy quand bon lui semble, c'est-à-dire même par caprice [1]. C'est à quoi je ne souscris pas, car, je demande, si un particulier de cette société par un contract stipulé suivant les loix avoit fait acquisition de quelque droit, je demande, dis-je, si le peuple pourroit, en révoquant par caprice les loix, dépouiller le sudit membre de la société de la propriété de ce droit légitimement acquis. C'en est de même du contract stipulé avec le roy. Le peuple peut révoquer ses loix, mais il ne peut pas faire un acte qui endommage un homme quelconque par cela seul qu'il lui en prend la fantesie, car la chose seroit contraire à la loi naturelle, laquelle ne permet pas aux hommes d'user de leur liberté au préjudice des autres, si ce n'étoit pour se défendre.

Chapitre 3.

Des deux pouvoirs: législatif et exécutif.

Nous avons dit que la liberté n'est pas aliénable. La souveraineté ne l'est pas plus. Le roy n'est donc qu'un gouverneur. Il suit de ceci que le pouvoir législatif ne peut appartenir qu'au peuple qui est le véritable souverain et, au contraire, le pouvoir exécutif ne peut appartenir qu'au roy qui est le gouverneur. Par ces principes il est aisé d'assigner les véritables bornes de pouvoir du gouverne[u]r. Tout ce qui a rapport à l'exécution des loix appartient au roy. C'est ainsi qu'il est de son ressort de faire administrer la justice, de faire subir les peines prescrites par les loix aux criminels etc. et, au contraire, c'est au souverain de donner des loix, de déterminer les peines pour les criminels, de leur faire grâce etc. Il y a cependant deux sortes de loix. Il y en a que l'on appelle loix fondamentales ou politiques et d'autres qui ne sont que loix civiles. L'on demande si le souverain peut déroger à une loi fondamentale. Il est sûr que celui qui a fait la loi peut la détruire et même c'est une partie de la liberté à laquelle on ne peut jamais renoncer, mais, s'il est permis de céder une partie de la liberté naturelle pour s'en assûrer le reste (ce qui à la rigueur n'est pas céder, car la liberté que l'on perd est pour ainsi dire une liberté matérielle

1. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, lib. III, cap. I.

et celle que l'on conserve, que l'on s'assûre et qu'on augmente même par le contract social est une liberté morale, la véritable liberté selon les principes démontrés), la question proposée ne peut se résoudre que par le fait. Si par une loi fondamentale, supposons dans l'élection d'un roy, la société s'est engagée d'avoir une famille royale pour la gouverner et que l'aîné soit le roy, il faut voir si la raison qui a déterminé la société à cette loi n'a point un but politique qui tende à conserver la liberté morale (je parlerai à sa place du droit de déposer le roy, des cas dans lesquels il est permis de le faire et de quelle façon cela peut se faire). 1. C'est une des conditions du contract stipulé avec le premier roy. La loi naturelle veut que tous les hommes soient fidèles à ses engagemens et il n'y a rien ici qui donne atteinte à leur liberté naturelle. 2. Si le peuple a jugé à propos de se nommer un roy, les interrègnes qui arrivent à la mort du roy sont contraires à la loi fondamentale et d'ailleurs entraînent des inconvéniens. Le peuple, en nommant une famille royale, l'a donc fait pour éviter des maux auxquels les interrègnes pourroient l'exposer et pour tenir constamment la même forme de gouvernement. Elle ne doit donc pas changer cette loi qu'en tant qu'elle puisse devenir dangereuse à sa liberté, car alors tout est fini, la première loi est la conservation de la liberté. Tout ce que la raison nous apprend être mal les hommes ne le peuvent faire que physiquement, ainsi ce que nous avons dit que la société ne doit pas faire, on peut dire aussi qu'elle ne peut pas le faire, par la même raison que tout homme peut se faire du mal, mais il ne peut pas se le faire légitimement, puisque sa propre conservation est la première loi de tous les hommes. De cette même façon on peut juger des autres loix fondamentales.

Chapitre 4.

Moyen d'avoir la volonté générale sans assembler tout le peuple.

Le peuple d'une ville, quoique grande et nombreuse, peut aisément s'assembler, mais il n'est pas aisé de rassembler le peuple d'un royaume. Cependant tous les chefs de famille ont part à la souveraineté, et par conséquent droit de voter dans une délibération qui appartient au pouvoir législatif. On me dira: en ne se rendant pas au lieu destiné pour tenir l'assemblée le jour marqué, ils semblent tacitement approuver tout ce que l'assemblée aura délibéré. Je réponds que cette raison seroit supportable par rapport à celui qui volontairement ne voulut pas s'y trouver, mais pour ceux qui étant éloignés ne peuvent pas, sans s'incommoder considérablement, se trouver présents (lesquels dans

un royaume ne seront pas en petit nombre), je demande si ce seroit une assez bonne raison pour les obliger à obéir à une loi à laquelle ils n'eurent point de part et si l'on peut avancer que cette loi soit une émanation de la volonté générale.

Je voudrois donc que l'État fut partagé en provinces, lesquelles eussent chacune une capitale et des autres villes, bourgs ou villages qui en fussent membres. Que dans chaque ville, bourg ou village on tint une assemblée générale de tous les chefs de famille, de ceux en un mot qui ont droit de voter, et dans cette assemblée on nommat des représentants pour assister à l'assemblée provinciale; [que] dans la ville chef de province on tint: 1. Une assemblée générale de tous les chefs de famille comme ci-dessus pour nommer des représentants de la ville. 2. [Que] les représentans nommés tinsent un'autre assemblée pour nommer les représentans de la province pour se rendre à l'assemblée générale, laquelle ne fût composée que de représentants. [Que] ces représentans fussent tirés de toutes les classes de personnes, afin qu'une n'écrasat pas l'autre dans une assemblée générale. Que le nombre des représentans fût tel qu'on pût regarder l'assemblée générale comme telle. En un mot, que l'assemblée fût composée de ce nombre qui sans représentans s'y trouveroit probablement, car alors la diminution de ceux qui également ne pourroient pas s'y rendre n'est pas une diminution, ce n'est au contraire que le moyen unique, selon moi, par lequel ceux-ci, quoique absens, peuvent avoir part à la délibération de l'assemblée. Ainsi je pense que Rousseau, tout contraire qu'il est aux représentans[1], ayant raison dans le sens qu'il le dit, ne pourra pas se récrier sur les représentans que je propose, car je reviens toujours à ma première difficulté. Toute loi, dit-il, que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle, ce n'est point une loi. Tous les États ne sont pas une ville et ne peuvent l'être. Dans un royaume il n'est pas possible de rassembler tous ceux qui on droit de voter, et le nombre de ceux qui ne se trouveront point présens à l'assemblée sera toujours considérable. La loi donc que cette assemblée passeroit seroit toujours nulle par rapport aux absens et ne seroit jamais une émanation de la volonté générale. Rome même, qu'il cite à ce propos, ne prouve rien contre moi, car la ville étoit très nombreuse et grande, mais le peuple d'une ville peut s'assembler. Après quoi, je voudrois bien savoir si tous les peuples qui, après avoir été conquis obtinrent le droit de

1. Cfr. J. J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, lib. III, cap. XV.

bourgeoisie, et par conséquent celui de voter, se trouvoient présens aux assemblées qui se fesoient à Rome, ce qui étoit impossible. Or, je demande, par quel droit le peuple de la ville de Rome pouvoit obliger les autres peuples, qui fesoient une partie de la souveraineté autant que lui, à obéir aux lois qui passoient dans les assemblées tenues à Rome? Sans examiner d'avantage cette question, je dis que tout ce qui est physiquement impossible ne peut être dans le droit, ni de nature, ni des gens, ni civil. D'ailleurs les inconvéniens qui peuvent résulter des représentans ne sont pas impossibles à éviter, et c'est ce qui me paroit devoir résulter du sistème que je viens de proposer. Et enfin il y aura toujours des inconvéniens, mais je tiens pour sûr qu'ils seront toujours plus petits que ceux qui résulteroient de l'impossible idée d'assembler tout le peuple d'un royaume.

Chapitre 5.

De la convocation des assemblées.

Un moyen par lequel le roy pourroit un jour devenir despote ce seroit en empêchant les assemblées. Pour prévenir un tel désordre il faut que les assemblées se tiennent constamment une ou deux foix par an, ou moins encore, si l'on veut, sans être convoquées par aucun et que le jour en soit fixe. Nous donnerons ensuite quelques autres remèdes, afin que les assemblées ne puissent être troublées et contraintes dans ses délibérations. Il y aura donc une ou deux assemblées générales tous les ans à un jour marqué; outre celles-ci, le roy pourra demander un'assemblée générale, si quelque besoin pressant l'exigeoit; si une province la demandoit, de même. Pour quelque besoin pressant le roy sera obligé de la convoquer. Comme l'assemblée générale doit être précédée des assemblées provinciales, celles-ci des assemblées subalternes, le jour en sera de même marqué, afin que les représentans nommés ayent le tems de se rendre au lieu destiné pour l'assemblée générale. Les assemblées provinciales, comme elles regardent toutes les affaires de la province, soit de police, soit de commerce, soit d'oeconomie, soit de droit civil, se tiendront plus fréquamment et à mesure que le besoin l'exigera. Ce seront les magistrats des provinces, dont je parlerai à sa place, qui convoqueront ces assemblées et qui auront droit de proposer à l'assemblée ce qu'ils jugeront nécessaire.

Les assemblées subalternes seront de même plus ou moins fréquentes, suivant que le besoin l'exigera.

Chapitre 6.

Des délibérations des assemblées.

Nous avons dit que le pouvoir législatif appartient au souverain, c'est-à-dire à la nation; et, au contraire, le pouvoir exécutif n'appartient qu'au gouvernement. Il suit que toutes les délibérations de l'assemblée générale ne doivent être que des actes de législation. Nous avons dit que le souverain n'est pas le législateur, quoique le pouvoir législatif lui appartient tout entier, c'est-à-dire que c'est toujours un homme éclairé qui doit proposer les loix. Nous avons même ajouté que, lorsqu'un peuple cherche un roy, il doit chercher un législateur. Ce sera donc le roy qui, ou lui même, ou par un ministre, proposera à l'assemblée générale ce qu'il jugera le plus utile à la nation par rapport à la législation, quoique je ne saurois désapprouver que ce fut une charge de l'État, c'est-à-dire que la société donnat commission à un ou plusieurs hommes de s'appliquer à la législation et de proposer les loix, sur tout si la société eut établi la succession à la royauté dans la famille du premier roy pour la gouverner, ce qui ne devroit pas empêcher que le roy ne put proposer tout ce qu'il jugeroit nécessaire pour le bien de la société. Nous avons dit que les loix sont ou générales, ou particulières. Cependant tout ce qui est législation doit être approuvé par toute la nation. Les loix donc qui sont particulières à quelque province, après avoir été approuvées par l'assemblée provinciale, seront proposées à l'assemblée générale pour être approuvées, ce qui est aussi nécessaire à cause des rapports qu'elles peuvent toujours avoir avec le reste de la nation et parce que tout homme doit être informé des loix.

Les assemblées, soit générales, soit particulières, seront toujours composées d'un grand nombre d'hommes; il n'est pas si aisé de réunir tant de têtes à une même détermination. C'est ce qui a fait imaginer la loi par laquelle le plus petit nombre s'oblige de se conformer à l'avis de la pluralité. Il est cependant sûr que plus le nombre des votants est grand, leur unanimité est une preuve plus sûre de la prudence de leur délibération. Je conclus de ceci que, suivant que l'affaire est plus ou moins importante, il est prudent d'exiger une plus ou moins grande unanimité. S'il s'agit par exemple d'une loi générale, il faudroit que, de dix parties, neuf fussent d'accord pour ajouter, ou déroger quelque loi. Si la loi est particulière, la même règle doit s'observer par rapport à l'assemblée provinciale de la province, à laquelle cette loi appartient; mais pour l'approbation de l'assemblée générale les deux tiers pourroient suffire. Bien entendu que les représentans de la province dont

il s'agit ne doivent pas faire nombre, car ils sont sensés être de l'avis de la délibération provinciale qui demande l'approbation.

Les délibérations des assemblées, étant l'émanation de la volonté générale, ou de toute la nation, si l'assemblée est générale, ou de la province, si elle est particulière, doivent jouir d'une entière liberté. Il faudra donc que le roy, en prennant possession du gouvernement, s'engage par serment à ne jamais troubler de quelque façon que ce soit les assemblées. Comme il n'est pas difficile qu'un ministre coquin, un théologien infame (il y en a tants), trouve des sophismes pour persuader un roy ambitieux qu'il peut se mettre au-dessus du serment, la prudence dans une chose aussi importante que l'est la liberté veut qu'on ne néglige point les précautions nécessaires, sans cependant pousser la chose à une honteuse méfiance. L'on pourroit donc choisir une place fortifiée, capable en grandeur pour loger le monde qui doit s'y rendre, ou, si la chose n'étoit pas possible, un camp bien placé, auquel on formât une enceinte avec des portes pour les fermer quand l'assemblée sera composée. Que les gens d'armes ne pussent y assister que sans armes et les troupes étrangères, s'il y en avoit, dûssent se trouver aux frontières tout le tems que durera l'assemblée. Que le roy voulant y assister fut obligé de renvoyer ses gardes dès le moment que l'assemblée sera composée, laquelle cependant nomınera les plus distingués d'entr'eux pour remplacer durant l'assemblée ceux qu'il aura renvoyé; et, ne pouvant pas assister en personne, qu'il fut obligé d'accepter une garde pendant ce tems aux ordres de l'assemblée générale. Il est rare que la tirannie, le despotisme vienne tout-à-coup dans un gouvernement bien établi. C'est pourquoi les précautions que je viens de proposer ne sont pas les plus nécessaires ordinairement; c'est par des choses qui semblent très indifférentes que commence l'usurpation et dégénère enfin en tirannie. Par exemple le roy, dont je parle, ne forcera pas un'assemblée, mais, s'il est ambitieux et qu'il forme le projet de se rendre despote, il cherchera à corrompre les votans et gagner les suffrages non par le moyen de la raison, c'est-à-dire en proposant des choses utiles, mais par des voyes honteuses, de l'argent et des autres vices. Ceci est d'autant plus facile à arriver qu'il est plus difficile à découvrir, car celui qui a été aussi infame pour vendre sa patrie, a autant d'intérêt que le roy à cacher son crime. Il faudroit donc que tout acte dans lequel on vint à reconnoitre que quelque votant eût été corrompu fut nul *ipso iure*; que le crime de vendre les suffrages fut regardé comme un crime de lèze-majesté; que le roy qui eût cherché de gagner les suffrages par des voyes criminelles fut déclaré déchu *ipso facto* du gouvernement, à moins que par un effet de repentir

ce fût lui-même qui fit l'aveu de son crime. Nous trouverons dans la suite des autres remèdes à ces petits trous, par lesquels la tirannie se glisse insensiblement.

Chapitre 7.

Que l'assemblée générale peut déposer le roy et comment.

Nous avons dit que la liberté et la souveraineté ne peut jamais être aliénée. Or si la nation ne pouvoit plus, par quelque raison que ce soit, déposer le roy qu'elle a nommé, elle cesseroit d'être libre et d'avoir la souveraineté. D'ailleurs je me flatte d'avoir démontré que l'acte par lequel un roy accepte l'élection aux conditions qu'elle a été faite et [par lequel] le peuple lui prête le serment de fidélité est un contract. J'ai dit à ce propos que le peuple, ensuite de ce contract, ne peut pas déposer son roy par caprice. De tous ces principes il suit: 1. Que, si le roy n'observe pas les conditions du contract, le peuple est en droit de les lui faire observer, car il ne suffit pas toujours pour résoudre le contract qu'une des parties contractantes ne soit pas fidèle à ses engagemens; un oubli, une négligence peut causer cet inconvénient. Il y auroit peu de contracts durables, si à la moindre inobservation le contract étoit dissous. On a droit dans ce cas d'avertir la partie qui manque et de la sommer de faire son devoir. 2. Que, si le roy étoit de son côté infracteur du contract, le peuple n'est plus obligé de l'observer et il peut alors déposer son roy. L'infraction du contract peut arriver de trois manières: 1. Si dans le contract on eut convenu que dans tel cas les engagemens réciproques soient dissous *ipso iure et facto*, alors la résolution est une partie du même contract. 2. Si le roy fesoit une violence ouverte contre quelques conditions du contract, car par cette violence il rénonce tacitement au contract et il se rend ennemi de l'autre partie contractante. 3. Si le roy, après avoir été averti et sommé de faire son devoir suivant ce qui est convenu dans le contract social, continuoit à n'en rien faire, car alors c'est aussi une rénonciation tacite au contract.

Par ces principes on voit aisément comment il peut arriver que le roy soit déposé. S'il s'agit d'une infraction ouverte, d'une violence, il n'est pas nécessaire de déposer le roy, il est déchu de droit. Cependant, pour éviter toutes les contestations et tous les prétextes, la nation feroit bien, à mon avis, à le déposer formellement dans une assemblée. Si le roy n'observoit pas les conditions du contract auxquelles il se trouvat

attaché le pacte résolutif; il faut que l'inobservation soit jugée. C'est ici que nous rencontrons une difficulté qui n'est pas dans le cas précédent, dans lequel il ne s'agit que de s'opposer à la violence, ce qui est permis à tous les hommes, c'est-à-dire, dans le second cas, c'est une contestation qui s'élève entre la nation et le roy; par conséquent, dans cette affaire, on ne peut plus considérer le roy comme membre de la société. C'est une personne à part et la nation toute réunie ne fait qu'une personne, qui n'a pas droit de juger l'autre, outre que ce seroit confondre les rapports, car la nation seroit dans le même tems partie et juge. Quelques nations ont lié, pour cet effet, des compromis, c'est-à-dire défférer à une nation indifférente la connoissance de ces sortes de questions; c'est une méthode, selon moi, très conforme aux principes de la raison et de l'humanité; ainsi je ne saurois proposer rien de mieux, en cas que l'on eût laissé dans le contract quelque chose qui fut susceptible de contestation, ce qui est très facile. Assûrément, si dans le contract on eût si bien détaillé les conditions que les cas d'inobservation fussent marqués par des opérations visibles et point sujettes à aucun doute, il seroit inutile de faire décider ce qui est clair. Enfin, si le roy n'observoit pas le contract, la nation doit l'en avertir et en former un décret dans une assémblée générale, en y ajoutant qu'en cas de rénitence il sera déposé à l'assemblée prochaine. Il pourroit encore arriver que la nation ne trouvat pas son roy capable de la gouverner, ou qu'elle vint à découvrir quelque finesse dans le roy, à laquelle le contract n'eût pas pourvu et dont le but fût dangereux à la liberté. Alors elle peut aussi prendre son parti. Dans le premier cas elle peut nommer des régens, si elle le juge à propos, ou nommer un autre roy. Elle peut en faire autant dans le second cas; mais, comme tout changement est toujours dangereux, il faut que la volonté générale sur ce point soit bien assûrée. Ainsi il faut: 1. Que dans les assemblées provinciales l'affaire soit mise en délibération et qu'il soit permis à qui que ce soit de la proposer. 2. Que l'assemblée provinciale charge ses représentans de la proposer à l'assemblée générale et, quand à une assemblée générale il se trouvera que les représentans de toutes les provinces seront chargés de cette même commission, on pourra voter sur cet article; mais s'il [ne] manquoit qu'une seule province, on remettra l'affaire à l'assemblée prochaine, chargeant, en attendant, les représentans de cette province de la proposer à l'assemblée provinciale. La votation enfin de l'assemblée générale sur la déposition du roy doit être presque unanime, c'est-à-dire que si dix sur un mille votans s'opposoient à la déposition, elle ne doit point passer.

Chapitre 8.

Des contributions.

Entr'autres droits que les politiques attachent à la royauté, un des plus essentiels est celui d'exiger des individus de la société des contributions. C'est ce que je veux examiner.

Chaque individu de la société, en vertu du contract social, s'est obligé de contribuer de toutes ses forces à l'avantage de la société, parce que celle-ci s'oblige en revanche de contribuer de toutes ses forces au bien-être de chaque individu. Or, en chargeant un roy du soin de gouverner la société en tout ce qui appartient à ce dont il est chargé, tous les individus sont obligés d'y contribuer de toutes ses forces et en tant qu'il sera nécessaire. La société doit donc: 1. Assigner au roy un revenu annuel pour son entretien, je veux dire l'entretien d'un roy et non celui d'un particulier. Si l'on donne des salaires aux personnes en place, pourquoi doit-on le refuser à celui qui couvre la première, la plus importante et la plus difficile charge de l'État? Un tel revenu est à lui: c'est son patrimoine. Il est obligé de se tenir décemment. Quelque fois l'intérêt de la société exige que le roy éblouisse les étrangers par un extérieur brillant, mais d'ailleurs, si le roy fesoit sur son entretien des épargnes, la société n'y pourroit avoir aucun droit. 2. Le peuple doit fournir au roy les moyens de procurer le bien de la société. Quant aux contributions de cette nature, il suit des principes que j'ai posé ci-dessus: 1. Que les contributions n'appartiennent pas au roy comme roy, mais comme gouverneur. 2. Qu'elles ne doivent pas surpasser les forces des individus. 3. Qu'elles ne sont dues qu'en cas de besoin.

De la première de ces conséquences je conclus que le roy ne peut jamais faire usage des contributions qu'en ce qu'elles ont été destinées. De la seconde, que jamais il pourra tourmenter un individu qui ne sera pas dans la possibilité de payer la contribution qu'il lui demande. De la troisième, que le besoin doit être assûré.

Ensuite de ce que je viens de dire je crois pouvoir résoudre en ces termes la question que je me suis proposée d'examiner. Le roy peut exiger les contributions et les demander à la société en cas de besoin, mais il ne peut pas de son autorité imposer des contributions au peuple.

Comme le but que je me suis proposé dans cet ouvrage n'est pas de m'arrêter aux théorèmes, mais de tâcher d'en faciliter l'exécution, je vais proposer à présent quelques règles pour la société dont il est

question par rapport aux contributions qu'on peut nommer comme l'on veut, c'est tout égal.

Le roy pourroit faire dresser un calcul des dépenses qu'il juge nécessaires ou utiles pour le bien de l'État afin de savoir à quelle somme elles peuvent monter, ensuite la présenter à l'assemblée générale, laquelle doit examiner la nécessité et l'utilité des dépenses, car ceci, ayant un objet général, est d'abord un acte qui appartient à la législation. Il y a beaucoup de vues éloignées, et même de celles qu'il est utile de ne point publier. Si le roy étoit obligé de les développer à l'assemblée générale, on risqueroit de perdre l'avantage qu'on trouve à confier le gouvernement à une seule personne, on s'exposeroit, en un mot aux inconvéniens des démocraties et des aristocraties par rapport à la force rélative. C'est pour quoi je voudrois que l'assemblée générale ne cherchat pas d'examiner avec trop de précision ce que ci-dessus et qu'elle marquat une noble confiance dans son roy en lui décernant la somme demandée. D'ailleurs, pour ne pas s'exposer à être la dupe d'un roy avare, l'on peut ajouter une précaution, c'est que le roy soit obligé au bout d'un certain tems de rendre compte à l'assemblée générale des deniers publics, dont il n'est qu'administrateur. Un bon roy n'aura pas de peine à s'y soumettre. Pour un mauvais roy on ne prend jamais trop de précaution.

Il y a deux façons de contribuer, ou de sa personne, ou de ses biens. Quand les individus sont affectés de la passion du patriotisme les contributions personelles sont plus fréquentes et même volontaires. Alors l'État est dans toute sa force. Si cette passion se refroidit, on peut encore essayer d'exciter celle de la gloire, qui à-peu-près produit les mêmes effets. Si ces passions n'existent plus, on peut compter que le corps politique touche à sa fin, que l'anarchie universelle est prochaine. Cependant, comme par rapport au sistème présent de l'Europe, il n'est pas possible de se passer entièrement de l'argent, les contributions en argent sont toujours nécessaires. La façon de les exiger, c'est ce qui met à la torture le cerveau de messieurs les financiers. Les uns ont haussé le taux des terres, les autres ont augmenté les douaines, des autres aiment mieux une capitation, mais, tous d'accord, ont placé les gabelles entre les régalies de premier ordre, et par conséquent ils ont trouvé le moyen d'ajouter au code des loix une nouvelle espèce de crime, c'est la contrebande, ce qui fait poursuivre en justice des bons citoyens dont le crime est d'aimer mieux à gagner sa subsistance par l'industrie que par les vols et les assassinats. On ne doit cependant pas être surpris de tant de bêtises si l'on fait attention que les financiers ne sont pas pour l'ordinaire des citoyens, mais des vils esclaves, dont tout le but

est de gagner la faveur du roy en lui procurant des avantages, en particulier des hommes qui n'ont jamais su comprendre comment les deniers publics n'appartiennent pas au roy, parce qu'ils regardent tout l'État et tous les individus sous le même point de vue qu'un pâtre regarde ses brebis (si ce n'est pire encore). Pour moi, je voudrois bannir cette odieuse classe d'hommes et je pense que ce seroit déjà une épargne considérable de fraix. L'assemblée générale, en décernant la somme qui a été demandée par le roy, peut ensuite en faire une répartition sur les provinces, les assemblées provinciales sur les villes, bourgs et villages et celles-ci sur les individus de la société. Les mêmes thrésoriers des deniers publics des villes et des provinces peuvent retirer des individus le contingent que chacun doit payer et ensuite le faire passer au thrésorier général. Je ne dis pas qu'il ne puisse arriver des circonstances dans lesquelles l'imposition de quelques douaines puisse être utile, mais je soutiens que le cas sera très rare et qu'au moins c'est l'assemblée qui doit en décider, jamais le roy.

Chapitre 9.

Des charges subalternes de l'État.

Le roy, quoique chargé de toute la puissance exécutive, ne sauroit tout faire par lui-même. C'est pourquoi il est réservé à lui de juger en dernier ressort et le jugement, qu'on appelle subalterne, est confié à d'autres personnes, qu'on appelle magistrats. Ordinairement on fait encore distinction entre les magistrats subalternes parpillés dans les provinces et les magistrats qu'on appelle suprêmes, qui tiennent les séances dans la capitale et presque dans toute l'Europe les magistrats suprêmes jugent en dernier ressort. Ce qui a causé un tel inconvénient est que les roys, étant devenus monarchico-despotiques, en s'arrogeant le pouvoir législatif, chargés de presque toutes les affaires, ne pouvoient plus faire attention à l'administration de la justice. Ajoutons à cela que le plus sage des roys est toujours un homme qui a besoin de quelque délassement; les amusemens sont plus agréables que les occupations sérieuses et d'abord qu'il n'est permis à personne d'avertir le roy qu'il s'est assez amusé, qu'il est tems de se rendre à sa charge, il n'est pas difficile qu'il s'oublie. C'est ce que je ne voudrois pas qu'il arrivat au roy, dont il est question ici. Je ne veux pas le priver des délassemens nécessaires, ce seroit trop exiger, mais je ne veux pas qu'il en vint à faire sa principale occupation. J'aimerois donc à voir beaucoup de parlemens subalternes parpillés dans les provinces, afin que la justice

fût rendue prompte et intègre autant qu'il est possible et qu'ensuite le roy, aidé par son conseil, jugeat en dernier ressort; par conséquent que le roy dût assister aux séances de son conseil de justice et juger selon la pluralité des avis du conseil. Sa présence en imposeroit et peut-être on ne verroit plus cette dangereuse coutume d'inventer des mots comme celui d'*équité* pour s'arroger le droit d'interpréter les loix et rendre par ce moyen la justice arbitraire, ce qui est à la rigueur une usurpation manifeste du pouvoir législatif. Les juges doivent juger si le cas qui est porté devant eux est défini par la loi, et par quelle loi, ou non. Si la loi est obscure, ou qu'elle n'ait pas pourvu au cas dont il s'agit, le magistrat ne doit rien décider, mais remettre l'affaire à l'assemblée générale, à laquelle il peut représenter son avis sur ce dont il s'agit.

Nommer les magistrats (sous le nom de magistrats j'entends aussi les conseillers de justice du roy, dont j'ai parlé ci-dessus) appartient à la puissance exécutive, par conséquent au roy. Mais, comme la distribution des charges est un des ressorts qui peuvent mener au despotisme un roy ambitieux, il me paroit essentiel de trouver quelque remède à cet inconvénient. L'on pourroit laisser au roy le droit de nommer les magistrats et aux assemblées celui de les renvoyer s'ils étoient ignorans, ou méchans. La chose étant cependant assez délicate, il faudroit une unanimité comme celle que nous avons exigé pour les loix. D'un tel établissement il résulteroit que le roy ne s'en rapporteroit pas si légèrement à ses courtisans dans la distribution des charges et que les ignorans n'oseroient peut-être pas en demander pour ne point s'exposer à un opprobre public.

Le roy doit faire administrer la justice, comme nous avons dit, mais sa charge ne se borne pas à la simple justice judiciaire. Il y a tout ce qui a rapport à la police, au commerce, à ce que l'on appelle politique de l'intérieur de l'État, qui est de même de son ressort. Je passerai dans le second livre à détailler tout ceci, mais je dois ici ajouter que le roy, ne pouvant, comme nous avons dit, tout faire par lui-même, doit avoir des ministres pour l'aider, lesquels ne doivent pas avoir la moindre autorité attachée à leur charge, mais uniquement donner ses avis au roy et en exécuter les ordres. C'est au roy qu'il appartient de nommer ces ministres; et comme leurs avis donnés au roy sont ordinairement sécrets, il n'est pas juste que l'assemblée puisse les juger. Elle peut, comme nous avons dit, juger le roy même. C'en est assez.

Le roy pourroit oublier quelque partie de son devoir, ou franchir par mégarde les bornes de son pouvoir. Le peuple de même pourroit faire quelque tort à son roy. Il me semble qu'un parlement, chargé

de veiller sur ces inconvéniens et de représenter à l'occasion soit au roy soit au peuple ses devoirs, seroit bien utile. Ce parlement ne devroit jamais être jugé et les membres pour le composer devroient être nommés par l'assemblée générale.

Chapitre 10.

De la religion.

On ne doit pas s'attendre ici à une dissertation théologique. Je ne parle de la religion qu'en tant qu'elle a rapport au gouvernement. Je n'entrerai pas même à décider de tant de cultes qu'il y a au monde lequel soit plus utile à un bon gouvernement. Rousseau en a parlé [1]. Je ne m'aviserai pas ni de blâmer, ni d'approuver ce qu'il en a dit. Je me contenterai de dire que tout ce qui est démontré faux et superstitieux ne peut être dans la bonne religion, ainsi les cultes des ridicules divinités, le culte mahométan ne peuvent jamais être regardés comme des religions.

J'ajouterai qu'un bon gouvernement ne doit pas souffrir des changemens de religion. La dominante doit être soutenue, protégée et tout homme qui viendroit à l'attaquer ouvertement doit être regardé comme un perturbateur du repos public.

Que tout ce que le clergé s'aviseroit de vouloir ajouter à la religion, tout bon gouvernement ne doit pas le souffrir. C'est une autorité dont le clergé n'est pas revêtu.

Que la façon de penser ne doit pas être gênée. Un homme, qui a le malheur de ne pas penser juste, n'est pas criminel pour cela seul; il ne peut devenir tel que lorsqu'il cherche à faire des prosélytes, qu'il veut faire tourner la tête aux autres. Il seroit bien plus injuste encore et dangereux de ne pas souffrir des hommes de differente communion.

On demande si un homme, né et élevé dans la religion dominante, arrivé à l'âge de la connoissance, venoit à être plus persuadé des dogmes d'un'autre communion, s'il lui doit être permis de passer dans celle-ci. Quand je dis l'âge de la connoissance, je n'entends pas celui de 14 ans, ni celui de 25, je veux dire lorsqu'un homme aura fait des réflexions sérieuses sur la religion et sur ses dogmes. Je dis qu'on ne doit pas lui en faire un crime. Tout homme est né libre et rien n'est plus libre dans l'homme que la façon de penser. Une religion, quand même elles seroient toutes fausses, seroit toujours nécessaire et utile à la société.

1. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, lib. IV, cap. VIII.

Il faut donc que les hommes se gênent à une religion, mais il faut aussi que, dans le choix, ils y donnent un libre consentement. Un enfant, pour lequel son père a promis au font sacré du baptême, n'y a pas eû la moindre part, il est catholique sans le savoir et il est élevé tel sans l'avoir voulu. Pour quoi donc sera-t-il permis de le forcer de l'être, lorsqu'il n'en a pas envie? Je prouverai à sa place que les engagemens des pères ne sont pas obligatoires pour les enfans. L'on me dira que le père en ce cas est en droit de le déshériter et la société de le bannir. Je dis que non, car être d'une communion ou d'un'autre n'a aucun rapport avec le but pour lequel la religion est liée au sistème politique. Après quoi nous avons dit qu'il faut tolérer les autres communions et que tout homme qui se contente de penser comme il faut, sans chercher que les autres pensent comme lui, n'est pas criminel: on a pas droit de le punir. L'on me dira qu'en souffrant un tel abus la religion dominante pourroit aisément s'affoiblir au point de se trouver peut-être un jour annéantie. Je reponds: 1. Que le changement de religion est dangereux quand il vient tout à coup et par une cause violente, mais, s'il, se glissoit insensiblement, il ne choqueroit jamais la constitution de l'État, parce que les individus y sont préparés. 2. Ou la religion dominante est la véritable, ou elle ne l'est pas (qui est-ce qui en décidera? Jamais un homme). Si c'est la bonne, je dis qu'il ne faut pas supposer que la plupart des hommes doivent penser faux, sur tout lorsqu'ils n'y sont pas forçés et, en cas qu'un tel malheur vint à arriver, est-ce au gouvernement de soutenir les droits de la divinité malgré elle? Si le Créateur ne le voulût pas, croit-on qu'il n'eût assez de force pour l'empêcher? Et enfin ces hommes seroient assez malheureux d'être dans l'ignorance en matière de religion; pourquoi faudroit-il encore en faire des méchans par la contrainte et les rendre malheureux dans la vie? Si la religion dominante n'étoit pas la bonne, pourquoi fermer les yeux à la lumière et l'empêcher de pénétrer?

Par tout ce que je viens de dire l'on voit que tous les tribunaux de contrainte en matière de religion qui se trouvent dans les pays catholiques sont insopportables, contraires à tous les droits et aux maximes même de la religion catholique.

Enfin le gouvernement doit: 1. Retrancher de la religion tout ce qui est contraire au bien de la société, car le Créateur n'a pas, sans doute, donné aux hommes une religion pour les rendre malheureux. Dans un pays catholique, par exemple, il faudroit retrancher la juridiction judiciaire des ecclésiastiques, les immunités réelles et locales, le terrible impôt de la datterie etc. 2. Faire respecter la religion, sur tout dans l'extérieur.

Chapitre 11.

De la guerre et de la paix.

Nous avons jusqu'ici parlé des loix fondamentales qui ont rapport à l'intérieur. Nous avons borné l'autorité du roy autant qu'il est possible et que nous [l']avons jugé nécessaire. Nous allons maintenant parler de celles qui ont rapport à l'extérieur. Nous avons jugé utile le gouvernement d'une seule personne par la seule raison qu'on augmente de cette façon la force relative. C'est donc ici que le roy doit avoir plus de pouvoir. Nous tâcherons cependant de trouver le moyen que le peuple ait toujours des bonnes cautions de sa liberté.

Il y a deux sortes de guerres: offensive et défensive. Elles peuvent être également justes, ou injustes. Il est juste de défendre ce qui nous appartient et que nous possédons et il ne l'est pas moins de le demander et se le prendre en cas de refus. De même il est injuste de demander ce qui nous est pas dû, tout comme de vouloir retenir ce qui appartient à un autre.

La déclaration de la guerre est un acte qui a un objet général. Ainsi c'est à l'assemblée générale qu'il devroit appartenir de donner commission au roy de déclarer la guerre; mais, comme les actes d'une assemblée générale peuvent être aisément pénétrés par les étrangers, ce qui leur donneroit d'abord un avantage, il faut que le pleuple s'en rapporte au roy, lequel puisse par conséquent, de son autorité, déclarer la guerre. Un tel droit pourroit produire le même désordre que les autorités consulaires en fait de guerre ont causé à la république de Rome. On pourroit pour les éviter obliger le roy à rendre compte à l'assemblée générale ou à un certain nombre de personnes, nommées par l'assemblée générale, les plus clairvoyantes, des raisons qui l'ont engagé à déclarer, ou soutenir une guerre. Et, si l'assemblée générale venoit à découvrir dans le roy quelque vue malitieuse au préjudice de la société, elle peut y remédier comme nous avons dit (chap. 7). Si le roy a fait innocemment un faux pas, ce qui est très facile à arriver, car c'est toujours un homme, elle peut tâcher de réparer le mal en lui donnant là dessus ses ordres. C'est ainsi que le peuple sera toujours le juge de la justice, ou injustice de la guerre. [En] ce qui regarde la paix, il est sûr que c'est au peuple à stipuler un traité de paix avec un autre peuple; le roy pourra signer une courte trêve en cas qu'il juge utile la paix, afin d'avoir le tems de recevoir les déterminations de l'assemblée, laquelle doit les lui donner par écrit et le charger de conclure le traité qu'elle doit ratifier ensuite. [En] ce qui regarde enfin

toutes les opérations de guerre, le roy en doit être chargé et ne doit pas être gêné à cet égard. C'est pourquoi les troupes doivent être sous ses ordres en tems de guerre et au contraire elles doivent dépendre du souverain en tems de paix.

Le commandement de l'armée a servi souvent de moyen pour monter au trône. A celui qui y est déjà placé il pourroit bien servir pour se rendre despotique. C'est ce grand inconvénient, auquel nous cherchons du remède. Si l'armée n'obéit pas aveuglement, il n'est pas possible de réussir dans la moindre entreprise. Ainsi il ne faut pas gêner le roy en tems de guerre, nous l'avons dit, d'autant plus que le souverain peut faire cesser la guerre quand bon lui semble. Tout ce que l'on pourroit ajouter, c'est à l'égard des charges militaires. Les premières charges, c'est-à-dire de général et lieutenant général jusques aux colonels *inclusive*, pourroient être distribuées par le roy, mais moyennant la ratification de l'assemblée générale, dans laquelle, pour les récuser, l'unanimité dût être des trois quarts des votans; les charges de lieutenant colonel et major fussent distribuées par l'assemblée militaire des généraux et colonels; les autres subalternes par l'assemblée composée du colonel, lieutenant colonel, major et six capitaines du régiment dont il s'agit.

Chapitre 12.

Des ambassadeurs.

Les ambassadeurs étoient autre fois des hommes qui, chargés d'une commission par un souverain, le représentoient auprès d'un autre en s'en acquittant et se retiroient ensuite. L'imprimerie, la bussole et le commerce, ayant multiplié les rapports d'un peuple à l'autre, les commissions devinrent plus fréquentes, et si fréquentes même qu'on a jugé à propos d'envoyer des hommes à faire sa résidence chez les peuples avec lesquels on a quelque rapport et leur donner, à mesure que l'occasion se présente, les commissions, afin d'épargner tant de voyages inutiles. Quand les ambassadeurs ont été arrangés de cette façon, l'ambition et la crainte réciproque d'un côté et la commodité de l'autre a introduit des abus. Il a été des ambassadeurs, qu'on auroit pu nommer de véritables espions, protégés du droit des gens conventionnel, ou coutumier.

Si un peuple pouvoit parvenir à ce point de force qui le mît à l'abri de tout insulte et en état de n'avoir rien à craindre des autres nations, je crois qu'on pourroit bien épargner les considérables fraix de ces charges. Mais comme ce que je demande n'est pas si aisé à obtenir,

le sistème présent de l'Europe met quelque peuple que ce soit dans la nécessité d'avoir des résidens auprès des souverains, avec lesquels il a quelque rapport. Espier les démarches d'un ennemi n'est pas faire l'espion; ainsi un ambassadeur résident à une court qui est attentif pour savoir si le cabinet a des mauvaises intentions au préjudice de sa nation, ce qui ne signifie autre chose que de s'informer s'il est ami, ou ennemi, n'est pas un espion; mais, si ce résident veut pénétrer tous les sécrets de la nation, chez laquelle il fait sa résidence, quelquefois pour lui faire du mal sans raison, quelque fois par une curiosité de coutume, c'est un espion et c'est ce que tout honnête homme ne doit jamais faire. On peut donc donner des instructions honnêtes et des commissions honorables à un ambassadeur et faire des reproches, si les étrangers en venoient à user autrement.

Les ambassadeurs peuvent être nommés par le roy et recevoir de lui ses instructions; mais le souverain en cas de besoin peut toujours les faire rappeller, leur donner des ordres contraires à ceux que le roy leur eût donné. Quand je dis en cas de besoin, je veux dire si la liberté de la nation étoit en danger, et pas autrement, car dans le reste leur fonctions n'appartient pas au pouvoir législatif.

Chapitre 13.

Si les engagements des pères sont obligatoires pour les enfans, ou non.

Dans l'état de la nature, et précision faite de toute société, de toute loi divine et humaine, les pères n'ont aucun droit sur ses enfans. Sitôt que ceux-ci peuvent vivre sans le secours des pères, ils ne dépendent plus d'eux. Aussi les sauvages qui sont encore dans l'état de nature nous fournissent une preuve de cette proposition. Une suite de ce même principe est que les enfans, selon la loi naturelle, n'ont aucun droit sur les biens que ses pères possédoient. C'est la loi civile qui leur a décerné l'héritage des pères et la légitime en revanche du droit de supériorité qu'elle a accordé aux pères. Ceci posé, les enfans ne sont pas obligés de se soumettre aux engagemens que ses pères ont pris pour eux, mais ils ne sauroient aussi prétendre à leur bien sans être fidèles à ce que ses pères ont promis. Tout homme est né libre. C'est pour quoi, quand une quantité d'hommes veut s'associer, il n'est pas permis de forcer aucun à s'associer, mais aussi il n'est pas permis à un homme de vouloir vivre dans le pays qu'une société occupe sans être de la société et soumis à ses loix. Ainsi, dans la société dont je parle, ceux des enfans qui ne veulent pas se soumettre aux loix du pays ne

peuvent jamais être forcés à cela, mais il faudra qu'ils en sortent sans rien emporter de ce qui appartient à ses pères et, s'ils restent dans le pays, ou qu'ils prétendent au bien de ses pères, par cet acte même ils donnent son consentement tacite aux loix et ils sont obligés à les observer.

LIVRE DEUXIÈME

Où l'on propose quelques maximes politiques pour servir de modèle au gouvernement.

Chapitre 1.

Des différentes classes de personnes.

Si j'ai peut-être développé quelques idées neuves dans le premier livre, je ne me flate pas qu'il s'en trouve dans celui-ci, car tant d'habiles politiques ont traité les mêmes matières qu'il est difficile que j'aye pensé plus qu'eux; mais, si d'autres ont pensé avant moi, ce n'est pas ma faute. D'ailleurs je crois nécessaire, afin que l'ouvrage soit complet, d'effleurer aussi les matières qui appartiennent à la politique interne. Ainsi je me soucie fort peu qu'on me dise que je n'ai fait que répéter. En tout cas, il n'est pas mal de redire des vérités qu'on ne voit point encore mises en exécution.

La parfaite égalité de condition est l'état naturel aux hommes, mais aussi elle ne convient qu'à l'état de nature et la plus parfaite démocratie (qui n'existe aucune part) auroit peine à conserver long tems cette égalité; ainsi ce seroit un projet inutile celui d'établir une parfaite égalité. Cependant on peut très-bien exécuter ce que dit monsieur Rousseau, d'éviter la parfaite misère de qui que ce soit et l'excessive richesse de quelque particulier [1]. Je n'espererois pas d'obtenir tout-à-fait le but que Rousseau se propose, c'est-à-dire d'éviter qu'il y soit des hommes qui se vendent par nécessité et des autres qui soient en état de les acheter, car, exceptés les valétudinaires, les infirmes, les estropiés, il faudroit que la législation fût détestable, si un homme bien organisé ne fût pas en état de gagner en travaillant sa subsistance. L'inconvénient dont il s'agit dérive de la nature de l'homme; il n'y a qu'un philosophe qui puisse parvenir à être content de son sort. La plus part des hommes se croyent misérables parce qu'ils ne regardent que devant eux et tout

1. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, lib. II, cap. XI.

homme qui est obligé de travailler pour gagner sa subsistance soutiendra toujours qu'il est misérable. Or, [comment] trouver le moyen que tous les hommes ayent toujours de quoi vivre sans travailler? Je doute fort qu'il soit impossible, outre que ce seroit probablement le moyen de les rendre tous paresseux. Il est vrai qu'en banmissant la véritable misère, en occupant les hommes, en leur donnant une bonne éducation, c'est-à-dire vertueuse, peut-être le plus misérable dédaigneroit-il les offres qu'un lache et riche seigneur pourroit lui faire pour obtenir de lui une action honteuse. Puis[que] donc que nous ne pouvons obtenir une parfaite égalité, je suis d'avis que le plus utile moyen pour éviter les trop grandes richesses soit de former une gradation en établissant différentes classes de personnes. Plus il y aura de gradation et moins de distance d'un degré à l'autre, plus nous approchons du but. La classe des nobles se trouve dans toute l'Europe, mais presque partout un noble récemment admis à cette classe est confondu avec la plus ancienne noblesse, et ce sont les richesses qui font briller. C'est à mon avis un grand inconvénient: 1. Parce qu'il est contraire à l'institution. 2. Parce que toutes fois que les richesses seront le plus sûr moyen d'acquérir les suffrages des hommes, la nation deviendra en peu de tems avare et friponne; il faut donc subdiviser la classe des nobles en plusieurs rangs. Je ne veux pas oublier à ce propos le droit féodal, dont la noblesse jouit communément en Europe, droit qui tire son origine de l'usurpation ou publique, ou privée et qui retient toujours quelques traits de la tirannie. Il n'est pas si difficile de donner aux nobles des distinctions sans leur donner des fiefs. Quand le roy fait son devoir, quel besoin a-t-il de s'attacher plus étroitement quelques uns de ses sujets? Ne doivent-ils pas l'exiger? Et s'il est un mauvais roy, il y en a que trop de ceux qui par lacheté s'y attachent, sans augmenter les armes de la tirannie. Suivant les principes que je viens d'établir, l'on peut règler les autres classes de bourgeois, commerçans, artisans, laboureurs de campagne et bas peuple.

Chapitre 2.

De l'éducation.

L'éducation est le plus essentiel ressort et peut-être l'unique aujourd'hui pour exécuter une bonne législation. Et c'est à quoi l'on pense le moins dans presque toute l'Europe. Je ne donnerai ici que quelques maximes générale que je crois incontestables.

1. L'éducation doit commencer dès le plus petit âge, car, à la bien définir, ce n'est que l'art de donner des idées aux hommes et de les

diriger à un but. Si un enfant à déjà acquis des idées et si elles se trouvent enchainées dans sa mémoire avec un rapport contraire à celui qu'on a envie de lui imprimer, il est évident qu'il faut commencer par détruire ce petit édifice qui s'est formé.

2. La contrainte des enfans soit physique, soit morale, leur forme un physique méchant et les acoutume à l'esclavage (quand je dis contrainte morale je ne prétens pas de comprendre la dépendance dans laquelle l'élève doit être vis-à-vis de son précepteur, ni le respect qu'il doit à ses parens, je veux dire cette journalière et inutile négation de volonté, à laquelle on travaille ordinairement à les acoutumer). L'éducation doit être douce; il faut persuader les enfans et savoir faire jouer tant de ressorts qu'ils se puissent persuader d'eux mêmes de ce que l'on n'a pas réussi à leur faire comprendre.

3. Il ne faut pas donner à un laboureur de la campagne l'éducation qu'on donneroit à un noble, et *vice versa*, c'est-à-dire elle doit être adaptée à chaque classe de personnes.

4. L'éducation doit être un office public, par bien de raisons: 1. Parce que, si elle doit servir pour former les hommes tels que le législateur les désire, il faut que ceux qui en sont chargés soient avertis des principes, sur lesquels ils doivent diriger ses opérations, ce qui n'est pas possible de pouvoir dire à tous les pères. 2. Parce qu'il y a très peu de pères qui soient assez habiles, riches et désœuvrés pour savoir et pouvoir donner une bonne éducation à ses enfans. Les laboureurs de la campagne et les commerçans sont les seuls qui puissent être exemts de l'éducation publique; les premiers, parce qu'il n'est pas possible de la leur donner: il faudroit bâtir des collèges immenses et d'ailleurs suffit que des maitres dans les bourgs et villages ayent attention à les instruire autant qu'ils sont susceptibles. Les seconds, parce qu'ils peuvent, sans se détourner de leurs occupations, apprendre le commerce à ses enfans et par conséquent il ne s'agit pour ceux-ci que du bas âge, dans lequel il faut les consigner à l'éducation publique.

Chapitre 3.

Des ecclésiastiques.

Ce chapitre suppose un État où la religion dominante soit la catholique romaine, comme l'est en effet celui que Rousseau a jugé capable de législation [1]. Les ecclésiastiques sont une classe d'hommes très-utiles

1. Si riferisce alla Corsica. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, lib. II, cap. X.

à la société, non seulement par rapport à la vie à venir, mais aussi par rapport à celle-ci, tandis qu'ils ne sont que ce qu'ils doivent être; s'ils s'en écartent c'est d'abord des hommes très dangéreux. Ce qu'un ecclésiastique doit être, l'Évangile le dit, mais, comme la dangéreuse méthode de l'interpréter s'est depuis long tems introduite, les plus mauvais d'entr'eux ne manquent pas de trouver des passages de l'Évangile pour appuyer ses dérèglemens; ainsi j'espère qu'on ne trouvera pas mauvais que je rapporte ici les règles pour ce qui intéresse le sistème politique.

1. Les ecclésiastiques doivent être décemment nourris et entretenus aux fraix de la société, mais ils ne doivent rien posséder en propre. Leur entretien doit être fixe et assûré, et par conséquent ils ne doivent jamais mendier, ce qui est indécent, soit pour eux, soit pour les catholiques qui le souffrent, et je pense que de cette façon les ecclésiastiques exécuteront le conseil de l'Évangile par rapport à la pauvreté.

2. Les ecclésiastiques ne doivent jamais se mêler que de l'église, c'est-à-dire que des consciences et jamais avoir rien à faire dans ce qui ne regarde pas la direction des âmes, sous quel prétexte que ce soit. Et c'est ici précisément le grand mal, car, sous prétexte de diriger les consciences, les ecclésiastiques ont osé porter leurs vues jusqu'à régner. Jesus Christ a dit aux apôtres de prêcher l'Évangile, mais il n'a jamais dit de contraindre les hommes. Ainsi les ecclésiastiques doivent prêcher aux hommes, mais ils ne doivent pas se mêler de les faire contraindre et, tant moins, en avoir eux mêmes l'autorité.

3. Les ecclésiastiques doivent vivre, au moins dans l'extérieur, una vie exemplaire. Je sais qu'ils ne peuvent pas être tous canonisables, ils sont hommes, mais ils se doivent à eux-mêmes et à la société un extérieur qui ne donne pas lieu au public de se scandaliser.

4. Il n'est du tout point nécessaire d'avoir tant de différens uniformes d'ecclésiastiques, dont la plupart sont ou ignorans, ou méchans. Ainsi j'aimerois que le souverain fit choix d'un de ces uniformes et remerciat les autres.

5. Les disputes théologiques ont été de tous tems la source de tant de dissentions dans l'église, qui ont ensuite causé tant de maux au genre humain. Ainsi je ne les voudrois point souffrir. La théologie spéculative est nulle, car, que prétent-on? Démontrer les mistères? Il faut être foux. Le reste n'est qu'un bon cathéchisme. Qui veut le croire, le croit; qui ne veut pas, laisse, tant pis pour lui.

J'ai à present encore à parler de deux choses bien essentielles, c'est l'immunité et la jurisdiction ecclésiastique; mais, après les maximes que je viens de poser et que je ne m'arrête pas à démontrer (car suffit de ne pas être fanatique enthousiaste de la cour de Rome pour savoir

qu'il n'y a rien à redire la dessus), je pourrai aisément résoudre toutes les questions qui agitent depuis long tems les courts catholiques et que, si jamais je devois conseiller les princes, il me paroit que je voudrois finir en peu de tems et sans beaucoup de peine.

D'abord il n'est plus question de l'immunité réelle, car j'ai dit qu'il ne faut pas que les ecclésiastiques possèdent en propre des biens fonds. L'immunité personelle, c'est-à-dire l'exemtion des contributions personelles, par ce que j'ai dit, leur est due en conséquence. Reste l'immunité locale, le plus risible de tous les privilèges, qui tire son origine des payens; et pour se persuader de l'indécence d'un tel privilège il n'y a qu'à se rappeller ce que Jesus Christ dit (*Math.*, cap. 21, n. 13): *Scriptum est: domus mea domus orationis vocabitur; vos autem fecistis illam speluncam latronum.* N'est-ce pas le véritable portrait de l'immunité locale?

La jurisdiction a plusieurs rapports. Il y a la jurisdiction ecclésiastique interne, c'est-à-dire celle qui regarde les consciences et celle-ci appartient sans doute aux ecclésiastiques, moyennant cependant qu'ils n'en abusent pas, comme j'ai dit et s'en servent pour usurper les droits de la souveraineté. Cette jurisdiction s'étend également sur les ecclésiastiques que sur les layques. Il y a la jurisdiction judiciaire et celle-ci est ou criminelle, ou civile; en ce qui est de criminel, que les supérieurs ecclésiastiques corrigent par des châtimens spirituels le clergé pour le contenir, cela est à sa place, mais que, si un ecclésiastique a commis un crime punissable selon les loix, il soit exemt de la peine parce qu'il est ecclésiastique, c'est ce qu'il ne faut pas souffrir, car c'est un si grand inconvénient que je ne crois pas nécessaire de le démontrer et c'est un privilège usurpé par le clergé dans les siècles d'ignorance. Je ne m'arrête pas à en donner les preuves, car d'autres avant moi ont jetté assez de jour sur cette matière. La civile enfin est de même une usurpation qui n'a pas le moindre fondement et d'ailleur la chose la plus mal placée que l'on ait su imaginer c'est le véritable *status in statu* qu'il faut être aveugle comme les taupes et ne jamais avoir entendu parler des principes de politique pour le souffrir.

Chapitre 4.

Des soldats.

Les soldats sont des hommes destinés à défendre l'État et en soutenir les droits les armes à la main contre ceux qui, ne dépendant point du même souverain, n'ont aucun juge commun. Depuis que Louis XIV

a introduit en Europe l'usage des troupes qu'on appelle en pied, c'est-à-dire d'avoir un'armée pendant la paix en état de marcher au moindre démêlé, il n'est plus possible de s'en passer entièrement: 1. Parce que si quelqu'un venoit à attaquer on auroit peut-être pas le tems de rassembler un'armée. 2. Parce qu'une armée de troupes en pied, étant sans doute mieux disciplinée qu'un'armée composée à la hâte, celle-ci, quoique supérieure en nombre, doit succomber. Je n'ignore pas que le courage et la passion du patriotisme on fait faire des prodiges, mais peut-être ces mêmes hommes ne les feroient-ils plus aujourd'hui que le plus chétif soldat qui lache son coup de fusil tue le plus vaillant capitaine du monde et qu'une douzaine de pièces de canon placées par un habile général massacrent l'élite d'un'armée. Il faut donc avoir un certain nombre de troupes en pied qui soit proportionné au nombre des habitants du royaume. Cette proportion est relative au nombre d'hommes qui sont nécessaires pour l'agriculture, pour les arts et pour les sciences. C'est pourquoi il n'est pas aisé de donner là dessus une règle générale. Tout ce que l'on peut dire c'est qu'en enrolant des étrangers on épargne les regnicoles, on se met en état de soutenir un'armée plus nombreuse et on augmente la population.

Nous avons dit qu'il est nécessaire d'avoir des troupes en pied, parce qu'il faut avoir en cas de besoin un'armée bien disciplinée et aguerrie à opposer à un ennemi. Il suit que les troupes ne doivent pas rester dans l'inaction en tems de paix, car le même inconvénient reviendroit. Il faut donc les exercer, et ce n'est pas monter la garde à une porte que personne ne veut forcer que j'appelle exercer. Tout le tems que la saison est à propos, l'armée doit camper, décamper, manœuvrer et se tenir en haleine. En tems de guerre il arrive qu'il faut abbattre des murs, en bâtir, faire des ponts sur les rivières, creuser des fossés etc. Il faut que l'armée s'exerce de même, en temps de paix, à ces sortes de travaux et, pour ne pas les faires mal à propos, on peut entreprendre des ouvrages publics utiles à l'État et y faire travailler l'armée. De cette façon la société ne nourrit plus des fénéans en tems de paix, mais des hommes doublement utiles et par conséquent respectables.

Aujourd'hui on a introduit presque dans toute l'Europe la coutume d'enroler toute sorte d'hommes, de façon que la plupart des armées sont composées de ce qu'il y a de plus bas et même villain dans un État, c'est le refuge des criminels pour éluder le châtiment et l'enrôlement est une espèce de peine. Dans un royaume qui adopteroit mes maximes, ce ne devroit pas être la même chose. Un soldat (du pays) devroit être un homme digne de la considération de ses concitoyens

et les braves officiers, à qui il appartient d'enrôler les hommes, devroient bien se garder d'admettre un qui fut indigne.

Il n'est guère possible d'entretenir en tems de paix un'armée assez nombreuse qu'à l'occasion d'une guerre il ne fut pas nécessaire de l'augmenter. C'est un'autre difficulté qui n'est cependant pas sans remède. On enrôle un'autre espèce d'armée qu'on appelle troupes des provinces. Chaque province en fournit un certain nombre. Ces troupes ne font que passer en revue une ou deux fois par an et s'exercer pendant quelques jours aux manœuvres militaires et le reste de l'année restent chez soi à faire ses affaires. À la déclaration de la guerre cette troupe est bientôt rassemblée et, quoique elle ne soit pas assez disciplinée, on en mêle une partie avec le reste de l'armée, une partie garde les places et, en attendant, apprend le métier.

Les troupes plus ou moins ont par tout un salaire. Si les soldats dont je parle n'étoient destinés qu'à défendre sa patrie à l'occasion d'une guerre, il seroit indigne d'un bon citoyen de recevoir un salaire pour se défendre lui-même, mais, comme l'armée peut être destinée à une guerre offensive et qu'elle doit s'occuper en tems de paix aux ouvrages publics qui méritent un salaire soit pour dédommagement, soit pour récompense, on peut très bien le leur accorder. Les troupes des provinces, qui ne sont pas dans le même cas, ne doivent pas avoir de salaire que lorsqu'il[s] servent la patrie. Il ne faut pas confondre ici le salaire avec la nourriture et l'habillement d'uniforme, car c'est bien différent. Pendant qu'un homme sert sa patrie il abbandonne le métier dont il tiroit sa subsistance; la société y doit suppléer; ainsi les troupes des provinces doivent être habillées pour les tems qu'elles passent en revue et s'exercent aux manœuvres militaires, nourries et payées dans ce tems de guerre comme le reste de l'armée.

Les soldats doivent avoir un habit uniforme. Cet habit doit être aussi léger qu'il est possible, afin de ne point gêner les soldats dans la marche. Enfin, maxime générale, le soldat doit être bien entretenu; il faut se donner toute l'attention possible pour que sa nourriture soit bonne et simple, pour le garantir des intempéries de l'air et des saisons, pour le faire soigner dans les maladies, et penser quand il est blessé; car de cette façon il sera plus en état de travailler et il travaillera plus volontiers.

L'art de la guerre est un art qui exige la connoissance de beaucoup d'autres et par conséquent elle doit être enseignée méthodiquement.

Enfin il faut un code de loix militaires, c'est-à-dire les règles de la subordination de ce qui est du aux troupes, de ce qui leur est permis ou défendu, des peines pour ceux qui désobéissent et de la forme de la procédure criminelle.

Chapitre 5.

Des sciences et beaux-arts.

Je ne crois pas nécessaire de prouver la nécessité et l'utilité des sciences et beaux-arts pour toute société polissée. Ainsi je ne parlerai que de la façon d'en favoriser les progrès et de s'en servir.

Les sciences et beaux-arts ne sont pas toutes également nécessaires et utiles, il y en a qui le sont plus ou moins par elles-mêmes, ou par rapport à une société plutôt qu'à un'autre; il y en a qui ne sont absolument ni nécessaires ni utiles et enfin il y en a qui sont dangereuses.

Toutes les sciences et beaux-arts qui sont nécessaires ou utiles à l'entretien de l'homme tiennent la première place; ainsi l'agriculture est la première science. Celles qui sont nécessaires ou utiles à l'homme pour lui procurer une vie plus commode tiennent la seconde. Ainsi tous les arts qui y ont rapport, comme l'architecture, la mathématique sublime et la méchanique etc. Je place au même rang toutes les sciences qui ont pour but d'apprendre aux hommes la façon de conserver tranquillement sa vie, son bien et sa liberté sociale.

Une société par exemple qui occuperoit des côtes de mer et un terrein ingrat ne pourroit subsister que par le commerce et la navigation; alors pour cette société le commerce et la navigation sont de première nécessité et par conséquent la première science.

Une société qui par malheur seroit entourrée de voisins inquiets, de façon qu'elle se trouvat dans la nécessité d'avoir souvent les armes à la main pour ne pas être subjuguée, ne pourroit se passer d'apprendre l'art de la guerre; alors cet art est de la seconde nécessité pour cette société.

La peinture, la connoissance des médailles antiques et de toutes les pièces de l'antiquité, la poésie etc., sont des sciences ni nécessaires, ni absolument utiles; ce n'est que par hazard qu'elles pourroient le devenir.

La théologie que l'on appelle spéculative, qui a produit toutes les dissentions dans l'église et ensuite tant de guerres et de maux au genre humain; la réthorique, c'est-à-dire l'art de persuader de ce qui n'est pas, ou de grandir les objets (car l'art de rendre avec netteté ses pensées, c'est-à-dire donner son propre nom à toutes les choses, n'est pas réthorique) sont des sciences, des arts très pernicieuses.

Ceci posé, il faut les cultiver et protéger plus ou moins suivant qu'elles sont nécessaires, ou utiles, et proscrire les pernicieuses. Cultiver c'est les faire enseigner par des bons maîtres, protéger c'est récompenser

ceux qui se distinguent en icelles. Pour les faire enseigner il faut des écoles publiques; mais, avant de parler des sciences et beaux-arts, il faut parler des connoissances qui sont pour ainsi dire préparatoires.

Lire et écrire est la première chose qu'il faut apprendre et pour ceci il faut qu'il y ait des maitres par tout, mais il n'est du tout point nécessaire d'apprendre à lire et écrire des langues mortes; c'est les vivantes, et 1. Celle du pays. 2. Les autres qui sont plus communes.

Quand on sait lire et écrire il faut apprendre à parler juste, à nommer toute chose par son nom, car je soutiens qu'il n'y a point de véritables sinonimes et cet art est celui qu'on nomme aussi réthorique, mais qui ne doit point se confondre avec les figures qu'on enseigne communément pour apprendre à deffigurer la vérité.

Lorsqu'un jeune homme sait parler juste et éviter par là tant de disputes de mots qui ne signifient rien, il faut lui apprendre à penser juste, c'est-à-dire à faire un bon sillogisme et à ne point tirer de conséquences qui ne dérivent point des principes, dont il les veut tirer. Ceci est ce qu'on appelle philosophie, mais qui dans le fond n'est autre chose que les élémens de la philosophie. Il est très utile d'y joindre les élémens de la géométrie et l'arithmétique pour lui rendre plus facile la juste combinaison et pour l'y acoutumer de plus en plus.

Tous ces élémens doivent être enseignés par tout où il y a une certaine population, afin que ceux qui sont à même de s'appliquer aux sciences et beaux-arts puissent se mettre en état de faire choix de celle qui leur est plus propre. On peut ajouter aussi les élémens du dessein, qui est nécessaire pour l'architecture.

Pour les sciences et beaux-arts sublimes il faut une université, dans laquelle elles soient enseignées méthodiquement et par des maitres habiles.

L'université doit être placée dans une ville, où l'air soit la plus pure, les occasions de divagation moins fréquentes, les denrées nécessaires à la vie à bon marché, et qui soit autant qu'il sera possible à la portée de tout l'État.

Les maitres doivent donner des épreuves à ses écoliers et faire donner par le magistrat des lettres patentes d'habileté à ceux qu'ils auront jugé tels.

Il doit y être un magistrat qui veille sur l'université, soit pour la protéger, soit pour empêcher tout désordre et pour juger tous les différends de ceux qui y sont enrôlés écoliers.

Enfin, pour faciliter les progrès des sciences et beaux-arts, il faut une académie. Celle-ci doit être dans la capitale; elle doit avoir des membres fixes et des agregés. Le président doit être un homme de

grand mérite. Le souverain et le gouvernement doivent la protéger; il faut des prix, des récompenses publiques et sur tout secourir ceux dont la basse fortune pût être d'obstacle à s'appliquer sérieusement.

Chapitre 6.

De l'agriculture.

L'agriculture est la première science du monde, parce qu'il y a toute apparence que les hommes dans le premier âge du monde, avant toute chose, ont cherché le moyen de se nourrir; et comme, à mesure que la population augmentoit, les fruits que nous appellons sauvages, c'est-à-dire les simples productions de la terre, ne pouvoient peut-être plus suffire pour nourrir tant d'hommes, ainsi ils auront cherché le moyen d'augmenter par l'industrie les productions de la terre. L'agriculture est de même aujourd'hui la première science parce que c'est la plus nécessaire à la vie.

Presque par tout on cultive la terre, mais il y a bien peu de gouvernemens qui se donnent la peine de favoriser l'agriculture même; on n'estime guère ceux qui s'y appliquent; ce n'est pas le moyen d'avoir de bons cultivateurs. Il ne manque pas de ces politiques superficiels qui disent que, lorsque l'agriculture feroit par tout des progrès et que toute la surface de la terre venoit ainsi à augmenter considérablement la somme totale de ses productions, ce seroit le même malheur que si les alchimistes trouvoient le sécret de transformer en or les autres métaux; c'est que ces messieurs ignorent que l'agriculture augmente la population par une raison toute simple, car: 1. Aujourd'hui une famille qui n'à qu'un arpens de terrein, qui ne suffit, supposons, qu'à nourrir deux personnes, ne se multiplie pas, faute d'avoir de quoi se nourrir et quantité de personnes gardent par nécessité le célibat, qui se marieroient s'ils avoient de quoi nourrir une femme et des enfans. 2. La misère, cause des maladies qui donnent ensuite la mort prématurée à tant de personnes; et si, au contraire, les productions de la terre augmentent, les hommes, pouvant avoir une simple, mais bonne nourriture, auront un meilleur tempérament, seront plus robustes et leur vie sera plus longue. Augmentons aux hommes en général dix ans de vie, la population augmentera à peu près d'un sixième; et, si la population augmente, nous ne seront plus embarrassés de nos denrées, outre qu'un État qui perfectionneroit l'agriculture auroit bien des années à jouir du fruit de ses traveaux avant que le monde entier eut suivi son exemple.

La meilleur moyen que je connois pour favoriser l'agriculture est de ne rien faire qui puisse la décourager et ce sont les impôts mal réglés dont je parlerai à sa place; de ne rien faire qui puisse gêner le débit des denrées, et ceci appartient aux règlemens du commerce; j'en parlerai aussi à sa place; et enfin de favoriser les découvertes. Pour ceci la meilleure méthode est d'établir: 1. Une école d'agriculture. 2. Des académies, ou sociétés dans chaque province, lesquelles se communiquent réciproquement leurs découvertes. Le souverain doit leur fournir les moyens nécessaires pour y travailler, donner des récompenses à ceux qui s'y appliquent et qui se rendent utiles par ses traveaux. Je sais qu'il arrivera souvent qu'on fera des essaix inutiles, mais n'importe; une bonne découverte dédommage avec usure l'État des autres dépenses. Il faut que tout ce que les sociétés auront découvert soit communiqué au gouvernement: 1. Afin qu'il puisse règler ses projets et ses opérations. 2. Parce que quelque fois le concours de beaucoup d'autres circonstances peut faire qu'une découverte qui seroit utile d'un côté à l'agriculture soit d'ailleurs dangereuse à l'État. Par exemple, s'il s'agissoit d'une cultivation dangereuse à la santé des hommes, ou qui occupat plus d'hommes de ce que le produit en peut nourrir etc.

Chapitre 7.

Du commerce.

Il ne s'agit pas ici d'un traité sur le commerce. Tant d'hommes éclairés et habiles y ont travaillé. Il n'y a qu'à les consulter. Pour moi je ne parle du commerce que par rapport au sistème politique et j'entends donner quelques règles générales.

Tout État, qui ne peut pas se dispenser d'avoir quelque rapport avec les autres, ne peut pas se passer entièrement du commerce; c'est d'en faire une plus ou moins grande occupation. Les nations tout à fait commerçantes avec toutes ses richesses sont ordinairement foibles et même, tôt ou tard, subjuguées, parce que précisément leurs richesses excitent l'envie des nations. La république de Cartage dans l'histoire ancienne et le Mexique dans les siècles passés fournissent une assez frappante preuve de ce que ci-dessus. Les inconvéniens que monsieur Rousseau trouve dans la petite république de Genève [1] (inconvéniens assûrément incontestables) peut-être ne sont-ils que le triste effet de

1. Cfr. J. J. Rousseau, *Lettres écrites de la montagne*, Amsterdam, 1764, lettere VII, VIII, IX.

l'esprit de commerce qui y est dominant, lequel, affoiblissant les âmes, doit nécessairement produire cette inaction dans la bourgeoisie, par laquelle, stupides spectateurs des injustices de ses tirans, les meilleurs citoyens n'osent réclamer ses droits pour s'opposer à l'infraction des loix et à l'oppression des innocens. C'est donc un certain milieu qu'il faut chercher et qui est la véritable richesse. Celui est riche qui a tout ce qu'il lui faut pour vivre avec aisance et c'en est de même d'un État. Quand un État, au moyen du commerce, a de quoi fournir à la vie aisée des individus et de quoi fournir aux fraix nécessaires pour le maintien de l'État, alors il est riche. Le pur luxe ne fait jamais richesse. Par rapport aux particuliers on appelle luxe les dépenses inutiles qu'ils font; par rapport à l'État, au corps moral, j'appelle luxe un amas immodéré ou de denrées ou de monnoies. Le commerce est donc ce qui peut fournir le nécessaire, c'est-à-dire suppléer à ce que l'État ne fournit pas et c'est de lui-même qui peut fournir le pur luxe. Il faut tâcher de le contenir dans les bornes du nécessaire; afin que le commerce fournisse le nécessaire, il faut que la balance générale panche en faveur de l'État. Pour le contenir il faut: 1. Par des voyes indirectes faire de sorte que des individus qui composent l'État il en soit qu'une partie qui s'applique au commerce. 2. Quand les commerçans venoient à intraprendre un commerce trop étendu, s'y opposer et chercher des prétextes adroits. 3. Faire des loix somptuaires. Ce remède est comme le vénein, qui bien préparé et en petite dose est excellent; si la dose est trop forte, ou qu'il ne soit pas bien préparé, tue le malade; il faut s'en servir avec beaucoup de précaution. Par exemple il ne faut pas ôter aux riches particuliers tout moyen de mettre en circulation les sommes qu'ils ont dans ses coffres, car nous tomberions alors dans le pur luxe de l'État; il faut qu'elles soient proportionnées à l'étendue et aux forces de l'État, car en général les loix somptuaires sont très nécessaires à un État qui acheteroit tout, et n'eût rien à donner aux étrangers, comme la république de Gênes. Elles sont dangereuses à un grand royaume, comme la France; elles sont utiles, à un certain point, à un État médiocre; sur tout un État qui fait importation et exportation doit les combiner de façon que l'importation ne soit pas abolie et que les étrangers n'ayent pas lieu de se dégouter. Pour éviter un amas immodéré des monnoyes le gouvernement peut entreprendre des ouvrages publics.

Il ne faut pas oublier un point qui est bien essentiel pour le commerce et pour tout l'État. C'est la fénéantise et la mendicité, qui se trouvent ordinairement ensemble. Ne souffrez point de fénéans, vous n'aurez plus de mendians, exceptés les infirmes, et pour ceux-ci un

État qui ait un peu d'humanité fera bâtir des hopiteaux. Le moyen de bannir la fénéantise? me dirat-on. Mais impossible à détailler en général, il faut connoitre l'État qui veut l'exécuter, sa position et ses rapports, afin de ne pas heurter contre quelque écueil.

Chapitre 8.

De la marine et de la navigation.

Un État qui est à la mer, et sur tout un'isle, doit absolument avoir une marine, soit pour se défendre de ses ennemis, soit pour protéger la navigation marchande. Pour établir une marine il faut avoir des forces, c'est-à-dire il faut la matière pour la construction des navires, ou bien être en état de l'acheter, ce qui est plus difficile; en supposant qu'un État ait la matière, il faut chercher de bons ouvriers étrangers, si le pays n'en fournit point, les bien payer à condition qu'ils fassent de bons écoliers. Ceci n'est rien encore. Le plus essentiel est de n'avoir point d'ennemis trop forts qui s'opposent à l'établissement de la marine. Il faut donc: 1. Être du moins allié avec une des principales puissance maritimes, 2. Ou faire un traité avec les corsaires, ou leur faire une guer[r]e si vive qu'ils soient forcés eux-mêmes de le demander, sans quoi la marine sera toujours foible et la navigation marchande ne pourra jamais prospérer. Car le commerce de la navigation est ou de transporter nos denrées à un autre État, ou celles d'un autre État dans le notre, ou de transporter celles d'un autre État à un autre État. De quelque façon que ce soit, si les fraix du transport sont trop chers, le commerce ne pourra jamais se soutenir; et quand un vaisseau marchand est obligé de porter quantité d'hommes et d'armes pour se défendre des corsaires, les fraix augmentent et il charge moins de marchandises. Par conséquent, soit qu'elles soient pour son compte, soit qu'elles soient pour le compte d'un autre, la voiture sera toujours plus chère que celle d'un vasseau franc, c'est-à-dire qui a trêve avec les corsaires.

Pour avoir une marine et favoriser la navigation il ne suffit pas d'avoir des côtes de mer et de bonnes rades, il faut absolument des ports de mer bien fortifiés et aussi sûrs qu'il est possible. Un bon port, grand, sûr et facile à l'entrée attire aisément le commerce et les étrangers. Il faut ajouter à ceci des autres établissemens, par lesquels les denrées d'exportation puissent se transporter aisément au port et que les vaisseaux trouvent toujours de quoi se pourvoir, soit pour les vivres, soit pour tout ce qui peut leur être nécessaire, fer, cordage, goudron etc.

Chapitre 9.

Des grands chemins et des rivières.

Rien n'est plus utile au commerce, soit intérieur, soit extérieur, que d'avoir de grands chemins courts et commodes et de tirer parti des rivières. Quant aux chemins, il n'est pas nécessaire de détailler ici la façon de les faire, tout le monde le sait, mais ce qui n'est assûrément guère exécuté c'est de les faire droits en allée autant qu'il est possible; c'est du terrain gagné et les chemins sont moins sujets à être infectés par les voleurs. Quant aux rivières, si elles sont rapides ordinairement elles ne sont pas navigables, mais en leur donnant un cours rectiligne peut être elles le deviendroient. Si elles ont un cours plus tranquille il faut tâcher de les réduire en des grands canaux qui se partagent ensuite en des autres petits, de façon qu'il y ait une égale distribution d'eau par tout l'État et de même en tirer des petits aqueducts pour l'arrosement des terres, pour les moulins etc. S'il est possible d'éviter dans la direction des chemins le trajet de rivières, c'est du tems gagné, mais d'ailleurs il n'est pas tout-à-fait mal que les chemins, étant si commodes, soient en même tems coupés par des rivières, afin qu'à l'occasion d'une guerre on puisse arrêter l'ennemi à quelque passage, mais pour ne pas perdre tems en voyageant on peut faire des ponts sur les rivières, que l'on démolit s'il est nécessaire en tems de guerre. Les bords des canaux doivent être bien hauts, afin que l'eau ne puisse jamais déborder. Ceci fait aussi un avantage, c'est qu'en tems de guerre l'ennemi ne sauroit passer à gué une rivière.

On me dira qu'il faut pour tout ceci bien de l'argent et du tems. Je soutiens que non, et c'est le résultat des établissemens précédens. Un'armée toujours occupée en tems de paix aux ouvrages publics, un peuple qui jouit de la liberté sociale et qui par conséquent ressent lui même l'avantage de ces ouvrages, n'a guère besoin de sommes immenses pour les entreprendre et les perfectionner. C'est les peuples esclaves d'un tiran qui, n'ayant point de part au gouvernement, ne peuvent jamais avoir pour but dans toutes ces opérations l'avantage public et, n'étant guidés que par l'intérêt particulier, sont incapables de rien entreprendre, hormis de ce que le tiran à force d'argent fait faire par fantesie. Le peuple gouverné de la façon que j'ai tracée dans mon premier livre conservera toujours la passion du patriotisme et de la gloire, et c'est assez pour tout entreprendre et tout réussir, sauf de luter contre la nature.

CHAPITRE 10.

Des monnoies.

Ce n'est pas un traité sur la monnoie que je prétens de donner; c'est une matière qu'on a déjà beaucoup discutée, quoique je ne la crois pas encore assez approfondie. Je ne parle ici que de quelques règles générales et je prétens exposer mon sentiment tel que je le pense sur quelques questions les plus essentielles.

Précision faite de la question (que je crois inutile et de seuls mots) si la matière dont la monnoie est composée ait de valeur intrinsè[que] par elle même, ou seulement par rapport à l'opinion des hommes, je dis que tout au moins la matière dont la monnoie est composée est la plus propre à un tel usage et que la monnoie est utile et même tout-à-fait nécessaire à un État polissé. Je la définis un commun signe représentatif de la valeur. La valeur est relative, la monnoie la fixe et, pour ainsi dire, la réduit à un point. Ceci est si vrai que la monnoie fixe la valeur même de la matière, dont elle est composée.

La monnoie, étant un signe commun, doit être d'un poid et finesse de matière juste et rélatif à la valeur qu'elle doit signifier. C'est pour quoi la monnoie doit être frappée par ordre et sous l'autorité publique, afin que tout le monde y prête foi, on frappe sur la monnoie des signes et des portraits pour la distinguer, dont on avertit le public par un édit; et comme ceci appartient à la puissance exécutive, c'est au roy de faire battre la monnoie et d'être attentif qu'elle ait les qualités nécessaires.

Un État qui n'auroit que des signes ne seroit pas riche. Un État qui n'en eût point seroit pauvre. C'est donc un certain équilibre qui fait la véritable richesse, la félicité, car ce qu'on appelle communément richesse, c'est-à-dire l'abbondance du superflu, n'est pas, selon moi, ce qui fait la félicité d'un État. Pour arriver au but par rapport à la monnoie, il faut faire de sorte que la matière, dont le pays est abbondant, nous procure celle dont nous manquons et que celle-ci, lorsqu'il nous est réussi de l'avoir, ne nous échappe pas si aisément. Voici à mon avis le grand sécret pour bien règler le monnoiage. L'exécution dépend des circonstances, il n'est pas possible de la détailler ici.

Si l'État n'avoit pas ou peu de matière, on peut alors suppléer par d'autres signes. Le fameux monsieur Humes dans ses *Discours politiques* s'efforce de démontrer l'absurdité de cette méthode [1]. Je conviens avec

1. Cfr. D. HUME, *Political discourses*, Edinburgh, 1752, saggio V. Il Vasco scrive Humes.

lui que tous les excés sont vicieux. Un État qui n'auroit que de ces signes, ou ne pourroit pas faire un contract d'achat avec les étrangers, ou du moins il contracteroit avec eux une dette, mais par exemple un État qui donneroit de ces signes pour avoir des choses de valeur, ou bien de l'or et de l'argent ne seroit pas débiteur, car il y auroit toujours de quoi retirer ces signes. Un État qui donneroit de ces signes suplétifs seulement pour distribuer dans le pays et pouvoir en attendant se servir de l'or et de l'argent à faire des achats utiles ou nécessaires avec les étrangers, ne seroit débiteur à personne, car c'est tout comme si l'on disoit: la main gauche doit à la main droite. Dans les États monarchico-despotiques, c'est-à-dire où le roy est souverain et par conséquent le corps moral est devenû un corps physique, c'est différent, car c'est ce corps physique qui contracte la dette en distribuant des signes suplétifs avec tous ceux qui les reçoivent et à la fin ou il faut qu'il fasse la duperie de ne les point payer, ou il doit trouver le moyen de ramasser d'or et d'argent pour les racheter.

Chapitre II.

Des impôts.

Nous avons parlé des contributions dans le premier livre, c'est en général et par rapport au roy. Nous parlerons ici des impôts par rapport au souverain, c'est-à-dire de quelle façon il doit s'y prendre pour ramasser plus aisément la contribution. Il y a par tout quantité de ces impôts, douaines etc. que les Italiens nomment d'un seul nom *gabelle*, nom qui a été de tous tems et chez toutes les nations odieux. Nous avons dit que l'assemblée générale doit décerner au roy la somme qu'il demandera sur le calcul représenté et que l'assemblée générale en doit faire ensuite une répartition sur les provinces. Ceci posé, il n'est pas douteux que l'assemblée générale ne sache mieux que personne faire cette répartition équitablement, ensuite l'assemblée provinciale fera sans doute mieux qu'aucun autre la répartition sur la province; mais il ne suffit pas, il faut voir par quel moyen le payement qui se doit faire par les individus sera moins onéreux. 1. Il y a de certains impôts de douaines, entrées, entrepôts, qui, n'étant pour ainsi dire payés que par les étrangers, soulagent les individus. Il ne faut pas abolir ces sortes d'impôts. Il en faut cependant user avec beaucoup de modération, car le commerce en pourroit souffrir. L'âme du commerce est la liberté. 2. Il y a les impôts sur les terres. Ces impôts sont nuisibles à l'agriculture, et par conséquent tout au moins il faudroit que l'impôt sur les

terres fut bien léger. 3. Il y a des impôts sur les choses de pur luxe. Ceux-ci, bien ménagés, sont excellens, car le payement est volontaire et ne retombe que sur les riches, ce qui maintient l'égalité. 4. Il y [a] des impôts de capitation, le[s] meilleur[s] de tous, à mon avis, mais qu'il faut savoir bien régler, car il y a des écueils qu'il faut éviter: 1. Il faut se souvenir que le pauvre (quand je dis pauvre, ce n'est pas un mendiant que j'entends, j'ai déjà dit qu'il n'en doit pas être. C'est un homme qui est obligé de travailler pour vivre), en payant une très modique capitation, est plus chargé que le riche, qui la paye double en proportion, parce que celui-ci la paye avec le superflu sans s'incommoder. Celui-là doit travailler quelques heures de plus pour la payer; ainsi il faut une proportion inverse et qui soit progressive avec beaucoup de gradation. 2. Il faut bien prévenir soit les fraudes, soit les chicanes. Je ne dis pas de prévenir tout inconvénient. C'est un rêve que de s'imaginer de parvenir à la perfection, mais y approcher jusqu'à un certain degré, c'est ce qu'un homme d'État doit faire, ou du moins envisager. On me demandera si les impôts doivent être exigés par régie, ou données à ferme. Je réponds tout court qu'il les faut donner à ferme sans faire la moindre attention aux sophismes de monsieur le baron de Bielfeld tous tirés des inconvéniens de la ferme générale de la France, erreur qui n'est pas pardonnable à un homme qui publie des *Institutions politiques*[1]. Il faut ignorer les désordres de la France pour ne pas voir que les inconvéniens ne sont point dans la ferme, mais dans le gouvernement. Règlez bien les impôts, ne laissez pas le moindre droit aux fermiers de les augmenter, ni de chicaner; faites avec le fermier un contract équitable, dans lequel il puisse trouver l'équivalent et du risque et de son travail et puis je reponds des prétendus inconvéniens de la ferme générale de France. On me demandera enfin le moyen d'exécuter tout ceci. Je réponds qu'il faut connoitre les rapports d'un pays pour descendre au détail.

Chapitre 12.

De la police.

Il y a deux sortes de police. Il y a celle des villes et la rurale. La police des villes est la plus étendue. Il appartient à celle-ci de veiller à la sûreté des habitans de la ville et en rendre le séjour plus agréable.

1. Cfr. J. F. Bielfeld, *Institutions politiques*, La Haye, 1760-1772, 3 voll.; sull'argomento cfr. il vol. I, cap. XII, paragrafo 28.

Ainsi: 1. La police fait toutes les recherches possibles pour découvrir et faire arrêter les voleurs nocturnes, ou assassins, soit aussi ceux qui dans la foule ont l'adresse de tirer de la poche le mouchoir, la tabatière, la montre etc. Lorsqu'ils sont arrêtés, elle les remet à la justice civile en lui fournissant les preuves qu'elle a de leur crime. Elle fait de même toutes les recherches possibles pour découvrir et arrêter un homicide, afin de le remettre ensuite à la justice civile. 2. La police écarte de la ville les astrologues, les joueurs d'avantage et autres personnes dangereuses, les femmes ou filles de joie qui sont infectées du mal vénérien. Le reste n'appartient pas à la police. 3. La police veille sur les auberges, tavernes, cabarets, caffés etc., afin que l'on ne renchérisse pas et qu'il n'y arrive des désordres; sur les revendeurs et revenderesses de toutes sortes de choses à manger, afin que la qualité en soit bonne et le prix honnête; sur les fiacres, chaises à porteurs, gondoles etc., afin que le public soit bien servi, et le même à un prix honnête; sur les lotteries, afin qu'il ne se commette point de duperies; sur tous les artistes des métiers nécessaires, afin que le public soit bien servi, c'est-à-dire ne soit pas dupé et que le prix de la main d'œuvre ne renchérisse pas; sur les boissons de toute sorte, afin que rien de dangereux à la santé ne se vende et que le prix de ce qui se vend soit proportionné à la valeur respective des denrées; sur les aunages, poids et mesures, afin qu'elles soient justes. 4. La police veille sur la propreté de la ville, c'est-à-dire des rues, places, en défendant de jetter les ordures, en procurant de l'eau pour laver les rues, des fontaines publiques pour l'abreuvage des jumens et pareilles choses; sur le pavé, afin qu'il soit commode sur les métiers bruyants, sales, ou dangereux pour les reléguer hors de la ville. 5. La police a l'attention de rendre la ville plus agréable par des promenades publiques, qui soient commodes, par des édifices publics, en obligeant les particuliers qui veulent bâtir de garder dans l'extérieur un certain ordre de simétrie, et ne rien faire qui puisse défigurer; en établissant des jeux, d'exercices publics, des bains publics, des lanternes dans les rues pendant la nuit, qui l'éclairent bien. C'est un agrément et en même tems un avantage par rapport aux voleurs, aux assassins etc.

La police, étant chargée de tant d'affaires, doit être réglée par un magistrat composé d'un certain nombre de personnes qui soient d'une habileté connue et d'une probité à toute épreuve. Le magistrat doit résider dans la capitale. Dans les autres villes de province ce même magistrat doit charger des soins de la police ou le magistrat provincial, ou biens des particuliers de la ville dont il connoisse l'habileté et la

probité. Cependant toujours sous la direction générale du magistrat suprème de police résident à la capitale.

La police rurale a moins d'objets, mais elle n'est pas moins essentielle. 1. La police doit représenter au gouvernement les moyens qu'elle jugera les plus faciles pour prévenir et empêcher les vols et les assassinats. Une bonne législation à cet égard pourroit à mon avis les prévenir presque entièrement. J'en parlerai dans le livre suivant [1]. Je dirai seulement ici qu'il faut des maisons publiques pour donner de l'occupation à ceux qui ne veulent ou savent pas se la donner et des hopiteaux pour retirer ceux qui ne sont pas en état de gagner sa subsistance par leur travail. 2. La police doit avoir soin que dans chaque village et bourg l'on ait des pompes pour les porter en cas d'incendie où besoin sera. 3. La police doit représenter à qui il appartiendra les dangers d'innondations et les remèdes qu'elle jugera que l'on puisse y apporter. 4. La police repprésentera au collège de médecine de fournir de bons médecins, chirurgiens et sages-femmes dans les provinces et villages; ensuite représentera au gouvernement ce qu'elle jugera que le souverain leur doit donner d'appointement, à condition qu'ils servent avec attention. 5. La police aura soin que les paysans se tiennent avec propreté dans ses chaumières, que les chemins et rues des villages soient propres et représentera à qui il appartiendra, en cas de besoin, ce qui sera nécessaire de faire. 6. La police aura soin que les animaux carnaciers, destructeurs, les insectes pernicieux soient, tant qu'il sera possible, exterminés.

Enfin l'inspection de cette police doit être donnée au magistrat provincial, qui chargera de même quelqu'autre dans les villages, ou fera faire une ou deux visites par an par ceux qu'elle jugera les plus capables.

1. Allude qui ad altra sua opera sull'argomento e forse al *Codice criminale*, di cui parla nella *Difesa*.

bien de garder dans l'enceinte un certain ordre de

II.

MEDITAZIONI SULLA FELICITÀ

di Pietro Verri

CON NOTE CRITICHE

di Ferdinando Facchinei

E RISPOSTA ALLE MEDESIME D'UN AMICO PIEMONTESE

(Dalmazzo Francesco Vasco)

(1766)

MEDITAZIONI SULLA FELICITÀ

CON NOTE CRITICHE

E RISPOSTA

(Dalmazzo Francesco Vasco)

MEDITAZIONI SULLA FELICITÀ CON NOTE CRITICHE E RISPOSTA ALLE MEDESIME D'UN AMICO PIEMONTESE [1]

LETTERA DEL CRITICO

[di Ferdinando Facchinei]

Col corriere di Milano mando a Vossignoria riveritissima il libretto delle *Meditazioni sulla felicità*, sortito ultimamente, colla supposta data di Londra, e lo riceverà unitamente ad alcune poche *Note* manoscritte fatte da me contro lo stesso, affinché, se mai Ella si risolvesse di dare al pubblico una nuova edizione delle dette *Meditazioni*, voglia farmi il piacere di aggiugnervi in piè di pagina, o come stimerà meglio, le *Note* che qui le spedisco.

Ella indovinerà facilmente aver io preso per mano cotesto libretto, perché tutti gli eruditi lo giudicano parto dello stesso anonimo autore del libro *Dei delitti e delle pene*, da me ultimamente notato [2], com'Ella sa. Ho creduto d'aver diritto di esaminar ancora questo, appunto perché ho notato quel primo.

Che poi cotesto libretto, ch'è tutt'altro che *Meditazioni sulla felicità*, sia dell'Autore medesimo ch'ha scritto con tanto dispetto filosofico l'altro da me accennato, oltre al giudizio del publico, me lo dice la somiglianza dello stile dell'uno e dell'altro, la stessa logica ingannatrice che si trova in entrambi accompagnata da un'eloquenza piena d'ardire, e l'odio ed il dispregio dei principii della buona morale e della religione, che si detestano dai letterati di buon senso, egualmente nell'uno che nell'altro di cotesti libretti, comunque si trovino in manifesta enorme contraddizione fra loro due, laddove parlano dei cattivi effetti del lusso e della mollezza. Sono così paralleli l'uno all'altro che si potrebbe mettere il titolo dell'uno nel frontispizio dell'altro, senza verun inconveniente per la loro materia.

Mi sembra che l'Autore di cotesti due mostruosi gemelli si sforzi di addivenire e che sia realmente il *Rousseau* dell'Italia. In fatti, se quel Gine-

1. L'opera uscì a Milano, presso Galeazzi, nel 1766. Le *Meditazioni sulla felicità* del Verri uscirono a Livorno nel 1763; le *Note critiche* al libro del Verri di Ferdinando Facchinei uscirono a Venezia nel 1765. Le *Note* del Facchinei sono precedute da una *Lettera del critico* e da un *Preludio dell'autor delle Note*. La risposta del Vasco alle singole note del Facchinei è preceduta da una *Risposta apologetica*.

2. Cfr. *Note ed osservazioni sul libro intitolato Dei delitti e delle pene*, s.n.t. (ma, Venezia, Zatta, 1765).

vrino è genio per riflessione, questi lo è per natura, e tutti e due affettano lo stesso trasporto per le più rivoltanti novità, la stessa singolarità, la stessa incredulità la stessa montatura a paradossi; se non che il nostro scrittore ha uno stile più sostenuto e manco pedantesco e mostra dappertutto d'essere persuaso di tutto quello che avvanza. *Rousseau* è fanatico per se stesso, o è diventato tale a forza di scrivere, per liberare gli altri dal fanatismo. Ma l'Autore delle dette *Meditazioni* è sano e tranquillo; ma vorrebbe vedere tutto il mondo ripieno del fanatismo di *Rousseau*. Quegli è un incredulo francese; e questi è un politico italiano.

La differenza che trovo nel modo di pensare e di scrivere di *Rousseau*, dell'Autor di cui qui le parlo e di qualch'altro filosofo moderno della stessa linea di cotesti due e gli altri nostri buoni scrittori è quella stessa che si osserva tra i ballerini e volatori da corda ed i ballerini e saltatori da sala e da teatro. Noi stiamo a veder ballare i primi con genio e con piacere, e talvolta desideriamo ancora d'avere la loro leggiadria e la loro sveltezza; ma i secondi li miriamo con certa curiosità mista di rincrescimento e d'orrore. Quelli ci dilettano, perché scherzano in un piano e fuor di pericolo; questi ci fanno stare in continuo spavento, perché in uno stato violento e sempre pericolanti e vicini al precipizio e alla morte. E non è anche vero che i più bravi volatori di corda fanno ordinariamente una fine disgraziata e funesta?

Ma io trovo che li spiriti forti sono paragonabili ai saltatori sulla corda, anche in quanto che questa gente disperata, quando si trova in piana terra e fuori del suo giuoco, si sperimenta per la più vile e la più inerte del mondo; laonde penso che si lusinghino male quelli che dicono che, se *Rousseau* ed altri letterati dello stesso suo carattere si mettessero a scrivere in favore della verità e della sana morale, vi riuscirebbero mirabilmente con vantaggio proprio e della società. Per me porto parere che, siccome non si sono addestrati ad altro che a scrivere delle operette contro i costumi ricevuti, contro la sovranità e specialmente contro la religione, appunto perché più violenti risentono di questi i rimorsi ed i rimproveri, così ardisco giudicare che non sarebbero capaci di scrivere altro che ciò che hanno scritto; perché mi sono fatto il pregiudizio di credere che anche il talento e l'intelletto abbiano il loro eccesso ed il loro difetto e che questi formino ciò che si chiama stupidezza ed ignoranza e scetticismo, o spirito forte, e però tanto più resto sorpreso che i nostri letterati italiani non impugnino la penna contro la scandalosa audacia della moderna empietà che fa tanta strage in cert'ordine di persone.

Mi consolo ad ogni modo, perché so che presto dovrebb'essere eseguito il santissimo progetto dell'immortale Querini porporato [1], tanto benemerito dei studiosi, l'unione cioè d'una società di dotte e zelanti persone perché scrivano contro i libri degli increduli e degli empii; e certo faranno un gran

1. Angelo Maria Querini, arcivescovo di Corfù nel 1723 e vescovo di Brescia nel 1727.

servizio al cristianesimo, perché l'Italia abbonda adesso più che mai di valorosi letterati, chè scrivono all'opposto certi dispregievoli scrittori, indegni fin'anche di questo nome. Ma è da compiangersi che le persone ecclesiastiche, le quali sono più in grado di fare un tal bene alla Chiesa, non si esercitan molto presentemente nell'arte apologetica, e massime contro certe nuove mostruose dottrine ed orribili sistemi di morale e politica; ed in oltre sono costretti a serbare dei riguardi verso una turba di potenti, benché soltanto superficiali, letterati; e gli altri per lo più sono persone che studiano tutt'altro che le materie di religione.

Chi sa però che il mio, comunque inefficace, esempio non ne incoraggisca qualcuno, tanto più che la buona intenzione ed il vero coraggio non dipendono né dalla forza, né dalla debolezza. Ma bisognerebbe che avessero più ozio e più tranquillità che non ho io ed uno stile più brillante ed ornato, dirò così, alla moda, il quale è da me tanto più ammirato in altri quanto l'ho trascurato in me stesso, perché tale studio mi avrebbe fatto perdere certe cognizioni che più mi allettano e che più stimo, appunto perché sono gli antipodi delle belle lettere, come le chiama acconciamente un dotto moderno.

Sia però comunque si voglia, giacché Vostra Signoria Reverendissima ha creduto di far piacere al pubblico con far istampare le mie *Osservazioni sul libro Dei delitti e delle pene*, la prego che, in caso si risolvesse procurarci una ristampa del nominato libro delle *Meditazioni sulla felicità*, voglia darcela colle *Note* che qui le mando; perché ardisco lusingarmi che farà così una cosa più gradita a tutte le persone amanti delle verità e della religione e gratissima a me, che mi farò sempre un piacere di essere colla più sincera e più parziale stima.

PRELUDIO DELL'AUTOR DELLE NOTE
[di Ferdinando Facchinei]

Tutti gli uomini desiderano d'esser felici; moltissimi hanno fatte delle profonde ricerche per trovare dove consista l'umana felicità: pochi convengono nel definire cosa ella sia e nessuno ha vissuto perfettamente felice, se la nostra felicità consiste nel potere di soddisfare i propri desiderii, od in quello di far che l'uomo non abbia nessun desiderio ineseguibile, conforme l'insegna l'ignoto Autore delle *Meditazioni sulla felicità*, che qui mi sono posto a notare. Infelicemente per il genere umano cotesta gradazione non è un artifizio dell'arte, né qualche pensiero filosofico, ma si trova nella natura ed è provata da una deplorabile catena d'infinite, quotidiane, universali sperienze.

Ma una delle due, o gli uomini comprendono il significato di questo termine *felicità*, o tutti l'ignorano. Che tutti l'ignorino non è concepibile, perché l'adoperan troppo spesso, ed in oltre, perché in sostanza quasi tutti se ne servono nello stesso senso per esprimere e significare una stessa cosa. Se poi tutti l'intendono e se tutti convengono del suo vero senso, converrà: primo, che questo termine *felicità* significhi qualcosa ch'esiste realmente; secondo, che sia una cosa la più grande e la più interessante per gli uomini.

Ho detto che conviene che il nome di *felicità* sia qualcosa di reale, perché si vede che tutto quello che l'uomo pensa e che fa lo dirigge all'acquisto ed alla conservazione di ciò che forma il soggetto o l'essenza del detto nome *felicità*. Deve oltre di ciò essere per l'uomo la cosa più grande e più interessante, perché tutti impiegano e fanno le maggiori fatiche ed i più grandi possibili sforzi dei quali sono capaci per acquistare e possedere ciò che essi chiamano *felicità*.

Ora, se tutto ciò è vero, se è certo cioè che tutti gli uomini cercano d'esser felici e che tutti intendono e convengono che il nome di *felicità* significa la cosa la più grande e più interessante per l'uomo, come può stare e come succede che pochissimi siano quelli ch'abbiano ben definito cosa sia *felicità*?

Rispondo che ciò è avvenuto: 1. Perché la felicità è una cosa della specie di quelle cose che si chiamano bene, verità, virtù ecc., le quali non sono che puri esseri mentali, allorché si considerano fuori di noi stessi e fuori di Dio, che è lo stesso bene, la stessa verità e la stessa felicità ecc. 2. Perché il nome di felicità importa tre cose assai distinte fra se stesse, ma giammai ben dichiarate da nessuno, cioè le cause ed i mezzi con cui s'acquista la felicità, gli effetti della medesima felicità e la natura ed essenza della stessa. 3. Perché si è sempre confusa la felicità di cui è capace l'uomo presentemente colla

felicità perfetta ed intiera. 4. Perché non si è fatto distinzione tra ciò che rende felici e che forma la felicità del maggior numero degli uomini in generale e ciò che chiamano felicità e che fa felici alcuni pochi in particolare. 5. Perché non s'è fatto riflessione che altra cosa è il fine per il quale Dio ci ha dati alcuni mezzi per diventare felici ed altra la felicità ed i mezzi per acquistarla. 6. Finalmente le altre cagioni, per cui i differenti filosofi non hanno potuto ben definire cosa sia felicità, sono state i differenti temperamenti degli uomini, i differenti costumi, i differenti interessi, le differenti leggi e le differenti religioni; a tutte le quali si deve aggiugnere anche le differenti opinioni e dottrine dei filosofi che hanno scritto di simili materie. La vera cagione dunque, per cui son pochi quelli che abbiano data una giusta idea di ciò che sia felicità e perché non s'è ancora convenuto dove ella consista, è perché non sono state ben riflettute e distinte con esattezza le cose sin qui numerate.

Chiunque adesso desidera sapere cosa sia felicità deve interrogare e consultare, o quello che ne hanno scritto i filosofi, od il sentimento proprio e quello dell'universale degli uomini.

Tutte le differenti opinioni di quelli che hanno scritto circa l'umana *felicità* si possono ridurre a queste sei. 1. Alcuni l'hanno riposta nella privazione dei dolori. 2. Altri nel numero e nell'accrescimento dei piaceri. 3. Alcuni pochi, tra i quali l'Autore di questo libretto, pretendono che la felicità consista nella potenza di soddisfare i nostri desiderii. 4. La maggior parte la ripongono nella sanità del corpo e nella tranquillità dello spirito. 5. I più religiosi insegnano e la ripongono assolutamente in Dio. 6. Ed i cristiani credono che la felicità dell'uomo si ottenga, primieramente con aver amico lo stesso Iddio, secondariamente con procacciarsi ancora l'amicizia degli uomini, in terzo luogo, col saper regolare le proprie passioni; ultimo nella privazione della false opinioni e di quei pregiudizi che possono cagionare del tumulto e delle perturbazioni, quantunque leggiere.

La prima di coteste opinioni è fondata sulla falsa supposizione che, dove non si trova dolore, vi si trovi il piacere. Io interpreto così, perché altrimenti bisognerebbe accusare di troppo stupida ignoranza gli stoici che l'hanno insegnata; perché i morti ed i sassi sono privi di dolori, eppure nessuno impazzirebbe a segno di chiamarli felici. Non è felice chi non conosce e non sente d'esser felice; e di più abbiamo detto che la felicità dev'essere un bene reale e positivo, e non una privazione.

Ciò che, secondo a me, ha fatto equivocare i sostenitori di cotesta opinione è: 1. Perché si osserva che nell'uomo, qualunque volta cessa il dolore, si prova il piacere. 2. Perché si è un vero piacere sentir che siamo privi di dolori. 3. Perché si trovano nell'uomo certi dolori che nascono immediatamente dalla privazione di qualche cosa, che, ottenuta, cagiona del piacere, come la fame, la sete, il riposo ecc., talché in questi appetiti è lo stesso goder d'un piacere ch'esser privo d'un dolore; e viceversa è lo stesso l'esser privo d'un piacere che sentire un dolore. Il confuso esame di simili osservazioni ha sempre cagionato, ed occasiona tuttavia moltissimi equivoci, dove si vuole

giudicare della felicità degli uomini e dei loro piaceri e dolori; e però non occorre maravigliarsi se l'opinion degli stoici si trova falsa; perché si trova nell'uomo la privazione di certi dolori che non cagiona verun positivo piacere, ma una mera tranquillità; così molti matti e molti ragazzi non sentono nessun dolore, e non per tanto provano alcun piacere; così parimenti io potrò aver l'animo privo e senza verun afflizione, senza però godere di qualche vero piacere proprio dello spirito, come sarebbe quello che si prova nel soccorrere un miserabile, nell'acquistare una nuova scientifica notizia e nel far bene un atto di religione ecc.

È inadequata anche l'opinione di quelli che fanno consistere la nostra felicità nel piacere, perché già s'è detto che il piacere è l'effetto della felicità, e non la felicità stessa.

I troppo angusti limiti che devo osservare in questo *Preludio* non mi permettono d'estendermi come si converrebbe circa la natura dei piaceri; perché farei vedere quanto vadano errati, benché compatibilmente, quelli che ripongono l'umana felicità nel piacere. Ne parlerò pertanto con brevità.

Il *piacere* è un'idea semplice che non si può definire; si può solo mostrare che nasce in noi ogni volta che si accresce qualche grado di perfezione, o nel nostro corpo, [o] nel nostro spirito; perché, siccome tutto quello che ci distrugge e che ci rende imperfetti ci cagiona del dolore, e ciò a proporzione che la distruzione e l'imperfezione sono maggiori, così, allorché sopravviene in noi qual cosa che ci rende la sanità, o che cagioni la conservazione e l'accrescimento della stessa nostra sanità e perfezione, ne risentiamo del piacere; come, per cagion d'esempio, allorché uno soccorre un miserabile con qualche somma di danaro, siccome un tale atto indica e cagiona la perfezione del nostro cuore, perciò se ne risente subito del piacere; e siccome l'offender qualcheduno ingiustamente cagiona dell'imperfezione, perciò sentiamo certo rincrescimento e certo dolore.

Si potrebbe dunque considerare il *piacere* come una specie di premio assegnatoci dall'autore della natura in ricompensarci di quanto facciamo per la perfezione del nostro corpo e del nostro spirito; ed il *dolore* come un gastigo contro quelli che distruggono il proprio corpo e che rendono imperfetto il loro spirito. Quindi deduco che il piacere è il sentimento, o ciò che si prova nell'atto che si sente la nostra perfezione; ed il dolore tutto l'opposto. Dunque né il piacere si può chiamare la nostra felicità, come insegnano gli epicurei, né il dolore la nostra infelicità, come vogliono gli stessi; ma bensì la sanità e la perfezione del nostro corpo e del nostro spirito, che sono la cagione di quell'effetto, cioè del piacere. Si tiri l'opportuna conseguenza anche del dolore.

Ma tutta la difficoltà consiste in poter assegnare quale sia la vera sanità e perfezione del nostro corpo e del nostro spirito. Non v'ha nessun che lo sappia, e però concludo che così nessuno può sapere in che consista la nostra felicità. Anzi, siccome sappiamo di certo che siamo pieni d'imperfezioni, tanto nel corpo che nello spirito, perciò si deve confessare che siamo infelici

e che però l'opinione di quelli che mettono la nostra felicità nel piacere, o per meglio dire nella sanità e nella perfezione del nostro corpo e del nostro spirito, la fondano in una cosa che non esiste e che noi non potiam conseguire, perché ignoriamo, come abbiamo detto, quale sia la perfezione della nostra natura.

Potrebbe nondimeno dir qui taluno che, siccome è vero che il piacere è un indizio ed un effetto della sanità e della perfezione del nostro corpo e del nostro spirito, e viceversa il dolore, cosicché sarà sempre un accostarsi alla nostra felicità il procurarci i piaceri e lo schivar i dolori, e che però sarà vera l'opinione degli epicurei circa la natura della nostra felicità.

Rispondo: 1. Che noi siamo tanto guasti che spesso crediamo sanità e perfezione ciò che non è altro che distruzione e che imperfezione, e che così potiamo errare nel giudicar piacere ciò che poi cagiona dolore e viceversa. 2. Che in fatti si trovano molte cose che nell'atto che si gustano cagionano del piacere e che dopo gustate apportano la nostra distruzione con infiniti dolori; e però che la regola di cercare i piaceri non è buona, anzi è cattiva per poter viver felici. Avanzo di più che sono pochissimi quei piaceri che gustati non cagionino del disgusto e del dolore, e però dell'imperfezione, e per conseguente dell'infelicità. 3. Co[n]sta per infinite sicurissime sperienze che gli uomini hanno sofferto maggior numero di dolori per aver cercati e gustati troppo i piaceri che per qualunque altra loro disavventura; ed è certo che noi vivressimo più felici, se non ci curassimo di nessun piacere, che soffrendo in pace i nostri incomodi ed i nostri dolori, ma con perfetta rassegnazione al divino volere. Da tutto ciò ne deduco queste tre conseguenze.

1. Che l'opinion degli epicurei, quantunque sembri evidentemente vera, contuttociò è falsa, perché ha contraria l'esperienza e la ragione.

2. Che dal vedere che una ragione, benché sia evidentemente vera, s'oppone ad un'altra più evidentemente certa, si deve confessare che siam in contraddizione con noi stessi, e però guasti e fatti male.

3. Che conviene quindi cercare qualche miglior regola per ben giudicare delle cose e non fidarci dei nostri raziocinii, comunque ci sembrino evidenti; e questa regola per infinite fortissime ragioni, e tali che appagano tutti gli uomini sanamente pensanti, non si trova altrove che nel Vangelo di Gesù Cristo, e però questo solamente dobbiam consultare per sapere dove consista la nostra felicità, e non la dottrina di Epicuro, il quale, oltre che erra prendendo l'effetto per la causa, di più ripone la felicità in piaceri di tale specie e natura che è incerto se siano, o l'effetto, o la cagione della nostra miseria; anzi, che per lo più sono nello stesso tempo e cagione ed effetto della nostra distruzione e della nostra infelicità.

Io ho voluto chiudere cotest'articolo con simile conseguenza, perché scrivo contro ad un Autore che mostra d'avere una vera antipatia con tutto il cristianesimo; ed affinché si rilevi meglio la verità della stessa mia conseguenza, che sembra da predicatore, ma che è delle più filosofiche e delle più sovrane che ci potiamo immaginare. Fingiamo per un sol momento

che tutto il genere umano, tale quale ora si trova ad esser montato, metta in pratica per un certo spazio di tempo quest'invito di Epicuro: *Uomini tutti quanti siete, seguite il mio esempio con procurarvi tutti i possibili piaceri che potete far gustare al vostro corpo ed al vostro spirito in questo mondo, senza prendervi verun pensiere dell'altro* [1]; ed immaginiamoci dall'altra parte che lo stesso genere umano faccia quel tanto che può fare per eseguire e che eseguisca effettivamente questo comando di Gesù Cristo: *Imparate da me, che ho uno spirito docile ed un cuore modesto, ed amate il vostro divin creatore ed il vostro prossimo come voi stessi e sarete felici non solo in questo mondo, ma ancora nell'altro per tutta un'eternità* [2].

Domando ora qui al più incredulo ed al più rotto uomo del mondo secondo quale delle due fatte ipotesi sarebbe felice il genere umano, se con cercare i piaceri con Epicuro o con amare Iddio ed il prossimo conforme lo comanda Gesù Cristo. Io sono sicuro che vede anche il più cieco ed il più perverso tra gl'increduli che gli uomini che anderanno in traccia di tutti i piaceri diventeranno viziosi ed infelicissimi e che quelli che ameranno Iddio ed i loro simili saranno virtuosi e felici, o per lo meno tranquilli in questo mondo, e che goderanno il piacere che cagiona la speranza di godere nell'altro un'infinita felicità; e tanto basti contro la filosofia d'Epicuro.

Venendo adesso alla opinione di quelli che circonscrivono la nostra felicità *nella soddisfazione dei proprii desiderii*, e quelli che l'insegnano nel senso che tali *desiderii* devono esser buoni, tali cioè che cerchino e bramino le cose che cagionano la sanità del nostro corpo e la tranquillità del nostro spirito, rispondo che questa loro opinione è buona solamente nel desiderio nostro e che ha tutt'i difetti di quella degli epicurei. Ma al nostro Autore, che l'insegna anche nel scellerato senso che si devono soddisfare i nostri desiderii qualunque essi siano, buoni o perversi gli dico che la sua opinione è la più falsa e la più mostruosa di quante se ne possa immaginare la più stravolta fantasia. Che poi esso l'insegni in questi termini ognun se ne può chiarire dall'ispezione di quelle sue [parole], che qui si leggono a pagina 6, linea 19 [3], dove scrive così, come osserveremo ancor nelle *Note*: *Ho definita* (dice egli) *la infelicità l'eccesso dei desiderii sul potere; ma il sentimento della felicità accresce, accrescendosi la somma degli uni e dell'altro*; e tosto ne tira quest'orribile conseguenza: *È dunque nostro interesse il non RISANARCI da quegli ERRORI che ci somministrano i desiderii fin che pareggiano il costante potere.* Così l'Autore di queste *Meditazioni*, al che in verità chè non mi dà l'animo d'aggiugner altro, tanto la credo evidentemente falsa ed enorme. Spiriti forti del nostro secolo.

Quanto a quei filosofi che fanno consistere la nostra felicità nella tranquillità dell'animo e nella sanità del corpo, dico ingenuamente sembrarmi

1. Cfr. EPICURO, *Epistola ad Meneceum*, 128.
2. Cfr. *Luc.*, II, 29.
3. Vedi qui le pp. 76-77.

che la rifondono in poco, perché, oltrecché, in questa sentenza pochissimi sarebbero i felici. Di più si dovrebbe, secondo tal sentenza, affermare assurdamente che ci sia lecito di far ogni male, purché derivi in noi la tranquillità del nostro spirito e la sanità del nostro corpo. Notate bene un tale assurdo. Oltrecché ancora è difficile deffinire quali siano la vera sanità del corpo e la perfetta tranquillità dello spirito, né quali siano quelle cose che cagionano in tutti gli uomini le dette tranquillità dello spirito e sanità del corpo; perché oltre a coteste ragioni, dicevo di più, è chiaro che tali cose sono bensì due beni reali e desiderabili, ma tali che, se non si riferiscono a quello dal quale derivano e se non ce ne serviamo come mezzi per piacere allo stesso e per acquistar sempre più la sua grazia divina, dico che ancor cotesta sarà una felicità dubbiosa ed infinitamente piccola, perché staccata e separata dalla felicità infinitamente grande, voglio dire da Dio. Chi visse mai lungamente felice lontano da Dio? E lo domando da filosofo e non d'ascetico, che certamente non conosco d'essere, né l'uno, né l'altro.

Dovrei adesso, per osservar l'ordine da me stabilito, esaminare la quinta e poi la sesta opinione circa l'umana felicità; ma per adesso qui non voglio dir altro, se non che fuori del sommo bene, ch'è Dio, io non ammetto felicità, conforme insegnano fin anche parecchii dei più savii e dei più dotti pubblicisti e naturalisti protestanti, e che i più sicuri mezzi per viver in questo mondo manco infelicemente che sia possibile sono quelli che insegnano i filosofi cristiani, e non altri.

Abbiamo veduto sin qui in che facciano consistere la felicità dell'uomo i differenti filosofi; dobbiamo adesso, secondo il nostro impegno, interrogare il genere umano per sentire dalla sua voce dov'esso riponga e cosa creda che sia questa nostra felicità.

Sembra a me che su questo proposito si possa rilevare da tutte le parole e da tutte le operazioni degli uomini ch'essi facciano consistere la propria felicità *nel possesso e nel godimento di tutt'i beni.* Cotesta è la sola felicità che conoscono e che credono gli uomini in generale; e cotesta che sia l'opinione del genere umano circa la propria felicità. Opinione che, sebbene sia oscura, confusa ed indeterminata, ad ogni modo io la giudico più giusta e più adequata di qualunque filosofo non cristiano; perché, se non foss'altro questa non esclude, anzi comprende ancora il sommo bene. Io, che sono persuaso che la più sicura regola per giudicare delle cose umane sia *il costante consenso del maggior numero* e che questa sia una scoperta delle più grandi e delle più vantaggiose per le scienze e per gli uomini di quante mai ne siano sortite sin qui, io dico che riconosco per vera cotesta regola del costante giudizio del maggior numero; non dubito punto che l'opinione del comune degli uomini circa la nostra felicità non sia più giusta di quella di ciascun filosofo in particolare.

Quegli però che ha pensato peggio di tutti gli altri intorno la felicità degli uomini affermo essere l'Autore di cui andiamo a notare il libro. Si

fosse almeno contenuto in darci una perversa deffinizione su tal materia, ma si vedrà che in queste, ch'egli ha iscritte impropriamente *Meditazioni*, sotto il pretesto di parlare della felicità e dei mezzi per conseguirla, si scatena ferocemente contro le più perfette massime della morale filosofica e contro quelle della nostra santissima religione e ripete sfrontatamente tutto quel di peggiore ch'ha vomitato e sparso nel libro *Dei delitti e delle pene*, del quale il pubblico lo suppone l'Autore; il perché mi sono determinato di fare ancora a queste sue *Meditazioni* le *Note*, che qui si potranno leggere e che io sottopongo e consacro sinceramente e con tutta l'onestà che devo al giudizio di tutti gli esseri cattolicamente pensanti.

RISPOSTA APOLOGETICA
[di Dalmazzo Francesco Vasco]

Supposto per ipotesi che tutti coloro i quali scrivono in materie filosofiche sieno a ciò fare indotti dal puro desiderio, o di cercare la verità, o di manifestarla qualora pensino di averla trovata, io tengo per certo che la maggior parte delle controversie e dispute nasca dal non intendersi tra loro gli autori, e le quistioni siano per lo più di sole parole. Questo è quello che, a mio credere, è succeduto all'Autore delle *Note critiche* fatte al libretto intitolato *Meditazioni sopra la felicità*, colle quali l'Autor delle medesime avrebbe forse per la sua buona intenzione meritato luogo fra i letterati, se avesse risparmiate le indecenti invettive così fuor di proposito dette contro i più illuminati scrittori del nostro secolo, i quali, quand'anche avessero in alcuna cosa errato, non meriterebbono mai tanti vituperii, ma sarebbono sempre uomini illustri negli stessi loro errori. Hanno scritto, è vero, poche operette (riflessione veramente pedantesca), non hanno con sterminati volumi in foglio riempite le botteghe de' librai, ma non perciò sono meno da stimare, se le loro operette contengono per avventura più cose e meno parole. Io, tratto dal desiderio non già d'illuminare gli uomini, che non ho tanta opinione di me medesimo, né tampoco di persuadere i fanatici, opra, ardirei dire, ugualmente difficile che di dimostrare come lo spirito s'unisca colla materia, ma unicamente di risparmiare all'autore delle *Meditazioni sopra la felicità* la fatica di vindicare la sua operetta dalla satirica e non critica penna dell'autore delle *Note critiche* (nella qual cosa penso recar vantaggio al pubblico, mentre potrà così impiegare il tempo in cose più utili alla repubblica letteraria), voglio esaminare lo stato della questione: poco a me cale che l'autor delle *Note* mi creda epicureo o stoico, spirito forte o debole, gesuita o antigesuita ecc.; io volontieri tutto gli perdonerò, s'egli si potrà ridurre a fare un buon silogismo.

La prima questione cade sulla parola felicità; crede uno ch'ella consista nell'aver maggior somma di piaceri che di dolore; l'altro, dopo aver vagato per diverse opinioni e preteso di combatterle, contraddicendosi ad ogni passo ed accusando l'autore delle *Meditazioni* di averla fatta consistere nella potenza di soddisfare i nostri desiderii

(quando egli ha bensì stabilito che *le operazioni da farsi per accostarsi allo stato di un essere felice sono, o diminuire i desiderii, o accrescere il potere, o l'uno e l'altro insieme*, ma non ha mai pensato di far consistere la felicità nella potenza piuttosto che nell'atto), conchiude non esservi altra felicità che quella che deriva da Dio.

1. O parliamo teologicamente, e l'autore delle *Meditazioni* ammette che, se l'uomo fosse perfettamente illuminato, non cercherebbe mai i piaceri che vietati sono dalla legge divina: dunque non merita i rimproveri dell'autore delle *Note*; o parliamo filosoficamente, che è lo scopo dell'autore delle *Meditazioni*, e dico che il filosofo si deve convincere con sode ragioni, e non con vaghe declamazioni e con accuse chimeriche sotto il manto della pietà.

2. La definizione della parola felicità è quella che dà luogo alla massima delle quistioni. L'autore delle *Note* crede di aver dimostrato che questa parola sia atta a significare qual cosa *che esiste realmente*. Io vorrei adesso che mi dicesse cosa intende per reale, se cosa fisica o morale, oppure l'uno e l'altro insieme, e poi sapremo cos'egli intende per felicità. Se il reale è cosa fisica, le cose fisiche sono relativamente agli uomini o piacevoli, o disgustose, od indifferenti, perché cagionano sensazioni o dilettevoli, o dolorose, o pressocché indifferenti. Che la felicità consista nelle sensazioni indifferenti o dolorose, il dica egli se vuole, ma tutto il genere umano lo smentirà; dunque non può essere che nelle sensazioni dilettevoli; dunque il conseguimento de' piaceri costituisce la felicità umana (so che mi dirà adesso ch'io sono un marcio epicureo, un materialista, ed avrà già sul labbro qualch'altro titolo odioso ch'io non meriterò mai dagli uomini pii e sensati, ma che lascierò sempre in libertà l'autore delle *Note* di darmi; pure pregolo di aspettare un tantino, che tutto non si può dire in un fiato). O questo reale è cosa morale, e questo ancora soggiace alla stessa divisione, mentre è tale l'unione del morale fisico e la reciproca reazione dell'uno sull'altro che facilmente si confondono le idee; ma, siccome l'uomo non può avere idea positiva dello spirito, nel quale consiste il morale, chiama fisico quello che sostanzialmente si potrebbe dire morale, poiché, tolta l'azione dello spirito e così del morale, non vi sarebbe, né azione, né sensazione fisica (intendo io qui di parlare con un filosofo non materialista, che, se fosse tale, lo convincerei con altri argomenti nel suo istesso sistema), ed il morale poi non sarebbe sensibile all'uomo, se non producesse qualche sensazione fisica. Perlocché si potrebbe conchiudere che questo reale consista in entrambe quelle cose che soglionsi chiamare fisiche e morali. Ciò posto, egli sarà sempre vero che la felicità umana consiste nel conseguimento de' piaceri,

non però tali quali li definisce l'autore delle *Note*, cioè *la maggior perfezione del corpo e dello spirito*, perché cade appunto egli medesimo nell'errore di cui accusa gli altri. Questa è quella che ci procura l'aptitudine ai piaceri, ma da sé sola non è che un piacere negativo. I piaceri non puonno aversi che con qualche azione, o passione; la perfezione di salute non è altro che uno stato indifferente; se io sto bene di salute, tanto di corpo che di spirito, ma che insieme non agisca sopra altri corpi, o questi non agiscan sopra di me, mai non proverò alcuna sensazione, né dilettevole, né dolorosa, e sarà la mia felicità meramente negativa (prescindo adesso dai dolori fisici, che la perfetta inazione in stato di perfetta salute non potrebbe a meno di cagionare, come, per cagion d'esempio, gli stimoli della fame, che nello stato di perfetta salute e di perfetta inazzione sarebbono inevitabili). Posti questi incontrastabili principii, che, almeno quanto a me, sembrano dimostrati, passiamo ad esaminare se uno che potesse conseguire tutt'i piaceri fosse veramente felice (parliamo sempre di felicità umana) ed è costantissimo che ciò dipende dai suoi desiderii, perché una tale sensazione è dilettevole a Pietro che la desidera, è indifferente a Giacomo che non la cura e disgustosa ad Antonio che l'abborrisce; per altra parte egli è evidentissimo che, presa la somma delle sensazioni che sono atte per se medesime ad essere dilettevoli e, supponendo un uomo che tutte le desiderasse, quantunque gli riuscisse di quelle conseguire, sarebbe fra breve più infelice di un altro uomo, perché sarebbe impossibile che il suo potere si estendesse anche a rimuovere tutte le sensazioni dolorose che verrebbero in conseguenza e ad impedire la diminuzione del suo istesso potere, altra conseguenza parimenti inevitabile. Dunque la felicità non consiste indistintamente nei piaceri, ma anche nella privazione de' dolori. La sperienza più d'ogni ragionamento ci convince che è impossibile ad un uomo di evitare tutt'i dolori; dunque la maggior felicità possibile sarà l'avere più piaceri che dolori; quando dico più piaceri che dolori, non intendo di estimarli dal loro numero, ma dalla loro qualità e dalla impressione che fanno nell'animo nostro e, siccome è per lo più di molto più forte l'impressione de' dolori che de' piaceri, così ne viene in conseguenza che maggior studio porre si dee in procurarsi la privazione de' dolori che il conseguimento de' piaceri. La privazione di un piacere desiderato è sempre un dolore maggiore o minore in proporzione della intensità del desiderio; dunque *l'eccesso de' desiderii sopra il potere è la misura della infelicità*. Ora vengo a ciò che l'autore delle *Note* intende di dire, qualora taccia alcuno d'epicureo (appunto perché non sa cosa sia la morale d'Epicuro, non ne ha altr'idea che quella che ne ha il

volgo poco meno di lui atto ad intenderla). Posti tutt' i principii sin qui dimostrati, se si parla cattolicamente, egli è incontrastabile che i dolori destinati a' peccatori nell'altra vita sono infinitamente maggiori di tutt' i possibili piaceri di questa, e così i piaceri dell'altra vita sono pure infinitamente maggiori di tutt' i dolori possibili della vita presente. Dunque il mezzo di conseguire la maggiore di tutte le felicità è di misurare i nostri desiderii in guisa che si evitino i dolori dell'altra vita e se ne conseguiscano i piaceri, anche a costo di essere in questa vita infelici. Questa proposizione, non solo non ripugna colli principii stabiliti dall'autore delle *Meditazioni*, ma ella ne deriva in dritta conseguenza ed è anzi stata dallo stesso Autore accennata nella pag. 29[1]. Dove è dunque questa *eloquenza piena d'ardire, l'odio ed il dispregio dei principii della buona morale e della religione, che si detestano dai letterati di buon senso?* (fortunata impudenza di qualificarsi tale). Dove i *paradossi?* Dove *le rivoltanti novità?* Dove *l'incredulità?* Ecco la disgrazia di non intendere, leggere *et non intelligere contemnere est*, ma la maggior disgrazia è che coloro i quali non intendono hanno per l'ordinario in contraccambio altrettanta e maggior dose di presunzione.

Interroga l'autore delle *Note* il genere umano e gli mette in bocca che la felicità consista *nel possesso e nel godimento* di tutt' i beni; se sotto nome di beni intende anche il bene negativo e la privazione de' mali, se per godimento di tutt' i beni intende di quelli che sono relativamente ad ogni uomo in particolare da esso desiderati, ecco che la risposta è conforme intieramente ai principii dell'autore delle *Meditazioni*; se poi gli dà un altro senso, io vorrei che mi dicesse chi gli ha data l'autorità di mettere in bocca al genere umano i suoi pensieri: lo conosce egli il genere umano? Finisce il suo preludio con esporre (dic'egli) *con tutta l'onestà* le più vili, indegne e calunniose ingiurie, non solo contro il libro, ma anche contro l'Autore. Io non so sotto qual governo viva questo gentilissimo critico; so bene che le leggi di quasi tutt' i popoli hanno stabilite gravi pene contro gli autori di sì fatti infamatorii libelli.

Se si vuole criticare un libro (tanto più metafisico e scritto in stile conciso) con staccarne alcune proposizioni tronche, anche i libri più santi sono soggetti alla critica; tuttavia esaminiamo anche la critica, pretesa farsi con questo assurdo metodo, alle *Meditazioni sulla felicità*.

1. Vedi qui la p. 84.

MEDITAZIONI SULLA FELICITÀ
[di Pietro Verri]

L'eccesso de' desiderii (1) sopra il potere è la misura della infelicità. Le operazioni dunque da farsi per accostarci allo stato d'un essere felice sono, o diminuire i desiderii, o accrescere il potere, o l'uno e l'altro insieme.

NOTE
[di Ferdinando Facchinei]

1. Due cose si devono qui notare. La prima che se *l'eccesso de' desiderii sopra il potere è la misura dell'infelicità*, come lo dice l'Autore, dunque la misura della felicità sarà il potere di soddisfare i nostri desiderii, e però (secondo una tale definizione) un uomo, che soddisfa qualunque più crudele e più orribile e scellerato suo desiderio, che importi o il danno proprio, o quello della società, un tale uomo dovrà chiamarsi felice. Così, se quella tigre incoronata che desiderò un dì fellonescamente che tutto il genere umano avesse avuto una sola testa per potergliene troncare in un colpo solo, se avesse potuto soddisfare cotesto suo desiderio, dico, quell'orribile mostro di trascendente crudeltà, secondo il nostro Autore, si dovrebbe chiamar felice. Secondo: non tutt'i desiderii che non potiamo soddisfare ci rendono infelici, ma quelli soli con cui si brama ciò che cagiona la più indispensabile e la più a noi necessaria sanità del nostro

RISPOSTA
[di Dalmazzo Francesco Vasco]

1. *Se l'eccesso de' desiderii sopra il potere è la misura dell'infelicità, dunque la misura della felicità sarà il potere di soddisfare i nostri desiderii.* Verissimo: *dunque un uomo che soddisfa qualunque più crudele e più orribile e scellerato suo desiderio, che importi o il danno proprio, o quello della società, un tal uomo dovrà chiamarsi felice.* Ecco il solecismo: i nomi di desiderio e di potere sono relativi a tutte le sorta di felicità, cioè positiva e negativa, vale a dire tanto al conseguimento de' piaceri quanto all'allontanamento de' dolori. Se è vero che gli uomini hanno interesse a non essere crudeli, a non recar danno agli altri uomini, in somma, se quelle operazioni e negazioni, che intendiamo sotto nome di virtù morali, sono utili all'uomo, perché gli procurano una delle due felicità, non mai un uomo che, desiderando di fare qualche azione crudele

La somma de' desiderii dipende dalla (2) primitiva sensibilità e dall'ordine (3) delle idee; la somma del potere dipende dalle leggi fisiche e dalla volontà (4) degli esseri pensanti.

corpo e tranquillità del nostro spirito, come sarebbe il necessario vitto, il necessario vestito ecc. Io desidero sinceramente che tutti gli uomini siano intieramente felici e di sapere tutto ciò che mi resta da sapere: veggo che questo mio, comunque vivo e sincero desiderio, non sarà mai adempito; non per questo però io sono manco sano e tranquillo quanto posso sperar d'esserlo in questo mondo. Dunque quella definizione dell'infelicità umana è inadequata, falsa e di assurda conseguenza.

2. So che ha maggior numero di desiderii quello il quale ha maggiore *sensibilità*; ma la sensibilità *primitiva* io non so quale, né cosa sia. Vi sono delle cose *prime* di numero, di forza, di bontà ecc.; conveniva dunque spiegarsi cosa intendeva per quella *primitiva sensibilità*; ma certa precisione non è molto in pregio presso quelli che affettano il geometra nei paesi i più antipodi della geometria, né presso quelle persone che si dilettano di vernici dell'ultima invenzione. Il pubblico non si lascia ingannare.

3. Qui *l'ordine delle idee* non ha veruna influenza. Forse avrà inteso dire della forza dell'associazione delle nostre idee.

e di danno altrui, ne abbia il potere, sarà felice; oltredicché poi conviene distinguere la felicità momentanea e presente dallo stato di felicità considerato in somma totale di piaceri e dolori nella vita d'un uomo. Se parliamo della momentanea, e chi potrà negare che un empio sia felice nel momento che gli riesce di compiere il suo scellerato desiderio? Ma consideriamo la somma totale de' piaceri e dolori di quest'uomo nella sua vita e lo troveremo infelice secondo i principii dell'autore delle *Meditazioni*. *Non tutt'i desiderii che non possiamo soddisfare ci rendono infelici, ma quelli soli con cui si brama ciò che cagiona la più indispensabile e la più a noi necessaria sanità del nostro corpo e tranquillità del nostro spirito, come sarebbe il necessario vitto, il necessario vestito* ecc. Altro sproposito. Tutt'i desiderii non soddisfati cagionano un dispiacere maggiore o minore secondo l'intensità del desiderio. Questi dispiaceri poi fanno, primo una infelicità momentanea, secondo sono parte della somma de' dispiaceri, la quale, se posta in bilancia colla somma de' piaceri supera questi, l'uomo è in uno stato infelice; se la somma de' piaceri eccede, l'uomo è più o meno felice in proporzione di quanto i piaceri eccedono i dispiaceri.

2. Qualora uno non intende, ha diritto di cercare ad illuminarsi, ma non di accusare d'impostura. *Primitiva sensibilità* significa quella che dipende dalla organizzazione del corpo, la quale è sicuramente la prima, perché l'abbiamo ricevuta nel nascere.

3. Per poter convincere questo infelice critico, converrebbe sapere cosa egli intende per desiderio, se un'azione materiale del corpo, oppure

Gli umani desiderii sono affatto indipendenti dall'ordine delle idee, tanto nella loro cagione che nella loro forza e natura.

4. Se dipendesse dalla libertà *degli esseri pensanti*, tutta questa specie di esseri, o sarebbe felice veramente, o conseguirebbe quello che desidera.

un'azione morale. Il corpo ha bisogni, ma non desiderii; desiderare è un atto di volontà; la volontà è cieca e dipende dalle idee; se dipende dalle idee, dipende necessariamente ancora dal loro ordine; eppure egli francamente, ma senza pruova, ha fronte di dire *che gli umani desiderii sono affatto indipendenti dall'ordine delle idee*. Le due prime proposizioni non hanno bisogno di prova, sono evidenti; dimostrerò le altre due, che forse l'autore delle *Note* non ammetterebbe. La volontà non è quella potenza dell'anima che riceve le prime impressioni delle idee e né tampoco quella che le combina; ella non riceve altro se non se il risultato delle combinazioni già fatte dall'intelletto, e però non vede che cogli occhi dell'intelletto. Desiderare è, come dissi, un atto di volontà, ma questo atto è un effetto delle impressioni fattesi nell'intelletto dall'immagine degli oggetti, di modo che la maggiore o minore intensità di un desiderio dipende dalla più o meno forte impressione suddetta, perché questa determina il giudizio dell'intelletto, che quindi presentato alla volontà, essa viene più o meno determinata a desiderare in proporzione di quanto l'intelletto ha giudicato che sia per recare maggiore o minor bene la cosa di cui allora si tratta: ora, l'ordine delle idee non può a meno d'influire grandemente nella forza dell'impressione che si fa nell'intelletto, perché, sotto nome d'ordine, io non intendo già l'ordine materiale del tempo, ma bensì la distribuzione delle idee secondo la forza di ciascheduna e, siccome egli è evidente che le più forti agiscono più che le deboli, così egli è non men chiaro che dall'ordine delle idee, o sia dalla loro intensità, dipendono i desiderii. Quest'ordine poi egli vuole che si chiami associazione; questione di nome, alla quale però si può rispondere che l'associazione d'idee risveglia l'immagine di poche e parziali unioni, laddove l'ordine delle idee esprime la universale catena delle idee tutte, ed in ogni desiderio deve considerarsi il prodotto di tutte le idee dell'uomo; dunque associazione non è la principale e motrice causa di essi.

4. Ha detto l'autore delle *Meditazioni* dalla *volontà*, e non dalla *libertà*, cosa molto diversa, perché, se si supponesse in tutti gli esseri pensanti il concorso simultaneo delle due libertà, morale e fisica, sicuramente che potrebbono essere tutti felici. Ma questo non è possibile e dalla sola loro volontà non viene questa conseguenza, molto meno poi l'altra, ch'egli conseguirebbe tutto quello che desidera, perché

I desiderii hanno (5) per fine d'evitare i mali e di procurarci i beni. La immaginazione di ogni uomo è sempre disposta ad ingrandire sì gli uni che gli altri; ciò si vede, poiché realizzandosi essi agiscono sull'uomo con minore efficacia di quello che s'aspettava. Un esame imparziale della natura de' desiderii nostri tende dunque a formarci un nuovo ordine d'idee, per cui si diminuisce (6) la somma de' desiderii medesimi.

Il potere dipendente dall'azione fisica de' corpi esterni talvolta si dilata coll'industria e quello che dipende dalla organizzazione del nostro corpo con un determinato regime. I suffragi poi degli esseri pensanti, o si comprano, o si conquistano, o si rendono indifferenti con una vita oscura (7),

5. Non bisogna dire che *hanno* per fine, ma che dovrebbero avere un tal fine. Niente di più comune nel presente stato di natura quanto l'incontrare degli uomini che desiderano molte di quelle cose le quali distruggono il loro corpo e corrompono il loro spirito. Nell'uomo non è manco offesa la sua volontà che la sua immaginazione. Or, siccome per confessione del nostro Autore *l'immaginazione dell'uomo è sempre disposta ad ingrandire tanto i beni che i mali*, così la sua volontà (come co[n]sta per esperienza) è soggetta ad errare nel desiderar gli uni o gli altri.

6. Ma non di quella specie di desiderii che ci fanno bramare le cose indispensabili ed eterne.

7. Una vita oscura, conforme alle leggi, come qui intende l'Autore, non si può concepire. Un uomo di talento e di abilità, si resterà in uno stato oscuro ed inerte, in cui la sua attività sia costretta a vivere in un ozio indolente e malagevolissimo, che in tale stato possa viver felice e' priverà la società del vantaggio de' suoi servigii. Si vedrà più avanti che quelle parole: *conforme alle leggi* sono state aggiunte dall'Autore per fare illusione.

non tutti quelli che potrebbono essere felici lo sono realmente; assai pochi sono quelli che conoscono il vero bene tanto spirituale che temporale.

5. La volontà è sempre determinata a volere e desiderare ciò che in quel momento le pare migliore, onde si deve dire hanno, e non dovrebbero avere, perché niuno ignora che forse anche il più delle volte uno crede migliore ciò che è peggiore.

6. Il desiderio delle cose indispensabili ed eterne è il desiderio di quelle cose, senza delle quali non si può avere la vera felicità, per conseguenza quest'aggiunta è affatto inutile.

7. Nissuno de' zelanti critici, che si vedono tutto giorno dai filosofi sbianchiti e che sono dalla passione di vanità predominati, intenderà la felicità di una vita oscura e conforme alle leggi, e però non mi stupisco, che il nostro autore delle *Note* non la possa concepire; tuttavia con due argomenti pretende di combattere ciò che non concepisce. 1. Suppone un uomo di talento e di abilità e che questi nello stato oscuro sia costretto ad essere inerte e vivere in un ozio indolente.

ma conformi alle leggi. Da questi elementi dipende l'accrescimento (8) del potere.

Esaminiamo questi principii e cominciamo dai desiderii. Le ricchezze sono lo scopo d'uno de' più comuni desiderii e certamente, essendo elleno un pegno delle azioni che gli uomini hanno sulle cose, chi le possede sembra dilatare la propria esistenza ed interessare una più gran parte della natura

8. Al costo di passare per un cattivo filosofo, voglio qui notare contro coteste parole dell'Autore che, *per comprare, per conquistare e per rendere indifferenti i suffragi degli esseri pensanti,* non bastano, *né l'azione fisica dei corpi, né la nostra volontà,* ma che vi si richiede qualche cosa di più.

Se si ricordasse che l'autore delle *Meditazioni* ha provato che la noia è una delle maggiori infelicità e che questa nasce dall'ozio indolente, non gli verrebbe in mente di supporre che di una tale ipotesi abbia qui creduto parlare; un uomo di talento e di abilità che vive una vita oscura non vive già disprezzato da' concittadini, ma lontano dallo strepito; non gli sono interdette le più dilettevoli occupazioni, ma egli per evitare i tumulti si compiace bensì in esse, ma, per cagion d'esempio, non pubblicherà una verità che avrà scoperta per non esporsi al disgusto di vederla da un ignorante presuntuoso e maligno, che non la intende, sotto nome di critica satirizzata. Egli è vero che pochi sono quegli uomini che possano bastare a se medesimi e non siano costretti per evitare la noia a ricorrere al pericoloso commercio degli altri e, fra questi pochi, la maggior parte, o soliti a vivere in società, o da qualche passione dominati, non hanno il coraggio d'isolarsi; chi non è capace d'intraprendere questo stato non può avere idea della felicità che in esso si trova. 2. Dice: *e' priverà la società del vantaggio de' suoi servizi.* Non si cerca qui se un uomo debba rendersi egli infelice per far felici gli altri uomini; questo problema vorressimo vederlo risolto dall'autore delle *Note* con vederlo a confermare ciò che dice, trovandosi egli nella circostanza di dover sciegliere, ma si cerca la felicità di ciascheduno in particolare. Finalmente soggiunge che le parole *conforme alle leggi* sono state aggiunte per far illusione; questa è troppo grossolana, perché, se non vivesse una vita conforme alle leggi, le pene da queste stabilite contro quelli che disubbidiscono lo ridurrebbero ben presto allo stato di somma infelicità.

8. Ha indovinato qui l'autore delle *Note* che sarebbe passato per un cattivo filosofo: notare da buon filosofo è provare il contrario della proposizione notata, o dimostrare l'errore delle prove dell'Autore; notare volgarmente è contentarsi di dire che la proposizione non gli piace, o che non l'intende.

ne' suoi piaceri. Il desiderio di esse non può essere diminuito dalla ragione sin tanto che si circoscrive all'adempimento de' bisogni fisici e civili; l'arte di godere delle ricchezze è molto più rara dell'arte d'acquistarle: chiunque sia giunto a possedere un moderato patrimonio moltiplica i suoi desiderii, sia che per una mancanza di previdenza preferisca i capricci presenti ai bisogni a venire, sia che con mal ragionata distribuzione posponga i bisogni presenti ai futuri capricci; l'errore del calcolo, sì del prodigo che dell'avaro, consiste nel preferire i bisogni chimerici ai reali. L'attento esame (9) sulla natura delle ricchezze e la sperienza ci convincono che, qualora eccedino i confini del bisogno, portano seco la sete di accrescerle, la sollecitudine di custodirle, il sospetto, l'inquietudine, la vista degli eredi, un fascio in somma di sensazioni sventurate che moltiplicano la somma de' nostri desiderii più assai di quello che non moltiplichino il potere.

L'ambizione è forse la passione più funesta insieme e benemerita di tutte; a lei dobbiamo tutte le grandi imprese, e v'è questo di nobile nell'ambizione ch'ella tende a vendicare il merito oppresso dai stolidi (10) potenti ed

9. È vero che le ricchezze ch'*eccedono* i confini del bisogno cagionano delle crudeli inquietudini nel comune degli uomini; ma penso che tutti gli uomini, se vogliono, possono vivere tranquilli in mezzo alle più opulenti ricchezze. Le gran ricchezze non imbarazzano che le anime poco cristianamente filosofiche, tuttocché si debba confessare che il numero di tali filosofi poco cristiani sia molto grande. Il buon uso delle ricchezze è un sicuro mezzo per acquistare qualche porzione dell'umana felicità.

10. Si noti la modestia con cui certi moderni seguaci di certi spiriti forti epitetizzano le potenze. I filosofi cristiani non si lasciano trasportare da simile rabbiosa stolidezza contro le più vive immagini di Dio in terra.

9. L'autore delle *Meditazioni* non ha mai preteso di opporsi a quel passo del Vangelo che c'insegna quanto è difficile che i ricchi entrino nel regno del cielo [1] (rispondo col Vangelo, perché il nostro autore delle *Note* in un libro filosofico, quando altro più non sa dire, ricorre al cristianesimo) e, per altra parte, anche in senso dell'autore delle *Note* sono pochi quelli a' quali l'eccesso delle ricchezze non sia pregiudiziale; poteva dunque risparmiare questa nota, che prova niente affatto.

10. Il vero filosofo, qualunque religione professi, non adula e dice quello che a lui sembra vero; chi fa diversamente non meriterà mai il nome di filosofo. Epperò, quando anche un filosofo dicesse che vi può esistere, o vi esiste, un sovrano stolido, un sovrano prepotente, un sovrano tiranno, di sì fatti esempi sono piene le storie, che non credo gli si potesse ascrivere a delitto, purché dica vero. Ma il più bello

1. Cfr. *Matth.*, 19, 23.

a provare che la distanza posta dalla fortuna fra un uomo e l'altro non è sempre uno spazio insuperabile. La mancanza d'ambizione e l'eccesso allontanano egualmente dal ricercare (11) gli onori; nel primo caso, non si cercano per indolenza; nel secondo non si cercano, perché quello che gli uomini credon grande è un piccolo oggetto per noi.

Chiamo ambiziosi quei che ricercano gli onori come mezzi di accrescere il loro potere; chiamo vani coloro che ricercano negli onori quel testimonio del proprio merito che non trovano nella loro coscienza; camminano entrambi alla loro felicità, qualora vincano i gradi di probabilità per riuscirne. Quando la distribuzione degli onori dipende o da uno o da pochi, l'incertezza dell'esito diminuisce quanto s'accresce il merito dei distributori. La vanità (12)

11. La filosofia cristiana ha il merito d'insegnare dei mezzi di cercare e di godere dei più grandi onori virtuosamente, o lontano da ogni viziosa ambizione; o per lo meno ha la virtù di santificare ancor l'ambizione, cosa che non può fare verun altra specie d'umana filosofia.

12. Cotesto è uno spallato paradosso. La vanità suppone poco talento e manco giudizio; all'incontro l'ambizione può trovarsi col maggior talento e giudizio; e però questa condurrà agli onori assai più facilmente della vanità, per quanto gli uomini vani siano e possano essere versatili e pieghevoli. Anzi questa pieghevolezza sovente diventa un impedimento all'acquisto dei grandi onori.

è che l'autore delle *Meditazioni* dice *che l'ambizione tende a vendicare il merito oppresso dai stolidi potenti* e l'autore delle *Note* l'intende *delle vive immagini di Dio in terra* (così adulando definisce i monarchi, i quali ho sempre creduti uomini, e non semidei), e basta leggere il rimanente del paragrafo per vedere che l'autore delle *Meditazioni* non ha mai pensato di parlare de' principi, bensì di quelli a' quali, o la nascita, o le ricchezze hanno dato un vantaggio sovra gl'ignobili o poveri, del qual vantaggio si servono stolidamente per opprimere il merito.

11. Siamo sempre al cristianesimo, tuttocché si tratti di materie filosofiche, ma il peggio è che la nota è pur troppo vera. La filosofia, ossia l'infame politica di alcuni cattivi cristiani, che erano lupi sotto veste d'agnello, coprì col mantello del cristianesimo (a cui tanto ricorre il nostro autore delle *Note*), non solo l'ambizione, ma l'avarizia, la prepotenza, l'usurpazione, gli omicidii, i reicidii e quante più orribili sceleratezze commettere si possano.

12. *La vanità suppone poco talento e manco giudizio*; chi lo ha detto? L'autore delle *Note*; ma perché? Son certo che non lo sa. Questa potrebbe essere questione di nome, la qual diventa paradosso solo quando non sono fissate le significazioni de' nomi e che uno s'intende pane quand'altro crede aver significato vino. Ma quello che è certo è che l'autore delle *Note* suppone il vano versatile e pieghevole; chi è versa-

più facilmente conduce agli onori che l'ambizione; poiché l'animo del vano è più incerto di se medesimo, e perciò versatile e pieghevole alle diverse circostanze. Rifletta chi è mosso da una di queste passioni che è legge di natura stimare sempre (13) meno i beni che si possedono de' beni che si ambiscono e cerchi coll'esame di sottrarre dall'idea de' beni ambiti quella porzione di stima che verrebbe ad essi tolta dal possedimento, dal che diminuirassi la somma de' desiderii.

Questo principio medesimo può diminuire in parte i desiderii nostri delle sensazioni voluttuose, le quali pure, passando dalla immaginazione

13. Questo *sempre* è troppo assoluto. Molti desiderano e stimano infinitamente più poter conservare quello che possegono che quello ambiscono di possedere; e tutti quelli che fanno l'opposto mancano di buon senso.

tile non si può supporre che abbia poco talento e manco giudizio e che tali persone ottengano più facilmente gli onori, massimamente quando la distribuzione di questi dipende da un solo, è cosa che non si può negare, se non da un selvaggio, che non abbia mai conversato, se non che cogli alberi e colle bestie. Dunque l'autore delle *Meditazioni* potrebbe in ogni caso in senso dell'autore delle *Note* aver errato nel nome, ma avrebbe sempre detto vero, e non *uno spallato paradosso*.

13. Questa è un'altra nota fatta solo perché l'autor delle *Note* non ha intesa la proposizione che pretende di criticare; altro è che un desideri più quello che ambisce e che non possede che di conservare quello che possede; altro è che quello che non possediamo sia da noi estimato più di quello che vale e che noi stessi lo estimaressimo se lo possedessimo, e la ragione è pur chiara, perché di quello che non possediamo non ne possiamo avere che un'imperfetta idea ed intanto lo desideriamo in quanto che la nostra immaginazione, sempre fertile nello ingrandire gli oggetti desiderati, ne ha formata un'idea fittizia.

A questo proposito parmi che si sarebbe potuto notare piuttosto il rimedio che propone l'autor delle *Meditazioni*, perché *se è legge di natura di stimare sempre meno i beni che si possedono de' beni che si ambiscono*, sembra che non si possa a questa legge contravvenire e non sia facile di fare la suggerita sottrazione. Io dico che non so, non dico già che esser non possa; a quest'obbiezione si potrebbe forse anco rispondere che alla esaggerazione della immaginazione si può col mezzo della sperienza contrapporre la riflessione, di modo che, quantunque le leggi di natura non s'annullino mai, possano però elidersi con forze opposte e, sebbene in senso mio, qualora chi desidera sia spinto da passione, sia poco utile la riflessione, mentre in quel momento la passione in proporzione della attività impedisce l'azione della riflessione,

alla realtà, perdono constantemente. La maggior parte (14) delle inquietudini nostre non derivano tanto dalla organizzazione o dalla vera forza dell'oggetto quanto dalla esaggerazione che ne fa la nostra fantasia. Un attento (15) esame può diminuire di molto questa forza produttrice d'ina-

14. Proposizione scritta per ispirito di singolarità. Un autore, che non voglio qui nominare, ha provato con un libro intiero che le nostre inquietudini sono l'effetto della costituzione della presente nostra guasta natura[1]: la fame, la sete, il sonno ecc., che sono la cagione più universale delle maggiori inquietudini, dipendono da qualcosa di più forte e di più reale che *l'esagerazione della nostra fantasia.*

15. Chiunque desidera con violenza non è capace *d'attento esame.* Che, se i nostri desiderii ci sembreranno ragionevoli, in tal caso, come mai volere e potere sminuirne la forza?

tuttavia sarà sempre vero che l'abito di riflettere serve di rimedio, perché agisce anch'egli fisicamente e diminuisce la forza delle passioni.

14. Poco basta per vivere, epperò sono così pochi gli uomini che se la loro fantasia non esaggerasse le loro esigenze fossero ridotti a soffrir fame, sete e sonno, che il dire che la fame, sete e sonno per quella sola quantità per cui dipende da qualcosa di più forte e di più reale, vale a dire dall'esigenza fisica del corpo, siano la cagione più universale delle maggiori nostre inquietudini, è proposizione molto comune nel volgo, ma tra' buoni filosofi e pensatori è qualcosa di più che singolare, non si è sentita mai, né si può sentire; oltredicché poi l'autore delle *Meditazioni* parla qui di tutte le altre pressocché innumerabili inquietudini nostre, le quali hanno niente di comune colla fame; lascio la sete ed il sonno, perché acqua per bere e terra per riposare, che è quanto basta pel bisogno indispensabile, si ritrova quasi dappertutto.

15. Il desiderio violento non è perpetuo, per questo appunto ch'è violento; l'autor delle *Meditazioni* non ha mai inteso di dire che nel tempo degli attacchi violenti d'una passione si possa fare un attento esame, ma un attento esame fatto negli intervalli di calma, un esame che contraponendo la riflessione alla immaginazione diminuisca la nostra ignoranza, dovrà certamente diminuire la somma dei desiderii che nascono dalla medesima, un esame che, richiamandoci alla memoria le funeste conseguenze cagionate o a noi o ad altri nell'impeto delle passioni, col mezzo delle riflessioni faccia nell'animo nostro una forte impressione

1. Cfr. J. J. ROUSSEAU, *Si le rétablissement des sciences et des arts a contribué à épurer les moeurs*, Genève, 1750.

dempiuti desiderii, figli realmente d'una nostra ignoranza, e può farci preferire la vigorosa alacrità de' moderati alla svogliata indolenza di chi, logorando gli organi animatori della vita, si priva del più squisito d'ogni altro senso, cioè de' spontanei fisici bisogni.

Ho definita (16) la infelicità l'eccesso de' desiderii sul potere; ma il senti-

16. Dalla cattiva deffinizione ch'ha data l'Autore dell'infelicità ne deduce qui un teorema ed una conseguenza, coerenti sì a' suoi principii, ma falsi e rovinosi. È falso: prima, che accrescendosi la somma dei nostri desiderii ed il potere di soddisfarli, si accresca nello stesso tempo anche il sentimento della felicità; e la ragione si è, perché bene spesso gli uomini desiderano ciò che gli rende imperfetti e che gli distrugge; dunque la potenza di soddisfare simili cattivi desiderii li renderebbe infelici.

Secondariamente, quanto alla conseguenza dell'Autore che sia *nostro interesse il non risanarsi da quegli errori che ci somministrano i desiderii, sin che pareggiano il costante potere*, dico che tal conseguenza è degna veramente d'un moderno libertino, perché nulla v'ha, né di più orribile, né di più scandaloso, mentre molti si

e formi un'idea composta, la quale, incatenata nella memoria coll'idea di quella passione dannosa, porti seco in conseguenza che non si possa una risvegliare, senza che si presenti anco l'altra all'intelletto, dovrà sicuramente diminuire l'azione della passione; ma queste sono cose che esiggono nozioni tali per essere intese che si può compatire l'autor delle *Note* se, ignorandole, ha sbagliato.

16. L'equivoco parte sempre da quel primo errore, cioè che l'autore delle *Note* non calcola mai la felicità negativa e riduce tutte le proposizioni dell'autore delle *Meditazioni* alla sola felicità positiva, ma se si calcola l'una e l'altra e che si parli non d'uno che ragionando falsamente (come fa la maggior parte degli uomini) sul proprio interesse e su i veri beni, desideri solo beni veri, cioè beni non dannosi, o sia i maggiori piaceri ed i minori dolori possibili, non è egli evidente che, se il potere di soddisfarli cresce in misura eguale del desiderio, cresce il sentimento della felicità?

Quanto all'altra conseguenza tanto orribile e scandalosa, per la quale si accusa così indecentemente e a torto di libertino l'autore delle *Meditazioni*, una cosa che sanno i ragazzi, che, qualora un uomo è in un errore, che non gli può recar alcun pregiudizio, e per altra parte il suo errore gli cagiona qualche piacere, sarebbe una crudeltà il volerlo risanare da quell'errore; per esempio, se l'autore delle *Note* si fosse contentato di esporre i suoi errori critici senza invettive e si fosse creduto di essersi acquistata una qualche riputazione nella repubblica letteraria, e chi avrebbe mai così poca carità di volerlo disingannare? Se l'errore poi può essere pregiudiziale o alla persona direttamente

mento della felicità s'accresce accrescendosi la somma degli uni e dell'altro. È dunque nostro interesse il non risanarci da quelli errori che ci somministrano i desiderii fin che pareggiano il costante potere. Se potessimo dunque dilatar sempre il potere fin che pareggiasse i desiderii, opereremmo più saggiamente per sentire la felicità di quello che sarebbe diminuendo i desiderii. La prima operazione è meno in nostra mano dell'altra.

L'industria ha dilatato il potere dell'uomo in molte guise: egli è giunto a contemplare distintamente molti oggetti, che la loro piccolezza o distanza rendeva insensibili; egli è giunto a poter conversare con persone distanti le migliaia di leghe; egli è giunto a viaggiare sicuramente sulla instabile superficie dell'acque, a traversar mari immensi per quella strada che sembrava riservata ai soli pesci, e chi sa (17) che un giorno..., ma tai progressi si fanno con estrema lentezza, né un uomo solo, né un secolo può aspirarvi.

trovano che possono avere dei scellerati desiderii, uniti al più costante potere di soddisfarli. Eppure l'Autore ha la sfrontatezza d'affermare che sarebbe *da saggio* il mettere in pratica cotesta sua orribilissima massima.

17. Sembra che volesse scrivere che forse un qualche giorno l'uomo giugnerà anche a poter volare. Ma ha fatto bene a tacerlo, perché avrebbe fatto giudicare della bontà della sua fisica, come si giudica di quella della sua metafisica.

o ad altri, locché alla fine ricade sulla stessa persona, allora è nostro interesse di essere risanati, perché il potere non pareggierà mai i desiderii, cioè mancherà sempre il potere relativamente ai desiderii negativi: ecco spiegata la proposizione, che, se il critico fosse stato senza fiele, l'avrebbe intesa a dirittura *sano modo*.

17. Io non so come si possa estendere tant'oltre la presunzione. Ma caro signor autore delle *Note*, chiunque voi siate, pretendereste voi sapere tutte le possibili combinazioni delle cose fisiche, per poter con tanta franchezza avanzare che non possa l'uomo un giorno trovare il mezzo di volare? Se non fosse nota a tutti la teoria dell'elletricismo e l'esperimento dal celebre padre Beccaria [1] tante volte fatto di determinare la direzione de' fulmini a suo piacimento, non sarebbe questa cosa molto meno percettibile e che sicuramente prima della scoperta sarebbe stato egualmente temerario chi l'avesse sostenuta impossibile che chi l'avesse spacciata probabile? Eppure si è scoperto il fenomeno ed è riuscito di metterlo in esecuzione; volare, che gran meraviglia! Volano uccelli grossi, che sono corpi gravi, non per altro che perché

1. Giovanni Battista Beccaria (1716-1781), fisico monregalese, insegnò matematica e fisica a Palermo e dal 1748 fu titolare della cattedra di fisica all'Università di Torino. È noto soprattutto per le sue ricerche sull'elettricità. La sua opera principale è *L'elettricismo artificiale*, Torino, 1771.

Il potere, o sia la robustezza del corpo nostro, molto può accrescersi con una ragionata cura di noi medesimi, lontana egualmente e dalla superstiziosa cautela e dal totale abbandono agli attuali capricci. Le cognizioni delle cose naturali possono molto contribuirvi, se non altro a distinguere i buoni dagl'ignoranti medici. L'arte di conservare e di migliorare la sanità non è certamente meno pregievole di quella di ricuperar la perduta e, colla robustezza delle membra, s'accresce la forza dell'animo, onde siamo più disposti ad agire ed a rispingere le forze altrui, sentimento che forma il vero coraggio e che accresce la somma del nostro potere.

S'accresce (18) il poter nostro quando conspiri con esso il potere degli altri uomini. Può ottenersi questa cospirazione primieramente comperando i loro suffragi, e questa compera fassi col denaro o cogli ufficii. Converrebbe avere una sorgente perenne di ricchezze per interessare per lungo tempo una moltitudine di uomini ad agire stipendiati per noi.

I denari presso il popolo non servono che per comperarsi un suffragio di breve periodo e sono ben impiegati qualora entro di questo periodo possiamo innalzarci a segno d'esserne per sempre superiori. L'azione degli ufficii è lunga e tende più ad impedire il male che si può temere dagli uomini che a moverli ad agire per noi. Gli uomini sono attaccati a noi per un bisogno, quando lo sono co' denari, e sono attaccati a noi colla sola opinione, quando

18. Lascia fuori il mezzo più forte e più efficace, ch'è quello di procurarci l'amicizia di Dio, e l'altro d'avere un cuor buono ed un animo sano e virtuoso. Sì, filosofi quanto si vuole, il dono più prezioso che ci abbia fatto il cielo per vivere felici in questo mondo, o manco infelici, si è la bontà del cuore.

hanno ali; tutto dunque consiste in trovare la misura giusta per rendere alato un uomo; questa misura è relativa alla gravità del corpo e dell'aria che lo ha da sostenere; è cosa difficile, ma non gli si vede la menoma impossibilità.

18. Il procurarci l'amicizia di Dio (giacché si ha da parlare con uno che vuol sempre salvarsi in Chiesa) non è effetto delle nostre buone opere? Dunque, quando si cerca il mezzo di far buone opere, è inutile proporne la conseguenza per mezzo. Il dono della bontà del cuore è uno scapatorio degli empii, i quali, per scusarsi di essere tali, accusano il cielo di non aver loro data la bontà del cuore. I filosofi per contro credono che l'educazione e la buona filosofia moltissimo contribuisca a render buono un cuore (espressione molto volgare ed inesatta, dalla quale non mi scosto per essere inteso dall'autore delle *Note*). Mi immagino che uno, il quale inveisce, come l'autore delle *Note*, senza motivo e prorompe in così gravi calunnie e villanie contro l'autore delle *Meditazioni*, sia di quelli, che, secondo il suo sistema, hanno avuto la disgrazia di non avere il prezioso dono del cielo, la bontà del cuore.

lo sono per gli ufficii; ora, di questa opinione arbitri sono l'azzardo e la combinazione di tante circostanze, cosicché ella è una possessione instabilissima per natura, la quale porta sempre seco maggior probabilità per il cambiamento. Chiunque, non avendo un animo comune, si propone di comperar cogli ufficii i suffragi degli uomini deve disporsi ad un intero e lungo sacrificio col modellare ogni parola ed ogni atto esterno sull'opinione e su i pregiudizii della moltitudine, per modo che, rinunziando (dirò così) alla propria esistenza, deve addossarsene una posticcia, e ciò per comperarsi una chimera pronta a fuggirgli dalle mani ad ogni momento. L'assurdità di questo contratto è sì evidente ch'io non so che alcun uomo non volgare l'abbia mai fatto.

Si rendono gli uomini conspiranti con noi conquistando i loro suffragi, o sia prevalendoci (19) accortamente della umana imbecillità e facendo

19. Il nostro Autore adduce qui simil massima vile ed indegna, solamente per riferir ciò che siegue e non per inculcarla. Il suo generoso modo di scrivere mi dà gius di così giudicare; ma contuttociò è riprensibile, per non averla condannata. Si noti qui di vantaggio: confessa che *il timore è il vincolo più forte per tener legati gli uomini non filosofi*, la quale è una verità impugnata in più luoghi nel libro *Dei delitti e delle pene* [1]. Si noti di più, che in tutto quest'articolo non ci dice che delle cose le più comuni.

19. Se è vero che la massima è confermata dalla sperienza, non si può la medesima notare, mentre l'autore delle *Meditazioni* non ha deffinito se fosse o no più utile agli uomini di non essere come sono imbecilli, ma, posto che lo sono, dice che *il timore è il vincolo più forte per tener legati gli uomini imbecilli*. Non era poi sua ispezione di condannare la maggior parte dell'uman genere in una cosa pressocché irrimediabile. Quanto alla supposta contraddizione, ella è un effetto del solito errore dell'autore delle *Note*, il quale ha la disgrazia di non intendere (prescindendo adesso dalla temeraria asserzione che i due libri, che non portano in fronte il nome dell'autore, siano d'un istesso e medesimo compositore, fondata sulla somiglianza dello stile, che per altro è molto più conciso in uno che nell'altro e che, quanto a me, sembra così diverso ch'io non mi persuaderò mai che i due libri siano composti dall'istesso autore). Altro è che il timore genericamente detto sia il vincolo più forte per tener legati gli uomini imbecilli, altro è che l'atrocità delle pene non sia bastante per incuttere agli uomini questo timore e distorglierli dai delitti; le ragioni di questa seconda proposizione non sono contrarianti alla precedente, perché derivano da

1. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, Livorno, 1764.

in essi nascere un timido sentimento della debolezza loro in paragone nostro: così si legano a noi gli uomini col vincolo più forte di tutti che è il timore. Ciò si fa immediatamente, o interessando le intelligenze sovraumane nella nostra azione, ovvero manifestando una decisa superiorità di coraggio, virtù che sola in ogni secolo e presso ogni nazione ha saputo costantemente ottenere gli omaggi degli uomini. Il pericolo di questa conquista cresce a misura della violenza con cui si tenta, ma insieme col pericolo cresce la forza della impressione. Si conquistano mediatamente i suffragi della moltitudine, laddove il destino della moltitudine dipenda da pochi, ottenendo da essi una carica, per cui gli uomini aspettino bene o male dalle nostre azioni. Per interessar questi pochi a darci l'impiego conviene conoscere il loro carattere; in molti può il danaro, in molti può la fiducia di dilatare il proprio potere riponendo in carica de' meri stromenti de' loro fini; alcuni pochi cedono all'opinione dell'abilità; pochissimi sono poi che non temino la superiorità de' lumi o di forza d'animo; queste qualità vedute, producono l'avversione; sentite, producono il timore; esercitate, producono o l'esterminio di chi le possede, o l'ubbidienza degli uomini.

Finalmente (20) si toglie agli uomini l'occasione di ristringere il nostro

20. Ecco dove ripete e dichiara la massima della *vita oscura e rigorosamente conforme alle leggi*. Ma, ripeto ancor io, che cotesta è una proposizione contraddittoria ed una massima da vili e da atrabilarii; nello stesso tempo ch'è perniziosa contro il bene della società e contro il fine per cui Iddio ha dato il talento e l'abilità. Io credo dimostrato che un uomo, dotato di gran talento, non possa condurre una vita oscura, senza pregiudizio proprio e della nazione. Credo sia provato di più, che un uomo di grande ingegno viverà più infelicemente nella privata oscurità che in faccia ed in mezzo ai pubblici affari. Gli uomini di raro

altri principii e da altre combinazioni, delle quali solo alcuni buoni filosofi e politici sono suscettibili.

20. A questa nota ho già risposto dissopra [1], ma, siccome aduna qui l'autore delle *Note* un nuovo fascio d'inconcludenti e volgari ragioni, voglio notare anch'io. Dove ha trovato che Iddio abbia dato il talento e l'abilità perché s'impieghi in servizio della società? S'egli è cattolico (giacché si ha da mischiare *sacra profanis*) nel cattechismo s'insegna che il fine per cui Dio ci ha creati e dati i talenti, egli è perché possiamo meglio servirlo ed amarlo in questo mondo per indi goderlo in paradiso: non è parlato di società; so bene che l'essere utile alla società non impedisce di servire ed amar Dio, ma dico che il signor filosofo cristiano dovrebbe sapere che questi non fu mai il fine principale per cui ha dato Iddio il talento e l'abilità (l'abilità l'ha data a due soli,

1. Cfr. la nota 7.

potere sottraendoci a' loro sguardi con una vita oscura e rigorosamente conforme alle leggi; questa rigorosa conformità colle leggi è indispensabile per contraporre al sentimento di superiorità, che gli uomini socievoli hanno per i solitarii, quello dell'aperta ingiustizia, se ne fanno uso. Questo è il partito meno pericoloso di ogni altro e meno soggetto ai capricci altrui; ed è quello appunto che è stato ordinariamente prescelto dai saggi.

Colla applicazione di questi elementi e con un intimo esame giunger potrebbon gli uomini a migliorare la loro condizione diminuendo l'eccesso de' desiderii sul potere; ma poche sono le anime privilegiate che resistino ad un tranquillo esame di lor medesime. Sono per la maggior parte gli uomini come deboli ammalati che temono la vista delle proprie ulceri. I selvaggi, soddisfatti che abbino i bisogni fisici, rientrano nello stato di perfetta (21)

talento non hanno condotta una vita oscura che, o per motivo di virtù superiore, o per avvilimento d'animo, o per disperazioni. Le anime veramente grandi si trovano più nella loro sfera tra le grandi afflizioni che tra i piccoli ed oscuri piaceri. La detta massima poi è tanto più condannabile in bocca di quest'Autore quanto ch'egli chiama ozio politico e pernizioso alla società la vita che fanno i claustrali.

21. Anzi d'intiera stupidità. La tranquillità dello spirito è l'effetto della virtù, dell'animo grande e del possesso e godimento di molti beni. Gl'insensati non sono tranquilli per quella tranquillità che produce piacere, contento e felicità, ma di quella soltanto che impedisce si possa sentire la propria infelicità. In una parola, la felicità dei selvaggi in quistione non consiste nell'essere positivamente e realmente felici, ma solo nel non sentire la propria infelicità, e così si possono chiamare felici e tronchi ed i sassi.

Adamo e Salomone, gli altri l'hanno acquistata con fatica e studio, onde si poteva risparmiare). Egli crede dimostrato che l'uomo di gran talento non possa condurre una vita oscura, senza pregiudizio proprio, e che viverà più infelicemente; indi soggiunge che alcuni di questi hanno condotta una vita oscura per virtù superiore. Facciamo adesso il sillogismo e vedremo la conseguenza che viene dalle due suddette proposizioni, *ex concessis*; alcuni uomini di gran talento hanno condotta una vita oscura per virtù superiore, *atqui ex concessis*, pure l'uomo di gran talento non può condurre una vita superiore, senza pregiudizio proprio e senza vivere infelicemente; dunque la virtù superiore è dannosa ad un uomo di raro talento e lo rende infelice.

21. Questione di nome; sotto nome di tranquillità io intendo una cosa negativa, cioè l'opposto del tumulto, ossia la privazione di questo. Ora niuno ha maggior tranquillità che i selvatici. Quella di cui intende l'autore delle *Note* è solo relativa al tumulto che può cagionare il rimorso di una coscienza più o meno rea. Egli è però sempre vero che

tranquillità; ma, a misura che gli uomini s'allontanano da quello stato, acquistano una folla d'idee civili, dal disordine delle quali nasce quel mordace sentimento della propria bassezza, che si chiama noia; quindi cercano gli uomini di slanciarsi a vivere lontani da loro medesimi, quindi l'abborrimento della solitudine è il bisogno perenne d'una conversazione qualunque o del sonno. Così la vita dei più si risolve in una costante obbedienza alle sensazioni degli oggetti attuali, alle quali rarissime volte la riflessione contrappone l'immagine degli oggetti lontani; onde, mutandosi pel moto universale della natura, o la distanza, o l'apparenza degli oggetti, galleggiano le umane menti su questo fluttuante appoggio e passano dall'odio all'amore, dal disprezzo alla stima con una che sembra contraddizione a primo aspetto, ma che poi conosciuta si risolve in una legge costante d'un essere meramente passivo.

Con queste (22) cognizioni sostituiamo al penoso sentimento dell'odio il più giusto e più umano, che è la compassione degli errori della moltitudine: da queste cognizioni nasce di più una vera e ragionata compiacenza di noi medesimi, poiché sentiamo la reale distanza che passa fra noi ed i volgari e la non fattizia superiorità nostra in ciò che noi potiamo essere con noi medesimi e sentire in una sorte d'amicizia con noi stessi il bene d'esistere, laddove essi portano sempre il loro nemico ovunque vadino, cioè i rimorsi, la disistima e il tedio della propria esistenza.

Per conservarci questi massimi vantaggi, conviene far molto uso della riflessione in tutti gli atti importanti della vita, per il che o non commetteremo azioni delle quali abbiamo poscia a pentirci, ovvero, quando ciò accada, non faremo a noi stessi il rimprovero d'avere scelto male per propria imbecillità e, riflettendo ai confini che ha sempre il potere e lo spirito umano, guarderemo come un inevitabile tributo i nostri errori. La buona (23) coscienza è dunque il premio della riflessione.

22. Articolo conformissimo alla mollezza ed alla snervatezza di certa filosofia che lusinga, ma non fa, né felici, né virtuosi i suoi adoratori.

23. Nuovo paradosso. Io, all'opposto, son di parere che la buona riflessione sia anzi un premio della buona coscienza. Quanti, con una scellerata coscienza,

l'autore delle *Meditazioni* non ha mai preteso di decidere se i selvatici colla somma loro tranquillità siano o no più felici dei cittadini.

22. Questa proposizione è certamente contraria alla intollerante sofistica filosofia de' persecutori della verità e del buon senso, ma, ben longi di essere effetto di mollezza e snervatezza, ella è conforme alla umanità ed alla fraterna carità tanto inculcata nel Vangelo e così poco conosciuta dalli moderni zelanti.

23. Poco importarebbe in sostanza qual de' due sia l'antecedente e quale il conseguente. Tuttavia, siccome l'autore delle *Note* ardisce chiamarlo un paradosso, devo avvertirlo del suo errore. La riflessione

Conviene colla (24) riflessione formarci una chiara idea della giustizia, voce spesso ripettuta e rare volte intesa. La buona coscienza è un sentimento della conformità delle azioni nostre colla giustizia; la giustizia (25) è la

riflettono bene sopra tutte le cose che loro s'affacciano alla mente?

24. E se per disavventura non saremo capaci di riflettere bene e rettamente? E se avessimo ancor noi la disgrazia d'esser nel numero di quelli che ripetono spesso il nome di giustizia, senza mai intendere cosa ella sia?

25. Bisogna che l'Autore sia stato poco aiutato dalla sua riflessione e dalle sue meditazioni nel formarsi l'idea della giustizia, perché la deffinisce a suo modo.

è la combinazione delle idee, la buona coscienza è il risultato delle buone operazioni; m'immagino ch'egli non voglia negare che le buone operazioni devono essere fatte con riflessione, dunque la riflessione è sempre antecedente, anzi dippiù allora si sente la buona coscienza qualora si fa riflesso sopra la medesima, dunque la sensazione che ne viene è figlia della riflessione; l'argomento poi che adduce per prova della sua proposizione non conchiude perché in primo luogo, qui si parla della riflessione relativamente alla felicità, e non delle riflessioni che fare si possono sopra un problema algebraico. In secondo luogo poi, chi ha mai detto che chi ha scellerata coscienza rifletta bene sopra tutte le cose? Se questa proposizione è vera, io argomento così; chi riflette bene non può se non conoscere il vero bene ed il vero male, *atqui* chi conosce il bene ed il male non può se non abbracciare il bene e rigettare il male, perché questa è legge costante della nostra volontà. Dunque chi riflette bene in tutto abbraccierà in tutto il bene: soggiungo *atqui* alcuni di quelli che riflettono bene hanno una coscienza scellerata, dunque la coscienza scellerata non è un male; questa è la conseguenza che deriva dalle proposizioni del nostro autore delle *Note* che si vanta difensore della cristiana filosofia.

24. L'autor delle *Meditazioni* non ha mai preteso d'intraprendere la guarigione dell'autor delle *Note* e solo lo compatisce che abbia la disavventura di essere incapace di riflettere rettamente e la disgrazia di parlare di giustizia e di filosofia senz'intendere cos'ella sia.

25. La giustizia non è un ente, è una semplice idea relativa alle leggi, perché, se si tolgono le leggi divine, naturali, sociali e civili, mi si dimostri poi cos'è giustizia. Ora, se è così la giustizia, quanto a noi sarà sempre la conformità delle nostre azioni colle leggi. Mi piace il metodo di criticare: dic'egli che l'autore delle *Meditazioni* definisce la giustizia a suo modo, ma il perché non si debba definire così, od almeno come la pretenda definire l'autor delle *Note*, l'indovini chi può.

conformità delle azioni nostre colle leggi. Le leggi fissate nell'universo fisico dall'autore della natura sono, per quanto ne sappiamo, semplici e invariabili; ma nell'universo morale tanta parte hanno avuto gli uomini nello stabilimento delle leggi: le debolezze, gli errori, le private mire vi hanno sì fattamente contribuito che ad ogni passo s'incontrano i dubbii e fa bisogno d'aver la mente illuminata per districarsene.

L'unica legge (26) universale, e sempre obbedita dagli esseri sensibili, è l'amor del piacere. Gli uomini, che meno fanno uso della riflessione, sono mossi dalle mere sensazioni degli oggetti presenti e comprano bene spesso un piacer attuale a prezzo d'un dispiacere molto maggiore a venire: più la mente è illuminata e più s'accosta all'esattezza del calcolo di preferire la somma de' beni maggiore alla minore.

Una beatitudine eterna e infinita è maggiore di qualunque bene attuale finito: una infelicità eterna e infinita è maggiore di qualunque male attuale finito: se l'uomo dunque fosse perfettamente (27) illuminato, non cercherebbe

26. Non legge (di grazia), ma cattiva inclinazione doveva dire. Il genere umano ha patito più per l'amor del piacere che per qualunque altra sua imperfezione; ed è certo che si viverebbe più felici, se cercassimo con minor passione i piaceri; l'amor dei piaceri è stato sempre la cagione della maggior parte dei dolori sofferti dagli uomini. Come dunque chiamar col sacro nome di legge universale ed encomiare un'inclinazione ch'è la principale cagione di quasi tutt'i dolori che soffriamo e della nostra infelicità?

27. Non servirebbe a nulla, se nello stesso tempo non fosse anche perfettamente bene inclinato. So che questa è una verità odiosa per certi filosofi, ma ella non è manco certa; e quel che è anche più vero si è che il lume naturale, senza quello della dottrina evangelica, non sarà mai capace di rettificare le nostre perverse inclinazioni; e non occorre studiarvi di vantaggio. O il Vangelo, o il dubbio ed il setticismo.

26. Non si dicono le leggi del moto le leggi fisiche? Perché non si potrà dire legge quella che l'autor delle *Note* chiama cattiva inclinazione, ma che è parte della stessa natura di tutti gli uomini? Dirla cattiva è un accusare l'autor della natura. Quell'argomento poi così triviale, che il più degli uomini debbano riconoscere la loro infelicità dallo stesso amore del piacere, non ne prova l'imperfezione, nella stessa guisa che, se si dicesse che l'organizzazione dell'uomo e la sensibilità del suo corpo è un'imperfezione, perché la maggior parte degli uomini infelici si sono resi tali per aver fatto uso de' loro sensi. L'imperfezione ed il cattivo non è nell'amore del piacere, è nel farne cattiv'uso e nel non discernere i veri piaceri dai falsi.

27. *Se non servirebbe a nulla, se nello stesso tempo non fosse anche perfettamente bene inclinato ad uno* (secondo il sistema dell'autor delle *Note*) che fosse male inclinato, servirebbe anche a nulla il lume della dottrina

mai i piaceri che sono vietati dalla legge divina; ed a misura che s'accosterà a questa perfezione di lumi, sarà nella strada della giustizia religiosa, ed in conseguenza lontano da' rimorsi della propria coscienza.

Benché l'onestà sia la base umana della religione, cosicché chi offende le leggi dell'una offenda altresì quelle dell'altra, pure (28) anche da sé sola deve osservarsi dall'uomo illuminato. Qualunque piacere è minore della somma de' dispiaceri che si ricevono dagli uomini, qualora si ha il concetto d'essere malonesto: il diprezzo, la fuga, gl'insulti, l'insensibilità ai nostri bisogni sono gli effetti che vede scritti in faccia degli uomini chi si allontana dalla virtù, ed è più facile essere onesto che il portarne continuamente la maschera. Di più, offendendo le leggi dell'onestà, nasce in noi un sentimento di disprezzo di noi stessi, ch'è il più crudele di tutti, ed una vile timidezza, per cui si scema il nostro potere; quindi (29) freddamente concludo che

28. Quel *pure* è misterioso, perché appella il *benché*. Se non è misterioso, sarà malizioso e farà un pessimo senso.

29. Ancor io noto freddamente e con tutta la riflessione che questo è un ragionamento scandaloso e che fa torto allo stesso suo Autore. Si produca un solo esempio d'un uomo dato ai piaceri, che nello stesso tempo sia stato un uomo onesto ed utile al pubblico, ed io divento subito epicureo. Ma l'esperienza m'ha insegnato il contrario; talché credo ed affermo sensatamente che viveranno sempre più felici in questo mondo quelli che fuggiranno e che si asterranno dal piacere, eziandio dai moderati ed onesti, che quelli che anderanno in traccia dei medesimi e che li goderanno. Sono più funeste le conseguenze del piacere che quelle dei dolori. Non si trova nessun piacere corporeo che, dopo gustato, non cagioni e non faccia nascere, o un dolore,

evangelica, perché l'autor delle *Meditazioni* quando dice perfettamente illuminato, e massimamente in quest'articolo, non esclude il lume della dottrina evangelica, anzi espressamente lo comprende sotto il nome di perfezione.

28. Questa nota esige niente più che un gramatico per confutarla; quel *pure* non significa altro se non se che l'onestà, oltre che è base della religione considerata anche per se stessa, è utile all'uomo che cerca la vera sua felicità.

29. Qui non mi contenterò di difendere la proposizione dell'autor delle *Meditazioni*, ma è d'uopo che dimostri ancora le scandalose conseguenze che nascono dalle proposizioni di chi lo critica: *Un uomo dato a' piaceri non può essere onesto ed utile al pubblico.* Se parliamo di chi ama solo i piaceri onesti, la proposizione è per se stessa contraddittoria, e ne verrebbe in conseguenza che fosse necessario di essere attrabilare per poter essere utile al pubblico. Se parliamo di un libertino, non ha che fare colla questione, *saranno più felici coloro che si asterranno dai piaceri, eziandio dai moderati ed onesti.* Si può trovare una proposizione più arrabbiata? Dunque in che cosa consisterà la felicità? Nella priva-

l'amor del piacere mi porta ad obbedire alle leggi dell'onestà, mi mantiene nella strada della giustizia morale e mi preserva dai rimorsi della coscienza. Felici quelle anime che nell'amore della virtù ricusano un freddo ragionamento e che, trasportate da una vincitrice fiamma per il bello e il grande, lo onorano e lo praticano per una voluttà vivissima che trovano immediatamente nell'onorarlo e nel seguirlo!

o un incomodo, od un desiderio afflittivo di qualche nuovo piacere. Non si trova vero piacere in questa terra e non ne abbiamo neppur l'idea. Noi chiamiamo piacere la soddisfazione momentanea che sentiamo immediatamente dopo aver soddisfatta qualche nostra indispensabile miseria. Or, non sarebbe meglio desiderare d'essere liberati da certe sempre penose necessità che cercare d'accrescerle per amor d'una miserabile sensazione, la quale, se dura più d'un momento, diventa un vero dolore? Che, se l'Autore voleva parlare dell'amor del piacere che nasce da l'esercizio e dal possesso della virtù, non conveniva affettare il discorso di M. H... [1].

zione dei piaceri? Mi dirà nei piaceri dell'altra vita. Ma rispondo: 1. Che l'autor delle *Meditazioni* nella serie dei piaceri ha compresi espressamente i piaceri celesti; l'abbiamo già detto di sopra [2]. 2. I piaceri di questa, che non ci privano di quelli dell'altra e che per la Dio mercé sono ancora in gran numero, perché mai renderanno infelice un uomo che modestamente ne usa? *Non si trova nissun piacere corporeo che, dopo gustato, non cagioni e non faccia nascere o un dolore od un incomodo*; questa proposizione mi dà luogo a sospettare che il nostro autor delle *Note* sotto nome di piaceri non intenda che quelli de' libertini, i quali veramente già da due secoli sogliono cagionare a chi gli gusta dolori ed incomodi. Vi è forse piacere che eguagli quello di due bell'anime in santo matrimonio congiunte, le quali per la reciproca compiacenza, conformità di genio, d'inclinazione e di modo di pensare, siano due in una sola carne? Questo piacere non lo conosce l'autor delle *Note*; forse sarà in uno stato che lo impedisce di gustarlo; lo compatisco, ma, di grazia, non pretenda d'escludere dalle umane cose ciò ch'egli non può sentire. *Noi chiamiamo piacere la soddisfazione momentanea, che sentiamo immediatamente dopo aver soddisfatta qualche nostra indispensabile miseria*, si noti, di grazia, quell'*indispensabile*, e poi si accordi col cristianesimo e col libero arbitrio. La bella proposizione! Chiunque legge è in caso di conoscere le conseguenze scandalose di questa proposizione. *Or non sarebbe meglio desiderare di essere liberati*

1. Si riferisce probabilmente all'opera di C. A. HELVETIUS, *De l'esprit*, pubblicata nel 1758.

2. Cfr. la nota 6.

Quando la (30) trasgressione delle leggi civili importi la violazione delle divine o delle morali, è già provato che l'uomo rischiarato non la commette; ma, quando la legge civile comandi di più di quello che le accennate due legislazioni prescrivono, la privazione della libertà, l'esilio e i supplicii sono mali di tal natura che, cercando ragionevolmente il piacer nostro, non è possibile che vi andiamo incontro.

Il bollore delle passioni impedisce all'uomo di ragionare per alcuni brevi periodi e allora è in pericolo di divergere dal cammino della giustizia; ma, ogni uomo che a sangue freddo vi travvìa dà la più evidente di tutte le dimostrazioni d'avere un vizio nella facoltà ragionatrice, poiché le due voci *interesse* e *dovere* si distinguono in ciò soltanto, che la prima rappresenta il genere, l'altra la specie; cioè, che il dovere è un interesse molto conforme alla legge, ma non ogn'interesse è dovere, poiché vi sono delle azioni che la legge ha lasciate in libertà; interesse poi contrario alla legge non è possibile che si dia, poiché è una contraddizione il dire che sia nostro interesse comperare un piacer minore con un male maggiore.

Un'altra legge presiede al mondo, ed è quell'opinione universale degli uomini che chiamasi onore: essa, per una parte è molto efficace per sospingere gli uomini alle azioni utili alla patria, ma, talvolta (31), s'oppone alla legge

30. Per certo che, mentre l'Autore scriveva quest'articolo, si sarà trovato non solo nel fervore delle sue meditazioni, ma forse anche rapito in estasi. Prego il lettore che lo voglia ben combinare.

31. Qui si trova un'imprudenza ed un'imperizia che non si può attribuire a rapimento. L'onore non può esser contrario a nessuna legge, o, se è contrario, non è né vero, né ragionevole onore. Così nulla v'ha di più enorme-

da certe sempre penose necessità, che cercare di accrescerle per amor di una miserabile sensazione, la quale, se dura più di un momento, diventa un vero dolore? Questa proposizione ci conduce, o ad accusare la provvidenza, o a desiderare la morte.

30. Cosa qui abbia voluto l'autor delle *Note* notare lo tiene ancora in petto ed io, dopo aver combinato, confesso, con molti altri di gran lunga più illuminati di me, che non trovo cos'alcuna da notare.

31. Ma quando mai imparerà l'autor delle *Note* a non variare i termini della questione? L'autor delle *Meditazioni* non ha mai detto che l'onore che si oppone alla religione sia vero onore, ha detto esservi nel mondo una opinione universale negli uomini, che chiamasi onore, e questa è pur troppo cosa vera, ed è quel pregiudizio per cui si crede disonorato quel nobile che non vendica coll'armi la privata offesa; forse che i natali del nostro autor delle *Note* non lo hanno reso per ventura suscettibile di questo pregiudizio, ma egli non ha colle sue operette acquistata ancora tanta superiorità su gli uomini che possa

della religione, talvolta alla legge civile; talvolta la legge civile s'oppone alla religione ed alla onestà: come sceglieremo fra queste contraddizioni?

Ho ricevuto un'offesa, la religione mi ordina (32) di perdonare. La legge civile mi prescrive come debba far punire l'avversario dal giudice; l'onore

mente falso quanto il dire che *la legge civile si oppone qualche volta alla religione ed all'onestà*. Si veda la nota che segue.

32. La religione ordina di perdonare col cuore, e ciò per bene e utile nostro e della società in cui viviamo, ma non vieta, anzi comanda, e a titolo di amore verso i nostri simili e con un formale precetto, che si cerchi, in tutte le possibili giuste maniere, l'emenda e la correzione di quelli che ci hanno offesi, e però un tale ordine veramente sovrumano è conformissimo alla legge dell'onore, né ad altro contrario che alla corruzione della guasta natura nostra. La legge civile poi prescrive il modo come si deve procedere per punire un nostro avversario, ma non lo comanda; e, quando lo comanda, l'ordina per motivi conformi alle massime di quella stessa religione che ci ordina il perdono dei nostri nemici, ma più l'ubbidienza alle leggi dei sovrani e l'amor del pubblico bene. È falso finalmente che il vero e ragionevole onore ordini che ci vendichiamo col proprio braccio. Chi non sa trovarsi più gloria nel perdonare che nel vendicarsi d'un inimico? Anche le anime le più plebee sanno dire adesso che la vendetta è da anime deboli e vili. Ma l'Autore insegna l'opposto, perché crede ed è persuaso che tutto quello ch'è naturale sia buono e giusto e non riflette che vogliamo e che facciamo naturalmente moltissime cose che distruggono la nostra natura. Sono più in numero i mali naturali dello spirito che quelli del corpo; e questo sì ch'è un gran punto di meditazione pel nostro Autore, il quale, per avere il piacere di fare un ordinato intreccio di parole, avrà l'eterno rossore d'aver qui fatto un discorso il più soffistico ed il più sacrilego; ch'è l'unica *infamia, la prigionia e il peccato*, che dovrà mostrar di temere.

sperare di risanarli da un sì funesto pregiudizio. Che poi la legge civile si opponga qualche volta alla religione, è cosa assai nota, perché un ufficiale per cagion d'esempio, che ha ricevuta un'offesa, secondo le massime del Vangelo deve perdonare, eppure, se non sfida l'offensore e non vindica in tal guisa l'offesa, è punito coll'essere scacciato dal suo impiego. Se questa non è una contraddizione manifesta, lo giudichi chi ha un'oncia di facoltà pensante.

32. Il Vangelo comanda di cercare l'emenda de' nostri simili, ma ne prescrive il modo, cioè con rappresentare amorevolmente ed in privato il suo errore a chi ha travviato, ma che comandi di andare ad accusare alla giustizia non l'ho letto mai; avrebbe potuto l'autor delle *Note* citare il testo, perché era cosa importante. *La legge civile non comanda accusare.* Chi lo ha detto? Uno che non conosce la legge civile. Non si esigge da tutti i vassalli, nell'atto che giurano fedeltà, il giuramento di svelare al principe le trame e congiure contro il medesimo che fossero a loro notizia? Anzi dippiù, chi sapendo una simile con-

ordina ch'io me ne vendichi col mio braccio: sono fra l'infamia, la prigionia e il peccato!

La legge (33) civile mi offre una ricompensa e m'invita con pubblico editto a tradire o ad uccidere un tale; la religione e la onestà gridano: non tradire, non uccidere. Come condurrómmi in quest'orribile labirinto?

L'uso della ragione mi fa conoscere che la prima fra tutte le leggi è la divina e che è mio dovere sacrificar tutto alla obbedienza d'un essere maggiore di tutti. Devo in seguito formarmi idee chiare e precise della virtù; non parlo di quella che ha la sua sorgente nella teologia, ma soltanto di quella ch'è comune a tutte le società d'uomini, a tutt' i secoli e a tutte le sette. Un atto utile in generale agli uomini si chiama (34) virtù e l'animo virtuoso è quello che ha desiderio di far cose utili in generale agli uomini.

33. Ancor qui muove a sdegno, tanto più che questo si è un punto lontanissimo dallo scopo dell'Autore. La legge civile invita, ma non isforza nessuno a levar la vita ad un tale, nella stessa maniera che può comandare ai ministri della giustizia che usino dei stratagemi per assicurarsi della persona di qualche assassino. Tutto l'equivoco consiste in chiamare omicidio e tradimento ciò che non è che un atto di giustizia nel principe e di dovere nei sudditi.

34. Questo è un deffinire la virtù troppo da materialista. Un atto utile anche alla maggior parte degli uomini può essere vizioso per molti capi ed anche iniquo.

giura non la svelasse, non è egli dichiarato per questo solo complice del delitto e punito come tale?

33. Qui siamo sempre nello stesso difetto: l'autor delle *Meditazioni* non ha mai parlato di legge civile che comanda, ma ha fatto l'ipotesi di un editto civile, che inviti con un premio a tradire, od uccidere un tale. La religione e l'onesto gridano non tradire, non uccidere; per altra parte, se fosse vero che *la religione ci ordina più l'obbedienza alle leggi de' sovrani che il perdono de' nostri nemici* (adulazione vile ed indegna egualmente di un cattolico che di un uomo, il quale vorrebbe esser onorato del nome di filosofo) la legge, quando invita, questo pubblico invito è una solenne dichiarazione che quell'azione a cui restiamo invitati è lecita ed onesta e sopra tutto non contraria alla religione: dunque lascia l'uomo almeno nel dubbio.

34. Il nostro autor delle *Note* ha una falsa idea della utilità; *un atto utile in generale agli uomini*, qualora si deffinisce bene l'utilità, sarà sempre un atto di virtù e, qualora poi si voglia parlare anche in senso dell'autor delle *Note*, siccome qui non parliamo di virtù beatificante, ma di semplice virtù filosofica umana, o sia morale, la proposizione diviene incontrastabile. Dirà forse che un atto, il quale sia contrariante alla religione, non può mai essere un atto di virtù. Rispondo che nella

Non so (35) se la religione permetta di obbedire ai proclami del principe, quando invitano a tradire o ad uccidere un malfattore, ma, se la religione lo permettesse, convien calcolare se sia (36) più il bene che si fa agli uomini, liberandoli da uno ch'è giudicato pernicioso alla quiete pubblica, ovvero se sia maggiore il male di autorizzare col proprio esempio un freddo tradimento ed un legittimo assassinio. A misura che avremo più lumi, a misura che combineremo le idee con miglior metodo, saremo più sicuri della nostra virtù.

Per avere (37) una limpida nozione de' rapporti che abbiamo cogli uomini,

35. Siccome i principi usano di quella specie di proclami, più per infamia dei scellerati, che perché intendano la loro morte, o perché vogliano obbligare i loro sudditi ad uccidere simili malfattori, così è ridicolo domandare se la religione permetta un tale atto.

36. Senza dubbio, perché il male di quell'esempio è un male di pura e storta opinione, ma il liberare la società dai spaventi d'un assassino è un bene reale. Del resto un tale atto non sarebbe né un freddo tradimento, né un assassinio, perché l'uno e l'altro autorizzati da chi ha diritto sopra i suoi sudditi e contro tutte quelle persone che hanno perduto ogni ragione alla propria vita. La conseguenza poi che tira l'Autore da quel suo ragionamento non ha collo stesso nessuna connessione.

37. Non si vede quale possa essere la relazione di quest'articolo coll'argo-

religione vi sono molte proibizioni stabilite solo dalla Chiesa, in virtù delle quali in oggi è peccaminosa un'azione che in altri tempi ed in altre circostanze sarebbe almeno indifferente, per non dire virtuosa.

35. Bel ritrovato per sfuggire la difficoltà: o la religione lo permette, e non è necessario il sutterfugio dell'autor delle *Note*, o la religione lo vieta, ed il principe quand'anche avesse pubblicato l'editto con intenzione che nissuno v'ubbidisse (cosa ridicola) farebbe sempre male, perché esporrebbe un qualche suddito poco istrutto e che non può supporre nel principe una intenzione contraria all'atto esterno, lo esporrebbe, dissi, a commettere sotto l'autorità della legge un atto d'irreligione.

36. Altro è che il principe (supposti i casi ne' quali un uomo può essere punito) abbia diritto di far punire un reo, altro che faccia bene ad usare qualunque inganno, tradimento e stratagemma per farlo punire: da una sì fatta proposizione ne verrebbe in conseguenza che un principe, il quale, per cagion d'esempio, per far rientrare ne' suoi Stati un reo che fosse fuggito, gli accordasse nella più autentica forma la grazia ed appena rientrato il reo lo facesse imprigionare e punire colla ordinaria pena, farebbe un atto di giustizia. Io non so come non inorridisca l'autor delle *Note* di tali proposizioni.

37. Basta leggere l'articolo immediatamente susseguente per veder chiara la relazione che ha questo coll'argomento dell'autor delle *Medi-*

convien rimontare all'origine delle cose e portarci col pensiero a quella rimota infanzia del genere umano in cui ogni uomo, occupato dalle semplici sensazioni degli oggetti, senza l'eredità delle idee complesse, che per una lunga tradizione accumulate possediamo noi presentemente, esercitava la legge primigenia dell'amor del piacere soltanto sugli oggetti che attualmente ferivano i suoi sensi. Erano gli uomini allora indipendenti, né si conosceva altro rapporto d'un uomo all'altro che quello della robustezza diversa, né altro vincolo era conosciuto che quello della forza. Sia la brama di sottrarsi da un male, sia il desiderio di provare un bene, egli è certo che l'amore del piacere ha fatto uscire gli uomini dal primitivo stato d'indipendenza e gli ha radunati in società. Il patto sociale abolì il feroce muscolare dispotismo e, colla industriosa riunione di molte forze cospiranti, si venne a stabilire l'equilibrio fra gli uomini. Per far questo era indispensabile circonscrivere l'uso della naturale libertà d'ogni uomo con certe leggi fattizie, le quali sono uno sproprio di parte della libertà per sicurezza del resto.

Il fine (38) dunque del patto sociale è il ben essere di ciascuno che con-

mento dell'Autore. Sembra che sia qui riportato per certa compiacenza all'immaginario contratto sociale dei primi uomini. Ma, senza che io stia qui a riportare quanto ha scritto altrove su tal proposito, gli trascriverò qui da meditare alcune poche parole del più grande oratore, filosofo e politico della più celebre repubblica dell'universo, e sono le seguenti: *Nec verum est illud, quod dictum est a quibusdam, propter necessitatem vitae, quod ea, quae natura desideraret, consequi sine aliis, atque efficere non possemus, idcirco initam esse cum hominibus societatem, quod si omnia nobis, quae ad victum, cultumque pertinent, quasi virgula divina, ut aiunt, suppeditarent, tum optimo quisque ingenio, negotiis omnibus omissis, totum se in cognitione, et scientia collocaret.* (CICERONE, *De officiis*, libro I, capo 44).

38. Qui mi par d'aver sotto gli occhi lo stesso libro *Dei delitti e delle pene* e di leggervi le stesse ostinate supposizioni [1].

tazioni; non voglio affaticarmi per convincere il nostro autor delle *Note* circa il contratto sociale. Questa è cosa che non è egli in caso d'intendere, ma in ciò che riguarda l'autorità di Cicerone, egli è stato sicuramente un filosofo ed un uomo da stimare, ma i filosofi, come dissi, si convincono con ragioni, non con autorità, ce lo insegna lo stesso Cicerone: *Non tam auctores in disputando, rationis momenta quaerenda sunt* (*De natura deorum*, libro I, [10]), e qui ragioni non si vedono.

38. Il nostro autor delle *Note*, qui come in tanti altri luoghi, si contenta di avvisarci che non gli piace la proposizione dell'autor delle *Meditazioni*. Potrebbe essere che avesse già criticata questa proposizione

1. Cfr. C. BECCARIA, *Dei delitti e delle pene*, paragrafo *Origine delle pene. Diritto di punire.*

corre a formare la società, il che si risolve nella felicità pubblica, o sia la maggiore felicità possibile divisa colla maggiore uguaglianza possibile. Tutte le leggi fattizie devono dunque avere per iscopo la pubblica felicità ed essendo interesse di ogni membro di mantenere sì fatta unione, è interesse pure di ogni membro che si osservino le leggi per le quali sussiste; giacché violandole ecciterebbe gli altri a rimettere contro lui unitamente in vigore la primigenia legge della forza.

La legislazione più perfetta di tutte è quella in cui i doveri e i diritti d'ogni uomo sieno chiari e sicuri e dove sia distribuita la felicità colla più eguale misura possibile su tutti i membri. La legislazione peggiore di tutte è quella dove i doveri e i diritti di ogni uomo sono incerti e confusi e la felicità condensata in pochi, lasciando nella miseria i molti. Quanto più si accosta uno stato ad uno di questi due estremi, tanto la legislazione è più o meno conforme al patto sociale.

Non so se (39), indipendentemente dal giudice, inevitabile possa darsi fra gli uomini obbligazione morale: so che, in una nazione dove il patto sociale non sia lacerato, l'interesse di ciascuno fa l'officio della obbligazione morale, in quanto lo porta all'osservanza del patto; e, nella nazione dove sia offesa la natura del patto, il medesimo interesse fa l'officio della obbligazione morale, in quanto che porta l'uomo a dissimulare un male, quando opponendovi si vede incontro un mal maggiore.

Le leggi (40) positive d'una società fedele al patto sociale non possono mai essere in contraddizione colle leggi dell'onestà, perché, dove le leggi

39. Terribile e mostruosa ignoranza.

40. Torna a ripetere quanto ha scritto nella pagina precedente.

nelle *Note* che dice aver fatte al libro *Dei delitti e delle pene*. Ma, a dire il vero, le ho trovate così stomachevoli, che non ho potuto reggere a leggerne più di due facciate e non saprei indovinare il soffisma, che avrà a questo proposito immaginato; tralascio perciò di confutarlo, siccome egli non ha stimato di ripeterlo.

39. Così l'indotto volgo tacciava d'ignoranza i primi scopritori del dimostrato sistema celeste sul solo equivoco testimonio degli occhi al cielo intenti; ma l'autor delle *Note* avrebbe dovuto almeno rendere questo servizio alla repubblica letteraria, di pubblicare le prove di quanto ha imprudentemente avanzato e dare la deffinizione di questa obbligazione morale, la quale sussiste indipendentemente da Dio.

40. Quand'anche fosse una specie di ripetizione (che non lo è certamente, per chi è capace di concepirne il senso, mentre qui l'autor delle *Meditazioni* non ripete, ma deduce le conseguenze di quanto ha fissato dissopra), le importanti verità non sono mai abbastanza ripetute.

hanno per iscopo la maggiore felicità possibile divisa colla maggiore eguaglianza possibile, non potrebbero esse comandare un'azione opposta alla felicità comune, il che significa malonestà.

Questa contraddizione adunque non può ritrovarsi che in una società traviata dal primitivo patto sociale, in una società viziosa, di cui in tanto non vedesi lo scioglimento in quanto che per un artificioso scisma vengono separati i di lei membri, né possono riunirsi a distruggerla, in una società in somma, in cui la maggior parte di chi la compone non ha interesse a mantenerla, ma soltanto a non essere autore della dissoluzione.

Ciò posto, è interesse nostro positivo la conservazione della pubblica opinione della nostra onestà; non è interesse nostro positivo la conservazione della società traviata dal patto sociale; vuol dunque (41) l'amor del piacere che preferiamo l'obbedienza alla onestà ed all'onore, posponendo le leggi civili sin tanto che il male d'aver trasgredita la legge civile non sia maggior del male d'aver trasgredite le leggi dell'onestà e dell'onore.

Tali sono veri principii del dritto e il saggio, colla scorta di essi, ha il metodo per risolvere qualunque problema nelle contraddizioni che incontra fralle diverse leggi. Tali sono i rapporti di convenzione che trovansi fra un uomo e l'altro. Ma altri rapporti vi sono fra un uomo e l'altro indipendenti da convenzione veruna e fondati sulla sensibilità nostra, cioè su quella dolorosa sensazione che nasce in noi qualora vediamo soffrir un essere sensibile e sull'attrattiva di quella deliziosa sensazione che proviamo vedendoci superiori agli uomini: sono queste le sorgenti più copiose dell'umana beneficenza.

Qualunque volta a un uomo cui si è noto che sia dolore, si presenti la vista d'un essere sensibile addolorato, per quella secreta connessione che passa fra l'azione degli oggetti esterni e le sensazioni nostre, sia per un interno fremito delle intime fibre, sia in qualunque altro modo, fatto sta che l'animo nostro sente parte di quel dolore, e più lo risente e più è spinto a procurare la cessazione della miseria in quell'oggetto: ed ecco come la beneficenza

41. Ci veggo qui un equivoco, che fa contraddizione; ma l'Autore vuol dire che si devono preferire le leggi dell'onestà e dell'onore alle leggi civili. Il vero è però che si stenterà a trovare un'azione onorata ed onesta che sia opposta alle leggi civili.

41. L'autor delle *Meditazioni* suppone una società travviata dalle leggi del patto sociale, un governo corrotto ed un codice di leggi civili coerente alle cattive massime di quel governo; che questa ipotesi sia possibile, anzi che sia stata e che sia ancora di presente verificata, nissuno degli amatori della verità lo ha mai contrastato, solo i bassi adulatori, avvezzi ad offerire incenso agl'idoli, sono capaci di rivocarlo in dubbio. Ciò posto, queste leggi civili possono benissimo trovarsi in contraddizione con quelle dell'onestà.

puramente umana sia una emanazione dell'amore del piacere. Questo è (42) il sentimento morale, che nasce non già da un senso a parte, come hanno

42. I più arditi ed i più fanatici materialisti non hanno deciso con tanta franchezza. Allorché ci sentiamo muovere a compassione all'aspetto d'un oggetto che soffre, ciò segue in virtù d'un mecanismo, ma l'atto della mente che conosce e che riflette sopra l'oggetto che soffre, sopra il male che soffre la persona commossa a compassione, sopra il modo e la cagione di tal compassione e che riflette altresì sopra la facoltà che ha la stessa mente di poter riflettere sopra tutte coteste cose, un tale atto, dico, ed una tale facoltà (qualunque ella siasi) non può esser l'effetto d'un mecanismo, tanto più che potiamo eccitarci ad una violenta compassione verso le nostre stesse persone, colla semplice nostra riflessione, e senza verun esterno eccitamento, e per la sola volontaria associazione delle nostre idee. La libertà di volere o di non volere, la forza di riflettere sopra noi stessi e di riflettere alla nostra facoltà di conoscere e di riflettere, ed il sentimento morale, questi sono tutti atti ch'e' non si può concepire come possano essere mecanismo ed estensione. La forza e la facoltà, con cui e per la quale io conosco, giudico ed affermo qui, ora che scrivo, queste parole, l'atto di volere o non volere, siccome anche il sentimento morale, non sono né materia, né mecanismo;

42. L'autor delle *Meditazioni* non ha mai preteso che il sentimento di compassione, ossia di riflessione, che fa un uomo sopra il dolore che soffre un altr'uomo, sia un puro mecanismo, perché lo fa nascere *da una associazione d'idee semplici*, ma l'autor delle *Note*, che ad ogni modo lo vuol criticare con alcuni de' più ribattuti e comuni argomenti e colla sincera confessione di quanto egli sente, supponendo materialista l'autor delle *Meditazioni* pretende di convincerlo. Dalla ingiuriosa calunnia egli è da se stesso vindicato, basta leggere ed intendere. Il mecanico consiste negli oggetti esterni e nel modo che questi fanno nascere in noi le idee; il sentimento poi è l'associazione di queste idee. Veniamo adesso agli argomenti del nostro autor delle *Note*, che sono fatti appunto per destare quella associazione d'idee semplici, dalle quali risulta il sentimento di compassione. Senza ripetere qui cose dimostrate da altri, le idee tutte affatto affatto ci vengono dai sensi, il disse Aristotele[1], lo provò il celebre Locke, *De l'entendement humain*[2], lo ha palpabilmente dimostrato l'abbate di Condiliac nel celebre libro intitolato: *Traité des sensations*[3]. Ciò posto, chi non ha idea di una cosa, non è capace di ragionare sopra la medesima, perché ragionare, ossia pensare, non è altro che combinare le idee: non si può combinare

1. Cfr. Aristotele, *De sensibus*.
2. Cfr. J. Locke, *Essay concerning humain understanding*, London, 1690.
3. Cfr. E. Bonnot de Condillac, *Traité des sensations*, Paris, 1754.

taluni pensato, ma bensì da una associazione d'idee semplici, che, per analogia, chiamerei il moto curvilineo della umana sensibilità.

Quella beneficenza è minore generalmente dove, o l'eccesso d'una passione assorbisca l'animo in un solo oggetto, ovvero dove, per difetto di elasticità negli organi, resti l'animo intorpidito e bisognoso di passioni. Di (43) più, poca beneficenza trovasi sì in coloro che hanno avute poche

tali miei atti, dico, di giudicare, di affermare e di riflettere, ripugna che siano o mecanismo, o materia. Rifletto sopra questa stessa mia riflessione e trovo sempre più che questa nuova mia riflessione, o soprariflessione che si voglia chiamare, è impossibile che sia l'effetto dell'estensione in moto. Io confesso e protesto che conosco più chiaramente che il sentimento morale non è né moto, né corpo, di quello che non conosca la natura dell'estensione e del corpo, e sarei più inclinato a levare l'estensione da tutto ciò che si chiama corpo che ad attribuire dell'estensione e del mecanismo al sentimento morale, conforme ha qui fatto l'Autore. Noi abbiamo molte altre vere dimostrazioni contro il suo materialismo, ma io qui devo scrivere delle note e non delle dissertazioni, le quali, per altro, contro certi metafisici, che privano di ragione se medesimi per attribuirla alle bestie ed alla materia, infelicemente sono state inutili.

43. Tutte e due le parti di cotesta proposizione sono appoggiate sur un falso detto volgare.

quello che non si ha; nissuno può aver, se non per mezzo de' proprii sensi; dunque per poter aver idea de' dolori, conviene primieramente averne sofferto alcuno: per aver idea del dolore altrui, bisogna aver per mezzo de' nostri sensi potuto combinare che alcuno abbia sofferto uno di que' dolori de' quali noi abbiamo idea. Io conosco una persona, che, all'età di 70 anni, non ha la menoma idea de' dolori di stomaco e di testa; quando sente che alcuno se ne lagna, dimanda cos'è quel dolore, se simile ad una pontura, ad un taglio ecc.; dunque, senza l'aiuto de' sensi, noi non avremmo mai idea di dolore altrui, né mai potrà succedere in noi quell'associazione d'idee, dalle quali risulti il sentimento di compassione. Se non temessi di essere tacciato di partiggiano del materialismo, che col santo lume della fede e della rivelazione si dimostra erroneo, vorrei proporre due soli argomenti filosofici, dai quali il nostro autor delle *Note* non si caverebbe d'intrico per cent'anni, e vorrei farli vedere che, quand'egli dice che sente, non sa egli stesso che cosa sente, ma questi argomenti, appunto perché parlando filosoficamente son troppo forti, potrebbero ingannare i spiriti deboli, volentieri li tralascio, acciocché possa da chiunque esser letta questa mia apologetica risposta.

43. Vi sono delle verità che sono conosciute anche dal volgo, perché sono sensibili, né però da che un detto sia volgare non ne segue che sia falso. Il gentilissimo autor delle *Note* ha per conseguenza fatto male

occasioni di soffrire, quanto in quegli che forti e frequenti ne ebbero, poiché le fibre sensibili s'inaspriscono egualmente, o nel letargo, o nell'abuso delle ripetute sensazioni e s'incalliscono e perdono quella squisita sensibilità che produce il sentimento.

Per fissare fra noi e gli uomini le migliori relazioni possibili per la nostra felicità, conviene conoscerci e conoscer gli uomini. Per conoscer noi stessi, non cercheremo il voto degli altri, ma il nostro; le passioni e l'imbecillità degli uomini, ora cercano di deprimerci, ora d'innalzarci. Nessuno (44) meglio di noi sa se intendiamo le opere di que' primi genii che onorano l'ingegno umano, né v'è termometro più sicuro di questo per decidere del nostro ingegno. Nessuno meglio di noi sa se ci sentiamo a scuotere al racconto di un'azione generosa e se ci sdegnamo in vista d'un'azione vile e viziosa, né v'è termometro più sicuro di questo per decidere della elevazione del nostro cuore; le nostre azioni a nessuno sono più note che a noi stessi: se la certezza non comincia in noi non è possibile che siamo mai fermi o sicuri di veruna dimostrazione.

Per conoscere esattamente gli uomini, conviene star prevenuti, acciocché il luogo che un uomo occupa non ci seduca; potremo (45) fidarci de' nostri

44. Infinite giornaliere sperienze sono contrarie a tale asserzione. A buon conto, io sento tutto l'opposto dell'Autore su tal proposito, e non già per impegno, né per prevenzione, ma col più tranquillo sentimento e riflessione. Le differenti e contrarie maniere con cui uomini differenti intendono e spiegano i Libri Sacri ne sono una prova delle più funeste. Tutti credono d'intenderli bene e tutti credono e ne giudicano l'opposto un dell'altro. Ma è vergogna rispondere e notare simili disperati paradossi.

45. Non è cotesto il più preciso carattere della sicurezza e solidità dei nostri giudicii: ma l'Autore l'ha voluto

a tralasciare la prova della sua critica, quando si avanza che la proposizione detta da uno è falsa. Ella è intollerabile presonzione lo immaginarsi che ciò basti per farla credere tale, egli è supporre, o gli uomini irragionevoli, o in sé una tale superiorità che possa fare autorità.

44. *Io sento tutto l'opposto* dell'Autore in tal proposito. Ma, di grazia, cosa sente? In primo luogo, egli potrebbe dire quello ch'egli sente relativamente a se medesimo, ma non cosa sentano gli altri, e questa sarebbe veramente una grande obiezione dire contro una proposizione filosofica, io non la sento. In secondo luogo, perché egli sente che non intende, e che da ciò? Non è vergogna rispondere ai disperati paradossi, ma lo è bene l'accusare indegnamente di paradossi le proposizioni altrui, solo perché non si ha la sorte d'intenderle.

45. Qualora un uomo non si lascia nel formar un giudizio prevenire da qualsisia cosa, vale a dire che apprezza tutte le idee che concorrono a formare la combinazione per quel solo che vagliono e che sono,

giudicii quando saremo giunti a segno di non mutare opinione, sia per una fortuna, sia per una disgrazia che sopravenga, come lo era quel Francese, a cui essendo recata la nuova dell'innaspettata fortuna d'un tale abate, freddamente rispose: *non ho mai dubitato che il re potesse fare di colui un cardinale; quello che mi farebbe meraviglia sarebbe se ne facesse un uomo di merito* [1].

Voler ristringere in un libro tutti i possibili caratteri degli uomini sarebbe come chi volesse disegnarvi tutte le fisonomie possibili. Un'occhiata tranquilla sulla umanità, o nelle storie, o ne' viventi, ci fa sentire qual piccolo essere sia l'uomo, anche nelle cose che ei chiama affari importanti della vita. La politica europea sacrifica ogni anno molte migliaia di vittime umane per accrescere la massa dell'oro e rendere (46) più incomodo il trasporto della

accennare per avere il maligno piacere d'esser dei primi a riportarci il detto di quel Francese contro quel tale abate, appunto perché si tratta del discredito d'una persona ecclesiastica.

46. Ancor qui se la prende contro la politica europea, fuor d'ogni proposito e con un coraggio che fa paura e dice imperitamente ch'ella rende più incomodo il trasporto dell'oro e dell'argento.

mi pare che si possa rimirare come un uomo, che ha tutta la sicurezza che uomo possa avere de' suoi giudizi, e per combattere questa proposizione, almeno si dovrebbe sentire un qualche sillogismo, fosse ben egli rancido; pretenderà forse che fra le persone ecclesiastiche non si possa trovare ciò che si trovò nel ristretto numero degli apostoli? *Appunto perché si tratta del discredito di una persona ecclesiastica.* Oh fanatismo ignorante! O superbia! Il discredito della persona non è già il discredito dell'abito, e molto meno della gerarchia. Ma quest'istesso risentirsi, qualora si biasima un collega che ne è degno, è un farsi complice de' suoi delitti. Il fatto poi raccontato dall'autor delle *Meditazioni* è detto con molta modestia, perché il nome delle persone è taciuto, modestia però che non serve se non a caratterizzare l'Autore, perché nel resto il fatto è così pubblico e così autentico che sicuramente l'autore delle *Meditazioni* non ha il merito di averlo stampato il primo; se l'autor delle *Note* avesse un poco d'infarinatura della storia di Francia, non caderebbe in sì fatti errori.

46. Per carità, il mio gentilissimo autor delle *Note*, quand'egli ha visto mai i primi rudimenti della politica? Io qui voglio rispondere con due ragioni: una che serva per li dotti e dimostri vera la proposizione dell'autor delle *Meditazioni*; l'altra, come si suol dire, da messere, perché la possa intendere anche l'autor delle *Note*. Tutte le vittime umane

1. Si tratta forse di Guillame Dubois (1656-1723), nel 1721 cardinale e l'anno seguente primo ministro del reggente Filippo d'Orléans.

rappresentazione del valor delle cose. La politica europea veste il (47) soldato in modo che difficilmente marcia, difficilmente si move, né è difeso dal

47. Voglio credere che parli per ischerzo, ma è certo che il modo con cui vestono presentemente i soldati in Europa non impedisce che possano ben muoversi e ben marciare, perché già sono avvezzi così. È certo parimenti che vanno alla guerra con minor carico di quello con cui marciava la milizia romana; sono anche difesi dal freddo, secondo il loro bisogno; ma confesso che non so quale potrebb'essere, fuori delle loro spade e dei loro schioppi, quella specie di vestito che li potesse difendere anche dalle balle dei cannoni dei loro nemici, come desidera puerilmente l'Autore.

che ogni anno si sacrificano alla escavazione dell'oro e dell'argento, le quali sono in gran numero, non fanno altro che accrescere la massa totale dell'oro e dell'argento, e questo accrescimento non produce altr'effetto se non se diminuirne il valore, effetto ordinario dell'abbondanza: da questo ne viene che in oggi vi vogliono 32 oncie, e secondo alcuni 54, per comprare ciò che altre volte si comprava con un'oncia; dunque il trasporto del metallo che serve a rappresentare il valore delle cose si è reso più incomodo, perché era più facile trasportar 1 che 32. Sin qui non ho parlato coll'autor delle *Note*, egli probabilmente non capisce, perché 1 non possa essere eguale a 32. Vengo alla seconda risposta, la quale spero che l'intenderà: se la politica europea sacrifica ogn'anno molti migliaia di vittime umane per accrescere la massa dell'oro, è dunque evidente che cagiona un vuoto nella popolazione; questo vuoto deve necessariamente rendere più incomodo qualunque trasporto, perché il trasporto è sempre opera degli uomini.

47. Chi vorrà mai contrastare che il modo di vestire, per cagion d'esempio, asiatico, che non stringe in cento luoghi il corpo, come l'europeo, sia più comodo per marciare e più vantaggioso alla salute? Chi vorrà negare che l'abito della maggior parte de' soldati europei è pesantissimo per l'estate e leggiero pel verno, di modo che sono eglino esposti alli maggiori rigori della stagione? Ma l'autor delle *Meditazioni* non ha mai parlato della milizia romana, né di difendere gli uomini dalle palle di canone, come puerilmente ha inteso l'autor delle *Note*. Legga *Les rêveries du Comte de Saxe*, legga il *Cavalier Follard*, legga *Poisesur*[1] e vedrà cosa si pensi dell'abito militare da chi sa ragionare. Ho detto legga, debbo aggiungere, se però intende la lingua

1. Cfr. H. M. de Saxe, *Les rêveries, ou mémoires sur l'art de la guerre*, La Haye, 1756, 2 voll.; J. C. Folard, *Abrégé des commentaires de M. de F. sur l'histoire de Polybe*, Paris, 1754, 3 voll.; J. de Chastenet de Puységur, *Art de la guerre par principes et par règles*, Paris, 1748. Nel testo quest'ultimo autore è citato Poisesur.

nemico o dalla stagione. V'è ancora (48) chi disputa se l'Europa sia di venti uomini, ovvero degli europei e se un uomo appartenga alla nazione, ovvero la nazione ad un uomo. Si perfeziona (49) l'astronomia e non si pensa alla

48. Disputa mal ripetuta, ridicola, impertinente ecc. e che si potria fare con più ragione di tutto il vecchio e nuovo continente da tutti quelli che non ammettono un'eterna providenza.

49. Con simili calunniose doglianze, vuol sapere così per dispetto che non si è scordato di quanto ha ripetuto sino alla noia su la stessa maniera nel libro *Dei delitti* ecc. [1].

francese, della qual cosa ho cagione di dubitare, perché ho osservato che accusa l'elegantissimo ed energico Giovan Giacomo Rousseau di stile pedantesco.

48. Nota da vile asiatico schiavo, e non da filosofo; ed è possibile d'accusare l'eterna provvidenza dei delitti degli uomini? (prescindendo adesso dal fatto e senza esaminare se veramente que' 20 uomini pretendano che la nazione appartenga ad essi, nel rapporto che sarebbe indegno d'uomini posti in alto per servire d'esempio di virtù e parlando solo contro certi sciagurati scrittori, i quali, con indegna adulazione e forse per fini più vili ancora, ardiscono stampare proposizioni più favorevoli alla tirannia e sostenere sfrontatamente che è giusta la schiavitù). Dov'è questo diritto di tirannia da una parte e di schiavitù dall'altra? Se forza è diritto, ha ragione l'autor delle *Note*, ma egli è altresì vero che nel suo sistema conviene ammettere ogni forza che si ribella da quella è anche diritto egualmente legittimo, se la forza è eguale, più legittimo se è maggiore; oh bella proposizione, bella felicità per un uomo di essere padrone di tanti schiavi ed essere ogni momento esposto a diventare schiavo egli medesimo, senza poter nemmeno riclamare e dire che gli sia stato fatto un torto! Queste sono *le proposizioni ridicole ed impertinenti*, perché, se dagli uomini di senno non si sapesse ch'elleno sono parto unicamente di certi cervelli guasti, senza che quelli 20 uomini vi abbiano avuto parte potrebbono far loro gran torto, egli è in somma accusargli di essere tiranni.

49. Le verità che si vedono ora praticate ed abbastanza conosciute non sono mai abbastanza ripetute. La ripetizione annoia quelli che trovano nel disordine il loro interesse e temono che la luce della verità non desti una volta dal lettargo quelli che dormono sopra i più deplorabili disordini, e l'accusarle poi di calunniose doglianze, senza però mai osare di addurre prove in contrario, è il solito costume di chi non scrive per amore della verità.

1. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene. Introduzione.*

legislazione; si fanno le leggi, colle quali un pianeta agisce su un altro, e non si fanno le leggi che uniscono un uomo ad un altro: fra centomila volumi fatti dagli uomini non ve n'è un solo che assicuri ad ognuno la proprietà del suo; la giurisprudenza è l'arte di trovar ragioni pro e contro ogni caso, e i poveri volgari chiamano cittadini utili alla patria coloro che lavorano per accrescere l'incertezza della vita e dei beni d'ognuno... Sarebbe troppo vasta la serie delle idee e poco consolante per la natura umana. La opinione è la sovrana degli uomini. Bene è l'intendere la dimostrazione, ma sentirla è ancor meglio, poiché non vi conformiamo la vita che quanto la sentiamo.

Un intimo sentimento di questa umiliante verità fa che scemi in noi la somma d'infiniti inutili desiderii, poiché cessiamo d'esigere dagli uomini quella ragionevolezza che, non trovandosi poi, affligge, ma non disinganna; di più, s'accresce il nostro potere, poiché abbiamo una sentita dimostrazione della superiorità nostra su i volgari, i quali camminano ad occhi bendati, mentre noi gli vediamo.

Per lo più, qualora ci lagniamo dell'ingratitudine degli uomini, soffriamo il castigo d'un nostro errore. L'uomo opera in conseguenza dei principii che ha, non in conseguenza dei principii che gli attribuiamo noi a capriccio; conviene esaminarli, ed è (50) sciocchezza il lagnarsi perché un cocomero non produca le rose, o perché la talpa non voli. Chi benefica gli uomini, perché la religione lo comanda, opera da saggio, poiché si procura il massimo fra tutti i beni; chi benefica gli uomini nel piacere che prova facendolo, opera da saggio sintanto che la somma del piacere attuale non sia sorpassata dalla somma del dispiacere futuro. Chi benefica gli uomini aspettando la loro gratitudine getta per lo più il seme in un fondo sterile e sabbioso e si prepara la tristezza al tempo della raccolta. Gli uomini insignemente beneficati sentono la propria umiliazione e da questo sentimento per gradi passano all'odio, se non vi si contrappone la speranza di nuovi beneficii, movimento dell'animo dolce e piacevole, che corregge quello della dipendenza da un creditore impagabile.

50. Perché dunque declamare con tanta frequenza e con tanto calore contro tutte le persone le più rispettabili del genere umano?

50. Bella proposizione. Dunque i cocomeri sono le persone più rispettabili del genere umano: lo provo. L'autor delle *Meditazioni* ha declamato contro le azioni di quelli che sono degni di biasimo e poscia soggiunge che sarebbe sciocchezza il lagnarsi che un cocomero non produca le rose e che una talpe non voli. L'autor delle *Note* dice, perché dunque declamare con tanta frequenza e con tanto calore contro tutte le persone le più rispettabili del genere umano? Egli è evidente che il gentilissimo critico onora i cocomeri e le talpe del titolo di più rispettabili persone del genere umano.

Queste verità ci distaccherebbero affatto dagli uomini e ci concentrerebbero a vivere con noi medesimi, se il bisogno che abbiamo dell'amicizia non vi si opponesse. Le infermità, le sciagure, le passioni, le debolezze in somma ordinarie all'uomo diversificano per modo i varii momenti della vita che, se non abbiamo chi ci consoli, chi ci consigli e chi per sino talvolta pensi in vece nostra, siamo abbandonati alla più crudele tristezza ed in pericolo di farci de' mali irreparabili. La base dell'amicizia è la scambievole sicurezza di non ricever male; la sicurezza di non ricever male è fondata nella cognizione dell'altrui probità; la probità d'un uomo che ragioni è fondata su principii; la probità d'un uomo che non ragioni è appoggiata ad una parola.

Chi diede (51) il ferreo precetto di trattar coll'amico come se dovesse diventar inimico consigliò di non avere amicizia per alcuno; vero è che questa sarebbe la strada per vivere più sicuri e indipendenti. Ma, qual vita può mai chiamarsi quella di chi si considera solo, attorniato da serpenti, sempre in guardia e in diffidenza da ogni lato! Men male è l'avventurarsi talvolta, anzi che comperare la sicurezza col sacrificio di quel sentimento che ci rende sopportabile la vita.

Il bisogno di erudirsi è meno universale del bisogno della amicizia. La maggior parte di quei che maneggiano i libri se ne servono come stromenti per fare la propria fortuna. Le leggi ne sono la miniera; la circospezione, l'impostura e la disistima per le scienze ne sono le ordinarie compagne; chi vi si consacra deve prendere per norma la pubblica opinione. Altri maneggiano i libri per sottrarre alcune ore alla noia, e sono agli occhi loro le scienze alcune curiosità e passatempi e niente più. Finalmente alcune poche menti

51. Quelli che chiamano ferreo un simile importante savissimo precetto mostrano di non averne ben compreso lo spirito.

51. L'autor delle *Meditazioni* risguarda con orrore la massima di sospettar sempre che nell'amico si nasconda un inimico. Considera come uno stato insopportabile per un animo ben fatto quello di non mai cedere alla dolcezza de' sentimenti. Non dice perciò di abbondanarci in braccio a ciascuno senza esame e senza scelta. L'autor delle *Note*, per lo contrario, crede un savissimo precetto l'aspettarci sempre un tradimento da nostri più cari amici e 'l considerarci come attorniati da' serpenti. Quando egli da tai precetti di morale non ha compreso lo spirito del *Diliges proximum tuum sicut te ipsum*[1]. Come avremo questa benevolenza per gli uomini, se gli supporemo tante tigri che col manto della più sincera amicizia nascondono la loro ferocia? Le massime dell'autor delle *Meditazioni* sono degne di Marc'Aurelio; quelle dell'autor delle *Note* di Macchiavello.

1. Cfr. *Matth.*, 22, 39; *Marc.*, 12, 31.

felicemente disposte per la filosofia coltivano le scienze per migliorare internamente se medesime, per formarsi idee chiare e precise degli oggetti, accostumarsi a un metodo di giudicare più lontano dall'errore che sia possibile e incamminarsi alla felicità, rischiarando il sentiero che vi conduce. I primi per lo più odiano gli altri, i secondi poco credito fanno alle scienze, gli ultimi cercano il vero con imparzialità e con costanza e talvolta lo pubblicano più per piacere d'illuminare gli uomini che per la briga d'ottenere i loro applausi.

Giammai (52), da che gli avvenimenti storici sono giunti a noi, le umane cognizioni non sono state innalzate al segno che lo sono in questo secolo: la stampa, l'ago magnetico e le poste sono tre fortissimi aiuti che ci hanno resi più illuminati degli antichi, né mai si è veduto più sensibilmente di quello che ora si faccia qual conessione abbiano le scienze colla felicità delle nazioni. L'impostura freme, ma s'indebolisce per ogni verso; secreti più non vi sono; l'arte persino di governare i popoli, la quale per lo passato era confinante colla magia, ora sta in mano de' librai; gl'indotti ministri cominciano a conoscere, se non la beneficenza, almeno la circospezione, poiché devono fare le loro operazioni sotto gli occhi di alcuni illuminati che cominciano a mescolarsi fralla turba de' ciechi adoratori. La natura de' principati, le finanze e la milizia di ogni Stato, l'indole e carattere di chi presiede, tutto è palese. Lo spirito filosofico va dilatandosi per ogni parte e questo ruscello, un tempo povero e disprezzato, è vicino a diventar un fiume reale, il quale, sormontando gli argini ormai logori, sebben difesi tuttora da chi trova rendite ne' pubblici disordini, innaffierà colle acque sue fecondatrici la terra. La estrema decadenza obbligherà i paesi anche più torpidi d'Europa a riscuotersi ed a vedere la luce universale.

Tutto è in moto (53) nella natura. Se volgiamo il pensiero ai tempi passati, vediamo in prima i Greci, animati da un violento amore della gloria

52. Sopra cotesto articolo non dirò niente.

53. Tutto il contenuto di cotesto e del suo seguente articolo è fuori dell'argomento e tutto scritto (per dirla pedantescamente) *ad pompam*. Ma non si lasci di notare la vergognosa contraddizione che si legge tra le seguenti parole (pag. 42, linea 5 sopra[1]): *Il lusso e la mollezza riposero sul trono i tiranni e sulla faccia della terra gli schiavi*, e quell'altre, che si trovano nell'accennato libro *Dei delitti e delle pene* (pag. 15, linea 5) e che dicono che *dal seno del lusso e della mollezza nac-*

52. Avrebbe fatto meglio se avesse taciuto anche sugli altri.

53. Manco male che alla fine conosce ch'egli è un pedante; le azioni che hanno il nome di lusso e di molezza sono vizii solo nell'eccesso; un regolato lusso ed una certa molezza, che ha corretti i barbari costumi degli uomini selvaggi e di certe nazioni, ha fatto nascere l'umanità, la beneficenza e la tolleranza degli errori umani, virtù veramente dolci;

1. Vedi qui la p. 103.

nazionale, uscire da stretti confini del loro paese e rotolarsi come un torrente devastatore sull'Asia e sull'Africa, soggiogando le genti attonite che stupidamente presentavano il collo al giogo del vincitore. Passato poscia questo vigoroso genio in Italia, vediamo le aquile romane strascinarsi dietro al Campidoglio i re incatenati dell'ammollita Grecia, dell'Asia e di parte dell'Europa. Quindi, passata la robusta virilità dell'Italia, osserviamo le nazioni settentrionali scendere per la Germania e pel Mar Nero a distruggere le opere de' Romani, finché, indeboliti poco dopo per la sicurezza i loro imperii, furono anch'essi rovesciati dagli Arabi e dai Franchi.

L'urto possente e ripetuto dalle nazioni finalmente le sfrantumò e le divise in molte famiglie, bilanciate nel reciproco potere, e gli Europei, ne' quali il cambiamento sì tosto non tolse il bisogno d'occuparsi di grandi oggetti, corsero a milioni a cercarli persino nell'Asia minore. Questa furiosa tempesta andò per gradi calmandosi e meno spumanti ed elevati sempre ne divennero i flutti, finché per diverse generazioni indebolendosi e la memoria delle cose passate e l'educazione, comparve agli occhi degli Europei inciviliti barbaro lo stato de' loro padri. Le forti passioni della gloria e della salvezza della nazione s'ecclissarono; il lusso e la mollezza riposero sul trono i tiranni e sulla faccia della terra gli schiavi. Le nazioni cessarono allora d'esistere per se stesse e divennero un vero patrimonio de' principi, i quali col gius feudale ne regalavano porzione agli amici. Le guerre allora si mossero per personali motivi de' principi, i quali condussero al campo una mandra di pecore tutte coperte di ferro e mosse dalla subordinazione, spettacolo ben diverso da quello che formavano in prima gli uomini a guisa di generosi leoni usciti dai loro covili, sebbene entrambi avessero il nome comune di guerra. Le ricchezze dovettero decidere della vittoria fra armate di schiavi, contente di non mancare ai doveri imposti e non mosse da emulazione di oltrepassarli; piccole perciò erano in que' tempi le armate e mantenute colle rapine che il tiranno faceva ai sudditi. Si venne al punto di trovare esausti i mezzi per radunar denari, in conseguenza per difendersi. La Spagna li trovò nelle miniere del Potosi; tutte le potenze si riscossero, si pensò alla marina, al commercio, alla popolazione, come mezzi per accrescere le ricchezze relative. Si vide che la base di queste divinità è la pubblica sicurezza,

quero le più dolci virtù, l'umanità, la beneficenza e la tolleranza degli errori umani [1]. Che brutta cosa voler farla da spirito forte.

l'eccesso del lusso e della molezza ha indeboliti talmente gli spiriti che la maggior parte degli uomini, immerse in un letargo e per effetto di una certa stupidità, ha sofferto sul trono i tiranni ed ha quasi con piacere accettate le catene infami di schiavitù sotto delle quali geme tutt'ora; ecco la gran contradizione.

1. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, paragrafo *Oscurità delle leggi.*

quindi alcune nazioni l'adottarono, altre vi si avvicinarono; perciò o fu abolito, o dominuissi il dispotismo e la tirannia. Da quel punto sino al dì d'oggi gli avantaggi de' paesi liberi sono andati sempre crescendo in Europa e i principi sono nell'alternativa, o di vedersi come tributarii delle nazioni libere, o di abolire ogni schiavitù nella loro nazione. Tale è il moto che in questo secolo ha l'Europa. Con fondamento prevede il saggio che la libertà delle nazioni sia per dilatarsi. Quando ciò sia fatto, rinascerà l'antico vigore degli animi, l'antica guerra di nazione, e non di principi, e per quest'annello in giro passeranno verisimilmente per sempre le nazioni europee, come le stagioni dell'anno sulla terra. In vista di ciò, potiamo giudicare del grado di stima che meritano le scienze e prenderne quella porzione che giovi alla nostra felicità.

Da alcuni anni a questa parte s'è risvegliata in Europa la disputa se siano più i beni o i mali di questa vita, cioè se l'uomo, indipendentemente dalla religione, debba vivere oppure uccidersi. Ognuno è buon giudice delle proprie sensazioni e i pochi (54) su[i]cidii che si contano sembra che debbano decidere della questione. L'errore sta nel computare la speranza fra i mali, quand'ella è uno dei principali beni; le sensazioni aggradevoli, che per essa ci vengono, non sono perciò meno reali, perché il principio riseda nella immaginazione.

Non è possibile definire qual sia il carattere d'un uomo che universalmente riesca in ogni società: non v'è uomo, per insensato che sia, che in qual-

54. Cotesta ragione mi piace, perché mi sembra più conforme alla bontà dell'ottimo nostro creatore e sarebbe decisiva in favor della maggior somma dei piaceri sopra quella dei dolori, se si potesse dimostrare che l'amore alla propria vita cagioni un piacere capace di fare un soddisfacente contrappeso ad un gran numero di dolori ed un amore di tal natura che meriti che in grazia del medesimo da noi si soffra pazientemente tutto ciò che si può soffrire, piuttosto che perdere un tale amore, non sia un affetto sregolato ed irragionevole, come sembra che se ne possa dubitare.

54. La proposizione dell'autor delle *Meditazioni*, che qui piace all'autor delle *Note*, dico il vero, non mi soddisfa, non già per le frivole obiezioni che ha confusamente adunate nella nota, derivanti tutte dall'errore nei principii già disopra chiarito, ma perché il fatto non mi sembra che basti: per decidere la questione, mentre la maggior parte degli uomini ha il freno o della religione, o delle leggi civili, che si oppongono al suicidio, restano solo alcuni cattivi filosofi, i quali tengono che sia, non solo lecito, ma anche utile in certi casi il suicidio (proposizione che, anche filosoficamente parlando, si può dimostrare erronea); di questi filosofi non tutti si trovano in quelle dolorose circostanze, nelle quali secondo l'atrabilare senso loro è utile il suicidio; di questi pochissimi forse ad alcuno tremarebbe la mano nel colpirsi. Onde i pochi suicidii che si contano provano bensì che vi saranno sempre pochi suicidii, ma non mi sembra che debbano decidere della questione.

che ceto non possa ottenere la stima; non v'è merito, per luminoso che sia, che in qualche ceto non possa essere disprezzato. È però vero che v'è un carattere che più comunemente deve condurre a viver bene in ogni secolo e presso qualunque nazione e credo ch'egli consista in un felice temperamento di forza e di dolcezza d'animo, cosicché, né l'una degeneri in asprezza, né l'altra renda lo spirito debole e molle. Allora l'uomo resta egualmente distante dall'inurbanità come da quella servile compiacenza che lo dispone ad essere un mero strumento di chi ardisce di adoperarlo.

Fralle nazioni selvage tutto è robusto e forte. Fralle nazioni corrotte si vedono espresse su tutt'i volti la compiacenza ed il sorriso. Fralle nazioni illuminate si legge in fronte agli uomini il sentimento della loro sicurezza e l'amore per la osservanza delle leggi.

Il saggio giudica col suo giudizio; ha un carattere che è suo; conforma talvolta alla comune opinione le sue maniere esterne, non però mai i suoi sentimenti; ricerca in tutto di giungere ai primi elementi delle idee per preservarsi dall'errore e, fra tutte le verità possibili, sente che la più importante e dimostrata di tutte pel uomo è che deve cercare (55) la propria FELICITÀ.

55. L'Autore in questo pensa e dice benissimo. L'unica cosa che l'uomo deve desiderare e cercare incessantemente e con tutte le sue forze si è la propria felicità, cioè tutto il possibile bene di cui è capace la sua natura; perché l'uomo è nato per essere la più felice creatura che sia mai sortita dalle mani del divino creatore d'ogni bene. Il desiderio che tutti abbiamo pella propria felicità, ed anche l'avversione che sentiamo contro tutto quello che può distruggere e deformare il nostro corpo ed il nostro spirito, sono la prova più forte e la più sovranamente sensibile ch'io m'abbia della propria esistenza, di quella d'un essere infinitamente perfetto e della realità di tutte le cose create. Ogni nostro moto ed ogni nostro pensiero ad altro non sono diretti che, od all'acquisto, od alla conservazione di quelle cose che giudichiamo ci possano render felici, o per evitar le contrarie; *e fra tutte le verità possibili* convengo ancor io coll'Autore che questa sia la più *importante* e la più *dimostrata*; e sono tanto persuaso di questa faccenda che però mi sembra incomprensibile come mai l'Autore nostro, che decanta simile verità, abbia voluto scrivere, come ha effettivamente scritto, tante cose che possono cagionargli (che non glie ne desidero) le più funeste disavventure. Perché, quantunque sia vero che non abbiamo una giusta idea ed intieramente adequata di quelle imperfezioni del nostro corpo e del nostro spirito, che ci rendono rispettivamente felici od infelici, né quali siano le cagioni efficienti della nostra vera felicità o della nostra assoluta miseria. Tanto è vero che non basta essere illuminati per esser buoni e felici. Ad ogni modo, non si può dubitare che nel libro, che abbiamo fin qui notato, non vi si trovino parecchie proposizioni e moltissime espressioni che potrebbero apportare al loro Autore i più amari e crudeli disgusti, ed assai più di quello ch'ho rilevato colla maggiore sincerità in queste mie tenuissime note.

55. Quest'approvazione mi ha piaciuto assai, e tanto più che le minaccie che sono in fine sono per deffinirle il ragghio d'asino che in ciel non giunga.

III.

DELLE LEGGI CIVILI REALI

(1766)

DELLE LEGGI CIVILI REALI[1]

INTRODUZIONE

L'amor di se stesso, quell'istinto (che alcuni inesattamente chiamano passioni) sì fattamente congiunto coll'umana natura che si può dire parte sostanziale della medesima, questo amor di se stesso, dissi, fu sempre l'origine d'ogni male e d'ogni bene. Regolato da un intelletto che abbia una giusta idea delle cose, che combini a proposito e deduca quindi giuste conseguenze, produce i maggiori beni; e di fatti quindi nacquero tutte le virtù morali e sociali, nacquero quelle dolci virtù d'amore per i suoi simili, di gratitudine, di beneficenza e di commiserazione, che in oggi sotto il generico sentimento d'umanità si sogliono comprendere. Regolato poi da un intelletto, che o non abbia sufficienti idee, o le abbia false e fittizie, ovvero per difetto d'interna organizzazione non sia atto a quelle combinare con giusto ordine, e deduca quindi conseguenze false, è atto a produrre i maggiori mali e i più esecrabili vizii.

Moltiplicatosi sulla terra il numero degli uomini e dispersi questi sulla medesima, crescendo per conseguenza i bisogni prima che molti intelletti si trovassero uniti in un giusto pensiere sovra l'amor di se medesimi, furono necessariamente gli uomini in uno stato di continua guerra, a cui non solo i bisogni, ma le passioni ancora gli avevano ridotti. La prima sana riflessione che dovette l'amor di se stessi ben ragionato suggerire ai saggi di que' tempi fu sicuramente quella d'associarsi i deboli per resistere ai più forti; ma, siccome queste associazioni dirette a quel solo fine erano nell'interno soggette agl'istessi inconvenienti, perché non composte d'uomini perfettamente uguali, così a questi uomini già associati l'amor di se stessi dovette pur quindi suggerire l'istituzione de' governi e della proprietà delle cose, unico rimedio ai gravissimi mali che dalla perfetta comunione non potevano a meno di derivare. Ed ecco l'origine delle leggi scritte, alle quali fu d'uopo aggiungere le leggi penali affinché fossero le altre osservate.

Da questi principii facilmente si scorge quale abbia dovuto e quale debba ancor in oggi essere il fine delle leggi che chiamiamo civili.

1. Pubblicata a Milano, presso Giuseppe Galeazzi, nel 1766.

Io suppongo un governo che almeno non sia de' più viziosi, mentre per cagion d'esempio in un governo meramente dispotico, nel quale la legge è sempre vivente ed insieme instabile, non v'è cosa più inutile che un codice di leggi e non si può sperare altr'ordine in un tale governo che quello che si trova in una congerie di disordini, né altra tranquillità che quella di cui gode uno che geme da mortifero letargo oppresso. Due sono i principali fini delle leggi civili, fondati entrambi sovra quell'istesso principio: uno riguarda le leggi penali, e di questo altri [1] prima di me ne ha sì saggiamente scritto ch'io non m'arrischio ad aggiungere cosa alcuna, né credo che qualora mi vi accingessi fossi per dire cose o non dette, o più utili di quelle che furon dette; l'altro, che riguarda le leggi che si chiamano in un senso più ristretto civili, e che io chiamerò reali, è di determinare la proprietà delle cose in modo che ciascheduno possa sapere ciò che gli appartiene ed assicurarne insieme al proprietario la tranquilla possessione. Di queste leggi intendo io qui di trattare. Non è già mio pensiero di compilare un codice universale di leggi (cosa troppo ardua), ma di esporre alcune generali riflessioni che ho fatto intorno a queste leggi per illuminare quelli a' quali è commesso l'incarico di compilarne e promulgarne i codici.

Nel determinare le proprietà egli è duopo ricordarsi che ogn'uomo è nato col diritto di cogliere dalla terra quanto può essergli necessario per il vitto, e però la società, la quale per evitare i gravissimi disordini che derivarono in prima e sempre ne nascerebbero dalla perfetta comunione, ha stabilita la divisione delle terre e la proprietà di esse deve provvedere al vitto di tutt'i membri. Non dico già con questo che tutti nascendo abbiano ad avere una qualche proprietà, ma dico che, siccome per cogliere que' frutti era necessaria anche nello stato di perfetta comunione l'opera manuale, così nello stato civile le leggi debbono almeno provedere in modo che tutti gli uomini nati sprovvisti di proprietà, medianti le loro opere, possino trovare il vitto; che quelli poi, i quali non possono o per la età decrepita, o per la loro infermità, prestare le opere, siano nulladimeno provveduti: lo esige il sentimento d'umanità che è, come dissi, un'altra conseguenza dell'amor di noi stessi ben ragionato. Il modo, sia di provvedere a tutti gli uomini, sia di determinare la proprietà è in molte cose arbitrario, perché dipende da tante circostanze che variano in ogni governo, il clima, i

1. Si riferisce all'opera di C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, pubblicata anonima a Livorno con la sola indicazione dell'anno, presso Marco Coltellini, nel mese di luglio del 1764.

costumi, le relazioni cogli esteri ecc., e però non si può stabilire una certa determinata ed universale regola; tuttavia alcune io ne proporrò che mi sembrano adattabili a qualunque stato.

Acciocché possa ciascheduno sapere cosa sia suo e cosa d'altri, non basta che sia ciò dalle leggi fissato; fa di mestieri che la legge sia resa pubblica e con la maggior possibile pubblicità notificata a tutti, ch'ella sia chiara, scritta nella lingua più usata e più intesa dal popolo, perché, come riflette benissimo un grand'uomo [1], non v'è cosa più ridicola di pretendere che un idiota debba sapere ed osservare una legge, sovra la quale per ben intenderla studiano i letterati, e sono per lo più di diverso parere fra di loro.

Dissi che lo scopo delle leggi è non solo di determinare la proprietà, ma di assicurare, insieme al proprietario, la tranquilla possessione; ora queste due cose sono talmente collegate che una dall'altra dipende, e però io penso primariamente che nel determinare le proprietà, o sia i modi con i quali possano gli uomini acquistare, ritenere, dismettere le proprietà, si debba sempre avere in mira di prevenire quanto si può que' casi da' quali nascer possa un dubbio capace a turbare la tranquilla possessione. Secondariamente, che non potendo l'umano intelletto giungere alla perfezione delle cose, onde per quanto s'affatichi il legislatore la malizia degli uomini farà sempre nascere qualche dubbio e disturbo, si debba poscia stabilire una forma per discutere i dubbii che possano nascere nell'avvenire, colla quale vengano essi quanto più speditamente chiariti e terminate le liti.

PARTE PRIMA

Delle leggi intorno alle proprietà.

Capo Primo.

Si stabiliscono i principii e si accennano le principali materie che danno luogo alle liti.

Certo che tutti i legislatori e i giurisprudenti che hanno sin qui compilati i codici delle leggi ebbero le stesse mire, ma con ottime intenzioni presso che tutti, in senso mio, hanno intrapresa una strada

1. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, paragrafo *Oscurità delle leggi.*

diametralmente opposta al fine. Hanno eglino per prevenire i dubbii moltiplicato il numero delle leggi, hanno procurato d'immaginare tutti i futuri casi possibili ed a ciascheduno hanno addattata una legge. Da questo metodo ne viene oggi in conseguenza: primo, che lo studio delle leggi è immenso e non basta la vita d'un uomo per tutte saperle bene; come le sapranno gl'idioti? Secondo, che le circostanze e le relazioni delle cose, cangiando da se medesime tutti i giorni, vi sono in oggi moltissime leggi affatto inutili, molte improprie, che mal si convengono allo stato presente e presso che tutte oscure per noi che non possiamo vedere le cose come le vedevano i legislatori e i loro contemporanei. Terzo, che per la stessa ragione invece di sminuirsi il numero de' dubbii, cresce egli ogni giorno, perché crescono i casi non previsti e le leggi sovra i casi antichi servono di fomite alle questioni che anche fuor di proposito sovente si suscitano sovra i casi presenti.

A due capi si riducono le cause che producono liti e disturbi fra gli uomini: primo, la loro malizia; secondo, la libertà e necessità di soverchiamente moltiplicare le loro operazioni. Qualora un legislatore combinerà le sue leggi in modo che vengano corrette queste due cause d'ogni male, si potranno sperare buoni effetti dal di lui codice. Alla malizia degli uomini non si può altrimenti andare all'incontro che con leggi indirette: la prima di queste, e la più esenziale, sarebbe una saggia providenza intorno alla educazione de' figliuoli, ma questa è troppo lontana dal mio assunto; le altre leggi indirette, che hanno connessione colla materia ch'io tratto, le accennerò a suo luogo.

Per andare all'incontro alla seconda causa, io dico che, quanto minori saranno le operagioni che dovranno e potranno far gli uomini per acquistare, dismettere e conservare le proprietà, tanto minori saranno i casi che possano suscitare dubbii e liti: dunque lo studio più utile d'un legislatore sarà di restringere la libertà e la necessità di queste operazioni. Posto questo principio, a otto capi si riducono le principali materie che dan luogo alle liti: primo, contratti; secondo, atti d'ultima volontà; terzo, successioni intestate; quarto, servitù; quinto, consuetudini; sesto, prescrizioni ed usucapioni; settimo, feudi; ottavo, diritti che si chiamano regali. Vediamo adesso se con un altro metodo si potessero stabilire le proprietà in modo che fossero meglio prevenuti i dubbii e conseguentemente le liti.

Capo Secondo.

De' contratti.

La principal cosa che un legislatore deve aver in mira ne' contratti egli è che siano proibiti, non solo quelli che sono direttamente disonesti e contrarii alle virtù sociali, ma quelli ancora da' quali indirettamente ne può derivare una corruzione di costumi, data la quale, in vano s'affatica il legislatore per immaginare leggi saggie ed utili. Così tutt'i contratti che pongono l'uomo in una continua tentazione di desiderare la morte d'un altr' uomo e di goderne, qualora ella succeda, sono in senso mio contrarii ai buoni costumi. Tali sono i censi vitalizii, i quali sono altresì contrarii ai veri principii di sana politica, perché sono essi un mezzo troppo facile agli uomini di essere impunemente oziosi; conciossiaché, quantunque non si possa evitare che vi siano uomini facoltosi (questo che è un male, ma inevitabile e forse anco necessario), non si deve fuor di proposito moltiplicare e per altra parte l'uomo facoltoso che ha possessioni, se sarà veramente ozioso, sarà presto punito colla necessaria diminuzione delle sue rendite e, se per evitare questo danno bada a' suoi interessi, non è più ozioso. Un ricco patrimonio non è sì lieve occupazione per chi ne ha la cura; che all'opposto quegli che, mediante un capitale ceduto, s'assicura un annuo vitalizio e pecuniario reddito, col quale può vivere secondo il suo stato, o forse anche con maggior lusso, senza occuparsi a cosa veruna, ben di rado s'applicherà alle scienze, alle arti, al commercio ecc. In somma sarà per lo più un uomo, non solo inutile alla società, ma per due capi dannoso; primo, perché vive colle fatiche altrui e non compensa colle proprie; secondo, e principalmente, perché, essendo ozioso e comodo, sarà per necessaria conseguenza vizioso [a]; ed il vizio è una peste che pur troppo facilmente si comunica, perlocché non sarà mai troppo circospetto il legislatore nel cercare i mezzi d'allontanarlo. Sono della stessa natura i contratti, in virtù de' quali l'usufrutto, l'uso, l'abitazione di una qualche proprietà sono concessi o riservati ad alcuno, pendente la di lui vita. Affine poi di prevenire le liti, più cose si possono avvertire, che ne' contratti sogliono esserne cagione.

Primo. La distinzione de' giurisconsulti romani tra' contratti di buona fede e contratti di stretto gius; io non vedo perché non si possano tutti ridurre ad una delle due specie, o sia perché la regola sta-

a. Fra i vizii, uno sicuramente non indifferente sarà quello di non più curarsi da questi uomini il matrimonio.

bilita per l'interpretazione degli uni non si possa stabilire anco per gli altri. Qual delle due più si convenga nol voglio decidere, tanto più che non a tutti i governi sarebbe adattabile la stessa massima.

Secondo. La effrenata licenza dalle romane leggi accordata di potersi sino alla metà del valore ingannare ne' semplici contratti e sino alli tre quarti nelle transazioni; questa, oltre ch'ella è cosa contraria a' buoni costumi, dà luogo a molte liti, che da quelli i quali o per bisogno urgente o per imperizia furono all'avara cupidigia altrui sacrificati si suscitano sovente.

Ne' semplici contratti, prescindendo sempre da quelli ne' quali vi è il prezzo d'affezione o solo o pur congiunto, non saria disutile un maggior freno a queste arpìe, col quale fossero gli uomini quasi necessitati a far contratti onesti. Nelle transazioni poi mi sembra più vergognoso ancora che negli altri contratti l'inganno; perché la transazione suppone una cosa litigiosa, anzi o lite già mossa o che stava per moversi; chi aveva già lite mossa, o stava per moverla, sicuramente aveva qualche giurista che lo consigliava. Ciò posto, io così ragiono: o quelli che consigliavano le due parti erano uomini onesti e dotti, e non può essere succeduta una grave lesione nel contratto, per conseguenza nessuna delle parti riclamerà, se non ch'avesse guasto il cervello; oppure uno dei due consultori era un empio o un ignorante ed in questo caso non vedo perché debbano le leggi punire la parte ingannata d'aver avuto un simile consultore.

Terzo. La tanta libertà d'immaginare tutto giorno nuove sorti di patti stravaganti per deludere le leggi, di modo che de' patti che soleansi stipulare nel tempo de' romani giureconsulti pressoché nessuno è oggi giorno in uso, quindi è che le leggi ch'erano a' medesimi adattate non possono più aver diretta relazione ai patti d'adesso; ed ecco ciò che ha dato in gran parte adito a quel così funesto metodo, introdottosi in quasi tutt' i tribunali, d'interpretare arbitrariamente le leggi, dal quale ne è poscia derivata la tanto scandalosa contraddizione di massime nella giurisprudenza pratica e di giudicati nelle liti, a segno che quegli che oggi ha perduta la sua lite in altro tempo l'avrebbe vinta, o la vincerebbe (prescindo adesso dagli altri disordini politici che hanno in molti luoghi renduta soverchiamente parziale la giustizia). Altro è dare un senso giudaico alla legge, altro intenderla nel senso obvio, altro contorcerla col pretesto di meglio indovinare lo spirito della legge; il primo e l'ultimo sono quasi ugualmente dannosi alla società; il secondo è quello che si conviene e che deve servire di norma ai giudici. Molti vi sono indegnamente onorati del titolo di giureconsulti, i quali interpretando, come dissi, giudaicamente la legge, si figu-

rano di esporne il senso obvio. In questi il difetto nasce dall'ignoranza e da quell'antico disordine per cui molti, nati all'aratro, danno di mano alla penna; altri, nati per le scienze, impugnano la spada ecc. Sarebbe meno difficile di quello che sembra il rimediare alla maggior parte di simili inconvenienti, se la filosofia e la sana politica non fosse sì fattamente perseguitata da coloro che hanno potuto decorare del nome di politica l'arte d'ingannar gli uomini, talché potesse un giorno piantar salde radici nell'animo di quelli che hanno in mano le redini del governo. Alcuni altri vi sono, che, sotto pretesto d'indovinare lo spirito della legge, ne cangiano quasi interamente la disposizione: in questi ella è o profonda malizia, o pregiudicevole vanità; la malizia è per lo più ne' giudici, ne' magistrati, i quali, secondo l'universal costume, avendo sempre in mira di estendere i confini della loro giurisdizione, cercano con questo mezzo indiretto d'usurpare al sovrano la podestà legislativa, mentre, introdotto una volta questo abuso, sostituiscono eglino al vero senso ed alla ordinazione della legge le inventate interpretazioni, e si rende così arbitraria ne' magistrati la giurisprudenza; lo che, prescindendo ancora dalle ingiustizie che a man salva si possono con un tal mezzo commettere per secondi fini o per vile guadagno, produce un disordine grandissimo, che è quello di non potersi saper dagli uomini cosa sia giusto, cosa sia lecito, anzi cosa uno possa dire essere suo. La vanità si trova ne' privati giureconsulti che attendono al patrocinio delle liti; e questo può succedere in due modi. Primo, se il mal contaggioso si è già sparso ne' giudici, ne' magistrati, perché allora sia per esser utili ai loro clienti con secondare il genio di chi gli ha da giudicare, convien che gli avvocati s'ingegnino ad immaginare anch'essi nuove e stravaganti interpretazioni, dal che ne viene anco un'altra conseguenza, che la lite la più temeraria non si può più dir tale, perché sarà difficile trovare un caso in cui, a favore della parte succombente, non si possa stiracchiare una qualche legge. Secondo, se per far pompa di sottile ingegno un qualche avvocato s'affatica ad intrecciare fallacie speciose colle quali possa sorprendere il giudice, queste ultime non faranno gran strage qualora siano e dotti e onesti i giudici e i magistrati; ma perché questi sieno tali fa duopo: primo, che essere lo possano, vale a dire che *qui altari servit, de altari vivere possit*; mal si conviene cogli onori la vergognosa ed abbietta povertà, oltredicché ella serve di quotidiana tentazione, alla quale è somma imprudenza esporre anco il più virtuoso. La verità di questo principio la conoscono alcuni, ma, in vece di ricavarne profitto, se ne servono in modo che ne deriva un altro non minore inconveniente. Non vogliono essi allargare la mano verso chi spende il sudore e la vita in pubblico vantaggio

e, per non vedere cogli onori unita la miseria, ricercano per condizione nei candidati o ricchezza o avarizia (che essi chiamano accuratezza); e, siccome il numero dei ricchi è sempre il minore e che fra questi pochi son quelli che l'amor della patria o la gloria sproni alla virtù, mentre la maggior parte è sedotta da que' piaceri che colle ricchezze si possono facilmente avere, ben di rado si hanno giudici dotti ed attenti; e perché gli avari non adorano altro nume che l'oro, se questo vizio è condizione necessaria, ardisco affermare che non si avranno mai giudizii onesti. Secondo, che si persuadano li sovrani di questa importantissima verità, non potersi trovare uomo perfetto, posta la quale, nella scelta de' postulanti una qualche carica, si deve principalmente ricercare che quegli a cui si vuol conferire sia onesto e che sappia ciò che saper si deve per ben esercitarla; né pensare che un buon ciabbattino debba essere anco buon faligname. Sono rari assai più che non si crede gl'ingegni universali e, fra questi, rarissimi quelli che ne abbiano fatto buon uso; per l'ordinario chi eccelle in una scienza è debolissimo nell'altre. Se manca una delle due condizioni, fosse egli pure degno di canonizzazione il candidato, sarà sempre un cattivo giudice. Certo che se si può trovare un uomo che abbia minori difetti è ottima cosa il preferirlo, ma non bisogna così minutamente osservare gli altri difetti che si venga a preferire un ignorante, quantunque onesto e virtuoso, ad un uomo onesto e dotto, oppure che si costringano i candidati a porre il maggior studio in coprire con ipocrisia i loro difetti, che allora non vi saranno più uomini onesti: chi ha saputo nel bollor degli anni fingere saviezza e reprimere in apparenza l'impeto delle passioni, saprà a maggior uopo fingere ed ingannare il suo sovrano a pubblico pregiudizio. Terzo, che si fidi bensì il sovrano dei detti de' suoi ministri, ma non a segno che sia chiuso ad una giusta doglianza l'orecchio. I ministri, prescindendo anche dalla malizia, possono ingannare per essere stati da altri ingannati; se il principe interamente s'abbandona a' loro detti, succederanno facilmente gravissimi disordini; oltredicché poi non è impossibile che si trovi un ministro, li di cui vizii non siano noti al principe e che, abusando del favore, commetta ingiustizie e prepotenze; che all'opposto, se il principe non troppo si fida, saranno i ministri più guardinghi. I cortigiani gli tenga lontani da ogni affare, poiché questi, per l'ordinario intenti solo a procurarsi il favore, sono mascherati e, quello che è più, rarissimamente son dotti. Quarto, finalmente che non vi siano mai condizioni materiali, voglio dire che non siano attaccate le cariche a classi di persone, a luoghi, alla età, al grado ecc. L'onesto e il dotto deve essere promosso, sia nobile, sia plebeo, sia ricco, sia povero, sia vecchio, sia giovine, abbia

egli imparato da sé o da altri in questa scuola o in quella, nulla deve importare.

Quarto. Dà luogo alle liti ne' contratti l'abuso di adoperare in essi il giuramento, perché da questo, secondo la comune opinione de' giuristi, ne viene la validità d'alcuni contratti, che altramente sarebbero nulli secondo la disposizione delle leggi civili; ed in questi casi la parte che desidera di annullare un tal contratto ricorre per essere assolta dal giuramento, locché facilmente e con mendicati pretesti riesce d'estorquere dai superiori ecclesiastici, dalla qual cosa ne succede un tale abuso del giuramento, che non si considera più gran fatto dagli uomini il delitto di spergiuro. A questo inconveniente di fatti hanno saggiamente ovviato alcuni principi con proibire espressamente l'uso de' giuramenti ne' contratti.

Quinto. Più d'ogn'altra cosa dà luogo alle liti o la malizia d'una delle parti, o l'imperizia de' notai. La malizia de' contraenti si potrebbe frenare in parte con stabilire che ne' contratti di merci o fondi sia nullo il contratto nel quale una delle parti è lesa; per esempio, oltre il quarto del valore della cosa contrattata, e se un contratto contenesse più cose, questo quarto si dovesse estimare ad elezione della parte lesa, o prese tutte le cose insieme, o considerata la lesione in ciascuna di esse; se poi il contratto cade sopra cose di valore certo, come di danaro, la lesione nella decima parte fosse sufficiente per annullare il contratto, così tutti i contratti usurarii verrebbero ad essere tacitamente proibiti; dico tacitamente, perché un saggio legislatore proccura sempre, per quanto è possibile, di prevenire i mali e i disordini, senza dimostrare espressamente che ne supponga capaci gli uomini. È sovente accaduto che gli uomini hanno commessi alcuni delitti solo dappoiché furono espressamente proibiti.

L'imperizia de' notai non si può altramente evitare che con restituire all'antico lustro una professione che, secondo me, è delle più importanti nello Stato e che merita di essere molto rispettata ed illustrata. Certo che non sarebbe così facile e forse anche utile il rimettere nelle sole famiglie nobili il notariato, come fu ne' secoli rimoti, perché, sebbene si potesse dai nobili sperare molto maggiore onestà, si potrebbe però non senza ragione temere in essi non minore imperizia; ma se, per cagion d'esempio, si conferisse il notariato ai giurisconsulti (non vogho però dire indifferentemente a tutti quelli che hanno conseguita la laurea dottorale, poiché di questi molti ne conosco più imperiti ancora de' notai, ma bensì a quelli che meritano il nome di giurisconsulti, con aggiungere che le persone nobili, le quali se ne rendessero capaci acquistassero con ciò maggior estimazione), credo che sarebbe

in tal guisa rimediato alla massima parte degl'inconvenienti; mi si dirà che dovrebbero in quel caso essere i notai in molto minor numero e che così non si potrebbe comodamente supplire a' bisogni del pubblico; ma a questa obbiezione, oltre che la storia de' secoli passati risponde abbastanza, sarà maggiormente risposto qualora si osservi che, posti in esecuzione i miei principii, sarà notabilmente diminuito negli uomini il bisogno che hanno in oggi di ritrovare ad ogni passo un notaio.

Sesto. La proibizione di contrattare li capitali, stabilita dalle leggi romane, o canoniche, o municipali per molte persone. Queste proibizioni sono ai minori, alle donne, ai corpi tutti ecclesiastici e, in alcuni luoghi, anco alle comunità secolari. La proibizione d'alienare non può avere altro fondamento che il timore delle alienazioni che siano per succedere con grave pregiudizio del proprietario del fondo; se mai vi fossero altri fini, non sono plausibili per nissun verso. Il detto timore suppone altresì o ignoranza o malizia nel venditore; se si parla, per cagion d'esempio, de' minori o delle donne, si potrebbe tutto al più ristringere per queste persone la lesione al solo prezzo infimo, o sia alla ventesima; locché fatto, deve cessare il timore e per conseguenza la proibizione; se si parla poi de' corpi tanto ecclesiastici che secolari, egli è supporre troppa scarsezza di uomini onesti e sufficientemente illuminati, atti ad esserne amministratori, la quale se non esiste è inutile la legge; e se per mala sorte si trova in alcun Stato, dico che per questo sono inutili le leggi, onde intorno a questi corpi ella è bensì cosa giusta che chi ha amministrato debba rendere il conto d'ogni suo operato e che, se da questo si può scorgere che abbia cagionato danno a quel corpo, sia ecclesiastico, sia secolare, venga astretto al risarcimento; ma l'annullare perciò i contratti, o sia proibire a questi di contrattare, è cosa che cagiona liti e che è di sommo pregiudizio alla società. Prescindo io adesso da quelle leggi dettate dalla crassa ignoranza che proibiscono a questi corpi di contrattare, salvo con positivo guadagno; altro è che non si debbano alienare e contrattare i fondi dagli amministratori per puro capriccio, perché alla fin fine non ne sono proprietarii, ma bensì per qualche lodevole motivo, il quale si può dire che sia vantaggioso; nel qual senso sarebbe giusta e ragionevole la legge; altro che ne' contratti di questi fondi vi debba sempre essere positivo guadagno a favore del corpo che contratta: a chi abbia un'oncia di cervello e di buon senso non può che sembrare stravagante, ingiusta, e per conseguenza nulla, quella legge che non solo permette, ma autorizza e prescrive la lesione, l'usura.

Settimo. Le solennità e formole prescritte per alcuni contratti; queste dalle leggi romane e canoniche si restringono a quelle proprietà che vengono contrattate dagli amministratori e ne abbiamo detto quanto basta. In alcuni luoghi però sono stabilite solennità per la validità d'altri contratti, come per esempio donazioni tra vivi: queste, se si considera l'interesse particolare d'alcuni privati, sicuramente sono a questi molto utili, perché vi sono alcuni uomini, e molto più donne, che quantunque avarissime, non sono difficili a sottoscrivere una scrittura, perché in quel mentre non sentono l'effetto dello sproprio e se ne pentono fra breve, cosicché, se le leggi con le solennità prescritte frappongono difficoltà nell'eseguire e danno così tempo a queste persone di meglio riflettere, succederanno difficilmente donazioni inconsiderate; ma se si riflette a ciò che deve principalmente importare al legislatore, vale a dire il pubblico universale vantaggio, io rifletto così: primo, il sovr'accennato disordine concerne solamente le donazioni che si fanno con riserva dell'usufrutto della cosa donata a favore del donante, pendente la di lui vita, non mai le donazioni pure, che hanno subito effetto, perché in queste, qualunque persona che non sia affatto scema di cervello sente la vicinanza dello sproprio. Le donazioni, l'effetto delle quah è protratto alla morte del donante, succedono anco per lo più a persuasione d'alcuni ecclesiastici, i quah, mossi dal falso zelo e contro il vero spirito evangelico, ad altro non pensano che a soverchiamente dilatare le possessioni e le ricchezze della Chiesa; e perché li testamenti si possano mutare, persuadono queste donazioni colla riserva dell'usufrutto; ora per questo inconveniente si possano indistintamente proibire tutte le donazioni, l'effetto delle quali è prolungato sino alla morte del donante, oppure ad un tempo sì lungo che si possa credere siasi la stessa cosa convenuta, mutato solo il nome per deludere la legge. Secondo, il legislatore deve badare principalmente a ciò che concerne la pubblica quiete ed utilità, [più] che al vantaggio particolare d'alcuni pochi. Ciò posto, o si parla delle donazioni, l'effetto delle quah è sospeso pendente la vita del donante e queste, come abbiam detto, si possono senza pericolo assolutamente proibire, o si parla delle donazioni pure e queste, siccome lasciano vedere al donante l'importanza di un tale atto, non hanno bisogno di solennità; e quand'anche poi succedesse una qualche volta una donazione inconsiderata, fatta per capriccio, anche in pregiudizio de' figliuoli o parenti, questo sarà sempre minor male che quello di lasciare una strada aperta alle liti. So che diranno alcuni, che queste donazioni possono far nascere gran disgusti tra parenti; ma a questi io dimando in risposta se le liti non producano per lo più peggiore effetto. La cosa

è evidente; il congiunto che si vede frustato dalla speranza che aveva di succedere a quegli che ha fatta una donazione a favore di un estraneo, certo che se ne lamenterà; ma non può a meno di ricordarsi ch'egli non aveva che una fondata speranza, e non un diritto; che il donante ha fatto ciò che era in suo libero potere di fare, onde, dopo qualche poco di tempo, non è difficile che pensi a riconciliarsi, per non perdere il rimanente (suppongo sempre nulla una donazione universale, colla quale il donatore non avesse più cosa propria e fondo bastante per vivere); che per lo contrario, se due congiunti hanno lite fra di loro, ciascuno di essi vede nell'altro un uomo che le fa o le ha fatto un torto e, credendo sempre giusta per sua parte la lite, crede l'altro un ingiusto e molesto litigatore: la cosa litigata è in potere d'uno dei due, quel che la possede; se ne vien privato, non può così facilmente consolarsi; quello che la dimanda, perché la crede sua, se non la conseguisce, s'arrabbia; in somma la passione d'odio è molto più facilmente eccitata e nodrita nelle liti, laonde riesce sempre più difficile la riconciliazione.

Ottavo. Siccome dicesi quasi contrattare con il delitto, così fa d'uopo che anche a questo proposito discorra degli inconvenienti che in senso mio ne nascono. Il delinquente quasi contratta, perché col delitto contrae un debito colla parte danneggiata o offesa e nei delitti capitali, o sia che importano pene di morte, dicesi contraere un altro debito col fisco, in conseguenza del quale questi lo spoglia d'ogni suo avere, e chiamasi confisca. Ora per l'ordinario i delinquenti sono persone poco facoltose; in molti Stati d'Europa prima d'ogni cosa si prendono dal patrimonio del reo le spese del processo e il poco che rimane resta contenzioso col fisco, il quale a buon conto s'impadronisce d'ogni cosa, poscia discute col danneggiato i danni, nella qual discussione penso che ognuno sarà persuaso che questi, dopo aver speso in lite forse altrettanto di quanto dimanda, non conseguisce se non se quello che gli è riuscito di chiaramente verificare, oltre di che nella materia di confisca vi sono parecchie questioni indecise, e per conseguenza molti casi che danno luogo a lite; questi mi sembrano tutti gravissimi inconvenienti. Il primo, che concerne le spese del processo, oltre all'essere grave inconveniente, è anco indecente non meno relativamente al sovrano che al giusdicente; questi deve avere un stipendio proporzionato e non aspettare il compenso del tempo speso a vantaggio della società dall'incerto evento di un processo lucroso (non dico il premio delle sue fatiche, perché quegli che ignora d'essere debitore delle medesime alla società infin dal suo nascere e che non ha per molto maggior premio la gloria e la pubblica estimazione, ma

lo fa principalmente consistere nel vile interesse pecuniario, è indegno di seder giudice). Il sovrano poi non deve tacitamente insegnare agli uomini la cupidiggia dell'oro e porre le persone che esercitano carica pubblica nella dura circostanza di desiderarlo per poter supplire ai famigliari bisogni. Il secondo non solo egli è, come abbiamo osservato, un seminario di liti, e di liti anche con armi disuguali, ma a me sembra una somma ed evidente ingiustizia per più riguardi. La morte d'un reo povero, non solo non soddisfa il danneggiato, ma anzi rende impossibile la di lui indennizzazione, che all'opposto se venisse il reo punito di perpetua schiavitù, con obbligo di soddisfare al danneggiato colle prime opere sue servili, sarebbe più giusta la pena e più utile alla società; gli altri riguardi, per i quali ella sarebbe più utile al fine delle pene, son dimostrati abbastanza nel celebre libro intitolato *Dei delitti e delle pene* [1], altrettanto caro agl'eruditi e sani politici che odioso agl'ignoranti e ciechi difensori d'ogni antico ed invecchiato errore. La confisca poi sostanzialmente non è pena al reo, ma agl'innocenti eredi legittimi del medesimo; scusano questa pena alcuni con dire che l'affetto che deve avere il reo ai suoi figli o congiunti soffre nel vederli privati delle di lui sostanze: troppo debole ragionamento. Chi si è reso co' suoi delitti degno d'ignominiosa morte non può avere questo supposto affetto a' suoi congiunti, perché se l'avesse avuto, si sarebbe trattenuto dal delitto, non potendo ignorare che a' medesimi rincrescer doveva fuor di dubbio più l'infamia che la confisca, o sia la privazione di quelle sostanze alle quali non avevano ancora alcun diritto. È egli onorevole per un principe che dai delitti venga a ricavare profitto e lucro? Quanti nel tempo de' primi Cesari furono esiliati ed anco puniti di morte, rei di nessun altro delitto che di avere ricchezze alle quali aspirava il tiranno o qualche di lui empio ministro? Questo non succede a' giorni nostri, ma ciò nasce piuttosto dalla saggia pietà dei principi che dalla bontà del sistema. Se si vuol castigare uno che sia reo di morte anche colla privazione d'ogni sua sostanza, affine che quelli a' quali riesce di evitare colla fuga la pena non restino affatto impuniti, siano bensì a' medesimi tolti, ma non mai confiscati i beni, e ceda ogni loro sostanza all'erede legittimo, nella stessa guisa che se fosse morto naturalmente il reo. Dell'altro inconveniente, che concerne i casi dubbii, non occorre più discorrerne: se si toglie indistintamente la confisca, son tolti insieme tutti i dubbii. Finalmente ciò che concerne il modo di discutere i dubbii col fisco non può parimenti aver più

1. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, paragrafo *Della pena di morte*.

luogo, sebbene non ommetterò questo capo, ch'io credo molto importante, e ne discorrerò nella seconda parte, nella quale avrò a trattare delle leggi che appartengono alla orma giudiciaria.

Capo Terzo.

Degli atti d'ultima volontà.

Gli atti d'ultima volontà sono un fonte inesausto di dubbii e di liti per la effrenata libertà concessa agli uomini di spiegare in questi atti tutte le loro pazzie, di modo che se fra le altre stramberie, un uomo avesse quella di voler fare un testamento che fosse un tomo in foglio, e pieno per conseguenza d'inutilità, nessuno glielo può impedire; né pensi alcuno ch'io mi sia servito di un'iperbole per accennare un inconveniente, poiché ho visto io medesimo il testamento d'una persona, la quale, non sapendo più in qual maniera accrescerne il volume, quantunque vi ci avesse già descritta tutta la sua vita, quella de' suoi figliuoli, della moglie, un lungo epitaffio e mille altre simili ragazzate, in fine ha fatto inserire un lungo parere d'un avvocato, il quale, mediante la mercede ricevuta, provava con una lunga serie di malcuciti sofismi che quel testamento era *bene et rite* fatto [b].

Gli uomini, discorrendo fra essi sovente, non sanno spiegare le loro idee e, quantunque reciprocamente procurino di schiarire i dubbii, tuttavia restano molte volte delle questioni nate da non altro che dalla scarsezza di espressioni abbastanza energiche nella lingua di cui si servono. In quasi tutta Europa la lingua che si scrive negli atti pubblici non è il dialetto che comunemente in ciascun paese si usa per discorrere: ora, se riesce difficile a farsi ben intendere nella lingua che è più usata, cioè il dialetto, quanto più sarà difficile il spiegarsi in un'altra lingua, di cui le sole persone date allo studio conoscono la forza e le espressioni proprie. Se è difficile agli uomini il ben intendersi fra di loro nel discorrere, quando si possono reciprocamente interrogare, quanto più sarà difficile intendere la scrittura di un morto, che, se ha scritto in modo oscuro, non si può più interrogare. Da qui è nato, che le leggi romane non parlano d'altro, a questo proposito, che d'interpretare la verisimil mente del testatore, e dicesi interrogare il morto; ma questo morto, se si tratta di cosa veramente oscura, quando fosse da dieci interrogato, io scommetto che risponde a tutti dieci diversa-

b. È recente ed a tutti noto il legato pio fatto da un nobile genovese per suffragare l'anima dell'empio Giuda.

mente, perché non è possibile di spogliarsi tanto delle nostre proprie idee, affetti, inclinazioni anclie fisiche, che uno si possa investire della persona del morto; oltre di che, chi ci può dire qual modo di pensare egli avesse? Così, se è in dubbio se vi sia o no un fedecommesso, al partigiano de' fedecommessi il morto risponderà d'averlo voluto instituire; ad un nemico di questi vincoli risponderà il morto che non vi ha mai pensato.

Il diritto di fare un atto, che riceve la sua forza dal solo momento in cui cessò d'essere fra viventi quegli che lo ha fatto, è una manifesta contraddizione, e si può dire ingiustizia, perché la prima volta che s'introdusse questo diritto, domando io, con qual fondamento di giustizia un uomo ha potuto disporre delle cose non più sue e pretendere di comandare in un tempo in cui non esisteva più? Dico non più sue, perché (come dissi) l'atto d'ultima volontà si finge fatto nell'istante che si muore e non vale fino a che l'uomo è realmente morto; ora, prima che questo uso s'introducesse in virtù delle leggi, le quali avevano stabilito e determinato il *meum et tuum*, alloraquando era morto un uomo, ciò che egli possedeva doveva sicuramente appartenere ad altri uomini o almeno essere comune, per spettare quindi al primo occupante: dunque nel tempo che era valido il suo testamento appartenevano già ad altri le sue proprietà, dunque ha egli disposto di cose non più sue. L'autorizzarono questo diritto i legislatori, affine di estendere l'autorità degli uomini, i quali, allettati da una illusione che sembra perpetuare la loro vita, fossero più attaccati alla famiglia ed alla patria; fu anco per i padri un'arma colla quale mantenere, pendente la loro vita, i figli in una necessaria dipendenza (per non dire schiavitù). Il fine è lodevole, il mezzo soddisfa la passione più universale negli uomini, ma produce un'infinità di mali reali. Vediamo adesso cosa sia più utile agli uomini, lasciare o togliere loro questo diritto, indi cercheremo il modo di rimediare agli inconvenienti. Posto per vero, come a me pare dimostrato, che il diritto di testare è un bene immaginario e che i mali che da ciò ne derivano, cioè le liti, gli odii, le discordie, sono mali reali (quantunque il bene immaginario si possa in un senso chiamare reale, perché produce sensazioni di piacere fisico), tuttavia, siccome quando anche fossero pari in numero il bene ed il male, questo supererebbe sempre nella bilancia, perché sempre maggiore è l'impressione che fa nell'animo nostro, così penso di poter francamente conchiudere essere più utile agli uomini la privazione di questo diritto, perché vengono così liberati ancora dai tanti mali che ne derivano. Ora passiamo agli inconvenienti. Questi possono essere: primo, rendersi indifferente agli uomini la loro posterità; secondo,

sciogliersi questa dalla dipendenza; terzo, togliersi in tal guisa il mezzo di essere grati a quelli da' quali si è ricevuto un qualche benefizio; quarto, togliersi la libertà di fare una più adequata distribuzione fra gli eredi con privare gli indegni ed arricchire i virtuosi; quinto, mettersi a rischio che uno si trovi per mancanza di parenti senza erede e succeda necessariamente il fisco; sesto, che tolte così le liti, le quali nascevano dalle disposizioni d'ultima volontà, non s'accrescano forse quelle che possono nascere dalle successioni intestate. Penso che tutti saranno persuasi che, per quanto gli uomini s'affatichino ad immaginare una legislazione talmente perfetta che prevenga qualunque inconveniente, ciò non riuscirà mai ad alcuno, essendo la perfezione un attributo della divinità e ad essa sola riservato, onde quando altro non mi si opponga se non che restarvi qualche inconveniente o non previsto o non abbastanza prevenuto, io risponderò solo col dimandare se questo inconveniente sia maggiore e più da temersi di quelli che, posti in esecuzione i miei principii, vengono ad essere evitati e, se non sarà dimostrato tale, crederò d'essere dispensato da ulterior fatica. Ciò posto, sarà forse vero che il diritto di testare abbia prodotto ne' primi tempi il desiderato effetto, ma gli uomini essendovisi avvezzati insensibilmente e rimirandolo in oggi come un diritto quasi naturale, non ne fanno più caso ed osservo che egualmente moltissimi sono poco attaccati alla famiglia loro (e, quello che importa più ad un legislatore), alla società in cui vivono, perlocché facilmente disertano dalla loro patria. Questo inconveniente nasce, a mio credere, da due altre cause: una, e la più sostanziale, è il vizio di alcuni governi i quali preferiscono il privato loro interesse a quello della società loro confidata, di modo che gli uomini non avendo più nemmeno indirettamente parte alcuna al governo, non possono sentire verun attacco alla patria ed alla società in cui vivono; se hanno qualche attacco, egli è al loro privato interesse, tolto il quale, disertarebbero tutti con somma indifferenza, se potessero sperare sotto d'un altro cielo un qualche picciolo vantaggio. In altri governi più viziosi ancora è sì pesante il giogo che, in vece di amarsi dagli uomini il patrio nido, bestemmiano essi d'essere nati sotto d'un tale governo ed hanno così in odio la patria. Qualunque governo moderato, sia egli aristocratico o monarchico o misto, deve formare una politica catena, la quale tenga legati tutti i membri della società; se manca un solo anello, la catena è rotta e non è possibile che lungamente si mantenga il giusto sistema ed il buon ordine. L'altra causa è il commercio. Nessuna cosa è così atta ad arricchire gli uomini quanto il commercio e, siccome il desiderio delle ricchezze è comune a quasi tutti gli uomini, perché queste sono un mezzo per soddisfare gli altri

desiderii, così gli uomini hanno moltissimo faticato per dilatare il commercio; si è trovata l'arte di scavare dalle viscere della terra i metalli preziosi, si è trovata l'arte di solcare il mare e, trovata questa, si sono dagli avidi Europei scoperte le vastissime parti del globo che erano a' secoli rimoti affatto ignote, si sono stabilite le poste, si è trovato il modo di portare con un pezzo di lettera somme immense e si è dilatato oltre modo il commercio. Gli uomini perciò si sono avvezzati a passare una parte della vita in lontani paesi tratti solo dall'avidità del guadagno; questi uomini per lo più hanno pochissime possessioni e le loro ricchezze sono portatili, onde, se hanno qualche cagione di disgusto in patria o se trovano altrove maggiori occasioni per guadagnare, atteso il gran comodo che hanno di seco portare tutte le loro ricchezze, facilmente lasciano la patria. Quelle società che possedono un terreno sterile, un suolo ingrato, che ricusa agli umani sudori il premio, sono in necessità d'attendere al commercio di manifatture, di navigazione, di cambio, di mercatura ecc.; esse perciò non hanno altro mezzo che di disporre le cose in guisa che si trovino fra essi comodi per commerciare liberamente e con profitto. Quelle società poi che occupano terreno fertile, dal quale possono ricavare le cose necessarie al vitto ed anco ciò che basta per procurarsi una vita comoda (ma non di puro lusso), conoscono assai male il proprio interesse e sono mal governate, se negletta la ricchezza intrinseca e reale che consiste nella agricoltura, s'abbandonano al commercio di manifatture, d'arti meccaniche, di navigazione ecc., il quale non può mai produrre che una ricchezza precaria e che per altra parte introduce negli uomini lo spirito vagabondo. Non dico io già che si debba un tale commercio assolutamente proibire, ma dico ch'egli deve essere considerato come si considerarebbe in uno scrittore di cose sostanziali lo stile più o meno purgato, l'esatezza d'ortografia e simili accessorii ornamenti.

Per mantenere nella dipendenza i figli io penso che niuna cosa possa essere più propria che la buona, cioè virtuosa, educazione, la quale deve essere, secondo me, officio pubblico in qualunque governo, eccetto il vero democratico (governo che non esiste salvo ne' libri e che non può esistere se la società non è composta d'angeli): si può con essa ispirare a figli quel rispetto e quell'amore verso de' loro genitori da Dio comandato e così vantaggioso in qualunque società, ma questo è quello che pur troppo è comunemente affatto negletto. Si parla da tutti d'educazione, questa parola è in bocca di tutti e non so quante dozzine d'uomini si potrebbero contare in Europa che sappiano veramente che cosa è buona educazione; così si può a questo inconveniente ovviare con altre leggi, delle quali parlerò a suo luogo.

Tolta la libertà di testare, certo che vien tolto un mezzo con cui rimunerare gli uomini per i benefizii ricevuti, ma, se ben si considera, questa è una ben debole prova di gratitudine, perché, dovendo ognun che muore abbandonar la terra, non vedo un gran sforzo nell'istituire erede Giacomo piuttosto che Pietro: la vera gratitudine s'ha a dimostrare in vita e non in morte; tuttavia, sia pur egli vero che la gratitudine del moribondo sia eguale a quella dell'uomo sano, conviene adesso pesare gl'inconvenienti per quindi giudicare se sia più utile il togliere o il lasciare questa libertà. Voglio anco prescindere dagl'inconvenienti di liti e discordie, li quah, come dissi, sono senza dubbio di gran lunga maggiori e sono da sé soli bastanti a determinare la questione; ciò non ostante io scorgo un altro non lieve inconveniente, ed è che quelli i quali sanno di poter essere grati in morte esigono dai spiriti deboli o avari moltissimi benefizii ed invece di ricompensarli in vita il più sovente si dimostrano ingratissimi, lasciando però sempre viva la speranza della ricompensa in morte. Con questa speranza soventi arrivano ad intorbidare la quiete delle famiglie, a commettere mille iniquità, ad erigersi in tiranni di quei miseri, che, o per bisogno, o per passione si lasciano acciecare dal desiderio di roba; ed il più bello è che non rade volte questa gratitudine istessa e questa speranza si risolve in fumo, perché o quell'uomo era creduto pecunioso e non lo era, o era creduto disperato di prole e un accidente lo rimette in stato d'averne, o nel punto estremo tutto si cangia, un parente più scaltro l'intenerisce ed in quei momenti della maggior debolezza gli estorquisce un testamento a suo favore, alcun altro, da falso zelo spinto, ottiene dal moribondo un testamento dettato in fretta e più in fretta ancora letto e stipulato a favore delle mani morte; alcune volte ancora lo stesso testamento ha tenuti a bada questi miseri, che aveva già tutti corbellati con un testamento secreto o sia sigillato. Queste sono cose che vediamo tutto giorno e che sono sicuramente inconvenienti gravi, ma per ridurli ad un principio morale dirò che questa istessa maniera d'esser grati è quella che distrugge la vera e molto più difficile gratitudine; è quella che nodrisce la passione d'avarizia e che quasi autorizza molti disordini. Dunque non è indistintamente vero che la libertà di testare sia agli uomini un mezzo per essere grati, tuttavia anche a questo si può con altra legge provvedere ed evitare insieme i gravissimi inconvenienti che nascono dalla libertà di testare.

Privare gl'indegni, arricchire i virtuosi, fare una prudente distribuzione delle sostanze fra gli eredi sono cose utili e che si possono fare cogli atti d'ultima volontà, ma io dubito moltissimo che succeda il più sovente tutto all'opposto; questo mio dubbio è fondato non meno

sulla ragione che sulla cotidiana sperienza, conciossiaché, per fare una prudente disposizione, non basta che il testatore sia uomo prudente per sé, ma è duopo ancora ch'egli sia conoscitore e giudice del merito altrui, lo che non mi sembra così facile ad ottenersi e penso che si possa sostenere essere la massima parte degli uomini incapace di ben giudicare del merito altrui. A questo s'aggiungano le passioni, i pregiudizii che molte volte fanno errare i più saggi; dicasi ora se sia cosa prudente il lasciare a tutti gli uomini la libertà di giudicare con effetto del merito degli altri. La sperienza poi ci convince ogni giorno che (toltone i testamenti, ne' quali, eccettuati alcuni piccoli legati o pii o rimuneratorii la sostanza della disposizione è conforme alle leggi delle intestate successioni o alle consuetudini del paese) di que' testamenti che contengono una singolare disposizione sono molto più gl'ingiusti di quelli ne' quali si trovi una prudente distribuzione, tuttavia, anche a questo proposito, con una legge si può ovviare a qualche inconveniente che fosse per derivare dalla privazione del diritto di testare.

È così raro il caso di una persona che non abbia parente alcuno in caso di dimostrarsi tale per poter essere della medesima erede che un legislatore, il quale a questo caso non avesse provisto, quando altro vizio nella legislazione non si trovasse, credo che questa omissione non gli si potesse rimproverare. Qualora il governo fosse nella sua forma moderato ed intento veramente a procurare il pubblico vantaggio, il fisco farebbe sicuramente buon uso di quella eredità che per un caso singolarissimo come questo le pervenisse, e però non so se fosse egli un gran male nella società che questo tale, sprovisto di parenti, non avesse la libertà di fare, morendo, uso forse cattivo delle sue sostanze; però, siccome il fisco è un nome divenuto oggi giorno odioso, anche a questo si può con una legge provvedere.

Le leggi oscure, ovvero improprie, son quelle che danno luogo alle liti, laddove le buone leggi per lo contrario sogliono prevenirle e sminuirne il numero; quindi è che, supposte buone le leggi che dovranno determinare le successioni intestate, non si può dire che la proibizione di testare accresca in quest'altra parte il numero delle liti, oltre di che, come dissi, tutte le liti nascono dal difetto, sebbene in parte inevitabile, della legge (non parlo io qui delle liti meramente capricciose ed ingiuste). Il testamento chiamossi legge dai Romani; or questa è una legge sempre incostante, multiplicabile in infinito tanto in numero che ne' modi. La legge scritta intorno alle successioni intestate è sempre una e la medesima; queste due sorta di leggi poste in confronto, quale di esse sia per essere più utile, quale si possa

sperare più giusta, più chiara e finalmente atta a prevenire le liti anco un idiota lo può giudicare.

Finalmente a tutti gl'inconvenienti sin qui accennati si può ovviare, come dissi qui sopra, con una legge la quale contenga sostanzialmente le seguenti cose.

Primo. Le cause per le quali un figlio sia indegno della paterna eredità, quelle per le quali sia degno, se non d'intera eseredazione, della privazione però d'una parte delle paterne sostanze.

Secondo. L'autorità a' padri di rappresentare al magistrato supremo la disubbidienza de' figli, acciò il medesimo, previa cognizione di causa, li dichiari disereditati o in tutto o in parte, con facoltà altresì a' padri medesimi di rappresentare nel progresso l'emendazione de' figli per ottenere la rivocazione della dichiarazione suddetta, nella qual cosa debba il magistrato fidarsi dell'asserzione de' padri; con ciò però che simili atti non sieno fatti da un moribondo, perché la debolezza fisica in cui si trovano gli uomini ridotti agli estremi della vita è un sufficiente argomento per dubitare della debolezza dello spirito e per non fidarsi di quanto possono e dire e fare gli uomini in tale circostanza.

Terzo. La permissione a tutti di disporre di una certa determinata quota delle proprie sostanze a favore di cause pie o degli amici, con ciò però che tali disposizioni, primo, siano pubbliche, cioè fatte alla presenza dell'intero magistrato e di chiunque vorrà intervenirvi; secondo, sieno dal medesimo esaminate ed approvate; terzo, non contengano sostituzioni, fedecommessi, primogeniture e simili cose atte a produr liti, ma sieno chiare e semplici; quarto, non si possan fare da' moribondi.

Quarto. La permissione a quell'uomo che si trovasse privo affatto di parenti di nominarsi coll'antico romano mezzo dell'adozione l'erede, con ciò però che questo atto sia fatto nello stesso modo di sopra accennato.

Capo Quarto.

Delle successioni intestate.

Tolta la facoltà di testare, è duopo determinare esattamente a chi spettar debbano le sostanze di chi muore, affinché i dominii delle cose non sieno incerti. Non a tutti i Stati son buone le stesse leggi; le diverse forme di governo e le varie circostanze sono cose da considerarsi da un saggio legislatore e, siccome in una legislazione fatta in un pezzo le leggi hanno e debbono avere una relazione fra di loro affinché una non impedisca l'effetto dell'altra, così nel determinare il modo di suc-

cedere si ha da avvertire se convenga serbare perfetta uguaglianza o stabilire disuguaglianza nelle successioni; ed a quali persone in ogni caso questa più si convenga, se siano o no utili i fedecommessi, le primogeniture, a quali classi di persone, a qual sorta di proprietà si debbano restringere e con quali leggi debba essere regolata la vocazione; tutte cose, le quali, siccome interessano grandemente l'universale sistema, così al sovrano e non ai privati deve spettare il stabilirle. Tolti i testamenti, è tolto il principal fonte di queste private leggi, ma ciò non basta: debbonsi esse interamente proibire ai privati, anche ne' contratti tra' vivi.

Se debba il legislatore adoperarsi con molto studio per accrescere la popolazione ed animare al matrimonio le persone, oppure se debba solo pensare ad allontanare gli ostacoli o presenti o futuri per quindi stabilire a favore delle femmine maggiori o minori successioni.

Se il pregiudizio di perpetuare il casato si debba fomentare o contenere per determinare se esser vi debba nel succedere differenza tra l'agnazione e la cognazione.

Per quanto abbiano i Romani tentato di mantenere l'uguaglianza fra essi riguardo alle possessioni e, quantunque la forma del loro governo s'accostasse alla democrazia, non fu possibile di ottenere lungamente l'intento, per la qual cosa si può conchiudere che una tal mira sarebbe vana; tuttavia, siccome in nessuna cosa si può giungere alla perfezione, ma si può alla medesima più o meno accostarsi così dico che in un governo misto di democrazia quelle leggi che tenderanno a procurare una tal quale uguaglianza, o sia ad impedire che le possessioni, le ricchezze non si vengano in breve tempo a condensare in pochi saranno ottime, e però riguardo alle successioni intestate la legge dovrebbe togliere ogni differenza di sesso, d'agnazione e cognazione e stabilire una uguale divisione delle sostanze del defonto tra i prossimiori di lui parenti che fossero in ugual grado di parentela, sieno maschi o femmine, agnati ovver cognati (suppongo tolta già la facoltà di testare, che altrimenti vi si dovrebbe aggiungere la proibizione de' fedecommessi e primogeniture). Da questa legge si potrebbe sperare una più facile distribuzione in molti delle possessioni e più difficilmente potrebbe una famiglia rendersi soverchiamente facoltosa o conservarsi tale.

Ne' governi meramente aristocratici, siccome questi tendono di sua natura a mutarsi in monarchia, non v'è cosa più importante che di mantenere tra i nobili l'uguaglianza, poiché un nobile soverchiamente ricco ed insieme ambizioso basta per mutare la forma del governo; per la qual cosa, i nobili dovrebbero avere un decente e pubblico

assegnamento ed essere per altra parte incapaci di possedere, come erano nella mosaica legge i leviti, e perché col tratto del tempo non potrebbe a meno di sminuirsi il numero de' nobili, ed è perciò necessario che altri in surrogazione vengano elevati al grado di nobiltà; si potrebbero le leggi delle successioni regolare diversamente con stabilire una differenza, o tra il sesso, o tra l'agnazione e la cognazione, acciocché esser vi possano famiglie sufficientemente facoltose per dare a' figli una educazione più civile e per essere quindi innalzate al grado di nobiltà mediante lo sproprio delle loro possessioni a favore del pubblico tesoro.

Nel governo monarchico tutti sono di parere che sia necessaria la classe de' nobili, e che si debbano perciò regolare le leggi delle successioni intestate in modo che si conservino con maggior lustro le famiglie, e così siano utili i fedecommessi, le primogeniture, l'esclusione delle femmine, la prelazione degli agnati e simili provvidenze.

Io non voglio contrastare che nel governo monarchico vi debbano essere i nobili, i quali siano una specie di potenza intermediaria tra il principe ed il popolo, anzi aggiungo che a me pare molto poco, qualora non vi siano altri gradini, mentre per cagion d'esempio, secondo il sistema presente di quasi tutta l'Europa, tra il principe ed un nobile recentemente ammesso alla nobiltà vi è troppa distanza e così pure tra un nobile ed un plebeo vorrei che vi fossero più classi di persone, e queste ancora subdivise nella loro specie, affinché non vi si trovasse tra un gradino e l'altro tale distanza che divenisse impossibile al popolo accostarsi almeno indirettamente al trono. Ma dico che i fedecommessi non sono per alcun verso utili, perché sono dividui e non servono ad altro che a far nascere liti, a rendere più difficile l'interno commercio delle possessioni e a lasciare troppa incertezza nel dominio di esse. Le primogeniture, sebbene supposta l'universale opinione intorno alla classe de' nobili, siano utili, in quanto che conservano le ricchezze in uno della famiglia, il quale è con ciò più in caso di mantenere il lustro del suo grado, per altra parte s'oppongono moltissimo alla popolazione e vi si oppongono in modo che in uno Stato, in cui siano stabilite per i nobili le primogeniture, nel corso di un secolo si vedranno estinguere moltissime famiglie nobili ed ardirei dire che in due secoli ve ne possano restar ben poche. Dei due mali non voglio io decidere qual sia maggiore, so bene ch'egli è un gran male la spopolazione. Finalmente, se la classe de' nobili è utile allo Stato, in un governo monarchico deve lo Stato provvedere alla decente manutenzione de' nobili con un qualche discreto assegnamento; poiché le primogeniture mantengono, è vero, il lustro del ramo primogenito, ma siccome non

è poi altrimenti proibito a' cadetti il matrimonio, alcuni di essi, o dalla passione, o dalla divozione, o da inconsideratezza tratti, si maritano e lasciano per lo più copiosa e miserabile prole. Quanto sono utili i nobili che possono vivere secondo il loro stato, sono altrettanto più dannosi i nobili veramente poveri, poiché il loro grado non gli permette d'applicarsi ad un'arte meccanica, colla quale potrebbero forse rimediare alla povertà. Gl'impieghi sia di toga, sia di spada né si possono così subitamente né da tutti avere, né sono per la maggior parte abbastanza lucrosi e diventano allora questi nobili necessariamente o mendicanti, o scellerati, alla qual cosa hanno maggior comodo appunto per la loro nascita illustre; e sì nell'uno che nell'altro caso sono il rossor de' suoi pari, il ludibrio e 'l vitupero degl'inferiori, la qual cosa sovente toglie ancora in parte ai veri nobili quel rispetto e quella estimazione che il principe deve loro conservare con altrettanto impegno quanto ne ha per la salute dello Stato e che meritano relativamente ai loro inferiori.

L'esclusione delle femmine, la prelazione dell'agnazione sono cose che considerate in ciascheduno de' particolari saranno da tutti gli uomini credute utili, perché sono ai maschi un mezzo più apparente e più diretto per acquistar ricchezze ma un legislatore, che deve esaminare le cose con mire più astratte e più generali, non è determinato da questi privati motivi e considera che, presa la somma totale delle cose, ciò che grandemente importa è che la società come tale non impoverisca e così procurerà per quanto può di prevenire que' casi ne' quah possono passare le sostanze di questa a chi vive in altra società. Importa parimente che le ricchezze siano distribuite fra quelle classi di persone che si conviene, siccome richiede l'universal vantaggio; importa che l'agricoltura (ne' paesi che occupano terreno capace) non sia negletta, perché ella è il fondamento d'ogni ricchezza, anzi la sola vera ed intrinseca ricchezza; importa che sia favorita la popolazione, la quale, siccome non da qualunque accidentale e lasciva ma dalla sola legittima copula si può sperare, così disporrà le leggi in modo che siano invitati gli uomini al matrimonio. Ora, tornando al nostro proposito, che siano le possessioni in mano de' maschi, o delle femmine, la società, presa nella somma totale, non ne prova alcun svantaggio e per lo contrario dalla esclusione delle femmine, dalla prelazione degli agnati ne viene in conseguenza una generale povertà delle figlie da marito; i costumi pur troppo in quasi tutta l'Europa sono talmente corrotti che i principali fini del virtuoso matrimonio, che sono casto amore e desiderio di prole, si trovano a giorni nostri in ben pochi uomini, ma o desiderio d'arricchirsi, o di acquistare un illustre cognazione, o

procacciarsi una possente protezione, o finalmente un mero capriccio, sono i più comuni fini di quelli che si maritano.

Il lusso smoderato introdottosi nelle nozze de' cittadini, e nella manutenzione delle donne maritate non è lieve impedimento ai matrimonii e molti che altrimenti arricchirebbono di util prole la società, per non esporre tanto essi che i figli alla miseria che dal soverchio ma indispensabile lusso ne verrebbe in conseguenza, non si maritano (dico indispensabile, perché non è possibile di resistere alle continue importunità d'una moglie che sembra in ciò autorizzata dal funesto esempio dell'altre), e questi son quelli che per sollevare il fisico tormento alla castità delle figlie, alla pudicizia delle altrui donne, tendendo reti ed insidie, cagionano poi l'universale corruzione. Se l'acquistar ricchezze è uno de' principali fini che si hanno in oggi ne' matrimonii, se le gravi spese che il matrimonio cagiona producono il celibato di molti, dunque, qualora le figlie porteranno al marito ricchezze e di che supplire alle gravi spese matrimoniali, si potrà con fondamento sperare una maggior quantità di matrimonii e per conseguenza una maggior popolazione. Degli altri inconvenienti che riguardano i costumi non ne parlo, perché sono troppo lontani dal mio assunto, appartengono essi alle leggi politiche, a leggi indirette, all'esempio de' più illustri e cose simili. Posti questi principii, in uno Stato monarchico, o si provvede dallo Stato a' nobih con un discreto assegnamento e si possono abolire le primogeniture, o lo Stato non può stabilire gli assegnamenti pubblici e converrà supplire con le primogeniture; ma queste, in primo luogo, non debbono essere che per i nobili; secondo, non debbono essere soverchiamente pingui; terzo, debbono essere sovra possessioni non soggette di sua natura a deperire; quarto, debbono essere determinate dalle leggi, in modo che sia chiaro l'ordine da servarsi nelle successioni. Nel resto poi la successione tra consanguinei sia perfettamente uguale, solo che, trovandosi in confronto il consanguineo con un cognato, quegli sia preferto acciocché si possano avere famiglie civili per sottentrare in luogo delle nobili che di quando in quando venissero ad estinguersi. Le leggi degli ordini militari cavallereschi, le quali esigono nobiltà materna, siano abolite, perché, se non provvede lo Stato alla decente manutenzione de' nobih, deve almeno a' medesimi, non solo lasciare, ma anzi procurare i mezzi per acquistare le discrete ricchezze; fra questi, il più onesto ed il più umano è il matrimonio, nel quale è molto più da cercarsi l'uniformità di genio che l'uguaglianza del grado, oltre di che, se i nobili contraono matrimonii con borghesi ricche e viceversa, si mantiene più facilmente buona corrispondenza ed amicizia fra le due classi, molto utile ed anzi

necessaria alla pubblica tranquillità, principal scopo d'un saggio legislatore. Regolate in questa guisa le successioni intestate, non vedo qual altra sorta di liti nascer possa, se non che o questione nella prova della prossimiorità di grado, o questioni nelle divisioni; ma queste sono liti inevitabili, alle quali non si può trovare altro spediente che di procurare colle leggi formolarie che siano quanto più presto spedite.

Capo Quinto.

Delle servitù.

Le servitù, che in tante sorti si vedono da' Romani divise e subdivise, io riduco per ciò che appartiene ad un legislatore a quattro specie: necessarie, utili, indifferenti e dannose, e queste possono essere tali, o relativamente al pubblico vantaggio, o relativamente ai particolari.

È pubblico interesse che siano colti i terreni, inaffiati i prati; dunque gli acquedotti sono servitù necessarie e per la stessa ragione sono servitù dannose tutte quelle che diminuiscono o pure impediscono l'agricoltura, tali sono le soverchie e tortuose strade, stradette e stradicciuole, i pascoli ne' terreni che o erano coltivati, o si possono comodamente ridurre a coltura.

Sono utili quelle servitù che tendono alla pulizia e bellezza delle città, come di non alzare sì fattamente un edifizio che vengano ad essere troppo oscurati gli altri, di non gettare in sito civile le immondizie; sono dannose quelle che sono contrarie alle pulizia della città o alla purità dell'aria, come sono le servitù affermative delle qui sopra annoverate e tante altre che non hanno proprio nome e che si possono immaginare.

Sono indifferenti quelle d'aver finestre a luce, non a prospetto, di ricevere o non ricevere il stillicidio, di soffrire l'appoggio d'una trave, d'una colonna e simili, delle quali pur anco moltissime si possono immaginare.

Le servitù dannose debbono essere dal legislatore indistintamente proibite, le necessarie o utili debbono essere prescritte, senza che gli uomini abbiano bisogno di patuirle; le sole indifferenti si possono al loro arbitrio lasciare.

La maggior parte delle liti in questa materia nasce dalle acque, ma per lo più la lite non cade sovra la servitù, ma sovra la proprietà dell'acqua o sovra la quantità; tratterò della proprietà nel capo de' diritti regali.

La quantità è cosa difficile a determinarsi, perché il maggior o minor declivio ed impeto dell'acqua, che è multiplicabile all'infinito, forma una quantità tale di possibili combinazioni che non lascia a' giudici regola certa per determinare il giudicio, perlocché sono tali liti longhe, dispendiose e difficili. Sin ora i mattematici e gl'idraulici non hanno potuto trovare ancora il modo di ridurre all'unità le combinazioni possibili e quel centro comune a tutti i punti opposti da cui possa risultare quella regola certa che si desidera; non ne bisogna però disperare, se questa scoperta riesce (intorno alla quale so che sublimi ingegni lavorano), sarà tolta una delle più ordinarie occasioni di liti. Se i principi che governano per cagione d'esempio la nostra Italia si unissero per ridurre tutti i fiumi in più canali e dirigerne così il corso in quel modo che si credesse più sicuro, penso che riuscirebbe molto più facile trovare quel centro comune, ma queste sono imprese delle quali non occorre lusingarsi; è troppo divisa l'Italia, i fiumi servono per lo più di termine divisorio ai confini e riunire tranquillamente gl'interessi di tante corti, perché combinassero in questo punto, quantunque a' sudditi utilissimo, non è cosa da potersi sperare; intanto però altro far non si può, cred'io, che regolare colla maggior possibile economia la tela giudiciaria e ne discorrerò nella seconda parte.

Finalmente da giureconsulti romani diconsi servitù l'usufrutto, l'uso, l'abitazione; ma, siccome questi secondo il mio sistema non si possono più stabilire in un contratto tra vivi, e molto meno in un atto d'ultima volontà, non credo di doverne trattare. Io non scrivo per i giuristi, ma per i legislatori.

Capo Sesto.

Delle consuetudini.

Le consuetudini secondo le leggi romane hanno forza di legge, anzi hanno la forza di derogare alla legge. Io distinguerei le consuetudini in tre classi; primo, quelle che sono in cose non provviste dalla legge; secondo, quelle che sono in cose lasciate dubbie dalla legge; terzo, quelle che sono direttamente contrarianti e che si pretendono derogatorie alla legge.

La prima classe, quantunque una buona legislazione debba fissare regole tali che non vi possa restare cosa che alle medesime ridur non si possa, tuttavia, qualora alcuna ve ne restasse e che in questa per un tacito consenso gli uomini si fossero tutti regolati in un certo determinato modo, difficilmente sarebbe per essere cattiva; il tacito uni-

versal consenso, secondo me, è argomento più sicuro della eccellenza della risoluzione che non sia l'espresso, perché questo, siccome dipende da un momento nel quale oltreché un oratore, un intrigante, un prepotente possono aver cagionato questo consenso espresso, non è poi tanto difficile che molti uomini cadano in un errore che, all'opposto, quando tutti per un lungo tratto di tempo hanno pensato uniformemente, se si erra ad altro non si deve attribuire che alla inevitabile e naturale umana imperfezione. Non saria però male che, allora quando è introdotto un tale uso che e per la qualità della cosa e per l'uniformità degli atti e per il lungo trascorso del tempo è capace d'aver forza di legge, si riducesse in scritti, affinché non si potesse più render dubbio pell'avvenire, che è il maggior inconveniente che derivar suole dalle consuetudini.

La seconda classe non ha tanto vantaggio quanto la prima, ma nulladimeno è rispettabile, perché quando la legge lascia un qualche dubbio è più facile che quelli li quali vissero ne' tempi più prossimi alla legislazione ne abbiano inteso il vero senso e postolo in esecuzione, onde, se per un longo tratto di tempo la legge è stata in un certo modo da tutti interpretata, fuorché si vedesse chiaramente pregiudiziale al pubblico vantaggio, una tale interpretazione si ha da seguire, ma questa parimenti si dovrebbe dai prudenti esaminare, indi con sovrana autorità ridurre in scritti e farsi pubblica.

La terza classe non conviene più a tempi nostri ed ecco per esempio uno di quei casi ne' quali è sensibile la differenza tra i tempi de' romani giureconsulti e i nostri. Era allora giustissima la legge, che ci ha tramandato Giuliano giureconsulto nella L. 32, paragrafo 1, *ff.*, *De legibus: inveterata consuetudo* – dic'egli – *pro lege non immerito custoditur, et hoc est ius quod dicitur moribus constitutum. Nam cum ipsae leges nulla alia ex causa nos teneant quam quod iudicio populi receptae sunt. Merito et ea quae sine ulla scripto populus probavit tenebunt omnes. Nam quid interest suffragio populus voluntatem suam declaret an rebus ipsis, et factis? quare rectissime etiam illud receptum est ut leges non solum suffragio legislatoris sed etiam tacito consensu omnium per desuetudinem abrogentur*[1]. La legge in quei tempi altro non era che una espressa volontà generale del popolo; chi può coll'espresso consenso può lo stesso col tacito, ma non è così a tempi nostri; il popolo ha commesso al principe il grande affare della legislazione ed in tal guisa si è sottomesso ad ubbidire alle sue

1. Cfr. D., I, 3, *De legibus senatusque consultis et longa consuetudine*, L. 32, paragrafo 1.

leggi, e però non ha più questa podestà di derogare con atti particolari ad una legge universale legittimamente promulgata; tutti gli atti contrarii alla legge, se non son fatti da chi può distruggere la legge, son nulli, sono viziosi e da più atti viziosi mai si potrà comporre una cosa legittima; s'aggiunga che in oggi si trovano in quasi tutta l'Europa riuniti nel principe (quando dico principe intendo ugualmente il monarca ed il consesso de' nobili, o il senato, o il magistrato aristocratico) i due poteri legislativo ed esecutivo, per la qual cosa qualunque atto contrario alla legge non solo è nullo, ma è delitto e però, se non è sommamente negligente o impotente, il principe sarà punito, onde il caso di consuetudine che possa derogare alla legge mi sembra che non possa succedere.

Capo Settimo.

Delle consuetudini ed usucapioni.

Nello stesso modo che la lunga consuetudine ha forza di legge universale, un lungo possesso tra i privati sembra che debba pur essere per essi una legge superiore ad ogni altro diritto. Egli è certo che il primo diritto di proprietà deve esser nato dal possesso; quando erano i beni comuni e la prima volta che un uomo coll'industria sua solcò il terreno comune, piantò la vigna, innestò gli alberi, per non veder colto dagli altri il frutto delle sue fatiche, avrà difeso colla forza il suo campo, e questo è quel diritto che chiamarono i romani giureconsulti il diritto del primo occupante. Dunque il possedere un terreno, cioè coltivarlo, egli è un fondato diritto per ritenerlo e per difendersi da chi ne volesse usurpare la proprietà. Ma, divisa alla fin fine in questo o in altri modi fra gli uomini la terra, questo diritto che supponeva per necessario antecedente un terreno che a nissuno appartenesse in particolare proprietà, si dovette per conseguenza estinguere ed il nudo possesso cessò d'essere un modo d'acquistare e ritenere le proprietà, in vece del quale sottentrarono gli altri modi, cioè i patti d'uomini liberi; dico d'uomini liberi, perché io son persuaso che la schiavitù, la tirannia, quantunque ingiustissima (che che ne dicano alcuni scrittori di gran nome, li quali forse per mera prudenza lo scrissero, persuasi nel secreto lor senso di tutto l'opposto), siccome è figlia della opprimente forza che alcuni chiamarono legge del più forte, così si vide nel mondo sin dal principio delle associazioni.

Dopo alcuni secoli si videro tra gli uomini tante liti nascenti dai patti antichi, ora rivocati, ora rinnovati, ed ora non osservati, o per

negligenze da una parte, o per soverchia malizia e prepotenza dall'altra, che non si poteva più da alcuno avere una fondata sicurezza di non essere un giorno molestato per le proprietà possedute. A questo gravissimo disordine gli attenti legislatori con nuova legge rimediarono e questa fu quella che chiamossi di preterizione e di usucapione, colla quale dalle ceneri riscosse l'antico diritto del possesso e si stabilì che quegli il quale avesse tranquillamente per un certo determinato tratto di tempo posseduta una qualche proprietà non potesse più essere da alcuno per qualunque titolo molestato; era egli pur giusto che si trovasse un modo col quale si assicurassero i dominii delle cose. Diconsi, prescrizione il possesso delle cose immobili, usucapione il possesso delle cose mobili.

L'ottima legge non durò gran tempo che la malizia degli uomini non rendesse necessaria una qualche mutazione. Profittavano gli empii dell'assenza d'un uomo, anche occupato in vantaggio della società, profittavano dell'impotenza e debolezza de' pupilli, de' minori, profittavano de' disordini che in tempo di guerra sono inevitabili per usurpare clandestinamente le altrui proprietà, le quali poscia, con un tal mezzo lungamente possedute, restavano in vigor della legge loro proprie; fu dunque necessario d'eccettuare i tempi di pupillare e minore età, di assenza *reipublicae causa*, di guerra, di peste ecc.; in somma si stabilì una eccezione che tutto comprende in poche parole i casi di questa natura.

Venuto agli uomini il fanatismo di essere per infiniti secoli dopo morte ubbiditi col mezzo delle sostituzioni e fedecommessi, dopo alcun tempo i chiamati a' medesimi, spogliati dai loro padri delle proprietà vincolate e ad essi spettanti, in virtù della suddetta eccezione revendicarono dai possessori i fondi vincolati, né a questi giovò l'averli per lungo tempo posseduti, perché i chiamati, non potendo agire prima che nascessero, non potevano soggiacere alla legge di prescrizione.

Vi si aggiunse ne' secoli più prossimi i feudi concessi alle famiglie per tutta la discendenza, di modo che l'eccezione si è talmente estesa che ora mai la legge di prescrizione è divenuta inutile.

Tolti, siccome ho detto di sopra, i fedecommessi e rimediato, come dirò in appresso, ai feudi, ripiglierebbe il suo vigore la legge di prescrizione; ma, siccome ella è un allettativo all'usurpazione, ha bisogno di essere rettificata e tutto consiste nella fissazione del tempo. Né 10, né 20, né 30 anni di tranquillo e non interrotto possesso bastar devono per la prescrizione delle cose immobili. Io vorrei che fosse centenaria, affinché, se mai ebbe principio da una usurpazione, sia trascorso poscia un tempo tale che basti a purgare il vizio; e perché, non potendo così

sperare gli uomini di mal talento di rendersi pendente lor vita col mezzo della usurpazione proprietarii, saranno più rari i casi d'ingiusta e maliziosa occupazione delle altrui possessioni. Nelle cose mobili poi, in vece che l'usucapione è ristretta al triennio, io l'estenderei al decennio, conciossiaché non posso persuadermi che tre anni di forse anco involontaria negligenza sia bastevole argomento dell'abbandono di quel mobile nel proprietario. Prolungato in tal guisa il tempo delle prescrizioni, io non ammetterei più eccezione veruna per qualsivoglia caso, perché egli è molto minor male che succeda una volta il danno d'un privato che indebolire con molte eccezioni le leggi state prudentemente combinate.

Capo Ottavo.

De' feudi.

Dell'origine de' feudi hanno scritto molti e sono assai pochi del medesimo parere: l'ignoranza e la barbarie di alcuni secoli non ha permesso che le storie di que' tempi ci fossero con chiarezza, anzi con sicurezza, tramandate. Tuttavia pressocché tutti in un punto convengono, vale a dire che i feudi nella loro origine fossero gratuiti benefizii, o sia doni de' principi ai loro aderenti in ricompensa della provata fedeltà. Erano questi benefizii per lo più temporarii, o sia vitahzii, si cominciarono poi ad estendere ai figliuoli e gradatamente giunsero ad essere perpetui in una qualche agnazione. Qualora però si dice che fossero gratuiti doni, egli non è già vero che tah fossero per tutti i riguardi, mentre l'investitura di una baronìa, contea o marchesato era un contratto reciproco, innominato *do ut facias*, nel quale, in senso mio, era maggiore il correspettivo a favore del principe donante. Questi donava un fondo, una subalterna giurisdizione, un titolo; il vassallo giurava fedeltà al principe donante ed in virtù di questo giuramento obbligavasi a servirlo personalmente in guerra (che era in que' tempi frequente) e somministrargli altri aiuti. Per questo de' feudi non erano le femmine capaci. Rallentatosi poscia il furor marziale e non credendo più i principi che fosse il giuramento di fedeltà sufficiente correspettivo del beneficio, cominciarono ad esigerne in contanti il supplemento e la cosa è giunta in oggi al segno che non esiste quasi più feudo donato, ma sono tutti venduti, anzi a molto più caro prezzo che le possessioni allodiali; e ciò non ostante continuano a ritenere la natura retta degli antichi feudi ed a ritornare al principe, estinta la discendenza del primo investito. Il correspettivo con cui si coloriscono questi contratti è il titolo di nobiltà che, va congiunto col vassallaggio, ed alcune

prerogative di superiorità, le quali, per altro ben analizzate, a un puro fumo si riducono. L'incapacità delle femmine, che in principio era giusta perché fondata sulla impotenza nelle medesime di adempire personalmente all'obbligo del vassallo continua tuttora, quantunque l'obbligo personale siasi convertito in un pecuniario censo, che, pendente la guerra, si paga dai vassalli e che le femmine possono non meno che i maschi pagare: se questo correspettivo sia egli sufficiente lo giudichino i giuristi disinteressati.

Ne' già citati secoli di cieca ignoranza, avendo la mal ragionata divozione innalzati al principato alcuni ecclesiastici, questi seguitarono l'esempio degli altri principi ed ebbero vassalli, ma il loro mal sicuro dominio fu cagione che non pensarono mai a rendere venali i benefizii ed il grado di nobiltà.

Questo nuovo modo di proprietà, siccome fu puro effetto del militare despotismo non ebbe altre leggi che i patti dell'investitura non sempre nello stesso modo interpretati, ma giusta le circostanze de' tempi sanamente o strettamente giudicati, a segno che non di rado a' nostri tempi dai regalisti si restringono sì fattamente le significazioni delle clausole che quasi si annullano, secondo gli usi di ciaschedun paese, li quali, e per essere varii, e per non essere sempre costanti, rendono incerta la giurisprudenza feudale, e per conseguenza arbitraria ne' magistrati. L'interesse pel privato patrimonio del principe, che pell'ordinario va sempre congiunto nelle liti feudali (giudicate, come dissi, da' magistrati, che senza certa legge, secondo il loro arbitrario modo di pensare decidono delle sostanze de' vassalli), non può a meno che di far nascere un sospetto di parzialità in chi ha perduta la lite.

Questi usi in Lombardia assieme ad alcuni editti imperiali furono da private persone raccolti, anzi in parte scritti in forma di lettere famigliari e quindi a poco a poco dai governi autorizzati ed incorporati al codice di Giustiniano, ma queste leggi di nuova ed inusitata foggia sono quelle appunto che rendono sempre più arbitraria la giurisprudenza feudale per più motivi: primo, perché parlano esse degli usi di que' tempi, cioè quando erano gratuiti i benefizii, quando i servizii de' vassalli erano personali, quando erano molto diversi i sistemi de' governi in Europa; cose tutte che, avendo presso che interamente cangiato a' giorni nostri, esigono leggi diverse, diversa giurisprudenza. Secondo, perché parlano alla fin fine de' soli usi longobardi ed in Europa quanti feudi non vi sono che hanno niente di comune colle consuetudini longobarde e sono anco più antichi de' feudi longobardi? Si riccorre allora agli oscuri testi di que' barbari secoli, ne' quali, sepolti

gli uomini nella più profonda ignoranza, ebbero leggi non meno stravaganti del loro modo di pensare; per spiegarle e poterle a' casi presenti applicare si cercano argomenti nella incertissima e tronca istoria delle nazioni anzidette ed in vece di schiarire i dubbii, si viene a comporre un ammasso informe di sofismi e d'errori, in mezzo ai quali il più onesto giudice non ha miglior partito che d'uniformarsi al barbaro antico uso e rimettere al caso il suo giudicio. Ecco il disordine da cui nascono per i feudi tante e si dispendiose liti. L'ingiustizia poi della reversibilità de' medesimi al principe, estinta la discendenza del vassallo, massimamente qualora siano (come sono quasi tutti in oggi) a carissimo prezzo venduti, l'ho già dimostrata di sopra; or non resta che a parlare del rimedio.

I feudi sono, non solo inutilissimi, ma anzi perniciosi in tutt'i governi, eccetto il solo monarchico. In questo, siccome è necessaria la classe de' nobili e che secondo la comune opinione la nobiltà si vuole ereditaria ed agnatizia, così per distintivo a questa classe si sono creduti utili i feudi: posto questo principio, io dico potersi distinguere ne' feudi il titolo e le prerogative personali de' vassalli dalle rendite feudali [c]. Queste sono simili alle rendite allodiali e per conseguenza non hanno la menoma influenza al fine per il quale si considerano necessarii i feudi, per conseguenza si possono rimettere nel privato commercio delle proprietà e liberare dall'ingiusto peso di reversibilità. Fra le rendite feudali vi sono i diritti regali, che si dicono minori, e di questi ne parlerò nel capo seguente. Il titolo e le prerogative personali sono cose eccellenti: il titolo per distinguere i nobili e le prerogative per dare una gradazione tra il trono ed il popolo, la quale venga a formare forte anello che tenga legati i due estremi della social catena; così il principe per mezzo de' nobili otterrà dal popolo ogni cosa e questo per mezzo de' nobih potrà al principe rappresentare i suoi bisogni. Per ciò che concerne l'amministrazione della giustizia, ella non deve appartenere di diritto a' nobili, ma debbono questi invigilare, acciò ch'ella sia bene amministrata ed ove si seguano abusi, quelli rappresentare o al principe o ai magistrati. In questo stato di cose i feudi devono ritenere l'antica natura di retti e proprii, cioè mascolini e reversibili alla corona, estinta la linea del primo investito, ma devono altresì essere gratuiti e non venduti al miglior offerente. Estinta una linea nobile, siccome è interesse dello Stato che sottentri un altro nella

c. Secondo me, non è abbastanza dimostrato che siano assolutamente necessarii i fondi per distinguere i nobili.

classe de' nobili, al solo merito si deve dal principe accordare il feudo recentemente devolutosi: saranno così, io penso, finite le liti e i disordini che abbiamo sin qui accennati.

Capo Nono.

Dei diritti regali.

I diritti che si chiamano regali si sogliono distinguere in regali maggiori e minori; quelli sono, per esempio, la giurisdizione suprema che i giuristi chiamano *ius vitae et naecis*, il diritto di batter moneta, d'imporre gabelle ecc. I minori sono, per esempio, il diritto di subalterna giurisdizione di esigere pedaggio, di proibir caccie, pesche, la bonalità delle acque, degli edifizii sulle medesime e simili. Se tutt' i diritti regali detti maggiori sieno veramente annessi alla dignità regia e lo sieno, come alcuni pretendono, senza limitazione alcuna, non voglio io qui trattare, perché egli è lontano dal mio assonto; solo dirò di passaggio che questi diritti non sono altro che il modo d'esigere dai sudditi quanto può essere necessario pella manutenzione e difesa della società, unico giusto fondamento di qualunque imposto; per conseguenza questi diritti non si possono dire immediatamente annessi alla dignità regia. I saggi principi si ricordano di questo principio e si guardano da que' finanzieri i quah considerano lo Stato come una masseria che appartenga in proprietà al principe, e però consigliano d'imporre liberamente nuove gabelle, senza riflettere al loro legittimo fine. Soggiungo ancora che le gabelle interne non mi sembrano il modo più dolce e più vantaggioso di esigere dai sudditi il bisognevole per lo Stato. La prova di questa proposizione esigerebbe una troppo lunga digressione e però stimo di tralasciarla; tuttavia, se avrò ozio maggiore, esporrò a questo proposito in altro luogo le mie riflessioni[1].

I diritti regali minori sogliono essere o annessi ai feudi o dal principe per diploma accordati (in oggi però sempre a caro prezzo venduti) alle persone nobili. Di questi diritti alcuni hanno un correspettivo, altri sono meramente diritti di superiorità e di capriccio. Appartengono alla prima specie il pedaggio stabilito a favore di chi ha a suo peso la manutenzione d'un ponte, della strada, della navicella per tragitto del fiume e che si paga da' passaggieri, perché son quelli che ne sentono il vantaggio. Il fitto che si paga per aver acqua ad inaffiare i prati a

1. Cfr. il *Discorso sopra le imposizioni in uno Stato monarchico*, qui alle pp. 153-167.

chi ha fatta la spesa dell'acquedotto ed è incaricato della manutenzione. Ciò che si paga dai particolari per far macinare il grano a chi ha fatta la spesa del mulino ed è incaricato di mantenerlo in buon stato e simili altri, ne' quali può esservi bensì abuso nella quantità forse esorbitante in ciò che si esige, ma nella sostanza il diritto è giusto, perché correspettivo, ed è necessario, perché essendo tutte cose utili al pubblico è necessario allettare i ricchi ad intraprendere spese utili alla società. Appartengono alla seconda specie il diritto di proibire caccia e pesca, il pedaggio a favore di chi non ha carico di spesa alcuna, le decime e simili: questi a me sembrano, non solo inutili, ma dannosi alla società; primo, perché servono d'aggravio ai particolari e singolarmente agh agricoltori, che costituiscono il nerbo essenziale delle forze e delle vere ricchezze dello Stato; secondo, perché nella sostanza sono ingiusti, non hanno titolo alcuno, né correspettivo; terzo finalmente, servono di frequente occasione alle liti, e per conseguenza di inimicizie tra l'una classe e l'altra di persone.

Il maggior male poi egli è che questi diritti si chiamino regali e che realmente derivino dal principe, cioè che siano da esso venduti e siano come i feudi reversibili estinta la linea; qualora per mera ipotesi si supponesse utile che tali diritti non si potessero avere se non se con regia autorità, dovrebbero almeno essere gratuitamente conceduti per giusti motivi, non per capriccio.

PARTE SECONDA

Delle leggi formularie.

Capo Primo.

Delle persone dalle quali può essere cagionata o l'ingiustizia, o la soverchia continuazione d'una lite.

Il fine delle leggi formularie altro non è, come dissi in principio, che di procurare la più pronta discussione de' dubbii e spedizione delle liti; questo fine deve però essere combinato in modo che non vengano a trovarsi queste leggi in contraddizione col fine delle leggi principali, le quali tendono ad assicurare ad ogni proprietario la tranquilla possessione del suo e così, se per rendere più pronta la spedizione delle liti si venissero ad esporre gli uomini a soffrire inconsiderati e per conseguenza facilmente ingiusti giudicati, sarebbe, secondo me, il mag-

giore de' difetti possibili, mentre egli è molto men male ottenere un po' tarda, ma retta giustizia, che essere presto spogliato del suo con una speditiva ingiustizia.

Da due classi di persone può nascere e l'ingiustizia e la soverchia continuazione di una lite: dai giudici o dalle parti litiganti, e fra queste è duopo distinguere la malizia delle persone litiganti da quella de' loro consultori.

Quanto all'ingiustizia nei giudici, ho già dato un qualche tocco in principio e qui debbo aggiungere che un giudice, il quale commette una manifesta ingiustizia, deve essere castigato con pena pecuniaria applicabile alla parte danneggiata, oltre al risarcimento d'ogni danno, e colla privazione della carica; e perché non siano poi le parti litiganti troppo facili ad accusare d'ingiustizia il loro giudice, è duopo stabilire per il vero calunniatore la pena del taglione; per chi ebbe troppo leggiero motivo di accusare le spese del processo, per chi poi ebbe sufficiente fondamento, quantunque non vinca, non può esser giusta alcuna pena.

L'incuria de' giudici nella spedizione delle cause si può castigare con pena pecuniaria, per esempio, colla perdita d'una parte del loro assegnamento applicabile alla parte che dalla dilazione viene a soffrir danno; affine però di poter stabilire questa pena, convien prima fissare il tempo, entro del quale un giudice debba spedire la causa e fissare parimenti questo tempo relativamente al numero e qualità delle cause ch'egli avrà a spedire; in somma nel fissare quest'incuria è necessario bilanciare la legge in modo che si ottenga il fine senza restringere di troppo i giudici, talché siano poi costretti ad essere per la fretta negligenti.

Qualora siano le leggi civili reah ben combinate, si eviterà il disordine pur troppo assai comune, in virtù del quale difficilmente in oggi si può dir temeraria una lite; ciò posto, la pena del risarcimento d'ogni spesa e d'ogni danno, e secondo i casi anche d'una emenda sempre applicabile alla parte danneggiata, penso che esser possa un sufficiente freno per coloro che o per desiderio di mover liti, o per animo avverso e maligno disturbano la quiete d'un cittadino; così l'ingiustizia nella parte litigante, se non assolutamente prevenuta, sarà almeno castigata in modo che quegli il quale l'ha sofferta non se ne potrà dolere.

La continuazione delle liti nasce, secondo me, da quella pietà che fece stabilire le persone destinate al patrocinatore delle medesime; queste persone rispondono alle interrogazioni della parte avversa in vece del loro cliente, lo che, in appresso come vedremo, sostanzialmente si riduce, o a ritenere ciò che appartiene ad altri, o a spogliare

ingiustamente del suo il possessore. Io su questo proposito così ragiono. Per ricavare da un reo la verità s'interroga egli dal giudice e deve personalmente rispondere, anzi non se gli permette colloquio alcuno insino a che sia compìto il processo; di più, se, questo compìto, è ancor dubbio il reato, ma con sufficiente sospetto si tenta di estorquire con i tormenti dall'accusato la confessione, sarà dunque permesso agli uomini il mentire per conservare ciò che ingiustamente possedono, o per spogliare altrui del suo, e non sarà lecito mentire per salvar da ignominiosi tormenti la vita? Questo assurdo mi sembra così evidente che non abbia bisogno di maggiori argomenti. È vero che l'ingiustizia della tortura è già chiaramente dimostrata, ma resta ancora l'obbligo di rispondere personalmente agl'interrogatorii e senza potersi con altri consigliare. Io dico che se questo è giusto nelle cause penali egl'è a più forte ragione giusto per le liti civili, mentre sarà men male, secondo me, che una volta un reo eviti forse la pena meritata che di esporre un innocente ad essere punito, ma nelle cause civili all'opposto dico ch'egli è men male che succeda una volta un'ingiustizia che lasciare aperta una strada alle liti ed alle ingiustizie istesse. Oltre della quale cosa io non vedo assolutamente per qual ragione s'abbia da rispondere per interprete. Qualora una parte interroga l'altra si tratta sempre di cose di fatto; ciò posto, o la parte interrogata lo ignora, e può ella medesima rispondere che lo ignora, ovvero ne è informata, e dimando per qual ragione non potrà la parte medesima narrarlo tal quale ella lo sa. Per dire la verità non è necessario né interprete, né consultore. Il fatto adunque le parti fra esse ed alla presenza del giudice lo chiariscano. In ciò che concerne poi i dubbii, i quali nascer possano o dalla applicazione delle leggi a quel caso, o dalla dubbietà delle prove, i consultori e patrocinanti con chiarezza (non con arte per ingannare) disputino la causa de' loro clienti. Ella è cosa giusta.

L'ingiustizia de' consultori consiste in una cosa sola, cioè nell'intraprendere o sostenere una lite chiaramente ingiusta. Questo disordine può nascere, o da crassa ignoranza, o da vile desiderio di guadagno. Da qualunque delle due provenga, qualora venissero i consultori ad esserne puniti con dover del proprio risarcire le parti danneggiate, io mi lusingo che sarebbe in gran parte rimediato al disordine. L'ignorante sarebbe presto avvisato della sua incapacità, la quale merita una pena, conciossiaché non deve un uomo esporsi a recar danno agl'altri uomini coll'ignoranza sua ed il vile desiderio di guadagno non solo sarebbe punito, ma credo che servirebbe forse anco di rimedio al vizio, poiché non potrebbero a meno coloro che ne sono infetti di considerare che questo metodo, in vece di condurli al fine, gli allontana maggiormente.

La soverchia continuazione delle liti nasce, secondo me, dall'inutile duplicazione de' consultori. In quasi tutta l'Europa vi sono per ogni causa un procuratore e almeno un avvocato; se questo procuratore è destinato alla formazione degli atti, mi sembra che qualunque segretario lo può fare; se questo procuratore è destinato a custodire le carte, la parte istessa, o l'avvocato lo possono fare ugualmente; se è destinato a portar le carte or qua or la, un servo lo può fare; se è destinato a consultare, questo lo può, anzi lo dee far meglio l'avvocato. Dunque, che necessità d'aver questa classe di persone, la quale realmente non serve che a cagionare ai litiganti maggior spesa e rendere le liti più lunghe, poiché, se per la stessa cosa s'hanno a consultare più persone, vi vuol sempre maggior tempo?

Capo Secondo.

Delle prove.

Ben combinato una volta il codice delle leggi civili reali la maggior parte delle liti consisterà nella questione sulle prove del fatto. Queste adunque fa di mestieri fissare con leggi certe. Non a tutti i governi, non a tutti gli Stati sono adattabili in questo genere gl'istessi principii. In un governo misto d'aristocrazia e di democrazia, dove la virtù dev'essere la base di un tal governo, in una nazione commerciante, nella quale deve regnar la buona fede non si debbono stabilire rigori di prove, bensì gravi pene contro chi dell'altrui buona fede approfittandosi commettesse inganno in alcun contratto. In un governo monarchico all'opposto non sono inutili i rigori nelle prove, perché in questo governo la passione di gloria più di quella di patriottismo e delle sociali virtù s'ha da coltivare; e siccome il monarca è come il sole il quale comunica maggior luce agl'altri corpi in proporzione che al medesimo più s'accostano, dal che ne viene che sono eglino altrettanti astri relativamente ai più lontani, così tutti tendono ad accostarsi al sole. Questa forza attrattiva pone tutti gl'uomini in uno stato continuamente violento e fa che tutti più o meno adoprano l'arte per accrescere le naturali forze, epperò in un governo monarchico si vedranno sovente in un uomo la passione di gloria mista con molti e perniziosi vizii. In uno Stato composto d'agricoltori non è meno necessario il rigore, perché la rustica e disagiata vita degli agricoltori loro ispira una tal quale ferocia ed insieme il desiderio d'arricchirsi per procurarsi un qualche comodo. Quindi è che questi, per quanto possono, ingannano gli abitatori delle città e ville, i quah non possono

a meno d'essere sovente la vittima delle astuzie de' rustici e per lo contrario gli abitatori delle città, persuasi di questa verità, cercano di compensarsi con altri inganni civili, ne' quali inciampano facilmente gl'inesperti ed ignoranti rustici. Quando dico che il rigore delle prove è utile o necessario, io intendo di un rigore ben combinato, dal quale risulti una chiarezza e non una confusione colla quale si dia campo a maggiori e più sottili inganni. Questa legge sia non solo siccome le altre legittimamente promulgata, ma di più sia tutti gl'anni ripromulgata, acciocché non si possano da alcuno ignorare le cautele dalla legge prescritte per la validità de' contratti, che sono il principal capo per cui questa legge è tanto necessaria.

Capo Terzo.

Delle formole intorno alle liti col fisco.

Ho promesso di dire alcuna cosa intorno alla formola colla quale soglionsi trattare le liti col fisco e questo, quantunque possa al primo aspetto dispiacere ai principi, perché sembra che si voglia intaccare ciò che interessa il particolare loro patrimonio, tuttavia io spero che, essendo eglino illuminati, faranno un esame imparziale sovra di ciò che son per dire e resteranno quindi persuasi della buona mia intenzione, la quale è sicuramente di esporre le mie riflessioni solo perché le credo a' medesimi vantaggiose, e non già per spargere proposizioni e divulgar principii dannosi ai veri loro interessi.

Il nome di fisco, quantunque si usi per significare una persona assolutamente necessaria, è divenuto ormai così odioso che generalmente si vorrebbe la suppressione di questa carica. Questo disordine nasce da varie cause; primo, perché al fisco appartengono gli atti di giustizia odiosa, o sia non succede quasi mai che il fisco faccia un atto grazioso, onde colui che ha lite col fisco non può che temere; la maggior fortuna ch'egli abbia a sperare è di riportare il minor danno. Secondo, perché alcuni ignoranti ministri con false e perniciose massime hanno stabiliti abusi tali a favore del fisco che in alcuni luoghi si può dire ch'egh sia non qual esser deve: *Pater veritatis atque iustitiae*, ma *fons persecutionum et iniustitiae*. Per ovviare alla prima causa si potrebbero unire alla carica del fisco quegli atti di giustizia graziosa che occorressero a farsi. Per andare all'incontro alla seconda convien ristabilire quel celebre detto: *sub principe bono mala fisci causa*, vale a dire che nel dubbio ed in ciò che può essere arbitrario (come sarebbero moratorie e simili cose) debbano i giudici essere sempre favorevoli

alla parte che litiga col fisco; che questi nella tela giudiciaria sia anzi con maggior rigore soggetto alle istesse formole che sono per i particolari stabilite, né sia permesso, per esempio, al fisco, sotto pretesto di moltiplicità d'affari, il prolungare la spedizione d'una causa o ritardare la risposta e cose simili. Non abbia, non solo in sostanza, ma nemmeno in apparenza, un'ombra di vantaggio nell'armi sulla parte contraria. Così quell'uso oramai universale di permettere a chi fa le parti del fisco di sedere coi giudici, anche nel tempo che è proibito ad ogni altro l'ingresso nella lor sala, di assistere quando ciascheduno proferisce il suo voto, mi sembra poco decente alla maestà d'un monarca. A questo aggiungo un'altra riflessione e dico: o ricava il principe da questa assistenza un vantaggio ed è un'ingiustizia (che io non suppongo), o non ricava vantaggio alcuno e soggiungo: perché dunque senza alcun vantaggio vuol egli lasciare aperta la strada ad un fondato sospetto di prepotenza in chi ha perduta la sua causa? Oltre di che egli è indubitato che questa persona, la quale sente tutt' i voti, ne farà di quando in quando la narrazione al principe, il quale alla fin fine è uomo. Quegli che narra, forse anco per privati fini, può dare alle cose un colore da cui risulti un aspetto pregiudiziale a un giudice, e questo non è un freno, ma un timore che si mette ai giudici, ed è, secondo me, troppo tentare la loro onoratezza ed integrità. Mi si dirà che ugualmente se volesse il principe potrebbe interrogare i giudici e sapere da ciascheduno d'essi il loro voto; ma a questo rispondo: primo, che la cosa non potrebbe succedere così sovente, anzi non sarebbe che in qualche caso di molta importanza; secondo, che in ogni caso il giudice che risponde egli medesimo può render ragione del suo operato e persuadere il principe, che all'opposto un terzo, il quale, o perché aveva impegno in quella lite, o perché non è amico di quel tal membro del magistrato, può dare cattivo aspetto all'affare e cagionare una sinistra impressione; terzo, dico che il principe farebbe male anch'egli ad interrogare i giudici e voler che li medesimi solo in suo vantaggio svelino il secreto che per tutti gli altri è loro raccomandato.

I privilegii del fisco con rivoltanti ed inumane espressioni contenuti nel codice giustinianeo erano l'effetto del barbaro dispotismo di que' tempi, ma non convengono ad un governo moderato, regolato dalle leggi, ad un secolo illuminato e nel quale le virtù morali e sociali quasi dalle ceneri risorte cominciano ad essere praticate in Europa. Come è mai possibile di sentirsi a dire il fisco è un pupillo, un minore e deve gioire degl'istessi privilegii che per supplire alla debolezza di questi hanno saggiamente stabilito i legislatori? Queste proposizioni feriscono

un orecchio delicato ed avvezzo alla sana filosofia: un sì barbuto pupillo è troppo pesante agli uomini i più accorti. Quale idea può mai destare negli uomini il vedere che il fisco s'impadronisce della cosa litigiosa e costringe i particolari alla rigorosa e difficil prova che dar si deve da uno che agisce contro il possessore di buona fede? Quale affetto può avere verso il suo principe il suddito che dà un'occhiata alle leggi contenute nel codice giustinianeo sotto il titolo *De' quadriennali praescriptione* [1], vedere che *bene a Zenone divae memoriae*, fu stabihto *decet imperatoriam maiestatem*, non restituire ciò che appartiene ad un suddito, se per sua disgrazia pendenti quattro anni non ha saputo o non ha potuto riclamare; anzi, se la cosa è già passata ad altre mani, ch'egli ne possa solo sperare il prezzo? Se i principi seriamente riflettessero all'ingiustizia così evidente di simili leggi, io sono persuasissimo che non ne esisterebbe pur una, anzi ne sarebbe dannata la memoria. Ma la bassa adulazione ed il vile interesse di alcuni cortigiani e ministri tiene bendati gli occhi de' più saggi e più umani principi, talché non possono eglino vedere sì fatte verità, e questi nimici de' veri loro vantaggi gli attorniano in tal guisa che i gemiti degli oppressi dai favoriti prepotenti, i lamenti de' miseri spogliati dal fisco non arrivano fino al trono e allora s'avvedono i principi de' gravi disordini, quando giunti all'estremo i mali, o da straniera forza vinti, o da interni tumulti agitati, squarciato alla fin fine l'opaco velo ch'ebbero per l'addietro innanzi agli occhi, son costretti ad aprirli.

Così cadde il vasto impero d'Oriente, mutossi così la forma del governo brittanno e a' giorni nostri non avrebbero avuti tanti seguaci e compagni gli illustri perturbatori della pubblica quiete, se non avessero potuto attribuire agli innocenti principi i sensibili disordini cagionati da' loro ministri.

1. Cfr. C., VII, 37, *De quadriennii praescriptione*, paragrafo 3.

IV.

IL FILOSOFO CRISTIANO ALLI DEISTI MATERIALISTI E SPIRITI FORTI

(1767)

IL FILOSOFO CRISTIANO ALLI DEISTI MATERIALISTI E SPIRITI FORTI[1]

Non vi è cosa più interessante per l'uomo che la religione e non vi è cosa altresì alla quale meno si pensi dagl'uomini. La maggior parte impiega i suoi talenti ed i suoi lumi in cose di poca o nessuna sostanza, alcuni scordano se stessi per pensare agl'altri, ossia ai vantaggi della società, del commercio, dell'agricoltura ecc. Alcuni pochi, aplicati alla filosofia, fanno intorno la religione qualche seria riflessione, ma purtroppo o dai pregiudizi della educazione o dalle seducenti altrui autorità prevenuti, molti di questi si lasciano persuadere dai sofismi e sfugge alle menti altronde le più illuminate il vero sillogismo.

Io, persuaso dell'importanza di questo punto, persuaso che il talento ed i lumi dati da Dio non erano dati invano e persuaso finalmente che la vera religione doveva avere dei segni ai quali si potesse riconoscere, nato per la Dio grazia cattolico, ho cercato di rendere raggionata la mia credenza. Non già d'investigare i misteri della divinità e voler conoscere le cose che sono di tanto superiori all'umano intelletto, ma bensì di persuadermi dei giusti motivi per credere cose che non si possono concepire.

Il desiderio di giovare al prossimo è tale in me che mi ha fatto superare i pericoli e i disgusti ai quali si espone chiunque scrive per illuminare altrui questa parte così essenziale; non credo di doverla tener nascosta ed a nessuno posso meglio, cred'io, indirizzarla che a voi filosofi, nei quali suppongo il vero fine filosofico che è di cercare la verità.

Indice de' capi.

Capo 1. L'esistenza dell'ente supremo provata con argomenti filosofici.
Capo 2. Data l'esistenza dell'ente supremo, essere necessaria l'esistenza dei premi e delle pene nell'altra vita.
Capo 3. Data l'esistenza dell'ente supremo e di premio e pena nell'altra vita, venirne in conseguenza l'immortalità dell'anima.

1. Inedito.

Capo 4. Dato quanto sovra, essere necessario un culto all'ente supremo, e per conseguenza qualche precetto di religione.

Capo 5. Che gl'uomini sono incapaci di dare precetti di vera religione, per ciò essi devono derivare dall'ente supremo.

Capo 6. Che le opere dell'ente supremo che noi vediamo ci dimostrano quanto esso sia possente, ed insieme quanto sia limitata la mente umana.

Capo 7. Che, dato quanto sovra, non vi può essere cosa incredibile in materia di religione e tutta la difficoltà si deve ridurre alla prova che sia rivelata dall'ente supremo, ossia che esso voglia che gl'uomini la credino.

Capo 8. Che la vera religione, dovendo derivare dall'ente supremo ed avendola questo indubitantemente data agl'uomini, essa deve avere dei segni infallibili ai quali possano gl'uomini riconoscerla dalle false religioni.

Capo 9. Esame dei falsi culti dell'idolatria, del culto maometano, del culto cinese e dell'ebraismo.

Capo 10. Esame della religione dei Calmuchi.

Capo 11. Confronto di tutti questi falsi culti e religioni colla religione cristiana.

Capo 12. Che, secondo le regole di buona logica, qualunque filosofo, e per conseguenza qualunque uomo, deve abracciare la religione cristiana.

V.

DISCORSO SOPRA LE IMPOSIZIONI IN UNO STATO MONARCHICO

(1767)

DISCORSO SOPRA LE IMPOSIZIONI IN UNO STATO MONARCHICO [1]

> Ce n'est point à ce que le peuple peut donner qu'il faut mesurer les revenus publics, mais à ce qu'il doit donner.
> MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, livre 13, chapitre I.

Molti sublimi ingegni in questo secolo si sono adoperati in vantaggio della umanità ed hanno trattato di cose importantissime; la materia degl'imposti è stata da pochi trattata e con esito infelice sin ora. Ella è una cosa che interessa direttamente l'erario de' principi e, sebbene questi s'addattassero facilmente a que' dolci modi che sono atti a render felici i sudditi, ed in conseguenza a far essi più potenti, nulladimeno un grande ostacolo s'incontrerebbe sempre in quella moltitudine di nemici dell'uman genere, i quali, parte per ignoranza, parte per ragione del loro privato interesse, non solo si opporranno sempre alle più saggie provvidenze intorno agl'imposti, ma perseguiteranno ancora i filosofi e politici di buon senso che dall'oscuro loro gabinetto gettano di quando in quando la luce della verità e, la causa dell'umanità prottegendo, combattono quegl'errori che, pur troppo irruginiti ed autorizati dalla tirannia per molti secoli tranquillamente esercitata, sono più difficili a distruggersi. Queste prevenzioni hanno forse intimoriti i più sublimi filosofi, perché cotesti, saggiamente riflettendo, cercano la felicità della vita nella privazione de' dolori più che nell'aquisto de' piaceri, massimamente quando si trovano di quelli che sono tali unicamente per effetto della immaginazione. Io però che ho la sorte di trovarmi ora in un luogo dove governa un principe [2] non mai abbastanza commendato per i suoi lumi e per la sua clemenza,

1. Pubblicato da E. DULIO, *Un illuminista piemontese, il conte D. F. Vasco. Con documenti inediti*, Torino, 1928, pp. 32-43.

2. Carlo Emanuele III, re di Sardegna dal 1730 al 1773.

principe che tutto vede cogl'ochi proprii e per conseguenza non è soggetto ad essere dall'altrui ignoranza o malizia sorpreso, posso con sicurezza esporre quelle poche osservazioni che sulla materia degl'imposti mi son nate e dalla riflessione e dalla sperienza. Felice me, se sieno tali che possano contribuire a rendere fortunati i sudditi ed a recare ai principi gloria e vantaggio.

Siccome nelle cose metafisiche difficilmente si trova la verità, quallora si trascurino i principii e le proposizioni antecedenti dalle quali essa deve derivare, così nelle cose politiche difficil cosa sarà l'immaginare una saggia ed utile provvidenza, ogni qualvolta non s'incominci dai suoi veri principii. Ora nella materia d'imposti non è egli vero, come lo suppongono i finanzieri, che abbia il principe indeterminato il diritto di esiggere dai sudditi gl'imposti: cotesto diritto è un derivato del tacito patto sociale. Gl'uomini riuniti in società hanno ceduta una parte della libertà naturale per aquistare la civile, che consiste nella sicurezza loro tanto interna che esterna, cioè tanto relativamente a ciaschedun individuo della società quanto di tutta la società per raporto all'altre associazioni che a questa recassero disturbo; riunendo gl'uomini in un solo che chiamasi principe tutta la podestà, ossia cedendo a questo tutte quelle picciole porzioni di libertà, da ciascheduno già cedute alla società, lo fecero essi perché il principe s'incaricasse di proteggerli ed assicurar loro la libertà civile dianzi detta, senza di che sarebbe nullo il contratto, conciosiaché mancante di correspetivo. Il principe che ha assunto un tale incarrico da sé solo niente potrebbe operare, epperò gl'uomini associati s'intendono per necessaria conseguenza obligati a contribuire, tanto colle loro persone che colle sostanze, affine di somministrare al principe i mezzi necessarii per ben governare. Ecco ciò che costituisce il diritto degl'imposti.

Nello stato presente dell'Europa le contribuzioni in contanti sono indispensabili, epperò il principe ha diritto d'esiggere dai sudditi tutto ciò che è necessario per la salute sì interna che esterna dello Stato ed insieme ciò che è bisognevole per la decorosa e proporzionata sua manutenzione; tutto il di più che un principe esigesse sarebbe ingiusto e sarebbe una violazione del patto sociale.

Da questa dimostrata verità si scorge quanto siano lontani dai veri principii tutti que' semi politici che nel regolare le imposizioni cercano solo quanto possa, e non quanto debba, il suddito pagare; quelli che ardiscono avanzare che gl'imposti ecessivi sono utili perché impoveriscono i sudditi, quasi che la forzata miseria li renda più industriosi (cosa falsissima, come riflette il celebre pressidente di Montesquieu,

Esprit des lois, libro XIII, capo 2) [1] e simili altre politiche eresie, delle quali hanno pieno il capo i finanzieri.

Qualora dissi che il principe ha diritto d'esiggere tutto ciò che è necessario per la sicurezza e felicità sì interna che esterna dello Stato, non ho inteso di comprendervi que' bisogni immaginarii derivati unicamente dalle passioni e debolezze di chi governa; tali sono per esempio l'illusione di un progetto straordinario, l'epidemica malattia di una falsa gloria e di quel titolo d'eroe ingiustamente prodigato dagl'adulatori e dai poeti ai fortunati flagelli dei miseri mortali [a]. Per bisogni dello Stato io intendo ciò che è assolutamente necessario per la diffesa della società relativamente alle altre, lo che non consiste già tutto nell'armi; la sperienza ci convince che i maneggi di un gabinetto illuminato vagliono per l'ordinario assai più che una formidabile armata. Intendo ciò che è necessario per l'amministrazione della giustizia e per tutte le altre parti dalle quali dipende la publica felicità. Intendo altresì una certa somma, che, ad imitazione di un diligente padre di famiglia, deve avere lo Stato, ossia il principe per esso, per i casi straordinarii che possono succedere, affine di non essere esposti a miseria, a fallimenti ed affine d'essere in grado d'intraprendere, bisognando, qualche grand'opera in publico vantaggio.

Non appartiene ai sudditi l'esaminare con effetto se gl'imposti siano o no eccedenti, poiché, avendo eglino confidato al principe la cura d'ogni cosa publica, debbono del medesimo fidarsi, senza di che non potrebbe operare cosa alcuna, ma egh è vero altresì che quel suddito, il quale si sente realmente aggravato, ha diritto di rapresentarlo al principe.

a. Il vero eroe è quegli che sa frenare con giuste e proporzionate leggi le passioni pericolose de' sudditi e, con distributiva giustizia ne' premii, eccitare in essi quelle passioni che, utili agl'individui insieme ed alla società, producono i maggiori beni; quegli che sol per giusta diffesa impugna la spada, che assicura agl'individui con leggi ben combinate le proprietà e la tranquilla possessione di esse e che, in somma, compie i doveri dell'assonto incarico con rendere felici i popoli sogetti.

1. « Si è concluso tuttavia dalla povertà di questi piccoli Stati che, perché il popolo sia industrioso, ci vogliano tassazioni considerevoli. Sarebbe stato meglio concludere il contrario. Sono tutti i miserabili dei dintorni che si ritirano in quel luogo per non far nulla; già scoraggiati dal peso del lavoro, fanno consistere tutta la loro felicità nell'ozio » (cfr. C. MONTESQUIEU, *Lo spirito delle leggi*, a cura di S. Cotta, Torino, 1952, parte I, libro XIII, capo 2, pp. 359-360).

Quando un principe è ridotto a dover comprare tutti i servizi egl'è molto cattivo segno, cioè che l'anarchia non è lontana, che il principe è mal consigliato, laddove quegli che sa far uso degl'uomini risparmia molte spese e si mette in stato di non agravare d'imposizioni i sudditi. Due sole cose io accennerò, per modo d'esempio, quali possono servir di regola per l'altre.

1. Gl'impieghi di corte, ne' quali non è necessaria la dottrina e basta una educazione pulita, ossia quella onesta che si suppone in tutti gl'uomini bene educati, possono conferirsi ai richi senza dar loro un obolo di paga. Il modo di conferire coteste cariche, di mantenerle in una certa estimazione, non moltiplicandone soverchiamente il numero, può farle dessiderare con grandissimo impegno; non è lo stesso negl'altri impieghi, che esiggono abilità, poiché questa, non avendo la menoma relazione colle richezze, bene spesso si vedono gl'uomini i più dotti costretti a calcolare il quattrino per arrivare a capo dell'anno anche con istento; epperò, se un uomo s'impiega in vantaggio publico, quantunque per un verso egli sia debitore alla società delle sue opere, per l'altro è indubitato che la società gli deve il compenso di ciò che egli perde altrove per servir lei: a cotesti pertanto è necessario un assegnamento.

2. La Francia ha posti tutti i principi nella dura necessità d'avere, anche in tempo di pace, milizie ordinate ed in numero soventi maggiore del dovere per non essere esposti alle invasioni de' vicini; disordine bensì, ma inevitabile, perché la salute esterna dello Stato, cioè difenderlo da' suoi nemici, è il primo articolo del patto sociale. Il pensiero adunque d'un saggio governatore dev'essere di scemare per quanto è possibile questo male. L'uso per esempio delle milizie provinciali arrolate, che abbiano uffiziali, che una o più volte nell'anno s'esercitino nell'arte militare e possano nel rimanente del tempo attendere all'agricoltura, purché al menomo avviso siano in caso di bisogno in armi, può far diminuire il numero delle milizie ordinate e militanti tutto l'anno. L'uso de' regimenti forestieri fino a un certo segno è un risparmio d'uomini allo Stato; finalmente, quelli che si debbono necessariamente avere si deve pensare a renderli meno inutili relativamente all'interno e più utili per raporto al loro instituto. Questo è quello che intendo di dire quando dico saper far uso degl'uomini. Che fa un soldato, il quale sta in sentinella ad un bastione o custodisce una porta che nessuno vuol attaccare ecc.? Questo non è militare. Per rapporto all'instituto loro ogn'anno dovrebbero essere i soldati accampati come lo sono in guerra ed esercitati alle istesse fatiche. Gl'ufficiali, per la maggior parte ignoranti e che al più sanno quelle materiali evolu-

zioni militari, non sono eglino per lo più inutili? Pell'ordinario, quando un giovine non ha voglia d'aplicarsi, che è scapestrato, gli si cerca una bandiera, quasi che l'arte militare, che è per se stessa difficile di molto, perché esigge la cognizione di molte altre, fosse un mestiere da oziosi; ed ecco perché sono sì rari gl'abili commandanti. Uomini, o per stupidità e insensatezza, o per raggionato dovere, coraggiosi se ne trova dapertutto; ma gl'abili militari si contano, come si suol dire, colle dita. Riguardo poi all'interno, io osservo che noi ammiriamo tutto giorno con istupore le grand'opere publiche fatte dagl'antichi Romani in tempo che certo il metallo prezioso era molto raro ed essi ne avevano ben poco e, quallora si discorre di una qualche opera grande e che richiede una gran spesa, si suol dire: questa sarebbe opera per gl'antichi Romani e non per noi; eppure noi abbiamo uomini (somma totale, in Europa non è diminuita la quantità della specie umana) ed abbiamo quattrini più di loro [b]; la differenza in senso mio è questa: che le braccia de' nostri uomini non sono della stessa utilità, perché non se ne sa far uso come facevano i Romani. L'armata romana fabricava ponti, machine militari, edifizi publici, scavava fossi, apriva canali ecc. I nostri soldati si figurano di essere qualcosa di più de' rustici e parrebbe loro di degradarsi se dessero di mano alla zappa: ecco l'errore. In tempo di pace la società paga questi uomini, li quali fanno niente per servizio della società. Ora, se all'opposto, quallora vi è un'opera publica da farsi, l'armata vi si mandasse, se gl'uffiziali sapessero le misure, l'architettura, la geografia ecc., parti essenziahssime per un militare che ha da commandare, molte cose in pochi anni si potrebbero fare a vantaggio publico e molto più robusti sarebbero quegl'uomini istessi, che ora, dall'ozio e dalla crapula indebohti, posti in paragone degl'antichi Latini, non son che fanciulli a paragon de' giganti.

Adattati questi principii a tutto il resto, si può ricavare grandissimo profitto dalle opere degl'uomini e col mezzo di simili indirette contribuzioni personali diminuire il bisogno degl'imposti reali. Per tutto quello che altrimenti far non si può se non col danaro, il principe, come dissi, ha diritto d'esiggere dai sudditi la contribuzione reale.

Non di rado succede che il principe in somma totale non riscuote di più del dovere, eppure i sudditi sono di soverchio aggravati e tor-

b. So che la massa dell'oro e dell'argento è molto cresciuta, epperò egli deve avere minor estimazione e valore di quanto aveva nel tempo degl'antichi Romani; ma nessuno però ignora che la diminuzione del valore de' preziosi metalli non è in proporzione dell'aumento della loro massa, che anzi vi corre di molto.

mentati; questo disordine nasce dal cattivo metodo dell'imposizione o dell'esazione, ovvero da che i finanzieri rubbano, che non è il più raro de' casi. Esaminiamo le cause del disordine, affine di trovare più facilmente il rimedio.

Il desiderio di hbertà è nato coll'uomo, epperò egli rissente più o meno i pesi in proporzione che questi restringono più o meno la hbertà; quindi ne viene in conseguenza che non basta fissare una giusta quantità: è d'uopo ancora che nel modo della imposizione e della esazione si procuri di renderla per quanto si può meno sensibile. Ciò posto, diamo una scorsa ai soliti modi d'imporre che sono di presente adottati da' principi; questi son tre: tasso sulle terre, testatico sulle persone e gabelle.

Quelli che immaginarono di ridurre tutta l'imposizione sulle terre non hanno considerato che nel sistema presente d'Europa un principe ha bisogno di riscuotere una forte somma affine di poter suplire alle spese indispensabilmente necessarie per la diffesa dello Stato e che, per conseguenza, se tutta questa somma s'impone sulle terre, il frutto delle medesime potrà difficilmente somministrare il vitto ai coltivatori ed agl'altri proprietarii; per la qual cosa abbandoneranno essi le terre come è succeduto in alcuni luoghi, dove, per l'ecesso dei tributi, cedevano i proprietarii senz'altro correspettivo i terreni ai publicani [c]. Non hanno osservato che il desiderio delle richezze è molto universale fra gl'uomini, perché sono queste un mezzo per procacciarsi i commodi ed i piaceri della vita; onde se gl'agricoltori sono incarricati di tutto il tributo, ne segue che tutti gl'altri siano esenti, epperò tutte l'arti e manifatture saranno allora molto più atte ad arichire gl'uomini; nel qual caso e chi sarà quegli che non lo veda e non abbandoni l'aratro per entrare nelle botteghe? Oltre di che poi ella sarebbe una manifesta ingiustizia, conciossiaché tutti gl'uomini della società sono ugualmente

c. Questo disordine è succeduto in Piemonte circa la metà del secolo passato dove le guerre troppo frequenti obligavano i principi a far spese eccedenti le loro forze; ne veniva da ciò che le imposizioni erano gravissime; per altra parte diminuivasi ogni giorno il numero degl'agricoltori perché venivano impiegati alla milizia, laonde i terreni non potevano più produrre quanto producevano di prima; aggiongasi che le armate inimiche devastavano or qua or là sempre i migliori campi; le cose per ciò si ridussero al segno che i terreni non producevano più tanto che bastasse a pagare i tributi ed in queste circostanze tutti colloro che non avevano altre rendite colle quali sostentarsi fecero un contratto utile con cedere ai publicani le loro terre, affine di liberarsi dall'annuo tributo che, come dissi, alcune volte importava anco di più che non rendesse la terra.

tenuti a contribuire secondo le loro forze al publico bisogno; ora tutto adossare il peso agl'agricoltori è chiara ingiustizia, della quale non vedo alcuna raggione che possa appagare. Lavorano forse meno gl'agricoltori? Guadagnano forse di più? Sono forse più sicuri i prodotti della terra di quelli del commercio? Non mi estendo più oltre su questo proposito, che è già stato abbastanza e saviamente trattato nel libro intitolato *Les intérests des nations de l'Europe developpées relativement au commerce* [1].

L'imposizione sulle persone, ossia il testatico, sarebbe un mezzo più semplice, e per conseguenza più utile, quantunque il celebre pressidente di Montesquieu lo deffinisca l'imposto naturale ai schiavi [2], poiché, siccome il despotismo nominale significa niente affatto, quallora il governo non è tale in effetto, così il nome, secondo me, nulla deve importare ogni qualvolta sia utile alla società questo modo d'imporre. Ma il ponto sta ch'egl'è così difficile a mettersi in esecuzione e dà luogo a tanti inconvenienti che per poco che sia grande uno Stato non gli può assolutamente convenire. Io tralascierò di provarne i vantaggi perché sono già stati dimostrati dal celebre Vauban [3] e sono evidenti per se medesimi; mi contenterò solo di accennarne gl'inconvenienti, i quali derivano da che non tutti i calcoli teorici che si fanno nel gabinetto sono eseguibili, di modo che molte cose, che sembrano geometricamente dimostrate buone, nel volerle mettere in esecuzione si trovano realmente cattive, e ciò perché mancano molti piccoli dati al calcolo teorico, i quali fanno in prattica variare tutto il sistema.

Affine di stabilire il testatico in modo che sia proporzionato alle forze di ciaschedun individuo, bisogna necessariamente dividere gl'uomini in moltissime classi ed in queste poi aggiungere una progressione numerica; se le forze degl'individui si misurano da ciò che appare al di fuori, ben pochi saranno quelli che siano con giusta misura tassati,

1. Cfr. Jacques ACCARIAS DE SÉRIONNE, *Les intérêts des nations de l'Europe développés relativement au commerce*, Leyde, 1766; altra edizione: Paris, 1767-1768 (cfr. A. A. BARBIER, *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, Paris, 1882, vol. II, col. 954).

2. « L'imposta *pro capite* è più connaturale alla schiavitù; l'imposta sulle merci è più connaturale alla libertà, perché si riferisce in maniera meno diretta alla persona » (cfr. C. MONTESQUIEU, op. cit., libro XIII, capo 14, p. 370).

3. Cfr. Sébastien de VAUBAN, *Projet d'une dixième royale, qui, supprimant la taille, les aydes, les douanes d'une province à l'autre, les décimes du clergé, les affaires extraordinaires et tous autres impôts onereux et non volontaires et diminuant le prix du sel de moitié et plus, produiroit au roy un revenu certain et suffisant, sans frais et sans être à charge à l'un de ses sujets plus qu'à l'autre, qui s'augmenteroit considerablement par la meilleure culture des terres*, s. l., 1707.

poiché gl'uomini a un dipresso sono tutti in uno stato violento, ossia cercano tutti di comparire più di quello che sono, ed allora gl'avari, e per conseguenza i più richi, saranno tassati a minor somma che i liberali e i meno facoltosi; se le forze si vogliono misurare dalle sole possessioni di terreni, tutti quelli che hanno rendite pecuniarie e tutti i commercianti pagheranno pochissimo, e si ricaderà nello stesso inconveniente dissopra accennato al proposito delle terre; se si vogliono obligar gl'individui a dar conto delle loro forze affine di potergliene fare una giusta tassa ne seguirà: 1. Che i commercianti, o si screditeranno, o faranno consegne false, perché nessuno ignora che fra i negozianti il fondo principale consiste nel credito e soventi nell'apparenza colla quale i galantuomini mediante l'industria accumulano richezze; i scellerati ingannano gl'altri e rubbano co' fallimenti dolosi resi oggi giorno così familiari che si considerano come una parte d'industria. 2. S'apre una strada alle frodi, agl'inganni, alle vessazioni, alle prepotenze, mentre una tale faccenda esigge tanti ministri superiori e subalterni che uno non si può lusingar d'averli tutti onesti e dotti; oltre di che gl'istessi individui cercheranno per l'ordinario d'ingannare e saranno così obligati i ministri a far minute ricerche, le quali facilmente degenerano in vessazioni.

Le gabelle sono di più sorti: altre sono imposte sovra generi di primaria necessità, altre sopra generi secondarii, altre sopra generi di puro lusso, altre sui forestieri; in oltre delle gabelle altre sono per l'introduzione, altre per l'estrazione, altre sono di terra ferma ed altre son di mare. Non v'è cosa più barbara di quella, che però è dappertutto in uso e che i regalisti di corto intendimento mettono nel numero dei diritti regali maggiori, cioè d'imporre gabelle sovra i generi di primaria necessità, uno degl'avanzi del barbaro antico despotismo de' romani imperadori [d]. Questo è lo stesso che dire il principe niente si fida de' suoi sudditi, il principe è nella necessità di servirsi della maggior violenza per esiggere da' medesimi ciò che si sono obligati di dargli col tacito patto sociale; e riguardo ai sudditi è il modo più pesante che immaginar si possa per esiggere il tributo. Non sono io già il primo a discorrere di questo disordine che continua tutt'ora, non perché vi siano ne' principi questi sentimenti di diffidenza e di

d. L'imperatore Anastasio impose una gabella *ut quisque pro haustu aeris penderet.* È celebre l'imposto sull'orina di Vespasiano imperatore (SVETONIO, *In Vespasianum,* capo 23) [1].

1. Cfr. C. T. SVETONIO, *De vita Caesarum, Vita Vespasiani Augusti,* capo 23.

rigore, né tampoco ne' sudditi così poco rispetto ed amore verso il principe, talché sia egli costretto a servirsi di simili mezzi, ma solo per quella raggione istessa per cui durano tanti altri avanzi dell'antico romano despotismo e della barbarie di que' secoli, ne' quali si trovò la misera Italia governata dagl'ignorantissimi conquistatori ultramontani. Altri prima di me hanno osservato che il rispetto giustamente dovuto alla antichità ci fa spesse volte chiuder gl'ochi sovra gl'errori di essa; molte leggi si conservano e si rispettano solo perché antiche ed una certa indolenza in quelle persone, delle quah si fidano i principi perché sono in caso di meglio scoprire colla giornaliera sperienza delle cose gl'abusi per quindi suggerirli al legislatore, è quella per cui gl'uomini, quantunque governati da ottimi principi, gemono nulladimeno sotto gl'ingiusti pesi che imposero ne' più remoti secoli i più crudeli tiranni [e]. Le gabelle sui generi secondarii non sarebbero gravi ad una società d'agricoltori, ma ad una società d'uomini civilizati, ai quali per conseguenza cotesti generi diventano quasi ugualmente necessarii, non son meno gravose. La vita civile ha moltiplicati i bisogni e non si può dire che questi siano tutti immaginarii, perché la mollezza della vita e della educazione gli fa diventar reali, di modo che tanto è necessario ad un uomo che vive in società per caggion d'esempio il capello, la camiscia ecc., come il grano, il sale, epperò queste gabelle non sono un modo dolce d'esiggere il tributo.

Le gabelle sovra i generi di puro lusso sarebbero le più dolci, se fossero regolate in modo che si evitassero i gravissimi inconvenienti che ne sogliono venire in conseguenza. Pell'ordinario la gabella è tale che fa di molto aumentare il prezzo della merce, dal che ne viene: 1. Che l'accompratore non può a meno di sentire che paga una gabella, ed ecco cessata l'illusione sovra della quale si fonda la dolcezza di quest'imposto. 2. Che se la gabella è un po' forte invita gl'uomini a frodare, perché è considerabile il profitto; ne segue allora che molti s'aplicano al mestiero di contrabandieri; il principe per parte sua, avvertito dell'abuso, è costretto a radoppiare le diligenze per l'esazione della gabella, si fanno nuove leggi penali, che il più delle volte sono sproporzionate, si tratta in alcuni luoghi un contrabandiere come un assasino. Il principe è costretto a fare una maggior spesa, epperò ad

e. Alcuni di questi disordini sono osservati nel celebre libro *Dei delitti e delle pene* e nel mio *Delle leggi civili reali* [1].

1. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, Livorno, 1764; D. F. Vasco, *Delle leggi civili reali*, Milano, 1766 (qui alle pp. 107-148).

aumentare gl'imposti; quest'aumento invita sempre più al frodo e si viene ad una viziosa progressione che non può finir bene. Le diligenze che si fanno dai preposti alle esazioni diventano alla fine vessazioni tanto ai sudditi che ai forastieri e passaggieri; si perseguitano membri della società che sarebbero utili alla medesima colla loro industria, e ciò per una cosa che si può fare altrimenti. Si mettono ostacoli gravissimi alla libertà del commercio, il quale per conseguenza languisce. Se poi la gabella è modica, non può essere cotesto un grande ogetto per il principe, perché le cose di puro lusso si comprano dai soli richi e non da tutti, siché la cosa si riduce a un piccol numero di persone.

Le gabelle sui forastieri certo che sono le migliori, perché non incommodano i sudditi, ma di esse si deve usare con una grandissima circospezione, poiché, supponiamo una gabella di transito che si esigga in un luogo in cui sogliano i forestieri passare, bisogna prima d'ogni cosa persuadersi di quel gran principio che la richezza del principe dipende da quella de' sudditi, epperò s'egli vuol essere potente deve guardarsi ben bene dal toglier loro i mezzi d'arrichire; quindi convien pure persuadersi che i forestieri sanno calcolare, onde, se passando da costì il viaggio gli costa di più per caggion delle gabelle di quello che gli potesse costare passando per altra strada, non passeranno più sicuramente; in qual caso non solamente perderà il principe il prodotto della gabella, ma i sudditi perderanno tutti i vantaggi che sogliono ricavare dal passaggio de' forestieri i quali eccedono di molto il valore della gabella. Quindi è che le gabelle di transito debbono sempre essere relative e, piutosto che esporsi a far mutar strada ai forestieri, torna meglio allo stesso principe l'astenersi dall'imposto.

Le gabelle che s'impongono sui generi che escono dallo Stato e si vendono o si permutano co' forestieri sono generalmente dannose e l'esempio dell'Inghilterra, la quale ha così felicemente riuscito con un metodo direttamente opposto, mi dispensa dalla prova di questa proposizione.

Le gabelle poi per i generi di puro lusso che s'introducono, quallora si trovasse il rimedio agl'inconvenienti che ho dissopra accennati, sarebbero sicuramente un modo assai dolce per raggion dell'illusione [f].

f. Io non vedo altro rimedio agl'inconvenienti che d'imporre la gabella non sulla merce, non sulla introduzzione, ma sull'uso di essa; per esempio le stoffe riche d'oro e d'argento, che da esteri paesi s'introducono, se s'impone la gabella sulla introduzione, saranno sempre sogette agl'istessi inconvenienti; oltre di che, essendo il commercio un continuo cambio, se direttamente si vogliono impedire le introduzioni dell'estere merci, si corre

Sin qui ho parlato delle gabelle di terra; restano quelle di mare. Riguardo a queste tornano gl'istessi principii (io non parlo di certi diritti che ha accordato in mare ai principi la legge del più forte); tutte le cose sono relative, e qui più che mai perché si tratta di forestieri, perciò tutta l'abilità consiste in combinare le gabelle in modo che siano nulla di meno invitati i forestieri a venirle a pagare.

Dal sin qui detto ne viene che, quantunque corra fra politici per proverbio che le gabelle sono la bussola in mano del legislatore per diriggere la bilancia del commercio di uno Stato, non ostante l'articolo delle gabelle, in uno Stato governato con dolcezza sarà sempre dal più al meno cosa di poco momento per le entrate del principe e che ben poco di ciò che vedesi oggi giorno in uso intorno agl'imposti è utile allo Stato e dolce relativamente ai sudditi. Io voglio tentare di proporre un altro mezzo che a me sembra più addattato, più facile e più dolce. Non intendo io già ch'egli abbia da essere perfetto; qualche inconveniente vi sarà sempre in qualunque sistema. L'abilità consiste in scegliere quello de' sistemi nel quale s'incontrano i minori inconvenienti possibili, perloché io penso che quanto più egli sarà semplificato sarà migliore. Le cose complicate sono più atte ad ingannar gl'uomini che a far loro del bene.

Abbiamo detto dissopra che la dolcezza e l'utilità delle gabelle è fondata sull'illusione che si fa a' sudditi con questo modo d'imporre, mentre, essendo pagata la gabella dal solo mercante, gl'altri individui nel comprare una merce non fanno la riflessione che ella si paga qualcosa di più per rimborsare il mercante della gabella ch'egli ha già pagata e questi, per altra parte, siccome ha la speranza di riavere ciò che ha pagato colla vendita delle merci, non si lagna della gabella. Abbiamo pur anco dimostrato che questa illusione può aver luogo e riuscire al più riguardo alle gabelle imposte sui generi di puro lusso e, quallora siano esse ben moderate, torna qua a proposito l'osservare che l'illusione di cui si tratta riguarda bensì l'interesse materiale de' sudditi, che è una passione molto commune, ma non solletica la più universale

rischio di incontrare difficoltà nello smaltimento de' generi del paese che si mandano fuori; per ciò la gabella si può imporre con un pretesto di prammatica o altro simile sull'uso delle merci; supponiamo ogniuno che vorrà vestire di brocato abbia a pagare una gabella; quegli che veste non si può nascondere, perché anzi lo fa affine d'essere visto e di far pompa di lusso, epperò non è in caso di frodare la gabella e per altra parte è in sicuro che in questa maniera la gabella vien pagata dai richi. Così dell'altre merci e dell'altre cose di puro lusso.

e la più dominante delle passioni: la libertà; ora, se si trovasse il modo d'un'illusione la quale producesse questo effetto, pare a me che molto maggior vantaggio se ne potesse ricavare, e questo è quello che mi lusingo d'aver trovato.

Un principe può facilmente sapere quanto a un dipresso è necessario tanto per il suo decoroso mantenimento quanto per lo Stato, epperò dalla somma totale deduca quel poco che può ricavare da qualche gabella, di quelle che abbiamo detto dissopra potersi usare; quindi, fatto il calcolo del ressiduo, divida egli lo Stato in tante provincie, ordini che ogni villa o città subalterna faccia una adunanza e nomini de' rapresentanti per quindi fare una adunanza provinciale nella città capo della provincia; poscia ciascheduna di queste provinciali adunanze nomini de' rapresentanti per assistere alla generale adunanza da farsi nella capitale alla presenza del principe e de' suoi ministri. In questa egli domandi ai suoi sudditi la somma totale che gl'è necessaria; faccia che in cotesta generale adunanza si ripartisca alle provincie il tributo, indi nelle adunanze provinciali si ripartisca alle città e ville subalterne e finalmente nelle adunanze di queste si distribuisca sugl'individui nel modo che parerà all'adunanza più proprio e più commodo [g], con ciò però che, qualora seguisse un qualche agravio manifesto, possa qualunque particolare ricorrere ai magistrati e al principe.

Si è detto dissopra che il desiderio di libertà è nato coll'uomo; ora la passione di libertà essendo la predominante, questo metodo d'esiggere la contribuzione (alla quale si può anche dare il nome di *dono gratuito*) è quello che fa la maggiore illusione relativamente a questa passione e che a dirla è qualcosa di più che illusione, perciò a

g. Si domanderà qui in qual modo abbiasi a fare quest'ultimo riparto e se a questo proposito non tornino gl'istessi inconvenienti: rispondo che la maggior parte di essi nascono dall'essere gl'imposti regali e cessano ogni qual volta vengono ad essere imposti per dir così volontarii, perché fatti dagl'istessi individui ed in oltre si possono trovare degl'alettativi, acciò gl'individui volentieri contribuiscano. La Republica fiorentina aveva stabilita una diminuzione d'imposto per quelli che fossero stati solleciti a pagarlo [1], ma questo è dannoso perché il vantaggio lo sentirebbero soltanto i richi, i quali sono in caso di essere più solleciti, e per altra parte sono quelli aponto che debbono sollevare i poveri; ma in vece si potrebbero sostituire prerogative, privilegi, preeminenze, annuali e cose simili.

1. Cfr. R. DAVIDSOHN, *Storia di Firenze*, Firenze, 1962, vol. IV, p. 228; B. BARBADORO, *Le finanze della Repubblica fiorentina*, Firenze, 1929, pp. 431-432.

me pare di poter dire che sia il più dolce ed il più utile de' diversi modi possibili.

Che dolce spettacolo se un principe illuminato e clemente mostrasse questa confidenza ne' suoi sudditi, i quali pel loro rispetto ed amore verso di lui l'avessero forse potuta meritare; l'interna compiacenza di regnare sul cuore di tutti i sudditi, di vederli, felici mercé della clemenza sua, benedir mille volte e ringraziar l'Altissimo d'un sì gran dono; di veder che a folla corrono i forastieri, chi per vivere sotto sì dolce governo e chi per ammirarlo più da vicino; di veder che vola della fama sull'ali per tutta Europa il nome suo col meritato epiteto di vero modello de' principi; egl'è, secondo me, il più grande fra i piaceri morali.

Da questo metodo ne seguirebbe: 1. Le rendite dell'erario sarebbero certe e non dipenderebbero o dall'affluenza de' forastieri, o dall'abbondanza della rendita, o dal numero delle teste ecc., di modo che si potrebbe sempre calcolare sul sicuro. 2. Egli risparmierebbe, come dissi, la spesa di tanti inutili impiegati, i quali assolutamente sono dannosi al pubblico; un tesoriere in ogni provincia ed un tesoriere generale, ecco finiti tutti i finanzieri per le entrate. Dirà taluno: e che faranno tanti che si troverebbero disoccupati, perché non abili ad altro che a maneggiare materialmente la penna o far da birri? Rispondo che nessuno mai è morto di fame, se non in tempi di universale carestia; ora, che uomini nati la maggior parte per la zappa o per le botteghe in vece di cingere la spada ed incipriarsi la testa fossero costretti a ritornare a' loro antichi e paterni mestieri, non vedo quale gran danno fosse per risultarne al pubblico o al principe, ed alla fine, quando una parte se ne dovesse perdere, si compenserebbe presto coi progressi dell'agricoltura e del commercio. 3. I sudditi, più facilmente persuasi della giustizia dell'imposto, più volentieri lo pagherebbero senza riguardarlo come un peso e per altra parte, restando ad essi la libertà del riparto (cosa che sodisfa, come si è detto, la vanità e quella passione di libertà così naturale agl'uomini che il solo nome di essa rende loro cara alle volte perfino la schiavitù), egl'è certo che la distribuzione si farebbe molto più adequata e giusta; gl'uomini che si frequentano più facilmente si conoscono; nell'adunanza d'una villa è difficile che gl'uni non conoscano a un dipresso le forze degl'altri; non dico già che seguir non debba mai un qualche agravio nel particolare, ma dico che: 1. Egli non sarà mai universale. 2. Saranno sempre gl'agravii in minor numero; finalmente vengono con questo più semplice modo ad evitarsi gl'inconvenienti che ho dimostrati dissopra.

VI.

RISPOSTA AL QUESITO DELLA SOCIETÀ DI PIETROBURGO

(1767)

Beatus ille qui procul negotiis
ut prisca gens mortalium
paterna rura bobus exercet suis
HORATIUS, *Epoden*, 2.

EST-IL PLUS AVANTAGEUX ET PLUS UTILE AU BIEN PUBLIC QUE LE PAYSAN POSSÈDE EN PROPRE DES TERRES OU SEULEMENT DES BIENS MOBILIERS? ET JUSQU'OÙ DOIT-IL S'ÉTENDRE LE DROIT DU PAYSAN SUR CETTE PROPRIÉTÉ POUR QU'IL EN RÉSULTE AU BIEN PUBLIC LE PLUS GRAND AVANTAGE?

RÉPONSE[1]

Afin de répondre avec precision à la question proposée, il est nécessaire d'en bien définir les termes avant que d'entrer en matière; c'est de ce défaut que naissent la pluspart des questions soit en politique soit en métaphysique; on questionne parcequ'on ne s'entend pas: analysons donc les termes de cette question.

Est-il plus avantageux et plus utile au bien public. Le mot d'*avantageux* est générique, celui d'*utile* est plus spécifique; telle chose est sensé être avantageuse lorsque, après avoir calculé tous les rapports dont il peut résulter quelque utilité avec ceux dont il peut résulter des inconvéniens, il se trouve que somme totale ceux-là sont en plus grand nombre et force. On entend pour *bien public* le bien être public; le mot de *public* peut dans ce cas signifier les particuliers qui composent une société, ou le corp moral qui est composé par ces particuliers, qu'on apelle corp politique; et le corp politique encore peut être consideré en abstrait précisément fait de toute forme de gouvernement, ou bien dans chacune des formes de gouvernement connues.

Que le paysan possède en propre des terres ou seulement des biens mobiliers. Ces mots presentent le premier terme de la question sous plusieurs faces, savoir: 1. Si toutes les terres doivent appartenir en propre aux paysans. 2. Si tous les paysans doivent posséder une petite portion de terre en propre, laissant le reste à posséder aux autres particuliers. 3. Si

1. Pubblicata da E. DULIO, *Un illuminista piemontese, il conte D. F. Vasco*, Torino, 1928, pp. 44-55.

l'on doit seulement permettre aux paysans de pouvoir posséder en propre des terres. 4. Si on doit aussi leur en procurer les moyens. Le second terme de la question est tout à fait negatif.

Et jusqu'où doit-il s'étendre le droit du paysan sur cette propriété pour qu'il en résulte au bien public le plus grand avantage. Ces mots renferment une seconde partie de la question, qui paroit être corolaire d'une réponse affirmative de la première partie; mais, aussi cette deuxième partie peut avoir deux objets: 1. S'il doit y être des modifications dans la propriété. 2. Quelle quantité de terrein il doit posséder en propre pour qu'il en résulte au bien public le plus grand avantage.

Ayant ainsi decomposé la question, il sera plus aisé d'en saisir le veritable sens; mais, avant que d'y satisfaire, nous allons la disséquer, en séparant ce qui semble y être étranger et ensuite la recomposer dans le sens qui nous paroitra lui être le plus propre. D'abord les derniers mots *pour qu'il en résulte au bien public le plus grand avantage* nous assurent que la question est proposée par le mot générique *avantageux* pris dans son vrai sens, c'est-à-dire qu'il s'agit ici de calculer les utilités avec les inconvéniens. Le mot de *public* ne peut être pris ici pour les particuliers qui composent une société, car la question deviendroit allors tout à fait métaphysique et presque la même que celle dont on a depuis longtems parlé et qui n'est pas bien définie encore, savoir si les arts et les sciences ont fait plus de bien ou de mal aux hommes par rapport à la félicité de chaque individu [a]. Ce mot ne peut signifier dans cette question que le corp moral composé par ces particuliers et qu'on apelle corp politique. En disant corp politique, rien ne seroit si inutile que de l'examiner en abstrait, precision faite de toute forme de gouvernement, ce seroit examiner un être de raison qui ne peut exister nulle part, car qui dit corp politique dit une forme de gouvernement; il suit de ceci qu'il faudra l'examiner dans chacune des formes de gouvernement connues, qui sont démocratiques, aristocratiques, monarchiques, despotiques et mixtes.

Que toutes les terres appartiennent aux paysans non seulement il est absurde, mais c'est encore un autre être de raison, qui ne peut pas absolument exister, d'abord que nous supposons une forme de gou-

a. Monsieur D'Alembert en a parlé dans son *Mélange de littérature* [1], mais il passe assez légèrement sur les points les plus essentiels de la question; elle est trop étrangère ici pour y entrer.

1. Cfr. J. D'ALEMBERT, *Mélange de littérature, d'histoire et de philosophie*, Berlin (ma, Paris), 1753, 2 voll.

vernement. Une société d'hommes tous cultivateurs ce seroit une société de sauvages et nous supposons ici des gens civilisés et qui, ayant une forme de gouvernement établie, ont des loix et par conséquent des gens de lettres etc. On ne peut donc pas supposer que ce soit celle-ci la demande que nous fait la question, d'autant plus qu'il est dit *des terres*; on auroit plutôt dit en ce cas *les terres*.

La première partie de la question se réduira donc à savoir *si, calcul fait des utilités et des inconvéniens, il sera plus avantageux aux États gouvernés par les formes de gouvernement connues, qu'il soit défendu aux paysans de posséder en propre des terres et seulement permis de posséder des mobiliers; ou, si l'on doit leur permettre de posséder en propre;* pour l'avantage public faire une des trois choses suivantes et laquelle: 1. Leur permettre seulement de posséder en propre des terres. 2. Leur en procurer les moyens. 3. Faire que tous les paysans possèdent une petite portion, laissant le reste aux autres particuliers non cultivateurs.

Le terme de posséder en propre est assez clair et decisif, de sorte qu'on ne peut jamais croire que la demande de la deuxième partie de la question puisse regarder des modifications dans la propriété; posséder en propre veut dire en être non seulement le possesseur pour en recueuillir les fruits, mais pour en faire ce que bon semble, vendre, donner, hypotequer etc.; la moindre petite modification, on ne dit plus posséder en propre, outre que, quelle modification que ce soit que l'on imagine, ce n'est plus la même chose pour le but, comme nous verrons dans la suite, car tout au moins les avantages que l'on peut tirer de l'agriculture par les longues cultivations et dont le fruit est quelque fois recueuilli par la génération suivante ne sont plus espérables, lorsque le cultivateur a le moindre lieu de craindre que lui ou ses enfants ne jouiront plus de ce terrein, ou qu'il lui est défendu, supposons, de réaliser la mélioration qu'il a fait à son champ en argent comptant par le moyen d'un contract de vente.

La seconde partie de la question se réduira à savoir, *en cas que le paysan possède en propre des terres, quelle quantité il en doit posséder pour qu'il en résulte au bien public le plus grand avantage.* Pour bien calculer les utilités et les inconvéniens, il faut envisager la question du côté de l'oeconomie et de la politique, mais, avant que de descendre aux détails des differentes formes de gouvernement, il faut poser des principes.

1. La negative toute pure, c'est-à-dire la défense aux paysans de posséder en propre des terres, seulement des mobiliers, est absurde: en voici la preuve. Un tel état seroit celui de l'esclavage, état forcé et contre nature; dans tout pays où les terres n'appartiennent qu'aux

seigneurs, et par conséquent qu'aucun des proprietaires ne laboure son champ, il est de toute nécessité que l'agriculture dépérisse, que les terres soient incultes, qu'il y en aye quantité en friche et l'experience nous l'aprend si bien qu'il est inutile d'en répéter les raisons morales et physiques. La population souffre de même; tout homme qui gémit dans le triste et dur état de l'esclavage, pour peu qu'il fasse des réflexions sur son état, ne se mariera point, afin de n'avoir pas de surplus la douleur de voir souffrir comme lui ceux à qui il auroit donné l'être. Quel est le coeur sensible et bien placé qui puisse s'empecher de fremir lorsqu'en ouvrant l'histoire il se presente sous ses yeux le despotisme barbare que les Romains, mélange d'heroïsme, de fanatisme et de cruauté tout également poussé au dernier point, exerçoient sur ses esclaves? Ils en ont été punis dans la suite et nous voyons que par tout où l'on a prétendu appesantir le joug les suites en ont été funestes par une raison bien simple; l'homme est né naturellement avec le sentiment d'indépendence et de liberté; ce sentiment ressemble en morale à ce que nous observons en phisique de la force élastique: un corp qui ait de l'élasticité, s'il n'en est point pressé, il se tient dans son assiette naturelle, au contraire, en le pressant, comme c'est un état forcé pour lui, on sent de la resistence et à peine on relâche la force comprimente que le corp élastique non seulement il retourne à son état naturel, mais il s'élance au delà, ce qu'il fait plus ou moin[s] en proportion du plus ou moin[s] de pression qu'il a reçu, et c'est exactement la même chose en morale; l'établissement des gouvernemens est une force comprimente aux hommes par rapport à leur état naturel d'indépendence et de liberté; si le gouvernement est moderé, comme ce que l'homme perd du côté de la liberté naturelle il le gagne du côté de sa sûreté et de son bien être civil, c'est tout comme s'il se trouvoit dessous le corp élastique pressé un corp plus faible, qui, cédant à son tour à la pression du corp élastique, lui laissa libre le champ pour occuper son espace naturel. Au contraire, si le gouvernement est tirannique et si pesant qu'il annéantisse la liberté, sentiment, comme nous venons de dire, si naturel aux hommes, c'est les presser au *maximum* et allors ou il faut que le corp élastique se brise et, perdant ainsi son élasticité, devienne un *caput mortuum*, et c'est ce qui arrive lorsque les esclaves prennent le parti de déserter, ou il faut qu'il repousse le corp comprimant et qu'il s'élance au delà de ce qu'il étoit, et c'est l'immage de tant de révolutions que nous lisons dans l'histoire. On peut ajouter une réflexion politique et c'est que l'État ne peut guère compter sur un homme qui ne possède rien; un tel homme n'a rien qui l'attache à la patrie, au contraire c'est un bonheur pour lui s'il en peut sortir.

2. Il est démontré que les terreins cultivés par le propriétaire produisent pour le moin[s] le double que ceux qui sont cultivés pour le compte d'un autre, soit qu'il les donne à ferme, soit qu'il les fasse cultiver par des esclaves, ou de telle autre façon que ce soit qu'il les fasse labourer; par conséquent, il est évident que pour ce qui regarde la simple oeconomie de l'agriculture, rien n'est si utile que de donner à posséder en propre les terres à ceux qui les cultivent eux mêmes. Le marquis de Mirabau [1] en a presque trop dit sur ce sujet; cependant, pour bien satisfaire à la question, j'en dirai une raison tout à fait simple. Les hommes n'agissent que par intérest, c'est-à-dire tous les hommes ne font absolument que ce qui leur paroit avantageux; par conséquent toutes fois que l'on désire quelque chose d'un homme, il n'y a que deux moyens pour l'obtenir, la force, et allors il ne fera exactement qu'autant qu'il sera forcé, ou le persuader qu'il est de son intérest qu'il fasse ce qu'on demande de lui: il y a certains intérests qui, étant le résultat d'une longue speculation, ne sont pas à la portée de tout le monde, comme seroit d'exercer les vertus morales et sociales; il y en a des autres qui sont aisés à apercevoir, parce qu'ils tombent immédiatement sous les sens: tel est l'intérest qu'un cultivateur a de bien cultiver une terre, lorsqu'elle lui appartient en propre, que les productions sont à lui, que s'il plainte des arbres il en jouira lui ou ses enfans, que s'il améliorera par son industrie le fond il peut le vendre, donner, hypotequer etc. et ressentir tout le fruit de ses travaux. Si la possession en propre aux cultivateurs est utile par rapport à l'oeconomie de l'agriculture, elle l'est sans doute par rapport à la population, parce que l'agriculture et la population sont si parfaitement liées qu'une dépend nécessairement de l'autre; ce sont donc deux objets d'utilité desquels dérive sans contredit un avantage, lorsqu'on évitera les inconvéniens que j'ai démontré au commencement.

3. Dans tel État que ce soit, il faut un système politique, exepté dans le vrai despotique, où le système est de n'en avoir aucun. Or, le système politique n'est autre chose qu'un but que l'habile homme d'État se propose et auquel il dirige toutes ses operations politiques et toute la législation; comme la machine est composée de tant de parties, il peut se faire, et même il arrive très souvent, que deux législateurs, ayant le même but, y parviennent par de voyes fort différentes et qui semblent quelquefois être tout à fait opposées; il suit de ceci

1. Cfr. V. de MIRABEAU, *L'ami des hommes, ou traité de la population*, Avignon, 1756-1758, 2 voll.

qu'il ne faut pas se mettre en peine des voyes dont l'habile homme d'État se sert, pourvu qu'elles conduisent au but, par conséquent que par rapport aux moyens il est inutile d'en proposer tant il y en a tous également bons, suivant le différent arrangement des parties de la machine et des menus rapports de chaque pays en particulier. Je pourrois en donner un exemple dans cette même question [b]. Lorsque je parle des différentes voyes, j'entend toujours des légitimes, car l'injustice, l'opression, la tirannie n'entrent jamais dans mes discours, ni dans mes hypothèses.

4. Dans tel gouvernement que ce soit, par la même raison qu'il faut un système politique, il faut de l'ordre, il faut une chaîne politique qui unisse tous les hommes qui se trouvent réunis dans cette société, c'est-à-dire qui en réunisse les intérests; s'il venoit à manquer le moindre petit anneau de cette chaîne, le corp risque de se dissoudre, et c'est ici encore qu'on reconnoit l'habihté du politique.

En partant de ces principes, je dis que dans tel gouvernement que ce soit il ne seroit jamais avantageux que tous les paysans eussent en propre une portion de terre: en voici la raison. Tout l'avantage se reduiroit à avoir une partie du terrein bien labourée; mais, comme on suppose qu'il y en ait une autre partie en propre aux particuliers non cultivateurs, il faut voir qui cultiveroit ces terres: si c'est des esclaves nous serions dérechef dans le cas de repeter cette même question, car ou ces terres seroient bientôt la pluspart en friche ou les paysans les acheteroient et deviendroient les seuls propriétaires; si c'est les mêmes paysans qui cultivoient les terres des seigneurs l'avantage cesseroit, car, ayant une grande partie de terrein à cultiver, non seulement ils ne pourroient plus y donner toute l'attention nécessaire, mais ils negligeroient les propres et celles des particuliers non cultivateurs.

L'oeconomie de l'agriculture, par ce que nous avons démontré, et le progrès de la population dépendent nécessairement de l'intérest que le paysan a de bien cultiver la terre; le plus grand intérest c'est lorsqu'il

b. Suivant les mêmes rapports d'un pays, il pourroit se faire qu'il fût dangereux de donner tout à coup la propriété aux paysans et que d'ailleurs il fût nécessaire de solliciter les progrès de l'agriculture autant qu'il fût possible; allors, malgrès tout ce que j'ai dit de la possession en propre et que j'en dirai encore en sa faveur, je donnerois des terres à cultiver aux paysans à certain tems fixé, supposons de 10 ans, et j'ajouterois que sur 100 paysans un magistrat ou société d'agriculture eut l'autorité de relâcher en pleine propriété à une dixième de paysans et à ceux qui eussent le mieux labouré tout le terrein qui leur avoit été donné seulement en usufruit pour un certain tems, ou autres modifications sur ce gout.

la possède en propre; cependant, s'il possédoit tout ou si tous les paysans possédoient, il y auroit des inconvéniens qu'il faut éviter; il suit donc de tout ce que nous venons de dire qu'après avoir calculé les utilités et les inconvéniens, le resultat du calcul, que l'on apelle l'*avantage du corp politique*, est qu'il y ait des paysans qui possèdent des terres en propre et des autres qui n'en possèdent point; pour déterminer la proportion qui doit être entre les paysans propriétaires et les propriétaires non cultivateurs et les paysans qui ne possèdent rien, il faut examiner la chose dans chacune des formes de gouvernement connues.

D'abord nous ne parlerons pas des menus rapports de chaque pays, lesquels doivent être examinés lorsqu'il s'agit de mettre en exécution un projet, car outre qu'il sont étrangers à la question, c'est qu'il n'est pas possible de les connoitre; cette connaissance appartient à ceux qui se trouvent au maniement des affaires de l'État; nous nous contenterons de donner ce qui nous semble pouvoir servir de règle par rapport aux différentes formes de gouvernement connues. Pour ce qui regarde le gouvernement tout à fait despotique, nous croyons inutile d'en parler; dans un tel gouvernement tout code de loix est de la dernière inutilité, puisque la volonté du despote est la seule loi; gouvernement qui ne se soutient que par la crainte et qui par conséquent doit perdre d'un côté ce qu'il gagne de l'autre; c'est-à-dire, s'il permet à ses esclaves de s'éclairer, qu'il introduise les arts et les sciences, il risque de voir mettre des bornes à son despotisme; aussi c'est ce que Mahomet a fort bien compris; si, au contraire, il tient ses esclaves dans l'ignorance et dans le véritable esclavage, son État se dépeuplera, ne sera point cultivé et le peu d'esclaves qu'il lui resteront, avvilis par la crainte, ne seront que des lâches, lesquels, tournant le dos à l'ennemi, laisserons tomber son despote dans les fers: enfin il n'y a qu'une chose à dire à un vrai despote: *faites ce que vous voulez, tachez de vouloir le bien.*

Nous ne parlerons pas de même des formes mixtes, car elles sont multipliables à l'infini dans ses différentes modifications et, d'ailleurs, comme elles sont composées des autres formes principales, dont nous parlerons ci-après, les règles qui conviennent à celles-ci sont aplicables aux mixtes, suivant le plus ou moins qu'elles tiennent de chacune des dites formes.

Dans le gouvernement démocratique [c] la base de cette forme de gouvernement est l'égalité de conditions; par conséquent, point de

c. S'il est vrai qu'il en existe un, ce que je ne crois pas, et lors même qu'on choisiroit cette forme pour une nouvelle association d'hommes, il n'est pas possible qu'elle put durer longtems dans sa pureté sans dégénérer en aristocratie; la petite république de Genève en est un exemple.

noblesse héréditaire; la vertu, le mérite sera la seule noblesse par laquelle les individus de cette société s'éléveront audessus des autres; or, dans pareil État, on peut avoir beaucoup de paysans qui possèdent en propre, parce que tous étant égaux peu importe dans le fond que les richesses soient à la campagne ou en ville et que les paysans y donnent la loi, car également ils la donneroient par rapport à leur supériorité en nombre.

Dans l'aristocratique, comme le premier ordre est celui en qui réside la souvraineté, il faut tacher d'empêcher que les paysans ne s'enrichissent trop, afin qu'ils ne parviennent point à donner la loix au premier ordre et troubler le repos public et, d'autre côté, il faut aussi mettre des bornes aux richesses du premier ordre, afin qu'il ne devienne tyrannique. Ce premier ordre est pour l'ordinaire la noblesse, qui par conséquent est ou devient héréditaire, ce qui entraîne d'abord les arts et les sciences en conséquence d'un degrès de luxe inévitable. Il suit de là que la distribution des terres doit se faire de sorte que la richesse des nobles et celle des paysans soit contrebalancée l'une par l'autre.

Dans la monarchie, comme le monarque est un seul homme, qui par conséquent se trouve au dessus de tous les autres, il faut une gradation de classes de personnes, sans quoi le peuple seroit trop éloigné du trône; cette gradation, de telle façon que ce soit qu'elle soit différentiée, entraine toujours une différence dans la dépense et dans le luxe de chaque individu, et c'est de là que dérive le brillant de la cour et de la capitale, le luxe des nobles etc., choses qui exigent beaucoup d'artisans, de gens de lettres, de métiers etc. Or dans un tel pays le nombre des paysans, en proportion des autres, doit être nécessairement plus petit [d]; cependant, comme le luxe et le brillant ne se soutient que par les richesses, c'est ici qu'il faut sérieusement s'intéresser aux progrès de l'agriculture, qui est la seule source de la véritable richesse

d. Lorsque je dis en proportion, je n'entend pas du terrein que les sociétés occupent, car, au contraire, un État monarchique bien gouverné peut avoir en égard au terrein qu'il occupe nombre égal, et aussi plus grand, d'hommes et même de paysans qu'une autre société qui aura un terrein égal, parce que les arts peuplent les villes et avec des sages règlements on peut avoir en même tems la campagne bien cultivée et peuplée, parce que les opérations politiques sont plus promptes; mais, j'entend par cette proportion celle du nombre total d'hommes: par exemple, si une aristocratie et une démocratie se trouvent en nombre égal de paysans, il faut de toute nécessité que celle-ci ait somme totale une plus grande population par rapport aux artisans, gens de lettres etc. (supposant toujours égale qualité et quantité de terrein).

et par conséquent il faut trouver le moyen de donner plus de terres à posséder en propre aux paysans.

Ce n'est pas pour proposer aucun moyen, mais uniquement pour rendre, s'il est possible, avec plus de clarté mes idées que je vais donner un exemple.

Supposons une société composé de 100 mille familles et qui occupe 1500 mille arpens de terrein labourable; nous apliquerons ce que nous venons de dire en général aux deux formes aristocratique et monarchique dans cette dernière hypothèse [e].

Cette société que nous venons de supposer gouvernée aristocratiquement peut avoir 20 mille habitans de la ville, desquels 2 mille nobles; on peut supposer autre 2 mille gens d'arts et de sciences qui restent à la campagne et 78 mille paysans cultivateurs. Or, suivant ce que nous avons dit, on pourroit donner à posséder en propre a 60 mille familles de paysans 600 mille arpens de terre et les autres 900 mille aux seigneurs et autres particuliers non coltivateurs; ceux-ci bailleront à moitié ces 900 mille arpens aux autres 18 mille familles de paysans qui nous restent; ce qui, partagé en portions égales, reviendroit à 50 arpens par métairie et famille [f].

Suivant les principes que nous avons posé, si la terre qui appartient aux particuliers produit 5, celle qui appartient à un cultivateur produira 10 pour le moins; or, retenant cette maxime, les 600 mille cultivés par les paysans possédant en propre nous donneront un produit de 60 mille; les autres 900 mille nous donneront un produit de 45 mille: somme totale 105 mille; de cette façon les paysans, pris collectivement, auront en richesses intrinsèques presque les 2/3 de plus que les autres particuliers; mais ceci en proportion du nombre est encore bien au dessous de l'égalité.

e. Nous croyons inutile de faire la même supposition et aplication par rapport à la démocratie toute pure, puisqu'elle est presque un être de raison qui n'existe nulle part.

f. J'ai dit bailler à moitié, parce qu'après la propriété, c'est une des plus propres façons d'intéresser le paysans à bien cultiver; il est vrai qu'il faut tâcher d'éviter les inconvéniens qui arrivent dans quelques pays où cet usage est établi, et c'est que la famille du paysan entre dans la métairie pour ainsi dire toute une; les bestiaux, les instrumens de la campagne appartiennent au propriétaire, qui de surplus est obligé de leur fournir de quoi vivre jusqu'à la récolte; allors le paysan, qui se voit débiteur d'une grosse somme qui peut être ne sera pas payée pour longtems par les productions de la métairie, c'est-à-dire par sa portion, au lieu de s'intéresser à bien cultiver se néglige et ne pense qu'à duper son propriétaire.

La même société gouvernée monarchiquement on y peut supposer 60 mille paysans seulement et 40 mille des autres classes de personnes tout compris; il est question ici, comme nous avons dit, avec plus petit nombre d'avoir pour le moin[s] le même produit. On peut donner 10.000 mille d'arpens à 50 mille paysans, lesquels auront ainsi le double de terrein à cultiver pour chacun de ce qui n'avoient dans la supposition aristocratique et qu'ils ne pourront pas sans doute cultiver avec la même attention, mais, comme d'ailleurs il est très certain que ce terrein produira non obstant de plus que celui qui appartient aux particuliers non cultivateurs, nous pouvons hardiment supposer qu'au lieu de 10 il produira 8, ce qui nous donnera un produit de 80 mille. Les autres 500 mille arpens seront donnés aux autres 40 mille particuliers qui occuperont à bail à moitié les autres 10 mille paysans; ceux-ci nous donneront un produit de 25 mille, suivant la même proportion et supposition que nous avons faite dans le système aristocratique, ce qui somme totale fait 105 mille, et par conséquent au pair de ce que ci-devant; il y a de surplus l'espérance de voir augmenter le produit des terreins donnés en propre aux paysans jusqu'au 10 par l'augmentation infaillible de leur population [g]. Les seigneurs auront sans doute moin[s] en richesses intrinsèques, mais ils auront des richesses secondaires qui, non seulement par rapport à un particulier font aujourd'hui le même effet, mais elles sont même plus propres pour les seigneurs parce que, ayant beaucoup de fraix à faire, l'argent comptant leur est bien plus commode que les denrées.

Par ce que nous avons dit jusqu'ici, la question se reduit maintenant à savoir si l'on doit seulement permettre aux paysans de posséder en propre, ou si l'on doit leur en procurer les moyens, c'est-à-dire donner à quelques paysans des terres à cultiver en propre. Nous venons de marquer démonstrativement par une hypothèse le point où l'on doit viser; afin d'y atteindre il faut examiner: 1. Si, étant permis aux paysans de posséder, non obstant ils ne possèdent rien ou trop peu, et allors le vice est sans doute dans le système politique; allors c'est à l'artiste [h] à le démêler et à le corriger. 2. S'il est absolument défendu

g. Je dis infaillible, parce que lorsque le paysan a plus de terrein qu'il ne peut cultiver, mais qu'il n'est pas trop riche pour viser à une condition superieure, il partage ses fonds entre ses enfans et en fait autant de familles parce qu'elles ont de quoi subsister; cette progression ne peut pas manquer, l'experience nous l'aprend.

h. C'est-à-dire aux ministres et à ceux qui sont au maniement des affaires et qui doivent être informés de tous les menus rapports de l'État pour lequel ils travaillent.

aux paysans de posséder des terres en propre; dans ce cas il dépend de savoir si le gouvernement désire d'y parvenir plus tôt et qu'il soit dans le cas d'en faire les fraix sans rien risquer; ou s'il se contente d'attendre les lentes mais très sures conséquences de la liberté de posséder. L'Engleterre nous en fournit un exemple; Henry VII[1] a donné la liberté de posséder et c'est là précisément l'époque de la grandeur de cette nation; mais la chose n'est venue que peu à peu, parce qu'on n'a pas commencé par donner des terreins en propre aux paysans; au contraire, les colonies angloises en Amérique ont fait des progrès bien plus rapides; on compte que l'Angleterre ait fourni environ 200 mille personnes à ses colonies et qu'elles se montent aujourd' hui au nombre de 20.000 mille. Il n'est pas douteux que, lorsqu'on est dans le cas d'en faire les fraix et d'éviter les inconvéniens, il est plus avantageux d'atteindre au but par la plus courte voie; mais, si l'on avoit quelque chose à craindre, il vaut mieux se contenter des progrès plus lents et également surs que de s'exposer.

Le resumé de cette réponse par rapport à la première partie de la question est *qu'il est plus avantageux au bien public que le paysan possède ou puisse du moins posséder en propre des terres; qu'il est au contraire très dangereux et repugnant à tous les principes de la sage politique que le paysan ne possède que des mobiliers.*

La deuxième partie de la question qui est, comme nous avons dit, un[e] espèce de corolaire de la réponse affirmative que nous venons de donner est très aisée à resoudre en théorie: le paysan doit posséder ni plus ni moins de ce qu'il peut cultiver; la démonstration de cette réponse, après tout ce que nous avons démontré au sujet de la première partie de la question, se fait en peu de mots: si le paysan a de moin[s] de ce qu'il peut cultiver, c'est autant de perdu pour l'agriculture, outre que c'est proteger l'oisiveté et le vice; s'il en a de trop, ne pouvant faire l'impossible, ce de trop ne sera point cultivé. Le malheur est que cette théorie est décidément impossible à mettre en exécution et je vais le démontrer; cette mesure dépend de beaucoup de circonstances qui sont sujettes à variation: 1. De l'industrie du paysan. 2. De sa force physique. 3. De la qualité du terrein. 4. De la qualité de la cultivation; par exemple une vigne exige beaucoup plus de travail et d'adresse qu'un champ semé à blé. 5. Du nombre de la famille qui augmente ou diminue tous les jours en qualité, en nombre et en force et de bien d'autres qu'on pourroit encore ajouter; tous les points étant

1. Enrico VII Tudor, re d'Inghilterra dal 1485 al 1509.

incertains, le plus habile algebriste ne viendra jamais à bout de poser un calcul outre qu'en supposant pour un moment que l'on réussit à faire ce calcul, il faudroit à tout bout de champ augmenter ou diminuer aux paysans leur propriétées à mesure que les rapport[s] changeroient et ce ne seroit plus allors posséder en propre.

S'il étoit question de donner pour la première fois aux paysans des terres à posséder en propre, on pourroit faire un calcul en gros pour cette distribution et leur en donner plus tôt de plus que de moins [1]; mais il ne faudroit pas se flatter que cette mesure dura longtems, à moins que, par des autres établissemens, par des loix indirectes, qui sont le grand ressort de l'habile politique, on ne trouve le moyen d'y parvenir, si ce n'est entièrement du moins par aproximation. Nous avons dit au commencement que ce n'est pas à nous de proposer des moyens, ainsi il suffit de dire que j'ai fait ailleurs des réflexions qui peut-être pourroient servir pour cet effet [1].

i. Nous en avons donné la raison dans la note *g*.

l. Dans un livre intitulé *Delle leggi civili reali*, anonime, imprimé par Joseph Galeazzi à Milan en 1766, et surtout aux chapitres des testaments et des successions intestées [1].

1. Vedi qui le pp. 107-148.

VII.

RIFLESSIONI SOPRA IL LIBRO «DEI DELITTI E DELLE PENE»

(1768)

intervenir, le plus habile algébriste viendra jamais à bout de poser un calcul outre qu'en supposant pour un moment que l'on réussit à faire ce calcul, il faudroit aussi [illegible] champ augmenter ou diminuer [illegible] que les rapports [illegible] roient et ce ne seroit plus alors posséder en propre.

S'il étoit question de donner pour la première fois aux paysans des terres à posséder en propre, on pourroit faire un calcul en gros pour cette distribution et leur en donner plus tôt de plus que de moins[1], mais il ne faudroit pas se flatter que cette mesure dura longtems, à moins que, par des autres établissemens, par des loix indirectes, qui sont le grand ressort de l'habile politique, on ne trouve le moyen d'y parvenir, si ce n'est entièrement du moins par aproximation. Nous avons dit au commencement que ce n'est pas à nous de proposer des moyens, ainsi il suffit de dire que j'ai fait ailleurs des réflexions qui peut-être pourroient servir pour cet effet[2].

1. Nous en avons donné la raison dans la note g.

2. Dans un livre intitulé *Delle leggi civili* [illegible] imprimé par Joseph Galeazzi à Milan en 1766, et surtout aux chapitres des testaments et des successions intestées[3].

3. Voir qui la pp. 107-118.

[RIFLESSIONI SOPRA IL LIBRO « DEI DELITTI E DELLE PENE »] [1]

Il paragrafo IV non è una quarta conseguenza, ma un corrolario della prima conseguenza accennata nel paragrafo III [2].

Al paragrafo VII [3]. La misura dei delitti non è il solo danno fatto alla società. Il delitto, secondo me, è una disubbidienza fatta con animo deliberato ad una qualche legge. Tolte tutte le leggi, son tolti tutti i delitti; dunque il delitto non è che la relazione d'una operazione colla legge, lo che tanto è vero, che se l'ente supremo niente avesse rivelato e commandato agl'uomini non vi sarebbero nemmen peccati, perché virtù e vizio, giusto o ingiusto, dovere ecc. son nomi relativi, né mai hanno significato cosa che esista realmente da per sé, mentre, se alcuna di queste fosse tale, lo dovrebbe essere costantemente, né cessare d'esserlo per qualunque variar di circostanze. Ora la malizia, ossia il proposito deliberato, è la seconda parte del delitto, perché la disubbidienza ad una legge fatta involontariamente e senza la menoma colpa viene ad essere uguale ad una operazione machinale, come se fatta fosse da un corpo insensato, epperò non è mai stata punita da alcun governo moderato; i soli tiranni hanno questo diritto. Siccome però le intenzioni difficilmente si conoscono, né altra prova se n'ha che dalle esterne operazioni, così quegli che disubbidisce si suppone che lo abbia fatto con animo deliberato e, se fu casuale la sua disubbidienza, a lui tocca il provarlo. Le circostanze che accompagnano il

1. Inedito. Il titolo originariamente mancante, venne supplito dal Berta nella sua relazione sui manoscritti sequestrati (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX, 7 [F]). Il Vasco ha presente la quinta edizione dell'opera del Beccaria, pubblicata con l'indicazione di Harlem (ma, Livorno, Coltellini, 1766). Sulla storia delle varie edizioni dell'opera *Dei delitti e delle pene*, cfr. *Carte Beccaria*, B. 231 (Milano, Biblioteca Ambrosiana) e F. VENTURI, *Riformatori lombardi, piemontesi e toscani*, Napoli, 1958, pp. 23-26.

2. Il paragrafo IV, *Interpretazioni delle leggi*, inizia: « Quarta conseguenza: né meno l'autorità d'interpretare le leggi penali può risedere presso i giudici criminali, per la stessa ragione che non sono legislatori ». La prima conseguenza, accennata al paragrafo III (*Conseguenze*), è la seguente: « Le sole leggi possono decretar le pene su i delitti e quest'autorità non può risedere che presso il legislatore, che rappresenta tutta la società unita per un contratto sociale ».

3. È il paragrafo *Errori nella misura delle pene*.

delitto possono provare nel delinquente maggiori o minori gradi di malizia, epperò le leggi ben combinate nel proporzionare le pene hanno avuto riguardo: 1. Al danno maggiore o minore che potesse da ciascheduna disubbidienza derivare alla società; 2. Ai principali gradi di malizia per i quali viene ad essere il delinquente più o meno pernicioso. *Altri misurano i delitti* ecc. Una irriverenza all'essere degl'esseri; secondo i sani principii, non dovrebbe mai punirsi dalla società, se non quanto potesse ferire il riguardo politico, che rende necessaria al pubblico bene l'osservanza della religion dominante; i suoi diritti sa difendere da sé l'ente supremo, né ha bisogno del debole nostro aiuto, come benissimo dimostra nel versicolo seguente.

Nella risposta all'accusa 11, nota n. 1 [1]: *Un peccato non si commette* ecc.; *il dolo malo* e la *mala intenzione*, tradotti in buon toscano, non significano altro che la *malizia*, e se alcune leggi cattive infliggono pene al delitto casuale, basta confrontarle con l'altre che assolvono interamente il delinquente a puro caso e si vedrà l'equivoco. Talvolta uno può commettere un delitto senza averne avuta l'intenzione, ma avrà dato luogo a quell'accidente con qualche operazione che sarà o un vero delitto, o una reprensibile colpa; allora e' si castiga, non perché a caso abbia commesso quel delitto, ma perché ha dato con sua colpa luogo a quell'accidente; ma la pena sarà sempre minore; citata L. 2, *ff. De termino moto* [2]; dunque la malizia è una parte essenziale della misura dei dehtti e delle pene. Suppongasi un cacciatore il quale vada a caccia in un sito dalla legge proibito e che, volendo amazzare un cervo, un capriolo, per puro e mero caso amazzi un uomo (già si suppone che sia possibile la prova del puro caso): dovrà egli punirsi d'omicidio? Dovrà egli solo punirsi di disubbidienza alla proibita caccia? Né l'un, né l'altro; egli ha commesso un omicidio casuale, ma, se egh non avesse dato *operam rei illicitae* coll'andare a caccia in sito proibito, non sarebbe seguito questo caso; dunque la sua pena dev'essere minore dell'omicidio e maggiore della semplice violata caccia. Suppongasi quest'istesso cacciatore andato a caccia in luogo permesso e che per un accidente simile amazzi un uomo, questo quando avrà provato il caso fortuito, non deve subire la menoma pena; eppure il danno alla società è uguale.

1. Il Vasco qui annota la *Risposta ad uno scritto che s'intitola Note ed osservazioni sul libro Dei delitti e delle pene* che Pietro ed Alessandro Verri scrissero in risposta alle *Note* del Facchinei (Venezia, Zatta, 1765) a Milano nel 1765. Il testo della *Risposta* si trova nell'edizione citata del Beccaria che il Vasco ha presente.

2. Cfr. D., XLVII, 21, *De termino moto*, L. 2.

Furtum non committitur[1] ecc., non dice la legge *nihil tamen invenit unde furari*, dice *nihil tamen furatus est*, e da qui si ricava che la legge suppone uno il quale, entrato in una casa con animo di rubare, poscia siasi pentito e non abbia rubato; tutte le leggi hanno dato luogo al pentimento infinché l'intenzione rea non è ridotta all'atto, ossia eseguita, ma che poi l'avere rubato 10 meriti maggior castigo che l'aver rubato 5 le buone leggi non lo dissero e il bene della società non è per ciò interessato per alcun verso, poiché quegli che rubba lo fa per necessità o per vizio, si[a] l'un che l'altro sperano in quel momento d'evitare la pena, altrimenti non rubberebbero; lo che posto, attaccare al furto di maggior somma una maggior pena non sarà mai che alcun ladro trovando oro e rame si contenti di questo per timore della maggior pena, siché anche nel suo sistema è uno sproposito questa maggior pena, come è assurda l'equazione d'una grossa somma di danaro colla vita di un uomo.

Se il solo danno della società è la misura dei delitti e delle pene, l'omicidio fatto da un pazzo è un danno fatto alla società; *transeat* ch'egli sia un po' meno per le speciose raggioni addotte (il danno principale consiste in privarla d'un membro talvolta utilissimo), ma sarà sempre un danno, dunque sarà un delitto minore, se vuole, ma sempre un delitto, secondo i suoi principii, il quale per conseguenza si dovrebbe castigare. Dirà l'autore che un mentecatto furioso si lega, s'incatena, si carcera, acciò che non rechi danno alla società e che, siccome questo è il principal fine delle pene, così si possa anco dire che il mentecatto sia castigato, sebbene con pena minore; ma a questo rispondo: in primo luogo che tanto s'incatena il mentecatto furioso che ha recato un grave danno, come quello che lo ha recato leggiero o non ne ha recato alcuno; per conseguenza in questo senso converrebbe dire che si castiga un edificio che minaccia danno quando per evitarlo esso si rovina. In secondo luogo, supponiamo un mentecatto il quale abbia ammazzato un uomo e che un istante dopo abbia la sorte di riaquistare la salute; ora questo tale, come mentecatto, non si può più rinserrare, perché ha cessato d'esserlo e i mentecatti furiosi si custodiscono non per raggion del passato, ma per cautela dell'avvenire; eppure l'essere risanato non fa che non sia seguito il danno; domando: s'avrà egli a castigare? Il solo danno recato alla società sarà sempre l'unica misura dei delitti e delle pene?

1. Il Vasco si riferisce alla nota 2 del Verri, contenuta nella *Risposta* cit., *Accusa undecima*.

La colpa non è malizia, adaggio un poco; il dolo è il supremo grado di malizia; la colpa lata *dolo aequiparatur*, ed è la suprema malizia meno un grado; la colpa leve è malizia anch'essa alcuni gradi meno; la colpa levissima *habetur pro casu fortuito*, e sarà il caso fortuito più un grado di malizia.

Al paragrafo X [1] la materia è trattata molto leggermente e, pigliando la cosa per i veri suoi principii, temo che il proposto rimedio non sia né sufficiente, né forse il migliore.

Al paragrafo XIV [2]. Prender a sorte i giudici fra le persone istrutte *transeat*, ma commettere alla sorte la vita e l'onore degl'uomini è troppo; se la sorte facesse estrarre tutti giudici ignoranti o atrabilari che ne seguirebbe? Se si vogliono speditivi i giudizi, massimamente criminali, s'hanno eglino a dare in mano a gente inesperta, che dee fare ogni volta il noviziato sulle spalle di quel miserabile? Quando le leggi sian chiare e buone, non fa bisogno di cercare, né giudici tratti a sorte, né i Pari.

Al paragrafo XVI [3]. *Un altro ridicolo motivo è la purgazione dell'infamia.* Questo è un equivoco; non hanno mai preteso i giuristi che la tortura levi e purghi l'infamia in chi l'ha incorsa: intendono purgare la deposizione d'un uomo infame dal diffetto che gli dà l'infamia del testimonio, e ciò in conseguenza del falso principio che lo slogamento dell'ossa sia il cruciuolo della verità, perloché dicono essi la deposizione di quest'uomo può essere ricusata, gli si può oggettare l'infamia del deponente, la quale rende subito debolissima e di poco credito la sua deposizione; or dunque col solito nostro crucciuolo di verità purghiamo questa deposizione da quel diffetto che gli dà l'infamia del deponente.

Al paragrafo XXI [4]. Perché si infliggon pene? E perché servano altrui d'esempio e trattengano altri dal delinquire, o affinché il reo non commetta altri delitti. Perché è ingiusta la pena di morte? Perché non è necessaria per alcuno de' fini sudetti, dunque ogni qual volta un'altra pena sarà dimostrata come quella inutile, ossia non necessaria,

1. È il paragrafo *Dei duelli*. Il rimedio proposto dal Beccaria è il seguente: « Il miglior metodo di prevenire questo delitto è di punire l'agressore, cioè chi ha dato occasione al duello, dichiarando innocente chi, senza sua colpa, è stato costretto a difendere ciò che le leggi attuali non assicurano, cioè l'opinione, ed ha dovuto mostrare a' suoi concittadini ch'egli teme le sole leggi e non gli uomini ».
2. È il paragrafo *Indizi e forme di giudizi*.
3. È il paragrafo *Della tortura*.
4. È il paragrafo *Pene dei nobili*.

sarà ingiusta. La maggior sensibilità, innegabile nelle persone che hanno ricevuta una educazione nobile, fa sì che in esse una minor pena è atta a produrre l'istesso effetto che produrrebbe una maggiore in un plebeo, dunque questa pena maggiore non è necessaria per un nobile, dunque è ingiusta.

Al paragrafo XXII[1]. Il furto è rarissimamente il delitto della miseria e della disperazione, egl'è il delitto degl'oziosi che aborriscono il lavoro, e conseguentemente le loro occupazioni sono giuoco, vino e donne e, non avendo poi delle rendite colle quali suplire alle spese che si richiedono per sodisfare le loro mal nate passioni, in vece d'apigliarsi al lavoro, s'apigliano al più facile e più lucroso mezzo dei furti. È in mano del governo il prevenire la massima parte di questi delitti per non dir tutti, ma le ottime leggi e i mezzi indiretti, che sono i più facili e i più dolci, aspettano qualche filosofo sul trono per presentarglisi. Una gran prova della necessità del diritto di proprietà è l'esser egli in tutto il mondo stabilito da' tanti secoli, che non s'ha memoria della perfetta communione fuorché ne' disabitati deserti. La necessità di questo diritto si potrebbe anco provare con argomenti filosofici.

Al paragrafo XXIV[2]. Perché col bando d'un ozioso privarsi d'un membro che si può render utile? Se il suo ozio è un delitto, non gli si fa torto a castigarlo, epperò non sarebbe egli meglio costringerlo al lavoro, proporzionando sempre la pena al grado del delitto, alla qualità e capacità del delinquente?

Al paragrafo XXIX[3]. Mi rincresce che un protettore dell'umanità, uno che vede benissimo che il carcere è una pena, la quale per ciò si dà solo perché ella diviene qualche volta indispensabile per la publica salvezza, si contenti poi di così deboli indizii per la cattura, come la fuga, la stragiudiziale confessione, quella d'un compagno del delitto e li consideri ugualmente forti come la costante inimicizia coll'offeso ed il corpo del delitto. Tutti gl'uomini agiscono per un qualche fine, e questo fine è sempre il proprio vantaggio; intendo per vantaggio non il solo interesse pecuniario, ma la sodisfazione di qualunque desiderio. Qualora un uomo avesse commesso un delitto senza alcun motivo affatto, io direi che è pazzo in mezzo al cervello e lo metterei nell'ospedale piutosto che castigarlo. Il primo dunque di tutti gl'indizii è l'interesse che poteva avere l'accusato di commettere quel tale delitto.

1. È il paragrafo *Furti*.
2. È il paragrafo *Oziosi*.
3. È il paragrafo *Della cattura*.

Quest'indizio diventa più forte, a misura che l'interesse era maggiore, che l'accusato era più inclinato al male o che combinano altri indizii, altre prove a farlo creder reo, come sarebbe il corpo del delitto, massimamente nei furti. Nei soli delitti gravi, che rendono il delinquente pernicioso alla società, è giusta la cattura dell'accusato, perché, quando la società non ha che temere d'un delinquente, viene ad essere ingiusta la non necessaria pena del carcere. Ma per far luogo alla cattura ne' delitti gravi si richiede una semipiena prova del delitto, e tale non è di certo la fuga; e chi è quegli che, sentendosi accusato o in sospetto d'un grave delitto, voglia esporsi innocente ai squallori d'un carcere? al pericolo che due falsi testimoni, così facili a trovarsi, lo facciano comparir reo? che qualche inimico (ogniuno ha i suoi) non risvegli l'attrabilare umore d'un giudice e gli faccia veder il delitto nell'innocente? Forse che questi casi son nuovi? Saranno forse sempre perfette le leggi, perfetti i giudici? Quante combinazioni non si danno per le quali riesce difficile ad un innocente il provare la sua innocenza? E gli si dovrà ascrivere a delitto l'amor di libertà? La stragiudiziale confessione è il più equivoco di tutti gl'indizii; il reo procura di celare il suo delitto per evitarne la pena e non lo palesa; e poi, e chi non sa che i discorsi non si ridicono mai tali quali furon detti? E chi non sa quanti equivoci si pigliano nel sentire un discorso, i quali nascono dal diffetto organico o di chi parla, o di chi ascolta? La confessione d'un compagno del delitto non è miglior indizio, poiché, o questi è già provato e convinto reo del delitto, ed allora la sua deposizione è sempre debole, o questi è un accusatore di se stesso e d'un altro, forse per gioire dell'impunità, e allora è tanto meno da curarsi la sua deposizione, che anzi, infino a che altre prove non vi siano, è egli medesimo reo d'una calunnia.

Al paragrafo XXX[1], pag. 143, quel scemarsi il tempo della prescrizione perché cresce il tempo dell'esame è un pò oscuramente espresso: vuol dire che, siccome l'innocenza è più facile negli atroci delitti, così meno si deve tormentare d'esami il reo (cosa falsa, perché, se, secondo il suo sistema, il danno della società è quello da cui si devono misurare le cose, nei delitti atroci, il danno essendo maggiore, con più attenzione si dovrebbe cercare quegli che dà luogo alla società di temerlo), e per lo contrario si debba esiggere maggior tempo alla prescrizione del processo.

Al paragrafo XXXI[2], pag. 151, *che comincia per render gl'uomini inutili a se stessi per farli utili ad altri* ecc., o chi l'intende?

1. È il paragrafo *Processi e prescrizione.*
2. È il paragrafo *Delitti di prova difficile.*

Al paragrafo XXXII[1]. Il suicidio, secondo me, non è delitto, è pazzia, epperò non si deve castigare; ma perché la legge che impriggiona i sudditi nel loro paese è inutile, non è vero che lo sia quella del suicidio, perché, se il suicidio fosse un delitto, sarebbe di quelli che si dovrebbero punire colla maggior severità, perché egl'è di funesto esempio.

Al paragrafo XXXIV[2]. L'inumana barbarie delle cattive leggi, e non la buona fede dei contratti, o la sicurezza del commercio hanno introdotta l'assicurazione delle persone dei debitori, legge che gl'empii sanno sempre utilmente evitare e che castiga i soli onesti sfortunati, legge poi ingiustissima nel modo, perché autorizza la fredda crudeltà, la barbara e capricciosa vendetta dei privati; che vantaggio ricava il creditore nel far impriggionare un debitore decotto? Nessuno, anzi gli tocca pagare la custodia e i miserabili alimenti; se il debitore è reo di dolo, le leggi punir lo devono con publica autorità, né ha a toccare ai creditori questo diritto; se non è reo, che legge è quella che castiga gl'uomini innocenti sol perché infelici? I Romani davano al creditore la persona del debitore accioché quegli che *non habebat in aere lueret in pelle* e così, coll'opere sue, il debitore scontava il debito; la cosa era un po' dura nel modo, ma aveva almeno un principio di giustizia, laddove la legge presente è la più barbara e la più ingiusta di tutte le leggi.

Al paragrafo XXXVII[3]. S'esaminino tutti gl'uomini e pochi saran quelli ai quali nel corso della vita non sia passato per la mente qualche sproposito; se s'avessero tutti a punire, povera umanità e questa supposta importanza di prevenire un attentato può servire di mezzo alle prepotenze, all'ingiustizie e a mille disordini; infin che l'uomo non ha commesso il delitto e che può ritirar la mano non deve punirsi. Uno che andasse ad insultare, minacciare ecc. un altro, quantunque non l'amazzi, non gli faccia male alcuno, è punibile sicuramente perché le minaccie, gl'insulti sono delitti, ma quegli che non ha fatto alcuna azione per se stessa proibita, quantunque si provasse all'evidenza che avesse intenzione di dilinquire in apresso, non si può assolutamente castigare, e qualunque pena sarebbe ingiusta, perché dal volerlo al farlo vi è tanta distanza come dall'essere e non essere, e ciò perché può pentirsi.

Tutte le leggi che autorizzano il tradimento sono: 1. Una evidente prova di debolezza. 2. Un mezzo di far gl'uomini cattivi, e per conseguenza fomentare in vece di prevenire i delitti.

1. È il paragrafo *Suicidio.*
2. È il paragrafo *Dei debitori.*
3. È il paragrafo *Attentati, complici, impunità.*

Al paragrafo XXXVIII[1]. Le interrogazioni suggestive son quelle che suggeriscono al reo una risposta colla quale venga egli a confessare tacitamente il delitto o qualche circostanza di esso; per esempio, se, interrogato uno se nel tal giorno, alla ora tale, si trovasse egli nella casa A, dove seguì il delitto, rispondesse di no e che il giudice, continuando ad interrogare, gli domandasse che cosa faceva egli in quel giorno nella casa A, questa si direbbe interrogazione suggestiva, perché suggerisce al reo una risposta colla quale verrebbe egli a confessare che era in quella casa e a contradirsi nelle sue risposte.

Al paragrafo XXXIX[2]. Meglio era non parlarne che dimostrare un timore ad attaccare un obrobrio della religione e dell'umanità ora mai sbandito o moderato da tutti i principi cattolici, o già dimostrato contrario ai principii della evangelica morale.

Al paragrafo XLII[3], p. 195, quel *regrettarono* non istà ben niente.

1. È il paragrafo *Interrogazioni suggestive, deposizioni.*

2. È il paragrafo *Di un genere particolare di delitti*, che suona così: « Chiunque leggerà questo scritto accorgerassi che io ho omesso un genere di delitti che ha coperto l'Europa di sangue umano e che ha alzate quelle funeste cataste, ove servivano di alimento alle fiamme i vivi corpi umani, quand'era giocondo spettacolo e grata armonia per la cieca moltitudine l'udire i sordi confusi gemiti dei miseri che uscivano dai vortici di nero fumo, fumo di membra umane, fra lo stridere dell'ossa incarbonite e il friggersi delle viscere ancor palpitanti. Ma gli uomini ragionevoli vedranno che il luogo, il secolo e la materia non mi permettono di esaminare la natura di un tal delitto. Troppo lungo, e fuori del mio soggetto, sarebbe il provare come debba essere necessaria una perfetta uniformità di pensieri in uno Stato, contro l'esempio di molte nazioni; come opinioni, che distano tra di loro solamente per alcune sottilissime ed oscure differenze troppo lontane dalla umana capacità, pure possano sconvolgere il ben pubblico, quando una non sia autorizzata a preferenza delle altre; e come la natura delle opinioni sia composta a segno che mentre alcune col contrasto fermentando e combattendo insieme si rischiarano, e soprannotando le vere, le false si sommergono nell'oblio, altre, mal sicure per la nuda loro costanza, debbano esser vestite di autorità e di forza. Troppo lungo sarebbe il provare come, quantunque odioso sembri l'impero della forza sulle menti umane, del quale le sole conquiste sono la dissimulazione, indi l'avvilimento; quantunque sembri contrario allo spirito di mansuetudine e fraternità comandato dalla ragione e dall'autorità che più veneriamo, pure sia necessario ed indispensabile. Tutto ciò deve credersi evidentemente provato e conforme ai veri interessi degli uomini, se v'è chi con riconosciuta autorità lo esercita. Io non parlo che dei delitti che emanano dalla natura umana e dal patto sociale, e non dei peccati, de' quali le pene, anche temporali, debbono regolarsi con altri principii che quelli di una limitata filosofia ».

3. È il paragrafo *Delle scienze*; il passo annotato suona: « Ma come è proprietà dell'errore di sottodividersi all'infinito, così le scienze che ne nacquero fecero degli uomini una fanatica moltitudine di ciechi, che in un chiuso labirinto si urtano e si scompigliano di modo che alcune anime sensibili e filosofiche regrettarono persino l'antico stato selvaggio ».

VIII.

NOTE ALLO « SPIRITO DELLE LEGGI » DI MONTESQUIEU

(1768)

Lo spirito del presidente di Montesquieu sopra le leggi, ossia sovra il rapporto che esse debbono avere colla costituzione di ciaschedun governo, coi costumi, col clima, colla relligione, col commercio ecc.

In italiana favella recato con note dal conte e commendatore don Dalmazzo Vasco da Mondovì. — Abozzo[1]

L'esempio degl'ultramontani, i quali con sommo profitto delle lettere e delle scienze si arrichiscono di tutti i lumi dell'altre nazioni col mezzo della traduzione dei buoni libri, mi ha determinato a recare per parte mia questo vantaggio alla nostra Italia, che sembra averlo fin ora disprezzato: sia egli un effetto di intempestiva superbia, nata da che nei secoli remoti essa fu la maestra delle scienze, ossia che il premio di chi s'impiega in publico vantaggio, la publica estimazione, sia molto scarso per i traduttori della nostra Italia, egl'è però innegabile che pochissimi esteri libri si hanno nella nostra lingua, lo che costringe quelli i quali desiderano di illuminarsi ad una fatica che potrebbero risparmiare, vale a dire ad imparare, anzi a ben possedere, la forza delle lingue estere, con sommo discapito di tempo.

Io non voglio entrare nella questione se il premio che si ricusa ai buoni traduttori sia o no un'ingiustizia che loro si faccia; egli sarebbe fare in un certo modo la mia apologia; ma dirò bensì che, comunque sia per essere ricevuta questa mia fatica, sarò nulladimeno soddisfatto se avrò potuto giovare ad alcuno, che è l'unico fine per cui l'ho intrapresa.

1. Inedito. F. VENTURI, in *D. F. Vasco*, Paris, 1940, pp. 131-171, ha pubblicato le note indicate qui con i nn. 7, 9, 10, 12, 15, 16, 18, 19, 25-30, 34, 36-40, 43, 45, 48, 49, 52, 53, 55-63, 69, 73, 78, 92, 95, 99, 104, 105, 107, 110, 115, 117, 118, 123, 124, 128, 149 e in *Illuministi italiani. Riformatori lombardi piemontesi e toscani*, Napoli, 1958, pp. 848-855, quelle indicate qui ai nn. 7, 15, 19, 37, 45, 78, 163, 225, 258, 379, 395, 415, 473, 513.

PREFAZIONE

... Non scrivo per censurare ciò che sia stabilito in qualsivoglia paese. Qualunque nazione troverà qui le raggioni delle sue massime e sarà facile il dedurne questa conseguenza, che il proporre le grandi mutazioni non appartiene che a quelli verso dei quali prodiga la natura gl'ha dotati di quel sublime ingegno che è capace di cogliere e penetrare tutta in un tratto la costituzione d'uno Stato (1).

Non è cosa indifferente che il popolo sia illuminato (2).

1. E questi son così pochi nel globo che si potrebbero, come si suol dire, contar colle dita e fra questi pochissimi quasi nessuni che siano conosciuti da quei principi che avrebbero il più di bisogno, perché là dove sono i maggiori disordini egl'è dove meno ne è informato il principe; ciò succede quando esso si abbandona a quei pochi e cattivi consiglieri che lo attorniano, i quali con una certa speditezza nel fare (bene o male non importa) gl'affari gli danno a credere che tutto va bene, mentre che tutto va alla peggio; sembra che vi si goda una gran calma, ma ella è come quella calma sciroccale che precede i gran terremoti, le più terribili tempeste; ella è la prostrazione di forze del moribondo corpo politico.

In alcuni altri paesi poi, all'opposto, tutti vogliono essere Soloni; il più insignificante fra gl'impiegati vuol proporre qualche cambiamento, ma questo non è male, egli è un fermento utile degli spiriti, il quale non serve che ad illuminare; basta solo che il governo sia cauto, non precipiti e non si lasci indurre ad abbracciare alcuna novità, se non ne ha prima ben combinate tutte le possibili relazioni.

Questa è la febre del leone, quella è l'agonia del tisico.

2. Si vedrà nell'opera la verità ed importanza di questa proposizione adattandola alle diverse forme di governo.

Libro I.
DELLE LEGGI IN GENERALE

Capo I.
Delle leggi nel rapporto che hanno coi diversi esseri.

... Quelli che dissero autore del bell'ordine che vediamo nel nostro mondo il cieco fato hanno detto un grandissimo assurdo, poiché non v'è cosa più assurda che il dire prodotti esseri intelligenti da un fato cieco (3) ...

Evvi dunque una raggione primitiva e le leggi sono le varie relazioni che si trovano tra essa e i diversi esseri (4) e le relazioni che hanno questi esseri fra di loro (5) ...

Dire che non vi sia giusto né ingiusto che ciò che è prescritto dalle leggi positive è lo stesso che dire che prima che si descrivesse il circolo i raggi non erano tutti uguali (6).

Convien dunque admettere relazioni d'equità anteriori alla legge positiva che le ha stabilite, per esempio che, supposto che gl'uomini si riunissero in società, sarebbe giusto che osservassero le loro leggi, che un essere intelligente che avesse ricevuto un beneficio da un altro ente intelligente dovrebbe essergli grato, che se un ente intelligente avesse creato un altro ente intelligente il creato dovrebbe essere dipendente dal creatore, che un ente intelligente che ha fatto del male da un ente intelligente merita di ricevere lo stesso male, e così del rimanente (7)...

Le bestie non hanno i supremi vantaggi che abbiamo noi e ne hanno degl'altri dei quali noi siam privi. Non hanno le speranze nostre, ma non hanno i nostri timori, sono sogette anch'esse alla morte, ma non la conoscono e la maggior parte sanno conservarsi in vita meglio di noi, né fanno l'abuso che facciamo noi delle loro passioni (8)...

3. Questa verità si potrebbe confermare con un argomento filosofico, al quale i fatalisti non troveranno mai risposta. Egl'è dimostrato che tutti gli esseri animali, perfino gl'insetti, nascono dalla generazione (vedi *Dictionnaire enciclopédique*, articolo *Corruption*) [1]; ora questo fato cieco, secondo essi, convien che la prima volta abbia avuta l'abilità di far produrre gl'esseri animali dalla materia informe e senza essere generati. La materia, da che esiste il nostro globo, non ha diminuito né mutato, né intorno alla forza, né intorno al suo moto; possibile dunque che la materia, che ha avuta una volta la forza di produrre

1. Cfr. *Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, Paris, 1751-1765.

tanti esseri animali e di tante diverse specie, mai più in tanti secoli abbia potuto produrre senza generazione un solo animale? Possibile che questo fato che si suppone cieco e che ha saputo produrre questi animali senza generazione in tanti secoli apponto per la sua cecità non ne abbia più prodotto uno?

4. Queste non sono altro che le leggi divine.

5. Queste leggi umane non sono una conseguenza necessaria delle relazioni con Dio, né della di lui esistenza, perché i fatalisti, gl'atei nulladimeno ammettono le leggi umane e gl'uomini non associati non hanno leggi; il loro principio convien dunque ripeterlo da altra causa. Ne parlerò qui apresso al capo 3.

6. Se tutto quello che è possibile per questo solo che è possibile si può dire che sia realmente, tutto quello che la mente umana può immaginare e che non sia fisicamente repugnante si potrà dire che esista, si potrà suporre come esistente e da esso come tale derivarne tutte le possibili conseguenze; la fallacia di questo argomento è troppo evidente: forse l'autore la conosceva meglio di me e l'ha messa per non urtare di fronte contro i pregiudizi del stoicismo. La parità del circolo anch'essa è evidentemente fallace per quell'assunto, mentre che l'uguaglianza dei raggi non è relativa alla descrizione del circolo, ma deriva dal centro, dalla sua unità e dalla estensione in infinito dei raggi da esso derivanti. Basta osservare con ochio imparziale che ciò che è giusto in un governo è ingiusto in un altro, ciò che in uno è virtù, è vizio in un altro, anzi di più, che non v'è azione la più atroce, la più communemente ingiusta che, o secondo le diverse leggi, o secondo le varie circostanze, non diventi anco virtuosa non che giusta per persuadersi che i nomi di giusto ed ingiusto, vizio e virtù, sono relativi alle leggi, come l'istesso nome di peccato è relativo alla legge divina, senza della quale non vi sarebbe peccato.

7. Supposto che vi fosse giusto o ingiusto esistente realmente da per sé e che una società sogetta ad errare, come ammette l'autore, avesse fatte leggi ingiuste, non sarebbe più giusto che le dovesse osservare. Ecco come si distrugge da sé il sistema e come gl'istessi suoi principii si combattono reciprocamente.

La gratitudine non solamente non è nella natura dell'uomo, ma anzi ella è contraria; l'uomo naturalmente è ingrato perché si fa centro di tutte le cose, tutto rapporta a sé e quanto meno può agl'altri, e per questo la gratitudine appunto si considera come una virtù, perché

ella è uno sforzo utile alla società (vedi *Riflessioni per un legislatore sopra le azioni* ecc. [1], in principio e parte seconda).

L'ente creato deve essere dipendente dal creatore inquantoché questo continui ad essere più forte ed esigga questa dipendenza; se fosse possibile che l'ente creato diventasse più forte, più grande dell'ente creatore, non sarebbe più dipendente; questa dipendenza deriva come una conseguenza necessaria dalla natura della cosa, cioè che il creatore ha necessariamente da conservare la superiorità, ma non dal motivo di gratitudine: questo motivo è virtù, non necessità, non natura. Di fatti vediamo fra gl'animali, dove cessano queste due raggioni, cessare la dipendenza del generato al generante che, sebbene non sia la creazione, ne è però una immagine.

Che un ente che ha fatto del male meriti l'istesso male è proposizione che non regge alla raggione e che l'esperienza istessa combatte; quanto alla raggione (vedi *Dei delitti e delle pene* [2]) prova concludentemente che nessun delinquente merita pena per se stesso; si castiga bensì, ma per altre raggioni e non perché in sé il delitto meriti pena, la sperienza poi convince ogni giorno, perché ne seguirebbe da quella proposizione che, se uno ha rubato a me, merita che io rubbi a lui, se uno mi ha rotto un braccio, merita che glielo rompa a lui ecc.

Se si può dire in un senso che esista per se medesimo giusto e ingiusto, egli non è altro che nel giusto raggionamento sull'amor di se medesimo; questo è il punto d'unità al quale si rapportano tutte le azioni umane, tutti i desiderii degl'uomini e dal quale derivano; esso ne è il primo ed unico motore; l'amor di noi stessi è parte della nostra natura, epperò ciò che secondo un buon sillogismo ci giova è giusto, ciò che ci nuoce è ingiusto. Per buon sillogismo intendo un adequato calcolo dei piaceri coi dolori, della probabilità e grado di questi col pericolo e grado di quelli: così il cattolico che pecca fa sempre un falso sillogismo.

8. Intorno a questo sistema delle bestie molte cose dir si potrebbero, ma siccome non interessano la sostanza ed il piano di quest'opera si propone tralasciare; nei scritti di tanti filosofi metafisici antichi e moderni si può soddisfare la curiosità di chi desiderasse di illuminarsi su questo proposito.

1. È l'opera del Vasco, andata perduta, dal titolo *Riflessioni per un legislatore sopra le azioni e passioni umane*. Su di essa vedi la lettera del Vasco al fratello Giambattista in data 1° ottobre 1768 (qui alle pp. 645-647) e la relazione del Berta, (Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX, 7 [F]).

2. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, paragrafo *Diritto di punire*.

CAPO 2.

Delle leggi di natura.

...Quella legge che, dopo avere impressa in noi l'idea d'un creatore, ci dà una tendenza verso di esso (9) è la prima delle leggi naturali...

In questo stato [di natura] ciascheduno si sente inferiore e appena ciascuno si sente uguale (10)...

Siccome gl'uomini oltre le sensazioni hanno ancora la facoltà pensante e che facendo uso dei sensi vengono ad aquistare idee che quindi combinano, così hanno fra di loro un altro legame che non hanno gl'altri animali. Hanno dunque un nuovo motivo d'unirsi ed il desiderio di vivere in società è la quarta legge naturale (11).

9. L'idea del creatore è molto lontana dall'essere innata, ella è bensì una conseguenza di un raggionamento che ogn'uomo può fare da sé, ma non è innata né impressa dalla natura e, senza ricorrere alla dimostrazione di quella verità metafisica della quale nessuno più ardisce dubitare che tutte le idee ci vengono dai sensi, basta osservare che vi furono moltissimi uomini che non solamente non hanno conosciuto l'ente creatore, ma anzi lo hanno costantemente negato a chi loro voleva provarne l'esistenza.

I cartesiani, che conoscono la forza di questo argomento, dicono che questi uomini avevano un falso raggionamento e non s'avvedono che la risposta loro istessa gli strozza, perché (dico io) dunque non solo per avere l'idea del creatore è necessario il raggionamento, ma di più bisogna che si formi un raggionamento giusto: la natura ci ha data l'aptitudine a raggionare, ma non ci ha dati i sillogismi belli e fatti; e se perché ci ha data l'aptitudine di conoscere il creatore col raggionamento si ha da conchiudere che ce n'ha data ed impressa sul nascere l'idea, mi sarà permesso di dire che Newton[1] aveva l'idea innata delle matematiche.

10. L'idea di superiorità, d'uguaglianza e d'inferiorità suppone un rapporto, epperò l'uomo selvaggio relativamente ad un altro, infin che o i bisogni o le passioni non gl'avranno fatta superare la naturale timidità nata dal paragone delle sue forze colle forze degl'altri corpi materiali, fuggirà l'incontro; quando poi un'occasione lo avrà posto in circostanza di misurare le sue forze con un altr'uomo, dall'esito della lotta si formerà in lui l'idea relativa; e siccome gl'uomini non

1. Isaac Newton (1642-1727).

possono a meno di essere fra di loro disuguali di forze, così, supposto che s'abbiano ad incontrare, non può mai risultare l'idea d'uguaglianza e la pace non può essere la prima legge di natura se non nell'uomo isolato, e ciò non perché sussista il principio obbesiano, ma perché le passioni e i bisogni non possono ammeno di produrre la guerra fra uomini perfettamente indipendenti, di modo che, tolte queste due cause, non è vero che l'uomo naturale sia portato alla guerra. Egli, come dissi, è portato a soddisfare i suoi bisogni e le sue passioni, che nello stato di natura sono pochissime; sodisfatte queste, non gl'importa né guerra, né pace; egh nulla cura e sta naturalmente in un ozio e in una totale inazione di mente.

11. Questa legge, oltre che la sperienza di tanti selvaggi che non l'hanno ancora osservata la combatte abbastanza, ella si può dimostrare falsa colla raggione (vedi J.J. ROUSSEAU, *Discours sur l'inégalité parmi les hommes* [1]).

CAPO 3.

Delle leggi positive.

...Questi due stati di guerra (12) costringono gl'uomini a stabilir le leggi...

L'ogetto della guerra è la vittoria, quello della vittoria la conquista e quello della conquista la conservazione (13)...

La reunione di tutte le forze particolari, dice benissimo Gravina, forma ciò che si chiama lo stato politico (14)...

Alcuni hanno creduto che la natura, avendo stabilita la patria podestà, il governo di un solo fosse più conforme alla natura (15)...

Meglio è dire che il governo più conforme alla natura è quello la di cui disposizione particolare si riferisce meglio alla disposizione del popolo per il quale è stabilito (16)...

La legge, nel senso generico e in quanto che ella governa tutti i popoli della terra, non è altro che la raggione umana (17)...

Elleno [le leggi] devono essere così proprie ed adattate a quel popolo per il quale sono fatte che egli è un gran caso se le leggi di una nazione possono convenire ad un'altra (18)...

12. Ecco come l'istesso autore non può ammeno di far derivare le leggi positive dalla necessità di evitare i gravissimi mali che vi sarebbero senza di esse; ma si faccia un passo addietro e si vedrà meglio d'onde nasca questa necessità.

1. Cfr. J. J. ROUSSEAU, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Amsterdam, 1755.

Gl'uomini selvaggi, secondo i principii stabiliti dall'autore e tratti dalla natura istessa, essendo per natura deboli e timidi, non si sono accostati gl'uni agl'altri, non si sono incontrati, se non se dopo che, moltiplicato il loro numero sopra una data superficie, esso è divenuto tale che, per sodisfare i loro bisogni e le poche loro passioni, a caso e senza volerlo, per la necessaria conseguenza del numero, ebbero ad incontrarsi (l'incontro degl'uomini colle donne non distrugge questo sistema, perché l'uomo non può ammeno d'aver sentita la sua superiorità di forze relativamente a un ente che è tanto più debole, come la sentono tutti i selvaggi che noi conosciamo riguardo ad alcuni animali dei quali vanno a caccia, alla qual cosa s'aggiunge la voce istessa della natura che chiama i due sessi ad unirsi); nell'incontrarsi hanno alla fine dovuto una qualche volta trovarsi due o più a concorrere nell'istesso ogetto o per bisogno o per passione; esseri, come dissi pocanzi, perfettamente indipendenti e resi coraggiosi dall'impeto della passione o dal sentimento della propria conservazione che supera ogn'altro, hanno dovuto disputarsi reciprocamente colla forza l'ogetto desiderato; i deboli succombendo sono stati avvisati della loro inferiorità e per altra parte, sempre spinti da uno dei due sudetti impulsi, hanno dovuto incominciare a fare uso dell'intelletto e pensare ad accrescere le loro forze. I primi avranno combattuto, ossia lottato senz'armi; ai deboli la natura istessa avrà suggerito di servirsi o dei sassi o de' tronchi d'alberi, perché non può ammeno di essere loro succeduto una qualche volta che un sasso o un tronco a caso gl'abbia danneggiati; l'uso fatto dal debole di un'arma ha istruito il forte di armarsi per non perdere la superiorità; il debole, trovandosi di nuovo nello stato di prima ed incontrandosi con un altro debole a cui sia pure succeduto di succombere, avrà pensato ad accrescere le sue forze con unirsi con questo debole nel quale si combinava un medesimo interesse; l'unione dei deboli, resi più forti di chi gl'aveva superati, ha avvisati questi di unirsi e non si saranno mai visti i deboli unirsi coi forti, ma solo deboli e deboli, perché uguale era l'interesse; rese per l'accrescimento della popolazione più frequenti, anzi che quotidiane queste battaghe e queste piccole associazioni, ecco gl'uomini in uno stato di guerra senza che vi fossero società, perché queste erano associazioni momentanee che cessavano il momento dopo e gl'istessi deboli che si erano uniti per resistere al più forte, siccome non è possibile o almeno rarissimo che si trovassero perfettamente uguali fra di loro, presentandosi l'occasione avranno anche combattuto fra loro istessi. Tutte queste battaghe non potevano a meno che produrre infiniti mali alla specie umana, epperò, avezzatisi gl'uomini a fare qualche riflessione

per la loro diffesa, i più riflessivi avranno cominciato pensare a moltiplicare coll'industria, colla coltura della terra i prodotti di essa per evitare l'incontro e l'occasione di pugna; ciò fatto, i più forti, avezzi a superare i deboli e per altra parte amanti dell'ozio per natura, non avranno rispettato il campo del primo agricoltore; questo disordine avrà condotti gl'agricoltori, resi già più industriosi, a pensare alla diffesa del campo, ma le istesse diffese avranno suggerito ai forti un nuovo modo di offenderli e di attacarli, infino a che, giunto all'estremo i mali, avranno dovuto perfezionare l'idea già nata in loro dell'associazione e formare dei patti reciproci fondati sul naturale principio *quod tibi non vis alteri ne feceris* della di cui utilità la sperienza gl'aveva già abbastanza convinti. E così, di mano in mano, a misura che saranno nati nuovi disordini, illuminandosi sempre più gl'uomini avranno dovuto pensare al rimedio, e così all'istituzione delle leggi positive, alle forme de' governi ecc.

Questo raggionamento, s'io non m'inganno, nasce dalla natura istessa e dimostra insieme che la sola legge di natura è l'amor di noi stessi, dal quale ben raggionato nascono quindi tutte le buone leggi e le idee più universali di giusto ed ingiusto, vizio, virtù, dovere ecc. Ritenendo questo principio, mi sembrano molto più facili a sciogliersi tante questioni che occupano e tormentano lo spirito dei publicisti e dei politici.

13. Mi sembra che il desiderio di conservare la conquista non sia l'ogetto di essa, ma una conseguenza dell'ogetto, che io credo essere quello di accrescere le sue forze e di estendere in un certo modo la propria esistenza, il quale, essendo naturale ad ogn'uomo, lo deve essere alle società che son composte d'uomini.

14. La reunione delle forze particolari forma la forza dello Stato, ma lo stato politico è composto da ciò che ciaschedun individuo ha messo nel publico deposito, ossia da tante piccole parti di libertà naturale che hanno messe nel publico deposito tutti gl'individui per assicurarsi la libertà e il ben essere civile, e nessuno ha dato di più di quel che non poteva ammeno di dare per conseguire il ben essere civile.

15. Questi hanno errato nel principio.
La natura non ha stabilita la patria podestà, essa ha data ai padri una superiorità fisica di forze, che fra selvaggi non è di più di quel che sia la superiorità di qualunque altro più forte realtivamente al debole. Nella sola natura non v'è vera educazione, che è quella sovra di cui è fondata con raggione la patria podestà; gl'alimenti sono somministrati

dalla madre, siché nella semplice natura vi sarebbe più tosto la materna che la patria podestà, e di fatti si sono trovati selvaggi fra i quah né i padri conoscono i figli, né i figli conoscono i padri; le sole madri conoscono i figli per quel solo tempo che questi hanno bisogno per la loro debolezza di essere dalle madri nodriti e che queste hanno pure bisogno di sgravarsi di quell'umore che la provvida natura ha dato loro superfluo, perché fosse a quest'uso impiegato e perché, essendo reciproco il bisogno, non perissero i figli in quell'età che non possono da sé nodrirsi, finita la quale, quelle istesse madri abbandonano i figli e, errando gl'uni e gl'altri per le selve, poco dopo non si riconoscono più.

La patria podestà è d'istituzione civile, come tanto più quella di cui parla qui appresso l'autore, dei fratelli maggiori, dei prossimiori parenti ecc.

16. Alla disposizione, cioè alla volontà generale, perché, siccome la libertà è quella cosa che è più conforme alla natura dell'uomo, così nei governi quello che è più uniforme alla libera volontà degl'associati sarà il più conforme alla natura; a questo io aggiungerei il meno complicato che sia possibile, perché la natura tende alla semplicità; dirà uno forse che il despotico è il più semplice? Lo può sembrare ad alcuno; ma un filosofo lo troverà il più complicato fra i possibili, e per questo ancora il più contrario alla natura.

17. L'autore conferma il mio principio del giusto raggionamento sull'amor di noi stessi, che non ha forse voluto apertamente stabilire, perché non avrà creduti gl'animi abbastanza disposti per riceverlo, forse anco per ben intenderlo e non accusarlo di empietà, quando da esso deriva la maggior pietà e la più sicura, perché niuna cosa è più atta a determinarci ad una qualche operazione quanto l'esserci dimostrata utile.

18. Per ciò che riguarda le relazioni col clima, colla qualità del solo e cogl'esteri, in somma dirò così tutte le relazioni fisiche, sta bene la proposizione, perché, siccome queste variano necessariamente in ogni nazione, così esiggono leggi diverse, ma per ciò che è di morale (lo dirò in apresso più ampiamente a suo luogo [1]) gl'uomini, poco più poco meno, sono gl'istessi dappertutto per la loro natura, epperò, data una istessa forma di governo, le leggi morali possono benissimo essere le istesse in diverse nazioni.

1. Vedi le note 317 e 330.

Libro II.

DELLE LEGGI CHE DERIVANO DIRETTAMENTE DALLA NATURA DEL GOVERNO

Capo 1.

Della natura delle tre diverse forme di governo.

V'ha tre sorta di forme di governo: republicano, monarchico e despotico (19)...

Il [governo] monarchico è quello nel quale governa un solo, ma con leggi fisse e stabilite (20)...

19. Tutti i governi sono republicani, tolto il despotico: la vera monarchia è una republica governata da un solo: l'aristocrazia, governata da pochi, la democrazia da molti; le forme di governo che si chiamano miste, che il nostro autore non distingue, sono quelle che partecipano di due o più di queste quattro forme principali di governo e intanto la monarchia oggi giorno si suole separare dal governo republicano in quanto che molte che si chiamano monarchie sono governi misti che partecipano più o meno del despotico, anche prescindendo dai principii di Gian Giacomo Rousseau [1] e giudicandone da quelli del nostro autore.

20. Vedi *Contract social*: la differenza tra il governo, il principe ed il sovrano [2].

Capo 2.

Del governo republicano e delle leggi relative alla democrazia.

...Egl'ha [il governo democratico] bisogno, come i monarchi, anzi più che essi, di essere guidato da un consiglio o senato (21)...

L'elezione per sorte è naturale alla democrazia, quella di nomina all'aristocrazia (22)...

Terminato il tempo e le fonzioni della carica di magistratura, si doveva subire un giudicio sovra la maniera colla quale ella si era esercitata. Gl'ignoranti così dovevano pur essere arditi, se osavano presentarsi perché il loro nome corresse la sorte (23)...

Le cabale sono pericolose in un senato, in un corpo di nobili, non lo sono nel popolo, il quale di natura sua agisce per passione (24)...

1. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, libro III.
2. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, libro III, capo I.

21. Qui sembra che l'autore abbia presa per norma la democrazia romana, come in apresso per la miglior forma di governo ha descritto il governo misto dell'Inghilterra. La necessità di questo consiglio, di questo senato non mi sembra così assoluta, come è bensì quella dei magistrati.

22. Questo non combina con la prova data dissopra della somma capacità nel popolo di giudicare del merito e di far buone elezioni e buone scielte.

23. Questa usanza risparmierebbe pure ai monarchi tante importunità dei postulanti, eviterebbe tante cabale nelle corti, se si praticasse ancora in oggi con rettitudine, se non si facesse uno scrupolo d'onore nel perseguitare un ignorante o venale magistrato e se una di queste due bastasse per rimoverlo; ma per lo più nelle monarchie è interesse di quelli che accostano il monarca di persuaderlo che esso deve sostenere i suoi ministri, né mai permettere che abbiano il torto con un inferiore, perché in tal guisa le cose arrivano poi al segno che nessuno più ardisca illuminare il principe, il quale, rimanendo così isolato nel suo palazzo non veda più che cogl'ochi di quei pochi che l'attorniano, miracol di Dio quando son buoni.

24. Quelle del popolo si sogliono chiamare con altro nome, sono più rare, perché è più difficile di riunire un maggior numero nel medesimo pensiere e perché è più raro il caso che il popolo possa avere interesse d'aderire ad un cabalista, ma, quando ciò succede, sono almeno ugualmente pericolose e, se non altro, gl'effetti che producono sono sicuramente più violenti.

Capo 3.

Delle leggi relative alla natura dell'aristocrazia.

Nell'aristocrazia la sovranità rissiede in un certo numero di persone: queste hanno la podestà legislativa ed esecutiva (25) ed il rimanente del popolo sta ad essi tutto al più come nelle monarchie stanno i sudditi col monarca...

Qualora sono i nobili in gran numero, è necessario che vi sia un senato, il quale dirigga gl'affari che il corpo dei nobili non è capace di diriggere e prepari quegl'altri che deve proporgli, acciò su di essi decida. In questo caso si può dire che l'aristocrazia è in un certo modo nel senato, la democrazia nel corpo dei nobili (26) e che il popolo è niente (27)...

Sarà una bella sorte se nella aristocrazia si solleverà con qualche mezzo indiretto il popolo dal suo niente; così a Genova il Banco di San Giorgio,

che è diretto dal popolo, fa ch'egl'ha una tal quale influenza nel governo e da ciò ne nasce tutta la prosperità di cui gode (28)...

L'eccezione a questa regola è quando la costituzione è tale che ha bisogno d'un magistrato che abbia una podestà straordinaria (29); tali erano a Roma i dittatori, tali a Venezia gl'inquisitori di Stato (30)...

In somma, questo magistrato [segreto] è stabilito per vendicare i sospetti di delitto e la dittatura adoperava più le minaccie che le pene nei delitti perfino admessi dai loro autori (31)...

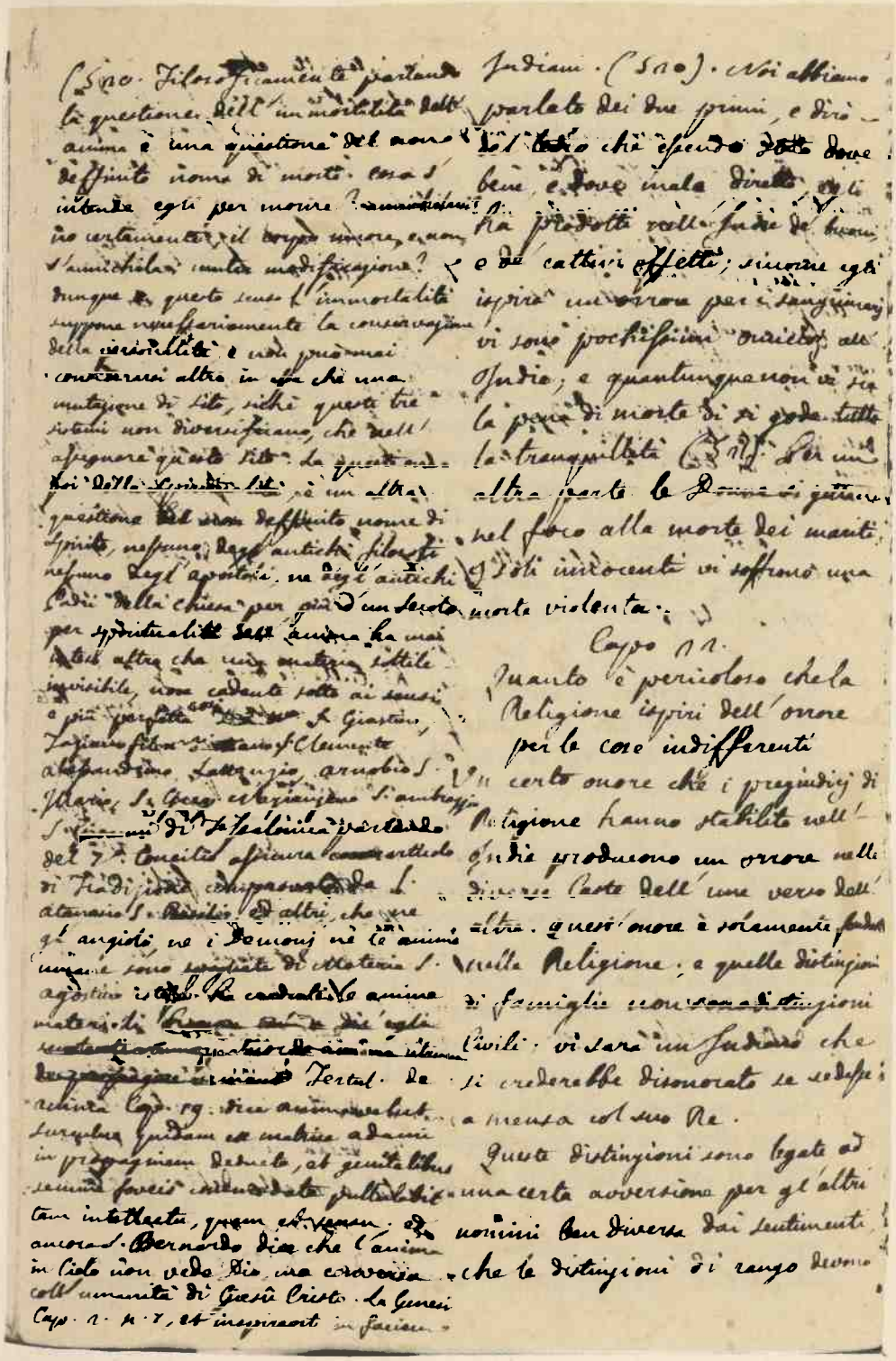
Un anno è il tempo fissato dalla maggior parte dei legislatori [per le cariche pubbliche]: un tempo più longo sarebbe pericoloso, più breve sarebbe contro la natura della cosa. Chi sarebbe quegli che così governasse gl'affari domestici? (32)...

Questo [le cariche brevissime] non può aver luogo che in una piccola republica attorniata di potenze formidabili che corromperebbero facilmente magistrati sì piccoli (33).

La migliore aristocrazia è quella nella quale quella parte di popolo che non ha alcuna influenza nel governo è così piccola in numero e così povera che la parte dominante non ha alcun interesse d'opprimerla (34). Così, quando Antipatro stabilì in Atene che quelli i quali non avrebbero avute due milla dragme fossero esclusi dal diritto di suffraggio, formò la migliore aristocrazia possibile, perché era sì piccolo il censo che venivano ad essere pochissimi gl'esclusi e nessuno certo fra le persone che godessero di una qualche estimazione nella città (35)...

La più imperfetta [aristocrazia] di tutte è quella nella quale la parte che ubbidisce è schiava della parte che commanda, come in Polonia, dove i contadini son schiavi dei nobili (36).

25. [Pronunziata la parola republica repugna addirittura che la sovranità rissieda presso altri che il popolo e così per conseguenza la podestà legislativa che è la principale parte della sovranità]. La sola differenza che passa tra la democrazia e l'aristocrazia consiste nella forma del governo, non nella sovranità. La democrazia è governata da un maggior numero di governatori amovibili eletti dal popolo; l'aristocrazia è governata da un minor numero di persone fisse e per lo più ereditarie; ai governatori tocca il compilare e proporre le leggi, al popolo, che è il sovrano, l'aprovarle. L'aristocrazia, nel modo che il nostro autore la deffinisce, è un governo misto d'aristocrazia e di despotismo: là dove sono riunite nel medesimo corpo morale o fisico le due podestà legislativa ed esecutiva, egl'è despotico governo; che non ne seguano poi quegl'effetti che seguono in Oriente, in Asia, ciò non è perché la costituzione di governo per se medesima non sia capace di produrli, ma solo perché quel corpo despota non stima bene di abusare della sua podestà.



Una pagina autografa delle *Note* al Montesquieu

(Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, Ms. E, c. 336)

26. Ecco come l'autore viene esso medesimo a confermare la mia deffinizione del governo aristocratico e democratico.

27. O, per dirla più chiara, è che il popolo è il schiavo di questo corpo morale despotico-aristocratico.

28. [È indicato il numero della nota, ma la nota manca].

29. Questa non è eccezione alla regola, ella è un male che si rende talora necessario per rimediare al diffetto della costituzione dello Stato. Se il popolo in Roma fosse stato dalla costituzione non po' più frenato intorno a quelle cose delle quali esso non era capace, se i consoli, in vece di essere due, e tutti due avere il commando uguale nell'armi, questo l'avesse avuto un solo, ma l'avesse avuto con quelle limitazioni e precauzioni necessarie perché non potesse opprimere la republica, non sarebbe forse mai stata necessaria la dittatura, la quale, appunto perché rimedio straordinario e suggerito dalla momentanea necessità, non era stato abbastanza frenato; la sola precauzione che pensò il Senato fu che poco durasse questa magistratura; allorquando Silla seppe prolongarla, Roma perdette la sua libertà.

30. Questi son molto lontani dalla podestà dei dittatori; fra l'altre cose, della podestà legislativa non ne hanno la benché minima parte, e tutta l'avevano i dittatori. Il solo pericolo negl'inquisitori di Stato è che si servano di quella facoltà che hanno di precipitare qualunque membro della società, anche a torto, e di poterlo fare impunemente, o per le loro private vendette, che sarebbe un mal grande, ma che non influirebbe nella costituzione, o per formare il progetto di soggiogare la patria, e questo, nel poco spazio di tempo che gl'individui occupano quella carica, non è possibile che riesca; tuttavia, se fossero obligati a render conto (quantunque in segreto) a un altro magistrato e se fossero obligati ad osservare le regole di giustizia, non mi sembra che quel magistrato venisse a perdere alcuno dei fini per i quali è stabilito e aquistarebbe la republica la sicurezza di non poter essere ingiustamente privata d'un membro talora utile; avrebbero i forestieri galantuomini maggior confidenza per fermarsi in quella città e in somma la cosa non ripugnerebbe più alle leggi di Dio, di natura e delle genti.

31. Si vedrà in apresso in quah e rarissimi casi il nostro autore si riduca a permettere che si puniscano con tanto arbitrio e tanto rigore i soli sospetti.

32. Nessuno per questi si contenterebbe dell'anno, ma il fatto si è che dagl'affari domestici ai publici è sempre cattivo argomento, incongrua parità.

33. Le potenze formidabili non hanno bisogno di corrompere i magistrati d'una republica così piccola che possono assorbire per dir così con un atto di volontà; queste piccole miniature conservano la loro libertà e non sono soggiogate per un fortunato contrasto delle forze dalle quali sono attorniate, non per l'integrità dei loro magistrati.

34. Perché allora si scosta meno dalla vera aristocrazia e non è tanto lontana dall'essere una republica, anzi quella piccola parte di miserabilissimo popolo fa in un certo modo la figura che facevano nelle antiche republiche i servi.

35. Perché, se si fosse dato il caso che un uomo stimato nella città fosse stato in questa povertà, siccome si trattava di così poco, andavano tutti a gara per metterlo in stato di dar suffraggio. Plutarco, nelle *Vite degl'uomini illustri* [1], ne rapporta molti esempi.

36. Quella non è né aristocrazia né republica, ella è una assai imperfetta confederazione di despoti con un capo che la rapresenta anche imperfettamente.

Capo 4.

Della relazione che hanno le leggi al governo monarchico.

...Alcuni avevano immaginato in alcuni Stati d'Europa di togliere ai feudatarii la giurisdizione giudiciaria (37)...

Come il mare, che sembra voler ricoprire la terra, è trattenuto dall'erba e da minute rene che sono sulla sponda, così i monarchi, il poter dei quali sembra essere illimitato, vien trattenuto dai più piccoli ostacoli e la loro naturale fierezza cede ai lamenti, alle preghiere (38)...

Il consiglio dei monarchi muta spesso, non è stabile e permanente, è composto di picciol numero di persone e non può essere altrimenti. Il popolo non ha in esso una sufficiente confidenza, non è dunque in caso di illuminarlo nei tempi scabrosi (39)...

37. Si potrebbe domandare se e per qual raggione non vi potesse essere nobiltà senza feudi? Si potrebbe domandare se sia dell'essenza della monarchia che novantanove parti delle cento dello Stato siano

1. Cfr. Plutarco, *Vita di Solone*, capo 18; *Confronto tra Solone e Publicola*, capo 2; *Vita di Aristide*, capo 22; *Vita di Pericle*, capo 9 ecc. ecc.

giudicate alla peggio? E, se quando anche si volessero lasciare i feudi, non fosse più giusto e più utile di surrogare alla giurisdizione giudiciaria una certa superiorità, composta di prerogative utili tanto al monarca che ai sudditi, che legassero un po' meglio la politica catena?

38. Qui sembra che abbia confuso il vero monarca col despota, ma probabilmente ha inteso parlare di alcuni pochi Stati che per rispetto si chiamano monarchici, perché i nomi di despotismo e di schiavitù in questi secoli suonano male all'orechio, ma che in sostanza son despotici e di monarchia non hanno che il nome.

39. Qui l'autore dà un tocco dal quale si vede cosa egli intende per vera monarchia [che per prudenza forse non volle dire più chiaramente].

Capo 5.

Delle leggi relative alla natura del governo despotico.

...Un uomo al quale tutti i cinque sensi del suo corpo dicono continuamente ch'egli è tutto e che gl'altri son niente, non può a meno di essere pigro, ignorante e voluttuoso, epperò lascierà in abbandono gl'affari (40). Se li confidasse a più persone, subito nascerebbero le gelosie e le dispute fra di loro e si formerebbero delle cabale per aver l'onore di essere il primo schiavo, e così il principe sarebbe in necessità di ripigliare gl'affari (41)...

La carica di vizir è una legge fondamentale in questo Stato (42).

40. Non tutti i despoti sono così; il nostro autore pare che abbia fondati i suoi giudizi più sul fatto che sulla raggione: ad uno quella persuasione di esser tutto ispirerà l'indolenza, ad un altro anzi ispirerà tutta l'attività ed il desiderio di far uso del suo potere.

41. Non si faranno forse le cabale ugualmente per esser vizir che per essere bachà?

42. Questo raggionamento, perché si può dare che il despota abbia bisogno d'un vizir non volendo egli badare agl'affari (dunque la carica di vizir è una legge fondamentale nel governo despotico), non mi pare che sia troppo concludente.

Libro III.

DEL PRINCIPIO DEI TRE GOVERNI

Capo 3.

Del principio della democrazia.

...Egl'è evidente che in una monarchia, nella quale quegli che ha la podestà di farle osservare si considera superiore alle leggi (43), minori virtù si richiedono che in un governo popolare, nel quale quello che fa eseguire le leggi sente che è alle medesime sogetto e che ne porterà il peso (44)...

43. Se è superiore alle leggi, anzi se può con effetto considerarsi tale, le leggi fisse che il nostro autore esigge per la monarchia sono dunque un puro giuoco di parole. La monarchia sarà monarchia fin che il monarca vorrà osservare quelle leggi; quando non vorrà più osservarle, se è vero che lo possa, sarà despota; e se può essere despota quando vuole, lo è già per questo solo che lo può; né vi è altra differenza che di essere un despota savio e virtuoso, il quale non abusa del suo potere, oppure capriccioso e pien di vizi come in Oriente.

44. L'argomento concluderebbe più, mi sembra, se detto avesse quello che fa le leggi, più tosto che quello che le fa osservare, perché, fatte le leggi, se quello che le fa osservare è soggetto a qualcun altro che possa redarguirlo, senza essere virtuoso farà per necessità il suo dovere; che se quello che le fa, dopo fatte, le deve anch'esso osservare, bisogna che sia virtuoso per non far leggi che favoriscano il vizio.

Capo 5.

Che la virtù non è il principio del governo monarchico.

Nelle monarchie la politica consiste in far operare le più grandi cose colla minor virtù possibile (45)...

Ora egl'è assai difficile che le principali persone dello Stato [cortigiani], essendo di così infami e tanti vizii lorde, gl'inferiori siano poi onesti e virtuosi; che quelli siano perfidi e ingannatori e questi si contentino di essere i truffati (46)...

45. Non posso perdonare al nostro autore questo spreggio alla virtù ed alle monarchie nello stesso tempo, per fin ch'egli dica, come in apresso, che nelle monarchie si può suplire alla virtù colla passion di gloria, coll'onore, quantunque io dubiti ancora che ciò non suplisca

mai abbastanza; tuttavia, accordiamolo per un momento; ma che la politica consista in escludere dalle monarchie la virtù, questa mi pare un'eresia politica. Il nostro autore, qui come in molti altri luoghi, ha fondato, come dissi già dissopra, il suo giudizio sul fatto; egl'ha incominciato a confondere colle monarchie alcuni governi realmente despotici, che di monarchia appena ritengono il nome, e in questi certo che la virtù è inutile, anzi dannosa, perché essa comincierebbe a suggerire al despota di non essere tale e farebbe mutare una forma di governo che ripugna alla natura istessa, nonché alla raggione; e quindi ha osservato il nostro autore che communemente è rarissima la virtù, e ciò nonostante non si distruggono queste forme di governo ed ha quindi conchiuso prima che non era necessaria; poi ha portata la cosa fino ad escluderla. Ma questo, in primo luogo, è lo stesso che dire che il governo monarchico repugna colla morale cattolica, perché questa contiene le più luminose virtù morali; secondo, domando io, che danno può recare ad una monarchia che abbiano i due sessi buoni costumi, che amino ed osservino le leggi, che non siano gl'uomini infettati dall'avarizia ecc.? Io credo che questo nasca, come tante altre questioni, dal non definirsi prima lo stato della questione. Certo che quella che si considerava per massima fra le virtù dai Romani dei bei tempi della republica, e che non è altro che lo spirito di patriotismo, o per dir meglio una specie di fanatico amore della patria, quello per cui Valerio Bruto precipitò dal soglio Tarquinio; questa certo non è necessaria alle monarchie, anzi è pericolosa; ma, se per virtù s'intende la virtù che io chiamo negativa, cioè l'ubbidienza volontaria, ossia di buon animo, alle leggi, o l'altra che chiamo positiva, che è uno sforzo utile alla società (che nelle monarchie dev'essere guidato dal monarca, che è il conservatore della utilità generale), a me sembra che questa possa produrre i maggiori beni, con questo di più, che non vi saranno congiunti i gravissimi mah che non possono ammeno di derivare dall'essere la passione di gloria e d'onore riunita nell'istesso individuo coi maggiori vizi.

46. Questa aurea descrizzione prova che l'autore ha apoggiato sul fatto il suo giudizio e prova insieme quanti mali produca il non esservi ombra di virtù in una monarchia: egli disse che, essendo tali le principali persone dello Stato, non è possibile che siano migliori gl'inferiori, ma io soggiungo, e se il principe si trovasse perpetuamente assediato dal complesso di tutti i vizi, hanno a venire gl'angioli ad illuminarlo e mantenerlo virtuoso? Che, se il principe venisse a sdrucciolare anch'egli, tutto è perduto.

Capo 6.

In che maniera si suplisce alla virtù in un governo monarchico.

Tanto è vero che la virtù non è la forza motrice del governo monarchico (47)...

47. Il cardinale di Richelieu non poteva amare la virtù ed era stato anch'egli cortiggiano [1], onde la sua autorità non è di gran peso.

Capo 8.

Che l'onore non è il principio dei governi despotici

Il principio dei governi despotici non è l'onore, perché, tutti gl'uomini essendovi uguali, nessuno può avere sovra d'un altro la preferenza; gl'uomini, essendovi tutti schiavi, nessuno può riputarsi essere di più che un altro (48). L'onore in oltre ha le sue leggi, le sue regole, dalle quali non sa scostarsi e resiste a qualunque forza contraria; dipende dal suo capriccio, non già dall'altrui: per ciò non può sussistere se non se in uno Stato nel quale sia fissa la costituzione e siano le leggi certe (49)...

48. Se in vece d'un vizir fossero molti, ammette l'autore che vi sarebbero brighe per poter essere il primo schiavo, dunque convien ammettere che questo primo schiavo sia stimato essere qualcosa di più, e così degl'altri; ma lasciamo un momento l'idea del despotismo de' maometani, che degrada gl'uomini per un altro verso; supponiamo un despotismo europeo: in Russia forse che non è despotico il governo? Forse che in Russia non si ambiscono gl'impieghi, gl'onori quanto altrove? L'onore non è il principio del despotismo, ma vi può essere benissimo, apponto perché non è vero ch'egli sia il principio carateristico della monarchia; in questa egl'è un debole suplemento alla virtù, il quale, di quando in quando, produce effetti che fanno illusione, ma che sono oscurati da mille altri disordini; infatti i viaggiatori non parlano che di gravissimi disordini nella maggior parte de' governi, dei quali pochi ne conoscono le cause, anzi pochissimi pensano a investigarle.

49. La relligione è più forte negl'uomini sicuramente che l'onore e non può soggiacere al capriccio del despota, il quale, a questo riguardo,

1. Il cardinale di Richelieu fu ministro nel 1616 e poi ancora nel 1624 sotto il re Luigi XIII.

è sottoposto alle di lei regole e leggi, lo che tanto è nella vera relligione quanto nei falsi culti; tuttavia non lascia di essere despotica la costituzione del governo; dunque si può dare un despotismo sogetto alle capricciose leggi d'onore, tanto più che, siccome si tratta di un falso onore, per poco che abbia d'ingegno il despota, egl'è al caso di ridurre quest'idea d'onore a quel sistema che esso desidera.

Capo 9.

Del principio del governo despotico.

...Ma nel governo despotico, se il principe per un sol momento non ha alzata la minacciante destra e che non possa in ogni istante annichilare quelli che occupano le prime cariche, tutto è perduto, perché, mancandone la forza, che è il timore, il popolo non ha più protettore (50)...

Bisogna che il popolo sia giudicato secondo le leggi e i grandi secondo i capricci del principe, che il capo dell'ultimo fra i schiavi sia in sicuro e quello dei bachà sia sempre in pericolo (51)...

50. Perché passa per lo più dalle mani d'un despota a quelle d'un altro e in quel momento intermedio del passaggio vi è la più disordinata anarchia; se si perdesse il despotismo per far luogo ad un governo moderato, allora si dovrebbe dire che il popolo aquista il protettore.

51. Questa mi sembra una contraddizzione: ha detto più sopra l'autore, e lo ha detto con raggione, che nel despotismo non vi son leggi fisse, perché la legge è vivente, anzi al capo 1, libro 6, nota (a), dice che in alcuni governi despotici non si sono trovate leggi scritte; se dunque non vi son leggi, come si può dire che il popolo debba essere giudicato secondo le leggi? Se la legge è sempre vivente e varia ad ogni momento, chi può sapere qual legge egl'abbia ad osservare? Chi può giudicare le azioni degl'uomini?

Capo 10.

Della differenza dell'ubbidienza ne' governi moderati e nei despotici.

...Non si addurranno al principe le leggi della relligione; un cortiggiano che lo facesse sarebbe ridicolo (52)...

La sola differenza è che nelle monarchie il monarca ha dei lumi e i suoi ministri sono molto più dirozzati e avvezzi agl'affari (53).

52. Non sono così tutte le monarchie: dove il monarca è pio anche i dissoluti cortiggiani sanno addurre le leggi della relligione, quando

fanno al proposito loro, anzi sanno essere ipocriti, e se il cattivo cortigiano sarà ridicolo in parlare al principe di relligione, non lo sarà altrimenti che per la raggione che sarebbe ridicolo sentire un Giuda a predicare il Vangelo.

53. Dunque la differenza consisterebbe nell'esercitare un despotismo rivoltante, che fa inorridire fin la natura, o esercitarlo con altri principii, nell'avere capricci ridicoli o volontà sensata, nel far bene insomma o far male, ma non vi sarebbe la minima differenza nella costituzione e nella forma di governo.

Capo II.

Riflessioni sopra tutto ciò.

Questi sono i principii dei tre governi; questo però non significa che in tutte le republiche regni la virtù, ma che vi dovrebbe regnare, non prova che in tutte le monarchie regni l'onore, come pure in tutti i despotismi il timore (54), ma solo che dovrebbe essere così, senza di che il governo è imperfetto.

54. Così io dico: questa tale forma di governo è despotica, quantunque ivi non sia come altrove degradata e schernita la natura umana.

Libro IV.

CHE LE LEGGI INTORNO ALLA EDUCAZIONE DEBBONO ESSERE RELATIVE AI PRINCIPII DEL GOVERNO

Capo I.

Delle leggi dell'educazione.

Le leggi dell'educazione sono le prime che noi riceviamo (55)...

55. L'educazione ci dà le prime idee e ci insegna a combinarle, ma le leggi dell'educazione non son le prime.

Capo 2.

Dell'educazione nelle monarchie.

Non nei collegi, non nelle publiche case, si dà nelle monarchie la principale educazione: ella comincia in un certo modo allora quando si entra nel mondo, esso è la scuola di ciò che si chiama onore, quel maestro universale che deve guidare tutte le azioni di chi vive in un tale governo (56)...

Permette gl'amoreggiamenti, quando sono uniti ad un sentimento elevato (57)...

Permette la furberia, quando è congiunta coll'idea di grandezza, di talento o di importanza d'affari, come nella politica, i di cui raggiri non l'offendono (58). Non proibisce l'adulazione, se non se, quando separata dal fine di procacciarsi una cospicua fortuna, ella è puro effetto di viltà d'animo (59). Ho detto che si esigge ne' costumi una certa scioltezza; di qui ne viene che ne' discorsi bisogna essere veritiero (60), non già perché si ami la verità, ma perché quegli che la dice sembra essere ardito e libero (61)...

Ecco tutti i punti sopra dei quali s'aggira l'educazione che si deve dare per formare l'onest'uomo, l'uomo virtuoso, l'uomo fornito di tutte le belle doti nelle monarchie (62). In tutto v'ha che fare l'onore; in tutti i modi di pensare e di sentire, anzi esso ne dirigge i principii; la sua bizarria fa che le virtù non sono che ciò che vuol egli e come le vuol egli; esso prescrive regole alle leggi, estende o limita a sua voglia i nostri doveri, senza badare che siano di relligione, di politica o di morale (63). Nella monarchia non v'è cosa che più strettamente prescrivano le leggi, la relligione (64) e l'onore che l'ubbidienza alla volontà del principe...

Le principali [leggi d'onore] sono: 1. Che ci è permesso di far conto della fortuna, ossia delle grandezze e delle ricchezze, ma insieme assolutamente proibito di far conto alcuno della vita (65). 2. Che, dopo essere stati posti in un rango, non dobbiamo fare, né soffrir cosa che possa far credere che ci stimiamo inferiori a quel rango (66). 3. Che quelle cose le quali ci proibisce l'onore sono tanto più rigorosamente proibite quanto lo sono meno dalle leggi e così quelle che esigge tanto più rigorosamente prescritte quanto meno lo sono dalle leggi (67).

56. Trattandosi qui d'un falso onore, d'una pura legge d'opinione, si direbbe forse meglio *tiranno* che *maestro*.

57. Ossia che v'è quell'illusione che si chiama un amor sublime e nobile; in questo però l'autore ha giudicato secondo i pregiudizi della sua patria; la galanteria de' Francesi per il sesso è portata talvolta fino al ridicolo (vedi apresso, nota 147 [150]).

58. Qui l'autore si è addattato al commune uso di parlare che profana il sacro nome di politica con decorarne l'arte d'ingannar gl'uomini.

59. Questo è, per esempio, uno dei ridicoli capricci dell'onore, quasi che l'adulare per procacciarsi una sorte non fosse anzi maggior viltà che l'adulare per ignoranza o per debolezza di spirito.

60. Da questa regola però sono eccettuati quelli che ha dissopra chiamati politici, sono eccettuati gl'adulatori tollerati, sono eccettuati

gl'innamorati sublimi, i quali, quanto più si vantano tali, sono tanto più buggiardi ecc.: in somma, questa verità si riduce a poco assai.

61. Giaché non si ha la libertà, si vuole almeno affettare; questo si potrebbe riferire alle monarchie miste di despotismo; ma in queste sperienza c'insegna quanto sia pericolosa quest'affettazione e quanto gl'amici della verità siano perseguitati.

62. Che infelice e brutto ente egl'è mai quest'onesto e virtuoso uomo delle monarchie!

63. Se un mostro tale fosse indispensabilmente necessario nella monarchia, essa sarebbe il peggiore dei governi possibili.

64. La relligione non prescrive più nelle monarchie che negl'altri governi l'ubbidienza ai superiori e prescrive altri doveri non meno importanti per l'anima. [I Svizzeri cattolici hanno stimato di non ubbidire al loro principe, né già di dissubbidirgli per sempre, appena sino che avesse violata la santa relligione].

65. Che vale a dire che il timore di perdere le richezze o gl'onori giustifica qualunque vizio, quello di perdere la vita oscurerebbe qualunque virtuosa azione.

66. Si potrebbe aggiungere: e che possa farci credere dagl'altri inferiore o immeritevole di quel rango.

67. Si potrebbe aggiungere che le cose prescritte dall'onore sono rigorosamente prescritte anche quando le proibisce espressamente la legge, almeno tale è la ridicola legge di questo immaginario onore, di questa legge d'opinione.

Capo 3.

Dell'educazione nel governo despotico.

...[Nel governo dispotico l'educazione] si può dire che sia nulla, perché bisogna toglier tutto per dar qualcosa e incominciare a formare un cattivo sogetto per farne un buon schiavo (68). Infatti a che formare un buon cittadino che pianga la publica sventura? Se amasse lo Stato, cercherebbe di slentare l'eccessiva tensione degl'ordegni di questa machina; non riuscendo, si perderebbe; se vi riuscisse, si arrischierebbe di perdere sé, il principe e l'impero (69).

68. Fin qui mi sembra che abbia bensì descritta l'educazione orientale, ma non intieramente quella del governo despotico; egl'è ben vero però che in questo governo il primo principio è il timore.

69. In quel governo non v'è strada di mezzo, non v'è modificazione da cercare; o mutare la forma del governo, cosa difficile quando gl'animi sono avviliti e non preparati, o fuggire, unico e più sicuro partito che resta a pigliare per un galantuomo che ha la disgrazia d'esservi nato.

Capo 6.

Di alcune istituzioni dei Greci.

...Un sentimento delicatissimo per tutto ciò che essa chiama onore, il suo zelo per una relligione che umilia assai meno quelli che la predicano che quelli che l'odono a predicare, gl'hanno fatte intraprendere cose grandi e vi ha riuscito (70)...

Quelli che vorranno fare simili istituzioni stabiliranno la communione dei beni della *Republica* di Platone (71)...

70. Le sue glorie hanno durato poco assai; convien dire che vi fosse qualche gran diffetto nella machina. Ma questo non interessa quest'opera e molto meno me, epperò tralascio di esaminarlo.

71. La communione de' beni fra uomini celibi e che godono bensì in commune i beni ma non li coltivano e un solo ne ha la cura può sussistere, come sussiste in tante case relligiose, ma quella di Platone ella è un'idea impossibile; quando altro non vi fosse che l'arciimmemoriale sperienza di tutto il mondo associato, dovrebbe bastare questo solo per convincere chi che sia. La communione dei beni in un corpo particolare è così pericolosa che il governo, secondo me, o non la deve soffrire, o almeno non deve mai scordarla un momento.

Capo 8.

Spiegazione di un paradosso degl'antichi intorno ai costumi.

...Non si può dire che la musica ispirasse loro la virtù, questo sarebbe impercettibile, ma essa impediva gl'effetti delle ferocità dell'istituzione e dava nell'educazione una parte all'anima che non avrebbe avuta (72)...

Dirà qualcuno: perché sciegliere a preferenza la musica? Egli è perché fra tutti i piaceri dei sensi non ve n'ha alcuno che meno corrompa l'animo. Noi arrossiamo in leggere presso Plutarco che i Tebani, per raddolcire i costumi della gioventù, stabilirono colle leggi un amore, che dovrebbe proscriversi da tutte le nazioni del mondo (73).

72. Questo secondo mi sembra meno percettibile e più difficile, o almeno altretanto che il primo.

73. Mi pare che l'autore non abbia esaurita la materia e che abbia solo provato che la musica influisce nei costumi, ma non il perché ella producesse quei portentosi effetti de' quali parlano i scrittori greci.

Abbiamo noi pure la musica, eppure ella è molto lontana dall'operare sì fatti prodigi: io crederei che la differenza nascesse da questo. I Greci, come ha osservato benissimo l'autore, erano occupati a pochi generi di cose, lo che vuol dire che non erano distratti, avevano l'animo assai più raccolto di noi; l'uomo raccolto è assai più sensibile che l'uomo dissipato; così un romito si sentirà destare la passione alla vista d'una sola immagine e all'uomo di mondo, fra mille originali, appena uno fa impressione, e ciò perché egl'è dissipato e che la confusione degl'ogetti, la moltitudine delle passioni che si succedono e si scacciano l'una l'altra, il continuo abuso delle medesime stanca alla fine non meno gl'organi del corpo che la sensibilità dell'animo e, direi così, l'incallisce; lo stesso succede intorno alla musica; essa era ai Greci una sensazione il di cui effetto, direttamente contrario a tutte l'altre e non disturbato dalla dissipazione, doveva agire con più di forza. Quindi gl'effetti che produceva dovevano essere (o almen sembrare a noi) portentosi, perché erano apponto l'opposto di tutti il rimanente e finalmente la musica dei Greci era forse più forte della nostra per la sua semplicità. Noi, all'opposto, siamo come ho detto divagatissimi, e per conseguenza più insensibili; noi poi siamo già belli e raddolciti anzi che no; ora, che cosa resta egli alla musica da produrre in noi? A noi che abbiamo di già oltrepassati i limiti di quella che presso i Greci era virtù, e siamo precipitati nel vizio opposto? Altro non ci può dare la musica che qualche grado di più nel vizio, e di fatti quelli che per un naturale genio coltivato collo studio sono arrivati ad una certa eccellenza e cognizione nella musica sentono benissimo gl'effetti che essa produce nell'animo; se sono inclinati alla musica tenera e teatrale, sono i più effeminati fra gl'uomini, se alla musica forte e grave, aquistano essi pure una certa serietà, se alla musica tetra e malinconica, sono capacissimi di diventare fisicamente ipocondriaci.

Come la musica produca questi effetti egl'è un mistero, perché lo è la connessione dell'animo col corpo e la continua azione e reazione che hanno l'un sull'altro.

Mistero che non piacque al Creatore di rivelarci e che in vano cercano gl'uomini di penetrare; ma, siccome sentiamo in noi e vediamo tutto giorno che la minima azione d'un corpo sopra il nostro produce istantaneamente una sensazione all'anima, e talora la più leggiera azione d'un corpo sovra noi risveglia nell'istesso istante i pensieri, gl'affetti, le passioni morali dell'animo nostro; così non è maraviglia che una per-

cussione d'aria, la quale ferisce piacevolmente il timpano dell'orechio, possa produrre in noi tutti quei moti dai quali derivano atti virtuosi o viziosi. Che possiamo saper noi quale connessione abbia l'organo dell'udito coi nervi del core e quelli del cervello e con quali più o meno ed a che moto servano e siano dal supremo artefice destinati piutosto questi che quelli? Ci deve bastare il sapere che gl'anzi detti effetti seguono costantemente e che la musica è capace a produrre quei tali effetti: non è necessario cercare il come ciò sia.

Libro V.

CHE LE LEGGI DEVONO ESSERE RELATIVE AL PRINCIPIO DEL GOVERNO

Capo 3.

Che cosa sia l'amor della republica nella democrazia.

...[L'amor della republica nella democrazia] è anco l'amore della frugalità; ciò viene in conseguenza, perché, dovendovi ciascheduno essere ugualmente felice, avervi gl'istessi vantaggi, gl'istessi piaceri e le istesse speranze (74), tutto questo non si può conseguire che colla generale frugalità...

Si contrae con essa [democrazia] nascendo un debito immenso, che non si può mai soddisfare (75)...

Il buon senso e la felicità degl'individui consiste moltissimo nella mediocrità dei loro talenti (76) e delle loro ricchezze...

74. Questa è l'uguaglianza di Licurgo.

75. Questo principio è l'illusione dell'entusiasmo di patriotismo, egli non è già fondato sulla verità.

76. Non sono troppo persuaso che il talento frenato dalla purità di costumi e regolato dalle passioni utili alla società possa essere nocivo, né ad essa, né ai particolari individui, tanto più che l'avere più o meno di talento non dipende da noi e non è in mano del legislatore di dare questa mediocrità.

Capo 4.

Come s'ispiri l'amor d'uguaglianza e di frugalità.

...Ecco dunque dimostrata la verità della massima che, affine di far amare in una republica l'uguaglianza e la frugalità, bisogna che le leggi le abbiano stabilite (77).

77. Si può aggiungere un'altra raggione ed è che, se le leggi non incominciano dal stabilirle e fare che gl'uomini ricevano così dall'educazione quest'amore, esso non nascerà mai, perché i piaceri ed il brillante della disuguaglianza, ossia della superiorità e del lusso sono troppo seducenti, anzi sono naturali all'uomo che desidera sempre di soddisfare i suoi desiderii ed ha l'infelicità di moltiplicarli all'infinito, talché un desiderio appena soddisfatto è sorgente d'un nuovo desiderio; e quando anche si supponesse che potessero gl'uomini da loro conoscere i vantaggi dell'uguaglianza e della frugalità, se queste non fossero dalle leggi stabilite, il cattivo esempio si tirerebbe sempre dietro la maggior parte degl'uomini.

Capo 5.

Come le leggi abbiano a stabilire l'uguaglianza nella democrazia.

...Per mantenere questa uguale divisione delle terre nella democrazia era una buona legge quella che voleva che un padre, il quale avesse molti figlioli, uno ne sciegliesse per succedere nella sua porzione, ossia eredità, e dasse gl'altri figli in adozzione a qualcuno che non ne avesse, acciò che il numero dei cittadini fosse sempre uguale alla porzione delle terre (78)...

È cosa talvolta utile che le leggi non dimostrino di tendere così direttamente a quel fine che si propongono (79)...

Le ricchezze immense sono tali che tutto ciò che loro non si accorda e di potenza e di onorifico lo riguardano come un'ingiuria (80)...

Ma quella che si toglie non è altro che una uguaglianza d'apparenza (81)...

78. Mi sembra che questo sia un voler mettere dei limiti perfino alla natura che non ne soffre ed esiggere la matematica precisione di calcolo nelle cose politiche, che non ne sono assolutamente suscettibili. Si facciano leggi che impediscano le richezze di condensarsi, che indirettamente le mantengano per necessità divise e si otterrà il fine; quantunque si dia una volta il caso che un cittadino abbia qualche palmo di terreno di più d'un altro, perché, se le leggi che tendono alla facile divisione e circolazione delle cose son buone, nessun cittadino, o per meglio dire nessuna famiglia, sarà longo tempo in stato di una sensibile disuguaglianza e superiorità. Si proibiscano le primogeniture, i fedecomessi e la testamentifazione, si stabiliscano le successioni uguali per tutti quelli che si trovano in ugual grado col defonto siano maschi siano femine; succederà certo qualche volta che un uomo colla sua industria troverà il modo d'arrichire, ma se si marita (alla qual cosa bisogna che le leggi sappiano invitare gl'uomini o almeno togliervi gl'ostacoli), morto esso, è finita la richezza, e così di mano in mano

sarà una perpetua circolazione ed ardirei dire che è quasi impossibile che una famiglia diventi troppo potente, o si mantenga tale.

79. Con leggi indirette si potrebbe forse ottenere che i cittadini facessero da loro questa istessa cosa che Falete voleva imporre per legge.

80. Questa divisione di Solone ha più l'aspetto d'un'uguaglianza aristocratica che di quella che sembra esiggere la democrazia, motivo per cui questa è una forma di governo così difficile a trovarsi, difficilissima a mantenersi tale e che almeno esigge una piccolissima società.

81. Nelle democrazie è quasi più pericolosa, secondo me, l'apparenza di disuguaglianza che la disuguaglianza reale e, quando la cosa è ridotta al segno di dover stabilire la disuguaglianza, la forma di governo si cangia e passa all'aristocrazia, che è l'ordinaria mutazione delle democrazie.

Capo 6.

Come le leggi devono mantenere la frugalità nelle democrazie.

...La raggione di ciò è che lo spirito di commercio seco trae in conseguenza, quello di frugalità, di economia, di moderazione, di lavoro, di saviezza, di tranquillità, d'ordine e di regola (82)...

(Vi si devono molto limitare le doti delle mogli) (83)...

Nella Grecia vi erano due sorti di republiche, altre erano militari come Lacedemone, altre erano commercianti come Atene (84)...

82. Non dappertutto è così; vi sono tante città fioritissime per il commercio e i costumi vi sono più corrotti che altrove; anzi di natura sua lo spirito di commercio suppone già l'avarizia, ossia un smoderato desiderio di aquistare, questo produce facilmente la malafede e tutti gl'altri vizii che ne vengono in conseguenza; lo spirito di tranquillità, d'ordine, di regola sono una conseguenza d'un altro effetto dello spirito di commercio, che è di avvilire li spiriti, renderli timidi e poco intraprendenti, poco curanti degl'affari publici se non in quanto possino interessare il loro commercio e così il privato interesse; dove il commercio è più speculativo, là sono più facili ad ingannarsi reciprocamente, là si vedono più frequenti i fallimenti; all'opposto, dove egl'è fondato sopra dati più certi, dove sono più assicurati i profitti, regna più la buona fede.

83. Ell'è una questione non così facile a decidersi se sia meglio limitare le doti delle donne o permettere anzi che esse possano portare al marito con che commodamente sostentarle e sopportare i pesi matri-

moniali. Io non vorrei mai che le donne potessero da se medesime possedere, non vorrei alcuno dei lucri dotali, ma non mi dispiacerebbe che le donne colla loro dote invitassero gl'uomini al matrimonio e mettessero di quando in quando un cittadino di deboli fortune nel caso di fondare una famiglia coll'accrescimento di una buona dote, perloché vorrei una somma libertà nei matrimoni, ossia nella scelta per l'uno o per l'altro sesso.

84. Atene non aveva proscritto il commercio, ma essa era anche militare; basta osservare le sue istesse istituzioni sopra citate dal nostro autore: *ars corporum exercendorum gymnastica, variis certaminibus terendorum paedotribica*[1], e basta dar un'ochiata alle tante guerre che ha, non solo sostenute, ma mosse ella medesima.

Capo 8.

Come le leggi devono essere relative al principio del governo nell'aristocrazia.

...Magistrati che non sono sottoposti ad alcuna formalità di giudicio (85)...

Quei magistrati tirannici nelle aristocrazie s'assomigliano molto alla censura della democrazia, la quale di natura sua non è meno indipendente (86)...

I Romani erano in questo ammirabili: tutti i magistrati potevano costringersi a render conto della loro magistratura, eccettuati i censori (87). Due cose sono perniciose nella aristocrazia: l'estrema povertà e l'estrema richezza dei nobili (88). Per prevenire la povertà, bisogna principalmente costringerli per tempo a pagare i loro debiti (89), per moderare le loro richezze vi vogliono savii stabilimenti e insensibili, non confische, non leggi agrarie, non abolizioni di debiti che producono mali infiniti (90). Le leggi devono abolire le primogeniture fra i nobili, acciò che la divisione continua delle successioni faccia continuamente rinascere l'uguaglianza fra i nobili (91)...

85. L'ho già detto dissopra[2] e non posso trattenermi di replicarlo che il giudicare e castigare, senza osservare le regole alle quali è attaccata l'idea di giustizia, è una cosa che non può essere necessaria e non sta mai bene; non voglio dire io le formalità materiali che sono varie in tutti i luoghi, ma intendo la sostanza che è di verificare il delitto prima di castigarlo, e così sentire il reo e darli luogo alla diffesa, segreta

1. Nel libro IV, capo 8, Montesquieu cita da Aristotele (*Politica*, libro VIII, capo 3, 1338 *b*).

2. Vedi la nota 7.

quanto si vuole, ma che vi sia: dove è segreta, quanto lo è più, tanto più importa che chi ha un così gran commodo di far ingiustizie ne abbia una volta a render conto, massimamente qualora l'esercitano questa carica nobili incapaci talvolta di combinare le circostanze d'un fatto e che quando giudicano sono determinati o dalla passione o dalla momentanea impressione che loro fa la cosa.

86. Ma i censori romani erano per poco tempo, ciò che facevano era fatto in publico e dopo la censura potevano essere accusati, o almeno si poteva loro domandar raggione. Plutarco ne somministra un bell'esempio nella vita di [Catone] [1].

87. Qui piglia l'autore uno sbaglio nel fatto citato [da] Plutarco, il quale rapporta un caso del bel tempo della censura [2].

88. L'estrema povertà dei nobili è pericolosa ugualmente nelle monarchie: ne parlerò a suo luogo [3].

89. Basta che non abbiano privileggi personali, che i creditori risparmieranno quest'incommodo al governo e al leggislatore.

90. Troppo vi sarebbe a dire su queste poche parole, le quali non credo che si debbano intendere così letteralmente decisive, ma secondo le diverse circostanze e combinazioni di essa, che sono moltiplicabili in infinito.

91. Ecco come l'autore viene a confermare ciò che dissi dissopra (alla nota 76 [78]) dell'effetto della proibizione di testare, abolizione di tutti i vincoli di primogenitura e fideicomisso e divisione uguale nelle successioni.

Capo 9.

Come le leggi siano relative al loro principio nelle monarchie.

...Bisogna che le leggi pensino a sostenere quella nobiltà, della quale l'onore è, per dir così, e figlio e padre; bisogna che la rendano ereditaria, non perché essa sia il termine tra la potenza del principe e la debolezza del popolo, ma perché gl'unisca e sia, per dir così, il forte anello che, riuniendoli tutti e due, formi la politica catena (92). Le sostituzioni che tendono a conservare i beni nell'agnazione saranno utilissime, quantunque siano dannose negl'altri governi (93)...

1. Cfr. Plutarco, *Vita di Catone*, capo 16.
2. Cfr. Plutarco, *Vita di Catone*, capo 16.
3. Vedi la nota 96.

Le terre nobili avranno dei privilegi come le persone (94)...

Le prerogative annesse ai feudi sono una podestà assai gravosa a quelli che la soffrono (95)...

Le leggi devono favorire tutto il commercio del quale è capace la costituzione (la legge romana non lo permette che al popolo. Vedi la legge 3 *Cod., De commerciis et mercatoribus*, che è piena di buon senso) (96)...

92. Questa assoluta necessità di rendere ereditaria la nobiltà, l'ho detto dissopra [1], non mi sembra tale e mi pare che la nobiltà attaccata a certi corpi e magistrati con una data gradazione, ai quali si pervenisse per il solo merito potrebbe formare la stessa catena e mantenerla meglio. La nascita e le richezze distinguerebbero sempre le persone, ma le prerogative che sono il ponto essenziale per cui si vuole la nobiltà, se non fossero date che al merito, mi pare che fosse meglio assai e, se non altro, s'accenderebbe una tacita guerra d'industria che darebbe una forza grandissima allo Stato.

93. Posto ciò che dissi qui sopra, si potrebbe anche far di meno di questi ingiustissimi ed incommodi diritti di primogenitura, fideicomisso ecc.

94. Che il feudo sia nobile viene in conseguenza della parola istessa; che al feudo siano annesse prerogative egl'è utilissimo per il fine per cui si vogliono i nobili, e l'ho detto dissopra (alla nota 35 [37]), ma quello che, secondo me, né è necessario, né ha la menoma relazione e connessione colla nobiltà del feudo e con queste prerogative, egli è che v'abbiano a essere terre feudali, campi, prati ecc. Questi non possono esser nobili e non servono che a impicciare l'interno commercio delle proprietà.

La nobiltà del monarca è inseparabile da quella del regno, ma è separabilissima dalle cascine che esso in privato possa possedere in quel regno.

95. Potrebbero essere tutt'altre di quelle che sono presentemente, le quali, derivando dai barbari tempi e dai militari governi, non potevano essere diverse e potrebbero invece di essere gravose essere anzi graziose, di molto maggior lustro a chi le possedesse e di maggiore utilità al popolo ed al governo.

96. Questa proibizione ai nobili di commerciare, oltre che non è adattabile a tutti i luoghi, ella non è pure adattabile in tutte le maniere:

1. Vedi la nota 37.

per esempio, sicuramente un nobile che stasse a misurare panni in una bottega farebbe brutto vedere, ma che un nobile in casa sua abbia banco di cambio, che un nobile il quale racoglie ne' suoi beni le materie prime d'una manufattura, vi stabilisca anco questa, io non vedo che raggione vi possa essere in contrario. Un nobile potrà avere in alcuni Stati una manufattura di ferro, di carta ecc. e non può avere una manufattura di seta e di drappi che lavori per suo conto; non ci so scorgere né differenza, né raggione; oltre di che, se le carriche, se quest'onore per l'ordinario invece di fruttare costa, se il brillante della corte, il lusso, quella barbara legge d'opinione che mette gl'uomini in uno stato di continua violenza fanno impoverire, perché togliere un mezzo così innocente ed utile di risorgere? Mi si dirà che le primogeniture rimediano alla povertà: 1. Impediscono i cadetti di maritarsi ed oltre all'ingiustizia che questo contiene in sé, oltre all'essere contrario alla popolazione, il fatto si è che fa estinguere le famiglie nobili assai più facilmente e, se questi cadetti mai si maritano, ecco dei nobili poverissimi, ai quali il loro grado proibisce i mezzi di arrichire e per altra parte dà ansa maggiore a servirsi di certi mezzi per sussistere, che li rendono poi ogetto di disprezzo agl'inferiori e di vergogna e rossore ai loro uguali. 2. O il popolo è abbastanza sciocco di fidarsi della immaginaria onoratezza de' nobili e con queste primogeniture si trova canzonato da un onorato e splendido fallitore, il quale, dopo averlo fraudato del secondo sangue, lo calpesta ancora tuttodì co' suoi cavalli; o il popolo, avvisato dalla sperienza più non si fida ed un nobile si troverà di peggior condizione di ciascun altro, perché, se ha bisogno in un caso di un imprestito, non lo trova e si può dire che abbia perso il diritto di proprietà.

Capo 10.

Della prontezza dell'esecuzione nelle monarchie.

...Che sarebbe ora della più bella monarchia del mondo (97), se i magistrati colla loro lentezza, colle doglianze, colle preghiere, non avessero trattenuto il corso perfino alle virtù dei loro re, quando essi, non ascoltando che i moti della loro grand'alma, avrebbero voluto ricompensare con ecesso i servizi resi con un coraggio ed una fedeltà pure ecessiva?

97. Bisogna ricordarsi che esso era suddito di questa monarchia; è però vero che essa ha nel seno le forze e i mezzi per poter diventar tale.

Capo II.

Dell'eccellenza del governo monarchico.

...Siccome i popoli che vivono sotto buone regole sono più fortunati di quelli che senza norma alcuna e senza capo errano per le foreste (98)...

98. Anche questo non è un piccolo problema a sciogliersi (prescindendo sempre dalla relligione che i selvaggi è più probabile che ignorino): se i beni della società siano maggiori che i mali.

Capo 14.

Come le leggi siano relative al principio del governo despotico.

...Egli [principe] dunque commanderà di rado l'armata in persona e non ardirà confidarne il commando ai suoi luogotenenti (99). Un tal principe, avvezzo a mai incontrare nel suo palazzo la minima resistenza, è sommamente indignato che l'inimico gli resista coll'armi; egl'è perciò d'ordinario guidato dalla collera e dalla vendetta (100)...

La politica, i suoi raggiri, le sue leggi, tutto dev'essere limitatissimo ed il governo politico altretanto semplice quanto il civile (101). Tutto si riduce a saper conciliare il governo politico e civile col governo domestico; gl'ufficiali dello Stato con quelli del Serraglio (102)...

La legge del Pegù è molto meno crudele; quando vi sono figlioli, il re succede in soli due terzi (103)...

L'ordine della successione, essendo una di quelle cose che più importa al popolo di sapere, il migliore è quello che da più nell'occhio, come la nascita ed un certo ordine nella nascita. Una simile disposizione impedisce le brighe, soffoca l'ambizione e non succede più che si proffitti della debolezza di spirito d'un principe, né che si facciano parlare i moribondi (104). Quando la successione è stabilita per legge fondamentale (105), un sol principe è il successore e i di lui fratelli non hanno alcun diritto, né reale, né apparente per disputargli la corona...

I principi despotici hanno sempre abusato del matrimonio (106)...

Eppure, nonostante l'amore che hanno gl'uomini alla libertà, malgrado il loro odio alla violenza, la maggior parte degl'uomini vive in schiavitù (107)...

99. Il nostro autore, quando parla del despotismo, non si sa allontanare dall'Oriente e spesso attribuisce al diffetto della natura del governo ciò che non è prodotto che dalle leggi di quel culto e dalla diversità di massima nei costumi. Vi sono tanti altri despoti che fanno una vita ben diversa e ve n'ha perfino che sono alienissimi dalle donne, e così sono generalmente i despotismi militari.

100. Abbiamo visto l'orientale vincitor di Rodi [18] rispettare il merito dei valorosi eroi che la difendevano, quantunque l'abbiano diffesa con un ostinato valore, e tale che certamente era capace di destare nell'animo d'un barbaro despota le passioni di cui parla il nostro autore.

101. Qui intende per simplicità quella inazione dell'anarchia, la quale rachiude la massima confusione del caos.

102. E non è piccola cosa; ella è assai più difficile che l'eseguire e sostenere un codice di buone leggi.

103. [Succede sempre meno che il monarca nei feudi mascolini che, data una leggiera dote alle figlie tutto al più si porta via tutti i feudi del defonto feudatario che non ha maschi e che aveva comprato il feudo a quattrino contante, pagandolo (questo s'intende) assai di più che se fosse stato un fondo allodiale (vedi *Delle leggi civili reali* al capo de' feudi[2]].

104. E talora anco i morti.

105. E come si fa a stabilir questa legge nel governo despotico? Non ha detto poc'anzi l'autore che ella non vi può essere, perché il despota ad ogni modo la potrebbe sempre variare? Questa contraddizione si concilia con distinguere il despotismo maometano dagl'altri.

106. Cioè quelli che professano un culto che permette o autorizza quest'abuso, come gl'Orientali; non già gl'altri che, almeno in apparenza, professano una miglior relligione.

107. Non contati però i tanti selvaggi abitatori della parte non praticabile del nuovo mondo.

Capo 15.

Continuazione dell'istesso soggetto.

Nel clima caldo, che è dove regna per l'ordinario il despotismo, le passioni sono più facilmente destate, ma altresì più presto mortificate (108)...

La cessione dei beni è propria dei governi moderati, e principalmente delle republiche, per raggione della maggior confidenza che ciascheduno deve avere nella probità degl'altri cittadini e della dolcezza che deve ispirare una forma di governo che a ciascheduno sembra d'essersi data da se mede-

1. Il satrapo di Caria Mausolo (IV secolo a. C.).
2. Vedi qui le pp. 138-141.

simo (109). Se nella republica romana i legislatori avessero stabilita la cessione dei beni, non sarebbero succedute tante sedizioni, tante discordie civili e non si sarebbero provati i pericoli dei mali ed i pericoli dei remedi (110)...

108. Questa proposizione non ha, credo, abbastanza dimostrata: ne parlerò a suo luogo [1].

109. Nel despotismo si presta alla persona perché, non essendovi proprietà, non si può prestare ai beni; nelle democrazie ed aristocrazie, infino a tanto che regna universalmente la virtù, si presta più alle persone che ai beni, quantunque questi vi siano nella piena proprietà, perché è naturale alla virtù di estimare più la virtù e fidarsi più di essa che dei beni, perciò succederà facilmente che si presti anche a persone che non hanno beni abbastanza per cautellare. In detti governi, quando son commercianti, succede lo stesso, perché la base del commercio è la buona fede. Nelle monarchie si presta raramente alla persona, si presta ai beni, che sostanzialmente non significa altro che la diffidenza di chi presta. La raggione di ciò è perché in esse (intendo di quelle che sogliono chiamarsi monarchie e delle quali parla il nostro autore) non v'è ombra di virtù e quell'onore che si è introdotto per suplire alla medesima è per lo più ristretto ai nobili, nei quali poi egli è così ridicolo, che v'è poco da fidarsi a prestargli denari. I nobili fanno debiti, non li pagano, anzi a un buon bisogno strapazzano i creditori, poi muoiono e il successore, per raggione di primogenitura, manda a monte tutti i creditori, sfoggia a loro dispetto e si prepara per far altretanto di quel che ha fatto il padre, se pur gli riesce.

Questi esempi frequentissimi producono una somma diffidenza e fanno riempire il codice delle leggi di infinite formole e clausole per assicurare ai poveri creditori i loro averi. Nella maggior parte de' governi un debitore che non ha con che soddisfare è alla discrezione del creditore, che può mandar dietro al suo credito, e per nessun altro motivo che di una attrabilare vendetta, le spese della carcerazione, custodia e manutenzione del debitore, che può far carcerare, ma questa barbara ed ingiusta legge ricade per lo più sovra quello che non ha voluta usare la mala fede di fuggire prima di esser nudo, sovra quell'altro che per una delle tante possibili umane vicende e disgrazie è ridotto alla miseria, senza sua colpa, di rado sovra i birbi, né mai sovra i più cospicui debitori (vedi *Delle leggi civili reali*, seconda edizione) [2].

1. Vedi la nota 315.

2. È l'opera del Vasco, pubblicata nel 1766, qui alle pp. 107-148. Non ho reperita la seconda edizione citata dall'autore.

110. Perché la virtù nella republica romana (massime nel popolo) era una virtù mostruosa, ideale ed era una sola virtù che in somma si riferiva al solo amore della patria; di fatti, come sarebbe stata diversa una società, i di cui fondatori vantano per prima gloriosa impresa il complesso di quanto v'è di più nefando, la violazione delle leggi sacrosante di natura, di ospitalità, del diritto delle genti, mista per fin di sacrileggio: il ratto delle Sabine, mal giustificato dalla immaginaria necessità? Molte cose de' Romani, e fra queste la prudenza di parecchi di loro fissa la nostra attenzione, i prodigiosi effetti d'un piano per molti secoli costantemente seguitato desta in noi la maraviglia, altretanto più quanto è più lontano e dissimile da ciò che vediamo a' giorni nostri, ma nel tempo medesimo ci fa sfuggir dagl'ochi tanti altri diffetti e disordini che poi anco non sappiamo tutti e ci fa venerare per semidei quegl'uomini, che non erano altro più che uomini rispettabili presso i loro contemporanei, i quali ne avevano sott'ochio la parte debole.

Capo 16.

Della communicazione della podestà.

...Nei paesi di governo moderato la legge è dappertutto savia, è dappertutto cognita (111) ed i più piccoli magistrati possono seguitarla. Ma, nel despotismo, dove la legge altro non è che la volontà del principe, quando anche il principe fosse savio, come potrà egli un magistrato seguitare una volontà che non conosce? (112)...

111. Almeno dovrebbe essere così (vedi *Delle leggi civili reali*, seconda edizione) [1].

112. Qui conferma ciò che dissi dissopra nella nota 49 [51].

Capo 17.

Dei regali.

...Ma nello Stato despotico, che non ha né virtù né onore, l'unica cosa che possa determinare ad agire è la speranza dei commodi della vita (113)...

Era pure una cattiva legge quella de' Romani che permetteva ai magistrati di ricevere piccoli regali (114)...

113. Il despota non può aver di più di quello che ha subito che ha tutto, perché dunque vuol essere regalato? Cred'io perché lo spirito

1. Vedi la mia nota alla p. 230.

d'avarizia e di cupidiggia, che è il dominante in quei paesi, infetta anco il principe, il quale, prima di essere principe, è stato schiavo.

114. Ella fu fatta in un tempo che era già tale l'abuso che non era possibile di toglierlo affatto; la legge tentò di moderarlo.

Capo 18.

Delle ricompense che dà il sovrano.

...Ma nella republica, nella quale regna la virtù che basta a se medesima ed esclude ogni altro motivo, la ricompensa che si riceve sono i publici attestati di questa virtù (115)...

115. Che è il vero onore. L'onore intrinseco è il testimonio della buona coscienza, ma questo relativamente agl'altri uomini non serve; il vero onore estrinseco è il publico testimonio che gl'altri uomini fanno della virtù di qualcuno; l'onore delle monarchie, quale lo descrive l'autore, mi sembra la parodia del vero onore.

Capo 19.

Nuove conseguenze dei principii dei tre governi.

...Nel despotismo, nel quale si abusa ugualmente dell'onore, dei posti e dei ranghi, si fa uso con somma indiferenza di principe goiato e di goiato principe (116)...

Un uomo che aspira alla sovranità cerca meno ciò che è utile allo Stato che di ottenere il suo fine (117)...

Finalmente l'essere le richezze un mezzo per avanzarsi ispira e mantiene l'industria, cosa della quale questo governo [monarchia] ha molto bisogno (118)...

Nelle monarchie non vi vogliono censori, esse sono fondate sull'onore e la natura dell'onore è di aver per censore tutto l'universo (119)...

Nella monarchia i censori sarebbero corrotti da quelli che dovessero correggere; non gioverebbero contro la corruzzione d'una monarchia, la quale sarebbe sempre più forte di loro (120)...

116. In quei tempi non v'erano posti militari fissi, ma adesso questa questione supporrebbe per necessità che quello che si vuole, come si suole dir, degradare avesse prima perduto il suo posto e così avesse già meritato di essere degradato. Invece di questa questione si potrebbe domandare se non fosse utile anche alla monarchia l'introdurre che i militari avanzassero di posto per raggione di merito reale e non del

materiale d'anzianità che in somma non significa altro, se non se di aver avuta l'abilità di vivere.

117. Supposta in una republica la virtù, in una monarchia le buone leggi e ben combinata la politica catena, non mi pare che vi potesse essere tanto pericolo nel stabilire in quella una milizia permanente oggi giorno e arcinecessaria per non essere soggiogata e in questa che indifferentemente potessero i militari (che ne fossero capaci) esercitare gl'impieghi civili. L'esempio di Roma, ossia degl'imperatori romani è assai lontano dal caso nostro, sia perché non era in quei tempi la milizia permanente, sia principalmente perché il governo de' Cesari era un despotismo militare senza legge fondamentale per la successione e che ad ogni vacanza produceva una rivoluzione, anzi per lo più la vacanza ne era già una conseguenza. A me pare che il nostro autore non abbia esaminata la cosa in tutti i suoi riguardi. Tanto le cariche, le magistrature, quanto gl'impieghi militari, massimamente nel sistema presente delle cose, esiggono dell'abilità; il conferirle a chi non è capace di bene esercitarle è lo stesso che non aver magistrati, non avere militari, anzi è peggio; e per questo apponto vediamo alcune republiche nelle quali i nobili, che non hanno mai fatta la guerra e vanno poi una volta in un secolo a commandar l'armata, farvi cattiva figura e nelle circostanze critiche essere costrette quelle republiche a confidare tutte le forze dello Stato ad un forestiere; le vediamo anche declinare poco a poco, perché la loro debolezza evidente nel riguardo esterno fa che non sono più rispettate come prima. Ciò posto, per essere buon militare bisogna aver militato; dunque che nelle republiche un cittadino lasci il suo gabinetto per andare per la prima volta a far da capitano, egli è uno sproposito massiccio; dunque bisogna che nelle republiche vi sia la professione militare; egli è vero sì che non bisogna che i cittadini militari cessino di essere cittadini; non sempre si hanno l'armi in mano e in pace possono essere occupati nell'interno regime della patria; bisogna che la loro autorità sia ben regolata, perché non ne abusino. In una monarchia non tutti i militari saranno capaci di esercitare una carrica di magistratura, anzi pochi ve ne saranno, perché d'ordinario i monarchi hanno più spesso l'armi in mano, epperò i militari hanno meno tempo per aplicare ad altre scienze, ma se alcuno se ne trova che sia capace, perché privarsi dei vantaggi che colla sua abilità può procurare allo Stato? Sotto buone leggi, non v'è da temere gl'inconvenienti che il nostro autore ha accennati. In alcuni Stati quasi tutte le carriche civili sono date ai militari e chi non è militare non è considerato punto; si parla d'un avvocato quasi come da noi d'uno sbir-

ro; ma quivi pure vediamo come sono poi esercitate quelle cariche da persone che non sanno i principii delle scienze che la loro carica richiede.

118. Secondo me, bisogna distinguere nelle monarchie il corpo destinato ad avere il deposito delle leggi, quel corpo che non ha a trattare altri affari che quelli che sottosopra tutti son buoni a saperli, perché si tratta solo d'un interesse commune; distinguere bisogna, dissi, questo corpo dalle magistrature giudiciarie; rendere queste venali è lo stesso che rendere venale la giustizia; se la cupidiggia, secondo il nostro autore, ed il desiderio di richezze non ripugna a quel ridicolo onore che è sostituito alla virtù, vogliamo dire che quegli al quale la carrica costa quattrini non penserà a rimborsarsi quanto più presto potrà? Oltre di che, a novantanove per cento hanno a essere ignoranti, perché tali sono generalmente nelle monarchie i richi. Il rendere poi (supposto che ciò fosse) ereditarie le diverse specie di scienze, non è né tampoco la meglio cosa, perché si sa che la naturale disposizione degl'individui per una più che per un'altra influisce moltissimo al progresso, e così che ad uno il quale sarebbe riuscito un bravissimo matematico, perché ha in famiglia una carrica di legale, gli tochi a riuscire cattivo o almeno ben mediocre giurisprudente, è un grave disordine. Che, se non si vendessero per stabilimento generale, le rendessero ad ogni modo venali i cortiggiani (i candelabri dell'onore delle monarchie), supposto che fosse, non sarebbe cosa senza rimedio, basterebbe che il monarca si facesse proporre i sogetti per gl'impieghi vacanti degl'istessi magistrati e si imponesse la legge di sciegliere solo fra questi. Allora avrebbero che fare i cortiggiani per vendere la preferenza, nessuno che ha merito la vorrebbe comprare, o almeno, dato anche che ciò succedesse, l'avrebbe sempre comprata un buon soggetto. L'esempio della Spagna prova niente: 1. Perché l'impiego d'agricoltore non si compra e non si dà e li Spagnoli non vogliono lavorare, lo che provviene da altre cause. 2. Perché alla fine in tante altre monarchie non si vendono le cariche, eppure non v'è l'amor dell'ozio che v'è in Spagna.

119. Certo che censori per i costumi, per la virtù, supposto che essa abbia ad essere sbandita dalle monarchie, sarebbero inutili, ma non mi pare che fossero tanto inutili i censori d'onore, sia per mantenerlo sempre in vigore, sia per regolarne e frenarne un tantino i capricci, i quali poi alla fine non dipendono da altro che dalla decisione di quelle tali persone che il publico ne costituisce tacitamente giudici colla stima grande che ne fa.

120. Se vi fossero apponto i censori dell'onore, la corruzzione della monarchia sarebbe prevenuta.

LIBRO VI.

CONSEQUENZE DEI PRINCIPII DEI VARII GOVERNI RIGUARDO ALLA SIMPLICITÀ DELLE LEGGI CIVILI E CRIMINALI, LA FORMA DEI GIUDICII E LO STABILIMENTO DELLE PENE

CAPO I.

Della simplicità delle leggi civili nei diversi governi.

Il governo monarchico non può sussistere con leggi così semplici come il despotico (121); bisogna che vi siano dei tribunali, quei tribunali decidono i casi, queste decisioni devono conservarsi ed essere publiche, acciò si possano imparare a mantenersi l'uniformità dei giudicati, si giudichi oggi come si è giudicato tanti anni sono e la vita, le proprietà dei cittadini siano assicurate, abbiano l'istessa permanenza che ha la stessa costituzione dello Stato (122)...

La delicatezza del giudice cresce a misura che ha un maggior deposito e che pronuncia sopra interessi di maggiore importanza (123). Per ciò non bisogna stupirsi di trovare nelle leggi di questi Stati tante regole, restrizzioni, estensioni che moltiplicano i casi particolari e sembrano fare un'arte della stessa raggione (124)...

Così fra di noi i beni si distinguono in proprii, aquistati, conquistati, dotali, parafernali, paterni e materni, mobili di molte specie, liberi, di sostituzione, agnatizii o no, nobili in franco allodio o avventizii, rendite di natura o costituite a prezzo di danaro. Ogni sorta di beni è sottoposta a particolari regole, bisogna osservarle per disporne, lo che concorre pure a togliere la simplicità (125)...

Egli è un male necessario, che il legislatore corregge di quando in quando, come contrario allo stesso spirito dei governi moderati (126), perché, quando uno è costretto di ricorrere ai tribunali, bisogna che ciò nasca dalla natura della costituzione e non dalla contraddizzione o incertezza delle leggi (127). Nei governi nei quali vi sono distinzioni personali, vi debbono essere necessariamente dei privilegi. Ed ecco un'altra cosa che diminuisce la simplicità delle leggi e fa mille eccezzioni (128)...

Ed ecco un'altra sorgente di affari, cioè di sapere avanti qual tribunale si debba far la lite (129)...

Il despotismo basta a se medesimo, tutto attorno a lui vi è il vuoto, e di fatti, quando i viaggiatori ci descrivono i paesi nei quali regna il despotismo, ben di rado ci parlano di leggi civili (130). Tutte le occasioni di disputa e di lite sono dunque tolte, e quindi ne viene in parte che i litiganti vi sono maltrattati, l'ingiustizia della loro domanda si vede allo scoperto, perché non può essere spogliata e protetta da un'infinità di leggi (131).

121. Per simplicità qui s'intende quasi un non ente, perché nei governi despotici si può dire che non vi siano leggi.

122. Queste decisioni, quando il codice delle leggi non è ben combinato, come, secondo me, sono presentemente la maggior parte in Europa, quando i giudici hanno tutto il commodo di rendere arbitraria la giurisprudenza colle loro interpretazioni, quando il modo di giudicare dipende dal modo d'intendere, è impossibile che si giudichi oggi come si è giudicato anni fa; se a ciò si volessero anche costringere, oltre che non è possibile di pretendere che un uomo il quale vede bianco dica nero, si sa che i casi perfettamente simili sono rarissimi e con questo pretesto i magistrati giudicheranno sempre a modo loro. Dice però benissimo che, supposto che s'abbiano a seguitare, bisogna che si sappiano; aver una legge che non si può leggere è cosa repugnante.

123. E questi giudici così delicati son quelli che l'autore più sopra si contenta che abbiano quattrini per comprare il diritto di giudicare della vita, dei beni e dell'onore dei cittadini. E l'autore altresì si contenta che ci pensi il caso a darli buoni; in questa maniera sarebbe assai meno male che si eleggessero i giudici a sorte per ogni lite e se ne elegesse un maggior numero per poterne ricusare una parte; perché, dicasi ciò che vuole della natura, del principio, della costituzione della forma del governo, la prima natura, il primo principio è la sicurezza della vita e dei beni dei cittadini, che siano a' medesimi assicurate le proprietà e ciascheduno possa sapere cosa è suo. I primi uomini usciti dalla selva ed associatisi per questo apponto hanno stabilita la proprietà dei beni, perché la communione e l'incertezza, che è peggio della communione, caggionava infiniti mali; si sono associati, hanno fatte le leggi civili positive per questo e, se questo si toglie, non serve più la forma di governo: meglio è non essere associati.

124. Non è da stupirsi che vi siano, ma è da stupirsi che uomini illuminati credano necessarie queste tante distinzioni, restrizzioni ecc., le quali rendono così implicato e talora contradittorio lo studio delle leggi che quelli istessi i quali ci si aplicano non se ne sanno più districare. La legge, come dice benissimo l'autore, è la raggione umana e quando le leggi sono combinate secondo di essa è cosa facilissima fare la professione legale; quando le leggi, che devono essere principii universali, sono decisioni particolari, la legale diventa un indovinello. Quindi l'arbitrio de' giudici, la varietà e contradizzione ne' giudicati, le brighe, gl'impegni nelle liti e al fine talora la giustizia venduta al maggior offerente e venduta impunemente, perché, a dirla giusta, se

s'avesse a dire chi ha raggione o chi ha torto secondo le leggi, spesso non si saprebbe. Questa proposizione è sopratutto verissima nella giurisprudenza feudale, cosa la più imbrogliata, la più incerta, il più delle volte la più contraria alla communi idee di giustizia e, starei quasi per dire, la più ridicola che siasi mai inventata in quel genere.

125. Possibile che il governo monarchico non possa sussistere senza avere tante distinzioni di beni, tanti nomi vuoti di senso e regole per se medesime insignificanti, atte solo ad imbrogliare? Io non me ne so persuadere (vedi *Delle leggi civili reali*, seconda edizione) [1].

126. Queste correzzioni sono sempre atti violenti; vi sono purtroppo tante altre correzzioni da farsi ad ogni tratto senza moltiplicarne il numero con un stabilimento che, appena fatto, produce gl'abusi, talché bisognerebbe cominciare i rimedi l'indomani.

127. Bisogna che nasca dalla inevitabile imperfezzione di qualunque costituzione e dalla umana impossibilità di prevenire tutti affatto i dubii, le liti e i disordini; la miglior legislazione è però quella che meglio provvede alla sicurezza delle persone e dei beni dei cittadini ed insieme previene il più che sia possibile i dubii, le liti, i disordini, non già quella che moltiplica all'infinito questi mali.

128. Fra tutti i privilegi non ne conosco altri che quello di essere giudicato dai suoi pari o superiori, mai dagl'inferiori, che mi sembri raggionevole; tutti gl'altri privilegi, tanto reali che personali, nei giudizi li considero come gravissimi abusi.

129. Ridotta la legislazione alla genuina sua semplicità, non è più necessaria una tanta diversità di tribunali, egli è bensì importante che siano numerosi, perché ella è massima indubitata che, supposta l'adunanza composta d'uomini illuminati, quanto ella sarà più numerosa e quanto maggior numero d'uomini concorrerà nell'istesso parere tanto maggiore sarà la probabilità che sia prudente la loro deliberazione. Ma, infino a che sono molti i tribunali, quella libertà assoluta di litigare avanti quello che uno vuole produce disordini, sia che questo privilegio s'accordi all'attore, sia che si accordi al reo, perché si[a] l'uno che l'altro andrà sempre a cercare quel tribunale che riesca il più incommodo alla parte contraria.

130. Quando sento a dire che un despota cerca i letterati per combinare la legislazione, mi par di sentire uno che abbia estratti i numeri

1. Vedi la mia nota alla p. 230.

del lotto e domandare a un altro quali abbiano a essere; io per me, se fossi interrogato, non saprei rispondere altro se non se: *fate ciò che volete, procurate di volere il meno male de' vostri schiavi.*

131. Dunque l'infinità di leggi ad altro non serve che a fomentare ed a proteggere l'ingiustizia.

Capo 2.

Della simplicità delle leggi criminali nei diversi governi.

Si sente a dire ad ogni tratto: *bisognerebbe che si facesse la giustizia alla turca.* Saranno dunque i più ignoranti fra i popoli quelli che avranno saputo veder chiaro nella cosa che più importa agl'uomini di sapere? (132).

Se considerate le formalità della giustizia, in quanto che esse rendono difficile a un cittadino il conseguire il suo o ad ottenere soddisfazione di un oltraggio, vi parerà certo che troppe ve ne sia; se poi le considerate nella relazione che hanno colla libertà, colla sicurezza dei cittadini, trovarete spesso che sono anche meno di quello che essere dovrebbero e vedrete che gl'incommodi, le spese, la lunghezza e i pericoli medesimi della giustizia sono il prezzo che ciaschedun cittadino dà per la sua libertà (133). In Turchia, dove poco si bada alle fortune, alla vita, all'onore dei schiavi, si spediscono presto in un modo o in un altro le dispute, le liti. Il modo di terminarle non importa, egl'è indifferente, purché si spediscano (134)...

Ma nei Stati moderati, nei quali s'apprezza la testa dell'ultimo fra i cittadini, non gli si toglie l'onore, non gli si tolgono i beni, se non se dopo maturo esame, non gli si toglie la vita che quando la patria lo considera come inimico, ed anco allora gli lascia tutti i mezzi legittimi di difendersi (135)...

132. Non dirò tanto, ma dirò bensì che gl'ignorantissimi Turchi, i quali però alla fine non hanno persa affatto la facoltà pensante, fanno assai meno ingiustizie che alcuni altri governi, i quali si figurano di sapere il conto loro.

133. Quelle formalità, o per meglio dir quelle regole che tendono a maturare più i giudicati, le decisioni sono ottime e, se talora sembrano incommode, questi incommodi sono appunto il prezzo della sicurezza e della libertà dei cittadini, ma tutte l'altre, e che son molte, si potrebbero risparmiare (vedi *Delle leggi civili reali*, parte seconda, edizione seconda) [1].

134. [Di questi esempi se ne vedono purtroppo anche altrove].

1. Vedi la mia nota alla p. 230.

135. Il nostro autore dice tutti i *mezzi possibili*; ho stimato di correggere e dire *legitimi*, perché non si permette a un reo di diffendere coll'armi la sua vita.

Capo 3.

In quali governi e in quali casi si deve nel giudicare stare attaccati alla lettera della legge.

...Nei Stati monarchici vi sono leggi: dove son chiare il giudice vi si uniforma, dove sono oscure il giudice ne cerca lo spirito (136)...

136. E con questo pretesto giudica come più gli torna. Se le leggi, come dissi poc'anzi, fossero principii generali e non provvidenze particolari e che fossero combinate in modo che potessero comprendere tutti i casi, cosa assai più facile che di addattare a ciaschedun di questi una legge, il giudice non avrebbe più a cercare lo spirito della legge, ma lo spirito, per dir così, del caso, ossia vedere a qual principio esso si debba ridurre e troverebbe subito la legge precisa; i suoi giudicati consisterebbero in mere affirmazioni o negazioni; allora sarebbe assai più assicurata ai particolari la proprietà e la tranquilla possessione; sarebbe più costante la giurisprudenza e sarebbe anco assai più facile la professione. Se un caso si dasse che a nessuna legge si potesse ridurre, il giudice non deve giudicare col pretesto di parità di raggione, di interpretazione o altro simile; deve sospendere e rapresentarlo al legislatore; questo è far il giudice. Interpretare, cercar lo spirito ecc. è farla da legislatore.

Capo 4.

Del modo di giudicare.

...Il popolo non è giurisconsulto, tutte queste modificazioni e temperamenti degl'arbitri (137) non gli convengono, bisogna presentarli un solo oggetto, un fatto e un fatto solo, talché non gli resti che vedere se deve condannare, assolvere o rimettere a un'altra volta il giudicio...

137. Che sono cattive dappertutto; il giudice deve giudicare e non transiggere, o arbitrare.

Capo 6.

Che nella monarchia i ministri non devono giudicare.

...Per una conseguenza della natura istessa della cosa vi è una specie di contradizione tra il consiglio del monarca e i suoi tribunali. Il consiglio dei re deve essere composto di poche persone e i tribunali che hanno la parte giudiciaria all'oposto debbono essere composti di molto maggior numero. La raggione è che i primi devono investirsi degl'affari con una certa passione e guidarli similmente (138), cosa che non si può sperare che da pochi uomini, i quali se ne investono come di affare proprio. Vi vogliono all'opposto dei tribunali per giudicare, che agiscano freddamente e con somma imparzialità in tutti gl'affari (139).

138. Questo è quello che fanno per lo più, ma non quello che dovrebbero fare; il proprio de' consiglieri che compongono il consiglio deve essere anzi di esaminare le cose freddamente per temperare l'attività e la vivacità che è propria dei ministri e senza della quale non possono mai essere buoni ministri.

139. Dice benissimo l'autore che tali debbono essere i magistrati, ma io aggiungerei che questi magistrati non hanno o non devono mai aver che fare col consiglio del principe, né coi suoi ministri; possono bensì essere consultati quando si tratti di qualche legge civile da promulgare o da derogare, ma niente più, perché è ben raro il caso che un semplice giureconsulto, per quanto sia nella sua categoria eccellente, sia capace per gl'affari di Stato: ella è tutt'altra scienza, e scienza che non s'infonde, ma vuol essere imparata ed imparata da chi abbia avuta dalla natura una disposizione alla medesima, ossia uno di quei talenti che hanno, come si suol dire, il colpo d'ochio universale. Per gl'affari di Stato, come dissi, il consiglio del principe (purché sia ben composto), o un altro corpo depositario delle leggi fondamentali è quello che deve temperare l'ardore, la vivacità naturale a un buon ministro.

Capo 8.

Delle accuse nei diversi governi.

...Si continuarono sotto gl'imperatori le massime della republica e si vidde tosto a comparire una trista genia d'uomini, una folla di spie, di delatori (140). Chi aveva molti vizii e molto talento, un animo vile e lo spirito d'ambizione procurava d'accusare qualcuno la di cui accusazione potesse piacere al principe; questa era la strada della sorte e degl'onori (141)...

140. Perché parte erano apponto spie, non accusatori, ma il principale motivo è che accusavano avanti l'imperatore, ossia il tiranno, o qualche di lui empio ministro; nella republica all'opposto, si accusavano avanti al popolo o avanti un numerosissimo magistrato; se nelle monarchie si accusasse avanti ai magistrati non vi sarebbe male; se per quelle cose che interessano l'onore o la virtù fosse introdotto l'uso d'accusare avanti quel corpo rispettabile di cui ho parlato alla nota 116 [119], sarebbe utilissimo per quell'istessa raggione che erano utili a Roma ancor republica le accuse.

141. Ossia delle degradate e profanate insegne d'onore, che erano poscia diventate insegne d'infamia.

Capo 9.

Della severità delle pene nei varii governi.

...Le pene che privano semplicemente di vita sono dunque bastanti (142)...

142. Vedi *Dei delitti e delle pene*: è dimostrata l'inutilità, e per conguenza l'ingiustizia, della pena di morte [1].

Capo 12.

Della forza delle pene.

...Si esamini la vera causa di tutte le corruzzioni e rilassamenti e si vedrà ch'ella è l'impunità dei delitti e non la moderazione delle pene (143)...

143. Vedi a questo proposito le *Riflessioni per un legislatore sopra le azioni* ecc., parte prima, capo I [2]: questa verità è diffusamente trattata.

Capo 13.

Impotenza delle leggi del Giappone.

...Ivi si dà la pena di morte per quasi tutti i delitti, perché la disubbidienza a un così grand'imperatore come quello del Giappone è un delitto enorme (144). Non si tratta di correggere il reo, ma di vendicare il principe (145)...

1. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, paragrafo *Della pena di morte*.
2. Vedi la mia nota alla p. 200.

Un savio legislatore avrebbe procurato di regolare quei spiriti con un giusto equilibrio di pene e premii, con massime di filosofia, di morale, di relligione (146), che si adattassero al carattere della nazione.

144. Mi si presenta una riflessione sull'illusione delle menti umane: si chiama un grand'imperatore quello del Giappone, forse perché commanda ad una vasta estensione di terreno? Ve ne sono tanti altri che, compresi i deserti, occupano molto maggior terreno, e sicuramente la grandezza non consiste in aver molti deserti. Forse perché commanda a molti uomini? Ed io stimo assai più uno che commanda a cento veramente uomini che quell'imperatore che commanda a tanti enti che d'uomo non hanno che la figura, e non mi pare d'aver torto in questo mio pensiero.

145. Altra contradizzione: il principe è così grande e si abbassa a vendicarsi contro un schiavo che è così poco rispetto a lui che quasi non può esser di men; che idea della grandezza! Vi sono pur troppo degl'altri grandi in Europa che hanno la debolezza, per non dir viltà, di vendicarsi contro ai loro inferiori, ma per lo più hanno l'attenzione di coprire con qualche pretesto la loro vendetta.

146. Riguardo alla relligione mi riservo di osservare in apresso e dove è più diffusamente trattato questo ponto, l'ordinario diffetto del nostro autore d'avere apoggiati i suoi giudizi più sul fatto che sull'intrinseca raggione e sulle vere cause delle cose.

Capo 16.

Della giusta proporzione delle pene coi delitti.

...Settanta persone cospirarono contro l'imperatore Basilio; esso le fece fustigare e fece loro abrucciare i capelli e i peli. Un cervo, avendolo colle corna preso nella cintola, uno del suo seguito sfoderò la spada, tagliò la cintola e lo liberò; gli fece troncare il capo perché avesse impugnata contro di lui la spada. Chi potrebbe immaginare che lo stesso principe avesse pronunziate queste due sentenze? (147)...

Quando non vi è differenza nella pena, bisogna almeno che vi sia nella speranza della grazia (148)...

Egl'è un gran mezzo per i governi moderati quello della grazia (149)...

147. O che Basilio disse vero nel secondo giudicio, perché non è impossibile che un malcontento abbia pensato a proffittare di quel momento per assassinarlo e che in vece di colpir lui abbia solo colpita

la cintola; circostanza che lo storico abbia scordata oppure che Basilio era un mostro che, temendo di non poter ricompensare abbastanza il servizio resogli o temendo l'aspetto di uno a cui era debitore della vita, ha incrudelito con un ridicolo pretesto; e ciò non repugna al primo giudicio, che sembra mite, perché siccome i giudizi non erano guidati dalla legge, ma dalla momentanea passione del despota, non è da stupirsi della diversità di essi; nel primo giudicio avrà forse disprezzata l'impotenza di quei settanta congiurati.

148. Questo sarebbe un male per rimediare a un altro (vedi *Riflessioni per un legislatore* ecc., libro I, capo 1) [1].

149. Egl'è il mezzo di invitare ai delitti colla speranza della grazia, la quale, per piccola che sia, basta per far preponderare nella bilancia dell'intelletto umano e perché uno facilmente si lusinga, lo che ne cresce il valore e perché, essendo congiunta coll'allettativo dei supposti vantaggi del delitto, supera subito i svantaggi della pena, che resta incerta; o almeno, in quel caso, bisogna ricadere nella necessità delle pene atroci. La grazia non è buona che in quei rarissimi casi nei quali per qualche particolare circostanza, alla quale la legge (suppongo sempre la buona legislazione, massime intorno alla pena) universale non può provvedere, la pena verrebbe ad essere per quel tale individuo, o troppo grave, o forse anche dannosa alla società per le virtù per esempio del reo che superassero il delitto (vedi le *Riflessioni per un legislatore* ecc., parte terza) [2].

Capo 17.

Della tortura dei rei.

...Si suppone che ogni prole concepita pendente il matrimonio sia legitima (150)...

Stavo per dire che la tortura potrebbe star bene nel governo despotico, la di cui forza consiste tutta nell'ispirare il timore; stavo per dire che i schiavi fra i Greci e i Romani... Ma sento la natura che grida contro di me (151)...

150. In nessun luogo però tanto si fidano delle leggi quanto in Francia: *filius est quem nuptiae demonstrant.* I Francesi, sempre gentilissimi per favorire il sesso, hanno data la più ridicola interpretazione a questa legge che immaginar si possa; se il marito fosse ad un'estre-

1. Vedi la mia nota alla p. 200.
2. Vedi la mia nota alla p. 200.

mità e la moglie ad un'altra del continente, anche da dieci anni, il parto è legittimo e non serve voler provare che non vi si è accostato mai; essi non ammettono che la separazione per un tratto di mare; non so se credano l'azione indistante per terra e che il mare l'interrompa; ma l'errore consiste nella interpretazione della parola *nuptiae*; questa suppone marito e moglie che convivano insieme e la legge non ha detto mai che i concepiti nel divorzio siano legitimi; quantunque non sia fatto divorzio di raggione, la separazione reale di corpo è divorzio di fatto, e così quello che prova concludentemente e con prova, come si suol dire coarctata, l'alibi egl'è ridicolo addurgli questa legge e mille altre se ve ne fossero, e poi *demonstrant* vuol dire che ha la presunzione a suo favore, ma non esclude la prova contraria. La buona educazione (l'ho detto altrove) e i buoni costumi delle donne correggono in Francia le leggi che sembrano invitarle alla maggior dissolutezza.

151. Vedi *Dei delitti e delle pene*[1]: ne prova l'ingiustizia per principii irrefragabili e con argomenti che non hanno risposta.

Capo 18.

Delle pene pecuniarie e delle pene corporali.

...I Giapponesi all'opposto rigettano queste pene [pecuniarie] col pretesto che i richi eluderebbero il castigo (152)...

152. Vi è un'altra raggione migliore ed è che, essendo l'imperatore il proprietario universale e i sudditi affatto schiavi, la pena pecuniaria è nulla.

Capo 20.

Del castigare i padri per i delitti dei figli.

...Io dico che fra noi i padri, quando i loro figli sono condannati ad un qualche suplicio e i figli, quando lo sono i padri, sono altretanto castigati col rossore quanto lo siano alla Cina colla pena di morte. (Invece di castigarli, diceva Platone, bisogna lodarli di non rassomigliare ai loro padri) (153)...

153. E diceva pur bene; se si avessero a castigare, egli è indubitato che si dovrebbero castigare piutosto i padri per i figli, perché la cat-

1. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, paragrafo *Della tortura*.

tiva educazione non può ammeno d'avervi contribuito; non mai i figli per i padri; questa è una legge barbara che dimostra l'estremo despotismo e di fatti fu inventata dai tiranni romani (*Toto titulo*, C., *Ad Legem Iuliam Maiestatis*); la L. 3 o 4[1], se non erro, non si possono leggere senza orrore; la natura umana si rissente e soffre a sentir castigati gl'innocenti e castigati così crudelmente.

Capo 21.

Della clemenza del principe.

...Nelle monarchie che hanno per principio l'onore, il quale esigge talvolta ciò che la legge proibisce (154), ella [la clemenza] è più necessaria...

Gl'imperatori greci avevano scordato che non cingevano invano la spada (155).

154. Io non so concepire il perché questa contraddizzione di leggi sia necessaria nelle monarchie; se quello che commanda l'onore si crede necessario e legato col sistema del governo, non lo proibisca la legge; se poi non è tale, si trovi una volta la maniera d'imbrigliare questa bestia indomita e ridicola. A me non sembra tanto impossibile.

155. Anastasio era un imbecille e gl'altri due erano troppo ignoranti per poter seguitare con frutto e senza pericolo si bei sentimenti. In un governo despotico, come era il loro, in un impero viziato dalla mollezza e da tutti i vizii possibili, non v'era strada di mezzo: o essere despota, che vuol dire crudele e tiranno, o mutar la forma di governo e dar leggi che combinassero con questi sensi d'umanità, perché non diventassero pericolosi. La spada si cinge per gl'inimici, e questo ancora avevano scordato gl'imperatori greci.

1. Cfr. C. IX, 8, *Ad legem Iuliam Maiestatis*. La L. 3 suona: « Si quis alicui maiestatis crimen intenderit, cum in huiuscemodi re convictus minime quisquam privilegio dignitatis alicuius a strictiore inquisitione defendatur, sciat se quoque tormentis esse subdendum, si aliis manifestis indiciis accusationem suam non potuerit comprobare. Cum eo, qui huius esse temeritatis deprehenditur, illum quoque tormentis subdi oportet, cuius consilio atque instinctu ad accusationem accessisse videbatur, ut ab omnibus commissi consciis statuta vindicta possit reportari ». La L. 4 suona: « Nullus omnino, cui inconsultis ac nescientibus nobis fidicularum tormenta offerentur, militiae vel generis aut dignitatis defensione uti prohibeatur, excepta tamen maiestatis causa, in qua sola omnibus aequa condicio est ».

Libro VII.

CONSEGUENZE DEI DIVERSI PRINCIPII DEI TRE GOVERNI RELATIVAMENTE ALLE LEGGI SONCTUARIE, AL LUSSO ED ALLE DONNE

Capo I.

Del lusso.

...Se in uno Stato le richezze sono ugualmente distribuite, non vi sarà lusso, perché egli non è fondato che sui commodi che uno si procura colle fatiche d'un altro (156). Perché le richezze siano ugualmente distribuite bisogna che la legge non dia a ciascheduno altro più che il necessario fisico. Se si ha di più, gl'uni spenderanno, gl'altri acquisteranno e ne verrà la disuguaglianza (157). Supposto il necessario fisico uguale a una data somma, il lusso di quelli che non avranno altro che il puro necessario sarà uguale a zero, quello che avrà il doppio avrà un lusso uguale a uno (158), quello che avrà il doppio di quest'ultimo avrà un lusso uguale a tre, chi avrà ancora un lusso uguale al doppio di questo avrà un lusso uguale a sette; di modo che il patrimonio dell'individuo che vien doppo, supposto che sia il doppio del precedente, il lusso aumenterà del doppio più un'unità con questa progressione: 0.1.3.7.15.31.63.127 (159). Nella republica di Platone il lusso si sarebbe potuto calcolare con precisione ed esattezza; vi erano quatro sorta di censi stabiliti. Il primo era il preciso termine della povertà, il secondo era il doppio, il terzo il triplo, il quarto il quadruplo del primo. Nel primo il lusso era uguale a zero, nel secondo a uno, nel terzo a due e nel quarto a tre, e così seguitando la proporzione aritmetica (160). Il lusso dei diversi popoli, gl'uni relativamente agl'altri, egli è in ciaschedun Stato in raggion composta della disuguaglianza di richezze che è fra i cittadini e della disuguaglianza delle richezze dei diversi Stati (161). In Polonia, per esempio, vi è una disuguaglianza estrema, ma la povertà della zona totale impedisce che vi sia tanto lusso che in uno Stato più ricco (162)...

156. La deffinizione del lusso è così variata che quando questa voce s'incontra nei diversi autori ella ha quasi sempre diversi significati. Eppure il fissarne la giusta idea sarebbe importantissimo. Io credo che intanto questa idea non si è fissata inquanto che questa voce per se medesima significa niente affatto, o almeno non significa altro che quest'altra generica voce *eccesso*. Se noi consideriamo i soli bisogni rigorosi della natura, appena qualche selvaggio vive senza lusso, se consideriamo i bisogni accresciuti colla vita civile e colla mollezza della vita, il lusso potrà significare quel di più che la mollezza della vita non ha reso necessario. Ora, la mollezza della vita è multiplicabile

quasi all'infinito per le sue gradazioni ed è diversa non solamente nei paesi, nelle città, ma perfin nelle persone, secondo l'educazione avuta e gl'abiti contratti; siché a cosa si riduce il lusso? Ad una relazione di cose che uno stima superflue e un altro stima necessarie; la deffinizione dell'autore non mi pare che soddisfaccia, perché i commodi possono essere necessarii, ossia divenuti tali, e che siano procurati colle fatiche d'un altro non significa, perché anco il pane ce l'abbiamo colle fatiche altrui. Se io ardissi dare una deffinizione al lusso direi che fosse quella spesa, quel commodo e quella qualunque cosa che è eccedente secondo il grado che ciascheduno in particolare occupa nella società.

157. E che cosa sarà il necessario fisico degl'uomini associati? D'uomini che già sono disuguali di condizione e di rango? Se si trattasse di dar leggi ad una società d'uomini che uscissero allora dal bosco selvaggi affatto e nudi, si potrebbe fissare ad una quantità uguale, ma agl'uomini già cittadini chi lo vorrà fissare? Qui s'entrerebbe in un ginepraio da non uscirne si presto; ma diamo che vi sia modo di fissarlo questo anche pochissimo che la legge gl'ha da dare, importerebbe in conseguenza che tutti avessero a possedere quanto terreno può bastare per questo loro fisico bisogno, altra difficoltà non minore dalla prima.

158. Dunque quello che avrà più del necessario, ma che questo suo di più non arriverà ad equivalere al doppio, non si potrà dire che abbia lusso, perché tra zero e uno non conosco alcuna quantità fra mezzo.

159. Bellissima progressione, se il dar leggi fosse un calcolo, un problema d'algebra.

160. Egli è pur anco vero che, quando si vuol dire un piano di governo immaginario ed ineseguibile, corre per proverbio la repubblica di Platone.

161. Qui la parola lusso diventa sempre più insignificante; le richezze de' particolari di uno Stato, disuguali o no, non hanno la minima diretta relazione con quelle de' particolari d'un altro. La sola massa delle richezze d'uno Stato può avere relazione diretta con quelle d'un altro; ma che cosa sarà il lusso? Sarà forse che uno Stato compri più che un altro dai forestieri? Questo è relativo ai bisogni o reali o immaginarii degl'individui dello Stato, epperò che in uno Stato vi siano più o meno individui i quali vivano con lusso, questo non è lusso dello Stato. Le grandi opere pubbliche fatte dai Romani, che certo non erano assolutamente necessarie, almeno in quel grado di magnificenza, si

possono, secondo me, chiamare lusso dello Stato. Un'altra cosa, che io chiamerei lusso dello Stato, è una soverchia quantità de' preziosi metalli condensata nel pubblico tesoro.

162. Il lusso, come ha detto l'autore, è fondato sulla disuguaglianza e cresce in proporzione di questa. Ora, quanto più si condensa di richezze in uno, tanto più di povertà ha da essere negl'altri, e per conseguenza tutti i Stati dove i particolari avranno il maggior lusso, secondo l'autore, sarebbero i Stati di minor lusso. S'aggiunga che, quanto più si condensano le possessioni, tanto meno hanno a essere coltivati i terreni, e per conseguenza la somma totale del prodotto dello Stato deve diminuire in raggione inversa della condensazione delle possessioni. Da questo sembra che l'autore qui intenda per lusso la maggiore richezza somma totale d'uno Stato per rapporto a un altro, ma, prima di poterlo chiamare lusso, bisogna poter fissare il dato del bisogno fisico dei due Stati; dubito assai che sia, se non impossibile, almeno ben difficile.

Capo 4.

Delle leggi sontuarie nelle monarchie.

...Siccome, secondo la costituzione delle monarchie, le richezze sono disuguali negl'individui, convien necessariamente che vi sia lusso (163). Se i richi non spendono molto, i poveri moriranno dalla fame (164)...

Le richezze particolari sono cresciute solo perché hanno tolto a una parte dei cittadini il necessario fisico: bisogna dunque renderglielo (165). Così, perché lo Stato monarchico si sostenga, bisogna che il lusso vada crescendo di mano in mano dall'agricoltore all'artigiano, al commerciante, ai nobili, ai magistrati, ai gran signori, ai principali finanzieri (166), ai principi; altrimenti tutto sarebbe sconcertato...

Le republiche finiscono per il lusso, le monarchie per la povertà (167).

163. Nell'aristocrazia le richezze sono disuguali al pari che nelle monarchie, eppure non vi è lusso. Le republiche della Grecia avevano rimediato all'inconveniente dell'impedita circolazione per la soverchia economia; perché raggione non si potrebbero imitare dalle monarchie, talché in queste vi fossero anco leggi sontuarie per frenare quelle spese inutili, insensate e talora viziose e, per altra parte, non solo vi fosse il commodo, ma si trovasse la maniera (che non è difficile ad un momarca) di farli spendere in opere publiche, in feste publiche, in cariche dispendiose? Si avrebbero molti vantaggi: 1. Che le richezze de particolari, essendo convertite in publico vantaggio, lo Stato si troverebbe in tutta la sua forza possibile, si risparmierebbero al monarca moltissime spese,

e per conseguenza una parte delle imposizioni; i sudditi così, essendo meno aggravati, avrebbero molto più amore al principe ed alla patria. 2. Lo Stato sarebbe meno debitore e la bilancia del commercio penderebbe più facilmente a suo favore. 3. Vi sarebbe molto maggior virtù. 4. Le cariche esercitate da uomini che non le cercano per arrichirsi, ma solo per la gloria, sarebbero esercitate con tutta onestà. 5. Non potendo i nobili più distinguersi con spese ridicole, ma solo con spese utili o colla virtù, per poco che il monarca vi contribuisse con dare dimostrazioni di maggior stima per i virtuosi, si eviterebbe quell'universale diffetto dei nobili, dei richi: l'ozio e l'ignoranza, diffetto per il quale si trovano spesso costretti i principi a preferire nelle cariche importanti uomini di oscura nascita, cosa che si soffre poi mal volontieri dai nobili, ai quali sembra grave il dover dipendere da gente loro inferiore per la nascita e che spesso conserva la rustichezza della oscura educazione avuta; nel che però hanno torto, perché è tutta loro la colpa. Nel capo seguente l'autore permette in qualche caso le leggi sontuarie.

164. Vedi a questo proposito le *Riflessioni per un legislatore* ecc.[1].

165. Bisogna, per dir questo che, calcolata la somma totale del prodotto di quella superficie che occupa la società, questa sia uguale alla somma totale di tutti i bisogni fisici degl'individui, talché lo Stato sia nel suo grado di massima popolazione relativamente al prodotto della terra; bisogna di più che non vi siano altre sorti di beni, di richezze che quelli di terra, perché allora vi può essere uno che con queste altre richezze nuoti nell'opulenza, senza aver tolto ad alcuno la sua parte del bisogno fisico.

166. Supposto che v'abbiano a essere, e ad essere tanto richi.

167. Se il lusso è il principio distruttivo delle monarchie, come può mai egli essere così assolutamente necessario alle medesime?

Capo 9.

Dello stato delle donne nei diversi governi.

Le donne hanno poco contegno nelle monarchie, perché la distinzione di rango che le chiama alla corte fa che aquistano quello spirito di libertà che è il solo che ivi si tolleri. Ciascheduno si serve dei loro vezzi e delle loro passioni per tirare manzi la sua fortuna e, siccome la loro debolezza le rende inabili all'orgoglio ma dà loro tutta la vanità, così con esse regna il lusso (168)...

1. Vedi la mia nota alla p. 200.

Nelle città della Grecia, nelle quali non v'era la relligione che stabilisce che la purità de' costumi sia anco fra gl'uomini una parte di virtù, dove regna effrenatamente un cieco vizio, dove l'amore aveva una forma che non si ardisce pronunziare, mentre che la sola amicizia regnava nel matrimonio, la virtù, la simplicità, la castità delle donne era tale che non si è mai visto il popolo che avesse a questo riguardo si bei costumi (169).

168. Dopo aver il nostro autore descritto così bene nell'antecedente capo gl'orrori del vizio e le funeste conseguenze della muliebre incontinenza, non so come abbia potuto (sebbene con nome più modesto, ma che niente diminuisce l'essenza della cosa) volerne necessariamente infette le monarchie, quasi che in esse sia d'essenza che abbiano le donne tutte le imperfezioni, che la loro anima sia tanto difformata ecc., e tanto più che admette egli stesso che questi disordini agiscono con tanta forza sovra gl'uomini che essi si trovano infetti prima ancora delle donne; possibile che le monarchie abbiano ad essere la sentina dei vizii? Io non me ne so persuadere; qualche disordine vi sarà purtroppo, ma che egli sia parte, per dir così, costitutiva della forma del governo è, mi par, troppo dire.

169. Questo esempio prova assai bene che sarebbe più essenziale d'invigilare sulle azioni degl'uomini che su quelle delle donne. Confessiamolo una volta, siamo purtroppo ingiusti: la donna è sicuramente assai più debole di noi, ha senza paragone minori lumi, perché la sua educazione così diversa non glieli procura; la donna, se ne crediamo qualche osservatore, è più sensibile di noi, epperò la passione deve essere più facile all'impeto e più difficile a superarsi; la donna in fine è tutto giorno tentata dagl'uomini che si servono della loro superiorità e di talento e di lumi per espugnarla e noi, invece di accusarci noi medesimi, accusiamo le donne. Io mi stupisco quando alcuna resiste e per altra parte domando: se vi fossero molti uomini che, prescindendo anche dal non avere tutte le altre debolezze muliebri, solamente se fossero com'esse tentati, resistessero? Contengansi gl'uomini e, per contenerli, io non so di meglio che ammogliarli: tolti quei pochi che esigge il santuario, e che anche non dovrebbero essere di più che quanto veramente esigge il divino culto, e sopratutto bisognerebbe che vivessero quella vita esemplare che esigge sì alto ministero, tutti gl'altri, per quanto si potesse, io li vorrei ammogliati. So che diranno alcuni, e che vorreste fare di tanta gente? Cosa gli vorreste dar da mangiare? Ma questi son come quelli che temono che l'albero si carichi di frutta, perché temono che per il peso non cada; e ciò perché non hanno l'abilità di mettervi qualche sostegno e riparo. Non ho mai sentito che

alcun Stato sia perito per la sovverchia popolazione, né che i Stati ben popolati siano imbarazzati a vivere. Fate buone leggi, date commodi al lavoro e poi lasciate pur che si popoli lo Stato.

Capo 10.

Del tribunale domestico presso i Romani.

...Il tribunale domestico concerneva la generale maniera di vivere delle donne; ma vi era un delitto che, oltre l'ispezione di questo tribunale, era sottoposto alla publica accusazione, l'adultero, sia egli che in una republica violazione simile di costumi fosse interessante per il governo, sia che la dissolutezza della moglie potesse far sospettare altretanto del marito, ossia finalmente che si temesse che gl'uomini onesti amassero meglio coprire che castigare, ignorare che vendicare un tal delitto (170).

170. L'adulterio publico, ossia quando egli è tale che non si può ignorare, merita che il governo ci pensi, perché apponto, secondo me, questa corruzzione di costumi è troppo interessante, oltre di che, essendosi attaccate le regole di proprietà e di successione a certe qualità personali, quella donna che si mette al rischio di attribuire al marito un frutto non suo, non è rea solo dei violati costumi della violata fede, cose che per se medesime le considero pochissimo nel riguardo politico, se non in quanto possino caggionare la publica corruzzione; ma è rea di furto e rea di mille delitti. Io che son contrario alla pena di morte in tutti i casi, lo sono per conseguenza anche in questo, ma dico però che questo, cioè l'adulterio publico, (e non il nascosto e che, per dir così, mai si può provare concludentemente) è uno dei delitti che meriti il maggior rigore delle leggi; a questo però aggiungo che, se la donna merita tre gradi di pena, il complice, anzi l'autore del suo delitto, ne merita per lo meno sei per mille raggioni.

Capo 13.

Delle pene stabilite dagl'imperatori contro le dissolutezze delle donne.

...Una delle maggiori tirannie di Tiberio fu l'abuso che esso fece delle antiche leggi, allor che volle castigare qualche dama romana con pena maggiore di quella che era prescritta dalla legge Giulia, ristabilì il tribunale domestico (171)...

Finalmente ciò che dissi, che la purità de' costumi non è il principio d'un governo d'un solo, non si verificò più che sotto quei primi imperatori e chi ne dubitasse può chiarirsi solo che legga Tacito, Svetonio, Giuvenale e Marziale (172).

171. Questo prova insieme che nessuno ardiva contradire al desiderio del tiranno, perché altrimenti il tribunale domestico, che non aveva legge fissa per le pene, avrebbe potuto diminuirla invece d'accrescerla.

172. Un governo nascente, e si può dir senza forma, il complesso di tutti i disordini, un misto di republica di despotismo e d'anarchia, una dissolutezza universale che già vi era e che aveva prodotta questa mutazione nel governo, non mi sembra che siano un forte argomento per provare il suo assunto. Io dubito che il nostro autore abbia presi con troppo attaccamento per norma de' suoi principii i Romani.

Capo 15.

Delle doti, lucri e donativi nuziali nelle diverse costituzioni.

...[La comunione dei beni tra coniugi] è meno utile nelle republiche, nelle quali le donne hanno maggior virtù (173)...

Siccome le donne di loro natura sono abbastanza inclinate al matrimonio, i lucri che la legge dà loro sovra i beni del marito sono inutili (174)...

173. Dove le donne hanno maggior virtù, sta benissimo che abbiano la communione dei beni, perché facilmente si aplicheranno agl'affari domestici; ma, dove le donne hanno a essere, secondo il nostro autore, qualcosa meno di Messaline, mi pare che nessuno dovesse aver a caro che una tal donna s'impicciasse ne' suoi interessi, né che farlo potesse, perché non sarebbe tanto improbabile che alla prima occasione che non ci badasse il marito mandasse in bordello ogni cosa.

174. Essi sono in parte un correspettivo di quelli che la legge dà pure al marito sopra la dote, ma io gl'abolirei tutti e due, sostituirei un'altra cosa (vedi *Delle leggi civili e reali*, seconda edizione, al capo della successione tra marito e moglie) [1].

Capo 17.

Dell'amministrazione delle donne.

...Nell'India sono contentissimi del governo muliebre ed è stabilito che, se i maschi non sono figli di madre del sangue reale, le femmine che lo sono succedono a preferenza. Danno loro un certo numero di persone per aiutarle a portare il peso del governo (175)...

1. Vedi la mia nota alla p. 230.

175. Questo è forse uno dei motivi per i quali sono più contenti del governo delle donne, perché il despotismo viene ad essere talmente temperato dal potere di queste persone date in aiuto, che si riduce ad una monarchia, anzi quasi all'aristocrazia.

Libro VIII.
DELLA CORRUZZIONE DEI PRINCIPII DEI TRE GOVERNI

Capo 3.
Dello spirito d'uguaglianza estrema.

...Nello stato di natura gl'uomini nascono bensì perfettamente uguali, ma non possono rimanere in questo stato; la società loro lo toglie e non ritornano uguali che per le leggi (176). La differenza tra la democrazia regolata e quella che non lo è, è questa: che nella prima gl'uomini sono uguali solamente come cittadini, nella seconda sono anco uguali come magistrati, come senatori, come giudici, come padri, come mariti (177)...

176. Gl'uomini nascono, è vero, perfettamente uguali, nascono liberi, ma questa istessa perfetta uguaglianza, questa istessa libertà fa che non sono perfettamente indipendenti, perché, se potessero di diritto (per il qual diritto intendo sempre il giusto raggionamento sull'amore di noi stessi) danneggiarsi reciprocamente, se un uomo potesse impedire a un altro di servirsi della sua libertà, questo non sarebbe più libero, non sarebbe più uguale, epperò vi sarebbe la disuguaglianza. Dunque convien dire che l'uomo nasce libero, l'uomo naturale può far uso della sua libertà, con ciò però che non disturbi gl'altri uomini nell'uso che fanno della loro; questa è la prima conseguenza dell'amor di noi stessi ben raggionato e di quella che si suole chiamare legge di natura, quindi è che le associazioni, i governi moderati, non solo si oppongono allo stato di libertà naturale dell'uomo, ma anzi lo stabiliscono di più con assicurarglielo e le leggi de' governi non fanno altro più che di determinare quale sia quell'uso di libertà di ciaschedun individuo, il quale non è turbativo della libertà altrui.

177. Di modo che tutte queste qualità che nella democrazia ben regolata vi costituiscono superiore a quelle persone che hanno una dipendenza relativa alle medesime, nella democrazia mal regolata non significano, perché nessuno vuolendo più ubbidire, nessuno può più commandare, e non si può più regolare la minima cosa, né de' publici, né de' privati affari: tutto è confusione.

Capo 5.

Della corruzione del principio dell'aristocrazia.

...L'estrema corruzione è quando la nobiltà diventa ereditaria (178)...

178. Questa proposizione potrebbe concordare colla deffinizione data dell'aristocrazia (libro II, capo I, in principio), ma contradice affatto a tutto il rimanente che ha detto fin qui delle aristocrazie, perché ne ha sempre parlato supponendo ereditaria in esse la nobiltà, chiamandola ora famiglie aristocratiche (libro II, capo 3, in fine) ora famiglie presso le quali rissiede la sovranità (libro III, capo 2, in principio) ecc. Certo che l'aristocrazia, governata da un corpo aristocratico morale, è la vera aristocrazia e la migliore (anzi direi di più, per ciò che concerne l'interno regime la stimerei il migliore dei governi); la sola difficoltà consiste nella forza relativa. Ma l'aristocrazia ereditaria è però l'unica che sia in uso, per ciò il nostro autore, senza forse volerlo, si è trovato di parlare dell'aristocrazia in questo sistema.

Capo 7.

Continuazione dello stesso sogetto [*della corruzione del principio della monarchia*].

...Ma, se è vero (come egl'è verissimo, e ce ne convince la sperienza di tutti quanti i secoli) che, a misura che cresce il potere del monarca e diventa immenso, la sua sicurezza diminuisce per ugual proporzione retrograda, corrompere questo potere fino a farlo cangiar di natura (179) non è egli un delitto di lesa maestà contro il monarca?

179. Gl'empii adulatori, i cattivi ministri, i vili cortiggiani che consigliano un monarca ad oltrepassare i veri limiti del suo potere, che sono quelli del giusto e delle leggi fondamentali, guidandolo così pian piano e quasi insensibilmente al despotismo, alla tirannia, sono rei del maggior delitto che si possa commettere nell'ordine civile: essi sono rei di lesa maestà, come dice l'autore, perché vanno ad esporre ad un grave pericolo, e tanto più grave quanto che egli è quasi infallibile, la persona del monarca e la famiglia regnante; sono poi i più crudeli inimici della patria, della società e dello Stato, perché cominciano dal caggionarle infiniti mali particolari, per farne poi nascere il grandissimo, la rivoluzione. Perloché un saggio monarca non si guarderà mai abbastanza da questa contaggiosa e pestilente razza di adulatori, che più facilmente va ad infettare il soglio, perché essendo da cupidiggia guidata, ivi trova la maggiore speranza.

Capo 10.

Della corruzzione del principio del governo despotico.

...Esso [il governo dispotico] dunque non si mantiene se non quando circostanze particolari del clima, della relligione, della posizione locale, del genio o del popolo lo costringono a continuare quell'ordine (180)...

180. Meglio era dire quel disordine.

Capo 16.

Proprietà distintive della republica.

La republica non deve essere estesa, ella deve avere un piccolo territorio, se lo ha grande non può sussistere. In una grande republica vi sono gran richezze, e per conseguenza poca moderazione nelli spiriti; vi sono troppo gravi depositi a confidare ad un cittadino; gl'interessi si rendono particolari; un uomo sente ch'egli può essere fortunato, grande, glorioso senza la patria; poco dopo sente che può essere solo grande sulle rovine della patria (181)...

181. Il principio in sé è vero che una republica troppo grande cade, per dir così, sotto al suo istesso peso, ma egli è vero altresì che piccola è presto soggiogata e, se esiste, non esiste che precariamente; ora, avrebbe bisognato determinare un po' più questa troppa grandezza che è dannosa. Per esempio Roma, alle due prime guerre puniche, era piccola riguardo alla grandezza estrema a cui pervenne in apresso, ma non lo era per se medesima ed un sovrano che possedesse i Stati che possedeva la repubblica romana in quel tempo sarebbe uno dei più rispettabili d'Europa; eppure quella grandezza non gl'era pregiudiciale. Si dirà forse che la rivalità di Cartagine impediva la corruzzione, ma egli sarebbe sempre un problema non così facile a decidersi, perché la perdita di Cartagine ha corrotta Roma, e perché divenne assai più grande e perché i vinti comunicarono i loro vizii ai vincitori. Io crederei che si potesse distinguere in primo luogo quella grandezza, della quale parla il nostro autore in apresso al proposito delle monarchie, che è relativa alle forze dalle quali si trova attorniato lo Stato da quella che è in sé, perché, alla fine, a che serve mantenere la bontà della costituzione per farsi soggiogare da un inimico, e perdere in un momento ogni cosa? In secondo luogo distinguerei la grandezza sparsa da quella che è raccolta e, mi spiego, Roma sola, col solo Agro Romano e che avesse posseduta la Sicilia, la Sardegna, la Corsica ecc. sarebbe stata più piccola che possedendo tutta l'Italia, eppure era più facile che si

perdesse in quel modo che in questo, perché bisognava necessariamente confidare ad un uomo un troppo gran potere, e potere lontano sul quale era difficile di vegliare; ché, all'opposto, quando lo Stato è raccolto, si possono trovare delli spedienti per non consegnare ad un solo un potere che si renda pericoloso e ci si può almeno aver l'ochio, e di fatti Roma cominciò a corrompersi quando ebbe Stati lontani nei quali andavano a corrompersi i governatori e tutti quelli che seco loro conducevano. In terzo luogo distinguerei moltissimo la democrazia dall'aristocrazia; quella, supposto che vera democrazia si possa dare o almeno sostenere tale, non solo non deve esser grande, ma non può essere che piccolissima; questa, all'opposto, siccome la forza diventa maggiore perché si condensa, può avere un maggior Stato, tanto più che mi sembra più facile che si mantengano virtuose dieci persone che mille.

Capo 17.

Proprietà distintive della monarchia.

Uno stato monarchico deve essere di una estensione mediocre, piccolo si trasformerebbe in republica, troppo esteso arrischierebbe degl'inconvenienti, perché i principali dello Stato, già grandi per lor medesimi, lontani dagl'ochi del principe, avendo essi una corte fuori della corte del principe ed assicurati dalle pronte esecuzioni per le leggi e per i costumi, potrebbero facilmente disubbidire e disprezzare un castigo troppo lento e troppo lontano (182)...

182. Sembra veramente che dovesse essere così, tutta volta l'esperienza ci dimostra il contrario. La Spagna ha dei governatori nell'America, i quali, oltre all'essere lontanissimi, sono i più potenti fra i possibili governatori e durano un tempo assai lungo nel loro governo; non ostante la Spagna è arrivata in questo secolo a fidarsene al segno di mandare per vice re al Messico uno che era discendente da Motezuma [1]; chiunque avrebbe pensato che lo avesse mandato a bellaposta perché facesse una rivoluzione; mandare come governatore un de' nipoti di chi aveva su quell'istesso soglio dettate leggi, aggiungasi l'odio degl'Americani a tutto il nome spagnolo, eppure non è seguito il minimo sconcerto; o i Spagnoli sono una eccezzione alla regola, o che gl'uomini d'adesso non sono più gl'uomini di quei secoli dai quali ha derivati l'autore i suoi principii.

1. José-Sarmiento Valladares, conte di Montezuma, viceré dal 1696 al 1701.

Capo 18.

Che la monarchia di Spagna era in un caso particolare.

...Essa [la Spagna] per conservare l'America fece ciò che non fa nemmeno il despotismo, ella distrusse tutti gl'abitanti e per conservare la colonia la ridusse ad essere dipendente nelle cose di primaria necessità (183)...

183. Questo è vero, ma il discendente di Motezuma [1] non era dipendente, perché poteva a suo bel agio provvedersi; non è poi assolutamente vero che siano stati trucidati tutti affatto gl'abitanti, che anzi la massima parte è di originarii Americani e gl'istessi Spagnoli della colonia, ossia gl'Americani figli di Spagnoli, odiano il nome spagnolo perfino nel loro padre, siché, se questo discendente, e senza di lui anche qualunque governatore, avesse la mente capace di immaginare e guidare una rivoluzione, non v'è forse luogo nel mondo dove ella fosse più facile ad eseguirsi; dunque vi è qualche altra raggione. Una, forse, che trattiene dal pensarci è da una parte le immense richezze che la Spagna soffre che quei governatori ne riportino, le quali, mettendoli nello stato della massima felicità (di quel genere) nel rango di privati, non vi sarebbe che uno spirito estremamente ambizioso al quale tal cosa potesse venire in mente, tanto più che per l'ordinario ci vanno vechi; dall'altra parte la tacita convenzione dei sovrani di soccorrersi in quei casi, la quale accresce di molto l'incertezza dell'esito, e per conseguenza la speranza di soddisfare l'ambizioso desiderio di regnare. Regola generale: i capi delle rivoluzioni sono, o uomini malcontenti, e questi lo sono per lo più perché poveri e tormentati, o quelli che assieme alla estrema ambizione hanno unite forze tali da poter intraprendere da sé soli un simile affare.

Capo 21.

Dell'impero della Cina.

...I nostri missionari ci parlano del vasto impero della Cina come di un modello dei governi, il quale abbia nel suo principio riunito il timore, l'onore e la virtù. Avrei dunque fatta una falsa distinzione, quando ho stabiliti i principii dei tre governi (184). Io non so che specie d'onore sia quello di quei popoli che son governati col bastone (185). In oltre i nostri mercatanti ci danno tutt'altra idea di quei popoli che di quella virtù della quale

1. José-Sarmiento Valladares, conte di Montezuma, viceré dal 1696 al 1701.

parlano i missionari e si possono su di ciò consultare le estorsioni che si fanno dai mandarini (186)...

La Cina, come tutti i paesi nei quali cresce il riso, sono esposti a frequenti carestie (187)...

Questo [il principe della Cina] non saprà, come sanno i nostri principi, che se governa male i suoi popoli sarà meno felice nell'altra vita, meno potente e meno ricco in questa, ma sa che se il suo governo non è buono perderà l'impero e la vita (188)...

184. Ciò nulladimeno non ne verrebbe, perché tutto al più i missionari ci proverebbero che quel governo è un misto di tutti i tre e un di quei misti che abbiano riuniti tutti i vantaggi dei tre governi principali.

185. Il bastone non governa i grandi del regno e nelle monarchie l'onore che il nostro autore ha loro attribuito (che non lascia di essere singolare per un altro verso), non è quello che regola il popolo.

186. Non so se abbiano a considerarsi di più le relazioni dei mercatanti, i quali non hanno visto altro più che le frontiere, che non vi sono andati che per il loro interesse di commercio, che per lo più sono incapaci di conoscere non che giudicare dei governi, o quelle dei missionari, i quali hanno penetrato al didentro, hanno avuto tutto il commodo di esaminare e, se non altro, erano uomini istrutti ed imparziali; quanto poi alle estorsioni de' mandarini, l'onore delle monarchie, secondo il nostro autore, quando si tratta di fare una gran sorte, permette a un dipresso la stessa cosa e si potrebbe che l'onore cinese fosse in questo anche più indulgente.

187. Tutti no. La Lombardia abonda di riso e dell'altre produzzioni ancora.

188. Quanto gl'oggetti percuotono più i sensi tanto maggiore fanno l'impressione e sono tanto più atti a determinare la nostra volontà, le nostre operazioni.

Libro IX.

DELLE LEGGI RELATIVAMENTE ALLA FORZA DIFENSIVA

Capo 2.

Che la costituzione federativa deve essere composta di Stati tutti della stessa natura e sopra tutto di Stati republicani.

...Lo spirito della monarchia è la guerra e l'ingrandimento, quello della republica è la pace e la moderazione (189)...

189. La pace non era però lo spirito dei tanto vantati Romani, non dei Lacedemoni e di quasi tutte le republiche della Grecia.

Capo 3.

Altri requisiti della republica federativa.

...Una republica, che si è unita con la politica confederazione, si è data tutta intiera e non gli resta altro a dare (190)...

Se dovessi dare un bel modello di republica federativa, sceglierei la republica di Licia (191).

190. Cioè nel riguardo esterno, perché nell'interno, anzi, ha dato niente.

191. Essa però aveva, come confessa il nostro autore, dei stabilimenti che non possono addattarsi a tutte e fra gl'altri quello dell'elezzione dei magistrati sembra che la renda quasi una republica sola, e non più federativa. La confederazione consiste in dar tutto per il riguardo esterno della diffesa e conservar tutto per il riguardo interno, ossia per il regime politico interno, perché così si conservano i vantaggi della piccola republica; se i magistrati sono eletti dal consiglio commune, niente niente che sia estesa questa federazione, la cosa divien sogetta a mille inconvenienti. Un consiglio di ventitre città non era un gran corpo, ma il consiglio di cinquanta republiche, il consiglio di tredeci provincie, senza le altre associate, vi sarebbe anco del pericolo a radunarlo così spesso.

Capo 5.

Come la monarchia provvede alla sua sicurezza.

...Le fortezze sono proprie delle monarchie, i Stati despotici temono d'averne, perché a chi confidarle in uno Stato dove nessuno ama né lo Stato né il principe? (192).

192. E nelle republiche non si vogliono, perché sono un mezzo troppo facile per distruggere la libertà e far luogo alla usurpazione.

Capo 10.

Della debolezza dei Stati vicini.

...Non v'è cosa più commoda per un principe che di trovarsi vicino ad uno il quale riceve per sé tutti i colpi della sorte avversa ed è raro che colla con-

quista di uno Stato simile si accresca altretanto la forza reale quanto si è diminuita la forza relativa (193).

193. Questa proposizione mi pare che abbia bisogno di moltissime limitazioni e distinzioni: 1. Se uno si trovasse tutto attorniato da uno Stato simile, la proposizione potrebbe reggere in qualche caso, ma l'averlo vicino da una parte sola non vi giova ponto perché, o non sarà interessato nella guerra, o se si entra, voi dovete o unirvi con esso lui, perché non ne proffittino gl'inimici, o rovinarlo, se vi è inimico. 2. O questo Stato è in decadenza per un vizio che sarebbe dannoso al vostro principio, come lo spirito di estrema libertà ecc., e allora certo che però si potrebbe guadagnare colla conquista, o la decadenza nasce da uno vizio che non nuoce alla monarchia, come per esempio se fosse una republica che fosse in decadenza, perché vi si introducesse il lusso, e allora non è più vera la proposizione. 3. E principalmente, o il principe si trova nel suo punto di forza relativa e non deve conquistare, né questo, né alcun altro Stato, o ad esso vi manca per giungere a quel segno, e dovendo pensare a conquistare è ben egli più commodo conquistare uno Stato che riceve pazientemente le disgrazie che un altro il quale si diffende con coraggio ed arte! Vi sono dei casi nei quali non è mai utile il conquistare quel Stato vicino, quantunque sia in decadenza e quantunque si avesse anche bisogno di conquistare, ma questo nasce dalle particolari circostanze di quel Stato; per esempio la Republica di Ginevra, quella di Lucca, di San Marino sono piccole città, le quali, essendo republiche, fanno una certa figura nel mondo e sono riche; se le conquistasse un principe, sarebbero più niente affatto e l'ultima città capo di provincia d'una monarchia valerebbe più che tutte queste città insieme. La Republica di Genova, prescindendo dai Stati sudditi di essa che potrebbero convenire ad altri principi, discorrendo solamente della Republica, che è la città, infin che essa sarà republica commerciante con rigorose leggi sontuarie, sarà una città ricca, bella e che farà una figura nel mondo per le sue richezze, ad onta di qualunque scossa che possa ricevere intorno ai suoi dominii. Se, all'opposto, la conquistasse un principe sarebbe una città miserabile. Una città posta sopra uno scoglio, con un forte che non è dei migliori, se fosse di un principe, ecco che ne succederebbe: la forza attrattiva della capitale attirerebbe a sé i nobili; questi, costretti ad un lusso che esigge entrate certe realizzerebbero i loro fondi in buoni terreni e non si fiderebbero più d'avere i loro capitali non che le entrate esposte ad una tempesta di mare; tardi o tosto succederebbe che il principe fraporrebbe qualche ostacolo, qualche

difficoltà nel commercio che quella piazza fa colla Spagna, che è, per dir così, il 99 per 100 del suo commercio e subito qualcun altro profitterebbe dell'occasione per toglierlo, e la città di Genova sarebbe ridotta a pochi e miserabili negozianti, quatro fachini, alcuni pochi villani che raccoglierebbero i fonghi, altri pochi che coltiverebbero gl'agrumi diminuiti de' due terzi per la trasmigrazione dei nobili, che ne facevano la spesa e, in somma, sarebbe come dicono essi medesimi un orto. Dunque queste tali conquiste non s'hanno mai a fare, né s'hanno ad invidiare a chi le facesse.

Libro X.

DELLE LEGGI RELATIVE ALLA FORZA OFFENSIVA

Capo 2.

Della guerra.

...Ma, tra le società, il diritto della difesa naturale importa qualche volta la necessità d'attaccare, quando un popolo vede che una più longa pace mette un altro in caso di distruggerlo e che l'attaccarlo è in quel momento il solo mezzo di evitare la sua rovina (194). Quindi ne segue che le picciole società hanno più soventi diritto di far la guerra che le grandi, perché esse sono più spesso nel caso di temere la loro rovina (195)...

194. E la meglio raggione è che non si è ancor trovato il commodo di stabilire quel magistrato che voleva Enrico IV [1], così che le nazioni, non avendo alcun magistrato a cui ricorrere, son costrette a far da sé.

195. Per buona sorte torna il medesimo, perché nessuno è giudice competente per giudicare della giustizia d'una guerra; del resto con questo principio è fisicamente impossibile che si dia mai più una guerra ingiusta, perché chi fa la guerra la fa sempre per suo vantaggio, anche il conquistatore; questi si crede d'aver bisogno di conquistare per meglio fortificarsi; ma bisogna intenderla nel senso in cui la corregge qui apresso.

1. Si riferisce al *Grand dessein du roi Henry IV*, scritto dal Sully nel 1638, ma tale progetto è da riferirsi esclusivamente al Sully. Esso consisteva nell'assicurare la pace attraverso un Consiglio generale e consigli particolari, composti da rappresentanti dei vari Stati e aventi potere di emanare decisioni esecutive.

Capo 3.

Del diritto di conquista.

...Uno Stato conquistato si tratta in quatro maniere: o si governa secondo le sue istesse leggi, pigliando per sé il solo esercizio del governo politico e civile; o gli si dà un nuovo governo politico e civile, o si distrugge la società e si disperde nell'altre, o finalmente si esterminano tutti i cittadini. La prima maniera è conforme al diritto delle genti, di cui si serviamo adesso; l'ultima è più conforme al diritto delle genti de' Romani (196): su di che lascio giudicare a qual segno siamo divenuti migliori; bisogna rendere omaggio a' moderni tempi, ai lumi che si hanno, alla relligione che si professa, alla nostra filosofia, ai nostri costumi (197). Gl'autori del nostro diritto publico, appoggiando il loro raggionamento alle storie antiche, sono usciti dai casi rigidi (198)...

Siccome la schiavitù nella conquista è una cosa accidentale, così, qualora dopo un certo tempo le parti dello Stato conquistatore si sono legate con quelle dello Stato conquistato per le usanze, i matrimoni, le leggi, le associazioni ed una certa conformità di spirito, la schiavitù deve cessare (199)...

196. I Romani però non hanno già trattati tutti i popoli conquistati come Cartagine; essi, che erano così piccoli ed hanno poi conquistato quasi tutto, avrebbero quasi annichilito il mondo se avessero usato nelle conquiste di questa quarta maniera.

197. E coprire d'un denso velo la memoria della barbarie spagnola in America, la quale però aveva allora l'istesso diritto delle genti che ha adesso, l'istessa relligione ecc.

198. Ossia quei casi rarissimi nei quali non vi è assolutamente altro mezzo di conservare la conquista, perché i conquistati, come cani arrabbiati, eleggano più tosto la morte che la moderata ubbidienza e siano anche sudditi sempre ugualmente pericolosi, come inimici.

199. Un uomo libero non vorrà maritarsi con una schiava, né un padre libero darà la sua figlia per moglie ad uno schiavo. Le leggi per gl'uomini liberi sono assai diverse di quelle dei schiavi, e così del resto, siché, fin che stanno in schiavitù, è difficile che segua ciò che suppone l'autore; tutto quello, secondo me, che si potesse fare sarebbe di tentare di liberarli a poco per volta, per fare l'esperimento e vedere se abbiano deposta la natia ferocia e l'odio e se possano in somma diventar sudditi.

Capo 6.

Di una republica che conquista.

...In qual pericolo non sarebbe ella stata Cartagine, se Annibale avesse preso Roma? (200)...

Annone non avrebbe mai potuto persuadere al senato di non mandare alcun soccorso ad Annibale, se avesse parlato solo la sua gelosia. Quel senato, che Aristotele ci assicura essere stato così savio (cosa che prova manifestamente la prosperità di quella republica) (201), non poteva essere determinato che da sode raggioni (202)...

Il partito d'Annone voleva che si sacrificasse ai Romani Annibale, come di poi Catone voleva che si sacrificasse Cesare ai Galli (203)...

Annone stette più fermo dopo i memorandi fatti di Trebia, di Trasimene e di Canne, non perché crescesse in lui l'incredulità, ma cresceva il timore (204).

200. Non so davvero cosa gli avesse potuto succedere di peggio di quello che gli avenne, perché Annibale non ha presa Roma.

201. Non confondiamo i tempi, i secoli; ricordiamoci che Annibale al suo ritorno trovò che i magistrati dilapidavano il publico tesoro e quando volle frenarli andarono ad accusarlo ai Romani; Annibale poi non stette già un secolo in Italia.

202. Eppure non ostanti queste sode raggioni glielo mandò alla fine, ché, se glielo avesse mandato qualche anno prima, l'aquile romane perdevano l'ali di certo.

203. Annone voleva sacrificato Annibale per spirito di partito, non per interesse publico e i Romani erano pur da temersi infin d'allora, sia perché erano potentissimi, sia perché Attilio Regolo aveva di già avvertiti i Cartaginesi che Roma sapeva il cammino di Cartagine. Catone poi aveva altre raggioni, il dissegno di Cesare era evidente e la Republica era corrotta; Annibale era pieno di virtù e delle virtù republicane.

204. Ma il timore d'un rivale pieno di meriti, non della republica; veramente la sua politica ha recato un bel vantaggio a Cartagine?

Capo 8.

Continuazione dello stesso sogetto.

...Una republica d'Italia aveva degl'insulani per sudditi, ma li governava con leggi sì politiche che civili assai cattive. Si ricordiamo tutti di quel trat-

tato nel quale ella promette loro di non più farli morire secondo l'informata coscienza del governatore (205)...

205. Che è l'economica giustizia che si fa a Venezia dagl'inquisitori di Stato.

Capo 9.

Di una monarchia che conquista dei Stati confinanti coi suoi.

...Nelle sue conquiste ella [la monarchia] deve lasciar le cose come le ha trovate: gl'istessi tribunali, le istesse leggi, le istesse usanze, gl'istessi privilegi, nulla in somma si dee mutare che l'armata ed il nome del sovrano (206)...

Se dopo aver conquistato tutt'attorno a questo dominio, si trattassero i popoli vinti come gl'antichi sudditi, sarebbe lo Stato affatto rovinato; ciò che le provincie conquistate manderebbero per raggion di tributo alla capitale non ritornerebbe più in esse, le frontiere sarebbero rovinate per conseguenza più deboli i popoli male affetti, la sussistenza delle armate che vi devono stare e agire sarebbe più precaria (207)...

206. Non sono gran fatto persuaso di questa regola. Una monarchia piccola che vada di mano in mano conquistando e poco per volta, come è naturale, si troverà alla fine con tante diverse leggi, usi, privilegi ecc. che sarà una confusione veramente babilonica, capace a produrre dei disordini. Si può ben egli dare il caso che qualche legge, usanza o privilegio si debba lasciare per qualche circostanza particolare, ma tutto egli è troppo e, secondo me, non vi è cosa più utile in uno Stato che l'uniformità di leggi e di usanze.

207. Questo è quello che succede communemente, non quello che debba succedere necessariamente. La raggione è che tra i principi conquistatori rari son quelli che si occupino della interna felicità dei loro popoli; tutte le loro cure sono alle conquiste, pensano ai popoli solo per trovare nella loro borsa i mezzi per conquistare. Ma quelli che hanno saputo ricordarsi dei sudditi e dell'interno regime loro non si sono trovati in questo caso.

Capo 14.

Carlo XII di Svezia.

...Le disgrazie della sorte si riparano, ma quelle cose che nascono da una causa costante e dalla natura istessa non si rimediano (208)...

208. Lo ha ben dimostrato il Gran Federico di Prussia[1] che, appena persa una battaglia, era più formidabile di prima.

Capo 16.

Di uno Stato despotico che conquista.

...Questa milizia [corpo del principe] deve contenere tutte l'altre e far tremare tutti quelli ai quali si è dovuta lasciare qualche autorità nell'impero (209)...

209. E poi far tremare più di tutti lo stesso principe.

Libro XI.

DELLE LEGGI CHE FORMANO LA LIBERTÀ POLITICA NELLA RELAZIONE CHE HANNO COLLA COSTITUZIONE

Capo 2.

Diverse significazioni che si danno alla parola libertà.

...Un certo popolo ha inteso per libertà il diritto di portare una lunga barba (210)...

210. Non perché facessero in ciò consistere la libertà, ma perché tutti i popoli si risentono nel volerli privare d'un'antica usanza, per quanto essa sia insignificante. Così abbiamo visto recentemente i Spagnoli per l'uso della cappa, ossia di quel mantellaccio e del capello spontato, rissentirsi al segno di sollevarsi.

Capo 3.

Che cosa sia la libertà.

...In uno Stato, ossia in una società che ha leggi, la libertà consiste solo in poter fare ciò che si deve volere ed a non essere costretti a fare ciò che non si deve volere (211)...

211. In somma, la libertà civile è di poter fare tutto ciò che la legge non proibisce di fare e di non poter venir costretto a fare ciò che la legge non esigge da noi.

1. Federico II il Grande, re di Prussia dal 1740 al 1786.

Capo 4.

Continuazione dello stesso sogetto.

...La libertà politica non si trova che nei governi moderati, ma non per ciò si trova sempre nei Stati moderati. Ella vi è solo infin che non si abusa del potere (212)...

Chi lo crederebbe! Per fin la virtù ha bisogno di essere limitata (213)...

212. Questa mi sembra un'espressione inesatta. Quando s'introduce l'abuso del potere non è più quel governo, non è più democrazia, né aristocrazia: la cosa non consiste nel nome.

213. Fin che ella è virtù, non è mai troppa, ma, quando giunge a quel segno che intende il nostro autore, è quando cessa di essere virtù, che dà nel vizio d'eccesso.

Capo 6.

Della costituzione d'Inghilterra.

...In virtù della prima [la potestà legislativa] il principe o il magistrato fa delle leggi o per qualche tempo o perpetue e corregge o abroga le antiche (214). In virtù della seconda [esecutiva] fa la pace e la guerra (215)...

La libertà politica in un cittadino è quella tranquillità che nasce dalla persuasione che ciascheduno ha di sua sicurezza ed affine che uno abbia questa libertà bisogna che il governo sia tale che un cittadino non possa temere d'un altro cittadino (216)...

La podestà giudiciaria non deve darsi a un senato permanente, ma esercitata da persone prese nel corpo del popolo, in certi tempi dell'anno e nel modo prescritto dalle leggi, per formare un tribunale che dura solo fin che la necessità lo richiede (217)...

Se la podestà legislativa avesse raggione di temere (218) una congiura segreta contro lo Stato o qualche intelligenza cogl'inimici al di fuori, ella potrebbe permettere per un tempo corto e limitato alla podestà esecutiva di far carcerare i cittadini sospetti, i quali non perderebbero la loro libertà per un tempo che per conservarsela per sempre. E questo è il solo mezzo conforme alla raggione per suplire alla tirannica magistratura degl'efori ed agl'inquisitori di Stato di Venezia, che sono dispotici ugualmente (219). Siccome in uno Stato libero ogni uomo che si suppone abbia un'anima libera deve governarsi da se medesimo, bisognerebbe che il popolo in corpo avesse la podestà legislativa, ma, siccome nei gran Stati egli è impossibile ed è sogetto a molti inconvenienti nei piccoli, bisogna che il popolo faccia per mezzo de' suoi rapresentanti ciò che esso non può fare per se medesimo (220).

Tutti i cittadini di qualunque distretto devono aver diritto (221) di dare il loro voto per eleggere il rapresentante, eccettuati quelli i quali si trovano in così bassa condizione che sono considerati come non aventi volontà propria (222)...

Vi sono sempre in uno Stato persone distinte per la nascita e per le richezze o per gl'onori; se queste fossero confuse col popolo e non avessero più che una voce come gl'altri, la libertà commune sarebbe per loro una schiavitù e non avrebbero interesse a diffenderla, perché la maggior parte delle risoluzioni sarebbero contro di loro (223)...

Così la podestà legislativa sarà confidata e al corpo dei nobili ed al corpo che sarà scielto per rapresentare il popolo, i quali corpi avranno ciascheduno adunanze e deliberazioni separate, mire ed interessi separati (224)...

Il corpo dei nobili deve essere ereditario. Esso lo è per sua natura (225) e per altra parte bisogna che abbia un grande interesse a conservare le sue prerogative (226), odiose per lor medesime e che in uno Stato libero devono sempre essere in pericolo...

La podestà esecutiva deve essere presso un monarca, perché questa parte di governo che esigge una continua azione è meglio amministrata da un solo che da molti, in vece che ciò che dipende dalla podestà legislativa è per lo più meglio combinato da molti che da un solo (227)...

Il corpo legislativo non deve radunarsi da se medesimo, perché un corpo non può aver volontà che quando è radunato e, se non si radunasse unanimemente, non si saprebbe la quale delle due, o quella che è radunata o quella che non lo è, fosse il corpo legislativo (228)...

Per altra parte vi sono dei tempi che sono più proprii per radunare il corpo legislativo; bisogna dunque che la podestà esecutiva sia quella che regoli le radunanze del corpo legislativo e quanto tempo abbiano a durare secondo le circostanze che essa conosce (229)...

La podestà legislativa per contro non deve avere il diritto di impedire l'esecutiva, perché l'esecuzione, avendo i suoi limiti di sua natura, egli è inutile limitarla, oltre di che l'esecutiva concerne sempre cose momentanee (230). La podestà dei tribuni era viziosa, perché impediva l'esercizio non tanto alla podestà esecutiva quanto anche alla legislativa (231), lo che caggionava gravissimi mali...

La sua [di chi eseguisce] persona dev'essere sacra, perché, essendo necessaria allo Stato acciò che il corpo legislativo non diventi tirannico, dal momento che ella fosse accusata o giudicata non vi sarebbe più libertà (232)...

Siccome però quelli che eseguisce non può eseguir male senza che siano cattivi i suoi consiglieri e che abbiano in odio le leggi come ministri, quantunque le favoriscano come uomini, questi si possono accusare e castigare. Questo è il vantaggio che un tal governo sopra quello di Gnido, nel quale la legge non permetteva di accusare gli amimoni, epperò il popolo mai non poteva farsi rendere raggione dell'ingiustizie che aveva sofferte (233)...

Bisogna dunque che i nobili siano giudicati non dai tribunali destinati per il resto della nazione, ma da quel corpo legislativo che è composto di nobili (234).

Potrebbe succedere che la legge, la quale è nello stesso tempo previdente e cieca, fosse in certi casi troppo rigorosa; i tribunali della nazione non ne possono moderare né la forza né il rigore, perché essi sono per dir così inanimati e non devono pronunziare che le parole della legge; in quei casi tocca alla parte legislativa a pronunziare e moderare la legge a favore della legge medesima con pronunziare meno rigorosamente di quello che essa importerebbe (235)...

Per conservare la dignità del popolo e la sicurezza degl'individui bisogna che in questi casi la parte legislativa del popolo accusi avanti la parte legislativa dei nobili, che non ha né gl'istessi interessi di essa, né le medesime passioni (236)...

Affinché quegli che eseguisce non possa opprimere lo Stato, bisogna che le armate che gli si confidano siano popolo ed abbiano lo stesso spirito che ha il popolo, come fu a Roma fino ai tempi di Mario, e per questo non vi sono che due mezzi: o che i militari siano persone che possedano in beni tanto che basti perché gli altri cittadini abbiano nelle mani una cauzione sufficiente e non siano arrolati che per un anno, come era a Roma (237), o, se vi è un corpo di truppe permanenti sempre in piedi e nel quale i soldati siano i più vili individui della nazione, bisogna che la podestà legislativa possa cassare, anullare i corpi componenti questa truppa ogni volta che lo creda necessario; bisogna che i soldati abitino coi cittadini, che non vi siano né campi, né quartieri separati, né fortezze (238)...

Secondo la più commune maniera di pensare degl'uomini, si stima più il coraggio che la timidità, l'attività che la prudenza, la forza che i consigli; per ciò l'armata disprezzerà sempre il senato e rispetterà i suoi ufficiali, essa farà poco conto degl'ordini che gli verranno da un corpo composto di persone che, credendole timide, le considera indegne di commandarli (239). Così, se l'armata dipenderà intieramente dal corpo legislativo, il governo diverrà militare e, se alcuna volta ciò non è addivenuto, si deve attribuire ad altre circostanze particolari (240)...

214. Se il principe che deve, secondo questo sistema, avere la podestà esecutiva avesse anco la legislativa, sarebbe assai lontana dalla libertà una tal costituzione. Il meno che si possa fare è che le leggi siano fatte da un numeroso magistrato, il quale, nominato da tutt'altri che dal principe, possa rapresentare la volontà generale.

215. Se ha illimitata quest'autorità, ne succederà come alla Repubblica Romana.

216. E che non possa temere del governo, perché la libertà: 1. Non consiste nella sola persuasione, ma nella realità della cosa. 2. La sicu-

rezza non è relativa solo agl'altri cittadini, lo è agl'esteri e lo è al governo, cioè che esso non venga a farsi superiore alle leggi.

217. Solone aveva a questo aggiunto che fossero aprovati, ossia si potessero accusare di essere inabili. Ma il ponto è che non vedo come sia per la libertà civile così interessante che siano gl'uomini giudicati, per dir così, dal caso: oltre di che, se ha da durare il tribunale fin che la necessità lo richiede, durerà sempre perché vi è sempre la necessità di un tribunale a cui poter ricorrere. S'ha sempre a aspettare la nuova elezione per farsi rendere il suo, per promovere le sue raggioni? I membri di questo magistrato siano eletti da chi non ha interesse di eleggerli cattivi, o sia permesso di accusarli come a Atene, sia obbligato a giudicare e non possa far l'arbitro, le sue sentenze siano mere asserzioni e negazioni sovra la relazione che hanno i casi colle leggi, come dice l'autore qui apresso, ma vi sia questo tribunale. Questo è quel che mi sembra più conforme alla publica tranquillità e, per conseguenza, alla libertà.

218. L'autore dice, se credesse di essere in pericolo; mi è parso un po' troppo largo il significato di quella espressione e non conforme a ciò che voglia dir qui l'autore, perché, col pretesto di credersi in pericolo, si potrebbero fare dell'ingiustizie per fini privati.

219. Se si facesse una distinzione tra il carcere, pena d'un delitto provato, ed il carcere, semplice cautela della persona d'un accusato, si potrebbe permettere più facilmente nei casi capitali la carcerazione; ma, in fin che uno solo perché è accusato si abbandona ai squallori d'un orrido carcere ed ivi si lascia infin che è commodo ai giudici di spedire la causa, non so se appena nei casi gravissimi e di publico pericolo si possa permettere la carcerazione.

220. Vedi a questo proposito *Suite du contract social, Moyens d'avoir la volonté générale sans assembler tout le peuple* [1].

221. Anzi tutto il commodo, di modo che, se non vanno a dare voto, si possano considerare gl'absenti come tacitamente aprovanti la deliberazione dell'assemblea.

222. Chi è cittadino ha sempre volontà propria, foss'egli il più miserabile fra gl'uomini, e lo è per questo solo che vive in quella società in cui è nato e ne osserva le leggi; né qui vi sono a temersi

1. Vedi il libro I, capo 4, qui alle pp. 15-17.

gl'inconvenienti ai quali saggiamente providdero i buoni legislatori con dare ai poveri poca o nessuna influenza negl'affari publici, perché allora quei popoli decidevano per lor medesimi degl'affari e i poveri, de' quali il numero è sempre grande, avrebbero potuto turbare l'ordine delle cose; ma non quando si tratta solo di nominarsi un rapresentante.

223. Sì, se il popolo risolvesse per se medesimo in corpo, ma non quando le risoluzioni legislative siano fatte dal corpo de' rapresentanti; questo corpo sarà sempre composto, se non di nobili, almeno di persone di un certo rango, perché è difficile che il più capace per essere rapresentante abbia essere un uomo vile o un contadino o un artiggiano ecc. In somma, finché la nazione non sarà corrotta, ella farà come faceva Roma, che, sebbene avesse il diritto di poter conferire le magistrature patrizie anco ai plebei, ha sempre eletti patrizi. Per altra parte, se si danno distinzioni di questa natura o privilegi così importanti, si apre la porta all'aristocrazia ereditaria e finalmente al despotismo aristocratico.

224. Il contrasto è bello, ma la minima superiorità che uno venga a guadagnare sull'altro, è perso lo Stato senza rimedio e si cangia la costituzione; ché, all'opposto, nell'altra maniera i disordini che potessero di quando in quando succedere, né sono così funesti e pericolosi, né sono così difficili a ripararsi (vedi *Suite du contract social*, tutto il libro I) [1].

225. Chi è avvezzo a vederla quasi dappertutto ereditaria, e l'autore singolarmente che era avezzo a vederla con tanto lustro nella sua patria, difficilmente può immaginarsi una nobiltà personale solamente, ossia attaccata al merito reale e non al merito dei defonti, dei quali spesso si disonora dai successori coi loro vizii la memoria.

226. In quanto a questo, non fa bisogno di raccomandarglielo. Uomini che hanno prerogative utili, senza che gli abbiano costata la menoma fatica e che per la maggior parte non possono non sentire la loro personale incapacità per meritarle, figuriamoci se non avranno tutto l'impegno per non perderle!

227. Quando si tratta di riaggiustare qualche parte è vero, ma per fare una legislazione nuova tutta di un pezzo ci riesce meglio un solo che molti. Questo uomo solo, capace di una tal cosa, è rarissimo, come si è detto nella prefazione, ma questo la fa meglio, quando si

1. Vedi qui le pp. 10-31.

trova, che molti uomini insieme, e di fatti vediamo le più celebri legislazioni fatte da un solo.

228. Cioè quella che ha voluto radunarsi, o quella che non vi pensava nemmeno.

229. Questo mi sembra anche troppo pericoloso. Un certo dato tempo di radunanze deve esser fissato per legge fondamentale dello Stato; se, oltre queste, la podestà esecutiva, che apponto conosce le circostanze e i bisogni nuovi che nascano, crede necessaria una radunanza straordinaria, sta bene che abbia il diritto di convocarla.

230. Non si deve impedire l'esecutiva d'agire infin che agisce secondo le leggi e i limiti da esse prescritti, ma se gl'oltrepassasse, se tentasse d'usurpare una maggior podestà, convien pure che vi sia una qualche podestà che la possa contenere, altrimenti, per la raggione che l'autore istesso ha detta qui sopra, al capo 4, tutti quelli che hanno un potere inclinano ad abusarne, la podestà esecutiva v'inclinerebbe anch'essa e nessuna poi avrebbe più commodo che essa per riuscire, quando nessuno la potesse frenare.

231. Il vizio di questa podestà tribunizia non giustifica la proposizione, perché è evidente la disparità.

232. Vedi a questo proposito *Suite du contract social*[1].

233. Supposto, ciò che è impossibile, che la persona medesima avesse abusato del suo potere, s'avrebbero a castigare gl'innocenti ministri? Se si assolvessero questi e fosse immune la persona, la quale delle due monarchie si potrebbe ella con più raggione dir non libera, questa o quella che avesse diritto di opporsi all'usurpazione che far volesse anche la persona medesima che ha la podestà esecutiva?

234. Che siano giudicati dai nobili sta bene; che vi sia la necessità di essere giudicati da quegl'istessi che compongono il corpo legislativo, ciò non mi sembra né necessario né conveniente. Due inconvenienti io ci scorgo: il primo essenziale è la non necessaria riunione dei due poteri nell'istesso corpo, il secondo è che altro è fare il legislatore, altro fare il giudice: sono queste due scienze affatto diverse e che bisogna aver imparate per esercitarle; oltre di che verrebbe sempre quella conseguenza che sarebbero giudicati arbitrariamente.

1. Vedi il libro I, capo 3, qui alle pp. 14-15.

235. Questa è la parte che si chiama di grazia e questa spetta alla podestà legislativa, ma non come giudice, ma come legislatore, il quale deroga alla legge in quel caso particolare, perché vi concorrono quelle circostanze che esiggono una tale provvidenza.

236. Ecco la mano sinistra che accusa e la mano destra che giudica: in primo luogo io non so immaginare questo caso nel quale i tribunali non sappiano o non vogliano giudicare; ma, supposto che questo si dasse, mi pare che non vi è cosa la quale più appartenga alla podestà esecutiva che quella di invigilare sulla esecuzione delle leggi e costringere i tribunali a fare il loro dovere; il monarca ha uno o più magistrati incaricati di far le parti di accusatori e, se un tribunale non fa il suo dovere, per questo esso si rende reo, allora si accusa e si sostituiscono altri in vece sua; si dirà, e se questi nemmeno volessero ubbidire? Che? Hanno a essere tutti corrotti? Se ciò è, si può anche risparmiare il tribunale del corpo legislativo, perché sarà corrotto anch'esso.

237. Vedi *Suite du contract social*, al capo dei *Soldati* [1].

238. E se questo Stato avesse bisogno di fortezze per la sua forza relativa? Ha egli a esporsi ad essere conquistato e perdere ogni cosa in un momento? Mi pare di no. In quel caso si potrebbe aggiungere che la custodia delle fortezze fosse confidata a persone scielte dal corpo legislativo, le quali dovessero bensì ubbidire al monarca in tempo di guerra, ma in tempo di pace dovessero dipendere interamente dalla nazione. Le truppe poi se vivono in tempo di pace coi cittadini e non sono esercitate alle fatiche militari, per conseguenza alla durezza della vita nei campi e nei quartieri, è inutile che vi siano; anche intorno a questo si possono trovare i rimedi (vedi *Suite du contract social, ibidem*) [2].

239. La timidità è una debolezza e per conseguenza è naturale che si abbia maggior stima per chi non ha questa debolezza, ma che poi si stimi più communemente l'attività che la prudenza, la forza che i consigli allora quando sono ugualmente conosciuti io non lo credo. L'equivoco nasce da che l'attività, la forza si vedono da tutti, la prudenza, l'importanza dei consigli si conoscono da pochi. L'armata di Francia farà più conto sicuramente del più leggiero dei suoi ufficiali che del primo presidente del Parlamento di Pariggi, ma ciò nasce

1. Vedi il libro II, capo 4, qui alle pp. 35-37.
2. Cioè il libro II, capo 4, qui alle pp. 35-37.

dallo spirito della nazione; perché, non solamente l'armata pensa così, ma la maggior parte della nazione ancora, eccettuate quelle persone che la riflessione libera dai pregiudizi nazionali, ma, dove l'armata fosse dipendente in tempo di pace dal corpo legislativo o almeno se il corpo legislativo potesse ricusare l'elezzione degl'uffiziali massimamente dei commandanti, se l'armata fosse composta d'uomini che avessero lo spirito di patriotismo, che potessero considerare il corpo legislativo come il deposito della libertà e la barriera alle usurpazioni, io mi persuado che lo stimerebbe assai, ben longi dal disprezzarlo.

240. O questo governo ha per ogetto la conquista, e ne verrà che la professione militare non sarà più una professione a parte, ma tutti saranno militari e cittadini, cosa che guiderà la nazione più gloriosamente al suo oggetto; o il suo ogetto è la pace, la libertà civile ecc. e l'armata, non avendo, per dir così, mai che fare, perderà essa il credito, in vece di torlo alle altre professioni.

Capo 7.

Delle monarchie che esistono presentemente.

Le monarchie che noi conosciamo non hanno per ogetto diretto la libertà, come lo ha quella di cui abbiamo fin qui parlato; esse tendono solo alla gloria dei cittadini, dello Stato e del principe. Ma da questa gloria risulta uno spirito di libertà che in questi Stati può produrre cose ugualmente grandi e forse contribuire altretanto alla felicità ed alla libertà istessa (241)...

241. Di fatti vediamo i monarchi occuparsi solo degl'affari grandi, non curarsi come altre volte delle piccole cose, non solo accordare tutta la possibile libertà ai talenti di svilupparsi e far progressi con sopportare e non far caso dei loro errori assolutamente necessarii per poterne aver quindi cose buone, ma anzi proteggerli e ricompensare quelli che l'ignoranza dei passati secoli avrebbe fatti trattare come rei di Stato; e da questa generosità de' monarchi deve riconoscere l'Europa i lumi del decim'ottavo secolo.

Capo 8.

Il perché gl'antichi non avevano una distinta e chiara idea della monarchia.

Gl'antichi non conoscevano un governo fondato sul corpo de' nobili e molto meno fondato sovra di un corpo legislativo composto dei rapresentanti della nazione (242)...

242. O non considera per antichi i Romani, o ha scordato il corpo de' patrizi ed il senato, che era pure un corpo di nobili, anche ereditarii.

Capo 12.

Del governo dei re di Roma e come i tre poteri vi furono distribuiti.

Il governo dei re di Roma aveva qualche somiglianza con quello dei re nei tempi eroici presso i Greci. Cadde come gl'altri per il suo vizio generale, ma in se stesso e nella sua particolare natura egli era ottimo (243)...

243. Solo gli mancava di essere ereditario e non elettivo e qualche piccola aggiunta per mettere i due poteri legislativo ed esecutivo in un tal contrasto che uno servisse continuamente di contegno e di barriera all'altro. Né Servio Tullio avrebbe usurpato il regno, né avrebbe potuto pensare a far mutazioni e, quello che è più, non avrebbe insegnata ed aperta a Tarquinio la strada alla tirannia.

Capo 13.

Riflessioni generali sopra lo Stato di Roma dopo l'espulsione dei re.

...Le famiglie patrizie avevano in ogni tempo avute grandi prerogative; queste distinzioni, che erano considerabili sotto dei re, divennero importantissime dopo la espulsione di questi. Ne nacque quindi la gelosia della plebe, la quale tentò di abbassarle. Le contese ferivano la costituzione senza indebolire il governo, perché bastava che le magistrature conservassero la loro autorità (244), poco importava di qual famiglia fossero i membri che le componevano...

Quando Servio Tullio ebbe avviliti i patrizi, Roma dovette passare dalle mani dei re in quelle del popolo. Ma il popolo, abbassando i patrizi, non aveva a temere di ricadere nelle mani dei re (245). Uno Stato può cangiare in due maniere, o perché la costituzione si corregga, o perché si corrompa. Se ha conservati i suoi principii e non ostante si muta, è segno che si corregge; se ha perduti i suoi principii quando cangia di costituzione, è segno che si corrompe (246)...

244. Questa proposizione conferma il mio dubbio sulla assoluta necessità della nobiltà ereditaria nelle monarchie ed il progetto d'un corpo morale nobile di nobiltà personale.

245. Ricadde in quelle degl'imperatori che, sotto una diversa denominazione, erano anzi peggio.

246. Si può dare il caso che abbia conservati i suoi principii e che la mutazione sia dannosa e nasca dal diffetto di lumi in chi la caggiona ed allora non si può dire che si sia corretta; nel secondo caso era già corrotta prima che si cangiasse.

Capo 17.

Della podestà esecutiva nell'istessa republica [romana].

...Tanto era nelle mani del senato la podestà esecutiva che Polibio dice che i forestieri si credevano tutti che Roma fosse un'aristocrazia (247)...

247. E non avevano il torto, perché, fin che il senato ebbe la podestà esecutiva, Roma fu una vera aristocrazia, non come quelle che presentemente si chiamano con questo nome e realmente sono despotismi aristocratici, ma la vera aristocrazia, secondo i suoi veri principii, difettosa bensì, perché il corpo aristocratico non aveva armi abbastanza per difendersi dal legislativo, ma che non lasciava di esser tale finché il legislativo non lo distruggeva, come è succeduto in apresso.

Capo 18.

Della podestà di giudicare nel governo di Roma.

...Essi [i consoli] si contentarono di nominare i giudici e comporre i tribunali che dovevano giudicare (248)...

248. Dunque la podestà giudiciaria non consiste solamente nel giudicare, ossia pronunziare per se medesimo, ma quello che ha la podestà di nominare i giudici e comporre i tribunali ha la podestà giudiciaria. Dunque nella maggior parte delle nostre monarchie si troverebbero riuniti nel monarca i tre poteri?

Capo 19.

Del governo delle provincie romane.

...E di fatti il magistrato che essa [republica conquistatrice] manda per governare, avendo la podestà esecutiva civile e militare, bisogna che abbia per conseguenza la podestà legislativa, altrimenti chi farebbe leggi senza di lui? (249). Bisogna che abbia la podestà di giudicare, perché chi giudicherebbe indipendentemente da lui? (250)...

Una monarchia può più facilmente comunicare il potere, perché gl'ufficiali che essa manda hanno gl'uni la podestà esecutiva civile e gl'altri la

militare, lo che non produce più il despotismo (251). Era un gran privilegio quello d'un cittadino romano di non poter essere giudicato che dal popolo, perché altrimenti sarebbe stato esposto nelle provincie al potere arbitrario d'un proconsole o d'un propretore (252)...

249. Questo sta bene nella supposizione che non v'abbiano a essere leggi scritte fisse e stabili, perché, date queste, non vi è necessità che sia legislatore e, quando anche fosse necessaria una qualche mutazione, questa si potrebbe far benissimo senza di lui.

250. Date leggi fisse, si potrebbe contentare di invigilare sulla condotta dei giudici e non giudicare la cosa; non mi pare impossibile ed anzi più conveniente.

251. La monarchia ai governatori lontani communica tutto il potere quanto la republica, così sono i viceré spagnuoli, e i governatori nell'America; la sola differenza è che non eserciscono tutti i poteri per se medesimi, ma hanno i loro subalterni fra i quali sono divisi i poteri e fanno in somma come fa il monarca nella capitale; non vedo perché non potesse farne altretanto una republica.

252. Ad ogni modo i cattivi pretori si scordavano del privilegio quando tornava loro in conto. Cicerone, *In Verrem*[1], cita moltissimi casi di tormenti e morte data da Caio Verre in Sicilia mentre era pretore a' cittadini romani; costoro non rispettavano più verso gl'ultimi tempi le più sacrosante leggi e si lusingavano d'essere impuniti perché era Roma divisa in fazioni, ciascheduna delle quali offriva un asilo ai rei ed era un[a] porta sempre aperta all'impunità.

Capo 20.

Fine di questo libro.

Vorrei cercare in tutti i governi moderati che conosciamo quale sia la distribuzione delle tre podestà e calcolare in questa maniera i gradi di libertà, dei quali ciascheduno può gioire. Ma non è sempre bene di esaurire talmente una materia che nulla si lasci al leggitore da fare; e qui non si tratta d'un libro per leggersi, ma per dar materia a pensare (253).

253. Sarebbe poi anco una ricerca inutilissima, perché non produrrebbe sicuramente il minimo vantaggio. I troppo rigidi governi non

1. Cfr. Cicerone, *In C. Verrem*, actio I, capo V, 13-15.

si vorrebbero correggere sull'autorità d'un privato che scrive un libro al quale gl'adulatori e i cortiggiani attribuirebbero mille diffetti; e per chi legge e vive in un governo ben moderato e lo sente meglio che leggerlo, o vive in un governo troppo pesante, a che serve il dirglielo, se non lo sa, il ricordarglielo, se già lo sapeva?

LIBRO XII.

DELLE LEGGI CHE FORMANO LA LIBERTÀ POLITICA NELLA RELAZIONE CHE HA COL CITTADINO

CAPO I.

Idea di questo libro.

...Ella [la libertà politica in relazione al cittadino] consiste nella sicurezza o nella opinione che uno ha della sua sicurezza (254). Potrà darsi il caso che la costituzione sia libera ed il cittadino non lo sia e per lo contrario può essere libero il cittadino e non libera la costituzione. In questo caso, la costituzione sarà libera di diritto e non di fatto ed il cittadino sarà libero di fatto e non di diritto (255)...

La libertà del cittadino può nascere dai costumi, dalle usanze, dagl'esempi che facciano stato e certe leggi civili possono favorirla, come vedremo in questo libro (256)...

254. Questa opinione, l'ho già detto dissopra[1], non mi soddisfa. Mi pare che la libertà deve essere una cosa reale e non immaginaria; oltre di che, quando ella non è realmente, ne viene in conseguenza che, tolta l'illusione senza mutar forma di governo né intrinseca né estrinseca, si perderebbe la libertà e questo mi pare un assurdo.

255. Questa mi pare una distinzione ad uso peripatetico o un abuso della parola libertà contro la stessa deffinizione datane dall'autore. Io non capisco questa libertà della costituzione col cittadino privo di libertà. Roma era in questo caso, dice l'autore, dopo i disordini che vi si erano introdotti ed io dico che quando i cittadini non sono più stati liberi era già mutata la costituzione, e non era più libera manco essa, cioè non era più una republica libera, un governo di politica libertà, ma era un'anarchia, un'oligarchia e finalmente un despotismo. Se il cittadino non ha la libertà civile che gli è dovuta in conseguenza

1. Vedi la nota 216.

del tacito o espresso patto sociale, non è più governo moderato; avrà il nome di republica senza esserlo e il nome non fa alla cosa.

256. Può darsi il caso che in una costituzione non libera i cittadini gioiscano della libertà, ma questa allora è accidentale. Ma che, dove il cittadino non ha la libertà, possa esser libera la costituzione, egli ripugna, perché, se le leggi fondamentali sono combinate per formare una costituzione libera, da essa ne deve derivare in conseguenza la libertà del cittadino; se altre leggi civili particolari tolgono al cittadino la libertà, io dico che in quel caso, o la costituzione si trova più forte e le correggerà, o si trova più debole e si corromperà.

Capo 2.

Della libertà del cittadino.

...Le leggi penali non si sono perfezionate tutto in un tratto (257); in quei luoghi istessi nei quali si è maggiormente cercata la libertà, non si è sempre saputa trovare...

Sotto i primi re franchi, Clotario fece una legge perché un accusato non potesse essere condannato senza essere sentito (258)...

257. Sono ancor lontane assai dalla perfezzione.

258. La Francia avrebbe bisogno che tornasse un Clotario [1] a liberarla da quei castighi che essi chiamano *lettres de cachet*, che un favorito maligno estorguisce facilmente al principe contro un galantuomo, senza che gli sia concessa la diffesa, reo talora di nient'altro che di non avere i vizii del suo accusatore.

Capo 4.

Che la natura delle pene e la loro proporzione favoriscono la libertà.

...Un istorico di Provenza rapporta un fatto che ci dipinge assai bene cosa può produrre sovra i spiriti deboli quest'idea di far le vendette di Dio. Un ebreo accusato di aver blasfemato la santissima vergine fu condannato ad essere scorticato. Alcuni cavaglieri immascherati montarono sul palco, ne cacciarono il carnefice ed eseguirono essi la sentenza per aver l'onore di far le vendette della santissima vergine... non voglio prevenire le riflessioni di chi legge (259)...

1. Clotario II, re dei Franchi (613-629).

Le pene di questi delitti [contro i costumi], perché derivano dalla natura del delitto, devono essere la privazione dei vantaggi che la società ha annessi alla purità dei costumi, le emende, la vergogna, l'obligo di nascondersi, l'espulsione dalla città e dalla società, e finalmente tutte le pene che si chiamano di semplice correzzione (260) sono bastevolissime per reprimere la temerità dei due sessi...

Questi [supplizi] sono una specie di talione, per il quale la società ricusa la sicurezza a un cittadino che ne ha privato o voluto privare un altro cittadino (261). Questa pena deriva dalla natura della cosa, dalla raggione e dai principii del bene e del male (262). Un cittadino merita la morte ogni qual volta ha turbata la sicurezza al segno che è arrivato a privar di vita o tentare di privar di vita un cittadino (263). Questa pena di morte è come il rimedio della società ammalata (264). Quando è turbata la sicurezza intorno ai beni, vi possono essere talora delle raggioni perché la pena sia capitale (265), ma sarebbe forse meglio e più secondo la natura della cosa che i delitti contro la sicurezza dei beni fossero puniti colla perdita dei beni, e questo dovrebbe essere così, se le fortune fossero communi o uguali. Ma, siccome sono quelli che non ne hanno che attaccano l'altrui, così ha bisognato che le pene corporali suplissero alla pecuniaria (266)...

259. Il fatto di Pietro, quando volle difendere Giesù Cristo e la risposta data dal divin salvatore in quell'occasione dovrebbe pur convincere chiunque che Dio non ha bisogno che gl'uomini gli servano da Don Chichotte; quello tutto che succede non succederebbe se Dio non lo volesse, epperò gl'uomini si potrebbero risparmiare l'odiosità di queste persecuzioni.

260. L'autore non intende già qui le case di correzzione introdottesi in Italia, che sono per l'ordinario un castigo mille volte peggio della galera e nelle quali l'uomo o s'instupidisce o si fa peggiore.

261. L'idea del talione è falsa, nasce da un falso principio e produce false conseguenze; non è vero che il delitto in sé meriti pena, la pena è una relazione alla sicurezza della società e degl'individui che la compongono; perché, siccome nello stato semplice di natura non vi era azione che potesse meritar pena, così nello stato civile non la può meritare altrimenti che in quanto abbia relazione alla associazione; il principio di questa è la sicurezza e tranquillità della società e degl'individui; dunque la pena deve essere relativa a queste cose; ogni pena che manchi di questa diretta relazione è ingiusta, così una pena che sia dimostrata inutile per quel fine sarà ingiusta.

262. Tutto il bene e male umano è relativo alle leggi; nello stato civile non vi è bene, non vi è male (prescindo sempre da ciò che è relativo a Dio) che non abbia questa relazione.

263. Perché è morto un cittadino la conseguenza è che ne ha da morir un altro? Effetto del falso principio (vedi *Dei delitti e delle pene*) [1]. Che poi anche, dato il suo sistema, meriti la morte anche l'attentato omicidio, questa non si trova nemmeno nelle leggi dei tiranni di Roma.

264. Se niente niente facesse uso di simili rimedi, da ammalata diventerebbe agonizzante e, per servirmi d'un assioma celebre in medicina, *melius est mori vi morbi, quam vi rimedii.*

265. Mai vi può essere raggione per questo; il nostro autore aveva troppo innanzi agl'ochi la ruota, gli parve che, scemando i dolori della morte, si facesse assai e non è andato più in là ad esaminarne i principii che egli stesso ha toccati di passaggio dissopra (libro VI, capo 12).

266. Gl'uomini che non hanno beni possono però aver le braccia per lavorare, indennizare i danneggiati, servir d'esempio agl'altri e di un esempio giornaliero, che sia sempre sotto gl'ochi di tutti e finalmente essere utili alla società.

Capo 5.

Di alcune accuse che hanno particolar bisogno di moderazione e di prudenza.

...Io non ho detto qui che non si debba castigare l'eresia, ho detto solo che in questo bisogna essere circospetti (267).

267. L'eresia publica è delitto, l'eresia privata è peccato; uno lo deve punire la società, l'altro lasciarlo a divini giudizi. L'eresia è publica quando uno cerca di far proseliti o con predicare o con mettere publicamente in dispreggio la relligione.

Capo 8.

Della falsa applicazione dei delitti di sacrilegio e di lesa maestà.

...Un'altra legge aveva dichiarato che quelli i quali avessero attentato contro i ministri o gl'ufficiali del principe erano rei di lesa maestà, come se avessero attentato contro le stesso principe (268)...

1. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, paragrafo *Della pena di morte.*

268. Non mancherebbero anche adesso dei ministri e consiglieri che tentassero di rimettere in uso queste leggi, perché essi si stimano, o almeno vogliono essere stimati, per infallibili, assai più che il papa; ma, per buona sorte, hanno che fare con altri principi, ben diversi da quelli.

Capo 12.

Delle parole indiscrete.

... I discorsi sono suscettibili di tante interpretazioni; vi è tanta differenza tra l'indiscrezione e la malizia e così poca nelle espressioni delle quali si servono l'una e l'altra che non è possibile che la legge sottometta le sole parole ad una pena capitale, fuoriché ella dichiarasse espressamente quali specifiche e determinate parole ella vi sottomettesse (269)...

269. Ed allora sarebbe la più ridicola fra le leggi; nessuno, fuor che per errore, non vorrebbe già servirsi di quelle tali parole, quando per spiegarsi ve ne possono essere tante altre, siché ella sarebbe già una legge atta a nient'altro che a nuocere ad un innocente; ma poi nel nostro secolo, come dice Alessandro [1], abbiamo una più giusta idea degl'attentati; uno che dicesse: io voglio andare ad uccidere il principe, ma non si movesse, né facesse il minimo atto tendente a questo, sarebbe un scimunito, ma non mai un reo di lesa maestà, e non si direbbe mai che avesse attentato alla vita del principe.

Capo 13.

Dei scritti.

...I magistrati sono tanti piccoli sovrani che non sono abbastanza grandi per poter disprezzare le ingiurie (270)...

Per ciò i decemviri, i quali formavano un'aristocrazia (271), stabilirono la pena di morte per i scritti satirici.

270. Tanto più, se si tratta di quelle che si chiamano aristocrazie e sono despotismi aristocratici, perché esse devono fare come Tiberio l'istessa cosa.

271. Un vero despotismo diviso in dieci.

1. Cfr. Alessandro Verri, *Di Giustiniano e delle sue leggi*, «Il Caffè», tomo I, foglio XVI.

CAPO 14.

Violazione del pudore nelle pene.

...Gl'Orientali, che hanno esposte delle donne a certi elefanti addestrati per un genere abominevole di suplizio, che hanno preteso eglino di fare? Volevano forse far violare la legge dalla legge medesima? (272)...

272. Eppure egli non fu altro che una falsa conseguenza d'un giusto principio, cioè di far derivare la pena dalla natura della cosa; il lume naturale lo ha loro dettato, l'ignoranza e la barbarie naturale al despotismo ha fatte derivare mostruose conseguenze.

CAPO 15.

Dell'affranchimento dello schiavo per accusare il padrone.

...Non si deve trascurare cosa alcuna quando si tratta di scoprire un gran delitto, epperò, dove vi sono schiavi, questi è dovere che possino indicare, ma sarebbe ingiusto che fossero testimoni (273)...

273. È ciò sempre nei gravissimi delitti, ossia delitti di lesa maestà contro la persona del principe, o direttamente contro lo Stato; negl'altri delitti non deve nemmeno essere permesso ai schiavi d'indicare, perché sarebbe mettere delle spie nelle case e poco a poco i padroni non potrebbero più commandare ai schiavi per timore che non andassero a far loro un'impostura.

CAPO 17.

Della rivelazione delle cospirazioni.

...Una relazione parla di due damigelle, le quali furono fatte morire rinchiuse in un coffano tutto foderato di ponte di ferro, una per aver avuto un commercio amoroso e l'altra per non averlo rivelato (274).

274. Nei governi despotici, il monarca despotico ha raggion di temere, epperò le più piccole cose diventano delitti di Stato; e non mi stupisce che nel Giappone un affare amoroso sia un affar di Stato, perché, se le donne coi loro amori possono aver parte ai cuori degl'uomini, il despota è sempre più in pericolo; né mi stupisco che la non rivelazione sia così severamente castigata in paesi nei quali le cospirazioni che non sono rivelate nel momento che scoppiano sono riuscite senza rimedio.

Capo 18.

Quanto sia pericoloso alle republiche il castigare troppo severamente il delitto di lesa maestà.

...Sotto pretesto di vendicare la republica si verrebbe a stabilire la tirannia dei vendicatori. Ivi non si tratta mai di distruggere chi domina, ma le dominazioni, epperò bisogna quanto più presto è possibile rientrare nell'ordine solito delle cose, nel quale le leggi proteggono tutti e non si armano contro di alcuno (275)...

275. Cioè le leggi non si armano mai contro le persone, ma contro i delitti e, siccome in questi casi, o il troppo zelo, o lo spirito di partito può trasformare la persecuzione del delitto in persecuzioni personali, così conviene farle cessare quanto più presto si può.

Capo 19.

Come si sospende l'uso della libertà nella republica.

...Tuttavia, in qualunque maniera esse [leggi di privilegio] si facessero, Cicerone le vorrebbe abolite, perché la legge, secondo esso, deve avere un ogetto universale e mai un privato e particolare (276). Confesso però che l'esempio di tutti i popoli più liberi che mai siano stati sulla terra m'induce a credere che vi siano dei casi nei quali conviene per un momento coprire d'un velo la libertà, come si nascondono le statue de' numi (277).

276. Ed aveva pur raggione; gl'atti di legislazione che hanno un ogetto privato sono atti di tirannia.

277. I popoli più liberi son quelli che hanno il più abusato della libertà; dove ripugna la raggione l'esempio di mille mondi e di millioni di secoli, non prova altro più che millioni d'errori.

Capo 21.

Della crudeltà delle leggi contro i debitori nella republica.

...Che sarà egli nella republica, se le leggi rendono più dura questa schiavitù? (278)...

278. E che sarà egli in quei governi dove per raggione della forma di governo si ha di già meno libertà, se ancor vi s'aggiunge questa privata tirannia?

CAPO 23.

Delle spie nella monarchia.

...Se il mestier della spia potesse essere esercitato da galantuomini (279), sarebbe tollerabile, ma l'infamia sempre inseparabile dalla persona può far giudicare dell'infamia della cosa...

Quando il principe vede che generalmente le leggi sono nella sua forza e che esse sono rispettate, egli può persuadersi che è in sicuro (280)...

Il popolo ha spesso in bocca: *oh! se il principe sapesse*; queste parole sono una specie d'invocazione e una prova della confidenza che si ha in lui (281)...

279. Quanti, vestiti da galantuomini, fanno la spia in alcuni governi e sono anco decorati!

280. Dice Burlamachi [1] che ai principi basta essere mediocremente galantuomini per essere amati dai loro sudditi; egli vuol dire, m'immagino, che basta che amino mediocremente i loro sudditi per essere da loro adorati.

281. Le spie sono uno dei maggiori segni della debolezza del governo e della di lui natura despotica; ella è regola che non fallisce: dove vedete moltiplicate le spie, ivi è il despotismo; senza molto affaticarsi a calcolare, con questa scorta sola si possono calcolare i gradi di libertà civile nelle nostre forme di governo. Il popolo dice *se il principe sapesse*, ed io soggiungo se i principi leggessero gl'imparziali scrittori e si persuadessero che poco vi è da fidarsi degl'adulatori che gl'attorniano, avessero la magnanima generosità più degna di loro che di nessun altro di soffrire la verità e non sdegnarsi quantunque possa talora sembrare che offenda, mentre realmente offende solo quella adulazione alla quale sono avezzati fin dalle fasce. Se questo facessero i principi *saprebbero*. Non intendo già di dire che nessun principe lo faccia e nessun principe sia informato dei disordini; parlo solo per quelli (se vi sono), i sudditi dei quali sono costretti ad esclamare *oh! se il principe sapesse*.

CAPO 24.

Delle lettere anonime.

...Se quelli che accusano un uomo avessero in mira il ben pubblico, non l'accuserebbero al principe, ma ai magistrati, i quali hanno delle regole formidabili solo ai calunniatori (282)...

1. Cfr. J. J. BURLAMAQUI, *Principes de droit naturel*, capo IX.

Allora [nei soli casi urgenti] si può suporre che l'accusatore ha fatto uno sforzo a parlare (283)...

282. E dove i magistrati sono arrivati a forza di interpretazioni, limitazioni, accezzioni, decisioni contrarie le une all'altre ecc. a giudicare arbitrariamente e che invece d'aver regole hanno distrutte le regole, da chi s'ha a ricorrere per accusare un magistrato subalterno che v'opprime? Bisogna pure ricorrere al principe, sebbene non con lettere anonime; queste, secondo me, non sono mai scusabili.

283. Non ostante, se accusasse con lettera anonima e si potesse riconoscere, sarebbe sempre degno di riprensione; se si sottoscrive, può sempre render conto dell'accusa; se si nasconde, dà molto a dubitare che sia un calunniatore.

Capo 25.

Del modo di governare nella monarchia.

...Nelle nostre monarchie tutta la felicità consiste nell'opinione che ha il popolo della dolcezza del governo (284)...

284. La miglior maniera di far nascere questa opinione è quel[la] di governare dolcemente; la cosa non è tanto difficile e nessuna è più utile a chi governa per mille riguardi, quando altro non vi fosse che il dolce spettacolo dell'amore dei sudditi ed il trovarsi sbarazzato da infinite cure che il soverchio rigore moltiplica tutti i giorni.

Capo 30.

Continuazione del medesimo sogetto [d'alcune leggi civili che possono produrre un po' di libertà nel governo despotico].

...(Nelle monarchie vi è per l'ordinario una legge che proibisce a quelli che hanno impieghi publici di uscire dal regno senza il permesso del principe. Questa legge sta bene anco nelle republiche. Ma in quelle che hanno istituzioni particolari, la proibizione deve essere generale, acciò che non vi si portino o si communichino i costumi esteri) (285)...

285. Nelle monarchie vi è anco la proibizione ai feudatari d'uscire dai Stati senza il permesso i quali non hanno che fare colle cariche publiche. Ultimamente in Germania è stata publicata indistintamente a tutti la proibizione, perché molti avevano abbandonata la patria; questa proibizione suppone due cose: 1. Una straordinaria forza per

poter trattenere chi avesse voglia d'uscire dai Stati. 2. Che non sia possibile di far che gl'uomini amino il patrio nido e sia necessaria per ritenerli la forza. Vi sono dei paesi nei quali gl'uomini non lascierebbero la loro capanna per andare ad abitare un palazzo in un altro luogo.

Libro XIII.

DELLA RELAZIONE CHE L'ESAZIONE DEI TRIBUTI E LA QUANTITÀ DELLE RENDITE PUBLICHE HANNO COLLA LIBERTÀ

Capo 1.

Delle rendite dello Stato.

Le rendite dello Stato sono una porzione che ciaschedun cittadino dà del suo per assicurarsi la tranquilla e commoda possessione del rimanente (286)...

286. Io la definirei quella parte che ciaschedun cittadino dà acciò che quegli che è incaricato di difendere e mantenere la sicurezza dello Stato al di fuori ed il benessere degl'individui al di dentro possa suplire alle spese che restano per ciò necessarie; così resta compresa la manutenzione del principe, tutte le spese della guerra ecc.

Capo 2.

Dire che la grandezza dei tributi sia buona di per se medesima egli è mal raggionare.

Si è visto in alcune monarchie che i piccoli paesi esenti di tributi erano altretanto miserabili che quelli dai quali erano circondati e che erano opressi dai tributi; la principal raggione di questo è che il piccolo Stato così circondato deve necessariamente mancare di industrie, di arti, di manufatture, perché a questo riguardo è attraversato in mille maniere dal grande Stato che lo attornia (287)...

287. Questa non è una regola tanto infallibile; vi sono dei piccoli paesi, attorniati dai grandi, che hanno più commercio di questi; quando l'uomo vuole essere industrioso, supera le difficoltà e trova il modo di esserlo. La miseria è una parola equivoca, perché è per lo più relativa ai bisogni e questi sono per lo più immaginarii. Ora un piccolo Stato può avere pochi quattrini, poca industria, ma insieme aver pochi bisogni, e allora non è miserabile; e intanto ha poca industria in quanto che ha pochi bisogni. I Sardi sono oziosissimi, non vogliono

lavorare, perché hanno pochi bisogni e per questi pochi gliene sovravanza; la terra, che è fertilissima, produce in un certo modo loro malgrado.

Capo 5.

Di una monarchia in simil caso [in cui il popolo sembra essere schiavo della gleba].

Quando in una monarchia i nobili fanno coltivare i terreni dal popolo conquistato, non bisogna neppure che possano accrescere la contribuzione (288)...

288. Suppone l'autore una specie d'enfiteusi. Se il principe esigge il tributo e i nobili un canone, stanno male davvero e sarebbero meno male se fossero semplici coloni che avessero la loro parte dei frutti.

Capo 7.

Dei tributi sopra i contadini là dove non v'è la schiavitù di glebba.

...Solone ha considerato che ciascheduno ha un necessario fisico uguale, sopra del quale non vi doveva essere alcuna tassa (289)...

Se in generale queste tasse non sono eccessive, se si lascia ai particolari un abbondante necessario, queste ingiustizie particolari non saranno più cosa che significhi (290)...

Cosa è meglio, incominciare dall'esser ricco per finir povero o incominciar dal poco per diventar ricco? (291).

Le imposizioni sulle merci sono quelle che il popolo sente meno, perché non gli si fa una formale domanda e possono essere così prudentemente maneggiate che il popolo quasi non sappia che le paga. Per ciò è principalmente importante che siano pagate da quegli che vende la merce. Esso sa benissimo che non paga del proprio, non fa che anticipare lo sborso che si ripiglia poi sull'accompratore, ma questi, che è quello che realmente paga l'imposizione, la confonde col prezzo (292)...

289. Se si mette una tassa sul necessario fisico, per piccola ch'ella sia, mancherà qualche cosa alla esistenza della persona e bisognerà o che lo rubbi ad un altro o che perisca o che fugga. Nel sistema presente delle cose non v'è altri che i poveri non capaci a guadagnarsi il vitto colle loro fatiche che siano in questo caso di non poter pagare cosa alcuna, perché, siccome vi sono dappertutto le gabelle, senza accorgersi, il più miserabile paga assai al principe, epperò una cosa modica, ossia l'unità numeraria delle quantità che si vogliono fissare, qualunque artiggiano, qualunque lavoratore di campagna, qualunque

donna ancora la può pagare; bisogna però per questo che vi siano prima quei stabilimenti necessarii, perché chiunque possa trovare colle sue fatiche il vitto e che questa quantità numeraria sia piccolissima, quella tale per esempio che un artiggiano con qualche ora in tutto l'anno di più di fatica la può mettere insieme.

290. Talora nel fare queste tasse si osserva questo principio e si fanno tali che resti un abondante necessario, ma, fatte una volta queste tasse e fissate queste proporzioni, o arrivano forti mutazioni nei terreni caggionati dalle innondazioni, dalle devastazioni o da qualche simile causa fisica, e non si pensa certo a rifare il calcolo e la tassa si tira innanzi sull'istesso piede, che talvolta toglie a quel popolo sul rigoroso necessario. Vengono bisogni dello Stato, guerre, si aumentano le tasse e, perché è fatta quella proporzione, torna assai più commodo seguitar quella che andarsi a lambicare il cervello per farne una nuova che tolga sul superfluo e non sul necessario; né succede che crescono talvolta a un segno che i particolari danno i fondi agl'esattori per pagare la tassa d'un anno o due tutt'al più ed abbandonansi i terreni; questi sono casi succeduti più d'una volta.

291. Queste verità le intendono benissimo i principi quando alcuno loro le rapresenta; ma non le intendono quei ministri che hanno l'immaginazione piena di bisogni.

292. Se non vi fosse la triste conseguenza dei contrabandieri e delle pene che contro di questi si stabiliscono talvolta così eccessive che, come dice l'autore qui apresso, tutta la proporzione delle pene è tolta, e ciò contro uomini di loro natura utili allo Stato, sarebbero queste imposizioni le più belle; ma, se si stabiliscono modiche e proporzionate, come vuole l'autore, questo articolo frutterà poco; se si stabiliscono sovra i generi che nascono nel paese, bisognerà far mille ricerche nelle case de' cittadini e siamo ad un altro inconveniente; se si stabiliscono troppo forti, sono, come dice l'autore, irragionevoli.

Quelle poi sovra i generi di primaria necessità lascio che chi legge le definisca ossia dia loro l'epiteto che si conviene; si ricordi solo che la maniera più raggionevole delle imposizioni è quella che fa sentir meno il peso e che l'eccesso del peso è il caratteristico distintivo della schiavitù.

Capo 8.

Come si conserva l'illusione.

...Oltre di che, acciò che il principe possa esiggere un diritto così sproporzionato al valore della cosa, bisogna che venda egli medesimo la merce e che il popolo non possa comprarla altrove; cosa che è sogetta a mille inconvenienti (293). I contrabandi, essendo in quel caso eccessivamente utili, la pena naturale, ossia quella che la raggione e la natura delle cose esiggono, cioè la perdita della merce (294), non è più capace ad impedire i contrabandi, tanto più che la merce è per l'ordinario di un prezzo vilissimo; bisogna dunque allora ricorrere a pene stravaganti e simili a quelle che sono stabilite per i gran delitti. Tutta la proporzione delle pene è tolta (295)...

293. Il più piccolo dei quali è quello che nella cassa del principe non è poco se di quel dritto ne arriva la metà; il resto ha da essere la maggior parte rubato dagl'amministratori e in parte speso per l'amministrazione.

294. Non so se la raggione e la natura della cosa esiggano una pena che sarà perlomeno quindici o venti volte l'importare del delitto.

295. Uno degl'effetti che suole produrre questa sproporzione è quello di togliere l'infamia alle pene infamanti. Ho sentito io più volte a dire *quel tale è stato forzato di galera; si, ma lo era solo per contrabando, siché è un galantuomo, non è che una disgrazia.*

Capo 9.

Di un cattivo genere di imposizione.

...La sperienza ha dimostrato che una imposizione sulla carta, sopra della quale si debbano scrivere i contratti, sarebbe molto migliore (296).

296. E dove vi è l'uno e l'altro?

Capo 10.

Che la gravezza dei tributi dipende dalla natura del governo.

...I tributi debbono essere così facili ad esiggersi e così chiaramente stabiliti che non possano venir aumentati o diminuiti dagl'esattori (297)...

297. Secondo me, non sarebbe già la peggior cosa, se fosse così anco nei governi moderati.

Capo 11.

Delle pene fiscali.

...La raggione di ciò [pene fiscali più rigorose in Europa che altrove] è che in Europa vi sono per i mercatanti dei giudici che possono diffenderli dall'opressione (298)...

298. Giudici non sempre imparziali; talora il finanziere è quasi lui il giudice; allora vi è poca differenza tra questi ed il bachà.

Capo 12.

Della relazione che ha la gravezza de' tributi colla libertà.

Per massima generale, a misura che cresce la schiavitù, hanno a diminuire i tributi e, dove vi è maggior libertà, si possono esiggere maggiori tributi (299). Così è sempre stato e così sarà sempre; ella è una regola che deriva dalla natura e non varia (300)...

In quelle montagne sterili è caro il vivere ed il paese è così popolato che un svizzero paga quatro volte più alla natura di quello che paghi un turco al sultano (301). Un popolo conquistatore, come quello d'Atene e quello di Roma, può liberarsi dai tributi, perché li può ricavare dalle nazioni suddite (302). Allora non paga in proporzione della sua libertà, perché egli è a questo riguardo non più come un popolo, ma come un monarca (303)...

Nei governi moderati vi è un compenso per la gravezza dei tributi ed è la libertà, e per lo contrario la modicità dei tributi è un compenso alla perduta libertà nei Stati despotici (304)...

299. Questa non mi sembra buona regola; l'eccesso dei tributi, essendo manifestamente ingiusto e contrario alla libertà, mi pare che sia pur egli un effetto di schiavitù. Aveva pur detto bene al capo 1 di questo libro: s'hanno a misurare le imposizioni da ciò che deve il popolo pagare e non da ciò che può. Questa è fondata sui veri principii dai quali deriva questo diritto sulle altrui proprietà; subito che uno se ne scosta, si cade nell'arbitrario, non vi è più libertà.

300. Dalla natura deriva che è più facile che un popolo libero si trovi in stato di far maggiori contributi che un popolo schiavo, perché il popolo libero sarà sempre ricco quanto la sua situazione lo permette, lo schiavo sarà sempre povero foss'egli nella terra di promissione; ma non da questo s'ha da tirare la conseguenza: perché può pagar di più, dunque deve pagar di più.

301. Oh che? Non vi sono altri paesi sterili e popolati che i Svizzeri? La raggione che dà l'autore mi pare un giuoco di parole. La vera raggione è che lo Stato non ha bisogni ed essendo uno Stato libero che non conosce altra raggione per i tributi che i bisogni dello Stato ed avendo colle ammirabili sue istituzioni prevenuti tutti i bisogni, ha tolta la materia alle imposizioni. Ivi non vi è guerra e, se vi fosse, tutti sono soldati; essendo tutti soldati nati non vi è armata, non vi è truppa da pagare; i magistrati si vergognerebbero di essere pagati, siché per l'amministrazione della giustizia non fa bisogno d'un soldo; ivi non vi è quella razza infame di sbirri, i delitti sono mirabilmente prevenuti, le opere publiche si fanno dal publico senza che s'imponga alcun tributo; ivi non vi è alcun principe, alcuna corte da mantenere, siché che bisogno ci resta? E che cosa si farebbe lo Stato dei tributi?

302. Dunque, quando si può far di meno dell'imposizione, ella si ha a tralasciare? Non è possibile uscire dai veri principii e non contradirsi.

303. Ingegnoso subterfugio, che però non convince gran cosa; a fronte massimamente delle dianze dette raggioni.

304. Sicché tanto è essere libero che non esserlo, se uno compensa l'altro? Ma il fatto è che, come dissi, l'eccesso de' tributi distrugge la libertà. Può darsi un popolo carico di gravissimi tributi e che con tutto ciò non siano eccessivi; in questo non la libertà sola, ma tutti gl'altri vantaggi di essa, e quelli ancora che gli vengono dagl'istessi tributi, ne compensano la gravezza; ma dove paga di troppo, ossia oltre il dovere, deve perdere per necessità tutti questi vantaggi, perché egli è segno che chi governa, o non sa governare, o ha il despotismo nella mente e nel cuore.

Capo 13.

In quali governi i tributi siano suscettibili d'aumento.

...Nelle monarchie si possono pure aumentare, perché la moderazione del governo può procurarvi le richezze e sono come una ricompensa al principe per raggione del rispetto che esso ha per le leggi (305)...

305. Convien dire che vi sia qualche legge che stabilisca un certo dato grado di richezza che i sudditi non debbano oltrepassare, perché quando l'oltrepassano il principe abbia il diritto di ridurli di nuovo nel stato debito con aumentare i tributi. Perché i sudditi possono essere più

richi si possono aumentare i tributi? Che? È egli un delitto esser più richi? E che differenza vi è più dai schiavi? Questi sono uomini che faticano per ingrassare il despota; i sudditi d'un monarca che cercassero d'arrichire secondo questo principio che cosa altro sarebbero? Il dire poi che sia una ricompensa al monarca perché osserva le leggi non è buona raggione: 1. Il monarca, siccome si suppone che le debba osservare, non ha fatto osservandole niente di più di quello che deve. 2. Pare che le tante sue prerogative e distinzioni siano pur di già una competente ricompensa. 3. Il monarca che deve coll'esempio insegnare ai sudditi il disinteresse farebbe in questo caso un atto contrario al suo istituto. 4. Perché ha osservate le leggi in ricompensa di ciò egl'ha a fare un atto contro le leggi? Finalmente, se il popolo di sua spontanea volontà gli facesse un donativo, allora si potrebbe dire una ricompensa; ma quando se lo piglia da sé e guai a chi non glielo dà, affé ch'ella è una gran bontà chiamar quest'atto una ricompensa. I tributi si possono aumentare per l'istessa raggione che si possono imporre, cioè, se crescono i bisogni dello Stato e anche per un qualche evidente publico vantaggio, con ciò però che, né i bisogni, né i vantaggi siano, come ha detto l'autore al capo 1, le passioni e la fervida immaginazione di chi governa, ma siano reali.

Capo 14.

Che la natura dei tributi è relativa al governo.

L'imposizione di testatico, o sia capitazione, è l'imposizione più naturale alla schiavitù (306); l'imposizione sulle merci è più naturale alla libertà, perché si riferisce meno direttamente alla persona (307)...

Dunque, quanto più il governo è moderato, quanto più regna lo spirito di libertà, quanto più sono sicure le fortune dei particolari, tanto è più facile che il mercatante possa anticipare allo Stato e prestare ai particolari somme considerabili (308)...

306. Eppure è stata l'imposizione dei popoli più liberi dell'antichità. Intanto l'autore lo chiama così in quanto che egli ha stabilito per principio che nel despotismo devono essere le imposizioni chiare, non sogette a questioni e facili ad eriggersi; tale è senza dubbio questa imposizione, ma io soggiungo che dovunque ella sia eseguibile (che è cosa veramente difficile, ne parlerò in altro luogo[1]) sarebbe pure naturalissima al più libero popolo.

1. Vedi qui il *Discorso sopra le imposizioni in uno Stato monarchico*, p. 161.

307. La relazione dell'imposizione alla libertà non dipende dall'essere essa più o meno diretta alla persona, ma dall'essere giusta o ingiusta. Quella può far illusione, e l'illusione è necessaria per ingannare, per mettere un peso di troppo senza che chi lo ha a portare se ne avveda. Il popolo libero non ha bisogno d'illusione: mostrategli il bisogno dello Stato e domandategli tutto il suo, lo dà volentieri perché ama lo Stato; che il popolo non libero all'opposto, siccome non ha alcuna raggione per amare lo Stato, così ama solo il suo privato interesse; per privarlo di questo bisogna cercare le illusioni, colle quali gli si faccia sparir d'in mano senza che se ne avveda e, per dir così, senza che sappia chi gliell'ha pigliato.

308. Qui vi è una difficoltà, ed è che la libertà del commercio dipende assai dalla modicità dell'imposizione sulle merci e dalla qualità di esse; di modo che, per non mettere degl'ostacoli al commercio, bisogna necessariamente o che non vi siano queste imposizioni, o che siano ben modiche, ed allora convien pensare a qualche altra maniera per suplire ai bisogni dello Stato.

Capo 16.

Delle conquiste de' maometani.

Quei tributi eccessivi son quelli che hanno resa così straordinariamente facile la conquista de' maometani. Quei popoli, invece di quella continua vessazione che la sottile avarizia degl'imperatori aveva immaginata, si viddero sottomessi a un tributo semplice, pagato con facilità e con facilità pure esatto: assai più fortunati d'ubbidire ad una nazione barbara che ad un governo corrotto, nel quale soffrivano tutti gl'inconvenienti di una libertà che più non avevano con tutti gl'orrori di una schiavitù presente (309).

309. G. G. Rousseau nel suo *Contratto sociale*[1] dice che i principi d'Europa sembrano travagliare tutti d'accordo a far seguire una gran mutazione e a far dissolvere le loro forme di governo. Quanto vedrei io con piacere che i principi lo smentissero!

Capo 18.

Del condonare tributi.

...Ma dove si è trovato mai che sopra semplici supposizioni si debba stabilire una cosa ingiusta per se medesima e che rovina lo Stato? (310).

1. Cfr. J. J. Rousseau, *Du contrat social*, libro II, capo VIII.

310. L'istessa cosa, sotto diverso nome, cessa d'essere ingiusta; dico l'istessa cosa per riguardo al principe, non già riguardo agl'individui; per esempio, se il principe costituisce suoi finanzieri gl'istessi amministratori publici, le communità, le città dei luoghi, che esse siano quelle che paghino l'intiero tributo al principe e poi lo esiggano dagl'individui, il principe non correrà rischio di perdere, non farà mai l'atto odioso di perseguitare uno per il tributo, ed i particolari saranno solidarii perché tra tutti compongono il publico e non saranno solidarii per un altro verso, perché nessuno pagherà specificamente la porzione di un altro.

Capo 19.

Che cosa sia più utile al principe ed al popolo: la ferma o la regia de' tributi.

...E siccome quello che ha i quattrini è sempre il padrone, così il fermiere si rende dispotico sul principe istesso; egli non è legislatore, ma costringe il principe a far leggi a modo suo (311)...

Nerone, indignato delle vessazioni dei publicani, formò il progetto impossibile e magnanimo d'abolire gl'imposti (312)...

311. Se i fermieri non potessero essere altrimenti che in Francia, avrebbe gran raggione l'autore; ma il fatto si è che in Francia il male non consiste né nella ferma, né nei fermieri: consiste nel libro delle imposizioni che è una Babilonia. Siano le imposizioni ben regolate, e tali che non rimanga arbitrio all'esattore, si faccia con questo un contratto giusto, che abbia il suo correspettivo degl'incommodi e pericoli dell'esazione e poi garantisco lo Stato da tutti gl'inconvenienti che ha accennati l'autore e che, come dissi, sono Vangelo parlando delle ferme di Francia.

312. Non dirò che si possa stare senza contribuzioni, ma vi possono essere contribuzioni senza imposizioni, senza ferma e senza regia (vedi [manca il seguito]).

Libro XIV.

DELLA RELAZIONE CHE HANNO LE LEGGI COLLA NATURA DEL CLIMA

Capo 2.

Quanto siano diversi gl'uomini nel vario clima.

...Ora egli è evidente che nelle gran machine de' corpi settentrionali le grosse loro fibre sono meno capaci di disordine che le piccole e delicate

dei popoli meridionali; le anime loro saranno dunque meno sensibili al dolore (313)...

Nel clima temperato l'amore è accompagnato da mille accessorii che lo rendono amabile, dolce e sembrano talora essere l'amore istesso e non lo sono ancora (314). Nel clima caldo si ama l'amore per lui medesimo; egli è la vita e l'unico ogetto di felicità (315). Nei paesi meridionali la machina delicata, debole, ma sensibile (316) si abbandona ad un amore che in un serraglio nasce e si calma immediatamente...

Il caldo può essere in un clima cotanto eccessivo che il corpo sia affatto snervato; allora quell'abbattimento passerà allo spirito; non vi sarà in quegl'uomini alcuna curiosità, non si vedranno nobili imprese, né alcun generoso sentimento, le inclinazioni loro saranno tutte passive, la felicità consisterà nell'ozio, sopporteranno essi più facilmente la maggior parte de' castighi che una necessaria azione dell'anima, la schiavitù che la forza di spirito che è necessaria per guidarsi da sé (317)...

313. Ossia l'istessa azione d'un corpo esterno non produrrà in essi la medesima sensibilità.

314. Intende l'autore il vero amore dei due sessi, il quale certo non consiste che nel desiderio di riunirsi, tutto il resto non è che o illusione o preparazione (vedi *Riflessioni per un legislatore*, parte seconda) [1].

315. Questa ultima proposizione sembra esagerata; egli è però vero che l'amore, il quale è la più commune passione degl'uomini in ogni clima, crescendo di grado nel clima caldo diventa quasi l'unica, non però intieramente, perché vediamo anche l'altre passioni portate al maggior segno in quei paesi.

316. Gl'orientali sono fuor di dubbio in un paese più caldo che i settentrionali, eppure i corpi loro non sono già più deboli di questi, anzi sono forse più robusti e sicuramente più agili.

317. Sarebbe una pazzia il voler controvertere il concorso di tutte queste cause fisiche, ma non credo che loro si debba tanto attribuire quanto sembra che attribuisca l'autore, perché io osservo che la morale, la virtù, le scienze, come l'ignoranza, la barbarie e i vizii hanno fatto, per dir così, il giro del globo.

1. Vedi la mia nota alla p. 200.

Capo 3.

Contradizzione nel carattere di alcuni popoli meridionali.

...Quella istessa debolezza d'organi, che fa loro temere la morte, fa che temono altresì moltissime cose più che la morte (318)...

Siccome i fanciulli hanno più bisogno di educazione e di buona educazione che gli spiriti di già maturi, così questi popoli hanno più bisogno di un saggio legislatore che i nostri (319)...

318. Anzi, siccome la morte fa impressione nella semplice immaginazione, e per effetto di comparazione, ma nessun vivente ha mai provata la morte, che all'opposto gli altri dolori si possono essere provati, non è difficile che alcuni di questi si temano più della morte.

319. Anche questo è un problema: se essi, che sono in un clima determinato, abbiano più bisogno del legislatore che noi che siamo nel clima incostante e che l'autore accorda egli medesimo che siamo incostanti in tutto; comunque sia, un saggio legislatore è dappertutto l'uomo più utile di tutti ed il più bel dono (parlando di cose umane) che far possa il cielo.

Capo 4.

Le caggioni della immutabilità di religione, di costumi, usanze e leggi nei paesi orientali.

...Ecco perché le leggi, i costumi, le usanze, quelle perfino che sembrano indifferenti, come la maniera di vestirsi (320), sono adesso in Oriente come erano mille anni sono.

320. Non so se gl'orientali conservino il loro modo di vestire per pura usanza, per puro abito, ma, se lo facessero con riflessione, non si potrebbe dire che egli fosse una cosa così indifferente; l'abito loro è l'abito più utile alla salute ed è il più commodo nella vita; noi andiamo tutto dì studiandosi come raccorciarsi i giorni con mettere fra ceppi il corpo per fare oggi una comparsa che da qui venti anni sarebbe ridicola e troviamo ridicole di mano in mano le antiche, quando qualche capo vuoto ha immaginata una qualche usanza più ridicola dell'altre; questa debolezza cell'imprestano, è vero, per una parte le donne, ma noi che dovressimo corregerla in esse ce ne rendiamo schiavi e più di esse ridicoli.

Capo 7.

Del monachismo.

Il monachismo vi è ugualmente dannoso, egli è nato nei paesi caldi d'Oriente, dove gl'uomini sono meno inclinati all'azione che alla speculazione (321). In Asia il numero dei dervichi o monaci cresce in proporzione del calore del clima; le Indie, nelle quali è eccessivo il caldo, ne sono ripiene. Questa medesima differenza si trova in Europa (322)...

321. Qui parla di quel monachismo maomettano che, inutile per l'altra vita, non lo è meno per questa.

322. Il maggior caldo, che produce immaginazioni più fervide, può produrre maggiori illusioni di mente, maggiori velleità e false vocazioni, che producono poi tanti cattivi effetti che compatiamo come uomini e compiangiamo come buoni cattolici. Certo che lo stato di relligioso, che è di sua istituzione quello della maggior perfezione cristiana, riesce assai difficile, epperò non è molto probabile che vi possa essere un così gran numero d'uomini che vi siano tratti dal vero spirito e che siano stati a ciò chiamati; l'eccessivo numero ne sminuisce nel publico la estimazione; questa sminuita, essi medesimi si stimano meno ed hanno meno ribrezzo a non essere tali quali dovrebbero; in somma, senza ripetere ciò che tanti altri hanno detto sensatamente sull'eccesso del monachismo e sulla non necessità di esso nella chiesa, io dirò solo che questo capo merita l'attenzione non men del sacerdozio che dell'impero.

Capo 8.

Buona usanza della Cina.

...In oltre l'imperatore è ogn'anno informato del coltore che si è in quell'anno il più distinto nella sua professione e lo fa mandarino dell'ottavo ordine (323).

Presso gl'antichi Persi l'ottavo giorno del mese, chiamato *chorrem ruz*, i re lasciavano il loro fasto per sedere a mensa cogl'agricoltori (324)...

323. Se l'imperatore ne è veramente informato e che non sia di quelli che sono, come dice l'autore, i primi schiavi del loro palazzo, questa è una delle più belle e delle più utili istituzioni; se poi l'imperatore è corrotto, questo elisire diventa veleno.

324. Questo forse aveva anche per ogetto il ricordar loro che i coltivatori erano uomini e, come tali, erano ad essi uguali, o forse ancora per dare un commodo ai sudditi di parlare col sovrano con confidenza ed illuminarlo.

Capo 10.

Delle leggi relative alla sobrietà dei popoli.

...La legge che proibiva ai Cartaginesi parimenti di bere il vino era pure una legge relativa al clima, che è a un di presso il medesimo (325)...

Così le leggi che hanno castigato un uomo ubriaco non solo per i disordini che commetteva, ma anche per l'ubriachezza (326), non erano aplicabili che all'ubriachezza personale, non alla nazionale...

325. Come quella di Moisè, che proibiva agl'Ebrei la carne porcina, in quei paesi dannosissima alla salute.

326. Che in un clima, nel quale il vino è più dannoso alla salute, sia proibito e siano castigati severamente gl'eccessi sta benissimo, ma che nel clima freddo non s'abbia a castigare l'ubriachezza e che v'abbia a essere delle nazioni ubriache di professione non me ne so persuadere, perché alla fine il clima può soffrire un maggiore o minore uso del vino, ma nessun clima esigge l'ubriachezza.

Capo 11.

Delle leggi relative alle malattie del clima.

...Le cruciate ci avevano portato la lepra e i savii regolamenti fatti sopra di ciò impedirono che essa non divenisse universale nel popolo (327)...

Per impedire ogni communicazione coi leprosi si rendevano li medesimi incapaci degl'effetti civili (328)...

La sete dell'oro quella fu che perpetuò questa malattia: non si cessò d'andare in America e se ne portarono sempre nuovi semi (329) in Europa...

327. [Un'altra malattia ci ha portata l'avara cupidiggia dell'oro, intorno alla quale hanno scordata i legislatori la loro saviezza e prevvidenza. Non mi sembra tanto impossibile ad estirparsi da tutta l'Europa se ci si volesse pensare davvero; eppure ella è molto più essenziale che la lepra, perché attacca alla radice il grand'arbore del genere umano].

328. Questa legge sente tutta la barbara ignoranza del legislatore che, come quei selvaggi i quali per cogliere il frutto tagliano l'arbore, esso per togliere la communicazione gl'uccideva civilmente, che è quasi peggio che farli morire realmente. M'immagino che la lepra non sarà già peggio della peste, eppure non si fa così agl'appestati, si custodiscono in un lazaretto, ma si permette loro di essere uomini e

cittadini e si trattano con tutta quell'umanità che permettono d'usare le necessarie precauzioni per la publica sicurezza e salute; si trattino i leprosi almeno non peggio degl'appestati.

329. Se i legislatori, che hanno dimostrata tanta prudenza intorno alla lepra, fossero vissuti all'arrivo di questa malattia avrebbero anche a questa trovato il rimedio. Egli non è già deciso che chiunque va in America abbia a tornare con questo male, anzi di più, quantunque abbia in America commercio colle donne; non tutte ne sono infette, perché alla fine egl'è un male anche colà e non tutte hanno il male; ma egl'è così leggiero in quel paese, appena quanto un piccolo rafredore, che non ci badano gran fatto, né ci hanno mai badato i legislatori, attesa la grande facilità con cui ivi se ne guarisce; l'aria maritima ed il passaggio della linea lo rendono così pestilenziale fra noi; ora, sarebb'egli così difficile d'ottenere che nessuno s'imbarcasse con questa peste e qualche tempo prima della partenza delle flotte prendere quelle precauzioni che fossero necessarie? Ma, diamo che alcuno vi sia che abbia il barbaro gusto di portar seco questo male, egli deve pur sbarcare per arrivare a noi. Si usano per la peste grandissime precauzioni; perché non usarle anco per questa che è pure una peste? Perché non farli stare in contumacia un certo tempo, farli riconoscere dalla facoltà e, trovati infetti, curarli prima di dar loro prattica? Per estirpar quello che vi è presentemente vi vorrebbero altri stabilimenti, ma lo credo tuttavia eseguibile senza grande difficoltà.

Capo 15.

Della diversa confidenza che hanno le leggi nei popoli secondo la diversità del clima.

...Sembra in somma che [i legislatori delle Indie] abbiano avuto per principio che ogni cittadino doveva fidarsi del buon naturale degl'altri (330)...

330. Sarà poi egli vero senza riserva che non possano gl'uomini essere buoni anche altrove? Almeno tra i dieci e trenta gradi di latitudine ve ne son pure degl'altri popoli e non sono così; perché non lo sono? Perché non potrebbero diventar buoni? Io per me, né so attribuir tanto al clima, né mi so persuadere che l'uomo, il quale nelle cose meccaniche ha saputo in tante maniere correggere o suplire e tal volta diformare la natura, non lo possa ancora nelle cose morali.

Libro XV.

COME LE LEGGI DELLA SCHIAVITÙ CIVILE SONO RELATIVE ALLA NATURA DEL CLIMA

Capo 1.

Della schiavitù civile.

...Egli [diritto di schiavitù] per sua natura non è buono e non è utile, né al padrone, né allo schiavo, a questo perché non può più fare un atto di virtù, a quello perché coi suoi schiavi contrae molti cattivi abiti, perde insensibilmente tutte le virtù morali, diventa superbo, violento, duro, collerico, voluttuoso e crudele (331). Nei paesi despotici, ne' quali vi è la schiavitù politica, la civile è più tollerabile che altrove (332)...

331. Io direi ch'egli è così ingiusto che si può dir nullo; e, in fatti, non vi è che la forza che costituisca la schiavitù e la forza non è mai stata un diritto per sé sola; se uno volontariamente volesse ridursi in schiavitù, farebbe un contratto nullo, della maggior nullità, perché in quel contratto sarebbe uno che dà tutto e più ancora che non può dare, perché dà la vita per ricevere niente affatto. La schiavitù non può essere che una pena e, come tale, è un diritto giusto, lo che non impedisce che possa anche appartenere in proprietà ai particolari, come appartengono i schiavi conquistati, ma, in altra maniera, è la cosa la più ingiusta che far si possa sulla terra.

332. Fin che si tollera la publica, si può tollerare la privata, perché alla fine ella non è altro che, in vece d'avere un sol padrone, averne due; in vece d'avere un padrone che non badi a voi, averne un altro che vi sta più da vicino e, in somma, essere schiavo dello schiavo.

Capo 2.

Origine del diritto di schiavitù stabilito dai giureconsulti romani.

...Il diritto civile dei Romani ha permesso ai debitori, perché non fossero maltrattati dai creditori, di vendersi loro medesimi ed il diritto di natura ha voluto che i figli de' schiavi, i quali non potevano essere dai loro padri alimentati, fossero com'essi schiavi (333)...

(Parlo della schiavitù in tutto il suo rigore, tale quale era presso i Romani e quale si trova nelle nostre colonie) (334)...

Quanto ai fanciulli, la natura ha dato il latte alle madri per nodrirli ed il resto della loro infanzia è così prossimo a quell'età in cui è in loro la mag-

gior capacità di rendersi utili (335) che quegli il quale gli nodrisse per farsene padrone non si potrebbe dire che avesse data cosa alcuna...

Qual legge mai può proibire ad uno schiavo di fuggire, mentre esso, non essendo della società, non ha che far nulla colle sue leggi? Esso non può essere ritenuto che da una legge di famiglia, cioè dalla legge del padrone (336).

333. [Tre diritti e tre pietà che derivavano dal non diritto. È un'empietà, e non diritto, uccidere l'inimico che è disarmato, è una tirannia senza pari quella d'obligar la persona nel corpo per i debiti civili, è una conseguenza di tutte le tirannie quella che i padri non possano procurare ai figli gl'alimenti e che vi siano in una società persone che sprovviste di beni per vivere non siano nella tenera età soccorse dalla società e poste in stato a potersi quindi guadagnare colle loro opere il vitto; meglio era riformare questi immaginarii diritti che trovare questa ridicola pietà. Ma noi abbiamo generalmente il furore di ammirare i Romani il quale ci fa poi lodare persino le più biasimevoli loro azioni].

334. Ed in qualunque maniera l'atto di vendersi è un atto nullo e stravagantissimo e non è vero che un popolo possa vendersi o darsi ad un despota; io non credo mai che alcun popolo l'abbia fatto, ma, quando ciò fosse, avrebbe sempre fatto, un atto nullo, rivocabile *ad nutum*.

335. Non so quanti lustri voglia l'autore che le madri diano il latte e, se niente niente fanno figlioli, come se la possano impicciare; ma la raggione che risponde a questa difficoltà è che a questi ci deve pensare la società per tutte le raggioni e per il suo interesse e per le leggi d'umanità e per l'istesso patto sociale.

336. Ossia dalla forza.

Capo 5.

Della schiavitù dei negri.

...I popoli d'Europa, avendo sterminati quelli d'America, hanno dovuto ridurre in schiavitù quelli dell'Affrica per far coltivare quei tanti terreni (337). Il zucchero sarebbe troppo a caro prezzo, se non si facesse coltivare dai schiavi la pianta che lo produce (338). Quelli dei quali si discorre son neri affatto affatto ed hanno il naso così schiacciato che è quasi impossibile di compatirli (339)...

337. Cattiva raggione: perché hanno rovinato gl'uni aquistano il diritto di maltrattar gl'altri? Coltivare le terre? O che? Come, erano

loro quelle terre? E, se le volevano coltivare, lo facessero da sé, oppure si servissero di chi volevano, ma non mai della forza e della schiavitù.

338. Dunque, se qualche altra nazione trovasse più commodo, per aver più a buon prezzo un qualche genere, ci venisse a ridurre in schiavitù, ci avrebbe un buon diritto.

339. Qui si vede che l'autore corbella davvero.

Capo 6.

Vera origine del dritto di schiavitù.

...Questa è la vera origine, e l'origine conforme alla raggione, di quella schiavitù dolce che si trova in alcuni paesi; e dev'essere dolce, perché è fondata sulla libera scielta che un uomo fa per sua utilità con farsi un padrone, lo che forma una convenzione reciproca fra le due parti (340).

340. Sempre però nulla, secondo l'istesso primo principio.

Capo 7.

Altra origine del dritto di schiavitù.

...Siccome tutti gl'uomini nascono uguali, così bisogna necessariamente conchiudere che la schiavitù è contro natura, quantunque in alcuni paesi sia fondata sopra una raggione naturale e bisogna ben distinguere questi paesi da quelli nei quali le istesse raggioni naturali gl'escludono, come i paesi d'Europa, nei quali è stata così felicemente abolita (341)...

341. E bisogna pure distinguere la raggione naturale che deriva da una cosa già stabilita contro la vera legge naturale, come è la schiavitù di quei paesi nei quali l'autore la trova conforme alla raggione, distinguerla, dissi, dalla legge naturale, perché, secondo questa, non vi può essere schiavitù in alcun paese del mondo.

Capo 8.

Inutilità della schiavitù fra noi.

Bisogna dunque limitare la schiavitù naturale a certi particolari paesi della terra (342)...

Non so se è lo spirito o il cuore che mi detta questa proposizione (343)...

342. Questa è una di quelle conseguenze che deriva l'autore dai principii fondati sul fatto assai più che sulla raggione; esso ha cercato

più la raggione per cui siano così, così che, se veramente non possano essere in altro modo, e quali esser debbano i veri teorici principii, non dico già che l'autore gl'ignorasse, ma in quest'opera sembra che gl'abbia voluti troppo accomodare al fatto e per riuscirvi ha dovuto deviare qualche volta dai medesimi. La schiavitù è contro natura in tutti i paesi del mondo e in tutti i paesi può esservi come pena. In alcuni paesi, e per il clima, e per il longo uso si è resa meno sensibile, ossia gl'uomini vi si sono talmente incalliti che la sentono meno e sono meno capaci a formare il progetto di scuotere il giogo; ma questo non giustifica mai la schiavitù e chi ve la mantiene senza necessità.

343. E l'uno e l'altro; i suoi lumi non permettevano ch'egli passasse innanzi senza correggere la proposizione detta dianzi; e questa ripugnava a un cuore pieno dei sentimenti d'umanità come il suo.

Capo 9.

Diverse specie di schiavitù.

...Essi [gli schiavi] non erano obligati a servire nelle case, solo davano al padrone una certa quantità di grano, di bestiame o di stoffe: questo era tutto l'ogetto della loro schiavitù (344)...

Ora l'Ilozia riunisce nell'istessa persona la schiavitù imposta dai popoli semplici e quella imposta dai voluttuosi (345).

344. Ed era una schiavitù più di nome che reale, perché si riduceva a quello che noi chiamiamo un canone che pagano gl'enfiteuti; tutto quello che la potrebbe render, per dir così, più propriamente schiavitù sarebbe l'eccesso nella quantità di questa prestazione; ma se ella fosse discreta e certa, non arbitraria, ella non si può chiamare schiavitù. Si dirà che in Russia non v'è maggior schiavitù per i contadini: ed è vero, ma vi è la schiavitù publica ed i contadini sono incapaci di possedere; questo è schiavitù; se poi, come dice in apresso, le mogli, i figli sono obligati ai servizi personali allora è vera schiavitù, tanto quanto la personale, dalla quale non si distingue da altro che dall'essere lo schiavo destinato dal padrone ad un lavoro piutosto che ad un altro.

345. E tale è quella in cui sono in America i negri.

CAPO 11.

Abusi della schiavitù.

...La raggione vuole che il potere del padrone non s'estenda oltre di quelle cose che appartengono al suo servizio. La schiavitù deve essere per l'utile e non per la voluttà. Le leggi della pudicizia sono di diritto naturale e devono sentirle tutte le nazioni del mondo (346)...

Questi [gli schiavi] erano la parte più vile della nazione (347)...

346. Per questo capo è assai pericoloso lo stabilimento di schiavitù fatto in America.

347. Non tutti, perché, siccome i priggionieri fatti in guerra erano schiavi, si trovarono spesse volte de' schiavi molto più nobili dei padroni, o almeno, la sola differenza che passava era del momento infelice che aveva decisa coll'armi la loro sorte e che rendeva schiavi agl'ingiusti usurpatori gl'uomini liberi che difendevano la loro vita, la loro libertà, la patria, i numi, i beni.

CAPO 13.

Dei schiavi armati.

...Nella republica uomini unicamente cittadini non sono molto in caso di contenere gente che, avendo l'armi in mano, si trova uguale ai cittadini (348)...

348. Anco in una monarchia possono dar dei pensieri e per altra parte non darne di più in una republica; io crederei che vi fossero intorno a questo molte distinzioni a farsi: 1. Del numero, in che relazione esso si trovi con quelli che sono in caso di contenerli. 2. Se siano schiavi forestieri o paesani. 3. Se siano di nazione aguerrita o libera oppure già avvezzati nel paese loro alla schiavitù. 4. Se la republica sia guerriera o commerciante, quella può contenerli meglio di questa. In somma, tutti questi riflessi sono quelli che possono determinare il calcolo del numero che se ne possa o no soffrire.

CAPO 16.

Regolamenti che far si denno tra il padrone e lo schiavo.

...Claudio ordinò che lo schiavo abbandonato dal padrone mentre fosse malato fosse libero, se gli riusciva di fuggire (349)...

Quando a Roma fu tolta ai padri l'autorità di uccidere i figli (350), i magistrati inflissero ai figli quelle pene che i padri vollero prescrivere...

La legge di Moisè era assai dura. *Se alcuno percuote il suo schiavo e questo cessi di vivere sotto ai suoi colpi sarà castigato, ma se sopravive un giorno o due non sarà castigato, perché è robba sua.* Che popolo era quello mai, nel quale la legge civile doveva scostarsi dalla naturale! (351)...

349. Legge imperfettissima, per una parte non assicurava allo schiavo il soccorso nell'infermità, non gl'assicurava la libertà, perché bisognava che fugisse per averla; per l'altra dava ansa ai schiavi di fuggire col pretesto di dire che fossero stati abbandonati e, se non altro, dava luogo ad una lite per la libertà tra lo schiavo ed il padrone, cosa ridicola.

350. Autorità che dimostrava ben chiara la ferocia e la barbarie di quella nazione.

351. La durezza di quel popolo ha costretto il legislatore a leggi uniformi [e per altra parte la religione che faceva loro odiare tutti quelli che non la professavano può aver avuto parte in questa legge].

Capo 17.

Degl'affranchimenti.

...Allorché, sotto Nerone, si domandò al senato di poter ridurre in schiavitù gli affranchiti che fossero ingrati al padrone, l'imperatore scrisse al senato che bisognava giudicare gl'affari particolari, e non stabilire alcuna cosa in generale (352)...

Egli è facile di affranchire tutti gl'anni un certo numero di schiavi fra quelli che per la loro età, salute e industria saranno in caso di potersi guadagnare il vitto (353)...

352. Di quando in quando si trovano de' tratti di questo imperatore che mi fanno dubitare di tutta quella crudeltà che gli si attribuisce communemente; vi sarebbe mai pericolo che i suoi sudditi non fossero peggiori di lui?

353. O che, per raggione del peculio, avranno un fondo sufficiente per campare.

Libro XVI.

COME LE LEGGI DELLA SCHIAVITÙ DOMESTICA HANNO RELAZIONE COL CLIMA

Capo 2.

Che nei paesi meridionali vi è fra i due sessi una disuguaglianza naturale.

Le donne sono nubili nel clima caldo all'età di nove dieci anni, siché il matrimonio è nell'infanzia. Esse sono vecchie a vent'anni, siché il raggionamento in esse non si trova che passata la bellezza. Quando la bellezza vorrebbe l'impero, la raggione glielo fa ricusare; quando la raggione potrebbe ottenere è già ita la bellezza, siché le donne non possono ameno di essere nella dipendenza ed è altresì assai naturale che un uomo (ogni qual volta la religione non vi si oppone) lasci sua moglie così presto invechiata e ne pigli un'altra; e così c'introduca la poligamia (354). Nel clima temperato le donne sono nubili più tardi (355)...

Nei paesi freddi l'uso quasi necessario alle bevande forti stabilisce l'intemperanza fra gl'uomini. Le donne, che hanno a questo riguardo un ritegno naturale (356), perché gli tocca sempre di doversi difendersi, hanno ancora il vantaggio della raggione sugl'uomini...

Così la legge che permette una sola moglie è conforme al fisico del clima d'Europa e non al fisico del clima caldo (357). Per questa raggione il maometismo si è così facilmente sparso in Asia ed ha incontrata tanta difficoltà in Europa ed all'opposto il cristianesimo si è mantenuto in Europa ed è stato distrutto in Asia e che finalmente il maometismo fa tanti progressi alla Cina e così pochi il cristianesimo (358)...

354. A venti anni le donne sono vechie, ossia non sono più giovani e fresche in quella maniera che i troppo voluttuosi uomini le desiderano, ma non sono già tali che non siano più atte alla generazione. È vero che finiscono più presto, ma hanno pure incominciato prima, siché, fatto il calcolo, poco più poco meno torna lo stesso; e, se nel matrimonio si conoscesse in quei paesi l'unione degl'animi, sarebbero forse anco più costanti, perché pigliandosele infanti hanno i mariti tutto il commodo di educarle a modo loro, e per conseguenza d'ispirargli tutti quei sentimenti che gliele possono rendere più care. La natura non ha fatta cosa alcuna in fallo, essa ha fatte le donne per unirle agl'uomini; considerata la specie umana intiera sulla superficie della terra, il numero delle donne è uguale a quello degl'uomini; vorremo dir noi che la natura abbia condannata una certa data quantità di maschi al celibato? Egli mi pare uno sproposito, dunque la natura non solo non ha potuto volere la poligamia ma io dico che

questa è contro la natura. Di fatti, nei paesi ove ella è stabilita, vi è una grandissima quantità di celibi per necessità, e non per elezione; ora, perché vi sono alcuni voluttuosi e potenti, i quali vogliono sempre accanto una donna sul fiore, gl'altri hanno a starne senza? La poligamia è un lusso ed un abuso che si fa della natura. [A questo s'aggiunga che per l'appunto nei paesi caldi è dove il numero delle donne è tutto al più uguale a quello degl'uomini, ma se si volesse seguitare la natura la poligamia dovrebb'essere più tosto nel clima temperato, nel quale di qualche poco dicesi che il numero delle donne ecceda. Dico più tosto perché nemmeno qui ci sta bene; il corso della vita per l'ordinario più breve nelle donne, i maggiori pericoli ai quali le espone il loro fisico imperfetto, compensa abbondantemente qualche piccolo eccesso nel numero che esservi potesse].

355. Sono nubili a dodici anni; ma gl'uomini che sono meno voluttuosi si contentano d'aspettare un'età più matura; e si osserva che per l'ordinario quelle poche che si maritano all'età di dodici, anch'esse invecchiano più presto, di modo che, se nel clima caldo avessero un po' di pazienza, forse a un dipresso sarebbe l'istessa cosa, o almeno vi sarebbe molto meno differenza.

356. Non tutte e, massimamente nel popolo, pochissime.

357. Abbiamo detto dissopra che il fisico del clima caldo non importa questa conseguenza; il clima caldo può bensì fare che gl'uomini e le donne siano più inclinati al piacere, ma non che il fisico loro esigga la pluralità; che, anzi, abbiamo dimostrato che la poligamia non meno ivi che altrove è contro natura.

358. Siccome gl'uomini hanno una superiorità naturale sulle donne, così anco nella relligione le donne seguitano quella degl'uomini. Ora, gl'Asiatici, essendo per natura voluttuosissimi, un culto che dà loro tutto il commodo in questo mondo di soddisfare la loro passione e che di più promette un'eternità di voluttuosi piaceri nel mondo di là, egli è naturale che potesse ad essi piacere più che una relligione che commanda una continua guerra alle passioni; alla qualcosa, aggiunta l'ignoranza, che non lasciava loro scorgere tutto il ridicolo di quel culto ed il sublime della vera relligione, non è da stupirsi che l'abbiano posposta a quello. Per lo contrario, in Europa erano affatto diverse le disposizioni fisiche e morali degl'uomini, epperò non era così facile l'ingannarli (prescindendo sempre dalla superna divina mano che guida ogni cosa e che aveva promesso l'onnipossente aiuto alla sua chiesa, lo che toglie ogni difficoltà), sicché non fu effetto della fisica costitu-

zione delle donne del clima caldo. E, quanto alla Cina, si sa purtroppo la vera causa del poco progresso del cristianesimo. I Cinesi sono umani, altrimenti alcuni cattivi missionari non avevano meritato meno i suplizi che al Giappone.

Capo 3.

Che la pluralità delle donne dipende molto dalla loro manutenzione.

...Nel clima caldo sono minori i bisogni e la manutenzione delle donne e de' figli costa assai meno; dunque se ne può avere un maggior numero (359).

359. Dunque non le richezze intrinseche per lor medesime (che non esistono), ma le richezze relative producono la poligamia.

Capo 4.

Che la legge di poligamia è un affare di calcolo.

Secondo i calcoli fatti in diverse parti d'Europa, nascono più maschi che femmine (360); all'opposto le relazioni dell'Asia ci assicurano che è maggiore il numero delle donne (361)...

Nel clima freddo dell'Asia nascono, come in Europa, più maschi che femmine e questa, dicono i Lamas, è la raggione per cui vi è la legge che permette ad una donna di aver più maschi (362)...

Confesso che se fosse vero ciò che dicono le relazioni, cioè che a Bantam vi sono dieci donne per un uomo, egli sarebbe un caso particolare per favorire la poligamia (363)...

360. Egli non è anco ben sicuro che ciò sia in Inghilterra; l'autore poteva in vece citare la sua patria; ma questa distruggeva la sua proposizione e, somma totale, in Europa siamo al pari; parlo dell'Europa cristiana; in altri luoghi la cosa varia di qualche poco; ma le esagerazioni dei viaggiatori erano sicuramente più nella fervida loro immaginazione e nel vizio commune a chi vien da lungi di raccontar cose maravigliose [più] che reali.

361. S'aggiunga un altro riflesso, che le femmine ivi sono molto meno soggette ai pericoli di morte crudele data dal barbaro governo per ogni capriccio ai maschi. Che se quando sono nati i maschi s'uccidono e non si fa alcun male alle femmine, lo so ancor io che son più femmine che maschi; anco in Europa, andate in un paese dopo una sanguinosa guerra, fate il censo, ci troverete assai più donne, e che

per questo? Se i viaggiatori avessero potuto sapere e dirci in che proporzione nascano, si potrebbe forse appoggiare su questo calcolo un raggionamento, ma fin che sanno solo dirci che vi sono più donne che uomini, questo non basta per inferirne che ne sia caggione il clima, e molto meno poi che quindi ne derivar debba la poligamia.

362. Forse che il maomettano aveva più raggione che il Lamas; e noi siamo troppo scarsi di nozioni di quei paesi per potersi apoggiare su di queste notizie. Bisognerebbe conoscerne tutte le relazioni e principalmente saperne un po' l'origine ed in quali circostanze si sia introdotto; perché ch'egli si conservi non prova: l'uso istesso può aver mutate le altre relazioni, essersele accomodate ed essersi reso, per dir così, necessario, oltre di che la naturale indolenza di quei popoli li rende poco capaci di mutazioni così essenziali. Oltre di che poi vi sono pure degl'altri paesi che sono in un clima simile di quello, eppure non vi è questa mostruosa usanza. Che vuol dire dunque questa diversità, se non se che una tal legge non è prodotta dal clima?

363. Se facciamo il censo di un gran serraglio troviamo certo più donne che uomini; se facciamo il censo d'una città piena di gran serragli, che rachiude la maggior parte delle donne dello Stato, non è difficile che si trovino dieci donne per un uomo; ma se si fa il censo universale, si troverà che appena restano al pari, perché non è vero che il clima caldo produca più femmine che maschi: testimonio ne sono le Spagne.

Capo 5.

Raggione di una legge del Malabar.

...In Europa si proibisce ai soldati il matrimonio (364). Nel Malabar il clima esigge qualcosa a questo riguardo, epperò si sono contentati di rendere loro il matrimonio meno imbarazzante che fosse possibile, hanno dati a una donna molti mariti, lo che diminuisce l'attacco alla famiglia e le cure di essa e lascia a quegl'uomini lo spirito militare (365).

364. E non si fa la meglio cosa.

365. Io la crederei più tosto una conseguenza della facile licenza e scostumatezza delle mogli de' soldati.

CAPO 6.

Della poligamia per se medesima.

...Essa [la poligamia] non è né tampoco utile ai figli ed uno dei considerevoli inconvenienti che produce la poligamia è che i genitori non possono avere l'istesso affetto per i figli; non si possono amare venti figli come si amano due (366)...

366. Licurgo, che voleva che i figli fossero più della patria che dei padri ed aveva stabilita per ciò l'educazione publica, permise la communione delle donne, non la poligamia; quella non ripugna alla natura, perché essa non ha stabilita alcuna proprietà, e per conseguenza alcun matrimonio; ma questa, appunto per questo motivo, ripugna doppiamente.

CAPO 8.

Della separazione delle donne dagl'uomini.

...Vi è alcun clima nel quale il fisico ha una tal forza che il morale diviene quasi impotente (367)...

Un libro classico della Cina considera come un prodigio di virtù il trovarsi da solo a solo con una donna in un appartamento fuor di soggezione e non usarle violenza (368).

367. Conseguenza dedotta dal fatto e non dalla raggione; il morale agisce ancora sul fisico, ma dove si ha una morale tutta favorevole alle inclinazioni fisiche, dove si è fatto un abito contrario o che l'estrema violenza fatta al fisico non dal morale ma da una forza straniera moltiplica il desiderio e la forza di esso, è naturale che succeda ciò che dice l'autore.

368. Non dico usarle violenza, ma trovarsi con una bella donna fuor di soggezione e non tentarla, per un giovanotto che abbia qualche raggione per poter sperare egli è anche in Francia un atto di virtù non ordinario; altro è che essa poi abbia a succombere come alla Cina, questo non dirò certo.

CAPO 9.

Connessione del governo domestico col politico.

...Supponiamo per un momento che la leggerezza di spirito, le indiscretezze, i gusti, i disgusti, le passioni grandi e piccole delle nostre donne fossero trasportate in un governo d'Oriente con tutta quella attività e libertà colla

quale si trovano fra di noi; qual è il padre di famiglia che potesse essere un sol momento in pace? Dappertutto gente sospetta, dappertutto inimici. Lo Stato sarebbe agitato e correrebbe a rivi il sangue (369).

369. Siché guardiamoci che, in vece di portar in Oriente le leggierezze delle nostre donne, non venga fra noi il despotismo d'Oriente, per la qual cosa non è già necessario d'introdurre il maometanismo.

Capo 12.
Del pudore naturale.

Tutte le nazioni d'accordo hanno naturalmente concepito del disprezzo per l'incontinenza delle donne (370)...

Dunque non è vero che l'incontinenza seguiti le leggi della natura, anzi ella è una violazione di queste leggi (371)...

Quando dunque la forza fisica di alcun clima arriva a violare la legge naturale dei due sessi e degl'esseri intelligenti (372), tocca al legislatore a far leggi civili che costringano la natura del clima a ristabilire le leggi primitive.

370. Eccettuate le nazioni puramente naturali, voglio dire i veri selvaggi, dove non vi è proprietà di donne. La legge di pudore delle donne, parlando filosoficamente, è una conseguenza dell'idea di proprietà e della superiorità mascolina e le usanze stabilite fanno spesso attribuire alla natura ciò che è pura opera degli uomini. Fra noi, per esempio, un fratello con una sorella... fa orrore, sembra contro la natura, eppure nazioni intiere si sposavano le sorelle.

371. Una donna veramente selvaggia non conosce né incontinenza, né pudore, seguita i suoi bisogni e i suoi desideri; ricuserà se non desidera, non farà la minima difficoltà se gliene nasce il desiderio.

372. Dunque vi è più di una natura, perché cos'è altro la forza del clima, che la natura? Quando si vogliano accomodare i principii alle nostre conseguenze, è facile il contradirsi.

Capo 16.
Della ripudiazione e del divorzio fra i Romani.

...La legge non esiggeva cause per il divorzio (373)...

373. E così esser deve; Giustiniano, che ha voluto variare, ha aggiunto questo ai tanti altri suoi spropositi.

Libro XVII.
COME LE LEGGI DELLA SCHIAVITÙ POLITICA SONO RELATIVE ALLA NATURA DEL CLIMA

Capo 2.
Differenza tra i popoli intorno al coraggio.

...Non è dunque da stupirsi che la debolezza dei popoli meridionali gl'abbia quasi sempre resi schiavi e che il coraggio dei settentrionali gl'abbia mantenuti liberi (374). Egli è un effetto che deriva dalla causa naturale. La stessa cosa si è trovata in America; gl'imperi despotici del Messico e del Perù erano verso la linea ed i piccoli popoli liberi erano e sono ancora verso i poli (375).

374. Non so se chiami liberi i moscoviti, i sudditi dei palatini polachi ecc., o se costì non sia freddo il clima.

375. Io crederei quasi che, se il clima deve influire, il clima temperato sia quello della libertà ed il solo estremo di caldo e di freddo renda gl'uomini più sofferenti di schiavitù; perché, alla fine, abbiamo provato il coraggio eroico degl'orientali quando il legislatore glielo ha saputo risvegliare, siché non gli si può negare, eppure costì fa caldo davvero.

Capo 3.
Del clima dell'Asia.

...Vediamo pure nelle stesse relazioni che la Gran Tartaria che si trova al meriggio di Siberia è anco assai fredda e non si coltiva, solo vi si trovano de' pascoli per le (376) pecore...

376. Dove vi sono pascoli, se non si coltiva, ella è incuria: il terreno che può produrre da sé l'erba verde può produrre altre cose ancora.

Capo 6.
Altra causa fisica della schiavitù dell'Asia e della libertà d'Europa.

...La potenza deve adunque esservi [in Asia] sempre despotica (377), perché, se la schiavitù non è la maggiore possibile, si formeranno facilmente delle divisioni che la natura del paese non può soffrire...

377. Questa è quella conseguenza alla quale non posso sottoscrivere; se fosse divisa troverebbe ben l'industria degl'uomini, figlia della libertà, le maniere d'esistere.

CAPO 7.

Dell'Affrica e dell'America.

...L'Affrica è in un clima simile al meridionale dell'Asia ed è nella stessa schiavitù (378)...

378. Cartagine però era libera e lo fu longo tempo, e quando si vidde sul ponto di essere soggiogata, fece, ridotta agl'estremi e senz'armi, tutti quei sforzi che può arrivare a fare il maggior entusiasmo di libertà e di patriotismo. Il clima colla schiavitù non ci ha che far nulla. Tutte le antiche republiche della Grecia non sono adesso in schiavitù? Era forse diverso allora il clima?

LIBRO XVIII.

DELLE LEGGI RELATIVE ALLA NATURA DEL TERRENO

CAPO 1.

Come la natura del terreno influisca nella legislazione.

...Gl'agricoltori, che compongono la maggior parte del popolo, non sono così gelosi della loro libertà, essi sono troppo occupati dai loro affari particolari (379)...

Chi forma il buon partito? - dice Cicerone ad Attico - saranno forse i commercianti, gl'agricoltori, fuorché si vogliamo persuadere che siano nemici della monarchia, essi ai quali tutti i governi sono uguali ogni qualvolta sono tranquilli? (380)...

La sterilità del terreno attico vi stabilì il governo popolare e la fertilità del laconico il governo aristocratico (381)...

379. Lo sono assai più dei cittadini per mille raggioni: 1. Per la qualità istessa delle loro occupazioni che li rende più intolleranti e più liberi: la libertà fisica del loro corpo gl'ispira naturalmente la libertà morale. 2. Essi non possono sentire il minimo vantaggio dalla schiavitù, né dalla soverchia dipendenza, ne avrebbero solo i svantaggi. 3. Essi per altra parte si sentono la forza fisica assai più che i cittadini amolliti dalla vita commoda ed agiata che si fa nelle città; e tante altre raggioni che dir si potrebbero. Di fatti l'Agro Romano è fertilissimo e gl'agricoltori di Roma antica avevano lo spirito di libertà più degl'altri concittadini; ancor presentemente in Roma quella parte che è più accosta alla campagna che in città rissente meno la città, vale a dire i transteverini, ha ancora nell'intelletto il sangue troiano, che

dalle vene gl'è uscito ch'è un pezzo, ed ha più volte dati dei segni di non essere così lontana dalla libertà antica; e questo, non ostante che il governo di Roma sia ancor di presente quasi republicano: i cardinali, i principi romani, sono quasi quel che erano altre volte i senatori ed il papa non fa certo tutto quello che gli verrebbe in mente; è vero che a ben definirlo egl'è piutosto un'anarchia; ma, a buon conto, sia la debolezza del governo la causa quanto si vuole, il fatto però si è che vi si gode una gran libertà e che v'è più da temere in Roma da tutti gl'altri principi d'Europa che dal principe romano.

380. Cicerone[1] parlava in un tempo che si cercava col lumicino il buon partito e non si trovava, né in campagna, né in città. Del resto egli dice *ogniqualvolta sono tranquilli*, e chi ha mai visti tranquilli gl'agricoltori colla schiavitù? E se non essendo tranquilli non è più loro indifferente il governo, dunque non sarà mai loro indifferente la libertà, la sola dalla quale possano riconoscere la tranquillità.

381. Non so qual dei due fosse più popolare, quello di Licurgo o quello di Solone; qui l'autore sembra aver voluto confondere le idee per accomodarle a' suoi principii.

Capo 2.

Continuazione dello stesso sogetto.

... Gl'abitatori delle montagne conservano un governo più moderato, perché sono meno esposti alle conquiste. Si diffendono facilmente, è difficile l'attaccarli, le munizioni di guerra e di bocca difficilmente si radunano e si portano contro di essi e con molta spesa, perché il paese non ne somministra; egli è dunque più difficile far loro la guerra e più pericoloso l'intraprenderla e tutte le leggi che si fanno per la sicurezza del popolo vi hanno meno luogo (382).

382. Queste sono le vere raggioni per cui si trova più facilmente nelle gran pianure il governo dispotico e quello di molti nelle montagne. Le altre che disse prima non sono troppo convincenti. [Ed allora egli ci dirà la vera raggione che è quella istessa sulla quale ha egli fondato in particolare il despotismo d'Asia; nelle montagne è più facile difendere la libertà che nelle pianure, massimamente adesso che con pochi canoni e un po' di cavalleria fanno una strage immensa nelle pianure che non hanno riparo, in vece che nelle montagne quanto

1. Cfr. Cicerone, *Ad Atticum*, libro VII, lettera 7.

più sterili e per conseguenza alpestri esse sono, tanto meno vi è da guadagnare, bisogna di sputare col sangue un palmo di scoglio, che dopo guadagnato s'arrischia di tornarlo a perdere l'indomani; o almeno si è guadagnato nulla]. Se i Svizzeri fossero stati in pianura non avrebbero potuto resistere alla potenza austriaca. [In molte pianure bisognerebbe che gl'uomini liberi comperassero a dirittura una poderosa armata da opporre all'altra che li volesse soggiogare, un'armata provista d'ogni cosa che volessero anche surrogare la perdita ecc. nel modo che si fa adesso la guerra; dove si trova tutto questo? Ecco perché gl'agricoltori talvolta schiavi sono costretti rodere in secreto e baciare in publico le catene di schiavitù]. In Ollanda, dove hanno altri mezzi per ripararsi, hanno saputo scuotere il giogo e mantenere la libertà.

Capo 5.

Dei popoli dell'isole.

...I conquistatori sono arrestati dal mare; le isole non sono comprese nelle conquiste e conservano più facilmente le loro leggi (383).

383. I Romani però amavano assai la conquista dell'isole.

Capo 6.

Dei paesi formati coll'industria degl'uomini.

...Bisognava che la potestà vi fosse moderata, come lo era altre volte in Egitto e come lo è ancora in oggi in quella parte dell'impero turco (384)...

384. Il ciel ci guardi dalla moderazione di quel paese.

Capo 10.

Del numero degl'uomini relativamente al modo con cui essi si procurano il vitto.

Quando le nazioni non coltivano i terreni, gl'uomini vi si trovano in questa proporzione. Come il prodotto di un terreno incolto sta al prodotto di un terreno coltivato, così il numero dei selvaggi in un paese è al numero dei coltivatori in un altro, e quando il popolo che coltiva i terreni coltiva ancora le arti, allora il numero dei selvaggi sta al numero di questo popolo in raggione composta del numero dei selvaggi a quella dei coltivatori e del numero di questi a quello degl'artiggiani (385)...

Il loro paese è per l'ordinario pieno di selve e, siccome gl'uomini non vi hanno procurato il corso libero all'aque, il paese è pieno di maremme, nelle quali si radunano e formano tante piccole nazioni (386)...

385. Vi mancano ancora altri piccoli dati a questo calcolo, la maggiore o minore produzzione del terreno selvaggio, la maggiore o minore fertilità del coltivato, la maggiore o minore cacciaggione e pesca fra i selvaggi, il maggiore o minore commercio d'introduzzione di generi esteri per la vita nei coltivatori, il maggiore o minore commercio e industria per le arti, il maggiore o minor lusso, in somma la maggiore o minore popolazione e le cause che la producono o l'impediscono.

386. Non mi pare probabile, che il corso di tutti i fiumi del mondo sia stato manufatto dagl'uomini.

Capo 11.

Dei popoli selvaggi e dei popoli barbari.

Fra i popoli selvaggi ed i popoli barbari vi è questa differenza, che quelli sono composti di tante piccole nazioni disperse, le quali per qualche particolare raggione non possono riunirsi (387), e questi sono per l'ordinario piccole nazioni che possono riunirsi (388)...

387. Ossia che non hanno alcuna raggione che li costringa a riunirsi.

388. Sarebbe meglio deffinire cosa s'intende per questa parola barbari: se s'intende l'ignoranza, i selvaggi dispersi non hanno maggior sapere; se s'intende la crudeltà, ven'ha dei riuniti non crudeli e dei sparsi crudeli; gl'antichi chiamavano barbari quelli che non erano come loro; i Romani barbarissimi nella loro origine, secondo qualunque senso che si voglia dare a questa parola, perché ignorantissimi, incolti e crudeli chiamavano barbari i Greci; noi siamo soliti aplicare questo nome più alle nazioni incolte ed ignoranti che alle crudeli; ora in questo senso i selvaggi sono barbari anch'essi.

Capo 12.

Del diritto delle genti dei popoli che non coltivano le terre.

Quei popoli, siccome non vivono in un terreno limitato e circoscritto avranno fra di loro molte occasioni di dispute e si disputeranno la terra incolta, come fra noi si disputano i cittadini le eredità (389)...

389. I Calmuchi, che sono pastori ed insieme guerrieri all'occasione, non hanno mai fra di loro la minima disputa per il terreno e, quando l'hanno coi forestieri, se possono evitarla, l'evitano sempre; se la necessità li costringe, combattono con tutto il coraggio d'una nazione libera.

Capo 13.

Delle leggi civili fra i popoli che non coltivano le terre.

...Questi popoli sono erranti e si spandono o per le selve o per i pascoli. Il matrimonio non sarà così fisso e determinato come fra noi, che è fissato dalla coabitazione e che la moglie è legata ad una famiglia; possono dunque più facilmente cambiar di moglie, averne molte e talvolta anco framischiarsi come le bestie (390)...

Epperò devono camminare tutt'insieme, tanto più che vivendo essi per l'ordinario in grandi pianure dove non vi sono fortezze nelle quali poter mettere le moglie e figli in sicuro, diverrebbero essi la preda dei loro nemici (391)...

390. I selvaggi cacciatori e veramente dispersi a segno che non si possono considerare come popoli, perché un individuo ha niente di comune coll'altro, non hanno matrimonio niente affatto, si servono delle donne quando le incontrano e che ne nasce loro il desiderio e nemmeno vi è fra loro l'amore che si vede fra alcune bestie; in somma sono come li ho descritti sopra alla nota [12]. Subito che sono riuniti o in piccole o in grandi nazioni, non importa, ma che vi sono alcuni uomini i quali hanno formata fra di loro una qualche società, che hanno qualche cosa in proprietà, o bestie, o sito di caccia, o di pesca ecc., la prima proprietà che viene in mente d'avere è quella d'una moglie; non vi è fra loro poligamia, perché fra uomini liberi nessuno si sente di privar sé per soddisfare l'inutile maggior voluttà che aver potesse un altro; ma questa non vi è neppure, perché non sono così puri e semplici i costumi in alcuno luogo come fra i veri pastori; fra essi vi è tutta quella che noi chiamiamo malizia, senza essere malizia, perché non essendo animate le passioni da una immaginazione fervida, anzi smorzate dalla vita campestre, quello che farebbe fra noi un segno di sfacciata incontinenza non significa niente fra loro, in somma sono specie di cinici, ma cinici savii, modesti e incapaci di disturbare la pace altrui: e questi son quelli che noi per l'ordinario chiamiamo barbari. Quelli poi che cominciano accostarsi alle nostre società sono costretti ad accostarsi ancora ai nostri vizii e ai nostri rimedi.

391. Camminano così i Calmuchi e uomini, donne, figli e cavalli tutti insieme, così pure que' Tartari così famosi per i loro cavalli.

CAPO 15.

Dei popoli che conoscono l'uso della moneta.

...Arrivate solo per qualche caso presso un popolo non conosciuto: se vi trovate una moneta, siate certo che siete arrivato in una nazione colta (392)...

392. Tutta la costa di Barbaria conosce ed ha monete, tuttavia que' popoli hanno una certa coltura, che mi stimerei assai più fortunato di aprodare agl'Ottantot[i] che trovarmi fra quella razza punica.

CAPO 19.

Della libertà degl'Arabi e schiavitù dei Tartari.

...Non sono condannati alla schiavitù civile, perché ella sarebbe gravosa in una nazione semplice, alla stessa nazione che non ha terre a coltivare e non ha bisogno d'alcun servizio domestico; per ciò i vinti non fanno che accrescere la nazione. Ma in vece della schiavitù civile è facile a concepire che ha dovuto introdursi la politica (393).

Di fatti in un paese nel quale le diverse piccole società sono sempre fra di loro in guerra e si conquistano continuamente le une l'altre, in un paese dove per la morte del capo il corpo politico di ciascheduna società vinta è sempre distrutto, la nazione in generale non può troppo esser libera, perché non v'è una sol parte che non debba essere stata moltissime volte soggiogata (394)...

393. Io confesso che non capisco la necessità di questa conseguenza, anzi mi pare assai più naturale che dove non vi può essere la schiavitù civile non vi debba essere nemmeno la politica.

394. Posto questo, a quest'ora dovrebbe essere rimasta tutta d'un solo o che, dopo di essere vinte, si tornano a separare o scuotono il giogo del vincitore; se sanno far questo, perché non potranno esser liberi? Davvero non mi so persuadere di questa necessità e probabilmente la loro schiavitù politica o non è quale la crediamo o nasce da qualche altra causa ben particolare che non conosciamo e difficilmente conosceremo, perché non possiamo troppo viaggiare in que' paesi.

CAPO 22.

Di una legge civile dei popoli germanici.

...Secondo la legge salica, tutti i fratelli succedevano ugualmente alla terra ed era così ancora la legge de' Borguignoni, epperò presso i Franchi ed i Borguignoni tutti i fratelli succedettero alla corona, se non che vi furono presso i Borguignoni alcune violenze, assassinii ed usurpazioni (395).

395. Vi sarebbe da che fare una ben longa disertazione sopra tutto ciò che ha con molto fondamento detto l'autore intorno alla legge Salica, e non è qui il luogo proprio. Dirò solo che anche nei tempi che essa era ancora in vigore e che era lecito in Italia di vivere secondo una delle tre leggi, Salica, Longobarda e Romana, la legge Salica è stata diversamente interpretata, secondo le varie circostanze e si è talora perfino preteso che la legge Salica importasse il diritto di primogenitura con appanaggio ai cadetti e certo la legge Salica non vi ha mai pensato, né quei buoni Germani nelle machie avevano in capo la stravaganza della primogenitura nata nel lusso, dritto che quanto è necessario non che utile nel principato, perché, o si dividerebbe la podestà e sarebbe mutata la forma di governo, o si dividerebbero i Stati e si indebolirebbero tutti, altrettanto è inutile, anzi dannoso, in tutte le altre successioni, prescindendo ancora dalla estrema ingiustizia che contiene. Io vivo in un paese dove ella è stabilita, quantunque però ristretta ai soli nobili, per conseguenza assai meno male. Io sono primogenito, e per conseguenza per il privato mio interesse ne sento vantaggio, ma lo sacrificherei volentieri, se questo bastasse per rimediare al torto che questo stabilimento fa ogni giorno a' tanti cadetti ed ai mali gravissimi che quindi ne derivano.

Libro XIX.

DELLE LEGGI RELATIVAMENTE AI PRINCIPII DAI QUALI DIPENDONO LO SPIRITO GENERALE, I COSTUMI, LE USANZE D'UNA NAZIONE

Capo 3.

Della tirannia.

...I primi Romani non volevano i re, perché non ne potevano soffrire la podestà; i Romani d'Augusto non volevano i re, perché non ne volevano soffrire le usanze (396)...

396. Io credo che fosse più tosto quel nome che fosse rimasto così odioso presso i Romani per la troppa superbia del discacciato Tarquinio; e i popoli conservano quegl'odii materiali più che gl'altri.

CAPO 6.

Che non bisogna voler coreggere ogni cosa.

...Ci lascino come siamo. La nostra indiscretezza, unita alla poca nostra malizia, fa che le leggi che volessero contenere il nostro genio sociabile non sarebbero utili (397).

397. Questi due capi con i seguenti, che appartengono alla patria dell'autore, provano quanto sia difficile di perdere i pregiudizi nazionali, poiché non gl'ha perduti un uomo simile, ma non provano quel ch'egli vorrebbe.

CAPO 7.

Degl'Ateniesi e de' Lacedemoni.

...Non si sarebbe ricavato più da un atteniese con annoiarlo che da un lacedemone con divertirlo (398).

398. E chi ignora che questo spirito è stato una conseguenza della diversissima legislazione e che Licurgo ha, per dir così, ripastati i suoi Lacedemoni, gl'ha fatti cambiare di spirito, di genio, d'inclinazioni, di costumi, d'ogni cosa?

CAPO 8.

Effetti del genio sociabile.

...Il clima che dà ad una nazione il genio di communicare colle altre (399) le dà anche un genio per le mutazioni, ossia di volubilità, il quale gli forma il buon gusto (400). La società delle donne corrompe i costumi e forma il buon gusto (401)...

Le mode sono un oggetto importante (402); a forza di riempire lo spirito d'inezie si vengono ad aumentare continuamente i rami del suo commercio (403).

399. Anche costì il clima ci ha che fare così poco; non v'è altro che gl'eccessi di caldo e di freddo che frappongono degl'ostacoli per communicare e trattarsi con frequenza: tutto il resto non ha che fare col clima.

400. Nome vuoto di senso, come sono prive di sostanza le cose sulle quali s'aggira; cosa s'intende per buon gusto? Aver l'abito tagliato in modo più che in un altro e cose simili e quello che ieri era buon

gusto oggi è cattivo gusto? Secondo il mio modo di pensare, a queste proposizioni vi manca non il buon gusto, ma il buon senso.

401. Fa una bella cosa; e poi questo buon gusto non significa altro che communicare agl'uomini le debolezze e i vizii delle donne.

402. Supposto per vero che l'importanza possa consistere in quanto vi è di più frivolo ed incerto.

403. Non so qual proffitto abbia fatto la Francia con questi suoi rami di commercio; ella ha accresciuta la richezza precaria ed incertissima delle manufatture ed ha quasi perduta la vera reale ed intrinseca dell'agricoltura (vedi *Les intérests de la France mal entendus*) [1].

Capo 9.

Della vanità ed orgoglio delle nazioni.

La vanità è un mezzo altretanto utile al governo quanto è dannoso l'orgoglio. Basta considerare per una parte i tanti ed innumerevoli vantaggi che derivano dalla vanità: il lusso (404), le arti, le mode, la pulizia, il buon gusto (405), e dall'altra i tanti mali che produce l'orgoglio di alcune nazioni: l'ozio, la povertà, l'abbandono e non curanza d'ogni cosa, la distruzzione delle nazioni che il caso ha fatto cadere nelle loro mani e la loro medesima (406)...

Le donne dell'India credono vergognoso per esse d'imparare a leggere; dicono che ciò appartiene alli schiavi che cantano i cantici nelle pagode. In una casta esse non filano, in un'altra non fanno altro che canestri e natte, non devono pestare il riso, in altra non devono andare a domandar dell'acqua. L'orgoglio ha stabilite queste regole, convien seguitarle (407)...

404. Ne ho già parlato dissopra alla nota [156] e non lo posso considerare che tutt'al più per un male sopportabile in qualche paese per evitarne dei maggiori.

405. E fra tutti questi tanti vantaggi non ci vedo mai i buoni costumi, le virtù morali e sociali; non si trova altro che leggierezze, idiozie e debolezze feminili.

406. Trasportate queste nazioni in un terreno ingrato, sterile e non saranno più oziose per quanto abbiano d'orgoglio; la fertilità e

1. Cfr. A. Goudard, *Les intérêts de la France mal entendus dans les branches de l'agriculture, de la population, des finances, du commerce*, Amsterdam, 1756, 3 voll.; Paris, 1757, 2 voll. (cfr. A. A. Barbier, *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, Paris, 1882, vol. II, col. 954).

l'aver pochi bisogni ed avere con che soddisfare abondantemente ai medesimi rende gl'uomini oziosi, e non l'orgoglio. Intorno al resto, si sa che per lo meno vi ha avuta la maggior parte una superstizione e un mal inteso zelo di relligione, unito ad una naturale crudeltà e fierezza d'una nazione meridionale, che per la maggior parte ha nelle vene il sangue dei barbari che l'hanno tanto tempo occupata.

407. Eppure la Cina non è una nazione oziosa, anzi laboriosissima; ma il fatto si è che questi effetti possono essere prodotti da molte cause e le debolezze che ha narrate l'autore delle donne cinesi, se non l'istesse, consimili almeno si vedono quasi dappertutto, toltone i paesi nei quali regna la semplicità e i buoni costumi.

Capo 14.

Quali sono i mezzi naturali per cambiare i costumi e le usanze di una nazione.

...L'impero del clima è il primo impero (408)...

408. Cioè nel clima freddo non bisogna pretendere di dare usanze che diaccino.

Capo 16.

Come alcuni legislatori abbiano confusi i principii che governano gl'uomini.

...Licurgo fece un solo codice per le leggi, i costumi e le usanze e i legislatori della Cina fecero lo stesso. Non bisogna stupirsene, perché a Lacedemone ed alla Cina i costumi rapresentavano le leggi e le usanze rapresentavano i costumi (409)...

Di fatti liberarsi dalle regole di civiltà non è egli cercare il mezzo di dare maggior commodo ai suoi diffetti? (410)...

Licurgo, le di cui istituzioni erano dure non ebbe la civiltà per ogetto nel formare le usanze, egli prese di mira quel spirito guerriero che ispirar voleva al suo popolo. Uomini sempre correttori o sempre corretti, che sempre istruivano o erano istrutti, ugualmente semplici e rigidi, esercitavano piutosto fra loro le virtù che non si usassero de' riguardi (411).

409. Quando si fa una legislazione tutta d'un pezzo per un popolo nuovo o per un popolo che si rende nuovo con una totale mutazione, queste cose si possono fare, perché allora tutto è ugualmente forte nel cambiamento ed ugualmente dolce; allora i costumi e le usanze hanno ad essere per dir così leggi, perché vengono tutto ad un tratto e nuove e diverse; ma quando si raggiusta solamente un codice di leggi, o che si fa anche intiero, ma ad un popolo non suscettibile di

totale cambiamento, vi vuol molta circospezione e la regola che ha data l'autore è una delle principali ad osservarsi dal legislatore.

410. Non è sempre così e le seccantissime cerimonie introdotte nella società che si trovano scritte nel galateo sono esse medesime non un diffetto ma un vizio, perché se non altro sono una congerie di false espressioni e di finzioni.

411. Cosa è meglio le virtù o i riguardi?

Capo 18.

Conseguenze del capitolo precedente [*proprietà particolari al governo della Cina*].

...La religione cristiana, che commanda la carità, l'amor del prossimo, un culto publico, la partecipazione ai medesimi sacramenti (412), sembra esiggere che tutto si riunisca e i riti della Cina sembrano prescrivere che tutto si separi...

412. L'umiltà, la maggior possibile uguaglianza fra gl'uomini, se non di sostanze almeno di spirito e quella ancora per quanto è possibile, perché condanna espressamente il fasto, la vanità, vuole tutta la dolcezza nel commando, e per conseguenza repugna così direttamente al despotismo come il bianco al nero.

Capo 20.

Spiegazione di un paradosso sui Cinesi.

...Chi compra deve sempre portar seco la sua bilancia, perché tutti i mercanti cinesi ne hanno tre, una abondante per comprare, una scarsa per vendere ed una giusta per quelli che conoscono essere accorti (413)...

413. O che i semplici ci nascono, o che ci vanno a squadre, o che a quest'ora dovrebbero essere loro divenute inutili le due bilancie fraudolente; l'inganno ha questo che quando l'ingannatore si trova con altri ingannatori egli si distrugge da sé e richiama per necessità la buona fede; né può operare che coi semplici; se alla Cina son tutti ingannatori, io non comprendo come l'inganno non si sia ancora distrutto da sé.

Capo 22.

Continuazione del medesimo sogetto [come le leggi debbano essere relative ai costumi ed alle usanze].

...Ma, dice lo stesso Platone, quando un popolo non è così religioso, non si può far uso del giuramento che nelle occasioni nelle quali quello che giura non ha alcun interesse, come il giudice e i testimoni (414).

414. E chi assicura che i testimoni non abbiano interesse? Quando il popolo non è religioso, il giuramento è la peggior prova; e l'adoprare in ogni cosa il giuramento fa perdere al popolo la religiosità che potesse avere a questo riguardo; uno che una volta giuri il falso e non s'apra la terra per ingoiarlo, non venga dal cielo un fulmine per incenerirlo è finito il ribrezzo, l'orrore dello spergiuro. Quando il giuramento è riservato ai casi gravi e che accadono di rado non è difficile d'ispirare al popolo la religione per il giuramento.

Capo 27.

Come le leggi possono contribuire a formare i costumi, le usanze ed il carattere di una nazione (415).

415. Questo capo contiene una bellissima storico-politica descrizione della nazione inglese ed insieme è uno dei soliti diffetti del nostro autore, il quale si serve troppo degl'esempi per fondare i suoi principii e per provare le sue proposizioni. Gl'esempi servono per provare le cose di fatto o per far meglio comprendere le nostre idee, ma gl'esempi non sono mai stati un argomento. Quando uno se ne vuol servire a quest'uso (che è il vizio generale del secolo) non si fanno che seducenti, graziosi ed eruditi sofismi, come è questo dell'autore, il quale è doppio: uno consiste in attribuire tutte le più piccole particolarità della nazione inglese ad una necessaria derivazione della legislazione, del clima ecc., e l'altro è nel dedurre dai fatti particolari d'una nazione una conseguenza universale, cioè che questi provino il principio universale da esso stabilito. Altro è dopo provati con sode ed intrinseche raggioni i suoi principii far osservare che di fatti concordano le conseguenze e i casi che succedono, altro è di derivare da questi fatti i principii. Quando in tutto il mondo due cose si fossero sempre viste andare insieme, egli non sarebbe ancora un argomento bastante per dire che non possano andar disgiunte, né che una sia causa all'altra o cose simili; tanto più fatti, per i quali ad ogni tratto bisogna [badare] all'obiezione d'altri fatti che discordano.

LIBRO XX.

DELLE LEGGI RELATIVAMENTE AL COMMERCIO CONSIDERATO NELLA SUA NATURA E NELLE SUE DISTINZIONI

CAPO 1.

Del commercio.

...Egli si può dire che le leggi di commercio perfezionano i costumi per l'istesse raggioni che le medesime leggi corrompono i costumi. Il commercio corrompe la purità de' costumi, così si lagnava Platone. Noi vediamo ogni giorno che si raddolcisce e ripulisce i costumi barbari (416).

416. È vero e l'uno e l'altro: il commercio toglie la virtù e nel dare la mollezza e la necessaria communicazione toglie la ruvidezza, la crudeltà e rende le nazioni colte.

CAPO 2.

Dello spirito di commercio.

...Ma quando i Germani ebbero fondati dei regni l'ospitalità si rese loro gravosa. Questo si vede da due leggi del codice de' Borguignoni, delle quali una inflige una pena a qualunque barbaro che avesse condotto un forestiere alla casa di un Romano, e l'altra stabilisce che chi riceverà un forestiere sarà indennizato dagl'abitanti ciascheduno per la loro quota (417).

417. In un paese commerciante l'affluenza de' forestieri rende impraticabile l'ospitalità; nei paesi che non hanno commercio affatto sono così rari i forestieri che una locanda non potrebbe sussistere, siché bisogna che vi sia l'ospitalità.

CAPO 4.

Del commercio nei diversi governi.

Il commercio è relativo alla costituzione. Nel governo d'un solo egli è fondato sul lusso e l'unico suo ogetto è di procurare alla nazione tutto ciò che può servire al suo orgoglio, alle sue delizie, ai suoi capricci (418)...

Un commercio conduce ad un altro: il piccolo al mediocre, questi al grande e chi ha avuto tanto desiderio di guadagnar poco arriva a mettersi in uno stato nel quale non ha meno desiderio di guadagnar molto (419)...

418. In Inghilterra non ha per ogetto le cose frivole, ma le cose sostanziali e la richezza della nazione; si dirà che quello è un governo

misto; ed io rispondo che se vi è una vera monarchia è l'Inghilterra e Svezia; le altre che si chiamano tali sono apponto i governi misti.

419. Sono rarissimi quelli che hanno passata la vita in far commerci piccoli che siano capaci d'intraprenderne un grande; ne temono i pericoli e, per altra parte, i piccoli sono meno lucrosi ma più sicuri; questi tali hanno fatta una sorte con questo genere di commercio, non se la sentono di abbandonarlo per intraprenderne un altro nel quale non sanno vedere che i pericoli; ma succede bensì che i loro figli, i quali cominciano a trovarsi con fondo competente e superiore all'esigenza del piccolo commercio, desiderosi di guadagnare (l'idea di guadagno si proporziona in loro a quella delle forze che si trovano), e questi intraprendono i commerci grandi.

Capo 9.

Stabilimento proprio al commercio d'economia.

...In questi governi [monarchie] non vi è mai stato alcuno che abbia avuto o potuto avere un tesoro fuorché il principe e, dove ve n'è un altro, quando arriva ad essere eccessivo diventa subito il tesoro del principe (420).

420. Quando anche vi fosse un banco stabilito dalla società di commercio, che questi avesse segni immaginarii, cioè biglietti o avesse monete, secondo me, non ne verrebbe la conseguenza che dice l'autore, perché: 1. La società di commercio avrebbe sempre un gran fondo senza avere un tesoro, perché l'avere questo fondo dipende apponto dal tenerlo in moto e circolo, non mai tesaurizato. 2. Il principe m'immagino che non per questo avrebbe minori entrate; ora, se egli ha sempre le istesse entrate, è un errore il dire che la sua facoltà fosse uguale a zero. 3. Ciò non li toglierebbe il diritto di servirsi per i bisogni dello Stato delle richezze de' particolari, siano esse in un corpo morale o divise tra i corpi fisici non importa; e questo non farebbe altro che rendere più facili le imposizioni, più ricco lo Stato, e per conseguenza il principe. L'unica buona difficoltà è quella che il principe se n'impadronirebbe, ma per questo bisogna suporre un principe che pensi come quei selvaggi che tagliano l'arbore al calce per cogliere i frutti o quello d'Esopo che uccise l'oca che gli dava un ovo d'oro al giorno, credendosi di trovarvi in corpo la miniera.

Capo 10.

Continuazione del medesimo sogetto.

...Ma nel governo monarchico simili stabilimenti [porti franchi] sarebbero contro la raggione, perché non farebbero altro che sollevare il lusso dal peso delle imposizioni. Sarebbe privarsi dell'unico vantaggio che da esso si può ricavare e dell'unico freno che in un simile governo gli si potrebbe imporre (421).

421. Questa proposizione bisogna intenderla relativamente a tutti gl'altri principii per l'addietro stabiliti riguardo alle monarchie, cioè che in esse sia necessario il lusso e quello anzi che consiste nelle più frivole spese come è in Francia, che la monarchia sia uno Stato di una grande estensione come è la Francia, che i tributi siano per la maggior parte sulle merci ecc., perché altrimenti vi sono delle monarchie alle quali conviene benissimo il commercio d'economia, conviene un lusso sodo, ossia un'abbondanza di cose di sostanza, ai quali conviene regolare diversamente le imposizioni e dare tutta la libertà al commercio ecc., e queste possono benissimo avere un porto franco; non nego che senza buone raggioni sia un errore il stabilire il porto franco e privarsi d'un tributo, ma queste raggioni si possono dare anco facilmente in una monarchia, massimamente quando non è molto estesa.

Capo 12.

Cosa distrugga questa libertà.

Dove vi è commercio vi sono dogane (422)...

Bisogna dunque che lo Stato sia neutro tra la sua dogana ed il suo commercio e faccia in maniera che queste due cose non s'attraversino una l'altra (423)...

In Inghilterra le dogane sono per regìa e vi si trova una facilità particolare per negoziare (424)...

422. Secondo me, potrebbero queste ridursi a poco assai; ne ho parlato altrove.

423. Toltone i Stati liberi commercianti, nei quali il commercio è un articolo di Stato, in tutti gl'altri è così difficile d'ottenere questa neutralità, come è difficile che si trovino tutti i giorni il principe illuminato ed il ministro galantuomo. Se queste due cose non si trovano insieme, non è più possibile la neutralità.

424. E in alcuni altri luoghi sono anche per regìa e vi si trovano tutti gl'incommodi possibili per negoziare; non è la regìa o la ferma è l'essere il codice delle dogane chiaro e fisso, non oscuro e vario, che dia luogo all'arbitrario, non essere pieno di formalità, di seccature e perfin di vessazioni e non essere eccessivo, che fa o distrugge la libertà, ecco perché. Perché sia tale bisogna che si trovi nello stesso tempo il principe illuminato ed il ministro galantuomo.

Capo 13.

Delle leggi di confisca delle merci nel commercio.

Il Gran Diploma della nazione proibisce di confiscare in caso di guerra le merci dei negozianti forestieri, salvo per diritto di rapresaglia (425)...

425. Che vi si trova, sempre che si vuole.

Capo 14.

Dell'obligazione di corpo per i debiti.

...Questa legge è ottima per gl'affari civili ordinarii, ma abbiamo raggione di non osservarla nei debiti di commercio, perché i negozianti, essendo costretti di confidare grosse somme a tempo, spesse volte assai breve, di darle e riprenderle, bisogna che il debitore sia pontuale a sodisfare al tempo fissato, locché suppone l'obligazione corporale (426).

Negl'affari civili questa legge sarebbe cattiva, perché sarebbe estimar più i commodi di un cittadino che la libertà di un altro, ma nelle convenzioni che derivano dal commercio la legge deve stimar più il commodo publico che la libertà del cittadino, locché però non toglie le restrizzioni e limitazioni che l'umanità e la buona polizza possono esiggere (427).

426. Desidererei sapere di tanti negozianti falliti, quanti si siano lasciati cogliere e carcerare. Questo è il calcolo che bisogna fare per poter assicurare la necessità o l'utilità di questa legge; se l'obligazione corporale è quasi sempre delusa e, se una volta alcuno vi è colto, tocca al negoziante galantuomo e sfortunato, non v'è legge più barbara. Ne ho parlato altrove (vedi *Delle leggi civili e reali*, seconda edizione, al capo dei contratti, paragrafo delle azioni dei creditori verso i debitori) [1].

427. Alcune di queste (vedi *ibidem*).

1. Vedi la mia nota alla p. 230.

CAPO 16.

Dei giudici per il commercio.

...Pochi si maritano più d'una volta, non si fa ogni giorno delle donazioni o dei testamenti (428)...

428. E di questi, quantunque uno se ne facesse al giorno, non vale che un solo, cioè l'ultimo; sicché si può anco dire che nessuno fa più di un testamento; ve n'ha anche troppo di questo.

CAPO 17.

Che il principe non deve commerciare.

Teofilo, vedendo un vascello nel quale vi erano merci per sua moglie Teodora, lo fece abbrucciare. *Sono imperatore* – diss'egli – *e voi mi fate un patrone di galera: in che maniera la povera gente potrà guadagnarsi il vitto se noi facciamo ancora il lor mestiere?* (429)...

429. Perché i principi non tengono queste parole scritte a caratteri d'oro ne' lor gabinetti?

CAPO 19.

Del commercio nella monarchia.

Egli è contro lo spirito del commercio che i nobili commercino nelle monarchie. Questo sarebbe pregiudiciale alle città, dicono gl'imperatori Onorio e Teodosio, e toglierebbe tra i mercanti ed i plebei la facilità di comprare e vendere (430). Egli è altresì contro lo spirito della monarchia. L'uso introdottosi in Inghilterra che permette ai nobili di commerciare è una delle cose che abbiano il più contribuito ad indebolire il governo monarchico (431).

430. Dove i nobili hanno delle grandi prerogative, vi entra nella sua proporzione l'istessa raggione che ha detta l'autore qui sopra a proposito del monarca; ma, dove tutte le prerogative si riducono ad aver l'ingresso in corte e ad essere un po' più osservati, se son richi, dove si disputa se i contadini nei suoi feudi siano obligati ad usar loro quegl'atti, non di rispetto, ma di civiltà che si usano con chiunque, che è di cavarsi il cappello passandogli vicino, i nobili che commercieranno non toglieranno certo la facilità delle compre e vendite.

431. Voleva dire il governo despotico e tirannico, perché così ha deffinito dissopra il governo che era prima in Inghilterra ed ha chia-

mato monarchico quello che vi è presentemente. E, se questo serve ad indebolire la tirannia, faccia il cielo che tutti i nobili del mondo commercino.

Capo 20.

Riflessione particolare.

...E, se da due o tre secoli a questa parte [la Francia] ha acresciuta continuamente la sua potenza, egli si deve attribuire alla bontà delle sue leggi, non alla fortuna, che non è costante a questo segno (432).

432. Chi avrebbe mai cuore di contradire ad un Francese che fa l'apologia della sua Francia?

Capo 21.

A quali nazioni sia dannoso il commercio.

...Se la Polonia non avesse commercio con alcuna nazione, i suoi popoli sarebbero più felici (433)...

Dico che quella nazione [Polonia] fiorirebbe di più, fuorché diventasse barbara, cosa che le leggi potrebbero prevenire (434)...

Non si dica adunque che le nazioni che non hanno bisogno di cosa alcuna siano quelle che discapitano in far il commercio, che sono anzi quelle che hanno bisogno di tutto (435). Non i popoli che bastano a lor medesimi, ma quelli che mancano di tutto che possono trovar vantaggio in troncare ogni commercio (436).

433. Ossia qualcosa meno che arciinfelicissimi; cotesto rimedio mi pare il colpo di grazia che si dà ai miseri giustiziati sulla ruota.

434. Niente di tutto questo seguirebbe a mio credere. I grandi, avvezzi al lusso ed al despotismo, maltrattarebbero sempre più i loro sudditi privi di cognizioni, esiggerebbero l'impossibile e tutto il vantaggio che ne derivasse sarebbe una probabile rivoluzione. Del resto pensare che volessero generosamente spogliarsi delle loro terre e distribuirle ai contadini, è un prestare a quei signori un modo di pensare, del quale, se fossero capaci, lo farebbero adesso, senza aspettare quel caso estremo e farebbero, ossia non farebbero, tante altre cose che sono l'evidente causa di tutti i disordini di quella pseudo republica.

435. Supposta una nazione che veramente avesse bisogno di niente affatto (cosa quasi impossibile) e che desiderasse di conservare una purità di costumi, a questa ancora sarebbe dannoso il commercio, se

non altro due mali gli produrrebbe: uno la corruzzione de' costumi, l'altro di farli nascere de' bisogni immaginarii che non aveva.

436. Che vale a dire diventar barbari, o selvaggi.

Libro XXI.
DELLE LEGGI RELATIVE AL COMMERCIO CONSIDERATO NELLE RIVOLUZIONI CHE HA AVUTE NEL MONDO

Capo 3.

Che i bisogni dei popoli meridionali sono diversi dai bisogni dei popoli del Nord.

...Che all'opposto i meridionali possono stare senza richezze ed è ciò che ha naturalizzata, per dir così, in essi la schiavitù; se possono stare senza richezza possono ancora più facilmente stare senza libertà (437). I popoli settentrionali hanno bisogno della libertà, perché questa gli dà i mezzi di soddisfare ai loro bisogni. Sono adunque questi popoli in uno stato forzato, se non sono o liberi o barbari, e i meridionali sono in un stato violento, se non sono schiavi (438).

437. Non mi pare che l'argomento sia troppo convincente. Che? C'è paragone tra la libertà (per chi la conosce) e le richezze?

438. A che paradosso lo conduce il sistema forzato di quasi tutto attribuire al clima!

Capo 6.

Del commercio degl'antichi.

...Una buona nave veliera profitta di tutti i tempi favorevoli, mentre che l'altra rimane in un posto difficile e si ferma molti giorni per aspettare un'altra mutazione di vento (439)...

Le navi dell'Indie che erano di gionco pescavano meno acqua che le greche e romane fatte di legno con del ferro (440)...

439. È vero però che gl'antichi navigavano più colle braccia, cioè coi remi, che colle vele ed allora costeggiando sono meno esposti a quelle lentezze, ma è vero però che anche remando, se si può far uso della vela, egli è un gran vantaggio, del quale poteva sempre profittare la nave veliera assai più che un pontone.

440. [La figura della nave è quella che molto contribuisce alla sua celerità; una nave troppo larga sarà sempre lenta, una nave longa che

taglia ben l'onda sarà sempre più veloce. Il pescare più o meno aqua produce quest'altro effetto che quella che pesca più aqua può carricar più di vele e quanto più piglia di vento tanto più cammina; quella che pesca poc'aqua, se si caricasse come l'altra di vele, avendo tutto il peso per aria perderebbe l'equilibrio che la tiene in piedi e si perderebbe].

Capo 8.

Cartagine e Marsiglia.

...Annone ci descrive un vulcano con tutti i fenomeni che vediamo adesso nel Vesuvio e ciò ch'egli dice di quelle due donne tutte ricoperte di pelo, le quali si lasciarono piutosto uccidere innanzi che voler seguitare i Cartaginesi e delle quali mandò le pelli a Cartagine non è (come si è preteso da alcuni) inverisimile (441)...

441. Un Europeo le avrebbe portate per forza a Cartaggine e non le avrebbe uccise.

Capo 9.

Dello spirito de' Romani intorno alla marina.

I Romani facevano stima delle sole truppe di terra, le quali combattono di piè fermo e nello stesso luogo o vincono o lasciano la vita. Non potevano aver stima dell'uso dei combattenti in mare che consiste in avanzare, retrocedere, ritornare, evitare il pericolo, combattere con arte, di rado colla forza. Tutto questo non s'accordava collo spirito dei Greci e molto meno dei Romani (442)...

442. Gl'Atteniesi, i Lacedemoni, Corinto, colonia greca, erano pure gran combattenti di mare?

Capo 16.

Come il commercio penetrò in Europa ad onta della barbarie.

...Uno di essi [ebrei], a cui erano stati cavati sette denti, uno al giorno, diede all'ottavo per liberarsi dieci milla marchi d'argento (443)...

Così dobbiamo alla speculazione dei scolastici tutte le disgrazie che hanno accompagnata la distruzione del commercio (444)...

443. Questo prova pur anco la tenace avarizia di quella razza. Chiunque altro avrebbe conservati i suoi denti senza perdere un marco d'argento di più di lui.

444. Dobbiamo loro dell'altre più essenziali disgrazie; la maggior parte delle eresie e dei gravissimi mali, tanto spirituali che temporali, che queste hanno caggionati al genere umano.

Capo 17.

Scoperta di due nuovi mondi. Stato dell'Europa a questo riguardo.

...Così ella è anco una legge fondamentale d'Europa che ogni commercio con una colonia forestiera è considerato come un puro monopolio che si deve castigare secondo le leggi del paese; né bisogna giudicare di questo secondo le leggi e gl'esempi degl'antichi popoli, che non sono aplicabili (445)...

Lo svantaggio delle colonie in perdere la libertà del commercio è evidentemente compensato colla protezione della metropoli (446)...

Quindi ne viene una terza legge dell'Europa, che quando il commercio forestiere è proibito colla colonia, non si può navigare nei suoi mari che nei casi stabiliti dai trattati (447)...

I Cartaginesi proibirono ai Romani di navigare di là da certi limiti, come i Greci avevano obligato il re di Persia di star discosto dalle coste di mare quanto è la corsa d'un cavallo (448)...

445. Quel nome di monopolio dato all'antimonopolio prova che la significazione delle parole è arbitraria affatto. Questa legge fondamentale durerà fino a che qualche forza capace di resistere alle forze presenti non la distrugga e riduca le cose al sistema di giustizia e di equità.

446. Se le colonie venissero mai ad annoiarsi di questa prottezzione, massimamente quelle alle quali è necessaria, non per altro che perché colla forza le tiene nella dipendenza per le cose di primaria necessità, come Cartagine teneva i Sardi; se questo, dissi, venisse mai a succedere, che non è impossibile, il mondo ritornerebbe all'equilibrio, che adesso non vi è certamente.

447. Cioè non si può, se non si hanno forze per resistere a quelle che vi si opponessero, dato che vi siano le forze; il mare torna ad essere libero e quelle poche potenze d'Europa che fanno un codice di leggi per tutto il mondo tornano, come prima, private e non più legislatrici.

448. Che tra esse le nazioni facciano patti per il mare, ciò sta bene ed è lo stesso come a farli per la terra, e quelli durano e vagliano come vagliano questi, cioè fin che non si sentono di poterli violare. Ma che

esse pretendano, perché hanno fatti patti tra di loro, che questi patti oblighino tutto il mondo, perché esse hanno cominciata la scoperta, sia una violazione del loro diritto quella d'uno che andasse a scoprire qualche altra parte ancora incognita, in questo non v'è altra raggione che quella di un'ingiusta forza, e per questo poi una nuova nazione che si sente in forze, in vece d'intraprendere i pericoli e le fatiche di una nuova scoperta, va a discacciarli dall'Indie nei loro istessi stabilimenti.

Capo 19.

Problema.

...Ecco i principii che bisogna esaminare senza scordarsi dell'altre considerazioni: la sicurezza dell'Indie, l'utilità d'una dogana unica, i pericoli di un gran cambiamento, gl'inconvenienti che si prevedono e che spesso sono meno pericolosi di quelli che non si possono prevedere (449).

449. Secondo me, il meno pericoloso in queste circostanze è il cominciare da poche permissioni e facilità, tenere intanto l'ochio attento per osservarne gl'effetti e sopra di questi pigliare all'occasione le misure, perché troppe cose vi sono a prevedere e, come dice l'autore, troppe di quelle che non si possono prevedere, eppure egl'è indubitato che andando di questo passo il re di Spagna un giorno o l'altro può fare anch'esso il viaggio e trapiantare la reggia all'Indie.

Libro XXII.

DELLE LEGGI RELATIVE ALL'USO DELLA MONETA

Capo 3.

Delle monete ideali.

...Può succedere ancora che non si facciano più monete che abbiano veramente il valore della libra e del soldo; allora la lira ed il soldo saranno puramente immaginarii (450)...

450. Egli è ben peggio quando non vi è più moneta alcuna reale che non solamente non vaglia più la lira, ma che nemmeno si chiami lira; a tutta volta si continuano a far tutte le operazioni de' calcoli e del commercio a lire, come se ci fosse ancora almeno una moneta che così si chiamasse.

Capo 5.

Continuazione dello stesso sogetto [*della quantità dell'oro e dell'argento*].

...Innanzi della prima guerra punica, il rame era all'argento come 960 è a 1; in oggi egli è incirca come 73 e mezzo a 1. Quando la proporzione fosse come era altre volte, l'argento non farebbe che meglio la fonzione di segno (451).

451. Nel tempo che l'argento era così raro si usavano moltissimo le monete di rame, poche erano quelle d'argento e pochissime quelle d'oro; ora il rame è pesante e la rarità dei preziosi metalli non ne fa crescere il valore intrinseco, ossia relativo alle cose, per conseguenza il trasporto dei segni più usati doveva essere assai più incommodo; non mi pare che sia così svantaggioso alla qualità di segno, ossia al fine per cui l'oro e l'argento sono destinati a servir di segno, l'essere essi meno rari, e per conseguenza farsi più uso di segni d'oro e d'argento.

Capo 8.

Continuazione dell'istesso sogetto
[*come si fissa il prezzo delle cose nella variazione delle ricchezze di segno*].

...La quantità dei generi e delle merci cresce coll'aumento del commercio; questo nasce da un aumento di danari che ne viene in conseguenza e per raggione di nuove communicazioni con nuovi paesi e nuovi mari, che ci danno nuovi generi e nuovi mari (452).

452. Tutto questo va bene, ma non risolve ancora la questione, perché nessuno ha mai fatto questo calcolo della massa totale dell'oro e dell'argento colla massa totale dei generi e delle merci per fare la tariffa delle monete e per proporzionare i prezzi. Egli è indubitato che una cosa è relativa all'altra, che l'accrescimento dell'una diminuisce o aumenta il valore relativo dei segni; ma si cerca quale sia questa proporzione e come si sia fissata la proporzione di ciascheduna merce con ciaschedun segno. Ora io penso che prima dell'invenzione delle monete l'oro e l'argento e gl'altri metalli fossero una merce, perché se ne servivano ad ornamento e ad altri usi, allora che tutto si faceva per cambio; si sarà dato, supponiamo, in Atene un bue che era la loro moneta per aver una libra d'argento, siché questo aveva già come merce un valore; adopratosi poscia come segno, il suo valore deve essere cresciuto perché, essendo impiegato a maggiori usi, diveniva per ciascheduno di essi più raro; la rarità ed il bisogno sono le raggioni

che fanno aprezzare più o meno le cose, epperò in Atene una libra d'argento avrà rapresentato in apresso due buoi e anco più, secondo che egli è andato crescendo di rarità relativamente agl'usi ai quali era impiegato, e questo sembra anco fondato sulla moneta citata dall'autore degl'Ateniesi che aveva per impronto il bue. Fissato una volta un valore, questo è andato crescendo e variandosi in proporzione dell'accrescimento della massa universale che è in commercio e delle merci e generi che deve rapresentare; perché, supponiamo, la Spagna subito dopo la scoperta dell'Indie rigurgitava d'oro e d'argento; tuttavia non è così subito diminuito il di lui valore nell'altre parti d'Europa; la diminuzione è seguita a misura che si è andato spandendo e la Spagna ha sofferto questo pregiudizio di più, che, se quell'accrescimento relativamente all'Europa è in raggione di 1 a 32, per la Spagna ha dovuto essere per lo meno in raggione di 1 a 100 e la diminuzione del suo valore ne ha dovuto venire in conseguenza secondo quella proporzione. Un'altra prova di questo mio raggionamento lo dessumo dalla proporzione tra l'oro e l'argento. La differenza tra l'uno e l'altro consiste, l'intrinseca nel peso, l'estrinseca nel colore; questa è una differenza puramente ideale e vi sarebbe anco chi potrebbe preferire il bianco al giallo; eppure la differenza nel valore è senza paragone maggiore della differenza che v'è nel peso in un dato ugual volume di materia; dunque questa differenza non può esser nata che dalla maggior rarità dell'oro come merce, dalla maggior spesa in procurarselo ed altre simili cause communi ad ogni genere, ad ogni merce; nel ridurli entrambi segni rapresentativi del valore bisognò pure che partissero da un dato per fissare la prima tariffa, e questo dato non è stato sicuramente il calcolo della massa universale dei metalli con la massa universale dei generi e delle merci; i primi inventori delle monete non facevano di certo questa sorte di calcoli, che non so se si potessero fare adesso con una certa tal qual precisione, quando anche si trattasse di farli per un solo Stato in particolare; dunque il dato non può essere stato altro che il valore relativo alle altre merci che avevano i metalli come merci

Capo 10.

Dei cambii.

...Se vi fosse in un Stato una compagnia che avesse un gran numero d'azioni e che in pochi mesi di tempo si fossero fatte crescere quelle azioni venti o venticinque volte più del valore della prima compra e che quel medesimo Stato avesse stabilito dei biglietti che dovessero far la figura di moneta,

che il valore numerario di questi biglietti fosse prodigioso per corrispondere al prodigioso valore numerario delle azioni (questo è il sistema del signor Law) (453), ne verrebbe dalla natura della cosa che quei biglietti s'annichilarebbero come erano stati stabiliti...

453. Questo sistema è evidentemente cattivo, ma con tutto ciò da esso se ne potrebbe ricavare un sistema utile a qualche Stato; se invece di essere una compagnia universale fosse ristretta a un genere solo di commercio, per il quale fosse necessario un fondo che nessun particolare fosse in caso di avere, se in vece di voler far crescere le azioni esse si lasciassero correre quella sorte che il commercio le darebbe da sé e che sarebbe sempre moderata; se per i principii si dassero a questa compagnia fondi in biglietti per far circolare nel paese e potersi servir delle monete in quanto abbisognano coi forestieri e se a misura che coi profitti si mette in forze s'andassero ritirando i biglietti, non vi sarebbe più alcun inconveniente ed io conosco un paese nel quale per un certo genere di negozio potrebbe farne la richezza.

Capo 12.

In quali circostanze abbiano i Romani fatte le loro operazioni sulla moneta.

...Impadronitasi Roma di quella parte d'Italia che è la più vicina alla Sicilia ed alla Grecia (454), si trovò poco a poco in mezzo di due popoli richi, i Greci ed i Cartaginesi...

454. Lo Stato del re di Napoli di terra ferma.

Capo 15.

Uso in qualche paese d'Italia.

In qualche paese d'Italia si sono fatte delle leggi per impedire i sudditi di vendere i fondi di terra per trasportare il loro danaro fuori Stato. Se le richezze dei Stati fossero talmente legate a ciaschedun Stato che difficilmente potessero passare da un Stato all'altro, queste leggi potrebbero forse esser buone, ma dappoiché col mezzo del cambio le richezze sono divenute, per dir così, communi fra i diversi Stati e che con tanta facilità si trasportano da un paese all'altro, la legge che non permette di disporre dei suoi fondi per i suoi affari quando si può disporre del danaro è cattiva, perché fa aprezare assai più agl'effetti mobili che le terre, perché ritrae i forestieri dal venirvisi a stabilire e finalmente perché si può eludere (455).

455. Perché, facendo aprezar più i mobili, ne verrà un grave pregiudizio all'agricoltura e perché o bisogna proibire tutti i contratti

di compra e vendita indistintamente, che sarebbe una cosa ridicola, o se si proibisce solo di vendere per far uscire il danaro fuori dallo Stato, si chiuderà sempre la stalla dopo che saranno usciti i buoi; perché io, supponiamo che voglio trasportarmi in un altro paese, vendo, come se volessi fare un altro uso; quando ho realizato in un'ora di tempo piglio quante lettere voglio, monto in calesse e me ne vado: e allora che ci faranno?

Capo 17.

Dei debiti publici.

...Ciò che può far nascere l'equivoco egli è che la carta, rapresentante il debito della nazione è una prova della richezza della medesima, perché non vi è che uno Stato ricco che possa sostenere una tal carta, senza precipitare in decadenza; e se si sostiene, bisogna necessariamente ch'egli abbia altronde delle grandi richezze. Dicono che non vi è male, perché vi sono delle rissorse contro questo male e che il male è un bene, perché le rissorse eccedono il male (456).

456. Bisogna vedere se la proposizione è vera in generale, se possa esser vera in qualche Stato in particolare e se quelle istesse risorse e tutto quel bene non si potesse avere in altro modo senza che fosse diminuito da quel male positivo.

Capo 19.

Dei presti a usura.

...Ella è una buona azione quella di prestare senza interesse; ma egli è evidente che questo può essere un consiglio di religione, e non una legge civile (457)...

457. Dice ottimamente l'autore consiglio, perché precetto non lo può essere che indirettamente, cioè come conseguenza del precetto di carità verso il prossimo. I speculativi sono andati a cercare se il danaro era fruttifero o no; avrebbero fatto meglio di cercare se si dia spesso il caso che il danaro sia inutile e se siano molte persone talmente risponsali che non vi sia mai alcun rischio possibile ad imprestar loro le somme. I medesimi speculativi hanno trovato poi un altro mezzo termine tutto speculativo che fa pigliar un interesse maggiore dell'ordinario sotto nome di compensativo de' frutti, ed è il contratto di censo, che hanno speculativamente deffinito un contratto di compra

e vendita. Il censo si costituisce sempre sopra un fondo di molto maggior valore, siché come compra sarebbe lesiva ed un contratto veramente usurario; il venditore del censo gode e goderà sempre il fondo censito né mai l'aquisitore avrà diritto d'andarselo a godere, salvo per pegno ed ipoteca; io ho comprato un fondo e, senza novazione di contratto, mi succede d'aver l'istesso fondo in ipoteca: v'è cosa più ridicola di questa speculazione? La conseguenza che ne deriva è che le coscienze delicatamente avare lascierebbero perire un galantuomo per venti scudi, perché hanno lo scrupolo di pigliar interesse dal mutuo; essi non vogliono far imprestanze al tre, tre e mezzo, quatro per cento, in somma alla commune tassa, ma vogliono solo far censi per potersi pigliare il cinque, il sei; e a questo i speculativi non hanno più che dire in contrario, di modo che basta mutare il nome e si piglia l'interesse; e non si dica che nel censo non può mai più pretendere il capitale, perché: 1. Egli è un capitale che può contrattare, realizare quanto vuole. 2. Se egli è ad un interesse grosso ci ha da pensare il debitore a sbarazzarsene quanto può più presto. 3. Da nessun interesse affatto ad un interesse maggiore alle volte d'altretanto del commune vi è un salto tale che non c'è correspettivo e, o bisogna dire che qualche interesse si può pigliar nel mutuo, o che questo nemmeno è giusto. 4. Per l'ordinario non sono i poveri che sono creditori e i richi, quando hanno fatto un buon impiego del danaro, troppo gli rincresce che il debitore l'estingua ben longi dall'aver bisogno di un correspettivo per non poter più pretendere il capitale.

Capo 22.

Continuazione dello stesso sogetto [*del prestito per contratti e dell'usura presso i Romani*].

...Si seguitavano dunque le convenzioni particolari ed io penso che le più communi fossero di 12 per 100 all'anno. La mia congiettura è fondata sul modo di parlare de' Romani a questo proposito: l'interesse al sei per cento era chiamato la metà dell'usura, quello al tre il quarto; dunque l'usura totale era dodici (458)...

Tacito dice che la legge delle dodici tavole fissò l'interesse all'un per cento all'anno. Egli è evidente che si è ingannato, che ha sbagliato, dalla legge delle dodici tavole ad un'altra, di cui parlerò or ora (459)...

Sotto di Silla, L. Valerio Flacco fece una legge che permetteva l'interesse al tre per cento all'anno. Questa legge la più giusta, la più moderata di quante mai avessero i Romani fatte per l'addietro a questo riguardo, è disapprovata da Patercolo (460)...

458. Se *usurae semisses* volesse dire in latino il sei per cento, avrebbe raggione l'autore, ma per *semisse* i Romani non intendevano altro che la metà, come per *trientes* il terzo e non il quatro per 100, e per *quadrantes* il quarto, e non il 3 per 100 e questa loro denominazione delle quantità generiche la vediamo nella divisione dell'asse ereditario in dodici oncie e successivamente le porzioni ereditarie denominate così *semis, triens, quadrans* ecc. Ora fin qui non v'è congiettura da fondarsi, oltre di che raro come era in quei tempi il danaro ed aggiuntevi le raggioni che porta l'autore qui apresso, è anzi probabilissimo che le usure fossero anco più alte, massimamente al tempo della sedizione del Monte Sacro.

459. L'autore intende l'usura d'un'oncia per l'usura dell'1 per 100 e potrebbe, anzi è probabile, che non sia lo stesso; non è possibile che in Roma si riducesse l'usura a un prezzo così modico colla scarsezza di danaro che vi era; non può nemmeno esser venuto in mente salvo quando si pensò ad abolirla affatto.

460. Sempre l'istesso equivoco dal *quadrantem* al 3 per 100; e, se la legge avesse compreso nel credito le eccessive usure che si esiggevano allora e che tutto messo insieme avesse ridotto i crediti al quatro, per cento sarebbe riprovabile, ma non tanto fuor di probabilità, se per *quadrantem* intendesse il quatro per cento delle sole usure, non del capitale? E che Paterculo trovasse questo esser troppo ancora, per raggione dell'eccesso del totale di modo che il quatro per cento fosse ancora un'usura turpe? E se Paterculo avesse inteso parlare relativamente alla legge che aveva abolite affatto le usure?

Libro XXIII.

DELLE LEGGI RELATIVE AL NUMERO DEGL'ABITANTI

Capo 2.

Dei matrimonii.

L'obligazione naturale che ha il padre (461) di alimentare i figli ha fatto stabilire il matrimonio, che dichiara chi sia quegli che resta incaricato di questo peso...

Questa obligazione nei bruti è tale che la madre può per l'ordinario adempierla ella sola (462); ma negl'uomini è molto più estesa: i loro figli hanno la facoltà pensante, hanno la raggione, la quale si sviluppa e va crescendo a gradi a gradi, non basta dunque nodrirli, bisogna ancora educarli (463)...

Le copule illegittime contribuiscono poco alla propagazione della specie. Il padre, che ha l'obligo naturale di nodrire i figli, essendo allora incerto, la madre a cui ricade tutto il peso incontra mille ostacoli, la vergogna, i rimorsi, gl'impedimenti che nascono dal suo sesso, il rigore delle leggi fanno che ella manca dei mezzi il più delle volte (464)...

461. Obligazione civile, come abbiamo dimostrato dissopra alla nota [390] e difatti il matrimonio non è istituito dalla natura, cioè questa ha data l'inclinazione ai sessi di unirsi, ma non la proprietà di una moglie ed il reciproco legame verso di essa; questo l'hanno istituito gl'uomini quando hanno stabilita la proprietà delle cose; dalla quale ne viene in conseguenza quasi necessaria il matrimonio; la religione poi lo ha consacrato e vi ha aggiunto un vincolo quanto più santo tanto più saldo e costante. Ho stimato di notare questa inesattezza nel nome dell'obligazione de' padri, perché da queste inesattezze ne sogliono poi derivare false conseguenze e certi raggionamenti che talora si capisce che sono sofismi, ma non si sa racapezzare in che cosa consista e d'onde derivi il sofisma.

462. Eppure, per ciò che riguarda gl'alimenti, ha detto dissopra parlando della schiavitù (hbro 15, capo 2, verso il fine) che, avendo la natura dato alla madre il latte, ha provvisto per i loro ahmenti, e che il rimanente della loro infanzia è così prossimo a quella età nella quale hanno la maggiore capacità di rendersi utili ecc.; dunque il nodrirli non è obligazione naturale del padre e non da essa deriva né patria podestà, né il matrimonio, né altra cosa.

463. Ecco che l'autore, senza avvedersene, viene ad accennare il vero principio. Data la società fra gl'uomini, si rende necessaria l'educazione; per questa è fuor di dubbio più proprio per natura il padre che la madre, e questo è poi il vero titolo della patria podestà.

464. La copula semplicemente perché non legitima non sarebbe contraria alla propagazione per se medesima; quella che si oppone alla propagazione è quella dissolutezza delle donne, che, colla confusione delle diverse copule, rendendole meno sensibili a ciascheduna, le rende per lo più sterili ed in questa, quando succede un parto, è veramente incerto il padre; nell'altra copula illegitima, che si suole chiamare concubinato, né vi è ostacolo alla propagazione, né vi è incertezza di padre; ma ella è sempre illegitima, e per conseguenza riprovabile anche dalle leggi, prescindendo dalla cattolica religione, perché ella sarebbe una tolleranza di poligamia, che abbiamo detto dissopra essere dannosa alla società. Quanto all'educazione poi le nazioni

colte hanno provvisto alla mancanza d'un padre e le nazioni ben governate hanno lasciati dei mezzi per evitare i mali che dalla vergogna ecc. potrebbero derivare e succedono purtroppo frequentemente dove non vi sono questi mezzi.

Capo 4.

Delle famiglie.

Egli è ricevuto quasi dappertutto che le femmine passino nella famiglia del marito. Però egli si trova tutto il contrario stabilito in Formosa, senza alcun inconveniente; ivi il marito passa in quella della moglie (465)...

465. Secondo il sistema presente degl'anatomici sovra la generazione, sembrerebbe più naturale che la femmina formasse la famiglia che il maschio, giaché, secondo essi, il maschio non ha altra parte nella generazione che in fecondare l'ovulo, e per conseguenza il feto è tutto intieramente derivante dalla femmina, e da essa riceve la vegetazione e l'aumento. Sarebbe questo un bel tema per una accademica dissertazione.

Capo 7.

Del consenso dei padri nel matrimonio.

Il consenso dei padri è fondato sulla loro podestà, ossia sovra il loro diritto di proprietà; sul loro amore, sulla loro raggione, sull'incertezza di quella dei figli, che l'età tiene nello stato d'ignoranza e le passioni in uno stato d'ebrietà (466)...

Sentiamo che cosa dice Tomaso Gage sulla condotta de' Spagnoli nell'Indie: *Per aumentare il numero di quelli che pagano il tributo, bisogna che tutti gl'Indiani che hanno quindici anni piglino moglie e l'età di matrimonio è stata regolata per gl'Indiani ai quatordici anni per i maschi ed ai tredici per le femmine. Si fondano sovra di un canone che dice che la malizia può suplire all'età* (467)...

466. Sono quatro raggioni colle quali l'autore vuol diffendere la schiavitù di famiglia stabilita nella sua patria. Cosa s'intende per questo diritto di proprietà? Forse che i figli sono un podere? Mi sembra così assurdo il sol pensarlo che penso che l'autore l'abbia detto in un altro senso, cioè la proprietà de' beni, dei quali una parte spetta ai figli di diritto e l'altra loro spetta pure se il padre non la toglie loro; questa è commune con tutti gl'altri parenti sopra de' quali non v'è questa autorità per i matrimonii, siché non è allegabile; tutto si riduce alla legitima, la quale è un compenso dell'autorità, non del despotismo ai

padri accordato dalla legge (prescindo da quello che avevano stabilito i Romani, perché si sa ch'egli era legato col loro sistema politico), ed anco egli è un ben piccolo compenso, perché la maggior parte de' figli starebbero male assai e sarebbero realmente poveri, se non avessero altro che la legitima. L'amore de' padri è bello e buono, ma siccome non essi hanno da convivere con quella persona, ma i figli e che si tratta di un vincolo perpetuo, già abbastanza pericoloso e duro da per sé, perché, sbagliato il primo momento, si tratta di essere per tutta la vita infelici, aggiungervi ancora un peso così terribile di aversi a maritare a' modo d'altri è la più dura schiavitù possibile. Quello da cui dovete dipendere vi ama, dicono i Francesi: 1. Non tutti amano abbastanza e pochissimi amano i figli con amore disinteressato. 2. Poi il suo modo di pensare ed il mio saranno diversi: esso crederà di farmi felice in un modo e farà la mia infelicità; esso crederà che questo matrimonio non mi convenga eppure questo farà la mia felicità. 3. Poi, se mi faccio infelice da me medesimo, non ho da lagnarmi d'alcuno, e quindi ne viene che più facilmente si sopportano molte cose; all'opposto, se ho dovuto fare a modo d'altri, se il padre non ha voluto permettermi un tal matrimonio e me ne ha fatto fare un altro, ogni minima paglia diventa un trave e bestemmio mille volte il signor padre. Certo che quando le persone pigliano moglie solo per aver de' figli battezzati al loro nome che passati alcuni pochi primi giorni di matrimonio hanno ciascheduno un appartamento separato, il marito fa la corte da una parte, la moglie è corteggiata dall'altra e non fanno poco se arrivano a vedersi una ventina di volte all'anno, allora siccome i matrimonii si fanno per motivi d'interesse, per fini politici, per fare un parentado ecc., in somma per tutt'altro fine che quello del matrimonio e che quei fini son quelli appunto che esiggono prudenza, maturità, consiglio, così è più utile che dipendano dai padri. Quando si fanno i matrimonii de' privati ad uso de' principi, che lo sposo vede una volta a traverso le crati d'un monastero la sua futura ed in 10 minuti s'ha a determinare se quella gli piaccia, se gli convenga di vivere perpetuamente con essa, se si senta di sopportarne l'umore, i vizii, i diffetti, ecc., egli è naturale che i padri, i quali possono meglio dei figli conoscere quella futura sposa o quel futuro sposo, sempre qualcosa più di essi ne sappiano. In questo senso sta bene l'allegare lo stato d'ignoranza dei figli, ma non in qualunque altro. Da noi corre un proverbio, che ne sa di più il sciocco a casa sua che il dotto a casa d'altri; se in alcun caso è aplicabile questo proverbio egli lo è nei matrimonii, per poco che abbia di raggione un giovane, che non sia un scimunito, una bestia, sa meglio di chiunque altro se

gli piace o no quella compagna. Che i padri abbiano diritto di rapresentare ai figli, di non lasciarli maritare fino ad una discreta età, di 20 per esempio nei maschi e 16 nelle femmine, che anche dopo questa età possano esiggere che si differisca per 6 mesi, un anno, anco due, il matrimonio per dar luogo alla riflessione, allorquando s'avvedono che una violenta passione non raggionata ed accompagnata da gravi non conosciuti inconvenienti è quella che domina lo spirito de' figli, e gli spinge a quel matrimonio, sta bene; dirò di più, che i figli siano obligati ad avere il consenso de' padri nel matrimonio, quando questi non ghelo possono negare, ma solo differire, non solo è utile, ma giusto e fondato sovra tutte quelle raggioni che ha allegate l'autore; né avrei difficoltà d'accordare che in questo sistema fosse nullo il matrimonio fatto senza il consenso dei padri; ma che possano questi indistintamente negarlo ella è una schiavitù la più dura che si possa imporre; che? Forse non basta che il padre può privare il figlio della sua eredità e lasciarli la sola miserabile legitima? Una parte del raggionamento dell'autore deriva da quel primo sofisma che ho notato dissopra alla nota [461].

467. Non è bisogno di quel canone per dichiarare abili al matrimonio tanto i maschi che le femmine, se dalle leggi e dai canoni sono abili quelli a' 14 e queste a 12 (*Institutiones* di Giustiniano, libro [I], titolo [X, *De nuptiis*]).

Capo 8.

Continuazione del medesimo sogetto.

...All'opposto in Francia, ove è stabilito il monachismo, le figlie hanno sempre la rissorsa del celibato (468) e la legge che commanda alle medesime di aspettare il paterno consenso può esservi più conveniente. In questo caso l'uso d'Italia e di Spagna sarebbe il meno raggionevole. Il monachismo vi è stabilito ed è lecito maritarsi senza il consenso de' padri (469).

468. Cattiva risorsa per chi ha tutt'altra inclinazione; ella è come se un che fosse nel foco avesse la rissorsa di buttarsi nella brace.

469. Sembra che l'autore faccia poca differenza dal matrimonio al monachismo; eppure, per chi non ha a questo una speciale vocazione vi è la differenza come dall'essere e non essere; e non vi è cosa più raggionevole che di esser liberi in quell'azione che esser deve la più libera nel mondo. Quando si vuol sostenere una cattiva causa è facile il contradirsi.

Capo 9.

Delle figlie.

Le figlie, che sono guidate al piacere ed alla libertà dal solo matrimonio (470), che hanno una mente che non ardisce pensare, un core che non ardisce sentire, ochi che non ardiscono vedere, orechi che non ardiscono udire, che non si presentano che per comparire stupide, condannate per sempre ad occuparsi di bagatelle ed a ricevere de' precetti, sono abbastanza inclinate al matrimonio, i giovani son quelli che bisogna incoraggiare al medesimo.

470. Alla libertà, cioè nei paesi dove non vi sono costumi si chiama libertà il poter lasciare libero il freno alle passioni, ai caprici; nei paesi dove vi è la purità di costumi il matrimonio è un legame, un peso, dolce sì quando egli è ben combinato, ma è tutto il contrario della libertà, e si chiama libertà lo stato celibe, perché non sono tenute schiave, le leggi se ne fidano di più ed i parenti ancora, e qui esse ardiscono pensare, sentire, vedere, udire ecc., perché ne fanno buon uso. Altrove riservano tutte queste sensazioni per lo stato di maritate. Quali siano le conseguenze che quindi ne derivano già si sa, né è bisogno di ripeterle.

Capo 10.

Cosa determina al matrimonio.

Ovunque vi è una nichia, nella quale due persone possono vivere commodamente, si fa un matrimonio. La natura ci ha data al medesimo una sufficiente inclinazione; basta solo che non vi si opponga la difficoltà della sussistenza (471)...

471. La natura ha data la tendenza d'un sesso verso l'altro e non la tendenza al matrimonio; dove la purità de' costumi stabilita e ben mantenuta dal politico governo non lascia altro mezzo di soddisfare questa naturale tendenza che il matrimonio, seguono molti matrimonii, e non solamente seguono, ma sortiscono quell'effetto per cui sono destinati, la popolazione, perché non sono disturbati dalla dissolutezza; dove gl'uomini possono conseguire il fine istesso senza avere il peso del vincolo matrimoniale e senza avere tutti gl'altri pesi della legitima prole, quanto apponto sono più comuni di tanto meno si maritano, perché hanno tanto maggiori commodi per soddisfare i loro capricci e, se si maritano, lo fanno per altri riguardi, ond'è che poco frutto se ne viene a ricavare. Le nazioni nascenti sono un esempio di cotesto,

non perché siano più commode, ma perché non vi è esempio d'una nazione nascente dissoluta scostumata; le leggi sono nuove, e per conseguenza nel loro maggior vigore, la nazione occupata del nuovo suolo che ha da coltivare, delle tante cose che gli restano a fare dopo la conquista per stabilirsi, ché non può essere dissoluta; l'ozio e le cattive leggi o l'inosservanza delle buone sono le cose che producono la dissolutezza; per questo le nazioni già stabilite sono più facilmente in questo caso; ma diamo a nostra confusione un'ochiata ad alcuni paesi protestanti, nei quali si conservano in tutta la loro forza le ottime leggi, e vedremo la purità, la simplicità de' costumi, tutte le virtù morali esercitarsi e popolarsi talmente paesi, nei quali sembra che non vi sia da potervi mantenere una società mezzo l'anno che fanno vergogna ai più deliziosi e fertili Stati d'Europa.

Capo 13.

Dei porti di mare.

Nei porti di mare, dove gl'uomini s'espongono a mille pericoli e vanno morire o vivere in paesi lontanissimi, vi sono certamente meno uomini che donne, con tutto ciò vi si vedono più ragazzi che altrove: ciò provviene dalla facilità di sussistere (472)...

472. E questi ragazzi, supposta vera l'osservazione, di chi son figli? Di quelli che, occupati nelle tante manufatture che i porti di mare esiggono, hanno altro in capo che la dissolutezza, non sono già figli di quelle persone che nuotano nell'oro in poco tempo accumulato coi profitti del commercio. Sono anco figli dei negozianti che incominciano e che, avendo efficace desiderio d'arrichire, vivono frugalmente, non buttano i danari nelle mantenute e custodiscono le loro mogli.

Capo 14.

Delle produzzioni della terra che esiggono più o meno uomini.

...In Inghilterra spesse volte si sono lamentati che l'aumento de' pascoli diminuiva gl'abitanti (473) e si osserva che in Francia la gran quantità di vigne è una delle gran cause della moltitudine degl'uomini (474)...

Dove cresce il riso vi vogliono gran travagli per distribuire e servirsi dell'aque; molte persone adunque vi possono essere occupate (475). Di più, minor terreno basta per sostentare una famiglia che dove è seminato d'altri legumi; finalmente la terra, che altrove è impiegata al nutrimento degl'animali, serve ivi tutta a quello degl'uomini; il lavoro, che altrove fanno gl'ar-

menti, ivi si fa dagl'uomini (476) e la coltivazione si rende immensa manufattura per gl'uomini (477).

473. Questa è anco la principal causa della spopolazione dell'Agro Romano; quelle gran tenute sono condensate nei principi, nei richi signori; il loro lusso ha bisogno di un'entrata certa e torna loro più in conto averla di qualche poco minore che di correre il rischio dell'intemperie, epperò essi mettono tutto a pascolo, che danno poi più facilmente a fitto. Quei terreni fruttano fatta una commune e nella cattiva maniera con cui sono non coltivati, ma direi così solleticati circa il 12 per uno di semenza, se fossero ben coltivati si è provato che sono capaci di fruttare il 20. Se fossero distribuiti e popolati, se fossero provvisti di sufficiente aqua, che dove allaga e dove manca, se fossero popolati d'alberi, si può pensare quanto potrebbero fruttare; eppure i principi romani non si sentono d'intraprendere una cosa simile; e questa è poi la causa dell'intemperie, cioè l'aque stagnanti, il diffetto di popolazione, che rende l'aria per dir così stagnante anch'essa e la intiera spopolazione d'alberi che toglie ogni riparo ai venti scilocco e gherbino, o sia libeccio sud e sud-ovest dai quali è dominato.

474. Pariggi è popolatissima, alcune città principali sono pure popolate, ma del resto, per la sua estensione e capacità, la Francia è molto lontana dal grado di popolazione di cui ella sarebbe capace, e non si può dire popolata che relativamente.

475. Ma il riso spopola per due motivi: uno ch'egli rovina la salute, l'altro che occupa più terreno.

476. E si privano così di quegl'animali che altrove, dopo avere utilmente risparmiata agl'uomini una parte di fatica che possono in altre cose impiegare con vantaggio, servono loro, e vivi e morti, a mille usi.

477. In somma questa osservazione è molto dubbia, perché quella parte della Lombardia che è seminata a riso e quantunque ugualmente fertile, di clima simile, senza alcuna intemperie, ma solo per il riso, non è la più popolata ed i rustici hanno 5, 6 mesi dell'anno la febre terzana, pochi arrivano ai 60 anni, son gialli di colore, le gambe piene d'umori ecc.

Capo 15.

Del numero degl'abitanti relativamente alle arti.

...Ma nei nostri Stati, dove le terre sono così disugualmente distribuite, producono più frutto che non ne possono consumare quelli che le coltivano (478), epperò se si trascurano le arti e che si pensi alla sola agricoltura, il paese non può essere popolato (479)...

In somma, in quei Stati è necessario che molte persone coltivino più di quello che loro bisogna: per questo bisogna far nascere loro il desiderio del superfluo e questo superfluo le sole arti lo possono somministrare (480). Quelle machine, l'ogetto delle quali è di risparmiare tempo e fatica, nelle arti non sono sempre utili. Se un'opera è a un prezzo mediocre, tal che convenga ugualmente a chi la compra come a chi l'ha fatta, le machine che ne simplificassero la manufattura, che diminuissero il numero degl'operai, sarebbero dannose e, se i molini a aqua non fossero dappertutto stabiliti, io non li crederei così utili come si dice che siano, perché hanno fatto riposare molte braccia, hanno privati molti dell'uso dell'aqua e insterilite molte terre (481).

478. Non già che somma totale le terre così distribuite produchino più frutto che quando sono distribuite ugualmente e coltivate dai proprietarii, ma perché le terre fino a un certo segno sono capaci di produrre con poca coltivazione, e conseguentemente con pochi coltivatori, i quali non sono in proporzione uguale del prodotto, questa proporzione si trova dove l'agricoltura è al suo sommo grado.

479. Questa è un'altra proposizione che nasce dal voler sostenere le usanze della patria. Non dico che le arti si abbiano a sbandire, ma che l'attaccarsi all'agricoltura sia opposto alla popolazione è un'eresia politica; la popolazione e l'agricoltura sono così legate insieme che crescono in proporzione l'una dell'altra. Le arti popolano le città, l'agricoltura le campagne.

480. Questo passo mi sembra assai confuso: *Quelli che coltivano o fanno coltivare*. Vi è molta differenza da quelli a questi: quelli per l'ordinario non possedono tanti terreni che possano dar loro un gran superfluo frutto e quello che potessero avere non basta per ritrarli dal lavoro, perché le intemperie de' tempi, i casi di tempesta, li avvisano abbastanza che averne un anno un poco più non è sufficiente motivo per starsene in ozio. Quelli che fanno coltivare non hanno alcuna raggione di cessare dal far coltivare perché ad ogni modo, o mantengono fissi i coltivatori, ed in quel caso tanto è farli lavorare, o li pigliano ogn'anno, e non ostante torna loro in conto a pigliarli

per non correr rischio di non averli più al bisogno. *I frutti non sarebbero comprati dagl'oziosi.* Ma questi oziosi suppongono necessariamente le arti, perché suppongono che altri coltivino per essi e che essi non lavorino per vivere con i loro commodi; in somma, o si suppone che non vi siano arti affatto, che la società sia tutta d'agricoltori, e non vi possono essere oziosi, e non vi possono essere frutti superflui, o la società ha delle arti e averne più o averne meno non ha più che fare con questo raggionamento.

481. Se 10 di prezzo valeva una manufattura, che importava 10 giorni di tempo a' 10 operai, quella macchina colla quale si trova il modo di farla in 5 giorni con 5 operai, perché sarà dannosa? Invece di 10 si venderà cinque e l'accompratore ci avrà tutto il vantaggio, il venditore non ci perderà un quattrino perché in 10 giorni avrà due di quelle manufatture che venderà 10, e v'avrà impiegati niente più che 5 uomini in ciascuna che fanno 10. Se la venderà di più, come è probabile, ci profitterà. I molini a aqua hanno insterilite le terre, là dove non sanno fare una giusta distribuzione dell'aqua, altrimenti si possono avere i molini a aqua senza levare una gocciola d'aqua ai terreni. Il far poi riposare molte braccia, se il governo è attento e sappia impiegare le braccia che gli restano oziose, egli è pur difficile che ve ne sia di troppe.

Capo 16.

Delle mire di un legislatore sulla propagazione della specie.

...Alcune volte il clima è favorevole alla propagazione più che non lo sia il terreno per il loro nutrimento; il popolo si multiplica e la fame lo distrugge, così è la Cina. Un padre vende per ciò le figlie ed espone i figli (482)...

Per le istesse raggioni nell'isola di Formosa la religione non permette alle donne di far figli prima dei trentacinque anni e, se alcuna è incinta prima di quella età, la sacerdotessa gli batte il ventre fin che la fa abortire (483).

482. La forma del governo e l'immensa sua estensione l'hanno costretto a togliere ogni communicazione, a restringere il commercio co' forestieri ecc., altrimenti non vi sarebbero questi inconvenienti. Quante nazioni non vi sono che occupano un suolo, il quale non darebbe il nodrimento per due mesi dell'anno al popolo? Muoiono forse di fame per questo? È forse loro dannosa la popolazione? Niente affatto e per regola generale la natura fa da sé, quando il governo non l'impedisce. Se v'è superflua popolazione succede come di un

vaso troppo ripieno di liquore: il di più si spande al di fuori ed un governo prudente anche da questo sa ricavare gran profitto.

483. Dunque in quell'isola le donne non solo sono ancor buone a 35 anni, ma devono cominciare allora a' far figlioli. L'isola di Formosa è pure a un clima uguale alla Cina, di modo che le figlie vi possono essere abili alla generazione nella tenera età, eppure che vuol dir egli che si conservano di più? Non per altro che perché non subito che esse potrebbero essere abili sono impiegate e perché la religione ritarda in esse la fecondità ed in questa maniera le conserva più longo tempo la bellezza, la gioventù. Ecco la prova di ciò che dissi dissopra alla nota [355].

Capo 17.

Della Grecia e del numero dei suoi abitanti.

...Se la legge del paese, dice Aristotele, proibisce di esporre i figli, bisognerà limitare il numero di quelli che ciascheduno deve procreare. Se si hanno figli oltre il numero stabilito dalla legge, esso consiglia di far abortire la moglie prima che il feto abbia vita (484)...

484. Sentimenti degni dell'autore del peripateticismo. Come se non potesse rimediare altrimenti che colla distruzione all'ecesso di popolazione e come se in queste cose s'avesse a pretendere l'aritmetica precisione; a forza di speculare davano alla fine nel bue quei buoni filosofi.

Capo 21.

Delle leggi de' Romani sulla propagazione della specie.

...I costumi, che incominciarono a corrompersi, contribuirono assai a ritrarre i cittadini dal matrimonio, il quale non presenta che un peso per chi ha perduto il senso de' piaceri innocenti (485)...

La legge d'Augusto [sul matrimonio] incontrò mille ostacoli e 34 anni dopo che essa fu publicata, l'ordine equestre gliene domandò la rivocazione (486)...

Se ne [delle leggi d'Augusto] trovano dei pezzi sparsi nei fragmenti d'Ulpiano, nelle leggi del Digesto ricavate dai giureconsulti che hanno scritto sulle leggi Pappie, nelle storie ed altri autori che le hanno citate nel codice teodosiano, che le ha abrogate, nei Padri che le hanno censurate con zelo sicuramente lodevole per ciò che riguarda l'altra vita, ma con poca nozione delle cose di questa (487)...

Giustiniano poi tolse anco la proibizione di Costantino e permise a tutte le condizioni di persone quei matrimoni e quindi ne è derivata la funesta libertà che abbiamo aquistata (488)...

Un panegirista di Costantino dice a quell'imperatore: *Le vostre leggi non sono state fatte che per correggere i vizii e regolare i costumi, voi avete tolto l'artificio delle antiche leggi che sembravano non avere altre viste che di tendere lacci e reti alla simplicità* (489). Egli è certo che i cangiamenti fatti da Costantino furono fatti o sulle idee relative allo stabilimento del cristianesimo, o sulle idee derivanti dalla sua perfezione. Dal primo di questi oggetti vengono quelle leggi che danno una tale autorità ai vescovi che sono il fondamento della giurisdizione ecclesiastica (490): quindi quelle leggi che indebolirono l'autorità paterna, togliendo ai padri la proprietà dei beni de' figli. Per estendere una nuova religione bisogna togliere l'estrema dipendenza de' figli, i quali sono meno attaccati alle cose già stabilite (491). Le leggi fatte coll'ogetto della perfezione cristiana furono, sono sopra tutto quelle colle quali tolse le pene stabilite dalle leggi Pappie e ne esentò tanto quelli che erano celibi, come i maritati che non avevano figli (492). *Queste leggi erano state stabilite*, dice uno storico ecclesiastico, *come se la multiplicazione della specie potesse essere un effetto delle nostre cure, in vece di vedere che il numero cresce e diminuisce secondo gl'ordini della divina provvidenza* (493). I principii della religione hanno sempre moltissimo influito sulla propagazione della specie umana; ora l'hanno promossa, come presso gl'Ebrei, i maometani, i Guebri, i Cinesi, ora l'hanno impedita, come fra i Romani divenuti cristiani (494). Si predicò continuamente la continenza, cioè quella virtù che è più perfetta, perché di sua natura deve essere praticata da pochissima gente (495)...

Giustiniano dichiarò validi tutti i matrimonii proibiti dalle leggi Pappie. Queste leggi volevano le seconde nozze e Giustiniano accordò de' privilegi a quelli che non sarebbero passati a seconde nozze (496)...

Le clausole di stando vedova stabilite ed usate da noi sono contrarie alle leggi antiche e nascono dalle costituzioni degl'imperatori fatte sulle idee della perfezzione (497)...

485. E fra i Romani vi era il ripudio ed il divorzio, che non abbiamo; dunque non mi sono ingannato nella nota 460 [470] quando alla corruzione de' costumi ho attribuito ciò che l'autore voleva attribuire alla povertà.

486. Se la legge fu fatta l'anno 736, o la rivocazione fu domandata l'anno 770, o fu domandata 26 e non 34 anni dopo.

487. Vi vorrebbe una disertazione per ridurre questo passo al suo senso ed in modo che non potesse sembrare poco religioso, ma di passaggio solo dirò che queste leggi si devono riguardare come fatte da chi era immerso negl'errori del paganesimo e che per altra parte, secondo il loro sistema e nel riguardo politico, erano un capo d'opera; dirò di più, che con qualche poco di variazione ed accomodandole

alla nostra santa religione in ciò che sembra esservi contrario ed accomodandole altresì alle diverse forme di governo e sistemi politici, potrebbero anco adesso riuscire utilissime.

488. Piacesse al cielo che Giustiniano non avesse mai fatto altro di peggio. Io non vedo che gl'inconvenienti del vano pregiudizio che limita nelle persone nobili la scielta, né altro limite so scorgere utile che quello delle donne infami per la loro nascita o per i loro delitti e non tutte anco le donne che hanno menata una vita poco costumata sono in quel caso, ma le sole veramente publiche, e per conseguenza infami. Io conosco per esempio delle donne di teatro che, avendo avuta la sorte d'innamorare delle persone di garbo, a segno di essere con esse sposate, essere l'esempio dell'altre donne: dirò di più che è più facile che una donna di teatro che si marita con un uomo di superior condizione, e lascia per conseguenza la professione, si metta al buono che tante altre. E ciò per due raggioni: la prima che, se ella è veramente corrotta al maggior segno ella diventa incapace e ad innamorare a questo segno e a determinarsi al legame di matrimonio. 2. Perché per una parte ella ha rotta, come si suol dire, la sua catena, si è scapricciata e se si rimette lo fa davero e per altra parte il nuovo stato più eminente, il disprezzo che teme delle altre donne di garbo gli serve di un gran contegno.

489. La vera storia ci disinganna abbastanza e c'insegna quanto poco meritasse Costantino simili lodi. *Le leggi antiche* è un espressione troppo vaga; le leggi degl'antichi che avevano per ogetto la purità de' costumi non so come meritino un tale sfreggio; ma un panegirista può mentire.

490. Se i vescovi e gl'ecclesiastici non avessero maggior giurisdizione di quella che ha data loro il primo imperatore cristiano, ne avrebbero poca davvero; e allora né i papi né i vescovi pensavano a scommunicare i principi, se rivocavano i privilegi concessi dall'antecessore, perché era recente la cosa, essi sapevano benissimo che i privilegi sono rivocabili e che un principe non è che amministratore della corona, dell'impero, né può in pregiudicio publico accordare privilegi di sovverchie escuzioni, gravose al rimanente della società, privilegi di giurisdizione direttamente contrarii alle regole di buon governo ed alla istessa amministrazione della giustizia. Non è duopo ch'io lo ripeta: ne ha parlato l'autore e tutti sanno che dalla profonda ignoranza e barbarie in cui si trovò l'Europa dopo la distruzione dell'impero romano e dalla coltura che sempre più o meno si conservò nell'ordine

sacerdotale si devono riconoscere tutti i privilegi e tutta la giurisdizione di cui presentemente si trova al possesso.

491. La religione cristiana non aveva bisogno di questo per estendersi, e di fatti era già così estesa ai tempi di Costantino che quel principe, nel quale non si è mai potuto scorgere altro fine di tutte le sue operazioni che quello di regnare, ha creduto di dover abbracciare il cristianesimo per avere nel suo partito i cristiani, col mezzo dei quali gli è riuscito di sbarazzarsi da tutti i suoi competitori ed anco dai legitimi compagni d'impero. Se quel principe non avesse portata la santa nostra religione sul trono, il di lui nome non sarebbe meno odioso di quello dei Neroni, dei Caligula, dei Tiberii ecc.

492. Le leggi Pappie non proibivano il celibato delle vestali; ora per la perfezzione cristiana non v'era che di accomodarle ad un discreto numero di ecclesiastici, supposto anche che fosse veramente necessario il celibato di questi, del quale né il divino legislatore ha mai parlato, né i primi sacerdoti hanno osservato né ancor di presente osservano tutti i cattolici sacerdoti.

493. Logomene aveva una falsa idea delle divina provvidenza. Tutto segue in questo mondo perché così vuole Iddio; cotesto fin costì celo sappiamo; ma, dico io, anche il grano nasce perché Iddio vuole, anco la vigna produce l'uve, anco le fontane danno aqua ecc. Or per questo non s'ha a far nulla? Non s'ha a seminare il grano, non s'ha a piantare la vigna, non s'hanno a arare i campi, a potare le viti, a raccogliere le aque perché non si disperdano? E così nella popolazione, perché la provvidenza veglia, quegli che dalla istessa provvidenza è stato destinato per governare i popoli, per dar loro leggi utili, se ne starà colle mani in mano, affidato alla provvidenza, vedrà gl'individui allontanati dal matrimonio, vedrà deperire la specie ed aspetterà che la provvidenza faccia un miracolo? Questa falsa idea conduce all'istesso disordine in cui si trovano i maometani fatalisti accennato dissopra dall'autore (libro [XIV] capo [4]). Quando un legislatore fa delle leggi che promovono la popolazione, la provvidenza apponto è quella che gl'ha suggerito il pensiero di far quelle leggi.

494. Molto tempo dopo di Constantino era pieno d'idolatri in Roma; ora i Romani idolatri, di costumi assai corrotti e liberati da quelle leggi che quasi li forzavano a propagare, sono ricaduti nel primo disordine: questa è la principal causa della spopolazione, a cui s'aggiungano le frequentissime e sanguinose guerre, la traslazione della residenza

dell'imperatore in Constantinopoli e l'emigrazione delle principali famiglie in quell'occasione; si vedrà che poco può aver contribuito il celibato de' cristiani, che in quei tempi non era certamente arrivato al segno che è presentemente.

495. *In domo Patris mei multae sunt mansiones*, dice Giesù Cristo (*Joan.*, 14, 2), non perché lo stato celibe è di maggior perfezzione, tutti hanno a esser celibi; il martirio è una virtù eroica al sommo grado; tutti per questo hanno a esser martiri? Oltre di ciò, dopo che Giesù Cristo ha istituito nel matrimonio un sacramento, ella mi pare cosa assai fuor di proposito e un zelo mal combinato quello di predicare tutto giorno il celibato. La legge di Cristo è fatta per tutto il mondo; Giesù Cristo vuol tutti salvi; ma se per salvarsi fosse, se non necessario, almeno molto più utile e facile lo stato di celibe, tutti quelli ai quali promesse la loro salute dovrebbero appigliarsi a quel stato; che ne seguirebbe da ciò? Che Giesù Cristo avrebbe istituito un sacramento di troppo, il matrimonio, che Iddio avrebbe data una tendenza reciproca ai due sessi solo per occasione d'inciampo a dannarsi e ne verrebbe ad estinguersi l'umana specie. Il sofisma consiste in questo: lo stato celibe è di maggior perfezzione; la proposizione è vera, dunque è più facile salvarsi in questo stato; falsa la conseguenza, ossia si deve distinguere, è più facile per chi vi è stato chiamato, concedo; per chi non vi è specialmente chiamato da Dio, non solo non è più facile, ma riesce fuor di modo difficile; e dopo questo convien persuadersi che Dio non ne chiama di più di quello che fa bisogno per il servizio della Chiesa e direzzione dell'anime; così diceva un vescovo di gran dottrina e pietà e così pratticava nella sua diocesi; non promoveva al sacerdozio maggior numero di quello che era necessario in proporzione della popolazione.

496. Anzi di più, stabilì pene contro quelli che passavano a seconde nozze.

497. La raggione che accenna l'istesso imperatore delle sue leggi dimostra che tutt'altro spirito lo mosse. Egli dice che le donne che passano a seconde nozze scorticarebbero i figli di primo matrimonio per rivestire il secondo marito e i figli di secondo letto. Fu dunque la corruzzione de' costumi e la libertà accordata alle donne che diedero luogo a queste leggi.

CAPO 22.

Dell'esporre i figli.

...Romulo, dice Dioniggio d'Alicarnasse, impose a tutti i cittadini l'obligo di allevare i figli maschi e fra le figlie la primogenita (498)...

Romulo non permise d'uccidere alcun fanciullo prima dei tre anni, così veniva egli a conciliare la legge che dava ai padri il diritto di vita e morte sui figli con quella che proibiva di esporli (499)...

498. E perché non anco l'altre? Per aver poi a rapire dell'altre Sabine per dar moglie a' suoi Romani?

499. L'autore dice buoni questi stabilimenti, non già per lor medesimi, ma relativamente al rimanente del sistema di Romolo, abbenché riguardo alle figlie, come ho osservato poc'anzi, non mi sembra troppo ben intesa la legge.

CAPO 24.

Mutazioni seguite in Europa intorno al numero degl'abitanti.

Nello stato in cui era l'Europa nessuno avrebbe creduto che ella potesse risorgere, massimamente dopo che sotto di Carlo Magno ella non componeva più che un vasto impero. Ma, per la natura del governo di quei [tempi] ella si divise in infinite piccole sovranità e, siccome questi piccoli sovrani se ne stavano ogniuno nella loro villa o città e non erano grandi, richi, potenti, anzi sicuri che in proporzione del numero degl'abitanti, così ciascheduno di essi si è aplicato a far fiorire il suo piccolo paese e la cosa è riuscita così bene che, non ostante le irregolarità del governo, il diffetto delle cognizioni aquistatesi in apresso intorno al commercio e non ostanti le tante guerre che continuamente si facevano, vi fu nella maggior parte d'Europa più popolo allora di quello che ve ne sia adesso (500). Non ho il tempo di inoltrarmi a trattare di proposito questa materia, ma citerò solo le prodigiose armate de' crociati composte di gente d'ogni nazione. Il signor Puffendorf dice che sotto Carlo IX vi erano venti millioni d'uomini in Francia (501)...

500. Questa osservazione è una forte prova di tutto ciò che ho notato fin qui intorno alla popolazione a proposito dell'agricoltura, dell'arti, del commercio ecc. L'arti ed il commercio non vi erano quasi affatto in quel tempo, appena vi erano le manufatture necessarie per il vitto, ed alcune assai imperfette per la guerra; allora non vi era il lusso creduto in oggi tanto necessario, non vi erano le mostruose capitali che rendono lo Stato rachitido, tutto capo, e vi erano poi mille reali diffetti, ai quali si rimedierebbe adesso con molta facilità; in

somma, se si ricopiasse uno degl'antichi sistemi, medicandone i diffetti colle cognizioni che abbiamo adesso ed adattandolo al sistema presente d'Europa, io tengo per certo che in termine di un secolo ella fosse in caso di mandar colonie a ripopolare l'altre parti del mondo, anzi vi fosse costretta per sgravarsi di un soverchio peso d'uomini. Il marchese di Mirabeau[1] predica l'agricoltura forse con un poco di eccesso; ma egli ha pur raggione e, se esso ha esaggerato perché almeno qualcosa se ne esequisse, non ha ancor esaggerato abbastanza.

501. Se si introducessero le imposizioni per testatico, sarebbe forse un mezzo per fare che i principi si aplicassero più seriamente a promuovere la popolazione, e, giaché a forza di essere adulati dai loro cortiggiani si avvezzano a credersi padroni assoluti d'ogni cosa, almeno sentissero più sensibilmente che anche in questo sistema gli torna a proffitto d'aver molti sudditi e di averli commodi e felici, di procurare che essi abbiano raggioni per star volontieri in patria e non cercare un miglior cielo ecc.

Capo 26.

Conseguenze.

Da tutto questo ne viene che l'Europa ha ancora in oggi bisogno di leggi che favoriscano la propagazione dell'umana specie (502)...

502. Quasi che ne ha più bisogno l'Europa che ne avessero bisogno gl'antichi Romani.

Capo 27.

Della legge fatta in Francia per promovere la propagazione della specie umana.

...Per ispirare un certo spirito generale per cui siano gl'uomini inclinati alla propagazione della specie loro bisogna, come i Romani, stabilire ricompense o pene generali (503).

503. E prima di tutto aplicarsi a togliere l'incontinenza ed i mezzi che la favoriscono; una cosa dà mano all'altra; molti matrimoni, come ha detto benissimo l'autore al capo [21] di questo libro, producono maggior fedeltà congiugale; ma perché si facciano, date i mezzi per maritarsi e togliete quelli di aver i piaceri nel celibato, di vivere in ozio colle altrui fatiche, come i censi vitalizii ecc.

1. Cfr. V. de Mirabeau, *L'ami des hommes, ou traité de la population*, Avignon, 1756-1758.

Capo 28.

Come si possa rimediare alla spopolazione.

...In queste circostanze, bisognerebbe fare in tutta l'estensione dell'impero ciò che i Romani favevano in una parte del loro, fare nella scarsezza degl'abitanti ciò che i Romani facevano nell'abbondanza di essi, distribuire delle terre a tutte le famiglie che non ne hanno, dar loro i commodi di ridurle a coltura e coltivarle. Questa distribuzione bisognerebbe farla a misura che vi sarebbero uomini capaci di riceverla, di modo che non vi fosse un momento perduto per il travaglio (504).

504. Per esempio, dopo date ad una famiglia dieci misure di terreno, che sarà quella quantità che può coltivare, se quella famiglia cresce d'uomini, separare da essa una parte de' figli per dar loro altre 10 misure, e così di mano in mano andar moltiplicando le famiglie. Per poco che si cominci e che siano feconde le donne, in due generazioni si fa un gran cammino.

Capo 29.

Degl'ospedali.

...Uno Stato che ha buoni regolamenti sa ricavare la manutenzione di queste persone dall'arti medesime, fa gl'uni travagliare per quanto sono capaci, fa insegnare agl'altri le arti, lo che è già un lavoro (505)...

Le richezze d'uno Stato suppongono molta industria. Non è possibile che in un tanto numero di rami di commercio (506) non ve ne sia qualcuno che soffra e che per conseguenza gl'operai di questo non siano in una momentanea indigenza...

Enrico VIII, volendo riformare la Chiesa in Inghilterra, distrusse il fratismo, gente oziosa per loro natura e che manteneva l'ozio negl'altri, perché, esercitando l'ospitalità un numero infinito di gente oziosa, gentiluomini e cittadini, passava la vita in visitare, ossia farsi mantenere dai conventi o o passando dall'uno all'altro (507)...

In Roma gl'ospedali fanno sì che tutti stanno bene, fuori che quelli i quali travagliano, che hanno dell'industria, che coltivano le arti, che hanno delle terre, che fanno il commercio (508). Ho detto che le nazioni riche hanno bisogno di spedali, perché le fortune sono esposte a mille accidenti, ma è chiaro che soccorsi passaggieri sarebbero assai migliori che i stabilimenti perpetui. Il male è momentaneo, vi bisogna un soccorso della stessa natura ed aplicabile al particolare accidente (509).

505. E per quelli dai quali nulla si può ricavare, come gl'infirmi, ne può dare il peso a delle società di negozianti, in compenso di qualche altro vantaggio che procura alle medesime.

506. I Greci erano industriosi e richi e non avevano tanti rami di commercio; questa moltiplicazione non è utile che per le nazioni le quali occupano un terreno sterile.

507. I frati certo che in quanto travagliano la vigna del Signore non si possono considerare per oziosi, ma, in primo luogo non è necessario che siano essi talmente richi da poter mantenere i secolari. 2. Quanti pochi sono quelli che si possano veramente dire gl'operai nella vigna del Signore? Vi sono degl'ordini interi che, toltone il coro e la santa Messa, non fanno altro di sacro; prescindo da tutto lo scandalo che danno poi e dico solo che questi sono la vergogna della cristianità e che se i principi non li vogliono hanno gran raggione; dico di più, e quelli che li soffrono convien dire che abbiano de' ministri che non sanno l'*a bi ci* della scienza politica. Alcuni altri fanno, dicono essi, la vita contemplativa e pregano Dio per noi mondani, cosa buona certo, ma in primo luogo si potrebbe arrischiare di dire che sia, se non impossibile, almeno molto improbabile che tanta gente sia stata chiamata da Dio a questo stato e sicuramente tutti quelli che poscia fuggono e vanno a Ginevra, tanti altri che moiono disperati ed arrabbiati, perché impegnatisi in una vita che non era per loro, per inconsideratezza o per un fervore passaggiero concepito in qualche occasione di grave pericolo o altra, questi tutti sicuramente non hanno pregato per noi e pur troppo non son sì pochi. 3. Poi vogliono far vita contemplativa e romitica, imitare gl'antichi anacoreti? Or bene, facciano com'essi, vadano in un deserto, non presso alle più gran città, vadano a nodrirsi di frutti selvaggi, non di squisito pesce, vadano ad abitare umili tuguri, non fabriche immense, vivano separati e poveri, non vadano a comporre una oziosa, soverchiamente ricca e potente società. Allora potremo persuadersi che preghino per noi ed avere per essi quella venerazione che è dovuta alla virtù e tanto più alla santità; ma sarebbero pochi davvero.

508. In Roma sono molte limosine e molti spedali per gl'ammalati; i disordini che accenna l'autore nascono da altre cause e da altri diffetti del governo.

509. Per chi non è infermo e può lavorare non vi vogliono spedali, vi vogliono case publiche, nelle quali chiunque si trova sprovisto di occupazione sia mantenuto medianti le sue opere; queste case, dirette da negozianti che il governo prescieglie, i più onesti e i più capaci, presentano il soccorso momentaneo e nello stesso tempo tolgono qualunque pretesto d'ozio e di mendicità.

LIBRO XXIV.

DELLE LEGGI RELATIVE ALLA RELIGIONE CONSIDERATA NEI SUOI DOGMI ED IN SE MEDESIMA

CAPO 2.

Paradosso di Bayle.

...Egli è un cattivo raggionare contro la relligione il radunare in una grand'opera l'enumerazione di tutti i mali che la religione ha prodotti (510), se non si rapportano insieme tutti i beni che ne sono derivati...

Quando fosse inutile che i sudditi avessero una religione, non sarebbe inutile che ne avessero una i principi (511)...

Un principe, che ama la religione e che la tema, è un leone che cede alla mano che lo accarezza o alla voce che lo aquieta; quello che teme la religione e l'odia (512) è come una bestia selvatica, la quale rode la catena che la lega e la trattiene dall'aventarsi contro chi gli passa da vicino...

La questione non è di sapere se fosse meglio che un tal popolo non avesse religione affatto, piutosto che di abusare di quella che ha, ma bensì di sapere qual sia il minor male, o che si abusi qualche volta della religione, o che non ve ne sia alcuna fra gl'uomini (513)...

510. Cioè la religione qualunque, e così tanto le false in sé come gl'abusi della vera.

511. S'intende qui dei principi despotici, perché quelli che governano con leggi certe, alle quali sono sogetti essi ancora, sono nell'istesso caso dei sudditi.

512. Proposizione contradittoria: chi arriva ad odiare la religione non la teme più.

513. Se fa questa domanda a Bayle, risponderà sicuramente che è meno male il primo del secondo; ma questo è un sofisma per rispondere ad un sofisma. Affine di contraporre alla proposizione di Bayle i veri termini della questione, bisogna domandare in questa maniera. In tutto l'universo oppure in una data società, qualunque qual sia il meno male: o che vi sia un culto empio, crudele e autore di tutti i più esecrandi vizii, oppure che non vi sia culto alcuno, che vi s'ignori perfino la esistenza dell'ente supremo. Questo è il vero senso della questione di Bayle generalizata [1]. Io non la voglio decidere, ma dirò

1. Cfr. P. BAYLE, *Pensées diverses écrites à un docteur de Sorbonne à l'occasion de la comète qui parut au mois de décembre 1680*, Rotterdam, 1683, tomo I, paragrafi 113-114.

bensì che un ateo, un materialista può ancora essere un galantuomo, perché le virtù sociali e morali hanno, indipendentemente da qualunque religione e culto, dei motivi bastanti per essere esercitate, fondate sovra un giusto raggionamento sull'amore di noi stessi. Che dove la religione autorizza il vizio, questi acquista la forza che gli dà la religione e perde il freno che gl'imporrebbe il sudetto raggionamento perché questo in quel caso cessa affatto. Dirò che la massima parte degl'uomini è attaccata alla materialità, alle cerimonie della religione e niente affatto alla morale, e ciò si vede perfino nella nostra santa religione. È pieno il mondo cattolico di gente che osserva la relligione esterna e, dove le buone leggi non hanno introdotti i buoni costumi, questa gente è lorda di tutti i vizii, di modo che le leggi civili hanno in ogni tempo avuta maggior forza sulle azioni umane che la religione, perché sono più sensibili tanto esse che i loro effetti; e non giova citare il fanatismo di religione che ha prodotti dei prodigi perché: 1. Questo ha prodotti in tutt'altro i prodigi che nei costumi. 2. Egli è un foco che passa, come una gran tempesta di mare, un'inondazione. Quando poi si discende alle particolari forme di governo e che si dice per frenare i capricci d'un despota è utile la religione, anche cattiva, allora non è più l'istessa questione, perché si suppone di già un sommo male, il despotismo; e se il despota è di un naturale mal inclinato, o che calpesterà la religione, o che ne abuserà e troverà il modo di farla anzi servire alle sue empietà. Il vero despotismo è un male senza rimedio, per quanto si rigiri; egli è come un corpo appestato della più maligna peste, che è meglio per chi è sano fuggirne il commercio e lasciarlo perir presto, che arrischiare d'infettarsi per dargli de' rimedi che non possono far più che prolongare di qualche poco la sua certa e inevitabile caduta. Il solo de' rimedi sarebbe il taglio, ossia mutare la forma del governo, renderlo moderato, ma e dov'è quel despota che si voglia accomodare a questo rimedio? Per lo più non si sanno persuadere della loro malattia, o almeno sperano sempre che la caduta sia cosa lontana assai e non abbia a succedere a loro ma ai successori, e intanto l'estrema indipendenza congiunta coll'estremo potere di soddisfare tutti i possibili capricci, posti a confronto di una podestà limitata, di una dipendenza dalle leggi fondamentali, del freno di giustizia ai caprici, rendono questo secondo stato odioso a chi si trova nel primo. Quanto tempo è mai che i filosofi, i politici gridano nei loro scritti che il vero interesse de' principi è di far felici i sudditi, che la loro richezza dipende da quella de' sudditi; che se vogliono poter essere potenti bisogna dare a questi il mezzo d'arrichire, che chi vuol raccogliere bisogna che semini? Eppure quanti pochi son quelli che se ne lascino pratti-

camente persuadere, che alleggeriscano i soverchi pesi, che sdegnino i progetti degl'adulatori tendenti ad arrichire le loro casse con pregiudizio de' sudditi? L'utile momentaneo ha troppa forza sul core umano.

Capo 3.

Che il governo moderato più si conviene alla religione cattolica ed il despotico alla maometana.

...Questo diritto delle genti è quello per cui la vittoria fra noi lascia ai vinti quella gran cosa, la vita, la libertà, le leggi, i beni e sempre la religione, quando uno non si accieca da sé (514)...

514. Gl'Americani non diranno sicuramente così. O i Spagnoli non erano cristiani, o la religione non ha prodotto questo diritto delle genti: attribuire alla medesima cose che non sono, egli è esporla alle sferzate degl'inimici; vi è tanto da dire in suo favore! Perché andar a cercare quello che non è?

Capo 5.

Che la religione cattolica conviene meglio alle monarchie e e la protestante alle republiche.

Quando una religione nasce e si forma in uno Stato, essa seguita per l'ordinario il piano del governo nel quale essa è stabilita (515)...

Quando la religione cattolica soffrì son due secoli quella sfortunata scissura che la divise in cattolica e in protestante, i popoli del Nord abbracciarono la protestante ed i meridionali conservarono la cattolica; la raggione di ciò è che i popoli del Nord hanno ed avranno sempre uno spirito d'indipendenza che non hanno i meridionali e che una religione, la quale non ha alcun capo visibile, conviene meglio alla indipendenza del clima che quella che ne ha uno (516)...

Ciascheduna di queste due poteva credersi la più perfetta, la calvinistica credendosi più uniforme agl'insegnamenti di Giesù Cristo e la luterana a quelli degl'apostoli (517).

515. Questa proposizione non istà bene in questo luogo, perché la nostra relligione, che è data da Dio, non aveva a seguitare alcun piano formato dagl'uomini e difatti non s'assomiglia niente affatto al piano di governo in cui ella naque, né di quello in cui poscia ne fu stabilita la sede.

516. La Russia che fa la maggior parte del Nord è governata col più gran despotismo; la Russia ha un governo militare, che vuol dire

despotico, la Polonia non è altro che un agregazione di tanti piccoli despoti ed il solo non despota e non schiavo è il re, tutti i Stati della casa d'Austria sono governati col governo di un solo, tutti gl'elettorati, i palatinati ecc. sono pieni di schiavi della glebba, siché questa indipendenza del Nord si riduce poi a qualche città libera di Germania, all'Inghilterra ed all'Olanda. Vi è assai più indipendenza nei popoli selvaggi d'Affrica che nel Nord, epperò non è cosa da attribuirsi tanto al clima.

517. Giesù Cristo ha raccomandato l'amore del prossimo al sommo grado e l'umiltà, per conseguenza l'uguaglianza; dunque quanto più il governo s'accosta all'uguaglianza ed alla moderazione tanto egli è più uniforme agl'insegnamenti della santa nostra religione; il despotismo che è l'eccesso contrario all'uguaglianza, è evidentemente contrario alla religione cattolica; l'uguaglianza però non toglie l'autorità delle leggi e del governo, ella consiste nell'uguaglianza personale e né Giesù Cristo né gl'apostoli hanno mai parlato né di preeminenze, né di dignità, né di giurisdizione coactiva, né tanto meno della temporale per gl'eclesiastici; la primazia del pontefice consiste tutta nel regime delle coscienze, nel pascere l'ovile e non è sicuramente stata istituita né da Giesù Cristo né dagl'apostoli in tutta quella estensione alla quale l'hanno portata i purtroppo deplorabili politici fini della corte romana. Lutero e Calvino non possono mai lusingarsi della perfezzione ogni qualvolta si sono scostati dagl'infallibili dogmi della Chiesa; volendo rimediare ai lagrimevoli disordini, alle ingiuste usurpazioni della corte romana, sono precitati entrambi in gravissimi errori.

Capo 7.

Delle leggi di perfezione nella religione.

Le leggi umane, fatte per parlare allo spirito, devono dar precetti e non consigli; la religione, fatta per parlare al cuore, deve dare molti consigli e pochi precetti (518)...

Il celibato fu un consiglio del cristianesimo. Quando se ne fece una legge per un certo ordine di persone, bisognò una legge ogni giorno per ridur gl'uomini ad osservar questa (519)...

518. Così fece Giesù Cristo e disse: *Jugum meum suave et onus meum leve* [1]. Volesse il cielo che il soverchio zelo non avesse mai

1. Cfr. *Matth.*, 11, 30.

ridotti in precetti i consigli del divin legislatore e preteso aggiungere alla legislazione di un Dio col pretesto delle circostanze de' tempi, come se il creatore non avesse saputo dare agl'uomini una legislazione che fosse buona per tutti i tempi ed avesse avuto bisogno che gl'uomini gliela rappezzassero! Quanti disordini si sarebbero per l'addietro risparmiati e si potrebbero pur risparmiare all'avvenire se si restituissero le cose al pristino stato e come furono istituite da Giesù Cristo. L'imitazione di Giesù Cristo è la strada della perfezzione, ma esso non ha mai commandato per legge che i cristiani avessero a fare tutto ciò che egli fece; perché digiunò nel deserto tanti giorni, dunque commandò la quaresima? Falsa conseguenza, perché egli digiunò senza nutrirsi abbiamo a digiunar così ancora noi? E non v'è maggior raggione in una cosa che nell'altra.

519. E Dio sa come l'osservano. Se questa verità non incontrasse un'ostacolo nella politica della corte romana, dalla quale unicamente è derivata questa legge, cioè di avere in tutti i Stati un ordine di persone sue suddite ed indipendenti dallo Stato in cui vivono, per poter così venire a capo più facilmente degl'altri suoi fini politici, i tanti scandali e disordini che una tal legge caggiona e non può ammeno di caggionare, a quest'ora avrebbero pur dovuto farla rivocare; ma non piace ancora all'Altissimo di restituire sulla cattedra di Pietro il vero spirito di umiltà e di religione e di disinteresse che si conviene all'universal pastore.

Capo 10.

Della setta stoica.

Le diverse sette de' filosofi erano fra gl'antichi quasi altretante religioni; nessuna mai ha avuto principii più degni dell'uomo e più proprii a rendere gl'uomini virtuosi che quella de' stoici (520) e, se potessi un momento scordarmi di essere cattolico, annovererei fra le disgrazie dell'uman genere la distruzione della setta di Zenone. Ella non esaggerava in altro che nelle cose grandi, nel disprezzo dei piaceri e del dolore (521). Essa sola faceva i cittadini, i grand'uomini e i grandi imperatori (522)...

520. E molto più di essa quella di Carneade e di Epicuro (che non bisogna confondere come si fa dal volgo colla dissolutezza d'Aristippo), le quali, spogliate dai giganteschi pregiudizi ed entusiasmi de' stoici, insegnavano le istesse virtù rendendole dolci ed amabili e dimostrandole utili.

521. Io non mi credo di pregiudicare in niente la mia ferma credenza quando lodo Carneade e la sua filosofia, perché io la trovo così analoga alla religione e così utile agl'uomini per renderli buoni cittadini e più facilmente religiosi che nulla più.

522. I più grandi fra tutti questi, toltone l'entusiasta Catone Uticense, sono stati della setta accademica; così Cicerone, così Cesare, così gl'Antonini, così Marc'Aurelio ecc. L'autore non ha distinte bene queste due sette.

Capo 14.

Come si aplichi alle leggi civili la forza della religione.

...Al Giappone la religione dominante non ha quasi alcun dogma e non propone alcuna pena o ricompensa nell'altra vita; per ciò le leggi hanno dovuto suplire con la somma severità e con una straordinaria pontualità nella esecuzione di esse (523). Quando la religione stabilisce il dogma di fatalismo, ossia che le azioni umane siano necessarie e non libere, le pene delle leggi devono essere più severe ed il governo più vigilante, perché gl'uomini, i quali senza di ciò si abbandonerebbero a lor medesimi, siano determinati da questi motivi (524) ma, quando la religione stabilisce il dogma della libertà, non è più l'istessa cosa (525)...

Quando la religione condanna delle cose che le leggi civili devono permettere (526), egli è pericoloso che le leggi civili permettano ciò che la religione deve condannare, perché questo denota sempre un diffetto d'armonia e di giustezza delle idee che si communica da una cosa all'altra (527)...

Come si può egli contenere colle leggi un uomo, il quale crede che la maggior pena che il magistrato possa infliggergli non è altro che un momento il quale gl'apre la porta ad una eterna felicità? (528).

523. L'autore istesso ha già osservata l'inutilità ed il disordine di questo rigore, siché egli non può servire né di esempio, né di prova.

524. Quando si crede una libertà fisica ed una libertà morale legata solo dalle idee e dalle circostanze, allora sta bene questa regola, ma se si arriva a credere che tutto intieramente ciò che succede deve succedere così e non può essere altrimenti, si renderanno indifferenti anco alle pene.

525. Anche quando vi è il dogma della libertà, bisogna pur fare in modo che questa libertà abbia de' motivi forti per determinarsi più al bene che al male, ed a misura che gl'uni agiscono meno, bisogna fare che agiscano altri.

526. Bisogna badare a non confondere questo passo colla precisa contradizione delle leggi colla religione: questa per esempio proibisce alcune azioni che le leggi non devono proibire, perché non le riguardano e sarebbe un confondere le relazioni delle cose se esse se ne mischiassero.

527. E per questo le leggi civili non devono mai espressamente permettere una cosa che sia espressamente proibita dalla religione.

528. Non vi sarebbe altro che di pigliarlo per il suo verso ed in vece della morte prepararli una longa e penosa vita.

Capo 16.

Come le leggi della religione correggano gl'inconvenienti della costituzione politica.

...Quando i piccoli signori facevano in Francia tra di loro la guerra e la pace, la religione stabilì delle tregue per certe staggioni dell'anno (529).

529. Bisogna sempre ricordarsi che l'autore parla delle false religioni date dagl'uomini e che in somma altro non sono che leggi e cerimonie civili col nome sacrosanto di religione per farle meglio osservare.

Capo 19.

Che l'uso o abuso che si fa di un dogma contribuisce più a renderlo utile o dannoso agl'uomini nello stato civile che la verità o falsità di esso.

I dogmi i più veri ed i più santi possono produrre delle cattive conseguenze, allora quando non si legano coi principii della società (530)...

Queste usanze derivano più direttamente ancora dall'altro dogma della risurrezione dei corpi, dal quale si è derivata la conseguenza che dopo morte l'individuo avrebbe gl'istessi sentimenti e le istesse passioni. In questo aspetto il dogma dell'immortalità dell'anima è fuor di modo interessante per gl'uomini, perché l'idea di una semplice mutazione di sito e di dimora è più alla portata del nostro intelletto e piace di più al nostro cuore che l'idea di una nuova modificazione (531)...

530. Ossia quando il legislatore non sa legare con essi i principii della società e la sua legislazione in modo che tutto combini.

531. Data una nuova modificazione, ne verrebbe in conseguenza l'intiera dimenticanza della precedente esistenza, epperò non servirebbe più a nulla l'immortalità, perché non si saprebbe nemmeno di essere quella nostra persona; per ipotesi, che servirebbe a noi per esempio

d'essere già vissuti altre [volte] se non lo sappiamo e non ne abbiamo il minimo senso? Dunque il dogma dell'immortalità suppone che si conservi l'identità e la personalità dell'individuo.

Capo 21.

Della metempsicosi.

Il dogma dell'immortalità dell'anima si divide in tre sistemi: quello della immortalità pura, quello della semplice mutazione di sito e quella della metempsicosi, cioè il sistema de' cristiani, quello dei Sciti e quello degl'Indiani (532). Noi abbiamo parlato dei due primi e dirò del terzo che, essendo stato dove bene e dove male diretto, egli ha prodotti nell'Indie de' buoni e de' cattivi effetti; siccome egli ispira un orrore per i sanguinari, vi sono pochissimi omicidii all'Indie e, quantunque non vi sia la pena di morte, si gode tutta la tranquillità (533)...

532. Filosoficamente parlando, la questione dell'immortalità dell'anima è una questione del non deffinito nome di morte. Cosa s'intende egli per morire? Annichilarsi? No certamente: il corpo muore e non s'annichila; mutar modificazione? Dunque in questo senso l'immortalità suppone necessariamente la conservazione della personalità e non può mai considerarsi altro in essa che una mutazione di sito, siché questi tre sistemi non diversificano che nell'assegnare questo sito. La questione poi della spiritualità è un altra questione del non deffinito nome di spirito; nessuno degl'antichi filosofi, nessuno degl'apostoli, né degl'antichi padri della chiesa per più d'un secolo per spiritualità dell'anima ha mai inteso altro che una materia sottile, invisibile, non cadente sotto ai sensi e più perfetta. Così San Giustino, Taziano, filosofo cristiano, San Clemente Alessandrino, Lattanzio, Arnobio, San Illario, San Gregorio Nazianzeno, San Ambroggio. San Gioanni di Tessalonica, parlando del settimo Concilio assicura come articolo di tradizione comprovato da San Atanasio, San Basilio ed altri che, né gl'angioli, né i demoni, né le anime umane sono spogliate di materia [1]. San Ago-

1. Cfr. S. Giustino, *Apologia*, I, capo 18 (Migne, P. G., vol. VI, col. 355); Taziano, *Oratio adversus Graecos* (Migne, P. G., vol. VI, coll. 830-835); S. Clemente Alessandrino, *Liber qui dives salvetur*, 337 (Migne, P. G., vol. II, coll. 611-615); Lattanzio, *De opificio Dei*, capi 17-19 (Migne, P. L., vol. VI, coll. 68-76) e *Divinae institutiones*, capi 12-13 (Migne, P. L., vol. VII, coll. 771-728); Arnobio, *Adversus gentes*, lib. I, capi 38, 53; lib. II, capi 14, 15, 25, 28, 30, 45 (Migne, P. L., vol. V); S. Ilario, *Tractatus super psalmos*, psalmus CXIX, 423 (Migne, P. L., vol. I, col. 651) e psalmus CXXXVII, 537 (Migne, coll. 786-787); S. Gregorio

stino istesso ha credute le anime materiali [1]. Tertulliano, *De anima*, capo 19, dice: *anima velut surculus quidam ex matrice Adami in propaginem deducta, et genitalibus semina foveis commodata pullulabit tam intellectu, quam et sensu*; ed ancora San Bernardo dice che l'anima in cielo non vede Dio, ma conversa coll'umanità di Giesù Cristo [2]. La *Genesi* (capo 2, numero 7): *et inspiravit in faciem eius spiraculum vitae et factus est homo in animam viventem*. Infatti è impossibile all'uomo di concepire nemmeno la esistenza di una cosa non materiale e, supposta l'anima non spogliata di materia, resta intelligibile il dogma della pena del foco.

533. Il nostro dogma è fatto per ispirare un molto maggiore orrore per l'omicidio che quello degl'Indiani, eppure fra noi egli è pur troppo frequente; abbiamo un precipizio di pene di morte e siamo lontani dalla tranquillità dell'India. Due conseguenze io ne ricavo, una che si crede pochissimo e la religione si osserva nel solo esterno, l'altra che non è la pena di morte quella che trattenga dai delitti.

Capo 23.

Delle feste.

...Per la stessa raggione, nei paesi di commercio e che si mantengono con esso, il numero delle feste deve essere relativo all'istesso commercio (534)...

534. Di fatti a Livorno in Toscana, eccettuata la domenica, nell'altre feste è rimasta l'obligazione della messa, ed è tolta quella di cessare dal lavoro.

Nazianzieno, *Carmina, Poemata theologica*, sectio I, *Poemata dogmatica, De anima* (Migne, P. G., vol. III, coll. 446-447); S. Ambrogio, *In psalmum David CXVIII expositio*, sermo decimus (Migne, P. L., vol. II, col. 1335) e *Epistola XXXIV, Ad Horontianum*, 3 (Migne, P. L., vol. XVI, col. 1074); S. Atanasio, *Vita beati Antonii abbatis* (Migne, P. L., vol. LXXIII, coll. 125-170); S. Basilio, *Homilia in illud. Attende tibi ipsi*, capo 7 (Migne, P. G., vol. XXXI, coll. 214-215). Citando S. Giovanni di Tessalonica, forse il Vasco si riferiva all'arcivescovo di Tessalonica (a. 680), ricordato nel Migne, P. G., vol. CXVII, col. 917. Nel Mansi, *Sacrorum conciliorum collectio* (vol. XII, p. 195, a. 712) trovasi una lettera di Giovanni, arcivescovo di Costantinopoli, al papa Costantino.

1. Cfr. S. Agostino, Epistola XIII, *De natura animae* (Migne, P. L., vol. II, coll. 77-79).

2. Cfr. S. Bernardo, *Epistola ad fratres de Monte Dei*, libro III, capo III, *Animarum beatarum dotes explicantur*, 11 (Migne, vol. III, col. 359).

Capo 24.

Delle leggi di religione locali.

Vi sono molte leggi locali nelle diverse religioni e, quando Motezuma s'ostinava cotanto in dire che la religione de' Spagnoli era buona per il loro paese e quella del Messico per il suo, non diceva una cosa tanto assurda (535)...

L'opinione della metempsicosi è fatta per il clime dell'Indie. L'eccessivo caldo inaridisce tutte le campagne, epperò pochissimo bestiame vi si può mantenere, si corre sempre rischio di trovarsi in scarsezza per la coltivazione, i buoi non si moltiplicano che assai mediocremente, sono sottoposti a molte malattie: una legge di religione che li conserva è dunque utilissima per il politico regime del paese (536)...

La carne del bestiame è senza gusto ed il latte e butirro che ne ricavano fa una parte della loro sussistenza. La legge che proibisce di uccidere e mangiare le vache non è dunque irragionevole all'Indie (537)...

535. Considerando la religione come non religione e solo come cosa puramente umana, era vero che alcune leggi della religione del Messico erano addattate al loro paese ed era vero altresì che alcuni pregiudizi e massicci errori falsamente derivati dalla religione ed indipendentissimi da essa, dei quali erano barbaramente offuscati i Spagnoli, non potevano assolutamente convenire al Messico. Ma che la religione considerata come tale e nella relazione che ha coll'ente creatore sia sogetta a queste cose locali, che la sola vera religione, la data da Dio, incontri in qualche angolo della terra nonché in un vasto paese delle difficoltà insuperabili per stabilirsi, non è un assurdo, ma è un errore nei primi principii delle cose. Cotesto errore nasce riguardo alla cattolica religione da alcuni puramente ecclesiastici precetti, i quali, sebbene siano parte della religione non sono però parte così essenziale che la medesima non possa essere senza di essi; questo sì sarebbe assurdo il dirlo: ora di questi certo che alcuni non possono convenire ad alcuni paesi: per esempio, supponiamo un paese il quale non potesse, se non con gravissimo incommodo, provvedersi dei cibi quaresimali; in questo sarebbe assai fuor di proposito il voler stabilire la quaresima, e così di molti altri.

536. Altro è che sia bene che vi sia una simil legge, altro che questa abbia ad essere una legge di religione; nelle false religioni, siccome esse non hanno di religione altro che il nome, ma sono in sostanza leggi umane e politiche, sta bene la proposizione ed in questo senso si deve intendere tutto quello che dice l'autore in apresso su questo proposito.

537. Cioè come legge civile o politica; ella sarebbe irragionevolissima come precetto di relligione, perché quell'azione non ha alcuna relazione diretta coll'ente supremo.

Capo 25.

Inconvenienti del trasporto di una religione da un paese all'altro.

...La legge che proibisce di mangiare la carne del porco è dunque una legge locale, la quale non potrebbe convenire in altri paesi nei quali la carne di porco è un nutrimento quasi universale ed in qualche modo necessario (538)...

538. Moisè la proibì al popolo ebreo, ma Moisè fece un codice solo delle sue leggi civili politiche coi precetti di religione, perloché è facile di sbagliare ed attribuire a precetto ciò che non era che legge; questa proibizione per esempio era appunto una legge politica locale.

Capo 26.

Continuazione dell'istesso sogetto.

...Le continue lozioni sono molto in uso ne' paesi caldi, per ciò le leggi maometana ed indiana le prescrivono. Egli è un atto assai meritorio all'Indie di pregar Dio nell'acqua corrente; come sarebbe egli possibile di stabilire cose simili in altri paesi? (539)...

Sembra, umanamente parlando, che il clima sia quello che abbia prescritti dei limiti alla religione cristiana ed alla maometana (540)...

Il cristianesimo è pieno di buon senso, parlando umanamente: l'astinenza è di diritto divino, ma un'astinenza particolare è di diritto di governo, ossia ecclesiastico, e si può cangiare (541).

539. I bagni erano moltissimo in uso presso i Romani, perché li conoscevano utili alla salute, senza che la religione ci entrasse per niente.

540. Si può perdonare ad un sì grand'uomo in una sì grand'opera, un errore che nasce, non da irreligiosità, ma dall'entusiasmo che esso [pone] in attribuire la maggior parte delle cose al clima. Né la religione cristiana è fondata per alcun verso sul clima, né è vero che essa offenda alcun clima. I santi misteri sono affatto spirituali e non hanno che fare col clima; la santa morale anch'essa è tutta spirituale e non ha che fare col clima, tutto si riduce alla poligamia, non espressamente proibita dal divin salvatore e che, quando fosse vero (che io non credo) che un qualche clima l'esigesse non ripugnerebbe alla religione;

si riduce ad alcuni precetti della Chiesa, i quali, come ho detto dissopra, si possono modificare ed anco togliere quando siano veramente insopportabili in un qualche clima. Io accorderò benissimo che, se i missionari fossero stati buoni filosofi, che avessero saputo osservare cosa intorno a questi precetti non era veramente eseguibile in quel dato clima e quindi rapresentandolo alla Chiesa avessero ottenuto quel provvedimento che era necessario, avrebbero forse meglio riuscito nelle loro missioni; ma non da questo diffetto s'ha a arguire che la religione santa ed unica ed indipendente per se medesima da queste cose non possa stabilirsi in qualche parte della terra, perché sarebbe dire, o che per quegl'uomini Iddio ha fatta un'altra religione, che non è vero, o che, senza loro colpa, sono esclusi dalla celeste patria e ripugna alla giustizia e misericordia infinita del Signore.

541. Ella però obliga sotto pena di eterna dannazione; non mi pare che le leggi politiche abbiano ad avere pene di questa sorte; non ardirò mai censurare cose simili, ma dirò solo che io non so rispondere alle difficoltà che vi si fanno contro, tanto morali che religiose e politiche.

Libro XXV.

DELLE LEGGI RELATIVE ALLO STABILIMENTO DELLA RELIGIONE ED AL SUO ESTERNO GOVERNO

Capo 2.

Dei motivi d'attaccamento per le diverse religioni.

...Noi riguardiamo l'idolatria come la religione dei popoli ignoranti e quella che ha per ogetto un ente spirituale come quella dei popoli illuminati (542)...

Quando il culto esteriore ha molta magnificenza egli dà un altro motivo di attacco per la religione. Le richezze de' templi e quelle del clero ci interessano molto. Così la miseria istessa de' popoli è un motivo che gl'attacca a quella religione che ha servito di pretesto a quelli che hanno caggionata la loro miseria (543).

542. I Greci erano per lo meno altretanto illuminati di noi, eppure erano idolatri.

543. Proposizione, per la Dio grazia, falsissima, perché altrimenti ella potrebbe servire di un altro nuovo pretesto agl'abusi del sacerdozio. Ma il fatto è che la richezza ecessiva è quella anzi che diminuisce la venerazione per gl'eclesiastici ed insensibilmente per la religione.

Capo 3.

Dei templi.

...Siccome la divinità è il rifugio degl'infelici e che nessuno è più sgraziato dei delinquenti, è stato naturale (544) il pensare che i templi fossero un asilo per essi e questa idea fu anco più naturale ai Greci, presso i quali gl'omicidi, discacciati dalla loro città e dalla presenza degl'uomini, sembrava che non avessero più altra cosa che i templi, né altri protettori che i dèi. Questo non fu in principio che riguardo agl'omicidi involontarii, ma, quando si estese ai gravi delitti, si cadde in una grossolana contradizzione: se avevano offeso gl'uomini, avevano molto più offesi i numi (545).Questi asili si multiplicarono in Grecia; i templi, dice Tacito, erano ripieni di debitori decotti (546) e di schiavi scelerati...

Se gli omicidi fossero stati esigliati, vi sarebbe stato il pericolo che essi non adorassero dei dèi forestieri. Tutte queste raggioni fecero stabilire delle città d'asilo, nelle quali s'aveva a rimanere fino alla morte del sommo pontefice (547).

544. Questo è un giuoco della parola francese *malheureux*, che significa ugualmente l'infelice che il sgraziato, che pur non è l'istessa cosa; i delinquenti non sono quelli che ricorrono alla divinità per riceverne quelle consolazioni che essa sola può dare; essi ricorrono solo quando sono in procinto di essere giustiziati, laddove l'uomo che per i volubili scherzi di fortuna si trovi infelice ricorre alla divinità, la quale si può dire con raggione il rifugio e la consolazione unica degl'infelici.

545. Non vi sono altri rei che gl'omicidi, né altri asili che per essi?

546. I debitori decotti, messi a paro coi servi scelerati, ella è una assurdità insopportabile; il debitore decotto, per questo solo che sia decotto, non è reo d'alcun delitto, dunque non merita pena, dunque non ha bisogno d'asilo. Egli è reo solamente quando la sua decozzione nasce da una causa rea, quella è il suo delitto, e non l'effetto, ossia la decozzione, la quale può nascere da mille cause innocenti; questo è confondere le relazioni delle cose, e non ridurle ai veri principii.

547. L'immunità locale stabilita fra noi è un grave errore derivato dall'idea che vi era in Roma pagana della immunità dei templi idolatri, delle statue degl'imperatori ecc.; ella è contraria direttamente al Vangelo: *Scriptum est de me domus mea, domus orationis vocabitur omnibus gentibus, vos autem fecistis eam speluncam latronum*[1]; sembra proprio

1. Cfr. *Luc.*, 19, 46.

una predizzione dell'immunità locale che si sarebbe un giorno stabilita; ella è contraria poi ai primi principii di buon governo quanto ai secolari ed alla santità del luogo quanto alla Chiesa.

Capo 4.

De' ministri della religione.

...Vi furono delle religioni nelle quali non solo si pensò di allontanare gl'ecclesiastici dagl'affari, ma anche a togliere loro gl'imbarazzi di una famiglia, ed è la prattica del principal ramo della legge cattolica (548)...

Nei paesi meridionali d'Europa, dove per la natura del clima la legge del celibato è più difficile ad osservarsi, ella si è ritenuta (549); nei paesi del Nord, dove le passioni sono meno violente, ella è stata proscritta...

548. Legge puramente ecclesiastica e che per tanti secoli non vi è stata; l'essere gl'ecclesiastici allontanati dagl'affari mondani e principalmente dagl'interessi è una delle cose le più raccomandate dai primi padri della Chiesa e delle meno osservate a' giorni nostri. La scusa del raffredatosi fervore de' cristiani nelle offerte, si sa dalla storia di qual peso sia: si rafredarono essi: 1. Dopo che avevano già dato tanto che non gliene restava quasi più, né da dare, né appena da vivere. 2. Si sono raffredati quando, moltiplicatosi sovverchiamente il numero degl'ecclesiastici, la cosa andava all'infinito. 3. Si sono raffredati quando i costumi corrotti degl'ecclesiastici, il loro lusso, la loro avarizia, avidità e tanti altri vizii e disordini, dei quali è pur troppo piena la storia, hanno fatta perdere ai secolari quella venerazione che avevano per la santità dei primi.

549. Ma come si osserva ella?

Capo 5.

Dei limiti che le leggi devono prescrivere alle richezze del clero.

...Le famiglie particolari possono crescere di numero; i beni loro, per conseguenza, bisogna che possino anche crescere; il clero è una famiglia che non deve crescere (550)...

Quegl'aquisti che non finiscono mai sembrano ai popoli così irragionevoli che chi volesse parlare in loro favore sarebbe tenuto per uno sciocco (551). Le leggi civili incontrano talora degl'ostacoli in voler togliere certi abusi stabiliti (552)...

In alcuni paesi d'Europa la considerazione dei diritti dei signori ha fatto stabilire a loro favore un diritto d'indennità sugl'immobili aquistati

dalle mani morte. L'interesse del principe gl'ha fatto esiggere un diritto d'ammortamento in quell'istesso caso. In Castiglia, dove non v'è alcuno di questi diritti, il clero ha tutto inghiottito (553). In Arragone vi è qualcuno di questi diritti: ivi ha aquistato meno; in Francia ha aquistato meno ancora, perché vi sono tutti e due i summentovati diritti e si può dire che la prosperità dello Stato provviene in gran parte dall'esercizio di questi diritti. Accrescetegli ed arrestate, se è possibile, le mani morte (554). Rendete sacro ed inviolabile il primo mango della Chiesa, che egli sia fisso e perpetuo come essa, né lasciate che escano dalle sue mani i nuovi dominii (555)...

550. Ossia non dovrebbe, e non avrebbe dovuto crescere; ma, e per l'addietro è cresciuta a un segno esorbitante, e non vi sono ancora per l'avvenire dei provvedimenti perché non cresca; anzi sotto il pontificato presente scappa fuori ogni giorno qualche nuovo fondatore di non necessarii ordini religiosi.

551. Per esiggere le decime ne hanno fatto un precetto di religione; per far precetto di religione una cosa arbitraria nella sua origine, una cosa tutta temporale che, non avendo alcuna diretta relazione con Dio, non può mai essere parte della sua santa religione, si sono brancolati al *Levitico*, ma il *Levitico* che rendeva i sacerdoti incapaci di possedere [1] si sono ben guardati di rammentarlo; è forse egli meno autorevole? O hanno essi l'arbitrio di servirsi solo di quel che gli torna più per l'interesse e farne un precetto di religione? Io non mi stupisco che vi siano degl'eretici, stupisco che non ve ne sia di più.

552. I principi deboli incontrano questi ostacoli; gl'altri che, amando i suoi popoli, hanno abbastanza di coraggio per intraprendere e che, temendo il male, sanno a un tempo stesso disprezzare le inutili ed abusive minaccie che la politica ed un scandaloso interesse fa talora scagliare da chi dovrebbe anzi dar l'esempio d'imitazione del divin maestro, mettono senza pericolo la falce alla radice e tagliano l'idra del vizio che ha infestato l'arbore del Signore ed impoverisce il terreno della sua vigna. Voglia il cielo che i principi cattolici, i quali soli lo possono, si mettano di proposito a informare gl'abusi del clero e riducano all'antica sua semplicità e santità l'ecclesiastica disciplina (non parlo dei regolari, perché questi non sono utili che per il diffetto de' preti; ridotti questi a segno, essi diventano inutilissimi). Questo sarebbe far trionfar la chiesa e non ch'ella abbia soldati, cannoni, birri e un boia a' suoi commandi, che in sostanza ad altro non si riduce che a

1. Cfr. *Levitico*, 27, 30.

rendere i sommi sacerdoti al tempo istesso dissipati e tiepidi ecclesiastici, inutili e cattivi principi.

553. Che sarebbe poi se, in vece di aver diritti simili, fosse il clero che avesse il diritto di rendere immune da ogni publica contribuzione i beni che esso aquista?

554. I principi in oggi hanno già incominciato e vanno direttamente alla cosa coll'indistinta proibizione.

555. Cosa è questo primo mango? Un giuoco di parole vuote di senso; il corpo morale non mangia, non beve e tutto al più fabrica; i corpi fisici son quelli che hanno bisogno di manutenzione; questa è dovuta per tutti i titoli agl'ecclesiastici, ella deve essere decente, non superflua, deve appartenere agl'individui, non al corpo; così erano le decime. In vece di esse hanno avute possessioni, ed è un abuso per mille raggioni; e la raggione istessa per cui le possedono è una raggione per cui non devono possedere; sono consacrati a Dio, devono essere mantenuti dalla società appunto perché non siano dagl'interessi mondani e dagl'affari disturbati dalla vita di perfezzione e dal culto di Dio, dunque non devono aver il pensiero di far seminare, arare ecc.; essi devono avere la loro manutenzione fissa, sicura ed invariabile; dunque non devono correre il rischio d'un'intemperie, d'una tempesta ecc.; dunque la società deve loro fissare un congruo e decente mantenimento in danaro, destinato per gl'individui non per il corpo e non devono possedere. Tutto lo Stato deve essere ipotecato per questa prestazione, perché non vi è cosa più interessante; la società deve essa pensare alla ristorazione del tempio materiale ed a fabricarlo ove sia bisogno, ma il tempio non deve aver poderi. Dunque non vi è primo mango.

Capo 8.

Del pontificato.

Quando la religione ha molti ministri, egli è naturale che questi abbiano un capo e che il pontificato vi sia stabilito (556). Nella monarchia, nella quale non è possibile di separare gl'ordini dello Stato e nella quale non si devono riunire tutte le podestà nella medesima persona, è bene che il pontificato sia separato dall'impero (557)...

556. Questa naturalezza io non la vedo; egli è giusto come se dicesse quando vi sono molti giudici, molti ministri politici egli è naturale che abbiano un monarca; difatti la religione di Calvino ha

dei ministri e non ha il pontificato; perché non può il papa essere democratico? La primazia del pontefice è stata riconosciuta in San Pietro dagl'apostoli, epperò ella è fondata sulle regole di religione; ho già detto dissopra che essa ha dei limiti, dai quali sono usciti per secondi fini i sucessori di Pietro nei deplorabili secoli di rilassamento.

557. L'essere elettivo il pontificato, l'essere sempre vechi i papi, che vale a dire non hanno tempo a intraprendere, maturare ed eseguire, l'essere per lo più buoni a tutt'altro che a regnare, forma uno stato di debolezza e di anarchia nel governo politico di Roma, che evita i maggiori che potrebbero derivare dalla riunione del sacerdozio e dell'impero in quel dominio.

Capo 11.

Del cambiamento di relligione.

...In oltre, la religione antica è legata alla costituzione dello Stato, la nuova non lo è ancora; quella s'accorda col clima e spesso alla nuova questo vi si oppone (558)...

558. Potrebbe benissimo il principe accomodare nello stesso tempo tutte le cose in modo che la costituzione si trovasse legata colla nuova relligione e, quanto al clima, ho già osservato di sopra che l'autore ne fa troppo spesso uso.

Capo 13.

Umilissima rapresentanza agl'inquisitori di Spagna e di Portogallo (559).

559. L'impero sulle menti umane lo ha Dio, e poi la verità, la raggione, che da esso sempre deriva; quando lo vogliono avere gl'uomini, egli è per una parte una usurpazione ingiustissima e per l'altra l'estremo e sommissimo grado della tirannia. Leggete su questo proposito Bayle nel *Trattato sulla cometa* all'articolo *Compelle eos intrare* [1]. Direte che Bayle è un eretico? Vi domanderò se l'eretico ha perduta per questo la facoltà pensante, se si è reso incapace di fare un buon sillogismo, perché ne ha fatto una volta un falso? Or bene, se volete esser giusti, se cercate la verità, spogliatevi dei pregiudizi, non badate al nome dell'autore, pesate gl'argomenti e le raggioni sue e non vi

1. Cfr. P. Bayle, *Pensée sur la comète* cit.

lasciate mai sedurre dalle scandalose proposizioni *d'odio dell'autore*; la parola *odio* sta troppo male in bocca di chi professa di essere seguace d'un maestro che ci ha, non consigliato ma espressamente e colla massima precisione commandato di amare i nostri nemici. In Spagna, in Portogallo la politica del governo, buona o cattiva non lo so, ha creduto di dover proscrivere la nazione ebrea; non vi è dubbio alcuno che una società abbia il diritto di dire che in quella superficie che essa occupa non vuole gente di quella tal nazione, di quella tal credenza e che quelli di questi che ardiranno di volerci stare a suo dispetto saranno trattati come rei, come inimici dello Stato ecc.; ma il male consiste in fare di un ponto politico un ponto di religione; questo disordine nasce da un altro, ed è che l'estremo despotismo di quei governi non ha altro freno alla tirannia che la religione; ora i sudditi cercano sempre di far entrare in ogni cosa la religione, perché da essa sola ricavano qualche sollievo dalla schiavitù e qualche limite all'arbitrario potere.

Libro XXVI.

DELLE LEGGI RELATIVE ALL'ORDINE DELLE COSE SOPRA LE QUALI ESSE SONO DATE.

Capo 3.

Delle leggi civili che sono contrarie alla legge naturale.

...La legge che sotto Enrico VIII condannava un uomo senza che i testimoni gli fossero stati messi in confronto, era contraria alla diffesa naturale; di fatti perché si possa condannare, bisogna pure che i testimoni riconoscano l'identità della persona contro della quale depongono e che è accusata, come altresì questa bisogna che possa dire ai testimoni: non son io quegli di cui parlate (560)...

560. Se questo è fondato sulla legge naturale, essa è offesa in molti luoghi d'Europa. Io non mi contenterei del confronto per la identità della persona, lo vorrei ancora, perché il reo potesse esso interrogarli in riguardo alle circostanze ed alla sostanza della loro deposizione, sia riguardo alle cause di scienza; nelle liti intorno le proprietà è permesso d'interrogare i testimoni dell'avversario ed alla fine si tratta solo della robba; là dove si tratta dell'onore, della vita, della libertà, cotesto non si usa; sembra che si guadagni qualcosa quando riesce di condannar qualcuno.

Capo 4.

Continuazione dell'istesso sogetto.

...La legge di Recesvindo permetteva ai figli delle donne adulterine o a quelli di suo marito di accusarla e di mettere alla tortura i schiavi della casa. Legge iniqua, che, per conservare i costumi (561), offendeva la natura che è la madre de' costumi...

561. O per favorire quel falso punto d'onore, di cui ha già parlato l'autore dissopra (libro [III], capo [7]).

Capo 5.

Un caso nel quale si può giudicare secondo i principii della legge civile modificando quelli della legge naturale.

Una legge d'Atene obligava i figli di nodrire i padri divenuti miserabili; eccettuava però quelli che erano nati da una meretrice, quelli dei quali il padre aveva esposta la pudicizia con un traffico infame, quelli ai quali non aveva insegnata un'arte per guadagnarsi il vitto. La legge considerava che nel primo caso il padre si trovava incerto ed aveva resa precaria la sua obligazione naturale; nel secondo aveva machiata quella vita che aveva data ed aveva fatto ai suoi figli il maggior male che loro far potesse, gl'aveva tolto l'onore; nel terzo aveva loro resa insoffribile una vita che non avevano mezzo di sostentare (562)...

562. Se non avevano con che sostentarsi loro erano molto meno in caso di sostentare il padre; dunque questo suppone che i figli non avessero avuta dal padre alcuna educazione e che altronde si trovassero in caso non solo di sostentarsi essi, ma anco di socorrere il padre, ed allora questa era una pena per aver il padre mancato al principale degl'oblighi naturali e civili verso dei figli.

Capo 6.

Che l'ordine delle sucessioni dipende dai principii del diritto politico o civile e non dai principii di legge naturale.

La legge Voconia non permetteva d'istituire erede, né la moglie, né la propria unica figlia. Non vi fu mai, dice Sant'Agostino, legge più ingiusta. Una formula di Marcolfo tratta d'empia l'usanza che priva le figlie dalla successione dei padri. Giustiniano chiama barbaro il diritto ai maschi di succedere ad esclusione delle femmine. Queste idee sono nate da che si è considerato il diritto di successione alla paterna eredità ne' figli come deri-

vante dalla legge di natura, lo che non è (563). La legge naturale commanda ai padri di nodrire i loro figli, ma non gl'obliga di istituirli eredi (564)...

In alcune dinastie della Cina fu stabilito che succedessero i fratelli dell'imperatore e non i figli. Se si voleva nel principe una certa sperienza, se si temevano le minorità, se si aveva a prevenire il disordine, che gl'eunuchi non mettessero sul trono una serie successiva di ragazzi, si poteva benissimo stabilire un simile ordine di successione e, quando alcuni scrittori hanno trattati d'usurpatori quei fratelli, hanno giudicato secondo le idee concepite fra noi (565)...

Nodrire i figli è un obligo di natura, dar loro la propria eredità è un obligo di diritto civile o politico (566)...

563. Egli non è certo derivante dalla legge di natura, ma dal diritto delle genti e dalla istituzione delle proprietà; istituite queste e data ai padri l'autorità sui figli per l'educazione di essi resasi necessaria e più estesa, il compenso di questa soggezzione è il diritto di succedere; siccome quella è uguale nelle femmine che nei maschi, così deve essere uguale questa e si può dire impropriamente un diritto naturale in quanto che deriva dalla natura della cosa e da quell'idea di giustizia che nasce dall'idea di uguaglianza e di parità di raggione.

564. Perché la parola eredità è forastiera per la legge di natura: quella di istituire eredi è, ardirei dire, contraria, perché egli è voler commandar quando uno più non esiste, quando uno non è più fra le cose naturali.

565. In un governo despotico una simil legge non può tardare a produrre delle catastrofi. Un imperatore che abbia un figlio capace di regnare, un figlio per cui abbia dell'amore, che non è tanto impossibile, fa assassinare tutti i competitori del medesimo per aprirgli libera la strada al trono.

566. Da questa massima bisogna badare di non derivarne la conseguenza che i padri abbiano l'arbitrio di privare dell'eredità i figli, che sarebbe falsissima; le leggi possono privarli e stabilire un diverso ordine di succedere, ma i padri non sono legislatori ed è un gravissimo disordine quello delle leggi che lo soffrono, lo permettono o l'autorizzano (vedi *Delle leggi civili reali*, al capo de' testamenti) [1].

1. Vedi qui le pp. 122-128.

Capo 8.

Che non si devono regolare coi principii del diritto che chiamiamo canonico le cose regolate dai principii del diritto civile.

...Perché la donna, violando le leggi del matrimonio, si sottrae dallo stato della sua naturale dipendenza, perché la natura ha dati dei segni certi dell'infedeltà della donna e che i figli adulterini della moglie vengono a essere a carico del marito, in vece che gl'adulterini di questo, né sono della moglie, né a carico di essa (567).

567. La divisione delle terre e le leggi di successione sono un altro fortissimo motivo di differenza. La donna s'espone a dar un figlio adulterino che rubba innocentemente l'eredità ai legitimi, dove vi sono poi primogeniture, feudi, tanto più che il marito può bensì caggionare questo istesso danno ad un altro, se gli seduce la moglie, ma in tutt'altra maniera non è più reo di questo delitto di furto.

Capo 9.

Che le cose le quali debbono essere regolate dai principii del diritto civile di rado possono essere regolate dai principii delle leggi di religione.

...A dirittura la legge romana condannò un marito che avesse ripresa in casa la moglie adultera come complice delle di lei dissolutezze (568)...

Giustiniano aveva in vista la indissolubilità del matrimonio, ma si può dire che l'avesse troppo in vista. Egli esiggeva una prova positiva dove bastava una negativa, esiggeva una cosa difficilissima, cioè trovar conto di un uomo lontano ed esposto a mille pericoli; presumeva un delitto, cioè la diserzione del marito, dove era più presumibile la morte; offendeva il ben publico, lasciando una donna in un celibato non volontario; offendeva l'interesse particolare esponendola a mille pericoli (569). La legge di Giustiniano, che aggiunse alle cause di divorzio il reciproco consenso di entrambi in religione, s'allontanò intieramente dai principii delle leggi civili. Egli è naturale che le cause di divorzio hanno la loro origine da certi impedimenti che non si dovevano prevedere innanzi al matrimonio, ma quel desiderio di vivere castamente poteva prevedersi poiché era in noi. Questa legge favorisce l'incostanza in uno stato, che di sua natura è perpetuo; ella offende il principio fondamentale del divorzio, che non soffre la dissoluzione del matrimonio che nella speranza di un altro; finalmente, a seguitare le istesse idee di religione, ella non fa che dare delle vittime a Dio senza sacrificio (570).

568. E per favorire la religione in una parte si offendeva il principale de' suoi precetti, che è il perdono degl'inimici.

569. Altro è che le leggi civili non debbano avere per mira la santità, altro che siano ad essa contrarie; non vi è cosa più perniciosa che la contradizzione tra le leggi civili e quelle della religione; la massima contradizione è quando le une commandano ciò che le altre proibiscono, ma non lascia di essere contradizione quando le leggi civili espressamente permettono ed autorizano ciò che la religione proibisce. Io non entro a discuttere se la prova positiva rigorosa sia necessaria o possa bastare la negativa, se quella non sia forse sogetta ad altri inconvenienti e se quello di darsi qualche volta il caso del ritorno del marito creduto morto e trovarsi la moglie rimaritata (il quale è tante volte succeduto, non ostante la prova positiva fatta) sia maggiore o minore, questo appartiene alla Chiesa, ma dico che, in qualunque modo essa definisca, siccome secondo la santa nostra religione il contratto del matrimonio è inseparabile dal sacramento e che tutte le regole di successione, di figliazione, di patria potestà sono legate alla legitimità del matrimonio da cui son nati i figli, non è possibile discostarsi nelle leggi civili dalle regole che la Chiesa stabilisce circa la essenza e legitimità del matrimonio, senza rovesciare tutte le altre relazioni e senza arrischiare di render dubia agl'uomini l'autorità della Chiesa, la santità del matrimonio e in somma la religione; disordine che anche in riga di politica è fra i più gravi.

570. Per l'istessa raggione, ed anco più forte, Giustiniano ha fatto bene a fare una legge colla quale fosse tolta la proibizione di una cosa che la religione permetteva espressamente. Il divorzio antico era una positiva dissoluzione di matrimonio e nella nostra religione egli non è che la separazione del toro; la dissoluzione ha delle cause di nullità di contratto e non altre; una delle principali cause che fossero nell'antico divorzio era quella di non potersi reciprocamente sopportare e questa non si poteva prevedere prima del matrimonio; le cause di dissoluzione fra noi sono tutte cause che, se non erano realmente esistenti prima del matrimonio, non giovano, sicché stabilita la religione nostra, convien deporre tutte le antiche idee ed accomodare le leggi alla religione. Due vantaggi, due motivi tanto religiosi che politici io trovo in questa permissione: uno che il dover convivere con chi non si può amare e per cui uno sente una naturale ripugnanza, la quale può essere nata tanti anni dopo da mille cause, è la più dura schiavitù, la più dura catena che impor si possa al genere umano; ora, giaché non si può più disciogliere il matrimonio, che almeno resti un mezzo sacro per dividersi perpetuamente e' mi par giusto ed utile, l'altro, che dividendosi e dovendo per necessità vivere celibi entrambi perché

non si può affatto disciogliere il matrimonio, egli è più conveniente ai buoni costumi che, con ritirarsi dal mondo, si tolgano alle occasioni, ai pericoli, massimamente che sono persone, le quali, per loro naturale inclinazione, non erano portate al celibato.

Capo 10.

In qual caso si deve seguitare la legge civile che permette e non quella di religione che proibisce.

Quando una religione che proibisce la poligamia si stabilisce in un paese nel quale ella è permessa, politicamente parlando, non credo che la legge debba permettere ad un uomo che ha più mogli d'abbracciare questa religione, fuori che o esso o il magistrato indennizzi le medesime e le renda il loro stato civile, senza di che sarebbe troppo deplorabile il loro stato civile; esse non avrebbero fatto che ubbidire alle leggi e si troverebbero prive dei più gran vantaggi della società (571).

571. Che le mogli non ne soffrano è giusto, ma che le leggi proibiscano d'abbracciare la nuova religione, anche discorrendo nel senso dell'autore cioè politicamente e prescindendo dai motivi superiori, egli non sarebbe nemmeno giusto, perché, o le leggi devono interamente proscrivere quella religione, o, se la soffrono, non possono più proibire ad alcun d'abbracciarla.

Capo 11.

Che non bisogna regolare i tribunali umani colle massime dei tribunali per l'altra vita.

...Quel tribunale [d'Inquisizione] è insoffribile in tutti i governi. Nella monarchia non fa altro che formare dei delatori, dei traditori; nelle repubbliche fa diventar birbi gl'uomini; nel governo despotico egli è distruggitore come il governo (572).

572. Egli è direttamente contrario alla dottrina, all'esempio ed ai precetti del divin legislatore; si può egli sentir di peggio che una religione, la di cui base è l'amore, la carità verso il prossimo, ella medesima commandi di far la spia e di precipitare il prossimo? Si fondano su quel passo *et si non audierit dic Ecclesiae* [1], dunque prima l'avete ad avvisare, lo che suppone già che siate persona in caso di farlo, voglio dir con questo che un ignorante, il quale sente una proposizione che

1. Cfr. *Matth.*, 18, 17.

gli pare eretica, perché non l'intende, non è nel caso né di far la correzione, né di dirlo alla Chiesa, e il numero di questi non è così piccolo. Ma quando ha detto di dirlo alla Chiesa, non lo disse perché la Chiesa facesse arrostire l'accusato, né lo mandasse in galera. La Chiesa non è stata fondata per aver né carnefice, né birri a' suoi commandi. In oltre la proposizione non è solo relativa alle cose che riguardano la fede, ma a tutti i peccati *si scandalisat te*, dunque non può fondarsi il tribunale d'inquisizione o l'argomento proverebbe troppo. Questa è una questione sovra la quale hanno già scritto tanti ed hanno così concludentemente provato che questo tribunale è realmente un scandalo, che non è necessario dirne di più e difatti i principi che amano i loro sudditi e che hanno il vero spirito della cattolica religione se ne vanno sbarazzando poco a poco per non eccitare i clamori indiscreti della politica della corte romana.

Capo 13.

In quali casi nei matrimonii s'hanno a seguitare le leggi della religione ed in quali le leggi civili.

...Tutto ciò che riguarda il carattere del matrimonio, la sua forma, la maniera di contrattarlo, la fecondità che esso procura, che fa persuasi tutti i popoli che era l'ogetto di una benedizione particolare, la quale, non essendo sempre congiunta, dipendeva da certe grazie superiori: tutto questo appartiene alla religione (573)...

Siccome uno dei principali fini che ha la legge civile nel matrimonio è di togliere le incertezze intorno ai frutti che nascono e che vi sono nelle illegittime congiunzioni, la religione v'imprime il suo carattere (574) e le leggi civili v'aggiungono il loro, accioché abbia tutta la possibile autenticità, così, oltre alle condizioni che per la validità del matrimonio esigge la religione, le leggi civili ne possono esiggere dell'altre (575). Quest'autorità delle leggi civili è fondata su questo, che sono condizioni aggiunte e non contradditorie. La legge di religione esigge certe cerimonie (576) e le leggi civili vogliono il consenso dei padri (577); esse in questo esiggono una cosa di più, non una cosa contraria. Quindi ne segue che le leggi della religione son quelle che devono decidere sulla indissolubilità del vincolo, perché se queste l'avessero stabilito indissolubile e che le leggi civili lo dichiarassero dissolubile, sarebbero due cose contradditorie (578). Talora i caratteri impressi al matrimonio dalle leggi civili non sono di assoluta necessità; tali sono quelli per i quali le leggi civili invece di annullare il matrimonio si contentano di castigare quelli che l'hanno fatto in quella maniera (579). Presso i Romani le leggi Pappie dichiararono ingiusti i matrimoni che esse proibivano e li sottoposero solo a certe pene ed un senatus-consulto emanato

ad istanza dall'imperadore Marco Aurelio li dichiarò nulli, non vi fu più in essi né matrimonio, né moglie, né dote, né marito (580)...

573. Se tutto questo appartiene alla religione, se questa esigge una prova positiva della morte del marito, senza della quale ricusa e carattere e forma e maniera di matrimonio a quella donna che ne vuol sposare un altro, domando io, che razza di matrimonio sarebbe egli cotesto che facesse una donna simile? Che differenza vi sarebbe dalla più impura copula? Dunque Giustiniano ha fatto bene ad uniformarsi e render concordante colle leggi di religione la legge civile.

574. Dunque, se manca questo e dove la religione ricusa d'imprimervelo, è illegitima la congiunzione.

575. E fanno pur male in questo; ella è una contradizione tra la religione e le leggi civili, perché, domando io, un figlio in Francia che senza il paterno consenso ha sposata una figlia secondo tutte le condizioni che esigge la religione è egli ammogliato si o no? La religione non dirmi altrimenti che sì, e le leggi dichiarano nullo il matrimonio. Andiamo più innanzi: le leggi gl'hanno dichiarato nullo il matrimonio, siché son separati, ed il padre dà un'altra moglie a questo figlio: domando io è valido questo matrimonio sì o no? La religione m'ha da rispondere che no, ch'egli è un adulterio continuo e la legge civile lo dice valido e legitimo; se questa non è contradizzione, non so quale esser lo possa; ho già osservata dissopra l'ingiustizia di questa condizione, ma, come ho detto altrove, che s'ha a dire ad un Francese che fa l'apologia delle leggi patrie? Che s'ha da dire a un pariggino che non trova altro di bello al mondo che il suo Pariggi? Compatirlo nelle sue esagerazioni in compenso delle tante verità che avrà dette.

576. Esigge ben altro che le cerimonie, essa esigge il libero consenso delle parti e tante altre cose che non sono cerimonie.

577. Cioè in Francia, e non altrove. L'autore lo dice come se fosse universale questa legge civile ed è arciparticolare.

578. Ecco la contradizzione di Francia, che io non so come si possa pensare coi pretesi privilegi della Chiesa Gallicana; tanto è che avessero ottenuto di poter fare il divorzio degl'antichi. Quando vi sono tutte quelle parti formali e materiali che il divin legislatore ha volute per costituire il sacramento del matrimonio, io non so come si possa per privilegio sostenere che questo non è ancor sacramento; le cose

veramente sacre né dipendono, né possono ricevere modificazioni o ampliazioni dalle leggi civili.

579. Che è tutto il di più che avesse potuto fare la legge de' padri.

580. Marc'Aurelio era troppo illuminato filosofo per non essere persuaso della falsità della religione romana di quei tempi; epperò non si è preso gran pensiero di rispettarla; i consoli, che diedero la legge Pappia, non avevano ardito di offenderla; un grande esempio per noi.

Capo 14.

In quali casi ne' matrimonii tra parenti uno si deve regolare secondo la legge di natura ed in quali secondo la legge civile.

...Il matrimonio tra madre e figlio è contro l'ordine naturale; il figlio deve alla madre tutto il rispetto e la moglie lo deve ugualmente al marito (581)...

Sicché, se la madre si maritasse col figlio, ne succederebbe che quando appunto il marito fosse nel fiore, la moglie avesse già finito, cosa contraria al fine della natura (582). Il matrimonio tra padre e figlia ripugna alla natura, come il precedente, ma ripugna meno, perché non vi sono quei due ostacoli. Di fatti i Tartari, che possono sposare le loro figlie, non sposano mai le madri, come lo vediamo dalle relazioni (583). Egli è sempre stato naturale ai padri d'invigilare sul pudore de' loro figli (584). Incaricati della cura di stabilirli (585), hanno dovuto conservare loro e il corpo più perfetto e l'anima meno corrotta, tutto ciò che può meglio ispirare i desiderii e che è più proprio ad ispirare la tenerezza. I padri, sempre occupati a conservare i costumi dei loro figli, hanno dovuto avere una naturale ripugnanza per tutto ciò che poteva corromperli. Il matrimonio non è una corruzione, mi si dirà, ma prima del matrimonio bisogna parlare, farsi amare, sedurre: e questa seduzione ha dovuto ispirare un orrore (586)...

Perché i padri proibiscono con tanta sollecitudine agl'innamorati e futuri sposi delle loro figlie ogni familiarità con esse? (587)...

Basta che i padri abbiano voluti conservare i costumi dei loro figli e la purità nella famiglia, perché ispirassero ai figli un orrore per tutto ciò che li poteva portare all'unione dei due sessi (588)...

Non i Romani hanno insegnato agl'abitanti di Formosa che il matrimonio coi parenti al quarto grado era incestuoso; non i Romani l'hanno detto agl'Arabi, non essi l'hanno insegnato alle Maldive (589). Che, se alcuni popoli non hanno rigettato il matrimonio tra padri e figlie, tra sorelle e fratelli, egli è perché gl'esseri intelligenti, come abbiamo detto nel primo libro, non seguitano sempre le loro leggi (590)...

Se gl'Egizi hanno sposate le loro sorelle, egli fu anco un delirio della religione egiziana che consacrò quei matrimoni in onore d'Iside (591)...

Il principio che i matrimoni tra ascendenti e discendenti, fratelli e sorelle, sono proibiti per la conservazione del pudore naturale nella famiglia, servirà a farci conoscere quali siano i matrimoni proibiti dalla legge naturale e quali quelli che la sola legge civile può proibire (592). Siccome i figli abitano o sono considerati come abitanti nella casa paterna, e così pure il figliastro colla madregna, il padregno colla figliastra, il socero colla nuora, il genero colla suocera, il matrimonio tra essi è proibito dalla legge di natura (593)...

Vi sono dei popoli presso i quali i cugini germani coabitano insieme e degl'altri che non conoscono questa usanza: fra quelli sono considerati come fratelli e fra questi no. Dunque fra i primi il matrimonio tra fratelli cugini deve essere considerato come contro natura, fra i secondi no (594). Ma le leggi di natura non possono essere locali, così quando questi matrimoni sono proibiti o permessi, lo sono dalle leggi civili, secondo le circostanze (595). Non è un uso necessario che il cognato e la cognata coabitino insieme (596)...

La proibizione della legge di natura è invariabile, perché nasce da una cosa invariabile; il padre, la madre, i figli abitano necessariamente insieme nell'istessa casa (597), ma le proibizioni delle leggi civili sono accidentali, perché dipendono da circostanze accidentali, come è la coabitazione dei fratelli cugini ed altri. Questo spiega perché le leggi di Moisè, quelle degl'Egizi e quelle di molti altri popoli permettono il matrimonio tra cognato e cognata, proibito in altre nazioni (598). All'Indie vi è una raggione assai naturale di permettere questi matrimoni. Il zio è considerato come padre ed è obligato a mantenere e stabilire i suoi nipoti, come se fossero i suoi propri figli (599)...

581. Questo rispetto per l'età in cui il figlio è capace di matrimonio non è nella semplice natura. Egli nasce dalle primitive leggi di società (prescindo dal precetto divino). [Ma nella natura vi è un'altra raggione ed è che il fine della congiunzione è la moltiplicazione della specie; stabilita la proprietà della moglie al marito, ne viene che questo matrimonio sarebbe contrario al fine della natura, perché la madre essendo per necessità molto più vechia del figlio poco tempo gli può rimanere per procreare].

582. Per questo ancora una legge civile, la quale proibisse il matrimonio tra persone di sifatta disuguaglianza d'età contraria al fine della natura, potrebbe ancora essere utile.

583. Ciò che è contro natura, è parimenti contro natura che lo facciano popoli intieri. Nel matrimonio, ossia nella congiunzione tra padre e figlia, non vi è cosa che si opponga alla semplice natura, dunque essa non è contro natura, e bisogna cercarne altrove i principii della proibizione.

584. Ecco il sofisma; ma se la semplice natura non conosce né educazione, né pudore? La natura delle società e di tutto ciò che in esse si trova stabilito produce l'educazione ed il pudore ecc. Ma allora non si dice più essere contro natura, ma contro la natura della società.

585. Neanco questo è vero; non solo nella semplice natura, ma anco nella società, i padri non hanno questa cura di essi, nella società hanno la cura di procurare ai figli de' vantaggi, ma non di disporre del loro stabilimento; questi sono i pregiudizi della nazione francese, la quale in un governo assoluto ha dato ai padri un'autorità che appena loro avevano data i democratici romani.

586. Quanti sofismi in poche parole! La naturale ripugnanza per corrompere i costumi de' figli non è nella semplice natura, perché in essa non vi sono i costumi ed il matrimonio non è una corruzione. *Bisogna parlare?* O che male c'è? Che non si parlano padre e figlia? *Farsi amare?* Non è vero, anzi questa tra padre e figlia è una cosa bella e fatta, con questa differenza che, essendo un amore più puro, sarebbe di sua natura molto più utile alla fedeltà del matrimonio. *Sedurre!* Cosa s'intende per sedurre? Proporre ad una figlia per sé ciò che gli proporrebbe per un altro? Intanto con un terzo si suole far all'amore, perché bisogna conoscersi prima di unirsi, perché bisogna avezzarsi ad amarsi, se si ha da vivere sempre insieme. Difatti dove non è perpetuo il matrimonio e che vi è la poligamia si fa di manco di questa seduzzione; ma tra padre e figlia tutto questo è inutile, essi si amano già e si conoscono. Dunque non è contro natura; vi sono bensì delle raggioni civili per proibire questi matrimoni, ma non mai naturali. Un padre ha una grande autorità sopra la figlia, questa ha un naturale rispetto non solo, ma timore per il padre, quindi ne viene che succederebbe spesso che non si trovasse la piena libertà nel consenso della figlia. L'ordine di succedere, stabilito dalle leggi, potrebbe trovarsi turbato dall'incontrarsi nell'istessa persona la qualità di fratello e di figlio relativamente alla madre, di figlio e cognato relativamente al padre, di zio e fratello relativamente ai nuovi figli, nei fratelli della sposa essa sarebbe figlia e moglie col padre, sorella e madrigna coi figli di primo matrimonio; tutte queste cose potrebbero caggionare troppe confusioni e nelle proprietà e nella famiglia; dunque la società non le deve soffrire.

587. Che bella differenza! chi può sapere qual mira possano avere questi innamorati? Chi può assicurarsi che non abusino del pretesto di matrimonio per sodisfare una rea passione? Chi può assicurarsi che

la figlia non si lasci sedurre? Tutte queste cose non sono nel nostro caso.

588. Dunque bisognava ispirar loro a dirittura l'orrore per qualunque matrimonio? Quanti sofismi convien dire quando si vogliono sostenere i pregiudizi volgari! L'orrore per la unione dei due sessi, questo è contro natura. La legge di Dio ha ristretto al matrimonio questa unione, tutte l'altre diventano proibite, ma non innaturali; Dio cell'ha proibite perché avendoci destinati dei premii immensi ha voluto da noi de' sforzi per meritarli; le società per il publico vantaggio v'hanno anco stabiliti dei limiti che si chiamano i costumi, ed è uno sforzo che si esigge in compenso di un vantaggio che ci procura, ma che quella unione che non è proibita si possa aver in orrore tra fratelli e sorelle, egli è secondo me un orrore il dirlo; l'educazione ce ne allontana, questa educazione sono i padri a darcela così dalla legge e non d'altra raggione, e tanto è vero che questo è uno sforzo contro natura che pell'ordinario i padri sono costretti a separare nella famiglia i due sessi, perché a quelli che non l'hanno fatto sono succeduti più d'una volta degl'accidenti senza matrimonio, tanta è la forza della natura. Abramo non ebbe questo orrore per sposarsi con Sara.

589. Le istesse raggioni dette per i fratelli e sorelle sono poi sempre più forti per i fratelli cugini. Quando l'autore dice che in quasi tutta la terra hanno agito queste cause fa un errore di calcolo. Tutti i popoli selvaggi, e sopra la terra non sono pochi ancor adesso, tutti i Sciti, i Tartari, che compongono la maggior parte del vasto continente e tanti altri antichi e moderni popoli non hanno avuta, e non hanno questa ripugnanza. Le leggi civili l'hanno stabilita per particolari raggioni che possono forse essere state buone né io lo so, ne molti che ne parlano né tampoco; se siano buone adesso a me non tocca il deciderlo, ma quando la corte romana vi ha voluta immischiare la religione, quando si è ingiustamente usurpato il diritto di proibire i matrimoni tra congiunti per poter far poscia lo scandaloso traffico delle dispense, questo ha dovuto far orrore. Se il matrimonio con un congiunto in quarto grado è un'incesto, perché cessa di esserlo con una dispensa che si paga tanti mille scudi?

590. E questi popoli diranno all'autore lo stesso riguardo ai popoli che proibiscono questi matrimoni ed avranno raggione e torto tutti e due, raggione perché diverso sistema di legislazione esigge diverse le leggi intorno ai matrimoni, torto perché non è vero che vi sia altra

legge universale per questi che quella della generazione e continuazione della specie, voluta dalla natura colla unione dei due sessi.

591. Supposto che la raggione di un maggiore amore coniugale e per conseguenza di una più fedeltà nei matrimoni avesse suggerito al legislatore di permettere questi matrimoni nell'aggiungervi un ponto di religione esso non avrebbe fatto più di quello che l'autore istesso in tante altre cose meno relative alla religione ha lodato dissopra (libro [XXIII], capo [21]).

592. Siccome è evidentemente falso il principio, non possono essere giuste le conseguenze. Tutte queste proibizioni in fatto di matrimonio appartengono alle leggi civili; la religione, quantunque infinitamente più sublime e in quanto che riguarda il sacramento siccome lo ha aggiunto al contratto civile così deve uniformarsi a questo, epperò le dispense (che, secondo me, non vi dovrebbero essere, perché, tolta la proibizione fra gl'ascendenti e discendenti, io non so vedere raggionevolezza nella proibizione di tutti gl'altri gradi di parentella), tocca alla legge e legislatore civile, a darle, non alla religione.

593. Né il genero abita colla suocera, né la nuora col suocero, né ecc. sono in alcuna necessità di coabitare e, se vi coabitano, tanto è come se si dicesse un ospite che ha coabitato in casa di un amico è contro natura che ne sposi la figlia. Donne vechie non s'hanno a sposare dai giovani, ecco la sola natura in questo e tutto il rimanente non è che un'impressione fatta nell'educazione, utile sì fino a che dura la proibizione per opporre un freno alla naturale tendenza che è molto maggiore tra parenti, perché fomentata da un altro affetto e dal maggior commodo, ma che un filosofo deve riconoscere e distinguere dalle vere leggi di natura.

594. Ecco dove si va a ridurre un falso principio, a dire che la coabitazione s'opponga al matrimonio per legge di natura. Quanti, come dissi, vi sono che coabitano e si maritano: servitori e donzelle, famigli, amici ecc.? Se è contro natura per gl'uni, l'ha da essere anco per gl'altri; eppure per questi un tale proposito non è ancor venuto in mente ad alcuno, che io sappia.

595. Se il clima contribuisce tanto quanto crede l'autore, le leggi di natura possono ancora essere locali, ma, siccome qui non ci può entrare il clima, così l'obiezione è forte assai e non mi sembra che c'abbia risposte.

596. Non solo non è un uso necessario, ma egli è un puro caso; le circostanze di una famiglia li fanno coabitare, quelle di un'altra li fanno vivere separatamente.

597. Licurgo, che aveva stabilita l'educazione publica, aveva tolta questa invariabilità e da noi l'educazione nei collegi alla gioventù e ne' monasteri per le figlie toglie in moltissimi questa invariabilità; dunque, se la coabitazione è la causa, cessando questa, ha da cessare l'effetto.

598. Nelle quali coabitano molto meno di quel che coabitassero presso gl'Ebrei.

599. Secondo i principii dell'autore, questa sarebbe una raggione per proibire questi matrimoni e non per admetterli.

Capo 15.

Che non si devono regolare secondo i principii del diritto politico quelle cose che dipendono dai principii del diritto civile.

Siccome gl'uomini hanno rinunziato alla naturale indipendenza per vivere sotto le leggi politiche, così hanno rinunziato alla communione dei beni per vivere sotto le leggi civili. Per le prime di queste leggi aquistano la libertà (600), per le seconde la proprietà...

Se il magistrato politico vuol fabricare qualche publico edifizio, o fare una qualche nuova strada, bisogna che indenizzi; il publico in questo è come un particolare che contratta con un altro particolare. Egli è pure di già un bel privilegio quello di poterlo costringere a vendergli il suo e privarlo del diritto che ha dalla legge civile di non poter essere a ciò costretto (601)...

600. Civile, ossia la sicurezza di quella libertà naturale che è loro restata e di quei vantaggi che ciascheduno ha stipulato a suo favore nell'associazione.

601. E indennizzare non vuol dire pagare a un estimo che gli fate dar voi a quel prezzo che gli pigliate; egli vuol dire *id quod interest*, cioè darmi tutto ciò che io per caggion di cotesto vengo a perdere. Per esempio, io ho un fondo di 100 misure che vale dieci milla scudi, secondo il commune valore, ma a me mi significa assai di più, perché non ho altro fondo, ivi ho la mia abitazione, la quale per l'ordinario non si computa nell'estimo dei beni; io lo faccio fruttare colla mia industria per ventimilla; indennizzarmi è, o trovarmi un altro fondo

in cui io possa avere gl'istessi vantaggi, o pagarmelo ventimilla. Questo fondo stimato 10 mila voi ne pigliate sei misure e mi date 6 mila, ma se detratte queste, il restante diminuisce di valore e non vale più 4 mila, o perché resta intersecato, o per altra raggione, 6 mila non m'indennizzano. Così una casa di 16 mila di valore che me ne togliate 1/5 e mi date 2 mila se i 4/5 che mi restano non vagliono più 8 mila io non sono indennizato e non occorre dire che anch'io sento vantaggio dalla nuova strada dall'edificio, perché lo pago già nella commune spesa nella quale concorro con tutti; perché l'ho io a pagare due volte?

Capo 16.

Che non si deve decidere secondo le regole della legge civile ciò che deve essere deciso secondo quelle del diritto politico.

...Se dunque si aliena il demanio, lo Stato sarà costretto di formare un nuovo fondo per il demanio; questo spediente rovina il governo politico, perché, per la natura della cosa, ad ogni nuovo demanio che si stabilirà il suddito verrà a pagar di più ed il principe conseguirà meno; in somma il demanio è necessario e l'alienazione non lo è (602)...

La legge che regola le successioni dei particolari è una legge civile che ha per ogetto l'interesse dei particolari (603), quella che regola la successione alla monarchia è una legge politica che ha per ogetto il bene e la conservazione dello Stato. Quindi ne viene che, quando la legge politica ha stabilito un ordine di succedere e che questo s'estingue, è assurdo il pretendere alla successione in virtù della legge civile che regola le successioni, sia ella di qualsivoglia popolo. Una società particolare non fa leggi per un'altra società e le leggi civili romane non sono più aplicabili a questo caso di qualunque altra legge civile; i Romani istessi non se ne sono serviti in giudicare i re e le massime secondo le quali essi hanno giudicati i re sono così abominevoli che non bisogna farle rinascere (604)...

602. Anzi è dannosa e precipita lo stato con una viziosa progressione.

603. Le leggi sopra le successioni interessano moltissimo il ben publico e non hanno solamente l'interesse particolare per ogetto; che succedano o no le femmine, che vi siano le primogeniture ecc. sono cose che non sono stabilite dalle leggi civili per l'interesse delle femmine o de' primogeniti, ma per l'interesse publico e perché tali cose interessano il sistema universale.

604. Quando un popolo per legge politica legitimamente data ha stabilito un ordine di succedere e che questo manca, per esempio ha chiamati al regno i figli maschi primogeniti di una famiglia con un

tale dato ordine, mancando questi, che i discendenti da femmine voglino pretendere la successione al regno, come farebbero i particolari ad una eredità, egli è assurdo. Il popolo esso sì ha da eleggere un nuovo re e darsi una nuova legge politica, ma intanto questo assurdo si è introdotto in quanto che la maggior parte dell'universo è governata dai discendenti dei conquistatori, dei despoti, i quali hanno regnato colla forza ed hanno trasmesso ai discendenti coll'istessa forza il regno; vere leggi politiche intorno alle successioni al regno sono poche assai, né io saprei considerare per tali le leggi che i discendenti dei conquistatori hanno poscia essi medesimi stabilite senza il consenso dei popoli, o con un consenso non libero, e mentre forse quei popoli se avessero potuto non avrebbero voluto alcuno affatto di quei discendenti: siché con un despotico potere hanno considerati i Stati conquistati dai loro antenati e da essi nello stesso modo posseduti come proprietà, come poderi, come una eredità ed in quel caso certamente che hanno raggione di reclamare le leggi civili sulle successioni. Avendo distrutto colla forza il diritto politico, si sono resi altretanti particolari e i sudditi sono i schiavi, i famigli che lavorano quel gran podere. Dove si è conservato il diritto politico si sono visti i popoli ricusare i discendenti di sangue, tutti quelli che come privati avrebbero avuta, secondo la legge civile, una evidente raggione per farsi governare da altri, nei quali avevano maggior confidenza.

Capo 17.

Continuazione dell'istesso sogetto.

...E, se si osserva che quel giudizio [di ostracismo] ricolmava di gloria quegli contro di cui era stato proferto, che quando se ne abusò in Atene con proferirlo contro di un uomo senza merito si cessò da quel momento di più servirsene, si vedrà che se ne è formato un falso giudicio e che era una legge ammirabile quella che preveniva i cattivi effetti che poteva produrre la gloria di un cittadino con ricolmarlo di una nuova gloria (605).

605. È così diverso il sistema di governo di quei tempi e di quelle città, sono così diversi i costumi, le usanze e l'istesso modo di pensare dai governi e tempi presenti che per ben concepire l'ostracismo bisogna internarsi nella politica storia e spogliarsi coll'astrazione delle idee presenti. L'ostracismo era a un tempo istesso una cosa onorevole ed era una pena, lo dice Plutarco nelle *Vite comparate degl'uomini illustri*, alla vita di [Aristide], ivi [capo 22] ecc. Il governo era misto di democrazia ed aristocrazia ed aveva già più volte inclinato al governo

d'un solo, alla tirannia; ora un uomo pieno di merito e ricco era pericoloso: il merito gli procurava i suffragi, le ricchezze, la forza, siché non gli mancava più che di volerlo per fare una rivoluzione; in questo stato di cose che aveva egli a fare, s'aveva egli a precipitare quell'uomo come facevano gl'ingiusti e violenti Romani? Un rimedio era necessario e fu l'ostracismo; ecco come egli era convenientissimo al governo popolare, perché per una parte preveniva i pericoli di una rivoluzione e salvava lo Stato che è la somma delle cose politiche, per altra parte era una bella pena che non dava fastidio a chi la soffriva perché egli era in somma un publico ed il più autentico attestato del merito di un uomo; e, siccome in quei tempi ed in quelle città più che mai si apprezzò questa gloria, così quasi che si ambiva cotesta pena. Quando fu dato l'ostracismo ad Itiperbolo cessò di essere un infallibile prova del merito e non si è potuto adoperare, perché egli diveniva ingiusto, inumano ed una vera pena senza delitto. Porterò un paragone che certo è molto lontano, ma in qualche modo servirà a darne una qualche idea. Le pene leggiere ed onorifiche che si danno nei Stati ben regolati ai nobili per i delitti non infamanti se una volta si vengono ad usare o per i delitti infamanti, o per i non nobili, non sono più adoperabili per i primi o, se si adoperano, egli è un totale rovesciamento delle idee e della costituzione medesima. Due cavaglieri che si sono sfidati alla spada e sono impediti dal battersi si mettono in arresto; l'arresto è una pena, ma se quando due birboni si vogliono dare delle coltellate e sono separati si mettono anche in semplice arresto sono rovesciate tutte le idee. Un cavagliere fa un leggiero disordine in materia politica o civile, si mette in arresto in una fortezza, e vi si fa trattare decentemente secondo il suo grado, la sua nascita; un cavagliere che rubba si mette in carcere, perché questo delitto lo degrada e lo rende indegno dei riguardi dovuti alla sua nascita; ora, se la pena di quello si dà a questo o quella di questo a quello si fa un'ingiustizia, si confondono tutte le relazioni, si sconvolge tutto il sistema.

Capo 18.

Che bisogna esaminare se le leggi che sembrano essere contrarianti l'una all'altra siano dell'istesso ordine.

...La legge che permetteva di prestare la moglie è evidentemente riccopiata da quella di Lacedemone che aveva in mira di dare alla republica de' figli di una buona specie, se è permesso di servirsi di questa espressione (606)...

606. Legge che in Lacedemone combinava con tutto il sistema, perché vi era la publica educazione, i figli erano più figli della republica che dei loro padri e fra mezzo a quelle leggi che sembravano fatte per fondare una publica incontinenza ve ne erano dell'altre che con un mirabile contrasto producevano una somma modestia e la maggior purità di costumi e che in Roma, dove non vi era più tutto cotesto, non era più bona una simil legge.

Capo 20.

Che non bisogna decidere coi principii delle leggi civili le cose che appartengono al diritto delle genti.

...Quindi ne viene che i principi, i quali non vivono tra di loro sotto le leggi civili, non sono liberi (607). Essi sono governati dalla forza, possono perciò continuamente forzare ed essere forzati. Quindi ne viene che i trattati che essi fanno per forza sono altretanto obligatorii che se li avessero fatti spontaneamente (608)...

607. Questo è un sofisma. Dunque l'uomo selvaggio non è libero? Non hanno la libertà civile, hanno la naturale; e quei principi che hanno un governo moderato, siccome hanno anch'essi alcune leggi fondamentali che devono osservare, in questa parte hanno anche la libertà civile.

608. Ossia non sono obligatorii né gl'uni né gl'altri, se non in quanto la forza li faccia osservare, che è quanto fanno e hanno sempre fatto i principi e le nazioni; quando si parla dell'equilibrio d'Europa, cosa s'intende egli? Non altro che un contrasto di forze: il principe A non forza la nazione B, perché la nazione C, che teme di essere poscia forzata anch'essa, s'unisce colla nazione B e resiste al principe A, il quale non ha più forza bastante per forzare.

Capo 24.

Che i regolamenti di polizza sono di un altro ordine delle leggi civili.

...Quindi è pure che l'azione tanto lodata di quell'imperatore, il quale fece impalare un fornaio sorpreso in frode, è un'azione da sultano che non saprebbe esser giusta senza offendere la giustizia medesima (609).

609. La polizza è un nome un po' vago e che serve moltissimo all'abuso della autorità, all'introduzione dell'arbitrario. Per primo principio la libertà civile consiste come ha admesso l'autore in poter fare

tutto ciò che le leggi non proibiscono e non poter essere forzato a fare ciò che la legge non commanda. Dunque, in ciò che la legge non ha o proibito o commandato non vi è polizza che tenga, egli è un nome vuoto di senso o che non significa altro che un abuso dell'autorità ed una violazione del patto sociale; oppure ella è un cattivissimo rimedio del diffetto della legislazione. Ogni disubbidienza alla legge è delitto a dirittura che si deve castigare; la legge ben combinata aplica le pene in proporzione e misura dei delitti e stabilisce una forma per procedere contro i delinquenti, relativa questa parimenti alla qualità del delitto; i delitti piccoli, leggieri, minuti, frequenti ecc. hanno da avere piccole, minute, leggiere pene e una forma per procedere che si possa fare frequentemente; se per polizza s'intende il magistrato destinato per questi delitti, esso si chiami giudice, magistrato, senato, polizza, come si vuole, significa niente, ma bisogna che abbia, quanto gl'altri, leggi certe, tanto per giudicare se vi sia delitto, quanto per aplicarvi la pena, altrimenti diamo nell'arbitrario e per conseguenza nell'ingiusto. L'esempio di Venezia serve per dire che non è ben proporzionata la legge, perché dal portar l'armi al farne cattivo uso vi è una gran distanza, ma non è vero che la proibizione del porto d'armi sia materia di polizza, ossia che sia cosa così piccola: ella può essere secondo le circostanze più o meno interessante, ma per regola generale quando si arriva a far questa proibizione, è segno che ella interessa molto lo Stato. L'esempio di quell'imperatore è stato lodato perché esso, con un atto di estrema tirannia, ha suplito all'estremo diffetto della legislazione; la frode del fornaro, per piccola che sia, è sempre materia grave, perché ella interessa direttamente il ben publico. I delitti sono disubbidienze alla legge, oltre di queste, vi sono i vizii, che sono disposizioni ai delitti. Le repubbliche, nelle quali è tanto essenziale per la salute dello stato la virtù quanto altra cosa mai, vi sono pell'ordinario de' magistrati per corregger la corruzione de' costumi: la legge commanda in generale i buoni costumi, ma non può discendere a' tutti i particolari ed infiniti atti che si possono fare contro i costumi; questi magistrati hanno l'ispezione d'investigare, non i costumi di ciascheduno, ma i costumi in generale e insieme quelle azioni particolari dalle quali è derivata o può derivare la comune corruzzione. Questi non castigano, ma correggono. Ora, posti questi principii, ecco donde è nata questa parola di polizza, dai censori: ma perché si è usata in paesi nei quali il minor pensiero è quello dei costumi e dove la legislazione non è la più perfetta, si è di essa fatto, dove maggiore, dove minore abuso; si è arrivato in alcuni luoghi ad infliggere per pura correzzione pene le più orribili e che appena sarebbero

convenienti ai veri ed anco gravi delitti; talora si sono confuse le giurisdizioni e gl'effetti di esse, si sono date semplici correzzioni ai veri delitti e vere pene ai semplici vizii e tutti questi discorsi ha prodotti una voce per se medesima vota di senso, aplicabile in qualche caso solo secondo quella sola significazione di cui sarebbe suscettibile e l'abuso di questa significazione, in somma con una sola parola si è arrivato a sconvolgere tutto l'ordine delle cose e a commettere pressoché infinite ingiustizie, e questo in più d'un paese.

Capo 25.

Che non si devono seguitare le regole generali del diritto civile allora quando si tratta di cose che devono essere regolate da regole particolari derivanti dalla loro propria natura.

...Uomini che sono radunati solo per poco tempo, che non hanno alcun bisogno, perché il principe vi provvede, che non possono avere altro ogetto che quello del loro viaggio, che non sono più nella società, ma cittadini della nave, non devono contrarre alcuna di quelle obligazioni che si sono introdotte solo per sostenere i carichi della società civile (610)...

610. Io non so quali siano queste obligazioni introdotte solo per sostenere i carichi della società; io so bene che i patti e le obligazioni sono una necessaria conseguenza del diritto di proprietà e che la libertà de' patti è una delle principali parti della libertà civile. Se i marinari perché sono in viaggio sono rimasti schiavi ed hanno perduta l'intiera esistenza civile, sta bene questa proibizione, altrimenti ella è una delle massime ingiustizie; *non hanno bisogni*, che si contratta sempre per bisogno? *Sono insieme per poco tempo*, che ha che far egli siano per poco o per assai? *Non possono avere altro ogetto che quello del loro viaggio* e chi gliell'ha rivelato? *Non sono più nella società, sono cittadini della nave*, come i soldati sono cittadini dell'armata; ma poi che ha che far egli tutto questo? Cotesti sono sollecismi massicci, ma perché sono sopra una nave hanno eglino perdute le loro proprietà? Se non l'han perdute, perché non potranno contrarre obligazioni sopra di esse? La cosa è troppo chiara, ma l'autore è compatibile: egli ha fatto un capo solamente per tentare di difendere una cattiva legge ed usanza della sua patria.

Libro XXVII.

DELL'ORIGINE E DELLE RIVOLUZIONI DELLE LEGGI DE' ROMANI SULLE SUCCESSIONI

Capo unico

Delle leggi romane sulle successioni.

...Si sa che Romolo fece la divisione delle terre del suo piccolo Stato tra i suoi cittadini; quindi cred'io derivano le leggi romane sulle successioni (611). La legge della divisione della terra esigette che i beni di una famiglia non passassero in un'altra (612)...

Così fra i primi Romani le donne succedevano quando ciò s'accordava colla legge della divisione delle terre (613) e non succedevano qualora ciò poteva offendere la detta legge...

L'ordine di successione, stabilito in conseguenza di una legge politica, non doveva essere turbato dalla volontà particolare di un cittadino; sicché nei primi tempi di Roma non era permesso di testare; tuttavia sarebbe stato duro l'essere privo negl'ultimi momenti della vita del commercio dei beneficii (614). Si trovò un mezzo per conciliare in questo la volontà dei particolari colle leggi. Fu permesso di disporre de' suoi beni nelle generali assemblee della nazione e ciaschedun testamento fu in un certo modo un atto di legislazione (615). La legge delle dodici tavole permise di disporre a chi faceva testamento di sciegliersi per erede quel cittadino che avrebbe voluto (616)...

Le antiche leggi d'Atene non permisero la testimentifazione. Solone permise di far testamento a chi non avrebbe avuti figli (617)...

Il sordo, il muto, il prodigo non potevano testare: il sordo perché non poteva udire le parole dell'accompratore della famiglia, il muto perché non poteva pronunziare la nuncupazione, il prodigo perché gl'era interdetta ogni amministrazione, epperò non poteva vendere la famiglia (618)...

Quando il padre preteriva il figlio, era rotto il testamento, non così quando preteriva la figlia; eccome la raggione: nella preterizione del figlio pregiudicava il nipote *ex filio* che avrebbe succeduto *ab intestato* a suo padre, della figlia non faceva alcun torto ai nipoti per essa, perché questi non succedevano *ab intestato* alla loro madre, perché non erano né eredi suoi, né agnati (619)...

Abbiamo osservato che il fine di questa legge [Voconia] fu di impedire che alcuna successione passasse alle donne; questa limitazione dei legati è stata fatta in detta legge per l'istesso fine, perché se si fosse potuto legare senza alcun limite, le donne avrebbero potuto avere a titolo di legato quell'istesso che non potevano avere a titolo di successione (620)...

Così vediamo in Cicerone che le donne erano solo escluse dalla successione di quelli i di cui beni fossero nel censo (621)...

Si vede dalle magistrature di Verre (622) che i pretori estendevano e restringevano la legge Voconia come pareva loro meglio. Le antiche leggi di Roma incominciavano sembrar dure. I pretori furono in apresso mossi solamente dalle raggioni d'equità, di moderazione o di convenienza e snervarono tutte quelle leggi (623)...

I pretori incominciarono deferire la successione ai cognati in diffetto d'agnati, quandoché, secondo le antiche leggi, erano sempre esclusi (624)...

E finalmente Giustiniano tolse ogni vestigio delle antiche leggi sulle successioni: stabilì tre ordini di successione: i descendenti, gl'ascendenti ed i collaterali, senza alcuna distinzione tra maschi e femmine, tra gl'agnati ed i cognati ed abrogò tutte le distinzioni che a questo riguardo rimanevano ancora; egli credette di seguitare l'istessa natura scostandosi da ciò ch'egli chiamò gl'impicci e sottigliezze dell'antica giurisprudenza (625).

611. Dalla divisione delle terre viene il diritto di proprietà; da questo, una volta stabilito, ne viene la necessità di non lasciare più incerti i dominii delle cose; da questa necessità ne deriva quella di una legge per provvedere a quelle proprietà che per la morte del proprietario rimarrebbero senza padrone. Da questi principii si vede che la legge delle sucessioni è una legge che deriva dalla divisione delle terre e dall'istituzione della proprietà di esse, ma si vede insieme che essa non è una derivazione necessaria, perché la legge potrebbe ordinare una nuova divisione d'ogni proprietà vacua, potrebbe ordinare che spettasse, non per successione, ma per altro titolo a quelli che fossero sprovisti; in somma la legge di successione è uno de' possibili modi di provvedere alle possessioni vacue, dirò anche che communemente egli è il più utile, ma non è l'unico modo.

612. Questa è una falsa derivazione che incomincia dal suporre da prima una conseguenza necessaria nella sostanza ed estende poscia questa necessità anche al modo; non la legge della divisione delle terre, ma il politico sistema di conservare l'uguaglianza è quello che esigge che i beni non passino da una famiglia all'altra; di modo che, se vi fosse stato lusso in quei tempi, avrebbe bisognato aggiungervi la proibizione di contrattare; per conseguenza il modo col quale furono regolate le successioni dai Romani era dipendente dal loro sistema politico e non da altra causa.

613. Ossia colla politica mira di mantenere quella uguale divisione che si era fatta in principio, e così una specie d'uguaglianza fra i cittadini; cosa però che era mal combinata ed appena poteva sostenersi durante la selvatichezza e semplicità di quel popolo e che di fatti cadde

presto; ed oltre di ciò fu distrutta da altre leggi, che erano totalmente opposte, come si vedrà qui apresso.

614. Quest'ultima proposizione è dettata dalle idee presenti, ma non dalla raggione. Né è vero che il testamento sia un atto che di natura sua si debba fare negl'ultimi momenti, che anzi egl'è un gravissimo disordine e che si possa e che si faccia il testamento nell'ultima malattia, perché la somma debolezza fisica in cui si trova l'uomo ridotto agl'estremi è sufficiente argomento per dubitare della debolezza dello spirito e, come dice Sant'Agostino parlando apponto di questo: *In infirmitate blanditiis et nimis duceris quo tu non vis* [1]. Né è vero che sia il testamento un commercio di benefici, perché i testamenti che si scostano dall'ordine leggitimo di successione, egli è un gran caso se non sono ingiusti. Né finalmente è vero che per se medesimo sia così duro essere privo di questo immaginario vantaggio di commandare quando più non siamo fra gl'esseri pensanti di questo mondo. Non sembrò duro agl'Ateniesi, non ai Germanni, che così erano pure, al dir di Tacito e a tanti altri (vedi *Delle leggi civili*, seconda edizione) [2].

615. *Calati Comizii* e questi testamenti né si facevano dai moribondi, né potevano essere in gran numero, né tanto imprudenti, perché la presenza dell'intiera nazione era un gran contegno.

616. *Uti quisquisque rei suae legassit*, vedi Ulpiano nei *Fragmenta* spiega il *legassit* cioè *legem dixerit* [3].

617. [La nota manca].

618. La vendita è sempre stato un contratto che trasferisce il dominio della cosa venduta e che suppone per una parte la cosa per l'altra il prezzo; che prezzo dava l'erede per la famiglia che comprava? La vendita è un contratto che esigge il mutuo consenso e che, come tale, non si può rescindere che col consenso d'entrambe le parti; dunque, se la vendita era reale, i testamenti erano irrevocabili, dunque non erano più testamenti. Se l'accompagnatore doveva dare un prezzo, o questo prezzo lo dava subito ed aveva subito la famiglia, questo

1. In S. Agostino trovasi (*Enarratio in psalmum CXXIII*, MIGNE, vol. IV, col. 1646) questa frase: « Si autem et per aurum traheris quo non vis » e in *Joann.*, 21, 18: « alius te cinget et ducet quo tu non vis ». Forse il Vasco cita a memoria, oppure si riferisce ad opera allora attribuita a S. Agostino.

2. Vedi la mia nota alla p. 230. Cfr. TACITO, *De situ, moribus et populis Germanorum*, 20.

3. Cfr. ULPIANO, fr. 11, 14 (Tavola V, 3: « Uti legassit super pecunia tutelave suae rei, ita ius est »).

era un vero contratto tra vivi; se dava subito il prezzo e non aveva la famiglia che alla morte del venditore, o questi non era più padrone di far alcun contratto e non può essere stato alcuno così sciocco da esporre il prezzo di una cosa incerta e che il venditore poteva o con malizia o anco innocentemente ridurre al nulla; se non dava il prezzo, ma lo prometteva solo per il tempo in cui avrebbe avuta la cosa, siccome questa non la poteva avere che dopo morte del venditore, a chi pagava questo prezzo? Agl'eredi? Ma se l'erede era egli medesimo; dunque lo pagava a nessuno, dunque era arciimmaginaria la vendita, o questi non erano testamenti.

619. La vera raggione è che il figlio era l'erede suo e necessario; in conseguenza per toglierle l'eredità bisognava fare un atto che gliela togliesse espressamente; un atto tacito non poteva bastare per togliere un diritto aquistato dalla legge e che aveva un forte peso per correspettivo (vedi tutto il titolo *De suis et legitimis haeredibus*) [1].

620. Se questo fu l'ogetto della legge Voconia nel limitare i legati, la disposizione della legge non corrisponde, perché i tre quarti dell'eredità si potevano ancora legare; proibirle affatto dalla successione per lasciarle legatarie dei 3/4 sarebbe stata, mi pare, una cosa ridicola, perché a forza di legati ugualmente potevano facilissimamente conseguire quelle richezze e quel lusso che si voleva frenare ed impedire. Io però penso che la legge Voconia avesse ristretto la facoltà di legare assai più che non è stata dalla legge Falcidia e lo ricavo dallo stesso Cicerone, loco citato: *Quod si plus legarit quam ad haeredem haeredesve perveniat: quod per legem Voconiam ei qui census non sit licet* [2]. Dunque non si poteva lasciare più in legati che in eredità e allora, fuori che si facesse un sol legato della metà della eredità a favore d'una donna, altrimenti i legati alle medesime non potevano essere un grand'ogetto.

621. Io dubito di questa interpretazione e me ne fa dubitare l'istesso Cicerone; egli in questo luogo declama contro di Verre, perché nel suo editto pretorio, affettando di seguitare la legge Voconia, avesse poi aggiunto *facit fecerit*, così che il suo editto si estendesse al tempo preterito e per riprenderlo dice: *Voconia Lex... sanxit in posterum qui post eos censores census esset, ne quis haeredem virginem* ecc. *in lege Voconia non est fecit fecerit*, e quindi viene a dire *quod si plus legarit* ecc. [3] sicché

1. Cfr. D. XXXVIII, 16, *De suis et legitimis haeredibus.*
2. Cfr. CICERONE, *In C. Verrem*, I, 110.
3. Cfr. CICERONE, *In C. Verrem*, I, 107.

pare che qui quell'espressione *ei qui census non sit licet* sia relativa all'assunto di Cicerone che era di provare che la legge Voconia non aveva obligati quelli i quali non erano stati censiti da quei censori, e così non si estendeva come il suo editto al tempo passato.

622. I pretori facevano il loro editto nell'entrare nella provincia col quale davano alla provincia la legge che volevano; essi erano tanti bachà e potevano anco dare una legge che fosse contraria a tutte le leggi civili romane, oltre di che poi la pretura di Caio Verre non è da citarsi per esempio, essendo stata così empia, così scellerata, che perfino nella decadenza e per dir così nell'eccesso di corruzzione in Roma è arrivata a far specie e a meritare una pena.

623. Queste poche linee vorrei che leggessero quei giudici, quei magistrati che coi loro insignificanti nomi di equità, di moderazione, di convenienza si usurpano la podestà legislativa, derogano alle leggi, spogliano un privato del suo o gli ricusano giustizia, perché, secondo i loro deboli ingegni, non sta bene in quel caso la disposizione della legge; sappiamo che questi loro arbitrii snervano tutte le leggi e riducono alla anarchia lo stato civile della società. Che serve d'avere un legislatore, se il capriccio de' giudici distrugge le leggi?

624. Estinti tutti quanti i parenti per maschi, ossia gl'agnati, chi succedeva?

625. Tra le romane leggi antiche e le nuove di Giustiniano vi sarebbe da poter comporre (secondo il mio modo di pensare) dell'ottime leggi per le sucessioni, buone tanto per le republiche che per le monarchie e per i governi misti.

Libro XXVIII.

DELL'ORIGINE E DELLE RIVOLUZIONI DELLE LEGGI CIVILI PRESSO I FRANCESI

Capo 2.

Che le leggi de' barbari furono tutte personali.

...Tutti quei popoli e ciascheduno di essi in particolare erano liberi ed indipendenti; questa indipendenza non la perdettero perché si fossero riuniti; la patria era commune e la republica particolare; il territorio era il medesimo e le nazioni erano diverse (626)...

Né questo solo, ma di più, ciascheduno poteva seguitare la legge che voleva; la costituzione di Lotario I fu quella che volle che l'elezione della legge fosse resa publica (627).

626. Questa riunione aveva un solo ogetto, la diffesa di tutti, e si può dire che fosse piutosto una confederazione che una riunione; essa durò longo tempo, perché durò parimenti un pezzo la causa per cui fu fatta; il timore dei Romani, i vantaggi politici che ne ricavarono contribuirono ancora a farla durare e rinovare.

627. Cotesto prova un altro principio più lodevole, da cui deriva la personalità ed è la libertà. Le leggi delle nazioni germaniche erano fatte da loro, e tutti gl'individui vi avevano avuta parte, erano adattate ai loro costumi, usi, clima ecc. Dopo le conquiste e la mescolanza delle nazioni, le cose cambiarono assai; le leggi non erano l'emanazione cotanto immediata della volontà generale, bisognava servirsi di rappresentanti; i costumi e tutte l'altre relazioni erano cambiate; ora quei popoli, nati liberi, conservarono anche in questo la loro libertà di non essere costretti ad osservare una legge che essi non avessero espressamente approvata.

Capo 7.

Come il dritto Romano si perdette in Spagna.

Non così succedette in Spagna; ivi la legge de' Visigoti triunfò e cadde affatto la romana. Caindasvindo e Recesvindo proscrissero talmente le leggi romane che proibirono perfino di citarle nei tribunali (628)...

628. In questa maniera non cadde il diritto romano, ma fu proscritto affatto e la legge visigota, che prima era personale, diventò locale, territoriale, ossia la legge di Spagna.

Capo 12.

Delle consuetudini locali. Della rivoluzione delle leggi dei popoli barbari e delle leggi romane.

...Ora, se in un luogo dove la legge Salica era divenuta territoriale fosse succeduto che molti Borguignoni, Allemanni o anco Romani avessero avute tra loro delle differenze, esse sarebbero state decise colle leggi di quei popoli e una certa quantità di giudicati conformi ad alcune di quelle leggi avrà dovuto introdurre nel paese delle nuove usanze (629)...

629. Questo passo mi sembra assai oscuro; io non so vedere altro motivo dell'introduzione delle consuetudini che: 1. La personalità delle leggi e di molte leggi in un istesso paese; di leggi poi, che, essendo le leggi di un popolo barbaro, erano mancanti di moltissime provvi-

denze per un popolo civilizzato; e siccome quelle istesse leggi non erano che consuetudini ridotte in iscritto, così questo istesso popolo avrà suplito alla legge con nuove consuetudini. 2. I giudicati, tanto sulle differenze degl'uni che degl'altri di que' popoli non possono ammeno di aver avuta una qualche autorità per i casi avvenire, ed ecco la strada aperta alle consuetudini.

Capo 13.

Differenza tra la legge Salica e dei Franchi salici da quella de' Franchi ripuarii e dall'altre leggi de' popoli barbari.

La legge Salica non ammetteva le prove negative; cioè, secondo la legge Salica, chi faceva una domanda o una accusazione doveva provarla e non bastava all'accusato di negarla, locché è conforme alle leggi di quasi tutte le nazioni (630)...

Ho detto che la legge Salica non ammetteva le prove negative. Vi era però un caso nel quale essa le ammetteva, ma non le ammetteva sole e senza il concorso delle prove positive. L'accusatore faceva esaminare i suoi testimoni per la prova della accusazione e l'accusa faceva esaminare i suoi per giustificarsi. Il giudice cercava la verità nelle deposizioni de' testimoni d'ambe le parti (631)...

630. Questa proposizione è un poco oscura, e non lo è a caso, perché l'autore ne deriva poi delle conseguenze che a me non sembrano le migliori, così rischiariamola. Quasi tutte le nazioni colte usano che chi domanda deve provare, e così chi accusa; se non prova, il reo è assoluto. Se prova l'attore, non basta al reo negare; sin qui va bene, ma in tutte le nazioni lice al reo di dar prove escludenti quelle date dall'accusatore e diffendersi; il condannare un reo che nega e che si offerisce di provare la sua innocenza, solo perché l'accusatore ha provato, sarebbe la massima dell'ingiustizie e la più orrenda barbarie.

631. Questo è il modo che si pratica in tutte le nazioni non barbare; il giudice giudica sulle prove dell'accusatore e sulle diffese del reo.

Capo 17.

Modo di pensare de' nostri padri.

...Chi non vede che in un popolo esercitato a maneggiar l'armi la cute ruvida e callosa non era atta a ricevere una tale impressione dal ferro rovente o dall'acqua bollente perché ne fossero tre giorni dopo i segni (632)? E se vi si vedevano gl'era segno che quegli, il quale aveva fatta la prova era un

effeminato. I nostri contadini colle callose loro mani maneggiano il ferro caldo come vogliono (633)...

632. Eppure se i legislatori l'hanno stabilita, così conviene pure che non fosse cotanto indifferente; se la legge Salica l'ha creduta crudele a segno che meritasse di essere moderata, convien pure che fosse qualcosa di sensibile, e che quei legislatori hanno stabilita una prova perché nemmeno nel senso loro fosse una prova.

633. Suppongo che la prova non sarà stata con maneggiare il ferro caldo solamente, ma rovente, non di maneggiarlo con delicatezza e lasciandolo se scotta, ma di maneggiarlo con franchezza.

Capo 18.

Come si sia estesa l'usanza della prova per duello.

...Si vede quindi che il concorso dei nobili e dei principi, avendo costretto gl'ecclesiastici a cedere l'uso del duello giudiciario, dovette essere considerato come un privilegio dei nobili, come un riparo all'ingiustizie, un mezzo d'assicurarsi la proprietà e per conseguenza dal quel ponto dovette quest'uso estendersi. Ciò si fece in un tempo in cui gli imperatori erano grandi e i papi piccoli (634), in un tempo in cui gl'Otoni vennero a ristabilire in Italia la dignità dell'Impero (635)...

Che si fece egli per togliere l'abuso di una legge che era stata troncata? Si ristabilì l'uso del duello (636). Ho voluto venir subito alla costituzione di Otone II per dare un'idea delle differenze che erano in quei tempi tra il clero ed i laici (637). Vi era stata prima una costituzione di Lotario I, il quale, sulle istesse doglianze e questioni, affine di assicurare la proprietà dei beni, ossia la tranquilla possessione ai proprietarii aveva stabilito che il notaro giurasse che il diploma da esso sottoscritto non era falso e giurassero i testimoni, quando esso fosse stato morto, ma il male restava sempre e bisognò ricorrere al rimedio di cui ho parlato (638)...

634. S'intende delle forze temporali del principato.

635. La Chiesa condannava l'uso del duello giudiciario, e con ragione, ma dopo che fu stabilito per legge imperiale e ad essa legge assoggettati anco i feudi che possedevano gl'ecclesiastici, non vedo che il clero abbia rinunziato ai feudi per non aprovare, autorizzare, anzi esercitare un uso, che aveva prima dichiarato empio; desidererei che alcuno di quelli che hanno con molta maestria sostenute le scommuniche fulminate contro il duello mi illuminasse intorno a questa difficoltà.

636. L'espressione dell'autore della *prova negativa* è un po' inesatta; la vera prova negativa è dare prove positive di una proposizione negativa, oppure, con valide negazioni, rimostrare il diffetto della prova affirmativa; questa, di cui parla l'autore, non si chiama prova, ella è una semplice negativa vestita di un giuramento, che appena sarebbe attendibile quando fosse corroborato da una semipiena prova; perché o l'accusante dava una piena prova della falsità, ed in quel caso, come dissi, quando anco vi fosse una semipiena in contrario, appena si potrebbe ammettere questo giuramento, o l'accusante non ha provata la falsità, ed allora, siccome questa non si presume, non è necessario alcun giuramento in contrario. Il diploma s'intende sempre legitimo, quando non si è concludentemente provato falso. Dunque questa prova negativa non era prova, era un impudentissimo ed empio spergiuro.

637. Non tra il sacerdozio e l'impero, perché la corte romana aveva ben altro a pensare che di inalberare le pretenzioni che ha nei secoli posteriori sostenute e che aveva nei passati già radicate. Certo che ai Giovanni XII e XIII non è venuto in mente di scrivere agl'Otoni che fossero a loro soggetti tanto nel temporale che nel spirituale.

638. Convien dire che i costumi fossero pur giunti all'ultimo grado di corruzzione e che lo spergiuro fosse commune a un segno estremo, poiché, se per provare la legitimità d'un diploma non serviva la fede publica del notaro e la prova de' testimoni che erano sottoscritti, certo che non v'era più rimedio: multiplicare le prove per testimoni non era altro più che moltiplicare i spergiuri.

IX.

SAGGIO ANALITICO SUL COMMERCIO DEI GRANI

(1773)

SAGGIO ANALITICO SUL COMMERCIO DEI GRANI

Saggio analitico sul commercio dei grani, che, umilmente prostrato al regio piede, offerisce alla maestà di Vittorio Amedeo, re di Sardegna, duca di Savoia, principe di Piemonte ecc. ecc., il conte D. Dalmazzo Vasco, fedelissimo ed amantissimo suddito e vassallo [1].

Sua Real Maestà,

nessuno meglio di Vostra Sacra Real Maestà sa che la base fondamentale d'ogni saggio governo è la giustizia; che il fine a cui tender devono tutte le operazioni politiche è la sicurezza dello Stato e la felicità interna della società considerata nella massa universale degl'individui che la compongono e divisa nel maggior numero.

La giustizia non può mai trovarsi in contradizione colla sicurezza dello Stato, né tampoco colla felicità della società; per lo che, ogni qual volta le operazioni politiche si scosteranno dalla giustizia, saranno altretanto lontane dal loro vero fine. L'ignoranza di molti, di alcuni la malizia, ha lasciati tristi esempli di insigni ingiustizie tanto universali che particolari, scusate col pretesto di politica di Stato, volendosi così attribuire ad una scienza, la più sana e fra le più necessarie, un diffetto che non nasceva se non dalla ignoranza o dalla malizia di chi l'amministrava [a], ladove i ministri, che hanno portata alla carica la vera scienza politica aquistata collo studio dei sodi suoi principii e le meditazioni sulla sperienza delle cose vedute cogl'ochi proprii, non hanno bisogno di ricorrere ai mezzi sinistri e contrarii alle nozioni perfino primitive di giustizia umana, quello che è più, a quella immutabile giustizia che, derivando da Dio e dalla sua santa legge non soffre limitazioni; la

a. Così Anna e Caifa vollero autorizare l'ingiusta condanna del Divin Salvatore col pretesto di politica di Stato: *expedit unum mori pro populo* [2].

1. Inedito. Il re di Sardegna, cui l'opera è indirizzata, è Vittorio Amedeo III (1773-1796).

2. Cfr. *Joann.*, 18, 14.

politica, maneggiata da si fatti ministri, diviene un fonte inesausto di mezzi per ovviare a qualunque inconveniente e, quello che più importa, per prevenirlo. Vostra Sacra Real Maestà, che ha portati sul trono i più bei lumi della sana filosofia, con un cuore ornato delle più belle e le più benefiche virtù, istruito colla coltura e colla tranquilla sperienza di molti anni, non avrebbe bisogno di ministri, se la molteplicità degl'affari non superasse le fisiche forze di qualunque individuo: la salute e prospera conservazione di Vostra Maestà è un bene che fra i terreni dar non ci può maggiore l'Altissimo; pertanto, se colla eccedente fatica la Maestà Vostra si esponesse al rischio di abbreviarlo, sarebbe questi un danno irreparabile ai fedelissimi suoi sudditi. Io, che fra questi mi glorio di fedeltà ed amore che maggiore essere non possa, mi sono creduto debitore nelle presenti circostanze di carestia delle poche meditazioni che, nell'ozio di una vita oscura e travagliata da disgustose vicende, ho avuto luogo di fare sul commercio dei grani e sulle leggi d'annona. Mi dò l'onore di esporle umilmente al regio piede; allevato nel seno della capitale, ma sempre allontanato dalla corte, non ho imparata l'arte funesta e seducente di adulare, ma ho portata dalla nascita, coltivata colla educazione e confermata dalle filosofiche meditazioni, la rispettuosa sincerità ed il totale disinteressamento, per cui tutte le mie mire ad altro non tendono che a poter servire alla gloria di Vostra Maestà ed al bene della società; felice me, se in questa analisi alcuna cosa vi si incontra che giovi a questo fine.

Da una parte sta l'intera libertà del commercio dei grani, dall'altra stanno le leggi d'annona, ossia le operazioni politiche più o meno restrittive di questa libertà; per ben sciegliere un partito il miglior mezzo sarà di porlo in confronto colla giustizia e colla publica felicità, che ne è sempre inseparabile; per devenire a questa analisi converrà fissare in prima cosa esigga la giustizia e fin dove portar si possa la publica felicità a questo proposito.

Moltiplicatosi sulla terra il numero degl'uomini, dai gravissimi disordini che nello stato di natura derivavano necessariamente dalla perfetta communione è nata la divisione delle terre e dalla riunione degl'uomini in società è nato il diritto di proprietà. Questo diritto adunque è nell'ordine sociale il più sacro agl'uomini associati, perché egli è il vero fondamento della società; su di esso sono fondati i diritti dei principi, per esso sussistono i governi, egli è quello che lega la catena sociale e, tolto il quale, sarebbe sconnessa.

Il diritto di proprietà nello stato sociale consiste in essere padrone della cosa in modo che se ne possa dal proprietario fare qualunque

uso più gli pare, anche capriccioso, purché non sia lesivo dei diritti altrui [b]; questa è l'unica restrizione che gli si conviene legitimamente; tutto il di più che gli si toglie e per cui si restringe la hbertà di esso è distruttivo del medesimo. Quegli a cui è vietato di gettare anche per puro capriccio, o di ritenere e nascondere le sue proprietà, toltone sempre il caso che questi atti siano lesivi del diritto altrui, non è più proprietario, ma un semplice, anzi precario, possessore: dunque ogni legge restrittiva del più libero uso di proprietà, oltre il dovere, è contraria alla base fondamentale della società, e per conseguenza alla giustizia [c].

Ogni uso che un individuo pretendesse di fare delle sue proprietà, il quale fosse lesivo dei diritti altrui, sarebbe un abuso, un'ingiustizia; così, se la mia casa minacciante rovina può recar danno al vicino, il capriccio, o anco utile, che io avessi di lasciarla rovinare in questa maniera sarebbe un abuso del diritto di proprietà, e conseguentemente un atto d'ingiustizia. Quando dico dei diritti altrui non intendo solamente dei diritti particolari e privati degl'individui fra di loro, intendo oltre di questi, e molto più principalmente, di ogni diritto del corpo

b. Così i curatori, dalle leggi romane dati ai minori, ai prodighi, ai stupidi, ai mentecatti, non hanno altro fine che di sovvenire alla debolezza di costoro, non mai di restringere il libero uso delle loro proprietà; ed il prodigo non è già per questo solo che sciupi le sue sostanze, ma è quegli unicamente il quale le sciupa per debolezza, perché si lascia ingannare troppo facilmente e si riduce, per dir così, senza saperlo alla miseria; quegli che sa il conto suo e sciupa, perché così gli piace di fare, non è prodigo, egli non fa altro che far uso del diritto di proprietà, del quale non è tenuto a render conto, finché si contiene nei limiti dei proprii diritti.

c. È communemente considerato come un punto di politica di Stato d'impedire che il danaro esca dallo Stato e tanto più che seguano emigrazioni degl'individui; in conseguenza di questo principio hanno creduto lecito di proibire le emigrazioni, proibire l'estrazione del danaro, la vendita delle sostanze per fare aquisti negl'altri Stati e cose simili; evvi però in questo una fallacia d'argomento ed insieme un errore gravissimo, che è di opporsi in vece di conseguire il fine. Gl'uomini cercano il loro ben essere; quando lo trovano nella patria non vanno di certo cercarlo altrove e, se stanno male in patria, più si vorranno legare, peggio staranno e più presto cercheranno di fuggire; il danaro, se se ne impedisce la circolazione, è finito il commercio; l'uso di quel principio politico consiste nei mezzi indiretti, coi quali si scemino le cause dell'estrazione del danaro e siano invitati, e non forzati, gl'uomini a collocare in patria i loro fondi. Codeste verità s'accordano così bene coi sensi d'umanità della Maestà Vostra che non ho esitato ad accennarle.

morale della società, e così del principe che la rapresenta. Gl'uomini riuniti in società, avendo confidata al principe la cura della sicurezza di tutto il corpo della società, la cura della vita, dell'onore, della libertà, della proprietà e del ben essere civile di tutti gl'individui che la compongono, si sono in necessaria conseguenza obligati ad ubbidire alle sue leggi ed a concorrere in ogni cosa che esso esigga, qualora sia necessaria per il bene della società, quantunque alcuna di esse si trovasse in opposizione coll'interesse privato di un qualche individuo [d], perché questo deve sempre essere subordinato all'interesse commune. Questi, se non m'inganno, sono i principii della giustizia politica, secondo i quali debbono regolarsi tutte le operazioni del governo. Da essi ne deriva che ogni operazione politica, la quale intacca alcuno dei diritti di uno o più individui, se una assoluta necessità di vero publico universale bisogno o vantaggio non lo esigge indispensabilmente, ella è contraria alla giustizia. Dunque, al proposito del più libero uso del diritto di proprietà, ogni maggior restrizione che al medesimo far si voglia, se un assoluto publico bisogno o vantaggio non lo esigge, sarà contraria alla giustizia.

L'intera libertà del commercio de' grani, tanto d'importazione che di esportazione, è una conseguenza del diritto di proprietà: converrà adunque esaminare se per un qualche urgente publico bisogno, o per un evidente publico vantaggio, non si possa trovare altro mezzo che quello di restringere più o meno questa intera libertà.

Un principio irrefragabile egl'è che l'interesse publico altro non è se non se il risultato dell'agregato degl'interessi dei particolari; ogni qualvolta adunque l'interesse privato di ogniuno verrà a coincidere col publico interesse, sarà sempre il più sicuro garante della publica felicità.

Un altro principio non meno sicuro è che il commercio rassomiglia a un globo perfettamente sferico posto sopra un piano perfettamente levigato, al quale aplicato una volta il moto, gira fin che non incontra un intoppo che lo trattiene; così il commercio è una machina che va

d. Così, per caggion d'esempio, qualora l'interesse publico esigesse di occupare, tagliare la possessione di un individuo, questo non solo si fa, ma far si deve, e non è intaccare il diritto di proprietà; egli è ben vero che quell'individuo deve venir indennizato, altrimenti esso verrebbe a contribuire senza proporzione, e assai più degl'altri, nella causa publica, lo che non si può esiggere, ed è solo un atto virtuoso, quando si fa da alcuno spontaneamente.

da se medesima, se non è trattenuta da intoppi, da imbarazzi; anzi il commercio, nel riguardo tanto interno che di nazione a nazione e tanto nel riguardo della universale bilancia che nella relazione fra di loro delle tante parti che lo compongono, tende sempre all'equilibrio; i soli intoppi e le operazioni di una falsa e mal intesa politica possono continuarne lo sbilancio [e].

Il governo di una società è come un circolo il di cui centro è la publica felicità, i raggi che vanno alla circonferenza sono le moltissime parti della amministrazione, dall'agregato delle quali deve risultare questa publica felicità; esse pertanto non possono ammeno di avere una stretta relazione fra di loro; per ciò fra le varie operazioni politiche deve trovarsi una somma armonia, mentre se una si troverà in opposizione all'altra, mai ne potrà risultare quest'intero agregato che forma la publica felicità. Le menti volgari, avezze a ricevere le impressioni tutte di un pezzo, senza punto analizare, facilmente occupate di ogni menoma parte, epperò incapaci di raccogliere in un sol punto di vista tutto l'universale della amministrazione per vederne con una generale ochiata la combinazione, non possono immaginare che cose sconnesse e, siccome la perfezione è un attributo riservato alla divinità, che per tanto sempre un qualche diffetto troverassi nelle operazioni umane, così l'abilità consiste in un sistema nel quale siano i minori diffetti possibili nella somma totale, e non nel riguardo di ciascheduna minutissima parte della amministrazione; qualche diffetto convien soffrire, purché, data una giusta combinazione fra tutte le parti, ne risulti il possibile maggior vantaggio, il minore e meno sensibile danno. Supponga la Maestà Vostra che riuscisse, pigliando ad una ad una le innumerevoli parti della amministrazione, di dare a ciascheduna una provvidenza perfettamente buona: forse per ciò sarà ella buona nel totale l'amministrazione? Anzi, sarà molto più diffettosa, perché, non essendovi la combinazione delle parti, esse si urteranno fra di loro senza dubio, e questo è il massimo dei diffetti [f]. Ora Vostra Sacra Real

e. Le cause fisiche, gl'accidenti delle varie circostanze, caggionano spesso de' sbilancii, ma questi sono momentanei e, se la natura non è trattenuta e forzata, si rimette subito da se medesima all'equilibrio per un impulso universale che è nella natura della cosa. Il commercio nasce dai bisogni reciproci per una parte e dal desiderio di guadagnare per l'altra, i due principali motori delle umane azioni; ora questi debbono per necessità mantenere l'equilibrio e correggere ogni eccesso.

f. Se uno vorrà nell'accordare un cembalo esiggere le ottave perfettamente unissone, oppure le quinte perfettamente armoniche, avrà tutte l'altre

Maestà ha tutti i requisiti per immaginare le migliori cose e ben condurle: ingegno sublime ed illuminato, mente quadra e combinatrice, animo grande e generoso, cuor pietoso e veramente paterno; ecco perché ogni suddito e la nazione intera tien per certo di vedere la miglior possibile amministrazione, ed ecco perché io ardisco umigliarle con sincerità le mie riflessioni.

Nel commercio de' grani adunque, supposto che una qualche particolare provvidenza potesse ridurre alla perfezione questa parte di amministrazione, prima di adottarla converrà esaminare le consequenze della medesima relativamente a tutto il rimanente.

Posti questi principii, che a me sembrano incontrastabili, mi permetta la Maestà Vostra che le ponga brevemente sott'ochio i vantaggi che alla società possono risultare dalla intera libertà del commercio dei grani e come con questa vengano ad evitarsi i principali scogli che hanno dato luogo alle leggi restrittive.

In un paese agricolo, qual è il Piemonte, la base della publica felicità, ossia la richezza de' sudditi, e conseguentemente quella di Vostra Maestà, dipende dai progressi della agricoltura e della popolazione che ne viene in conseguenza: hanno il loro merito le arti, le manufatture, ma queste, in un paese agricolo, devono essere subordinate alla agricoltura, la quale procura una richezza reale e stabile, ladove le manufatture procurano una richezza instabile e precaria; queste sono la rissorsa dei paesi sterili; sarebbe un errore di invidiar loro l'unico mezzo che hanno per procurarsi i generi di primaria necessità e trascurar questi per correr dietro ad una illusoria metallica richezza; non intendo già di adottare le esagerazioni di alcuni moderni scrittori, i quali, fanatici di un principio d'altronde giustissimo, spingono le cose oltre i suoi veri confini e ci vorrebbero tutti ridurre all'aratro [g], ma penso solamente che la principal mira debba rivolgersi alla agricoltura, lasciando alle arti, alle manufatture le braccia che sovr'avanzano dalla agricoltura. In moltissimi capi è dimostrato che torna più in conto vendere alli stranieri la materia prima, quantunque si ricompri da loro manufatta, che di farla lavorare nel Piemonte [h]. La raggione di questo

sensibilmente dissonanti; gli conviene per ciò distribuire quella piccola imperfezione fra tutte le note, in modo che sfugga all'orechio anche più dilicato per la sua minutezza; egli è lo stesso nella publica amministrazione.

g. Diffetto ordinario dello spirito di partito e sistematico.

h. Tali sono le stoffe formate coll'avanzo dei bozzoli da seta, dai quali è già stata estratta la seta; codesto nasce dalla differenza grande del prezzo

nel generale può essere che gl'uomini impiegati alla agricoltura possono sotto buona direzione moltiplicare talmente il prodotto della terra, e così la quantità delle materie prime, che la loro opera venga ad essere assai più fruttuosa in questa maniera che impiegata alle manufatture; oltre di che poi il vantaggio dell'accrescimento della popolazione si trova incomparabilmente più nei progressi della agricoltura che in quelli delle manufatture; queste non sono atte a popolare che le città, ladove l'agricoltura ricopre d'uomini le vaste campagne.

Il desiderio di guadagnare e di conseguire richezze è naturale all'uomo, perché solletica in un certo modo l'universale passione di estendere più oltre la propria esistenza e perché le richezze sono il mezzo universale per procurarci i piaceri e commodi della vita e per difenderci dalle sensazioni dolorose.

Il desiderio di libertà, essendo altresì naturale all'uomo, l'idea di libertà sarà sempre per esso una idea seducente, capace a determinarlo a segno che si sono veduti, e si vedono tutt'ora, uomini fanatici di una libertà, che realmente non godono e che è di pura opinione.

Perché gl'uomini si appiglino all'arte penosissima della agricoltura converrà che vi siano invitati da qualche idea che ne faccia in loro nascere il desiderio: quella di libertà sarebbe già forte da sé sola, ma le conseguenze della intera libertà del commercio dei grani saranno più forti ancora. Se ogni intoppo al commercio ne ritarda o ne impedisce l'attività, dunque per la raggion contraria l'intera libertà ne procurerà tutta l'attività possibile; data tutta l'attività al commercio dei grani, ne verrà in conseguenza che vi sarà quadagno in questo commercio, egli sarà per ciò atto ad arrichire, tanto più per la massima facilità che vi è per la continua circolazione di questo commercio; si tratta di una merce di primaria necessità, divisa fra quasi innumerevoli possidenti, facile a trasportare e continuamente variabile ne' suoi prezzi da nazione a nazione, da provincia a provincia. Trovandovi adunque gl'uomini il loro interesse, saranno facilmente e communemente invitati alla migliorazione de' campi, e ciò per un effetto di una naturale progressione, mentre supposta la intera libertà del commercio dei grani, se vi sarà poco grano in Piemonte, ne sarà caro il prezzo, essendo questi sempre relativo al numero e desiderio dei venditori ai compratori: quando vi è poca merce le ricerche dei compratori sono in maggior numero delle ricerche di vendita, per conseguenza rincara la merce;

di man d'opera e dei viveri nei paesi che ne hanno la fabrica, relativamente al Piemonte, per la quale essi potranno sempre dar la merce manufatta molto più a buon mercato di noi.

allora gl'uomini, sempre intenti a guadagnare, calcoleranno il possibile prodotto del loro campo colle spese della coltura e, trovando dal calcolo risultarne del proffitto, avranno tutta l'attività per procurarselo. Crescendo l'agricoltura crescerà la popolazione in giusta proporzione, e per conseguenza crescerà l'interna consumazione; questa, congiunta colla facilità e libertà di vendere alli stranieri il superfluo, manterrà sempre il prezzo dei grani in un dato equilibrio, per cui il coltivatore troverà sempre un giusto compenso delle sue fatiche. Posto in attività il commercio dei grani, e crescendo quindi l'agricoltura e la popolazione, verrà immancabilmente dato moto alle altre fibre dell'universal commercio, il quale riceverà sotto la benefica prottezione di Vostra Maestà una nuova vita [1]. Gl'uomini, e massimamente gl'abitatori delle campagne, essendo più occupati, saranno meno viziosi e non più poveri; saranno tolte così le due cause principali dei delitti, che i sensi di umanità e di beneficenza onde è ornato il bel cuore della Maestà Vostra castiga sicuramente con rincrescimento; si vederebbero allora prevenuti e divenuto quasi inutile il codice penale. Gl'uomini non più oziosi, non più viziosi, non più mendichi, avranno fuor di dubio maggiore onestà nelle loro operazioni civili; nei loro contratti diverranno così quasi inutili moltissime e sempre infruttuose leggi civili, di mano in mano publicate per frenare ed impedire le continue frodi.

Quanto sono interessanti e considerevoli i vantaggi che possono sperarsi per la società dalla più ampia libertà del commercio de' grani, sono altrettanto insussistenti i timori, per li quali sono emanate di tempo in tempo le providenze che l'hanno ristretta [1]. Questi timori ad altro non si riducono che al pericolo di scarsezza di grano, dalla quale ne possa derivare o vera penuria o solamente carestia, per cui divenga eccessivo il prezzo del grano. Supposta l'intiera libertà, tanto d'importazione che di esportazione, per il commercio de' grani, con l'intera abolizione di tutti i più piccioli intoppi che vi si possono

i. Il capo della seta, che forma il principale del commercio del Piemonte, è suscettibile di un aumento considerabile, ma ha bisogno delle benefiche provvidenze della Maestà Vostra; se non temessi di abusare della clementissima sofferenza di Vostra Maestà, ne proporrei qualcuna.

l. Nei secoli passati, nei quali le scienze erano tanto addietro, non è maraviglia se non si sono ridotte le cose ad una giusta analisi e se i calcoli politici, nei quali è così facile lo sbagliare, non si sono fatti con esattezza. Le massime poi, una volta stabilite ed autorizate coll'esempio di più d'un secolo, non è maraviglia parimenti se hanno impresso un certo rispetto per cui spesse volte non si ardisce esaminarne con analitico spirito il peso.

opporre, il grano di Piemonte entrerà nell'universal commercio de' grani e farà parte del granaio universale del mondo.

Il grano, essendo un genere di primaria necessità per il vitto, egli è evidente che in somma totale dell'universo la ricolta è sempre sufficiente per nodrire gl'uomini che ne coprono la superficie, senza di che dovrebbero perire; così, se in un angolo della terra manca la ricolta sovr'abonda nel rimanente, e di fatti i paesi agricoli raccolgono communemente, chi più chi meno, sempre di più di quanto loro abbisogna per la interna consumazione dello Stato [m]. Ora, supponga la Maestà Vostra che la ricolta avesse interamente mancato in Piemonte, certamente converrà procurarsi grano dagl'esteri; se il commercio è libero, dovendo necessariamente negl'anni di scarsezza aumentare il prezzo del grano per legge fisica della natura del contratto di compra e vendita, troveranno i forastieri il loro conto a mandar grano in Piemonte e i negozianti piemontesi, classe d'uomini che vive in continua speculazione e continuamente informata dei prezzi delle merci in tutte le piazze di commercio, e massimamente maritime, troverà il suo conto a procurarsene l'introduzione, ed essendo i negozianti avezzi a questo commercio non avranno bisogno che alcuno loro suggerisca di intraprendere un negozio che vedono lucrativo; ne verrà in conseguenza che, appena nato il pericolo di carestia, per il desiderio di guadagnare, concorreranno a gara tutti i negozianti per procurar l'introduzione del grano estero ed il Piemonte si troverà in brevissimo spazio di tempo provveduto di grano; questo è effetto infallibile della concorrenza ed urto dei negozianti, che viene in necessaria conseguenza della stabilita libertà del commercio.

Si teme che il prezzo del grano divenga eccessivo; ma, oltre che mi darò l'onore di esporre qui apresso una breve analisi a questo proposito, da cui vedrà che questa è una sola fallacia d'argomento, egli è evidente da per sé che nel sistema di intera libertà l'alzamento del prezzo non può essere che momentaneo, mentre l'urto dei negozianti ci apporterà in breve un'abbondanza che rimetterà all'equilibrio il prezzo del grano, e questa verità evidente per se medesima vien confermata dalla continua sperienza [n].

m. Il Piemonte nelle annate non scarse, senza che siano abondantissime, raccoglie a un dipresso il doppio di quanto gl'abbisogna per la interna consumazione.

n. In Piemonte, pendenti venti e più anni, nei quali non vi è stato intoppo alcuno al commercio de' grani, questa merce si è costantemente mantenuta alla commune di circa lire due caduna emina; una improvvisa scarsezza e l'aper-

Si temono i monopoli, ma, se Vostra Maestà si degna analizare il monopolio, vedrà che questo pure è un timor vano; il monopolio non è altro che una speculazione fatta da uno o più di quegl'uomini che più desiderano di guadagnare; tentano essi di forzare la natura ad aumentare il prezzo del grano oltre il dovere, con nasconderlo e renderlo scarso; ma, in primo luogo, la natura, se si lascia in libertà di agire, da se medesima è atta a respingere ogni sforzo e non soffre violenze; ma, in secondo luogo, sviluppando la cosa, supponga la Maestà Vostra che quatro o cinque richi possessori avessero raccolto e nascosto tutto il grano di una provincia; supposizione che, come ben vede la Maestà Vostra, è nei confini dell'impossibile; troppa somma di danaro vi ci vorrebbe e troppo difficile sarebbe di trovar magazeni bastanti per ritirarlo; oltre di che, siccome non possono essi forzare i possidenti grano a venderlo e che per l'ordinario, tolti i poveri che il bisogno spinge a vendere, gl'altri sogliono vendere a poco per volta, così non potranno mai raccoglierlo tutto interamente: ciò non ostante, supponendolo possibile, come, per caggion d'esempio, se si desse il caso che una società di negozianti prendesse in affitto le più ampie possessioni di tutta una provincia, che ne adiverrà? Raccolto e nascosto tutto questo grano, certamente che, essendovi scarsezza, crescerà il prezzo del grano, ma, forse che per questo daranno costoro la legge al prezzo del grano? Ove sia interamente libero il commercio dei grani, io ardisco assicurar di no. In primo luogo, non avranno sicuramente potuto costoro far tutta in un giorno la compra in tutta la provincia, quando anche lo avessero tentato, perché non dipende solo dalla loro volontà, ma da quella dei venditori; siché la scarsezza non

tura di una guerra hanno fatte mutare le circostanze, hanno dato maggior peso ai timori ed hanno caggionata la rinovazione delle provvidenze, date infruttuosamente nei due passati secoli, che ci ha tramandate il Borelli nella sua *Raccolta degl'editti* [1]. Qualche privata provvidenza per ciò che riguardava i bisogni della guerra avrebbe sicuramente bastato per poter raggionevolmente calmare i timori e lasciato libero il commercio dei grani; le prossime passate calamità non sarebbero sicuramente succedute e sarebbero state risparmiate alla Maestà Vostra le tante cure che hanno sì fortemente occupato l'animo grande di Vostra Maestà, effetto di quel generoso suo cuore e di quel paterno affetto verso i suoi sudditi, che gl'ha giustamente meritati i suffraggi non solo di questi, ma di tutta Europa.

1. Cfr. G. B. Borelli, *Editti antichi e nuovi de' sovrani prencipi della real casa di Savoia, delle loro tutrici e de' magistrati di qua da' monti, raccolti d'ordine di Madama Reale Giovanna Battista dal senatore G. B. B.*, Torino, B. Zappata, 1681.

sarà succeduta tutta ad un tratto, ma per gradi; ora, a misura che sarà stata sensibile la scarsezza, il prezzo de' grani avrà per necessaria conseguenza aumentato di mano in mano ed in una ugual continua progressione. Ciò posto, i negozianti che stanno sempre speculando avranno in breve trovato il loro conto a far seguire l'importazione d'altro grano da altre provincie vicine o da paesi esteri ancora; questo grano importato, togliendo la scarsezza, farà di bel nuovo scemare il prezzo del grano, lo rimetterà all'equilibrio; anzi, se allora questi monopolisti vorranno rimettere in circolo i loro cumuli, l'eccessiva quantità che se ne troverà tutta in un tratto farà avvilire il prezzo del grano; saranno perciò costretti o a custodirlo per un altr'anno, pregiudicio gravissimo quando altro non fosse che di una egregia somma di danaro infruttuoso e non circolante, o dovranno vendere con molto discapito, ed ecco rovinata tutta la machina del monopolio, anzi puniti i monopolisti della loro avarizia colla perdita che verrà ad essi caggionata da quell'istesso maneggio da cui avevano sperato un eccessivo guadagno. Sapendosi poi da tutti che lice ad ogniuno di far entrare grano forastiere, come è egli possibile di immaginare che vi siano uomini così fallaci nei loro calcoh che vogliano esporsi ad un danno infallibile, e tanto maggiore quanto è moltiplicato con una maggior quantità di grano, aggiuntevi poi anco le spese dei trasporti, dei magazeni ed il pericolo del deperimento istesso del grano? Un'altra riflessione a questo proposito suplico la Maestà Vostra di aver presente, ed è che il monopolio, se si vogliono accordare in esso più di due, non può più succedere, perché, ogniqualvolta uno dei tre troverà che può fare con proffitto staccandosi dagl'altri due, si stacherà sicuramente e venderà il suo grano, con la qual operazione sarà rovinato il monopoho.

Un'altra ipotesi più forte sarebbe se nella stessa annata la ricolta non solo mancasse in Piemonte, ma anco negl'altri paesi che lo attorniano. In questa ipotesi, data l'intera libertà del commercio, i negozianti di Piemonte entreranno a far parte nella speculazione dei negozianti de' paesi che l'attorniano e si procureranno come essi la importazione del grano in tempo opportuno, di modo che penuria non potrà mai succedere; tutto il di più sarà un prezzo più alto, cosa che spero di dimostrare alla Maestà Vostra essere inevitabile in qualunque sistema, date queste tali circostanze; ma questo prezzo ancora io ardirei assicurare che sarà sempre minore in Piemonte che ne' paesi che lo attorniano, per le fortunate circostanze che vi concorrono. Abbiamo una scala al mare per Nizza, un'altra alla spiaggia di Lovano ed il transito per Genova mai la Republica lo proibirà, perché troppo pregiudicio si recherebbe a se medesima, e con questi mezzi si possiamo

procurare per mare il grano da qualunque piazza maritima la più lontana; abbiamo poi l'isola di Sardegna, fertilissima e che ne può facilmente somministrare una quantità forse bastante da se sola °; siché siamo in circostanze più favorevoli dei nostri vicini, se ne eccettuiamo la Francia, la quale tuttavia, da che si è scostata dal sistema politico di quel grand'uomo di Stato, il duca di Sully, degno ministro di un tanto re Enrico IV [1], ha spesso provato le maggior calamità, né l'evidenza delle raggioni esposte da alcuni dottissimi magistrati ha fin qui potuti superare i pregiudizi che un secolo intero di falso sistema politico ha canonizati ed il privato interesse de' finanzieri diffende a tutta possa.

Finalmente non posso ammeno di esporre alla Maestà Vostra una riflessione che ha fatta di passaggio a questo proposito un grand'uomo d'Italia, e la quale mi sembra degna della attenzione di Vostra Maestà; dice egli: « Fa meraviglia come in mezzo a tutta la rete dei vincoli tessuta ne' secoli passati non sia mai caduto in mente di vincolare anche la custodia del grano destinato per sementare. In fatti, seguendo i principii coattivi, che non suppongono inerente alla natura delle cose medesime il moto al bene, ma vogliono imprimervi questo moto, che non poteva dirsi per intimorire gl'animi volgari e far risguardare salutarissimo e providissimo il vincolo sul grano da seminare? Questi è una parte sensibilissima del raccolto, e sarà almeno la quarta parte: e che diverrà lo Stato, potevasi dire, se la spensieratezza o l'ingordigia caverà da granai questo germe della ventura raccolta e lo macinerà? L'incentivo dell'utile è sempre urgente; l'uomo sacrifica i bisogni del-

o. Se quest'isola godesse anch'essa di una maggior libertà nel suo commercio relativamente alla agricoltura, procurerebbe alla Maestà Vostra un molto maggior prodotto di generi, e conseguentemente di ogni cosa; ma i gravissimi diritti imposti sopra l'uscita saranno sempre un ostacolo fortissimo ai progressi dell'agricoltura di quel fertilissimo suolo. Se la Maestà Vostra stimasse di regolare la stessa imposizione in un modo diretto e lasciasse quindi interamente libero il commercio e l'estrazione dei grani, formaggi, cavalli ecc., ardisco assicurare alla Maestà Vostra che si vedrebbe nascere da quel suolo una sorprendente richezza. Lo spirito di finanza, per evitare i contrabandi, ha fatto vietare ai sardi di abitare alle coste men lontani di tre miglia dal mare, e con ciò si perde ogni richezza di pesca, ogni vantaggio di marinai e di commercio, e rimangono abbandonate senza diffesa le coste di quell'isola alle frequenti incursioni dei Barbareschi.

1. Maximilien de Béthune, duca di Sully (1560-1641), ministro di Enrico IV, re di Francia.

l'anno venturo agl'attuali. Dunque si obblighi ogni possessore a depositare una proporzionata quantità di grano sotto la tutela publica per seminare il suo campo. Eppure questo non si è fatto mai; è mancato mai per questo il grano bastante a seminare? Non mai »[1]. E di fatti le carestie non hanno mai fatta tralasciare la seminazione, che anzi negl'anni scarsi si semina di più; il solo avvilimento dei prezzi è quello che fa trascurare e diminuire la seminazione; sono della stessa tempra gl'altri timori; l'equivoco nasce dall'aver longo tempo attribuito ad una causa apparente ciò che proveniva da un'altra affatto opposta.

Ho esposte a Vostra Sacra Real Maestà le ipotesi più forti e mi lusingo di aver dimostrato che anche in queste l'intera libertà del commercio dei grani non ci esporrebbe ai pericoli che sulla sola autorità di secoli non ancora illuminati alcuni moderni politici hanno voluto minacciare con esagerate espressioni ed argomenti fallacissimi, perché, tratti non mai dalla natura della cosa, ma solo dagl'esempi ora degl'antichi or de' moderni, senza riflettere riguardo a quelli quanta diversità di circostanze e relazioni passa tra quei secoli ed il nostro e quanto sia incerta l'autenticità dei fatti storici, e senza analizare riguardo a questi le cause, né far conto dell'esito che abbiano avuto i rimedi adoperatisi [p]. Suplico umilmente la Maestà Vostra a permettermi adesso una breve analisi di tutte le operazioni politiche restrittive della libertà del commercio usatesi tanto in Piemonte che altrove, dalla quale analisi mi lusingo che risulterà evidente la loro per lo meno inutilità. Spero che la Maestà Vostra mi farà la grazia di persuadersi che sono altretanto lontano dallo spirito di critica quanto sono amante della verità e quanto ardentemente bramo di contribuire alla gloria della Maestà Vostra ed al ben publico; per questo motivo mi è sembrato indispen-

p. Alcuni hanno la debolezza di citare perfino le leggi ed usi romani al proposito d'annona, leggi di un popolo barbarissimo nella sua origine, che ha stabilita con fredda inumanità la schiavitù civile, popolo che non ha mai conosciuta altra virtù che nell'armi, né altra legge che la forza, e finalmente leggi tramandateci colla collezione fatta da Triboniano a nome di Giustiniano imperadore, il più diffettoso fra i codici possibili; una sola ne citerò, che mi è sembrata indecentissima, la L. 2, Cod., *De commerciis et mercatoribus: Non solum barbaris aurum minime prebeatur, sed etiam si apud eos inventum fuerit, subtili auferatur ingenio* [2], e di questi bei modelli è ripieno il codice.

1. Cfr. P. VERRI, *Meditazioni sull'economia politica*, Livorno, 1771, capo IX, *Della libertà del commercio de' grani.*

2. Cfr. C., IV, 63, *De commerciis et mercatoribus*, L. 2.

sabile di entrare in questa discussione, non perché io pensi di istruire una mente tanto più di me illuminata qual è quella di Vostra Maestà, ma perché, occupata la medesima da tanti e gravissimi affari, mi lusingo di recarle alla fatica un qualche sollievo con offerirle le meditazioni già preparate.

Codeste operazioni non possono avere altro fine che di rimediare o allontanare le penurie ed impedire le carestie con mantenere il valor dei grani a un prezzo costante. Per rimediare alle penurie che succederanno tutto ad un tratto dovranno procurare l'importazione di grano estero, proibire l'estrazione del nazionale. Per allontanare le penurie, ossia prevenirle, dovranno procurare che in Piemonte vi sia sempre un fondo di grano capace di coprire per lo meno un'annata intera, altrimenti non conseguiranno il fine che per quei pochi mesi che potranno coprire col fondo che avranno accumulato, e quindi si ricadrà negl'istessi inconvenienti di prima [q], i quali tuttavia non saranno prevenuti se mai vi accadessero due o tre annate sucessivamente scarse; per questo effetto converrà, o tener sempre chiusa la porta all'uscita del grano dallo Stato, o formar tali magazeni che possano essere sicuri garanti del necessario per una o due annate. Alfine di impedire la carestia e mantenere il valor del grano a un prezzo costante, tanto più se si volesse tassare, converrà, oltre ai magazeni e la perpetua proibizione d'estrazione, pensar seriamente ad impedire i monopoli; a questo fine tendono le rigorose consegne, le proibizioni di accumulare, l'obligo di vendere in tal giorno, in tal luogo, in tal mercato, la proibizione di vendere ne' granai, la tassa del prezzo di ogni vettovaglia e quindi le leggi penali, le perquisizioni, i processi, le arbitrarie persecuzioni, la moltiplicità de' custodi e molte funeste insieme e gravose conseguenze.

L'importazione del grano non dipende dalla volontà di chi la desidera e la richiede, ma dalla volontà degl'esteri che lo possedono; ora,

q. Quest'anno, se per esempio vi fosse stato il cumulo per quatro mesi in principio della passata ricolta e che in conseguenza fosse stata sempre permessa l'estrazione, siccome quando il principe fa queste operazioni dice tacitamente ai sudditi: non occorre più che vi pigliate pensiero di aver grano, perché ci penso io e ve lo provvederò, così essi non pensano più che a fare i loro privati affari, ne seguirà sicuramente che si priveranno indifferentemente della provisione necessaria per la loro consumazione, in pochissimo tempo non vi sarebbero più stati granai, né grano sui mercati; avrebbe convenuto aprir i magazeni di Vostra Maestà in principio dell'anno e in capo a quatro mesi la Maestà Vostra si sarebbe ugualmente trovata nelle medesime circostanze d'adesso.

nella ipotesi che il Piemonte mancasse di grano e i vicini ne potessero somministrare, a misura che questi vedranno cresciute le ricerche, aumenteranno il prezzo del loro grano; aggiungasi che, venendo in questo sistema fatte le ricerche per conto del principe o delle provincie, delle città, vi sarà la spesa del trasporto, più quella dei commissionieri, che, anche suposti tutti onestissimi, non sarà indifferente; oltre di che, quando i negozianti per conto loro fanno le ricerche, sanno farle in tempo abile, nelle piazze di commercio dove è a minor prezzo e destramente, perché da queste attenzioni dipende principalmente il loro guadagno, che all'opposto i commissionieri non sono spediti che quando i mali si cominciano a far sentire, che la voce è sparsa ed il timore di penuria fa sclamare più del dovere il popolo, delle quali cose ne sono subito informati i paesi vicini. In questo sistema, essendo abolito il commercio de' grani, non si hanno le opportune notizie, epperò i commissionieri vanno alla ventura far ricerche nelle piazze di commercio, dove pensano di poter trovare il grano; la cosa preme, essi sono per ciò molto più e principalmente occupati del pensiero di trovar grano che della cura di averlo a miglior mercato. La conseguenza di tutte queste circostanze sarà che il grano importato dai paesi stranieri, calcolato il prezzo della compra e congiunto con tutte le spese di trasporto e di avarie non potrà ammeno che di essere altissimo; allora, se si ha veramente bisogno, ci vorrà pazienza e converrà comprarlo a qualunque prezzo e, comprato, poi converrà, o rivenderlo a questo prezzo altissimo, ed ecco finito il teorico ed ineseguibile sistema di mantenere fisso il valor del grano, o converrà che, se la Maestà Vostra lo ha fatto comperare per suo conto, ci rimetta una somma considerabile, che sarà una somma tolta a tanti altri usi o necessarii o almeno vantaggiosi, e ciò per una cosa che si può fare naturalmente senza discapito, anzi con moltissimi vantaggi nel sistema di intera libertà del commercio dei grani. Se lo hanno poi comperato le provincie, le città, siccome queste non possono sopportare così gravi discapiti [r], epperò saranno costrette di rivenderlo al prezzo altissimo, questo, posto in opposizione col prezzo minore a cui Vostra Maestà

r. Massimamente dappoiché colla delegazione de' censi, essendo stati per il puro diffetto di certe formalità frustrati moltissimi del danaro realmente somministrato alle città, il credito delle medesime è divenuto uguale a zero; aggiungasi di più, che quei censi e crediti, che non hanno potuto ammeno di dichiarar validi, fruttano all'arbitrio dell'intendente della provincia.

farà distribuire il suo, caggionerà un contrasto, le di cui conseguenze non potranno che essere funeste.

Le riflessioni dianzi dette, se corrono nella fatta ipotesi, tanto più forti saranno nell'altra ipotesi che la penuria di grano non fosse ristretta al Piemonte, ma si estendesse agl'altri paesi che lo attorniano. Dunque, tolta la libertà del commercio dei grani, le operazioni politiche per la importazione del grano estero sono sogette a moltissimi inconvenienti, rendono più difficile e più dispendiosa l'importazione, in somma sono esse piutosto dannose che utili al fine per cui sono dirette.

Si publicherà una legge per cui sarà proibita l'estrazione; questa legge comincierà a separare il grano del Piemonte dal commercio universale dei grani e ne distruggerà tutto il commercio attivo, senza punto conseguire il fine per cui sarà emanata. L'estrazione del grano dal Piemonte non seguirà mai, se non se quando vi si trovi vantaggio per estraerlo, e questo vantaggio, essendo il risultato del calcolo del prezzo a cui si può vendere in Piemonte con quello che se ne può ricavare in netto dai stranieri, suppone necessariamente ricerca e bisogno per parte di questi. Ora, ciò supposto, quanto più severe saranno le leggi che ne vieteranno l'uscita e quanto saranno più vigilanti i ministri nel farle osservare, tanto più basso sarà il prezzo del grano in Piemonte e tanto più alto in quel paese che ne abbisogna; dunque tanto maggiore sarà il guadagno in disubbidire alla legge. Tutti gl'uomini che commettono un delitto, eccettuati quei delitti che nascono da un moto primo, direi quasi machinale ed involontario, sono determinati da un silogismo, la di cui maggiore è il vantaggio che ne sperano, la minore il danno che ne temono e la conseguenza che il vantaggio supera il danno e pericolo; questo modo di raggionare è spessissime volte falso, perché non si apprezia al suo giusto calcolo di probabilità il pericolo a cui s'espone il delinquente e perché il vantaggio, essendo prossimo, ed il danno per lo più lontano, cresce l'impulso in raggion composta del vantaggio ed inversa della lontananza e dubietà del danno; ma sempre è vero che chi commette un delitto lo commette perché in quel momento crede più vantaggiosa la disubbidienza alla legge. Dunque, se la legge che proibisce l'estrazione del grano essa medesima è cagione che cresca il vantaggio in estrarlo, la legge istessa prepara la disubbidienza, contradizione funesta. Questa legge analizata è una legge che dice agl'uomini: io procuro che voi abbiate sempre maggior vantaggio in estrarre il grano, ma insieme vi proibisco di estrarlo, vi proibisco di cercare il vostro vantaggio e quanto sarà egli maggiore tanto più severamente ve lo proibisco, che è lo stesso che dire: io procuro quanto più posso di invitarvi a delinquire per potervi casti-

gare. Non solo questo modo di pensare è direttamente contrario ai magnanimi e pietosissimi sensi di Vostra Maestà, ma io crederei anzi di fare un ingiustissimo torto a tanti rispettabilissimi uomini che hanno inclinato a questo sistema, se non mi persuadessi che essi nemmen per ombra hanno avuto mai in mente di suggerire si fatta contradizione. I secoli passati, come ho già dianzi accennato, non erano così innanzi nelle scienze, la filosofia peripatetica che regnava era affatto lontana dallo spirito analitico, tolto il quale, si cade facilmente in gravissimi errori e questi, quando hanno per loro la ruggine di uno o più secoli, non si sradicano così facilmente, anzi talora più per rispetto che per altra raggione si seguitano gl'esempi antichi, che per altro non convengono alle circostanze presenti [s].

Un'altra riflessione. Suplico umilmente la Maestà Vostra di aver presente, ed è che non vi sarà mai diligenza che possa impedire la clandestina estrazione del grano, qualora vi sia forte motivo impellente per farla; ogni legge che urta troppo gagliardamente col vivo interesse dei cittadini, sarà sempre violata; cospireranno a violarla coi nazionali tutti gl'esteri; i nazionali più accorti (che vuol dire la parte più utile della nazione) saranno invitati dal lucro, i stranieri dal bisogno. Come si difenderà ogni passo? Come si custodiranno i custodi che non si lascino corrompere? Si moltiplicano le leggi, i vincoli, ordinaria conseguenza del vizio di una legge che costringe ad una viziosa progressione di molte altre non men viziose leggi, le quali vengono poscia a comporre un codice che altro non è se non un aggregato d'errori, dannosi alla società. Si vuol chiudere il grano in ciascuna provincia, in ciascuna città, si proibiscono tutti i cumuli, tutti i contratti privati si vogliono moltiplicare le consegne, le visite, gl'esami, i processi, le

s. Talora lo spirito di partito, che soffre mal volentieri un concorrente in suggerire al principe e riflessioni e mezzi, impedisce i progressi delle migliori scoperte. Alcune volte non si è meditato prima d'entrare in carica, dove poi la moltiplicità degl'affari, distogliendo dalle profonde meditazioni che sarebbero necessarie per analizare, allora o si ricoppiano gl'antichi e anco i vicini, operazione pericolosissima, o si scieglie la deliberazione del maggior numero; questa, se il numero fosse composto di persone ugualmente edotte nelle materie che si hanno a trattare e disinteressate, né preoccupate dallo spirito di partito e da quella così frequente reciproca invidia, ella è regola generale che debba essere la più prudente; ma questi requisiti non si trovano così facilmente, e poi evvi un'altra eccezione che rende questo metodo pericoloso, ed è che per regola generale la deliberazione del maggior numero, sebbene più prudente, sarà sempre la più lenta; ora, nelle cose che richiedono attività, spesse volte è meno dannoso un passo falso che l'inazione.

pene. Che ne adiverrà? Ad onta di tutto questo uscirà il grano dal Piemonte [t]; molte saranno quindi le funeste conseguenze: alcune provincie saranno affamate, nel mentre che altre ridonderanno di grano; l'insaziabile cupidiggia degl'uomini per il proffitto farà nascondere ai più avari il grano con tanta circospezione che sarà delusa tutta la possibile vigilanza del governo e de' custodi; sarà impedita l'interna circolazione del grano, saranno moltiplicati i monopoli, andrà viepiù scemando il numero dei negozianti di grano e alla fine questa derrata, che è la prima merce, la base fondamentale del commercio, diverrà un genere di contrabando. La legge quindi, urtando così direttamente colla natura alla perfine distruggerà ogni commercio, senza aver conseguito il fine per cui fu publicata.

Se le operazioni politiche, tendenti a rimediare ad una improvisa penuria, sono per lo meno inutili al fine e miste di presso che innumerevoli inconvenienti, non sono sicuramente di miglior tempra quelle che tendono a prevenire ed allontanare le penurie che dalle annate scarse potessero in avvenire derivare. Per questo fine, tolta l'intera libertà di commercio, non vi è altro mezzo che di far in modo che vi sia sempre e costantemente in Piemonte una quantità di grano sufficiente, senza di che a nulla servirebbe se vi fosse fondo solo per alcuni mesi, passati i quali si ricadrebbe negl'istessi inconvenienti di prima. Ora, codesta operazione vuol essere considerata in tutti gl'aspetti per bene analizarla. Suppongo che sia proibita l'estrazione del grano per gl'anni scarsi e sia quindi permessa per gl'anni abondanti [u], operazione assai tarda, perché prima che si abbiano le consegne, che si siano fatti i calcoli e si permetta quindi l'estrazione passeranno alcuni mesi, pendenti i quali, saranno i poveri necessitati a vendere a basso prezzo e i richi in caso di accumulare; tuttavia in questa che può sembrare moderata ipotesi, per poter più facilmente permettere l'estrazione negl'anni abondanti, converrà sicuramente avere, come dissi, accumulata una quantità di grano bastante per coprire almeno un'annata intera,

t. La sperienza ci convince che i vincoli sono insufficienti per far osservare le leggi. Vostra Maestà sarà sicuramente informata che i contrabandi delle merci preziose e facili a trasportare non hanno punto scemato dopo multiplicato il numero de' custodi, i quali contribuiscono essi medesimi a facilitarli; come sarà possibile d'impedire l'estrazione del grano?

u. Gl'inconvenienti della perpetua proibizione d'estrarre mi lusingo di averli già dimostrati dissopra, a segno che sia inutile questa ipotesi, oltre di che da quanto accennerò in apresso ne risulterebbero altri non minori, qualora vi fossero alcune annate sucessivamente abondanti.

poiché vogliamo suporre che non sia per succedere il caso di più annate sucessivamente scarse ed insieme conviene suporre vera la base fondamentale di tutto il sistema restrittivo, vale a dire che gl'uomini siano abbastanza stolidi e spensierati che siano per vendere oggi ciò che avranno bisogno di ricomperare domani, che se no, e se gl'uomini sono solo mediocremente accorti, sono finiti tutti i timori, e non è più bisogno di leggi a questo proposito, né che il principe si assuma il carico di provvedere il pane ai sudditi. Ora, date queste ipotesi, se la popolazione dei Stati di Vostra Maestà di qua da monti sarà di 1.500.000 boche umane, secondo la commune regola, sarà altretanto numero di emine che per cadun mese converrà avere in pronto, lo che corrisponde a 300.000 sacca di grano che, moltiplicate per dodici mesi, faranno in tutto la somma di 3.600.000 sacca per la provisione di un anno. Saranno distribuiti i magazeni in ciascuna città, in ciascuna villa; così la città di Torino, in raggione di 80.000 anime di popolazione, dovrà avere un magazeno capace di 192.000 sacca di grano e di mano in mano discorrendo di tutte le altre città e ville; voglio suporre che la capitale, possedendo molte case e dividendo questo cumulo in molti magazeni, sarà in caso di eseguir questo piano, ma tutte l'altre città e ville de' Stati di Vostra Maestà dovranno sicuramente far costrurre a bella posta i magazeni per poter custodire e nascondere questo cumulo; questa sarà una spesa considerabile, la quale non si potrà altrimenti ricavare che sul prodotto delle terre, già fortemente caricato dalle gravi spese e gravi disordini ai quali ha dovuto negl'anni scorsi succombere [v], anzi vi saranno senza dubio città e ville le quali saranno nella fisica impossibilità di suplire a questa spesa.

Supponga però la Maestà Vostra fabricati questi magazeni e superata questa difficoltà; tratterassi adesso di far la compra del grano per riempirli; supponga il grano al prezzo di sole lire 3 caduna emina, prezzo che, raguagliando i prezzi di grano del secolo passato al scemato valore delle monete sino ai tempi presenti e raguagliato questo a tutti gl'altri prezzi e di merci e di salarii, si può considerare come prezzo basso, questo però importerà per il totale la somma di lire 54.000.000

v. Le nuove strade e l'arbitraria esecuzione delle medesime ha caggionata una spesa ai rispettivi corpi publici che ha quasi esauste le loro forze. Io ardisco esporre questa verità alla Maestà Vostra, perché sono intimamente persuaso che è venuto il secolo in cui non sarà più sbandita la verità, né allontanata dal trono; un principe illuminato e pio qual è la Maestà Vostra non può ammeno di amarla e lasciarle libera l'entrata.

e, per la sola città di Torino, 2.880.000. Dove si troverà il fondo per codesta compra?

Supponga la Maestà Vostra adesso per un momento trovata questa esorbitante somma e superata la difficoltà; si farà dunque la compra. Per farla colla maggiore economia, converrà farla subito raccolto il grano; ora, supponga la Maestà Vostra l'annata la più abondante, un vuoto nel Piemonte di 3.600.000 sacca accumulate e nascoste; sarà il più celebre di tutti i monopoli possibili e, se si teme che i monopoli privati possano caggionare uno sbalzo eccessivo nel prezzo del grano, argomenti quindi Vostra Maestà quale effetto a questo proposito produr debba un così insigne ed autorizato monopolio. Se poi l'annata fosse niente niente scarsa, questa operazione deve necessariamente produrre la carestia l'indomani della ricolta.

Supponga ancora Vostra Maestà che il massimo de' monopoli avesse l'abilità di non produrre l'effetto che tanto si teme dai piccioli e privati monopoli; questi magazeni s'hanno pure a confidare in custodia a qualcuno; questa custodia importa una continua spesa per prevenire gl'accidenti moltissimi dai quali può essere caggionato il deperimento del grano; questi custodi, o si vuole che siano semplici salariati per custodire, far conservare in buon stato il grano e quindi venderlo a suoi debiti tempi, essendovi altri per ritirare il contante, o si vuole che ne abbiano il caricamento e sia a loro risigo ogni deperimento, ogni consumo. Nel primo caso, eccoci esposti a mille frodi e a molti furti [z]; nel secondo caso, quegli che dovrà essere o co' suoi proprii fondi o col mezzo di cauzionarii risponsale di una somma cotanto eggregia, oltre al pericolo grande a cui si espone, dovrà trovare il compenso d'ogni cosa in un forte e proporzionato salario, e la somma totale di questi salarii verrà a comporre un'imposizione che non so se alcuna vi fosse fra le particolari gabelle di Vostra Maestà la quale giungesse a simil somma.

I due terzi dei sudditi di Vostra Maestà vivono per lo meno la metà dell'anno a credenza; per esempio, comprano il grano nell'inverno e lo pagano poi alla riccolta dei bachi da seta, a quella del vino ecc., e questi sono naturalmente i più poveri. Se sarà magazenato il grano, o dovrassi far loro credenza, e come faranno i magazenatori ad esporsi al pericolo di perdita? O non sarà permesso di far credenza, e come viveranno questi infelici?

z. Non è cosa prudente di esporre anco il più virtuoso ad una troppo violenta tentazione.

Nascosto nei magazeni il grano, se verrà un'annata abondante, o si vorrà custodire lo stesso grano, o si vorranno rinfrescare i magazeni; se si custodisce il grano, cresce il pericolo del deperimento e, se succedessero due, tre o più annate sucessivamente abbondanti, cosa assai più facile a vedersi che le penurie, converrà pur venderlo alla fin fine. Se si vogliono rinfrescare i magazeni, o s'abbia a vendere il grano pel timore di deperimento, allora, o si vuol vendere il grano de' magazeni al prezzo corrente, e vi sarà considerabile perdita di capitale, perché nelle annate abondanti il prezzo del grano deve essere più basso per legge fisica e costante, oltre di che una quantità così egreggia di grano rimessa in circolo deve produrre l'effetto contrario dell'accumulamento, e questa perdita sarà una nuova imposizione. Se si pretende poi di vendere questo grano allo stesso prezzo che se ne è fatta la compra, non vi sarà altro mezzo che di costringere i pristinai a comperarlo; due inconvenienti: uno, che siccome per lo meno i due terzi dei sudditi di Vostra Maestà non comprano il pane dai pristinai, così la loro consumazione non vuoterà i magazeni, fuoriché si volesse fare la massima delle ingiustizie col costringerli a comperarne una maggior quantità che loro ne abbisogna, costretti quindi a rivendere questo di più con grave perdita; l'altro, che per non fare un manifesto torto ai pristinai, converrà tassar loro il prezzo del pane in raggione non del vero prezzo del grano, ma del prezzo violento a cui vengono essi astretti di comperarlo, e questo sarebbe evitare l'ingiustizia a pristinai con farne un'altra quasi maggiore a tutto il popolo.

Finalmente un'altra riflessione merita l'attenzione di Vostra Maestà, ed è che, ogni qual volta il principe, i corpi publici faranno magazeni, o anche vorranno nelle occorrenze far per conto loro l'importazione del grano estero, sarà finito il commercio de' grani; i negozianti non possono entrare in concorrenza col principe, coi corpi publici e non si vorranno mai arrischiare di procurare l'importazione al rischio che, quando abbiano introdotto il grano e si pensino di venderlo con proffitto, il principe, i corpi publici aprano i loro cumuli o introducano una gran quantità di grano estero e, rimettendo così una grossa quantità di grano in circolo, ne facciano necessariamente ribassare, anzi avvilire, il prezzo, ed essi per ciò siano costretti a venderlo con perdita. Questa riflessione, Sua Real Maestà, non è mia, ella è dei negozianti, dai quali l'ho intesa io medesimo in queste passate circostanze di penuria [a].

a. Un negoziante molti mesi sono si offerì di fare l'importazione di quanto grano sarebbe stato necessario per tutta una provincia, mediante

La cosa mi sembra così evidente che ho creduto necessario di porla sott'ochio alla Maestà Vostra, perché il progetto de' magazeni al primo aspetto ha altronde qualcosa di seducente e, confesso, che io pure al primo moto sono stato inclinato a questo piano, perché mi sembrava che con esso si togliesse ogni rischio e si potesse senza timore lasciar libero il commercio dei grani; ma, ridotto poi all'analisi questo progetto ed i timori per l'intera libertà del commercio dei grani, ho trovati e l'uno e gl'altri errori teorici ed uno dei tanti deliri dell'intelletto umano, dai quali non andarono esenti i più grand'uomini, d'altronde rispettabilissimi e degni della venerazione de' posteri.

Rimane adesso l'altro non men chimerico ed ineseguibile progetto di evitare le carestie, ossia mantenere il valor del grano a un prezzo costante; per ben dimostrare la insussistenza di questo piano, convien prima analizare e fissare le vere denominazioni di prezzo e di valore, senza di che si cadrà sempre in equivoci nominali e reali per conseguenza.

Il contratto di compra e vendita non è altro nella sostanza che un contratto di permuta, col quale gl'uomini cambiano reciprocamente fra di loro le rispettive proprietà mobili o immobili; il nome di compra e vendita, datogli per l'introdotto uso d'una merce commune e meno variabile, la moneta, non ha potuta mutare la natura del contratto. Si chiama pertanto prezzo quella quantità della merce commune che uno esibisce e l'altro esigge in cambio di una qualunque altra merce particolare. Si chiama valore quella quantità di merce commune colla quale si suole conseguire una qualunque altra merce particolare. Qualora diciamo che il prezzo di una merce è eccessivo, intendiamo di dire che eccede il vero valore di quella merce; dunque, per vedere in quali casi questa espressione di eccessivo prezzo si possa usare, converrà fissare qual sia il vero valore delle merci particolari.

Si è già dimostrato da altri che la stessa merce universale, la moneta, non ha e non può avere un valore perpetuamente fisso e costante, per quanto ne venga fissato il numerario dalle tariffe, conseguenza necessaria della natura del contratto di compra e vendita, il quale, come dissi, non essendo nella sostanza che una permuta, il prezzo non è altro che la relazione delle merci fra di loro, epperò, variando una, deve necessariamente variar l'altra ancora; così, se io un tempo con un dato prezzo d'oro monetato, chiamato comunque, avrei comprate

un discreto compenso per le sue opere, e ciò in un tempo in cui era ancora a un prezzo discreto; ma, né la città ha voluto accettare il partito, né il negoziante si è voluto arrischiare di farlo per conto suo, per i vincoli ai quali è sottoposto il commercio dei grani.

tre pecore, adesso appena ne comprerò una, e questo non è già che il valore delle pecore sia cresciuto, ma solo che è cresciuta la relazione tra le pecore e l'oro; e questa relazione è cresciuta, perché in quel tempo era l'oro tanto più scarso d'adesso, conseguentemente il desiderio di conseguirlo era tanto maggiore; pello contrario, il possessore dell'oro, avendo maggiori ricerche, esiggeva maggior quantità di altra merce in cambio per spogliarsene; ond'è che, per avere la vera misura dei prezzi di ciascuna merce, converrebbe sommare i gradi di desiderio del danaro di tutti i venditori, quindi i gradi del desiderio delle merci particolari che hanno i compratori, ed il confronto di queste due somme darebbe al giusto il prezzo di ciascuna merce [b], cosa impossibile e che, anche potendosi fare, sarebbe sempre variabile all'infinito, come lo sono le relazioni e circostanze dalle quali dipende il calcolo; la sola regola generale che si può assegnare ella è che, quando sono in maggior numero i compratori ai venditori, lo che suppone scarsezza della merce o reale o di opinione, rincara la merce; nel caso inverso, la merce avvilisce di prezzo; dunque l'espressione di prezzo alto o basso non esprime altro di più che una relazione ai tempi, alle circostanze e l'espressione di valore intrinseco è affatto falsa: questo valore, che chiamano intrinseco, cioè valor certo e fisso che stia da per sé invariabile indipendentemente dalle varie relazioni e circostanze, non esiste. Vi sono delle merci le quali hanno sempre un qualche valore per la necessità che ne hanno gl'uomini, o per l'utilità che ne possono ricavare; ma questo valore è tuttavia soggetto a variare, crescere o sminuire del doppio, triplo ecc., epperò non è valor certo immutabile, né si può dire valor intrinseco; nessuna cosa prova meglio la verità di questa proposizione che la considerabile diminuzione di prezzo che hanno sofferta e soffrono continuamente i metalli preziosi dopo accresciutane insensibilmente di tanto la massa universale. Una conseguenza di questa variabilità dei prezzi delle merci ella è che, cambiata la relazione d'una merce alla moneta, tutte l'altre merci mutano relazione fra di loro; se la merce universale essa sola soffre un'alterazione, questa fa variare il numerario di tutte le altre merci in proporzione uguale, ma non fa cambiare le relazioni delle merci particolari

b. L'espressione usata a questo proposito da più di un celebre autore, che il prezzo sia in raggione composta della diretta dei compratori e dell'inversa dei venditori, mi pare inesatta, perché, radoppiandosi per esempio da un mercato all'altro il numero dei compratori e restando medesimo il numero degl'esibitori, non succederà certo che si radoppi il prezzo della merce.

fra di loro. Per esempio, se in un tempo bastavano quatro pecore per avere in cambio un bue e per qualche circostanza cinque ve ne vogliano adesso, siccome tanto il bue quanto le pecore si cambiavano con altre merci, le relazioni di queste devono necessariamente cambiare, perché una pecora non vale più il quarto d'un bue, ma solo il quinto: pello contrario, se nessuna circostanza avesse variata la relazione tra il bue e le pecore, ma solo la merce universale fosse avvilita per l'aumentata generale massa di essa, ne verrà che la relazione della merce universale dovrà essere variata in giusta e ugual proporzione con tutte le altre merci particolari; ma le relazioni di queste fra di loro non cambieranno punto; così, se per comprare un bue vi volevano prima dieci monete d'oro di tal dato peso e titolo e che adesso ve ne vogliano venti, nella stessa proporzione aumenterà il valor numerario di tutte l'altre merci, perché, se con quatro pecore posso avere un bue, quantunque altre volte quatro pecore non valessero che dieci monete come il bue, adesso devono valere venti, perché con quatro pecore io posso avere un bue che equivale a venti monete.

Lo stesso effetto che produce la variazione del valor numerario della merce universale riguardo alle altre merci particolari deve anco produrre riguardo alle imposizioni ed ai salarii che si pagano in moneta. Per esempio, l'imposizione sia stata nel secolo passato di 1.000.000 di monete d'oro di tale dato peso e titolo, accioché il principe conseguisca adesso l'equivalente, converrà che esigga per esempio la doppia quantità di quelle tali date monete; lo stesso sarà dei salarii. Ora, se le relazioni reciproche e delle merci fra di loro e delle merci alla moneta avranno sofferta la proporzionale variazione, si potrà esiggere l'imposizione senza agravio, si potranno pagare i salarii senza incommodo; per esempio, se la relazione del grano alla moneta avrà sofferta la stessa variazione, ne verrà che colla stessa quantità di grano io pagherò adesso l'imposizione radoppiata di numerario, colla quale la pagavo nel secolo passato; così i salarii parimenti saranno uguali alla consumazione ed ai bisogni del salariato, adesso come erano nel secolo passato, quantunque ne sia radoppiato il numerario.

Posti questi principii, mantenere il prezzo del grano a un numerario basso, oppure, come alcuni si esprimono, al suo giusto valore, egli è un equivoco che nasce dal non avere analizzati i nomi di prezzo e di valore, i quali, come ho dimostrato, non significano alcun numerario fisso. Supponga Vostra Maestà che la legge volesse fissare il prezzo del grano a lire 3 per caduna emina, supponga ancora che nel momento in cui si publica la legge quello fosse il giusto numerario del suo valore, forse l'indomani non è più tale, sarà o più o meno, ed in questo caso

la legge che lo vuol fisso cade ella medesima in quell'atto d'ingiustizia che vorrebbe evitare; perché, se per raggione delle variate circostanze il giusto numerario valore sarà di più di lire 3, si farà torto al venditore; se sarà meno, si farà torto al compratore e, se mai la tassa del grano si volesse lasciare all'arbitrio dei ministri subalterni, si moltiplicheranno le particolari e private ingiustizie, altretanto quante saranno in numero le mal combinate tasse che questi ministri potranno o per ignoranza o per malizia publicare [c]. Il grano è una merce che si trasporta a misura dei bisogni e delle ricerche da luogo a luogo; ora, se per esempio la città di Mondovì abbisognasse di grano e quella di Torino gliene potesse far somministrare, sarà egli giusto che potendolo questa vendere sul luogo a lire 3 lo dia condotto a Mondovì ad ugual prezzo? Dirassi forse che la città di Mondovì può farne la compra in Torino e farlo trasportare a proprie spese; ma, domando allora, quando la città di Mondovì avrà fatto in questa maniera, il grano condotto in Mondovì gli verrà a costare lire 3,10 circa; dovendolo poi distribuire ai cittadini che ne abbisognano, a qual prezzo lo distribuirà? I cittadini, avendo la legge a loro favore pretenderanno di non pagarlo più di lire 3; sarà egli giusto che la città ci rimetta del suo?

c. Nelle passate circostanze di carestia portavano alcuni condottieri e negozianti di grano ai mercati di una città capo di provincia ogni settimana una quantità competente di grano, colla quale si supliva ai bisogni non solo della città ma della provincia e singolarmente agl'abitatori delle vicine montagne; il prefetto gl'ha voluto tassare il grano e, quello che è peggio, tassarglielo a perdita e nemmeno permettere che riportassero il loro grano; questi condottieri non sono più comparsi e la penuria si è fatta sentire; col grano che la paterna cura di Vostra Maestà ha fatto somministrare hanno per un tempo suplito (con molto stento però) ai maggiori bisogni; alla fine pel giorno 3 del corrente luglio, non sapendo più il prefetto dove dar del capo, ha fatti avvisare per lettera li dianzi detti condottieri e negozianti che portassero pure il grano, il mercato sarebbe stato libero, non vi sarebbe stata tassa; vennero i negozianti affidati e portarono grano; quando fu sul mercato il grano, il prefetto ha creduto che il vantaggio publico lo dispensasse dalla promessa ed ha tassato il grano secondo il solito suo a perdita per i condottieri; questi adesso sicuramente non ritornano più e, se la Maestà Vostra non ci suplisce con fargliene distribuire, saranno guai grossi; non tanto per la popolazione della città, che è per altro delle più numerose, ma per la popolazione delle montagne, le quali per un mese almeno non raccolgono cosa alcuna. Un altro giusdicente, che aveva anche una popolazione numerosa, ma poverissima di frutti di terra, non si è mai lasciato vedere sui mercati, non che far tasse, ed in quel luogo non vi è mai stata penuria.

E, se i cittadini, spinti dal bisogno, si determineranno a pagarlo lire 3,10, sarà divenuta inutile la legge e la tassa: effetto immancabile delle leggi che urtano colla natura, le quali debbono essere violate e andar in disuso; diffetto grandissimo che produce fra le altre funeste conseguenze quella di avezzar gl'uomini a disubbidire e disprezzar le leggi.

Data una tassa numeraria alla merce grano, non potendosi più questa equilibrare colle altre merci nelle infinite possibili loro variazioni, sarà necessariamente separata questa merce da tutto il commercio, né si potrà più chiamar merce.

Negl'anni abbondanti dovrebbe per natura e legge fisica essere basso il prezzo del grano ed alto negl'anni di scarsezza; questa varietà forma un tale equilibrio che la maggior quantità negl'abbondanti anni ed il maggior valore negl'anni scarsi, compensandosi reciprocamente, riducono la cosa al pari e mantengono l'equilibrio colle altre merci particolari; quindi ne viene che si possono pagare le imposizioni ed i salarii in moneta; ma, se dopo alcuni anni abbondanti, nei quali sarà stato necessariamente basso il prezzo del grano, anche ad onta di qualunque sforzo politico, succedendo quindi un'annata scarsa, si pretenda in quest'annata tassare il prezzo numerario del grano, Vostra Maestà ben vede che è perduto l'equilibrio e l'imposizione diretta sulle terre, non corrispondendo al prodotto di esse ridotto in moneta, diverrebbe gravosa, anzi ad alcuni impossibile a pagarsi [d].

Lo stesso sarà dei salarii: il grano è una merce sola e, non essendo state tutte l'altre prese di mira dalle operazioni politiche, non avendo tassa si saranno sempre equilibrate di mano in mano e fra di loro reciprocamente e colla merce universale; così, per giusta conseguenza sarannosi equilibrati con esse i numerarii dei salarii. Ora, se la tassa del prezzo del grano sarà a un numerario basso, per una parte i richi possidenti non potendo conseguire che poca quantità di moneta dalla vendita del grano e non diminuendosi i salarii perché le circostanze

d. Questo inconveniente, assai minore però, succede anche nelle occasioni di particolari disgrazie di grandine o altra intemperie, quantunque la scarsezza non sia universale; ma a questo si potrebbe facilmente rimediare cangiando il metodo delle imposizioni, riguardo alla qual cosa, qualora io potessi sperare che la Maestà Vostra non l'isdegnasse, mi darei l'onore di offerirle alcune mie meditazioni [1], non so se buone o cattive, ma forse nuove e sempre tendenti allo stesso fine, la gloria di Vostra Maestà e la felicità dello Stato.

1. Si riferisce al *Discorso sopra le imposizioni in uno Stato monarchico*, qui alle pp. 155-167.

non avendo variato nelle altre merci non può seguire questa variazione ne' salarii, ne seguirà che i richi non potranno più stipendiare lo stesso numero di salariati e per altra parte questi, avendo meno bisogno, offriranno meno i loro servizi e ne pretenderanno maggior paga; ne succederà l'inazione, si riempierà lo Stato di oziosi, e conseguentemente viziosi, quindi delinquenti. Se poi la tassa del prezzo del grano sarà a un alto numerario, non variandosi quello dei salarii, i salariati non potranno ricavare dai servizi il necessario alla vita, cesseranno di servire e si daranno all'ozioso mestiere di mendicare.

Oltre di ciò si degni la Maestà Vostra di riflettere che le imposizioni sono alla fine pagate dai possidenti; le arti, le manufatture sono alimentate col lusso dei richi; l'agricoltura è pure sostenuta colle avanze di danaro che fanno i richi e alla fine i poveri, in qualunque maniera si rigiri la cosa, sono sempre alimentati dai richi; siché, se si tolgono a questi i mezzi, se una non raggionata pietà per i poveri distrugge l'equilibrio, questi istessi ne verranno a soffrire. Io ho osservato con istupore che nella presente carestia moltissimi che prima non mendicavano si sono apigliati a questo genere di vita; mi facevano pietà, perché allora non avevano mezzi per guadagnarsi colle opere il vitto; ma quando poi, aperte le filature di seta, principiati i lavori di campagna, ho veduto che non si trovavano se non con stento gl'operai e che questi mendichi, altre volte lavoratori, non volevano più occuparsi ed avevano fronte di rispondere francamente di no a chi gli ricercava con dire che mendicando ricavavano senza fatica maggior proffitto, ho conchiuso che la limosina alle porte e per le vie è una male ordinata carità, la quale produce maggior male che bene e che colle saggie provvidenze della Maestà Vostra spero di vedere affatto sbandita e vietata, perché prevenuta; le circostanze del Piemonte sono assai favorevoli per arrivare a questo fine e sono in mano di Vostra Maestà, perciò non vi è a dubitare dell'esito felice delle paterne cure della medesima.

Per andare all'incontro allo sbilancio universale che la tassa numeraria del prezzo del grano non potrebbe ammeno di produrre, converrebbe tassare il numerario di tutte le merci e di tutti i salarii e servizi [e]. Il progetto sarebbe bellissimo, resta a vedere se sia eseguibile. Un cittadino è communemente vestito almeno per la metà di merci straniere in casa sua, nel suo vitto consuma una quantità com-

e. La verità di questa proposizione è stata conosciuta perfin nel secolo passato. Il Borelli [1] ci ha tramandato l'editto 27 novembre 1632 con i sus-

1. Cfr. G. B. Borelli, *op. cit.*

petente di generi stranieri, in tutti i commodi della vita vi entra o qualche merce o qualche manufattura straniera, e così di molt'altre cose; alle quali tutte converrebbe fissare una tassa proporzionale, operazione difficilissima da per sé e che non si è mai potuta fin qui esequire per la moneta; ma il punto più forte egli è che per far questa tassa converrà essere d'accordo con tutto il globo terraqueo o isolarsi, circondar di un altissimo muro lo Stato e stabilire il governo dei missionarii nel Paraguai [1].

Per impedire i monopoli vi vorranno moltissime provvidenze; s'incomincierà dall'ordinare coi maggiori rigori le consegne, affine di sapere quanta quantità di grano avrà ciascuno raccolto; ma questo non basterà, converrà far rinovare le consegne nel decorso dell'anno per vedere se alcuno accumuli. Le consegne però saranno sicuramente inefficaci, perché non saranno mai tutte fedeli: le varie leggi restrittive di mano in mano publicatesi, le imposizioni di quando in quando accresciute hanno abbastanza intimoriti gl'uomini e scemata la loro confidenza nelle operazioni politiche del governo; gl'uomini d'altronde sono troppo attenti ed oculati nelle cose che gl'interessano da vicino per non cercare i mezzi di evitare i danni, anche di pura opinione, onde tutti i calcoli politici che si vorranno posare sovra i dati delle consegne saranno sempre fallacissimi [f].

Suplico umilmente la Maestà Vostra a perdonarmi questo tratto di verità, mi è sembrato indispensabile, d'altronde non dubiti la Maestà Vostra, questa confidenza ripiglierà tutto il vigore nel suo secolo, perché siamo tutti dolcemente convinti dei magnanimi e paterni sensi di Vostra Maestà per una parte e delle luminose sue doti per l'altra.

Le consegne in oltre ella è, ardirei, providenza divina che siano infedeli e che della loro infedeltà ne sia persuaso il publico, perché altrimenti sarebbero propalate le forze di ogni patrimonio, i segreti di ogni famiglia, cosa non indifferente, massimamente per quelle per-

seguenti, coi quali è stata fatta la minutissima tassa d'ogni cosa e, sebbene le circostanze dello Stato in quel secolo fossero di gran longa diverse da quelle nelle quali si trova la Maestà Vostra, con tutto ciò anche quella tassa non ha potuto sussistere; tanto è vero che sì fatti progetti non son buoni che per servire di note alla immaginaria *Republica* di Platone.

f. Le consegne che si esiggono del numero di boche e umane e animali per la fissazione del sale e del testatico sono tutte quante false.

1. Sul governo gesuitico del Paraguay (secoli XVII e XVIII) cfr. L. A. MURATORI, *Il cristianesimo felice nelle missioni dei padri della Compagnia di Gesù nel Paraguay*, Venezia, 1752.

sone alle quali la richezza di opinione basta per far loro un fondo col quale e coll'industria vengono quindi ad aquistare una richezza reale.

Ordinate le consegne, converrà proibire d'accumulare; ma, perché la legge proibitiva di accumulare sia meno violata, converrà per una parte proibire indistintamente di vendere ne' granai e costringere ogniuno di vendere nei publici mercati, che vuol dire determinare il giorno ed il luogo che s'ha a vendere il grano, la merce di primaria necessità, e converrà per altra parte far perquisizioni rigorosissime, accordare premii ai denunziatori, aver spie stipendiate [g], stabilir pene e far processi infiniti.

La proibizione di vendere nei granai e l'obligo di vendere nei mercati, obligando i richi possessori a un imbarazzo ed una spesa di avarie, farà che s'annoieranno di questo imbarazzante prodotto [h]. Da questa legge ne verrà che tutti saranno esposti a un guaio. Un malevolo farà fare una rigorosa perquisizione col mezzo della quale si [f]rugherà in tutti gl'angoli della casa di un galantuomo, si metterà tutto sossopra e la maggior sorte che gli possa quindi succedere sarà di doversi accontentare dell'affronto e del danno che ha ricevuto, anzi ringraziare che non gli cerchino ancora un qualche strano appiglio per formargli un processo, il quale appiglio non manca mai ai fiscali, poiché questi si figurano che la loro riputazione dipenda, non dal cercare senza passione la verità, ma dal saper far comparire colpevole quell'infelice che gli casca nelle mani. Si cavillerà sovra la quantità che un galantuomo avrà voluto conservare per la necessaria consumazione di sua famiglia, sovra quel di più che la prudenza gl'avrà suggerito di conservare per ogni evento non preveduto, sovra la maggior quantità di semenza che avesse in mira di adoperare e cose simili. Si moltiplicheranno con viziosa progressione le leggi penali, i rigori e si renderà criminale l'uso il più semplice, il più naturale delle proprietà. Al governo s'aumenteranno le spese de' magistrati, de' custodi, delle spie, dei

g. Rifugio di chi ignora i veri principii politici che per evitare un male adopera un rimedio assai peggiore del male, cioè di stabilire ed autorizare una classe d'uomini che vivono d'empietà, di tradimento e introdurre necessariamente una dannosa diffidenza universale degl'individui fra di loro; e finalmente prova indubitata della debolezza del governo.

h. Subito che sono stati obligati a portare una parte tassata di grano, immediatamente hanno sbarazzati i loro granai a qualunque prezzo, anche minore di quello del mercato per non essere esposti alle conseguenze di questa provvidenza, e questo posso assicurarlo alla Maestà Vostra per fatto costante.

premii, e per ciò converrà necessariamente, o diminuire in altre cose almeno almeno più utili, o aumentare gl'imposti e dare all'amministrazione l'odioso aspetto di sommo rigore nel regno di un principe così amantissimo e così benefico qual è la Maestà Vostra.

Gl'inconvenienti che ho fin qui accennati, Sua Real Maestà, sono i particolari ed inerenti alla cosa istessa; ma, se la Maestà Vostra si degna di dar un'ochiata generale alla connessione di questi disordini con tutte le altre parti della amministrazione, ne scoprirà infiniti altri, vedrà rovinato assolutamente il commercio, vedrà languente l'agricoltura, scemata in conseguenza la popolazione, vedrà i spiriti avviliti, vedrà gl'uomini avezzarsi alle frodi e lo spirito di soppiatto guadagnare insensibilmente e divenir dominante. Che, all'opposto, nel sistema della intera libertà del commercio de' grani vedrà un principio semplicissimo e per conseguenza più facilmente giusto, lo vedrà il più analogo alla natura, il più conforme alla giustizia, tanto universale che particolare, e il più coerente all'interesse di ciaschedun individuo, che, venendosi a combinare coll'interesse publico, sarà il più sicuro garante della felicità dello Stato: vedrà risorta, cresciuta la popolazione, messo in attività il commercio fiorire al maggior segno, vedrà ne' suoi sudditi un nuovo fermento di emulazione, che caggiona quindi quella elasticità dello spirito, madre delle più grandi e delle più utili scoperte, vedrà rinata quella dolce reciproca confidenza per cui è sicuro il principe di ottenere dai sudditi qualunque sforzo e questi sono sicuri che gli guida il principe al loro vero bene. Il Piemonte, per la felice sua posizione, diverrà in mani della Maestà Vostra un quasi paradiso terrestre e Vostra Maestà giungerà a quel punto di gloria che costituisce il vero eroe, anzi supererà in breve spazio di tempo quella, per altro grandissima, che ammiriamo nei reali suoi antenati.

Se avrò riuscito di proporre alla Maestà Vostra alcuna cosa che possa contribuire alla di lui gloria ed alla felicità dello Stato, io sarò largamente ricompensato colla interna compiacenza che ne proverò; se poi avrò sbagliato ne' miei calcoli, nelle mie meditazioni, ardisco sperare che la Maestà Vostra scuserà gl'errori e per la buona intenzione mi permetterà l'onore di bacciare quella sovrana destra che, dopo Iddio, sovra d'ogn'altra cosa amo ed adoro ed insieme, umilmente prostrato al regio piede, rassegnarmi col più profondo rispetto della Maestà Vostra umilissimo, fedelissimo, ubbidientissimo ed affezionatissimo suddito e vassallo

D. Dalmazzo Vasco

Mondovì, addì 5 luglio 1773.

X.

DALLA «BIBLIOTECA OLTREMONTANA»

(1787-1788)

MÉMOIRE JUSTIFICATIF etc. *Ragionamento a giustificazione di tre uomini condannati alla ruota.* 4°, di pagine 250, Parigi, 1786.

ARÊT etc. *Arresto del Parlamento di Parigi 11 agosto 1786, colle conclusioni del signor Antonio Luigi Séguier, procuratore generale del re al Parlamento.* 8°, pagine 324, Lione, 1786 [1].

Quattro infelici furono sospettati di un assassinio notturno con violenze, rotture, percosse, barbari trattamenti, ferite e furto considerabile. Uno fra questi, contro di cui non si trovò ombra di prova, dopo molti mesi di prigionìa morì nelle carceri. Gli altri tre, dopo lunghissima prigionìa, furono condannati dal balliaggio di Chaumont alla galera in vita e, per sentenza quindi del Parlamento di Parigi, al quale il fisco aveva appellato, furono li 20 ottobre 1785 condannati al supplicio della ruota.

La circostanza di dover essere tradotti a Chaumont per l'esecuzione della sentenza lasciò tempo ad un uomo sensibile e benefico d'impetrare dal re la sospensione della sentenza. In questo frattempo si pubblicò il ragionamento sovra enunciato a difesa dei tre condannati. Questi ragionamenti, secondo il costume di Parigi, sono sottoscritti dagli stessi accusati e corroborati quindi da un breve consulto di un avvocato, conforme alle conclusioni del ragionamento; e, sebbene per lo più l'avvocato sottoscritto al consulto sia anche l'autore del ragionamento, in questo caso però il consulto è sottoscritto *Le Grand de La Leu* [2] ed il ragionamento si attribuisce pubblicamente al signor *Du Paty*, presidente nel Parlamento di Bordeaux.

1. Recensione pubblicata nella « Biblioteca oltremontana », 1787, vol. I, pp. 18-55. La prima opera recensita è del presidente del Parlamento di Bordeaux, C. M. J. B. Mercier DUPATY, *Mémoire justificatif pour trois hommes condamnés à la roue*, Paris, 1786. La seconda opera recensita è un parere del procuratore generale del re, Luigi Antonio Séguier, circa la memoria suddetta e porta il titolo: *Arrêt de la Cour de Parlement*, Paris, Simon e Nyon, 1786. L'indicazione di Lione sembra dovuta ad errore.

2. L. Auguste Le Grand de Laleu, autore di molte opere di diritto penale.

Il ceto degli avvocati ha cassato dal ruolo il signor La Leu. Il Parlamento ha commesso al signor Séguier, procuratore generale del re, di esaminare il ragionamento suddetto e dirne il suo parere. In seguito di questo parere, emanò arresto del Parlamento 11 agosto 1786, col quale si è dichiarato il detto ragionamento appoggiato a falsa esposizione di fatti, a infedeli estratti del processo, a leggi non meno falsamente rapportate che fuori di proposito applicate, calunnioso in tutte le imputazioni senza fondamento fatte ai tribunali, ingiurioso ai magistrati, tendente ad esporre in falso ed odioso aspetto i più sacri principii, ad annientare ogni rispetto dovuto alle leggi e quella fiducia che si meritano i magistrati depositarii e custodi delle medesime, tendente a sollevare il popolo contro le leggi del regno, finalmente diretto ad attentare contro l'autorità e maestà del re. E, come tale, si mandò lacerare ed abbruciare per mano del carnefice e si ordinò procedersi giuridicamente contro l'autore del medesimo.

Il dì diciotto dello stesso agosto è stato abbruciato per mano del carnefice il suddetto ragionamento, ma per ordine regio è stata quindi sospesa l'esecuzione dell'arresto, per ciò che riguarda il giuridico procedimento contro l'autore, finché fosse riconosciuta con nuovo esame del Parlamento medesimo la reità o l'innocenza dei tre condannati.

Si pubblicarono frattanto colle stampe le ragionate conclusioni del signor procuratore generale Séguier, che formano il sovra enunciato libro avente per solo titolo: *Arresto del Parlamento* ecc.

I due libri annunciati trattano il medesimo soggetto e tendono per diverse vie ad un fine affatto contrario, epperò l'estratto di questi due libri mal riuscirebbe disgiunto.

Le vicende di tre uomini oscuri ed ignoti non possono interessare i nostri leggitori, se non se per que' sensi di umanità e di giustizia, per cui le anime sensibili fremono al pericolo di un innocente fatto vittima della perfidia, imperizia, o negligenza dei giudici, ovvero all'aspetto della pubblica sicurezza e tranquillità minacciata dagh atroci delitti che la troppo facile impunità renda frequenti. Passeremo pertanto rapidamente sovra le circostanze particolari di questo fatto e si fermeremo un poco più diffusamente sovra due questioni da questi scrittori trattate ampiamente, che ci sono sembrate interessanti.

In difesa de' suoi clienti s'accinge il signor Du Paty a provare:

1. Che la condanna è stata pronunciata con patente trascuranza delle formalità prescritte dalla legge e senza che constasse nemmeno di alcun corpo di delitto.

2. Senza alcuna prova contro gli accusati.

3. Contro le prove della loro innocenza.
4. Con parzialità manifesta dei primi giudici.

Le prove della prima proposizione consistono in che non si è fatto in modo alcuno risultare, come potevasi, e fuor di dubbio si doveva, che sia seguito il delitto. Nessuna visita giudiciale delle rotture (questa si è pretesa supplire trenta mesi dopo, ma lo stesso signor Seguier admette la totale inefficacia di questo intempestivo atto), nessuna visita giudiciale della ferita, delle legature ecc., nessun esame del chirurgo che abbia curata la ferita, nessuna inquisizione in somma per verificare tanti fatti che avrebbero potuto porre in luce la verità: e siccome queste inquisizioni, e tanto più le visite giudiciali, se siano nel tempo prossimo trascurate, non si può mai più in appresso accertare con tali mezzi la verità, così ne deriva che il giudice medesimo, con questa ommissione, provenga essa da negligenza o da malizia, ha però sempre tolti all'accusato i più naturali e sicuri mezzi della difesa.

Rimprovera inoltre il difensore 23 capi di nullità nei varii giudicii che compongono questo procedimento.

Non trovasi nel voluminoso libro del signor Séguier altra risposta, se non che alle sovra accennate ommessioni siasi validamente supplito colle deposizioni dei testimoni, e per riguardo ai capi di nullità rinfacciati, che sebbene siano seguite alcune irregolarità, non siano però queste bastanti a render nullo il processo, perché la legge stessa nei capi di cui si tratta non abbia annessa all'inosservanza la pena di nullità.

La seconda proposizione, riguardante il mancamento di prova contro gli accusati, appoggiasi a che tutte le prove risultanti dal processo si riducono alla deposizione del marito e moglie, pretesi assassinati, e solo in parte di un loro figlio sopraggiunto in casa dopo il fatto. Pretende il difensore che gli assassinati, siccome accusatori o almeno denunciatori o instigatori, non possono aversi per testimoni; che ad ogni modo marito e moglie non constituiscono tra ambi che un solo testimonio; che, essendo poi contraddicenti fra di loro ed anche col figlio, non meritino alcuna fede; che, finalmente, essendo sospetti come parte interessata, non siano idonei, per il qual effetto dimostra in modo convincente l'interesse che aver potevano per mentire.

Risponde il signor Séguier che gli assassinati non si devono considerare denunciatori, perché non hanno fatta istanza presso i tribunali, ma solamente narrato il fatto, allorché vennero interrogati dai soldati chiamati in Francia *maréchaussée*.

Non risulta a dir vero che gli assassinati abbiano fatta alcuna istanza, ma il loro figlio attesta che, giunto in casa nella notte istessa dopo seguito l'assassinio, se ne partì per andare in cerca della *maréchaussée*,

il che rende troppo verosimile che ne abbia avuta dai suoi genitori l'incumbenza. Vorrebbe il signor Séguier persuadere che l'incontro dei soldati col figlio sia stato casuale, ma questo ripugna colla suddetta deposizione. Nega in oltre il signor Séguier che marito e moglie costituiscano un solo testimonio, allegando che, come due corpi realmente distinti, debbano considerarsi per due testimoni; si appoggia a che dalle romane leggi sia stata bensì esclusa la testimonianza del padre pel figlio e viceversa, ma non del marito per la moglie. Però la L. 1, *ff., De ritu nuptiarum*[1] ne somministra sufficiente argomento, ed è trito l'assioma *vir et uxor una et eadem persona censentur.*

Le contraddizioni fra questi testimoni il signor Séguier vuole che consistano negli accessorii, ma non nel fatto principale. Fra le molte contraddizioni rimproverate dal difensore, alcune sembrano dal signor Séguier conciliate felicemente. Non dobbiamo però dissimulare in questo proposito due importanti osservazioni. La prima si è che avevano i giudici molti mezzi per accertare le circostanze sulle quali cadevano le contraddizioni, onde poter pesare qual fede meritar potessero quei testimoni, e non se ne sono punto curati. L'altra che, malgrado gli sforzi del signor Séguier, sussistono tutt'ora alcune contraddizioni inconciliabili riguardanti circostanze gravi e sovra le quali non potevano i testimoni, se fossero stati di buona fede, cader in errore.

L'ultimo articolo riguardante l'idoneità dei testimoni, perché interessati e conseguentemente sospetti, ha dato luogo a due contrarie dissertazioni intorno ai testimoni così detti necessarii, di cui parleremo fra poco.

Ha preteso il difensore nel terzo punto che sia seguita la condanna contro le prove dell'innocenza. Veramente non adduce alcuna prova positiva, solo si fonda sui fatti indicati da' suoi clienti e le prove che ne hanno suggerite, le quali non sono state ammesse dai giudici.

Oppone il signor Séguier che tali prove non erano ammessibili e stabilisce per principio che, *qualora è provato con due testimoni il delitto, non si deve più ammettere alcuna prova in contrario*[2]; aggiunge poi che le prove indicate dagli accusati non erano di tal natura a rendere impossibile il delitto loro imputato.

Le leggi di Francia abbandonano è vero all'arbitrio de' magistrati l'ammettere o ricusare la difesa, ma non sono così severe che si vogliano indistintamente ricusate agli accusati le prove tendenti alla loro difesa.

1. Cfr. D. XXIII, 2, *De ritu nuptiarum*, L. 1: « Nuptiae sunt coniunctio maris et feminae et consortium omnis vitae, divini et humani iuris communicatio ».

2. Cfr. *Arrêt de la Cour de Parlement* cit., p. 83.

Per altra parte ingiungono ai giudici stessi di ricercare tutto ciò che in qualunque maniera possa servire non meno a convincere che a discolpare il reo, e ciò non si è fatto certamente in questo processo; quanto più non dovevasi egli fare, trattandosi di uomini che, avendo famiglia e domicilio fisso, arrivati già ad età matura senza essere mai stati nemmeno sospettati, nonché accusati di alcun delitto, dovevansi più facilmente presumere innocenti. Quanto più, dacché non avevano essi contro di loro altra prova che la deposizione di due testimoni interessati, e per conseguenza sospetti. Quanto più finalmente, perché, essendo poveri, sperar non potevano il soccorso di abili e diligenti patrocinatori.

Finalmente la parzialità imputata dal signor Du Paty ai primi giudici è una conseguenza dell'irregolare fin qui narrato loro procedimento. Questa imputazione ha dato luogo al signor Séguier di altamente declamare ed inveire contro il ragionamento difensivo per vindicare il leso onore dei magistrati. Trasportato egli da questo zelo, accusa il difensore di aver calunniato di prevaricazione anche il primo presidente del regno, cosa però contraria al vero, poiché il signor Du Paty ha solo osservato che il Parlamento, senza nuove prove e senza correggere il precedente irregolare processo, ha aggravata la pena sino all'ultimo supplicio, e con ciò ha posti i leggitori in situazione di argomentare che il Parlamento abbia peccato di negligenza nell'esaminare il processo, né altro abbia avuto in considerazione se non se che il delitto imputato agli accusati meritava di sua natura l'ultimo supplizio della ruota.

Il difensore non ha ommesso di far osservare alcuni importanti difetti della legislazione di Francia, e però il signor Séguier impiega tutta la terza parte a vendicare l'oltraggiato onore della legislazione francese e a dimostrare che un tale ardire del difensore è un delitto contro la pubblica tranquillità e di lesa maestà.

Questo è ciò che di più importante risulta dal confronto di questi due libri; passiamo ora alle due questioni da questi scrittori ampiamente trattate e che abbiamo credute degne dell'attenzione dei leggitori. Una è, se la deposizione dei testimoni così detti necessarii possa o no costituire prova legale; l'altra riguarda i difetti che il difensore ha rilevati nella legislazione di Francia, principalmente intorno alla difesa degli accusati.

Nessuno ignora che un testimonio, il quale possa avere interesse di mentire, è un testimonio di sospetta fede, perciò la fede che possa meritare un testimonio è in ragione inversa dell'interesse che potesse spingerlo a mentire. Combinando il difensore ed applicando al caso questi generali principii dettati dalla ragione, autorizzati da tutte le

leggi dei più illuminati Cesari ed eziandio dalla legge promulgata in Francia nel 1303 da Filippo il Bello, dimostra che nessuna fede si meritano i due testimoni dei quali si tratta, quindi soggiunge: *io mi credeva che l'esclusione dei testimoni interessati e sospetti derivasse da così evidente principio di giustizia che non vi fosse a temere su di ciò contrasto, ma m'ingannai. Giureconsulti, magistrati, uomini privati in somma già da più secoli e nei più tenebrosi deliri dell'umano ingegno, hanno inventata un'eccezione, una massima, una usanza, per cui sono ricevute in alcuni casi le testimonianze dei testimoni che chiamano necessarii, e due di questi, allorché sia verosimile il loro detto ed in apparenza irreprensibile, costituiscono la prova legale uguale a quella dei testimoni idonei... Quindi derivò l'ingiusto supplizio di Langlade, di Cahuzac e dei tre infelici che difendo... Nessuno deve essere condannato e punito se non è da prove convinto. Le prove devono essere più chiare della luce del giorno. Meglio è lasciar impuniti mille colpevoli che condannare un innocente. Tutto l'uman genere ha sempre creduto che questi principii tutelari della misera umanità non fossero sottoposti a veruna eccezione e all'ombra loro dormiva tranquilla l'innocenza; ma sorsero i criminalisti e dissero: il giudice può condannare e punire senza prova; non è sempre necessario che le prove siano chiare come la luce del giorno; meglio è sacrificare il sangue d'un innocente che di lasciar impunito un colpevole. Massime detestabili!... Attacchiamo colle riunite forze della ragione, della giustizia e delle leggi quest'eccezione, questa massima, quest'uso che ha dettata la condanna dei nostri infelici clienti e che minaccia ogni giorno tutta la società.*

Tutto l'argomento del difensore riducesi a questi termini: *un testimonio necessario è un testimonio sospetto. Un testimonio sospetto non è degno di fede, epperò non costituisce prova. Dunque condannare sovra la deposizione di un testimonio sospetto perché necessario, egli è condannar senza prova* [1].

Noi osserveremo che questo argomento preso in tutta l'estensione dei termini nei quali è concepito non regge, perché un testimonio può essere più o meno sospetto, epperò la sua deposizione può essere affatto immeritevole di fede, ma può anche meritarne molta secondo le varie circostanze. Egli è vero bensì che due testimoni sospetti non possono da sé soli costituire l'intiera prova, ma costituiranno una presunzione, un sospetto più o meno grave. Ora, se questo basta per condannare, ogni individuo si troverà esposto a perire su di un palco. Lo stesso Séguier si propone a questo proposito un'obbiezione tratta dalla L. 5, *ff.*, *De poenis* [2]: *sed neque de suspicionibus aliquem damnari*

1. Cfr. J. B. M. Dupaty, op. cit., pp. 123-126 e 129.
2. Cfr. D. XLVIII, 19, *De poenis*, L. 5.

divus Traianus rescripsit; satius enim esse impunitum relinqui facinus nocentis, quam innocentem damnare; poscia vi risponde in questi termini: *la giustizia vi risponde per mia bocca; la deposizione di due testimoni necessarii non è presunzione, ella è prova, e se io la ricusassi, tutti i cittadini confidati alla mia custodia sarebbero esposti ad essere scannati impunemente. Salus populi suprema lex esto*[1]; e, supponendo autorizzato dalla legge il suo sistema, dice non essere al caso applicabile la risposta dell'imperator Traiano.

Il difensore, dopo avere stabilito per principio che questa eccezione non è autorizzata da alcuna legge positiva e che ripugna ai principii della stessa ragione, sostiene che né dalle private opinioni de' giureconsulti, né da alcun esempio di giudicii pronunciati dai magistrati, né da qualunque usanza si è potuto validamente derogare alla generale legge che esclude indistintamente dalla prova legale i testimoni sospetti.

Il signor Séguier, per fondare il suo assunto che debbansi ammettere i testimoni non idonei allorché sono testimoni necessarii, pretende appoggiarsi alle romane leggi, alle leggi di Francia, all'universale consenso de' giureconsulti ed all'antica non interrotta consuetudine di tutti i magistrati del regno nel giudicare. Da ciò ne conchiude che non possono i magistrati allontanarsi da questo principio finché una legge positiva del principe non vi abbia derogato. *Lasciar impunito un colpevole* – dice egli – *sarebbe pure un male di gran lunga maggiore che il pericolo che nascer possa da una deposizione accettata quando il pubblico interesse ne consacra la necessità.*

Cita la L. 1, *ff*, *De testibus*[2]: *Testimoniorum usus frequens ac necessarius est*, la quale però nulla ha di comune colla questione, ella non è che un proemio del discorso.

Cita la L. 3, *ff*, *De testibus*[3], e ne rapporta distesamente i paragrafi, nei quali discende il giureconsulto ad una enumerazione delle cagioni per le quali un testimonio debba essere ricusato, ma passa sotto silenzio il principio, che lo stesso giureconsulto stabilisce per regola generale, che ogni testimonio sospetto non si deve ammettere [a]. Aggiungasi che questa legge si riferisce piuttosto ai giudicii civili che ai criminali.

a. L. 3, in principio *ff.*, *De testibus*: « Nam si careat suspicione testimonium, vel propter personam a qua fertur, quod honesta sit, vel propter causam quod neque lucri neque gratiae neque inimicitiae causa sit, admittendus est ».

1. Cfr. *Arrêt* cit., p. 116.
2. Cfr. D. XXII, 5, *De testibus*, L. 1 e *Arrêt* cit., pp. 83 e 86.
3. Cfr. D. XXII, 5, *De testibus*, L. 3 e *Arrêt* cit., pp. 87-89.

Cita la L. 7, *ff, de testibus*[1]: *Servi responso tunc credendum est, cum alia probatio ad eruendam veritatem non est.* Però la posteriore, Nov., 90, cap. 6[2], esclude indistintamente i servi dall'essere ammessi a testificare, oltre di che vuol essere spiegata questa legge dalla legge 1, paragrafo 1, *ff, De quaestionibus*[3], di cui infra.

Ricorre indi alla L. 1, Cod., *De quaestionibus*[4]: *quaestionem de servis contra dominos haberi non oportet, exceptis adulterii criminibus, item fraudati census accusationibus et crimine maiestatis quod ad salutem principis pertinet. In caeteris autem quamquam ea, quae servus contra dominum dixit, iudicaturi sententiam formare non debeant, tamen si aliis quoque probationibus fides veritatis investigetur, praescriptionis invidia evanescit. In pecuniariis vero causis, nec inopia probationum* [b] *servos contra dominum interrogari posse manifestum est.*

Dalle citate leggi conchiude il signor Séguier che debbansi ammettere i testimoni domestici quando sono necessarii; non dissimula però

b. Il Signor Séguier nel rapportare questa legge scrive: *ex inopia probationum etc.*, quando però nel testo si legge: *nec inopia etc.* Non avremmo potuto sospettare il signor Séguier di una simile infedeltà, se non ne derivasse egli medesimo in appresso un argomento con dire, *che nelle cause anche pecunarie per difetto di prova* ex inopia probationum *si può interrogare lo schiavo contro il padrone.* Lo stesso obvio senso del testo e la discretiva *vero*, basta per comprendere che in questa parte contiensi l'opposto di quanto erasi nella precedente stabilito e di fatti le susseguenti leggi 6 e 7 lo dimostrano chiaramente[5].

1. Cfr. D. XXII, 5, *De testibus*, L. 7 e *Arrêt* cit., pp. 87-89.

2. Cfr. Nov. XC, 6: « Si vero dicatur servilis esse fortunae qui testari voluerit, is vero liber affirmetur constitutus, si quidem ex nativitate, impleatur quidem testimonium, disputationum vero de statu servata ratione, ut si apparuerit fortunae servilis esse, eius testimonium ac si neque datum fuerit ita sit. Si vero libertum se dicat, compellatur demonstrare primum instrumentum in quo libertatem percepit, et sic testetur. Sin vero in alia provincia libertatem dicat perceptam aut non esse in promptu sibi probationes, et hoc evidenter iuraverit, testatio quidem scribatur, non monstrato vero manumissionis instrumento is qui deduxit eum non utetur eius testimonio »

3. Cfr. D. XLVIII, 18, *De quaestionibus*, L. 1, paragrafo 1: « Ad tormenta servorum ita demum veniri oportet, cum suspectus est reus et aliis argumentis ita probationi admovetur, ut sola confessio servorum deesse videatur ».

4. Cfr. C. IX, 41, *De quaestionibus*, L. 1 e *Arrêt* cit., p. 90.

5. Cfr. C. IX, 41, *De quaestionibus*, L. 6: « Pridem placuit domestica servorum seu libertorum propriorum vel maternorum interrogatione in causis ad dominos vel patronos pertinentibus abstinendum esse, ut neque pro his neque adversus eos in capitalibus vel pecuniariis quaestionibus veritatis vim obtinere possit, quod in con-

l'ostacolo della L. 24 *ff, De testibus*[1]: *Testes eos, quos accusator produxerit de domo sua, interrogari non placuit*; ma pretende che *de domo* debba intendersi dei congiunti, e non dei servitori, perché i Romani non avessero altri servidori che gli schiavi e, parlando la legge di testimoni, debbasi intendere di uomini liberi. Si adopera a sostenere questo assunto con erudita dissertazione sulla storia romana.

Noi osserveremo in primo luogo che prima della terza guerra punica non era tale il numero degli schiavi in Roma che non vi potessero essere uomini liberi addetti al servizio. Di fatti trattasi spesse volte nelle leggi romane di quelli che hanno locate le loro opere. In secondo luogo ammette egli medesimo ch'era costume presso i Romani che i liberti rimanessero al servizio dei loro padroni; questi erano pure uomini liberi, e certamente testimoni idonei, fuorché nelle cause dei loro padroni, epperò hanno tutta l'analogia coi nostri servitori.

Da tutte le romane leggi che esso ha citate si raccoglierebbe in somma che i testimoni così detti necessarii erano ammessi nei soli delitti di adulterio, di peculato e di lesa maestà, interrogati però fra i tormenti. Vediamo ora di qual peso fossero secondo le romane leggi le loro deposizioni. Ce lo addita Ulpiano nella L. 1, paragrafo 1, *ff, De quaestionibus*[2]: *Sed et epistola divi Hadriani ad Sennium Sabinum continetur. Verba rescripti ita se habent: ad tormenta servorum ita demum veniri oportet, cum suspectus est reus et aliis argumentis ita probationi admovetur, ut sola confessio servorum deesse videatur.*

Passando quindi il signor Séguier alle leggi di Francia, e principalmente a quella del 1670 che è oggi giorno in osservanza, ne cita due capi: il primo per cui si prescrive ai giudici d'interrogare minutamente i testimoni sovra tutte le circostanze che possano influire tanto a convincere che a discolpare l'accusato e nello stesso tempo far loro esprimere se siano parenti, congiunti, ed in qual grado, domestici, o servidori delle parti e tutto quanto sopra esprimere nella deposizione a pena di nullità. Il secondo in cui si prescrive che gl'impuberi dei due sessi siano ammessi a deporre, con ciò però che i giudici debbano far quel conto che la ragione suggerisce intorno alla necessità e valore della loro testimonianza.

fessionem ab eis fuerit deductum»; L. 7: «Servos, qui proprii indubitate iuris tui probabuntur, ad interrogationem nec offerente te produci sineremus: tantum abest, ut et invita te contra dominam vocem rumpere cogantur».

1. Cfr. D. XXII, 5, *De testibus*, L. 24 e *Arrêt* cit., pp. 90-91.

2. Cfr. D. XLVIII, 18, *De quaestionibus*, L. 1, paragrafo 1.

Desume dal primo capo la conseguenza che i domestici non sono totalmente esclusi dall'essere esaminati per testimoni: confessa però che questa stessa legge dimostra e suppone che tali qualità possano servire all'accusato per impugnare simili deposizioni.

Desume dal secondo che dalle leggi di Francia sia autorizzata l'ammessione dei testimoni necessarii, affidandosi nello stesso tempo al prudente criterio del giudice la cura di pesarne il valore, lo che posto, inveisce contro le declamazioni del difensore e conchiude autorizzata la prova de' testimoni necessarii non solo dalle romane, ma dalle stesse patrie leggi.

Noi osserveremo che il primo capo della citata legge punto non esclude che la testimonianza de' domestici possa talora essere intieramente rigettata dal giudice, perché le qualità di parente, congiunto, domestico, o servitore, se la legge non avesse prescritto ai giudici d'informarsene, potevano facilmente essere ignorate. Di fatti in un altro luogo dice egli medesimo che fino a un certo grado di parentela esclude assolutamente la legge dalla testimonianza i parenti tanto nelle civili che nelle criminali azioni e soggiunge poi: *ma questa è la prima volta che si ebbe l'ardimento di dire che il grado di parentela debba influire in sul valore della testimonianza*[1]. Per qual fine adunque, diremo noi, volle il legislatore che si esprimesse in qual grado di parentela fossero i testimoni? Se questo non doveva influire, era affatto superfluo esigerne l'espressione.

L'altro capo che riguarda gl'impuberi nulla ha di comune coll'ammettere i testimoni sospetti perché necessarii. Nell'impubere dubitò con fondamento il legislatore che non si trovasse sufficiente criterio per riferire sinceramente le circostanze del fatto; ma la qualità d'impubere non lo rende già sospetto alla parte; perciò volle saggiamente il legislatore che nelle accuse criminali siano ammessi gl'impuberi: perché, se per una parte vi è a temere difetto dal canto delle cognizioni, per altra parte si può forse sperare maggior certezza dal canto della sincerità; e raccomandò nello stesso tempo al prudente criterio del giudice d'investigare se nelle date circostanze siavi o no luogo a temere i difetti di cognizione, per farne in conseguenza quel conto che la retta ragione insegna.

Ricorre quindi il signor Séguier ad una serie di criminalisti per dimostrare universalmente ricevuta la sua massima. Ma qui con ragione si lagna il difensore che più che alle leggi e alla retta ragione deferire

1. Cfr. *Arrêt* cit., p. 91.

si voglia alla privata autorità dei criminalisti, ed aggiungeremo noi che oramai sono sepolti nell'obblio gl'immensi volumi di tanti antichi interpreti delle leggi, i quali, privi affatto di logica, infestarono per l'addietro di sragionate cavillazioni il foro e quasi si eressero in legislatori.

Cita il signor Séguier l'autorità di un celebre giureconsulto, il presidente Fabro, *Cod.*, lib. 4, tit. 15, def. 60[1], nella quale trattasi unicamente di un giudicio civile, e però sembra che ripugni al buon senso estendere gli stessi principii ad un giudicio criminale per porre a repentaglio la vita o l'onore d'un cittadino. Con tutto ciò, se ben si esamina il citato passo, si vedrà facilmente quanto sarebbe nulladimeno lontano dall'illimitato principio che il signor Séguier ne vorrebbe dedurre [c].

Finalmente accenna costantemente in tutti i tempi autorizzata in Francia dall'uso de' supremi tribunali questa massima: e di fatti alcuni ne ha citati lo stesso difensore, nei quali sulla sola prova di testimoni così detti necessarii, furono appunto condannati a morte infelici innocenti, l'innocenza dei quali è stata dappoi riconosciuta; né fuor di proposito perciò esclama il difensore, *quanti assurdi, quante inconseguenze, racchiude una sol massima, un uso solo introdottosi! Lo vedrebbero pur con piacere Claudio e Caligola, rincrescerebbe loro forse di non esserne stati gli autori. Tutte le lacune del nostro codice criminale cotanto imperfetto, sconnesso e che oramai cade a pezzi, sono riempite dalle massime de' criminalisti. Per compiere la prova che la massima e l'uso di ricevere i testimoni necessarii è una barbarie, dirò solo che per quest'uso vedonsi innocenti mandati a morte da tutti i tribunali del regno. Ma che! fremete? Alzate le grida?*

c. Più opportunamente pel caso presente avrebbe dovuto dare un'occhiata alla definizione prima dello stesso libro 4, titolo 15, nella quale, dopo di avere stabilito che la moglie non può servire di testimonio al marito in un giudicio criminale *propter individuam illam quae inter coniuges est vitae, totiusque divini et humani iuris societatem*, narra il fatto di un furto in cui la moglie nel deporre contro i ladri involse inavvedutamente lo stesso marito come complice. Essendo quindi stato carcerato il marito, ritrattò essa la sua deposizione e, sebbene questa ritrattazione fosse evidentemente fatta per isgravare il marito e sebbene concorressero anzi contro di questo forti indizi, tuttavia il senato non stimò di condannarlo.

1. Cfr. G. FABRO, Cod., lib. IV, tit. 15, *Quando Fiscus, vel privatus debitoris su debitores convenire possit, vel debeat*, def. 60 e *Arrêt* cit., p. 105.

Vorreste impormi silenzio? Soffrite ch'io parli. Potrei citare immenso numero di arresti di questa sorte a tutti noti, cosa orrenda! ma più orrendo ancora che tanti altri ve n'ha che citar non posso. Mi restringerò a tre soli [1].

Qui narra l'autore la condanna di Langlade, condannato sulla fede di testimoni necessarii, e poscia riconosciuto innocente; narra la condanna dell'infelice Cahuzac, condannato sulla fede de' testimoni necessarii alla forca e, dopo eseguita la terribil sentenza, riconosciuto innocente per arresto definitivo 9 agosto 1779, e si applica particolarmente a porre in confronto il fatto di Cahuzac con quello dei tre accusati che difende dimostrandone evidentemente l'uniformità.

Incalzato il signor Séguier dall'evidenza di questo argomento, restringe la sua risposta nei seguenti termini: *Non crediamo di dover rispondere alle citazioni cento volte ripetute degli arresti di Langlade e Cahuzac; l'autore ha egli medesimo risposto alle ingiurie che rinnova ogni tratto: i magistrati, diss'egli, sono uomini... né si può imputare a delitto l'infelice condizione di chi regge officio pubblico e la debolezza delle umane menti* [2]. Non avrebbe dovuto il signor Séguier sopprimere per qual parte gli abbia scusati il difensore, cioè la *giustizia civile e criminale che ogni giorno debbono amministrare a dieci milioni d'uomini è un peso enorme che gli opprime* [3]. Che un giudice condanni sulle prove legah un accusato e questi poi si riconosca innocente, perché abbiano i testimoni, d'altronde in apparenza non sospetti, deposto il falso, ella è una disgrazia della quale il giudice, che ha compito il suo dovere, non ha colpa. Che un giudice, avvisato da tanti funesti esempi condanni ancora sulla fede di testimoni così detti necessarii, e che un principio cotanto pericoloso con vigore si difenda da un magistrato, ella è cosa che sorprende e fa tremare e perciò, trasportato il difensore dall'entusiasmo, termina questa discussione colla seguente declamazione.

Perisca adunque questa massima assurda e barbara de' testimoni necessarii che la ragione, l'equità, il pubblico bene, le leggi e più di tutto il sangue innocente che ha versato condannano a gara. Perisca in un secolo illuminato questa massima nata nei secoli di barbarie. Perisca fra i sudditi liberi di un monarca una massima che il despotismo dei Romani tiranni introdusse per i soli schiavi. Lungi dai tribunali di Francia e dal secolo di Luigi XVI questa massima e quest'uso, orrido avanzo del regno di Tiberio e del tribunale d'Inquisizione.

1. Cfr. J. B. M. Dupaty, op. cit., p. 146.
2. Cfr. *Arrêt* cit., p. 119.
3. Cfr. J. B. M. Dupaty, op. cit., p. 3.

Senza questa sanguinosa massima Langlade, Cahuzac e tanti altri innocenti non avrebbero esalata l'anima su i palchi; ma perisca ella almeno quest'oggi su quella ruota istessa che avea preparata agl'infelici miei clienti [1].

Qualche riflessione, che qui brevemente esporremo, potrebbe forse ridurre i termini della questione a più facile risoluzione.

Un testimonio sospetto non per questo solo che egli ha interesse di mentire sarà certo che mentirà, ma la retta ragione vuole che si abbia per sospetta la sua deposizione più o meno in ragione del maggiore o minore interesse che si scorga nel testimonio.

Il bene della società esige che siano puniti i rei, non v'ha dubbio; ma questo pubblico interesse esigerà egli forse che ogni delitto abbia sempre una vittima, di modo che, se non riesce di accertare il vero delinquente, debba bastare un sospetto per sacrificare a questo soverchiamente esagerato bene della società un innocente? Questo è quel barbaro principio che a dir vero spira lo scritto del signor Séguier, e di cui il difensore si lagna dicendo: *qual orrido mostro è dunque questa società* [2]*!* Non è possibile immaginare alcuna ragione, per cui la qualità di necessario possa punto alleggerire il sospetto, di cui sia peccante la deposizione di un testimonio. Le leggi sì romane che della Francia, le quali sembrano avere in qualche parte indicata l'admissione de' testimoni necessarii, riguardano unicamente l'admissione in questo caso di quei testimoni che per la qualità della persona era stato dalla legge assolutamente proibito d'interrogare, non mai che le leggi abbiano adottato un così assurdo principio, per cui la qualità di necessario scemi le cause di sospetto.

Posto ciò, ne deriva che il principio dell'admissione dei testimoni, così detti necessarii non è punto appoggiato alle leggi, e lo è poi molto meno alla ragione: poiché, altro è che il favorire un delinquente sia una falsa pietà contraria al bene della società, altro è che questo bene esiga la mostruosità di esporre ad ogni tratto gl'innocenti ad essere sacrificati. In questo senso è irresistibile l'argomento del difensore: alleggerire il peso della prova in quei delitti nei quali, avviluppata dalle più dense tenebre non men l'accusa che la difesa, rendesi questa pressoché impossibile, ella è la più mostruosa e rivoltante assurdità.

Egli è verissimo che è tale la condizione delle umane cose che non si saprebbe accennare un genere di prova che si potesse dire geometricamente infallibile; eppure il bene della società esige le pene per contegno dei scellerati e per conseguenza a un qualche punto conviene

1. Cfr. J. B. M. Dupaty, op. cit., p. 146.
2. Cfr. J. B. M. Dupaty, op. cit., p. 140.

pure arrestarsi. Ma l'eccesso nelle precauzioni è ugualmente dannoso alla società che l'eccesso di facilità nelle prove, perché l'innocenza troppo esposta interessa tutti gl'individui, e ciò non si deve considerare nell'aspetto di un caso particolare, ma nel pericolo universale che quindi ne sovrasta a tutti gl'individui: dunque il principio d'admettere le testimonianze di testimoni sospetti, perché necessarii, il quale tende evidentemente ad esporre a maggiori pericoli l'innocenza, ripugna a quell'istesso ben pubblico su di cui si vorrebbe appoggiare.

Se dalla legge la cosa fosse chiaramente prescritta, potrebbero i magistrati rappresentarne al legislatore gl'inconvenienti e la manifesta ingiustizia, e conveniamo col signor Séguier che non potrebbero i magistrati disubbidire alla legge. Ma, quando la legge non lo prescrive letteralmente, ovvero se ella soffre una più ragionevole interpretazione, se la legge non ha tolto intieramente ai giudici su di questo l'arbitrio, il difendere codesto principio, questa barbara usanza fondata solo sull'esempio di parecchie ingiustizie per tali riconosciute, egli è più proprio ad oscurare che a vendicare il leso onore del magistrato. Confessare e riparare il proprio onore è una gloria riservata alle anime grandi, affatto ignota alle volgari.

Passiamo ora all'altra discussione della difesa ricusata agli accusati. Secondo le leggi di Francia si custodisce il segreto del processo finché è pronunciata la sentenza, dopo della quale sono gli accusati condotti alla presenza del magistrato e da questo interrogati; loro è permesso allora di proporre i fatti tendenti alla loro difesa; debbono però fra ventiquattr'ore e non più tardi suggerire i testimoni che debbansi esaminare: questo è l'interrogatorio, che chiamano i Francesi *sur la sellette* [d].

Si lagna il difensore: 1. Della forma dell'interrogatorio innanzi il Parlamento di Parigi, che dice contraria alla forma prescritta dalle leggi di Francia. 2. Che non siasi fatto conto dei fatti che gli accusati in tutti gl'interrogatori hanno allegati, citando eziandio i testimoni.

d. Le provvide leggi del nostro sovrano non lasciano luogo a questioni di tal natura. Nel libro 4 delle nostre regie costituzioni [1], che contiene tutte le formole dei processi criminali, è mirabilmente combinata la pubblica sicurezza colla privata tranquillità, trova l'innocenza tutti i soccorsi che possa desiderare e, per riguardo alla questione che qui si tratta, leggasi tutto il titolo 12 del detto libro 4.

1. Cfr. *Leggi e costituzioni di Sua Maestà il re di Sardegna*, Torino, Stamperia Reale, 1770, 2 voll.

3. Che non siasi legalmente ricusata, ma solo passata sotto silenzio, la non permessa difesa. 4. Che la legge sia nello stesso tempo e barbara e contraddittoria.

I fatti che gli accusati hanno allegati nelle loro risposte sono certamente importantissimi. Gli sforzi del signor Séguier per dimostrarne, a dispetto del buon senso e della ragione, la superfluità servono a vieppiù confermare l'assunto del difensore; ma queste discussioni non possono interessare se non se i Francesi. Accenneremo pertanto brevemente alcune riflessioni di questi due scrittori intorno ai difetti della legislazione.

Si lagna il difensore che sia abbandonata la stessa forma del giudicio all'arbitrio dei magistrati parte dalla legge medesima e parte per le imperfezioni della legge, alle quali suppliscono private opinioni e massime ricavate dai criminalisti, altrettanto barbare che assurde, degni parti dei secoli d'ignoranza che le produssero, e che i magistrati si rendano in tal guisa non più semplici ministri della legge, ma legislatori. Così l'intero arbitrio della legge ai medesimi lasciato di ricusare all'accusato quella difesa, che per dritto di natura appartiene ad ogni uomo, è riputato dal difensore una evidente ingiustizia.

Si lagna che sia differito fin dopo pronunciata la sentenza il potersi dall'accusato implorare il permesso di difendersi. Questa parte della legislazione a dir vero sembra poco ragionata. Presso tutti i popoli, anche i meno civilizzati, si è sempre considerata la difesa come parte sostanziale del giudicio; che sarà dunque una sentenza pronunciata sopra un giudizio parziale e dimezzato? Le leggi di Francia permettono altresì all'accusato un consultore, un avvocato; ma, in conseguenza della sopra citata forma di giudicio, se il magistrato nell'interrogatorio sulla seggiola, dal quale unicamente può incominciare la difesa, la ricusa all'accusato, la sentenza già proferta si eseguisce senza dimora; onde il consultore in questo caso termina prima che incominciare il suo patrocinio. Le leggi di Francia permettono il ricorso al principe, sia per far rivedere il giudicato, sia per implorare clemenza e grazia; ma se il magistrato ha ricusata la difesa e si eseguisce per conseguenza fra poche ore la sentenza innanzi che giunga a' piedi del trono il ricorso, l'infelice ha terminata sull'infamante palco fra le angoscie e fra i tormenti la sua sorte. Non rimane adunque in questo sistema altra speranza a un innocente condannato che di una qualche fortunata combinazione di circostanze, per cui venga differita l'esecuzione, com'è succeduto in questo caso, per lo che il difensore così si esprime: *le nostre leggi sono un attentato alla bontà de' nostri monarchi; voi vi credete, o sire, tutto potere e nemmeno vi è permesso di essere clemente quando il*

vorreste; termina poi lo scritto indirizzando al regnante Luigi XVI le suppliche de' suoi clienti e della nazione intera.

Ah, sire, dall'alto trono su cui sedete, cinto di gloria e ornato di quelle luminose virtù, la di cui fama corse già per tutto l'orbe, degnate prestare benigno orecchio alla lamentevol voce che dai patiboli e dalle ruote innalza a voi il sangue innocente dei Calas, dei Montbailly, dei Langlade, dei Cahuzac, dei Barcaux e dei tre infelici, dei quali è imminente il pericolo: questa voce non passi il secol vostro, signor, infruttuosamente per noi. Deh! per quei teneri sensi di umanità onde è ripieno il cuor di voi e dell'augusta vostra compagna, prezioso retaggio degli avi invitti, per quelle paterne viscere per cui non meno che per diritto di sangue vi era dovuto il trono, per quelle lagrime che la tragica catastrofe de' casi nostri espresse involontarie dal reale ciglio e che non debbono rimaner senza frutto, per l'innocenza nostra fatta vittima infelice non già de' vostri magistrati, ma delle leggi, degnate volgere un solo sguardo sovra i sanguinosi scogli delle vostre leggi criminali, per cui siamo periti e per cui periscono ogni giorno tanti innocenti [e] [1].

Il signor Séguier, per confutare i ragionamenti del difensore, premette una longa dissertazione sulle leggi de' Greci e de' Romani, passa quindi alla storia delle leggi di Francia, delle quali fa un'ampollosa apologìa e, discendendo poscia ai capi di questione, stabilisce in principio che il secreto nell'istruzione de' processi criminali è di una necessità massima, quantunque in alcuni delitti minori anche in Francia si permetta all'accusato il consulto col difensore prima della sentenza; *ma nei delitti gravi* – dice egli – *di quale utilità può essere un avvocato?... Si tratta di confessare o negare il fatto, di provare che il delitto è stato commesso da un altro o che l'accusato non ha potuto commetterlo: per rispondere sopra di un fatto così semplice è inutile il consulto* [2].

Noi osserveremo che questo ragionamento sarebbe comune a tutti i delitti, ma ci reca meraviglia che un procuratore generale non conosca altra sorta di difesa che nel provare o commesso da un altro il delitto, o la precisa impossibilità nell'accusato di commetterlo. Se questo sistema si osserva in Francia, riesce facile il comprendere perché siano così frequenti casi di innocenti sacrificati.

e. Il regnante Luigi XVI ha già abolito il tormento della tortura, lo che fa sperare che sia per occuparsi dei difetti del codice criminale. Oggetto ben degno delle sue paterne cure, di cui recentemente ha dato a tutta l'Europa il più luminoso esempio l'augusto Pietro Leopoldo, gran duca di Toscana.

1. Cfr. J. B. M. Dupaty, op. cit., pp. 203-204.
2. Cfr. *Arrêt* cit., p. 247.

Soggiunge il signor Séguier: *dirassi che un consultore potrà almeno rilevare le nullità che possono trovarsi nel processo*, e a questa obbiezione risponde: *che gli accusati hanno un consultore nato che veglia a loro difesa; questi è il procuratore generale ugualmente incaricato di perseguitarli che di difenderli... Quante nullità immaginate per difendere gli accusati? Quante oggezioni per indebolire la fede delle testimonianze? Quante imposture accumulate per far illusione? Quanti abusi in somma non si vedrebbero ogni giorno se si comunicassero ai difensori i processi* [1]? Sembra che il signor Séguier troppo occupato della premura di condannare gli accusati più non rivolga gli occhi ai pericoli che sovrastano all'innocenza e alla fine tutti esclude i ragionamenti con questo principio che stabilisce. *La legge, comunque ella abbia ordinato, ella è sempre giusta, solo perché è legge.*

Inveisce fortemente contro la licenza dei moderni scrittori, *i quali hanno* – dic'egli – *la temerità di erigersi in censori delle legislazioni che furono il frutto delle più mature riflessioni e il parto degli uomini i più illuminati* [2]. Egli considera la libertà di scrivere in questo genere come un delitto contro la pubblica tranquillità e contro la maestà del trono [f] e considera l'autore della difesa che ha avuto l'ardire di esporre al suo sovrano l'innocenza degli accusati, la prevaricazione de' subalterni giudici, la negligenza nel giudicio del Parlamento ed i difetti della legislazione, come reo di lesa maestà [g].

Termina il signor Séguier il suo ragionamento con dire: *che la pubblica opinione non consiste in un picciol numero di fanatici entusiasti animati da uno spirito di partito: essa è il concorso di tutti i lumi, il prodotto di tutte le riflessioni, il risultato di tutti i suffragi, la riunione di tutte le opinioni, una voce composta da tutte le voci, le quali vengano a formare un*

f. Una consimile accusa si volle intentare contro il celebre signor Sonhenfelds [3], ma l'imperadrice regina profittò dei lumi e ne premiò l'autore.

g. La frequenza delle ingiuste condanne aveva già prima prodotti altri scritti di questa sorte, nei quali non si erano certamente risparmiati i giudici, i magistrati, né si era usata intorno ai difetti delle leggi maggior moderazione, eppure non furono gli autori creduti riprensibili. Egli è vero che questi riflettevano altri magistrati supremi della Francia, ma non il Parlamento di Parigi.

1. Cfr. *Arrêt* cit., pp. 251-252.
2. Cfr. *Arrêt* cit., pp. 255 e 259.
3. Joseph von SONNENFELS, autore dell'opera *Grundsätze der Polizey, Handlung und Finanzwissenschaft* (Wien, 1770-1776), tradotta in italiano col titolo *Fondamenti della scienza politica, del commercio e finanze*, Coira, 1774.

unissono, rappresentino le stesse immagini e tendano allo stesso scopo, un voto universale la di cui autorità è tanto più di peso che gl'individui si trovano riuniti nell'istesso modo di pensare senza averlo fra di loro combinato, si accordano senza saperlo[1].

Questa opinione pubblica non dubita il signor Séguier che sia favorevole al primo magistrato del regno in cui egli siede.

D. V.

1. Cfr. *Arrêt* cit., p. 268.

MOYENS DE DROIT etc. *Ragionamento legale a difesa di* Bradier, Simare *e* Lardoise *condannati alla ruota.* Parigi, 1786, in 4°, pagine 306 [1].

Nel precedente volume si è dato l'estratto della difesa di questi tre condannati compilata dal signor Dupaty, col parere in fine sottoscritto *Le Grand de La Leu* e delle conclusioni ragionate del signor Séguier, procurator generale del re al Parlamento di Parigi [2]. Questo è un nuovo scritto che lo stesso autore ha recentemente pubblicato, nel quale, presupposte le circostanze di fatto già narrate nel precedente ed appigliandosi unicamente alle leggi di Francia, intraprende a dimostrare: nullità negli atti di processo, e queste in gran numero e sostanziali; prevaricazione nei tribunali subalterni; finalmente contrario all'espressa sanzione della legge e manifestamente ingiusto l'arresto del Parlamento di Parigi, e ne conchiude che deve il medesimo venire cassato.

Ha l'autore arricchita la difesa dei suoi clienti colle dichiarazioni di parecchi testimoni, dalle quali risulta provato rigorosamente *l'alibi* di *Lardoise* e risulta giustificata la verità di ciò che *Simare* nelle sue risposte avea allegato riguardo ad una croce d'argento che gli si era trovata indosso e che pretendevasi rubata alla moglie di Tommassin.

I ragionamenti ci sono sembrati concludenti fino all'evidenza; la verità trovasi esposta nel suo maggior lume; i principii della più sana filosofia, della legge naturale e della stessa legislazione di Francia servono di base agl'argomenti; i veri principii della podestà legislativa e della social catena sono dal nostro autore maneggiati all'opportunità con maestrìa e con energico stile; pertanto una fedele traduzione sarebbe forse più opportuna che un estratto e per altra parte la brevità che questo esige non ci permette di discendere a tutte le parti di questo scritto; noi ci restringeremo ad accennarne brevemente alcuni tratti.

1. Questa recensione fu pubblicata nella « Biblioteca oltremontana », 1787, vol. II, pp. 155-161. L'opera recensita è di J. B. Mercier DUPATY, presidente del Parlamento di Bordeaux, *Moyens de droit pour Bradier, Simare, Lardoise, condamnés à la roue*, Paris, 1786.

2. Qui alle pp. 439-456.

Intorno alla questione su di cui ci siamo trattenuti nell'antecedente estratto [1], se si debbano o no ammettere le testimonianze dei testimoni così detti necessarii, ed al proposito dell'argomento tante volte ripetuto dal signor *Séguier, che la pubblica tranquillità esige che siano puniti i rei e che per ciò, quantunque sospetti, debbono riceversi i testimoni, se altro mezzo non rimane per convincere il delinquente, perché il bene della società esige questo sacrificio*, aggiunge in questo scritto il nostro autore una riflessione non men soda che ingegnosa. « Questo interesse – dic'egli –[2] della società che siano puniti i rei esige ugualmente che mai non sia sacrificato un innocente, perché, ogni volta che per un dato delitto voi punite l'innocente, voi salvate il vero delinquente [a] ».

Un'altra questione interessante vien trattata in questo secondo scritto, e forse non sarà discaro ai leggitori trovar qui compendiata la teoria esposta dal nostro autore. Trattasi di stabilire in quali circostanze possa aver luogo la cassazione di una sentenza proferta da un tribunale inappellabile.

La podestà esecutiva giudiciaria che il principe esercita o per mezzo de' tribunali da esso stabiliti, o per se medesimo è consumata in ciaschedun affare ogniqualvolta è stata pronunciata una sentenza definitiva dal tribunale che le leggi hanno stabilito inappellabile.

Qualunque sia il numero e la qualità dei giudici componenti il tribunale inappellabile, essi sono sempre uomini, e perciò soggetti ad errare, ma il pericolo di un errore, che la legge appoggiata ai calcoli della probabilità morale deve riputare rarissimo, non può bilanciare il gravissimo danno che avverrebbe alla società dalla perpetua incertezza intorno alle proprietà per riguardo ai giudicii civili e dall'impunità dei delinquenti per riguardo ai giudicii criminali, disordini che avreb-

a. Dirà taluno che può un'altra volta cader nelle mani della giustizia il vero colpevole ed essere punito. Come mai, se la giustizia non ne va più in cerca? Se mai succede, sarà a caso.

Dirà qualcun altro che l'esemplarità è lo scopo principale delle pene; questa si ottiene ugualmente col supplicio sia dell'innocente che del colpevole; che importa al bene della società la vita di un individuo? In questo sistema tanto varrebbe dar nelle mani del carnefice il primo infelice che s'incontri per istrada. I secoli che chiamiamo barbari rispettavano assai più la vita e l'onore degli uomini.

1. Qui alle pp. 439-456.
2. Cfr. *Moyens de droit* cit., p. 69.

bero luogo necessariamente, se le liti e i processi criminali non avessero un confine determinato dalla legge.

Tutto ciò è vero, ma quindi non segue che per nessun caso i giudicii dei tribunali inappellabili non possano o non debbano essere cassati dal sovrano.

Il dritto naturale politico primitivo ed eterno, che mai non soggiace a prescrizione, unica base e solo interprete di qualunque legge civile, c'insegna che ogni individuo ha diritto di essere giudicato secondo le leggi della società in cui vive, perché queste sono la sola norma dal sovrano dettata alle azioni degli uomini e le vere formole del tacito patto sociale. I tribunali, i magistrati non possono assolutamente scostarsi un sol momento da ciò che prescrive la legge; non è loro permesso mai, né oltrepassare, né trascurare ciò che essa comanda. Qualunque atto adunque, nel quale i tribunali abbiano disubbidito all'espressa sanzione della legge, non è più un atto legale, è un atto di privata violenza, un'usurpazione della podestà legislativa. Se questi abusi si soffrono si vedrà insensibilmente introdursi e dominare l'impero delle sempre fluttuanti opinioni, « vedrannosi autorizzati gli errori, superati dallo spirito d'indipendenza gli argini mal difesi, resa arbitraria nei magistrati la giurisprudenza, precipitata la nazione nella più perniciosa anarchia. Essa cercherebbe invano i più preziosi e soli vincoli della società, le leggi nazionali e la sovrana autorità, né altro incontrerebbe che tribunali arbitrarii trasformati in mostruosi usurpatori, l'autorità dei quali sarebbe senza confine »[1]. Dunque un rimedio a un tanto disordine convien trovare; né altrove si troverà che nell'esercizio della sovrana autorità, la quale, nel vindicare i suoi diritti colla cassazione di ogni atto manifestamente contrario alla sanzione della legge, « insegnerà ai magistrati che ha loro conferita l'autorità, non per derogare alle leggi, ma solo perché siano da essi rigorosamente osservate[2] ».

Se nelle questioni civili v'ha chi crede che tanta esser debba l'autorità, tanto il privilegio della cosa giudicata che mai non si possa questa ritrattare, quantunque manifestamente ingiusta, affine di non rendere per avventura troppo incerti e sospesi i dominii delle cose, nessuno però avrà coraggio di sostenere che possa mai essere utile o necessario di sacrificare il sangue di un innocente per rispettare gli errori dei tribunali inappellabili e calpestare in tal guisa i più sacri doveri di umanità e di religione. « I magistrati medesimi non saranno mai per

1. Cfr. *Moyens de droit* cit., p. 39.
2. Cfr. *Moyens de droit* cit., pp. 40 e 42.

dimostrarsi offesi, perché col mezzo della sovrana cassazione venga riparato un loro errore. Pretendere alla infallibilità egli è il sommo grado della presunzione e dell'ignoranza [1] ».

Così conchiude il nostro autore la sua teoria, la quale applica poscia alle circostanze della causa de' suoi clienti.

Non possiamo quì trattenerci dal rendere omaggio alla filosofica eloquenza che abbiamo ammirata non in questo scritto solamente, ma anche in molti altri, che ci venne fatto di leggere usciti dalla penna di diversi giureconsulti francesi, che può emulare quella de' più celebri greci e romani oratori.

D. V.

1. Cfr. *Moyens de droit* cit., p. 42.

PROCÈS FAMEUX etc. *I processi più celebri estratti dalla Storia generale de' tribunali de' popoli antichi e moderni del signor avvocato Des-Essarts.* 8 voll. in 8°, Parigi, 1786[1].

Questa collezione altro non è che una storica e succinta narrazione di un gran numero di delitti d'ogni sorta, più propria a soddisfare la curiosità che a somministrare materia a quelle filosofiche riflessioni sul cuor dell'uomo che l'Autore si propose per iscopo in questa sua fatica. Mi sarei dispensato dal qui darne un estratto, se non avessi incontrate nel quinto volume due dissertazioni che mi sembrano abbastanza interessanti per poter meritare l'attenzione dei leggitori. La prima ha per oggetto la prova del delitto che si ritrae dai soli indizii; la seconda riguarda l'infamia che ricade sull'innocente parentado di un reo che ha subita la meritata pena.

Nella prima stabilisce l'Autore alcuni principii e ne rende sensibile la verità con 25 esempi d'innocenti condannati all'estremo supplicio. In questi esempi s'incontrano circostanze che gli rendono interessanti, anche per gli altri generi di prova e, dimostrandosi con essi quanto fallaci siano i giudicii degl'uomini, potrebbero servire di utile avvertimento ai sacerdoti di Temi e convincerli che non saranno mai di sovverchio cauti nel giudicare. La prontezza del castigo è fuor di dubbio utilissima allo scopo delle leggi penali; ma questa non esige che siano precipitosi ed incauti i giudicii. I principii del nostro Autore son questi.

L'esistenza del delitto è il primo atto di prova, da cui devesi incominciare il processo, e questa prova è cotanto necessaria che non si può ad essa in alcun modo supplire senza esporre a manifesto pericolo l'innocenza. Le più forti presunzioni, i più seducenti indicii non bastano per supplire a quella certezza che la legge, la ragione e l'umanità esigono ugualmente.

1. Questa recensione fu pubblicata nella « Biblioteca oltremontana », 1787, vol. VI, pp. 265-282. L'opera recensita è di Nicolas Toussaint DESESSARTS, *Procès fameux, extraits de l'Essai sur l'histoire générale des tribunaux des peuples tant anciens que modernes*, Paris, 1786-1788, 9 voll.

Dopo accertato il delitto, si va in traccia del reo, e allora solo si può condannare l'accusato, quando sia certo che egli abbia commesso il delitto imputatogli. La certezza del giudice deve essere tale che escluda la morale possibilità dell'innocenza. Questa certezza puossi ottenere per tre mezzi: 1. Per confessione dell'accusato. 2. Per prova testimoniale. 3. Per indicii. Molti esempi narrati dall'Autore dimostrano quanto sia fallace la confessione estorta coi tormenti e talvolta ancora la spontanea dell'accusato. La prova testimoniale, ebbenché comunemente riputata la più certa, essa però è quella che forse ha più d'ogni altra contribuito alla condanna degl'innocenti, perché non seppero i giudici discernere l'errore e la malizia dei testimoni. La prova desunta dagl'indicii sarà dunque la più sicura, purché vi concorrano le dovute condizioni.

Dicesi provato un fatto per indicii quando, sebbene non siavi alcuna concludente prova diretta di quel fatto, sono però ben provati alcuni altri fatti accessorii, i quali pel loro numero e qualità rendono necessaria la verità del fatto principale, alla di cui prova essi tutti concorrono [a]. Richiedesi adunque per una concludente prova desunta dagl'indicii: 1. Che ciaschedun fatto accessorio sia provato pienamente. 2. Che la combinazione di questi fatti importi per conseguenza necessaria la verità del fatto principale, cosicché sia moralmente impossibile che siano veri tutti i fatti accessorii e sia falso il fatto principale.

Ma per meglio determinare in che consista la certezza morale di un fatto, convien qui ricordare la luminosissima teoria del cavaliere Filangieri [1]. La certezza, dic'egli, non è sempre compagna della verità. Si suole distinguere in metafisica, fisica e morale; e si crede che la prima sia la massima e sempre indivisibile dalla verità; l'ultima sia la più debole e che mai non escluda la possibilità di errare; ma la cosa non è così. La certezza, di qualunque genere ella siasi, non è altro che una modificazione dell'animo nostro, per cui siamo talmente persuasi di una proposizione che non ce ne rimane il minimo dubbio; che se ci resta alcun dubbio, allora lo stato dell'animo nostro non è più certezza, ma si esprime col vocabolo di probabilità tanto maggiore quanto

a. Se accadesse che un solo indicio ben provato rendesse necessaria la verità del fatto principale, questo basterebbe, e si chiama indicio necessario. Quando sia provato che una donna ha partorito, sarà provato che ha avuta copula.

1. Cfr. G. Filangieri, *La scienza della legislazione*, Napoli, 1780-1785, libro III, capo XIII.

è minore il dubbio. Lo stato pertanto dell'animo, che chiamiamo certezza, può riguardare ugualmente un ragionamento speculativo, un fenomeno caduto sotto ai sensi, ovvero un fatto narrato da altri. In ogni cosa possiamo avere uguale certezza ed ugualmente sbagliare. Molti furono che dubitarono delle più evidenti proposizioni geometriche, altri ebbero per certe alcune che erano false; e così, in ogni genere di proposizioni metafisiche, fisiche e morali la certezza dipende dalle diverse disposizioni d'animo di ciaschedun uomo e dalla catena delle sue idee.

Adattando questa teoria ai giudicii criminali comprendesi che un magistrato composto di più giudici, anche per unanime persuasione di tutti, può avere per certa la verità dell'accusa, quantunque di fatti sia innocente l'accusato. Tutti i codici criminali prescrivono una norma per le prove che la legge colla sua sanzione autorizza e che chiamansi prove legali; ma queste per se medesime non son meno fallaci che la persuasione dei giudici. Il cavaliere Filangieri [1] ha proposto di combinare la certezza morale dei giudici col criterio legale, ossia colle prove dalla legge autorizzate, cosicché, se coll'esistenza delle prove legali si riunisce la certezza morale de' giudici, sia pronunciata vera l'accusa e condannato l'accusato; se manca una delle due, sia pronunciata incerta l'accusa; se mancano entrambe, sia pronunciata falsa. Può succedere una combinazione sventurata, per cui anche in questo sistema venga condannato un innocente; ma questo caso sarà certamente rarissimo. Rendere assolutamente impossibile il caso della condanna di un innocente e provvedere nello stesso tempo alla assoluta necessità di por freno ai delitti, egli è un problema che non è dato all'umana imperfezione di poter risolvere. Convien dunque arrestarsi a un qualche punto e il piano del cavaliere Filangieri [2] sembra quello in cui si trovi meglio combinata la pubblica tranquillità colla sicurezza degl'innocenti.

Col lume di questi principii percorrendo i molti esempi narrati dall'Autore di innocenti condannati, si scorge che molti sarebbero stati salvi se l'interna persuasione dei giudici avesse avuta la necessaria influenza del giudicio. Quando non si riconosce nell'accusato alcuna causa ragionevole che abbialo spinto al delitto, quando le qualità personali dell'accusato sono conosciute notoriamente affatto contrarie a quelle che suppone la qualità del delitto, per quanto siano legali le prove non si può essere intimamente persuaso della verità dell'accusa.

1. Cfr. G. Filangieri, op. cit., libro III, capi XIV e XV.
2. Cfr. G. Filangieri, op. cit., libro III, capo XIX.

Un uomo che ha fama di probi costumi, ricco, disinteressato, di natural dolce, che ha più volte sacrificato il proprio interesse per giovare a un amico, è accusato di avere assassinato il più caro de' suoi amici per appropriarsi la sua borsa; chi potrà persuadersi mai che sia vera quest'accusa? Io nol crederei se il vedessi; e crederei piuttosto che in quell'occasione un fantasma ha fatto illusione ai miei sensi. Se mi trovassi giudice in simili circostanze, per quanto fosse piena la prova dalla legge prescritta, rinuncierei alla carica piuttosto che pronunciare contro l'interna persuasione dell'animo mio una condanna.

Ma fra gli esempi narrati dall'Autore due sono in cui una disgraziata complicazione di circostanze sembra che non potesse a meno d'indurre in errore i giudici più accurati. Vediamo nondimeno se, adattandosi al caso i principii del cavaliere Filangieri [1], si fossero per avventura salvate queste due vittime.

Ecco il primo di questi esempi posto dall'Autore al numero 8. Due Italiani avevano contratta società di negozio: uno era d'anni 25, l'altro di 52, e questi aveva contribuito nella società molto maggior somma. Avvedutosi egli che il giovine socio si abbandonava al vizio ed erasi anzi innamorato di una donna di bel tempo, volle riprenderlo, ma, in vece d'emendarsi, il giovine s'irritò e nacquero fra di essi dissapori tali che il giovine sfidò più volte a duello il compagno. Una sera finalmente altercarono sì forte che dai vicini si udirono distintamente le minaccie nelle quali proruppe il giovine negoziante contro il socio. Dopo alcune ore e nel profondo silenzio dell'innoltrata notte, quei vicini istessi furono destati dalle spaventevoli grida che ben conobbero provenienti dalle camere dei due negozianti. L'indomani non vedendo a comparire alcuno di essi recarono avviso alla giustizia di ciò che avevano udito. Questa, fatte tosto aprire le porte, trovò il vecchio negoziante ucciso da due colpi di spada. Cercasi invano del giovane socio; egli è fuggito. Si sa che stette fino alla mezzanotte in casa della sua bella e che nell'uscirne disse che si ritirava a casa. I continui dissapori, il contrasto e le minaccie della stessa sera, le circostanze, la fuga, sono argomenti bastanti perché cada sopra questo giovane socio il più forte sospetto; epperò si danno gli ordini per carcerarlo. Si va in traccia di lui e riesce di rinvenirlo nascosto ed appiattato in una selva colla sua spada ancora insanguinata.

In vano egli negò l'imputatogli delitto, troppo erano urgenti gl'indicii: la causa prossima di delinquere era evidente; epperò fu condannato all'estremo supplicio e fu giustiziato.

1. Cfr. G. Filangieri, op. cit., libro III, capo XIX.

Due anni dopo venne condannato a morte un assassino, il quale, fra i molti suoi delitti, confessò pur anco l'assassinio di questo negoziante, narrandone tutte le più minute circostanze a segno che non rimaneva dubbio sulla verità di questa narrazione. Ma la fuga dell'infelice vittima, la spada ancora insanguinata, a qual altra causa attribuir mai si potranno? Ecco lo scioglimento di questa sventurata complicazione. Nell'uscire appunto dalla casa della sua bella incontrò il giovane negoziante un rivale che dopo di averlo ingiuriato lo costrinse a battersi; egli ferì l'inimico e di questo sangue era tinta la spada; temette di averlo ucciso e, per evitare la pena di questo quasi involontario delitto, si nascose.

Non si può negare che in questo caso la complicazione d'urgentissimi indicii formava il criterio legale e doveva pure operare la certezza dei giudici; ma un diligente difensore l'avrebbe facilmente salvato. Voglio supporre che abbia l'infelice tacciuto ai giudici il fatto, che solo poteva sciogliere il nodo e rompere la catena degl'altri indicii, per timore d'incorrere nella pena del duello; quantunque, non essendo questa nell'opinion pubblica infamante, è assai improbabile che abbia per evitarla preferto di essere giustiziato come assassino. Voglio pur anco supporre ciò che sembra più probabile, cioè che vedendosi avviluppato da un numero di forti indicii, sia rimasto confuso e non abbia saputo che malamente rispondere alle interrogazioni; circostanza che avrà somministrato un nuovo argomento di crederlo reo. Ma se non fosse in Francia abbandonato al solo arbitrio dei tribunali il permettere o ricusare agl'accusati la difesa, se fosse concesso agl'infelici quel difensore che il cavaliere Filangieri[1] propone, vogliam noi credere che questo sgraziato avesse anche al proprio difensore tacciuto d'aver ferito un rivale? Ciò non si può supporre; ed in questo sistema riusciva assai facile al patrocinatore di avverare quella circostanza importantissima e salvar l'infelice.

Passiamo all'altro esempio posto al numero 21. Un postiglione ebbe rissa con un giardiniere presso le mura della città; dopo le reciproche ingiurie, vennero alle mani, ma il popolo accorso gli divise. Il postiglione però ancora avvampante d'ira disse al giardiniere che fra breve l'avrebbe raggiunto e si sarebbe vendicato, anzi soggiunse che se avesse avuto seco il suo coltello non l'avrebbe passata così; andato a pranzo dimostrossi sempre adirato e rinnovò le minaccie; la stessa sera trovossi ucciso il giardiniere da replicati colpi di coltello, rimasto anzi confic-

1. Cfr. G. Filangieri, op. cit., libro III, capo XX.

cato in una delle micidiali ferite. Questo coltello è del postiglione e ne fan fede l'oste nella di cui osteria ha pranzato, la serva dell'oste e tutti i commensali che ben lo riconoscono. Il postiglione era uscito dall'osteria, quindi era rientrato ed il delitto erasi commesso in questo intervallo di tempo. Vien dunque carcerato il postiglione. Interrogato nega il delitto, ma negar non potendo le tante circostanze che lo aggravano si confonde, i tormenti gli strappano di bocca la falsa confessione del non commesso delitto ed è condannato al supplicio della ruota. Una singolarissima circostanza differì l'esecuzione della sentenza per alcun tempo. Era alfine imminente il giorno fatale in cui l'innocente postiglione doveva essere sacrificato, quando vien carcerato un empio reo di mille delitti, fra i quali di quest'omicidio ancora, che aveva eseguito colla più nera malizia; poiché, informato della contesa che aveva avuta il postiglione col giardiniere e meditando egli per altro fine di uccidere il giardiniere, destramente rubò al postiglione il coltello e lo lasciò nel petto dell'ucciso, affinché cadesse sovra il misero postiglione tutto il sospetto. Coll'ingenua confessione di tutti i suoi misfatti fu in tempo ancora a salvare quest'innocente.

Il contrasto della mattina, le proferite minaccie, l'iraconda brama di vendetta dimostrata molte ore dopo, erano fatti, onde non potevasi a meno di dedurre una causa prossima di delinquire ed una probabile disposizion d'animo nell'accusato a commettere il delitto. L'ora in cui era stato commesso escludeva l'impossibilità ed accresceva peso alla probabilità. Finalmente la proprietà dell'arma colla quale era stato eseguito il delitto formava cogli altri argomenti una riunione d'indicii, per cui sarebbe stato scusabile chiunque si fosse persuaso della verità dell'accusa: se non che il non essere fuggito il postiglione scemava alcun poco la forza degl'argomenti e gli riduceva al solo grado di forte probabilità, non più di certezza nell'animo de' giudici, i quali di fatti ebbero ricorso alla prova de' tormenti. Ma la confessione estorta con questo mezzo può bensì servire di criterio legale, quando sia così dalla legge prescritto, ma non mai d'argomento all'intima persuasione onde nasca certezza.

La seconda dissertazione che riguarda l'infamia di cui è ricoperto l'innocente parentado di quegli che ha subita la pena meritata co' suoi delitti, raggirasi tutta a dimostrare che, se le leggi l'autorizzano sono ingiuste, malgrado i vani pretesti coi quali si vorrebbe scusare quest'ingiustizia (la quale nessun altro effetto produce se non se quello di rendere sommamente interessato il parentado a tutto porre in opra, acciocché rimanga impunito il delitto) e qualora quest'infamia sussista unicamente nell'opinione, si dimostra che quest'opinione non ha alcun

ragionevole fondamento, che ella è una stravaganza. Per questa ragione il nostro Autore desidera che gli scrittori si adoperino a distruggere quest'errore, fonte di conseguenze troppo funeste, e per rendere più sensibile la verità l'adorna colla narrazione d'alcuni tragici esempi. Giovano questi assai per correggere gli errori volgari. L'impressione di un'immagine è più forte di quella della fredda ragione, la quale non agisce comunemente che sulle menti bene organizzate e avvezze a far uso di buona logica, le quali sono già da sé persuase della stravaganza di quest'opinione. Basterà qui narrare il primo di questi esempi.

Una giovane e nobile damigella era in procinto di unirsi in matrimonio con un giovane cavaliere; l'affare era inteso e i parenti d'entrambi avevano con piacere aderito alla bella unione di questa coppia che reciproco e tenero amore aveva ordita. Era immimente il sospirato momento che rendergli doveva felici, quando ecco un fratello della damigella commette un delitto capitale ed è fermato. Tutti gli sforzi del parentado così della sposa che dello sposo riuniti non bastano; il delinquente è condannato e si eseguisce la terribile sentenza che frappone un ostacolo insuperabile a questa unione e divide per sempre gl'infelici amanti. La damigella, dall'ingiusta opinione condannata a vivere i tristi giorni ricoperta di non meritata ignominia, prevenne lo sposo e gli mandò con un tenero viglietto un eterno e dolente addio.

Il giovine cavaliere non avea forza bastante né per disprezzare l'ingiusta opinione da cui era disonorata l'amata sposa, né per trionfare della sua passione. Combattuto a vicenda dall'amore e dall'opinion pubblica, smarrì la ragione ed abbracciò il più disperato consiglio. Scrisse alla damigella di accordargli una secreta conferenza. Nell'ora assegnata si trovano entrambi al destinato luogo. Appena il cavaliere vide l'amato oggetto gittossi a volo fra le sue braccia e strettamente tenendola versò dagl'occhi un fiume di lagrime. La damigella, da violenti affetti agitata, cadde, perdé l'uso de' sensi e freddo sudor che il bel volto bagnavale persuase il cavaliere che fosse vicina a morte. Egli, che seco portata aveva un'arma a due colpi, colla quale aveva disegnato di troncare gli affanni d'entrambi, vedendola stesa al suolo e senza moto le strinse una mano e coll'altra contro di se scoccò il colpo fatale e del suo sangue tutta l'intrise. Questa dal rumore richiamata all'uso de' sensi inorridì a sì funesto spettacolo. Una pari frenesìa l'indusse ad imitarne l'esempio e, scorgendo l'arma fatale, provveduta d'un altro colpo l'afferrò e presso allo estinto sposo si uccise. Ecco due vittime; ecco due gravi delitti, funesto effetto della più strana ed irragionevole opinione.

Il signor de La Cretelle, toccando di passaggio questa materia nel ragionamento a favore del conte di Sanois, di cui si è dato l'estratto nel volume terzo [1], ha suggeriti i mezzi per distruggere un così assurdo e dannoso errore, fra i quali l'esempio del principe negli Stati di governo assoluto è certamente il più efficace. Accetti il principe a corte ed alle cariche i figli, le vedove, i più stretti congiunti in somma di un delinquente punito dalla giustizia; gli veda il pubblico decorati delle luminose insegne di gloria, qualora le possano meritare per le loro virtù; discacci dal suo servizio chiunque ardisse ricusare d'uniformarsi a così giuste e saggie provvidenze; siano nello stesso tempo aboliti tutti quei mezzi di impunità o di mitigata pena che codesta opinione pubblica rende adesso quasi indispensabili e in brevissimo spazio di tempo svanirà un sì dannoso pregiudizio. Io non fo che ripetere ciò che trovasi sparso in molti accreditati scrittori; lo ridico volontieri, infino a che sia detto una volta con frutto. D. V.

1. Cfr. Pierre Louis LACRETELLE, *Mémoire pour le comte de Sanois*, [Jean François Joseph de la Motte Geffrard], *ancien aid-major des gardes françoises, sortant de Charenton, où il a été détenu pendant neuf mois, contre ses accusateurs*, Paris, 1786 e *Supplément au Mémoire du comte de Sanois contre ses accusateurs. Pièces extraites du journal qu'il a écrit pendant sa détention*, Paris, 1786. La recensione delle suddette opere fu pubblicata nella « Biblioteca oltremontana », 1787, vol. III, pp. 255-281, dal fratello Giovan Battista.

OBSERVATIONS SUR LA SOCIÉTÉ etc. *Osservazioni sulla società e sui mezzi di ricondurre in essa il buon ordine e la pubblica tranquillità. Opera dell'Autore del Trattato sulla civilizzazione.* Parigi, 1787, 2 voll., in 8°[1].

A misura che si sviluppano le utili filosofiche verità, dissipandosi al loro lume le tenebre, si rendono sempre più sensibili i difetti dei codici penali. Una voce oramai universale ne domanda la riforma; profondi pensatori, incoraggiati forse dal luminoso esempio del gran duca di Toscana e dell'imperatore[2], non si stancano di pubblicare importanti riflessioni su questo soggetto colla speranza che siano per giovare un giorno all'umanità tutta. L'opera qui annunziata non è un piano di legislazione, come quella del non mai abbastanza commendato cavaliere Filangieri[3]; essa contiene solamente le riflessioni dell'Autore sovra molti oggetti di questa materia riunite con ordine. Si lagna egli che il XVIII secolo siasi finora occupato di verità puramente teoriche, senza che alcuno ne abbia intrapresa l'utile applicazione pratica; e a questo fine dice di aver dirette le sue osservazioni, le quali si possono ridurre a 4 principali oggetti: 1. Alla forma de' processi. 2. Ai varii generi di delitti. 3. Alle pene che debbansi per i medesimi stabilire. 4. Ai mezzi di prevenire i delitti. Darò su ciascheduno di questi capi un saggio di quelle riflessioni che ho creduto poter meritare l'attenzione de' leggitori. Per ciò che riguarda la forma de' processi, dopo osservati parecchi difetti della legislazion francese veramente gravissimi, si ferma il nostro Autore sovra di una questione molto interessante, cioè se convenga che i processi si formino e siano discussi in

1. Questa recensione fu pubblicata nella « Biblioteca oltremontana », 1787, volume VIII, pp. 109-130. L'opera recensita è di Jacques Vincent DELACROIX, *Observations sur la société et sur les moyens de ramener l'ordre et la sécurité dans son sein. Par l'auteur du Traité de la civilisation*, Paris, 1787, 2 voll. (cfr. A. A. BARBIER, *Dictionnaire des ouvrages anonymes*, Paris, 1882, vol. III, col. 624).

2. Pietro Leopoldo, granduca di Toscana dal 1765 al 1790 e Giuseppe II, imperatore dal 1780 al 1790.

3. Cfr. G. FILANGIERI, *La scienza della legislazione*, Napoli, 1780-1785.

segreto, ovvero in pubblico. Dopo accennati i fondamenti dell'uno e dell'altro sistema, propone che sia lasciata all'accusato la scelta di essere giudicato in segreto, ovvero in pubblico; questo privilegio però ricusa a quegl'accusati che fossero già stati altra volta puniti con pena afflittiva.

Che l'infelice accusato (dice Filangieri [1]), involto nelle tenebre del segreto, non conosca i testimoni che contro di lui depongono (stromenti talvolta della calunnia), se non quando non è più in tempo di confonderli, perché, legati essi dal vincolo del giuramento, non possono più ritrattarsi senza incorrere la pena dello spergiuro; che quest'infelice, isolato nell'orrida solitudine del carcere, attorniato solo da uomini che pongono ogni studio nel trovare in lui il reato, e per conseguenza inimici della sua vita, del suo onore, della sua libertà, non abbia chi lo consigli, chi lo difenda, chi lo consoli, se non quando è oramai decisa la sua sorte, e che il giudice ha già nell'animo ricevuta la fatal prevenzione, per cui stassi già scritta nella sua mente la terribil sentenza, ella è cosa che ripugna alla giustizia ed alla umanità. Sono pur troppo frequenti i funesti esempi di simili prevenzioni, per cui giudici, d'altronde onesti, videro l'evidenza dove appena eravi dubbio e sacrificarono barbaramente il sangue d'un innocente. Cesseranno questi gravi inconvenienti ove abbia l'accusato un difensore fin dal giorno del suo arresto; ove sia interrogato alla presenza di tutti i giudici che dovranno pronunciare la sentenza, chiuso ad ogni altra persona l'accesso; ove i testimoni, tanto per parte dell'accusatore che per parte dell'accusato, siano anch'essi interrogati alla presenza di tutti i giudici, dell'accusato, del suo difensore, dell'accusatore, sia pubblico sia privato, e non altri; e sia anzi permesso al difensore ed all'accusatore d'interrogare i testimoni avversari. Ma la pubblicità della relazione del processo, delle aringhe di ambe le parti e della sentenza incontra frequentemente il grave ostacolo che possano approffittarsene per eludere le inquisizioni e la pena, sia i complici dell'accusato, sia gli ignoti rei e non ancora sospettati del delitto di cui si tratta. Prescinde da questa discussione il nostro Autore, che pure per la sua difficoltà e per la sua importanza meriterebbe una dissertazione lunghissima.

Un altro gravissimo inconveniente, quanto alla consueta forma dei processi criminali, trova l'Autore nel modo con cui sogliono trattarsi i contumaci. Dal trito assioma *contra contumaces omnia iura clamant* hanno i criminalisti derivate le fatali conseguenze per cui la contumacia e la fuga concorrono a rendere compita una prova imperfetta,

1. Cfr. G. Filangieri, op. cit., libro III, capo III.

non solo come parte della prova, ma come esclusive d'ogni difesa, poiché non è permesso al contumace di farne presentare alcuna ai giudici, per quanto essa fosse capace a giustificare l'innocenza dell'accusato, o a scemare la gravezza del delitto e così della pena. *Finché* – dice egli – *l'innocente ha giusto motivo di temere; finché confusi stanno nello stesso carcere il reo e l'innocente; l'accusato di un leggiero delitto coll'accusato di un assassinio; un accusato contro del quale vi è solo un sospetto, per cui il bene della società esige che sia custodita la sua persona, con un empio già condannato e servo di pena; mal si chiama contumace quegli che, non avendo coraggio bastante per correre la sorte di tanti pericoli e soffrire gli squallori d'ignominioso carcere, ha colla fuga posta in sicuro la sua persona; ed è ugualmente ingiusto il ritrarre dalla sua fuga la minima svantaggiosa conseguenza, come il ricusargli che per mezzo di procuratore egli possa esporre ai giudici le sue difese. Quando però un codice ben combinato avrà rimediato a tutti gli inconvenienti fin qui accennati, allora sarà giusta la pena della contumacia* [1]. Sembra che il nostro Autore fosse per approvare in questo caso la pena che seco porta nel presente sistema la contumacia: io però ardisco esporre i miei dubbii. Sebbene in questo caso la contumacia potesse considerarsi come una disubbidienza, siccome nelle materie civili questa specie di disubbidienza non è riguardata come un delitto, tanto meno il dev'essere quando si tratta di salvare il proprio individuo. Tuttavia si accordi ch'ella sia un delitto punibile, non per ciò saranno giuste le conseguenze che in oggi ne derivano e che sono dai criminalisti considerate come la pena meritata dal contumace. Ricusare le difese che da un procuratore del contumace venissero presentate, egli è chiudere a bella posta gli occhi per non iscoprire la verità, e questo ripugna evidentemente al fine delle leggi penali e al bene della società; anzi tende a lasciar talvolta impunito e tranquillo il vero delinquente. Ritrarre dalla contumacia una parte della prova, egli è esporsi al pericolo di pronunciare una condanna ingiusta. Né gioverebbe il rispondere che, avutosi nelle forze poscia l'accusato, gli si accordano tutti i mezzi di difesa prima di eseguire la sentenza; che anzi, dopo nuovo processo, si pronunzia nuova sentenza. Ma ciò non ha luogo quando l'accusato persiste nella sua contumacia. Non s'eseguisce allora la sentenza per quanto riguarda la sua infamia e le sue sostanze confiscate se la qualità del delitto importi confisca? Pella sola disubbidienza alla citazione non è già pena gravissima o l'esiglio o il

1. Cfr. J. V. DELACROIX, op. cit., vol. I, capo X, *Des accusés fugitifs*, pp. 150-158. Il Vasco qui non traduce, ma riassume il pensiero dell'autore.

vivere appiattato nel paese fra continui timori d'essere riconosciuto e imprigionato? Quanto è più grave il delitto, tanto il maggior pericolo dell'accusato rende più scusabile la di lui disubbidienza e allora appunto la pena della contumacia nel comune sistema dei procedimenti criminali fassi più grave, perché, compiendo talvolta la pienezza della prova, il fa soggiacere ad una massima pena. All'opposto chi si sottrae dall'aspetto del giudice, quando per la qualità del delitto imputatogli sa di non poter incontrare che una leggerissima pena, è meno scusabile nella sua disubbidienza e la di lui contumacia ciò non ostante non può essere punita che con pena leggerissima. Questo procedimento è diametralmente contrario alla massima da tutti riconosciuta, se non praticata, di proporzionare la pena ai delitti.

Queste riflessioni sugl'effetti della contumacia guidano il nostro Autore a discorrere di una riforma intorno alle carceri ed a proporre lo stabilimento utilissimo di un carcere di sola custodia, e questo anche diviso in varie classi, fra le quali una fosse degl'imprigionati per debiti.

Il secondo oggetto che riguarda i varii generi di delitti è trattato qui imperfettamente, e ben lungi da quella esattezza che incontrasi nel trattato del cavaher Filangieri [1] [a].

Le osservazioni dell'Autore in questa parte non hanno il pregio della novità. Una sola mi è riuscita nuova ed è riguardo ai furti domestici. Osserva egli che il furto domestico è punito con pena gravissima, perché l'abuso della confidenza rende più grave, più pericoloso alla società, più facile ad eseguirsi e più difficile ad iscoprire questo delitto; ma nel determinare quali siano i furti domestici hanno i legislatori smarrito lo scopo. Un servidore che ruba al padrone un mobile con appropriarselo, quando anche sia di poco valore, è il ladro domestico che le leggi puniscono con tanto rigore; un mastro di casa, che tutti i giorni ruba al padrone nella spesa giornaliera, il che a capo dell'anno

a. Il marchese Beccaria [2], scorrendo rapidamente, non meno che luminosamente, questa materia, ha gettati i primi semi delle utili verità ed ha risvegliato negl'ingegni di tutta Europa il pensiero di rivolgere le filosofiche meditazioni all'oggetto più interessante pella pubblica tranquillità. Il cavalier Filangieri è il primo che ebbe il coraggio per intraprendere, lumi bastanti per combinare felicemente, e pazienza per condurre a termine un compito piano di legislazion criminale. Questa gloria, questo vanto mai non si potrà ricusare all'Italia.

1. Cfr. G. Filangieri, op. cit., libro III, capo XLII.
2. Cfr. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, Livorno, 1764.

forma una somma considerabile; un fattore di campagna, che s'arricchisce col mezzo di mille furti fatti al padrone e ne tollera molti altri per celare i proprii e che in pochi anni riduce il padrone a cattivo stato, non sono reputati ladri domestici, né altro loro sovrasta che di essere licenziati, per andar rovinare un altro padrone. Il servidore che ha rubato al padrone l'orologio, la scattola, o altro simile mobile, gli ha recato un piccol danno, che facilmente si scopre, ed è costretto a fuggire, a rinunciare alla patria alla quale perciò non sarà più per recare alcun danno; all'opposto il mastro di casa, il fattore recano al padrone un danno gravissimo, e succede ogni giorno che ricchi signori, senza avvedersene e senza aver essi sciupato, si trovano ridotti a strettezza per opera solo dei mastri di casa o dei fattori. L'abuso della confidenza è assai maggiore in questi, ai quali ha il padrone affidata la maggior parte delle sue sostanze; il loro delitto è senza paragone più facile ad eseguirsi e più difficile ad iscoprire; il danno che recano alla società è maggiore assai, perché continuano a vivere in essa e, quando hanno rovinato un padrone, passano a rovinarne un altro, e l'impunità di questi delitti è troppo forte incentivo a tutti per commetterli. Perché adunque non si dovranno considerare per veri ladri domestici?

La pena gravissima stabilita a questo delitto è forse la cagione per cui va quasi sempre impunito. Difficilmente si trova un padrone che voglia consegnare al carnefice un uomo che è stato famigliare in casa sua. Che, se all'opposto la pena fosse di sola schiavitù pubblica, diretta prima d'ogni cosa all'indennizzazione del padrone che ha sofferto il danno, non avrebbero i padroni quel ribrezzo che hanno presentemente in denunziare alla giustizia i ladri domestici.

Il terzo oggetto che riguarda le pene, quantunque s'accosti ai sani principii, non è però bastantemente digerito. Per esempio il nostro Autore propone in alcuni casi, insieme ad una pena temporaria, l'infamante inustione. Compito il tempo, scontata la pena, che diverrà quest'uomo che porta un segno visibile che lo caratterizza per ladro? Non gli rimarrà altro partito che quello di presto meritarsi una pena capitale, dichiarando guerra a quella società che lo ha privato per sempre di tutti i suffragi e di tutti i mezzi onde procurarsi senza delitto la sussistenza.

Il nostro Autore si lusinga che un ladro possa correggersi e restituirsi un'altra volta alla società senza pericolo, anzi divenire un utile individuo. Non dirò che sia affatto impossibile l'emendazione da questo genere di vizio, massimamente nella prima adolescenza, ma la sperienza mi ha convinto che quegli che all'età di 20 anni ha contratto l'abitu-

dine di rubare, egli è moralmente impossibile che si corregga mai più; epperò vorrei che un tale infetto membro fosse separato per sempre dalla società, non già colla pena di morte, ma bensì con perpetua schiavitù pubblica, a vantaggio, prima di chi ha sofferto il danno, e quindi della società, e che la maggiore o minor durezza della schiavitù servisse a proporzionare la pena alla gravezza dei delitti.

Un'altra osservazione merita qui l'attenzione dei leggitori. Cercasi se le pene infamanti debbansi o no stabilire indistintamente per tutti, e senza alcuna differenza per le varie classi di persone. Osserva l'Autore che la pena è grave in ragione della sensibilità dell'individuo che vi si trova assoggettato. Se questi la sopporta con totale indifferenza, cessa di esser pena, rendesi affatto inutile al fine per cui sono stabilite le pene. Ciò però deve intendersi non tanto della sensibilità vera degli uomini, quanto della presunta nella comune estimazione. Lo scopo della pena non è di far soffrire il colpevole, ma di incutere timore negli altri, acciocché prevalga in essi il timore dei minacciati patimenti alla tentazione di commetter delitti. Ciò posto, è riconosciuto generalmente che i nobili sono assai più sensibili alle pene infamanti che nol sono i plebei. Ma per un altro riguardo lo stesso delitto commesso da un nobile è più grave assai che commesso da un plebeo, a motivo della migliore educazione dei nobili e del dovere annesso alla loro condizione d'essere esempio di onore e probità alla classe inferiore.

Queste considerazioni hanno dato luogo all'Autore di distinguere i delitti che contengono una vera malvagità di cuore da quelli che sono prodotti dall'impeto di una violenta passione; distinzione questa che un'opinione già stabilita negl'uomini giustifica ed autorizza. Poiché l'uomo veramente malvagio, prima ancora che lo punisca la pubblica autorità, ha già perduta nell'opinione universale quella stima a cui hanno diritto tutti gli individui, ed all'opposto chi strascinato dall'impeto di una violenta passione commette un delitto, è universalmente compatito piuttosto che disprezzato. Quindi deriva che un nobile il quale commette un delitto, che chiameremo per se medesimo infamante, debb'essere punito colla stessa pena che si darebbe al più abbietto della plebe, e formalmente degradato dalla nobiltà con tutta la di lui discendenza; non però i figli che già fossero nati prima del delitto; perché questi essendo nati da un nobile hanno acquistato nascendo il dritto ai privilegi di nobiltà, del quale non possono esser privati senza lor fallo; che all'opposto gli altri non son più nati figli di un nobile. Non così quegli che commette un delitto per impeto di passione. Sono a queste egualmente soggetti i nobili che i plebei. Dunque la pena sia bensì proporzionata al delitto, ma sia di qualità che non lo

degradi, non lo avvilisca, non abbia ombra d'infamia: questa per un nobile è per lo meno uguale alla morte.

Finalmente rivolgonsi le osservazioni del nostro Autore all'importante oggetto di prevenire i delitti. Questa è la parte che mi sembra la meglio trattata. La vigilanza pubblica intorno ai buoni costumi è, secondo l'Autore, il mezzo più efficace per prevenire i delitti.

« Sembra, – dic'egli – che da molto tempo la politica abbia preferto il vantaggio che trar si può dagli abusi alla gloria di sradicarli, quasi fosse più facile guidare gli uomini per mezzo de' vizii che delle virtù; egli è noto a tutti che l'abitudine di bere per ozio nei luoghi pubblici priva l'operaio del frutto de' suoi lavori, lo rende stupido e furibondo, l'espone a molti pericoli, a molte sregolatezze; che l'abuso del vino è nel popolo e fra i soldati sorgente d'incessanti querele, perfidie ed omicidii; priva le mogli e le famiglie del necessario sostentamento, serve di mal esempio ai figli e ne pregiudica l'educazione, eppure, se per ovviare a tanti mali si proponesse di assoggettare la distribuzione del vino ad una saggia ispezione, che facesse servir quella bevanda a spegnere la sete, non ad accenderla, ad aumentare le forze, non a distruggerle, a raddoppiare lo zelo pella fatica, non a renderla impossibile; se si proponesse un mezzo per ridurre l'uomo del popolo ad una salutare sobrietà senza restringere di troppo la sua libertà e senza ch'ei potesse dolersi che gli venisse tolto l'unico sollievo dell'infelice sua condizione un tale progetto sarebbe riputato il colmo della stravaganza e non troverebbe forse chi volesse seriamente ascoltarlo ».

« Così è di quasi tutti gli abusi per mezzo dei quali viene ad accrescersi la massa dei tributi. Acquistano essi una consistenza invincibile; perché il riformatore che tentasse di correggerli avrebbe a combattere tutto in un tempo l'interesse degl'impresai, i gemiti di molti negozianti e la passione insensata degli uomini che sono la vittima di questi abusi ».

« Quanti furti, quante frodi, qual tetra malinconìa, quanta collera, quanto furore non produce ogni giorno la passione del giuoco? Quante anime per essa agitate, avvilite? Quanti depositarii privati e pubblici, quanti negozianti non ha spinto il giuoco alla disperazione ed all'infamia? Quante donne, quante madri furono dal giuoco strascinate all'obblio de' lor doveri? Eppure, se si tentasse di far risorgere le antiche leggi che vietano i giuochi di pura sorte, innalzerebbesi un sordo mormorìo contro i magistrati il di cui zelo tentasse di soffocare quest'odiosa passione che infiamma il sangue, snerva il corpo, distrugge la beltà femminile, altera la dolcezza della loro anima, divora i più preziosi momenti ed espone in un istante al più grave cimento la virtù, l'onore e la fortuna di coloro che ha invaso ».

« Chi può dissimulare tutti i mali ond'è sorgente quella vergognosa e pubblica prostituzione che crede il governo di dover tollerare, benché non prevenga i delitti ed essa ne sia un perpetuo? Creature dotate delle attrattive del sesso e che se fossero state preservate dalla seduzione avrebbero dati allo Stato soldati, agricoltori, artefici, sono piombate fin dall'infanzia nella dissolutezza e condannate alla sterilità dalla depravazione. Flagelli della specie umana portano la corruzione perfin nel seno dell'onestà e dell'innocenza e degradano col funesto loro veleno le generazioni future. Ove regna tanta indifferenza per la prima cagione dei delitti e dei disordini pubblici, non è più maraviglia che diventino i vizii, per dir così, inerenti alle nazioni; che mostri l'umanità l'affliggente spettacolo della sua degradazione; che il legislatore ridotto al solo spediente di far uso della spada della giustizia mutili senza compassione le parti più ulcerate di quella pianta maestosa che avrebbe potuto ornare la terra per tanti secoli prima di cadere sotto la falce del tempo ».

« Se, in vece di quelle innumerevoli taverne che sembrano invitare l'artigiano e il contadino a venirvi a perdere il suo salario e la sua ragione, non si tollerassero che venditori di vino per gli abitatori ed alberghi per i viaggiatori; e, proscrivendo senza eccezione quelle stanze di giuoco ove tenebrosamente sepolta la probità e la fortuna delle famiglie, incontrasi nell'uscirne il pentimento e la disperazione, fossero istituiti, e si promovessero quei pubblici giuochi che rinforzano il corpo e sollevano lo spirito; se si opponesse un argine insuperabile a quel torrente di prostituzione che corrompe la specie umana per più generazioni; se i favori, i privilegi accordati ai padri di famiglia rendessero men grato agli uomini il celibato [b], quante abbiezioni, quante disgrazie, quante lagrime, quante malattie si risparmierebbero all'umanità! Si vedrebbe allora scemare insensibilmente il numero dei delitti, spopolarsi le prigioni, rinascere l'amor dell'utile fatica, l'onestà e la pubblica gioia, e quindi la popolazione accrescersi considerabilmente, comunicarsi questi vantaggi dalla capitale alle provincie e alle campagne » [c].

b. Non sarebbe a questo fine disutile l'abolizione di quelle leggi che costringono tanti individui ad un celibato involontario; vi si potrebbero anche aggiungere provvidenze colle quali si rendessero meno dispendiose le nozze de' cittadini e men gravoso lo stato degli ammogliati.

c. Quanto le campagne son più distanti dalle tumultuose città, tanto son meno infette. Dunque le capitali son quelle che ne comunicano alle campagne la pestilenza. Risanate quelle, risorgerà da sé in queste la virtù; ma io temo assai che i vizii siano inerenti per natura alle grandi popolazioni.

« Solo i buoni costumi rendon floridi gl'imperi e li conservano; senza di essi tutto si deteriora, perfino il gusto delle belle arti. Vediamo già in fatti a' giorni nostri le produzioni dell'estro maschio e severo ceder il luogo a quelle di una ignobile frivolezza; le vili commediaccie che attraggono la moltitudine ai nostri teatri sarebbero state insopportabili a que' grand'uomini che furono l'ornamento del secolo di Luigi XIV ».

« La scoltura e la pittura forzate ad avvilirsi per compiacere la frivolità e il vizio che le alimentano, s'allontanano ogni dì dal bello antico che avrebbe impresso alle loro opere il conio dell'immortalità e, volendosi accostare più da vicino alla voluttà, nemmeno l'ottengono e non son che lascive; tolte poche opere che hanno resistito agli sforzi della perversità generale ed alla decadenza del gusto, nulla si presenta ai nostri sensi che sollevi l'anima colla sua verità e grandezza. Se tanta è l'influenza dei costumi sulle produzioni dell'immaginazione, quanta non sarà ella sulle azioni degl'uomini? Essi soli possono dare allo Stato difensori più intenti alla gloria della nazione che alla loro fortuna, più gelosi dell'onore che delle cariche e tali a conservare la dignità militare anche sotto l'impero della disciplina. Che diverranno i magistrati senza i costumi? Come resisteranno alle lusinghe della seduzione, all'influenza delle grandezze, alla speranza delle dignità, a tutte le considerazioni personali che gli stimolano contro la giustizia? Qual piacere troveranno nel silenzio dello studio, nelle ricerche laboriose del loro ministero, nel penoso esercizio delle loro cariche? »

« Poiché dunque i buoni costumi son l'unico mezzo per cui può ciascun individuo giungere al maggior grado di perfezione ond'è suscettibile, occupiamoci a sbandire tutto ciò che li può allontanare o corrompere; non ci arrestino ostacoli momentanei o frivoli motivi di pecuniario interesse; sacrifichiamo pochi frutti alla conservazione e prosperità della pianta che ne produrrà fra poco altri migliori e in maggiore copia. Molto dobbiamo in vero ai depositarii delle leggi, che sian giunti a porre un freno ai furti, all'omicidio, alle violenze, che abbiano fatta regnare la tranquillità e la pace fra tanti individui agitati incessantemente da passioni contrarie e da interessi diversi; ma quanta non sarà la gratitudine della nazione verso di loro, qualora avranno distrutto il disordine nella radice stessa e fatta rivivere la pubblica onestà? » [1].

L'indigenza e la mendicità massimamente nelle provincie sono effetto dei vizii nella pubblica amministrazione, quindi l'ozio e tanti

1. Cfr. J. V. DELACROIX, op. cit., vol. II, pp. 6-15.

altri disordini, copiose sorgenti di delitti. *Io non sono* – dice l'Autore – *di alcuna setta, o partigiano di alcuno dei novelli sistemi, ma sostengo che ovunque il suolo non ricusa al coltivatore il premio di sua fatica e vi sono insieme esseri per consumarne le produzioni, non può trovarsi l'indigenza che per i difetti della pubblica amministrazione.*

Per assicurare la sussistenza a tutti gli individui di una provincia, non è d'uopo d'altro che di saper impiegare le braccia delle persone atte al lavoro. Alla sussistenza dei veramente poveri ed insieme inabili al lavoro devesi provedere dalla società; agl'altri tutti debb'essere proibita l'oziosa mendicità [1].

Propone a questo fine l'Autore i pubblici spedali, ove abbiano sussistenza gli invalidi, e pubbliche case di lavoro, ove siano impiegati i robusti. Ciò è quel che si è fatto o tentato di fare in moltissimi paesi con poco frutto. Se fossero incaricate le comunità di ciascuna terra o castello di provvedere ai proprii poveri, si renderebbe impossibile la simulata povertà o infirmità e potrebbesi forse provvedere ai veri indigenti con molto risparmio di spesa.

D. V.

1. Cfr. J. V. DELACROIX, op. cit., vol. I, capo XI, *De vol en général*, pp. 158-178. Il Vasco riassume il pensiero dell'autore.

DICTIONNAIRE DE JURISPRUDENCE etc. *Dizionario di giurisprudenza, ossia nuova edizione del dizionario di Brillon, arricchito delle materie di dritto di natura, delle genti e pubblico e di quanto possono avere di relazione coll'amministrazione della giustizia, la medicina, la pubblica amministrazione, la polizia, l'agricoltura, il commercio, le manifatture, le finanze, la marineria e la guerra.* Volume sesto in 4° grande, di pagine 800, Lione, 1787. *Opera intrapresa dal defunto signor Prost de Royer e continuata dal signor Riolz* [1].

Quest'opera, che debb'essere di 24 volumi, corrisponde finora al titolo che essa porta in fronte. L'erudizione, tratta dalla storia di tutti i popoli, è adoperata con prudente criterio e con saggia economia; le riflessioni sono brillanti e copiose, ma ristrette agl'oggetti di publica e privata utilità; la giurisprudenza è trattata da mano maestra ed in maniera utile non meno ai giureconsulti, all'oggetto di fare una giusta e ragionata applicazione delle leggi alle circostanze de' casi, che ai legislatori, i quali troveranno in quest'opera toccati brevemente i principii che determinarono i più saggi fra gli antichi e le circostanze nelle quali emanarono le loro leggi.

Gli articoli in questo volume più diffusamente trattati sono *Aquedotto*, *Arbitri*, *Alberi*, *Archidiacono*, *Arciprete*, *Architetto*, *Archivi*, *Areopago*, *Armate*, *Armi gentilizie*, *Arresti*, ossia sentenze di magistrato inappellabile, *Arre*. Tutti questi articoli sono trattati in modo che ogni genere di letteratura può trovarvi pascolo. Per darne ai leggitori un saggio ho prescielto l'articolo *Arbitri*. Tutto ciò che appartiene alla privata giurisprudenza francese poco o nulla interessa: ciò che riguarda la giurisprudenza romana, lo reputo noto abbastanza ai nostri leggitori; ma le dottissime riflessioni che incontransi in quest'articolo intorno al miglior piano di legislazione possono qui raccolte formare una disser-

1. Questa recensione fu pubblicata nella « Biblioteca oltremontana », 1787, vol. X, pp. 25-43. L'opera recensita è di Antoine François PROST DE ROYER, *Dictionnaire de jurisprudence et des arrêts, ou nouvelle édition du Dictionnaire des arrêts et jurisprudence universelle par P. de R.* [et M. RIOLZ], Lyon, 1781-1788, 7 voll.

tazione utilissima sovra un tale oggetto, il più importante pella felicità di un popolo e a cui vedonsi oggigiorno seriamente rivolte le paterne cure dei principi d'Europa.

Nell'infanzia delle società, e prima che fossero immaginati i tribunali di giustizia, furono in uso gli arbitri. Ne somministra un esempio il discorso di Giacobbe a Laban (*Genesi*, 31) [1] e lo dimostrano Grozio e Barbeyrac (*De jure belli*, libro 2, capo 23, paragrafo 8) [2]; ma, cresciuti coll'arti i vizii, codesto così semplice e ragionevole mezzo di mantenere la tranquillità fra privati divenne inefficace e fu d'uopo stabilire magistrati e giudici rivestiti della pubblica autorità e armati della pubblica forza, affine di frenare l'avara cupidigia degl'uomini che in ogni angolo accendeva la discordia.

Questo rimedio però non distrusse il primitivo uso degli arbitri. Quindi è che gli uomini, meno dalle passioni impetuose che dalla tranquilla ragione guidati, preferirono in ogni tempo al tumultuoso strepito dei tribunali il giudicio proferto da persone da essi liberamente prescielte e dalle quali sperar potevano con fondamento giustizia più pronta, meno dispendiosa e per essi più appagante.

Colla scorta della storia vediamo che l'uso degl'arbitri si conservò nella sua purità a pubblico vantaggio, finché si conservò nelle nazioni la purità de' costumi e la semplicità nel codice delle leggi. Erano già da più secoli uscite da quella prima infanzia le società, avevano già da lungo tempo giudici e magistrati, eppure erano non solo frequentissimi i compromessi, ma anzi erano dai legislatori medesimi autorizzati e suggeriti nelle più colte nazioni. Ce ne assicura il divino Platone (*De legibus*, libri 6 e 12) [3], Demostene (in *Midiana*, *Leges atticae*, p. 344) [4], e i Romani, che di Grecia trassero le prime lor leggi, nella settima legge delle XII tavole prescrissero: *Endo via rem uti païcunt orato* [5]. Allora solo divennero infruttuosi, e forse anco dannosi, i com-

1. « Poiché tu hai frugate tutte le mie masserizie, che hai tu trovato di tutte le masserizie di casa tua? Mettilo qui davanti a' tuoi e miei fratelli, acciocché giudichino chi di noi due ha ragione » (cfr. *Genesi*, 31, 37).

2. « Le second moien de terminer un différent entre ceux qui n'ont point de juge commun c'est un compromis entre les mains d'arbitres » (cfr. H. GROTIUS, *Le droit de la guerre et de la paix*, nouvelle traduction par J. BARBEYRAC, Amsterdam, 1724, vol. II, capo 23, paragrafo 8.

3. Cfr. PLATONE, *De legibus*, libri 6 e 12.

4. Cfr. DEMOSTENE, *Oratio in Midiam* e *Leges atticae*, S. Petitus collegit, digessit et libro commentario illustravit, Parisiis, 1635.

5. Nella tavola I, la legge 6 suona: « Rem ubi pacunt orato » (Le parti si accordino per determinare il luogo dove si farà il giudizio) e la legge 7: « Ni pacunt, in

promessi, quando arrivati al maggior grado di corrutela i costumi, moltiplicate e rese sempre meno efficaci le leggi, gli stessi vizii che si resero inerenti ai giudicii infettarono ugualmente il più sacro di tutti i tribunali; così chiama il citato Platone il tribunale degl'arbitri.

« Dappoiché la malizia degl'uomini – dice l'Autore – ha corrotte le più saggie istituzioni, e, superando la previdenza de' legislatori, ha convertita la forma giudiciaria in pericolosa arena, in cui, mercé una legislazione oltre modo complicata, una giurisprudenza pur troppo versatile, un immenso numero di formalità e di cavillazioni troppo sofferte, e talora anche autorizzate, riesce così facile di opprimere l'innocenza e soffocare il buon dritto; dappoiché per la via giudiciaria non si ottiene una sentenza (spesse volte ingiusta) se non se dopo di avere sacrificato il proprio riposo, la salute, talvolta anche l'onore e la vita, pressoché sempre le proprie sostanze (si volle certamente con questo metodo frenare negl'uomini il prurito di litigare), sembra che dovesse rendersi vie più frequente l'uso degl'arbitri; poiché lo persuadono ugualmente la natura, la religione, la ragione, l'onestà ed il privato interesse; eppure così non avvenne. N'è la cagione riguardo ai privati, quell'urto medesimo delle passioni che costrinse a stabilire i giudici, e per riguardo agl'arbitri: 1. Quell'universale corruzione che non senza fondamento produsse una universale diffidenza, ond'è che oramai non si saprebbe chi sciegliere per arbitro, nella di cui imparzialità e dottrina affidarsi. 2. Le leggi che hanno assoggettati alle istesse formalità e dispendii i giudicii degli arbitri, ond'è che questi sono assediati dallo stesso formidabile apparato d'abusi e di cavillazioni »[1]. Questi abusi e questi inconvenienti giunsero a tal segno che alcuni fra' moderni saviissimi legislatori hanno creduto di meglio provvedere all'amministrazione della giustizia commettendola interamente ai giudici dal sovrano prescielti e privando d'ogni efficacia i compromessi de' privati e le sentenze degl'arbitri. Le profonde riflessioni di cui il nostro Autore ha arricchito quest'articolo dimostrano chiaramente esser egli di parere che, malgrado la corruzione che regnar suole nelle usate forme de' giudicii, si possa utilmente promovere l'uso degl'arbitri spontaneamente eletti dai litiganti. Da queste riflessioni può ricavarsi il seguente piano di legislazione per gli arbitramenti.

comitio aut in foro ante meridiem caussam coiciunto. Cum peroranto ambo praesentes » (Se le parti non si accordano, nel comizio o nel foro, prima di mezzogiorno, espongano sommariamente l'oggetto della causa. Si comincia a litigare quando le due parti sono presenti).

1. Cfr. A. F. Prost de Royer, op. cit., vol. VI, p. 51-52.

L'elezione degl'arbitri, che chiamasi compromesso, è un contratto, epperò debb'essere in esso interamente libero il mutuo consenso. Questo è uno de' vantaggi di codesti giudicii; le parti sono giudicate da persone che hanno esse liberamente prescielte, nella probità delle quali per ciò confidando, rimarranno più facilmente appagate dal giudicio di questi che dal giudicio di un giudice di cui talora diffidano; anzi, quanto più saranno viziati i tribunali, quanto più sarà l'ordinaria forma de' giudicii gravosa, tanto più volontieri gli individui si disporranno alla libera scielta degl'arbitri, nei quali, se non avranno quella piena confidenza che avrebbesi in un popolo costumato, confideranno però sempre più che nei giudici ordinarii [a]. Da questo principio deriva:

1. Che l'autorità degl'arbitri altra essere non può che quella che dalle parti hanno ricevuta nel compromesso, né mai può estendersi più oltre. Quest'autorità medesima, poiché non deriva immediatamente dalla pubblica autorità, non avrebbe forza alcuna; ma, se il legislatore l'approva, deve prescrivere alla podestà ordinaria di prontamente accordare l'esecuzione delle sentenze arbitramentali.

2. Poiché libera esser deve la scielta, qualunque persona potrà dalle parti essere eletta, eccettuate le sole persone di assoluta incapacità proveniente o da fisico organico vizio, o da que' vizii morali per i quali rendesi la persona indegna di ogni pubblico ufficio. Così esige il pubblico vantaggio, cioè, riguardo ai primi, affine di non esporre le parti a stravagante, ineseguibile, o manifestamente ingiusta sentenza; la quale perciò, rimanendo inefficace, non estinguerebbe la lite; riguardo agl'altri, per giusta pena dei loro vizii.

3. Lo stesso principio di libertà esige pur anco che nessuno possa venir costretto ad accettare l'incarico d'arbitro; ma il pubblico e privato interesse esige insieme che quegli il quale ha accettato l'incarico non se ne possa senza legittima causa spogliare, e venga dalla pubblica autorità costretto ad adempirvi con tutta quella rettitudine ed imparzialità che esigon le leggi dai tribunali ordinarii, e che è ben dovuta alla fiducia dei compromittenti.

4. Le sentenze presso che sempre stabiliscono il dominio di una qualche proprietà in una delle parti litiganti, privandone l'altra. Le sentenze arbitramentali, come dicemmo, non hanno altra forza, fuor

a. Diabolus ipse (scrive S. Agostino nell'*Epistola* 167) [1] *si auctoritate iudicis quem ultro elegisset toties vinceretur, non esset tam impudens, ut in ea causa persisteret.*

1. Cfr. S. AGOSTINO, *Epistola 167* (MIGNE, *Epistola LXXXIX*, vol. II, col. 310).

quella che ricevono dal contratto di compromesso. Dunque questo contratto contiene implicitamente una spontanea alienazione; dunque le sole persone che possono alienare e delle sole cose che essi possono validamente alienare, potranno validamente compromettere.

Stabilite queste massime assai semplici, passiamo ad un'altra indagine forse la più importante. Lo scopo principale dell'uso degl'arbitri egli fu sempre di evitare lo strepito, la spesa e la quasi perpetuità delle liti che derivar suole dalla ordinaria forma de' giudicii, sorgente di tanti disordini. *Nulla humanior* (dice LEBRET, *Ordo perantiquus iudiciorum*, capo 21 [1]) *finiendi dissidii ratio modusque, quam quem sine strepitu, sine impensarum mole, sine sudore, et caeteris fori carnificinis, pacto partes sibi constituunt.* Lungi dunque da questi giudicii tutte quelle forme, atte assai meno ad iscoprire la verità che a favorire le cavillazioni, e a pascere la cupidigia de' curiali [b]. Ci suggerisce Mornac la vera forma di questi giudicii: *hodie eruimus, ubi delata lis est ad arbitros, inspici dumtaxat intentiones, repulsionesque litigantium, prolatas utrinque tabulas et quidquid infirmatum confirmatumque est; at vero etiam audiuntur rursus iterumque litigatores, si res ita postulet; in caetero eremodicia fori, exclusiones, aedicta peremptoria, et quaecumque ex ordine iudiciorum sunt, praetermittunt facile amici isti, ac blandi iudices* [2]. I legislatori, e più di tutti i Romani, allorquando i corrotti costumi esigettero nuove provvidenze, hanno creduto rimediare ai disordini col moltiplicare immensamente le leggi e le forme de' giudicii. Impresse le lor menti di questo errore, per rimediare a qualche disordine, a qualche vizio introdottosi nei giudicii degl'arbitri, gli hanno assoggettati a quelle istesse mal credute cautele che avevano stabilite ne' tribunali, e in questa guisa han guasto ogni cosa. Questa è la vera sorgente del male. Si restituisca adunque ai giudicii degl'arbitri quella semplicità che è per natura inseparabile dai medesimi e non si curi un disordine che forse in qualche caso parti-

b. Molti moderni codici hanno reso più semplici e più sicure le forme dei giudizi e si hanno meritato la gratitudine dei sudditi, e l'applauso degli stranieri. Resta solo a desiderare che una perseverante vigilanza non lasci introdurre in avvenire quegl'abusi che han fatto in ogni età, e fanno tuttora, un urto continuo contro i più saggi provvedimenti delle leggi.

1. Cfr. Cardin LEBRET, *Ordo perantiquus judiciorum civilium*, capo 21.

2. Cfr. Antoine MORNAC, *Observationes in XXIV libros Digestorum et in IV libros Codicis, nunc demum in meliorem ordinem dispositae, omissae proprio loco restitutae, omnes accurata correctione cum indicibus necessariis illustratae*, Parisiis, 1635.

colare potesse succedere o, se vi si vuol rimediare, tutt'altro rimedio si adopri che quello per cui si distrugge la semplicità della forma del giudicio. Ciò posto, la forma del giudicio innanzi agl'arbitri potrebbe a un dipresso prescriversi nella seguente maniera.

1. I litiganti debbono presentare agl'arbitri le loro domande e le loro risposte, senza che verun curiale se n'abbia ad impicciare; essi debbono produrre agl'arbitri i loro documenti e le prove delle loro domande ed eccezioni.

2. Agl'arbitri appartiene, e non alle parti, vedere se siano o no necessarii ulteriori incumbenti allo scoprimento della verità, e acciocché dar si possa un fondato giudizio.

3. Gl'arbitri interrogheranno i testimoni, essi interrogheranno le parti istesse, le quali personalmente rispondere dovranno, e non coll'aiuto d'un curiale che loro insegni a mentire.

4. Le domande, le eccezioni, le risposte, le deposizioni, le produzioni, sarà cura degl'arbitri che sieno registrate in iscritto, affinché constar ne possa in appresso, pel caso che si dovesse la loro sentenza rivedere.

5. Se gl'arbitri crederanno opportuno che le parti loro somministrino un ragionamento in iscritto intorno agl'articoli di dubbietà, essi lo suggeriranno alle parti; e, quando crederanno di essere bastevolmente istruiti per poter giudicare con giustizia, pronuncieranno la loro sentenza.

6. La sentenza sarà sottoscritta dagl'arbitri e sarà un atto rogato da un pubblico notaio e deposto come un instrumento in un pubblico archivio, senza alcun'altra formalità qualunque.

7. Dopo registrata così la sentenza, quella parte che ne vorrà l'esecuzione ne presenterà un esemplare autentico al giudice ordinario, e questi non avrà altro ufficio a compiere, fuorché quello di accordare l'appoggio della pubblica autorità e della pubblica forza pella prontissima esecuzione della sentenza arbitramentale. Gli sarà indistintamente proibito di sospenderla, nemmeno un istante, sotto qualsivoglia pretesto: eccettuato il solo caso che nel compromesso si fosse stipulato che la parte, la quale ricusasse d'acquietarsi, dovesse succombere ad una stipulata pena. In questo caso, se la parte che ricusa la sentenza, nell'atto medesimo che sarà citata innanzi il giudice ordinario per l'esecuzione della medesima, o dentro la mora che si fosse nel compromesso pattuita, o fra un determinato tempo dalla legge prescritto per deliberare, pagherà la pena stipulata, non si eseguirà più la sentenza; perché col pagamento della penale essa è in virtù del patto annichilata.

8. Il compromesso dalle parti stipulato è quello che deve prescrivere i limiti all'autorità degl'arbitri, e così pure agl'effetti della loro sentenza;

tuttavia il pubblico vantaggio esige di restringere in qualche parte la sfrenata libertà dei patti. Se i compromittenti vogliono, anche dopo la sentenza, aperta la via a nuovo giudicio, non se gli può ricusare; ma dovrà il solo magistrato inappellabile esser giudice competente per rivedere le sentenze arbitramentali, fuorché la cosa in contesa fosse di troppo tenue valore; nel qual caso non sarà permesso alle parti di riservare alcun appello, ma solo di far rivedere per mezzo di nuova elezione d'arbitri la sentenza proferta dai primi.

Se nel compromesso è pattuita la pena alla parte ricusante, questo patto istesso contiene la tacita riserva di nuovo giudicio; ma questa deve essere soggetta alla stessa legge proposta pella riserva espressa.

Nel giudicio d'appello o revisione non debb'essere mai permesso di far nuovi incombenti, nuove produzioni. Questo è un mezzo che la malizia de' forensi, col seducente aspetto dell'equità, ha introdotto per eternizzare le liti [c].

Se poi il compromesso è puro, la sentenza arbitramentale debb'essere assolutamente inappellabile. Cuiacio (*Consultationes*, 12) così s'esprime: *Mos est Galliae ut possit appellare: quod miror; nam refragatur arbitrii natura, et ratio vera* [1].

Però, se la sentenza contenesse una manifesta ingiustizia, siccome le sentenze arbitramentali non sussistono che *in vim contractus* e che nei contratti civili compete a chiunque l'azione *de dolo* ed anche di lesione enorme, ripugna alla natura istessa della cosa ricusare questa azione alla parte lesa da sentenza arbitramentale. Veramente Ulpiano, nella L. 27, paragrafo 2, *ff.*, *De receptis* [2], così si esprime: *Stari autem debet sententiae arbitri, quam de re dixerit sive aequa, sive iniqua sit: et sibi imputet qui compromisit. Nam et divi Pii rescripto adiicitur: vel minus probabilem sententiam aequo animo ferre debet.* Ma Antonino Pio, nella L. 1, Cod., *De receptis* [3], soggiunge: *et ob hoc ipsum poena invicem promittitur,*

c. Può darsi il caso che una parte dopo la sentenza abbia rinvenuto un documento, abbia avuta la notizia di un nuovo incombente che sia in caso di intraprendere; ma questo caso è assai raro e si potrebbe, constando che non ne avesse prima notizia, stabilire che il giudice ordinario commettesse a quegl'arbitri istessi di ricevere la nuova produzione e rivedere su di essa la loro sentenza.

1. Cfr. Jacobus Cuiacius, *Consultationes*, XII, *De poena compromissi.*

2. Cfr. D. IV, 8, *De receptis: qui arbitrium receperint ut sententiam dicant*, L. 27, paragrafo 2.

3. Cfr. C. II, LV, *De receptis*, L. 1.

ut metu eius a placitis non recedatur; lo che dimostra che la questione di cui trattava Ulpiano riferivasi piuttosto all'obbligo di pagare la stipulata pena, quantunque fosse ingiusta la sentenza, se da essa appellare si voleva; ciò che si conferma dal paragrafo 3 ed ultimo della citata legge [1].

Questo piano che, come già accennai, ho desunto dalle autorità, dagl'esempi dal nostro Autore riportati in quest'articolo, dalle riflessioni che di mano in mano egli suggerisce e dalla natura stessa della cosa, sembrami che anche in un popolo di corrotti costumi potrebbe rendere utilissimo l'uso degl'arbitri liberamente scielti.

Rimane ancora alcuna cosa a dirsi degl'arbitri eletti forzatamente, dei quali riporta il nostro Autore alcuni esempi. Quest'uso trovasi nelle romane leggi introdotto dai pretori. Atene, oltre gli arbitri di libera scielta, aveva per legge arbitri estratti a sorte; ogni tribù ne somministrava 44, i quali dovevano essere in età non meno di 60 anni e di probità riconosciuta. Questi erano giudici di prima istanza, dalle sentenze dei quali si dava per ciò l'appello (LUCIANUS, in *Abdicato, Leges atticae*, pag. 345) [2].

Sembra al primo aspetto che ripugni alla libertà costringere gl'uomini a sciegliere arbitri; ma, se ben si riflette, così non è certamente. Non vengono gl'individui costretti ad ubbidire alla sentenza di un giudice che non hanno scielto? Dunque, costringerli a sciegliere essi medesimi il lor giudice, egli è piuttosto ampliare che restringere la libertà sociale. E ciò tanto è vero che i legislatori nello stabilire giudici e magistrati hanno creduto di dover lasciare un qualche resto di libertà a questo riguardo, permettendo ai litiganti di ricusare i giudici che per giuste e gravi cause loro fossero sospetti. Ora, se le parti esse medesime debbono sciegliersi il giudice, non è ella così al maggior segno estesa la libertà della ricusazione?

Alcuni legislatori hanno ristretto l'uso degl'arbitri eletti forzatamente alle liti fra persone strettamente di sangue congiunte e a quelle di lunga indagine, di resa di conti, *familiae erciscundae, communi dividundo, pro socio.*

1. Cfr. D. IV, 8, *De receptis*, L. 27, paragrafo 3: « Si plures arbitri fuerint et diversas sententias dixerint, licebit sententia eorum non stari: sed si maior pars consentiat, ea stabitur, alioquin poena committetur. Inde quaeritur apud Iulianum, si ex tribus arbitris unus quindecim, alius decem, tertius quinque condemnent, qua sententia stetur: et Iulianus scribit quinque debere praestari, quia in hanc summam omnes consenserunt ».

2. Cfr. LUCIANO, *Abdicatus* e *Leges atticae* citt.

Sembrami che vi sarebbe un mezzo di rendere libera e volontaria quella scielta istessa che chiamasi forzata e, in questo caso, se ne potrebbe far uso, ad esempio degl'Ateniesi, per tutti i giudicii di prima istanza.

Il preside della provincia dovrebbe ogni anno pubblicare un albo delle persone ammesse all'uffizio d'arbitro. Chi vuol intraprendere lite presenterebbe in iscritto al preside le domande che intende di promovere, e contro di chi. Il preside, chiamate a sé ambe le parti, intimerà a ciascheduna di esse di presentargli una nota delle persone che abbiano per confidenti fra le descritte nell'albo degl'arbitri; quindi, combinando le due note, sceglierà l'arbitro o arbitri fra le persone che s'incontreranno essere ad ambe le parti confidenti. Questi saranno giudici di prima istanza, dalle sentenze de' quali si darà l'appello; cioè, per le cause di un dato valore, al solo magistrato inappellabile; per le altre, ad un nuovo tribunale d'arbitri scielti nella stessa maniera dei primi.

In questo caso si possono da questi arbitri giudicare anche le liti di semplici amministratori non proprietarii, ai quali non è permesso di compromettere; perché gli arbitri di questa sorte hanno la giurisdizione delegata dalla pubblica autorità e si possono considerare come veri giudici.

Quanto risparmio allora di stipendi al pubblico erario? Quanto ai litiganti e di spesa e di tempo e di angustie che seco portano ogni giorno le liti?

Queste idee, benché tratte in gran parte dalle accreditatissime legislazioni greca, romana e britannica, saranno facilmente rimandate da alcuni alla *Repubblica* di Platone o ai bei sogni dell'abate di San Pietro [1]; ma i rapidi progressi che va facendo la filosofia politica mi lascia sperare che non siano qui inutilmente proposte.

D. V.

1. Cfr. Charles Irénée Castel, abbé de Saint Pierre, *Mémoire pour diminuer le nombre des procès*, Paris, 1725.

LETTRE etc. *Lettera all'imperatore sull'atrocità delle pene che ha sostituite alla pena di morte, come più dolci.* Bruxelles, 1787, 8°, pagine 15 [1].

Per coprire con un qualche velo le invettive contenute in questa lettera veste l'Autore il manto della sensibilità, dell'amore de' suoi simili e si presenta quale apostolo dell'umanità, il quale, poiché (come dic'egli) non è possibile di accostarsi all'augusta persona, non ha altro mezzo per far sì che gli pervengano codesti importanti avvertimenti fuorché quello di pubblicarli colle stampe. Abbastanza è noto a tutta Europa di quanto facile accesso sia l'augusto monarca massimamente ai letterati e quanto benignamente egli accolga i lumi filosofici a pubblica utilità diretti; pertanto questo solo tratto di mendicata e mal immaginata discolpa dimostra bastevolmente che il solo fanatismo guidò la penna del nostro Autore.

Non avremmo, a dir vero, dovuto intraprendere l'estratto di cotanto dispregievole fatica, poiché egli è lontano dal nostro istituto il discorrere de' libri cattivi o tessere apologie, e lo sarebbe tanto più in questo caso; ma, siccome i falsi principii che questo Autore tenta di persuadere col seducente mezzo dell'eloquenza e della declamazione potrebbero indurre alcuno in errore, così abbiam creduto opportuno di esporre ai nostri leggitori i di lui ragionamenti nel loro vero aspetto, poiché, togliendo a' medesimi l'ingannevole patina dell'entusiasmo di umanità, compariranno allora veri sofismi.

« L'uomo non nasce cattivo – così l'Autore [2] – le sole circostanze lo rendono tale e, fra le sventurate circostanze che guidano ai delitti, la massima parte è prodotta dai governi stessi... Opprimendo il popolo con eccessive imposizioni, moltiplicando gl'intoppi al commercio, vio-

1. Questa recensione fu pubblicata nella « Biblioteca oltremontana », 1788, vol. III, pp. 254-292. L'opera recensita, pubblicata anonima, è di Jacques Pierre BRISSOT DE WARVILLE, *Lettre à l'Empereur sur l'atrocité des supplices qu'il a substitués comme adoucissement à la peine de mort*, Bruxelles, 1787 (cfr. F. VENTURI, *D. F. Vasco*, Paris, 1940, p. 83).

2. Cfr. *Lettre à l'Empereur* cit., pp. 8, 9, 11.

lando i diritti dell'uomo, usurpando le proprietà, creando la disuguaglianza delle condizioni, la passione pel lusso, la dissipazione, i maneggi, gl'intrighi, la povertà, le ricchezze, la mendicità, i governi stessi costringono gli uomini a commettere i delitti, i fallimenti, i furti, le concussioni e gli puniscono poi con barbara severità. Con qual fondamento pretendono e come sperano scemarne il numero e correggere gli uomini, se prima non distruggono il fonte da cui tutti derivano i mali?... Principe, ne' tuoi Stati sono in grandissimo numero i mendicanti e chi tali li rende? Tu sei quel desso? Finché adunque tu non sia certo che il tuo sistema di governo più non influisce a produrre un tal disordine, tu non hai diritto di condannare un ladro ad alcun supplicio ».

Discorrendo della pena di morte, che suppone interamente abolita da Giuseppe II nel suo novello codice, e delle pene che vi ha sostituite, le estima barbare a segno che fremer ne debba l'umanità; prosiegue quindi a dire: « Cos'è di fatti il bollo d'infamia impresso nelle gote? I tuoi giureconsulti hanno eglino obliato che mai non si debbono prescrivere pene perpetue? Che toglier mai non si deve al delinquente condannato ogni speranza di ricuperare, dopo espiata la colpa, i diritti di cittadino? Questo segno d'infamia lo separa per sempre dalla società... Principe, i tuoi giureconsulti non conoscono quanta forza ha nel cuor dell'uomo la speranza, il più prezioso dono di natura che diede agl'infelici il cielo per sostenere i mali. In una società bene organizzata non v'ha scellerato che con questo agente ricondur non si possa al bene e alla virtù. Se mai il delinquente conobbe i piaceri ch'ella procura, se può sperare di riacquistare gli altrui suffragi con una vita conforme alle leggi, vi si ricondurrà certamente; nessun uomo preferisce lo stato tormentoso in cui si trova un reo di delitto perseguitato dalla pubblica autorità, alle dolcezze della vita sociale »[1].

Dai premessi principii conchiude quindi l'Autore « che debbonsi assai più prevenire che punire i delitti e che nella scielta delle pene debbesi aver in mira non di tormentare, ma di correggere il delinquente »[2].

Non sarà difficile il riconoscere l'assurdità di quest'asserzioni. I difetti nella forma della pubblica amministrazione non possono influire ne' delitti che in modo negativo. Se il principe esigerà da' sudditi più di quanto essi possono pagare, o non gli riuscirà di riscuotere, o le emigrazioni e la spopolazione lo instruiranno ben tosto, e dovrà cor-

1. Cfr. *Lettre à l'Empereur* cit., p. 7.
2. Cfr. *Lettre à l'Empereur* cit., p. 14.

reggere l'errore. Il disordine in questo genere consiste per lo più nella troppo incomoda e gravosa forma dell'esazione, che produce quindi un nuovo genere di delitto, il solo che si possa attribuire al disordine nella forma dell'amministrazione.

Gl'intoppi al commercio faranno impoverire la nazione, ma non per questo solo diverrà ella viziosa.

I diritti dell'uomo non sono violati, le proprietà non sono usurpate che nell'orientale despotismo, governo che si può dire senza forma alcuna.

La disuguaglianza delle condizioni è inerente alla natura dell'uomo. Nello stato di semplice natura il più robusto, il più destro; nello stato sociale il più industrioso, il più accorto saranno sempre i più potenti e godranno per conseguenza di una condizione più vantaggiosa; il soffra in pace il nostro Autore, l'uguaglianza delle condizioni che ci vorrebbe persuadere è un sogno, una stravaganza che mai non riuscirà di stabilire.

Il lusso è un vocabolo il di cui significato non è per anco determinato; si disputa da lungo tempo sul lusso, inveiscono gli uni, altri il difendono e mai non si convinceranno perché non son d'accordo nella definizione del lusso.

La dissipazione è prodotta dall'ozio: i maneggi, gl'intrighi sono conseguenze inevitabili dello stato sociale, come la povertà e le ricchezze, fintanto che s'intende per esse la sola relazione che hanno fra di loro il più ed il meno. La povertà positiva è l'inevitabile mancanza delle cose necessarie alla vita; questa non può darsi fuorché in quelli ai quali mancano nello stesso tempo e le sostanze e i mezzi per procacciarsi il vitto, che vale a dire, manca la salute, mancano le forze fisiche, o manca chi esibisca lavoro; questi sono i veri poveri, né v'ha a' giorni nostri governo così barbaro, in cui abbiano a perire i poveri inabili al lavoro; nell'uomo sano e robusto la mendicità è un delitto.

Nessuno ignora quanti saggi provvedimenti ha l'augusto Giuseppe II stabiliti nel vasto suo impero, tendenti appunto ad estirpare ogni pretesto di mendicità con provvedere agli inabili discreta sussistenza e procurare ai sani e robusti i mezzi di procacciarsi colle opere il vitto; può darsi che, malgrado l'espressa proibizione di questuare, la legge non sia puntualmente osservata? Ma da ciò deriverà forse la stravagante conseguenza che il principe sia l'autore dei furti? Egli sarebbe lo stesso che dire finché la legge che proibisce di rubare non è pienamente osservata, finché qualcuno ha rubato e non è stato punito, il principe è l'autore de' furti; quindi in conseguenza non ha diritto di punirli: ecco a quali assurdità guidano i sofismi di un fanatico censore.

Il torto dunque de' governi è meramente negativo: accorderemo all'Autore che i governi potrebbero prevenire e così scemare un gran numero di delitti: ma perché non fanno tutto il bene che far potrebbero, non son per ciò men rei, men degni di pena i delinquenti.

Se si abolissero i giuochi di mera sorte che servono di fomite a tanti mali, ne sarebbe certamente scemato il numero, ma il governo che li soffre non costringe alcuno a giuocare [a].

Se si abolissero le bettole, ricovero degli oziosi e feconda sorgente di delitti, ne deriverebbero considerabili vantaggi sociali e morali, ma il governo che le soffre, non invita alcuno a frequentarle.

Se le leggi civili fossero più favorevoli ai matrimoni e fossero combinate in modo che si rendesse più difficile e meno frequente il condensamento delle proprietà in pochi, se fossero tolte, per quanto sia possibile, le sorgenti delle liti, e quelle che evitare non si possono venissero terminate quanto più si può speditamente, senza però cadere nel disordine di privare con troppo precipitata e facilmente ingiusta sentenza gl'individui dei loro giusti averi; se le provvidenze di polizia fossero meglio dirette, se il governo insomma si occupasse seriamente dell'importante oggetto de' costumi e di allontanarne la depravazione, sarebbero più facilmente prevenuti, e per conseguenza in molto minor numero i delitti, ma che il governo non se ne prenda tutta quella cura che potrebbe utilmente pigliare, ciò non iscusa certamente quegli che s'abbandona al vizio e tanto meno quegli che disubbidisce alla legge.

Non v'ha dubbio che un saggio legislatore debba avere principalmente in mira il prevenire i delitti; punirli egli è un rimedio ai mali che evitare non si possono; ma nella scelta delle pene conviene distinguere que' delitti che non dimostrano malvagità di cuore da quelli che derivano da un cuore già guasto e da un animo perverso: quelli lasciano giusto fondamento di sperare che possa emendarsi il delinquente, epperciò le pene devono essere combinate e dirette a correggerlo più che a punirlo; gli altri, pel contrario, dimostrano un uomo incorreggibile, epperciò le pene saranno dirette: 1. Ad impedire che il delinquente possa un'altra volta nuocere alla società o agl'individui che la compongono. 2. Ad imprimere un tal terrore in tutti che la pena del reo servir possa di contegno a chi fosse tentato di delinquire. Questo è il vero fine delle pene e la sola ragione sovra di cui è fondato il diritto di punire. La speranza di correggere colle leggi penali un

a. Un Governo che, senza costringere, invitasse però ed allettasse i sudditi al vizio del giuoco, farebbe un'operazione contraria ai buoni principii, qualunque ne fosse lo scopo.

uomo abitualmente perverso, la di cui emendazione è rarissima, non è ragionevole; convien dunque separare dalla società codesti mostri; non diremo che sia fisicamente impossibile l'emendazione d'uno scellerato, ma per uno che su cento mila potrebbe forse emendarsi, dovrà il legislatore esporre la società ai danni che gli cagionerebbero tanti altri che mai non si emenderanno con restituirli alla medesima? I principii di questo Autore sarebbero adattati per un collegio di gioventù educanda, ma sono assurdi per un codice di leggi.

Il codice imperiale di cui daremo qui un breve saggio, affinché i nostri leggitori possano più fondatamente giudicare delle accuse dell'Autore, è opera non già di più persone, ma da un solo compilata, e questi non già semplice giureconsulto, ma filosofo: tanto il complesso del codice che l'accurato e maestoso stile bastano a persuadercene, posciaché un codice compilato da più persone, quando fossero ben anco uomini grandi, non avrà mai il pregio dell'unità di pensiero e di combinazione, il principale, se non l'unico, requisito d'un buon codice. La compilazione fatta da più riuscirà sempre un mal connesso mosaico; un codice poi compilato da uomini che siano null'altro che giureconsulti riuscirà probabilmente difettosissimo: corre un gran divario da saper solamente le leggi e farle osservare, al saperne combinare la sanzione. Una mente creatrice analitica, calcolatrice, un ingegno capace di abbracciare di uno sguardo solo tutta la massa, un uomo che conosca pienamente il cuor dell'uomo per saper far uso di tutti gli agenti che in ciascuna circostanza più convenga di adoprare e porre in moto, un uomo instrutto di tutte le circostanze della nazione a cui si vuol dare un nuovo codice: ecco le doti che si esigono nel compilatore, senza delle quali non si può sperare un buon codice (vale a dire un codice in cui s'incontrino i minori difetti possibili, giacché al solo ente supremo è riserbata la perfezione). Vede ognuno quanto sia lontano dai sovr'accennati requisiti chi non è che giureconsulto. Di fatti i legislatori di rango, per quanto ci narra la storia di quattromila anni, non son forse otto o dieci. Diamo un'occhiata al nuovo codice imperiale.

Incomincia dalla definizione del delitto e lo definisce una trasgressione alla legge fatta con animo deliberato e libero consenso. Non si può desiderare definizione più esatta, epperciò le conseguenze che ne derivano non possono a meno di essere giustissime. Sono queste con somma precisione, esattezza e maestà di stile esposte nel capitolo primo. Contiensi nel paragrafo 9 una luminosa filosofica verità, la quale sarebbe desiderabile che si fosse nel progresso del codice osservata in tutta la sua estensione. La sola malizia dell'animo (così ragiona l'augusto monarca) costituisce la reità. Questa non si può giudicare che dagli atti

esterni; quando però l'atto esterno era diretto ad un delitto grave (per esempio ad un omicidio), i fortunati accidenti che ne abbiano impedita l'esecuzione non diminuiscono punto la malizia di chi lo ha tentato, epperò egli è reo di delitto criminale. A questo noi aggiungeremo che egli è reo ugualmente che se fosse seguito l'omicidio. Far dipendere dall'evento la gravezza della pena, egli è scostarsi da quest'istesso principio.

La malizia del delinquente può nella stessa specie di delitto essere maggiore o minore, epperò secondo i gradi di malizia debbesi adattare la pena. Le qualità della persona del delinquente possono renderlo più o meno reo, più o meno pericoloso, epperò queste ancora debbonsi avvertire.

Un legislatore il quale volesse discendere a stabilire per ogni possibile minuta diversità di grado e di circostanze una diversa pena, sarebbe costretto ad ingrossare immensamente il volume del codice, né forse gli riuscirebbe di tutti prevedere i casi possibili. Quegli poi che per evitare codesto scoglio abbandonasse all'arbitrio de' giudici lo stabilire il grado di pena secondo i diversi casi, cadrebbe nell'altro ancor più dannoso scoglio di rendere arbitraria l'amministrazione della giustizia. Per evitare ambi gl'inconvenienti (prescindendo dalla pena di morte che è riservata ne' casi di procedimento sommarissimo) riduce in prima l'augusto legislatore tutte le pene alle seguenti, cioè incatenazione, prigionia con lavoro pubblico, prigionia sola, legnate, nervate, vergate ed esposizione alla berlina. I gradi di queste pene diversifica e colla durata e coll'innasprimento. Pella durata le distingue in lunghissima di secondo grado, che vale a dire del sommo, e lunghissima di primo grado, lunga di secondo e di primo grado, temporale di secondo e primo grado. La lunghissima di secondo grado non minore di anni 30 estensibile sino ai 100, quella di primo grado non maggiore di 30 anni e non minore di 15. Lunga di secondo grado non maggiore di 15 anni e non minore di 12. Lunga di primo grado non maggiore di 12, non minore di 8. Temporale di secondo grado non maggiore di 8 e non minore di 5. Temporale di primo grado non maggiore di 5 anni e non minore di un mese. Distingue poscia la qualità della prigionia in durissima, dura e mite: in tutti tre i gradi vuole assegnato al delinquente un lavoro.

L'incatenazione, che è il massimo supplicio, definisce « una durissima prigione, nella quale sarà il reo incatenato sì strettamente che non gli rimanga spazio, se non che ai più indispensabili movimenti del corpo, oltre di ciò sarà per pubblico esempio castigato ogni anno con bastonate ».

« Nella carcere durissima starà il reo incatenato giorno e notte con cerchio di ferro intorno il corpo al luogo destinatogli. Gli potranno anco essere attaccati pesanti ferri secondo che il lavoro impostogli lo permette, o il pericolo della fuga lo richiede. Non avrà per coricarsi che nude tavole, né altro nutrimento che pane ed acqua. Sarà interamente privo di colloquio anche riguardo a' suoi congiunti ».

Pella carcere dura consiste la diversità nell'essere di minor peso i ferri ai piedi e nell'aver in due giorni d'ogni settimana mezza libbra di carne da cibarsi.

« Il condannato a carcere mite sarà caricato di ferri più leggieri bensì, ma tali che senza frode o violenza non possa liberarsi: gli sarà permesso miglior nutrimento, ma senz'altra bevanda che acqua, gli sarà permesso il colloquio, previa però saputa e presenza dell'ispettore della carcere. Questa prigionia potrà essere innasprita con un più rigoroso digiuno in alcuni giorni della settimana ed in tali giorni non avrà altro cibo che una libbra di pane ».

Il lavoro pubblico ha pure gradi d'innasprimento, i quali consistono nella maggior durezza, maggiore incomodo, o prolungazione del lavoro.

Le legnate, nervate e vergate sono o come pena al delitto, o come innasprimento d'altra pena, purché quanto al numero non ecceda quello di cento per ogni volta.

Il genere e grado di pena se lunghissima, o lunga o temporaria, se di primo o secondo grado, se dura, durissima o mite vien determinato dal codice in ogni specie di delitto, il determinare poscia la durata del carcere in ciascheduno dei sovraccennati gradi ed il numero delle legnate è rimesso al prudente arbitrio del giudice, secondo le varie circostanze de' casi: alcuni innasprimenti sono anche lasciati all'arbitrio del giudice, altri sono determinati dal codice.

Fra gl'innasprimenti annoveransi anche i seguenti: 1. La nota visibile d'infamia. Questa consiste nell'essere bollato sovra ambe le guancie in modo indelebile coll'effigie della forca il reo di delitto che merita la pena di prigionia del massimo grado, e ciò quando la perversità del reo lo renda pericoloso.

2. La pubblica notificazione del delinquente, che si fa con descriverne minutamente insieme col nome, la figura, il delitto e la condanna, qual descrizione rendesi quindi nota al pubblico nella forma usata in ciaschedun paese per le pubbliche notificanze.

3. La confiscazione de' beni e la degradazione della nobiltà. Questa, secondo il codice, va sempre unita ad ogni pena di delitto criminale a cui venga condannato un nobile, ma ristretta alla persona del delin-

quente e dei figli generati dopo la condanna, senza la minima taccia alla famiglia ed ai congiunti.

Non possiamo a meno di far osservare ai nostri leggitori con quant'arte e maestria trovasi in questa guisa ristretto a' discreti confini l'arbitrio del giudice, senza moltiplicare soverchiamente le leggi e discendere a troppo minuti detagli.

L'esposizione alla berlina, pena ordinata nei delitti che chiama politici, descrivesi nel modo seguente: « Il condannato, caricato di ferri e circondato da guardie, viene esposto in luogo spazioso al concorso del popolo sopra un tavolato elevato per tre giorni consecutivi un'ora per volta, con una tavola che gli pende dal collo, sulla quale è descritto in compendio il delitto ».

« Ogni reo criminale perde dal giorno della condanna l'usufrutto delle sue sostanze. Da questo il giudice separerà a favore della moglie e figli quanto può essere necessario al loro sostentamento secondo il loro stato, il rimanente dovrà colare nella cassa del criminale per tutto il tempo del supplicio per essere convertito nel mantenimento de' prigionieri, dei luoghi della loro custodia e degli ergastoli ».

« Quegli che muore prima che sia compiuto il tempo del di lui castigo trasmette le di lui sostanze a' suoi eredi legittimi, rimanendo interamente inefficace qualunque disposizione di ultima volontà che in qualsivoglia tempo egli avesse fatta. Se sopravvive al castigo, rientra in tutti i diritti di proprietà ».

« Il condannato all'incatenazione, alla durissima, o alla dura carcere, rendesi inabile a testare durante il tempo del castigo e si rendono anche inefficaci le disposizioni d'ultima volontà che avesse fatte dopo seguito l'arresto, sebbene prima della condanna ».

« Qualunque pena colpisce la sola persona del delinquente e non dovrà mai recare pregiudicio alla moglie, figli, parenti, eredi, o qualsivoglia terzo che non abbia contratta complicità nel reato ».

« Se il delinquente si sarà sottratto colla fuga, e che si tratti di delitto clamoroso, di grave scandalo, la di cui impunità faccia temere ulteriori dannose conseguenze, la sentenza si eseguirà contro gli assenti o morti nel modo seguente. Il nome del delinquente, il delitto commesso e la sentenza si esporranno in un avviso sulla forca e si renderanno noti per mezzo de' fogli pubblici ».

« I malfattori esteri i quali si sbandiscono dallo Stato dopo di aver subita la pena, se a questa sarà unito l'innasprimento del bollo d'infamia, si eseguirà coll'inustione nella concavità del fianco sinistro ».

« La pena di morte è la forca: sarà il condannato impiccato e strozzato, il di lui cadavere dopo d'essere stato appeso ed esposto 12 ore

alla forca per ispettacolo del popolo, privo della consueta sepoltura sarà sotterrato senza apparato e, se fia possibile, vicino al luogo del supplicio ».

Riduce i delitti che chiama criminali alle seguenti classi.

1. Delitti che hanno immediata relazione al sovrano ed allo Stato.
2. Delitti che hanno immediata relazione alla vita ed alla sicurezza corporale.
3. Delitti che hanno immediata relazione all'onore ed alla libertà.
4. Delitti che hanno immediata relazione alle facoltà ed ai diritti.

La parte seconda appartiene ai delitti che chiama politici, perché ne ha commessa la cognizione al magistrato di polizia, e questi riduce alle seguenti classi.

1. Quelli che recano danno o pericolo alla vita e salute de' concittadini.
2. Quelli che feriscono le facoltà e i diritti de' concittadini.
3. Quelli che portano alla corruttela de' costumi.

La pena di morte, considerata come la maggiore fra le pene, è riservata non al delitto di lesa maestà contro la persona del sovrano, ma bensì al delitto contro la sovranità che chiamasi di sedizione, col quale il delinquente tenta di distruggere la società, e con ciò tutti ne viola ad un tratto i patti; l'augusto legislatore considera quest'uomo come un inimico dichiarato di tutta la società, il quale perciò, secondo lo stesso stato di natura, è lecito di uccidere. Rimarrebbe per anco a discutere se un inimico disarmato, fatto prigione, e per conseguenza non più in istato di nuocere, si possa uccidere. Se la società ha fondamento di temere, se non ha mezzi bastanti coi quali potersi ragionevolmente credere sicura, fuorché colla morte di questo inimico, non v'ha dubbio che può, anzi deve ucciderlo: ma se così fosse, sembra che si dovessero pur anco uccidere tanti altri delinquenti i quali, sebbene non abbiano violati tutti i patti, sono però di troppo dannosi alla società, onde lasciarla esposta ai loro insulti.

L'incatenazione, sebbene quale è descritta nel codice non sia così barbara quale la descrive il nostro Autore, ella è però sempre (massimamente se per lungo tratto di tempo) una morte stentata e lenta, per conseguenza pena maggiore della forca: in questo senso sarebbe sbagliata la proporzione.

Nella durata del carcere sarebbesi forse potuta osservare una più utile proporzione. La prigionia lunghissima (alla quale certamente non può essere condannato un uomo se non è veramente malvagio) può essere di soli 30 anni, e così il condannato trovarsi in tale età che possa un giorno, dopo espiata la pena, venir restituito alla società e nuocere

un'altra volta, cosa tanto più inconveniente se fosse notato il reo col bollo d'infamia, per cui non potrebbe procacciarsi il vitto col suo lavoro, né sperare mai più di avere nella società una buona riputazione. Dal complesso del codice sembra bensì che codesta nota d'infamia difficilmente possa essere aggiunta ad alcuna pena a cui possa sopravvivere il delinquente, ma ad ogni modo sarebbe forse stato più utile il togliere codesto dubbio.

Non evvi in questo codice alcuna pena pecuniaria che pelle sole trasgressioni intorno ai giuochi proibiti, eppure in alcuni casi sarebbe forse la pena più adattata e la più utile e servirebbe insieme ad una maggior gradazione. Sebbene in questo non si può con fondamento ragionare se non se da chi perfettamente conosca l'indole e le relazioni del popolo a cui è data la legge. Ciò che conviensi ad una nazione sarebbe dannoso per un'altra. Tutto il complesso del codice presenta viste così grandi e così luminose, che troppo lungo sarebbe l'accennarle; ci contenteremo pertanto di osservare alcune parti, intorno alle quali può nascere dubbio.

Secondo i giustissimi principii accennati in principio del codice e derivati dalla definizione del delitto, sembra che nascere ne dovesse prima d'ogni cosa una generale distinzione de' delitti in due classi. 1. Delitti prodotti da malvagità di cuore. 2. Delitti prodotti da impeto di violenta passione. La malvagità di cuore è una conseguenza dell'abito di delinquire. Nascono talvolta, è vero, mostri tali che covano fin dalla tenera età sensi malvagi; ma questi sono rarissimi, né fa d'uopo di distinguerli, poiché un uomo che commette un delitto per se medesimo perverso, o è malvagio per natura, o tale si è reso coll'abito di delinquire, quantunque siano rimasti occulti i primi suoi delitti.

Quanto sarebbe vano ed irragionevole lo sperare l'emendazione di un uomo che ha manifestata cogli atti esterni vera malvagità di cuore, altrettanto è pericolosa ed ingiusta una pena che escluda, per dir così, l'emendazione d'un delinquente il quale non ha per anco dimostrata perversità.

Lo scopo delle pene esige per necessità che si osservi la maggior possibile proporzione. La distribuzione delle pene stabilite in questo codice, quantunque senza paragone miglior di quella che ci presenta la mal connessa collezione giustinianéa, tuttavia ella non è ancora scevra dagli antichi pregiudizi.

Un uomo, che ha nel suo delitto dimostrata malvagità di cuore, non devesi più restituire alla società: la pena di tali delitti debb'essere perpetua. Se non fosse dimostrato che la pena di morte per riguardo

al fine d'imprimere terrore e contegno è superflua, e riesce d'altronde dannosa alla società in quanto la priva de' vantaggi che potrebbe ritrarre dalle opere dello schiavo pubblico, ella sarebbe la pena conveniente a questa sorta di delitti. La sicurezza della società per una parte, e per l'altra i sensi d'umanità, secondo i quali ha per natura diritto ogni uomo di essere governato, sono i due cardini sopra di cui raggirar devesi tutta la macchina. Pertanto quel codice che propenderà di troppo verso l'uno dei due sarà difettoso in ragione di quanto si scosterà dal giusto equilibrio. La pubblica sicurezza prevaler deve al privato interesse: perciò se quella esigesse la morte del delinquente, tacer dovrebbe ogni altro riguardo. I troppo fanatici difensori dell'umanità sogliono confondere i rapporti e ci oppongono i difetti di que' codici dai quali è posta in pericolo la sicurezza degl'individui, che certamente deve essere rispettata, poiché, alla fine, che cosa è la sicurezza pubblica? Ella non è che l'aggregato delle private sicurezze d'ogni individuo. Se queste sono in pericolo, non v'è più la sicurezza pubblica, ma questo vizio appartiene alle leggi formolarie. La forma de' processi è forse il più importante oggetto di un codice criminale: il grado di perfezione consiste in quella combinazione, per cui trovisi nel miglior modo possibile posta in sicuro la pubblica tranquillità e l'innocenza d'ogni individuo. Da questa parte di codice dipende ancora un altro importantissimo oggetto, vale a dire che sia tolta ai delinquenti la speranza d'impunità colla certezza e prontezza del castigo. La distribuzione delle pene nulla ha di comune con questo e alla fine, quando è determinata la pena, qualunque ella sia, sono assai minori i mali che nascer possono dai difetti di questa parte del codice: ogni qualvolta chi vive secondo le leggi, chi non disobbedisce è sicuro di godere di tutti i vantaggi della vita sociale, poco importerebbe relativamente alle persone dei delinquenti che abbiano essi a soffrire più o meno; importa bensì che sia l'arbitrio del giudice ristretto ne' più discreti confini e che siano le pene distribuite con giusta proporzione.

Per quest'effetto deve il legislatore ricordarsi che si può bensì esigere dagli uomini che non siano malvagii, ma non che siano impassibili: qualunque pena si faccia soffrire all'uomo malvagio, nessun uomo onesto avrà ragione di lagnarsi; all'opposto ogn'individuo trovasi interessato nelle pene stabilite ai delitti nei quali l'uomo anche onesto può cadere. Ciò posto, pe' delitti che non presentano l'infame impronto di malvagità, e finché si può con fondamento sperare l'emendazione del delinquente, le pene essere dovrebbero di un genere, che, secondo la pubblica opinione, non apporti disonore a chi soffre. Questi riguardi, per altro importantissimi, sembra che non abbia avuto ognora

presenti il compilatore di questo codice. Nelle pene da esso stabilite incontrasi quasi sempre unita l'infamante nota di schiavo pubblico. Si misura sovente la gravezza del delitto, e così della pena, dal valore numerario del danno recato, in vece di misurarsi dalla malvagità dell'atto; quegli che ruba picciol somma, l'avrebbe rubata maggiore, se si fosse presentata l'occasione, e si potrebbe dir anche più malvagio di quegli che commette un furto egregio, perché in questi la tentazione è stata certamente più gagliarda.

Sembra che nel furto debbasi avvertire alle circostanze che lo accompagnano; se risulti già in questo vizio abituato il delinquente e in che età egli sia; poiché rimettere nella società un uomo già abituato in questo vizio, la di cui emendazione per conseguenza non è assolutamente sperabile, ella è un'ingiustizia che si commette a danno della società.

La proporzione nelle pene ha due oggetti, uno riguarda il fine delle pene, l'altro la loro giustizia relativamente alla persona del delinquente. Il fine è, come dicemmo, o di impedire che il reo sia per nuocere altra volta, o di imprimere in tutti quel giusto terrore che ritragga ognuno dal delinquire; epperò, se fra due delitti disuguali nella gravezza e nel danno che ne avviene alla società venisse stabilita al delitto più leggiero la pena più grave, ne avverrebbe che l'uomo fosse in un certo modo anzi invitato a commettere un delitto più grave. Questa proporzione potrebbe forse ridursi ad una maggiore esattezza nell'imperial codice.

La giustizia della proporzione relativamente alla persona del delinquente è in ragione della di lui sensibilità; una data pena Tizio risenta come due, Caio come dieci; se per lo stesso delitto si farà ad entrambi soffrire la stessa sarà o troppo leggera per Tizio, od ingiusta per Caio, e sempre sproporzionata. I gradi di sensibilità di ciaschedun individuo sono quasi in ognuno diversi, per conseguenza moltiplicabili quasi all'infinito: onde non è possibile di adattare a ciascheduno una diversa legge; contuttociò vi sono alcuni dati generali che non debbonsi dal legislatore trascurare. Quella disuguaglianza di condizione che, come dicemmo in principio, è inerente alla natura dell'uomo, ed è non solo inevitabile, ma forse anco necessaria nello stato sociale, produce necessariamente una grandissima differenza nella sensibilità rispettiva degl'individui, la quale non si può senza ingiustizia e senza sconvolgere tutto l'ordine della società, porre in non cale. Un nobile preferisce la morte al disonore; dunque la più leggera pena, ma di un genere che, secondo l'opinione degli uomini, seco porti il disonore, nel mentre che sarà

per un plebeo pena leggerissima, sarà per un nobile maggiore della pena di morte. Secondo l'opinione universale, alcune cose disonorano un nobile che non infamano un plebeo. Un uomo di condizion civile avvezzo agli agi soffre assai più che un plebeo nell'esserne privato, perciò il tenor di vita, prescritto nell'imperial codice per chi è condannato al carcere, è senza paragon più grave all'uomo di condizion civile che ad un plebeo. Se per lo stesso delitto si farà soffrire ugualmente ad entrambi, sarà sproporzionata ed ingiusta la pena. Un uomo che, occupando una carica, è stato tenuto in istima nel pubblico soffre digià una grave pena, se ne viene privato.

Ne' paesi nei quali non sono determinate dalla legge le diverse classi delle condizioni, queste per sua natura procedono con una gradazione cotanto minuta che non sarebbe possibile di assegnare una giusta diversità nel grado di pena: egli è però un difetto nella legislazione, che nel compilarsi un codice penale si deve correggere, e si potrebbero perciò distinguere due classi fra i nobili, ed una classe decurionale nella condizione che chiamasi volgarmente de' borghesi, lasciando tutto il resto nella classe del popolo e della plebe.

Negar non si può che per la stessa ragione, quanto più l'uomo è elevato di grado e di condizione tanto è maggiore per esso l'obbligo di osservare le leggi e di darne agl'inferiori l'esempio, epperò la disubbidienza rendesi in lui delitto assai più grave; ma, in primo luogo, questo argomento non procede forse con progressione uguale; in secondo luogo poi, ecco perché è necessaria la distinzione fra i delitti che dimostrano malvagità di cuore e quelli che, o da giovanile inconsideratezza, o da forte impeto di violenta passione sono prodotti. Quanti uomini, dopo d'aver nell'età giovanile deviato dal dritto sentiero, non si resero dappoi insigni? Se questi fossero stati allora puniti col disonore erano perduti per sempre: anzi e' si può dire che per lo più quegli uomini appunto, che nell'età più matura recarono alla società i maggiori vantaggi e resero memorando ai secoli futuri il lor nome, quelli furono che nel primo giovanil bollore ebbero più degli altri bisogno d'essere corretti. Le pene adunque per questi delitti siano ben anco dure in proporzione della gravezza del male, ma nulla abbiano che possa in alcun modo disonorare ed avvilire chi le soffre; accorderemo allora di buon grado che quel nobile il quale, dimentico di que' principii d'onore e di giustizia che per la nascita e per l'educazione deve aver talmente impressi nell'animo che gli siano in ogni azione sempre presenti, ha commesso un delitto che chiameremo vile ed infame, sia prima solennemente degradato, quindi punito come

plebeo e degradato egli solo, come luminosamente prescrive l'imperial codice [b].

Vi sono alcuni delitti, dei quali il codice penale non deve far menzione, ed è minor male lasciarli impuniti che ricercarne infruttuosamente l'autore. Tali sono i delitti la di cui prova è cotanto difficile che per iscoprirli e convincerne i rei, o bisogna discendere a così minute inquisizioni che si troverebbero tutti gl'individui esposti ogni giorno ad essere molestati (assurdo gravissimo per cui renderebbesi troppo disgustosa la vita sociale), ovvero esporre gl'individui ad essere con troppo leggiere ed equivoche prove condannati a pena spesse volte ingiusta. Incontrasi in alcuni passi della seconda parte dell'imperial codice il primo di questi inconvenienti.

Alcuni altri delitti, che non possono assolutamente commettersi che per un accesso di pazzìa, o per effetto di somma ignoranza, non si debbono considerare per delitti criminali. Un pazzo non si può punire come delinquente, e a questo troppo s'assomiglia quegli che cade in una supina ignoranza. Questo principio non è sfuggito all'augusto legislatore.

Se qualche difetto s'incontra a questo riguardo nell'imperiale codice, sono però ben degni di essere osservati i luminosi tratti che vi si trovano passo passo. Tra questi accenneremo la provvida legge intorno ai furti domestici, nel novero de' quali è posto il furto che si commette dallo spenditore di casa, dal fattore e simili, i quali recano molto maggior danno, hanno molto maggior comodo e facilità per arrecarlo, ed abusano assai più della confidenza del padrone.

Le pene stabilite per chi abusa dell'autorità o della forza dal suo sovrano confidatagli, per chi maliziosamente lo inganna, per chi insomma malversa in impiego, derivano da un principio filosofico ben degno di essere osservato, poiché, analizzando un tal delitto, sarà facile lo scorgere che, e pell'indegno e reo abuso della confidenza del principe, e per la misura del danno che ne deriva alla società, e per la somma malvagità che contiene un tale atto, egli è d'assai più grave che il delitto di quegli che assalisce un viandante sulla pubblica strada per ispogliarlo; ma siccome l'atrocità delle pene non altrimenti usar si deve che qualora sia assolutamente necessaria, anzi talvolta una pena

b. L'infamia agl'innocenti congiunti d'un delinquente nasce dall'opinione assai più che dalla legge. Egli è un gran passo corregger questa, ma riuscirebbe forse infruttuoso se non si correggesse anche l'opinione, cosa per altro facilissima ad ottenersi massimamente in un governo monarchico. Il principe può, se vuole, dirigere a suo talento le opinioni degli uomini; il di lui esempio basta per correggere i pregiudizii.

troppo atroce stabilita per una qualche specie di delitto ne produce l'impunità, così sembra che in questi casi si potesse risparmiare la pena stabilita nel codice imperiale. Hanno i principi un mezzo assai più facile per rendere quasi moralmente impossibile questo delitto. Certamente non sono scielti alla cieca i soggetti promossi alle cariche, epperò non può a meno di essere per sua natura raro il caso di simili delitti; ma, quando poi ciò avvenga, chiuda il principe ad una troppo dannosa pietà l'orecchio e severamente discacci dalla carica quegli che vi ha malversato; il solo disonore della caduta, e tanto più quanto più da alto si cada, sarà freno bastante agli altri. Vedano tutti che la sola virtù guida agl'onori, alla fortuna, e ciò basterà per correggere quelli stessi che fossero proclivi al male, non che a mantener saldi quelli che già per natura sono onesti. L'impunità de' delitti è forse la principal sorgente de' medesimi. Ogni delitto presenta all'animo del delinquente un vantaggio; ora, se tutti i legislatori hanno creduto necessario di contrapporre il timor della pena per contener gli uomini nei limiti del dovere, per quest'istessa ragione un uomo in carica, a cui il malversare presenta assai maggiori i vantaggi ed assai più facile il delinquire, se non sarà dal timor della pena trattenuto, ne avverrà che, per mantenersi onesto, gli sarà necessaria una virtù eroica, cosa troppo rara per potersi esigere da tutti. Se gl'onori, le ricompense alla sola virtù saranno riservate, ne avverrà che gli uomini in carica, allettati dal premio e intimoriti dalla pena, mai non si esporranno a meritarla; questo delitto di malversazione sarà quasi impossibile che mai si commetta. Codesto moderato rigore è troppo necessario, epperò, per quanto sia pietoso e clemente il cuor d'un principe, non v'incontrerà ripugnanza, qualora si faccia ad osservare che quella pietà, per cui si soffrisse in carica, o si premiasse un uomo ingiusto, prepotente, concussionario, o che in qualunque modo malversa, si risolverebbe in un atto di crudeltà, che, senza avvedersene, eserciterebbe il principe verso di tutti gli altri sudditi, che in tal guisa abbandonerebbe all'oppressione e all'ingiustizia di pochissimi, i quali, quanto egli è più clemente, altrettanto essi sono più indegni di provar gli effetti della sovrana bontà, di cui abusano indegnamente.

Prevenire i delitti ella è certamente la più utile cura d'un legislatore; a questo fine sono appunto dirette parecchie provvidenze dell'augusto monarca, e ne diede nella nostra Italia luminoso esempio l'augusto fratello di Cesare [1]. Quelle però che forse più di tutte produrrebbero il desiderato effetto sarebbero le seguenti.

1. Pietro Leopoldo, granduca di Toscana (1765-1790).

1. Che con sollecita ed attenta cura siano dal governo punite le più leggiere trasgressioni, e punite con pena dura bensì, ma diretta unicamente a correggere, senza punto disonorare. L'impunità delle prime trasgressioni guida alle maggiori, che mai non si commettono senza averne prima commesse altre più leggiere. Queste d'altronde assai più facilmente si discuoprono che i gran delitti, perché un uomo scellerato medita il suo delitto, e medita insieme il modo di seppellir nell'oscurità il nome del delinquente per evitar la pena; quest'arte suole essere ignota a chi fa il primo passo nella via dell'iniquità.

2. Che le leggi formolarie siano combinate in modo che, per quanto è possibile, sia inevitabile e pronto il castigo. La speranza di evitar la pena, o che questa almeno tardi avvenga, è forse la causa principale che invita gli uomini a delinquire. Toltone que' delitti che son prodotti da impeto di violenta passione che indebolisce ogn'altra riflessione, non v'ha forse uomo il quale, se fosse certo di essere fra pochi giorni carcerato, e quindi prontamente punito, si determinasse a delinquire.

3. Se gli uomini avranno ben fitti nella mente e nel cuore i principii di giustizia e di onestà, saranno rarissime le trasgressioni delle leggi.

Il mezzo d'imprimere utilmente e stabilmente questi principii è l'educazione, ma di questa non può il legislatore assumere la cura; fino ad un certo segno però vi si può supplire.

Un catechismo di social morale, un ristretto delle proibizioni e delle pene dalla legge stabilite a ciascuna trasgressione facciasi imparare a tutti i ragazzi, sia loro spiegata cotesta morale, che altra non è certamente che quella del Vangelo, poiché in ultima analisi la giustizia è la sola virtù. I maestri di scuola de' ragazzi insegnino loro la lingua che in ciascun paese si usa negli atti pubblici, e non altra; insegnino leggere e scrivere e spieghino loro l'anzidetto catechismo. Produrrà forse una tale provvidenza prodigiosi effetti, perché le impressioni fatte nell'età tenera gettano così profonde radici nell'animo che perfin degli stessi errori difficilmente l'uomo si spogha nell'età matura, malgrado l'evidenza degl'argomenti: rendiamo buoni gli uomini e saranno ubbidienti.

Un altro leggier difetto potrebbe forse attribuirsi all'imperial codice, ed è che, stendendosi il vasto impero di Cesare a provincie fra loro assai diverse di clima, di genio e di costumi, non tutte le sue leggi a tutte le suddite provincie ugualmente si convengano. Forse da ciò nacque ancora l'inesattezza d'alcune voci usate nell'italiana versione

che presentano idee non abbastanza chiare, o anche diverse da quelle che sogliono presentare in Italia.

Tornando all'Autore, potranno facilmente scorgere i nostri leggitori quanto siano mal fondate per ciò che riguarda il codice le principali di lui censure. I fatti che narra con patetica descrizione non altrimenti gli accerta che come statigli raccontati, alcuni altri poi non sarebbero che particolari provvidenze, delle quali non si trova nel codice alcuna traccia, né vedesi in questo riservata al principe la cognizione di alcuna sorta di delitti; per conseguenza nulla importa che in alcuni casi particolari si degni il principe commutar la pena dalla legge stabilita in un'altra più mite, se il condannato per tale la riconosce e l'accetta, ed è certamente inopportuno che al nostro Autore tale commutazione non piaccia; può egli riserbare questo suo giudicio a quel giorno in cui gli avvenisse di dover scegliere.

Le sole riflessioni dell'Autore che appartengano veramente al codice sono quelle che riguardano i lavori pubblici ai quali son condannati i delinquenti. Sarebbe certamente un disordine nella parte esecutiva, se i condannati a pubblico lavoro fossero così parcamente nutriti che venissero a mancar loro le forze fisiche necessarie al lavoro, o se non fossero preservati e curati dalle infermità, per le quali potessero o cessar di vivere, o rendersi inabili; ma l'essere questo un errore deriva da un altro principio assai diverso da quello dell'Autore, cioè ella è una contraddizione con una delle principali ragioni che persuadono di abolire la pena di morte distruggendo quel vantaggio che può ritrarre la società dalle opere de' delinquenti. Ma la folle pietà che l'Autore vorrebbe persuadere, e per cui quasi vorrebbe che questi scellerati non soffrissero, è affatto irragionevole; anzi, appunto perché soffrano e risentano la pena, sono alla medesima condannati, acciocché il vedersi da tutti, che i delinquenti soffrono, e soffrono in proporzione della gravezza del loro delitto, produca in tutti un'impression tale che possa ritrarre ognuno dal delinquire. Se così non fosse, sarebbe interamente deluso il principal fine delle pene.

D. V.

GUILIELMI GODOFREDI PLOUQUET etc. *De' processi criminali sull'omicidio, infanticidio e procurato aborto, trattato medico di Guglielmo Gottofredo Plouquet.* 8° grande, pagine 370, Strasburgo, 1787[1].

Se nei codici criminali a' giorni nostri ancor veglianti fossero le pene misurate dalla mahzia dell'atto esterno e non dal caso, scemerebbe di molto il pregio e l'utilità di questo trattato; ma finché due grani di polve da schioppo che per avventura cadono a terra, mentre il sicario carica il micidiale stromento, salvando la vita all'infelice vittima del di lui furore, garantiscono insieme lo scellerato da quella pena che con fredda atrocità e matura deliberazione ha pur voluto meritare, non si può abbastanza commendare la fatica del nostro Autore. Troveranno in essa i difensori degl'accusati argomenti alla difesa da quelle accuse che son fondate sovra falsi o equivoci dati; troverà il fisco più sicura norma per dirigere le prove; troverà il giudice più sicuro appoggio per pronunciare le terribili sentenze, e troveranno finalmente i legislatori onde convincersi della necessità di stabilire altre regole pella forma de' processi.

La prima ricerca debb'esser sempre se sia stato commesso il delitto, poscia se ne deve rintracciare l'autore. Non perché sia morto un uomo di morte violenta ne seguirà che sia stato ucciso. Il cadavere presenta segni di violenza usata sovra quest'uomo, ma ciò non basta: questi segni possono essere succeduti per accidente senza che alcun uomo vi abbia concorso; può avervi concorso un uomo, ma inscientemente; può finalmente questa violenza non essere l'immediata causa della morte. Non si ignorano queste verità, ma che? Di tutto questo si costituisce giudice un chirurgo, che dicesi perito ed è spesse volte

1. Questa recensione fu pubblicata nella « Biblioteca oltremontana », 1788, vol. IV, pp. 56-60. L'opera recensita è di Guihelmi Godofredi PLOUCQUET, *Commentarius medicus in processus criminales super homicidio, infanticidio et embryoctonia*, Argentorati, 1787.

imperitissimo, il quale con somma franchezza pronuncia e stabilisce una base, sovra della quale tutto raggirasi il processo [a].

Premette il nostro Autore un'accurata ricerca intorno ai segni della morte e, dopo di averne accennati molti, che però dimostra tutti equivoci, la sola putrefazione ammette per segno certo, ovvero il concorso di parecchi altri segni che separatamente sono fuor di dubbio fallaci, ma la cui riunione cred'egli bastante per accertare lo stato di morte.

Accenna quindi quali siano gli organi necessarii alla vita, la cui lesione produce necessariamente la morte; quali altre lesioni possano produrla concorrendovi altre circostanze. Ne deriva da ciò che talvolta un uomo muore dopo una ferita, e non per questo è vero che sia stato dalla ferita ucciso: talvolta egli era già infermo a segno che sarebbe in breve morto senza di essa; altre volte ancora la ferita ha concorso ad accelerare la morte, ma non ne è la causa principale.

Da queste premesse deduce poscia quali esperimenti ed in qual modo far debbansi dai periti e conchiude altresì che per lo più il chirurgo non è abbastanza istrutto per dare un fondato giudizio, che al medico assai più appartiene.

Trovasi in questo trattato una minuta enumerazione di ogni sorta di violenza e dei segni per conoscerla; questi segni, finché si tratta di una ferita, si sogliono anche adesso, sebbene con molto minore esattezza, osservare; ma quando si tratta di veneficio, i di cui segni sono molto più equivoci, rendesi quest'esame molto più interessante; nell'infanticidio poi e nel procurato aborto le osservazioni del nostro Autore sono (per quanto io sappia) ignote finora ne' tribunali.

Appartiene agl'uomini istrutti nella scienza medica l'esaminare se i dati e le mediche sperienze, dalle quali deduce il nostro Autore le sue proposizioni, siano ben accertate: noi ci contentiamo di accennare che quest'opera è lavorata con quella paziente esattezza di cui si pregiano i filosofi del Nord e che, posti veri i dati, le conseguenze che ne deduce

a. Ho letto i discordanti giudizi di due chirurghi sopra la qualità di una ferita sul capo, per cui era seguita la morte. Uno di essi pretendeva che fosse stata causata da arma da fuoco, un altro la sosteneva fatta da arma contondente, come sarebbe un bastone; venne fuori un terzo chirurgo, il quale, posto giudice fra i due primi, due mesi dopo sotterrato in una fossa il cadavere, per conseguenza infracidito, pronunciò che era d'arma da fuoco, senza nemmeno darsi l'incomodo di aprire il cranio; e su di questa sorte di giudizi dovette il magistrato pronunciare.

l'Autore sono giustissime, ben ordinate ed esposte con somma chiarezza. Rimane a desiderare che si occupino i medici ad esaminare i principii fisici di questo Autore, affine di scoprire se mai alcuno di essi non fosse abbastanza accertato dalla sperienza; che i tribunali ne facciano uso e non isdegnino i legislatori di rivolgervi le loro riflessioni.

D. V.

MÉMOIRE etc. *Discorso sopra l'abolizione dei sequestri giudiziali, consegne e direzioni, del signor* Grouber di Groubentall, *inserto nel tomo secondo della sua Teoria generale dell'amministrazione politica delle finanze.* Parigi, 1788. Torino, presso Reycends [1].

Divide l'Autore la sua dissertazione in sei parti. Nella prima esamina gli abusi e i disordini che nascono dal sequestro universale de' beni, o sia dal giudizio universale di concorso de' creditori. Nella seconda propone il piano dell'abolizione intera di questi giudizi. Le altre quattro parti contengono un maggiore sviluppamento del piano con altri piani accessorii a questo riguardo.

Si riempirebbero (dice l'Autore) volumi interi, se tutti narrar si volessero minutamente i mali che da questa rovinosa forma di giudizio derivano, mah che il pubblico sdegnato conosce abbastanza e di cui pur troppo già da lungo tempo si lagna altrettanto amaramente quanto infruttuosamente. La pressoché inevitabile rovina del debitore e dei creditori medesimi è una conseguenza delle immense superflue spese del giudicio e della mala amministrazione del fondo.

Accenneremo brevemente i più importanti disordini dall'Autore esposti nella prima parte, affinché i nostri leggitori, qualora abbiano (come noi) la sorte di vivere sotto un governo che con provvide leggi abbia prevenuti i maggiori disordini, trovino nel paragone un dolce motivo di consolazione. Poco ci fermeremo sul piano che propone l'Autore, perché, toltane una sola providenza proposta incidentemente, non rimedia al male, ed aggiungeremo alcune nostre riflessioni a questo proposito.

« Un credito di sole lire 100 basta in Francia (dice l'Autore) per dar luogo al giudizio universale di concorso. Instituito un tal giudizio, tutti i beni del comun debitore passano in potere della giustizia e da

1. Questa recensione fu pubblicata nella « Biblioteca oltremontana », 1788, volume XII, pp. 275-294. L'opera recensita è: Marc Ferdinand GROUBER DE GROUBENTALL de Linière, *Théorie générale de l'administration politique des finances*, Paris, 1788, 2 voll.

quel momento cessano di essere dalla giustizia protetti, a segno che, se occorre di vedere un podere incolto e pressoché abbandonato, si suol dire: egli è in potere della giustizia ».

« I preposti alla amministrazione dei beni, o sia gli economi a questi deputati, a null'altro pensano che a ritirarne il prodotto, e sono tuttavia stipendiati come se ottimi fossero; quando poi si danno in affitto i beni, son questi devastati a un modo che in pochi mesi il loro valore diminuisce considerabilmente, e sempre egh è certo che un debitore, il quale al tempo dell'instituito giudizio di concorso avrebbe avuto fondo esuberante per tutti soddisfare i creditori, per poco che continui codesto giudizio è ridotto alla mendicità senza che siano soddisfatti i creditori. L'affittuaria pensione è sempre la minore possibile, perché è sempre incerto il tempo che abbia a durare la locazione, quantunque i conduttori abbiano poscia mezzi secreti ed infallibili, affine di perpetuarsi nella locazione non meno che per ottenerla a vil prezzo ».

« Gli economi riscuotono tutti i frutti e i fondi del patrimonio, il più delle volte non ne rendono il conto mai, e, dopo di avere ammassata una considerabile somma, lasciano a secco i creditori, il debitore e la giustizia con doloso fallimento ».

« Il curiale che dirigge il giudizio, o sia il curatore del concorso, moltiplica le formalità e le spese, suscita e sostiene fuor di proposito contestazioni, affine di prolungare l'utile durata di questo giudizio. Quindi è che talvolta non bastano due generazioni per veder terminati codesti giudizi, i quali per lo più non finiscono, se non se quando il fondo è tutto consonto nelle spese. Ciò tanto è vero che i curiali tengono in grandissimo conto i frutti che da tali giudizi ricava il curatore del concorso e si suol misurare il valore di un officio di procuratore dal numero di simili giudizi che gli sono confidati »[1].

Tutti questi disordini sono gravissimi e producono le più funeste conseguenze. Il nostro Autore, nel di cui animo hanno essi fatto la più viva impressione, trasportato dall'entusiasmo del pubblico bene e dal desiderio di vederli cessare, ha proposto di abolire interamente i giudizi di concorso. Non potendo però a meno di conoscere che una qualche altra provvidenza era necessario di sostituirvi, propose un nuovo piano, ma probabilmente poco istrutto egli nelle legali discussioni ha proposto un rimedio poco addatto, un piano nel quale l'astuzia de' curiali troppo facilmente rinnoverebbe gli stessi disordini.

1. Cfr. M. F. Grouber de Groubentall, op. cit., p. 291-295.

Vorrebb'egli lo stabilimento di un magistrato col titolo di Direzione generale in tutte le città parlamentarie, composto di un presidente, quattro assessori, il procuratore generale, un messo e un tesoriere. A questo magistrato vuole che si porgano le instanze dai creditori che desiderano ridotti sotto sequestro per la loro soddisfazione i beni del debitore. La prima operazione sarà il sequestro, quindi se i beni sono in affitto stia ferma la locazione; se il debitore gli aveva a economia, siano giudicialmente locati in contraddittorio del debitore e, previo invito, deliberati al più offerente. Tutti i frutti poscia e i fondi in contanti passino nella cassa del magistrato in custodia del tesoriere e si concedano quindi, previa pubblicazione, brevissimi termini ai creditori per comparire innanzi a questo magistrato e proporre i loro crediti; talché, comparendo dopo spirati i termini, un creditore non sia più ammesso che dopo tutti gli altri. Dopo questa operazione avrassi la massa totale de' debiti e si saprà qual fondo abbia il debitore per soddisfarli [a].

O questo fondo sarà esuberante, o sarà pari, o sarà mancante. Nel primo caso accorda l'Autore al comun debitore un'annua pensione e vuole che il magistrato prenda a prestito al cinque per cento la somma necessaria per soddisfare i creditori, e questa vada quindi estinguendo annualmente coi redditi. Se il fondo sarà pari o mancante, vuole che si vendano i beni e siano soddisfatti i creditori. Vuole inoltre che le contestazioni tra i creditori siano a totali spese di questi e non del patrimonio sequestrato [b].

a. Se le locazioni giudiziali sono soggette agli inconvenienti e disordini dall'Autore accennati, questo piano non vi rimedia certamente. Il fissare termini brevissimi ai creditori per comparire sotto pena di decadere dai privilegi del loro credito, ella è un'ingiustizia evidente. In una vasta provincia possono facilmente trovarsi creditori molto distanti dalla capitale, i quali ignorino per lungo tempo ciò che da questo magistrato di Direzione generale vien pubblicato nella capitale.

b. Questo piano nulla di nuovo contiene e, se è vero che i conduttori precipitino i beni, che diminuisca pendente il giudicio il loro valore, se è vero che nelle vendite forzate, quantunque fatte all'asta pubblica, ben di rado riesca di ottenere un giusto prezzo, gli stessi inconvenienti sussisteranno. Le contestazioni poi fra i creditori per giudicare qual fra di essi debba essere perdente, ogni principio di giustizia vuole che in questo sistema siano a carico del comun debitore e così del patrimonio; le contestazioni per separazioni di beni vincolati per titoli di poziorità e simili nel sistema presente sono inevitabili. Secondo il piano dell'Autore non vedesi che cosa abbia

Per frenare l'avara cupidigia da cui sono alla fine prodotti tutti questi mali non sapressimo certamente immaginare provvidenze più saggie di quelle che leggonsi sotto il titolo del giudizio di concorso della nostra patria legislazione; ma poiché la malizia degli uomini trova facilmente il modo di defraudarne la sanzione e l'osservanza, converrebbe applicare il rimedio alla causa del male.

Si fa luogo al giudizio di concorso nelle seguenti circostanze.

1. Quando un debitore è totalmente oberato e, dovendo allora i creditori essere in parte perdenti, anzi discutersi fra di essi quali soddisfatti e quali perdenti rimaner debbano, non si può a meno di instituire una discussione universale fra di essi.

2. Quando un debitore ha fondo uguale alla massa de' debiti, e questo caso è poco dissimile dall'antecedente, perché il minimo sbilancio, o per le spese, o per errore nell'estimazione del fondo, o per altro simile accidente, riduce la cosa alle circostanze del caso precedente.

3. Quando il debitore è solo incagliato da una quantità di debiti che non può tutto in un tratto soddisfare, ma il suo fondo comparisce superiore alla massa dei debiti.

Ciò posto, nel primo caso il debitore totalmente oberato non ha certamente più alcun interesse a difendere il patrimonio, ma i soli creditori, e fra questi avrà il maggior interesse quel creditore che da una parte corre rischio di perdere e dall'altra ha speranza di conseguire il suo credito, se non deperisce il patrimonio. Nel secondo caso il debitore a cui nulla rimane è, come nel precedente, divenuto estraneo al suo patrimonio, ma finché può sperare che, soddisfatti tutti i creditori, rimanergli possa qualche fondo, e tanto più poi quando, come nel terzo caso, questa speranza è fondata fin da principio, ha egli più di ogni altro interesse a difendere e conservare il suo patrimonio. Se questo fosse in tutto o in parte vincolato a favore di posteriori chiamati, i soli frutti dei beni vincolati potrebbero cadere in sequestro ed essere assegnati ai creditori, dopo dedotti in favore dei debitori privilegiati i congrui alimenti. Dall'età del debitore confrontata colla massa dei debiti si riconoscerebbe s'egli abbia qualche interesse ancora alla difesa del patrimonio, o se alcuno dei creditori debba a ciò riputarsi il principale interessato.

Qualora si deputa curatore al concorso un curiale, questi è un uomo il quale non ha la minima nozione degli affari del comun debitore, la quale perciò deve procurarsi con molta fatica e spesa, leggendo

sostituito all'abolito curatore del concorso e, chiunque sostituisca fra i curiali, presto o tardi risorgeranno gli stessi disordini.

tutte le carte; egli è un uomo che, ben lungi dall'avere il minimo interesse per difendere il patrimonio, ha anzi interesse grandissimo a perpetuare cotesto giudizio, il quale quanto è più lucroso per lui, altrettanto riesce rovinoso al comun debitore e ai creditori medesimi. Dunque l'ufficio di questo curatore, per riguardo al patrimonio e gli interessi del comun debitore, è dannoso, non che superfluo. Dunque fino a tanto che il comun debitore può avere interesse a difendere il patrimonio, conviene al medesimo affidare questo ufficio di curatore giuridico e, quando poi il comun debitore si riconosca, come dicemmo, affatto estraneo, quest'ufficio devesi conferire a quello fra i creditori che per le circostanze possa avere il maggior interesse a difendere il patrimonio. Potrebbesi adunque senza inconveniente alcuno, anzi utilmente sopprimere il curatore del concorso deputato dal magistrato nella persona di un curiale, da cui in ultima analisi derivano in gran parte i disordini dei giudizi di concorso.

L'economato dei beni, altra sorgente di disordini, si può anche evitare, destinando un pubblico tesoriere, nelle cui mani si depositassero tanto i frutti in danaro dei beni sequestrati, quanto i capitali dei fondi venduti. Non mi estenderò qui a sviluppare per qual modo si possa senza alcuna deputazione di economo (che vuol dire di persona interessata comunemente a dilungare i giudizi di concorso) regolare la breve e provvisoria amministrazione del patrimonio sequestrato, perché un'altra provvidenza, benché solo incidentemente accennata dal nostro Autore, metterebbe la falce alla radice e produrrebbe insieme una più rapida circolazione del denaro, un più facile commercio de' beni, a grandissimo vantaggio della società.

Per lo più i giudizi di concorso succedono perché un uomo che possiede un patrimonio libero trova facilmente a contrar debiti, ma poscia, o per disordine nella spesa, o per disgrazie a poco a poco si riduce a segno che la massa de' debiti uguaglia o supera il valore de' suoi fondi.

È facile prevenire questo disordine con un mezzo semplicissimo. Si proibiscano e si dichiarino di nessuna efficacia le ipoteche generali. Ogni comunità tenga un registro, in cui siano descritti tutti i vincoli, tutti i pesi e tutte le ipoteche speciali, alle quali sarà stato qualunque effetto immobile sottoposto.

Nessuna ipoteca possa essere operativa finché sia descritta nel pubblico registro del territorio in cui sono posti i beni, nessun contratto di vendita o permuta sia valido ed operativo, finché non sia nel detto registro annotata la traslazione di dominio.

La custodia di questo registro sia affidata ad un notaio dal pubblico erario stipendiato [c], il quale ad ogni semplice richiesta di chi si sia debba riscontrare ed eziandio spedire certificato della libertà o ipoteca di qualsivoglia effetto immobile di cui venisse richiesto.

Da questa legge deriverà: 1. Che qualunque individuo, il quale posseda fondo libero, validamente ipotecabile, potrà col mezzo del certificato del predetto custode del pubblico registro far constare di sua responsabilità, ed in tal guisa trovare con somma facilità danari a prestito. 2. I capitalisti, avendo un mezzo cotanto facile di assicurarsi intorno alla cautela, prima di affidare il contante, sarebbero assai facili ad aprire lo scrigno a interesse anche modico. 3. Chi non ha fondo ipotecabile non troverebbe chi gli volesse affidare i capitali, e per conseguenza non sarebbe mai in caso di rendersi debitore decotto. 4. Quegli finalmente che avesse già ipotecati tutti i suoi fondi non sarebbe mai in caso di cagionare alcun giudicio di concorso, perché, avendo ogni creditore un fondo destinato per la soddisfazione, ne prenderebbe il possesso, che nessuno gli potrebbe contrastare. Le sole questioni che suscitar si potessero sarebbero: 1. Se un latifondio fosse stato a varii ipotecato, perché capace pel suo valore di sopportarne il peso. 2. Se il valore del fondo eccedesse l'importare del debito, cosa che dovrebbe comunemente succedere, perché i capitalisti non si contenterebbero dell'ipoteca di un fondo, il di cui valore fosse solo esattamente uguale alla somma del debito, né sarebbe conveniente che il creditore lucrasse il maggior valore del fondo a danno del debitore. La prima questione sarebbe presto definita, perché al creditore anteriore di tempo non si può ricusare il possesso del fondo ipotecato, ma nello stesso tempo non si può ricusare ai creditori posteriori la ragione di offerire, e se di questa si approffittassero sarebbero terminate le questioni fra di loro. Quando poi non siano in caso di offerire, se il creditore anteriore prende il possesso del fondo a solo titolo di pegno, in questo caso deve dar conto dei frutti ai creditori posteriori. Su questi frutti depurati si deducano gl'interessi dovuti a tutti i creditori che hanno ipoteca sul medesimo e quel che avanza lo ritenga il primo creditore in conto di capitale, estinto il quale passerà il possesso all'altro creditore immediatamente posteriore, e così di mano in mano, finché siano tutti soddisfatti. Se poi il primo creditore volesse l'aggiudicazione in ragione di dominio di altrettanta parte del fondo, che

c. Ove non si volesse aggravare le finanze di questa spesa, un tenue diritto fissato dalla legge e pagato dai contraenti formerebbe senza aggravio del pubblico un competente salario pel custode di questo registro.

a giusto estimo corrisponda all'importare del di lui credito, ella è cosa facilissima ad eseguirsi, in contraddittorio però degli altri creditori e del debitore istesso. Potrebbero anche tutti di comune accordo, o conseguire ciascheduno una corrispondente porzione di fondo, ovvero procurarne la vendita. Ma sempre egli è certo che in qualsivoglia degli accennati modi non solo vi sarà mai luogo a giudicio di concorso, ma nemmeno ad alcuna contestazione: e quando anche qualche contestazione fra di essi nascesse, ella sarebbe sempre un semplicissimo giudizio particolare, simile a tutte le altre liti fra privati.

Quando il valore del fondo eccede la somma dovuta, potrebbesi quest'eccesso cedere al creditore in compenso del danno che gli può ridondare dal non aver potuto conseguire entro la stipulata mora il suo contante; tuttavia, se per ragione di equità si volesse anco lasciare al debitore il dritto sovra di questo eccedente valore, ciò non può cagionare alcun disturbo, mentre in qualsivoglia delle accennate maniere si proceda alla soddisfazione del creditore, codesto residuo fondo risulterà liquidato da se medesimo, senza che esser vi possa luogo a litigio; e finalmente, quando anche nascesse qualche questione per la resa del conto de' frutti, quella sola che può dar luogo a dispute, sarebbe anche questo un semplice giudizio particolare scevro dei disordini che cagiona il giudicio di concorso. Il solo caso di un debitore che ha tutto il patrimonio vincolato potrebbe dar luogo a un giudizio di concorso, ma questi più difficilmente troverebbe chi gli affidasse capitali o merci a credenza, onde sarebbe costretto a misurare la spesa coll'entrata. Se ciò non ostante vi fosse chi o per indolenza, o per avidità di usurario guadagno, si lasciasse indurre a far prestiti, o affidar merci senza provvedere alla sua cautela, o con idonea cauzione o con effettivo assegnamento sui frutti, questi potrebbe riguardarsi qual chi avesse tacitamente rinunziato in quel contratto alla protezion delle leggi.

Quanto si è detto finora riguarda i creditori istrumentarii, e per conseguenza muniti d'ipoteca. Egli è vero però che anche i creditori chirografarii e tutti quelli che sono in caso di proporre qualche azione personale hanno dalle leggi, e ben giustamente, il diritto d'essere soddisfatti coi beni del debitore non affetti ad alcuna ipoteca. Questo diritto equivale in qualche modo ad un'ipoteca generale, di cui non si potrebbero spogliare i creditori per commutarla in ipoteca speciale nel modo anzidetto, senza interamente abolire tutte le obbligazioni personali, cosa che potrebbe riputarsi inconveniente di molto. Ciò posto, un numero considerabile di creditori chirografarii potrebbe produrre un giudizio di concorso inevitabile. Risponderò a ciò in primo luogo che si avrà fatto cosa utile scemando considerabilmente

questi giudizi, quand'anche non si potessero tutti impedire. In secondo luogo osservo che il caso più frequente dei giudizi di concorso prodotti da crediti chirografarii deve accadere all'occasione dei fallimenti o incagli dei mercatanti. Ora la sperienza ci fa conoscere che gli usi del commercio hanno rimediato da sé, come in molte altre circostanze, anche in questa all'imperfezione della legislazione civile. È caso raro che si istituisca un giudizio di concorso sopra gli averi di un negoziante fallito. Queste discussioni sono quasi sempre terminate in brevissimo tempo amichevolmente; e frattanto il credito, che è l'anima del commercio, non permette a quel negoziante, che vien destinato procuratore della massa dei creditori e depositario degli averi del debitore, di abusare della propria incumbenza a danno di tutti.

L'utilità di questo progetto di sostituire alle ipoteche generali ipoteche speciali consegnate in pubblici registri è così manifesta che potrebbesi con ragione cercare le vie di procurare sollecitamente alla società i vantaggi di questa provvidenza. Ma l'esecuzione non ne potrà essere tanto facile e semplice quale al primo sguardo apparisce. Fatta la legge proposta, sarà facile sapere che un tal fondo è vincolato con ipoteca speciale riscontrandolo nei pubblici registri. Ma non sarà così facile di sapere che un fondo sia libero, prima che siano estinte tutte le ipoteche generali e speciali, cui può essere assoggettato quel fondo anche da tempo antichissimo. In fatti chi ha, per esempio, comprato un fondo vincolato a fidecommisso ignorando un tal vincolo, ha un'ipoteca generale sopra tutti i fondi del venditore, di cui può valersi nel caso che gli venga rivendicato quel fondo dai chiamati a quel fidecommisso. Tutti i fondi del venditore passano negli eredi e nei terzi acquisitori sempre col vincolo della medesima ipoteca. La prescrizione non gli scioglie, perché non corre a pregiudizio dei chiamati, se non passato un certo tempo da che hanno potuto far valere le loro ragioni. Ecco in quale maniera può trovarsi un fondo vincolato con ipoteca speciale o generale già da più secoli, senza che alcuno lo sappia e ne resti deluso chi dopo la nuova legge assicurasse con ipoteca speciale su quel fondo il suo credito.

Ma senza risalire ai vincoli più antichi (che si possono presumere in picciol numero, massimamente dove sono stati ristretti, come fra noi, i fidecommissi a quattro generazioni e permessi soltanto a persone qualificate), al tempo in cui si pubblicasse la nuova legge troverebbesi una quantità enorme di fondi vincolata con ipoteche generali, e ciò tanto più che nel presente sistema tutto un patrimonio, per quanto sia cospicuo, trovasi vincolato per qualunque picciola somma dovuta per istrumento. Potrebbero sciogliersi facilmente tutte queste ipoteche

generali forzando colla legge i creditori a contentarsi di una congruente ipoteca speciale offerta loro dal debitore in surrogazione della generale. Ma quindi nascerebbe facilmente un giudizio di concorso e potrebbesi temere un qualche turbamento se contemporaneamente si promovesse un numero considerabile di questi giudizi, di cui molti non si sarebbero istituiti mai ed altri non sarebbersi istituiti che successivamente con lunghi intervalli di tempo.

Troppo ci allontaneressimo dai confini di un estratto, se imprendessimo a trattar qui questo punto con tutta la pienezza che merita la sua importanza. Basta di avere indicato i sommi vantaggi di questo progetto e gli oggetti principali a cui converrebbe avere riguardo qualunque volta si volesse porre in esecuzione.

D. V.

XI.

SAGGIO FILOSOFICO INTORNO ALCUNI ARTICOLI IMPORTANTI DI LEGISLAZIONE CIVILE

(1790)

SAGGIO FILOSOFICO INTORNO ALCUNI ARTICOLI IMPORTANTI DI LEGISLAZIONE CIVILE [1]

Non ergo a praetoris edicto ut plerique nunc, neque a XII tabulis ut superiores, sed penitus ex intima philosophia hauriendam iuris disciplinam... et qui aliter ius civile tradunt non iam iustitiae, quam litigandi tradunt vias.

CICERONE, *De legibus*, libro I.

INTRODUZIONE

Gli uomini si sono riuniti in società per evitare i gravissimi disordini che la naturale anarchica indipendenza non poteva a meno di produrre, e così per acquistare col sacrificio di una parte della loro naturale libertà la sicurezza della vita, dell'onore, della libertà civile e della tranquilla possessione delle proprietà, delle quali cose la società, o sia il governo è, o esser deve, mallevadore ad ogni individuo. Il solo mezzo che ha il governo per adempiere ad un così stretto dovere è un buon codice di leggi e insieme la vigilante indefessa cura, perché sieno le leggi osservate ed ubbidite. Sebbene la vita, l'onore e la libertà siano beni senza paragone maggiori delle ricchezze e delle proprietà, contuttociò egli è certo che queste son quelle che costituiscono la principal base della social catena; ogni individuo non altrimenti si può dire veramente legato alla società in cui vive se non per quanto ivi possieda qualche proprietà; dunque lo stabilire un buon codice di leggi, affinché non rimangano incerti i dominii delle cose ed ogni proprietario sia assicurato della tranquilla possessione delle sue proprietà, egli è uno de' più stretti e de' più importanti doveri del governo.

È necessario un buon codice di leggi intorno alle proprietà, affinché siano queste determinate in modo che su di esse quanto più sia possibile nascano minori dubbii. Ma, perché tutti intieramente prevenir non si possono, è sommamente importante che siano ben combinate

1. Pubblicato a Torino, nella stamperia di Giacomo Fea, nel 1790.

le leggi riguardanti la forma dei giudicii, coi quali debbonsi definire le questioni che di quando in quando siano per suscitarsi tra gl'individui. Ciò non basta ancora; egli è d'uopo che il governo adoperi continuamente indefessa e vigilante cura, affinché le persone alle quali è affidata la parte giudiciaria, la podestà esecutiva, siano fedeli nell'osservare esattamente la legge, né permettasi a questo riguardo alcun arbitrio e tanto meno poi si usi l'ombra di parzialità. I disordini in questo genere sono assai più pericolosi di quanto possa sembrare al primo aspetto; se si indagassero attentamente le cause dei più celebri torbidi, forse se ne troverebbe pella massima parte l'origine negli abusi che si introdussero e si moltiplicarono poscia nell'amministrazione della giustizia, perché questi presto o tardi si fanno sentire a tutti gli individui e quindi nasce che si trovino senza che un se ne avveda tutti universalmente mal contenti e disposti a quelle politiche convulsioni che, per quanto utili possano sembrare a chi si lascia dall'entusiasmo sedurre, agli occhi di qualunque freddo pensatore compariranno sempre necessariamente dannose, almeno alla generazione che le intraprende; aggiungasi che spesse volte cagionano alla nazione danni che non si riparano fuorché dopo molti secoli.

I codici penali sono certamente dappertutto più o meno difettosi ed abbisognano di riforma; i codici civili però sono, cred'io, più difettosi ancora; questi, come dicemmo, hanno due parti: una è quella che deve determinare in modo certo, per quanto più si può, il dominio delle cose; l'altra è quella che deve stabilire una forma per definire i dubbii che non possono a meno di nascere di quando in quando intorno alle proprietà, e questa è quella che chiamasi la parte giudiciaria, o sia la forma dei giudicii.

Un saggio legislatore dovrà dunque porre ogni studio nel prevenire le liti con allontanarne le cagioni, quindi stabilire una forma pella definizione di esse, colla quale si rendano le medesime meno durevoli, meno dispendiose e più facili a definirsi, senza però cadere nel vizio opposto di troppo precipitati giudicii, dai quali non può a meno di derivare gran numero d'ingiustizie.

A questi oggetti sono dirette alcune mie riflessioni, frutto di lunga meditazione e di sperienza, le quali, essendomi sembrate non affatto spregievoli, ho creduto far cosa utile in pubblicarle; e, sebbene esse non si estendano a tutti i rami di un codice civile, ne contengono però una parte molto importante, intorno alla quale si potrebbero, cred'io, operare i cangiamenti che accennerò, senza incontrare alcun pericolo; anzi, io sono di parere che sarebbe forse più vantaggioso il pubblicare prima alcune leggi parziali, le quali, nel mentre che senza

nuocere al rimanente del sistema apporterebbero utili variazioni, servirebbero insieme a preparare la nazione a ricevere più lietamente un nuovo compito codice di leggi, che io credo oltre modo necessario di far compilare, perché egli è evidente che il codice romano, oltre all'essere soverchiamente diffuso, mal ordinato, non ridotto a principii, ripieno di contraddizioni e pella gran parte affatto superfluo, egli non può fisicamente adattarsi all'immensa diversità che passa tra i costumi, le relazioni e tutti i varii rapporti dei tempi nostri con quelli nei quali i romani giureconsulti scrissero i loro responsi, i Cesari poscia pubblicarono i loro editti, e Giustiniano ordinò codesta collezione.

Nella prima parte discorrerò di alcune leggi intorno alle proprietà e nella seconda delle leggi per istabilire una nuova forma giudiciaria.

PARTE PRIMA

Di alcune leggi intorno alle proprietà.

Capo I.

Degl'atti d'ultima volontà.

L'atto d'ultima volontà si finge fatto nell'istante della morte e da questa solamente riceve la sua forza [a]: egli è dunque un atto che si fa in un tempo che l'uomo nulla più possiede ed incomincia solo ad aver forza allorché l'uomo più non esiste. Questa è una manifesta contraddizione, e si potrebbe ben anco dire ingiustizia, poiché, essendosi dalle società stabilito il diritto di proprietà moltissimi secoli prima che alcun legislatore avesse immaginata la testamentifazione, le possessioni del defunto dovevano necessariamente passare ad altri in conseguenza delle regole dalle leggi stabilite per le proprietà; dunque nell'istante in cui un atto d'ultima volontà riceve la sua forza, le proprietà delle quali dispone questo atto appartenevano già in virtù delle leggi a qualcun altro e non alla persona che pretese disporne, la quale più non esisteva, e tanto meno dovevano appartenere alle persone a

a. L. 59, paragrafo 1, *De heredibus instituendis* [1].

1. Cfr. D., XXVIII, 5, *De heredibus instituendis*, L. 59, paragrafo 1.

favore delle quali il defunto avrà disposto. Il diritto di disporre delle cose sue dopo morte, che non è certamente fondato in natura, non è tampoco una conseguenza del diritto di proprietà, il quale consiste solo nel possederle tranquillamente, cambiarle e commerciarle liberamente secondo le leggi. Alla sola podestà legislativa appartiene lo stabilire a chi spettar debbano le proprietà che si rendono vacue, come son quelle di chi morendo cessa di possederle. I legislatori (e fra questi Solone il primo) pensarono di rimettere al giudicio degli uomini colla facoltà di testare loro accordata il pensiero di determinare il passaggio di tali proprietà; questo fu un pensiero di alcuni legislatori resosi poscia universale ed è ben anco parte della legislazione; ma, siccome molti secoli prima le leggi avevano diversamente stabilito, né esisteva prima di Solone, per quanto ci apre la storia, la testamentifazione, così egli è chiaro che dalle sole leggi civili e dal modo di concepirle, il quale era totalmente arbitrario, trae la sua origine la testamentifazione. Dai Greci passò essa ai Romani, ma, in vece che Solone non aveva accordata la facoltà di testare a chi aveva prole, i Romani la accordarono a tutti indistintamente, e questa era conseguenza necessaria della diversità che passava fra i due popoli nell'estensione della patria podestà; poiché, avendo presso i Romani i padri il diritto sulla vita e libertà dei figli, a più forte ragione aver dovevano il diritto di privarli delle sostanze; contuttociò la diversa forma che i Romani stabilirono in prima per i testamenti gli rendeva più conformi alla ragione, mentre si potevano essi considerare come veri atti di legislazione. Il testamento si faceva nei pubblici comizii, nelle pubbliche adunanze alla presenza di tutto il popolo romano, presso il quale risiedeva la podestà legislativa e che col tacito suo consenso dava forza di legge a questi atti [b]; col decorso del tempo si introdussero altre forme di testare, altre leggi si promulgarono a questo riguardo, fintanto che questo diritto è alla fine divenuto dannosissimo alla società. Egli è assai probabile che lo scopo dei legislatori che i primi stabilirono questo diritto sia stato di allettare gli uomini con una illusione, per cui sembra che l'uomo estenda la propria esistenza, ad essere più attaccati alla patria ed alla famiglia medesima: un tal fine è stato certamente lodevole; ma, poiché

b. Institutiones di Giustiniano, libro 2, titolo 10, paragrafo 1; Heineccius, *In pandectas*, ad librum 28, tit, 1[1]; Cuiacius, ad librum 28 digestorum, titolo 1, littera a; Carlo Sigonio, *De antiquo iure civium Romanorum*, librum 1, capo 17.

1. Cfr. Inst., II, 10, *De testamentis ordinandis*, paragrafo 1; J. G. Heineccius, *Elementa iuris civilis secundum ordinem Pandectarum*, libro 28, titolo 1.

la cosa si è resa cotanto dannosa, è d'uopo pesare a giusta bilancia i danni ed i vantaggi che da questo diritto derivano, per quindi determinare se convenga più abolirlo interamente, ovvero contentarsi di ristringerlo.

Egli è innegabile che allo stato presente delle cose il vantaggio non consiste che in una mera illusione e i danni che ne derivano alla società sono reali e gravissimi. Sono i testamenti una sorgente inesausta di liti, e liti di esito incertissimo, poiché si tratta di indovinare qual fosse la volontà del testatore, che non si è (come succede per lo più) abbastanza spiegata. Ora, se gli uomini discorrendo fra di loro bene spesso si trovano imbarazzati nello spiegare con chiarezza le loro idee e, non ostante che colle reciproche interrogazioni e risposte procurino di chiarirle, succede tuttavia che non si siano bene intesi, quanto più difficile non riusciva egh l'indovinare il vero senso di un testamento se per sventura è concepito oscuramente? Dissi indovinare, perché, non potendosi il defunto più interrogare, il cogliere nel segno è un indovinello, tanto più se si aggiunga che la lingua usata negli atti pubblici sia diversa dal dialetto comunemente usato nel discorrere e che il notaio siasi servito delle espressioni curiali appena ben intese dai curiali medesimi, poiché in questi casi nemmen sappiamo se il testatore abbia inteso il vero significato di ciò che il notaio ha espresso nel testamento, e ci mancano allora pressoché tutti i dati per poter con fondamento argomentare la vera intenzione del testatore. Dunque fin qui non vi sarebbe luogo ad esitare e si dovrebbe interamente abolire la facoltà di testare; vi ha però chi pensa che, questa abolita, ne derivassero gravissimi inconvenienti, cioè: 1. Si rendesse allora agl'uomini indifferente la loro posterità. 2. Si scemasse e quasi si distruggesse la debita dipendenza dei figli dai loro genitori. 3. Fossero così privi gli uomini del più facile mezzo per essere grati ai loro benefattori. 4. Rimanesse tolta la libertà di fare una più giusta distribuzione fra gli eredi con privare gl'indegni ed arricchire i virtuosi. 5. Che si rendesse troppo frequente il caso che succeda il fisco per mancanza di congiunti in grado successibile. Questi inconvenienti però non sono tali che prevenir non si possano, anche abolita la facoltà di testare.

L'affetto dei genitori verso la loro prole ha la principal sua radice nella natura medesima e si accresce quindi fra gli uomini associati dalla continua convivenza, la quale forma un abito di amarsi reciprocamente; e di fatti vediamo che, qualora i genitori o per le loro circostanze o per i loro vizii si allontanano dalla prole per lungo tratto di tempo, ovvero con essa poco o nulla convivono, molto minore affetto e tenerezza hanno per i figli, e questi parimenti non hanno

per i genitori lo stesso amore e rispetto che vedesi in quelli che sempre convissero con essi, ammeno che una buona educazione non lo ispiri loro: la convivenza dunque e l'educazione sono i veri fonti dai quali deriva l'utile reciproco affetto tra i genitori e la prole; dato questo, non vi sarà pericolo che si renda indifferente agl'uomini la posterità loro, quantunque fosse abolita la facoltà di testare; in fatti per tanti secoli sussistettero pure le società prima che cadesse in mente d'istituire codesto diritto; furono forse gli uomini meno attaccati allora alla loro posterità che nol siano adesso? Dunque la testamentifazione non è il vincolo che lega i genitori alla lor prole. Altre cause bensì possono produrre il grave disordine di cui ora parliamo, per esempio lo smoderato desiderio di arricchire, che rende gli uomini così attaccati al guadagno, che fa loro quasi scordare ogni altro affetto, che li guida a passare buona parte della lor vita in lontane regioni e così staccarsi dal seno delle loro famiglie. Un vizioso governo, quale è quello dell'orientale barbaro despotismo, dove l'uomo non può avere alcun attacco né alla patria né alla famiglia, dove anzi l'uomo saggio si priva dei piaceri coniugali per non dare l'esistenza ad una prole, che sarebbe al par di lui misera ed infelice: queste sono cause più immediate, dalle quali si potrebbe ripetere la funesta conseguenza di cui adesso discorriamo. Pertanto, sebbene il commercio sia a' giorni nostri divenuto indispensabile, convien però che il governo stia in somma attenzione acciocché non si renda vizioso: quelle società che occupano un terreno sterile ed infecondo debbono necessariamente sussistere per mezzo del commercio ed in queste deve il governo procurare che trovino gl'individui un tale ben essere in patria che non nasca in essi il desiderio di abbandonarla; quelle società poi che occupano un terreno fertile mal conoscono i veri loro interessi se, negletta l'agricoltura, s'appigliano al commercio dell'arti e manufatture; non dirò già che si debba proscrivere un tal commercio, ma dirò sempre che codeste società non debbono assolutamente permettere che s'impieghino all'arti, alle manufatture altre braccia che quelle che sarebbero superflue all'agricoltura: i progressi di questa esser debbono l'oggetto principale di cui occupar devesi il governo; allora tutta la classe degli agricoli avrà certamente l'utile attacco alla famiglia ed alla patria, senza punto che sia bisogno della facoltà di testare. Compirà l'opera un'altra cura non meno importante, di cui deve occuparsi il governo, voglio dire l'educazione, pur troppo a' giorni nostri sommamente negletta. L'educazione consiste in due cose sole, l'istruzione e l'esempio; quella è la principalmente negletta, questa a poco a poco deriverà dalla prima. Vi sono dappertutto maestri di scuola per i ragazzi, ma questi maestri

insegnano, o pretendono insegnare, il latino; qual maggiore superfluità si può immaginare relativamente ad un contadino agricoltore? Ciò che importa moltissimo è d'insegnar loro a ben leggere e scrivere, a ben intendere la lingua che si usa negli atti pubblici e le più usate operazioni aritmetiche; se poi un qualche figlio d'un contadino vorrà appigliarsi ad altra carriera e lasciar l'aratro, qualora il padre sia in caso di supplire alle spese necessarie per continuare una tal carriera, lo potrà sempre intraprendere con mandarlo alle scuole per quest'effetto stabilite. Quest'istruzione però non influisce ancora al punto più importante; i parochi insegnano il catechismo ai ragazzi, lo spiegano nelle loro omelie; ma, oltre che poca attenzione vi prestano gli uditori, che spesso non ben intendono l'idioma, si perdono soventi i parochi in discorsi non atti a produrre alcun frutto. Un breve catechismo di buona morale si dovrebbe insegnare ai ragazzi, talché l'imparassero a mente e quindi spiegarsi loro dai maestri di scuola un giorno d'ogni settimana, con far loro comprendere come l'esercizio dell'onestà e delle virtù è utile a ciascheduno, provandolo ancora con esempi tratti da storie vere e tanto più da storie e casi recenti, poiché gli esempi sono con maggior attenzione ascoltati dai ragazzi e fanno una grande impressione nelle loro tenere menti e nei lor cuori non ancora guasti; impressioni queste che producono un effetto utilissimo per tutta la vita. Se un codice criminale si compilasse ben combinato, non sarebbe disutile un compendio delle proibizioni e delle pene che venisse anche insegnato e fatto imparare a mente ai ragazzi. Ho accennati questi mezzi, non perché io pretenda che siano gli unici, ma solo per modo d'esempio: chi ha le redini del governo ha lumi bastanti e di molto superiori a quelli che io aver possa per sciegliere i mezzi più opportuni e più atti a produrre il desiderato effetto; a me basta di aver accennato il sommo bisogno che le provvide cure del governo a questa parte si rivolgano e di aver provato insieme (come me ne lusingo) che la facoltà di testare è affatto superflua per questo riguardo.

Le stesse ragioni fin qui accennate dimostrano ugualmente la stessa superfluità della facoltà di testare per l'oggetto di mantenere i figli nella debita dipendenza e rispetto verso i loro genitori, cosa che deve essere frutto della sola educazione; aggiugnerò solo che la sperienza serve a convincere chicchessia della verità della mia proposizione, conciossiaché vediamo tutto giorno padri, o poveri, o possessori di patrimonio vincolato, dal testamento dei quali per conseguenza nulla hanno i figli che sperare o temere, ma che hanno data a questi buona educazione, essere dai medesimi amati e rispettati; pello contrario padri,

che hanno ricche e libere possessioni, ma che hanno negletto il principal loro dovere, l'educazione, essere strapazzati dalla lor prole.

Tolta la libertà di testare, si toglie certamente uno di quei mezzi coi quali gli uomini pretendono di dare una prova di gratitudine, ma si riduca questa a filosofico esame e si scorgerà l'illusione.

La gratitudine non si deve misurare dalla quantità e valore della rimunerazione, ma dallo sforzo del rimunerante. Un uomo che dà una cosa di poco valore, ma che gli è carissima e gli costa uno sforzo grande in privarsene, dà una prova assai maggiore di riconoscenza di quella che darebbe un millionario d'altronde non avaro il quale dasse molto oro. Ciò posto, qual grande sforzo è egli mai lo scrivere erede Pietro piuttosto che Giacomo in un testamento che non avrà effetto se non dopo morte e che si può cangiare a piacere quanto e quando si vuole? La vera gratitudine s'ha a dimostrare in vita e non in morte. Suppongasi però, in falsa ipotesi, che la gratitudine del moribondo, il quale dà ciò che più non può ritenere, sia uguale a quella dell'uomo sano, altri gravissimi inconvenienti io scorgo in questo preteso modo di beneficenza: vedo che quelli, i quali sanno di poter in morte beneficare, sogliono esigere dai spiriti deboli o avari moltissimi beneficii ed esercitare con essi finché vivono durezza, imperioso comando e talora sono anche ingrati ed ingiusti, poiché, mentre mantengono viva la speranza del legato o della eredità, con questo mezzo si erigono in tiranni, intorbidano la quiete della famiglia, ne corrompono i costumi, commettono mille iniquità a danno di quei miseri, che o per bisogno o per desiderio di roba si lasciano acciecare, i quali per compimento dell'opera si trovano non rade volte in fine corbellati, perché, o quell'uomo era creduto pecunioso e muore decotto, o era creduto disperato di prole e un accidente lo rimette in istato di averne, o nel punto estremo tutto si cangia; un parente più scaltro trova la via d'intenerire il moribondo e in quei momenti della maggior debolezza gli estorquisce un testamento a suo favore; un altro da falso zelo spinto ottiene un testamento scritto in fretta e più in fretta ancora letto, e stipulato a favore di mani morte, o finalmente lo stesso testatore aveva tenuti a bada questi infelici, che tutti aveva già corbellati con un testamento segreto, o sia suggellato. Queste son cose che vediamo succedere assai frequentemente e sono fuor di dubbio disordini gravissimi, onde, ridotta la cosa a filosofica analisi, sembra che il risultato sia essere codesto modo di dimostrarsi grato, vale a dire cogl'atti d'ultima volontà, quello per l'appunto che distrugge la vera gratitudine e che quasi autorizza innumerevoli disordini; dunque,

ben lungi dall'essere una ragione per opporsi all'abolizione del dritto di testare, somministri anzi un maggiore argomento per affrettarla.

Privare gl'indegni, arricchire i virtuosi, fare una prudente distribuzione fra gli eredi sarebbero cose utili e che si potrebbero operare cogli atti d'ultima volontà; rimane ora a sapersi se con questi si conseguisca, o almeno si possa ragionevolmente sperare di conseguire, questo utile fine: la ragione, non meno che la sperienza, dimostrano il contrario.

Affine di privare gl'indegni, arricchire i virtuosi e fare una prudente distribuzione fra gli eredi, è d'uopo che il testatore sia non solo uomo per se medesimo prudente e non prevenuto da passione, ma che sia insieme buon conoscitore del merito altrui; è spesse volte fallace il giudicio di molti, qual conto s'avrà a fare del giudicio d'un solo? Gli uomini prudenti e capaci a giudicare dell'altrui merito saranno sempre pochissimi, s'avrà a permettere che il massimo numero possa con effetto giudicare stortamente? Se vi si aggiunge che le passioni, i pregiudicii hanno comunemente la maggior influenza in tali giudicii, dalle quali affezioni non vanno esenti anche i più saggi, come potrassi sperare con fondamento che dagl'atti d'ultima volontà abbia a risultare codesto vantaggio? Infatti la sperienza dimostra che ogniqualvolta i testatori nella sostanza della loro disposizione si scostano dalle leggi delle intestate successioni e dagl'usi e consuetudini del paese, codeste disposizioni a novantanove per cento sono vere ingiustizie prodotte da passioni o da capricci; dunque, se ben lungi dal potersi sperare codesto vantaggio dagl'atti d'ultima volontà, vi è anzi tutto il fondamento per temere il disordine contrario, la conseguenza necessaria sarà essere questo un nuovo argomento a favore della proposta abolizione.

È così raro il caso di una persona che non abbia alcun congiunto nel primo grado, il quale ne possa essere legittimo erede, che non meritarebbe l'attenzione del legislatore, fuorché in quei governi nei quali il nome di fisco fosse ancora a tutti con ragione odioso; ma, comunque sia la cosa, il mezzo di evitare che succeda il fisco è cotanto obvio ed anche dolce senza punto ricorrere ai testamenti che reca meraviglia che uomini per altro illuminati abbiano fatto caso di questo preteso inconveniente. Non è egli permesso a chiunque di avere col mezzo dell'adozione figli ed eredi, che può sciegliere ognuno a suo piacere? Non è egli assai più dolce sciegliere una persona, per cui si abbia di già affetto, di cui si conoscano le qualità morali e questa adottarsi qual figlio, che di starsene sempre incerto nella scielta dell'erede? Quanti maggiori vantaggi da questo metodo non ne derivano?

Codesta persona così in vita beneficata e che supponiamo non da inconsiderata passione, ma da prudente cognizione prescielta, dotata di buone qualità morali, compierà verso il suo benefattore i doveri figliali con affetto uguale a quello di un vero figlio e quegli che l'avrà adottato ne ritrarrà tutte le consolazioni che sperar possono i padri dai loro figli, senza aver avute le penose cure in educarlo; vantaggi questi che non si possono mai sperare da un erede che, tale non essendo infin che vive il testatore, non può certamente avere un uguale affetto verso il medesimo.

Mi lusingo di aver dimostrato che gli accennati inconvenienti si possono evitare, malgrado che si abolisca la facoltà di testare; con tutto ciò io crederei cosa prudente il contentarsi per ora di ristringerla solamente entro dati confini, perché, essendo questo dritto così universalmente e da sì lungo tempo stabilito, che quasi direi si è connaturalizzato agli uomini, l'abolirlo interamente tutto ad un tratto potrebbe sembrare un cangiamento troppo violento, e perciò non prudente [c]. Pertanto accennerò le restrizioni colle quali penso che possano, se non interamente togliersi, grandemente almeno scemarsi i mali che allo stato presente derivano dalla effrenata facoltà di disporre per atto di ultima volontà.

Se si risale alla prima origine dei testamenti, erano essi presso i Romani (come già accennammo) atti che si facevano alla presenza d'immenso popolo, dalla qual cosa deriva: 1. Che si facevano da uomini sani anche di corpo. 2. Che questi atti non potevano a meno di essere semplicissimi e scevri di tante stravaganze che leggiamo ogni giorno nei moderni testamenti. 3. Che le solennità per l'autenticità dell'atto erano anch'esse semplici e non capaci a produr liti. Dunque, accostandosi quanto più sia possibile a questa primitiva semplicità, si potrà sperare buon esito dalle leggi a questo fine dirette e si eviteranno gl'inconvenienti contrarii.

La debolezza fisica, in cui si trova l'uomo gravemente infermo, influisce moltissimo sulle facoltà dell'anima e sulle morali affezioni di essa; un moribondo occupato, oppresso ed agitato da tanti affannosi pensieri è certamente in uno stato ben diverso da quello dell'uomo sano; riesce molto più facile l'ingannarlo, sedurlo e determinarlo a

c. Non dirò certamente né ingiusto, né tirannico, come leggesi in un libercolo recentemente uscito alla luce sui testamenti, in cui trovasi una mal digerita collezione di cose fritte e rifritte, né altro vi aggiunse il chiarissimo autore del proprio che alcuni sragionati sofismi intrecciati di indecenti, non men che grossolani, frizzi.

ciò che mai non avrebbe fatto nello stato di buona salute; quelli che lo attorniano in quei critici momenti dispongono in vece sua delle di lui sostanze; il notaio estende in fretta il testamento dettato da quegli che in tali circostanze ha ottenuta la confidenza del moribondo; codesto testamento si legge in fretta, perché il tempo incalza, fra pochi momenti il misero testatore o non sarà più in vita, o non avrà più l'uso dei sensi; egli, dal male oppresso e tormentato, appena intende ciò che si legge e la sola instituzione d'erede è quella che è costretto di sapere: così una madre, mossa da capricciosa predilezione verso uno de' figliuoli, con ingiusta accusa contro di un altro che avrebbe ugual dritto al di lui affetto, ottiene a forza d'importunità una disuguale ed ingiusta disposizione; qualcun altro, da falso zelo spinto, ottiene un testamento a favore delle manimorte in pregiudicio de' più stretti congiunti, talora anche bisognosi, e tanti altri disordini insomma succedono che non accaderebbero, se il testatore disponesse nello stato di buona salute [d].

La sfrenata libertà che hanno gli uomini di riempire di stravaganze gli atti d'ultima volontà è assai più dannosa di quella che hanno nel contrattare le loro proprietà; e moltissimi vi sono i quali non ardirebbero esprimere in un contratto ciò che non arrossiscono di lasciare scritto in un testamento, tanto più se suggellato e secreto fin dopo la morte, d'onde nascono innumerevoli liti e disordini. Solone, che, come accennammo, il primo fu ad introdurre l'uso dei testamenti, non permetteva di testare a chiunque avesse prole, ma i Romani l'accordarono indistintamente, contentandosi di riservare ai figli una

d. I corpi morali che intendiamo sotto nome di manimorte sono esseri immaginarii, i quali non hanno altra esistenza legale fuorché quella che vien loro accordata dal governo, e questa contien sempre la tacita imprescindibile condizione *durante il di lui beneplacito*, poiché nessun governo può legarsi in modo che, mutandosi col tratto del tempo le circostanze e non essendo perciò più conveniente al pubblico bene l'esistenza di alcuno di questi corpi, non possa il governo rivocare la concessione; pertanto questi corpi morali hanno unicamente l'uso precario delle proprietà e mai non si possono considerare come veri proprietarii, perché le proprietà da essi possedute dipendono per la natura stessa della cosa dalla disposizione del governo: pressoché tutti i governi hanno a quest'ora posto un freno al troppo condensarsi le proprietà nelle manimorte; alcuni hanno proibito indistintamente alle manimorte d'acquistarle, altri si sono contentati di proibire ai notai di rogare alcun atto, per cui si trasferisca il dominio di qualche proprietà alle manimorte, senza prima averne ottenuta dal governo il permesso: riesce pertanto superfluo l'entrare in questa discussione.

ben tenue porzione col nome di legittima, e anche di questa permisero ai padri privarneli in alcuni casi dalle leggi concessi.

Le solennità, che nella prima origine erano semplicissime, si moltiplicarono in appresso a segno che non vi è atto alcuno per cui dalle romane leggi veggasi prescritto un maggior numero e un maggior rigore di solennità, la qual cosa produce necessariamente non poche liti sulla validità dei testamenti: per rimediare a questo disordine si immaginarono clausule capaci a sanare qualche difetto di solennità, di modo che si andò di mano in mano sempre più complicando la macchina. A tutti questi inconvenienti potrebbero rimediare le leggi infra riportate.

Capo II.

Delle successioni legittime.

Ristretta in tal guisa la facoltà di disporre per atto d'ultima volontà, succederà necessariamente che molto minore sarà il numero di questi atti; sarà perciò tanto più importante che le leggi intorno alle successioni legittime siano determinate con chiarezza, affinché non nascano da questo fonte nuove liti.

Pensano alcuni che queste leggi si debbano regolare diversamente secondo le diverse forme di governo. Io mi contenterò di esaminare quali esser possano le più convenienti nella forma di governo monarchico.

In questo governo è fuor di dubbio necessaria la classe dei nobili, la quale serve di anello intermedio, per cui si accostano i due estremi, il popolo ed il trono. Nessun filosofo ignora che la vera nobiltà consiste nella virtù; che nessuna diversità fisica passa tra l'ultimo fra gli uomini ed il più elevato cittadino; ma nello stesso tempo non v'ha chi non sappia qual differenza corre tra l'educazione che suole ricevere un uomo nato da parenti ignobili e poveri e quella che suol darsi a chi è nato da parenti nobili e facoltosi; nessuno ignora l'effetto che produce nelle tenere menti dei fanciulli e nell'innocente lor cuore l'esempio dei genitori e degli avi illustri; quanto facilmente si accenda in loro il desiderio di imitarli; tutti sanno finalmente che simili impressioni ricevute nella tenera età influiscono costantemente nel modo di pensare, sentire e volere per tutto il corso della vita. Dunque l'indefinita proposizione che la nobiltà ereditaria sia un mero pregiudicio ella è un sommo errore, che non può aver luogo fuorché in un politico romanzo. Vi si aggiunge l'opinion pubblica (assai più ragionevole in questo dei sedicenti filosofi), la quale trionferà sempre malgrado qua-

lunque legge, per cui si volesse annichilare la nobiltà ereditaria e ristringere ogni distinzione al solo merito personale. Il merito di un uomo, che colle sue virtù siasi reso illustre, imprime in tutti gl'individui un tale rispetto che anche dopo la di lui morte sarà sempre in somma venerazione il di lui nome e i figli che portano il nome istesso, purché non lo disonorino coi vizii, riscuoteranno dal popolo, a dispetto di qualunque legge, rispetto e distinzione. Se poi per tre, quattro o più generazioni successive una qualche famiglia avesse prodotti uomini per virtù commendabili e che si fossero resi utili alla patria, chi sarà che possa ricusare ai loro discendenti le distinzioni e prerogative di nobiltà? Lo stesso governo non potrebbe a meno di lasciarsi anch'esso strascinare dalla corrente della pubblica opinione; tutto il popolo sarebbe scandalizzato ed irritato, se vedesse confusi col volgo i figli di tanti avi illustri; per altra parte egli non è picciolo incentivo alla virtù ed alle gloriose gesta quello di sapere che i figli, i discendenti ne sentiranno vantaggio e che ne raccoglieranno il frutto: dirò di più, qual ricompensa, qual premio darassi all'eroe, che per servire o salvare la patria ha perduta la vita? A lui, che più non esiste, non si può dare compenso: dunque non rimane altro mezzo che di applicare ai di lui discendenti e congiunti quel premio che egli ha meritato ed ottener non può; se negli uomini non fosse fortunatamente frequente quella illusione, che chiamasi posteromania, per cui sembra loro di continuare e protrarre nei loro posteri la propria esistenza, quel legislatore che avesse saputo inspirare sì fatta illusione sarebbe pur degno di lode; poiché alla fine convien pure disingannarci; la speranza ed il timore sono i soli agenti, che determinano il cuor umano; se manca ogni speranza di premio ad un'azione eroica, non si troverà l'eroe: la gloria è per le anime ben nate il maggior premio, quello che più ambiscono; chi muore pella patria è soddisfatto morendo col pensiero che della sua virtù, delle sue gesta tramanda a' suoi discendenti, a' suoi congiunti in retaggio la gloria che egli si è meritata, perché in essi (come dissi) per fortunata illusione di vivere ancora gli pare; dunque egli è dovere di ben ragionata utilità pubblica l'accordare a questi discendenti, a questi congiunti i distintivi e le prerogative di nobiltà; se si accordano a quelli di chi perdé la vita, non v'è ragione di ricusarli ai discendenti di quegli che ha ugualmente servito alla patria, perché ebbe la sorte di conservar la vita e che può anzi ancora esserle utile un'altra volta; dunque ella è follìa il voler prescindere dalla classe de' nobili e dalla nobilità ereditaria.

Le distinzioni e prerogative di nobiltà non consistono, come pensano alcuni, nelle soverchie ricchezze e nel lusso; egh è vero che l'ab-

bietta povertà toglie per lo più i mezzi di dare ai figli una nobile e virtuosa educazione ed è un ostacolo alla stessa virtù, perché espone l'uomo ad un avvilimento tale d'animo, che, senza un continuo sforzo di straordinaria virtù, può facilmente degenerare in bassezza; ma contuttociò le soverchie ricchezze ed il lusso, da cui deriva la mollezza, sono un altro pericolosissimo inciampo nell'esercizio di quelle virtù, delle quali debbono essere esempio i nobih.

Per evitare la povertà si sono immaginate le leggi che favoriscono l'agnazione a pregiudicio delle femmine nelle successioni legittime; anzi, occupati unicamente i legislatori del pensiero di mantenere il preteso lustro delle famiglie nobili, hanno favorite le primogeniture ed alcuni le stabilirono per sistema; questa però è un'illusione. Il vero lustro delle famiglie nobili non consiste nella soverchia ricchezza e nei vizii che essa comunemente suole produrre, ma bensì nel continuato esercizio delle virtù; aggiungerò inoltre che, posto il sistema delle primogeniture, ne deriva necessariamente: 1. Che gli oltregeniti debbono essere poveri e per conseguenza condannati ad involontario celibato, onde in poco tempo le più illustri famiglie saranno estinte; ora, per mantenere il preteso lustro, valersi di un mezzo che ne produce necessariamente l'estinzione, egli è un falso ragionare. 2. Che la mollezza, ordinario effetto di soverchia ricchezza, renderà facilmente viziosi o almeno inetti i ricchi primogeniti, sicché questi, viziosi perché troppo ricchi, e gli oltregeniti, viziosi e seduttori perché troppo poveri e celibi contro lor voglia, concorreranno tutti d'accordo a produrre corruzione universale nei costumi, la quale non riuscirà mai di frenare insino a che sussisterà una causa costante che la produce. Sembra dunque che si possa conchiudere che il sistema delle primogeniture non è solamente un falso sistema, ma anzi un sistema dannoso, almeno nella maniera che egli vedesi comunemente adottato: converrà dunque, se non si abolisce intieramente, ristringerlo e rettificarlo; a questo oggetto sono dirette le leggi infra suggerite.

Codeste leggi tendono a scemare nello stesso tempo i gravissimi intoppi che i vincoli di fedecommesso e primogenitura frappongono al commercio delle proprietà ed alla cautela dei contratti.

Dagl'accennati principii deriva un'altra conseguenza non meno importante, vale a dire che, se la nobiltà non può aver altro giusto fondamento che quello della virtù, non è conveniente che essa si renda venale; un tale sistema distruggerebbe l'emulazione ed il desiderio di gloria, in di cui vece sottentrarebbe uno spirito di avara cupidigia, che fa rivolgere tutte le cure degli uomini all'acquisto delle ricchezze, senza essere punto dilicati nella scielta dei mezzi di conseguirle; per

la qual cosa in breve spazio di tempo diverranno gli uomini universalmente inclinati alla venalità; l'uomo onesto diverrà negletto, povero e dileggiato; le leggi, anche penali, si renderanno alla fine impotenti a frenare codesto vizio, perché quando un delitto si rende pressoché universale, non è più possibile di punirlo; quei medesimi che dovrebbero pronunciare la condanna non ne avrebbero il coraggio, consapevoli di meritarne altrettanto anch'essi.

Sembra inoltre che tra un nobile di nobiltà generosa ed antichissima ed uno di recente ammesso alla classe de' nobili passi troppo grande distanza, onde fosse ragionevole cosa distinguere anche fra i nobili alcune classi: si potrebbero collocare nella prima classe quelle famiglie, la di cui nobile origine si perde nella antichità o che contano almeno dodici generazioni di nobiltà radicata in un personaggio illustre per carica o per giurisdizione e non mai stata interrotta da cosa alcuna che vi abbia potuto derogare; nella seconda classe quelle che contano sei età di simile nobiltà; nell'ultima quelle che contano quattro età di nobiltà; ma, quanto a queste, dovrebbe essere provata con quattro personaggi illustri in quattro età anche interpolate e illustri per virtù, non per sole ricchezze o giurisdizioni comperate. Nessuna famiglia perciò d'or in avvenire potesse arrivare al grado e prerogative di nobiltà ereditaria, fuorché dopo di aver dati alla patria in quattro diverse età quattro personaggi illustri per virtù, che gli abbiano resi degni d'occupare una carica distinta in qualsivoglia carriera, come per esempio di colonnello, di senatore o altra corrispondente. Non importa, come dissi, che queste età siano anche interpolate, non importa pur anche che i personaggi illustri non siano tutti nella linea ascendentale rigorosa, purché siano per esempio fratelli di quello da cui discende il postulante ed il primo o secondo almeno sia fra gl'ascendenti; ben inteso però che di questi nessuno o per mestiere o per vizio siavi stato che possa essere d'ostacolo.

L'esclusione delle femmine in concorso dei maschi dalle successioni legittime si è, come dissi, creduta necessaria per lo stesso fine di mantenere il lustro delle famiglie nobili; questa sarebbe dunque nelle altre classi di persone affatto estranea allo scopo, ma anche per le famiglie nobili, sebbene non produca così gravi inconvenienti quali produce il sistema delle primogeniture, nulladimeno varii ne produce che meritano l'attenzione del legislatore, e per altra parte ella non è che una mera illusione. Da questa legge deriva necessariamente una generale povertà nelle fighe da marito, la quale per i guasti costumi produce un forte ostacolo ai matrimoni. Si osserva che per lo più chi prende moglie non è punto determinato da quelle mire che possono sole

rendere felici i coniugati ed arricchire di util prole la società; ma, o ricca dote, o illustre cognazione, o protezione autorevole, o finalmente un qualche capriccio determinano a' giorni nostri gli uomini ad uno de' più difficili ed importanti passi della vita; sia pure una ragazza ricca di virtù, se per sventura ella è scarsa di dote, difficilmente ella troverà marito; or questa, passato il primo fiore di gioventù, diventa un peso alla famiglia, la quale bene spesso glielo fa crudelmente sentire, a segno che l'infelice preferisce di rinserrarsi fra quattro mura piuttosto che di sopportare i continui sgarbi che riceve nella casa paterna; ella non aveva la minima inclinazione allo stato celibe, eppure è costretta ad abbracciarlo come un mal minore; male certamente ogniqualvolta non vi è inclinata: troppo cruda si rende in questa guisa la sorte delle fanciulle.

Egli è per altro innegabile che il matrimonio porta seco gravi spese, alle quali, nel presente sistema delle cose, pochi sono in istato di supplire, se dalla moglie non ricevono una somma che in parte almeno ne somministri loro i mezzi. Ora se alla successione legittima fossero indistintamente coi maschi invitate le femmine, egli è evidente che tutte le spose secondo il loro stato sarebbero ugualmente ricche che i maschi; questi pertanto ne risentirebbero ugual vantaggio prendendo moglie, e quindi ne deriverebbe un doppio bene alla società. Agli inconvenienti poi che può produrre una moglie doviziosa proporrò a suo luogo l'opportuno rimedio. Ciò posto si potrebbero regolare le successioni legittime nel modo infra espresso.

Capo III.

Dei matrimoni.

Dalle leggi infra proposte per le successioni legittime deriverà fuor di dubbio molto maggior numero di matrimoni, poiché si toglie con esse l'ostacolo che vi frappone il presentaneo gran numero di celibi involontarii; si stabilisce una più uguale distribuzione delle ricchezze, quindi per necessaria conseguenza minor lusso e maggior industria. Ciò posto, si potrà sperare che siano men guasti i costumi e, questi resi migliori, non v'ha dubbio che sia per trovarsi più facilmente fra i coniugati quella buona armonìa che costituisce la felicità di un tale stato; rimangono però ancora a questo riguardo alcuni inconvenienti, ai quali sarebbe utilissima cosa trovar rimedio; sia per conseguire vieppiù facilmente i vantaggiosi effetti poc'anzi accennati,

sia per evitare buona parte delle liti che in conseguenza dei matrimoni si agitano tutto giorno nei tribunali.

Il matrimonio è un vincolo perpetuo ed indissolubile, che allo stato presente delle cose si suol contrarre tra persone che appena si viddero di passaggio e mai non si trattarono per conoscersi e, se pure accadde che siansi frequentate, non istudiarono entrambe che a mascherarsi per celare reciprocamente i proprii difetti. Egli è certo che, se si riflettesse seriamente all'importanza di un tal passo, sarebbero ben pochi che avessero bastante coraggio per intraprenderlo; ma per buona sorte la reciproca tendenza dei due sessi provvidamente stabilita dal sommo autor della natura fa superare quegli ostacoli che la matura riflessione potrebbe suggerire; l'età fervida, in cui comunemente si legano i coniugati, vi contribuisce non poco, perché in quell'età sono le passioni più violente, meno fredda la riflessione e non si lascia l'uomo così facilmente arrestare dal timore. Quegli ostacoli adunque, che adesso sono così grandi, che nelle città massimamente sono bastanti per trattenere l'uomo prudente dall'ammogliarsi, si renderanno sempre più deboli a misura che i costumi si renderanno migliori. Supponiamo ora che le ben combinate leggi e le provvide cure del governo abbiano prodotto codesto salutare cangiamento e che perciò i matrimoni siano per contraersi con più retta intenzione e con più ragionate nozioni; contuttociò, sebbene fosse per essere rarissimo il caso di un matrimonio fra due persone tra le quali esistesse una decisa naturale avversione, sarà però non men raro che s'incontri tra due coniugati una perfettissima reciproca analogia: il maggior numero sarà dunque di quelli che potranno passar la vita in buona armonia, senza che costi grande sforzo né ad una parte, né all'altra. Dovendo essi lungamente convivere, non si può ammeno che di quando in quando nasca qualche contesa o dissapore; questi inconvenienti succedono tra amici che non convivono: debbono perciò tanto più facilmente succedere tra coniugati, perché più frequenti le cause che possono produrli; la necessità di convivere perpetuamente spesse volte esacerba la dissensione, rende più difficile la riconciliazione e giunge talora la cosa al segno di passare al grado di vera avversione e rendersi quindi forse impossibile una sincera riunione degli animi; ora, se un po' meno rigide fossero le leggi intorno alla separazione di toro, forse molti fra i coniugati dopo breve separazione si riunirebbero con sincerità d'affetto e non sarebbero come in oggi moltissimi per tutto il corso della vita infehci; data una maggior facilità di separarsi, lo stesso timore della separazione renderebbe entrambi più cauti, più docili, meno intolleranti e

più disposti ad usarsi reciprocamente i dovuti riguardi per non dar luogo ad una rottura.

È raro il caso che una moglie doviziosa si disponga a vivere sommessa al marito; per lo più ella pretende di signoreggiare, le ricchezze le somministrano nell'istesso tempo i mezzi per soddisfare i proprii capricci senza dipendere dal marito: in somma comunemente chi ha moglie doviziosa vive infelice; pertanto nel sistema dissopra proposto è d'uopo rimediare a questo disordine.

Un altro inconveniente si presenta ed è che, sebbene siasi stabilita la successione uguale tra maschi e femmine, contuttociò le figlie sogliono prendere marito molto tempo prima che esse siano per entrare in possesso della successione paterna; dunque, se per facilitare i matrimoni si crede utile la legge dianzi proposta, è necessario un rimedio, affinché essa non si renda superflua col lasciarsi intanto le figlie da marito prive d'ogni sostanza finché è in vita il loro padre.

Allo stato presente delle cose si sono in tal guisa moltiplicati i patti e gl'usi per gl'interessi reciproci de' coniugati che le liti a questo riguardo sono assai frequenti e, quel che è peggio, la stessa giurisprudenza non è ancora a questo riguardo abbastanza determinata; sarà dunque cosa utile il prevenire quanto sia possibile codeste liti.

La materia del primo dei sovra riferiti inconvenienti è mista di ecclesiastica e secolare giurisdizione; pertanto mi asterrò dal suggerire a questo riguardo cosa alcuna: dirò solo di passaggio che, ogniqualvolta dalla ecclesiastica podestà sia permessa la separazione di toro, debbono i coniugati per ciò che riguarda i reciproci interessi considerarsi come se fosse disciolto il matrimonio e, riunendosi un'altra volta, si debbono nuovamente regolare gli interessi loro, come se allora si contraesse il matrimonio: attenendomi perciò agli altri tre capi penso che potessero essere opportune le leggi infra riportate.

Capo IV.

Degli altri contratti tra' vivi in generale.

La sfrenata libertà che hanno gli uomini di immaginare tutto giorno nuovi patti contribuisce non poco a far nascere sovra di essi dubbio e lite; ma più ancora a questo disordine suole contribuire l'imperizia, e talora anche la malizia, degli estensori di questi patti, voglio dire de' notai.

Sarebbe un attentato al dritto di proprietà quella legge, colla quale si volesse ristringere generalmente la libertà dei patti; ciò non ostante,

si possono in alcuni casi proibire certi contratti, qualora si credano nocivi e contrarii al pubblico bene. Alcune cose proporrò a questo riguardo, alcune altre suggerirò per rimediare ai disordini che nascono dall'imperizia o malizia de' notai.

In tutti i contratti sogliono i notai apporre espressioni, che chiamansi *clausule*. Queste altro non sono che patti abbreviatamente espressi: la maggior parte de' notai ignora il valore e non di rado anche il significato di tali clausule; si può dunque con fondamento argomentare che non ne siano meglio istrutti i contraenti, i quali però si trovano da questi ignoti patti legati, senza sapere di averli stipulati. Un saggio legislatore prescrisse che dovessero i notai spiegare ai contraenti, eziandio nel dialetto volgarmente usato, il significato e valore delle clausule e delle rinuncie che soglionsi anche esprimere con termini legali o abbreviatamente, ma ciò non ostante questa legge non ha prodotto il desiderato effetto; esprimono i notai nello stesso instromento di aver eseguito ciò che la predetta legge prescrive, ma, se non sapevano essi medesimi che cosa significasse quella clausula, come l'avranno spiegata ai contraenti? Alcune clausule sogliono apporsi dai notai per costume, anche in quei contratti o circostanze nelle quali sono affatto superflue, onde non servono che ad ingrossare il volume, produrre confusione e cagionare talvolta oscurità e dubbio; così, per esempio, in un contratto di compra e vendita è affatto superfluo che si esprima tenuto il venditore all'evizione verso il compratore: ella è una conseguenza della natura stessa del contratto; pertanto allora solamente è necessario farne menzione quando si vuole o ristringere, o totalmente escludere per patto espresso questa obbligazione annessa alla natura del contratto, e simili patti debbono esprimersi con chiarezza.

Sarebbe cosa opportuna estendere per i contratti, che chiamansi nominati, come di compera, permuta, mutuo, ecc. formole che si vendessero stampate a comodo di tutti nelle città e ville, come si trova la carta da bollo, lasciando in queste formole a luogo a luogo i vani da riempirsi coi nomi de' contraenti ed altri per potervi aggiungere quei patti particolari che i contraenti stimassero di stipulare: ciò posto, converrebbe ordinare come infra si esporrà.

Capo V.

Delle ipoteche.

L'obbligazione dei beni e l'ipoteca di essi è di due sorta: una generale di tutti i beni presenti e futuri, l'altra speciale, per cui viene specialmente ipotecato a cautela del creditore un dato particolar fondo.

S'introdusse l'ipoteca generale per rendere maggiormente cauti i creditori e ne invalse talmente l'uso che adesso per ogni minima obbligazione, per il più leggiero debito si vuole espressa l'ipoteca generale di tutti i beni presenti e futuri, la clausula del costituto possessorio, l'obbligazione fiscale e camerale con tutte le più estese obbligazioni; codesto eccessivo desiderio dei creditori di assicurare la loro cautela ha prodotto il contrario effetto di renderli sempre meno cauti: da questo è nata la frequente necessità di istituire il giudicio universale di concorso e si è principalmente resa assai più difficile la discussione delle anteriorità, poziorità e privilegi dei rispettivi creditori, onde la sentenza, che chiamasi di graduazione, ossia di collocazione dei creditori, debbesi necessariamente protrarre in lungo con grave danno dei creditori medesimi. È nata dallo stesso fonte universale incertezza e diffidenza, perché qualunque individuo, a cui sia occorso di contrattare, trovasi certamente ad avere i di lui beni presenti e futuri sottoposti a qualche generale ipoteca e, siccome nessuno può sapere quali e quante ipoteche abbia già contratte quegli che cerca per esempio a mutuo una somma di danaro, così ne succede che, per quanto una persona possieda ricco patrimonio e possa essere riputata risponsale, mai non si può dire accertatamente che non vi sia alcun pericolo affatto nell'affidargli un capitale. I gravissimi mali e disturbi che nascono dai giudicii di concorso son noti a tutti e leggonsi succintamente accennati nel volume XII della « Biblioteca oltremontana » dell'anno 1788, pag. 275[1], dove fra gli altri rimedi si è proposta l'abolizione delle ipoteche generali, dalla quale deriverebbero molti vantaggiosi effetti. Quest'abolizione si potrebbe concepire nel modo infra esposto.

Capo VI.

Dei contratti illeciti e del contratto di censo.

Non poco disturbo arrecano le questioni che si suscitano soventi sulla giustizia o ingiustizia dei contratti e le idee a questo riguardo ricevute, non meno che le leggi veglianti, sono pella maggior parte lontane dal vero e dal giusto.

Il solo dolo, la circonvenzione, la seduzione, il vero inganno in somma costituisce l'ingiustizia di un contratto qualunque; simili arti

1. Cfr. la recensione del Vasco al *Discorso sopra l'abolizione dei sequestri giudiziali* ecc. di Grouber di Grubentall, pubblicata appunto nella « Biblioteca oltremontana », 1788, vol. XII, pp. 275-294, e qui alle pp. 507-515.

non si debbono soffrire, quando anche il profitto che ne venne a ricavare quegli che le ha usate fosse leggiero; importa assai più che non sembra al primo aspetto che siano gli uomini onesti e di buona fede; se si potesse rendere universale questo spirito di onestà nella nazione, ne derivarebbero vantaggi grandissimi.

Io non reputo inganno l'approfittare delle circostanze per ricavar guadagno; pertanto non misuro la giustizia o ingiustizia del contratto dal solo profitto che una delle parti ne abbia ricavato, ma bensì dai mezzi dei quali si è servita per questo fine. Se i mezzi sono onesti, sarà sempre onesto il guadagno qualunque siasi che si è ricavato; se i mezzi poi sono o un vero inganno e frode, ovvero contrarii alla naturale onestà, come se si abusasse della confidenza che l'altra parte ha nella creduta onestà di quegli che seco contratta, se si abusasse della scempiaggine di un uomo per fare a danno del medesimo un guadagno evidentemente esuberante, il contratto dovrebbesi rescindere.

Il valore delle cose contrattabili non è così facile a determinarsi, perché dipende dalle particolari individue circostanze di ciaschedun caso; perciò la lesione che le leggi romane hanno considerata come la misura della giustizia o ingiustizia dei contratti e come ragione bastante per rescinderli o ridurli all'equità non può esistere, se non si è usato inganno, o che i dati siano talmente certi che sia evidente l'ingiustizia del prezzo, come per esempio, se cadesse in contratto una cosa avente valore certo e determinato, oro o argento, che si può da chiunque portare alla zecca e ricavarne dieci e si comperasse per otto, l'ingiustizia sarebbe manifesta. Comunemente però il valore delle cose non è così certo che si possa facilmente calcolare. Il pericolo poi, che nello stato presente delle cose si corre più o meno in qualsivoglia contratto di perdere quando meno uno se l'aspetta tutto o parte del capitale, devesi necessariamente calcolare, calcolo troppo difficile a stabilirsi per mancanza di dati abbastanza certi; pertanto non è possibile di stabilire con giustizia una regola certa a questo riguardo; quando prender si voglia per base il guadagno che possa risultare dal contratto a favore di una delle parti contrattanti, si correrebbe rischio di essere ingiusti a danno dei capitalisti, i quali allora o custodiranno oziosi i loro capitali con pregiudizio della società, o saranno costretti di immaginare nuovi stratagemmi per far frode ad una legge ingiustamente rigida.

Nelle presenti circostanze in qualunque contratto l'interesse del capitale è appoggiato a due fondamenti di giustizia; uno è rimborso annuale di capitale, e questo è sempre proporzionato al maggiore o minor timore che il capitalista ha di perdere tutto o parte del capitale,

e per questa parte egli è un giuoco: il capitalista giuoca sull'onestà del suo debitore, o sulla di lui vita, o sul caso, che insorga o no un creditore anteriore a di lui danno, ovvero insorga una qualche revindicazione per cui gli venga evitto il fondo. L'altro fondamento è un prezzo di locazione del danaro medesimo: il danaro è un mobile assai prezioso, perché nessun altro mobile più di questo può servire più utilmente ed a maggior numero di usi; dunque quegli che ne dà l'uso ad un altro, e così priva se stesso del comodo di valersene ed impiegarlo in tanti usi possibili, ha evidente fondamento di giustizia per esigerne un prezzo di locazione. Prescindo io qui dalla celebre questione dell'usura; questione che, anche nei termini nei quali ella viene proposta dai rigoristi, si riduce ad una vera questione di nome e, ristringendomi a ciò che appartiene alla civile legislazione riguardo all'interesse del danaro, penso di poter con fondamento sostenere che allo stato presente delle cose non si può senza vera ingiustizia determinare con legge coattiva l'interesse del danaro nei contratti; così pure non si può senza ingiustizia dichiarare con legge generale illecito un contratto qualunque, per la sola ragione che una delle parti ne abbia ricavato un guadagno per quanto esuberante egli possa sembrare; soggiungo di più che, lasciata a questo riguardo la piena libertà, ma nello stesso tempo provvedutosi dalle leggi alla più facile cautela dei capitalisti, al quale oggetto appunto sono dirette le leggi infra suggerite, l'interesse del denaro si metterà da sé in giusta bilancia, massimamente riguardo al mutuo, e quel capitalista che volesse pretendere un interesse veramente esuberante non troverebbe ad impiegare il suo capitale, fuorché con un qualche mezzo di illecito inganno, nel qual solo caso la giustizia esige che il contratto si annulli e soggiaccia pur anche a severo castigo l'ingiusto e malizioso capitalista.

Sembrerà al primo aspetto che con questo sistema vengasi ad aprire più vasto campo alle liti, non essendovi più alcuna norma certa; ma, in primo luogo, se è dimostrato che la pretesa norma certa è però di fatti incertissima e facilmente ingiusta, egli è evidente che non si deve una tal norma adottare; in secondo luogo, le liti per capo di lesione sono assai frequenti e di esito incerto, difficile e dispendioso, appunto perché la lesione è una norma fallace, incerta e difficil troppo a stabilirsi con dati bastantemente certi; aggiungasi che per lo più dipende dalla prova testimoniale, la più fallace fra i varii generi di prove; in terzo luogo, quando anche in sul principio nascessero liti anche in maggior numero, io mi lusingo che le sentenze condannatorie proferte contro quelli che contrattano con inganno apportarebbero un freno tale che in breve spazio di tempo gli uomini si avvezzarebbero ad

usare nei contratti buona fede ed onestà. Finalmente anche adesso, e secondo le romane leggi, la frode, l'inganno bastano per annullare il contratto, quantunque il danno non arrivasse alla misura della lesione enormissima ed anche enorme. Dunque il proposto sistema non produrrà maggior numero di liti e solo avrà tutte quelle che si agitano adesso frequentemente per le pretese lesioni.

In conseguenza del proposto sistema, il contratto di censo si renderebbe superfluo, contratto singolarissimo sconosciuto ai Romani, regolato dalle sole leggi canoniche e da cui sono nate innumerevoli liti e questioni, che tutte non sono ancora ben definite. Questo contratto ha un'apparenza di correspettivo per ricavare frutto dal danaro senza urtare nella sentenza de' rigoristi; ma questo supposto correspettivo non è che un'illusione. Prescindo dalla sottigliezza per cui si finge che sia un contratto di compra dei frutti del fondo censito; simili peripatetiche sottigliezze debbonsi da un saggio legislatore evitare come una peste capace a rendere il codice dannoso non che [in]utile; attenendomi pertanto al solo preteso correspettivo, dimostrerò che egli è una mera illusione. Il correspettivo dell'interesse si fa consistere nel non potersi più dal capitalista pretendere la restituzione del capitale; ma, in primo luogo, se si suppone che non si possa ricevere interesse del denaro, era già bastante correspettivo il permettere l'interesse comune; per qual ragione permetterlo maggiore? E se questo di più forma il correspettivo del non potersi più pretendere il capitale, dunque si admette tacitamente che si può esigere l'interesse comune del danaro dato a mutuo. In secondo luogo, si suppone che il capitalista non avventura il capitale che sovra un fondo censito, che lo renda abbondantemente cauto; ora se tale è il censo, egli è un capitale che si trova facilmente a contrattare; epperò il capitalista che lo ha acquistato lo può facilmente realizzare e ricuperare il suo danaro; sicché il patto è bensì a vantaggio del debitore, ma il creditore non ne soffre; e siccome i teologi non permetterebbero di ricevere un interesse dal debitore per la sola ragione che questi ne ricava frutto, così il vantaggio che dal patto del censo risente il debitore non può mettersi in calcolo di correspettivo, se al creditore poco o nessun danno ne deriva: ella è dunque un'illusione, colla quale si permette un maggior interesse dell'interesse comune. Io crederei cosa utilissima l'abolire questa sorta di contratto e stabilire le leggi infra proposte.

Capo VII.

Della patria podestà e de' suoi effetti.

La patria podestà è un diritto introdottosi dalle leggi civili e dove più dove meno estesosi. I Romani lo portarono fino ad accordare ai padri il barbaro diritto di uccidere i loro figli.

Il governo patriarcale costituiva il padre di famiglia assoluto padrone di essa e doveva necessariamente accordare al medesimo la podestà la più estesa; ma, dappoiché i legislatori hanno assunta la cura di provvedere con ben combinate leggi alla pubblica tranquillità, quanto più essi si sono seriamente ed utilmente occupati di questo importantissimo oggetto, ella si è resa tanto meno necessaria l'estensione della podestà dei padri di famiglia. L'educazione della prole è il solo vero fondamento per cui nello stato de' governi presenti sussister deve ancora la patria podestà; l'amore, il rispetto, la sommessione dei figli verso dei loro genitori debbono essere effetti della buona educazione, piuttosto che prerogative annesse al diritto di patria podestà, nella stessa guisa che vediamo un giovine ben educato e bene istruito dal suo precettore conservare sempre verso il medesimo gli stessi sensi d'affetto, rispetto e venerazione, quantunque da esso più non dipenda per alcun verso; non è assolutamente possibile che il governo assuma l'incarico della educazione di tutti i fanciulli della società; il pensiero di una educazione pubblica è uno fra i varii ineseguibili progetti che si possono collocare in un politico romanzo; contuttociò il governo ed il legislatore non abbandona a' tempi nostri un affare di tanta importanza intieramente al capriccio dei padri; egli ne facilita i mezzi, vi contribuisce in parte e se ne occupa in somma fino a quel segno che ciò far si possa senza incontrare gravi inconvenienti.

Da questi principii sarà facile dedurre quali debbano essere i confini e gli effetti della patria podestà in un governo bene organizzato (io discorro sempre degli effetti civili; nessuno ignora quali doveri prescrive ai figli la santa religione e la natura medesima); finché non sono i figli arrivati a quella età in cui, se non hanno essi ricevuta l'educazione, tardi troppo si presumerebbe di volerla dar loro, non v'ha dubbio che debbono i padri avere sovra di essi tutta l'autorità e podestà di direzione, per conseguenza quella di correggerli e castigarli; questa età si può fissare tra i 20 e i 25 anni. Compita poscia l'età di 25 anni, null'altro rimane che il dovere nei figli di rispetto e riverenza verso i loro genitori e, questo dovere essendo giusto per una parte

ed utile per l'altra alla pubblica tranquillità, debb'essere dalle leggi civili autorizzato.

Le leggi intorno alle successioni intestate, che danno ai figli diritto di conseguire le sostanze paterne dopo la loro morte, le leggi che danno ai figli il diritto di essere da' padri alimentati, sembra che autorizzino il diritto che i romani legislatori hanno accordato ai padri sovra ogni cosa che dai figli sia acquistata, fuorché provenga da peculio, che chiamarono castrense o quasi castrense; vediamo che gli stessi Romani, a misura che la nazione fece progressi nelle scienze e nell'arti, ristrinsero essi pure questi effetti della podestà, s'incominciò a distinguere il peculio avventizio dal peculio profettizio, e di quello si lasciò al figlio la proprietà, lasciato al padre l'intiero usufrutto; poscia si permise il peculio avventizio pieno e così di legare o donare ad un figlio di famiglia colla espressa condizione che anche l'usufrutto spettasse ad esso esclusivamente al padre: finalmente Giustiniano imperatore trovò essere troppo dura cosa che, acquistandosi da un figlio o per mera industria o per sorte propizia una qualche proprietà, questa cedesse al padre e gli altri di lui fratelli nella divisione della paterna eredità partecipassero ugualmente a questi suoi guadagni e perciò li collocò nella classe di peculio avventizio e ristrinse il peculio profettizio ai guadagni fatti da un figlio a cui il padre avesse somministrata qualche somma per negoziare.

Tutte queste distinzioni però danno luogo soventi alle liti, epperò sembra che, tanto per l'oggetto di prevenire codeste liti quanto altresì per animare maggiormente gli uomini all'industria, si potrebbero stabilire le leggi infra proposte.

Capo VIII.

Della prescrizione.

Il perpetuare le azioni civili ella è cosa che renderebbe necessariamente incerto il dominio delle proprietà; per altra parte riesce incredibile che una persona sia stata per lungo tratto di tempo così dimentica e non curante de' proprii interessi per non dover supporre che l'azione sia stata legittimamente estinta; perciò i legislatori hanno introdotta la legale presunzione che chi tacque per un dato corso d'anni non sia più creditore e sia stata la di lui azione estinta; ma le eccezioni che a questa regola furono costretti di ammettere ridussero a ben poco il vantaggio che dalla prescrizione derivar doveva, poiché fra le altre eccezioni quella che *non valenti agere nulla currit praescriptio* esime dalla

prescrizione tutti i beni vincolati a fedecommesso o primogenitura, tutti i pupilli o minori, tutti gli assenti *reipublicae causa* ed aventi simili impedimenti.

Secondo il proposto sistema le azioni ipotecarie debbono estinguersi o rinnovarsi, che torna lo stesso, nel termine d'anni 30, così pure qualunque debito non può, anche volendosi, essere perpetuato, se non è di bel nuovo riconfermato specificamente; si restringe dunque la cosa alle azioni meramente personali che siansi neglette ed a quelle azioni reali che non sono né meramente personali, né ipotecarie, come sarebbe la domanda di una successione, le quali non sono registrate nel pubblico archivio: per queste si potrebbe stabilire nel modo che qui sotto si espone.

Aboliti i vincoli di fedecommesso, abolite le ipoteche generali, ordinata la registrazione delle ipoteche speciali e regolata nel modo infra suggerito la prescrizione, dovrebbe derivarne molta sicurezza e facilità nel commercio interno delle proprietà e scemarsi perciò il numero delle liti.

Leggi sovra gli articoli trattati nella parte prima.

Degli atti d'ultima volontà.

I. Qualunque persona d'ambi i sessi, di qualunque grado e condizione, a cui sia permessa la testamentifazione, volendo devenire ad un atto d'ultima volontà, dovrà presentarsi personalmente al giusdicente di suo domicilio, al medesimo far nota o in iscritto o in voce la sua volontà alla presenza del segretaro del tribunale e di due altri testimoni.

II. Quegli che avesse domicilio in due luoghi, abitando una parte dell'anno in un luogo ed un'altra parte in un altro, potrà presentarsi a quello de' due giusdicenti che meglio gli parerà, fuorché avesse dichiarato di aver eletto per suo tribunale uno di essi, come si dirà nella seconda parte.

III. Il giusdicente esaminerà se la disposizione contenesse talora cosa alcuna contrariante alle leggi, nel qual caso ordinerà al disponente di prescindere da tutto ciò che come sovra avrà riconosciuto essere dalle leggi riprovato.

IV. Non sarà lecito al giusdicente di suggerire alcuna benché minima cosa intorno alla sostanza della disposizione, sotto pena di essere

privato d'impiego e dichiarato inabile per l'avvenire ad esercirne alcun altro.

V. Cesserà la predetta proibizione ogniqualvolta il giusdicente venga richiesto dal disponente medesimo di un qualche suggerimento o consiglio anche a riguardo della sostanza della disposizione, nel qual caso sarà anzi dovere del giusdicente di suggerire tutto ciò che relativamente alla suddetta richiesta, e non mai oltre la medesima, egli crederà più opportuno e prudente nelle circostanze del caso.

VI. La volontà del disponente, qualora non fosse stata dal medesimo presentata in iscritti, ma esposta in voce, dovrà ridursi in iscritto dal giusdicente.

VII. Lo scritto contenente l'atto d'ultima volontà si leggerà dal giusdicente ad alta intelligibil voce e verrà anzi spiegato al disponente nel dialetto usato, alla presenza del segretaro e di due testimoni come sovra, affinché il disponente possa essere certo che la di lui volontà sia stata fedelmente ed esattamente espressa.

VIII. Ciò eseguitosi, verrà lo scritto che contiene la disposizione firmato dal disponente, dal giusdicente, dal segretaro e da due testimoni e, dopo le sottoscrizioni predette, si estenderà il verbale della presentazione di quest'atto d'ultima volontà e verrà autenticato col giudiciale decreto.

IX. Compito in questa maniera l'atto, dovrà il giusdicente farne rimettere fra giorni cinque copia autentica all'archivio dell'insinuazione, contenente questa tanto la disposizione quanto il successivo verbale e giudicial decreto, riponendo l'originale nell'archivio del tribunale.

X. Codesti atti dovrà il giusdicente far custodire nell'archivio separati da ogni altra sorta d'atti, legati in volumi, coll'indice in fine d'ogni volume per ordine alfabetico esprimente il cognome, nome di battesimo e patria del disponente, con relazione all'affogliazione del volume.

XI. Dopo che sarà stata rimessa all'archivio dell'insinuazione la copia autentica, fra altri giorni 30 dovrà rimettersi al disponente copia autentica di quest'atto d'ultima volontà.

XII. Desiderando qualcuno di tener segreta la sua disposizione finché egli vive, dovrà nulladimeno comunicarla al giusdicente, per l'effetto di quanto si è stabilito nella precedente legge III.

XIII. Quando sarà la disposizione concordata col giusdicente e sottoscritta da questo e dal disponente, si chiamerà il segretaro con due testimoni, alla presenza dei quali il disponente dichiarerà contenersi in quel foglio la di lui ultima volontà; quindi piegherà il foglio,

lo suggellerà e vi unirà un altro foglio, sul quale si estenderà il verbale della presentazione.

XIV. Il segretaro e i due testimoni apporranno le loro sottoscrizioni sull'esterno del foglio suggellato che contiene la disposizione e in piede del verbale, il quale sarà anche autenticato dal giusdicente.

XV. Il giusdicente dovrà far consegnare all'archivio dell'insinuazione copia autentica del solo verbale, riserbando di rimettere poscia la copia autentica della disposizione, allorché occorrerà di aprirla e pubblicarla.

XVI. Quegli che desiderasse di riporre la sua disposizione nell'archivio del magistrato supremo potrà prescindere dal tribunale di suo domicilio, e si osserveranno le regole stesse di sopra stabilite, che si eseguiranno innanzi quel membro del predetto magistrato, che verrà per quest'effetto deputato dallo stesso magistrato.

XVII. Sarà così per tutti gli effetti abolita ogni diversità, di cui fanno menzione le romane leggi tra i testamenti, i codicilli e le donazioni per causa di morte; qualunque disposizione d'ultima volontà dovrà farsi nel modo e colle solennità di sopra stabilite e si chiamerà sempre col generico nome di atto d'ultima volontà.

XVIII. Non sarà ammesso a disporre per atto d'ultima volontà chiunque si trovasse attualmente travagliato da infermità pericolosa, quantunque trovasse il modo di trasferirsi al tribunale; sarà perciò cura del giusdicente di accertarsi che la persona che si presenta per quest'effetto sia in istato di salute, e così ancora di mente sana e di volontà pienamente libera prima di ammetterla a disporre.

XIX. Chiunque avrà discendenti d'ambi i sessi potrà solo disporre di una quarta parte delle sue sostanze, riservate le altre tre quarte a predetti discendenti, i quali perciò non sarà più l'ascendente tenuto d'istituire né nominare nell'atto d'ultima volontà.

XX. Quegli che, privo di discendenti, avrà ancora ascendenti potrà solo disporre della metà delle sue sostanze; ben inteso che si parla di quegli che secondo le leggi abbia facoltà di disporre.

XXI. Quegli che, privo di discendenti ed ascendenti, avrà fratelli, sorelle, figliuoli di essi o patrui d'ambi i sessi, potrà solo disporre di tre quinte parti delle sue sostanze.

XXII. Quegli che avrà congiunti tanto per agnazione che per cognazione in quarto grado di parentela, secondo la computazione canonica, potrà solo disporre delle due terze parti di sue sostanze.

XXIII. Quegli che non avrà congiunti, fuorché in gradi più rimoti dei sovraccennati, potrà liberamente disporre d'ogni suo avere.

XXIV. Le quote d'eredità, delle quali si è come sovra proibito di disporre, passeranno agli eredi legittimi come successione intestata,

colla qualità ereditaria per la concorrente quota che ciascheduno di essi conseguirà secondo le leggi delle successioni intestate e per essa saranno tenuti a concorrere nei pesi ereditarii, esclusivamente a quelli che fossero dipendenti dalla disposizione d'ultima volontà.

XXV. La quota, di cui si è colle precedenti leggi permesso di poter disporre nei rispettivi casi, si calcolerà depurata prima l'eredità dai debiti e pesi e, qualora la disposizione eccedesse la quantità permessa, si restringerà in proporzion di somma la porzione di ciascheduno dei beneficati nella disposizione.

XXVI. Non sarà d'or in avvenire permesso ad alcuno indistintamente di ordinare alcun vincolo di fedecommesso o primogenitura, né di prescrivere alcuna condizione, da cui potesse derivare anche indirettamente alcun vincolo di tal sorta; tali disposizioni non si permetteranno dal giusdicente e se mai alcuno si trovasse così inetto che ricevesse una simile disposizione, questa sarà totalmente inefficace e nulla in tutte le sue parti, come se non si fosse disposto, ed il giudice che l'avrà ricevuta sarà dichiarato incapace d'ogni carica come inetto.

XXVII. Saranno bensì permesse le sostituzioni che diconsi volgari e le pupillari e sarà anche permesso di separare l'usufrutto dalla proprietà, con ciò però che l'usufrutto sia lasciato a persona attualmente vivente e non già ad alcun nascituro e la proprietà ai figli immediati di una persona già attualmente vivente, quantunque non ancor nati.

XXVIII. Le cause, per le quali secondo le romane leggi è permesso agli ascendenti di privare i discendenti anche della legittima, avranno in avvenire luogo anche riguardo a tutti i congiunti, a favor dei quali si è di sopra riservata una quota dell'eredità; tali cause però sì per gli uni che per gli altri dovranno essere dal giusdicente esaminate con cognizione di causa prima che possano aver effetto.

XXIX. Quegli che si procurasse un figlio col mezzo dell'adozione potrà disporre della metà di sue sostanze; nel resto il figlio adottivo sarà considerato come se fosse figlio legittimo e naturale.

Delle primogeniture.

I. Sarà permesso ai soli nobili di possedere primogeniture.

II. Non potranno erigersi in primogenitura altri effetti fuorché pubblici monti.

III. Non potrà una famiglia nobile possedere più di una primogenitura e, sotto nome di famiglia, s'intenderà qualunque maschio sciolto dalla patria podestà.

IV. Non potrà l'annuo reddito delle primogeniture eccedere le lire 15 mila, né essere minore di lire 5 mila.

V. L'erezione di primogenitura si farà per pubblico istromento con approvazione del giusdicente, il quale ne ordinerà la registrazione al monte.

VI. Non sarà permesso di invitare alla medesima che i soli maschi discendenti per linea mascolina, abolita l'interpretazione introdotta a favore dei maschi discendenti da femmina.

VII. Estinti tutti i maschi che nell'erezione si erano invitati alla primogenitura cesserà il vincolo e passerà la medesima come eredità libera agli eredi legittimi dell'ultimo possessore, o a quelli a favor de' quali disponesse per atto d'ultima volontà.

VIII. Ogniqualvolta morirà senza prole mascolina il possessore della primogenitura, e che secondo l'erezione esistano altri alla medesima invitati, se quegli a cui dovrebbe secondo la legge dell'istitutore passare si trovasse già provveduto d'altra primogenitura, potrà bensì questi sceghere quella delle due che piacciagli di ritenere, ma non potrà ritenerle tutte due, dovendo una delle due passare a quell'altro maschio che, se egli non esistesse, si troverebbe chiamato.

IX. La predetta scelta s'intenderà essere senza pregiudicio delle vocazioni ulteriori che potessero trovarsi diverse nelle due primogeniture, onde venendo il caso non ostante la scelta si restituirà la primogenitura in quello stato in cui a termini delle vocazioni si fosse dovuta trovare, se non fosse seguita la scelta predetta.

X. Se fra i chiamati a quella primogenitura che, per la morte senza prole mascolina del possessore si è resa vacante, nessuno si trovasse sprovveduto di primogenitura, requisito necessario per poterla conseguire, in questo caso cesserà il vincolo e la medesima passerà come nella precedente legge VII.

XI. Per l'effetto della precedente legge X non sarà necessario che il maschio fra i chiamati che aspira a conseguire la primogenitura resasi vacante sia sciolto dalla patria podestà, ma solo che sia vivente e non sia l'immediatamente invitato ad altra primogenitura.

XII. Nessuno potrà istituire una primogenitura, se non possederà oltre di essa altrettanto valore di patrimonio libero allodiale.

XIII. Se col decorso del tempo un nobile possessore di primogenitura morendo non lasciasse ai di lui figli e figlie patrimonio libero tra essi divisibile, corrispondente se saranno in numero di 5 o più alla metà e se in minor numero di 5 ad un terzo del capitale della primogenitura, in tale caso si supplirà con questa per compire la predetta quota e tale porzione dalla primogenitura scorporata apparterrà

in piena libertà e dominio ai predetti oltregeniti tanto maschi che femmine, divisibile fra essi.

XIV. Quando però la primogenitura si trovasse già ridotta al solo reddito di lire 5 mila, in vece dello scorporo cesserà il vincolo colla sola obbligazione perpetua a tutti i discendenti maschi di nuovamente erigere la primogenitura, ogniqualvolta, migliorate le circostanze loro, si trovasse qualcuno di essi in istato di poterlo eseguire colla condizione espressa nella precedente legge XII.

XV. Quelli che possedono presentemente fondi vincolati a primogenitura saranno tenuti di trasferire sui monti fra il termine di anni sei le loro primogeniture, non più che fino alla concorrente del sovra fissato maggior reddito di lire 15 mila, rimanendo il di più sciolto da ogni vincolo libero e disponibile nel patrimonio dell'attual possessore.

XVI. L'attual possessore, che sarà per trasferire sui monti la primogenitura, dovrà ritenere altrettanto capitale libero allodiale quanto sarà quello che collocherà primogeniale sui monti, di modo che quegli che non possederà in tutto almeno un capitale fruttante l'annuo reddito di lire 10 mila per poter collocare la sola metà primogeniale non sarà tenuto a trasferire la primogenitura sui monti; ma cesserà il vincolo e rimarrà in sua libera totale disposizione il fondo che era vincolato.

XVII. Per questa cagione chiunque possederà una primogenitura di minor reddito di lire 5 mila non sarà più tenuto a trasferirla e cesserà come sovra il vincolo, fuorché possedesse tanto patrimonio libero allodiale che potesse sopportare un'erezione del reddito almeno di lire 5 mila.

XVIII. Quelli che non avranno discendenti, fratelli, o figliuoli d'essi attualmente viventi e chiamati alla successione della primogenitura da essi posseduta non avranno alcun obbligo di trasferirla sui monti e per questi s'intenderà risolto il vincolo.

XIX. I fedecommessi non primogeniali saranno tutti estinti, fuorché i possessori si trovassero nelle circostanze di potere secondo la precedente legge XII erigere una primogenitura.

XX. Se il fedecommesso si troverà già attualmente diviso, e sia di natura progressivo ai discendenti di ciascheduno dei possessori, sarà considerato come se fossero altrettanti fedecommessi separati e distinti.

XXI. Se sarà posseduto da un solo, quantunque abbia questi più figli già nati ed invitati al fedecommesso, ciò non impedirà che se ne eriga una sola primogenitura, quando concorrano le altre circostanze e requisiti dissopra prescritti.

XXII. Quelli che possedono feudi eretti in primogenitura non potranno vincolare a primogenitura altri capitali, fuorché per la concorrente necessaria per compiere il reddito tutto al di più di lire 15 mila, a cui non arrivassero i detti feudi e mediante che si trovino nelle circostanze prescritte nella citata legge XII.

XXIII. Se il reddito dei feudi fosse minore di lire 5 mila, non saranno tenuti i possessori di supplire con allodiali al compimento di tal reddito, fuorché si trovassero nelle circostanze espresse nelle precedenti leggi XVI e XVII.

XXIV. Se il reddito de' feudi eccedesse le lire 15 mila, continuerà a possedersi a norma delle leggi feudali; potrà bensì, col consenso del principe, erigersi col di più una o più secondogeniture a favore degli oltregeniti.

XXV. In questo caso non s'intenderà con ciò fatta alcuna novazione, anzi, estinguendosi la discendenza di uno degli oltregeniti, succederà nuovamente la linea primogenita, senza che si abbia alcun riguardo alla prossimiorità di grado relativamente alle altre linee degli altri oltregeniti.

Delle successioni legittime.

XXVI. Le successioni legittime, o sia quelle che non dipendono da atto d'ultima volontà e che i Romani chiamarono intestate, apparterranno ai congiunti di sangue secondo la prossimiorità di grado, tolta ogni differenza di sesso, di agnazione e cognazione, ammessa solo la rappresentazione a favore dei figli immediati de' fratelli e sorelle predefunti a quello alla di cui successione si aspira e concorrenti col patruo o zia.

XXVII. Prima di tutti succederanno i discendenti, fra i quali si dividerà ugualmente la successione per capi, ben inteso che quelli i quali concorrono alla successione per dritto di rappresentazione, quando anche fossero molti, non conseguiranno che la sola virile che spetterebbe al loro padre o madre che rappresentano.

XXVIII. Mancando tutti i discendenti d'ambi i sessi, succederanno gli ascendenti nella seguente maniera.

Gli ascendenti concorreranno sempre con i fratelli e sorelle del defunto.

Il padre succederà esclusivamente alla madre, così pure l'avo paterno.

La madre succederà esclusivamente agli ascendenti avo ed avia materni.

Qualora non vi siano ascendenti dal lato paterno, e non vi sia nemmeno la madre, succederanno l'avo ed avia materni unitamente se esistessero entrambi, calcolando però tra ambi una sola virile, qualora concorressero coi fratelli o sorelle del defunto.

XXIX. Tra fratelli si succederà nel modo seguente. Gli utrinque congiunti escluderanno gli uterini e divideranno fra essi ugualmente l'eredità. Non escluderanno il fratello o sorella congiunta solo dal lato paterno, fuorché per la concorrente della eredità della madre che fosse pervenuta al defunto, nella quale non parteciperà il fratello consanguineo, figlio d'altra madre; così pure il fratello congiunto col defunto dal solo lato paterno escluderà l'uterino per le sostanze paterne, sarà da questo escluso per le materne e, per quelle che fossero al defunto pervenute in altra maniera o da esso acquistate, succederanno entrambi per ugual parte.

XXX. I coniugati saranno considerati come congiunti in questo grado secondo il computo civile e come tali saranno invitati alla successione legittima esclusivamente ai rimoziori e cumulativamente con quelli di ugual grado [e].

Dei matrimoni e delle doti.

I. Le figlie che prenderanno marito, essendo ancora in vita il padre loro, avranno da esso la metà dell'importare di quella virile, che allo stato attuale, se morisse il padre, potrebbe loro spettare sulla paterna eredità.

II. Il calcolo di questa virile si farà sulla consegna che il padre darà del suo patrimonio, alla quale si dovrà prestar fede, fuorché ella fosse manifestamente infedele, nel qual caso si potrà ricorrere al giusdicente per costringerlo a quel di più che secondo la precedente legge fosse tenuto a dare.

III. Dopo la morte del padre, la figlia maritata dovrà conferire nella massa ereditaria il valore della porzione ricevuta in occasione del matrimonio, perché si possa formare il calcolo totale dell'asse eredi-

e. Quest'ultima legge sembra necessaria per correggere l'assurdità della legge romana, la quale invitò i coniugati alla successione in ultimo luogo e solo ad esclusione del fisco; sembra che ripugni il dire che i coniugati, i quali debbono avere unità di affetto, l'unione dei quali partorisce legittimo impedimento al matrimonio colla sorella o fratello, non siano fra di loro congiunti.

ditario, sul quale la medesima conseguirà quindi il rimanente della virile spettantegli oltre il già conseguito.

IV. Se il paterno patrimonio, dappoiché ella prese marito, si fosse diminuito a segno che la porzione conseguita dalla figlia in occasione del di lei matrimonio eccedesse secondo il calcolo dell'asse totale depurato l'importare della giusta virile dovutale al tempo della morte del padre, dovrà essa restituire il di più ai fratelli e sorelle per uguagliarsi con essi.

V. Se al tempo della morte del padre l'eredità si trovasse oberrata da' debiti, non avranno i creditori alcuna azione sulla porzione che è stata dal padre rimessa alla figlia in occasione di matrimonio, fuorché constasse che già fin di quel tempo egli fosse allo scoperto; dovrà però la figlia come sovra restituire quanto basti per uguagliarsi ai fratelli e sorelle.

VI. Qualunque figlia che avrà compiuta l'età d'anni 25 potrà esigere che il padre non si opponga al matrimonio da essa desiderato, purché non sia sconveniente e a darle in conseguenza la porzione dissopra stabilita.

VII. S'avrà per sconveniente il matrimonio, qualora lo sposo sia persona di condizione di molto inferiore, come sarebbe se una figlia nobile o della classe de' cittadini detti borghesi volesse sposare un artigiano, ovvero fosse lo sposo di costumi notoriamente cattivi, tanto più se processato criminalmente per delitto infamante.

VIII. Le due precedenti leggi avranno luogo ugualmente quando un figlio sia arrivato all'età d'anni 30 e la sposa da esso scelta non sia di condizione o di vita infame, nel qual caso potrà esigere che il padre tratti con esso e colla sposa come se fosse il matrimonio del di lui gradimento.

IX. Non si farà più alcuna costituzione di dote, onde cesseranno in avvenire tutti i reciproci lucri, né sarà permessa alcuna sorte di donativi, eccettuati i casi di cui infra; ma, qualunque cosa che per qualunque titolo appartenga alla moglie o alla medesima pendente il matrimonio sia per appartenere, sarà usufruita dal marito pendente il matrimonio, rimanendo sempre alla moglie la proprietà.

X. Nel solo caso che seguisse legittima separazione tra marito e moglie cesserà il suddetto usufrutto e, quanto ai reciproci interessi, si considererà la cosa come se fosse disciolto il matrimonio.

XI. Le cose mobili che appartenessero alla sposa si venderanno nella maniera che essa, assistita secondo le leggi, crederà più vantaggiosa, impiegandosi quindi il capitale in fondo fruttifero.

XII. Se lo sposo desiderasse di far egli l'acquisto delle predette cose mobili, sarà preferto a condizioni uguali a qualsivoglia altro accompratore e così pure se sarà in caso di dare sufficiente cautela del contante e desiderasse che presso di lui se ne facesse l'impiego, dovrà essere preferto.

XIII. Contraendosi matrimonio tra una figlia provveduta di sostanze ed un giovane che ne sia sprovveduto intieramente, potrà la sposa (assistita come negli altri contratti) validamente dare allo sposo una discreta porzione in contanti, per supplire a qualche spesa necessaria in occasione del matrimonio e tanto più se per provvedere utensili o fondo per l'esercizio di un'arte o di un negozio; purché si faccia di tutto constare per istromento o scrittura insinuata, in cui il marito si sottometta di cautelare a favore della moglie la somma ogniqualvolta si troverà in istato di poterlo fare.

XIV. Il marito, essendo tenuto di alimentare la moglie ed alla medesima provvedere ogni bisognevole secondo il di lui stato, grado, condizione e secondo le forze del patrimonio, dovrà pel vestiario e minute spese della medesima corrisponderle annualmente ed a quartieri l'importare del terzo dell'annuo reddito netto che egli ricava dal patrimonio della moglie da esso usufruito.

XV. Nel solo caso che questo terzo del reddito suddetto non fosse bastante a supplire alle spese di cui sovra, sarà permesso di pattuire nel contratto matrimoniale quella prestazione annua che stimeranno i contraenti di convenire.

XVI. Le due ultime precedenti leggi avranno luogo solamente per la classe de' nobili e dei cittadini borghesi; nelle altre classi di persone sarà a peso del marito la manutenzione della moglie per intiero come di presente ed avrà egli l'intiero usufrutto del patrimonio della moglie; sarà però permesso a chiunque delle altre classi di pattuire nel contratto matrimoniale l'osservanza delle predette leggi XIV e XV.

XVII. La sposa dovrà entrare nella casa dello sposo provveduta di discreto fardello, nel quale potranno anche comprendersi mobili d'oro e d'argento, come orologio, scatola da tabacco e simili; di questi però si dovrà fare distinta descrizione e questa inserirsi nel contratto matrimoniale.

XVIII. Qualora la sposa non avesse bastante comodo di danaro per provvedersi il suddetto fardello e questo le venisse provveduto dallo sposo, si presenteranno da esso le parcelle e quitanze e si farà a di lui favore dazione in paga di altrettante proprietà della moglie che siano bastanti per estinguere tale di lei debito.

XIX. Qualunque cosa destinata ad uso e porto ed anche ornamento muliebre che, in occasione di disciolto matrimonio, si troverà in casa del marito o in potere della moglie apparterrà alla medesima o alli di lei eredi in piena proprietà, comunque le sia pervenuta, alla riserva delle gioie o mobili d'oro e d'argento eccedenti per le persone nobili il valore di lire 200, per le cittadine borghesi di lire 100 e per le altre classi di persone di lire 50, quali gioie o mobili eccedenti il suddetto valore sempre si presumeranno appartenere in proprietà al marito, fuorché la moglie fosse in caso di provarne la pertinenza.

XX. Non basterà alla moglie di provare che siano stati da essa comperati li suddetti mobili, se non proverà insieme di averli acquistati con danaro non proveniente dal marito; per questa prova basteranno argomenti probabili capaci ad indurre a di lei favore una presunzione.

XXI. Le gioie e mobili d'oro e d'argento predetti, che non si provassero appartenenti alla moglie, spetteranno bensì in proprietà al marito e a' di lui eredi, ma la moglie vedova ne avrà la di lei vita e stato vedovile durante il libero uso.

XXII. Se oltre la moglie vi fossero in casa altre donne, come sorelle o cognate o altre chiunque, nel separarsi le cose muliebri della moglie in occasione di disciolto matrimonio dovranno essere presenti le predette altre donne che convivessero nella stessa casa ed in primo luogo se avranno camere e siti, nei quali siano solite a riporre le cose loro; ciò che ivi si ritroverà si presumerà appartenere alle medesime; in secondo luogo, qualora succedesse fra le dette donne contestazione sovra alcuna cosa e che non si possano avere sufficienti prove per chiarimento della verità, si deferirà il giuramento a quella, a favor della quale concorrerà maggior probabilità.

XXIII. Non sarà permesso alcun donativo di gioie o mobili d'oro e d'argento in occasione e prima del contratto matrimonio, eccettuate le arre che si danno nei sponsali, le quali però non potranno eccedere per le persone nobili il valore di lire 1000, per le cittadine borghesi di lire 500 e per le altre classi di lire 100.

XXIV. Le arre rimarranno proprie della persona a cui furono date, ma se ne dovrà fare specifica descrizione nel contratto matrimoniale; in difetto non si ammetterà più a questo riguardo alcuna prova.

XXV. Il contratto di matrimonio potrà stipularsi anche per scrittura privata, purché sia sottoscritta (non semplicemente sottosegnata) dalle parti e da tre testimoni, quindi sia consegnata all'archivio dell'insinuazione.

XXVI. La donna maritata non potrà stipulare alcun contratto, per cui venga la medesima a contrarre debito, obbligazione o ipoteca, né tampoco alcun contratto di compra, vendita, permuta o donazione, fuorché sia assistita da uno de' di lei prossimiori congiunti ed in mancanza di questi dal sindaco del luogo del domicilio e dal giusdicente, il quale, prima di permettere la stipulazione del contratto, siasi accertato che non sia la donna circonvenuta o forzata a tal contratto.

XXVII. Non saranno compresi nella precedente legge quei contratti di cose mobili che si compiscono colla contemporanea effettiva tradizione, purché non siano tra marito e moglie, poiché in questo caso soggiaceranno alle stesse solennità, quando la cosa cadente in contratto eccederà per le persone nobili il valore di lire 200, per le cittadine borghesi di lire 100 e per le altre classi di lire 50.

XXVIII. Qualora fra gli sposi corresse notabile disparità d'età o altra consimile causa, sarà valido quel compenso che venisse fra le parti nel contratto nuziale pattuito.

XXIX. Sarà parimenti valida la promessa che nel contratto nuziale si stipulasse di un discreto assegnamento per il caso di stato vedovile a favore di una moglie non provveduta di sufficiente patrimonio, col quale possa la medesima mantenersi decentemente, avuto riguardo allo stato, grado e condizione del marito.

XXX. Le vedove, alle quali non sarà stato provveduto nel contratto matrimoniale pel caso di vedovanza, avranno l'elezione o di conseguire e possedere liberamente l'intiero loro patrimonio, ovvero di ricevere dagli eredi del marito gli ahmenti nella stessa maniera che le erano somministrati dal marito, avuto però riguardo alle forze attuah del patrimonio da esso in eredità lasciato, nel qual caso se essa non potesse convivere cogli eredi, come altresì se questi non avessero comodo di somministrare in casa loro gli alimenti predetti, se ne farà dal giusdicente la tassa in annua prestazione.

XXXI. Potrà il marito non solamente nel contratto nuziale, ma anche per altro atto pubblico posteriore ed eziandio per atto d'ultima volontà stabilire la tassa suddetta degli ahmenti e questa dovrà osservarsi dai di lui eredi anche legittimi, fuorché ella fosse manifestamente esuberante.

XXXII. Le donazioni del marito alla moglie saranno sempre inefficaci e nulle, né potranno dirsi confermate colla morte, quantunque ciò si esprimesse nell'atto d'ultima volontà, nel quale potrà solo il marito disporre secondo il disposto dalle leggi intorno agli atti d'ultima volontà.

XXXIII. Tutti i contratti tra marito e moglie, nei quali si confessasse il marito debitore verso la moglie, o per confessione di aver ricevuto prima da essa, o in qualsivoglia altra maniera, di cui non consti altrimenti che per la sola confessione del marito, saranno considerati come donazioni e per conseguenza inefficaci e nulli.

XXXIV. Le donazioni che si facessero dai congiunti o altri mossi da particolare affetto verso gli sposi in occasione e per causa di tale determinato matrimonio saranno valide senza che sia necessaria altra solennità che quella di farle registrare come gli altri contratti che trasferiscono dominio, di cui infra.

Dei contratti in generale.

I. Non sarà d'ora in poi lecito a' notai di esprimere nei contratti alcuna clausula che contenga patto abbreviato, né tampoco servirsi di termini meramente legali, ma si dovranno i patti esprimere estesamente e nei termini proprii della lingua nella quale è scritto il contratto, sotto pena che si abbia il patto per non apposto quanto ai contraenti e di una multa ai notai di venti scudi per ogni clausula o patto che si rendesse inefficace per tal causa ed inoltre della indennizzazione alle parti.

II. Per i contratti per i quali saranno stampate le formole dovranno servirsi tutti i notai delle medesime, sotto pena della nullità del contratto quanto ai contraenti e della multa di scudi 30 ai notai ed inoltre della indennizzazione alle parti.

III. Riconoscendosi apposti in un contratto patti manifestamente affatto superflui, sarà la prima volta il notaio ripreso dal giusdicente; qualora sia recidivo, si sospenderà per sei mesi dall'esercizio del notariato; e rendendosi altra volta recidivo sarà dichiarato inabile.

Delle ipoteche.

I. Sarà proibito d'or in avvenire di pattuire in qualsivoglia contratto alcuna ipoteca e obbligazione generale e sarà solo permesso di pattuire ipoteche speciali.

II. Non sarà lecito di pattuire il costituto possessorio o la riserva di dominio e tanto meno l'obbligazione in forma fiscale e camerale.

III. Nell'archivio d'ogni comunità si terrà un registro, nel quale dovranno essere registrate tutte le ipoteche speciali che si saranno pattuite sovra i fondi immobili, o che come tali si considerano, situati nel territorio di ciascheduna d'esse.

IV. I monti pubblici dovranno pur anco tenere un simile registro per le ipoteche speciali che venissero pattuite sopra i monti.

V. Le ipoteche che saranno pattuite d'or in avvenire non avranno alcuna forza finché siano registrate nel registro in cui debbono come sovra registrarsi.

VI. Tutti i contratti, in virtù dei quali si trasferisce dominio o possesso di un qualche fondo stabile, dovranno parimenti essere registrati nello stesso registro delle ipoteche e, finché sia seguita la registrazione, non sarà trasferto né dominio né possesso.

VII. Il sovraprescritto registro sarà formato a colonne come il cadastro de' beni ed in fine d'ogni volume vi sarà una rubrica per ordine alfabetico, dove si esprimerà il cognome, nome di battesimo e patria della persona che ha il suo fondo ipotecato e che successivamente accennerà il numero del foglio d'ogni colonna.

VIII. Ogniqualvolta si estinguerà un'ipoteca, verrà pure registrata nello stesso registro l'estinzione della medesima.

IX. Ogni comunità dovrà stabilire un custode di questo registro discretamente stipendiato, il quale dovrà puntualmente eseguire la registrazione delle ipoteche e contratti che gli verranno presentati e ciò fra breve termine non eccedente i giorni trenta sotto pena in caso di negligenza di scudi 100 e della indennizzazione verso le parti.

X. Sarà inoltre tenuto codesto custode di dare a richiesta di qualsivoglia persona comoda visione di codesto registro e spedire venendo richiesto il certificato del risultante dal registro mediante mercede.

XI. Tutti quelli che per l'addietro hanno acquistate ipoteche sì generali che speciali, da qualsivoglia titolo esse derivino, saranno tenuti di farle registrare come sovra; cioè le speciali nel registro del territorio in cui si trova lo stabile ipotecato e le generali nel registro del luogo di domicilio della persona obbligata.

XII. Le ipoteche stipulate a favore dello stesso creditore ancor vivente dovranno essere registrate fra il termine di un anno, quelle che spetteranno in virtù di contratti stipulati coi di lui autori già defunti dovranno essere registrate fra anni tre; passati questi termini, saranno risolte tutte quelle ipoteche le quali fra il termine rispettivamente fissato non saranno state registrate.

XIII. Cagionando codesta registrazione delle ipoteche già stipulate molto maggiore fatica alli custodi dei registri, dovranno le comunità per questi tre primi anni provvedere al custode del registro quel maggior numero di scrivani che potrà esigere una tal circostanza.

XIV. Qualunque persona che abbia i suoi beni obbligati con ipoteca generale potrà costringere quegli, a di cui favore sono essi obbligati, ad

accettare un'ipoteca speciale ed estinguere la generale, purché consti della libertà e sufficienza del fondo che a speciale ipoteca offerisce di sottoporre.

XV. Tutte le ipoteche generali dovranno essere estinte o convertite in ipoteche speciali fra il termine di anni dieci, passato il quale e non prima chiunque avrà a suo favore qualche ipoteca generale potrà agire in giudicio e costringere l'obbligato ad estinguerla fra un anno colla surrogazione d'ipoteca speciale sopra un fondo sufficiente e libero.

XVI. Presentandosi al custode del registro un'ipoteca speciale sopra un fondo che fosse già stato dalla stessa persona a simile ipoteca sottoposto, senza che nell'instromento posteriore siasi fatta menzione dell'antecedente, dovrà il custode ricusare la registrazione.

XVII. Se comparirà il consenso in buona forma dell'anteriore ipotecario pella registrazione della posteriore ipoteca, verrà questa registrata con esprimersi il suddetto consenso e in quali termini sia concepito, cioè se assoluto o condizionato.

XVIII. Risultando che l'ipoteca contratta posteriormente siasi stipulata poco tempo dopo della precedente, ossia prima che l'acquisitore dell'ipoteca anteriore di data potesse redarguirsi di negligenza intorno alla registrazione, di modo che si possa considerare doloso il secondo contratto, sarà questo di nessun effetto e, quando anche per avventura fosse riuscito di farlo registrare prima che si fosse presentato l'anteriore, si cancellerà la registrazione del medesimo per surrogarvi quella dell'altro e quegli che avrà sottoposto la seconda volta il fondo a ipoteca con dolo sarà criminalmente processato come ladro e truffatore, e come tale punito secondo le leggi penali.

Dei contratti illeciti e del contratto di censo.

I. Nessun contratto potrà d'ora in appresso essere impugnato per capo di lesione, ma solo per ragion di frode ed inganno, per errore di fatto o di calcolo, o per quegli altri titoli dalle leggi admessi.

II. Quando risulterà di frode o inganno sarà nullo il contratto e la parte che avrà usate male arti, oltre all'indennizzazione totale verso la parte, a danno della quale si sono usate tali arti, sarà condannata nella pena pecuniaria della metà del valore della cosa caduta in contratto applicabile alla cassa criminale.

III. Risultando di solo errore di calcolo, questo si riparerà e starà fermo e valido nulladimeno il contratto.

IV. Risultando di errore di fatto, se sarà tale che se fosse stata la verità a notizia della parte non sarebbe probabilmente devenuta al contratto, sarà questo risolto; in difetto si riparerà l'errore.

V. Sarà libero a chiunque di pattuire l'interesse del danaro alla rata che meglio piacerà ai contrattanti e, qualora non sia questa determinata, s'intenderà la rata legale che dal governo verrà con manifesto pubblico fissata e variata con nuovo manifesto quando lo richiedessero le variate circostanze.

VI. Sarà per l'avvenire proibito il contratto di censo ed i censi che esistono presentemente si risolveranno in ipoteche speciali, ridotto il provento del capitale alla rata legale e coll'obbligo ai debitori di estinguere il debito fra il termine di anni dieci.

VII. Qualunque debito e qualunque ipoteca sarà dopo il trascorso d'anni trenta intieramente estinto e risolta anche pel capitale, quantunque il debitore avesse sempre esattamente in ogni anno pagati i proventi, e sarà solo permesso di rinnovare prima della scadenza degli anni 30 l'obbligazione con nuova ipoteca estinta la prima, qualora vi acconsenta il creditore e non altrimenti.

Della patria podestà.

I. La patria podestà si estenderà alla totale direzione della educazione dei figli fino che questi abbiano compita l'età d'anni 25, salvo sempre il ricorso ai superiori, qualora un padre ne abusasse indiscretamente.

II. Compita da un figlio l'età suddetta, potrà questi chiedere di essere dal medesimo emancipato e non potrà il padre ricusarlo.

III. Il figlio emancipato non avrà più azione civile per domandare al padre gli ahmenti, rimanendo però al padre codesta azione verso il figlio quantunque emancipato, qualora si trovi egli nel vero bisogno ed il figlio in caso di soccorrerlo.

IV. Il figlio che domanderà al padre di essere emancipato non potrà dal medesimo pretendere cosa alcuna in tal occasione, salva solo la ragione di successione dopo la di lui morte.

V. Tutto ciò che un figlio anche non emancipato avrà per qualsivoglia titolo acquistato apparterrà al medesimo in proprietà col solo obbligo di conferire nella massa ereditaria paterna le somme di capitale che avrà dal padre ricevute.

VI. Del peculio castrense, quasi castrense, o avventizio pieno avrà il figlio anche il libero ed intiero usufrutto.

VII. Di tutto ciò che il figlio non emancipato avrà per qualsivoglia altra maniera acquistato spetterà al padre l'usufrutto ed al figlio la proprietà.

VIII. Emancipandosi il figlio, cesserà l'usufrutto del padre riguardo alle cose acquistate dal figlio che dovrà al medesimo rimettere, ritenute solamente le somme che avrà al medesimo somministrate.

IX. Fra le somme che potrà il padre ritenere, o dovrà il figlio conferire, saranno comprese le spese che il padre avrà fatte per procurare al figlio una professione o un'arte, sia liberale che meccanica, e in questa parte dovrà il figlio stare all'asserzione giurata del padre.

X. Il figlio, quantunque non emancipato, potrà validamente disporre per atto d'ultima volontà delle cose da esso in qualsivoglia modo acquistate.

XI. La figlia maritata sarà considerata come emancipata e, qualora rimanesse vedova, sarà in arbitrio della medesima di ricostituirsi sotto la patria podestà o di vivere disciolta dalla medesima.

XII. Il patrimonio ecclesiastico, e così pure ogni beneficio ecclesiastico, sarà considerato qual peculio quasi castrense ed il figlio promosso all'ordine sacerdotale sarà sciolto dalla patria podestà.

Della prescrizione.

I. Le azioni meramente personali che si fossero neglette pel corso d'anni dieci dal giorno che è nata l'azione saranno estinte.

II. Le azioni anche reali, ma non registrate nel pubblico archivio e dipendenti da titolo non acquistato dalla stessa persona per via di contratto da essa stipulato, se saranno neglette pel corso d'anni 40 saranno estinte.

PARTE SECONDA

Di una nuova forma giudiciaria.

Contribuisce assai più che non si crede alla buona forma giudiciaria un piano ben combinato intorno ai tribunali ed ai giusdicenti; prima pertanto di proporre le leggi che riguardano la forma giudiciaria, esporrò il mio pensiero sui giusdicenti.

Chi amministra la giustizia deve essere dotato della massima integrità ed essere bastevolmente istruito delle leggi per poterle bene adattare ai casi particolari ed uniformarvi i suoi giudicati; per quest'effetto bisogna: 1. Che non si trovi pella scarsezza dell'assegnamento dalla miseria tentato a mancare ai proprii doveri. 2. Che sia abbastanza palese il di lui carattere non meno che la di lui capacità. Dunque

aver giudici che non hanno stipendio certo ed aspettar debbono dall'evento e dal moltiplicarsi il numero delle liti la loro sussistenza ella è una assurdità evidente; aver giudici scelti e deputati dai vassalli, che né li conoscono abbastanza, né per lo più si prendono la minima cura di conoscerli, ella è un'altra assurdità, dalla quale non possono a meno che derivare funestissime conseguenze. Dunque sarebbe cosa utile il togliere in primo luogo ai vassalli codesto diritto per essi poco significante e cotanto d'altronde dannoso al pubblico di nominare e deputare il giusdicente; per la qual cosa si potrebbe facilmente trovare un qualche compenso con qualche altra prerogativa che loro venisse accordata. In secondo luogo è necessario diminuire il troppo gran numero dei giusdicenti, da cui deriva: 1. Che riesce assai difficile di trovare tanti soggetti forniti delle doti necessarie ad una simile carica; 2. Non è possibile di procurare a tanti soggetti una discreta sussistenza senza aggravare soverchiamente il pubblico erario; si potrebbero dunque stabilire i giusdicenti in ragione di popolazione, per esempio uno per ogni 6 mila anime all'incirca, riunendo varie ville insieme sotto la giurisdizione di un solo giudice, la di cui popolazione in somma totale corrisponda a un dipresso a 6 mila anime, e a questi fissare sull'erario pubblico un assegnamento discreto.

Ad ogni popolazione di circa 250 mila anime, e così per 40 di questi giusdicenti converrebbe stabilire un magistrato provinciale giudice d'appello dalle sentenze de' giudici del loro distretto.

Aversi quindi un solo magistrato supremo inappellabile.

Dovrebbero abolirsi tutti intieramente i varii privilegi di foro, le varie giurisdizioni privative, eccettuate le liti feudali, nelle quali possa essere interessato il regio patrimonio; queste debbano solo agitarsi in prima istanza innanzi il magistrato provinciale ed in grado d'appello innanzi il magistrato supremo: questa io credo una provvidenza di somma importanza, perché gl'inconvenienti che producono e le varie giurisdizioni e i varii privilegi di foro non si possono numerare; d'altronde e i varii magistrati supremi che per questo fine si stabiliscono sono composti di persone diverse, e riesce di sommo aggravio all'erario, o sono li soggetti che li compongono sempre tratti dallo stesso magistrato, ed è una somma superfluità che non serve fuorché a rallentare il corso della giustizia.

I magistrati provinciali siano composti di un preside, che sarà un membro del magistrato supremo, due giudici, un avvocato fiscale regio, civile e criminale, un avvocato de' poveri civile e criminale, coi loro necessarii subalterni, nel numero dei quali si possono anche stabilire due giudici sostituiti pel caso di legittimo impedimento di

alcuno de' giudici del magistrato provinciale: questi però non è necessario che abbiano alcun fisso stipendio.

Il magistrato supremo potrebbe essere composto di 10 senatori, un presidente capo e due presidenti in secondo, un fiscal regio, generale, civile e criminale, un avvocato generale de' poveri civile e criminale e i loro subalterni.

A tutti convien fissare un assegnamento abbastanza discreto onde possano mantenersi con quella decenza che il loro rango richiede, poiché non essendo noi Spartani un esterno splendore è necessario fino ad un certo segno per imprimere rispetto, laddove l'aspetto di miseria, di povertà suol produrre disprezzo anche malgrado le più luminose virtù.

Conviene inoltre restituire la piena libertà e validità dei compromessi; il giudicio degli arbitri è stato sicuramente il primo modo di giudicare usato dagli uomini: egli è il più naturale, il più dolce, il più giusto, poiché non v'è cosa più soddisfacente per quelli che hanno tra di loro una qualche differenza che di essere giudicati da un giudice da essi medesimi di comune accordo prescelto; per quanta confidenza aver possano gli individui nella vigilanza del governo intorno alla scelta de' soggetti preposti all'amministrazione della giustizia, non sarà mai uguale a quella che avranno nelle persone da essi prescelte, tanto più che molte ragioni di diffidenza talvolta anche mal fondata non possono a meno d'incontrarsi relativamente ai giudici dati dal governo, la ricusazione dei quali non si può ammettere, fuorché in alcuni casi di grave e ben fondato sospetto; so benissimo che si introdussero in questo modo di giudicare inconvenienti gravissimi, che costrinsero i legislatori a provvedere in altra maniera, ma questi inconvenienti non sono tali che non vi si possa rimediare senza privare gli uomini di un così dolce metodo di terminare le loro differenze.

L'uso degli arbitri potrebbesi anche estendere ad arbitri forzati, ossia a costringere per le cause di prima istanza tutti quelli che sono in procinto di mover liti a dover scegliere arbitri per giudicarle: svilupperò le mie idee a questo riguardo e dividerò questa parte in due articoli. Il primo di questi conterrà tutte le leggi della vera forma giudiciaria; nel secondo esporrò il modo da far uso degl'arbitri tanto spontaneamente che forzatamente eletti.

Articolo I.

Del giudicio nel solito sistema dei giudici.

Titolo I.

Delle persone componenti il giudicio.

1. Le persone componenti il giudicio sono, quegli che domanda, quegli che è stato in giudicio chiamato, i quali chiameremo il primo l'attore, il secondo il convenuto ed il giudice.

2. Tutti gli atti che si formano in giudicio saranno autenticati colla signatura del segretaro del tribunale.

3. Per i pupilli comparirà in giudicio il loro tutore e per i minori d'anni 20, per i furiosi, mentecatti, per tutti quelli ai quali sarà stata legittimamente interdetta l'amministrazione, per gli assenti, incerti o nascituri compariranno in giudicio i loro curatori e, qualora non fosse ancora provvisto ai medesimi il curatore, sarà officio del giudice di subitamente provvedervi.

4. Sarà però lecito quanto ai minori e prodighi, qualora l'attore voglia interrogarli di qualche circostanza di loro fatto proprio il costringerli a comparire personalmente innanzi al giudice.

5. I figli di famiglia maggiori d'anni 20 dovranno star in giudicio, qualora si tratti di peculio castrense, quasi castrense, o avventizio pieno, e se si trattasse di peculio avventizio non pieno o di peculio profettizio saranno anche admessi a star in giudicio quando sia in questo interessata la proprietà.

6. Se saranno minori d'anni 20, comparirà per essi il padre; e se questi non si curasse di comparire, ovvero avesse interesse contrario, il giudice deputerà loro un curatore il quale ne faccia le parti e ne sostenga la difesa.

7. Le figlie maggiori d'anni 20 e che non siano soggette alla patria podestà staranno legittimamente in giudicio, ma dovranno essere assistite da uno dei prossimiori parenti e, in difetto di questi, il giudice deputerà una persona proba che faccia le veci del congiunto.

8. Le donne maritate non potranno star in giudicio senza l'assistenza del marito e, se questi ricusasse d'assistere la moglie, ovvero avesse interesse contrario, il giudice deputerà un'altra persona proba per assisterla.

9. I corpi morali compariranno in giudicio per mezzo d'un curatore che verrà lor deputato dal giudice: sarà però lecito all'altra parte di far comparire in persona quelli amministratori che volesse interrogare sovra qualche circostanza di fatto loro proprio.

Titolo II.

Del tribunal competente.

1. L'attore dovrà sempre seguitare il foro del convenuto fuorché nel caso che alcuno si chiamasse in giudicio per intervenire in una causa già intentata, ovvero fosse nella causa interessato il fisco civile.

2. Il giudice competente sarà sempre quello del domicilio del convenuto, fuorché nei casi sovra accennati.

3. Per domicilio s'intende il luogo dove il convenuto abita stabilmente, non quello in cui si trovasse per qualche causa accidentale.

4. Quegli che avesse casa aperta in più d'un luogo ed abitasse per una parte dell'anno in un luogo e per l'altra parte dell'anno nell'altro s'intenderà aver domicilio in entrambi i luoghi e potrà essere citato avanti i giudici d'entrambi i luoghi, fuorché dichiari innanzi al giudice d'uno dei tribunali che elegge quello per suo tribunale competente e tale dichiarazione faccia registrare negli altri tribunali de' luoghi ne' quali abita l'altra parte dell'anno.

5. Le persone che non avranno domicilio certo si considereranno come domiciliate nella capitale, fuorché fossero assenti dagli Stati.

6. Non s'ammetterà alcun titolo né causa per cui si possa declinare dal tribunale competente, ancorché si trattasse di azione meramente personale.

7. Sarà però lecito di far citare innanzi ad altro giudice non competente una persona che accidentalmente si trovasse nella di lui giurisdizione, il qual giudice, intesa la proposizione dell'attore, assegnerà le parti a comparire a giorno ed ora certi avanti il giudice competente per rispondere alle domande.

8. Sarà anche permesso di chiedere ad altro giudice non competente quegli atti giuridici che siano unicamente tendenti alla cautela dell'attore, mediante cauzione di danno ed ingiuria, come infra si dirà, quali seguiti il giudice assegnerà le parti a comparire a giorno ed ora certi avanti il giudice competente.

9. Le sole cause nelle quali sarà interessato il fisco civile saranno di cognizione privativa dei magistrati provinciali in prima istanza e del magistrato supremo in grado d'appello.

10. I magistrati provinciali, come altresì il magistrato supremo residente nella capitale non saranno mai giudici di prima istanza, eccettuato il caso di sopra accennato quanto ai magistrati provinciali.

11. Sarà permesso di ricusare il giudice o legalmente o altrimenti sospetto.

12. Sarà sospetto legalmente quel giudice che sarà congiunto con una delle parti litiganti entro il quarto grado di parentela tanto agnatizia quanto cognatizia secondo il computo civile, ovvero entro il secondo grado di affinità.

13. Sarà sospetto legalmente quel giudice che avesse nella stessa lite patrocinato una delle parti litiganti.

14. Sarà sospetto legalmente il padre o suocero, figlio o genero, o cognato di uno dei patrocinanti delle parti, o di un altro congiudice.

15. Sarà sospetto legalmente quel giudice che avrà interesse direttamente nella cosa litigata.

16. Tutte le circostanze per le quali un giudice possa essere sospetto di vera parzialità per una delle parti si ammetteranno per ricusarlo: non sarà però fra queste compreso il semplice vincolo di amicizia.

17. Le cause di sospetto dovranno proporsi innanzi il giudice medesimo e discutersi innanzi il giudice superiore; trattandosi poi di uno o più membri del magistrato supremo, le cause di sospetto si discuteranno dagli altri membri.

18. Riconoscendosi legittime le cause allegate riguardo al giudice di prima istanza, la lite verrà giudicata dal luogotenente giudice; se si trattasse di un membro del magistrato provinciale si surrogherà in di lui vece uno dei membri sostituiti; se si tratterà di un membro del magistrato supremo giudicheranno gli altri, ovvero si ricorrerà al principe pella surrogazione di altro membro.

19. Risultando erronea la causa allegata, sarà il ricusante condannato al totale rimborso di ogni spesa e danno che ne abbia potuto soffrire la parte contraria; se poi risulterà la causa allegata calunniosa, sarà inoltre condannato alla pena de' calunniatori secondo il codice penale.

Titolo III.

Della citazione e del termine per comparire.

1. L'attore chiederà al giudice che la persona, contro della quale desidera d'intentare il giudicio, sia citata a comparire personalmente avanti lui a giorno ed ora certi per ivi rispondere alle di lui domande

2. Il giudice estenderà tosto in iscritto il semplice decreto di citazione, in cui designerà il giorno e l'ora al convenuto per comparire.

3. Questo decreto verrà rimesso alla persona citanda da uno dei servienti della giustizia civile e si avrà per legittimamente citato quando il decreto sia stato rimesso personalmente.

4. Non riuscendo al serviente di giustizia di rimettere personalmente il decreto, lo affiggerà alla porta della casa abitata dal citando e il giudice in tale caso ordinerà che nel giorno seguente sia reiterata la citazione o personalmente o con nuova affissione, e con tale reiterazione si avrà per legittimamente eseguita la citazione.

5. Il serviente di giustizia renderà conto al giudice dell'esecuzione della citazione, della qual cosa il giudice ne farà constare in iscritto.

6. Se la persona citanda si trovasse per accidente fuori del distretto della giurisdizione del di lui giudice competente, sarà cura dell'attore di avvertirne il giudice nel ricorrere per la citazione, altrimenti facendosi dal convenuto constare che quando è stata reiteratamente affissa alla di lui porta la citazione egli era assente dalla giurisdizione, la citazione eseguita in questa maniera non potrà operare la contumacia.

7. Notificandosi dall'attore che il citando si trova nella giurisdizione di un altro giudice, in questo caso il giudice competente trasmetterà il decreto di citazione al giudice del luogo ove si ritrova il convenuto, acciocché faccia eseguire la citazione e trasmetta quindi al giudice competente la relazione del serviente di giustizia che l'avrà eseguita.

8. Le persone che non possono stare in giudicio, o che almeno debbono essere assistite, si citeranno, cioè le prime in persona di quelli che debbono per essi comparire in giudicio e le persone che hanno solo bisogno di assistenza tanto in persona propria quanto altresì di quella che deve assisterla in giudicio.

9. Qualora si dovrà citare una persona, ovvero un corpo morale, a cui non è permesso di stare in giudicio, fuorché nella persona di un curatore, e che questo curatore non sia ancor provvisto, ovvero una persona che deve essere in giudicio assistita da altra persona che non sia ancor determinata, l'attore chiederà prima al giudice che provveda il curatore o la persona che deve assistere il citando, quindi si eseguirà la citazione nella forma sovra prescritta.

10. Volendosi citare uno che sia assente dagli Stati si citerà coll'affissione del decreto di citazione all'albo pretorio del luogo d'ultima abitazione, a quello del magistrato provinciale ed a quello del magistrato supremo, precedente suono di tromba, quindi passato il termine per comparire, ove nessuno compaia a difenderlo, il giudice deputerà al medesimo un curatore il quale ne assuma le parti.

11. Volendosi agire contro d'un'eredità che non si sappia se alcuno abbia accettata, si citeranno le persone che si possa supporre che siano le prossimiori in grado di succedere al defunto ed alle quali possa appartenere l'eredità; se queste persone comparendo dichiareranno di

non voler essere eredi, o che si ignori chi possa aver dritto all'eredità contro della quale si vuole agire, si citerà chiunque pretenda alla medesima affiggendosi il decreto di citazione all'albo pretorio del luogo del domicilio del defunto e di quello dove sono situati gli effetti stabili appartenenti all'eredità giacente e dei quali si abbia notizia; inoltre a quello del magistrato provinciale, nel di cui distretto è situato il suddetto domicilio e del magistrato supremo.

12. Accettandosi dall'erede l'eredità col beneficio della legge ed inventaro, questi dopo compito l'inventaro difenderà l'eredità, finché non consti la medesima assolutamente oberrata; risultando tale, si deputerà alla medesima un curatore, che si sceglierà fra i creditori verso la stessa eredità e fra quelli che verosimilmente possano avere interesse a ben difenderla; in contraddittorio di questo si proseguirà il giudicio.

13. Sarà tenuto il curatore dato ai corpi morali di dare immediatamente avviso agli amministratori de' medesimi della mossa lite, affinché gli somministrino i mezzi per difenderli.

14. Il termine per comparire in giudicio in seguito alla citazione verrà fissato dal giudice, con ciò però che per le persone abitanti nel luogo non sia minore di un giorno, né maggiore di giorni quattro; per le persone abitanti fuori del luogo, ma nella provincia, dovrà esser proporzionato alla distanza del luogo in cui abita il convenuto relativamente al luogo del giudicio; non potrà però essere minore di giorni cinque, né maggiore di giorni quindici; per le persone finalmente che si troveranno fuori della provincia il termine non potrà essere minore di giorni quindici, né maggiore di giorni trenta.

Titolo IV.

Dei decreti interinali.

1. In tutti i casi nei quali sia imminente il pericolo di danno, per evitare il quale sia necessaria una pronta provvidenza, l'attore la domanderà al giudice, il quale, previa la sottomissione che dovrà l'attore passare di danno ed ingiuria, se si riconoscesse alla verità contraria la sua esposizione (e ciò ne' casi in appresso determinati), accorderà la provvidenza interinale mandando nello stesso tempo citarsi la parte contraria.

2. Questi decreti si chiamano o inibizioni o sequestri.

Le inibizioni o si domandano come mezzo necessario per conservare la cosa, o per semplice cautela; nel primo caso dovrà il giudice

esigere per accordarle la sottomissione, di cui nel paragrafo antecedente; nell'altro caso si potranno dal giudice accordare, qualora dall'aspetto della cosa risulti al medesimo essere opportuno di accordarla; anche in questo caso però, qualora in progresso risultasse che l'attore avesse senza fondamento chiesta la provvidenza, sarà tenuto ad ogni danno.

3. In qualsivoglia caso l'inibizione non si lascierà mai che per un tempo limitato e breve, e comparendo il convenuto dovrà il giudice con cognizione di causa confermarla o rivocarla.

4. Quando l'inibizione potesse riuscire di grave danno al convenuto, se di ciò consterà al giudice prima che l'abbia lasciata, dovrà ricusarla; constandogliene in appresso, dovrà rivocarla, mediante però sottomissione e cauzione da prestarsi dal convenuto di ridurre in pristino stato ogni cosa che in appresso risultasse essersi dal medesimo senza legittimo dritto operata e talvolta si potrà anche esigere dal convenuto che non alteri lo stato del fondo, in modo che non se ne potesse più riconoscere quell'aspetto che fosse importante al merito della causa.

5. I sequestri sono una semplice cautela; altri sono di danari che il convenuto fosse per esigere da un terzo, altri sono sequestri di mobili o fondi appartenenti al convenuto. Qualunque sia il sequestro non si potrà concedere, fuorché nel caso che consti al giudice del pericolo che l'attore possa venir defraudato della sua domanda. Per i sequestri della prima specie basteranno leggieri argomenti dell'allegato pericolo, ma si lascieranno pure a tempo determinato, citando insieme il convenuto a giorno ed ora certi per opporre ciò che stimerà.

6. Per quelli poi della seconda specie si esigeranno argomenti forti e dovrà l'attore prestare cauzione di danno ed ingiuria.

Titolo V.

Del contraddittorio giudicio e del modo di comparire in esso.

1. Nel giorno fissato dal decreto di citazione compariranno personalmente ambe le parti innanzi al giudice, fuorché alcuna di esse si trovasse legittimamente impedita, nel qual caso comparirà per mezzo di qualunque altra persona munita però di legittimo mandato, la quale nel comparire dovrà far constare del legittimo impedimento della persona per cui compare.

2. In questo primo contraddittorio l'attore dovrà proporre la sua domanda e tutti i generi di prova, dei quali intenda valersi per fondare la sua azione.

3. Si ridurrà in iscritto la domanda dell'attore e si darà copia al convenuto tanto della detta domanda che dei documenti che l'attore avrà prodotti.

4. Questi documenti staranno presso il segretaro del tribunale sino al susseguente nuovo contraddittorio per darne la visione al convenuto qualora la desiderasse.

5. Potrà il giudice, se le circostanze del caso lo esigessero, prescrivere che li suddetti documenti si ritengano più lungamente presso il segretaro del tribunale per il sovra accennato fine.

6. Qualora in conformità dei precedenti paragrafi saranno stati restituiti all'attore i documenti da esso prodotti, non sarà il medesimo più tenuto ad esibirli nuovamente in progresso di causa, fuorché il convenuto volesse intraprendere la prova di qualche difetto estrinseco de' medesimi, previo però giuramento di non essere stato in caso d'intraprendere tal prova prima che venissero all'attore restituiti i documenti.

7. Dovrà l'attore esprimere a qual fine preciso abbia prodotto ciascun documento, altrimenti non vi dovrà avere il giudice alcun riguardo, così la generica espressione di averli prodotti per fondare le sue domande non potrà giovare al producente.

8. Tutto ciò che si è prescritto riguardo all'attore avrà luogo ugualmente riguardo al convenuto per le di lui eccezioni e produzioni che facesse per fondare le medesime.

9. Si accorderà al convenuto il termine competente relativamente alla qualità delle domande dell'attore per rispondere alle medesime e si stabilirà il giorno e l'ora in cui debbano le parti comparire nuovamente per la prosecuzione della causa.

10. Radicato col primo contraddittorio il giudicio, i termini susseccutivi per rispondere e replicare saranno di regola i medesimi di sopra fissati per comparire in giudicio in seguito alla citazione, lasciatane come ivi la precisa fissazione all'arbitrio del giudice, il quale potrà anche secondo le circostanze del caso accordare quella maggior dilazione che crederà conveniente.

11. Non potrà l'attore dopo il primo contraddittorio far nuove produzioni, fuorché le eccezioni del convenuto le rendessero necessarie, o che giuri di non aver avuto in tempo notizia di tali carte: lo stesso si praticherà pel convenuto dopo che avrà prodotte le definitive sue eccezioni.

12. Al convenuto si concederanno facilmente le dilazioni per prepararsi alla difesa ed il termine di tali dilazioni sarà, come sovra, in totale arbitrio del giudice, il quale dovrà aver riguardo per una parte

alle circostanze del caso e per l'altra alla spedizione della causa che compatibilmente colle circostanze si vuole che sia la più pronta possibile.

13. Riconoscendo il giudice nel progresso che le dilazioni siansi addimandate maliziosamente e al solo fine di prolungare la spedizione della causa, dovrà egli *ex officio* senza aspettarne alcuna istanza multare la parte colpevole, condannandola al rimborso e totale indennizzazione verso l'altra parte e nella pena pecuniaria di altrettanta somma applicabile alla cassa criminale.

14. Lo stesso si praticherà riguardo all'attore quando dovrà combattere le eccezioni del convenuto.

15. Non permetterà il giudice alle parti alcuna espressione ingiuriosa, fuorché l'azione o eccezione lo esigesse, come sarebbe se si dovesse da una delle parti far constare del dolo dell'avversario, poiché in simili casi si potranno usare i termini legali (quantunque contenenti fatto ingiurioso) che avranno relazione al merito della causa, salva ragione all'altra parte, qualora non se ne sia somministrato sufficiente riscontro di proporre l'azione d'ingiuria.

16. La domanda che una delle parti facesse per l'esibizione di qualche scrittura, documento, o libro di maneggio e simili, dovrà dal giudice reiicersi, fuorché nel caso che sia un documento a cui si riferisca un altro documento già in causa prodotto da quella istessa parte, alla quale se ne vuol domandare l'esibizione e sia insieme necessaria l'esibizione del medesimo, ovvero che vi concorressero i seguenti requisiti: 1. Che consti che tale documento fosse o dovesse essere in potere della parte. 2. Che sia un documento che altrove trovar non si possa. 3. Che sia importante al merito della causa. Mancando qualsivoglia di questi tre requisiti non avrà luogo l'azione e dovrà reiicersi dal giudice una tale domanda.

17. Quanto al primo requisito sovra accennato, potrà la parte a cui si domanda l'esibizione escluderlo col giurare di non ritenere il documento, non aver fatto cosa alcuna per non ritenerlo, non sapere dove si ritrovi o ritrovar si possa e di aver fatte le più diligenti ricerche per rinvenirlo.

Titolo VI.

Delle prove.

1. I generi di prova che si admettono nel giudicio civile tanto per le azioni che per le eccezioni sono i seguenti.

1. Confessione della parte.
2. Pubblici documenti.

3. Scritture private.
4. Oculare ispezione.
5. Giudicio di perizia.
6. Esame di testimoni.
7. Giuramento.

Capo I.

Della prova per confession della parte.

1. Per valersi di questo genere di prova si sono introdotte le interrogazioni che una parte fa all'altra, se voglia contendere o admettere un fatto.

2. La parte che vorrà interrogare rimetterà in iscritto le interrogazioni al giudice, il quale interrogherà l'altra parte, che dovrà rispondere di bocca propria e la sua risposta sarà pure ridotta in iscritto.

3. Dovrà il giudice, prima d'interrogare, esaminare la qualità delle interrogazioni e dovrà reiicere quelle che fossero estranee ed inutili o ingiuriose senza necessità.

4. Se le interrogazioni riguarderanno un fatto che possa essere ignorato dalla parte interrogata e che questa risponda d'ignorarlo, si avrà per legittima la risposta.

5. Quando riguarderanno circostanze di fatto proprio, dovrà la parte interrogata rispondere sul campo e la sua risposta dovrà essere o affirmativa o negativa, admesse però quelle qualità che vi aggiungesse.

6. Non sarà ricevuta la risposta di non essere memore, fuorché nei casi che o per il trascorso del tempo o per la qualità istessa del fatto potesse rendersi credibile la dimenticanza.

7. Potrà il giudice, quando lo stimerà conveniente, accordare alla parte interrogata un termine per rammemorarsi.

8. Il trascorso di tempo, che potrà rendere scusabile la dimenticanza a segno di esimere l'interrogato dal dover rispondere, sarà il decennio per i fatti principali e di un anno per le circostanze che lo accompagnano; di modo che, se l'interrogazione sarà sul fatto principale, il solo trascorso del decennio potrà esimere l'interrogato dal rispondere; se poi l'interrogazione rifletterà solo qualche circostanza accessoria del fatto principale, il solo trascorso di un anno basterà per esimere l'interrogato dall'obbligo di rispondere categoricamente.

9. La parte interrogata, che non risponderà categoricamente nei casi nei quali è tenuta a così rispondere, si avrà per confessa e tanto più qualora ricusasse di rispondere.

10. Quella parte che dopo di aver risposto venisse convinta di mendacio nella sua risposta sarà condannata in tutte le spese del giudicio e non si avrà alcun riguardo alle allegazioni che avrà fatte, quantunque fossero di quelle che di sua natura costringessero l'altra parte al peso della prova in contrario, del qual peso in tal caso rimarrà sgravata.

11. Nel caso che la persona interrogata non possa per causa di legittimo impedimento presentarsi personalmente in giudicio per rispondere, se abiterà nel luogo e che senza grave incomodo possa venir interrogata in casa propria, vi si trasferirà il giudice per questo fine; se poi fosse di grave incomodo, si differirà a tempo opportuno l'interrogazione; se non sarà nel luogo di giurisdizione del giudice competente, questi trasmetterà al giudice del luogo in cui si trova la parte interroganda gli interrogatorii suggellati e verrà da quel giudice interrogata, quindi si trasmetteranno al giudice competente suggellate le risposte.

12. Volendo l'attore valersi di questo genere di prova, dovrà rimettere nel primo contraddittorio al giudice competente gli interrogatorii suggellati, i quali verranno poscia nel seguente contraddittorio aperti e sarà dal giudice interrogato il convenuto.

13. Non potrà l'attore in progresso di causa fare al convenuto altri interrogatorii, fuorché quelli ai quali le risposte e le eccezioni del convenuto dassero luogo.

14. Il convenuto nel fare le sue eccezioni, volendosi valere di questo genere di prova, dovrà pure rimettere le sue interrogazioni suggellate al giudice e si osserverà l'istesso metodo stabilito per l'attore.

Capo II.

Della prova per pubblici documenti.

1. Tutti gli atti pubblici, come sono istromenti, documenti estratti dai pubblici archivi, atti giuridici muniti dell'autentica del segretaro di quel tribunale nel quale furono agitati, faranno piena prova per ciò che riguarda la loro forma estrinseca, né soffriranno altra opposizione che quella di falso, qualora sia una parte in caso d'intraprenderla, la qual opposizione, contenendo una vera accusa criminale, si sospenderà il giudicio civile, finché sia dai giudici criminali del fatto e del dritto decisa l'accusa di falso.

2. Le copie dei documenti pubblici che non fossero estratte dal proprio originale, ma bensì da altra copia autentica di quelle che sono considerate come originali, di regola non faranno piena prova fuorché

mediante la giudiciale collazione coll'originale o colla copia autentica equivalente all'originale da cui furono estratti; qualora però si trattasse di documento, il di cui originale o copia equivalente più non esista, farà piena fede l'estratto autentico suddetto.

3. Dove si trova stabilito l'obbligo di consegnare al pubblico archivio d'insinuazione tutti gli istromenti ed atti pubblici, l'estratto di un documento pubblico anteriore all'epoca di questo stabilimento ed autenticato da notaio farà piena fede in giudicio, salva solo l'istanza per la collazione coll'originale o estratto da cui fu desunto, qualora consti che esiste e che vi si possa procedere, salva pur anche l'opposizione di falso, ove possa aver luogo, e salve pure le altre opposizioni critiche che potessero aver luogo per debilitarne la fede o renderla sospetta; alle quali opposizioni avranno i giudici quel riguardo che secondo il prudente loro criterio potranno meritarsi.

Capo III.

Della prova per scritture private.

1. La scrittura privata, cioè una scrittura non ridotta in pubblico istromento sottoscritta dalle parti contraenti e da tre testimoni, farà piena fede in giudicio tanto per la forma estrinseca che per la verità del contenuto in essa, purché sia dai testimoni riconosciuta la verità della loro sottoscrizione.

2. Qualora i testimoni non fossero più in vita, si potrà supplire provando per comparazione di carattere la sottoscrizione del convenuto e dei testimoni.

3. Nel caso che tutti fossero illiterati e perciò solamente sottosegnati non avrà luogo tal prova; qualora non fossero tutti illiterati e si potesse somministrare la prova suddetta della comparazione di carattere almeno di due sottoscrizioni, cioè o quella del convenuto e di un testimonio, o quella di due dei testimoni, potrà questa supplire alla ricognizione dei medesimi resasi impossibile.

4. Farà l'istessa fede se, essendo sottoscritta da soli due testimoni, sarà stata di consenso delle parti contraenti insinuata, nel qual caso non sarà più necessaria la ricognizione dei testimoni.

5. Se non sarà insinuata, ma sottoscritta da due testimoni e da entrambi i contraenti, e che siano vere sottoscrizioni, non semplicemente i segni usati dagli illiterati, farà ugualmente piena prova in giudicio mediante la ricognizione dei testimoni come sovra: se poi alcuno o dei contraenti o dei testimoni si trovasse non sottoscritto,

ma solamente sottosegnato, potrà bensì presentarsi in giudicio, ma dovrà essere riconosciuta la verità della medesima dai testimoni anche pella verità del contenuto in essa.

6. Se la scrittura privata non sarà munita di testimoni, ma bensì i contraenti siano alla medesima sottoscritti e non semplicemente sottosegnati, si potrà presentare in giudicio per l'effetto di interrogare la parte sulla verità della sottoscrizione, la quale venendo admessa farà la scrittura piena prova quanto alla forma estrinseca e, qualora una parte negasse d'avere sottoscritto e quindi venisse su di ciò convinta di mendacio, si avrà per confessa nei meriti della causa, nei quali non potrà più esser admessa a fare alcuna eccezione.

7. Le eccezioni contro l'intrinseco delle scritture si ammetteranno in ogni tempo, ma la prova di tali eccezioni sarà sempre a peso della parte che le oppone, abolito perciò il privilegio biennale dell'eccezione del non numerato danaro dalle leggi romane stabilito.

8. Le lettere missive, libri famigliari, conti, memorie si potranno produrre in giudicio per l'effetto d'interrogare la parte sulla verità della scritturazione o sottoscrizione, la quale venendo admessa sarà con ciò provata la loro forma estrinseca.

9. Negandosi da qualcheduno la scritturazione o sottoscrizione di lui propria sovra la quale venisse interrogato, si admetterà la prova per comparazione di carattere a giudicio di perizia, la quale però constituirà solamente un argomento più o meno forte secondo le circostanze e potrà anche far piena prova quando concorrano altri amminicoli, lasciato al prudente criterio dei giudici l'estimare il valore di questa prova secondo le circostanze dei casi e gli altri amminicoli ed argomenti, dai quali si trovasse più o meno avvalorata.

Capo IV.

Della prova per ocular ispezione.

1. Tutte le circostanze di fatto che cadono sensibilmente sott'occhio e che si possono coll'ocular ispezione accertare dovranno chiarirsi con questo genere di prova.

2. In due maniere si può procedere a questa prova, o col trasferirsi il giudice medesimo sul luogo della questione e vedere cogli occhi proprii le circostanze di fatto che influiscono alla medesima, ovvero col mezzo di persone perite le quali si trasferiscano sul luogo della questione e, dopo di avere cogli occhi proprii osservate tutte le circostanze, le riferiscano in iscritto al giudice.

3. Ogni volta che sia effettuabile il primo metodo e che si tratti di circostanze che non esigano giudizio di perizia per riconoscerne la verità, dovrà il giudice *ex officio* trasferirsi sul luogo per quest'effetto.

4. Dovranno essere presenti le parti litiganti e ciascheduna di esse potrà far osservare al giudice quelle circostanze che crederà che possano favorire il proprio intento.

5. Dovrà il giudice in tal occasione rogare un atto di ciascheduna circostanza influente al merito che sull'instanza delle parti avrà osservata.

6. Qualora la questione cadrà sovra circostanze di fatto cadenti bensì sotto l'oculare ispezione, ma che la verità di esse esiga perizia nell'arte per essere chiarita, dovrà il giudice deputare periti i quali come sovra osservino sul luogo le suddette circostanze e ne riferiscano al giudice secondo la loro perizia la verità.

7. Succede talvolta che le circostanze di fatto cadenti sott'occhio, anche dopo di essere state osservate dal giudice cogli occhi proprii, tuttavia resta necessario per poter ben giudicare che questi le abbia sempre presenti; in questo caso il giudice ordinerà ai periti di delinearne la figura con la formazione di un tipo in cui siano chiaramente figurate tutte quelle circostanze che possano influire alla questione e qualora crederà il giudice che il tipo col quale rappresentasi solamente la superficie non sia bastante per somministrarli i lumi necessarii per ben giudicare, ordinerà ai periti di formarne un modello esatto, il quale contenga tutti quei lumi che il giudice crederà necessarii.

8. Succede altre volte che la decisione delle questioni dipende dal chiarimento di circostanze, le quali in parte possono benissimo chiarirsi dal giudice cogli occhi proprii e in parte esigono di più il giudicio di perizia: in questi casi il giudice si trasferirà sul luogo e ordinerà che seco lui si trasferiscano le parti ed i periti e procederà alle opportune ricognizioni tanto per se medesimo quanto per mezzo dei suddetti periti.

9. Succede anche nelle liti di questa natura che alcune circostanze esigono la prova testimoniale: in questi casi dovrà il giudice esaminare i testimoni sul luogo della questione e della circostanza sulla quale depongono, con fare che alla di lui presenza sia da essi indicata quella circostanza sovra la quale sono interrogati, affine di evitare quegli errori che da un'inesatta espressione o dimostrazione possono facilmente risultare nelle deposizioni de' testimoni.

Capo V.

Della prova per giudicio di perizia.

1. Ogni volta che sarà necessario il giudicio di persona perita, il giudice ordinerà egli medesimo, quantunque le parti non ne avessero fatta l'istanza, che vi si proceda per mezzo di persone perite in quel genere di fatto sul quale cade la questione.

2. Ordinerà il giudice alle parti di dare una nota dei periti a ciascuna delle parti sospetti, ovvero non grati, e procurerà quindi di scegliere quel perito che possa essere grato ad ambe le parti; se poi ciò non gli riuscisse di poter fare, eleggerà egli quel perito che crederà più opportuno, al quale determinerà i specifici capi sovra dei quali debba egli dare il suo giudicio.

3. Sarà in questo caso permesso alle parti di somministrare le riprove di quel giudicio di perizia che credessero gravatorio, nel qual caso il giudice ordinerà un nuovo e definitivo giudicio per mezzo d'altri periti.

4. Se avvenisse mai che tanto il primo quanto il secondo perito avessero pronunciato un giudicio manifestamente erroneo ed ingiusto, somministrandosene dalla parte gravata la prova, dovrà ripararsi, condannati i periti nelle spese e danni verso la parte gravata e dichiarati per sempre inabili a dar giudicio.

5. Se la parte che dicesi gravata e che intraprende la prova della manifesta ingiustizia del giudicio dei periti non ne somministrasse la prova, si condannerà in tutte le spese e danni tanto verso l'altra parte quanto verso i periti e nella multa del valore della cosa litigata applicabile alla cassa criminale.

Capo VI.

Della prova testimoniale.

1. Non si ammette la prova testimoniale fuorché per quelle circostanze che non si possano giustificare con alcuno dei precedenti generi di prova.

2. Dovendosi devenire a questo genere di prova si dovranno ridurre a capi distinti le circostanze sovra le quali si desidera che vengano esaminati i testimoni.

3. Questi capi verranno comunicati alla parte contraria acciocché vi faccia quelle opposizioni che stimerà e, qualora voglia per sua difesa valersi dell'istesso genere di prova, riduca anch'essa a capi le circostanze sovra le quali desidererà che siano esaminati i suoi testimoni.

4. Tanto le opposizioni quanto le deduzioni di capi a difesa dovranno farsi fra il termine che verrà dal giudice fissato e tali capi si dovranno pure comunicare alla parte.

5. Dopo la prima reciproca deduzione di capi si permetterà una seconda reciproca deduzione di capi in aggiunta, che verranno pure reciprocamente comunicati per l'effetto delle reciproche opposizioni.

6. Dopo queste due deduzioni per ciascheduna parte non se ne ammetterà più alcun'altra.

7. Opponendosi da una parte all'altra sovra alcuno dei capi dedotti, il giudice esaminerà le fatte opposizioni e giudicherà interlocutoriamente quali capi debbansi ammettere e quali reiicere.

8. Questo giudicio del giudice si proferirà senza ritardo e fra il termine ordinario, entro il quale debbono le parti comparire nuovamente in giudicio.

9. L'opposizione di superfluità non si ammetterà se non quando, oltre all'essere i capi dedotti veramente superflui, ne derivasse dall'admissione di essi il soverchio ritardo nella spedizione della causa.

10. I testimoni saranno presentati al giudice dalla parte fra il termine di giorni quindici, fuorché per causa legittima il giudice credesse necessario di accordare un maggior termine proporzionato alle rappresentate circostanze.

11. Prima che vengano interrogati i testimoni potrà l'altra parte presentare al giudice quelle interrogazioni che crederà giovevoli al maggior chiarimento del fatto e della verità.

12. Il giudice interrogherà i testimoni tanto sui capi che sulli interrogatorii e sulle cause di scienza di ciò che depongono.

13. Dovrà pure interrogarli sovra il loro nome, cognome, patria e facoltà e se siano congiunti di alcuna delle parti, debitori o creditori, o altrimenti dipendenti da alcuna di esse.

14. Ridurrà fedelmente in iscritto tutte le loro risposte, quindi prima che il testimonio si sottoscriva rileggerà al medesimo la sua deposizione, spiegandone il significato nel dialetto usato per discorrere e permetterà al testimonio di variare ed anche di ritrattarsi.

15. Dovrà altresì il giudice intimare al testimonio le pene dalla legge prescritte per chi fa testimonianza falsa, quindi, confermandosi dal testimonio dopo quanto sovra la sua deposizione, lo farà sottoscrivere.

16. Terminato l'esame, verrà questo dal giudice suggellato finché siano compiti gli esami d'ambe le parti.

17. Compiti gli esami, il giudice farà dar copia alle parti del nome, cognome e generalità dei testimoni, affinché volendo intraprendere qualche prova per debilitare la fede dei testimoni esaminati, o con

documenti, ovvero colla prova testimoniale, facciano fra l'ordinario termine la necessaria deduzione de' capitoli, ovvero presentino que' documenti, dei quali volessero valersi per questo fine, e successivamente fra altro ordinario termine ciascheduna delle parti intraprenda la prova a giustificazione della fede che meritar possono i testimoni per sua parte esaminati, i quali esami chiamiamo oggezionale il primo e comprobatorio l'altro.

18. Si procederà nella stessa forma a questo esame oggezionale e comprobatorio.

19. Qualora i testimoni esaminandi non potessero senza aggravio trasferirsi al luogo del giudicio, il giudice commetterà l'esame a quei giudici dai quali possano i testimoni con minor incomodo venir esaminati, fuorché alcuno di essi fosse con ragionevole fondamento sospetto all'altra parte, nel qual caso verrà commesso l'esame a quel giudice non sospetto che riesca meno incomodo alla parte che deve far seguire l'esame.

20. Compiti gli esami d'ambe le parti, e questi pubblicati, il giudice farà i medesimi comuni ad ambe le parti.

21. Pubbhcati così gli esami, non si ammetterà più alcuna nuova prova testimoniale e si spedirà la causa, fuorché per qualche particolare circostanza stimasse il giudice di accettare la produzione di qualche documento tendente ad escludere qualche circostanza deposta da qualche testimonio della parte contraria che non si fosse ragionevolmente dovuto prevedere che venisse deposta.

22. Può succedere che per qualche incidente venga differito l'esame dei testimoni e che però alcuni dei testimoni che si vogliono far esaminare o per l'età già avanzata o per qualche infermità si possa con fondamento temere che siano per mancar di vita prima che sia deciso l'incidente; in questi casi potrà chiedersi che, senza pregiudizio della parte, siano esaminati a futura memoria, il che si accorderà allorché consti al giudice delle circostanze sopra accennate, ma si terrà l'esame chiuso finché sia tempo di aprire gli esami e se venissero reietti i capitoli sovra i quali furono esaminati, non si aprirà, ma si abbrucierà il detto esame dal giudice.

23. Si potrà anche procedere ad un esame a futura memoria senza vi sia lite pendente, trattandosi di un fatto del quale chi ne fa l'istanza abbia interesse di conservarne la memoria e la prova; l'accordarlo o ricusarlo dipenderà dal prudente criterio del giudice.

24. Qualora il giudice lo accordi, deputerà nello stesso tempo un curatore che faccia le parti di contraddittore, quindi, in contraddittorio di questo curatore degli incerti interesse aventi, si procederà all'esame nella stessa forma sovra stabilita.

Capo VII.

Della prova col giuramento.

1. Vi sono quattro sorta di giuramento: decisivo, suppletivo, purgativo e giuramento in lite.

2. Il giuramento decisivo è quello che si offerisce alla parte contraria qualora manca la prova.

3. Non è lecito di offerire questo giuramento per mero capriccio, ma solamente quando la parte che lo offerisce sia assistita da argomenti di presunzione favorevole, i quali però non siano bastanti né per vincere, né per rifondere nell'altra parte il peso della prova.

4. Tanto meno sarà lecito offerire questo giuramento, quando allo stato degli atti risulti provata la verità o falsità della proposizione.

5. Facendosi luogo a questo giuramento dopo che la parte, a cui viene offerto, avrà giurato, non sarà più admessibile in giudicio civile alcuna prova in contrario: si admetterà però in giudicio criminale l'accusa di falso; e si admetteranno nel giudicio civile quelle altre prove che siano oltre le proposizioni giurate.

6. Sino al momento in cui quegli che deve giurare abbia pronunciate le prime parole, cioè *io N. N. giuro e chiamo Iddio in testimonio*, quantunque si fosse già posto in ginocchio colle mani sulle sacre carte, potrà sempre l'offerente ritrattare l'offerta, ma non più dopo che il giurante avrà proferte le suddette prime parole della formola.

7. Se la parte, a cui è stato offerto il giuramento, non vorrà giurare, potrà riferirlo all'altra parte; ma quando né giuri, né riferisca s'intenderà admesso il fatto dedotto a giuramento, fuorché nel caso che potesse con fondamento allegare di non essere abbastanza memore per arrischiarsi a giurare e che per altra parte le qualità personali del suo avversario, o le circostanze fossero tali che non fosse conveniente che questi avesse a giurare: data la combinazione di queste due circostanze, cesserà l'obbligo di giurare o riferire.

8. Sarà ricevuta l'allegazione di non esser memore quando, trattandosi del fatto principale, saranno trascorsi cinque anni e, trattandosi di sole circostanze accessorie, saranno trascorsi sei mesi.

9. Venendo riferto il giuramento alla parte che l'aveva offerto, se questa ricuserà di giurare, sarà decaduta da ogni ragione per i fatti dedotti a giuramento, fuorché si trattasse di un fatto sul quale la parte a cui è stato riferto il giuramento non potesse giurare per scienza propria, nel qual caso non potrà costringersi a giurare o decadere,

anzi il riferente si avrà per confesso, fuorché avesse ragioni plausibili e sufficienti per essere dispensato dal giurare.

10. Offerendosi il giuramento ad un qualche corpo morale, dovrà esprimersi la persona o persone degli amministratori, dalle quali s'intende che sia prestato il giuramento.

11. Tutte le persone maggiori d'anni venti e sane di mente saranno tenute a giurare nei casi che il giuramento sia admessibile.

12. Eccitandosi la questione se sia o non admessibile il giuramento, questa dovrà decidersi fra giorni cinque.

13. Il giuramento suppletivo è quello a cui viene admesso l'attore ovvero il convenuto riguardo alle sue eccezioni per supplire al difetto di prova.

14. Per far luogo al giuramento suppletivo è necessaria la semipiena prova o argomenti di presunzione che equivalgono alla semipiena.

15. La deposizione di un teste unico ma idoneo, vale a dire di ogni eccezione maggiore, costituisce la semipiena prova e può far luogo al giuramento suppletivo, fuorché la parte che lo domanda fosse di sospetta fede.

16. Per far luogo al giuramento suppletivo sarà necessaria sempre come sovra la semipiena prova, che non sia da prove o presunzioni contrarie debilitata, e che si tratti di fatto che possa essere a notizia della parte che chiede di giurare.

17. Il giuramento purgativo è quello che si presta da una delle parti per escludere sospetto o presunzione che possa imputarsegli circa un fatto qualunque.

18. Non si farà luogo al giuramento purgativo quando il fatto sia già con semipiena prova provato contro la parte che vorrebbe in tal maniera purgarsi, ma solamente quando i sospetti o presunzioni derivassero da induzioni di altri fatti che siansi provati e non bastante a costituire la semipiena prova intorno al fatto principale.

19. Non si farà luogo al giuramento purgativo per quelle persone che sieno già riconosciute di sospetta fede.

20. Questo giuramento purgativo, come altresì il suppletivo, deve prestarsi dopo la sentenza nella quale deve il giudice ordinarlo.

21. Il giuramento in lite è una prova privilegiata che si accorda all'amministrato contro l'amministratore che o non ha reso il conto, o lo ha reso informe, o ha malversato.

22. In questi casi l'amministrato darà il caricamento all'amministratore e, venendo questo condannato mediante il giuramento in lite alla somma del suddetto caricamento in pena della mala amministrazione, si farà luogo al giuramento in lite.

23. Dovrà però il giudice prima di admettere il giuramento in lite esigere dall'amministrato una prova almeno generica della probabilità del caricamento e secondo questa farà la tassa della somma a cui debba estendersi il giuramento.

24. Ne' casi d'amministrazione dolosa o di positiva appropriazione dovrà il giudice *ex officio* darne avviso al fisco e si dovrà tosto intentare l'accusa criminale, secondo l'esito della quale conseguirà l'amministrato la sua indennizzazione.

25. La prova privilegiata del giuramento in lite non si ammetterà contro l'erede del defunto amministratore, se pendente la vita di questo avrà l'amministrato indugiato di promovere le sue istanze per il corso di due anni da computarsi dal giorno che ha potuto agire e che ha avute sufficienti notizie per agire: esclusa questa limitazione, si accorderà anche contro l'erede del doloso amministratore la prova privilegiata del giuramento in lite.

Titolo VII.

Delle eccezioni declinatorie del tribunale.

1. A norma di quanto si è dissopra stabilito quest'eccezione può ridursi a due soli capi, o perché la lite possa interessare il fisco civile, e perciò sia di cognizione dei magistrati provinciali, ovvero perché il convenuto pretenda di aver altrove il suo domicilio.

2. Nel primo caso il giudice rimetterà le parti al magistrato, il quale, sentito il fisco civile, riterrà la causa o la rimanderà al suo giudice competente.

3. Nel secondo caso il giudice rimetterà pure le parti avanti il magistrato provinciale, il quale, sentito il fisco civile, deciderà quale dei giudici sia il competente e avanti a questo rimetterà le parti.

Titolo VIII.

Della denuncia della lite all'autore e dell'intervento di un terzo in causa.

1. Spesse volte il convenuto ha la ragione di rilevo verso di un altro, il quale è tenuto a tenerlo rilevato ed indenne da ogni molestia: in questo caso deve il convenuto, prima d'intraprendere alcuna eccezione, denunciare al suo autore la molestia che gli viene inferta, altrimenti non sarà più ammesso a domandare alcuna dilazione per evocare in causa il suo autore.

2. Per quest'effetto il giudice gli accorderà quella dilazione che crederà necessaria secondo le circostanze dei casi per poter evocare in causa l'autore e, pendente questa, riterrà sospeso il giudicio.

3. Dovrà per quest'effetto il giudice aver riguardo alle seguenti circostanze:

1° Se la ragione che compete al convenuto provenga da una causa recente ovvero antica.

2° Se provenga da un contratto stipulato con la persona medesima del convenuto, ovvero con persone defunte delle quali sia erede.

3° Se questo autore da evocarsi abiti nel luogo della sua giurisdizione, ovvero nella provincia, o anche fuori di essa ed in qual distanza.

4. Dovrà il convenuto esporre al giudice nel primo contraddittorio di sua risposta competergh il rilevo e dovrà specificare per qual titolo gli competa, chi sia l'autore, che intende di evocare e dove abbia domicilio e, se si trattasse di fatto antico e che perciò non fosse ancora in caso di sapere contro di chi specificamente egli abbia diritto di agire, dovrà pure accennarlo nella prima risposta, altrimenti non vi si avrà più alcun riguardo nel progresso.

5. Qualora il convenuto sarà in caso d'individuare il nome della persona, dalla quale pretende venir rilevato, domanderà al giudice il decreto di citazione contro questa persona.

6. Il giudice lascierà il decreto di citazione, esprimendo nel medesimo il nome del convenuto sull'istanza del quale vien citato e la causa di rilevo per cui è citato, con designarsi chiaramente il fatto di cui si tratta, affinché possa il citato prepararsi alla difesa, e questa citazione si eseguirà nella forma già sopra accennata sotto il titolo delle citazioni.

7. Questo autore, quantunque domiciliato altrove, sarà tenuto a comparire nel giorno fissato dal decreto di citazione nel tribunale del giudice che ha spiccato il decreto.

8. Comparendo l'autore, gli verrà comunicata la molestia o sia la domanda dell'attore con tutte le prove da esso prodotte.

9. Se l'autore comparso assumerà il rilevo del convenuto, si proseguirà la causa fra l'attore e questo terzo, in contraddittorio però sempre del convenuto.

10. Se questo terzo contesterà di non essere tenuto ad assumere il rilevo, in questo caso il convenuto dovrà rispondere ne' meriti alle domande dell'attore e continuare col medesimo la causa: proseguirà intanto le sue instanze contro il suo autore, fuorché dalla risposta del creduto autore avesse luogo di rilevare che gli compete verso di qualcun

altro il rilevo, nel qual caso gli verrà accordata nuova dilazione per evocare questo in causa.

11. Qualora, non ostanti le opposizioni dell'autore, venisse dichiarato essere il medesimo tenuto ad assumere il rilevo, potrà bensì questi continuare in rilevo del convenuto la causa con l'attore, ove non sia ancor terminata, ma dovrà continuarla nello stato in cui si trova e nulla potrà opporre a ciò che fosse seguito precedentemente fra l'attore ed il convenuto; ciò in pena della ingiusta renitenza nell'assumere in tempo il rilevo.

12. Succede talvolta che, nel mentre che due contendono in giudicio, interviene spontaneamente un terzo o in aiuto di una delle due parti, o come pretendente alla cosa istessa per escludere entrambi i già litiganti.

13. Nel primo caso si ammetterà bensì l'intervento di questo terzo, continuandosi col di lui contraddittorio la causa, ma starà fermo ciò che si era fatto prima.

14. Nel secondo caso potrà questo terzo ripigliare da principio la causa e gli incumbenti che prima del di lui intervento si erano fatti dagli altri due sussisteranno bensì riguardo ad essi, ma non avranno alcuna forza riguardo a questo terzo intervenuto in causa per escludere entrambi i già litiganti.

15. Sarà però facoltativo agli altri due di far spedire fra essi la causa senza pregiudicio delle ragioni del terzo intervenuto.

Titolo IX.

Dell'assegnazione della causa a sentenza e dei ragionamenti delle parti.

1. Compiti dalle parti i rispettivi loro incumbenti, il giudice assegnerà loro un discreto termine per presentare un ragionamento in iscritto sugli articoli che cadono a decidersi, che verrà reciprocamente comunicato e, qualora vogliano le parti replicare, assegnerà loro altro più breve termine per quest'effetto, fra il quale debbano le parti rimettere a mani del giudice i loro ragionamenti e repliche, quindi assegnerà a' medesimi il giorno in cui intende di proferire la sentenza.

2. Qualora per la voluminosità degli atti e scritture crederà il giudice conveniente la compilazione di un esatto compendio della causa, ordinerà all'attore di compilarlo e, previa comunicazione, concordarlo col convenuto, affinché venga da ambe le parti sottoscritto.

3. Nascendo questioni intorno al concordio di questo compendio dovranno queste definirsi innanzi al giudice in uno o più congressi, ma quanto più speditamente si potrà.

4. Nelle cause agitate avanti i magistrati o provinciali o supremi, dopo che le parti avranno compiti i loro ragionamenti, uno de' membri del magistrato farà in pubblico un'esatta e succinta relazione di tutta la causa alla presenza delle parti e queste distribuiranno a ciascheduno dei giudici una copia del compendio e dei rispettivi loro ragionamenti in iscritti, qualora sia occorso di compilare sì l'uno che gli altri.

Titolo X.

Delle sentenze.

1. Le sentenze definitive dovranno definitivamente decidere tutte le questioni, sovra delle quali sarà stata la causa assegnata a sentenza, e dovranno essere concepite in termini chiari, contenendo o assolutoria o condanna o dichiarazione, secondo le istanze dalle parti fatte in giudicio.

2. Le sentenze condannatorie di somma di danaro condanneranno anche il convenuto ai legittimi frutti dal giorno della giudiciale interpellanza, quando non fossero per altro titolo dovuti anche prima, e dovranno prefiggere al condannato il termine al pagamento sotto pena dell'esecuzione.

3. Le sentenze, in virtù delle quali l'attore conseguirà un fondo che era posseduto dal convenuto, condanneranno questo alla restituzione dei frutti stati da esso percevuti in mala fede e così sempre dal giorno della mossa lite in poi ed anche gli altri anteriori, qualora consti di mala fede anteriore.

4. Dovranno inoltre le sentenze essere ragionate, o sia si dovranno sempre succintamente esprimere i fondamenti delle sentenze.

5. Le sentenze interlocutorie dovranno essere ristrette alla decisione di quel solo incidente sovra del quale è stata la causa assegnata a sentenza.

6. Ciaschedun membro del magistrato dovrà proferire il suo voto ragionato l'un dopo l'altro, cioè prima il relatore della causa, quindi il meno anziano e successivamente gli altri.

7. Essendovi discrepanza di pareri, quegli che reggerà il magistrato procurerà che ragionando sulle questioni vengano i discrepanti ad appagarsi, affinché sia la sentenza per quanto sarà possibile proferta con unanimità di pareri; ove però non riesca, sarà pronunciata secondo la pluralità de' suffragi, per il che il numero de' votanti sarà sempre dispare.

8. Nelle sentenze del magistrato supremo, se la pluralità non sarà di due terzi, si eseguirà bensì la sentenza, ma sarà lecito alla parte succumbente di domandare che venga la causa riveduta con aggiunti.

9. Le sentenze del magistrato supremo non avranno forza di legge e, qualora cadesse in decisione un mero articolo intorno al quale fosse dubbia l'interpretazione della legge, ovvero fosse un caso ommesso e a cui la legge non avesse provveduto, dovrà il magistrato rappresentarlo al principe prima di devenire alla sentenza.

10. Pronuncierà quindi per quel caso la sentenza secondo l'ordine che ne avrà ricevuto dal principe e questa decisione sarà poscia dal magistrato ridotta in articolo di legge, che verrà per i casi futuri nelle solite forme promulgata.

11. Le sentenze saranno scritte e sottoscritte dal giudice, autenticate colla sottoscrizione del segretario; quelle dei magistrati provinciali, come quelle del magistrato supremo, saranno scritte dal relatore della causa, sottoscritte da questo e dal capo che reggerà il magistrato, quindi autenticate dal segretario.

12. Le sentenze si pubblicheranno con leggersi ad alta voce dal segretario alle parti o a chi avrà da esse legittimo mandato nel giorno che sarà stato alle parti intimato di presentarsi per sentire la sentenza e, non comparendo esse, si leggerà dal segretario nel tribunale ad alta intelligibil voce alla presenza di due testimoni e se ne rogherà l'atto.

13. Prima che sia pubblicata la sentenza potrà il giudice correggere, variare ciò che credesse opportuno; non più dopo la pubblicazione della medesima, fuorché si trattasse semplicemente di correggere un errore materiale, come sarebbe un errore di data, o di nome, o di stile, purchè non si varii la sostanza del giudicato.

14. Qualora si trattasse d'interpretare e spiegare una qualche espressione dubbia della sentenza, apparterrà allo stesso giudice che l'ha proferta lo spiegare quale sia stata la sua mente; se poi non fosse più in vita, apparterrà al giudice superiore.

15. Tutte le sentenze proferte contro le regole sovra prescritte saranno nulle e, come tali, dovranno circoscriversi, condannato il giudice che l'ha proferte al rimborso delle spese verso i litiganti.

Titolo XI.

Delle spese della lite [f].

1. La condanna nelle spese e danni, essendo pena del temerario litigatore, dovrà dal giudice esprimersi nella sentenza, qualora la creda giusta e, non esprimendosi, s'intenderanno sempre compensate.

f. Se fosse possibile di combinare un codice di leggi che tutti prevenisse i dubbii, non si potrebbe dare il caso di una lite nella quale la parte succum-

2. Il temerario litigatore dovrà condannarsi nelle spese e danni, cioè al rimborso verso l'altra parte d'ogni spesa e danno, non avuto riguardo all'essere per avventura le parti fra loro congiunte di sangue.

3. Quantunque la sentenza del primo giudice venisse confermata in giudicio d'appello ed anche di secondo appello, non per questo solo potrà considerarsi temeraria la lite, dovendosi ciò giudicare dai fondamenti del merito della causa e non da altre circostanze.

4. La suddetta condanna nelle spese e danni non solamente comprenderà il rimborso di tutte le spese del giudicio, ma anche di quelle che il vincitore fosse stato costretto di fare in consulti, viaggi e simili, la tassa delle quali dipenderà dal prudente arbitrio del giudice.

5. Risultando che la parte che sarà stata condannata nelle spese e danni fosse assistita nella lite da qualche patrocinante, dappoiché allo allo stato degli atti si fosse la detta lite resa temeraria, dovrà in tal caso il giudice condannare nelle spese e danni non più la parte succumbente, ma bensì il di lei patrocinante, condannandolo alla totale indennizzazione verso di ambe le parti.

Titolo XII.

Delle appellazioni.

1. Dalle sentenze dei giudici si darà l'appello al magistrato provinciale e dalle sentenze del magistrato provinciale si darà l'appello al magistrato supremo.

2. Nelle cause d'appello non sarà lecito ad alcuna delle parti né d'intraprendere nuovi incumbenti, né di produrre mai nuovi documenti, ma si proferirà la sentenza allo stato degli atti di prima istanza, dovendo i giudici d'appello unicamente decidere se la sentenza, del di cui appello si tratta, sia stata pronunciata con giustizia o no.

3. I magistrati provinciali avranno l'incumbenza d'informare il magistrato supremo di quelle sentenze dei giudici di prima istanza che avessero riconosciuto essere state proferte con manifesta ingiustizia.

bente fosse scusabile, ella sarebbe fuor di dubbio temeraria litigante; però la pena della condanna nelle spese della lite e nella indennizzazione verso la parte vittoriosa dovrebbe andar sempre unita in tutte le sentenze, ma questa perfezione riserbata all'ente supremo si cerca invano nelle umane cose, perciò la condanna nelle spese non può esser giusta se non quando consta al giudice che si è temerariamente contrastato.

4. Il magistrato supremo in questi casi dovrà ordinare al fisco provinciale d'intentare l'accusa criminale contro quel giudice che avesse proferta una sentenza manifestamente ingiusta.

5. Qualora una delle parti dopo la sentenza del primo giudice e anche dopo quella del magistrato provinciale avesse rinvenuto qualche nuovo documento, o si trovasse in caso di somministrare ulteriori prove, lo rappresenterà al magistrato superiore provinciale o supremo e questo ordinerà al giudice di prima istanza di rivedere la causa e di ammettere i predetti nuovi documenti o incumbenti.

6. Dopo la pronunciata sentenza, la parte che vorrà dalla medesima appellare dovrà farne la protesta innanzi al giudice che ha proferta la sentenza fra giorni dieci, quindi dovrà ricorrere al magistrato superiore, fra giorni venti se al magistrato provinciale e fra giorni trenta se al magistrato supremo.

7. Nelle cause d'appello l'appellante presenterà al magistrato un ricorso, nel quale narrerà la sofferta sentenza, la quale credendo gravatoria, chiede citarsi la parte a comparire innanzi al relatore deputando a giorno ed ora certa ed ivi presentare gli atti di primo giudicio con tutte le produzioni in essi fatte.

8. Nel giorno fissato compariranno le parti coi loro atti, i quali rimetteranno al relatore della causa acciocché si determini se debbasi compilare il compendio e se si abbiano a presentare dalle parti ragionamenti in iscritto.

9. Il relatore in tal caso assegnerà alle parti il termine tanto per la compilazione del compendio quanto pella presentazione degli scritti e repliche.

10. Compito quanto sovra, si rimetteranno da ambe le parti i scritti e repliche al relatore della causa insieme agl'atti e documenti, acciocché ne faccia la relazione al magistrato e venga quindi proferta la sentenza.

11. Quando il convenuto sarà stato assolto dalle domande dell'attore per la sola ragione che questi non abbia somministrata la prova degl'estremi dell'intentata azione, potrà l'attore, pendente il corso d'anni trenta, ripigliarne la causa, ove sia in caso di avere quelle prove che sono necessarie per vincere; bensì, quanto ai frutti che sono dovuti dal giorno della mossa lite, si computeranno solo dal giorno che l'ha ripigliata con prove sufficienti, fuorché da queste risultasse insieme che il convenuto fosse già prima in mala fede.

12. Dalle sentenze meramente interlocutorie non si ammetterà l'appello, fuorché le medesime apportassero gravame nel merito, ovvero fossero soggette a vizio di nullità: in questi casi il giudice d'appello esa-

minerà, come negli altri casi, se la sentenza sia allo stato degli atti giusta o ingiusta, valida o nulla, quindi rimanderà la causa al primo giudice.

13. Dalle sentenze pronunciate sopra questioni che esigono pronta esecuzione, come d'alimenti o di opera nuova, da cui possa derivare danno grave, si potrà bensì appellare, ma l'appello non impedirà che si eseguisca intanto la sentenza mediante cauzione, nel caso che si creda dal giudice necessaria. Negli altri casi l'interposto appello sospenderà ogni giurisdizione del giudice che l'ha pronunciata, il quale perciò nulla potrà operare finché consti che l'appello sia deserto, o che la sua sentenza sia stata confermata dal giudice superiore.

14. L'appello avrà luogo ugualmente per ragion di gravame come per ragion di nullità della sentenza del di cui appello si tratta.

15. La semplice nullità degl'atti qualunque ella siasi dovrà proporsi avanti lo stesso giudice, il quale circoscriverà ciò che si fosse nullamente operato ed ordinerà ciò che far si debba in riparazione, onde per queste nullità non si ammetterà l'appello, fuorché il giudice non ostante la proposta nullità avesse pronunciato senza riparare alla medesima.

16. Dalle sentenze contumaciali si ammetterà l'appello come infra, titolo 20, paragrafo 7, se il contumace fra giorni cinque dopo intimatagli la sentenza non essendo comparso e pagate le spese contumaciali per essere ammesso a far le sue parti, desidererà di essere sentito: perciò passati i giorni cinque predetti, egli non avrà più altro rimedio che quello dell'appello.

Titolo XIII.

Della revisione delle sentenze del supremo magistrato.

1. Oltre il caso già sovra accennato al paragrafo 7, titolo 10, potrà la parte succumbente che avesse rinvenuto qualche nuovo documento, o fosse in caso di somministrare nuove prove, chiedere allo stesso supremo magistrato la restituzione in tempo per presentare quanto sovra e con ciò la revisione della causa, ripigliandola però innanzi al primo giudice se vi saranno incumbenti a farsi.

2. Nel caso che la parte succumbente rilevasse nella sentenza del supremo magistrato qualche equivoco di fatto in circostanza sostanziale, avrà ricorso al principe, il quale, avuto il parere del suo consiglio, ordinerà che si riveda la causa dallo stesso supremo magistrato, con aggiunta d'altri membri scelti dal principe.

3. Qualora mai succedesse che il magistrato supremo pronunciasse la sentenza o contro il letterale disposto dalla legge, o altrimenti manifestamente ingiusta, la parte succumbente potrà aver ricorso al principe, il

quale, col parere del suo consiglio, ordinerà che la causa sia riveduta da quei soggetti che verranno dal principe prescelti, esclusi tutti quelli che nel proferire la detta sentenza saranno stati del parere dell'ingiustizia.

Titolo XIV.

Dell'esecuzione delle sentenze.

1. Passato il termine stabilito per appellare, avrà la sentenza la forza di cosa giudicata e dovrà eseguirsi.

2. Qualunque sentenza o condanna, o assolve, o dichiara; le sentenze che assolvono contengono l'inibizione di più oltre molestare; l'esecuzione di queste sentenze consiste nella protezione che il giudice accorda al convenuto assolto, il quale, se vien molestato, può implorarla ricorrendo dal giudice.

3. La sentenza che condanna può avere per oggetto o la condanna in contanti, o la remissione di qualche effetto o mobile, o la dismissione di un fondo stabile, o l'immissione in possesso per ragione ipotecaria.

4. Se ha per oggetto una somma di danaro, passato il termine della sentenza fissato al pagamento, il vincitore ricorrerà al giudice e domanderà l'esecuzione della sentenza che gli accorderà il giudice nel modo seguente.

5. Si trasferirà il giudice alla casa d'abitazione del debitore e pignorerà altrettanti effetti mobili del medesimo che corrispondano alla somma del debito, i quali si esporranno fra otto giorni in vendita a' pubblici incanti e, sovra il prezzo che si ricaverà, da essi conseguirà il creditore ogni suo avere di capitale interessi e spese.

6. Non si potrà pignorare indistintamente ed a capriccio del creditore qualunque mobile, ma bensì dovrà il giudice pignorare quanto possa bastare alla soddisfazione del creditore col minor danno ed incomodo del debitore.

7. Pendenti questi giorni otto, potrà il debitore riscattare li mobili pagando l'intero debito di capitale interessi e spese, o con dare idonea cauzione di pagare fra giorni venti.

8. Non trovandosi li mobili sufficienti per soddisfare il creditore, si pignoreranno i fondi stabili, i crediti e i censi.

9. La pignorazione dei fondi stabili si eseguirà con trasferirsi il giudice sul luogo del fondo con un pubblico estimatore, il quale procederà all'estimo del fondo che verrà quindi rimesso in pegno al creditore col beneficio del terzo meno, vale a dire, se il totale credito tra capitale

interessi e spese ascenderà a lire 2 mila si rimetteranno al creditore altrettanti fondi, l'estimo dei quali ascenda a lire 3 mila.

10. Avrà il debitore il termine di un anno per riscattare i di lui beni mediante il pagamento dell'importare del totale debito, capitale, interessi e spese; passato qual termine, i fondi pignorati apparterranno in piena proprietà al creditore:

11. Il creditore dovrà essere presente all'atto e sottoscriverlo, o almeno dovrà esservi per esso persona munita del legittimo mandato, ma non sarà necessaria la presenza del debitore.

12. Tutti gli atti esecutivi si faranno sempre dal giudice ordinario di prima istanza, al quale i magistrati dovranno nella sentenza medesima commettere nel caso di bisogno l'esecuzione delle sentenze.

13. Non si potranno pignorare gli utensili e mobili necessarii all'arte o professione esercita[ta] dal debitore.

14. Se il debitore offerisse fondi stabili, chiedendo che siano lasciati i mobili, qualora consti della cautela del creditore, dovrà procedersi sovra i fondi stabili.

15. Comparendo nell'atto d'esecuzione un terzo ad opporsi, se la sua opposizione sarà di pretesa proprietà de' mobili che si volessero pignorare e che ne somministri un principio di prova, si farà la descrizione ed assicurazione sospesa l'esecuzione e si assegnerà il giorno a quella terza persona in cui debba comparire in giudicio per somministrare la prova della sua pretesa.

16. Qualora poi i mobili, sovra de' quali si procedesse all'esecuzione si ritrovassero in casa abitata da un altro e non in quella abitata dal debitore ed il padrone della casa si opponesse, dicendo essere di lui proprii, si desisterà dall'esecuzione, ricadendo il peso della prova in contrario a carico del creditore.

17. Proponendosi dal padrone della casa tenuta in affitto dal debitore l'insistenza sui mobili pel credito della fittuaria pensione, si sospenderà la pignorazione, facendosi la sola descrizione ed assicurazione, salvo che il creditore stimasse di offerire al padrone di casa l'importare del di lui credito fittuario.

18. Facendosi l'esecuzione sopra un fondo stabile e comparendo un terzo ad opporsi, se la sua opposizione sarà di dominio o possesso, si sospenderà l'esecuzione e si assegnerà il giorno in cui debba comparire per somministrare la prova della sua allegazione; se poi la sua opposizione sarà di ragioni d'anteriorità o poziorità, non si sospenderà l'esecuzione, ma si registrerà la sua protesta e si assegnerà il giorno in cui debba presentarsi al giudice per discutere in contraddittorio del creditore le sue ragioni.

19. Se la sentenza avrà per oggetto la restituzione di un fondo mobile, si trasferirà il giudice alla casa del condannato e farà rimettere al vincitore il mobile.

20. Se la sentenza avrà per oggetto la dismissione di un fondo stabile, il giudice si trasferirà sul luogo del fondo e ne darà il possesso al vincitore, minacciando al vinto una proporzionata pena, qualora avesse la temerità di turbarlo nel possesso.

21. Se la sentenza avrà per oggetto l'immissione in possesso per ragioni ipotecarie, il giudice si trasferirà sul luogo del fondo e ne darà il possesso al vincitore, il quale, dopo di un anno non riscattandosi dal debitore il fondo, potrà farsene aggiudicare altrettanta quantità che a giusto estimo corrisponda al totale di lui credito, capitale, interessi e spese, con più un terzo di questa somma totale pel beneficio del quarto meno e, dopo questa aggiudicazione, non potrà più il debitore riscattar il fondo.

22. Le sentenze, che contengono semplice declaratoria, rigorosamente non sono definitive, dovendosi ancora dal vincitore proporre l'applicazione della declaratoria per essere mantenuto o immesso nel possesso della cosa che ha dato luogo a chiedere la decisione declaratoria, perciò l'esecuzione di tali sentenze consisterà nella loro applicazione.

Titolo XV.

Dell'inventaro legale per l'accettazione dell'eredità col beneficio della legge.

1. L'erede che non vorrà esporsi a succumbere del proprio ai debiti ereditarii, dovrà fra il termine di mesi tre, computandi dal giorno che ebbe notizia della deferta eredità, procedere ad una esatta e giudiciale descrizione di ogni cosa cadente nella medesima.

2. Non dovrà in alcuna maniera immischiarsi nell'eredità, finché sia compito l'inventaro, fuorché gli fosse stato permesso dal giudice di immischiarvisi ed in questo caso non dovrà eccedere i limiti della permissione.

3. Chiunque non osserverà le sovra prescritte regole decaderà dal beneficio e si dichiarerà erede semplice.

4. Le persone, che erano prima alimentate coi frutti dell'eredità, ricorrendo al giudice potranno anche prima dell'inventaro ottenere dal medesimo un interinale assegnamento sovra i detti frutti per i loro alimenti.

5. Un erede che avesse già accettata l'eredità o con espressa dichiarazione, o colla tacita immischiandosi in essa e che quindi la riconoscesse

troppo gravosa per i nuovi debiti e pesi scopertisi, potrà ricorrere al giudice e, facendo constare che i medesimi non fossero alla di lui notizia e che non avesse alcun ragionevole fondamento di sospettarne l'esistenza, ovvero che sia sopravvenuta la diminuzione del fondo perché evitto, o erroneamente credutosi appartenere all'eredità, potrà essere restituito in intiero a procedere all'inventaro legale mediante fedele e giurata consegna di tutto ciò che fosse a di lui mani pervenuto; ma in questo caso non potrà fare sui legatarii alcuna detrazione di falcidia o trebellianica, ma solo quella di legittima.

6. Quando l'eredità si trovasse gravata dai debiti a segno di essere oberrata o quasi, il giudicio d'inventaro legale si risolverà in un giudicio di concorso.

Titolo XVI.

Della cessione de' beni.

1. Un debitore oberrato, che tale siasi reso senza sua colpa, potrà esimersi dalla persecuzione personale colla cessione di tutti i di lui beni a favore dei creditori nel modo seguente [g].

2. Ricorrerà egli al giudice, esporrà al medesimo uno stato fedele d'ogni suo avere e di tutti li di lui debiti, narrerà come senza sua colpa

g. Si sogliono distinguere due sorta di cessione de' beni che si facciano da un debitore oberrato ai di lui creditori: chiamasi una cessione ignominiosa, chiamasi l'altra salva onestà; questa in quasi tutti i codici è un privilegio annesso alle classi più elevate di persone; la sana filosofia non soffre questa sorta di distinzioni, una bensì ne ammette imprescindibile, ed è tra il debitore che si è reso oberrato senza sua colpa e per una conseguenza di quelle tante umane vicende che mal si possono prevedere o rimediare, e l'altro debitore oberrato, che tale si è reso per i suoi vizii (prescindo da quello che fallisce occultando ed appropriandosi i fondi, questi è un vero ladro e ladro pubblico); ella è cosa assurda che un uomo sia notato d'infamia solo perché è sventurato, e non è meno assurdo che un uomo vizioso, mediante la nota d'infamia, che già ben poca impressione può fare nel di lui animo, possa esimersi dalla persecuzione dei creditori; finalmente il defraudare i creditori, essendosi reso oberrato per propria colpa, egli è già per se medesimo un atto che ripugna alla onestà, dunque ella è una contraddizione manifesta che una tal persona dicasi cedere i suoi beni salva l'onestà; il grado elevato ben lungi dal renderla scusabile aggrava anzi il fallo, epperò non è ragion bastante perché vada esente da quella pena che un codice di leggi ben combinato deve minacciare a chi si abbandona a questo segno ai vizii.

siasi reso oberrato, offerirà la cessione d'ogni suo avere ai creditori e ne implorerà dal giudice il beneficio.

3. Il giudice formerà decreto di citazione a tutti li creditori a comparire a giorni ed ora certi ed esigerà intanto dal debitore ricorrente la sottomissione di presentarsi in giudicio ogni qual volta gli sarà intimato, sotto la pena di schiavitù pubblica temporaria d'anni dieci, e farà procedere all'assicurazione d'ogni avere del debitore, la quale dovrà farsi senza alcun costo di spesa per puro officio del giudice.

4. Comparendo i creditori, comunicherà loro il ricorso ed il bilancio dal debitore presentato ed assignerà li medesimi ad altro giorno ed ora certi a comparire nuovamente in contraddittorio del debitore e deliberare sul beneficio da questo implorato.

5. Non opponendosi cosa alcuna dai creditori intorno all'implorato beneficio, spedirà il giudice il suo decreto favorevole e ne farà immediatamente estendere dal segretaro del tribunale l'atto giudiciale, che sarà stipulato e sottoscritto da tutte le parti.

6. Se i creditori o alcuno di essi opporranno non potere il debitore a termini della legge godere di questo beneficio, esaminerà il giudice sommariamente i fondamenti delle opposizioni e, sentito il debitore nelle sue discolpe, pronuncierà definitivamente con ammettere il debitore al beneficio, se riconoscerà sufficienti le di lui discolpe, facendo in tal caso dopo spirato il termine per appellare, se non sarà interposto l'appello, stipulare l'atto della cessione de' beni anche in contumacia de' creditori che ricusassero di stipularlo e sottoscriverlo, o con reiicere la domanda del debitore, qualora riconoscesse legittime le opposizioni, ed in questo caso farà assicurare la persona del debitore.

Titolo XVII.

Del giudizio universale coi creditori.

1. Il giudizio universale coi creditori potrà instituirsi spontaneamente dal debitore che desidera soddisfare tutti i di lui creditori, o da quegli che desidera di dimostrare affatto libero da ogni debito il di lui patrimonio.

2. Si instituità il giudicio universale e si chiamerà forzoso, quando il comun debitore risulterà oberrato da' debiti e insufficiente il di lui patrimonio per compitamente soddisfarli.

Capo I.

Del giudicio universale spontaneo [h].

1. Quegli che si troverà incagliato dai debiti, non avendo in pronto il contante per soddisfarli, quantunque sia possessore di patrimonio libero, sovrabbondante per la loro soddisfazione, deliberando di volerli tutti con un solo giudicio soddisfare e discutere con essi la legittimità e giusto importare dei rispettivi loro crediti, lo intraprenderà nella forma seguente.

2. Ricorrerà al suo giudice competente esponendo al medesimo uno stato fedele e circostanziato del di lui patrimonio tanto in fondi stabili, quanto in mobili e crediti, esporrà insieme una nota distinta di tutti i creditori e chiederà al giudice il decreto di citazione perché abbiano essi a comparire a giorno ed ora certi per discutere come sovra la legittimità ed importare dei rispettivi loro crediti e per venir quindi li medesimi soddisfatti o con la remissione di altrettanti beni col beneficio del quarto meno o in quell'altra maniera che possa riuscire più comoda.

3. Chiederà nello stesso tempo altro decreto di citazione contro quelli verso de' quali egli pretenda di essere creditore, affinché compaiano a giorno ed ora certi innanzi allo stesso giudice per discutere coi medesimi la legittimità ed importare del debito di ciascheduno di essi, ed in tal guisa far fondo per la soddisfazione de' di lui creditori.

4. La forma di questo giudicio, per ciò che riguarda le discussioni con ciascheduno dei creditori e dei debitori, sarà la stessa dissopra stabilita per i giudicii civili e quegli che avrà instituito questo spontaneo giudicio sarà il legittimo contraddittore con ciascheduno dei citati.

5. Se poi oltre i creditori che sono alla di lui notizia desiderasse di chiamare in questo giudicio qualunque incerto pretendente aver ragione sul di lui patrimonio, ovvero avere contro di esso azione personale, presenterà al giudice per questo effetto un altro ricorso, nel quale chiederà citarsi qualunque pretendente come sovra sotto pena d'imposizione di perpetuo silenzio.

6. Il decreto di citazione per i creditori certi si eseguirà nella solita forma delle citazioni private, con ciò però che non comparendo i me-

h. In questa sorta di giudicio sono evidentemente superflue le discussioni di anteriorità poziorità e privilegio e così la sentenza di collocazione, l'unico scopo della quale è di stabilire per mezzo della collocazione quali siano i creditori che abbiano diritto di conseguire la soddisfazione del loro credito sul fondo esistente, e quali per conseguenza siano quelli che abbiano a rimaner perdenti.

desimi o alcuno di essi fra un mese dopo intimata la citazione, si dovrà la medesima reiterare e, non comparendo nemmeno dopo la seconda citazione passati tre mesi dopo che sarà questa stata legittimamente intimata, se continueranno ad essere contumaci, si pronuncierà in odio dei medesimi la sentenza assolutoria del debitore e di imposizione di perpetuo silenzio.

7. Il decreto di citazione contro qualunque incerto pretendente si affiggerà a suon di tromba: primo, alla casa d'abitazione del comun debitore; secondo, all'albo pretorio del giudice che lasciò il decreto; terzo, all'albo pretorio di tutti i magistrati provinciali di giustizia; quarto, all'albo pretorio del magistrato supremo; e tal pubblicazione si farà per tre volte coll'intervallo di due mesi tra l'una e l'altra.

8. Tanto nel decreto di citazione dei creditori certi, quanto in quello dei pretendenti incerti, il giudice assegnerà un determinato giorno di ogni settimana e in esso un'ora alla mattina, l'altra al dopo pranzo, in cui possano i citati comparire e proporre le loro domande.

9. Non comparendo fra i termini sopra prescritti, verrà pronunciata la sentenza di imposizione di perpetuo silenzio relativamente ai non comparsi e si proseguirà il giudicio con quelli che saranno comparsi.

10. Qualora dal bilancio del patrimonio e dei debiti risulti che il fondo non sia eccedente di un terzo almeno dell'importare dei debiti, il giudice procederà all'assicurazione d'ogni cosa appartenente al comun debitore, assegnando però al medesimo i mobili discretamente necessarii per di lui uso ed una proporzionata porzione dei frutti del patrimonio per i di lui alimenti.

11. Procederà quindi il giudice alla vendita a' pubblici incanti di tutti gli altri mobili e ad una provvisionale locazione dei frutti dei fondi stabili, esponendo intanto questi all'asta pubblica con proporzionata mora per dar tempo e comodo alla licitazione.

12. A misura che seguirà la vendita tanto de' mobili che dei stabili, distribuirà il prezzo che se ne sarà ricavato ai creditori comparsi in proporzione del rispettivo loro credito mediante cauzione di rappresentare la somma ricevuta co' suoi legittimi interessi ogni qual volta in progresso si riconoscesse in tutto o in parte indebita [i].

i. I giudicii di concorso sono da per tutto dannosissimi, la loro forma è da per tutto più o meno difettosa. A questi difetti si può in parte rimediare; tendono a questo fine alcune delle leggi suggerite nella prima parte.

In tutti i giudicii universali s'incomincia a spogliare addirittura d'ogni suo avere il comun debitore per quanto sovrabbondante fondo egli possieda e, quando anche la somma totale de' debiti non arrivasse all'importare

13. Passati i primi sei mesi dovranno fra altri mesi sei essere portate in istato di decisione, e così assegnate a sentenza, tutte le questioni cogli intervenuti in questo giudicio e sarà preclusa ai negligenti la via ad ulteriori incumbenti. Lo stesso avrà luogo a riguardo del comun debitore, se egli sarà stato il negligente.

14. Dovrà il giudice fra un mese dopo l'assegnazione a sentenza questa pronunciare allo stato degli atti.

15. Qualora si incontrasse un fatto intricato, che senza colpa di alcuna delle parti non si fosse potuto fra il sovra stabilito termine portare in istato di decisione, potrà il giudice accordare quella dilazione che crederà conveniente nelle circostanze del caso.

Capo II.

Del giudicio universale forzato.

1. In due maniere s'instituirà il giudicio di concorso forzato: primo, quando da una persona oberrata da' debiti verrà implorato il beneficio della metà del di lui patrimonio. Si deputa un curiale curatore al concorso ed un economo al patrimonio. L'infelice comun debitore vien considerato come inabile e non legittimo contraddittore, anzi come realmente spogliato del di lui patrimonio.

Il curiale curatore si suppone destinato a difendere il patrimonio ed a procurare la soddisfazione dei creditori: questo curiale però non ha la minima nozione di quel patrimonio, né può altrimenti averla, fuorché leggendo tutte le carte utili ed inutili del comun debitore e procurandosi alla meglio le opportune notizie, cosa che non può fare se non con gravissimo dispendio del patrimonio e per altra parte egli non ha il minimo interesse per adempire con esattezza a codesto incarico.

L'economo poi non ha altro interesse, fuorché quello di procurarsi un pingue stipendio: prescindendo pertanto dalla dolosa amministrazione, di cui pur troppo non sono così rari gli esempi, quella sola negligenza e non curanza, che derivar deve dalla natura stessa della cosa, produrrà necessariamente la rovina del patrimonio.

Ora lasciando, come gli è ben giusto, che il comun debitore non oberrato difenda il suo patrimonio, come quegli che più di qualunque altra persona ha interesse a difenderlo, sono evitati gli inconvenienti che nascono dalla deputazione d'un curatore.

La vendita poi non meno che la locazione nei paragrafi 11 e 12 prescritta colla contemporanea distribuzione del prezzo ricavato rende affatto superflua la deputazione d'un economo anche nel caso che il comun debitore fosse interamente oberrato.

della cessione de' beni; secondo, quando incontrandosi più creditori ad agire contro il medesimo, venendo a risultare insufficiente il patrimonio alla soddisfazione di tutti, si renderà inevitabile il giudicio di discussione; nel qual caso si potrà da qualunque dei creditori promuovere l'istanza perché s'instituisca il giudicio universale.

2. In ambi i casi il giudice competente del comun debitore lascierà il decreto di citazione nella forma prescritta nel capo precedente anche contro tutti i creditori o pretendenti incerti per l'effetto della totale e perpetua imposizione di silenzio contro quelli che fra i termini prescritti e così fra sei mesi non saranno comparsi a proporre.

3. In questo giudicio si procederà immediatamente al sequestro universale ed alla vendita di tutti indistintamente gli effetti spettanti al comun debitore.

4. Riconoscendosi in progresso che il comun debitore avesse occultato un qualche effetto, o non consegnandolo nel ricorso per il beneficio della cessione de' beni, ovvero occultandolo dopo che le istanze dei creditori contro di esso promosse avranno reso inevitabile il giudicio universale, e non consegnandolo in occasione del sequestro universale, a cui procederà il giudice, si avrà per fallito doloso, e soggiacerà alla pena che per un tale delitto si troverà stabilita nel codice penale.

5. Il comun debitore non sarà più legittimo contraddittore e l'ufficio di difendere il patrimonio verrà dal giudice affidato a quello fra i creditori nel quale il giudice scorgerà concorrere il maggior interesse per difenderlo.

6. Il prescrittosi nel paragrafo precedente avrà luogo generalmente ogniqualvolta risulti che il comun debitore non può più avere intresse a difendere il patrimonio e così quando anche non fosse allo scoperto, ma che, soddisfatti i creditori e calcolate le spese del giudicio, non fosse per rimanerli alcun capitale.

7. I creditori comparendo in questo giudicio dovranno tutti reciprocamente comunicarsi le rispettive loro proposizioni, domande ed eccezioni, sempre però nella forma dissopra stabilita per i giudicii civili.

8. Quegli che sarà destinato per difendere il patrimonio farà alle domande de' creditori quelle eccezioni che stimerà sulla scorta delle notizie che avrà ricavate dalle carte del comun debitore, delle quali sarà il depositario.

9. Contestandosi ad un creditore in tutto o parte la legittimità o quantità del credito da esso proposto si pronuncierà prima la sentenza su tale incidente, colla quale si condannerà o si assolverà il patrimonio del comun debitore, senza però che tale discussione possa remorare le altre discussioni fra i creditori intorno all'anteriorità, poziorità, o privilegio de' rispettivi loro crediti.

10. Per quest'effetto dovrà ciaschedun creditore specificamente proporre a quale degli altri creditori pretenda di essere preferto, o contendere anteriorità poziorità o privilegio.

11. Maturate tutte le predette discussioni, si pronuncierà dal giudice la sentenza di graduazione, colla quale definirà l'ordine in cui dovrà essere collocato ciascun creditore e conseguire la soddisfazione del di lui credito, che, come nel precedente paragrafo 9, dovrà già essere liquidato per riguardo alla legittimità del medesimo, ed in tal guisa sarà terminato il giudicio universale.

12. I creditori di annualità vitalizie non potranno pretendere che venga separato a loro favore alcun fondo, ma bensì ne rimarrà incaricata la massa dei creditori e potranno quelli fra i creditori che fossero in pericolo di essere perdenti chiedere che venga loro rimesso un fondo per rimaner essi ciò mediante incaricati di tale vitalizia annualità, ammessa fra i creditori a questo riguardo la licitazione.

13. Un debitore può essere oberrato quantunque possieda un dovizioso patrimonio, qualora sia questo vincolato e non pignorabile, di modo che i creditori non possano conseguire la loro soddisfazione fuorché coi frutti del medesimo: in questo caso, siccome è interesse dei creditori medesimi che il comun debitore viva lungamente per poter essi lungamente conseguire i frutti del patrimonio vincolato, così dovrà il giudice procedere come sovra al sequestro universale, lasciati però i mobili discretamente necessarii al comun debitore e alla di lui famiglia e separato a favore del medesimo e della predetta di lui famiglia un assegnamento per i convenienti loro alimenti.

14. Qualora dal calcolo della probabile vita del comun debitore, dei residui frutti del di lui patrimonio assegnabili ai creditori e della somma totale dei di lui debiti risultasse che poca o nessuna speranza possa al medesimo rimanere di ricuperare l'intiero possesso del di lui patrimonio, sarà considerato come oberrato e per conseguenza non più legittimo contraddittore: nel qual caso solamente si deputerà come nel capo precedente uno de' creditori a difendere il patrimonio.

15. Si procederà immediatamente a' pubblici incanti alla locazione di tutto il patrimonio vincolato, nella quale però desiderando di intraprenderla il comun debitore dovrà venir preferto a prezzo uguale mediante idonea cauzione.

16. I fitti annui si assegneranno provvisionalmente dal giudice ai creditori in proporzione di somma di credito mediante cauzione, come si è nel capo precedente prescritto riguardo ai capitali.

17. Sarà in tutto il rimanente la forma del giudicio simile a quella stabilita nel capo precedente.

Titolo XVIII.

Delle cause minime.

1. Nelle cause minime non eccedenti il valore di lire 50 la citazione si farà dal serviente di giustizia a viva voce senza che sia necessario il decreto di citazione in iscritti; dovrà bensì il serviente dopo fatta la citazione farne la relazione al giudice, il quale la farà notare nel registro affinché consti della medesima.

2. Non riuscendo di eseguire la citazione personalmente, si potrà eseguire in persona domestica, ma in questo caso dovrà reiterarsi coll'intervallo non minore di ore dodici.

3. Comparendo la persona domestica o altri a nome del citato a rappresentare o l'accidentale absenza del medesimo, o qualche legittimo impedimento, il giudice accorderà una discreta dilazione per comparire, avuto riguardo alle circostanze del caso e alla qualità della causa.

4. In queste cause saranno ammessi a comparire in giudicio gli agenti, gli amministratori, i rettori de' corpi morali, ancorché non muniti di speciale mandato, che però nel progresso di causa dovranno presentare spedito o dal loro padrone o dal tutore e curatore *ad negotia*, quando si tratti di persone amministrate o di corpi morali.

5. Così pure il minore che non avesse curatore potrà comparire per il primo contraddittorio, nel quale però dovrà eleggersi il curatore *ad lites*, da cui venga assistito in progresso.

6. Quanto sovra avrà luogo sia che si tratti di difendere l'interesse della persona o corpo per cui compariranno, sia che si tratti di agire per qualche caso premuroso in nome loro.

7. Il termine a comparire in questi giudicii sarà brevissimo, cioè non più di un giorno e non meno di ore quattro.

8. Le dilazioni per le prove e per le repliche dipenderanno dall'arbitrio prudente del giudice.

9. I generi di prova saranno gl'istessi che nelle altre liti, colla sola diversità di una maggiore speditezza.

10. Le interrogazioni si faranno dalle parti stesse e, trattandosi di cosa di fatto proprio, dovrà l'interrogato rispondere sul campo e solo nelle interrogazioni riguardanti il fatto d'altri o cosa di cui possa essere credibile la dimenticanza gli sarà accordata la dilazione.

11. Nella prova testimoniale la parte che vorrà valersene potrà seco condurre i testimoni al contraddittorio, quindi, dopo interrogata la parte sul fatto, ove questa lo contenda si estenderà in iscritto il fatto

interrogato e si procederà dal giudice sul campo all'esame de' testimoni, non però alla presenza delle parti.

12. Se la parte contraria chiederà d'essere ammessa a presentare testimoni in contrario, si estenderà in iscritto ciò che intende di provare e se gli accorderà per quest'effetto la dilazione.

13. In questo caso il giudice riterrà chiuso e suggellato il già fatto esame, quindi nel giorno assegnato alla parte esaminerà gli altri testimoni.

14. Ove le parti dichiarassero di voler presentare nuovi testimoni, accorderà ad entrambi una nuova dilazione e, questa spirata, pronuncierà la sentenza o sul campo, ovvero in altro giorno che dovrà fissare ove stimi di dover più maturamente riflettere.

15. Quanto alla prova pel giuramento decisivo, quegli a cui verrà offerto dovrà sul campo giurare o riferire, fuorché si trattasse di un fatto intricato, nel qual caso chiedendo la parte che le sia comunicata la formola del giuramento, dovrà il giudice ove lo creda conveniente comunicargliela ed accordarli una dilazione per deliberare.

16. Le sentenze che verranno proferte in questi giudicii dovranno come le altre essere ragionate e di più si dovrà in esse esprimere quali siano state le domande, le interrogazioni, le risposte e le repliche, quali gl'incumbenti e i generi di prova.

17. Da queste sentenze si darà l'appello al magistrato provinciale, il quale, come nelle altre cause, giudicherà sullo stato degli atti della giustizia o ingiustizia della sentenza, ma non si darà per queste ulterior appello.

Titolo XIX.

Della forma del giudicio avanti i magistrati provinciali per le cause di cognizione privativa de' medesimi in prima istanza.

1. Si presenterà il ricorso al magistrato, il quale deputerà uno del corpo di esso per l'istruttoria della causa.

2. Il deputato per l'istruttoria lascierà il decreto di citazione a comparire personalmente innanzi a lui nella stessa maniera dianzi stabilita per i giudicii di prima istanza.

3. Si proseguirà la causa avanti il delegato d'istruttoria nella stessa maniera che si farebbe innanzi il giudice di prima istanza.

4. Dalle ordinazioni del delegato d'istruttoria potrà la parte che si credesse gravata ricorrere al magistrato fra tre giorni.

5. Il delegato d'istruttoria pronuncierà anche definitivamente sovra gli articoli incidenti e riguardo a questi la parte che si credesse gravata potrà ricorrere al magistrato in via d'appello fra giorni dieci.

6. Il delegato d'istruttoria non sarà relatore allorquando venga portata la causa alla decisione del magitrato sia per gli articoli incidenti, sia per l'articolo principale, e verrà allora deputato un relatore per riferire al magistrato lo stato della causa.

7. Compiti da ambe le parti gl'incumbenti, il delegato d'istruttoria assegnerà la causa a sentenza, quindi il magistrato deputerà come sovra un altro del corpo per relatore e, volendo le parti presentare ragionamento in iscritto, si osserverà ciò che si è prescritto per le altre cause innanzi al magistrato supremo; lo stesso si osserverà pure tanto per la relazione della causa che per la sentenza.

Titolo XX.

Del modo di procedere quando una delle parti si rende contumace.

1. Risultando che sia stata legittimamente intimata la citazione, se nel termine prefisso non sarà comparso il citato o persona legittima per esso, si avrà per contumace e continuerà l'attore a maturare in di lui contumacia i suoi incumbenti.

2. Comparendo il contumace prima della sentenza sarà restituito in tempo a difendersi, pagate all'altra parte tutte le spese fatte in giudicio sino a quel giorno, con questo divario però che, qualora l'attore avesse intrapresa la prova testimoniale e fosse già pubblicato l'esame de' suoi testimoni, non potrà più il contumace comparso intraprendere prova testimoniale in contrario e potrà solo opporre i difetti di nullità o d'inconcludenza a codeste prove già fatte dall'attore.

3. Potrà l'attore interrogare il contumace come se fosse presente e, non comparendo egli prima della sentenza, si avrà per admesso il fatto interrogato; se però comparirà prima della sentenza, sarà restituito in tempo a rispondere.

4. Quando l'attore avrà compiti i suoi incumbenti, si pronuncierà dal giudice la sentenza definitiva.

5. La contumacia non apporterà all'attore altro vantaggio, fuorché quello che si abbiano per admessi i fatti interrogati, talché scorgendo il giudice che l'attore non abbia somministrate le necessarie prove intorno agli estremi della sua azione, non ostante la contumacia del convenuto, lo assolverà dalla domanda dell'attore, condannandolo però nella pena stabilita per la disubbidienza.

6. Comparendo il contumace dopo proferta e legittimamente intimata la sentenza, potrà ancora essere restituito fra il termine di giorni cinque pagando tutte le spese del giudicio preceduto, ma in

questo caso non sarà ammesso a negare i fatti interrogati, solo a presentare prove in contrario, anche testimoniali, per riguardo ai fatti che l'attore non avrà provati con questo genere di prova.

7. Se il contumace non sarà comparso fra li suddetti giorni cinque, gli rimarrà ancora il rimedio di appellare fra altri successivi giorni quindici, come già si disse dissopra, titolo 1, paragrafo 14, al magistrato superiore, il quale come in tutti gli altri giudicii d'appello esaminerà solo se la sentenza appellata sia, allo stato de' preceduti atti, giusta o ingiusta, senza ammettere veruna produzione né verun incumbente.

8. I predetti giorni cinque e i successivi quindici si computeranno dal giorno in cui sarà stata legittimamente intimata al contumace la sentenza contumaciale.

Titolo XXI.

Dell'ammettere al beneficio de' poveri un litigante.

1. I poveri dovranno essere patrocinati e giudicati senza il minimo costo di spesa.

2. Per godere di questo beneficio ricorreranno essi al magistrato provinciale o supremo, al quale faranno constare della povertà ed esporranno nello stesso tempo qual lite intendano di intraprendere o sostenere.

3. Chi regge il magistrato farà esaminare dal difensore civile e criminale se il ricorrente abbia plausibile fondamento per intraprendere o sostenere la narrata lite e, sul parere favorevole che il detto difensore abbia esteso e sottoscritto, quegli che regge il magistrato lascierà il decreto per cui ammetterà il ricorrente a godere del beneficio de' poveri.

4. Sarà considerato per povero chiunque, avuto riguardo al di lui stato, grado e condizione ed alle circostanze della famiglia, non sarà in istato di sostenere il peso della lite senza gravissimo discapito.

5. Si farà constare della povertà col mezzo della giurata deposizione di due amministratori del pubblico della città o villa, nella quale abbia il ricorrente il suo domicilio.

6. Potrà il suddetto difensore nell'estendere il suo parere aderire intanto al decreto supplicato, con riserva di meglio esaminare viste le risposte o produzioni della parte contraria.

Titolo XXII.

Degli avvocati procuratori e notai.

1. Saranno soppressi i curiali che esercitano la professione di proccuratori patrocinanti e si ristringerà il numero degli avvocati patrocinanti a cinquanta nella capitale, venti nelle città capo di provincia e cento e venti tra le città e ville subalterne di ciascheduna provincia[1].

2. Gli avvocati patrocinanti (i quali nello stesso tempo potranno anche essere notai) potranno avere sostituiti, purché siano anch'essi laureati.

3. Sarà permesso a qualunque persona nata di onesti parenti il proccurarsi la laurea in legge, ma sarà proibito di esercire il patrocinio a chi non sarà munito di piazza sotto pena di una multa pecuniaria della metà del prezzo della piazza per ogni volta che si contravverrà alla proibizione.

4. Sarà permesso agli attuali proccuratori patrocinanti e ai loro sostituiti di essere ammessi sostituiti di un avvocato patrocinante piazzato quantunque non laureati, con ciò però che si sottopongano all'esame delle instituzioni civili alla Università regia e delle leggi patrie nel collegio degli avvocati patrocinanti.

5. I segretari dei tribunali, quantunque non siano notai potranno autenticare gli atti del tribunale, eccettuati i segretari de' magistrati supremo e provinciali, i quali dovranno essere muniti di piazza da notaio.

6. I giudici subalterni dovranno vegliare sulla condotta dei loro segretarii; e qualora risulti a' medesimi sospetta ne daranno avviso al magistrato provinciale, il quale provvederà nella maniera che crederà più opportuna.

7. Nessuno potrà essere ammesso all'esercizio del notariato, fuorché sia nato di onesti parenti, laureato in legge, munito di piazza, ed abbia fatta la pratica sotto altro notaio per anni tre.

l. Data la forma secondo la quale si è dianzi proposto che debbansi agitare le liti, sembra che riesca affatto superflua la doppia persona di avvocato e proccuratore nel patrocinio dei litiganti; poiché, dovendo le parti comparire personalmente, eccettuati i casi di legittimo impedimento, la persona che in questi casi deve per essi comparire munita di legittimo mandato non ha altra incumbenza a compiere, fuorché quella di presentare uno scritto per parte del suo cliente o ritirare copia dello scritto della parte contraria, cosa che si può fare da qualunque uomo anche idiota, per conseguenza il patrocinio dei litiganti si ristringe in questo sistema ai consulti per diriggere il litigante nelle domande o eccezioni che egli possa fare con giusto fondamento, al suggerirgli le prove che a giustificazione delle medesime egli debba procurarsi e finalmente al compilare i ragionamenti in iscritto, che si credesse opportuno di presentare al giudice.

8. Non sarà ammesso ad accomprare la piazza chi non l'acquistasse con fondo proprio, onde la piazza resti al medesimo libera e disponibile e posseda inoltre patrimonio di altrettanto valore quanto è quello della piazza accomprata, ovvero presti per questa seconda parte idonea cauzione.

9. Dovranno i notai almeno fra giorni cinquanta aver spedita copia alle rispettive parti degli istromenti da essi ricevuti e fra detto termine dovranno pure le parti aver ritirata la copia e soddisfatto il notaio.

10. Non potranno i notai, sotto pretesto di non essere stati soddisfatti o di essere altrimenti creditori, ritardare oltre li suddetti giorni cinquanta la remissione alle parti della copia autentica del contratto sotto pena del ristoro d'ogni danno alle parti e di una multa del venti per cento di quanto è caduto in contratto applicabile alla cassa criminale.

11. Ricorrendo il notaio al giudice competente, dovrà questi indilatamente ingiungere la parte che sarà rimasta in debito della porzione a di lei carico dovuta al notaio e sarà cura del giudice che venga questi fra giorni dieci compitamente soddisfatto.

12. Sarà permesso ai notai d'avere de' sostituiti e praticanti e a questi commettere di ricevere contratti, con ciò che: primo, siano anch'essi laureati; secondo, che il notaio si renda mallevadore di ogni loro operato; terzo, che il contratto sia autenticato dal notaio piazzato e che nell'autenticarlo esprima il nome e qualità del sostituito e praticante di cui si è servito.

13. L'onorario de' notai sarà regolato a rata di tempo e di distanza, cioè per la capitale se in città in ragione di lire 3 per ogni ora; se fuori di città, ma nel territorio, in ragione di lire 4; se fuori del territorio, in ragione di lire 5; per le città capo di provincia la suddetta tassa si restringerà alla metà; per le città e ville subalterne si restringerà a due terzi meno.

Articolo II.

Della forma dei giudicii nel sistema degli arbitri.

Capo I.

Degli arbitri spontaneamente eletti per compromesso.

1. I litiganti in qualunque tempo, purché non sia proferta ancora la sentenza, e tanto più quelli fra i quali non sarà ancora principiata la lite, potranno stipulare un compromesso e nel medesimo rimettere le loro questioni al giudicio di uno o più arbitri e di chi meglio stimeranno.

2. Stipulato il compromesso, si presenteranno agli arbitri, i quali, letto ed accettato il suddetto compromesso, assegneranno alle parti il giorno in cui debbano presentarsi per darvi esecuzione.

3. Nel giorno come sovra fissato presenteranno le parti le loro domande eccezioni e risposte, non meno che i documenti e prove che saranno in caso di presentare.

4. Sarà officio degli arbitri l'assegnare alle parti i giorni nei quali debbano esse presentare quelli ulteriori chiarimenti intorno al fatto che gl'arbitri crederanno necessarii per poter dare un fondato giudicio.

5. Gli arbitri interrogheranno i testimoni che verranno presentati e così pure le parti stesse le quali dovranno sempre rispondere personalmente.

6. Sarà cura degli arbitri che le domande, le eccezioni, le interrogazioni, le risposte, le deposizioni e le produzioni siano tutte registrate, affinché ne possa constare in appresso pel caso che si dovesse rivedere la loro sentenza arbitramentale.

7. Potranno le parti, dopo compiti gli incumbenti e quando null'altro rimanga che a pronunciarsi la sentenza, presentare uno scritto o sia ragionamento intorno agli articoli che cadranno a decidersi ed anche un altro in replica, il che fatto pronuncieranno gli arbitri la sentenza.

8. La sentenza arbitramentale sarà sottoscritta dagli arbitri: sarà un atto rogato da un pubblico notaio, che si dovrà consegnare in un pubblico archivio senza alcun'altra formalità qualunque.

9. Dopo registrata così la sentenza ed intimata alle parti, quella parte che ne desidererà l'esecuzione ne presenterà un esemplare autentico al giudice competente, il quale dovrà accordare l'appoggio della pubblica autorità con dargli prontissima esecuzione.

10. Sarà perciò indistintamente proibito a tutti i giusdicenti di sospendere sotto qualsivoglia pretesto l'esecuzione delle sentenze arbitramentali.

11. Sarà eccettuato il caso che nel compromesso non si fosse espressamente rinunciato alla facoltà di appellare, poiché in questo caso non si potrà dare esecuzione alla sentenza finché sia trascorso il termine per appellare.

12. Così pure, quando nel compromesso sarà stata stipulata una pena alla parte che ricusasse di acquietarsi, siccome questo patto contiene tacitamente quello di non acquietarsi alla sentenza e poter agire in giudicio, così il giudice non darà esecuzione alla sentenza, se non sarà prima appurato quanto segue.

13. La parte che avrà accettata la sentenza e ne desidererà l'esecuzione si presenterà al giudice competente per ottenere decreto di citazione contro l'altra parte; quindi nel giorno fissato l'interrogherà se voglia acquietarsi alla sentenza, ovvero pagare la penale nel modo e tempo pattuito.

14. Se la parte così interrogata eleggesse di pagare la pena stipulata, si sospenderà ogni procedimento finché sia spirato il termine stabilito pel pagamento della penale.

15. Se la parte che deve pagare la penale non avrà adempito entro il termine per quest'effetto stabilito, sarà in arbitrio dell'altra parte di domandare o l'esecuzione della sentenza ovvero il pronto pagamento della penale e che per questo si proceda immediatamente come se fosse stato condannato dal tribunal competente ed il giudice darà pronta esecuzione o alla sentenza arbitramentale o al pagamento della penale secondo l'instanza che gli verrà fatta.

16. Qualora nel compromesso non si sarà specificamente rinunciato ad un nuovo giudicio si darà l'appello dalle sentenze arbitramentali nel modo seguente[m].

17. Per le cause eccedenti il valore di lire 20 mila si dovrà appellare e far rivedere la sentenza arbitramentale dal solo magistrato supremo; per le cause eccedenti la somma di lire 2 mila si darà l'appello al solo magistrato provinciale dalla di cui sentenza non si potrà più oltre appellare; nelle cause non eccedenti il valore di lire 2 mila si farà rivedere la sentenza per mezzo di elezione di nuovi arbitri e, qualora le parti non potessero concordare nella scelta di questi nuovi arbitri fra il termine di giorni 30 computandi dal giorno che si sarà dichiarato di voler appellare, il giudice competente rivedrà la sentenza senza ulteriore appello.

18. Quando cadrà in contesa una cosa incorporea e avente tratto successivo, sarà considerata come una lite eccedente il valore di lire 20 mila e ciò tanto nel giudicio arbitramentale quanto in tutti gli ordinarii giudicii.

19. Nei giudicii d'appello dalle sentenze arbitramentali si osserveranno le stesse regole stabilite per gli altri giudicii, di modo che, se nel giudicio d'appello una delle parti proponesse di aver nuovi documenti o nuovi incumbenti a presentare, si rimetteranno le parti nuovamente avanti gli stessi arbitri come se non fosse stata ancora da essi pronunciata la sentenza.

20. Qualora le parti nel compromesso avessero preveduto il caso dell'appellazione e vi avessero provvisto con eleggere di comune accordo le persone che dovessero rivedere la prima sentenza, non sarà

m. Il compromesso dalle parti stipulato è quello che prescrive i limiti all'autorità degli arbitri ed agli effetti delle loro sentenze, ma la sfrenata libertà di immaginare e variare i patti in questa materia tornerebbe in troppo svantaggio della società, epperò il pubblico bene esige che la medesima venga circoscritta entro alcuni dati confini.

più permesso alcun appello dalla sentenza de' nuovi arbitri, salvo solo il ricorso al principe nel caso di un errore di fatto sostanziale, o di manifesta ingiustizia.

Capo II.

Degli arbitri non eletti dalle parti.

1. Il preside della provincia pubblicherà ogni anno un albo delle persone ammesse all'officio d'arbitro, fra le quali saranno sempre compresi i soggetti componenti il magistrato provinciale e i giudici subalterni come arbitri nati.

2. Chi vorrà intraprendere una lite dovrà presentare in iscritto al giudice competente le domande che intende di promuovere e contro quali persone.

3. Il giudice lascierà il decreto di citazione e, comparendo nel giorno fissato le parti, intimerà a ciascheduna di esse di presentare una nota di quelli che fra gli ammessi all'officio d'arbitri avrà per diffidenti e di quelli nei quali avrà maggior confidenza.

4. Interrogherà le parti se bramino di essere giudicate da un solo ovvero da tre arbitri e non concordando fra esse intorno a questo sarà preferta la domanda dei convenuti a quella dell'attore.

5. Dopo avute le rispettive note e fissato il numero degli arbitri, sceglierà il giudice per arbitro o arbitri quello o quelli che, combinate le note, gli risulterà non essere diffidenti e, per quanto sarà possibile, sceglierà quelli nei quali si combinasse la confidenza d'ambe le parti.

6. Questi arbitri saranno giudici di prima istanza e dalle loro sentenze si darà l'appello nella stessa maniera che si è stabilita per le sentenze dei giudici di prima istanza, osservandosi sempre le stesse regole stabilite negli altri giudicii d'appello.

7. Per le cause minime in vece dell'appello al magistrato provinciale si faranno le sentenze rivedere da nuovi arbitri eletti nella stessa maniera[n].

n. Questo sarebbe un metodo di terminare le liti con molto minor dispendio del pubblico erario e dei litiganti, poiché, trovandosi i giudici subalterni sbarazzati dall'incarico dei giudicii civili, si potrebbero a' medesimi appoggiare le incumbenze economiche sotto la dipendenza del preside della provincia o di tutto il magistrato provinciale e risparmiarsi così gli stipendi delle persone destinate a questa sola incumbenza, la quale, ripartita in tal maniera, si adempirebbe forse con maggior esattezza; sarebbe però nello stesso tempo necessaria una riforma del codice criminale e massimamente intorno alla forma de' processi, nel qual caso verrebbero anche alleggeriti i giudici subalterni dai gravi disturbi che loro producono i processi criminali.

per quest'effet

XII.

DIFESA

(1792)

Difesa del conte Vasco, da lui compilata nel forte di Ceva, luogo di sua detenzione, l'anno 1792, da essere rassegnata a sua Maestà il re Vittorio Amedeo III e stata dal ministro Graneri rimessa a sua Altezza Reale il principe di Piemonte [1].

Prescindo dalle assurdità conglobate nel regio viglietto 12 agosto 1791 [2] all'oggetto di dare un qualche colore alla provvidenza, perché basta leggerlo con occhio non prevenuto per vedere che tutti i ragionamenti non sono che meri pretesti e stiracchiature per colorire la cosa. Per esempio, mi si fa capo di delitto che io ho sempre *cercato di farmi un nome celebre*. Dunque il celebre padre Beccaria [3], il celebre Lagrange [4] e tanti altri piemontesi che si sono resi celebri, dovevano essere puniti? Perché avesse un qualche senso bisognava dire che io aveva cercato di farmi un nome celebre con mezzi illeciti, come quegli che incendiò il tempio di Diana in Efeso [5]: ma questo è quello che dir non poteano; e poi il delitto allora consiste nell'azione delittuosa che si è fatta, e non nel desiderio di farsi un nome celebre. Questo è un delitto sconosciuto affatto ed inventato di fresco per me. Hanno preteso colorirlo coll'unirvi l'affare della Corsica [6], ma non hanno avuto coraggio di spiegarsi maggiormente a questo riguardo; ora però è di dovere che per mia giustificazione si sveli la cosa.

1. Pubblicata da N. BIANCHI, *Storia della monarchia piemontese dal 1773 sino al 1861*, Torino, vol. III (1879), pp. 548-560.

2. È il biglietto inviato dal re al senatore Carelli (Torino, Archivio di Stato, *Materie politiche relative all'interno in genere*, mazzo 3, *Arresto, processo e condanna del conte Vasco, 1791*), al quale il Vasco risponde con questa *Difesa*.

3. Giovanni Battista Beccaria (1716-1781), fisico monregalese, insegnò matematica e fisica a Palermo e dal 1748 fu titolare della cattedra di fisica all'Università di Torino. Noto soprattutto per le ricerche sull'elettricità; opera sua principale *L'elettricismo artificiale*, Torino, 1771.

4. Giuseppe Luigi Lagrange (1736-1813), matematico torinese.

5. Erostrato, che nel 356 a. C. incendiò il tempio di Diana a Efeso.

6. Sull'affare della Corsica vedi *la Nota critica* (qui alle pp. 669-685).

Sua Maestà non ignora, e sa perfettamente, che, prima di nulla intraprendere in quell'affare, mi sono portato dal fu signor cavalier Raiberti [1], il quale reggeva allora la Segreteria di Stato esterna, e che io gli ho comunicata ogni cosa acciocché ne parlasse a Sua Maestà per averne l'approvazione. Dopo alcuni giorni il medesimo mi disse in risposta che Sua Maestà non era in senso nelle circostanze d'allora di prendere alcun impegno in questo genere, onde non poteva accordarmi un espresso gradimento, che, se la cosa avesse avuto buon esito (essendo di manifesto vantaggio alla corona), me ne avrebbe saputo buon grado, ma che, se fosse andata a vuoto, Sua Maestà avrebbe dovuto politicamente disapprovare in apparenza la mia condotta, onde prendessi su tale affare le mie misure. Uscito dalla Segreteria, mi recai tosto ai piedi di Vittorio Amedeo a rendernelo inteso (per questo dissi che Sua Maestà non ignora) e gli dissi che a me bastava che Sua Maestà nel suo cuore sapesse che io non era colpevole, ma bensì un suddito fedele ed affezionato al mio sovrano, e Vittorio Amedeo lodò il mio zelo, ed io mi accinsi. La cosa andò a vuoto per una imprudenza di mio fratello Nicolao e per la bestialità del maggiore Torrazza [2], che (protetto e spia del conte Bogino [3], nostro mortale nemico) comandò tanti anni malamente la città e provincia di Mondovì. Il re Carlo Emanuele aveva fissato l'apparente castigo a pochi mesi d'arresto, ma, quando uno sdrucciola costì, par che vi sia l'indulgenza plenaria a dargli tanti urti che bastino per farlo rovinare, onde, non sapendo i miei nemici cosa altro affibbiarmi, diedero mano al solito pretesto *non ha religione* e fecero credere al re che io fossi un eretico, un ateo. Difatti Sua Maestà Carlo Emanuele deputò il signor teologo Tonso, canonico della cattedrale d'Ivrea, per venirmi a convertire [4], il quale, quando mi ebbe parlato, ebbe a

1. Carlo Flaminio Raiberti fu nominato primo ufficiale della Segreteria di Stato per gli affari esterni il 5 luglio 1745.

2. Giuseppe Torazza, governatore di Mondovì nell'anno in cui il Vasco con il fratello Nicola tentò l'arruolamento di truppe per la Corsica; eseguì l'arresto di Nicola Vasco nel settembre 1766. Cfr. in proposito, presso l'Archivio di Stato di Torino, *Lettere di particolari*, mazzo 17, fascicolo *Torazza maggiore a Mondovì*, lettere 12 agosto, 26 agosto, 2 settembre e 6 settembre 1766.

3. Giambattista Bogino (1701-1784), uomo di Stato piemontese, consigliere, primo segretario di guerra, ministro, sovraintendente in Sardegna.

4. Il 6 agosto 1768 dalla Segreteria di Stato si scriveva al governatore d'Ivrea in questi termini: « ... devo dirle esser intenzione di Sua Maestà che si richieda al signor teologo Tonso, canonico di cotesta cattedra, a prestare la sua assistenza nella direzione spirituale del medesimo [conte Vasco] per fargli quelle istruzioni ed insi-

maravigliarsi d'aver avuta una simile commissione. Io, essendo in castello, per occuparmi, mi posi a tradurre in italiano lo *Spirito delle leggi* del presidente Montesquieu con note colle quali dava una sana interpretazione a quei passi ch'erano equivoci e confutava quelli che non si potevano sanamente interpretare[1]. Era ormai al fine il mio lavoro, quando una mattina mentr'era in cappella, mi fu, d'ordine regio, preso il manoscritto. Sua Maestà lo fece esaminare da un teologo[2] (non so chi sia, né mi curai mai di saperlo, perché non potrò mai stimare un uomo simile), il quale riferì che, a dir il vero, non vi era alcun'eresia, ma si vedeva quello spirito di libertinaggio che nuoce adesso cotanto alla Chiesa. In tutto ciò che ho scritto dopo che sono al mondo, ho sempre predicata la virtù e declamato contro il vizio, perché, sebbene pur troppo non abbia io esercitata la virtù, l'ho però sempre amata e sono sempre stato persuaso che ella è necessarissima ad ogni individuo, ma altresì al bene generale. Se questo è spirito di libertinaggio, lo dica chi ha senso. In seguito a tale assurda relazione, Sua Maestà ha creduto che fosse opportuno di continuare la mia detenzione per convertirmi. Questo, e non l'affare di Corsica, è stato il motivo poi per cui Vittorio Amedeo, salito al trono, mi ricusò per 12 anni e di sentirmi e di permettermi di portarmi a Torino (con mio danno gravissimo di più di 100 mila lire). Io ho sempre creduto che i miei nemici lo tenessero in inganno; cosa ne abbia a pensare adesso, nol so. Ad ogni modo, egh è evidente che l'affare della Corsica, ben lungi dall'essere tale da potermisi ascrivere a delitto, è un affare che somministra una luminosa prova del mio amore e del mio zelo pel mio sovrano (eccessivo e disordinato, a dir vero, ogni qualvolta è così mal ricevuto e produce sì funeste conseguenze). Egli è poi d'altronde assurdo il rivangare un affare, che, anche supposto in senso colpevole, sarebbe anche stato di soverchio punito.

Un'altra specie nuova di delitto leggesi nel regio viglietto, cioè che il mio disegno[3] *non era ristretto nei limiti di uno sterile pensamento.*

nuazioni che saranno più proprie ad imprimergli veri sentimenti e massime di religiosità, di saviezza, di esemplarità e buon regolamento». (Cfr. Archivio di Stato di Torino, *Corrispondenza Ministero Interni*, serie prima, *Giuridico*, *Registri provvidenze sovrane relativi ai prigionieri e detenzioni in via economica*, n. 2, c. 376 r.).

1. Vedi qui alle pp. 193-404.

2. È l'abate Berta, vice bibliotecario del re, il quale il 6 dicembre 1768 presentò una *Nota degli scritti rimessi e di quanto in essi contiensi* (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX, 7 [F]).

3. Si tratta del *Saggio politico intorno ad una forma di governo legittimo e moderato da leggi fondamentali*, andato perduto.

Scommetterei che hanno pensato più giorni per inventare questa bella frase, il cui significato è uguale a zero, *sterile o prolifico*. Infino a che esso non è che un *pensamento* ne renderò conto a Dio, ma nessun uomo avrà mai dritto di domandarmi conto dei miei pensieri. Una legge sì barbara, che prescrive pene ai pensieri, non esiste. Dio ha riserbato a sé il giudicare i pensieri ed il scrutare i cuori; gli uomini sono giudici delle azioni, non dei pensieri. Questa non è ella una assurdità che ripugna al buon senso? Non mi ricordo di tutte le altre, perché l'ho letto una sola volta: ma tutte al par di questa dimostrerei facilmente stravaganti ed eziandio tali che fanno torto all'augusto nome che portano in fronte. Passo ora al fatto specifico.

Non si può assolutamente rivocare in dubbio che il mio manoscritto sia stato da me compilato al solo oggetto di proporlo come un piano di temperamento per riconciliare la casa regnante di Francia colla nazione, ed in tal guisa evitare i fiumi di sangue che una controrivoluzione armata avrebbe versati; per rimettere in trono in modo legittimo Luigi XVI; per restituire al loro primiero lustro e tranquillità i reali principi, generi di Sua Maestà; per far cessare un esempio pericoloso e i torbidi che influivano a danno del commercio del Piemonte.

Per oscurare la purità di questa (ardisco dirlo) lodevole intenzione, si sono i miei nemici appigliati ad una proposizione che ho premessa in principio, vale a dire protestando che il mio manoscritto non poteva assolutamente servire che ad una nazione la quale, per sua mala sorte, fosse caduta nell'anarchia e che, per uscire da uno stato così orribile, volesse stabilire una forma di governo, ovvero *a quei governi, i quali, conoscendo nella loro forma qualche difetto, volessero correggerlo affine di prevenire ed allontanare le funeste conseguenze che ne potessero derivare*. Da questa seconda parte hanno preteso desumere che io intendessi rendere universale il mio piano. Non so davvero come sia possibile di sragionare a questo segno. In primo luogo, non ho detto che possa servire ai popoli, ma ai *governi*, i quali volessero spontaneamente adottarlo, e non per rivoluzione. In secondo luogo, non ho detto: *adottare il mio piano*. Ho detto: *valersi del mio lavoro per correggere qualche difetto*. Chi è tanto digiuno di scienze politiche e legislative che non sappia essere assolutamente impossibile l'immaginare un piano che sia conveniente ad ogni qualunque popolo? Ciò che è utile al popolo A, sarà disutile al popolo B; dunque il senso naturalissimo della mia proposizione è che, avendo io nel mio manoscritto trattato (sebbene rapidamente) pressoché tutte le materie politiche ed economiche, in esse e nei principii che ho sviluppati ogni

governo avrebbe potuto trovare qualche cosa che gli fosse utile. Ciò premesso, passo a dimostrare la mia innocenza.

Il delitto è una disubbidienza fatta di animo deliberato ad una qualche legge penale, emanata dalla legittima autorità e legittimamente promulgata. Chi non ha disubbidito ad una legge penale non sarà mai in eterno reo di alcun delitto (non parlo di quei governi nei quali la legge è il solo capriccio del despota, che pretende costituir delinquente uno che non ha disubbidito ad alcuna legge penale e sottoporlo a pena, il che dichiara apertamente despota e tiranno il principe) e chi non è reo di delitto è innocente e non può essere assoggettato ad alcuna pena senza manifesta enorme ingiustizia.

Ogni uomo ha diritto di essere creduto innocente finché non è convinto di aver commesso un delitto; questo è un principio non solo legale, ma naturale.

Nessuno potrà mai dirsi convinto se non è stato sentito e difeso. Il solo Dio vede e sa ogni cosa; negli uomini sarebbe una sacrilega imprudenza, se si pretendessero quasi ispirati e giudicassero senza sentire. Difatti Iddio lasciò nelle Sacre Carte (e non a caso) due esempi perché gli uomini imparassero come debbasi giudicare: prima di giudicare e punire Adamo, lo chiamò, lo interrogò, udì le sue scuse; lo stesso fece prima di giudicare Caino [1]. Adunque, ricusare ad un accusato la legittima difesa, ad un accusato che la domanda rephcatamente e con calore e che si dice innocente, egli è violare le più sacre leggi divine, di natura e del diritto universale di tutte le genti. Ricusarla poi, e nello stesso tempo punirlo (con pena che nella mia circostanza è barbara) come se fosse convinto di esser reo, egli è il sommo grado dell'abuso e della violenza.

Tutti questi principii derivano dai principii universali ed immutabili di giustizia, che l'ente supremo ha impresso nel cuore di tutti gli uomini e che bisogna volontariamente acciecarsi per soffocarne la voce. Due capi di accusa (per quanto ho potuto raccogliere dalle interrogazioni superficiah fattemi dal senatore Carelh [2] a nome di Sua Maestà) mi si sono pretesi affibbiare:

1. Che io abbia voluto pubblicare colle stampe il mio manoscritto contro il divieto della regia legge;

2. Che io abbia voluto dare un consulto ad una potenza estera contro il divieto della regia legge.

1. Cfr. *Genesi*, 3 e 4.

2. Giovanni Alessandro Carelli fu pretore di Tortona, prefetto di Ivrea, giudice di Torino e senatore.

Quanto al primo, la regia legge proibisce di far stampare fuori Stato senza il permesso del reale sovrano. Dunque bisogna che chi mi accusa provi che ho stampato fuori Stato senza il permesso del reale sovrano, o almeno che io lo abbia tentato. Ma il dire che mi fosse per avventura passato per la mente un tal pensiero, quando non risulti che io abbia fatto alcuna azione la quale sia talmente tendente a questo che non possa ragionevolmente ricavare altra interpretazione, non potrà mai essere materia di delitto, perché, come ho già premesso, i pensieri non sono sottoposti alla giurisdizione degli uomini.

Proverò adesso che nessuna prova si ha, né mai si potrà avere, non solo che io abbia tentato di far stampare senza il dovuto permesso fuori Stato, ma nemmeno che un tal pensiero mi sia caduto in mente; onde sono innocente anche dalla assurda inquisizione del pensiero.

Tutto il fondamento, a cui si pretende appoggiare questo supposto *pensamento*, che dicesi non *sterile* e dunque prolifico, si riduce: primo, al suggerimento che io aveva espresso di voler dare a Sua Altezza Reale il signor conte di Artois [1] di far stampare in Italia il mio manoscritto prima di stamparlo tradotto in francese, affinché i Francesi non ne lo sospettassero autore. Dunque, conchiudono questi abilissimi logici, io voleva farlo stampare in Italia. Chi ha detto loro che anche questo semplice suggerimento avesse ad eseguirsi senza il dovuto permesso del real sovrano? In primo, nessuno ignorava in Torino che la prefata Altezza Reale conte d'Artois non moveva passo senza la partecipazione ed approvazione di Sua Maestà, di cui è genero, onde questo solo basterebbe per giustificarmi del non avere io stesso chiesto il sovrano assenso prima ancora che sapessi se il conte di Artois fosse per adottare il suggerimento. In secondo luogo poi, se fossi stato ammesso a difendermi, avrei data la prova che, nel dare il suggerimento, avevo incombenzata la persona che doveva recare la mia lettera di prevenire Sua Altezza Reale che, qualora gradisse il suggerimento, si degnasse prima di tutto ottenere la permissione da Sua Maestà, perché io non voleva incontrare alcun disturbo, quantunque rigorosamente, non essendo io che faceva stampare il manoscritto, non si potesse fondare inquisizione. Ecco svanito tutto il fondamento di questo capo.

1. Il conte d'Artois (1757-1836), il futuro re di Francia Carlo X, sposò nel 1773 Maria Teresa, figlia di Vittorio Amedeo III di Savoia e nel 1789, dopo la presa della Bastiglia, si rifugiò a Torino.

Il secondo fondamento si appoggia all'informa minuta di lettera a Luigi XVI[1], che mi è stata presa nella violenta, clamorosa e irregolare esportazione dei miei manoscritti, nella quale leggesi: *je comptais de la publier.* A questa obbiezione ho soddisfatto nelle mie risposte, dicendo che in quell'abbozzo di lettera io aveva con ciò inteso il mio suggerimento al conte di Artois, ma che però non aveva interamente sviluppata quest'idea, perché, nelle circostanze che si credevano vere nel momento che scrivevo quell'abbozzo, non aveva più luogo il detto suggerimento, epperò riusciva superfluo di più oltre estendermi su tal proposito. Ora aggiungerò che, quand'anche si voglia supporre che mi fosse venuto in pensiero di stampare il mio manoscritto, ciò non proverebbe già che io lo volessi stampare fuori Stato, né che lo volessi stampare senza il voluto permesso. La malignità velenosa dei persecutori argomenta che, avendo io suggerito al conte d'Artois di stamparlo in Italia, si debba presumere che, qualora io lo volessi stampare, l'avessi pure voluto stampare in Italia. Ma, se riflettessero che lo scopo del predetto suggerimento era di evitare il sospetto nei Francesi che il conte d'Artois avesse avuto parte nella pubblicazione di quell'opera, vedrebbero che il medesimo doveva per questo motivo farlo stampare fuori di Piemonte. Queste ragioni però nulla hanno di comune con me: e finalmente, se vogliono attenersi a questo suggerimento, lo ritengano dunque in tutte le sue circostanze e parti per conseguenza. Siccome il medesimo era colla espressa protesta che prima se ne avesse il permesso da Sua Maestà, a più forte ragione, nell'immaginaria ipotesi che io l'avessi voluto stampare, si deve presumere che o l'avrei stampato in Piemonte, ovvero avrei domandato l'opportuno assenso per stamparlo fuori Stato. Né deve sembrar strano ciò che dissi nelle mie risposte, che quando mi fosse venuto in mente di stamparlo l'avrei mandato alla revisione, come ho sempre praticato in tutto ciò che ho stampato, a motivo forse che io dovessi persuadermi che la revisione, ossia il governo, non me ne avrebbe permesso la stampa, poiché in primo luogo questa persuasione non poteva averla, dacché tutti i principii e pressoché tutti i ragionamenti contenuti nel mio manoscritto sono desunti dall'aureo libro di san Tommaso d'Aquino *De regimine principum*, onde, vivendo sotto il governo di un principe cattolico, non doveva pensare che la dottrina di un dottore di Chiesa santa fosse proscritta, tanto più che nelle regie costituzioni dell'Università si esige dai regi professori il giuramento d'insegnarla e di uniformarvisi.

1. Questa lettera è andata perduta.

In secondo luogo poi, quando mi fosse stato ricusato il permesso di stamparlo, sarebbe stato di questo come di vari altri manoscritti che ho mandati alla revisione, dei quali la revisione non ha stimato di permettere la stampa, e sono rimasi inediti, né mai m'è venuto in pensiero di stamparli fuori Stato.

Egli è per altro singolare che tutta la pretesa accusa s'aggiri a sapere se nella mia mente sia o no passato il pensiero di stampare il mio manoscritto. Eppure questo pensiero mio non si potrà mai provare.

Un altro più strano argomento si desume nei seguenti termini. Il manoscritto è composto a dirittura in forma di un'opera da stamparsi. Io l'avevo dato al copista per tirarlo in netto; dunque io voleva stamparlo: che bella logica! In primo luogo, non è da dubitarsi che io l'abbia composto in modo che potesse essere stampato, dappoiché avevo voluto suggerire a Sua Altezza Reale il conte d'Artois di farlo stampare; ma ciò non induceva già una indispensabile necessità di stamparlo, talché non se ne potesse far uso altrimenti che stamparlo.

In secondo luogo, si osservi che tutti i miei manoscritti sono composti nella stessa forma, cioè a potersi (volendolo) stampare. Eppure molti ve ne sono che non ho mai stampati; dunque la forma prova niente affatto. Tanto meno poi è d'alcun peso l'aver dato a tirare in netto al copista il manoscritto, poiché, se tutti i manoscritti che ho fatto tirare in netto dai copisti li avessi stampati, avrei a quest'ora già più di 20 volumi in-foglio. Difatti, il manoscritto per la Corsica [1], che hanno trovato fra le mie carte, l'ho tirato in netto 23 anni sono io stesso, essendo in Roma. Osservino che la carta è carta di Roma (che lo tiri in netto io stesso, ovvero, per risparmio di fatica, mi serva di un copista, che differenza c'è?); egli è pure scritto in forma di un'opera da stamparsi, l'avrei pure potuto stampare, e senza il minimo pericolo quando ero fuori Stato, tanto più che allora non era ancora promulgata alcuna legge proibitiva; eppure non l'ho stampato, quantunque tirato in netto. Lo stesso dirò del manoscritto *Sulle imposizioni* [2], che mi hanno anche preso, compilato nel 1767, quando ero in Livorno; lo stesso dirò del *Codice criminale* [3], anche composto in forma di opera da stamparsi, e tirato in netto da un

1. Si tratta della *Suite du Contract social*, qui alle pp. 7-49.

2. Si tratta del *Discorso sopra le imposizioni in uno Stato monarchico*, qui alle pp. 153-167.

3. Nella Biblioteca Civica di Mondovì (seconda scansia, n. 3 - 25/16) trovasi un manoscritto anonimo, mancante dei primi fogli dal titolo *Pratica civile e criminale*. La *Pratica criminale* in esso contenuta potrebbe essere un abbozzo del suddetto *Codice criminale*.

copista due anni sono; eppure non li ho stampati. Perché dunque dall'aver dato a tirare in netto questo manoscritto si potrà dedurre che io lo volessi stampare? Qual maggiore ragione per questo che per gli altri? Sempre però convien conchiudere che non vi è ombra di prova che io volessi stamparlo, e tanto meno che lo volessi stampare fuori Stato senza il dovuto permesso: o quando anche ciò fosse provato concludentemente che io avessi avuto questo pensiero, infino a tanto che io non aveva fatto alcuna azione esterna tendente a metterlo in esecuzione, questo pensiero non potrà mai essere delittuoso, né avere il menomo aspetto od ombra di crimine, in modo che non possa ricevere ragionevolmente altra interpretazione, e sarebbe uno fra i tanti cattivi pensieri che passano per la mente a tutti gli uomini e che meglio poi riflettendo si discacciano, né mai, come già dissi, potranno essere sottoposti alla giurisdizione umana, ma solo alla divina, e così esenti da contabilità.

Quanto al secondo caso di preteso delitto, la regia legge proibisce di dare consulti alle potenze estere contro gli interessi della corona. Suppongo che non si vorrà già pretendere che questa legge sia come trappola pei topi. Sotto nome di *interessi della corona* s'intendono quegli interessi che nessuno può ragionevolmente ignorare. Sarebbe la massima assurdità che uno potesse essere delinquente senza saperlo, cioè facendo un'azione che non è ragionevolmente tenuto a sapere che gli è proibita. Dunque, per disubbidire a questa legge ed incontrarne la proibizione, bisogna che si dia un consulto ad una potenza estera, il quale sia direttamente e manifestamente contrario agli interessi della corona. Se tale non è, se chi scrive lo può ragionevolmente credere indifferente, non può ascriversegli a dehtto. Se poi avesse motivo ragionevole di crederlo assai vantaggioso alla corona, ascriverglielo a delitto sarebbe la più bestiale ingratitudine. Questi principii sono, cred'io, così evidenti, che non hanno bisogno d'ulterior dimostrazione. Ciò supposto, osserverò prima di ogni cosa che il giudicare se il mio manoscritto fosse contrario agli interessi della corona, essendo esso un manoscritto in materia di diritto pubblico, politico ed economico, doveva dipendere dal giudicio di persone perite e versate in queste materie, e non di semplici legali. Ella non era cosa pei loro denti. Se voglio un giudizio sul colore di un drappo, non lo domanderò ai ciechi. Entriamo ora nella discussione del manoscritto.

Esso è un piano, ossia progetto di temperamento per riconciliare Luigi XVI colla nazione. Sia egli buono o cattivo, cosa ha egh mai di comune con Sua Maestà e colla corona? Ha forse Sua Maestà il diritto di impedire che il re di Francia faccia colla nazione francese

quell'accordo che più gli piace? Dunque da questo solo è evidente che il mio consulto è totalmente disparato dagli interessi della corona.

Mi si oppone questo singolarissimo argomento: « Il vostro manoscritto, se si pubblicasse in Piemonte, sarebbe pericoloso, e per conseguenza contrario agli interessi della corona; dandolo al re di Francia, e questi facendone uso, si rende pubblico e produce lo stesso effetto. Dunque il mandarlo al re di Francia è cosa contraria agli interessi della corona ». Questo rassembra moltissimo all'argomento del celebre abate Tesauro [1], col quale egli provava che la sua masseria nel territorio di Fossano era la migliore e la più bella di quante ve ne siano al mondo. Se, non mandando il mio progetto al re di Francia, fosse certo che o un altro migliore se ne pubblicasse o che Luigi XVI ripigliasse l'antico governo, vorrei scusare il sofisma; ma nessuno impedisce il re di Francia di accettare l'umiliantissima costituzione decretata dall'Assemblea nazionale, nessuno impedisce che in Piemonte s'introducano e si leggano i tanti scritti democratici francesi. Ed il mio democratico e monarchico manoscritto sarà il solo pericoloso, il solo contrario agli interessi della corona? E non si arrossisce di ragionare in questa guisa? Che possa avere spiaciuto a Sua Maestà o ad altri che lo consigliassero, non me ne fo meraviglia. Ma che perciò fosse delitto il mandarlo al re di Francia, ella è un'assurdità che ripugna al buon senso.

Sia però per falsa ipotesi vero che il mandarlo senza il permesso di Sua Maestà fosse cosa riprensibile; e che perciò? L'ho io mandato? Mi si risponde: « Volevate mandarlo ». E siam da capo ai peccati di pensiero. Ma qui, sebbene non vi sia dubbio che io abbia avuto pensiero di mandarlo, non è vero in primo luogo che fossi determinato di mandarlo senza partecipazione di Sua Maestà, o di altri per essa. In secondo luogo poi, egli è ugualmente certo che, quando hanno preso il mio manoscritto dal copista, era totalmente svanito il pensiero di mandarlo al re di Francia, perché questo pensiero era nato dalla falsa nuova della sua liberazione. Col corriere del 1° luglio si seppe la funesta sua detenzione e l'umiliante ritorno a Parigi. Codesta nuova venne poscia pienamente confermata la mattina del 4 col corriere, onde alla sera del 5, in cui si prese il mio manoscritto, il pensiero, supposto anche in falsa ipotesi peccaminoso, era svanito; dunque anche come pensiero non era più soggetto d'inquisizione.

1. Emanuele Tesauro (1591-1675), letterato e storico piemontese, autore di una *Historia della città di Torino*.

Se entrassi poi nella sostanza del manoscritto, o del piano, potrei dimostrare che non solamente egli non è pericoloso, perché, come dissi, egli è tutto desunto dalla dottrina di san Tommaso, ma che Sua Maestà è molto mal consigliata a mostrarsene offesa, perché insomma la sola cosa che tanto dispiacque è la facoltà di deporre il principe regnante e di far passare il trono al successore. Ma, se si osserveranno le condizioni che, secondo il mio piano, si esigono per ciò, si vedrà che non può un tal caso succedere, fuorché ad un principe cotanto tiranno che abbia contro di sé irritata tutta la nazione ed insieme cotanto sciocco che non sappia maneggiarsi almeno un qualche partito della nazione. Ora, un principe che si mostra offeso che si declami contro un tiranno crudele e cattivo non si fa egli grandissimo torto? Nessun uomo onesto si mostrerà offeso che si promulghi una pena gravissima agli assassini ed ai ladri.

Il fatto si è che si teme l'esempio della Francia; ma questo timore, invece di produrre il salutare effetto dell'emandazione, produce il contrario. Chi governa con giustizia e carità, chi in tutte le operazioni di governo, chi in tutte le sue leggi ha sempre innanzi agli occhi per guida la giustizia e la carità, fa troppo gran torto alla Provvidenza se teme ed ha ben poca cognizione degli uomini. Tito, Marco Aurelio, gli Antonini [1] non ebbero rivoluzioni, che per altro erano in quei tempi frequenti, e gli esempi erano in casa e non fuori. Eppure il loro impero fu tranquillo, ed erano sovrani idolatri. Se poi, esaminando con occhio cattolico e filosofico le operazioni di governo e le leggi, vi si scorge del marcio, il solo mezzo di liberarsi con fondamento dal timore è quello di emendare e di portare alla causa del male il rimedio. La unica causa delle rivoluzioni sono le ingiustizie e le oppressioni. Questo si esamini; e se si scorge qualche difetto, vi si rimedii e cesserà ogni motivo di temere. Ma pretendere di allontanare il timore con moltiplicare ed accrescere le cause del male, egli è un vero acciecamento. I sovrani dovrebbero ricordarsi sovente la terribile sentenza dello Spirito Santo: « Propter iniustitias transferentur regna de gente ad gentem » [2].

1. Imperatori romani dal 79 al 244.
2. Cfr. *Eccli.*, 10, 8.

XIII.

LETTERE

(1758-1789)

Monsieur

Je vous ai Monsieur adressé n: Lettres mais comme j'ignore l'endroit de votre retraite je les ai adressé a l'hazard sur des bruits que l'on répandoit tantot l'on me disoit que vous deviez arriver en Corse, tantot a Berlin enfin je n'ai rien apris de sur c'est pourquoi vous n'aurez pas recu mes Lettres (lesquelles cependant ne seront pas perdues car j'ai eu la précaution de les adresser a des amis) j'ai a present pris le parti qu'un officier de Monfort qui est de mes amis vient de me proposer, et j'espere que je n'aurai plus manqué mon but.

Pénétré des veritées que vous avez demontré dans le Contract Social, et enflammé du desir de me rendre utile j'ai entrepris de suivre vos maximes, et en dresser un Plan d'execution pour ce Pays que vous avez jugé le seul capable en Europe d'une bonne Legislation, ensuite je le leur ai envoie (je n'en ai cependant pas encore ecu des Nouvelles) a present je vient d'aprendre que vous travailles a la meme chose connoissant assez la superiorité de vos lumieres juges si j'ai eté mortifié de me trouver quoique innocemment en concurrence avec

vous ! Cependant comme mes intentions sont pures, et que je n'ai pas autre but que de travailler pour me rendre utile, j'ai pris la résolution de vous envoier mon ouvrage : daignez lui donner un coup d'œil, si je me suis écarté de vos maximes en quelque endroit c'est fort peu de chose assurement, et c'est parceque je suis persuadé du contraire ; mais comme je ne suis pas entêté si vous me ferez la grace de m'instruire vous me trouverez docile. ne faites pas attention au stile car etant né dans un pays qui n'a point de Langue pour ecrire, et un mauvais jargon pour parler je ne suis pas obligé à posseder une Langue qui m'est étrangere et d'ailleurs si mes idées etoient bonnes seroit-ce une assez bonne raison pour les etouffer que de ne pas etre dans le cas de les rendre élégamment ? Enfin si vous me croiez capable à contribuer au bonheur de ces hommes dignes de moi sur tout daignez m'accorder votre amitié : vous ne devez pas douter de la mienne car elle fonde sur l'estime aussi cette lettre meme doit vous le prouver : vous sentez assez

que si le Maitre sous lequel je vis etoit informé de cette affaire je risquerois peut etre les memes catastrophes que vous avez du souffrir, or je me jette comme vous voiez a corps perdu entre vos bras je vois qu'on ne sauroit donner une plus grande marque d'étime, et d'amitié meme. permettez-moi donc de me dire

Monsieur

Turin ce 11. Juin 1765.

Votre tres-Humble, et
tres-Obeiss.t Serv.t et ami
Le Comte D. Galeas Vasco

Dalmazzo Francesco Vasco a Jean-Jacques Rousseau

(Torino, 22 giugno 1765)

Autografo nella Bibl. Publique di Neuchâtel

1. Al re di Sardegna Carlo Emanuele III
(Mondovì, 17 luglio 1758)

Sacra Real Maestà,

impone Vostra Sacra Real Maestà a suoi vassalli d'invigilare acciò ne' loro feudi non vi siano malfattori; io pertanto, avendo avuto notizia di un furto seguito l'anno scorso, con tutto il calore ho procurato di scoprirne li rei; la qual cosa essendomi riuscita, il mio podestà del luogo della Bastia ne ha compìto il processo ed assegnatili a diffesa uno di questi ha preteso di provare l'alibi ed ha per tal effetto presentati due testimoni suoi cognati e già sospetti per le prove fiscali di complicità nel medesimo furto; questi, costituiti ed esaminati secondo il solito nelle carceri, hanno deposto fra di loro così contradittoriamente che o gl'uni o gl'altri hanno deposto il falso; epperò il fisco comitale ha fatta istanza acciò siano dittenuti nelle carceri sino in fine di causa, acciò si possa il falso giuramento e la complicità liquidare; in seguito a ciò il mio podestà mandò communicarsi gl'atti all'avvocato fiscale Ordano e questi, non ostanti li motivi addottili in comparsa, senza nemmeno leggere gl'atti, ha conchiuso per il rilascio: questo provviene da che protegge publicamente li birbanti ed a questi specialmente si affatica ad ogni potere, come potrà la Maestà Vostra dalle qui acchiuse due dichiarazioni scorgere; ove però stimi maggiori informazioni, il senatore conte Capello potrà recarne alla Maestà Vostra molte e più forti riguardo alla venalità di un tal vuomo. Reco alla Maestà Vostra questa notizia, acciò sappia che in Mondovì chi per parte della medesima è preposto ad estirpazione del vizio è da vedere assai vizioso, umilmente supplicandola a condonarmi l'ardire e con effetto di sua innata clemenza considerarmi, quale mi vanto di essere, della Maestà Vostra umilissimo ed obedientissimo suddito e vassallo

Vasco

Mondovì, li 17 luglio 1758.

1. Pubblicata da M. Chiaramonti, *D. F. Vasco e l'ambiente in cui visse*, Norcia, s. d., Appendice, pp. II - III.

2. Ad Angelo Ludovico Villa [?]
(Mondovì, 24 luglio 1758)

Illustrissimo signor, signor padron colendissimo,

prego Vostra Signoria illustrissima di ringraziare in nome mio la Maestà Sua della clemenza usatami nell'accettare il mio foglio e nello stesso tempo, avegnaché nel medesimo ho avanzato che il signor avvocato fiscale Ordano protegge apertamente li birbi, qui annessa gliene trasmetto una picciola giustificazione acciò ella mi favorisca farla nota alla prefata Maestà Sua Reale, perché da ciò possa scorgere che le mie sin qui fatte allegazioni non sono vane, ma bensì sulla verità fondate.

Scusi Vostra Signoria illustrissima la mia importunità e mi favorisca d'onorare colla autorevole sua prottezzione chi ha la gloria d'esse[r] con stima impareggiabile di Vostra Signoria illustrissima divotissimo ed obbligatissimo servitore

D. Dalmazzo Francesco Vasco

Mondovì, li 24 luglio 1758.

3. A Jean-Jacques Rousseau
(Torino, 22 giugno 1765)

Monsieur,

je vous ai, monsieur, adressé deux lettres, mais, comme j'ignore l'endroit de votre retraite, je les ai adressé à l'hazard sur des bruits que l'on répandoit; tantôt l'on me disoit que vous deviez arriver en Corse, tantôt à Berlin: enfin je n'ai rien apris de sûr. C'est pourquoi vous n'aurez pas reçu mes lettres (lesquelles cependant ne seront pas perdues, car j'ai eu la précaution de les adresser à des amis). J'ai à présent pris le parti qu'un officier de Monfort, qui est de mes amis, vient de me proposer et j'espère que je n'aurait plus manqué mon but.

Pénétré des vérités que vous avez demontré dans le *Contract social*[1], et enflammé du désir de me rendre utile, j'ai entrepris de suivre vos maximes et en dresser un plan d'exécution pour ce pays que vous

2. Inedita. Il Villa era dal 1751 segretario di Stato agli affari interni. A questa lettera si trova allegata una deposizione di Marcantonio Magliano avanti il giudice di Mondovì firmata anche dal Nostro: *D. Dalmazzo Francesco Vasco della Bastia instante.*

3. Pubblicata da F. Venturi, *D. F. Vasco (1732-1794)*, Paris, 1940, pp. 41-42.

1. *Il Contratto sociale* di Rousseau uscì nell'aprile del 1762.

avez jugé le seul capable en Europe d'une bonne législation[2]; ensuite je le leur ai envoié (je n'en ai cependant pas encore reçu des nouvelles). À présent je vient d'aprendre que vous travaillez à la même chose[3]. Connoissant assez la supériorité de vos lumières, jugez si j'ai été mortifié de me trouver, quoique innocemment, en concurrence avec vous! Cependant, comme mes intentions sont pures, et que je n'ai pas autre but que de travailler pour me rendre utile, j'ai pris la résolution de vous envoier mon ouvrage[4]: daignez lui donner un coup d'œil. Si je me suis écarté de vos maximes en quelque endroit, c'est fort peu de chose assurément, et c'est parce que je suis persuadé du contraire; mais, comme je ne suis pas entêté, si vous me ferez la grâce de m'instruire, vous me trouverez docile. Ne faites pas attention au stile, car étant né dans un pays qui n'a point de langue pour écrire et un mauvais jargon pour parler, je ne suis pas obligé à posseder une langue qui m'est étrangère et, d'ailleurs, si mes idées étoient bonnes, seroit-ce une assez bonne raison pour les étouffer que de ne pas être dans le cas de les rendre élégamment? Enfin si vous me croiez capable à contribuer au bonheur de ces hommes, disposez de moi. Surtout daignez m'accorder votre amitié; vous ne devez pas douter de la mienne, car elle [est] fondé sur l'estime. Aussi cette lettre même doit vous le prouver; vous sentez assez que si le maître sous lequel je vis étoit informé de cette affaire je risquerois peut-être les mêmes catastrophes que vous avez dû souffrir. Or je me jette comme vous voiez à corp perdu entre vos bras; je crois qu'on ne sauroit donner une plus grande marque d'estime et d'amitié même. Permettez-moi donc de me dire, monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur et ami, le comte

D. Dalmas Vasco

Turin, ce 22 juin 1765.

2. La Corsica. Cfr. J. J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, libro II, capo X.

3. Si riferisce al *Progetto per la Corsica*, sul quale lavorava il Rousseau in seguito alle richieste del Buttafoco. Cfr. J. J. ROUSSEAU, *Les confessions*, libro XII e *Correspondance générale*, a cura di Th. Dufour, voll. XI-XIII, dal settembre 1763 al maggio 1765.

4. Si tratta della *Suite du Contract social*, qui alle pp. 7-49.

4. A Pietro Verri
(Torino, 4 ottobre 1765)

Monsieur,

vous m'aviez, monsieur, fait espérer votre amitié, je m'en flattosi même; j'aurois sans doute préféré deux mots de ratification d'amitié aux éloges dont votre trop gracieuse lettre est remplie et que je ne mérite pas à un si haut point. Je ne vous accuserai pas de m'avoir flatté, mais je dirai et soutiendrai même que le préjugé que vous avez en ma faveur a tant soit peu éclipsé votre clairvoiance.

Venons au fait: votre anedocte est charmante, je vous félicite des avantages physiques que votre traité de paix vous a procuré, mais je ne vous pardonne pas de m'avoir supçonné capable d'y porter la moindre atteinte. Je vous ai connu, vous m'estimez plus encore de ce que je ne vauts (c'est bien la preuve de votre proposition *qu'on estime plus ce qu'on ne possède point* et de la raison que j'en donne: *c'est qu'on n'en sauroit avoir une idée assez claire pour en bien juger*). Que m'importe maintenant l'impression de mon apologie [1]? La seule chose qui pourroit m'y intéresser c'est l'honneur de la vérité et d'un ami injustement calomnié, mais puisque vous avez signé le traité de paix (l'avez-vous au moin scellé de votre scéau avec la bolle plénipotentiaire?) vous ne pouvez plus en dédire et moi, pour ne pas vous exposer à être supçonné, je devrois permettre que l'apologie porta mon nom, et c'est précisément ce que je ne veux pas; vos *Réflexions sur la félicité* m'en ont avertis.

Je suis charmé d'apprendre que vous êtes intime avec monsieur le marquis Beccaria. Je vous dirai à ce propos que j'entreprend de le suivre; il a écrit des loix pénales et moi j'arrange quelque réflexions sur les loix civiles réelles [2]; c'est mon métier au moin[s]; vous allez croire que je suis un bon jurisconsulte. Point du tout; je règle le droit philosophiquement; imaginez-vous ce que cela doit produire: le plus souvent on entend rien à ce que je dis, car encor[e] parler philosophie et raison à la pluspart de nos juristes c'est du grec pour eux; quelque-

4. Pubblicata da E. Dulio, *Un illuminista piemontese, il conte D. F. Vasco. Con documenti inediti*, Torino, 1928, pp. 28-29.

1. Si tratta della *Risposta di un amico piemontese alle Note sulle Meditazioni sulla felicità*, qui alle pp. 51-105. Le frasi citate si trovano alla p. 74.

2. Vedi *Delle leggi civili reali*, qui alle pp. 107-148.

fois les loix sont si mal arrangées et si mauvaises que la raison répugne et moi je peste contre ces loix, j'ose soutenir qu'elles sont nulles et on pense que je suis fou. Les Grecs se moquoient de Démocrite et Démocrite rioit de leur sottises; n'est-ce pas impudent de me mettre en parallèle d'un si grand homme? Non, non, c'est pour badiner que je le cite. À ça, mon cher, je suis fatigué du style de cérémonial. Je vous estime, je vous aime, de mon côté je suis sincèrement votre ami: vous m'avez promis de l'être à votre tour. Ainsi finissons les compliments: entre amis il n'y a plus de *monsieur*. Voici comme j'accoutume de dire, tout à vous

D. Vasco

Turin, ce 4 octobre 1765.

5. A Pietro Verri
(Torino, 23 ottobre 1765)

Monsieur,

que vous-ai-je donc fait, monsieur? Pourquoi n'ai-je plus de vos lettres? De grâce disposez de moi: je suis prêt à tout faire; mais ne me privez de votre amitié; vous l'avez promise à l'inconnu apologiste; voulez-vous la refuser à l'auteur nommé? Car je vous dis franchement, j'aime mieux être aimé que d'être loué; je suis bien plus sensible à la tendresse qu'à l'ambition; si ma situation me permettoit de vous connoître personellement, j'ose me flatter que vous ne dédégneriez pas un coeur aussi sincer que l'est le mien. Enfin si vous m'aimez vous méritez le reproche que je vous fais parce que vous m'avez laissé en doute; si vous ne m'aimiez pas vous le mériteriez à bien plus juste titre. Je ne veux cependant pas encore vous en accuser.

Un de mes amis, sous-avocat général du roi, un des admirateurs de votre brochure sur la félicité[1] m'a demandé à voir le livre *Des délits et des peines*; je me suis chargé de vous en prier et c'est ce que je fais. Vous pouvrez faire ce que vous voudrez, mais vous ne m'empechêrez pas d'être avec le plus respectueux attachement votre très humble serviteur et très sincer ami

D. D Vasco

Turin, ce 23 octobre 1765.

5. Pubblicata da E. Dullo, op. cit., p. 29.

1. Si tratta delle *Meditazioni sulla felicità*, qui alle pp. 51-105.

6. A Pietro Verri
(Torino, 1° gennaio 1766)

Turin, ce premier du 1766.

C'est à dire que vous ne voulez pas m'écrire: que vous ai-je fait pour mériter votre oubli? Vous m'aviez promis le livre *Des délits et des peines*, et je ne l'ai pas reçu. De grâce, dites-moi vos griefs, car rien ne m'est si dur que de perdre un ami et, comme je comptois que vous l'étiez, je vous assure que votre silence me fait une peine très sensible. En vérité je vous écris et je ne sais pas même ce que je griffonne; de mon côté je n'ai rien à me reprocher que je sache; je suis décontenancé par votre cruel oubli.

Nous [ne] nous connoissons que par lettres; peut-être si j'avois le bonheur de vous fréquenter vous trouveriez que mon cœur n'est pas indigne de votre amitié.

Je finis parce que je ne sais plus coudre quatre mots. Votre sincer ami, même malgrés vous

D. D V.

7. A Pietro Verri
(Torino, 23 aprile 1766)

Turin, ce 23 d'avril 1766.

Cher ami,

il m'a fallu partir dans l'instant sans avoir le plaisir de vous embrasser, car j'ai reçu une lettre par un exprès qui me marquoit que ma femme étoit dangereusement malade; je vous prie de dire à votre frère que j'espère qu'il aura la complaisance de corriger l'impression de mes petits ouvrages, ensuite de s'en servir; j'espère d'ici à quelque mois de vous revoir. Conservez-moi votre amitié et je suis tout à vous

D. D V.

Embrassez Beccaria et tous les amis.

6. Pubblicata da E. Dullo, op. cit., p. 30.
7. Pubblicata da E. Dullo, op. cit., p. 30.

8. A Pietro Verri
(Torino, 4 giugno 1766)

Torino, addì 4 giugno 1766.

Carissimo amico,

questa volta voglio un favore da voi, che non dovete rifiutarmi, *idest* un impegno quanto più forte si potrà fare del conte Carli [1], del conte Firmiani [2] *ubi opus*, insomma tutto il possibile per far accordare a mio fratello [3] la lezione maggiore o la bibhca nelle Grazie, convento de domenicani. Egli ha chieste le sue dimissioni alla catedra di teologia dell'Università di Cagliari per motivo di salute e desidera questa lezione. Sarete contento di lui, è un talento raro e non è frate; vi prego quanto so e posso d'adoperarvi in questo che è per me uno dei maggiori favori, perché questo è un fratello che amo quanto me stesso ed è *iuxta cor meum*. Aspetto qualche notizia del libro *Delle leggi civili* [4] che mi preme assai e spero che mi farete il favore di presentare al signor conte Firmiani per offrirlo al suo Cesare. Ed abbracciandovi assieme a tutta la società sono tutto vostro affezionatissimo amico

D. Vasco

9. A Henry Sherdley
(Torino, fine giugno 1766)

Il a été proposé au peuple de Corse une forme de gouvernement sur les principes démontrés par monsieur J. J. Rousseau dans le *Contrat social* [1]; on leur en a envoyé le canevas, qui approche beaucoup de la forme du gouvernement d'Angleterre.

Le projet a été approuvé par tous ceux qui l'ont vu; mais, comme il n'y a personne entr'eux qui soit en état de l'exécuter et de dresser la législation sur ce plan, quantité de ces messieurs ont souhaité que l'auteur du projet vînt les gouverner et exécuter le dit projet. Mon-

8. Pubblicata da E. Dulio, op. cit., pp. 30-31.

1. Sul conte Gianrinaldo Carli (1720-1795) cfr. *Illuministi italiani. Riformatori lombardi, piemontesi e toscani*, a cura di F. Venturi, Napoli. 1958, pp. 419-437.

2. Il conte Carlo Firmian (1718-1782), governatore della Lombardia dal 1759.

3. Giambattista Vasco; su di lui cfr. *Illuministi italiani. Riformatori* ecc. cit., pp. 757-768.

4. Qui alle pp. 107-148.

9. Pubblicata da F. Venturi, *D. F. Vasco*, Paris, 1940, pp. 46-47. Il Sherdley era l'ambasciatore inglese a Torino.

1. Si tratta della *Suite du Contract social*, qui alle pp. 7-49.

sieur de Paoli seulement (qui à present se trouve presque à la tête des affaires) n'a pas voulu s'y prêter. Les plus clairvoyans de ce pays ont assez connu l'utilité du projet et par conséquent aussi d'en avoir l'auteur à la tête des affaires; et d'ailleurs ils ont tous très bien compris que les oppositions de monsieur De Paoli et de quelques uns de ses adhérens (qui ne sont pas en grand nombre, car on ne l'aime plus, on le craint seulement et dans le fond on le haït à cause des tyrannies qu'il a exercé) ne partoient que de la vue particulière de continuer dans l'administration, même tyrannique qu'il exerce; c'est pourquoi les autres dits messieurs ont fait proposer à l'auteur que s'il vouloit aborder avec un secours assez fort pour appuyer leurs vues qu'ils étoient prêts à se ranger sous lui. Ils lui offrent 3000 hommes de bons et vaillans soldats.

L'auteur leur a demandé quels secours seroient nécessaires et savoir s'ils lui permettoient de donner un correspectif à ceux qui les lui auroient procuré. La reponse a été qu'il faudroit 5 navires de guerre avec quelques autres de transport pour aborder, que 3 ou tout au plus 4000 hommes de troupes avec les provisions nécessaires et 40 pièces de canon feroient l'affaire et que par rapport au correspectif il auroit ratifié ce qu'il eusse promis.

L'auteur en conséquence propose de donner le Bonifacio franc aux Anglois pour tant d'années que l'on conviendra; de contracter une alliance réciproque offensive et deffensive entre les deux nations moyenant les dits secours. Il ajoute qu'il n'est pas nécessaire que l'Angleterre envoye des hommes, car il est dans le cas de les trouver, suffit qu'il ait de l'argent, ce qui est de même pour tout le reste, excepté les canons qu'il ne sauroit où les prendre. Il demande donc de l'argent (que l'Angleterre peut lui fournir sans que personne en soit informée) pour armer 4000 hommes, 5 navires pour les entretenir un an et pour les provisions nécessaires. *Item* les 40 pièces de canons pour battre en brèche.

Il s'agit de rendre heureux un peuple qui le mérite, ayant montré tant de courage pour recouvrer et conserver sa liberté; il est de la grandeur et de la vertu angloise de s'y prêter et d'ailleurs l'auteur se flatte d'avoir proposé un contrat utile à l'Angleterre, puisqu'elle est par ce moyen plus en état de brider ses ennemis dans la Méditerrannée.

10. A Paolo Lanzone
(Torino, 22 luglio 1766)

Turin, ce 22 juillet 1766.

J'espère que vers la moitié du mois prochain nous nous embrasserons et que nous aurons la maison du petit monsieur, moyennant quoi nous pourrons protéger les travailleurs pour le libre écoulement des eaux qui seront j'espère assez abondantes pour arroser toute la campagne. Voilà tout ce que je puis vous dire, vous priant de m'excuser si je ne vous ai pas écrit les courriers passés car j'esperois de vous écrire quelque chose de plus. Adieu cher ami. Tout à vous

D. F. V.

[*A tergo:*] À Monsieur, monsieur Paul Lanzon, à Livourne en Toscane.

11. A Paolo Lanzone
(Torino, 6 agosto 1766)

Turin, ce 6 aoust 1766.

À l'heure qu'il est vous aurez reçu j'espère mes lettres. Je n'ai pas encore fixé le jour que nos travailleurs partiront, mais j'espère que ce sera pour le 25 et le 26. Nous serons chez le petit monsieur; si quelque diable ne s'en mêle, nos précautions sont cependant bien prises et dès le moment que nous y serons je vous expédierai une courrière pour vous en avertir avec tout le nécessaire pour achever de votre côté. Il y a quelques mois que le cerveau est fort à la torture, car l'aqueduct de mon côté est la chose la plus difficile à exécuter qu'on puisse immaginer; mais heureusement nous avons surmonté toutes les difficultés; ce qui reste à faire n'est rien; il ne dépend que d'un peu d'activité. Je suis fâché de votre incommodité, mais j'espère que cela n'aura point de suite. Ma femme vous fait ses amitiés et je suis tout à vous.

D. F. V.

[*A tergo:*] A Monsieur, monsieur Paul Lanzon, à Livourne en Toscane.

10. Inedita. Si riferisce ai preparativi per l'affare della Corsica.
11. Inedita. Si riferisce ai preparativi per l'affare della Corsica.

12. A Angelo Ludovico Villa [?]
(Livorno, 16 gennaio 1767)

Monsieur,

je suis, monsieur, en des circonstances à ne pas oser m'adresser à vous; mais, comme d'ailleurs je sens que malgré toute la persécution dont je suis accablé, je n'ai rien à me reprocher vis-à-vis de mon souverain, je prend la liberté de vous prier de representer aux augustes pieds de mon roy que n'étant et ne pouvant être en Piémont à veiller sur ma femme, j'ai lieu d'esperer qu'un souverain aussi pieux qu'il l'est daigne jetter les ieux sur sa conduite, qui est fort scandaleuse: une dame, qui depuis mon depart s'est acroché un villain originel nommé Badin, qu'elle m'avoit introduit pour segretaire et que à peine parti de Turin, ayant sû être un très parfait coquin, j'ai vitement congedié; une femme, qui a roulé pendant tout cet auttone le Piémont comme une folle avec ce maraux et qui enfin est maîtresse déclarée du plus coquin de tous les avvocats frippons que le bareau ait jamais connu (je sai que le roy le connoit et tous les magistrats de même), l'avvocat Salomon; voiez, monsieur, quels horreurs; un mari prudent ignore bien des choses qu'il ne veut pas savoir, mais, lorsque la conduite d'une femme est au point de fixer les ieux du public, allors le mari ne peut pas être le seul sot qui l'ignore, il faut nécessairement pour lors prendre son parti. L'exemple de deux dames renfermées dans le couvent, dont la mienne n'a pas moins mérité, me fait espérer que Sa Majesté par principe de religion, de justice et de décence en voudra bien faire autant à son égard et faire cesser ainsi le scandale; j'ose aussi l'espérer moyennant votre protection; je m'y reccomande de tout mon cœur; il est beau de protéger les infortunés; vous ne sauriez, monsieur, en faire meilleure usage qu'à mon égard; mes malheurs je pense vous sont assez connus: daignez me croire pénétré d'une parfaite estime.

Monsieur, votre très-humble et très obéissant serviteur

D. Dalmas François Vasco

Livourne, ce 16 janvier 1767.

12. Inedita. Il Villa era dal 1751 segretario di Stato agli affari interni.

13. A Angelo Ludovico Villa [?]
(Livorno, 22 aprile 1767)

Monsieur,

je pris, monsieur, la liberté de vous adresser une lettre en 16 de janvier passé et, quoique vous ne m'ayez pas fait l'honneur de me répondre, comme je sens fort bien que dans mon cas il y a peut être des préjugés qu'il faut respecter, j'ose me flatter de n'avoir pas perdu votre estime; c'est pourquoi je vous adresse celle-ci qui m'interesse beaucoup plus.

À peine arrivé à Livourne je m'adressois au defunt comte de Viry [1], croyant que mon affaire étoit de son ressort, et je lui envoyois un mémoire pour être présenté a Sa Majesté, dans lequel je fesois l'histoire de ce qui avoit donné lieu à messieurs de robe de me poursuivre comme criminel, dans le tems que je suis très innocent: je ne sai pas si ce mémoire a été présenté; mais j'ai tout bien d'en douter, puisque je vois qu'on continue une procedure qui ne s'accorde nullement avec la sagesse de mon souverain et sa justice. Je ne sai ce qui peut résulter des informations prises contre moi; ce qui aura été par des témoins que l'envie et la noirceur de mes ennemis aura peut être présenté; je ne sai non plus ce qui aura été déposé par mon Judas dans sa dénonciation [2]; mais je sais fort bien que je n'ai jamais manqué aux devoirs de sujet fidèle et de bon citoyen et que, si c'est de ce côté qu'on m'attaque, c'est à tort qu'on me poursuit. Je me suis sauvé, dit-on, c'est une marque que je suis coupable? Il est vrai que je suis sorti des États de mon maître; mais un homme, monsieur, qui a déja souffert trois ou quatre châtimens, lorsqu'il s'y attendoit le moin et qu'il étoit innocent, châtié sans l'entendre; un homme, qui peu de jours avant venoit d'être témoin d'une injustice la plus noire que la classe des criminels du Sénat de Turin avoit faite et qu'on ne pouvoit pas même excuser d'ignorance (je vous parle d'une affaire dont le roy est informé); un homme qui après tout ceci avoit beaucoup d'ennemis sans les avoir mérité auroit-il été prudent de se livrer aveuglement à ceux qui avoient envie de le persécuter? Et enfin n'ai-je pas un exemple assez frappant dans mon pauvre frère, qui, ne sachant pas même de

13. Inedita. A tergo della lettera si legge che il re il 5 maggio ordinò di non dare risposta allo scrivente.

1. Primo segretario degli affari esteri.

2. Si riferisce alla denuncia di Paolo Lanzone (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 17, fasc. *Torazza maggiore a Mondovì*).

quoi il est question, se trouve enfermé dans un chateau depuis 8 mois sans avoir encore été interrogé; arrêté le plus indécemment et comme on arrête un assassin? Je crois que c'en est bien assez pour justifier ma fuite. Or, voyant que la chose continue et même augmente, car on veut, dit-on, tout confisquer, ce qui me réduit à la misère, sans grossir les caisses de Sa Majesté, je vous prie, monsieur, de me mettre aux pieds du trône et représenter que s'il y a quelque chose dans ma conduite passé[e] qui ait pû lui déplaire, ce n'a pas été sans doute mon intention; mais toujours je lui en demande humblement pardon au nom aussi de mon frère, je suplie Sa Majesté de nous rendre sa grâce et me permettre de rentrer librement dans ses États pour y vivre dans une honnette obscurité, avec le peu de bien que les messieurs de robe me laisseront après l'avoir pressé de sa façon. J'ai le malheur de ne pas être connu de mon souverain, je puis vous assurer que je ne suis pas si fou qu'il me croit et, s'il étoit permis de tout dire, je pourrois lui en donner des belles preuves. Je serois heureux si, au moyen de votre protection, j'obtenois la grâce que je demande; ayez la générosité de vous intéresser; j'ose dire que mon caractère peut mériter votre attention; je suis disgracié, malheureux, pauvre etc., mais je n'en ai pas le cœur moin[s] grand, honnette et reconoissant, malgrés tout ce qu'on en puisse dire. Bonne ou mauvaise que soit la réponse, il y auroit de la cruauté a ne pas me l'aprendre; ainsi j'espère que vous aurez cette bonté. Permettez-moi l'honneur de me dire pénetré de la plus parfaite estime. Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur

Vasco

Livourne, ce 22 d'avril 1767.

14. Al re di Sardegna, Carlo Emanuele III
(Livorno, 24 giugno 1767)

Sua Real Maestà,

se d'alcun delitto io son reo, umilmente prostrato a' piedi di Vostra Sacra Real Maestà ed alla innata reale vostra clemenza affidato ne domando mille volte perdono: se tale mi conoscessi, io stesso verrei, e prima d'ora sarei venuto, ad offerirmi volontariamente a quel castigo che la Maestà Vostra avesse voluto impormi; ma, signore, voi che giusto siete e, se alcuna cosa vagliono i meriti degl'avi miei che da

14. Inedita.

cinque secoli hanno servito fedelmente l'augusta casa e la Maestà Vostra istessa, permettete che brevemente accenni le mie discolpe.

Io vengo accusato d'aver arrolato ne' Stati di Vostra Sacra Real Maestà soldati contro l'espressa proibizione che leggesi nelle Regie Costituzioni; non so chi abbia avuto fronte d'asserirlo; falsi testimoni, suscitati da miei sebbene non meritati nemici, esservene possono e non sarebbe questi il primo caso a me stesso succeduto: ma questo ben posso dire, Sua Real Maestà, che di un tal delitto io non son reo. Quello ch'io feci lo trasmisi subito giunto in Livorno, contenuto in un breve istorico raggionamento al defonto conte di Viry [1], acciò si compiacesse umiliarlo a' piedi di Vostra Sacra Real Maestà, perché ciò che a me preme sommamente egl'è che il mio sovrano sappia ch'io non ho mancato ad alcuno de' miei doveri verso di lui; se poi involontariamente ho fatta alcuna cosa che gl'abbia dispiaciuto, basta a punirmi il vivo rincrescimento che ne sento: se potessi un sol momento parlare alla Maestà Vostra, sarei in caso di dimostrarle insino all'evidenza l'innocenza mia, ma lontano e già da dieci mesi esule dalla patria, d'amici e di soccorso privo, perché il poco patrimonio che mi resta parte da indiscreti e parte da supposti creditori squarciato e finalmente per l'intervento del fisco incagliato, nemmeno un quattrino mi somministra, che far poss'io? Sono in Livorno con circa due cento zechini di debiti, senza aver fatta alcuna spesa reprensibile, esposto ad un affronto dal quale a salvarmi non basta la croce che ho l'onore di portare in petto; sciupata ho la salute dal dolore d'aver perduta la grazia di Vostra Maestà nel ponto istesso ch'io mi lusingava di farmi un merito presso la medesima e di fatti sono in letto per la terza volta ammalato da che sono in Livorno e posso dire che, se fin ora resisto alle mie disgrazie, lo debbo solo alle persone di merito, le quali col poco talento che Iddio m'ha dato e coi lumi studiando aquistati, mi è riuscito costì d'interessare a mio favore.

Clementissimo mio re, se presso di voi son reo deh! vi basti il mio sincero pentimento e quello che ho fin ora sofferto; rendete, o signore, la grazia vostra a chi è pronto a spargere per voi sangue e sudore e permettetemi l'onore di protestarmi di Vostra Sacra Real Maestà umilissimo e fedelissimo suddito e vassallo

D. Dalmazzo Francesco Vasco

Livorno, addì 24 giugno 1767.

1. Vedi la lettera precedente in data 22 aprile 1767.

15. Al re di Sardegna Carlo Emanuele III
(Livorno, 10 luglio 1767)

Sire,

je crois inutile d'entrer ici dans le détail de mes torts; peut être qu'on les a aggravés aux yeux de Votre Majesté; mais, quelques médiocres qu'ils puissent être, il me suffit d'en avoir pour que la douleur d'avoir été capable de démériter auprès de mon Maître soit pour mon coeur un vautour des plus cruels. Je n'hésite pas à avouer, sire, que je n'ai jamais si bien connû que je le fais à présent tous les droits que la qualité de citoyen avoit sur moi; il faut des exemples pour instruire les hommes et j'ose dire que, quand on n'a pas le coeur mauvais, il est heureux de faire des fautes: elles nous font ouvrir les yeux sur nous mêmes; elles nous inspirent de l'horreur pour le vice et de l'amour pour la vertu sans laquelle les hommes ne sauroient être heureux. Telle est ma situation actuelle, sire; j'ai fait des fautes; pénétré de la plus vive douleur je viens les déposer dans le sein de Votre Majesté et implorer sa clemence. Je ne veux point, sire, m'appuyer ici sur les services de mes ancêtres, je veux au contraire tout obtenir de la clemence paternelle de Votre Majesté. J'ose espérer, sire, que vous ne verrez pas d'un oeil indifférent mon retour sur moi-même et que Votre Majesté voudra bien approuver que je rentre dans ma patrie et dans mes biens.

Je suis avec un très-profond respect de Votre Majesté, sire, le très-humble, très obéissant et très fidèles serviteur et sujet

D. Dalmas François Vasco

À Livourne, ce 10 Juillet 1767.

16. Al principe Vittorio Amedeo di Savoia
(Livorno, 1767)

Altezza Reale,

il desiderio di giovare al pubblico mi ha fatto immaginare un modo per esiggere i tributi che mi sembra essere il più commodo, il più dolce ed il più utile in uno Stato monarchico amico della verità. Ho quivi spiegate le mie idee con tutta sincerità ed ho creduto di non poterne meglio assicurare l'esito che sotto gl'auspici di Vostra Altezza Reale. Permettete dunque, o signore, che in omaggio vi offerisca

15. Inedita.
16. Inedita.

questa mia qualunque siasi fatica[1]; sarà compìto a pieno il mio dissegno se, travagliando per gl'uomini, mi riesce di render grati i miei sudori a Vostra Altezza Reale, alla quale col più profondo rispetto ho l'onore di protestarmi di Vostra Altezza Reale umilissimo, devotissimo ed obbligatissimo servo

D. Dalmazzo Vasco

17. A Pietro Verri
(Roma, 27 gennaio 1768)

Rome, ce 27 janvier 1768.
Cher ami,

vous qui étes bien avec la duchesse Serbelloni[1], procurez moi de grâce une lettre pour le cardinal Serbelloni, au moyen de laquelle j'en puisse avoir la protection. Il faut qu'elle soit un peu forte, car vous savez qu'une simple recommandation qu'on accorde comme on dit aussi aisément qu'une prise de tabac ne me serviroit à rien: j'ai besoin que le cardinal prenne l'*impegno* de me protéger: si je réussis à cela j'ai tout lieu de me flatter que j'accomoderai mes affaires en peu de tems.

Je compte sur votre amitié et j'espère que vous me ferez du moin[s] réponse; je pense que c'est inutile de vous faire ici un étalage de complimens, vous me connaissez, vous m'avez promis votre amitié, ma reconnaissance est une conséquence toute simple. Adieu cher ami. Tous à vous

D. Vasco

18. Dichiarazione
(Ivrea, 1° agosto 1768)

Dichiaro io sottoscritto di essere stato accompagnato dal signor sergente maggiore Trevisani fino alla città d'Ivrea con tutta gentilezza e di essere stato dal medesimo provveduto longo il cammino d'ogni cosa che mi è stata bisognevole, a piena mia soddisfazione, in fede

Ivrea, addì 1° agosto 1768.

D. Dalmazzo Francesco Vasco

1. Si tratta del *Discorso sopra le imposizioni in uno Stato monarchico*, qui alle pp. 153-168.

17. Pubblicata da E. Dulio, op. cit., p. 31.

1. Maria Vittoria Serbelloni, nata duchessa di Fiano. Fabrizio Serbelloni (1695-1775), cognato della duchessa, fu nominato cardinale nel 1753.

18. Inedita. Si riferisce al trasporto da Roma al castello d'Ivrea in seguito all'arresto avvenuto in Roma.

19. A Giuseppe Francesco Luigi Wilcardel, marchese di Fleury (Ivrea, 9 agosto 1768)

Exelence,

la charge de ministre d'État que le roy vient de conférer à Votre Exelence et qu'elle méritoit il y a longtems la met dans le cas d'exercer de plus en plus les sentimens de justice et d'humanité dont elle est penétrée; c'est ce qui me fait espérer que Votre Exelence voudra bien s'intéresser au sort d'un infortuné. Sans fatiguer Votre Exelence par le long recit de tout ce que j'ai souffert depuis deux ans, qu'elle me permette de lui dire mon état présent. Je suis dans une prison qui ne prend de jour que par une petite fenêtre en haut (et c'est cependant la moins mauvaise de toutes celles qui sont ici); l'air et le feu me sont interdits, car il n'entre point de bougies dans ces tristes demeures. Votre Exelence peut penser quel sera l'hiver sans lumière et sans feu avec des nuits de 14 heures et moi en outre extrèmement incommodé depuis un an; une chose encore qui est terrible pour moi c'est de ne pouvoir m'occuper: voilà Exelence le triste sort de l'aîné d'une famille qui a servi fidèlement pendant cinq siècles et d'un homme qui n'a rien oublié pour se rendre utile à son souverain et à sa patrie. Le dernier des sujets du roy est plus heureux que moi: si par hazard il est accusé d'un crime et imprisonné, ce n'est que pour examiner son cas, on l'entend, il se justifie, il s'excuse, on le défend, on plaide pour lui et enfin, s'il est innocent, il recouvre ce precieux don du ciel, la liberté, et on le fait indemniser; moi je suis châtié avec la dernière rigueur, il ne m'est, il ne m'est pas permis de me justifier et je ne sai point quel terme on a fixé à mes peines; un des plus cruels tourment des infortunés est l'incertitude et cela n'est compté pour rien. On dira

19. Pubblicata da M. Chiaramonti, op. cit., Appendice, pp. xxxii - xxxiv. Il marchese di Fleury era ministro di Stato. La Segreteria di Stato, in data 13 agosto scriveva al governatore d'Ivrea, conte Falletti della Morra, in questi termini: « Col stimatissimo foglio di Vossignoria illustrissima de' 9 corr. mi è pervenuta l'unita lettera del signor conte Vasco diretta al signor marchese di Fleury ed essendomi dato l'onore di renderne conto a Sua Maestà, mi ha la medesima comandato di significare a Vossignoria illustrissima che può ella spiegarsi con esso detenuto che l'irregolare suo procedimento, di cui si sono avuti ben accertati riscontri, ha dato giusto motivo alla Maestà Sua di devenire alle provvidenze date in suo riguardo e che pensi ora a migliorare la sua condotta con ripigliare sentimenti di religiosità ed onoratezza convenienti ad un cristiano e cavaliere per poter con i saggi di sua lodevole condotta disporre l'animo di Sua Maestà a fargli sentire a suo tempo gli effetti delle regie sue grazie » (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Corrispondenza Ministero Interni*, serie prima, *Giuridico, Registri provvidenze sovrane relativi ai prigionieri e detenzioni in via economica*, n. 2, c. 376 *v.*).

que Sa Majesté est assez assurée que je mérite d'être châtié, je répond que pour soutenir cette proposition il faut avoir le don de prophétie; ce grand homme de loix Cicéron, parlant d'un qu'on avoit chatié sans l'entendre, dit: *causa cognita multi possunt absolvi, incognita quidem condemnari nemo potest* et Dieu même, qui sans doute n'avoit pas bésoin d'interroger Adam et Caïn pour savoir s'ils étoient coupables, mais parce qu'il vouloit aprendre aux rois la véritable idée de justice, il ne les condamna qu'après les avoir interrogés et leur avoir donné lieu de s'excuser [1]. Que sait-on, de grâce, ce que l'accusé puisse dire en sa défense? Et lors même qu'il seroit coupable, est-ce qu'il ne peut pas se faire qu'il puisse alléguer des raisons par lesquelles son crime soit plus léger et par conséquent le peine diminue aussi? Mon frère a été arrêté et, sans aucun égard à sa naissance et à son emploi il a été mis en prison, confondu avec les voleurs, les assassins; sur la simple délation d'un homme de rien et d'un traître; Cicéron dit, a ce même sujet, *omni cura est communis inimicus qui fuit hostis suorum nemo unquam sapiens proditori credendum putavit* [2]. Moi j'étoit à Rome depuis 6 mois; j'écrivis de là une requette au roy, à peu près en ces termes: que j'étoit innocent, mais que, si par des raisons politiques ou autres que j'ignorois, il était de intérêt de Sa Majesté que je parusse coupable et que je souffrisse un châtiment, pourvu que Sa Majesté dans son coeur ne me regarda pas comme tel, par la même raison que j'étois prêt à verser mon sang pour son service, je l'étois aussi à souffrir un chatiment, qu'il n'avoit qu'à m'honorer de ses ordres. Quelle nécessité donc de me faire arrêter pas des sbirres un jour de fête sur une place publique vers le midi, à la présence d'une multitude de peuple et déshonorer ainsi la croix de saint Maurice que j'avois l'honneur de porter? Il me paroit assez évident que le roy est trompé sur mon compte, il est trop juste et trop clément pour persécuter un honnette homme, si il le connoissoit; c'est pourquoi j'ose suplier Votre Exelence de protéger la cause d'un innocent (rien n'est si digne de la grandeur de son âme) et tirer le roy d'un erreur qui lui fait perdre un bon sujet; car il est certain que malgrés toute la force de l'esprit je ne soutiendrai pas longtems un phisique déja affoibli, il cédéra sans doute à l'excès des peines dont il ne peut supporter le poid, je sens même qu'il commence à ceder. Daignez, seigneur, me pardonnez la liberté que je prend et

1. Cfr. CICERONE, *Orationes in Verrem*, actio prima, 25; *Genesi*, 3, 4.
2. Cfr. CICERONE, *Divinatio in Quintum Caecilium*, I, 38.

me permettre l'honneur de vos assurer du très profond respect avec le quel j'ai celui de me dire de Votre Exelence très humble et très obéissant serviteur

le comte Vasco

Du Chateau d'Ivrée, ce 9 aoust 1768.

20. Al fratello Giambattista
(Ivrea, 12 agosto 1768)

12 agosto 1768.

Quanta consolazione m'abbia recata la vostra lettera, dopo tanto tempo che non avevo più nuove di voi, non lo potreste credere. Io sono in un carcere che ha una piccola finestra in alto per dar luce (e non aria), la meno cattiva però di quante ne siano qui, sempre solo, senza potermi occupare, senza lume alla sera, siché quando le notti saranno di 14 ore senza lume e senza foco si starà pur freschi. La salute se ne va in bordello, come potete credere. L'unico rimedio che mi aveva giovato per le convulsioni che patisco era il moto e il prender aria; questo è il diametralmente opposto, che vale a dire è il veleno. Non crediate però che quella tranquillità d'animo, che mi avete conosciuta altre volte e che ho predicata, m'abbandoni in queste critiche circostanze, no, caro, Iddio mi regge e son tranquillo nel mio carcere durissimo più che i richi signori nei loro commodi. Non posso sicuramente impedire la sensibilità fisica, ma questo posso, essere indifferente alla vita come alla morte. Tutti quelli che m'hanno visto fin ora non mi hanno trovato un momento turbato.

Veniamo all'essenziale. Voi mi suggerite di fare un'ampia procura e Michele suggerisce di farla al procuratore Ricardi, perché ha fatti

20. Pubblicata parzialmente (sino a: «e per strada in mille occasioni») da F. Venturi in: *Riformatori lombardi, piemontesi e toscani* cit., pp. 860-861. In data 17 agosto la Segreteria di Stato scriveva al governatore d'Ivrea in questi termini: « Sua Maestà cui ho avuto l'onore di renderne conto mi ha comandato dirle che può ella far al medesimo sapere che si daranno le opportune provvidenze per riguardo a di lui interessi, non sendo perciò necessario che costà si trasferisca il padre domenicano suo fratello a conferire assieme, né trattasi di causa di concorso, ma vi sarà deputato chi dovrà fare le sue parti nanti il supremo magistrato, onde deve star tranquillo e, secondo li suoi diportamenti, se gli useranno delle facilitazioni ed agevolezze nell'attuale sua detenzione, potendosegli intanto procurare qualche libro utile perché colla lettura possa divagarsi e rispetto alle lettere che il medesimo desidera di scrivere segli può permettere qualche volta per suoi affari, mandandole qui aperte a tenor de' regolamenti » (cfr. Archivio di Stato di Torino, *Registri prigionieri*, n. 2, c. 377 *r.*).

fin ora i miei interessi. Nessuno meglio di me sa i miei interessi e meglio di me li può fare, anzi dirò di più, chiunque li farà male senza di me perché [ignaro] delle notizie di fatto: voi direte che sono in carcere; si, ma mi si mandino gl'atti, lo stato di ciò che si è fatto fin ora ed io anche dal carcere so provvedere alla mia causa; quando poi non vi resterà che stipulare l'istromento coi creditori, se il sovrano vorrà ad ogni modo che resti una perpetua memoria a posteri del mio carcere, allora si può fare per quest'atto un istromento di procura. Mia moghe non ha da avere un soldo e comparisce creditrice di somma egreggia, anzi di più, è tenuta ad indenizzarmi per l'ingiusta e se non altro preventiva causa di concorso che mi ha fatto fare; essa non era creditrice, ma supposto anche che lo fosse, che necessità vi era di citare tutti i supposti creditori, quando nessun di questi dava fastidio? Che? Tutte le volte che si avanza da uno per domandarlo in giudizio bisogna fargli una causa di concorso? Essa sapeva benissimo che io ero a Livorno, che avevo un procuratore generale per i negozii e due procuratori generah *ad lites* in Torino, a che dunque farmi citare come un absente che non si sappia dove sia e farmi deputare un curatore *ad lites* e un economo ai beni? Direte voi che questi furono i consigli del suo seduttore, del suo drudo, l'avvocato Salomone, ed io soggiungo: e anche dopo ecc., anzi adesso ancora non mi tocca egli di vedermelo a fronte a sostenere in qualità di suo procuratore le iniquità che gl'ha suggerite? Il re è troppo giusto e troppo pio, se lo sapesse non lo soffrirebbe sicuramente. Si può egli sentir di peggio che una donna, la quale pel suo delitto ha perduta secondo le leggi infin la dote, abbia il coraggio di litigare e litigare ingiustamente col marito, anzi di più opporgli sfacciatamente il suo drudo per avversario? I debiti contratti da me sono pochissimi, hanno venduto i mobili e i libri, vi sono i redditi di due anni che io non ne ho toccato un quattrino; se non sono venuti tutti i fulmini e tutta la grandine dell'atmosfera ad annichilarli i miei debiti a quest'ora dovrebb'essere arcistrabochevolissimevolmente pagati; come c'entro io a pagare i debiti contratti da mia moghe per i suoi capricci? Al più sarei tenuto in sussidio per la buona fede, ma avendo essa con che pagare, essa paghi e non io. La Cassina Bianca non è pagata? O perché non hanno procurato di trasferire il vincolo del ressiduo Olmetto *pro concurrenti* sovra di essa e pagare; che si tratta di conservare un effetto più cospicuo, più fruttifero e un aquisto utile che ho fatto? E non ordinarne la vendita a' ochi chiusi? In somma, corre per proverbio ne sa più l'ignorante a casa sua che il dotto a casa d'altri, epperò se me lo permette il sovrano,

le di cui intenzioni mi sembrano essere state fin ora clementissime per i miei interessi, ci voglio veder io giaché ho la sorte di saper in questo genere il fatto mio, né voglio che me li rovinino gl'altri. Se si potesse mutare la persona del dellegato e avere in vece il conte Galli [1], la di cui dottrina e integrità è così conosciuta oh! sarebbe pur la bella cosa: in mani sue sarebbe presto aggiustato il patrimonio in vece che l'altro, oltre l'avermi negata giustizia, mentre non v'è mai stato verso che esso abbia voluto fare la tassa degl'alimenti, che è la prima cosa che si fa in un giudicio di concorso, esso poi in un anno e mezzo non ha saputo far altro che ordinare provvisionali per altri (per me guardi il cielo) e ordinare la vendita del miglior effetto che io abbia, la Casa Bianca, che è stata stimata 45.000 lire, quando mi frutta 2.000 lire depurate e, per conseguenza, essendo adesso la raggion commune al 3 e mezzo ne vale 57.000; non parlo poi dei miglioramenti dei quali ella è suscettibile, perché, se ci potessi attendere, in pochi anni vorrei che fruttasse un terzo di più.

Quello che voi non sapete io so che mi è contrario, l'altro che v'ha detto di fare quello che avrebbe potuto, farà niente affatto; il cavaliere Raiberti [2] sono persuasissimo che mi sarà favorevole, perché mi conosce, sa che sono un galantuomo e i galantuomini fra di loro si amano. Se fosse a Torino il cavaliere Pio Rosignano Grisella [3], chiamato conte Cunico, egl'è mio amico ed è nipote del marchese Fleury stato fatto ultimamente ministro di Stato, potreste parlargliene, se no a Casale al marchese Palazzo. Se non glielo ricordate voi, io non posso scrivere.

Se domandate il permesso di venirmi a vedere per meco conferire intorno agl'interessi, non è difficile che l'otteniate e, venendo voi, meglio potrò spiegarvi gl'interessi di Roma e d'Yverdon [4]. Caso che no, ve ne scriverò. Se Michele potesse venire esso pure, che sarebbe necessarissimo, bisognerebbe tentare. Son persuasissimo che non è possibile di cavarmi subito, ma almeno si potesse ottenere di non avere

1. Pier Gaetano Galli, senatore nel 1766.

2. Carlo Flaminio Raiberti, primo ufficiale della Segreteria di Stato per gli affari esterni.

3. Si tratta forse del conte di Cunico, morto nel 1796, cavaliere dell'ordine mauriziano, ministro del re a Roma nel 1771, consigliere di Stato nel 1780.

4. Si riferisce alla traduzione delle *Leggi civili reali*, uscita appunto a Yverdon nel 1768 e ad una ristampa della stessa in esecuzione a Roma. Vedi in proposito anche la lettera al fratello in data 1° ottobre 1768 e le note a Montesquieu n. 109, 111, 125, 133, 174, 426, 614, qui alle pp. 230, 231, 237, 238, 252, 326, 398, dove cita una seconda edizione dell'opera *Delle leggi civili reali*.

un carcere così tormentoso che mi rovini talmente la salute che quando piacerà al sovrano di lasciarmi tornare a casa mia non sia più buono da nulla, né per me, né per gl'altri. Questo è quello che desidererei. Hanno forse paura che io fugga? Han torto. Non ci sarei venuto, sarei fuggito di Castel Sant'Angelo, dove lo potevo ad ogni momento e per strada in mille occasioni.

Addio, mi manca la carta; pregate Dio per me ed amatemi. Scrivo a Monetti per sapere se bisognando vorrà continuarmi a servire in qualità di procuratore [5]; questo è galantuomo, lo conosco. Ho data una rapresentanza a codesto signor governatore che esso manderà alla Segreteria di Stato per ottenere di provvedere io medesimo alla mia causa; per non attediarlo ho accennato che voi a cui scrivevo vi sareste presentato per meglio spiegare i motivi che a ciò domandare m'inducono e li sapete. L'antico protettore che pensa di me? Questo mi preme assai assaissimo. Se mai fosse in inganno, converrebbe tentare ogni via per sincerarmi.

[*A tergo:*] Al molto reverendo padre, padron colendissimo, il padre Tomaso Ludovico Vasco de' Predicatori lettor maggiore in Cremona, S. Domenico, Torino.

21. A Melchiorre Monetti
(Ivrea, 12 agosto 1768)

Ivrea, 12 agosto 1768,

Molto illustre signor, signor padron osservandissimo

non so ancora se mi sarà permesso di provvedere alla mia causa, ho però scritto per quest'effetto e data la mia rapresentanza. Quando che possa ottenerlo, desidererei sapere se Vossignoria molto illustre mi farebbe il favore di patrocinarmi, come ha fatto per il passato e dirmi se v'abbisognasse talvolta una nuova procura. Io confido moltissimo nella persona sua, per la qual cosa mi sarebbe di una grande consolazione se la mia causa fosse nelle sue mani. La prego di risposta e di credermi quale con perfetta stima mi protesto di Vossignoria molto illustre divotissimo obligatissimo servitore

D. Dalmazzo Francesco Vasco

[*A tergo:*] Al molto illustre signor, signor padron osservandissimo, il signor procuratore Melchior Monetti Costantino, causidico collegiato nell'eccellentissimo Real Senato di Torino.

5. Cfr. le due lettere seguenti.

21. Inedita.

22. Allegata alla precedente a M. Monetti
(Ivrea, 12 agosto 1768)

Illustrissimo signore,

il conte Vasco ha l'onore di rapresentarle che, essendosi pendente la di lui absenza istituito un giudicio di concorso sovra il di lui patrimonio ad istanza della contessa Maddalena Faussone [1], nel qual giudicio per diffetto delle necessarie notizie di fatto esso corre pericolo di essere pregiudicato ne' suoi interessi considerabilmente, desidererebbe di provvedere da se medesimo alla sua causa, giaché è in stato di farlo e lo ha fatto sempre in tutte l'altre sue liti. Per ciò suplica Vossignoria illustrissima di far presente alla Segreteria di Stato questa sua domanda, alla quale si presenterà mio fratello, che è informato più minutamente dei motivi forti che lo inducono a fare questa domanda, li quali ha qui tralasciati per non annoiare Vossignoria illustrissima con una troppo lunga descrizione, tanto più che molto meglio si possono spiegare a voce.

Il prefato mio fratello sarebbe in caso di qui portarsi per conferire intorno agl'interessi predetti, cosa assai più spediente e commoda, poiché si conchiude più in una mezz'ora di discorso che in dieci lettere, epperò, ove Vossignoria illustrissima lo stimi, il conte Vasco la suplica pure di rapresentarlo per ottenere il permesso.

23. Al fratello Giambattista
(Ivrea, 1° ottobre 1768)

Ivrea, addì 1 ottobre 1768.

Carissimo fratello,

se riceverete il plico, fate ciò che stimate; avvisatemene però e ricordatevi di due cose: 1. Che quel manoscritto deve portar la data del 1767. 2. Che al capo della religione, dove dice che non approverà né contradirà sovra di ciò i sentimenti di Gian Giacomo, deve dire

22. Inedita.

1. Moglie del Nostro.

23. Pubblicata da F. Venturi in: *Illuministi italiani. Riformatori* ecc. cit., pp. 862-864. In data 29 ottobre la Segreteria di Stato scriveva al governatore d'Ivrea: « Dopo la disamina fattasi de' scritti che il detenuto conte Vasco indirizzava con lettera del primo corrente al suo fratello domenicano in proseguimento di una sua opera e che Vossignoria illustrissima mi ha trasmessi col gentilissimo di lei foglio de' 4, essendomi dato l'onore di rassegnare a Sua Maestà le risultanze di essi, che fanno comprendere aver il detto conte desunti i sentimenti e le idee che vi ha sparse da perniciosi autori

anzi: «Je me garderai d'approuver ce que Jean Jacques en dit; mais je n'entrerai pas en matière pour le confuter car ce n'est pas ma tâche»[1].

Mi rincresce che abbiate aspettato tanto a scrivere a Boyer, perché egli forse sarà in Malta a quest'ora; caso che io vi avevo predetto nella mia prima lettera acciò che scriveste infin d'allora. Ove egli sia in Malta potete scrivergli, ma indirizzare la lettera al commendeur de la Vilatte de la Venerable Langue d'Auvergne à Malte.

Ringraziate De Felice a Yverdon[2]. Se poteste avere da Milano da Galeazzi un esemplare delle *Meditazioni sulla felicità* dell'edizione fatta da me[3] vi prego di mandarlo all'illustrissimo signor abbate Angelucci[4] a Macerata e dargli delle mie nuove. Se nel plico da Roma vi venisse *Delle leggi civili reali*, avrei piacere di dargli una ripassata prima della stampa.

Nella traduzione di Montesquieu sono già arrivato al libro 23. Faccio un abozzo, con delle note[5] a precipizio, buone e cattive, che si ripulisce poi dopo. Ho lavorato assai, come vedete, e vi dirò che, grazie a Dio, il capo mi regge ed è la sola cosa, per dir così, che mi sia rimasta intatta; il resto del corpo ha sofferto tutto. Sarei benissimo in caso di comporre cose mie perché v'assicuro che Iddio mi dà una tranquillità di spirito particolare; sono più tranquillo io nel carcere che la maggior parte degl'uomini nel mondo. Saprete a quest'ora che Nicolao[6] ha ottenuta la grazia e che il primo presidente è stato fatto

e miscredenti filosofi, mi ha la Maestà Sua comandato di significare a Vostra Signoria illustrissima che debba ritirare ogni altro scritto che possa ancor aver esso detenuto e tutti i libri che ritrovinsi presso il medesimo, eccettuati solamente quelli che trattano di vera divozione e pietà e ch'ella potrà lasciargli con farmi tenere i scritti ed a prima occasione sicura i libri che gli avrà tolti, facendo poi vegliare che nulla possa uscire di quanto egli scriverà, senza esser rimesso alle di lei mani per farlo passare a questa Segreteria di Stato; vuole altresì la Maestà Sua ch'ella insinui al signor canonico teologo Tonso, richiesto a prestargli la sua assistenza e direzione spirituale, di procurare che il medesimo deponga le idee false di cui ha la mente ingombrata» (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Registri provvidenze sovrane relativi ai prigionieri e detenzioni in via economica*, n. 2, c. 381 *v.*).

1. Si riferisce al manoscritto della *Suite du Contract social*, qui alle pp. 7-49. La frase originale suona: «Je ne m'aviserai pas ni de blâmer, ni d'approuver ce qu'il en a dit» (vedi qui la p. 26).

2. Il De Felice annotò la traduzione francese dell'opera del Vasco *Delle leggi civili reali* uscita a Yverdon nel 1768.

3. Vedi qui alle pp. 51-105.

4. Si tratta di Francesco Angelucci (cfr. la lettera a lui diretta dal Genovesi l'8 maggio 1762, in: A. GENOVESI, *Autobiografia e lettere*, Milano, 1962, p. 137).

5. Qui alle pp. 193-404.

6. Il fratello Nicolò, arrestato nel 1766 in seguito al tentativo per la Corsica.

Gran Cancelliere. Si dice il cavaliere Morozzo ministro per gl'affari interni [7]. *Faxint superi.* Sarebbe venuto allora il caso da poter sperare esito felice per la causa di Castellino; allora si potrebbero passare i giorni veramente tranquilli, perché si potrebbe campare senza avere a lambicarsi per spartire il zero. Basta, sarà quello che Dio vorrà; pregate per me, frattel caro, che ce n'ho bisogno. Addio, viscere, amatemi, come v'amo.

Mi parlate della contessa di S. Bastiano: caro mio io sono separato da tutto l'universo mondo e non vedo altri che quelli che son destinati per questo castello, direttori, superiori, custodi ecc.; del resto io non so nemmeno dove ella si sia, figuratevi se l'ho da vedere! La ringrazierei certo volentieri della bontà avuta per me, che io non so di aver meritata, ma lo farò quando potrò, quando tornerò ad essere un ente significativo da per sé di qualche cosa; adesso sono un ente tutto passivo e relativo; sono proprio come i bimbi, ho una potenza dell'anima di meno, *idest la volontà.*

Qui achiuso riceverete quanto vi è di composto del seguito delle *Riflessioni per un legislatore sopra le azioni e passioni umane* [8]. Quando mi sentirò la mente disposta lo terminerò. Vedrete che il piano dell'opera è bello; se mi riesce di compirla come si deve sarà un'opera utile alla letteraria republica; fin ora, come vedete, egli non è che un abozzo; criticatelo, fatemi le obiezioni che stimerete perché così lo ridurrò poi in buon stato.

Dicesi che sia stato fatto ministro degl'affari interni il cavagliere Morozzo e primo presidente di Senato il procurator generale Brea [9].

[*A tergo:*] Al molto reverendo padre, padron colendissimo, il padre Tomaso Ludovico Vasco de' Predicatori, lettor maggiore in Cremona.

7. Filippo Morozzo di Magliano, referendario nel 1768, consigliere di Stato nel 1777, presidente del Consiglio nel 1794.

8. Opera andata perduta.

9. Gaspare Giuseppe Brea, sostituto procuratore generale, poi procuratore generale ed infine primo presidente di senato. Ebbe il titolo di conte di Rivera il 28 settembre 1768. Morì il 21 ottobre 1773.

24. A Carlo Filippo Morozzo [?]
(Ivrea, novembre 1768)

Eccelenza,

dall'informativa trasmessami la scorsa settimana dal mio fattore dello stato presente de' miei interessi due cose ho ricavate: una, quanta sia la reale clemenza per riguardo alli predetti miei interessi; l'altra, quanto i mezzi per l'addietro suggeriti al real sovrano intorno a questo siano direttamente contrarii alle pie di lui intenzioni: Sua Maestà ha dimostrato di volere che si dia sesto alle cose mie, e fin qui di più far non si poteva per dissestarle. Io per tanto ho creduto di dover ricorrere all'Eccelenza Vostra e suplicarla di accogliere benignamente le qui annesse dimostrazioni di fatto dalle quali le risulterà:

1. Che mia moglie, comparsa in figura di creditrice abusando della mia buona fede, mia moglie che mi ha fatto comparire per scialaquatore del suo e mio patrimonio, mia moglie che nella mia absenza mi ha suscitata una calunniosa ed ingiusta causa di concorso, mia moglie in somma, che sedotta dai rei consigli di chi l'assisteva mi ha recato il maggior danno, è debitrice verso di me di egreggia somma ed è sempre stata nella fisica impossibilità di essere creditrice delle somme da essa proposte.

2. Che io non sono stato quale mi hanno preteso qualificare un scialaquatore, un prodigo, ma che se alcuna cosa ho consonta ne furono caggione le disgrazie sofferte ed una moglie spensierata che troppo amai.

3. Che tutta via ho molto maggiore entrata di quella che mi lasciò mio padre, la quale arrivava appena a L. 3000 annue, allorché mi sono ammogliato.

4. Che i miei interessi sono stati precipitati e si continuano a rovinare.

5. Che l'interdirmi l'amministrazione e deputarmi un curatore, oltre all'essere un disdoro che non ho meritato ed una provvidenza nel presente sistema delle cose affatto inutile, ella è la via di non mai più venire a capo delle cose mie.

6. Che nessuno meglio di me è in caso di radrizzarle e che, quanto più si tarda a permettermelo, tanto più vanno le cose peggiorando,

24. Inedita. Il Morozzo dal 25 settembre 1768 era primo segretario di Stato agli affari interni. Segue un conto patrimoniale dal titolo *Dimostrazioni di fatto*. A tergo si legge che fu ricevuta il 4 novembre 1768. In data 11 novembre la Segreteria di Stato trasmetteva lettera e conto allegato al senatore conte Valperga, affinché esprimesse la sua opinione in proposito (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Registri prigionieri* cit., n. 2, c. 383 *v.*).

come peggiora ogni giorno anco la mia salute già purtroppo abbastanza rovinata da più d'un anno a questa parte per i disaggi ed afflizioni sofferte.

Tutto cotesto io mi dò l'onore di far presente all'Eccelenza Vostra, perché sommamente confido nella rettitudine e pietà sua. Spero che dai gravi ed evidenti equivoci occorsi in ciò che riguarda gl'interessi Vostra Eccelenza potrà facilmente argomentare che non sempre è reo chi sembra tale e che, quando è permessa all'accusato la diffesa, quelle che prima sembravano le più evidenti prove di reato svaniscono talora alle sole risposte dell'accusato.

Quei pochi giorni di vita (infelice, perché accompagnata da mille incommodi di salute) che Iddio mi avrà ancora destinati, se dato mi fosse di passarli tranquillamente a casa mia mercé dell'autorevole protezzione dell'Eccelenza Vostra, le sarei debitore per dir così di una nuova vita: altro di più dir non saprei, che alla medesima quanto so e posso raccomandarmi, supplicandola di essere persuasa del profondo rispetto col quale mi dò l'onore di protestarmi dell'Eccelenza Vostra divotissimo et obligatissimo servitore

D. Dalmazzo Vasco

25. A Pompeo Baldasseroni
(Ivrea, 14 febbraio 1769)

Ivrea, addì 14 febbraio 1769

Finalmente, caro Pompeo, ecco che ho trovato un mezzo per scrivervi; in fretta vi dirò che mio fratello [1] è già uscito di fortezza e vi è apparenza che anch'io abbia ad essere presto libero; intanto bisogna che tra voi ed il carissimo babbo vostro mi facciate il servizio di trattare l'affare che qui sotto vi narrerò.

Un certo signor Belletti è stato in Corsica ad offerire al signor generale De Paoli una composizione di rame sbianchito, la quale è di certo una porcheria; ora la società delli signori Francesco e Carlo de' Marii [2] piemontesi è in caso di somministrare argento della qualità della qui unita mostra e somministrarne quanto ne vorrà al prezzo

25. Inedita.

1. Nicolò. Vedi la lettera al fratello Giambattista in data 1° ottobre 1768, qui alle pp. 646-648.

2. Nei documenti dell'Archivio di Stato di Torino relativi ad argentieri piemontesi non si trova traccia di questa società.

di 6 in 7 paoli l'oncia. In questa società sono anch'io interessato, epperò, caro mio, vi prego di trattare questo contratto per mezzo di capitan Santo [3] o di chi meglio stimerete e far presto, perché la società ha altre proposizioni. Il patto potete serrarlo voi, purché non sia di meno di 6 paoli l'oncia, e la società somministrerà detto argento in Livorno, purché vi sia costì chi lo riceva e paghi a misura che sarà rimesso. Comunque sia, rispondetemi e fate una sopracarta alla lettera così: *Al signor Michele Scala negoziante in Ivrea di Piemonte*, poiché ho fatti sospendere alla società tutti gl'altri trattati sul riflesso che il signor generale Depaoli aveva fatta al Belletti l'offerta di lire due di Savoia per caduna oncia per la sudetta composizione di rame.

Salutatemi tanto e poi tanto il carissimo babbo e tutta la casa, ricordatemi umilissimo servo alla parte di voi più cara ed alla casa Testori e Tuccoli [4] ed a tutti in somma gl'amici e padroni che spero ancora di rivedere. Addio, carissimo, ma di grazia rispondetemi e fatemi questo servizio, perché mi preme assai più che non possiate voi credere.

Tutto vostro affezionatissimo amico

D. F. Vasco

La mostra qui unita è del peso di 4/8 3 grani d'oncia. Dico 4/8 2 grani 1/2 [5]. Di grazia non lasciate penetrare al conte Rivarola [6] che io abbia scritto, perché esso è spia della corte e per conseguenza io ne soffrirei un pregiudizio grande e non potrei più scrivervi.

[*A tergo:*] All'illustrissimo signor, signor padron colendissimo, il signor Pompeo Baldasseroni, segretario del Magistrato di Sanità di Livorno.

3. Pietro Verri in una lettera al fratello Alessandro in data 17 febbraio 1768 ricorda il capitan Santo di Livorno quale autore di lettere di raccomandazione per il generale De Paoli presentate dal Lanzone (cfr. *Carteggio di Pietro e Alessandro Verri*, a cura di Greppi e Giulini, vol. I, parte seconda, pp. 174-176).

4. Nella Biblioteca Labronica di Livorno, nel *Giornale della città e porto di Livorno dell'anno* 1766, compilato da Pietro Bernardo Prato, tomo II, pp. 4 e 6, si legge che il negoziante Giuseppe Tuccoli fuggì il 28 febbraio, in seguito a fallimento, e che si uccise, annegandosi nel fosso di S. Iacopo; il suo cadavere fu ritrovato il 24 marzo. Il Vasco, fuggito dal Piemonte nell'agosto del 1766, non poteva essere in rapporti col suddetto Giuseppe Tuccoli, ma forse con qualche discendente.

5. Le frazioni di oncia si esprimevano in ottavi: un ottavo comprendeva 3 denari e ogni denaro 24 grani. L'oncia corrispondente a grammi 31 circa, conteneva perciò 576 grani.

6. Il corso conte Rivarola era console del Regno di Sardegna a Livorno e agente del generale De Paoli (cfr. *Lettere di P. De Paoli*, con note e proemio di N. Tommaseo, «Archivio storico italiano», XI, 1846).

26. A Carlo Filippo Morozzo [?]
(Ivrea, 22 agosto 1769)

Eccelenza,

mi son dato l'onore di rapresentare a Vostra Eccelenza fin nell'anno scorso che i miei affari mai si sarebbero terminati se io non vi avessi potuto metter mano; so che Vostra Eccelenza ha avuta la bontà di far sospendere le liti, ma questo ancor non basta, come vedrà Vostra Eccelenza dall'annesso plico che rimando a Michele Paschetto e che mi dò l'onore di trasmettere a Vostra Eccelenza, poiché il solo affare della vendita della Cassina è bastevole ad incagliare ogni cosa e, in sino a tanto che i miei affari saranno nelle mani de' procuratori, curatori ed avocati, non se ne verrà mai a capo ed intanto mi rosigheranno perfino il midollo. L'abbate Mino, come vedrà Vostra Eccelenza, non si dà il menomo pensiero e, per quanto l'abbia io pregato e fatto pregare di portarsi a Torino affine di sollecitare la spedizione di questo affare ed evitare insieme le tante inutili spese che mi si fanno, non vi è mai stato verso che abbia voluto moversi dalla sua nichia e certo faccio assai più io dal mio carcere che non fa lui, perché nemmeno si degna di rispondere a chi gli scrive. Oltre di ciò debbo dire a Vostra Eccelenza che ho degl'interessi non piccioli a discutere coll'abbate Mino e per conseguenza esso non può essere mio curatore, nell'ipotesi sempre che io sia in uno stato di debolezza di mente da non saper regolare da me medesimo i miei interessi e che perciò sia assolutamente necessario un curatore. In somma Eccelenza, se la cosa va di questo passo, allora, quando io verrò ad essere posto in libertà, non mi rimarranno che i titoli e quei terreni spolpati che non avranno potuti esportare, né sono già molto lontano da questo stato. La bontà di Vostra Eccelenza mi fa coraggio a rapresentarle le dianzi dette cose e suplicarla di ottenermi dalla real clemenza la libertà, affine di poter conservare quel poco che ancor vi rimane presentemente e nello stesso tempo, essendo qui affatto sprovisto d'ogni cosa, la suplico per pietà ad ottenermi anche intorno a ciò una qualche provvidenza. Mi permetta l'onore di protestarmi col più profondo rispetto di Vostra Eccelenza umilissimo ed obligatissimo servitore

D. Dalmazzo Francesco Vasco

Ivrea, addì 22 agosto 1769.

26. Inedita. Il Morozzo era dal 25 settembre 1768 primo segretario di Stato agli affari interni.

27. A Carlo Filippo Morozzo [?]
(Ivrea, 29 settembre 1769)

Eccelenza,

dalla lettera di Michele Paschetto, che mi dò l'onore di trasmettere all'Eccelenza Vostra vedrà confermato quanto mi diedi già l'onore di rapresentarle, vale a dire che senza di me non si verrà mai a capo di cosa alcuna ne' miei interessi e in vece di andare innanzi si va sempre indietro, poiché presentemente non vi è più alcun partito per la cassina, supposto sempre che sia indispensabilmente necessaria la detta vendita, lo che io non credo e se fossi in libertà in poco tempo dimostrerei con effetto, mentre non mi mancarebbero mezzi di por sesto alle cose mie in altra maniera e, quando poi dovessi anco devenire alla detta vendita, saprei ricavarne molto maggior prezzo. La bontà di Vostra Eccelenza a mio riguardo mi fa sperare che voglia usarmi quest'atto di carità di rapresentare al real sovrano il gravissimo pregiudizio che soffrono i miei interessi dal non poterci metter io la mano, perché si muova quindi il clementissimo animo di Sua Maestà a concedermi la sospirata libertà, unico impedimento alla deffinizione di ogni cosa. Non voglio annoiare l'Eccelenza Vostra con espressioni per persuaderla de' sentimenti di umile riconoscenza da quali sono intimamente penetrato, mi lusingo che li crederà corrispondenti al sommo rispetto ed infinita stima colla quale mi dò l'onore di sottoscrivermi dell'Eccelenza Vostra umilissimo ed obligatissimo servitore

D. Dalmazzo Vasco

Ivrea, addì 29 settembre 1769.

27. Inedita. In data 30 settembre la Segreteria di Stato scriveva al governatore d'Ivrea, conte Falletti, in questi termini: « Sulle istanze avanzate per parte del signor conte Vasco detenuto in codesto castello che molto ne soffra la di lui sanità dal rimanere rinchiuso nel medesimo ed a vista delle buone informazioni che Vostra Signoria illustrissima si è compiaciuta dare della di lui condotta, si è degnata Sua Maestà di permetter che ove sia necessaria per la salute del succennato signor conte Vasco qualche passeggiata fuori del castello Vostra Signoria illustrissima gli accordi di poterlo fare, purché sia sempre accompagnato da un aiutante e che debba restituirsi quella compita al suddetto castello » e, in data 4 ottobre, sempre dalla Segreteria di Stato al governatore d'Ivrea si diceva: « Si compiacerà intanto Vostra Signoria illustrissima di far sapere al signor conte Vasco essersi dato corso alla di lui lettera trasmessami e che le grazie di Sua Maestà spiegate a lei nel precedente mio foglio devono animarlo a sperarne anche maggiori, ove colla buona sua condotta dia motivo a sempre migliori informazioni » (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Registri prigionieri* cit., n. 2, cc. 413 *v.* e 414 *r.*).

28. A Carlo Filippo Morozzo [?]
(Ivrea, 1° maggio 1770)

Eccelenza,

qui annessa mi dò l'onore di trasmettere a Vostra Eccelenza copia di suplica e lettere senatorie stata intimata a mia moglie ad istanza di un certo Pietro Michele Doys, il quale, approfittandosi della disgrazia di mia moglie e mia, muove una molestia che non ha il menomo fondamento di raggione, eppure, come vedrà Vostra Eccelenza dalla dianzi detta copia, ha di già ottenuta in odio di mia moglie sentenza contumaciale, appunto perché essa né sa né può difendersi, tanto è vero però che nulla è dovuto al predetto Doys che anni sono, essendosi egli presentato con questa sua inconsistente pretesa di lire quatromilla, l'arbitro eletto entrò in senso che se gli potessero dare lire cento incirca *ad redimendam vexationem*, le quali non le furono poi date perché si riconobbe in apresso che egli era nemmeno persona legitima per proporre questo supposto credito e per conseguenza né tampoco per transiggere e conseguire alcuna somma.

Vengo assicurato che si tratta presentemente di deputarmi un curatore sicuramente stipendiato: oltre all'essere questo un disdoro, che non ho sicuramente meritato, poiché per la Dio grazia non sono così scemo di mente che non sia capace di regolare e diriggere da me medesimo i miei interessi, onde abbia nell'età mia ancor bisogno di essere assistito da un curatore, egli è poi evidente che codesto è un gravissimo pregiudizio, posciaché essendo già pur troppo tenue il patrimonio ed attenuato non già da me (cosa che sarò sempre in caso di dimostrare) ma bensì dopo la mia assenza, se niente niente vi si aggiunge di peso si ridurrà a poco o nulla. Mi perdoni l'Eccelenza Vostra se a tanto m'avanzo, ma egli è sicurissimo che nel sistema in cui sono i miei affari nessuno fuori di me è in caso di radrizzarli; la pia e clementissima intenzione del real sovrano è delusa, se le cose mie continuano ad essere in mani altrui e non so se potrò campar tanto da poter rimettere i danni che ho patiti in questi pochi anni dall'altrui amministrazione. Il signor conte di S. Michele m'assicurò

28. Inedita. Il governatore d'Ivrea, il conte Falletti della Morra, nel trasmettere questa lettera alla Segreteria di Stato, dice: « dalla sua condotta sin qui tenuta l'ho a credere corretto ed emendato » (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8). Più tardi, in data 27 ottobre, la Segreteria di Stato comunica al governatore d'Ivrea che il re concede al Vasco di trasferirsi in città per potersi sottoporre ad una cura medica e di rimanervi sino a che non sia ultimata (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Registri prigionieri* cit., n. 3, c. 23 *r.*).

d'averne già persuasa di questa verità non meno dell'Eccelenza Vostra che lo stesso real sovrano, quantunque in quel tempo fosse ogni cosa regolata da un prossimo parente; m'onori ora Vostra Eccelenza di considerare come hanno a essere le cose, ora dissi che non vi è alcuno a diriggerle, che per qualunque menomo interesse s'ha a spendere in giudizio, in avvocati, procuratori, curatori ecc. e che per compimento dell'opera nessuno affatto è informato.

Mia moglie è pure molestata da varii altri pretendenti, oltre il sovra'accennato Doys; quando ella sarà spogliata del suo, tocherà pure alla fine a me a mantenerla, siché vede Vostra Eccelenza che questa è una catena, un precipizio di rovina che non finisce più, se l'Eccelenza Vostra colla possente sua prottezzione non muove l'animo clementissimo del real sovrano ad accordarmi la sospirata intiera libertà, che per altra parte mi lusingo di non aver demeritata colla presentanea mia condotta.

L'animo generoso e pio dell'Eccelenza Vostra mi ha fatto coraggio ad esporle umilmente lo stato mio quanto mai deplorabilissimo e, per non abusare della sofferenza dell'Eccelenza Vostra, alla medesima quanto so e posso umilmente mi raccomando e col più profondo rispetto mi dò l'onore di sottoscrivermi dell'Eccelenza Vostra umilissimo ed obbligatissimo servitore

D. Dalmazzo Francesco Vasco

Ivrea, il 1° dì di maggio 1770.

29. A Carlo Filippo Morozzo [?]
(Ivrea, 25 gennaio 1771)

Eccelenza,

dalle notizie che ho avute per mezzo di Michele Paschetto intorno ai conti della amministrazione avuta dal fu abbate Mino, non meno che riguardo al calcolo dei debiti che siano ancora a pagarsi, ho ricavato esservi parecchi equivoci in grave mio pregiudicio, di modo che si verrebbero a pagare debiti che non ho mai avuti e non si rilevarebbero alcune circostanze molto sostanziali: suplico per ciò l'Ecce-

29. Inedita. In data 30 gennaio la Segreteria di Stato scriveva al governatore d'Ivrea, conte Falletti, in questi termini: « Il signor conte Vasco, avendomi scritto di procurargli da Sua Maestà la piena sua libertà, si compiacerà Vostra Signoria illustrissima di significargli che non mancarò a tempo opportuno di fare novamente presenti alla Maestà Sua le di lui premure ed i motivi addotti, ma che frattanto può egli dare al signor economo Bertola tutti li chiarimenti e notizie che crede possano militare in suo favore per confutare le indebite pretensioni de' creditori » (cfr. Archivio di Stato di Torino, *Registri prigionieri* cit., n. 3, c. 28 *r.*).

lenza Vostra a permettermi che io umilmente le rapresenti esservi allo stato presente delle cose il fondo bastante per il pagamento di tutti i debiti, compresi anco quelli che si suppongono e che non sono; lo che posto, per ciò che riguarda tanto le notizie di fatto quanto le raggioni mie ed i mezzi più vantaggiosi per la più pronta spedizione, avendo io già da molto tempo saputo diriggere le altrui liti, sembra che mi possa con fondamento lusingare di essere in caso di diriggere le mie ancora, tanto più massimamente che in queste ho il vantaggio di essere appieno informato de' fatti che possono influire al diritto: epperò, confidando nella somma bontà e possente prottezzione dell'Eccelenza Vostra ardisco suplicarla di umiliarmi al regio piede ed implorarmi dal clementissimo animo del real sovrano quella libertà senza della quale non posso assistere alle cose mie e non potrò ammeno di essere pregiudicato considerevolmente; cosa che è tanto più degna di riguardo quanto che mi rimane appena con che vivere stentatamente.

Non voglio abusare della sofferenza dell'Eccelenza Vostra epperò alla medesima umilmente quanto so e posso raccomandandomi mi dò l'onore di protestarmi col più profondo rispetto dell'Eccelenza Vostra umilissimo ed obligatissimo servitore

D. Dalmazzo Francesco Vasco

Ivrea, addì 25 gennaio 1771.

30. A Clemente Carlevaris [?]
(Ivrea, 9 luglio 1771)

Eccelenza,

il bisogno in cui mi trovo di un abito da state, di calzette e parechie altre piccole cose mi costringe ad incommodare l'Eccelenza Vostra e suplicarla a volermi favorire di quella somma che parerà

30. Inedita. Il Carlevaris era dal marzo 1771 primo ufficiale della Segreteria di Stato. Il cavalier Metral, governatore d'Ivrea, nel trasmettere questa lettera alla Segreteria di Stato, dice: « mi son fatto piacere di aderire a questa sua istanza in considerazione massime delle buone informazioni di sua condotta recatemi all'arrivo di questo mio governo, credendo possa meritare la di lei protezione ed assistenza alle sue urgenti rappresentanze » (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8). In data 16 novembre la Segreteria di Stato scriveva al governatore d'Ivrea che « Sua Maestà non ha cosa in contrario che il medesimo fissi la sua dimora in codesta città, concedendogli anzi la libertà per tutta la provincia. Vuole bensì che non possa da questa uscire senza speciale permissione di Vostra Signoria illustrissima, la quale prima di concederla nella occorrenza di bisogni, si compiacerà di esplorarne, per mezzo di questa Segreteria di Stato, le reali determinazioni » (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Registri prigionieri* cit., n. 3, c. 55 *r.*).

all'Eccelenza Vostra, massimamente che è spirato col San Gioanni un nuovo semestre della commenda; sono sprovisto in modo che l'abito di mezzo tempo è affatto indecente e così tutto il rimanente e per altra parte intendo che i debiti siano presso che tutti pagati, siché mi lusingo che possa esservi fondo per potermi provvedere in modo almeno decente e suplire a quelle piccole minute spese che ocorrono di quando in quando a farsi e, se fosse possibile ch'io potessi avere un domestico per servirmi, s'assicuri l'Eccelenza Vostra che ne avrei sommo bisogno, attesi gl'incommodi di salute che soffro; a proposito de' quali la suplico quanto so e posso umilmente a continuarmi l'onore dell'autorevole sua prottezzione per ottenermi quando sia possibile dalla reale clemenza almeno di poter fare un po' di moto con aria libera di campagna, unico rimedio che mi possa giovare, secondo il parere del signor medico e secondo ciò che io stesso ho sperimentato altre volte. L'Eccelenza Vostra mi condoni di grazia l'importunità, usi della solita sua bontà e commiserazione per un infelice che da tre anni geme e sospira la perduta libertà; so che è pietoso il di lei cuore, epperò mi basta il rammentargli lo stato mio ed umilmente di bel nuovo, raccomandandomi col più profondo rispetto, mi do l'onore di sottoscrivermi dell'Eccelenza Vostra umilissimo, divotissimo ed obligatissimo servitore

D. Dalmazzo Vasco

Ivrea, addì 9 luglio 1771.

31. A Giacomo Bertolotti [?]
(Mondovì, maggio 1777)

Eccelenza,

avendo il conte Vasco saputo che la contessa di lui moglie è stata ne' scorsi giorni in Torino per sollecitare e promovere le sue istanze, si dà l'onore di rapresentare a Vostra Eccelenza che la sua condizione, d'altronde infelicissima, rendesi a questo riguardo viepiù deteriore, qualora può la di lui moglie a suo bel agio costì portarsi in persona

31. Inedita. Il Bertolotti era dal 1° gennaio 1774 primo ufficiale della Segreteria di Stato. Il governatore di Mondovì, conte Brignon di Costigliole, nel trasmettere questa lettera alla Segreteria di Stato, dice: « Avendomi il signor conte Vasco presentata la qui unita supplica con premurose istanze di trasmetterla all'Eccellenza Vostra, non ho stimato di potermi dispensare dal compiacerlo. Non giudico però per me a proposito di prendere altra parte nelle istanze del detto signor conte, mettendo il tutto nella di lei prudenza » (cfr. Archivio di Stato di Torino, *Lettere di particolari*, mazzo 121, fasc. *Lettere scritte al ministro dal conte Brignon di Costigliole*).

a dare ai fatti quel sinistro colore ed aspetto che possa produrle vantagio e non è intanto al rapresentante permesso di portarsi ad informare i regii delegati e che la sola persona che possa promovere le di lui istanze, vale a dire il di lui fratello, è troppo occupato al regio servizio per potervi seriamente attendere; quandoché i predetti regii delegati, trattandosi massimamente di questioni per la maggior parte di puro fatto, se venissero a voce informati e chiariti, potrebbero assai più facilmente le medesime terminare, giaché si lusinga il rapresentante che siano note all'Eccelenza Vostra le prove esuberanti anzi che no da esso date delle sincere sue disposizioni all'accomodamento.

Per ciò, confidando esso nella somma bontà di Vostra Eccelenza, ardisce suplicarla degnarsi di esporre umilmente al regio piede le dianzi dette sue rapresentanze ed implorargli dalla reale clemenza la restituzione della preziosissima reale grazia e di quella civile libertà di cui godono felicemente tutti gl'altri sudditi e vassalli della Maestà Sua; lo che spera di ottenere mercé l'autorevolissima prottezzione di Vostra Eccelenza alla quale con profondo rispetto quanto più sa e può si raccomanda

D. Dalmazzo Vasco

32. A UN IGNOTO
(Bastia del Tanaro, 7 maggio 1778)

Très cher ami,

je vous envoye un minuet de façon champêtre avec une allemande[1] pour votre bal; je vous prie d'y faire donner un coup d'oeil par monsieur Roussetti[2], car dans les accompagnements pourroit y avoir quelques notes mal placés. Je vous souhaite beaucoup d'amusement et, vous priant de faire agréer mes très humbles respects à madame votre épouse, je vous embrasse de tout mon coeur et suis avec le plus inviolable attachement, très cher ami, votre très humble et très affectioné serviteur et ami

Vasco

Bastie, ce 7 may 1778.

32. Inedita.

1. La *danse allemande*, parte dell'antica *suite* francese, fu adottata dai compositori tedeschi ai primi del '700; come danza vera è più recente.

2. Forse si tratta del musicista François Antoine Rosetti [ma, Roessler] nato nel 1750 in Boemia.

33. A Giacomo Bertolotti [?]
(Mondovì, marzo 1779)

Illustrissimo signore,

il conte Vasco si dà l'onore di rapresentare a Vossignoria illustrissima che già da più anni s'affatica per mettere in sesto il suo patrimonio e sodisfare i creditori; ma, quantunque abbia di già ottenute dalla reale clemenza tre regie patenti per alienare la cassina primogeniale che possiede sul territorio di Pinerolo, tutto fin ora gli riesce inutile, né altro si fa che accrescere senza profitto soverchie spese; e ciò non per altro se non se perché non può esso trasferirsi alla capitale a superare e sciogliere le difficoltà e sollecitare gl'affari. Intanto si trova sempre più angustiato dai creditori, i quali tentano anzi di fargli alienare la cassina di Deyson, posta nel territorio della Bastia, il migliore, il più cospicuo e il più antico effetto del suo patrimonio, lo che sarebbe certamente una totale rovina. Oltre di ciò ha esso cinque liti ventilanti avanti i supremi magistrati, le quali vertono già da più anni e queste pur anco gli sono di una ben grave spesa ed esiggono la personale sua assistenza per tutti i riguardi.

Per ciò ardisce suplicare Vossignoria illustrissima a volersi degnare di far pervenire al regio ministro le dianzi esposte circostanze, accioché dalla pietosa bontà del medesimo esposte ed umiliate al regio piede gli ottengano dalla reale clemenza il sospirato permesso di trasferirsi a Torino per dar fine ai suoi interessi e alle sue liti, lusingandosi che la sua condotta sia abbastanza regolare per non frapporre ostacolo alle reali grazie.

D. Dalmazzo Vasco

33. Inedita. Il governatore di Mondovì, conte Brignon di Costigliole, nel rimettere alla Segreteria di Stato questa lettera dice: « Questo signor conte Vasco mi ha rimessa la qui unita rappresentanza, pregandomi di trasmetterla all'Eccellenza Vostra. Sebbene sia la medesima diretta ad ottenere ciò che già più d'una volta gli venne negato, non credo che a me s'aspetti chiudergli il passo, massimamente che di presenti non ho di che lagnarmi di lui, il quale vive una vita ritirata, attendendo veramente a se stesso. Se vi fosse pertanto luogo a compiacerlo, io non ho che opporci ed egli ne avrebbe infatti bisogno, affine di sbrigarsi dalle nomate faccende e dar sesto a suoi affari » (cfr. Archivio di Stato di Torino, *Lettere di particolari*, mazzo 121, *Lettere scritte al ministro dal conte Brignon di Costigliole*). In alto sulla lettera è scritto: « La Maestà Sua non stima d'aderire alla domanda del ricorrente ».

34. A Cesare Beccaria
(Mondovì, 4 luglio 1780)

Carissimo amico,

saprete forse che è uscito alla luce in Torino un libro, il quale ha per titolo *Saggio intorno diverse opinioni di alcuni moderni politici sopra i delitti e le pene* dell'avvocato Francescantonio Pescatore[1]. Esso ha intrapreso di combattere tutte le luminose verità che voi avete dimostrate nel vostro trattato *Dei delitti e delle pene*, in somma egli è l'apologista della tirannia, egli ha l'impudenza di appropriarsi un carattere filosofico, mentre che in tutto il suo libro non vi è un sillogismo. Il sciocco giornalista di Torino ne fa un grandissimo elogio[2] e l'ho veduto riccopiato in alcuni avvisi. Mi sembra che pel bene della umanità (quantunque esso non meriti per se medesimo l'attenzione dei saggi) sarebbe cosa utile lo smascherare i suoi sofismi. Voi sarete probabilmente troppo occupato per poter aplicare a questo, epperò vi offerisco la debole mia penna, o per forma di estratto da inserirsi negl'« Estratti di letteratura », o per forma di trattato in confutazione, come più vi aggraderà. Felice me, se mi riesce di potervi una qualche volta dare una prova dei sentimenti di vera amicizia e di sincera e viva riconoscenza che vi professo. Vi prego di ricordarmi al carissimo Verri e a tutti gl'amici. Conservatemi la preziosa vostra amicizia. Mi lusingo che possa meritarla da voi chi vivrà sempre vostro sincero ed affezionatissimo amico

D. Dalmazzo Vasco

Mondovì, addì 4 luglio 1780.

35. A un ignoto
(Torino, 21 dicembre 1787)

Amico carissimo,

mi rallegro sommamente della salute da voi ricuperata e vi ringrazio delle notizie recatemi, intorno alle quali dirò che dall'abbate Massimino abbiamo avuta la notizia che il forno (qual era d'Ettore Vivalda perché al medesimo nel 1636 ceduto dal pressidente Vivalda

34. Pubblicata da F. Venturi in: *Illuministi italiani. Riformatori* ecc. cit., pp. 864-865.

1. Uscì nel 1780 presso Giammichele Briolo.

2. Cfr. il « Giornale di Torino e delle provincie », nn. 23 e 24 del 9 giugno e 16 giugno 1780.

35. Inedita.

in cambio di Castellino) è quello istesso che Massimino ha venduto a Ghesio e casa Massimino l'ebbe da certo canonico Vivalda, il quale probabilmente sarà stato figlio del Steffano Vivalda, e così erede mediato dell'Ettore. Ora voi dovete cercare chi fosse questo canonico Vivalda, il quale mi dice l'abbate Massimino avere ancora egli conosciuto quando era ragazzo, sebbene fosse il medesimo allora assai vecchio, e sapere chi sia stato l'erede di questo canonico, affine di poter visitare le scritture di questa eredità, nelle quali si dovrebbe trovare una certa instanza che Ettore Vivalda produsse nella lite col presidente di data antichissima; tutto il rimanente non importa: avuta la notizia suddetta mio fratello procurerà di farvi dare la commissione del ministero.

Abbracciate tutti di casa vostra per me e per l'abbate, come abbracciamo voi. Addio, carissimo, tutto vostro affezionatissimo amico

D. Dalmazzo Vasco

Torino, addì 21 dicembre 1787.
Buone feste.

36. A Gioachino Grassi di Santa Cristina
(Torino, dicembre 1789)

Carissimo,

eccovi due fogli del supplemento al « Giornale scientifico-letterario »[1] in cui trovasi alla pag. 354 un estrattino della vostr'opera e alla pag. 361 le vostre osservazioni intorno ai spropositi della « Biblioteca oltremontana ». Vedrete che ho soppresso alcune osservazioni vostre ed ho fatto qualche cambiamento in alcun'altra. Benché sia stato mio il pensiero di scorgervi nella storia che dal capo 103 del Sinodo del Calagrano comprendevasi essersi fatto nel 1491, con tutto ciò ho stimato bene di farvi dire ch'era un errore vostro, perché agli occhi del pubblico tutto ciò che è stampato in quel hbro, buono o cattivo, è vostro e poi che nessuno essendo infallibile, la correzione d'un proprio errore è cosa che dà anzi credito all'autore: finalmente piacquemi di

36. Pubblicata da C. Danna, *Intorno il monumento a Giambattista Vasco*, Torino, 1862, p. 40.

1. Nel « Giornale scientifico letterario e delle arti di una società filosofica di Torino », Torino, Stamperia Reale, 1789, supplemento al tomo IV, pp. 354-357, trovasi la recensione dell'opera del Grassi, *Memorie istoriche della chiesa vescovile di Monteregale dall'erezione del vescovato sino a' nostri tempi*, Torino, Stamperia Reale, 1789 e, alle pp. 361-376, le *Osservazioni del canonico Grassi sovra l'estratto della sua opera, uscito in due articoli nella « Biblioteca oltremontana » 1789, settembre e ottobre.*

far avvertire che il giornalista con tanta buona volontà di cercare errori nel vostro libro ha copiato anzi che correggere quello ch'era un errore evidente, attesa la contradizione con quanto si era detto poc'anzi. Per riguardo al modo di conciliare quella contradizione, l'errore di stampa da voi suggerito non mi è sembrato plausibile e vi ho sostituito quella spiegazione che vi troverete, la quale ha molta verosimiglianza.

Sono meravigliato che da Roma non sia venuto ancora né libro né raccomandazione e molto più che gli autori dell'« Effemeridi »[2] avendone avuto una copia dall'abate Turris non abbiano dato contezza della vostr'opera nei loro fogli. Scrivendo a Turris potreste dargli qualche testo su questo punto.

Vi ringrazio delle notizie mandatemi per riguardo ai lanifizii e mi farete sempre cosa grata a mandarmene delle altre, particolarmente d'Ormea. Mio fratello sta studiando le conclusioni della causa di Castellino, che gli sono contrarie, ma non ci scoraggiano. Egli vi saluta col vostro fratello. Addio.

2. Le « Effemeridi letterarie di Roma » pubblicarono la recensione dell'opera del Grassi nel 1790 (vol. XIX, pp. 37-39) in tono molto elogiativo.

XIV.

SONETTO

Sonetto [1]

Caro Manero, avete pur pigliato
legna verde 'sta volta ad abrucciare,
di più vi siete a me raccomandato,
che non ho brace e guasto ho il focolare.

D'una che ha già il mondaccio abbandonato
che va all'altare sol per professare
e che nell'anno poi del noviziato
nessun dal mondo mai venne a tentare,

Che quando si è nel chiostro rinserrata
per tutta consacrar se stessa a Dio
l'hanno i poeti al terzo cielo alzata.

Quando avrò detto ch'ebbe un bel desio,
ella ha pur fatto ben s'era chiamata.
A dir di più non giunge l'estro mio.

D. Dalmazzo Vasco

1. Inedito e non databile. Prima dell'ultima terzina è scritto e cancellato:
Che in fin lontana è già dal mondo nostro,
si può dir che fa ben s'era chiamata,
ma a dir di più non giunge l'estro mio.

SONETTO

Caro Manero, avete pur pigliato
legna verde sta volta ad abrucciare,
di più vi siete a me raccomandato,
che non ho brace e guasto ho il focolare.

Pure che ha gia il mondo abbandonato
che va all'altro sol per professare
e che nell'anno poi del novisiato
nessun dal mondo mai venne a tentare,

Che quando si è nel chiostro rinserrata
per tutta consacrar se stessa a Dio
l'hanno i poeti al terzo cielo alzata.

Quando avrò detto ch'ebbe un bel desio,
ella ha pur tanto ben s'era chiamata.
A dir di più non giunge l'estro mio.

D. Dalmazzo Vasco

1. Inedito e non databile. Prima dell'ultima terzina è scritto e cancellato:
Che in fin lontana è già dal mondo nostro,
si può dir che fa ben s'era chiamata,
ma a dir di più non giunge l'estro mio.

NOTA CRITICA

L'interesse storiografico sul riformatore piemontese Dalmazzo Francesco Vasco varcò i limiti delle sommarie annotazioni contenute in studi regionali ottocenteschi ad opera dell'entusiastica presentazione di Piero Gobetti, pubblicata nel volume *Risorgimento senza eroi* nel 1926: « L'enciclopedista per eccellenza, il riformatore, il Verri piemontese è il conte Francesco Dalmazzo Vasco »[1]. Due anni dopo, in una tesi di laurea presentata all'Università di Torino, Ernestina Dulio raccoglieva i risultati di una ricerca d'archivio, premessa indispensabile per la conoscenza della personalità del Vasco, formatasi in un ambiente ristretto, repressa da lunghi anni di prigionia ed esprimentesi in opere rimaste in gran parte inedite[2]. Infine un'interpretazione chiara ed illuminante, condotta sulla base di nuove e fondamentali acquisizioni, è emersa in anni più recenti dagli studi di Franco Venturi[3].

A cagione delle particolari vicende della sua vita che si impennano in contrasti più o meno pericolosi con le autorità costituite, il *curriculum* del Vasco è rivelato soprattutto da documenti ufficiali esistenti presso l'Archivio di Stato di Torino. Tra questi contrasti, che portano il Nostro a situazioni sempre più penose per la sua libertà personale, si dispiega, strettamente collegata, la sua attività di scrittore instancabile, sagacemente volto a cogliere gli indirizzi più moderni della cultura del suo tempo e ad inserirsi in essi con entusiasmo inestinguibile e con finalità non soltanto teoriche, ma pratiche. E saranno appunto questi tentativi di realizzazione pratica a condurlo ad una prigionia di molti anni, la quale non riuscirà tuttavia ad indebolire la sua mente, sempre occupata nell'analisi dei problemi più importanti del suo tempo, né a togliergli la fiducia nella possibilità di ulteriori tentativi.

1. Cfr. P. GOBETTI, *Risorgimento senza eroi. Studi sul pensiero piemontese nel Risorgimento*, Torino, 1926, pp. 86-91. È la prima edizione postuma di scritti lasciati in abbozzo; le pagine dedicate al Vasco si trovano in un capitolo che, alla morte di Gobetti, risultava già pronto per la stampa.

2. La tesi di laurea di E. DULIO fu pubblicata col titolo: *Un illuminista piemontese. Il conte D. F. Vasco. Con documenti inediti*, Torino, 1928. Precedente all'opera della Dulio, che lo segnala, è il lavoro di M. CHIARAMONTI, *D. F. Vasco e l'ambiente in cui visse*, Norcia, s. d.

3. Cfr. F. VENTURI, *D. F. Vasco (1732-1794)*, Paris, 1940; *Illuministi italiani. Riformatori lombardi, piemontesi e toscani*, a cura di F. VENTURI, Napoli, 1958, pp. 811-879.

Dalmazzo Francesco nacque a Pinerolo, il 17 ottobre 1732 da una nobile famiglia, che prese nome nel secolo XI dal feudo di Vasco, paese sulle colline del Monregalese. Il padre Giuseppe Nicolò, titolare del feudo della Bastia di Tanaro, passato poi per diritto di promogenitura al Nostro, era uomo di legge, divenuto successivamente intendente della provincia di Pinerolo, maggiordomo del re di Sardegna nel 1733, primo collaterale della Camera dei conti nel 1737 e commendatore dell'ordine mauriziano [1]. La madre, Cristina Angelica Misseglia, pinerolese, figlia del governatore di Cuneo, fu donna di lettere ed iniziò i figli allo studio del latino. Dalmazzo, primogenito della famiglia, ebbe quattro sorelle e sei fratelli, di cui Teresa e Giacinta, monache, Giambattista e Clemente, domenicani, Nicolò, militare, e Giulio, con il quale nel 1807 si spense la famiglia [2].

Il Nostro, insieme con il fratello Giambattista, il futuro economista a lui minore di un anno, si dedicò agli studi legali presso l'Università di Torino (dove in quegli anni insegnava il Chionio, allontanato più tardi per le sue dottrine giurisdizionalistiche), conseguendovi la laurea *in utroque iure* il 7 giugno 1748 [3].

Documenti d'ufficio ce lo presentano nel 1758 in atteggiamento di critica pericolosa contro le autorità locali [4]. E non era al primo urto, perché nella relazione del senatore Cuchi [5] presentata al re si legge che il Vasco aveva già « sofferto l'aresto per due volte, uno nella cittadella di Torino e l'altro nel forte di Ceva, dandolo per autore delli racorsi datti contro il già signor preffetto Coppario, antecessore di detto signor preffetto Vico ... che hanno datto luogo a transferire detto signor preffetto Coppario dall'ufficio di questa prefettura a quella di Mortara ». Come risulta dalla sua lettera al re del 17 luglio

1. Cfr. C. PATRUCCO, *Un intendente dimenticato della città di Pinerolo*, « Bollettino storico-bibliografico subalpino », III, 1897, n. 1, pp. 1-5.

2. Cfr. A. MANNO, *Il patriziato subalpino*, Ms., Torino, Biblioteca Reale, vol. 31, pp. 110-114; « Biblioteca oltremontana » (Torino), 1789, vol. IV, pp. 89-90; C. DANNA, *Intorno il monumento a G. B. Vasco*, Torino, 1862; *Bozzetti biografici d'illustri Mondoviti. Giambattista Vasco*, « Il Vasco. Foglio settimanale del circondario di Mondovì », II, 1870, n. 9, sabato 26 febbraio. Il certificato di nascita del Nostro trovasi nella parrocchia cattedrale San Donato di Pinerolo, *Registro dei battezzati*, 1732, p. 62.

3. Il certificato di laurea del Nostro si trova presso l'Archivio dell'Università, *Atti pubblici di licenza e laurea in legge*, 1743-1748, p. 234.

4. Cfr. *Rappresentanze ed altre scritture riguardanti l'imposture fatte dal conte Vasco della Bastia contro l'avvocato fiscale provinciale Ordano, inquisito d'aver consultato li fratelli Giovan Battista et Andrea Borsarelli a pro del detenuto Giovan Antonio Giola del detto luogo della Bastia*, 1758, Archivio di Stato di Torino (che citerò in seguito con AST), *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 7, n. 12.

5. Cfr. *Relazione ai capi da umiliarsi a Sua Maestà delle stragiudiciali notizie prese nella città del Mondovì e delli mezzi pratticati per averle a tenore delli reali comandamenti dei quali nella lettera della Secretaria di Stato delli affari interni delli 8 agosto 1758* (AST, *Provvidenze economiche* cit).

1758 [1], il Vasco accusa l'avvocato fiscale Ordano di proteggere « publicamente li birbanti ». Questa accusa, se non si risolvette per il Vasco in una pena detentiva, gli fruttò tuttavia un'ammonizione severa da parte del sovrano, il quale gli fece comunicare « quanto disdicevole cosa sia ad un cavaliere di nascita, allenato ed instrutto nelle lettere, avanzare al sovrano fatti men veri ed intaccanti la condotta d'un ufficiale di giustizia patentato da Sua Maestà », invitandolo ad essere « più circospetto in avenire dal prendere impegni » e ad « impiegare più utilmente li suoi talenti con attendere seriamente allo studio per rendersi capace di meritare la grazia del sovrano, quando si compiacerà ammetterlo al suo servizio » [2]. Fu inoltre costretto a pagare le spese per il sopralluogo governativo affidato dal re al senatore Cuchi, la cui relazione rivela, tra l'altro, il prestigio di cui godeva il Vasco in Mondovì, « stante il numero e qualità de' parziali e parenti che si trova avere nella medesima città, oltre che viene dalli altri communemente temuto in essa ».

Nell'ambiente provinciale il Vasco si dilettava in esercizi letterari, scrivendo versi ed altre operette, di cui si ha notizia dalle rime dell'avvocato Antonio Bassi, che contengono due composizioni dal titolo: *Capitolo al conte F. D. Vaschi del Mondovì* e *In risposta al conte F. D. Vaschi che in una sua canzone fece parlare il callo* [3]. Inoltre nella *Storia della poesia in Piemonte* del Vallauri sono attribuiti al Vasco un sonetto piemontese, molti sonetti italiani ed alcune commedie in prosa esistenti a quel tempo manoscritti presso l'Archivio capitolare di Mondovì; il Vasco avrebbe inoltre pubblicato due sonetti ed una canzone per Monsignor Rolfi in Mondovì, presso il Rossi, senza indicazione di data e *Versi per l'incoronazione di N. S. di Mondovì* nel 1782 [4]. Di questa produzione ci rimane soltanto un sonetto senza data, rinvenuto tra gli autografi del Cibrario a Torino [5].

Dopo la vicenda del 1758, che rivela nel Vasco un temperamento incapace di inserirsi tradizionalmente nella vita pubblica di uno Stato assolutistico, non si hanno più notizie della sua attività sino al 1765, anno in cui, scrivendo al Rousseau, lo pregava di prendere in esame la *Suite du Contrat social* [6], trattato di legislazione per la Corsica, concepito come « un plan d'exécution » dei principi contenuti nell'opera del Ginevrino ed inviato colà per contri-

1. Cfr. AST, *Provvidenze economiche* cit. La lettera del Vasco si trova qui alla p. 625.

2. Cfr. la lettera del conte Nomis di Pollone Bonaventura, avvocato patrimoniale del re di Sardegna, in data 26 settembre 1758 (AST, *Provvidenze economiche* cit.).

3. Cfr. L. A. Bassi, *Rime piacevoli*, Torino, 1757, pp. 7-15, 82-83.

4. Cfr. T. Vallauri, *Storia della poesia in Piemonte*, Torino, 1841, vol. II, p. 473. La Biblioteca del Seminario di Mondovì è attualmente priva di catalogo e in disordine. In essa ho potuto trovare solo due annate del giornale « Il Vasco ». Nella Biblioteca Civica, in cui ho rinvenuto altre cose pertinenti al Vasco, nulla si trova della sua produzione letteraria.

5. Qui alla p. 665.

6. Il manoscritto è stato rinvenuto da F. Venturi nella Biblioteca di Neuchâtel tra i *Papiers de Rousseau*; qui alle pp. 7-49.

buire « au bonheur » degli abitanti dell'isola che, colla loro coraggiosa ribellione, si dimostravano in quegli anni degni del lusinghiero giudizio di Rousseau [1]. Con quest'opera il Vasco, sin'allora circoscritto nell'ambito della vita culturale di una provincia che in passato aveva goduto di un certo prestigio, si inserisce nel vivo della cultura europea e delle dispute del tempo. Mancano purtroppo notizie e documenti testimonianti la sua precedente evoluzione culturale. La lettura della *Suite* rivela una personalità già formata, nutrita delle dottrine più avanzate del suo tempo e aperta su un ampio orizzonte culturale. Rivela altresì una caratteristica, che rimarrà fondamentale nella sua attività di scrittore politico: quella di affrontare problemi già formulati, almeno a grandi linee, dai pensatori più radicali del suo tempo. Dire questo non significa negare al Vasco originalità, ma sottolineare che essa sta appunto in questa sua rapida, immediata assimilazione di problemi nuovi e nella rielaborazione altrettanto rapida di essi attraverso esperienze personali e motivi occasionali di sviluppo.

Come la conoscenza del pensiero di Rousseau lo aveva portato ad applicarne i principi in relazione ad un problema – quello della legislazione per la Corsica – in ordine al quale intendeva agire anche in via pratica, come si dirà in seguito, e a presentarsi al suo ispiratore con la speranza di allacciare rapporti di corrispondenza e amicizia, così la conoscenza della vitalità della tematica dibattuta nell'ambiente lombardo dal circolo del « Caffè » lo spinge a ricercare l'amicizia dei Verri e del Beccaria. Alcune lettere scritte dal Vasco al Verri tra l'autunno del '65 e la primavera del '66 [2] rivelano la stessa esigenza, già manifestata nei confronti di Rousseau, di fare suoi i principi espressi dal circolo lombardo e di applicarli in opere che, in una certa misura, ne rappresentassero un ulteriore sviluppo.

Pietro Verri aveva pubblicato a Livorno nel 1763 l'opera *Meditazioni sulla felicità*, che suscitò l'opposizione di Ferdinando Facchinei, il quale nel 1765 pubblicò a Venezia le sue *Note critiche*. Questa fu l'occasione per il Vasco di dimostrare al Verri l'adesione ai suoi principi ed il desiderio di entrare in amicizia con lui. Scrisse la *Risposta d'un amico piemontese alle Note critiche sulle Meditazioni sulla felicità*, in cui rivela la sua familiarità con le idee di Locke, Helvetius e Condillac e nelle quali attacca il cieco conformismo dell'autore delle *Note* con risposte ironiche ed aspre nello stesso tempo, le quali, anziché rendere un servizio all'autore delle *Meditazioni*, rischiavano di mettere in pericolo l'intenzione del Verri di non suscitare polemiche proprio nel momento

1. Cfr. J. J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, Amsterdam, 1762, libro II, capo X, in cui è detto: « V'è ancora in Europa un paese capace di legislazione: è l'isola di Corsica. Il valore e la costanza con cui questo popolo ha saputo ricuperare e difendere la sua libertà meriterebbero proprio che qualche uomo saggio gl'insegnasse a conservarla. Ho il presentimento che un giorno questa piccola isola meraviglierà l'Europa ».

2. Sono cinque lettere, datate 4 ottobre e 23 ottobre 1765, 1° gennaio, 23 aprile e 4 giugno 1766; qui alle pp. 628-631.

in cui si prospettava un inserimento attivo dei riformatori lombardi nell'amministrazione dello Stato. Nonostante queste divergenze circa l'opportunità di pubblicare la *Risposta* del Vasco, questa uscì a Milano nel 1766, contemporaneamente ad un'altra sua opera, *Delle leggi civili reali* [1], che segna l'accostamento teorico del Vasco alle posizioni del Beccaria.

Già nella lettera al Verri del 4 ottobre 1765 [2] il Vasco dichiarava di accingersi a seguire i principi del Beccaria sul piano delle leggi civili reali, le quali, mal formulate e in contrasto con le esigenze della vita sociale contemporanea, necessitavano di una radicale riforma. L'opera del Vasco ebbe una certa fortuna. Il Verri ne pubblicò una recensione nell' «Estratto della letteratura europea» del 1766, sottolineando che il libro « non è lavorato con quella attenzione che possa appagare chiunque; vi scorgerà il lettore della negligenza nell'ordine e nello stile, né l'autore si è adoperato su questa materia quanto si richiedeva per ben esaurire le molteplici viste che si presentano »; concludeva tuttavia che « delle mire plausibili ed utili ve ne sono, e certamente ci somministra qualche parte di materiale alla compilazione d'un nuovo codice, il quale da secoli aspetta la generazione umana. Vi si richiede a ciò fare una singolare combinazione, un giureconsulto filosofo che abbia entusiasmo per il ben pubblico e che possieda la stima del sovrano a segno di non temere tutti gli attacchi di quella folla di persone che traggono profitto dai mali attuali della società » [3]. Il toscano Giuseppe Pelli, il 17 maggio 1767, scriveva al Beccaria: « Caro signor marchese, è ben ristretto il cerchio degli uomini che sanno ancora pensare. Nell'Italia Milano ne ha più di ogni altra città. Ho letto ancora un libretto uscito costà nell'anno scorso *Delle leggi civili reali*. Chi lo ha scritto? Benché non sia né i fratelli Verri né Beccaria, nonostante mostra della capacità grande e bramerei saperne il nome » [4]. Un altro elogio dell'opera è contenuto nel « Journal encyclopédique » del 15 aprile 1768 [5], e una discussione su taluni punti trattati dal Vasco si trova nell'opera del fratello Giambattista, *La felicità pubblica considerata nei coltivatori di terra propria* [6] e nel *Saggio sopra la politica e la legislazione romana* del conte Botton di Castellamonte [7]. L'opera del Vasco fu tradotta in francese e pubblicata a Yverdon

1. La *Risposta* si trova qui alle pp. 51-105 e *Delle leggi civili reali* alle pp. 107-148.

2. Qui alle pp. 628-629.

3. Cfr. « Estratto della letteratura europea » (Yverdon), 1766, tomo II, aprile-giugno, pp. 191-204.

4. Milano, Biblioteca Ambrosiana, *Carte Beccaria*, 232, cartella II, n. 135. L'opera del Vasco è ancora citata dal Pelli nelle note da lui apposte al libro di J. BERTRAND, *Saggio nel quale si esamina qual debba esser la legislazione per incoraggire l'agricoltura e per favorire in rapporto a questa la popolazione, le manifatture ed il commercio*, Lucca, 1767, p. 25.

5. Alle pp. 22-36.

6. Brescia, 1769, parte II, capo VI.

7. s. l.. 1772, p. 80. Cfr. anche le recensioni pubblicate in « Biblioteca moderna », 28 novembre 1767, pp. 381 e segg.; « Gazette littéraire et universelle de l'Europe », 30 maggio 1768, pp. 129-140.

nel 1768 col titolo *Des lois civiles relativement à la propriété des biens*, con note del De Felice. Il Pilati, che recensì questa traduzione nel « Giornale letterario » di Coira nel 1768, loda peraltro più l'autore delle note che quello del libro [1]. Il Vasco nelle note a Montesquieu cita una seconda edizione di quest'opera a me ignota, cui sembra far cenno anche in una lettera [2].

Mentre si pubblicavano questi suoi scritti, il Vasco era già impegnato nei preparativi per un tentativo di inserimento tra i ribelli còrsi, allo scopo di fornire loro non soltanto il piano di legislazione più opportuno per l'isola, ma altresì aiuti materiali di mezzi bellici e di uomini in grado di dare un contributo risolutivo alla situazione in corso. Che fin dal 1765 si occupasse di questo affare risulta non soltanto dalla stesura già effettuata della *Suite du Contrat social* ed inviata al De Paoli, come egli stesso scrive al Rousseau, ma anche da altri documenti. Un mercante di Mondovì residente a Livorno, di nome Paolo Lanzone, era stato incaricato dal Vasco di portare al De Paoli il piano legislativo. Sarebbe stata intenzione del Nostro di mettersi a capo dell'isola a mezzo di questo aiuto teorico e con l'approvazione del generale, il quale però non dette peso alla proposta [3]. Il partito isolano che osteggiava il De Paoli (« car on ne l'aime plus, on le craint seulement, et dans le fond on le hait à cause des tyrannies qu'il a exercé ») avrebbe offerto la direzione del tentativo insurrezionale al Vasco, il quale accettò a condizione di assicurarsi l'appoggio di qualche potenza. A questo scopo entrò in rapporti con l'ambasciatore inglese a Torino, Henry Sherdley, al quale indirizzò una memoria illustrativa della situazione còrsa [4]. Sarebbero state necessarie cinque navi da guerra e altre da trasporto, tre o quattromila uomini di truppa con relativi approvvigionamenti e quaranta cannoni. In cambio di un aiuto finanziario inglese, il Vasco si proponeva di cedere all'Inghilterra la franchigia nel porto di Bonifacio e un trattato di alleanza reciproca. Gli uomini sarebbero stati forniti dall'ideatore del progetto e così pure le navi, mentre i cannoni avrebbero dovuto essere forniti dall'Inghilterra. « Il s'agit de rendre heureux un peuple qui le mérite, ayant montré tant de courage pour recouvrer et conserver sa liberté. Il est de la grandeur et de la vertu anglaise de s'y prêter et d'ailleurs l'auteur se flatte d'avoir proposé un contrat utile à l'Engleterre, puisqu'elle est

1. Tomo IV, pp. 130-134. Cfr. anche « Göttingische Anzeigen von Gelehrten Sachen », 108 Stück, 8 settembre 1768, p. 887.

2. Cfr. le *Note* al Montesquieu n. 109, 111, 125, 133, 174, 426, 614, qui alle pp. 230, 231, 238, 252, 328, 398. Nella lettera al fratello Giambattista in data 1° ottobre 1768 dice: « Se nel plico da Roma vi venisse *Delle leggi civili reali*, avrei piacere di dargli una ripassata prima della stampa ». Non ho reperito tale edizione.

3. Cfr. la lettera di Paolo Lanzone all'avvocato G. B. Mazè, primo ufficiale della Segreteria di Stato di Torino (AST, *Lettere di particolari*, mazzo 17, fascicolo *Torazza, maggiore di Mondovì*).

4. Cfr. la lettera di H. Sherdley al duca di Richmond del 2 luglio 1766 con allegata la memoria del Vasco (London, Record Office, *State Papers*, 92-72); la memoria del Vasco si trova qui alle pp. 631-632.

par ce moyen plus en état de brider ses ennemis dans la Mediterranée ». Così si conclude la citata memoria.

In seguito a tali accordi, il Nostro si occupò del reclutamento degli uomini con l'aiuto del fratello Nicolò. Parte di essi avrebbero dovuto essere arruolati nel circondario di Mondovì e parte in Liguria. Un assalto al castello di Savona avrebbe dovuto fornire gli altri mezzi necessari [1]. Ma, mentre i due fratelli, con l'aiuto di un certo Bartolomeo Colombo di Mondovì, si occupavano del reclutamento delle truppe, Paolo Lanzone, con la citata lettera in data 12 agosto 1766, denunciava l'impresa alla Segreteria di Stato di Torino, la quale prendeva immediati provvedimenti. Il 26 agosto era già stato dato l'ordine di arresto per i due fratelli Vasco; anche il Colombo tradì [2] ed il maggiore Torazza, governatore di Mondovì, riuscì ad arrestare Nicolò il 1° settembre [3]. Dalmazzo riusciva invece a fuggire a Finale, poi a Savona, da dove si rifugiava a Livorno.

Il processo intentato contro i fratelli Vasco si limitò all'accusa della levata di soldati da utilizzare fuori dello Stato, senza menzione delle aspirazioni sulla Corsica [4]. Dal tenore delle lettere inviate dal Vasco alla corte di Torino durante la sua permanenza a Livorno [5] sembra trapelare che il re fosse a conoscenza dell'affare e che il provvedimento preso nei suoi confronti costituisse una giustificazione politica per escludere un'intesa della corte in un'impresa che, se fosse riuscita, sarebbe risultata vantaggiosa per il Regno Sardo. Molto più tardi, del resto, il Vasco stesso, nella *Difesa* redatta nel 1792 in seguito al suo secondo arresto [6], scriverà esplicitamente: « Sua Maestà non ignora e sa perfettamente che prima di nulla intraprendere in quell'affare mi sono portato dal fu cavalier Raiberti, il quale reggeva allora la Segreteria di Stato

1. Cfr. *Risultanze del processo formatosi contro li signori conte Dalmazzo Francesco e cavaliere Nicola, fratelli Vaschi, il primo commendatore della sacra religione et ordine militare de' santi Maurizio e Lazaro e l'altro già luogotenente nel reggimento provinciale di Mondovì, come inquisiti*, 1767 e 1768 (AST, *Materie criminali*, mazzo 9 da ordinare).

2. Cfr. *Risultanze del processo* cit.

3. Cfr. la lettera del 2 settembre 1766 (AST, *Lettere di particolari*, mazzo 17, fascicolo *Torazza, maggiore di Mondovì*).

4. Cfr. *Risultanze del processo* cit.

5. Sono quattro lettere, di cui le prime due indirizzate al Segretario degli interni e le altre tre al re Carlo Emanuele III in data 16 gennaio, 22 aprile, 24 giugno, 10 luglio 1767 (AST, *Risultanze del processo formatosi contro li conte e cavaliere fratelli Vaschi, inquisiti d'aver tentato di fare, senza la permissione di Sua Maestà levata di uomini ne' suoi reali Stati per estrarli da essi e condurli in alieno dominio in qualità di soldati, come altresì d'essere li medesimi partiti da Stati senza il regio permesso. Con diverse lettere e scritture sulle provvidenze economicamente dategli dalla Maestà Sua, tanto a riguardo de' predetti conte e cavaliere che della contessa Vasco, cioè il primo tradotto nel castello d'Ivrea, il secondo nel forte di Ceva e la dama, stante la di lei cattiva condotta, nel Conservatorio delle terziarie della Chiusa*, 1767 in 1771, (*Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8). Qui alle pp. 634-638.

6. Qui alle pp. 609-621.

esterna, e che io gli ho comunicata ogni cosa acciocché ne parlasse a Sua Maestà per averne l'approvazione. Dopo alcuni giorni il medesimo mi disse in risposta che Sua Maestà non era in senso nelle circostanze d'allora di prendere alcun impegno in questo genere, onde non poteva accordarmi un espresso gradimento, che, se la cosa avesse avuto buon esito (essendo di manifesto vantaggio alla corona), me ne avrebbe saputo buon grado, ma che, se fosse andata a vuoto, Sua Maestà avrebbe dovuto politicamente disapprovare in apparenza la mia condotta, onde prendessi su tale affare le mie misure. Uscito dalla Segreteria, mi recai tosto ai piedi di Vittorio Amedeo a rendernelo inteso (per questo dissi che Sua Maestà non ignora) e gli dissi che a me bastava che Sua Maestà nel suo cuore sapesse che io non era colpevole, ma bensì un suddito fedele ed affezionato al suo sovrano, e Vittorio Amedeo lodò il mio zelo ed io mi accinsi ».

Fuggito a Livorno, il Vasco, come si è detto, scrisse ripetutamente alla Segreteria di Stato e al re, protestando la sua innocenza ed implorando la grazia, lamentandosi inoltre della precaria situazione economica in cui era venuto a trovarsi a cagione della deliberazione sovrana di confiscare i suoi beni [1], della cattiva condotta della moglie, Maria Maddalena Faussone [2], della mancanza della benevolenza sovrana « nel ponto istesso ch'io mi lusingava di farmi un merito presso la medesima » [3]. In Livorno tuttavia il Vasco riuscì ad allacciare amicizie e ottenere aiuti. Egli stesso in una lettera riferisce: « se finora resisto alle mie disgrazie, lo debbo solo alle persone di merito, le quali col poco talento che Iddio m'ha dato e coi lumi studiando aquistati, mi è riuscito costì d'interessare a mio favore » [4]. Forse in questo periodo conobbe Pompeo Baldasseroni, al quale due anni più tardi scriverà una lettera pregandolo di interessarsi per la vendita di argento al De Paoli a nome della società piemontese di Francesco e Carlo de Mari, in cui era personalmente interessato [5].

I rapporti con i riformatori milanesi invece, in seguito alla sua disavventura còrsa, si allentarono. Nel carteggio di Pietro e Alessandro Verri è palese come l'atteggiamento imprudente del Vasco non potesse trovare simpatia presso i due fratelli orientati in ben altro senso nei confronti delle autorità costituite, tanto più che essi erano all'oscuro dei segreti approcci preliminari del Nostro presso la corte di Torino circa l'affare còrso. Per Pietro Verri il Vasco è uno

1. Cfr. *Risultanze del processo* cit. (AST, *Materie criminali*, mazzo 9 da ordinare).

2. Cfr. la lettera del Vasco del 16 gennaio 1767 al Segretario degli interni (AST, *Risultanze del processo* cit., *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8); qui alla p. 634.

3. Cfr. *Risultanze del processo* cit. (AST, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8); qui alle pp. 636-637.

4. Cfr. la lettera del Vasco del 24 giugno 1767 (AST, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8); qui alle pp. 636-637.

5. Cfr. la lettera del 14 febbraio 1769 (Biblioteca Estense di Modena, *Autografoteca Campori*); qui alle pp. 650-651.

sventato: « Egli perderà se stesso, e chiunque se gli attacca avrà da pentirsene, perché non ha testa » [1]. Gli stessi timori nutriva il Beccaria, il quale, come riferisce Alessandro Verri [2], di passaggio a Torino, « tremava di avere dei guai colla corte o di essere messo in prigione come amico del conte Vasco ».

Da Livorno il Vasco si trasferì a Roma nel 1768, « affine d'interporre qualche cardinale o principe verso la sua corte ». « Confida di accomodarla, ma non so chi si prenderà questa briga », scriveva Alessandro Verri, in quel tempo a Roma e in rapporti col Vasco, al fratello Pietro in data 6 febbraio [3]. E chi avrebbe dovuto prendersi questa briga, nell'intenzione del Vasco, era il cardinale Serbelloni, la cui raccomandazione egli sollecitava da Pietro Verri, amico della duchessa Serbelloni, cognata del cardinale, scrivendogli il 27 gennaio [4].

I tentativi del Vasco di trovare protezione presso la corte romana fallirono ed egli fu arrestato presso la fontana di Trevi in pieno giorno in mezzo alla curiosità dei passanti [5]. In data 11 maggio 1768 da Torino si scriveva al conte di Rivera, ministro sardo presso il Pontefice, di richiedere alla corte romana l'arresto del Vasco « per metterlo fuori del caso di ulteriormente proseguire la vita che si sa ch'egli ha menata ove trovasi dappoi alcuni mesi, del tutto disdicevole alla sua nascita ed alla croce di San Maurizio di cui si trova decorato » [6]. Nello stesso documento si legge: « Quando poi cotesta corte, per aderire alla richiesta, dimostrasse desiderare qualche lume men generico del reato di detto conte, Vossignoria illustrissima potrà in tal caso spiegarsi in voce col cardinale segretario di Stato, che si tratterebbe dell'attentato d'una levata ed estrazione di sudditi per servire fuori Stato: delitto, secondo le leggi di Sua Maestà, capitale ».

L'arresto del Vasco in Roma suscitò la riprovazione di Pietro Verri, il quale l'8 giugno scriveva al fratello Alessandro: « mi spiace ch'egli, uomo in qualche modo, benché pazzo, pure illuminato, sia prigioniero di quel re che ha tradito il povero Giannone e rovinato un canonista che sosteneva la tesi che ora ripetono tutti i gabinetti cattolici d'Europa... Se la filosofia non è armata d'autorità deve celarsi e, se non lo fa, la persecuzione è sempre

1. Cfr. la lettera di Pietro Verri in data 13 febbraio 1768 (*Carteggio di Pietro e Alessandro Verri*, Milano, 1923, vol. I, parte II, p. 172).

2. Cfr. la lettera di Alessandro Verri in data 13 marzo 1767 (*Carteggio* cit., vol. I, parte I, p. 305).

3. Cfr. la lettera di Alessandro Verri in data 6 febbraio 1768 (*Carteggio* cit., vol. I, parte II, pp. 172-173).

4. La lettera si trova qui alla p. 639.

5. Cfr. la lettera del Vasco al marchese di Fleury in data 9 agosto 1768 (AST, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8); qui alle pp. 640-642 e *Lettere ministri Roma*, mazzo 259, cc. 54, 63, 66.

6. Cfr. AST, *Lettere ministri Roma*, mazzo 259, Roma 1768-1769, *Registro delle lettere di Sua Maestà e del ministro al conte di Rivera ed al signor cardinale Albani.*

pronta ». E Alessandro aggiungeva: « Qualunque fosse la sua storditaggine, egli ha del merito »[1].

Nonostante la particolare situazione di disagio in cui si trovò durante il suo soggiorno livornese e romano, il Vasco non rallentò la sua attività di scrittore. Nel 1767 scrisse in Livorno, come egli stesso dirà molti anni dopo nella *Difesa*, il *Discorso sopra le imposizioni in uno Stato monarchico*, col quale suggerisce al sovrano (al quale intendeva offrire il lavoro, come risulta da una minuta di lettera[2]), i provvedimenti più opportuni per giungere ad una migliore distribuzione dei carichi erariali, attraverso deliberazioni delle assemblee locali, e ad un miglior sistema di esazione. Nello stesso anno rispondeva al quesito proposto nel gennaio dalla Società libera economica di Pietroburgo: « Est-il plus avantageux et plus utile au bien public que le paysan possède en propre des terres ou seulement des biens mobiliers et jusqu'où doit-il s'étendre le droit du paysan sur cette propriété pour qu'il en résulte au bien public le plus grand avantage? »[3]. La sua attività in questo periodo non si limitò soltanto a queste due scritture. Secondo Alessandro Verri, il Vasco aveva intenzione di inviare dissertazioni a Berlino e in Svezia; inoltre aveva scritto sugli affari del papa col re di Napoli « e forse a Tanucci perverrà il suo manoscritto »[4].

Il 1° agosto il Vasco giunge al castello d'Ivrea, dopo una breve permanenza in Castel Sant'Angelo e a Villafranca[5], e già in data 6 agosto la Segreteria di Stato scriveva al governatore d'Ivrea « esser intenzione di Sua Maestà che si richieda al signor teologo Tonso, canonico di codesta cattedra, a prestare la sua assistenza nella direzione spirituale del medesimo per fargli quelle istruzioni ed insinuazioni che saranno più proprie ad imprimergli veri sentimenti e massime di religiosità, di saviezza, di esemplarità e buon regolamento »[6]. Pochi giorni dopo, in una lettera al marchese di Fleury, ministro di Stato, il Vasco si lamentava dell'ingiusto arresto subito in Roma ed implo-

1. Cfr. le lettere dell'8 giugno e del 15 giugno 1768 e del 24 settembre 1768 (*Carteggio* cit., vol. I, parte II, pp. 306, 314 e vol. II, p. 49).

2. Il *Discorso sopra le imposizioni*, insieme alla minuta di lettera al figlio del re, si trovano in AST, *Carte Vasco*, J.b.IX.7. La minuta di lettera al figlio del re si trova nella seconda carta della traduzione di Montesquieu; qui alle pp. 153-167 e 638-639.

3. Cfr. AST, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (C); qui alle pp. 169-182.

4. Cfr. *Carteggio* cit., vol. I, parte II, pp. 173, 200, 227.

5. Cfr. AST, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8; *Lettere ministri Roma*, mazzo 259, Roma 1768-1769, *Registro delle lettere di Sua Maestà e del ministro al conte di Rivera e al cardinale Albani; Nizza giuridico*, vol. 1763-1769, n. 9, cc. 332, 333, 335, 336; *Corrispondenza Ministero interni*, serie prima, *Giuridico, Registri provvidenze sovrane relativi ai prigionieri e detenzioni in via economica* (che in seguito citerò più brevemente con *Registri prigionieri*), n. 2, cc. 375-376.

6. Cfr. *Registri prigionieri* cit., n. 2, lettera al governatore d'Ivrea 6 agosto 1768, c. 376 *r*.

rava la libertà [1]. Si sfogava inoltre col fratello Giambattista, cui fu sempre molto affezionato, anche per la grande affinità di interessi culturali che li univa, in due belle lettere in data 12 agosto e 1° ottobre 1768 [2]. La seconda è particolarmente importante come documento che attesta l'instancabile attività di pensiero del Nostro. In essa fa riferimento ad un manoscritto che avrebbe dovuto portare la data del 1767: si tratta della *Suite du Contrat social*, che egli stesso nella *Difesa* dirà di aver « tirato in netto » quando era a Roma, per la quale suggerisce una correzione in materia religiosa, giustificata da ragioni di prudenza [3]. Annuncia di aver quasi terminato la traduzione dell'*Esprit des lois* di Montesquieu [4] e di aver continuato l'opera *Riflessioni per un legislatore sopra le azioni e passioni umane* [5]. Gli scritti che accompagnavano questa lettera furono sequestrati dalla Segreteria di Stato, che, in data 29 ottobre scriveva al governatore d'Ivrea che, trovandosi in tali scritti i sentimenti e le idee tratte da « perniciosi autori e miscredenti filosofi », il re ordinava di « ritirare ogni altro scritto che possa ancor aver esso detenuto e tutti i libri che ritrovansi presso il medesimo, eccettuati solamente quelli che trattano di vera divozione e pietà e ch'ella potrà lasciargli con farmi tenere i scritti ed a prima occasione sicura i libri che gli avrà tolti, facendo poi vegliare che nulla possa uscire di quanto egli scriverà ». Si pregava inoltre il canonico Tonso di far sì che « deponga le idee false di cui ha la mente ingombrata » [6].

Gli scritti sequestrati furono trasmessi all'abate Berta, vicebibliotecario del re, il quale stese in proposito una relazione datata 6 dicembre 1768. Un'altra relazione, anonima e senza data, trovasi unita alla precedente [7]. Nella prima si prendono in esame i seguenti scritti: *Il filosofo cristiano alli deisti materialisti e spiriti forti*, di poche pagine, che il Berta crede copiate dal Formey [8]; il *Discorso sopra le imposizioni*, già citato, a proposito del quale il Berta sottolinea la pericolosità del richiamo continuo al « patto sociale »; la *Risposta* al quesito proposto dalla Società libera economica di Pietroburgo, della quale disapprova in particolare la frase: « Vi sono certi interessi i quali, essendo il risultato d'una lunga speculazione, non restano alla portata di tutto il mondo, come l'esercitare le virtù morali e sociali » [9]; le *Riflessioni sopra il libro Dei*

1. Cfr. la lettera del Vasco del 9 agosto 1768 (AST, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8); qui alle pp. 640-642.
2. Cfr. AST, *Provvidenze economiche* cit.; qui alle pp. 642-645 e 646-648.
3. La frase originale suona: « Je ne m'aviserai pas ni de blâmer, ni d'approuver ce qu'il [Rousseau] en a dit » (vedi qui la p. 26). La correzione proposta è la seguente: « Je me garderai d'approuver ce que Jean Jacques en dit; mais je n'entrerai pas en matière pour le confuter, car ce n'est pas ma tâche » (vedi qui la p. 647).
4. Cfr. AST, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (E); le note relative sono qui alle pp. 193-404.
5. Andata perduta.
6. Cfr. AST, *Registri prigionieri*, n. 2, c. 381 *v*.
7. Cfr. AST, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (F) e (G).
8. Cfr. AST, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (A), qui alle pp. 149-152.
9. Cfr. qui la p. 175.

delitti e delle pene [1], una breve scrittura di cui non si conosce la data precisa della stesura, ma che, essendovi annotata l'edizione del Beccaria del 1766, si colloca tra tale anno e il 1768, data della relazione del Berta, il quale sostiene che il Vasco « non adotta tutte le perniciose massime di questo libro, anzi in molte cose lo combatte fortemente, tuttavia non è immune egli medesimo da ogni taccia »; accusa inoltre il Nostro di seguire qui « le idee malsane di Puffendorf ». Circa la traduzione del Montesquieu, il Berta dichiara l'inopportunità di divulgare in Italia un'opera contenente « sentimenti poco favorevoli alla religione, alla monarchia e ad ogni ben stabilito governo », senza contare che il Vasco in molti luoghi « tien dietro a' di lui errori, anzi gli aggrava e conferma con perigliose note ».

La relazione anonima critica l'opera *Riflessioni per un legislatore sopra le azioni e passioni umane*, « concepita e formata tutta secondo le idee dei più famosi deisti de' nostri tempi, Helvetius, Rousseau e Voltaire », critica importante perché da essa si ricava in parte il contenuto dell'opera andata perduta. Questa relazione non sembra potersi attribuire al Berta, perché in essa si parla anche della traduzione di Montesquieu, ripetizione che non si spiegherebbe se quest'ultimo ne fosse l'autore.

Dalle lettere scritte dal Vasco dal carcere di Ivrea [2] è palese il suo assillo per la disastrosa situazione patrimoniale in cui versa ed è palese altresì l'intenzione di far leva sulla necessità di provvedere direttamente all'amministrazione dei suoi beni per ottenere la grazia del re, la quale gli viene concessa a poco a poco negli anni che vanno dal 1769 al 1785. Il 30 settembre '69 gli è consentito per motivi di salute di uscire dal castello per qualche passeggiata; il 27 ottobre 1770 ottiene il permesso di trasferirsi nella città di Ivrea ed il 16 novembre dell'anno seguente la libertà di movimento per tutta la provincia e, previo permesso, anche al di fuori della stessa. Il 4 settembre 1772 può fissare la propria residenza in Mondovì coll'obbligo di presentarsi ogni giorno al governatore, obbligo dal quale peraltro fu esentato a partire dal 1773 [3].

Quando il 21 febbraio 1773 sale al trono il nuovo re di Sardegna Vittorio Amedeo III, il Vasco nutre speranza di ottenere finalmente la completa libertà e forse anche un appoggio efficace per inserirsi attivamente nella vita pubblica del suo paese. A questo scopo sembra scritto il *Saggio analitico sul commercio dei grani*, redatto in forma di lettera indirizzata al nuovo sovrano e datato 5 luglio 1773 [4]. È un saggio interessante che colloca il Vasco nell'ambito del

1. Cfr. AST, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (D), qui alle pp. 183-192.

2. Cfr. le lettere del 12 agosto, 1° ottobre, s.d. (ma ricevuta il 4 novembre) 1768, 22 agosto e 29 settembre 1769, 1° maggio 1770, 25 gennaio e 9 luglio 1771, maggio 1777, marzo 1779 (AST, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8; *Lettere di particolari*, mazzo 121, fascicolo *Lettere scritte al ministro dal conte Brignon di Costigliole, governatore di Mondovì*, 1766 in 1785), qui alle pp. 642-657.

3. Cfr. AST, *Registri prigionieri*, n. 2, cc. 413 *v.*; n. 3, cc. 23 *r.*, 99 *r.*, 191 *v.*

4. Cfr. AST, *Materie economiche, Annona*, Addizione 2, mazzo 4, n. 3; qui alle pp. 405-436.

pensiero fisiocratico e che, affrontando un problema molto dibattuto in quegli anni, intende offrire una soluzione alla situazione di disagio in cui si trovava il Piemonte a causa di una recente, grave carestia.

Tornato a Mondovì nel 1772, il Vasco vi riprese le passate abitudini e attività, occupandosi di questioni legali, come risulta da una lettera della Segreteria di Stato del 22 agosto 1772, in cui si informa il governatore che il Vasco «si va costì involgendo in affari che non gli appartengono e va formando intrighi atti a perturbare la pace e la buona corrispondenza nelle famiglie» e lo si prega di ammonirlo «a non prendere veruna ingerenza negli altrui interessi, né di assumersi il patrocinio e direzione di veruna lite» [1]. Riprende altresì l'allegra vita provinciale, come testimoniano talune lettere a lui indirizzate da Giuseppe Maria Cordero di San Quintino tra il 1776 e il 1781 [2]. Continua inoltre ad occuparsi dei suoi interessi patrimoniali e ad involgersi in liti giudiziali, che del resto lo accompagneranno per tutta la vita e di cui si hanno moltissime testimonianze [3]. Nel 1780 cerca di riallacciare l'antica amicizia col Beccaria, offrendosi di difenderlo dagli attacchi dell'avvocato Francescantonio Pescatore, che nello stesso anno aveva pubblicato a Torino il *Saggio intorno diverse opinioni di alcuni moderni politici sopra i delitti e le pene* [4].

Appunto dal 1780 il Vasco si può considerare ormai libero, essendogli vietato soltanto l'accesso alla capitale, divieto che cadde temporaneamente nel febbraio del 1785 (con proibizione tuttavia di presentarsi alla corte) e poco dopo illimitatamente [5]. Riacquistata del tutto la libertà personale, il Vasco si inserisce nell'ambiente culturale torinese a fianco del fratello Giambattista, con il quale curerà la rivista «Biblioteca oltremontana», il cui primo volume uscì nel 1787. In essa il Vasco pubblica otto articoli di recensione a libri di giurisprudenza usciti per lo più in Francia [6], in cui affronta temi già

1. Cfr. AST, *Registri prigionieri*, n. 3, c. 96 *r*.

2. Cfr. le lettere 17 settembre 1776, 9 gennaio 1781, 23 gennaio 1781, 20 febbraio 1781 (Mondovì, Biblioteca Civica, *Copia di lettere scritte e ricevute dal cavalier Giuseppe Maria Cordero di S. Quintino, tesoriere generale dell'Alto e Basso Novarese, dal 1760 al 1778*, Scansia I, 28.26/16; *Succinto o memoriale di lettere scritte dal 1780 al 1791 da un Cordero di S. Quintino*, Scansia I, 29.29/20).

3. Cfr., oltre le lettere del Vasco citate alla nota 2, anche la lettera, sempre del Vasco, del 21 dicembre 1787 (Torino, Archivio Cibrario, *Autografi*), qui alle pp. 660-661 e gli atti di liti esistenti AST, Sezioni Riunite: *Registro declaratorie*, n. 3, art. 616, cc. 96-120, 357 e n. 4, art. 616, c. 110; *Declaratorie originali*, art. 619, reg. 105, c. 247; *Registro patenti Piemonte*, 254, 1791-1792, pp. 192-212; *Atti di lite fra particolari*, art. 498; *Sentenze camerali*, 1789, art. 619, reg. 117, c. 100; 1790-1791, reg. 118, c. 239.

4. Cfr. Milano, Biblioteca Ambrosiana, *Carte Beccaria*, B. 231, n. 68 (qui alla p. 660).

5. Cfr. AST, *Lettere di particolari*, mazzo 121, fascicolo *Lettere scritte al ministro dal conte Brignon di Costigliole*, lettere 8 dicembre 1780 e 1° febbraio 1785.

6. Cfr. «Biblioteca oltremontana» (Torino), 1787, vol. I, pp. 18-55; vol. II, pp. 155-161; vol. VI, pp. 265-282; vol. VIII, pp. 109-130; vol. X, pp. 25-43; 1788, vol. III, pp. 254-292; vol. IV, pp. 56-60; vol. XII, pp. 275-294. Qui alle pp. 437-516.

dibattuti nel libro *Delle leggi civili reali* e in altre sue opere, svolgendoli con maggiore tecnicismo, anche per ragioni di prudenza. Questi articoli sottolineano tra l'altro la sua adesione ai principi del Filangieri, che pochi anni prima aveva pubblicato la sua opera sulla legislazione [1], e il tentativo di applicarli a casi concreti. La collaborazione dei fratelli Vasco alla rivista terminò col 1788 e il 1789. Ormai la situazione politica piemontese cominciava a sentire il contraccolpo di quella francese.

Nel 1790 il Vasco pubblica a Torino il *Saggio filosofico intorno alcuni articoli importanti di legislazione civile*, che rappresenta un ulteriore tentativo di riforma legislativa per quanto attiene soprattutto al settore della proprietà e del contenzioso civile [2]. Ma, allo scoppio della rivoluzione francese, aveva già cominciato a scrivere il *Saggio politico intorno ad una forma di governo legittimo e moderato da leggi fondamentali* [3], con il quale intendeva, come egli stesso scrisse più tardi nella *Difesa*, proporre « un piano di temperamento per riconciliare la casa regnante di Francia colla nazione ed in tal guisa evitare i fiumi di sangue che una contro rivoluzione armata avrebbe versati, per mettere in trono in modo legittimo Luigi XVI, per restituire al loro primiero lustro e tranquillità i reali principi, generi di Sua Maestà, per far cessare un esempio pericoloso e i torbidi che influivano a danno del commercio del Piemonte ». L'opera – continua il Vasco – « non poteva assolutamente servire che ad una nazione la quale, per sua mala sorte, fosse caduta nell'anarchia e che, per uscire da uno stato così orribile, volesse stabilire una forma di governo, ovvero correggerlo affine di prevenire ed allontanare le funeste conseguenze che ne potessero derivare ».

Il *Saggio politico* fu causa del suo secondo arresto. Al verificarsi dell'evento rivoluzionario francese, il governo piemontese aveva intensificato la sorveglianza ed il controllo sui soggetti pericolosi. Un giudizio anonimo del 1790 definisce il Vasco « beaucoup d'esprit sans un grain de prudence: c'est une épée entre les mains d'un fou » [4]. Le testimonianze sulle modalità dell'arresto del Vasco ci vengono dal Gorani e da un autore anonimo [5]. Secondo quanto essi riferiscono, il Vasco diede a copiare il manoscritto del suo *Saggio politico* ad un copista che o lo tradì o permise ad una spia della polizia di pren-

1. Cfr. G. FILANGIERI, *La scienza della legislazione*, Napoli, 1780-1785.
2. Qui alle pp. 517-607.
3. Andato perduto.
4. Cfr. AST, *Materie relative all'interno in genere*, mazzo 3, *Maximes, textes, pensées etc. On a traduit les textes latins pour l'intelligence de quelque abbey, de plusieurs avocats et de toute la noblesse*, 1790, c. 4 n.n.
5. Cfr. G. GORANI, *Tableaux philosophique, historique et critique des moeurs et des gouvernements des peuples de l'Italie. Premier volume, contenant des observations préliminaires sur les caractères des divers peuples de l'Italie et toute la monarchie sarde*, Bibliotheca Palatina Vindobonensis, Mss. 5571, cc. 196 e segg.; *Mémoires politiques et militaires sur mon pays qui peuvent servir de réflexions pour d'autres tems, publiées en 1798*, Boulogne, pp. 188-194.

derne visione. Una visita domiciliare portò al sequestro delle sue carte e, in seguito, all'arresto dell'autore. Un documento ufficiale, il biglietto del re al senatore Carelli [1], spiega i provvedimenti sovrani in ordine a tale sequestro. Il manoscritto, che si temeva contenesse « massime perniciose e tendenti a turbare la pubblica tranquillità », fu dato in esame ad una commissione designata dal re e, sulla base del giudizio espresso dalla medesima, fu ordinato l'arresto del Vasco. Si deliberò inoltre di sentire le ragioni dell'autore in ordine a tale scritto ed infine il manoscritto con le risposte del Vasco, contenute in una memoria redatta prima dell'arresto [2], fu sottoposto ad un nuovo esame, le cui conclusioni sono contenute nel suddetto biglietto. A queste il Vasco si oppose con la *Difesa* [3], che porta la data del 1792 e che è forse il suo scritto più suggestivo.

Dopo l'arresto, il Vasco fu rinchiuso nel forte di Ceva; sulla sua detenzione si hanno notizie a partire dal 15 agosto 1791 [4]. Gli fu interdetto l'uso di fuoco e lume e venne rinchiuso in una stanza particolarmente munita contro ogni possibilità di evasione. Quando la sua salute cominciò a peggiorare, gli fu consentito di passeggiare all'interno del forte e di redigere testamento. Le richieste di grazia avanzate dal prigioniero e da suoi parenti non ebbero esito. Più tardi fu trasportato al castello di Casale, chiuso in una camera « senza colloquio » e sotto stretta sorveglianza. Aggravandosi ulteriormente il suo stato di salute, l'11 gennaio 1793 venne trasferito al castello d'Ivrea, « dove, oltre a potersegli assegnare per carcere una camera più salubre e ventilata, sarà più facilmente in caso d'essere assistito nelle malattie che gli occorressero ». Un nuovo provvedimento lo pone in segregazione, senza possibilità di comunicare con altri prigionieri.

Le precauzioni usate nella sorveglianza del Vasco sembrano giustificate dai tentativi da lui effettuati di far prevenire vari piani rivoluzionari a persone di sua fiducia a Mondovì e ad Aosta, piani che sarebbero caduti nelle mani della polizia. Le notizie relative si trovano in una relazione di Carlo Maria Guiso [5] (il quale sosteneva di essere stato segretario del Vasco durante l'ultima sua detenzione), inviata il 27 luglio 1800 al Ranza per un martirologio da compilarsi sulle prime vittime piemontesi della reazione. La relazione, le cui

1. Cfr. AST, *Materie relative all'interno in genere*, mazzo 3.

2. Andata perduta.

3. Una copia manoscritta, ora irreperibile, si trovava nel Museo Civico Adriani di Cherasco, A.243.13. Pubblicata da N. Bianchi, *Storia della monarchia piemontese dal 1773 sino al 1861*, Torino, vol. III (1879), pp. 548-560; qui alle pp. 609-621.

4. Cfr. AST, *Registri prigionieri*, n. 5, cc. 124 *r.*, 127 *v.*, 131 *r.*, 168 *r.*, 170 *v.*, 172 *v.*, 173 *r.*, 178 *v.*, 179 *v.*, 183 *r.*, 189 *v.*, 191 *v.*, 200 *v.*, 201 *r.*, 203 *r.*, 221 *v.*, 223 *r.*, 225 *r.*, 231 *r.*, 270 *v.*, 284 *r.*

5. Cfr. *Relazione del tragico fine fatto dalle due prime vittime piemontesi Dalmazzo Vasco del Mondovì. ed Antonio Ardissone, della città di Nizza*, AST, *Carte relative al prof. Giovanni Antonio Ranza*, J. a. VIII. 25. Pubblicata da G. Sforza, *L'indennità dei giacobini piemontesi perseguitati e danneggiati (1800-1802)*, Torino, 1908, pp. 102-104.

notizie non sembrano del tutto attendibili, presenta il Vasco quale autore della sollevazione degli studenti dell'Università di Torino avvenuta nel giugno 1791 e vittima di omicidio per avvelenamento da parte del governo. Comunque, il grave stato di salute del Vasco in questo periodo spiega a sufficienza la sua morte, avvenuta nelle ore antimeridiane del giorno 13 agosto 1794 nel castello d'Ivrea [1], poco prima che la situazione piemontese fosse gravemente turbata dagli avvenimenti rivoluzionari, sulla causa dei quali il Vasco due anni prima aveva concluso la sua *Difesa* scrivendo: « L'unica causa delle rivoluzioni sono le ingiustizie e le oppressioni. Questo si esamini e, se si scorge qualche difetto, vi si rimedi e cesserà ogni motivo di temere. Ma pretendere di allontanare il timore con moltiplicare ed accrescere le cause del male egli è un vero acciecamento. I sovrani dovrebbero ricordarsi sovente la terribile sentenza dello Spirito santo: *Propter iniustitias transferentur regna de gente ad gentem* ».

In questo volume sono riprodotte, ordinate cronologicamente, tutte le opere del Vasco oggi reperibili. Per quelle a stampa si è tenuto conto della data di pubblicazione. La *Risposta alle Note critiche sulle Meditazioni sulla felicità*, pubblicata nel 1766, come l'opera *Delle leggi civili reali*, è fatta precedere, perché dalla lettera del Vasco in data 4 ottobre 1765 risulta che la *Risposta* era già stata scritta, mentre l'opera *Delle leggi civili reali* era ancora in fase di elaborazione. Per le opere inedite e non datate è opportuno dare qualche chiarimento circa le date assegnate. La *Suite du Contrat social*, è stata datata 1765, perché con una lettera in tale data il Vasco ne inviava copia a Rousseau. Per gli scritti mediti che si trovano legati insieme nelle *Carte Vasco* presso l'Archivio di Stato di Torino, non si dispone di riferimenti precisi per la datazione, ad eccezione del *Discorso sopra le imposizioni*, che il Vasco stesso dice di aver scritto nel 1767. *Il filosofo cristiano* è citato solo nella relazione Berta del 6 dicembre 1768; la risposta al quesito della Società libera economica di Pietroburgo si colloca tra il gennaio 1767, mese in cui fu bandito il concorso, e il 2 febbraio 1768, data di una lettera del Verri in cui si dice che il Vasco aveva già inviato la risposta; le *Riflessioni sul libro Dei delitti e delle pene* furono scritte nel periodo che corre dal 1766, data dell'edizione del Beccaria che il Vasco annota, e il 1768, data della relazione Berta; la traduzione del Montesquieu e le note relative erano in corso di stesura il 1° ottobre 1768, data della lettera del Vasco al fratello Giambattista. Poiché nelle *Carte Vasco* il *Discorso sopra le imposizioni*, che sappiamo essere del 1767, precede la risposta al quesito di Pietroburgo, scritta tra la fine del 1767 e il gennaio '68, sembra che l'ordinamento delle *Carte* medesime sia cronologico e, poiché le notizie a disposizione non contrastano con tale ordine, esso è stato conservato.

Nella trascrizione dei testi si è ammodernata la punteggiatura, sono state sciolte le abbreviazioni, ridotto l'uso delle maiuscole, espresse in lettere talune

1. Cfr. AST, *Registri prigionieri*, n. 6, c. 2 *v*.

indicazioni in cifre e viceversa per ragioni di uniformità, introdotto l'uso del corsivo per i titoli delle opere citate e le espressioni in lingua diversa da quella del testo. Tra parentesi quadra si trovano le aggiunte che integrano evidenti omissioni per svista dell'autore. Si è sciolta la *j* in doppia *i* in parole come « principii », « vizii », « proprii » ecc. e in *i* semplice in parole come « figli », « notai », « maschi » ecc. Per ragioni di uniformità è stata restituita l'*h* alle voci del verbo « avere » ed è stata soppressa quella meramente etimologica. Sono stati sciolti taluni legamenti quali « umpò », « duopo » ecc. Per i testi francesi è stato ammodernato l'uso degli accenti, reso con *y* la *ï* di parole come « moyen » ecc., soppressa la doppia *l* in parole come « bail » e « travail » e la doppia *e* in parole come « utilité », ed infine alla *és* finale della seconda persona plurale dei verbi è stata sostituita la *ez*.

Le opere già pubblicate in precedenza e di cui esistono i manoscritti sono state trascritte dagli originali. Per quanto riguarda le note a Montesquieu, si è fatto precedere il testo delle note dall'indicazione dei libri e dei capi, con i titoli relativi, e dai passi di Montesquieu cui le note si riferiscono, il tutto nella traduzione del Vasco. Le note sono qui contrassegnate da un numero progressivo non corrispondente a quello dell'originale, a causa di omissioni, ripetizioni e cancellature che esso presenta. Le note o i brani che nel testo si trovano tra parentesi quadra risultano nel manoscritto cancellati dall'autore. I brani dei passi di Montesquieu indicati tra parentesi rotonda sono quelli contenuti nelle note del Montesquieu.

Sono qui pubblicate per la prima volta le seguenti opere: *Il filosofo cristiano alli deisti materialisti e spiriti forti*, *Riflessioni sopra il libro Dei delitti e delle pene*, le *Note* al Montesquieu, il *Saggio analitico sul commercio dei grani*, oltre a molte lettere e un sonetto.

Per un più facile orientamento fornisco qui di seguito una bibliografia sistematica delle opere del Vasco, una bibliografia della critica e un regesto sommario dei documenti sui quali è stata costruita la biografia del Vasco nell'ordine cronologico degli avvenimenti cui si riferiscono. In questa sede inoltre sono trascritti taluni documenti particolarmente significativi. Segue infine una tavola di *Concordanze dei numeri assegnati alle Note al Montesquieu nella presente edizione e nell'originale*, nella quale è data anche indicazione della carta del manoscritto in cui ciascuna nota inizia.

Ringrazio il prof. Franco Venturi per l'aiuto offertomi con preziose indicazioni (in particolare quella della lettera del Vasco esistente presso la Biblioteca di Reggio); il prof. Furio Diaz, per la ricerca, purtroppo scarsamente fruttuosa, effettuata presso l'Archivio e la Biblioteca di Livorno; il prof. Narciso Nada per avermi segnalato l'esistenza presso l'Archivio Cibrario di Torino di tre autografi del Vasco, e gli archivisti della Sezione prima e delle Sezioni riunite dell'Archivio di Stato di Torino per la loro gentile collaborazione.

BIBLIOGRAFIA

PARTE I - LE OPERE

I. Suite du « Contract social » (1765).

Il manoscritto di questo piano di legislazione destinato alla Corsica, fu inviato dal Vasco a Rousseau con una lettera del 22 giugno 1765 (qui alle pp. 626-627). Alessandro Verri nella lettera al fratello Pietro del 6 febbraio 1768 fa menzione dell'opera (cfr. *Carteggio di Pietro e Alessandro Verri*, a cura di E. Greppi e A. Giulini, vol. I, parte II, pp. 172-173). Il Vasco ne parla in una lettera al fratello Giambattista del 1° ottobre 1768 (qui alle pp. 646-648) e, nella *Difesa* (qui alle pp. 609-621), dice di aver « tirato in netto » questo manoscritto « 23 anni sono io stesso, essendo in Roma », e cioè nel 1768.

Neuchâtel, Bibliothèque Publique, *Papiers de Rousseau*, CVI, n. 7931.

Ms. s.d., di cc. 48, divise in due fascicoli di cc. 24 ciascuno; dimensioni: cm. 35 × 24. Il testo è scritto sulle colonne di destra.

Il Ms. era stato segnalato da Théophile DUFOUR (*Recherches bibliographiques sur les oeuvres imprimées de J.J. Rousseau*, Paris, 1925, vol. II, p. 289) nell'*Inventaire des papiers de J. J. Rousseau conservés à la Bibliothèque de Neuchâtel*, senza identificazione dell'autore, con l'osservazione: « On trouverait peut-être dans les lettres adressées à Rousseau le nom de la personne qui l'a envoyé et qui en est l'auteur ». L'identificazione fu fatta da Franco VENTURI, il quale pubblicò integralmente il testo della *Suite* in:

FRANCO VENTURI | ——— | DALMAZZO FRANCESCO | VASCO | (1732-1794) | [impresa] | PARIS | LIBRAIRIE E. DROZ | 25, RUE DE TOURNON | 1940.

La *Suite* occupa le pp. [95]-129.

Il testo della *Suite* fu riprodotto parzialmente ancora da F. VENTURI in:

ILLUMINISTI ITALIANI | TOMO III | RIFORMATORI LOMBARDI | PIEMONTESI E TOSCANI | A CURA | DI FRANCO VENTURI | [impresa] | RICCARDO RICCIARDI EDITORE | MILANO.NAPOLI.

Le pp. 832-847 contengono della *Suite*: *Avant propos*; libro I, capi I-VIII, X; libro II, capo III.

II. Risposta d'un amico piemontese alle Note critiche sulle Meditazioni sulla felicità (1766).

Le *Meditazioni sulla felicità* del Verri uscirono a Livorno nel 1763. Ferdinando FACCHINEI pubblicò le *Note critiche* al libro del Verri con un avviso (s.n.t., ma, Venezia, Zatta, 1765), dopo aver annotato il libro del Beccaria (cfr. *Note ed osservazioni sul libro intitolato Dei delitti e delle pene*, s.n.t., ma, Venezia, Zatta, 1765). Sul Facchinei, monaco vallombrosano cfr. Torello SALA, Federico Fedele TARANI, *Dizionario storico biografico di scrittori, letterati ed artisti dell'ordine di Vallombrosa*, Firenze, vol. I, 1929, pp. 182-185; Sergio ROMAGNOLI, *Introduzione alle Opere del Beccaria*, Firenze, 1958, p. LXXIX, e soprattutto Franco VENTURI, *Contributi ad un dizionario storico. « Socialista » e « socialismo » nell'Italia del Settecento*, « Rivista storica italiana », LXXV, 1963, n. 1, pp. 129-140; Gianfranco TORCELLAN, *Cesare Beccaria a Venezia*, « Rivista storica italiana », LXXVI, 1964, n. 3, pp. 720-748. Sulla pubblicazione anonima di quest'opera del Vasco vedi la lettera di quest'ultimo al Verri del 4 ottobre 1765 (qui alle pp. 628-629). Il Vasco, nella lettera al fratello Giambattista del 1° ottobre 1768 (qui alle pp. 646-648), lo prega di inviarne un esemplare all'abate Angelucci a Macerata.

MEDITAZIONI | *SULLA* | FELICITÀ. | ═══ | *Victrix fortunae sapientis.* | Juv. Satyr. XIII. | ═══ | CON NOTE CRITICHE | E | *RISPOSTA ALLE MEDESIME* | D'UN AMICO PIEMONTESE. | [impresa] | IN MILANO, MDCCLXVI. | APPRESSO GIUSEPPE GALEAZZI | REGIO STAMPATORE. | *Con licenza de' Superiori, e Privilegio.*

In-8°, di pp. 116 (2 n.n., 3-27 [numerate solo le pp. dispari], 1 n.n., 1 vuota, 2 n.n., 1 vuota, 33-114, 1 n.n., 1 vuota). Le pp. preliminari comprendono: [1], frontespizio; [2], *Lettera del critico* [Facchinei] nelle pp. pari; [3-27], *Risposta apologetica* del Vasco nelle pp. dispari; [31], occhietto: MEDITAZIONI | *SULLA* | FELICITÀ; [32], vuota; 33-114, testo del Verri con, a piè di pagina, le *Note* del Facchinei e la *Risposta* del Vasco; [115], citazione da G. S. GERDIL, *Introduzione allo studio della religione*, Torino, 1755, vol. I, p. 5.

Esemplari: Milano, Biblioteca Nazionale, ZB.V. 39; Torino, Biblioteca Nazionale, MSC. n° 208.

III. Delle leggi civili reali (1766).

Di quest'opera il Vasco parla in due lettere al Verri del 4 ottobre 1765 e 4 giugno 1766 e in quella al fratello Giambattista del 1° ottobre 1768 (qui alle pp. 628-629, 630 e 646-648). Pietro Verri ne pubblicò un estratto nella rivista « Estratto della letteratura europea » (Yverdon), 1766, tomo II, aprile-maggio-giugno, pp. 191-204, estratto XIV. Il toscano Giuseppe Pelli il 17 maggio 1767 ne scrive al Beccaria (Milano, Biblioteca Ambrosiana, *Carte Beccaria*, B. 232, n. 135). Lo stesso Pelli loderà ancora l'opera del Vasco nelle note apposte alla traduzione del *Saggio nel quale si esamina qual*

MEDITAZIONI
SULLA
FELICITÀ.

Victrix fortunæ sapientia.
Juv. Satyr. XIII.

CON NOTE CRITICHE
E
RISPOSTA ALLE MEDESIME
D'UN AMICO PIEMONTESE.

IN MILANO. MDCCLXVI.
Appresso Giuseppe Galeazzi
Regio Stampatore.
Con licenza de' Superiori, e Privilegio

debba esser la legislazione per incoraggire l'agricoltura e per favorire in rapporto a questa la popolazione, la manifattura ed il commercio del BERTRAND, Berna [ma, Lucca], 1767. Una recensione uscì nella « Biblioteca moderna », n. 48, 28 novembre 1767, pp. 381 e segg. Si veda anche la lettera di Alessandro Verri al fratello Pietro del 6 febbraio 1768 (*Carteggio Pietro ed Alessandro Verri* cit., vol. I, parte II, p. 173). Un elogio dell'opera si legge anche nel « Journal encyclopédique » (15 aprile 1768, pp. 26-36), nell'opera *La felicità pubblica considerata nei coltivatori di terre proprie* (Brescia, 1769, parte II, capo VI) del fratello del Nostro, Giambattista, e nel *Saggio sopra la politica e la legislazione romana del conte B. di C.* (s.l., 1772, p. 80) del conte Botton di Castellamonte. Recensioni della traduzione francese uscirono: nella rivista del Pilati « Giornale letterario », pubblicata a Coira nel 1768 (tomo IV, pp. 130-134); « Gazette littéraire et universelle de l'Europe », n. IX, 30 maggio 1768, pp. 129-140; « Göttingische Anzeigen von Gelehrnten Sachen », 108 Stück, 8 settembre 1768, p. 887.

DELLE | LEGGI CIVILI | REALI. | [impresa] | IN MILANO. MDCCLXVI. | APPRESSO GIUSEPPE GALEAZZI | REGIO STAMPATORE. | *Con licenza de' Superiori, e Privilegio.*

In 8°, di pp. 119 (1 n.n., 1 vuota, 1-117). Le pp. preliminari comprendono: [1], frontespizio; [2], vuota; 1-7, Introduzione.

Esemplari: Bologna, Biblioteca dell'Archiginnasio, 6. A+. VI. 7 (porta l'indicazione: « Ex dono auctoris comitis Vasco 3 maii 1767 »); Milano, Biblioteca Ambrosiana, S. N. F. VI. 36; Milano, Biblioteca Nazionale, XN. VI. 10/1.

Nelle *Note* all'*Esprit des lois* di Montesquieu il Vasco cita una seconda edizione di quest'opera che non ho reperita (vedi le note 109, 111, 125, 133, 174, 426, 614, qui alle pp. 230, 231, 237, 252, 328, 398). Una traduzione francese di F. Seigneux de Correvon con note del De Felice a piè di pagina uscì a Yverdon nel 1768:

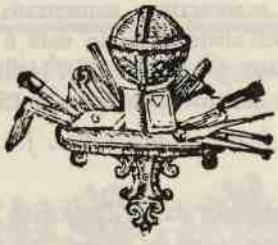
DES | LOIX CIVILES | RELATIVEMENT | À LA | *PROPRIÉTÉ* | DES BIENS | ——— | *Ouvrage traduit de l'Italien* | *par M.S.D.C.* | ——— | Augmenté de quelques Remarques | par M. DE FELICE. | [fregio] | YVERDON. | ——— | MDCCLXVIII.

In 8°, di pp. 240 (3 n.n., IV-VIII, 1 n.n., 2-231, 1 n.n.). Le pp. preliminari comprendono: [1], frontespizio; [2], fregio; [III-]VIII, *Avant-propos du traducteur*; [1-]231, testo; [232], indice.

Esemplari: Torino, Raccolta di F. Venturi; Yverdon, Bibliothèque Publique, 2242.

Franco VENTURI la ristampò parzialmente in: *Illuministi italiani*, tomo III, *Riformatori lombardi, piemontesi e toscani*, Napoli, 1958 (vedi il n. I) alle pp. 823-831, che contengono il capo IV, *Delle successioni intestate* e il capo VIII, *De' feudi*.

DELLE
LEGGI CIVILI
REALI.



IN MILANO. MDCCLXVI.
APPRESSO GIUSEPPE GALEAZZI
REGIO STAMPATORE.
Con licenza de' Superiori, e Privilegio.

IV. **Il filosofo cristiano alli deisti materialisti e spiriti forti** (1767).

A proposito di questo manoscritto, sequestrato durante la prigionia del Vasco, vedi la relazione dell'abate Berta in data 6 dicembre 1768, dal titolo *Nota degli scritti rimessi e di quanto in essi contiensi* (Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX. 7 [F]); in essa è detto: « Si crede questo poco copiato dal libro di M. Formei intitolato *Le philosophe chrétien* ». Ma tale scrittura non è stata copiata dal Formey (cfr. J. H. S. FORMEY, *Le philosophe chrétien ou discours moraux*, Leyde, E. Luzac, 1752, 2 voll. e F. VENTURI, *D. F. Vasco*, Paris, 1940, p. 61).

Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (A).

Ms. s.d., di cc. 2.

V. **Discorso sulle imposizioni in uno stato monarchico** (1767).

A proposito di questo manoscritto, sequestrato durante la prigionia del Vasco, vedi la relazione dell'abate Berta in data 6 dicembre 1768 (Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX. 7 [F]). Nella *Difesa* (qui alle pp. 603-615) il Vasco dice di aver scritto quest'opera a Livorno nel 1767.

Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (B).

Ms. s.d., di cc. 13.

La scrittura venne pubblicata da E. Dulio in:

R. UNIVERSITÀ DI TORINO | MEMORIE DELL'ISTITUTO GIURIDICO | SERIE II - MEMORIA II | ═══ | ERNESTINA DULIO | ——— | UN ILLUMINISTA PIEMONTESE | Il Conte Dalmazzo Francesco Vasco | CON DOCUMENTI INEDITI | [impresa] | TORINO | PRESSO L'ISTITUTO GIURIDICO DELLA R. UNIVERSITÀ | 1928.

Il *Discorso* occupa le pp. 32-43.

VI. **Est-il plus avantageux et plus utile au bien public que le paysan possède en propre des terres ou seulement des biens mobiliers et jusqu'où doit-il s'étendre le droit du paysan sur cette propriété pour qu'il en résulte au bien public le plus grand avantage? Réponse** (1767).

È la risposta al quesito proposto dalla Società libera economica di Pietroburgo nel gennaio del 1767. Dalla lettera di Alessandro Verri al fratello Pietro del 6 febbraio 1768 risulta che il Vasco aveva già risposto (cfr. *Carteggio di Pietro e Alessandro Verri* cit., vol. I, parte II, p. 173). A proposito di questo manoscritto, sequestrato durante la prigionia del Vasco, vedi la relazione dell'abate Berta del 6 dicembre 1768 (Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX. 7 [F]). Sull'accoglienza a Pietroburgo di questa risposta

DES
LOIX CIVILES
RELATIVEMENT
A LA
PROPRIÉTÉ
DES BIENS.

Ouvrage traduit de l'Italien
par M. S. D. C.

Augmenté de quelques Remarques
par M. DE FELICE.

YVERDON.

MDCCLXVIII.

cfr. F. VENTURI, *Giambattista Vasco in Lombardia*, « Atti dell'Accademia delle scienze di Torino », XCI, 1956-1957, p. 30.

Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (C).

Ms. s.d., di cc. 13.

L'opera fu pubblicata da E. DULIO, *Un illuminista piemontese. Il conte D. F. Vasco*, Torino, 1928 (vedi il n. V), pp. 44-55.

VII. **Riflessioni sopra il libro Dei delitti e delle pene** (1768).

A proposito di quest'opera manoscritta, sequestrata durante la prigionia del Vasco, vedi la relazione del 6 dicembre 1768 dell'abate Berta, che supplisce il titolo, originariamente mancante (Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX. 7 [F]).

Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (D.)

Ms. s.d., di cc. 8.

VIII. **Lo spirito del presidente di Montesquieu sopra le leggi, ossia sopra il rapporto che esse debbono avere colla costituzione di ciaschedun governo, coi costumi, col clima, colla religione, col commercio ecc. In italiana favella recato con note dal conte e commendatore Don Dalmazzo Vasco. Abozzo** (1768).

Nella lettera al fratello Giambattista del 1° ottobre 1768 il Vasco dice di aver già condotto la traduzione e le note sino al libro 23 (vedi qui le pp. 646-648). La traduzione si interrompe al capo XIX (non ultimato) del libro 28. Manca quindi la traduzione dei tre ultimi libri e dei capi XX-XLV del libro 28. Nella traduzione il Vasco segue l'edizione del 1748. Su quest'ultima cfr. C. DE MONTESQUIEU, *Lo spirito delle leggi*, a cura di S. Cotta, Torino, 1952, pp. 43-44. La relazione dell'abate Berta del 6 dicembre 1768 su questo manoscritto, sequestrato durante la prigionia del Vasco, si conserva a Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX. 7 (F). Di quest'opera il Vasco parla nella *Difesa* (qui alle pp. 609-621).

Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (E).

Ms. s.d., di cc. 401.

Alcune *Note* del Vasco furono pubblicate da F. VENTURI, *D. F. Vasco (1732-1794)*, Paris, 1940 (vedi il n. I), pp. 131-171, e precisamente le note qui contrassegnate con i nn. 7, 9, 10, 12, 15, 16, 18, 19, 25-30, 34, 36-40, 43, 45, 48, 49, 52, 53, 55-63, 69, 73, 78, 92, 95, 99, 104, 105, 107, 110, 115, 117, 118, 123, 124, 128, 149. Sempre F. VENTURI pubblicò in: *Illuministi italiani*, tomo III, *Riformatori lombardi, piemontesi e toscani*, Napoli, 1958 (vedi il n. I), pp. 848-855 le *Note* del Vasco qui contrassegnate con i nn. 7, 15, 19, 37, 45, 78, 163, 225, 258, 379, 395, 415, 473, 513.

IX. Saggio analitico sul commercio dei grani (1773).

Su questo saggio cfr. L. DAL PANE, *La questione del commercio dei grani in Piemonte nel secolo XVIII*, in: *Studi di storia e diritto in onore di Carlo Calisse*, vol. III, Milano, 1940, pp. 59-65.

Torino, Archivio di Stato, *Materie economiche*, *Annona*, Addizione 2, mazzo 4, n. 3.

Il Ms., di cc. 36, è in forma di lettera al re Vittorio Amedeo, datata da Mondovì il 5 luglio 1773, e occupa 65 pagine.

X. La collaborazione alla « Biblioteca oltremontana » (1787-1788).

1. 1787, vol. I, pp.18-55, recensione del: *Mémoire justificatif* ecc. *Ragionamento a giustificazione di tre uomini condannati alla ruota.* 4°, di pagine 250, Parigi, 1786 e *Arêt* ecc. *Arresto del Parlamento di Parigi 11 agosto 1786, colle conclusioni del signor Antonio Luigi Séguier, procuratore generale del re al Parlamento.* 8°, pagine 324, Lione, 1786 (cfr. C. M. J. B. Mercier DUPATY, *Mémoire justificatif pour trois hommes condamnés à la roue*, Paris, 1786 e *Arrêt de la Cour de Parlement*, Paris, Simon et Nyon, 1786. L'indicazione di Lione sembra dovuta ad errore).

Ristampata in: C. CALCATERRA, *I Filopatridi*, Torino, 1941, pp. 113-124.

2. 1787, vol. II, pp. 155-161, recensione dei: *Moyens de droit* ecc. *Ragionamento legale a difesa di Bradier, Simare e Lardoise condannati alla ruota.* Parigi, 1786, in 4°, pagine 306 (cfr. J. B. Mercier DUPATY, *Moyens de droit pour Bradier, Simare, Lardoise, condamnés à la roue*, Paris, 1786).

3. 1787, vol. VI, pp. 265-282, recensione dei: *Procès fameux* ecc. *I processi più celebri estratti dalla Storia generale de' tribunali de' popoli antichi e moderni del signor avvocato Des-Essarts*, 8 voll. in 8°, Parigi, 1786 (cfr. Nicolas-Toussaint DESESSARTS, *Procès fameux, extraits de l'Essai sur l'histoire générale des tribunaux des peuples tant anciens que modernes*, Paris, 1786-1788, 9 voll.).

Ristampata in: C. CALCATERRA, op. cit., pp. 125-129.

4. 1787, vol. VIII, pp. 109-130, recensione delle: *Observations sur la société* ecc. *Osservazioni sulla società e sui mezzi di ricondurre in essa il buon ordine e la pubblica tranquillità. Opera dell'Autore del Trattato sulla civilizzazione.* Parigi, 1787, 2 voll., in 8° (cfr. Jacques-Vincent DELACROIX, *Observations sur la société et sur les moyens de ramener l'ordre et la sécurité dans son sein. Par l'auteur du Traité de la civilisation*, Paris, 1787, 2 voll.).

5. 1787, vol. X, pp. 25-43, recensione del: *Dictionnaire de jurisprudence* ecc. *Dizionario di giurisprudenza, ossia nuova edizione del dizionario di Brillon, arricchito delle materie di dritto di natura, delle genti e pubblico e di quanto possono avere di relazione coll'amministrazione della giustizia, la medicina, la pubblica amministrazione, la polizia, l'agricoltura, il commercio, le manifatture, le finanze, la marineria e la guerra*, volume sesto, in 4° grande, di pagine 800, Lione, 1787. Opera intrapresa dal defunto signor Prost de Royer e conti-

nuata dal signor Riolz (cfr. Antoine-François PROST DE ROYER, *Dictionnaire de jurisprudence et des arrêts, ou nouvelle édition du Dictionnaire des arrêts et jurisprudence universelle par P. de R.* [et M. RIOLZ], Lyon, 1781-1788, 7 voll.).

6. 1788, vol. III, pp. 254-292, recensione della: *Lettre* ecc. *Lettera all'imperatore sull'atrocità delle pene che ha sostituite alla pena di morte, come più dolci*, Bruxelles, 1787, 8°, pagine 15 (cfr. Jacques-Pierre BRISSOT DE WARVILLE, *Lettre à l'Empereur sur l'atrocité des supplices qu'il a substitués comme adoucissement à la peine de mort*, Bruxelles, 1787).

7. 1788, vol. IV, pp. 56-60, recensione di: *Guilielmi Godofredi Ploucquet* ecc. *De' processi criminali sull'omicidio, infanticidio e procurato aborto, trattato medico di Guglielmo Gottofredo Ploucquet*, 8° grande, pagine 370, Strasburgo, 1787 (cfr. Guihelmi Godofredi PLOUCQUET, *Commentarius medicus in processus criminales super homicidio, infanticidio et embryoctomia*, Argentorati, 1787).

8. 1788, vol. XII, pp. 275-294, recensione del: *Mémoire* ecc. *Discorso sopra l'abolizione dei sequestri giudiziali, consegne e direzioni, del signor Grouber di Groubentall, inserto nel tomo secondo della sua Teoria generale dell'amministrazione politica delle finanze*, Parigi, 1788, Torino, presso Reycends (cfr. Marc-Ferdinand GROUBER DE GROUBENTALL de Linière, *Théorie générale de l'administration politique des finances*, Paris, 1788, 2 voll.).

XI. **Saggio filosofico intorno alcuni articoli importanti di legislazione civile** (1790).

SAGGIO FILOSOFICO | INTORNO | ALCUNI ARTICOLI IMPORTANTI | DI LEGISLAZIONE CIVILE | *VI SI AGGIUNGE* | UN PIANO COMPITO DI LEGGI | PER UNA NUOVA FORMA GIUDICIARIA | DEL CONTE VASCO. | ═══ | TORINO 1790 | [fusello] | NELLA STAMPERIA DI GIACOMO FEA.

In 4°, di pp. 234 (2 n.n., 3-232). Le pp. preliminari comprendono: [1], frontespizio; [2], citazione da Cicerone; 3-7, Introduzione. Il testo occupa le pp. 8-230; 231-232, indice.

Esemplari: Torino, Istituto di Scienze politiche «G. Solari»; Torino, Raccolta di F. Venturi.

Un estratto, a cura di A. P. (Amedeo Ferrero Ponziglione) fu pubblicato nella «Biblioteca oltremontana», 1791, vol. I, pp. 65-72.

XII. **Difesa del conte Vasco** (1792).

È la risposta manoscritta del Vasco al biglietto del re al senatore Carelli (Torino, Archivio di Stato, *Materie politiche relative all'interno in genere*, mazzo 3, *Arresto, processo e condanna del conte Vasco, 1791*), in relazione al suo secondo arresto; il titolo la indica «*compilata nel forte di Ceva, luogo di sua detenzione, l'anno 1792, da essere rassegnata a Sua Maestà il re Vittorio Amedeo III e stata dal ministro Graneri rimessa a Sua Altezza Reale il principe di Piemonte*».

BIBLIOTECA
OLTREMONTANA
AD USO D'ITALIA

Colla notizia dei libri ſtampati in Piemonte

VOL. I.

1787.

TORINO
NELLA REALE STAMPERIA.
Con permissione.

Cherasco, Museo Civico Adriani, A.243.13.

Il Ms., citato da A. PETITTI di Roreto, *Indice alfabetico dei documenti e delle pergamene del Museo Civico Adriani di Cherasco*, « Bollettino storico-bibliografico subalpino », 1932, fasc. 2, p. 201, è ora irreperibile.

Fu pubblicata da N. Bianchi in:

STORIA | DELLA | MONARCHIA PIEMONTESE | DAL 1773 SINO AL 1861 | DI | NICOMEDE BIANCHI | ——— | VOLUME TERZO | [impresa] | ROMA TORINO FIRENZE | FRATELLI BOCCA | Librai di S. M. il Re d'Italia | ——— | 1879.

La *Difesa* occupa le pp. 548-560.

Ristampata da F. VENTURI in: *Illuministi italiani*, tomo III, *Riformatori lombardi, piemontesi e toscani*, Napoli, 1958 (vedi il n. I), pp. 866-879.

XIII. **Lettere** (1758-1789).

1. Al re di Sardegna Carlo Emanuele III (Mondovì, 17 luglio 1758).

Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 7, fasc. *Rappresentanze ed altre scritture riguardanti l'impostura fatta dal conte Vasco della Bastia contro l'avvocato fiscale provinciale Ordano, inquisito d'aver consultato li fratelli Giovanni Battista e Andrea Borsarelli a pro del detenuto Giovanni Antonio Giola del detto luogo della Bastia.*

2. Ad Angelo Ludovico Villa [?] (Mondovì, 24 luglio 1758).

Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 7, fasc. cit. Il Villa era dal 1751 segretario di Stato degli affari interni. A questa lettera si trova allegata una deposizione di Marcantonio Magliano avanti il giudice di Mondovì firmata anche dal Nostro: *D. Dalmazzo Francesco Vasco della Bastia instante.*

3. A Jean-Jacques Rousseau (Torino, 22 giugno 1765).

Neuchâte, Bibliothèque Publique, *Fonds des manuscrits de Rousseau, Lettres à J. J. Rousseau. Correspondants allemands, autrichiens, hollandais etc.*, cc. 49-50.

Pubblicata da F. VENTURI, *D. F. Vasco (1732-1794)*, Paris, 1940 (vedi il n. I), pp. 41-42, e in: *Illuministi italiani* cit., tomo III, Napoli, 1958 (vedi il n. I), pp. 856-857.

4. A Pietro Verri (Torino, 4 ottobre 1765).

Milano, Archivio Sormani Andreani Verri, *Corrispondenze di personaggi*. Pubblicata da: E. DULIO, *Un illuminista piemontese* cit., Torino, 1928 (vedi il n. V), pp. 28-29; F. VENTURI, *Illuministi italiani* cit., tomo III, Napoli, 1958 (vedi il n. I), pp. 857-858.

5. A Pietro Verri (Torino, 23 ottobre 1765).

Milano, Archivio Sormani Andreani Verri, *Corrispondenze di personaggi*. Pubblicata da: E. DULIO, *Un illuminista piemontese* cit., Torino, 1928 (vedi

SAGGIO FILOSOFICO

INTORNO

ALCUNI ARTICOLI IMPORTANTI DI LEGISLAZIONE CIVILE

VI SI AGGIUNGE

UN PIANO COMPITO DI LEGGI

PER UNA NUOVA FORMA GIUDICIARIA

DEL CONTE VASCO

TORINO 1790

NELLA STAMPERIA DI GIACOMO FEA.

il n. V), p. 29; F. VENTURI, *Illuministi italiani* cit., Napoli, 1958 (vedi il n. I), p. 859.

6. A Pietro Verri (Torino, 1° gennaio 1766).
Milano, Archivio Sormani Andreani Verri, *Corrispondenze di personaggi*. Pubblicata da E. DULIO, *Un illuminista piemontese* cit., Torino, 1928 (vedi il n. V), p. 30; F. VENTURI, *Illuministi italiani* cit., tomo III, Napoli, 1958 (vedi il n. I), pp. 859-860.

7. A Pietro Verri (Torino, 23 aprile 1766).
Milano, Archivio Sormani Andreani Verri, *Corrispondenze di personaggi*. Pubblicata da E. DULIO, *Un illuminista piemontese* cit., Torino, 1928 (vedi il n. V), p. 30; F. VENTURI, *Illuministi italiani* cit., tomo III, Napoli, 1958 (vedi il n. I), p. 860.

8. A Pietro Verri (Torino, 4 giugno 1766).
Milano, Archivio Sormani Andreani Verri, *Corrispondenze di personaggi*. Pubblicata da E. DULIO, *Un illuminista piemontese* cit., Torino, 1928 (vedi il n. V), pp. 30-31.

9. A Henry Sherdley (Torino, fine giugno 1766).
London, Record Office, *State Papers*, 92-72. È allegata alla lettera dell'ambasciatore inglese a Torino, Henry Sherdley, al duca di Richmond in data 2 luglio 1766. Pubblicata da F. VENTURI, *D. F. Vasco*, Paris, 1940 (vedi il n. I), pp. 46-47.

10. A Paolo Lanzone (Torino, 22 luglio 1766).
Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 17, fasc. *Torazza, maggiore a Mondovì* (acclusa alla lettera di P. Lanzone del 12 agosto 1766).

11. A Paolo Lanzone (Torino, 6 agosto 1766).
Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 17, fasc. *Torazza, maggiore a Mondovì* (acclusa alla lettera del Lanzone del 12 agosto 1766).

12. Ad Angelo Ludovico Villa [?] (Livorno, 16 gennaio 1767).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo formatosi contro li conte e cavaliere fratelli Vaschi, inquisiti d'aver tentato di fare, senza la permissione di Sua Maestà, levata di uomini ne' suoi reali Stati per estrarli da essi e condurli in alieno dominio in qualità di soldati, come altresì d'essere li medesimi partiti da Stati senza il regio permesso.*

13. Ad Angelo Ludovico Villa [?] (Livorno, 22 aprile 1767).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.
Sul margine in alto nell'ultima pagina è scritto: « Demande de pouvoir librement rentrer dans les États de Sa Majesté, 5 may 1767 rapportée à Sa Majesté a ordonné de ne faire aucune réponse à cette lettre ».

14. Al re di Sardegna Carlo Emanuele III (Livorno, 24 giugno 1767).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.

15. Al re di Sardegna Carlo Emanuele III (Livorno, 10 luglio 1767).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.
Sulla busta è scritto il seguente indirizzo: « A Monsieur Bruel, Premier Sécretaire au Bureau des Affaires Internes de l'État, Turin ».

16. Al principe Vittorio Amedeo di Savoia (Livorno, 1767).
Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 (E), c. 2. Manca la data.

17. A Pietro Verri (Roma, 27 gennaio 1768).
Milano, Archivio Sormani Andreani Verri, *Corrispondenze di personaggi*. Pubblicata da E. DULIO, *Un illuminista piemontese* cit., Torino, 1928 (vedi il n. V), p. 31.

18. Dichiarazione (Ivrea, 1° agosto 1768).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.

19. A Giuseppe Francesco Luigi Wilcardel, marchese di Fleury (Ivrea, 9 agosto 1768).
Torino, Archivio di Stato, *Materie criminali*, mazzo 9 da ordinare, fasc. *Risultanze del processo formatosi contro li signori conte Dalmazzo Francesco e cavaliere Nicola, fratelli Vaschi, il primo commendatore della sacra religione et ordine militare de' santi Maurizio e Lazzaro, e l'altro già luogotenente nel reggimento provinciale di Mondovì, come inquisiti.*
Il marchese di Fleury era ministro di Stato. Cfr. la lettera del 13 agosto 1768 della Segreteria di Stato al governatore d'Ivrea, conte Falletti della Morra, che contiene la risposta alla suddetta del Vasco (Archivio di Stato di Torino, *Corrispondenza Ministero Interni*, serie prima, *Giuridico*, *Registri provvidenze sovrane relativi ai prigionieri e detenzioni in via economica*, n. 2, c. 376 *v.*).

20. Al fratello Giambattista (Ivrea, 12 agosto 1768).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.
Pubblicata parzialmente nel giornale « Il Vasco », 7 e 14 maggio 1870 (cfr. D. OCCELLI, *Il Monregalese nel periodo storico-napoleonico 1792-1815*, Vigone, 1926, pp. 286-287) e in: F. VENTURI, *Illuministi italiani* cit., tomo III, Napoli, 1958 (vedi il n. I), pp. 860-861.
Cfr. la lettera della Segreteria di Stato al governatore d'Ivrea in data 17 agosto che contiene le disposizioni del re in ordine alle lagnanze avanzate dal Vasco al fratello nella lettera suddetta (Archivio di Stato di Torino, *Registri prigionieri* cit., n. 2, c. 377 *r.*).

21. A Melchiorre Monetti (Ivrea, 12 agosto 1768).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.

22. Allegato alla precedente a M. Monetti (Ivrea, 12 agosto 1768).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.

23. Al fratello Giambattista (Ivrea, 1° ottobre 1768).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.
Pubblicata nel giornale « Il Vasco », 7 e 14 maggio 1870 (cfr. D. Occelli, *Il Monregalese nel periodo storico-napoleonico 1792-1815*, Vigone, 1926, pp. 286-287) e in: F. Venturi, *Illuministi italiani* cit., tomo III, Napoli, 1958 (vedi il n. I), pp. 862-864.
Gli scritti inviati dal Nostro al fratello con la suddetta lettera furono sequestrati. Cfr. in proposito le lettere della Segreteria di Stato al governatore d'Ivrea in data 12 ottobre e 29 ottobre (Archivio di Stato di Torino, *Registri prigionieri* cit., n. 2, cc. 380 *v.* e 381 *v.*).

24. A Carlo Filippo Morozzo [?] (Ivrea, novembre 1768).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit. Segue un conto patrimoniale dal titolo *Dimostrazioni di fatto*. Il Morozzo era dal 25 settembre 1768 primo segretario di Stato agli affari interni.
A tergo si legge che fu ricevuta dalla Segreteria di Stato il 4 novembre 1768. In data 11 novembre la Segreteria trasmetteva lettera e conto allegato al senatore conte Valperga, affinché esprimesse la sua opinione in proposito (cfr. Torino, Archivio di Stato, *Registri prigionieri* cit., n. 2, c. 383 *v.*).

25. A Pompeo Baldasseroni (Ivrea, 14 febbraio 1769).
Modena, Biblioteca Estense, *Autografoteca Campori*.

26. A Carlo Filippo Morozzo [?] (Ivrea, 22 agosto 1769).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.

27. A Carlo Filippo Morozzo [?] (Ivrea, 29 settembre 1769).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit. Sulle disposizioni date dal re in ordine alla suddetta lettera cfr. le lettere della Segreteria di Stato al governatore d'Ivrea in data 30 settembre e 4 ottobre (Archivio di Stato di Torino, *Registri prigionieri* cit., n. 2, cc. 413 *v.* e 414 *r.*).

28. A Carlo Filippo Morozzo [?] (Ivrea, 1° maggio 1770).
Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit. Sulle disposizioni date dal re in

ordine alle istanze contenute nella suddetta lettera cfr. la lettera della Segreteria di Stato al governatore d'Ivrea in data 27 ottobre (Archivio di Stato di Torino, *Registri prigionieri* cit., n. 3, c. 23 *r.*).

29. A Carlo Filippo Morozzo [?] (Ivrea, 25 gennaio 1771).

Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit. La risposta alle istanze contenute nella suddetta lettera si trovano nella lettera della Segreteria di Stato al governatore d'Ivrea in data 30 gennaio (Archivio di Stato di Torino, *Registri prigionieri* cit., n. 3, c. 28 *r.*).

30. A Clemente Carlevaris [?] (Ivrea, 9 luglio 1771).

Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* cit.

Il Carlevaris era, dal marzo 1771, primo ufficiale della Segreteria di Stato. Sulla risposta della Segreteria di Stato cfr. Torino, Archivio di Stato, *Registri prigionieri* cit., n. 3, c. 55 *r.*

31. A Giacomo Bertolotti [?] (Mondovì, maggio 1777).

Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 121, fasc. *Lettere scritte al ministro dal conte Brignon di Costigliole, governatore di Mondovì, 1766 in 1785*, acclusa alla lettera del 20 maggio 1777. Il Bertolotti era, dal 10 gennaio 1774, primo ufficiale della Segreteria di Stato.

32. A un ignoto (Bastia del Tanaro, 7 maggio 1778).

Reggio, Biblioteca Municipale, Mss. Regg. E. 220|10. Reca unita una lettera di Casimiro Danna, che il 17 ottobre 1858 donava il presente autografo all'abate Carlo Cameroni.

33. A Giacomo Bertolotti [?] (Mondovì, marzo 1779).

Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 121, fasc. *Lettere scritte al ministro* cit. (acclusa alla lettera del 23 marzo 1779). Reca il rescritto: «La Maestà Sua non stima d'aderire alla domanda del ricorrente».

34. A Cesare Beccaria (Mondovì, 4 luglio 1780).

Milano, Biblioteca Ambrosiana, *Carte Beccaria*, B.231, n. 68.

Pubblicata in: F. VENTURI, *Illuministi italiani* cit., tomo III, Napoli, 1958 (vedi il n. I), pp. 864-865.

35. A un ignoto (Torino, 21 dicembre 1787).

Torino, Archivio Cibrario, *Autografi*.

36. A Gioachino Grassi di S. Cristina (Torino, dicembre 1789).

Torino, Archivio Cibrario, *Autografi*. Pubblicata da C. DANNA, *Intorno il monumento a G. B. Vasco*, Torino, 1862, p. 40.

XIV. **Poesie.**

Sonetto, s.d. Torino, Archivio Cibrario, *Autografi*.

XV. Opere smarrite.

1. *Memoria* al conte di Viry, incaricato degli affari esterni del re di Sardegna (Livorno, 1766).

Il Vasco la ricorda nelle lettere scritte da Livorno il 22 aprile e il 24 giugno 1767 (qui alle pp. 635-637).

2. *Lettera* al re di Sardegna (Roma, 1768).

Il Vasco la ricorda nella lettera da Ivrea, 9 agosto 1768 (qui alle pp. 640-642).

3. *Dissertazioni* (1768).

Cfr. le lettere di Alessandro Verri al fratello Pietro, 6 febbraio 1768 e 2 marzo 1768, in cui è detto del Vasco: « Ha mandato una dissertazione a Pietroburgo, *un'altra manderà a Berlino...* »; « Eppure è così stordito che sul più bello che mi raccontava le sue disgrazie mi tirò fuori *una cattiva scrittura che vuol mandare in Svezia...* » (cfr. *Carteggio di Pietro e Alessandro Verri* cit., vol. I, parte II, pp. 172-173 e 200).

4. *Sugli affari del papa col re di Napoli* (1768).

Nella lettera di Alessandro Verri al fratello Pietro, del 23 marzo 1768 è detto: « Il conte Vasco ha scritto sugli affari del papa col re di Napoli e forse a Tanucci perverrà il suo manoscritto » (cfr. *Carteggio di Pietro e Alessandro Verri* cit., vol. I, parte II, p. 227).

Ricerche in proposito, soprattutto tra le carte Tanucci, presso la Biblioteca Nazionale, l'Archivio di Stato e la Società napoletana di storia patria, sono risultate negative.

5. *Riflessioni per un legislatore sopra le azioni e passioni umane* (1768).

Vedi la lettera del Vasco al fratello Giovan Battista del 1° ottobre 1768 (qui alle pp. 646-648); inoltre: *Altro sentimento anonimo sovra alcune di dette opere* (Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J.b.IX.7 [G]), che riferisce sul contenuto delle suddette *Riflessioni*. Nella lettera del governatore di Ivrea, conte Falletti della Morra, del 4 ottobre 1768, è detto: « Desiderando il signor conte Vasco, dettenuto in questo castello, di far tenere a suo fratello domenicano di famiglia in Cremona il proseguimento d'un'opera che deve aver principiata, stimo opportuno di qui unirgliela assieme alla lettera d'accompagnamento, affinché venghi da codesta Segreteria determinato di farne l'uso opportuno » (cfr. Archivio di Stato di Torino, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12).

6. *Due sonetti ed una canzone per monsignor Rolfi*, Mondovì, Rossi, in 8° piccolo (1781).

Cfr. C. M. Arnaud, *Scrittori piemontesi del secolo XVIII*, Ms., Torino, Biblioteca Reale, *Storia patria*, 118, c. 101; T. Vallauri, *Storia della poesia*

in Piemonte, Torino, 1841, vol. II, p. 473. Giacinto Rolfi (1727-1790), monregalese, fu delegato da Pio VI con breve del 16 aprile 1781 a presentare un ritratto del pontefice alla città di Mondovì.

7. *Versi per l'incoronazione di N. S. di Mondovì*, 1782, in 4°, pp. 10.

Cfr. C. M. ARNAUD, *Scrittori piemontesi del secolo XVIII*, Ms., Torino, Biblioteca Reale, *Storia patria*, 118, c. 101; T. VALLAURI, *Storia della poesia in Piemonte*, Torino, 1841, vol. II, p. 473.

8. *Codice criminale* (1790).

Nella *Difesa* (qui alle pp. 609-621) il Vasco dice: « composto in forma di opera e tirato in netto da un copista due anni sono ». Manoscritto sequestrato nel 1791.

Nella Biblioteca Civica di Mondovì (seconda scansia, n. 3 25|16) si trova un manoscritto dal titolo *Pratica civile e criminale*, la cui seconda parte, dal titolo *Pratica criminale* (s.d.) potrebbe essere un precedente abbozzo del suddetto *Codice*. La prima parte, cioè la *Pratica civile*, porta la data del 1757.

9. *Saggio politico intorno ad una forma di governo legittimo e moderato da leggi fondamentali* (1791).

Manoscritto sequestrato nel 1791. Vedi in proposito il biglietto del re al senatore Carelli del 12 agosto 1791 (Torino, Archivio di Stato, *Materie politiche relative all'interno in genere*, mazzo 3, *Arresto, processo e condanna del conte Vasco, 1791*) e la *Difesa* del Vasco (qui alle pp. 609-621).

10. *Lettera al conte d'Artois* (1791).

Il Vasco la ricorda nella *Difesa* (qui alle pp. 609-621).

11. *Memoria* indirizzata al re in seguito al sequestro del *Saggio politico* e prima del suo arresto (1791).

È citata nel ricordato biglietto del re al senatore Carelli del 12 agosto 1791.

12. *Sonetto in piemontese, parecchi sonetti italiani ed alcune commedie in prosa.*

Cfr. C. M. ARNAUD, *Scrittori piemontesi del secolo XVIII*, Ms., Torino, Biblioteca Reale, *Storia patria*, 118, c. 101; T. VALLAURI, *Storia della poesia in Piemonte*, Torino, 1841, vol. II, p. 473, che li dice esistenti manoscritti presso l'Archivio Capitolare di Mondovì. Ricerche in proposito presso la Biblioteca del Seminario di Mondovì sono risultate negative.

PARTE II - LA CRITICA

1. Bassi Lorenzo Antonio, *Rime piacevoli*, Torino, 1757, pp. 7-15, 82-83.

2. Verri Pietro, [Recensione dell'opera del Vasco *Delle leggi civili reali*], « Estratto della letteratura europea » (Yverdon), 1766, tomo II, aprile-giugno, pp. 191-204.

3. « Gazette de Berne », LXXXII, 1766, *Supplément aux Nouvelles des divers endroits du samedi 11ème octobre 1766, Précis de quelques lettres d'Italie du 27 septembre 1766.*

4. Bertrand Jean, *Saggio nel quale si esamina qual debba esser la legislazione per incoraggire l'agricoltura e per favorire in rapporto a questa la popolazione, le manifatture ed il commercio.* Opera del signor Bertrand, pastore a Orbe negli Svizzeri, premiata dall'illustre Società economica di Berna, tradotto dal francese in italiano dall'A.G.M. con annotazioni del S. G.P. [Giuseppe Pelli], Berna [ma, Lucca], 1767, p. 25.

5. [Recensione dell'opera del Vasco *Delle leggi civili reali*], « Biblioteca moderna » (Venezia), 28 novembre 1767, pp. 381 e segg.

6. [Recensione anonima dell'opera del Vasco *Des loix civiles rélativement à la propriété des biens* nella traduzione annotata dal De Felice], « Journal encyclopédique », 15 avril 1768, pp. 22-36.

7. [Recensione dell'opera del Vasco *Delle leggi civili reali*], « Gazette littéraire et universelle de l'Europe », 30 mai 1768, pp. 129-140.

8. [Recensione della traduzione francese dell'opera del Vasco *Delle leggi civili reali*], « Göttingische Anzeigen von Gelehrten Sachen », 108 Stück, 8 september 1768, p. 887.

9. [Recensione della traduzione francese dell'opera del Vasco *Delle leggi civili reali*], « Giornale letterario » (Coira), 1768, tomo quarto, pp. 130-134.

10. Béardé de l'abbaye, *Dissertation qui a remporté le prix sur la question (est-il plus avantageux à un État que le paysan possède en propre du terrein ou qu'il n'ait que des biens meubles?) proposée par la Société d'économie et d'agriculture à Saint Petersburg*, St. Petersburg, 1768, p. 175, n. 72.

11. Vasco Giovan Battista, *La felicità publica considerata nei coltivatori di terre proprie*, Brescia, 1769, parte II, capo VI.

12. [Botton di Castellamonte Cesare], *Saggio sopra la politica e la legislazione romana del conte B. di C.*, s.l., 1772, p. 80.

13. A.I., [Recensione della *Storia dei vescovi di Mondovì* di Gioachino Grassi di Santa Cristina], « Biblioteca oltremontana » (Torino), 1789, vol. X, p. 90.

14. P[onziglione Ferrero] A[medeo], [Recensione dell'opera del Vasco *Saggio filosofico sulla legislazione civile*], « Biblioteca oltremontana » (Torino), 1791, vol. I, pp. 65-72.

15. *Mémoires politiques et militaires sur mon pays qui peuvent servir de réflexions pour d'autres tems publiées en 1798*, Boulogne, pp. 188-194.

16. Burnaby Andrew, *Journal of a tour to Corsica in the year 1766 ... with a series of original letters from general Paoli to the author, refering to the principal events wich have taken place in that island from 1766 to 1802, with explanatory notes*, London, 1804, p. 36.

17. Vallauri Tommaso, *Storia della poesia in Piemonte*, Torino, 1841, vol. II, p. 473.

18. Casalis Goffredo, *Dizionario geografico, storico, statistico, commerciale degli Stati di Sua Maestà il re di Sardegna*, Torino, 1842, vol. X, p. 727.

19. *Lettere di Pasquale De' Paoli*, con note e proemio di Niccolò Tommaseo, « Archivio storico italiano », XI, 1846, pp. 42-43.

20. Sclopis Federico, *Recherches historisques et critiques sur l'Esprit des lois de Montesquieu*, Torino, 1857, pp. 91, 136-137.

21. Carutti Domenico, *Storia del regno di Carlo Emanuele III*, Torino, 1859, vol. II, pp. 287-288.

22. Danna Casimiro, *Monografia intorno la città e il circondario di Mondovì*, 2ª edizione riveduta e ampliata, Torino, 1860, pp. 49-50.

23. Danna Casimiro, *Intorno il monumento a Giovan Battista Vasco inaugurato il 3 di giugno 1862 nella Regia Università di Torino. Relazione seguita dalla biografia di lui documentata*, Torino, 1862, pp. 14-16, 27-31, 38-40.

Sull'opportunità di erigere il momumento a G. B. Vasco cfr. anche la sua opera precedente, *Intorno al monumento di Giovan Battista Vasco. Lettere al conte Federico Sclopis*, Torino, 1857.

24. Cibrario Luigi, *Notizie genealogiche di famiglie nobili degli antichi Stati della monarchia di Savoia*, Torino, 1866, 2ª ediz. accresciuta, pp. 202-203.

25. « Il Vasco. Foglio settimanale del circondario di Mondovì », a. I, 1869, n. 1, 2, 4-15; a. II, 1870, n. 9, 11, 12.

Di questo giornale, che prese il nome dai fratelli Vasco e le cui finalità si compendiano nei termini di libertà e bene comune, ho reperito nella Biblioteca del Seminario

di Mondovì soltanto l'annata completa 1869, alcuni numeri del 1870 e l'annata 1871. Secondo D. Occelli (*Il Monregalese nel periodo storico napoleonico 1792-1815*, Vigone, 1926, pp. 286-287), nei numeri del 7 e 14 maggio 1870 sarebbero state pubblicate le lettere del Vasco al fratello Gian Battista del 12 agosto e 1° ottobre 1768 (qui alle pp. 642-648) e le due relazioni sugli scritti del Vasco sequestrati nel 1768 (Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX. 7 [F] e [G]).

26. *Alcuni nomi di illustri personaggi del circondario e della diocesi di Mondovì disposti per ordine di tempo*, Mondovì, 1878, n. 25 (le pp. non sono numerate).

27. Bianchi Nicomede, *Storia della monarchia piemontese dal 1773 sino al 1861*, Torino, vol. I, 1878, pp. 494-499; vol. III, 1879, pp. 548-560.

28. Dionisotti Carlo, *Storia della magistratura piemontese*, Torino, 1881, vol. II, p. 416.

29. Carutti Domenico, *Storia della corte di Savoia durante la rivoluzione e l'impero francese*, Torino, 1892, pp. 128-132.

30. Manno Antonio, *Il patriziato subalpino*, Firenze, 1895, vol. I, p. 134, voce: *Bastia del Tanaro* e p. 362, voce: *Torre Bormida*.

31. Patrucco Carlo, *Un intendente dimenticato della città di Pinerolo*, «Bollettino storico-bibliografico subalpino», III, 1897, n. 1, pp. 1-5.

32. Beccaria Cesare, *Scritti e lettere inediti*, a cura di Eugenio Landry, Milano, 1910, p. 299.

33. Pivano Silvio, *Albori costituzionali d'Italia (1796)*, Torino, 1913, pp. 40-41.

34. Michelotti Amedeo, *Storia di Mondovì*, Mondovì, 1920, pp. 492-495.

35. Chiaramonti Margherita, *D. F. Vasco e l'ambiente in cui visse*, Norcia, s.d. (ma, 1921-1927?).

36. Verri Pietro - Verri Alessandro, *Carteggio*, a cura di E. Greppi e A. Giulini, Milano, 1923, vol. I, parte I, pp. 16, 305; vol. I, parte II, pp. 168, 172, 173, 174-176, 198, 200, 227, 306, 313, 314; vol. II, pp. 36, 49-50, 53. Lettere 18 ottobre 1766, 13 marzo 1767, 3 febbraio 1768, 6 febbraio 1768, 13 febbraio 1768, 17 febbraio 1768, 29 febbraio 1768, 2 marzo 1768, 23 marzo 1768, 8 giugno 1768, 15 giugno 1768, 17 settembre 1769, 24 settembre 1769, 28 settembre 1769.

37. Gobetti Piero, *Risorgimento senza eroi. Studi sul pensiero piemontese nel Risorgimento*, Torino, 1926, pp. 86-91.

38. Occelli Domenico, *Il Monregalese nel periodo storico-napoleonico 1792-1815 con particolare riguardo alla storia del Piemonte*, Vigone, 1926, pp. 285-291.

39. Dulio Ernestina, *Un illuminista piemontese. Il conte Dalmazzo Francesco Vasco. Con documenti inediti*, Torino, 1928.

40. Cordero di Montezemolo Emilia, *Rievocazioni di storia piemontese. Correnti riformatrici ed illuministiche del Settecento*, «Annuario del R. Liceo

Ginnasio di Mondovì per il triennio scolastico 1929-32 ». Estratto: Mondovì, 1933.

41. CALCATERRA CARLO, *Il nostro imminente Risorgimento*, Torino, 1935, pp. 189-190, 257, 265, 266.

42. SALVATORELLI LUIGI, *Il pensiero politico italiano dal 1700 al 1870*, Torino, 1935, pp. 38, 358, 360.

43. DAL PANE LUIGI, *La questione del commercio dei grani in Piemonte nel secolo XVIII*, in *Studi di storia e diritto in onore di Carlo Calisse*, vol. III, Milano, 1940, pp. 59-65.

44. VENTURI FRANCO, *Dalmazzo Francesco Vasco (1732-1794)*, Paris, 1940.

45. CALCATERRA CARLO, *I Filopatridi*, Torino, 1941, pp. 109-112.

46. BURZIO FILIPPO, *Piemontesi del '700. Il conte Vasco*, « La Nuova Stampa », II, 1946, n. 220.
L'articolo venne ristampato nel volume: *Anima e volti del Piemonte*, Torino, 1947, pp. 113-118.

47. CALVINI NILO, *La rivoluzione del 1753 a Sanremo*, Bordighera, 1953, vol. II, p. 105.

48. FOSSA PHILIP FRANCIS, *Il commento del conte D. F. Vasco all'Esprit des lois de Montesquieu* (tesi di laurea discussa all'Università di Genova, Facoltà di Lettere, anno accademico 1953-54, esistente presso l'Istituto di letteratura francese della Facoltà di Lettere dell'Università di Torino).

49. VENTURI FRANCO, *Giambattista Vasco in Lombardia*, « Atti della Accademia delle Scienze di Torino », XCI, 1956-57, tomo II, pp. 19-59.

50. VENTURI FRANCO, *Giambattista Vasco all'Università di Cagliari*, « Archivio Storico sardo », XXV, 1957, n. 1-2, pp. 15-41. Del Nostro si parla alle pp. 35-40.

51. DAL PANE LUIGI, *Storia del lavoro in Italia dagli inizi del secolo XVIII al 1815*, seconda edizione accresciuta, Milano, 1958, pp. 398, 418.

52. *Illuministi italiani*, vol. III, *Riformatori lombardi, piemontesi e toscani*, a cura di FRANCO VENTURI, Napoli, 1958, pp. 811-879.

53. GALANTE GARRONE ALESSANDRO, *I fratelli Vasco*, « La Stampa », XCIII, 1959, n. 158.

54. BERSELLI AMBRI PAOLA, *L'opera di Montesquieu nel Settecento italiano*, Firenze, 1960, pp. 108-119.

55. CORDERO DI MONTEZEMOLO EMILIA, *Rievocazioni risorgimentali di storia monregalese*, Mondovì, 1961, pp. 11, 12, 44, 45.

56. GHIBAUDI ROTA SILVIA, *La fortuna di Rousseau in Italia (1750-1815)*, Torino, 1961, pp. 37, 41, 86, 118-123, 304, 362, 363.

PARTE III - I DOCUMENTI

I. **Sulla famiglia Vasco.**

Per notizie sulla famiglia Vasco si possono consultare utilmente i manoscritti di Giuseppe VERNAZZA (*Biografia patria*, Torino, Biblioteca Reale, Miscellanea 33, vol. III, cc. 46 bis - 51, e Miscellanea 47, vol. I, n. 15) e di Antonio MANNO (*Il patriziato subalpino*, Torino, Biblioteca Reale, *Varia*, vol. XXXI, pp. 110-114).

Lettere di membri della famiglia dal 1645 al 1698 e soprattutto lettere del padre del Nostro, Nicolò, intendente di Pinerolo, dal 1730 al 1734 si trovano a Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 10, *Vasco*.

II. **Certificato di nascita e battesimo del Vasco.**

Pinerolo, Parrocchia Cattedrale San Donato, *Registri dei battezzati*, 1732, p. 62.

Risulta che il Vasco nacque in Pinerolo il 17 ottobre 1732 e fu battezzato nella Chiesa Cattedrale San Donato lo stesso giorno.

III. **Certificato di laurea del Vasco.**

Torino, Archivio dell'Università, *Atti pubblici di licenza e laurea n legge*, 1743-1748, p. 234, *Doctoratus domini comitis Vaschi*, 7 giugno 1748.

Die vigesima Maii 1748

DOMINUS COMES VASCUS:

A viro clarissimo iurisprudentiae collegii priore Valle sorte ducta fuere ex urna duo caesarei ac pontificii iuris capita ab ornatissimo prolyta comite Dalmatio Vasco Monregalensi propugnanda die septima Iunii proximi hora pomeridiana ad laurea gradum in utroque iure assequendum.

Ex iure canonico tit. De constit. Quis particularia concilia possit habere, qua horum auctoritas.

Ex iure civili De contractibus qui consensu ineunt. Sect. 15 a paragrapho at enim vero ad paragraphum competit praeterea.

Die septima Iunii 1748

DOCTORATUS DOMINI COMITIS VASCHI:

Coram excellentissimo rei literaria magistratu illustrissimo et reverendissimo D. vicario generali Bulioni, illustrissimo D. comite Corte censore, sa-

pientissimisque patribus infrascriptis clarissimus professor Calcinus proposuit ornatissimum D. comitem Dalmatium Franciscum Vascum Monregalensem ad laureae gradum in utroque iure assequendum.

Doctores emeriti: D. Gastaldus; D. Boccardus; D. Chionius; D. Calcinus.

Ordinarii: D. Valle prior; D. Salinus; D. Co. Cissonus; D. Bulioni; D. Redel; D. Venere; D. Alemandi; D. Salomonius; D. Co. Corte censor; D. Gianella; D. Arcasius; D. Brunus; D. Bianchi; D. Chionius; D. Arnaudus; D. Re; D. Co. Lovera; D. Peiretti; D. Bertola; D. Berardi; D. Pelionus; D. Lombardi; D. Derossi.

Absentes: D. Antonielli; D. Druetti, aegroti; D. Co. Rebuffus; D. Retia officii causa; D. Rostagnus aegrotus; D. Caccia; D. Belgranus aegrotus.

Argumentati sunt: D. Salomonius 3° loco; D. Re 4° loco; D. Co. Lovera 1° loco; D. Pelionus 2° loco.

Peracto periculo ex suffragiis fuit approbatus et laureae insignibus decoratus. In quorum fide

Ayimus

IV. Sulla denuncia del Vasco al re di Sardegna Carlo Emanuele III contro l'avvocato fiscale di Mondovì.

Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 7, n. 12, *Rappresentanze ed altre scritture riguardanti l'imposture fatte dal conte Vasco della Bastia contro l'avvocato fiscale provinciale Ordano, inquisito d'aver consultato li fratelli Giovan Battista et Andrea Borsarelli a pro del detenuto Giovan Antonio Giola del detto luogo della Bastia, 1758.*

In questo fascicolo si trova la denuncia fatta dal Vasco al re in data 17 luglio 1758 (qui alla p. 625), in seguito alla quale il re chiese il parere sull'avvocato fiscale denunciato all'avvocato fiscale generale, conte Bruno, il quale sul Vasco espresse un giudizio che si trova in una *Copia di parere del signor avvocato fiscale generale, conte Bruno, del 5 agosto 1758*: « Quanto rappresenta il signor conte Vasco della Bastia contro del signor avvocato fiscale di Mondovì Ordano porta seco un aspetto di capriccioso impegno di animosità, come ne abbiamo una dimostrazione dalla provvidenza senatoriale stata data come infra ». Il re diede inoltre incarico al senatore Cuchi di recarsi in Mondovì per raccogliere notizie sul caso denunciato e sulla persona del denunciante. Il risultato di tale inchiesta trovasi nella *Relazione ai capi da umiliarsi a Sua Maestà delle stragiudiciali notizie prese nella città del Mondovì e delli mezzi pratticati per averle a tenore delli reali comandamenti de quali nella lettera della secreteria di Stato delli affari interni delli 8 agosto 1758*, in cui tra l'altro si dice:

« ... essere detto signor conte Vasco giovine ardente, pontilioso e facile a prendere e sussitare impegni anche capricciosi ed animosi a mottivo de

quali ha già sofferto l'aresto per due volte, uno nella cittadella di Torino e l'altro nel forte di Ceva, dandolo per autore delli racorsi datti contro il già signor preffetto Coppario, antecessore di detto signor preffetto Vico, benché per esso sia principalmente comparso per via di lettera il signor conte Cordero, che hanno datto luogo a transferire detto signor preffetto Coppario dall'ufficio di questa preffettura a quella di Mortara, dicendo ciò essere cosa publica e nottoria in detta città e che difficilmente aver si potrebero notizie più particolari e specifiche delli impegni da lui lasciati e sostenuti come sovra, stante il numero e qualità de parziali e parenti che si trova avere nella medesima città, oltre che viene dalli altri communemente temuto in essa. E di più che intanto abbia il medesimo datto racorso al Senato ed anche a Sua Maestà per quanto ha sentito dire contro di detto signor avvocato fiscale Ordano, in quanto che con le sue conclusioni fatte in detta causa del furto trascina l'ulterior procedimento criminale in esso ristretto contro persona non solvenda, e così con pericolo di rimanere a suo carigo le spese forzose del processo con il pane e custodia del trattenuto, quando all'oposto, se non si fosse rillasciato il trattenuto Gian Antonio Sciola, uno delli due indicati rei di detto furto, stante la responsabilità di questo, non solo esso signor conte Vasco sarebbe stato esimito dal pagamento di dette spese, pane e custodia, ma eziandio ne averebbe conseguito qualche vantaggio ».

Infine da una lettera del 26 settembre 1758 (che trascrivo qui di seguito integralmente) del conte Nomis, avvocato patrimoniale del re, si viene a conoscenza delle deliberazioni sovrane contro il Vasco in seguito alla suddetta denuncia.

Illustrissimo signor padron colendissimo,

presentatosi ieri il signor conte Vasco, ho procurato, in esecuzione del regio comando, con tutta l'efficacia possibile di porli in vista il di lui grave mancamento e quanto disdicevole cosa sia ad un cavaliere di nascita, allenato ed instrutto nelle lettere, avanzare al sovrano fatti men veri ed intaccanti la condotta d'un ufficiale di giustizia patentato da Sua Maestà; dimostratosi il medesimo molto penetrato dalle mie rappresentanze e andato eccitando qualche motivo di scusa, ma replicatoli che non si trattava d'accertare il fatto di cui la Maestà Sua con sicure ed imparziali notizie era pienamente informato, non ho però tralasciato di farli presenti li molti e sodi fondamenti che n'erano per convincerlo della di lui imprudenza nel lasciarsi condurre da persone poco onorate, non senz'una manifesta animosità ad intaccare le persone preposte all'amministrazione della giustizia, ammonendolo d'essere più circonspetto in avenire dal prendere impegni, esortandolo d'impiegare più utilmente li suoi talenti con attendere seriamente allo studio per rendersi capace di meritare le grazie del sovrano, quando si compiaccia ammetterlo al suo servizio.

Compita la prima parte, si è fatto passaggio alla seconda con averle intimato di sodisfare le spese fatte dal signor senatore Cuchi nella trasferta e

sogiorno in Mondovì, come nella presentatali parcella, qual avendo osservato rilevare alla riguardevole somma di lire 349.5, con grave sorpresa ha risposto non avere denari, né essere al caso di sodisfare tanta somma e che la Maestà Sua era informata della tenuità de suoi redditi e che non aveva altro mezzo che di ricorere alla regia clemenza per ottenere un caritatevole sovenimento, ma, sogiuntole che la regia intenzione era che venissero da lui pagate tali spese e che le avrei accordato un termine discreto al pagamento e che mi sarei adoperato per ottenergliene dal signor senatore Cuchi una qualche diminuzione e che dovesse perciò ritornare da me fra due o tre giorni, in questo concerto si siamo licenziati.

Per l'effetto della suddetta moderazione di spese, avendo *res* inteso il signor senatore Cuchi della regia intenzione, questi con la sua solita onoratezza e disinteressamento ha rimesso il tutto a mia disposizione, rappresentando però che in molt'altre consimili incombenze stateli appoggiate aveva sempre conseguite le spese intiere eziandio dalle regie finanze, che le medesime sono regolate alla regia tariffa e stabilite dal signor Valzania, ch'il disturbo è stato gravissimo ed esser stato astretto di trattener la sedia in Mondovì e succombere a questa spesa ancorché inutile.

Veramente la parcella sarebbe giusta e non eccede il disposto della regia tariffa, tuttavia il mio pensiere sarebbe di restringerla a lire 250, e così diminuire lire cento il pagamento di queste servirà forse egualmente alle fatteli ammonizioni per contenerlo ne suoi doveri e, col rassegnarle le carte inviatemi, ho l'onore di rinovarle le proteste del riverente ossequio che le professo.

Di Vostra Signoria illustrissima umilissimo ed obligatissimo servitore
Torino, li 26 settembre 1758.

Nomis

V. **Su talune liti intentate e subite dal Vasco** (1762-1792).

a) Causa intentata dal Vasco per il feudo di Castellino.

Torino, Archivio di Stato - Sezioni Riunite, *Registro declaratorie*, n. 3, art. 616, cc. 96-120.

Allegato alla dichiarazione della Camera dei Conti in data 5 settembre 1763 trovasi un *Sommario nella causa del signor conte e commendatore D. Dalmazzo Francesco Vasco contro il signor marchese D. Clemente Vivalda*, di pp. 26 a stampa (Torino, per G.M. Ghiringhello stampatore del Real Collegio di Savoia all'insegna del Gesù, 4 gennaio 1762). In esso risulta che il Vasco, attore, rivendica il diritto alla titolarità del feudo di Castellino quale discendente da Ginevra, sorella di Andrea II, morto senza prole. Il convenuto, marchese Clemente Vivalda, possessore del feudo, oppone che, esistendo la discendenza maschile del primo investito, marchese Nano, non è ammissibile la discendenza femminile; preferibile la discendenza maschile di qualunque linea rispetto a quella femminile.

Segue un'*Aggiunta al sommario nella causa del signor conte D. Dalmazzo Vasco contro il signor marchese D. Clemente Vivalda*, di pp. 17, a stampa (Torino, 16 aprile 1763); allegati due alberi genealogici; il Sommario e l'albero genealogico concordati tra le parti e stampati di comune consenso e spese.

La dichiarazione della Camera dei Conti in data 5 settembre 1763 suona: « Ad ognuno sia manifesto che nella causa del signor conte e commendatore D. Dalmazzo Francesco Vasco contro il signor conte D. Clemente Vivalda, sentita la relazione degli atti de' quali nel qui giunto sommario e le parti in publica udienza abbiamo dichiarato e dichiariamo prima ed avanti ogni cosa tenuto il signor conte Vasco a risponder all'interpellanza fattagli dal signor conte Vivalda in comparsa de 13 aprile 1761, dichiarando altresì come dichiariamo tenuto il detto signor conte Vivalda ad evacuare in contradditorio del signor procuratore generale di Sua Maestà l'istanza dal medesimo nelle sue conclusioni fatta per l'esibizione de' documenti e scritture de' quali avesse compensate le spese ». La stessa dichiarazione della Camera dei Conti circa la suddetta causa, senza i Sommari allegati trovasi in Torino, Archivio di Stato – Sezioni Riunite, *Declaratorie originali, 1761 in 1764*, reg. 105, art. 619, c. 247.

Un seguito della causa per il feudo di Castellino si trova in Torino, Archivio di Stato – Sezioni Riunite, *Registro patenti Piemonte*, 254, 1791-1792, pp. 192-212, ove leggesi una *Rappresentanza al re del marchese Filippo Vivalda contro le pretese del Vasco e del marchese Silvestro Ceva di San Michele sul feudo di Castellino*. Il re inoltra la pratica al Magistrato della Camera l'11 maggio 1792.

b) Causa intentata dai massari dei beni parrocchiali della Bastia contro il Vasco per aver fatto seguire un nuovo alveo alla bealera detta di Bonde.

Torino, Archivio di Stato - Sezioni Riunite, *Atti di lite fra particolari*, art. 498.

Vi si trovano gli atti di recesso dalla lite del 1777.

c) Causa intentata dal Vasco contro Giovanni e Giuseppe Minetti, zio e nipote, e Giuseppe Minetti, notaio.

Torino, Archivio di Stato - Sezioni Riunite, *Sentenze camerali*, art. 619, reg. 117, c. 100.

Trovasi una sentenza in data 8 agosto 1789, il cui dispositivo suona: « La Regia Camera, udita la relazione degli atti e delle conclusioni del signor procuratore intendente di Sua Maestà e le parti, ha pronunciato e pronuncia doversi dal signor conte Dalmazzo Vasco di Bastia ridurre tra il termine di giorni trenta, a di lui spese, nel primiero stato la casa di cui si tratta co' mobili già entrostanti nella medesima, dichiarando nel caso d'inadempimento fra il sudetto termine lecito a prenominati Minetti di quella far come sovra riedificare a spese suddette d'esso signor conte Vasco, condannando questo nelle spese e danni ».

La stessa sentenza trovasi in Torino, Archivio di Stato – Sezioni Riunite, *Registro declaratorie*, art. 616, 1789, n. 4, c. 110.

d) Sulla causa intentata dal Vasco contro il Capitolo della cattedrale di Mondovì per l'utilizzazione dell'acqua di una bealera appartenente al feudo del Vasco.

Torino, Archivio di Stato - Sezioni Riunite, *Registro declaratorie*, art. 616, 1791, vol. III, c. 357.

Allegata alla sentenza della Camera dei Conti in data 16 dicembre 1791 trovasi un'*Aggiunta al sommario della causa del signor conte e commendatore D. Dalmazzo Vasco di Bastia intervenuto in esso dopo già stampato il sommario l'illustrissimo signor procuratore generale di Sua Maestà contro il Capitolo della cattedrale di Mondovì*, di pp. 94 e *Conclusioni*, di pp. 18, a stampa (Torino, Stamperia Reale, 1789).

La sentenza della Camera dei Conti in data 16 dicembre 1791 suona: « Ad ognuno sia manifesto che nella causa del signor conte Francesco Dalmazzo Vasco di Bastia contro il Capitolo della cattedrale di Mondovì, sentita la relazione degli atti e delle conclusioni dell'ufficio del signor procuratore generale di Sua Maestà de' quali nel qui giunto sommario e le parti in publica udienza, abbiamo pronunciato e pronunciamo, senza pregiudicio delle ragioni tra il regio patrimonio ed il signor conte Vasco doversi dichiarare, come dichiariamo, reiette le eccezioni dal Capitolo di Mondovì negli atti fatte, non esser lecito al medesimo di servirsi dell'acqua della bealera di cui si tratta per l'irrigamento della di lui cascina e beni denominati della Pieve, salvo mediante un annuo canone a favore del feudo da fissarsi da noi per l'uso di detta acqua ed in quella quantità e modo che senza pregiudicio delli edifizi feudali, verrà previo il giudicio di un perito d'ufficio eligendo in contradditorio delle parti stabilito, sentito il predetto signor procuratore generale compensate le spese ».

La stessa sentenza in data 16 dicembre 1791 trovasi in Torino, Archivio di Stato – Sezioni Riunite, *Sentenze camerali*, art. 619, reg. 118, c. 239.

VI. Sull'intervento del Vasco nel 1766 a favore del fratello Giambattista per la cattedra di logica e metafisica presso l'Università di Torino.

Torino, Archivio di Stato, *Sardegna, Lettere de' reggenti, 1766-1770.*

In una lettera del reggente a Cagliari Ignazio Arnaud al Bogino in data 28 febbraio 1766 si legge:

« Il padre Vasco si è poi risolto di presentare la sua rappresentanza al magistrato sopra gli studi da cui si rassegna all'Eccellenza Vostra. E da alcuna parte mi è rinvenuto che il signor conte di lui fratello costì dia de' passi per procurarli la cattedra di logica e metafisica vacante in codesta Università per la morte del signor teologo Prato ».

Nella lettera del Bogino all'Arnaud da Torino, in data 26 marzo 1766 si legge:

« Vedrà dalla lettera che scrivo al magistrato sopra gli studi che Sua Maestà accorda la chiesta dimissione al padre Vasco, il quale è una testa leggera, incostante e senza un capitale di dottrina. Seppi a suo tempo i passi che pensava di dare il fratello per procurargli la cattedra di logica e metafisica in questa Regia Università e Sua Maestà n'è prevenuta in modo che non avrà a lusingarsene ».

Una copia della suddetta lettera trovasi a Torino, Archivio di Stato, Corrispondenza con l'Università di Cagliari, serie D., vol. 3, *Università di Cagliari dalli 18 dicembre 1765 alli 6 dicembre 1769*, c. 17 *r.*

Cfr. sull'argomento F. VENTURI, *G. B. Vasco all'Università di Cagliari*, « Archivio storico sardo », XXV, 1957, fasc. 1-2, pp. 15-41.

VII. **Sugli accordi del Vasco con l'ambasciata inglese a Torino circa l'affare della Corsica.**

London, Record Office, *State Papers*, 92-72, Lettera dell'ambasciatore inglese a Torino, Henry Sherdley, al duca di Richmond in data 2 luglio 1766 con allegata la memoria del Vasco redatta in francese, qui alle pp. 631-632.

Trascrivo dall'originale il documento, reperito e pubblicato da F. VENTURI, *D. F. Vasco*, Paris, 1940, pp. 46-47.

His grace the duke of Richmond.

Turin, second July 1766.

My lord,

two noblemen of this country, one residing here and the other at Leghorne, having communicated to me a correspondence that has been carried on for some months between them and a strong party of the principal malcontents of the island of Corsica, who are neither friends to the Republick of Genoa, nor to that of general de Paoli, but who are very desirous and anxious of forming a new State, as near like that of England as possible; and for this purpose have consulted those two noblemen, who, it seems, have formed a code of laws for the better government of the island that has been approved; which is the reason they have been invited to take upon them the direction thereof; but as these two noblemen do not find themselves in a condition to put in execution this project without the aid and assistance of some power, they have earnestly sollicited me to make this known to the court of Great Britain; therefore I take the liberty of troubling your grace with this dispatch and the inclosed memorial, submitting to your better judgment how far it may concern his majesty's interest and service.

The nineteenth of last month the king of Sardinia and the royal family returned hither in perfect health from the Venery.

Count Viry tho[ugh] able to take the air daily is still invisible to the foreign ministers.

I have the honour to be with the highest respect, my lord, your grace's most obedient and most humble servant.

Henry Sherdley

VIII. **Sull'ordine di arresto del Vasco nel 1766.**

Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 17, fascicolo *Torazza maggiore a Mondovì*.

In questo fascicolo si trova la lettera di Paolo Lanzone all'avvocato G. B. Mazé, primo ufficiale della Segreteria di Stato, datata Livorno, 12 agosto 1766, con la quale il Vasco viene denunciato per l'affare della Corsica, ed allegati alla stessa due biglietti del Vasco al Lanzone (qui alla p. 633). In seguito a tale denuncia furono richieste informazioni e furono date disposizioni per l'arresto dei due fratelli Vasco, Dalmazzo e Nicola (vedi in particolare la lettera in data 26 agosto 1766). Con lettera in data 2 settembre 1766 si dà riscontro dell'avvenuto arresto di Nicola Vasco. Trascrivo dall'originale la lettera di denuncia del Lanzone, già pubblicata da C. DANNA, *Intorno il monumento a G. B. Vasco*, Torino, 1862, pp. 38-39.

Livorno, addì 12 agosto 1766.

Illustrissimo signore,

sino dall'anno scorso con una mia in data 10 agosto 1765 di Corsica diedi avviso al signor conte di Viry di un affare che poteva avere delle conseguenze, ma o non si fece attenzione a miei avvisi o la lettera si smarrì. Ora poi, sendo la cosa quasi al punto di avere il suo effetto, come Vostra Signoria illustrissima potrà vedere per le qui acchiuse lettere, voglio compire al mio dovere di fedel suddito di Sua Maestà avvertendo Vostra Signoria illustrissima delle trame che si ordiscono in Torino contro gli interessi di Sua Maestà. L'avviso secondo vedrà dal seguito della mia lettera, è importantissimo e merita tutta l'attenzione ed abbisogna di un pronto e subito riparo. Il signor conte Dalmazzo Vasco della Bastia, cittadino del Mondovì ed abitante in questa metropoli, sin dall'anno passato concepì il disegno di esibire un piano di leggi per regola e governo de Corsi che hanno scosso il giogo del dominio genovese; in seguito di quest'idea, formato un embrione di detta legislazione e disteso regolarmente in alcuni fogli che mi consegnò, fui dal medesimo pregato a volermi incaricare di portare i detti fogli in Corsica ed esibirgli al signor generale De Paoli, il che accettai di buon grado per avere il piacere di vedere e di contrattare con questo signore. Alle sole leggi non estendevasi l'idea del conte Vasco, anzi per mezzo di queste voleva pervenire ad essere rettore e capo di detta isola, mediante l'approvazione e piacimento del generale. Questa idea non ebbe effetto veruno per esser affatto chimerica ed ebbi il piacere di trattare col signor De Paoli tre giorni e presentargli il piano di legislazione rimessomi dal conte Vasco, quale fu ricevuto con dimostrazione

di gradimento dal signor De Paoli e con ringraziamenti grandi. Vedendo svanito il progetto di erigersi in reggente de Corsi, tentò il conte Vasco altre strade per venire a capo de suoi disegni. Queste sono, secondo quello che posso congietturare, di farsi un partito di gente militare del servizio di Sua Maestà, i quali, lusingati da lui con straordinarie promesse, hanno fatto causa comune con lui in questo affare. Il numero, per quanto dalle lettere dell'istesso conte Vasco posso capire, deve passare il numero di tre mila. Tutta questa gente deve uscire da Stati di Sua Maestà per andare a sorprendere la città e castello di Monaco ed ivi, provistasi di cannone e provisioni da bocca e da guerra, trasportarsi in Corsica e fare l'assedio della Bastia, capitale dell'isola, e delle altre piazze munite. Il denaro per la spedizione credo venga proveduto da qualche milord inglese, perché non so darmi a credere che il governo voglia impacciarsi in simili cose, come l'istesso conte Vasco mi dà ad intendere nelle sue lettere, nelle quali vengo incaricato io di trasportarmi in Corsica e sollevare un partito a favore del conte con mezzo di danaro, che mi dice mi farà pervenire prontamente. Tengo, oltre acciò, incombenza di noleggiare un gran numero di bastimenti per trasportare in Corsica tutta la gente e provisioni, ma fin ora, avendo creduta la cosa ideale e per così dire una pazzia, non mi sono ardito a darne le dovute notizie, ma avendo ricevuto le due acchiuse lettere ieri da Torino, non ho voluto più in lungo aspettare a fare il mio dovere avvertendo Sua Maestà per mezzo di Vostra Signoria illustrissima e di altra persona a cui medesimamente scrivo per questo corriere di questo fatto, il quale è imminente contro ogni mia aspettazione, mentre sono stato tre corrieri senza ricevere alcuna lettera dal detto conte Vasco. Non posso negare che non mi faccia una pena infinita l'accusare un mio amico e benefattore quale è il conte Vasco, ma quello che devo a Sua Maestà supera di gran lunga tutti i doveri dell'amicizia. Prego però Vostra Signoria illustrissima a porgere le mie supliche a Sua Maestà affinché io non comparisca accusatore in quest'affare e a supporre le due lettere acchiuse intercette, mentre mi offerisco di dare tutti quei lumi che dipenderanno da me per rischiarire l'affare che comunico a Vostra Signoria illustrissima. Avverto in oltre che non so veruno de complici dell'affare, salvo il cavaliere Nicola Vasco, fratello del conte, mentre il detto conte me gli ha sempre con somma gelosia celati, onde procurino di cavarne le notizie altrove che da me mentre ne sono affatto allo scuro e, pregando Vostra Signoria illustrissima a perdonarmi l'incomodo di questa lunga lettera, con ossequioso rispetto, in attenzione de di lei comandi, sono di Vostra Signoria illustrissima devotissimo ed umilissimo servo

Paolo Lanzone

IX. **Sulla risonanza del tentativo del Vasco in Corsica.**

Genova, Archivio di Stato, *Materie politiche, Lettere Ministri Torino*, busta n. 19/2506.

Trascrivo integralmente il testo della lettera di Francesco Ageno, ministro genovese alla corte di Londra, scritta da Torino il 27 agosto 1766, citata da N. CALVINI, *La rivoluzione del 1753 a Sanremo*, Bordighera, 1953, vol. II, p. 105.

Non essendovi in ora ministro della Republica a questa regia corte e dì a Torino e trovandomi in dubbio che il Governo Serenissimo possa essere informato di quanto accade presentemente, stimo essere del dover mio, giacchè a caso qui mi ritrovo, raguagliarlo io stesso d'una nuova che corre e che viene qua raccontata in questa capitale da i primarii signori del paese e da i ministri stranieri. Si sparge addunque che un certo signor conte Guasco sia partito dal Mondovì e siasi imbarcato o a Loano, o a Mentone conducendo seco, chi dice ottanta e chi duecento uomini di quella milizia da lui ingaggiata e pagata, con risoluzione di condursi in Corsica al servizio del De Paoli. Ho procurato subito con tutta cautela e coll'aiuto ed assistenza di questo inviato di Napoli, che mi dimostra somma premura e parzialità, d'indagare per quanto è possibile tutte le circostanze del fatto e ricavo essere detto Guasco molto conosciuto in Torino, di ottima famiglia e dottato di fervida idea, d'intraprendente natura e di qualche capacità, ma nel resto poi in deterioramento di fortuna. È universale opinione che il medesimo fosse da molto tempo in corrispondenza con de Paoli, principalmente circa al dargli raguaglio delle leggi di questo Stato e di molti altri regolamenti adottati da questo sovrano, onde molti vogliono che siasi portato in Corsica per opera d'un suo parente o paesano che possiede un impiego presso del detto de Paoli, da cui il Guasco nell'odierna circostanza è stato invitato. Vi è chi dice che l'oggetto di questo suo viaggio si è di comporre un corpo di leggi per uso de Corsi, altri che deve prender serviggio fra ribelli e colli uomini che ha seco condotti formare un picciol corpo di soldati; altri poi che pretendono aver egli qualche segreta commissione ed aiuto da qualche principe.

Queste sono le particolarità che in poche ore di soggiorno in questa capitale tra ier sera e questa mattina ho potuto raccogliere con tutta riserva. Ne trasmetto subito l'annuncio per ciò che ne possa essere di vero a Vossignorie serenissime, frattanto procurerò indagare di vantaggio su questo fatto per informarle poi in persona di quanto mi riuscirà fattibile di scoprire, motivo per cui prolongherò di due o tre giorni più di quello avevo ideato la mia dimora in Torino.

In questo punto vengo pure raguagliato d'altre circostanze, ed è che il Guasco ha seco condotto un suo fratello o uffiziale al serviggio del re.

Ho l'onore.

Torino, addì 27 agosto 1766.

(Dal M. Francesco Ageno, ministro alla corte di Londra).

1766 a 30 Agosto.

LETTERA A' SERENISSIMI COLLEGGI

È fatto presente a Vostra Signoria Serenissima l'occorso nei giorni passati di due Piemontesi che supposero che detto Guasco avesse radunato gente a Massimino per sorprendere Savona, del che da Sua Serenità ne fu avvisato il Cancelliere dell'Illustre Magistrato degli Inquisitori di Stato.

Si rimetta copia di detta lettera all'illustrissimo deputato di mese dell'illustre magistrato degli Inquisitori di Stato, affinché se ne valga nelle proprie incombenze. Per Serenissimo collegio *ad calculos*.

Luigi

Torino, Archivio di Stato, *Sardegna, Lettere de' reggenti, 1766-1770.*

In una lettera del Bogino a Ignazio Arnaud, reggente di Cagliari, da Torino in data 10 settembre 1766 si legge:

« È conforme al prescritto dalle Regie costituzioni di codesto studio l'attenzione da Lei avuta di farsi rimettere dal padre Vasco prima di sua partenza la copia degli scritti da esso dettati negli scorsi due anni. Egli sarà giunto in tempo a Genova per sentire le gesta de' suoi fratelli, i quali, se sono come egli incostanti, hanno di più fatto conoscere riscaldamento di testa ». Copia della suddetta lettera trovasi a Torino, Archivio di Stato, *Corrispondenza con l'Università di Cagliari*, serie D., vol. 3, *Università di Cagliari dalli 18 dicembre 1765 alli 6 dicembre 1769*, c. 45 *r.* e *v.*

Torino, Archivio di Stato, *Corrispondenza con l'Università di Cagliari*, serie D., vol. III, *Università di Cagliari dalli 18 dicembre 1765 alli 6 dicembre 1769.*

Alla c. 44 *v.* trovasi una lettera del Bogino a Sua Eccellenza il Viceré balio della Trinità di Cagliari in data 10 settembre 1766, in cui si ripete la stessa notizia:

« Il padre Vasco sarà arrivato in tempo a Genova per sentire le scempiaggini de' due suoi fratelli, come non dubito che ne sia corsa anche costì la voce, i quali se assomigliano a lui nella leggerezza ed incostanza del cervello, hanno di più fatto conoscere d'averlo non poco riscaldato ». La risposta a questa notizia trovasi in una lettera del 26 settembre 1766 (Torino, Archivio di Stato, *Sardegna. Relazione dei dispacci del Viceré del 1765 e 1766*, vol. IV, c. 505) dove si legge:

« Erasi colà intesa qualche voce sull'incauta condotta del conte Vasco, ma essendo assai vaga, trovavasi il Viceré tuttavia al buio del da lui operato ».

Torino, Archivio di Stato, *Sardegna, Materie politiche*, Categoria 10, *Lettere Università di Cagliari da gennaio 1766 a tutto il 1772*, mazzo di ultima addizione.

Nella lettera n. 36 di Giambattista Vasco al Bogino da Genova in data 13 settembre 1766 si legge:

« Ora poi pochi giorni dopo il mio arrivo in Genova mi gionge l'infelicissima novella dell'arresto obbrobriosissimo d'un mio fratello e della fuga di un altro per motivi che possono avere l'aspetto il più grave... La prima cosa che ho fatto si fu di trovare il conte Vasco e sentire lo stato dell'affare: e sono stato sollevato di molto quando ho sentito che nel fondo non vi è delitto alcuno; che subito che Sua Maestà sia informata dell'affare (come lo sarà fra breve con umilissima e sincerissima suplica dal conte Vasco) puossi sperare non vi debba trovare cosa alcuna contraria alli interessi dello Stato né alle presenti reali intenzioni e niente sicuramente contro le leggi ».

A Torino, Archivio di Stato, *Corrispondenza con l'Università di Cagliari*, serie D., vol. 3, *Università di Cagliari dalli 18 dicembre 1765 alli 6 dicembre 1769*, c. 46 *r.* e *v.*, trovasi la risposta del Bogino a Giambattista Vasco in data 17 settembre 1766, ove si legge:

« Riguardo poi agl'incidenti che riguardano i di Lei fratelli, Le dirò ingenuamente che ne ho risentito vero dispiacere, anche per il provvedimento che si è giustamente attirato l'ultimo di essi. Non ho lasciato di far presente a Sua Maestà l'offerta che Vostra paternità molto reverenda fa di rendersi a Reali suoi piedi per sincerare la di loro condotta, ma trattandosi di fatti che vanno chiariti formalmente a secondo le regole, sembrami che riuscirebbe inutile il suo viaggio dovendo d'altro canto essere persuasa che Sua Maestà fa rendere giustizia, onde i di Lei fratelli non soffriranno certamente il menomo torto. Potrà Ella tuttavia prendere la determinazione che stima ».

Cfr. inoltre la « Gazette de Berne », LXXXII, 1766, *Supplément aux Nouvelles de divers endroits du samedi 11ème octobre 1766, Précis de quelques lettres d'Italie du 27 septembre 1766.*

X. Sul processo contro i fratelli Vasco.

Torino, Archivio di Stato, *Materie criminali*, mazzo 9 da ordinare, *Risultanze del processo formatosi contro li signori conte Dalmazzo Francesco e cavaliere Nicola, fratelli Vaschi, il primo commendatore della sacra religione et ordine militare de' santi Maurizio e Lazzaro, e l'altro già luogotenente nel reggimento provinciale di Mondovì, come inquisiti, 1767 e 1768.*

Trascrivo integralmente dall'originale le suddette risultanze, giá pubblicate da M. CHIARAMONTI, *D. F. Vasco e l'ambiente in cui visse*, Norcia, s.d., Appendice, pp. V-XXII. In questo fascicolo trovasi anche la lettera del Vasco in data 9 agosto 1768 (qui alle pp. 640-642).

Risultanze del processo formatosi contro li signori conte Dalmazzo Francesco e cavaliere Nicola, fratelli Vaschi, il primo commendatore della sacra religione ed ordine militare de' santi Morizio e Lazzaro, e l'altro già luogotenente nel reggimento provinciale di Mondovì, come inquisiti.

Primo, d'avere tentato di fare senza la permissione di Sua Maestà levate di uomini ne' suoi reali Stati per estrarli da essi e condurli a servire in alieno Stato in qualità di soldati, con averli ad un tal fine già assicurati e caparrati contro la proibizione portata dalle Regie Costituzioni, libro quarto, titolo trigesimo quarto, capo secondo, sotto il titolo *Del delitto di lesa maestà*, paragrafo settimo.

Secondo, d'essere li medesimi partiti dagli Stati della Maestà Sua senza veruna licenza, in contravvenzione al paragrafo secondo, sotto il titolo *Compendio di varie proibizioni*.

Questo procedimento ebbe suo principio da rappresentanza del signor avvocato fiscale generale delli ondeci settembre 1766, con cui notificò al Senato essere stata la Maestà Sua informata che in agosto allora scorso si fossero assentati senza veruna licenza da questi Stati detti signori fratelli Vaschi e portati entrambi nel territorio di Genova, facendo diligenza per trarre al loro partito gente bandita da' suoi Stati e di mal affare per farne la levata. Che Bartolomeo Colombo del Mondovì, avendo avuta qualche ingerenza o parte ne' progetti, ravveduto del suo errore, domandasse l'impunità ed un salvo condotto per venir a manifestare a' ministri di Sua Maestà quel tanto che restava a sua notizia. Che, volendo Sua Maestà esser informata di che si trattasse, si fosse degnata di accordare sotto li ventotto detto agosto al detto Bartolomeo Colombo anche assente allora dagli Stati un libero salvo condotto per un mese, affinché potesse liberamente ritornare ne' medesimi e presentarsi fra giorni quindici allora prossimi alla Segreteria di Stato interna per eseguire quanto gli verrebbe da essa di suo ordine indicato con riserva, visto l'adempimento, di fargli sentire li ulteriori effetti delle reali sue grazie.

Che essendo giunto in questa città detto Colombo, fu indirizzato dalla Segreteria di Stato ad esso signore avvocato fiscale generale, acciò si prendesse l'esposizione che intendeva fare di quanto era a sua notizia a riguardo de' progetti di detti signori fratelli, epperciò chiese commettersi ad uno de' signori senatori di ricevere l'esposizione di quello attorno quanto sovra.

E con decreto de' ondici detto settembre fu delegato il fu signor senatore Bussa.

Dall'informativa d'esso Colombo in quattro atti successivi risultò che il signor conte Vasco, credendo di venire proclamato e coronato re della Corsica, pel qual fine vi fosse colà diggià un partito di tre mila uomini caparrati a suo favore, intendeva di fare levata d'altri uomini in queste parti in numero di cinquecento o maggiore, se gli fosse riuscito, per condurli seco lui nella Corsica ed unirli a' predetti tremila per mettere tra tutti ad esecuzione la detta impresa, che comunicò al prenominato signore cavaliere Nicola, suo fratello, acciocché, col mezzo anche di qualche amico, procurasse di fare tale levata.

Ed infatti negli ultimi giorni di luglio o sul principio d'agosto detto anno esso signor cavaliere, dopo terminata la partita al giuoco del pallone nel Piano di Breo del Mondovì, preso in disparte esso Bartolomeo Colombo,

già da lungo tempo suo confidente, circa le ore ventitre in ventiquattro in secretezza gli fece vedere e gli ha letto un'istruzione in iscritti rimessagli dal signor conte, suo fratello primogenito, riguardante la levata d'uomini pel succennato fine e lo richiese d'aiutarlo nel fare la medesima e la di loro ricerca, ancorché fossero oziosi e vagabondi, al che ha aderito il Colombo sulla speranza datagli dal signor cavaliere che con tal mezzo si sarebbe messo in istato di guadagnarsi qualche riguardevole trattenimento e per l'assicuranza che gli diede che occupandosi in quell'affare non gli sarebbe occorsa alcuna cosa di male.

L'indomani si rinnovò tra di loro tale intelligenza ed in quello stesso giorno diedero principio alla ricerca d'uomini con avere circa ad un'ora di notte nell'osteria della Bigatta ambi unitamente fatta la proposizione a certi Mosso, Mezzana e Cravesana, tutti e tre del Piano di Breo, se volessero servire o sia andar a servire e travagliare fuori però degli Stati di Sua Maestà, dove anch'essi sarebbero andati, ed avendo li detti tre risposto di sì, restarono di concerto che a suo tempo sarebbero stati avvisati alcuni giorni prima della partenza.

Qualche giorno successivo tre disertori delle truppe di Sua Maestà rifuggiati nella chiesa parocchiale di detto Piano addimandarono al Colombo se fosse vero ch'egli cercasse gente per qualche servizio ed avutane la risposta affermativa, si sono offerti di prendere servizio, purché fosse per fuori Stato ed il Colombo li accertò che all'occorrenza li avrebbe avvertiti ed avendogli quelli suggerito il nome di altri due o tre che dissero essere banditi del luogo della Morra o di Mulazzano, prese di tutti i medesimi in iscritto il nome e cognome, lo che poi ha confidato al detto signor cavaliere che ne fece la memoria in un suo quinternetto che portava in saccoccia.

Uno o due giorni circa dopo il signor cavaliere disse al Colombo essergli stato supposto che nel luogo d'Ormea vi fossero uomini da prendere pel affare sudetto e perciò ambidue insieme si portarono colà, dove avendo il signor cavaliere lasciata incombenza a qualcuno d'avvisare il caporione, cioè uno di quelli che all'occorrenza provvedono uomini pel tagliamento de' boschi, di portarsi a parlar seco lui, vi andarono in seguito a tale avviso due uomini a' quali esso signor cavaliere in presenza del Colombo disse se fossero al caso di provvedergli qualche quantità di gente per andare a servire fuori Stato ed essi accettarono l'incombenza di farne la ricerca e che nel giorno di san Bartolomeo, ritornando in Ormea, gli avrebbero data la nota della quantità degli uomini che avrebbono ritrovato per servire fuori Stato, come li assicurarono li detti signori cavaliere e Colombo, che però non spiegarono per dove, che si riservavano di notificarglielo.

Dopo di che, passando per Bagnasco, ove hanno pernottato, si sono restituiti al Mondovì.

Ed all'occasione di questo ritorno, che il Colombo crede essere li cinque agosto, il notaro Carlo Gorresio di Bagnasco, sendo di loro compagnia andato sino al luogo di Scagnello, strafacendo il signor cavaliere Vasco disse

al Gorresio che anch'esso li aiutasse a fare uomini con avergli confidato tutto il segreto dell'affare ed esso gli rispose che gli bastava l'animo di fare in quelle parti quindici in sedici di detti uomini, la quale risposta però diede per pura compiacenza, come subito confidenzialmente si protestò col Colombo e con animo di non immeschiarsene.

Dal Mondovì nel giorno susseguente si sono portati al luogo di Frabosa ed hanno richiesto certo merciaio di professione a far ricerche d'uomini che volessero andare con loro a servir fuori Stato ed ebbero in risposta che probabilmente ne avrebbero ritrovato cinque o sei, nel qual caso li avrebbe avvertiti al Mondovì.

La mattina delli dieci agosto, nel mentre che il signor cavaliere Vasco ed il Colombo intendevano andare nelle terre del Genovesato, e spezialmente a' luoghi delle Carcare e di Calissano, dove avevano per inteso vi fossero molti banditi piemontesi rifuggiati, così che facilmente avrebbero trovato di que' uomini che cercavano, giunse al detto Piano della Valle ed all'osteria della Bigatta il signore conte Vasco, il quale dopo il pranzo, in presenza del signor cavaliere suo fratello e del Colombo disse a certo Minotto, altre volte caporale de' soldati invigilatori delle regie gabelle, a Gioanni Mazzante, già oste, e ad altri due uomini che prima erano soldati invigilatori, che facessero presto a cercare altri uomini che fossero disposti per andare a servire ed all'interrogazione fattagli spezialmente dal Minotto di qual servizio si trattasse e per dove, soggiunse che era per servire fuori Stato e per un servizio che loro sarebbe stato utile senza essersi maggiormente spiegato, ed il Minotto egualmente che li detti tre suoi compagni risposero che avrebbero procurato di cercare gli uomini che desiderava in quella maggior quantità che avrebbe potuto trovare.

E perché il Minotto per mezzo del Colombo fece sapere al signore conte che dovendo egli andar in giro a cercar uomini gli abbisognavano denari per farsi la spesa, il signor conte sudetto diede una doppia da lire ventiquattro al Colombo, acciocché gliela rimettesse, benché questi, ritenutesi lire sei, gliene consegnò solamente dieciotto.

Li ondici stesso agosto ambi essi signori fratelli Vaschi, unitamente al Colombo, andarono a Bagnasco ed alla casa del detto notaio Gorresio, dove alcuni giorni si è fermato il signor conte a motivo di qualche incomodo sopragiuntogli per avere corso la posta a cavallo.

Frattanto di buon concerto del medesimo il signore cavaliere ed il Colombo la sera di detto giorno delli ondici, colla guida d'un uomo provveduto dal Gorresio, si sono portati al luogo di Massimino, dove stavano rifuggiati Fedele Tomatis e certo Giuseppe suo compagno, ambi del Mondovì e banditi, a' quali diedero la commissione di partire la stessa sera e portarsi alle Carcare in ricerca di simil gente.

Ed essi signori cavaliere e Colombo la mattina delli dodici, colla guida sudetta, giunsero alle Carcare ed al loro arrivo ritrovarono li Tomatis e Giuseppe suo compagno che li aspettavano insieme ad altri cinque o sei uomini

piemontesi, banditi colà rifuggiati già caparrati, ed avendo cui sovra addimandato se fosser pronti ad andare a servire fuori degli Stati di Sua Maestà e che a suo tempo avrebbero loro palesato per dove, essi uomini non diedero parola positiva, per lo che si sono riservati di averla al loro ritorno per quel luogo.

Licenziata la guida, lo stesso giorno delli dodici partirono dalle Carcare e giunsero a Savona, dove si sono fermati tre giorni, cioè per tutto li quindeci.

Li tredeci o quattordeci si sono abboccati con Gioannino Rattalino di Marzole, bandito, e gli hanno appoggiata la commissione di cercare otto in dieci altri banditi ed eziandio in maggior numero pel fine suddetto ed il Rattalino promise di ciò fare e dargliene poi l'avviso della quantità che avrebbe ritrovato.

Sebbene il signor conte Vasco gli avesse raccomandato di ben osservare e sapergli riferire l'altezza delle muraglie esteriori di quel castello di Savona e la quantità della truppa che in esso ritrovavasi ed il modo di potergli dare la scalata, hanno tralasciato di fare simili osservazioni per non rendersi sospetti.

Onde la mattina delli sedici partirono da Savona e circa due ore dopo il mezzo giorno delli diecisette giunsero a Bagnasco, dove in presenza per qualche tempo del Gorresio, diedero al sudetto signor conte il ragguaglio di quanto avevano operato alle Carcare ed a Savona.

Progettò il signor conte che il signor cavaliere ed il Colombo dovessero nuovamente partire e ritornare ad Ormea, Calissano, Carcare e Savona a prendere la nota di quelli che fossero disposti a partire con loro e per animarli a sollecitare tal affare ha tirato fuori dalla saccoccia e letta loro una lettera che disse essergli stata scritta da Torino, in cui gli veniva dato l'avviso che il signor avvocato Regis, vice giudice in Mondovì, prendesse formali informazioni per la prova della levata d'uomini che da essi si faceva per fuori Stato ed anzi del risultato ne avesse già dato il riscontro a Torino.

Il Gorresio, ch'era presente, nulla disse allora, ma mezz'ora circa dopo, nel mentre che pur anche pranzavano, andò a prendere le Regie Costituzioni e fece loro vedere il paragrafo, per forma di cui resta proibito a chiunque, massimamente suddito, di fare levata di soldati per fuori Stato e sotto pena della morte; ed il Colombo, avendolo letto, si mise a piangere e lamentarsi colli signori fratelli Vaschi che lo aveano messo in tale imbroglio ed andava pensando il modo d'allontanarsi da loro.

Circa le ore due di notte di detto giorno diciasette a diecinove agosto il signor conte disse che sarebbe stato meglio a porsi in sicuro e portarsi al luogo di Massimino, terra del Genovesato, per evitare il pericolo di venire arrestati.

Come infatti senza frapposizione di tempo, di consentimento del Gorresio, tutti essi tre di compagnia eziandio del già detto Gorresio e d'un uomo che dee essere il di lui servitore, si sono portati al detto luogo di Massimino, ove presero l'alloggio alla casa di certo Costanzo ed il Gorresio col suo servo se ne ritornò a Bagnasco.

Il Colombo, dopo essersi fermato in Massimino uno o due giorni, affine di allontanarsi dalli signori fratelli Vaschi, prese il pretesto di andare ad Albenga a trattare qualche affare colli Fossati suoi cognati.

E la mattina delli diecinove a' venti agosto il signor conte Vasco, secondo la promessa fattagli la sera precedente, gli ha sborsato quindi[ci] pezze d'oro tra zecchini ed ongari, co' quali potesse soccorrere la di lui famiglia, ed esso Colombo nel passare per Calissano e Savona fece licenziare que' uomini che erano giá stati nel sudetto modo caparrati, perché di loro non facesse più bisogno.

E giunse in Albenga verso il mezzo giorno delli ventidue, dove si è fermato sino alli venticinque, nel qual giorno per mare andò a Savona, dove ritrovò il Giuseppe, compagno di Fedele Tomatis, inviato dal signor conte Vasco per riconoscere la causa di ritardo del suo ritorno, cosiché arrivò a Massimino circa ad un'ora di notte de' ventotto stesso agosto, con avere inteso che li signori conte e cavaliere Vaschi, pendente il loro soggiorno in quel luogo, si erano occupati a fare ricerca ed escavazione di miniere.

E poco dopo li detti signori fratelli Vaschi, che erano andati a Bagnasco, ritornarono a Massimino, ed alla casa del detto Costanzo, dove dissero al Colombo (che li rimproverava perché fossero stati a Bagnasco) siccome l'affare prendeva buona piega, onde neppure esso lui dovesse più temere verun cattivo incontro.

Loché poi fu a lui replicato al dopo pranzo delli trent'uno detto agosto dal detto notaio Carlo Gorresio, che colà erasi portato, e che, avendolo veduto melanconico, lo ha incoraggito con dirgli che l'affare prendeva buona piega perché esso ne avesse scritto al signor Torazza, comandante della città di Mondovì, da cui avea ricevuto il riscontro che il sudetto affare prendeva buona piega.

E la mattina del primo settembre, volendo il Colombo servirsi del[la] cavalla del signor conte Vasco per andare, come diceva, ad Albenga, benché avesse intenzione di ritornare a Savona, fu riconosciuto che la detta cavalla era sferrata, onde il signor cavaliere Vasco la montò per condurla far ferrare in Bagnasco, al qual effetto circa le ore dodeci di detta mattina partì da Massimino insieme a certo Graffagno di Bagnasco, di cui, come pedone, era solito servirsi il detto signor conte, ed ambi restarono sorpresi nell'aver veduto da lì ad un'ora e mezzo ritornare a Massimino colla cavalla ancora sferrata il sudetto Graffagno, il quale li ragguagliò che il signor cavaliere nella casa del Gorresio era stato arrestato da' soldati invigilatori delle regie gabelle.

Dalla qual nuova attristato il signor conte venne in deliberazione che dovesse ritirarsi da Massimino ed andare a Finale.

Come così la mattina delli due settembre nel far del giorno il signor conte ed il Colombo, colla scorta delli già nominati Fedele Tomatis e Giuseppe suo compagno e di certo Berta genovese, partirono da Massimino e circa le ore ventuna dello stesso giorno giunsero a Finale.

La mattina susseguente, che fu li tre, per mare sono andati a Savona, dove, sendosi fermato il signor conte Vasco, il Colombo partì li cinque di consenso del medesimo in seguito a lettera che avea convinto essergli stata scritta da' suoi cognati e si portò ad Albenga.

Esso Colombo, che era già munito del regio salvo condotto, è partito da Albenga li sette e giunse a sua casa in Mondovì nel giorno seguente e li dieci medesimo mese venne a questa città per gioire di detto salvo condotto e fare la sua esposizione e propalazione per indi venire dalla reale clemenza graziato dell'impunità per ogni reato in cui fosse incorso nell'ingerenza da lui avuta nel rivelato affare.

Con quali fondamenti il signor conte Vasco si ideasse e si lusingasse di venire proclamato e coronato re della Corsica e con quali mezzi ed aiuti credesse di riuscire in tale impresa egli stesso ne avrebbe fatta la confidenza e racconto al detto Bartolomeo Colombo, cioè, dopo che il Gorresio in Bagnasco avea fatto vedere il surriferito paragrafo delle Regie Costituzioni, essendo in Massimino il conte disse al Colombo che certo signor Lanzone, della città di Mondovì e che allora si ritrovava in Livorno, era quello che già da un anno circa maneggiava quell'affare e gli avea dato riscontro che in Corsica vi era un partito di tre mila uomini per coronarlo re di quel paese, cosiché gli conveniva fare levata d'uomini in quella maggior quantità che avrebbe potuto per seco lui condurli nel detto regno insieme a munizione di guerra e da bocca e che a tal fine egli avea del tutto fatto la confidenza al signor cavaliere suo fratello, accioché esso col mezzo anche di qualche suo amico attendesse a fare detta levata di uomini in quelle parti per poi unirli a que' tre mille che già collà erano caparrati in suo favore.

E dippiù tirò fuori dalla saccoccia un piego di carta consistente in alcuni fogli che gli fece vedere scritti in colonna e che disse contenevano il sistema del governo che intendeva dare alla Corsica e che già lo aveva comunicato al Lanzone, da cui era stato trasmesso a' quelli del suo partito in detto regno.

Soggiunse ch'egli aveva già stabilito e destinato quaranta piazze da capitano pel regolamento dei detti tre mila uomini.

Ed avendogli il Colombo addimandato come avrebbe fatto a ritrovare denari necessarii per l'esecuzione di tale impresa, esso signor conte gli abbia risposto che monsignor Pitt, inviato d'Inghilterra presso questa real corte, il quale praticava nella di lui casa, lo avesse assicurato di fargli avere dall'Inghilterra alcuni millioni per eseguire la detta impresa.

Gli narrò altresì che col mezzo dei cinquecento uomini circa che intendeva levare, avrebbe di notte tempo fatto dare la scalata alla fortezza di Savona per impadronirsene e prendere dalla medesima quel"artiglieria ed altre provvisioni che vi avrebbe ritrovato e che, subito riuscitagli tale impresa, avrebbe rimesso sotto il comando di lui Colombo quattrocento o cinquecento uomini, accioché andasse poi a mettere in contribuzione le terre della riviera di Genova.

Nel qual modo, restando intimoriti quegli abitanti e per evitare il saccheggio od altro, si sarebbero spontaneamente uniti con loro per andare alla

conquista del regno di Corsica e far incoronare lui signor conte re della medesima.

E che per la loro andata a quel regno sarebbero venuti dall'Inghilterra cinquanta navi e cinque bastimenti da guerra, che da Savona li avrebbe condotti in salvo nella Corsica, con trasportar anche l'artiglieria ed altre provvisioni che avrebbero preso nella fortezza e nella città di Savona e probabilmente la soldatesca collà presidiata volontariamente si sarebbe unita e con loro imbarcata pel fine sudetto.

Ed alla domanda fattaglia dal Colombo come poi avrebbe esso signor conte pensato di regolare que' che con loro si sarebbero uniti e la gente che avrebbero levato rispose che, presa Savona, sarebbero arrivati due personaggi che oggidì sono al servizio di Sua Maestà, cioè uno che il Colombo non si ricorda siagli stato nominato e che sarebbe stato buono pel regolamento delle loro truppe e l'altro capace e buono pel regolamento e maneggio dell'artiglieria che gli nominò come chiamavasi, sebbene il Colombo non siasi più sovvenuto del nome, ricordandosi però che gli diede il titolo di *monsieur* e che attualmente si trovasse al servizio dell'artiglieria di Sua Maestà.

E, fatte tali parlate, qualche ora dopo il pranzo il signor conte si fece dal Tomatis e Giuseppe suo compagno portare una candela accesa, al fuoco della quale in sua presenza abbruciò alcuni scritti e lettere che teneva in saccoccia.

Ed il Colombo avrebbe avuto motivo di credere ch'al tempo dell'arresto del signor cavaliere Vasco seguito in Bagnasco il signor conte suo fratello tenesse in questa città le lettere del detto Lanzone ed alcuni scritti concernenti il sudetto progetto, perché, dopo intesa la nuova dell'arresto in Massimino, gli disse in confidenza che gli rincresceva molto che tali scritti fossero nella sua casa in questa città di Torino sul dubbio che qualcuno li potesse ritrovare.

Che esso signor conte tenesse famigliarità, amicizia e carteggio di lettere col Lanzone e che questo s'impiegasse per fare al medesimo avere qualche impiego nella Corsica sarebbe comprovato dalla deposizione d'Andrea Calva, unico testimonio esaminato, che dal mese di gennaio 1763 sin per tutto luglio 1765 nella qualità di scrivano abitò in questa città nella casa di detto signor conte.

Perché accerterebbe che in aprile 1765 il Lanzone fu in Torino e giornalmente praticava e soventi fermavasi a pranzo e qualche volta anche a cena nella casa del detto signor conte, passando più ore a parlare fra loro segretamente in una stanza.

Ed essendosi poi il Lanzone portato a Livorno, sa che esso signor conte aveva col medesimo carteggio di lettere in maggio e giugno 1765, che le scriveva di propria sua mano e carattere dirette parte a Fiorenza e la maggior parte a Livorno, da lui teste vedute nel loro indirizzo ed alcune volte di suo ordine portate ed affrancate alla posta.

Nel detto mese di maggio e principio di giugno, ne' giorni dell'arrivo della posta d'Italia, vedeva il conte a leggere da sé solo le lettere che gli erano giunte dando segni di consolazione ed allegria, ond'esso teste si figurava che fossero lettere del Lanzone.

Tanto al tempo che il Lanzone si trattenne in Torino, quanto dopo la sua partenza era cosa pubblica tra li domestici del detto signor conte e nella di lui casa che questo sarebbe stato impiegato nella Corsica e lo stesso signor conte ebbe su di ciò a spiegarsene col già detto teste Calva e con altri.

Non scorgesi però come il signor conte Vasco al tempo che li dieci agosto giunse al Mondovì e piano di Breo ed eziandio quando si rifuggiò a Massimino fosse al caso di fare spese per la levata di uomini.

Perché in esso giorno delli dieci agosto non aveva altra somma di denaro che quella di lire mila duecento in trecento, come dichiarò col Colombo, a cui eziandio avea rimesso tale denaro a riconoscere e numerare, e con parte di cui subito fece in Breo la spesa di lire duecento quaranta cinque nella compra d'una cavalla e, pendente il tempo che il detto signor conte era in Massimino, dee avere conseguito lire cinquecento inviategli da Torino, come il Giuseppe, compagno del Fedele Tomatis, ha significato al Colombo li tre settembre nel portarsi che fecero insieme da Savona a Massimino.

Anzi dovea essere in certa necessità di avere soccorso di denari perché il priore Mino, cugino di detto signor conte Vasco, li otto settembre in Mondovì, avendo saputo dal Colombo che quello fosse ancora in Savona, diede quasi nelle smanie e disse d'avere mandato o volergli mandare un espresso per farlo partire ed andare a Livorno, per dove solamente e non altrove gli avrebbe fatto corrispondere denari che chiamava.

E quanto al signor cavaliere Vasco, in principio del trattato che in Breo ebbe col Colombo disse e fece vedere a questo che non aveva altra somma che lire cinquecento circa, oltre le quali dopo il ritorno da Bagnasco a Breo avea esatto lire centocinquanta dal già procuratore in Mondovì Arnaldi.

Ed all'occasione delle perquisizioni e visite giudiziali fattesi nella casa del detto signor conte in questa città li sedici e diciasette settembre non fu ritrovata veruna lettera, né altro scritto che potesse influire al fatto di cui s'agisce.

Dopo l'informativa di detto Colombo, s'eccitò il dubbio sovra la competenza della causa ed essendosi rassegnato il caso alla Maestà Sua si degnò con sue regie patenti delli venti settembre 1766 avocare a sé la cognizione della medesima e convalidando, ove d'uopo, le informazioni già prese e gli atti seguiti nanti il Senato, quella ha commesso alla classe criminale di detto magistrato affinché conoscesse e decidesse la detta causa definitivamente come di ragione e giustizia.

Nel congresso di poi tenutosi li sedici decembre detto anno d'ordine della Maestà Sua per determinare sul punto del procedimento, si stabilì doversi esaminare a verificazione delle circostanze delle quali nella notizia del medesimo Colombo:

Primo, li Mosso, Mezzana e Cravesana, a' quali fu passata la richiesta di andar a servire e travagliare fuori Stato nell'osteria della Bigata nel piano di Breo, e ciò perché rispetto a questi non v'era prova che fossero informati si trattasse di servizio militare per fuori Stato, anzi le espressioni medesime

servire e *travagliare* avessero potuto dar luogo ad essi di accettare in buona fede l'invito.

Secondo, liquidare il nome dei due caporioni, che risultò essere Pietro Michelis e Gioanni Matteo Aganio, che all'occorenza erano soliti provvedere uomini pel tagliamento de' boschi nel territorio d'Ormea, stati pure richiesti dal cavaliere Vasco di provvedergli qualche quantità di gente per andar a servire fuori Stato, e ciò sul riflesso che, sendo soliti a provveder uomini pel taglio di detti boschi, avessero potuto credere d'essere stati ricercati pel medesimo effetto.

Terzo, escutersi certi Ninoto, già caporale degli invigilatori delle regie gabelle, Gioanni Masante, già oste, e due o tre uomini, già invigilatori, che sono Michele Lupo, denominato Cavoretto, Giobatta Vigna e Gioanni Bongioanni, stati tutti richiesti dal signor conte Vasco li dieci agosto 1766 nel piano di Breo di far presto a cercar altri uomini che fossero disposti per andar a servir fuori Stato e per un servizio loro utile, e ciò perché non risultasse tampoco rispetto a questi d'alcuna circostanza di complicità.

E si osservò pure che oltre a' detti signori fratelli Vaschi sarebbe anche indiziato il notaio Carlo Gorresio di Bagnasco come consapevole delle levate ed eziandio del fine per cui s'intendevano farle; e sarebbe anzi aggravato dalla circostanza d'avere in due lettere scritte al maggiore Torazza, comandante in Mondovì, in data delli venti e ventidue agosto procurato di coprire il fatto e dargli un aspetto diverso; doversi però sovrasedere rispetto a questo sino a che si avessero le informazioni.

Ed in tanto (separandosi l'attentato della levata de' soldati per fuori Stato, ommessi intieramente gli usi ed oggetti per cui doveano impiegarsi, per non complire in verun modo che traspirassero non solamente nelle informazioni ma neppure altrimenti) potersi istradare il processo contro detti signori fratelli Vaschi ed ogni altro complice per un delitto il quale sta da per sé e non ha veruna di quelle delicatezze che s'incontrano nelle altre circostanze.

Epperciò doversi avvertire nell'esame de' testimoni di contenere il dire di questi ne' limiti di dette levate di soldati per fuori Stato, senza lasciarli entrare in altro.

E dal risultato delle informazioni potersi poi prendere maggiormente quelle misure che si sarebbero credute più proprie ed addattate al caso per risolvere come si dovesse provvedere, se giuridamente o talvolta economicamente, secondoché potessero richiedere le circostanze.

Dall'esame de' testi su nominati si sono appurate tutte le circostanze sovra le quali sono rispettivamente indicati, cosiché il dire del Colombo sarebbe in tali parti pienamente testito.

Indi con regie patenti delli 19 agosto 1768, per i motivi e riflessi riservati alla Maestà Sua, si è mandato al magistrato di non più proseguire la causa contro li prenominati fratelli Vaschi e di ammovere dai loro beni la mano del fisco, riservandosi di provvedervi economicamente.

XI. **Sull'arresto del Vasco e sua detenzione nel castello d'Ivrea.**

Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, n. 8, *Risultanze del processo formatosi contro li conte e cavaliere fratelli Vaschi, inquisiti d'aver tentato di fare, senza la permissione di Sua Maestà, levata di uomini ne' suoi reali Stati per estrarli da essi e condurli in alieno dominio in qualità di soldati, come altresì d'essere li medesimi partiti da Stati senza il regio permesso. Con diverse lettere e scritture sulle provvidenze economicamente dategli dalla Maestà Sua, tanto a riguardo de' predetti conte e cavaliere che della contessa Vasco, cioè il primo tradotto nel castello d'Ivrea, il secondo nel forte di Ceva e la dama, stante la di lei cattiva condotta, nel conservatorio delle terziarie della Chiusa, 1767 in 1771.*

In questo fascicolo si trova la maggior parte delle lettere del Vasco scritte da Livorno e dal carcere di Ivrea (vedi qui le pp. 634-657). Inoltre trovansi i documenti relativi all'arresto del Vasco in Roma, alla sua traduzione da Roma al castello di Villafranca e da quest'ultimo a quello di Ivrea, e una lettera del teologo Tonso, in data 29 dicembre 1769, con la quale si riferisce sulla buona condotta del Vasco e si intercede affinché venga concesso al prigioniero di risiedere in città. Trovansi inoltre documenti relativi alla detenzione del fratello Nicola e alla condotta della moglie del Vasco, Maria Maddalena Faussone.

XII. **Sull'ordine di arresto del Vasco a Roma.**

Torino, Archivio di Stato, *Lettere ministri Roma*, mazzo 259, Roma 1768-1769, *Registro delle lettere di Sua Maestà e del ministro al conte di Rivera ed al signor cardinale Albani.*

Alla c. 54 di questo registro si trova la lettera (che trascrivo integralmente) al conte di Rivera, ministro sardo presso il pontefice, in data 11 maggio 1768, con la quale si richiede l'arresto del Vasco. Alle cc. 63 e 66 si trovano due lettere del cavalier Raiberti al conte di Rivera in data 8 e 16 giugno 1768 circa il trasferimento del Vasco a Villafranca dopo l'avvenuto arresto.

Cavalier Ossono al conte di Rivera, li 11 maggio 1768.

Essendo riuscite affatto inutili le replicate insinuazioni che in diversi tempi si sono fatte al signor conte Vasco da' suoi parenti per moverlo a far presentare supplica propria a disporre la regia clemenza verso di lui, Sua Maestà, cercando a metterlo fuori del caso di ulteriormente proseguire la vita che si sa ch'egli ha menata in Toscana, ove si ritirò nel fuggire da qui, e che mena ora in Roma, ove trovasi dappoi alcuni mesi, del tutto disdicente alla sua nascita ed alla croce di San Maurizio di cui si trova decorato, ha pensato di farne chiedere l'arresto a cotesta corte e la successiva rimessione. La Maestà Sua dà perciò incarico a Vossignoria illustrissima di rimettere al si-

gnor cardinale Segretario di Stato il foglio d'istanze che qui unito le faccio tenere, ed ove cotesta corte aderisca all'istanza che se le fa, come si ha luogo di credere che sarà per aderirvi, ella potrà senz'altro concertare con la persona, che dalla medesima corte verrà per ciò destinata, il tempo e modo di far seguire la desiderata rimessione col proporre per questo effetto che si spedirebbe a Civitavecchia un sargente per mare, accompagnato da quattro o cinque soldati, per ricevere il conte Vasco e tradurlo al Castello di Villafranca. Quando poi cotesta corte, per aderire alla richiesta, dimostrasse desiderare qualche lume men generico del reato di detto conte, Vossignoria illustrissima potrà in tal caso spiegarsi in voce col cardinale Segretario di Stato che si tratterebbe dell'attentato d'una levata ed estrazione di sudditi per servire fuori Stato: delitto, secondo le leggi di Sua Maestà, capitale.

XIII. **Sul trasferimento del Vasco da Castel S. Angelo a Roma al Castello di Villafranca.**

Torino, Archivio di Stato, *Nizza giuridico*, vol. 1763-1769, n. 9.

Alle cc. 332, 333, 335, 336 si trovano lettere dal 13 giugno al 1° luglio 1768 circa il suddetto trasferimento. M. CHIARAMONTI (op. cit., Appendice, pp. XXIV-XXVII) pubblica la lettera del re al comandante di Nizza, l'istruzione per il sergente N. N. che deve andare a Roma a prendere il conte Vasco e tradurlo a Villafranca d'ordine di Sua Maestà e la lettera dell'intendente generale di Nizza.

XIV. **Sulla detenzione del Vasco in seguito al primo ed al secondo arresto** (1768-1794).

Torino, Archivio di Stato, *Corrispondenza Ministero Interni*, serie prima, *Giuridico*, *Registri provvidenze sovrane relativi ai prigionieri e detenzioni in via economica*, nn. 2, 3, 5, 6.

Le lettere relative al Vasco che contengono le disposizioni del re circa la sua detenzione e l'accoglimento di sue istanze sono indirizzate ai governatori delle prigioni in cui il Vasco di volta in volta si trova.

Esse si trovano nel registro n. 2 alle cc. 375-378, 380-381, 383, 391, 413-416; nel registro n. 3 alle cc. 4-6, 12, 23, 28, 43, 54-58, 72-73, 82, 84, 92, 96, 97, 99-100, 103, 191; nel registro n. 5 alle cc. 124, 127, 131, 168, 170, 172-173, 178-179, 183, 189, 191, 200-201, 203, 221, 223, 225, 231, 270, 284; nel registro n. 6 alla c. 2.

M. CHIARAMONTI (op. cit., Appendice, pp. XXIX-XXX e XLIII-LXV) pubblica le lettere del 18 luglio 1768, del 26 agosto, 7 settembre, 16 settembre, 21 novembre 1791, del 9 aprile, 20 aprile, 21 maggio, 25 maggio, 13 luglio, 16 luglio, 23 luglio, 24 agosto, 8 ottobre, 9 ottobre, 2 novembre 1792, dell'8 gennaio 1793, dell'11 gennaio, 12 gennaio, 19 gennaio, 30 gennaio, 9 febbraio, 7 maggio, 13 agosto 1794.

XV. **Conto patrimoniale del Vasco allegato alla sua lettera del novembre 1768** (qui alle pp. 649-650).

Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 12, fasc. *Risultanze del processo* ecc. ecc.

DIMOSTRAZIONI DI FATTO

Asse ereditario del fu cavaliere Baldasar Fauzone, padre della contessa Maria Maddalena Vasco.

1.	Cassina di Viotto	L.	13.150
2.	Prati Bertoni	»	1.200
3.	Vigna di Garzegna	»	1.200
4. 5.	Prato Grisolo / Boschi di Montaldo	»	2.000
6.	Casa in Mondovì	»	2.100
7.	Prati ai Monti	»	400
8.	Beni nella valle d'Oneglia	»	750
9.	Credito verso li Padri Giesuiti di Mondovì	»	4.500
10.	Credito verso la città di Mondovì	»	4.050
11.	Crediti verso diversi particolari della città di Bene	»	1.000
12.	Credito verso la signora contessa Vitale	»	1.000
13.	Credito verso il signor marchese Felice Ceva	»	6.800
14.	Mobili e lingierie	»	300
		L.	38.450

Si depura la detta eredità dai seguenti debiti:

1.	Al signor avvocato Gondolo censo	L.	4.500
2.	Al medesimo annui censi decorsi	»	150
3.	Alla signora Machiera fitto di casa	»	100
4.	Alla Madre donna Maria Geltrude Fauzone, monaca in Santa Maria Maddalena in Mondovì, per altretante portate dalla rinuncia	»	1.500
5.	Alla dama Appiani, madregna della contessa Vasco, per doti e raggioni dotali	»	8.018.18.4
6.	Al signor conte Fauzone di Nuceto	»	1.500
7.	Ressiduo prezzo di beni accomprati dal fu cavaliere Fauzone padre	»	1.000
8.	Altri debiti minuti, compresa la sepoltura, e pagati dal signor abbate Mino	»	600
9.	Altro debito enunciato nell'istromento 5 novembre 1760, rogito Baretto	L.	1.200
		L.	18.568.18.4
Si ressidua il fondo ereditario a		L.	19.881. 1.8

Al tempo della partenza del conte Vasco dai Stati, la contessa sua moglie possedeva ancora li seguenti fondi ereditarii paterni, i quali si deducono, affine di devenire al calcolo e bilancio de' fondi che abbiamo.

Somma dietro scritta di ressiduo fondo ereditario potuto formare i di lei pretesi crediti verso del conte suo marito	L.	19.881.1.8
Fondi ancor in essere.		
Prati sovra riferiti al n. 2	L.	1.200
Vigna sovra riferita al n. 3	»	1.200
Casa sovra riferita al n. 6	»	2.100
Credito sovra riferito al n. 10	»	4.050
	L.	8.550
S'aggiunge una vigna in Rifreddo, da essa ancor posseduta ed avuta dal conte marito sotto nome di dazione in paga	»	2.000
	L.	10.550
Sicché tutto il fondo, con cui potesse la contessa formarsi un credito verso il conte suo marito, si ressidua a . .	L.	9.331.1.8

Se non si trovasse alcuna uscita a questa somma, si potrebbe supporre che la contessa Vasco l'avesse imprestata al marito; ma, ogni qual volta si faccia risultare che essa ne abbia fatto altr'uso, cesserà per necessità la sudetta supposizione.

Debiti particolarmente contratti dalla contessa Vasco e da essa di man propria pagati.

Al mercante Dogliotti	L.	800
All'ebreo Valabrega	»	410.10
Al gioielliere Gaya	»	400
Al signor Celoniat (danari di giuoco)	»	106
Al signor conte Faussone di Nuceto	»	1.100
Al signor medico Negrone per un ventaglio	»	82
Al caffè Pias	»	72
Mantelletto e fiori	»	150
Per una carrozza e biroccio	»	2.300
Cavalli da carozza comprati in L. 1.000 e da essa pagate sole	»	500
Altri cavalli	»	200
Totale detti debiti, oltre tanti altri che non può adesso rammentarsi il conte Vasco	L.	6.120.10
Si ressiduarebbe il suo fondo a	»	3.210.11.8

Ora, supponendo che queste fossero pervenute a' mani del conte Vasco, restarebbe a vedere se esso non abbia mai fatto alcun pagamento in scarico della contessa sua moglie, col quale si possa scontare la detta somma.

Altri debiti pagati dal conte Vasco e contratti dalla contessa sua moglie.

Ressiduo prezzo di cavalli da carozza	L.	500
Altre spese d'arnesi e cose simili per la carozza . . .	»	1.000
Al mercante Bongioanni per regali fatti dalla contessa Vasco alli signori Paolo Lanzone e Vincenzo Beccaria in absenza del conte marito	»	527.17.6
A Bonico e Debernardi per le istesse cause	»	459
Spese fatte nelle liti di essa, come dalle parcelle ed atti	»	2.500
Pagato per il livello alla madre Fauzone, di lei sorella	»	175
Agl'ebrei Fubini, Valabrega ed altri ed al mercante Gaya in diverse partite	»	3.500
	L.	8.661.17.6

Ricapitulazione

Pagate dal conte Vasco in scarico della contessa sua moglie	L.	8.661.17.6
Totale fondo che abbia essa potuto rimettere al conte Vasco	»	3.210.11.8
	L.	5.451. 5.10

Dunque, in ogni supposizione favorevole alla contessa Vasco, il conte suo marito sarebbe esso in disborso di L. 5.451.5.10, locché è molto lontano dall'essere essa creditrice. Ma, siccome per altri capi il conte Vasco è creditore di molto maggior somma, e che insieme preme di dimostrare la simulazione ed insussistenza delle confessioni *de recepto* dal medesimo passate a favore di sua moglie unicamente per farla comparire risponsale nelle occasioni che frequentemente si sono per essa presentate nelle sue liti di dover passare sottomissioni e prestar cauzione, così si procede ad un altro calcolo dimostativo di tutte le alienazioni de' fondi ereditarii paterni fatte dalla contessa ed esazioni de' contanti, colla versione de' medesimi, e ciò colle rispettive date, affine di far quindi il confronto nei rispettivi tempi delle confessioni *de recepto* del fondo che potesse fisicamente avere la contessa Vasco, accordando alla medesima ogni più favorevole ipotesi, e prescindendo per ora dalla presunzione che starebbe contro di essa per moltissimi titoli, fra i quali uno non leggiero è la di lei inclinazione a contraer debiti ed a far spese inutili, che risulta di già dal sin qui dimostrato.

Totale de fondi ereditarii paterni della contessa Vasco, come sopra a pag. 1 [730]	L.	38.450
Si deducono i fondi sopra rapportati alla pag. 1 [730], alli nn. 2.3.6 e 10 e non si deduce la vigna di Rifreddo per non fare in apresso duplicazione; quali fondi erano ancora esistenti e posseduti dalla contessa Vasco, come si è detto dissopra, in tutto	»	8.550
Si ressiduano i fondi consonti a	L.	29.900

Questi sono stati alienati, esatti e consonti come segue:

Cassina posta al n. 1, venduta per istromento 30 aprile 1760, rogito Mondino, in	L.	13.150
Convertite come segue:		
Ricevute nel rogito e da essa consonte	L.	650
Al signor avvocato Gondolo	»	4.500
Al medesimo per censi decorsi	»	150
Alla madre Fauzone, sorella	»	1.500
Al mercante Dogliotti	»	884
Alla dama Appiani, madregna	»	5.606.18.4
	L.	13.290.18.4

Di modo che si sono dovuti abbonare all'accompratore L. 140.18.4, le quali sono state sborsate dal signor quartier mastro Maurizio Ocelli, a richiesta del conte Vasco, ed ora il predetto signor Ocelli ne pretende da esso il rimborso, come da una di lui lettera.

Prato e boschi posti alli nn. 4 e 5, stati venduti per istromento 5 novembre 1760, rogito Baretto, a Margaritta Avagnina	L.	2.000
Risulta dallo stesso istromento della versione del danaro in pagamento di due debiti, uno ereditario paterno, l'altro da essa contratto L. 2.000		
Prati posti al n. 7 venduti al signor marchese Fauzone per istromento 31 dicembre 1763	»	400
Essa ne ha esatto e consonto il prezzo in minute spese L. 400		
Beni nella valle d'Oneglia posti al n. 8 da essa venduti nel 1760 in	»	750
Esatte e consonte, absente il conte Vasco L. 450		
Credito ancora esistente L. 300		
	L.	16.300
Somme dietro scritte L. 16.300 L. 29.900		
Credito verso li Padri Giesuiti posto al n. 9, da essa esatto per istromento 7 dicembre 1769, rogito Basso	L.	4.500
Convertite dette somme come segue:		
Al signor conte Fauzone nel rogito . L. 1.500		
Al medesimo privatamente . . . . . » 1.100		
Rimesse al conte marito . . . . . » 1.900		
L. 4.500		
Crediti verso li particolari di Bene posti al n. 11, da essa contrattati nel 1760	L.	1.000
Convertiti come segue:		
Al signor abbate Mino per debiti ereditarii paterni, come sovra a pa-		

gina 1 [730], al n. 8 dei debiti . . L. 600
Da essa consonte in absenza del conte Vasco . . . . . » 400

L. 1.000

Credito verso la signora contessa Vitale posto al n. 12 da essa esatto in absenza del conte Vasco per ordinanza 16 luglio 1764 . . . . . L. 1.000

Convertite come segue:

All'ebreo Valabrega . . . . . L. 410.10
Al gioielliere Gaya . . . . . » 400
Al signor Celoniat . . . . . » 106
Spese da essa minutamente . . . . . » 83.10

L. 1.000

Credito verso il signor marchese Felice Ceva posto al n. 13. La contessa Vasco ne ha esatto in luglio 1760 L. 4.800

Convertite come segue:

Per una carozza e biroccio . . . . . L. 2.300
Metà del prezzo di due cavalli da carozza . . . . . » 500
Altri cavalli . . . . . » 200
Spese da essa minutamente . . . . . » 800
Rimesse al conte marito . . . . . L. 1.000

L. 4.800

Il ressiduo di detto credito lo ha esatto il conte Vasco in diverse partite negl'anni 1761 e 1762 . . . . . L. 2.000
Le ha convertite nelle spese delle liti di essa come infra: L. 2.000
Mobili e lingierie poste al n. 14 . . . . . » 300
Parte regalate e parte vendute dalla contessa in absenza del conte marito L. 300.

L. 29.900

Dall'antecedente dimostrazione risulta quanto segue.

Dalli 7 dicembre 1759 fino alli 3 luglio 1760 sono pervenuti in potere della contessa Vasco danari contanti nella somma di L. 7.350.

Prescindendo ora dall'averne essa consonte come sopra L. 4.450 (cosa che si può in gran parte ancor verificare) e supponendo che abbia potute imprestare al conte marito le intiere sudette L. 7.350, si deducono le seguenti partite che alli 3 luglio 1760 sudetti erano di già al medesimo dovute.

Rimborso del fardello dal conte provisto per intiero nel matrimonio, essendo essa entrata nella di lui casa con vesti dal conte mandategli il giorno innanzi, e non mai stato dal fu signor cavaliere padre rimborsato,

sebbene vi fosse l'intelligenza che essa non ignora ed ha anzi più volte admessa	L.	2.000
Pagate dal conte Vasco a 17 dicembre 1759 alla signora Machiera per debito paterno di essa come sopra pag. 1 [730], n. 3 dei debiti	»	100
Rimessa la vigna di Rifreddo sotto nome di dazione in paga per istromento 19 giugno 1760, rogito Sondrio	»	2.000
Ressiduo de' cavalli da carozza	»	500
Per fornimenti ed altre minute spese, come sovra si è detto pag. 3 [732]	»	1.000
	L.	5.600
Siché li 3 luglio 1760 la contessa Vasco avrebbe potuto nella più favorevole ipotesi essere creditrice verso il marito di L. 1750	L.	1.750
Da quel giorno sino alli 31 dicembre 1763 essa non ha più esatto alcun capitale che sia pervenuto a' di lei mani. Il conte Vasco negl'anni 1761 e 1762 ha esatte tra capitale e interessi dal marchese Felice Ceva, che si aggiungono	L.	2.300
Per tutto l'anno 1762 essa avrebbe dunque potuto formarsi un credito di	L.	4.050

Da queste però si deducono le seguenti partite, che a tutto il 1762 si dovevano abbonare da essa al conte marito.

Somma dietro scritta del totale fondo possibile della contessa Vasco			L.	4.050
Pagate alla dama Appiani in scarico di essa e per finale pagamento, come da istromento 3 dicembre 1760 .	L.	2.412		
Pagate a 12 giugno 1762 per il livello della madre Fauzone, sorella della contessa, ed in di lei scarico . . .	»	175		
Per spese fatte nelle di lei liti a tutto il 1762, come da parcelle ed atti . .	»	1.000		
	L.	3.587	L.	3.587
Dunque il fondo possibile con cui formarsi un credito si ressiduava per la contessa Vasco a			L.	463

Essa, come si è detto dissopra, non ha più avuto alcun capitale fino alli 31 dicembre 1763 ed intanto in detto anno 1763 il conte Vasco ha fatti in di lei scarico li seguenti pagamenti:

Al mercante Bongioanni per le cause già sovra riferite alla pag. 3 [732] . .	L.	527.17.6
A Bonico e Debernardi come a detta pag. 3 [732]	»	459

Altre spese nelle di lei liti	L. 500	
	L. 1.486.17.6	
Dunque li 31 dicembre 1763 il conte Vasco era creditore verso la contessa sua moglie di	L.	1.023.17.6
	L.	1.486.17.6

e ciò quantunque si vogliano concedere tutte le più favorevoli ipotesi alla medesima, eppure nell'istromento di detto giorno è inserta una scrittura d'obligo dal conte Vasco passata a favore della contessa sua moglie di L. 7.000 in data dei 15 dicembre 1760. Somma che, come si è fin qui dimostrato, non solo a quell'ora non era più dovuta alla medesima, ma non poteva esserlo al giorno istesso della data della scrittura, perché il totale fondo, come sovra, per tutto li 3 luglio 1760 si ressiduava a L. 1.750; le L. 2.300 che ha poscia esatte il conte Vasco, come si è detto dissopra, sono state esatte negli anni 1761 e 1762 in diverse partite e per altra parte, come si è detto in principio di questa pagina [735], dodici giorni prima della data di questa scrittura d'obligo, ossia li 3 dicembre 1760, il conte Vasco aveva pagate in scarico di sua moglie L. 2.412 alla dama Appiani, di modo che era anzi creditore di L. 662; anzi di più, dal sin qui detto risulta che la contessa Vasco, per quanto si rigiri, non ha mai fisicamente potuto avere un credito di simil somma verso il conte suo marito. La verità è che tale scrittura è stata fatta pochi giorni prima, come si può verificare dai testimoni, unicamente perché il signor marchese Fauzone non voleva devenire all'aquisto che fece poscia col citato istromento, se non gli si dava una cautela per raggione dei pesi che restano ancora alla contessa Vasco, ed in specie il livello alla sorella, ed il conte trovò il mezzo di rendersi indirettamente sigortà con una simulata obligazione.

Continuando ora la sudetta incominciata dimostrazione, il conte Vasco alli 31 dicembre 1763 era creditore di	L.	1.023.17.6
La contessa sua moglie ha esatte in quel giorno dal marchese Fauzone, che per ipotesi si suppongono imprestate al conte marito, e si deducono	»	400
Rimaneva ancora in credito di	L.	623.17.6

Esso ha continuato a pagare in scarico di sua moglie le seguenti partite, che si aggiungono al di lui credito:

Al gioielliere Gaya per parte di prezzo di gioie state comprate dalla contessa sua moglie e che ancor di presente ritiene, se non ne ha fatto distratto dopo la di lui partenza	L.	600
Spese nelle di lei liti	»	1.000
Altri debiti pagati agl'ebrei ed al mercante Gaya, come sopra alla pag. 3 [732]	»	3.500
	L.	5.723.17.6

La contessa Vasco, come erede della contessa Rosa di lei zia, ha conseguite in giugno ed agosto 1766 le seguenti partite dal signor Goffi:

In giugno 1766 in diverse partite	L.	4.081.11.11
In agosto, cioè il giorno 8	»	1.000
	L.	5.081.11.11

Ne ha convertite:

Al signor avocato Salomone per altrettante dovutegli da essa	L.	1.000
Rimesse al signor Badino, di lei procuratore, e da questo convertite in usi proprii della contessa Vasco, come da parcella del medesimo	»	1.000
Pagate al signor Curlando per debito dell'eredità predetta della contessa Rosa, come da sentenza e istromento di quittanza	»	2.081.11.11
	L.	4.081.11.11
Ha potuto imprestare e si deducono	L.	1.000
	L.	4.723.17.6

Ora s'aggiungono per le seguenti cause in credito al signor conte:

Legato della contessa Rosa a favore del conte Vasco, come da testamento di essa	L.	1.000		
Spese pagate dal conte Vasco in scarico della contessa sua moglie per malattia e morte della sudetta contessa Rosa	»	44.7		
	L.	1.044.7	L.	1.044.7
			L.	5.768.4.6

Dunque in agosto 1766, tempo in cui il conte Vasco ridusse in istromento parecchie confessioni *de recepto* colla intelligenza che la contessa sua moglie gli facesse poscia pervenire il contante, quando anche si vogliano a questa accordare tutte le più favorevoli ipotesi e si voglia senz'altra prova suporre che tutto il danaro pervenuto a di lei mani per questo solo sia stato dato in prestito al conte Vasco, tuttavia ben longi dall'essere esso debitore, egli era evidentemente creditore di L. 5.768.4.6.

Ora si procede al giusto calcolo de' rispettivi crediti e debiti tra il conte Vasco e la contessa sua moglie.

Caricamento che si dà alla contessa Vasco.

Pagate alla signora Machiera, come sopra pag. 6 [735]	L.	100
Per il fardello, come sopra pag. 6 [735]	»	2.000
Remissione della vigna, come sopra pag. 6 [735] . .	»	2.000
Pagate alla dama Appiani, come sopra pag. 7 [735] .	»	2.412
Spese fatte nelle di lei liti, come sopra pp. 3, 7 e 8 [732, 735, 736]	»	2.500

Pagate alla madre Fauzone, come sopra pag. 7 [735] .	L.	175
Pagate al mercante Bongioanni, come sopra pag. 3 [732]	»	527.17.6
Pagate a Bonico e Debernardi, come sopra pag. 3 [732]	»	459
Ressiduo prezzo de' cavalli, come sopra pag. 3 [732]	»	500
Fornimenti da carozza ecc., come sopra pag. 3 [732] .	»	1.000
Al gioielliere Gaya, come sopra pag. 8 [736]	»	600
Altri debiti agl'ebrei, come sopra pag. 8 [736] . . .	»	3.500
Spese nella malattia e morte della contessa Rosa, come sopra pag. 8 [737]	»	44.7
Legato a favore del conte Vasco, come sopra pag. 8 [737]	»	1.000
	L.	16.818.4.6

Si carica in oltre dei redditi del conte Vasco in Mondovì Bastia e Niella da essa percevuti per intiero negl'anni 1759, 1760 e 1761 senza suplire ad alcuna delle annue pensioni e pesi di cui resta incaricato il conte Vasco, ed avendo esso in quel tempo vissuto in Torino per le liti, si proprie che della contessa moglie, cogl'altri di lui redditi di Pinerolo e Villafalletto.

Totale caricamento di 3 anni a raggione di L. 4.500 all'anno	L.	13.500
Si deducono i redditi della Cassina di Castello, in quel tempo assegnati, che in anni 3 sono	»	3.000
	L.	10.500
Si deducono per il decente mantenimento di lei sola in Mondovì annue L. 1.500	L.	4.500
	L.	6.000
Somme dietro scritte	L.	16.818.4.6
Somma dietro scritta che si aggiunge L. 6000	»	6.000
Totale caricamento alla contessa Vasco	L.	22.818.4.6
Caricamento che si dà il conte Vasco		
Ricevute li 17 dicembre 1759	L.	1.900
Ricevute li 3 luglio 1760	»	1.000
Esatte dal marchese Felice Ceva	»	2.300
Pervenute a' sue mani colla vendita de' cavalli e carozza	»	1.600
Ricevute negl'anni 1763 e 1764 in diverse piccole partite	»	300
Ricevute in agosto 1766 in Torino	»	1.000
Ricevute in detto mese in Bagnasco	»	600
Debiti minuti del conte Vasco pagati dalla contessa sua moglie dopo la di lui partenza come da nota in .	»	1.392.4.6
Totale caricamento del conte Vasco	L.	10.092.4.6
Ricapitulazione		
Totale caricamento della contessa	L.	22.818.4.6
Totale caricamento del conte	»	10.092.4.6
Il conte Vasco rimane in credito di	L.	12.726

A queste s'aggiunge a calcolo sospensivo:

L'indennizzazione di tutte le spese e danni dalla contessa sua moglie caggionatigli (e sono gravissimi) colla calunniosa ed ingiusta causa di concorso suscitatagli, la quale indennizzazione è dovuta per i seguenti motivi:

1. Perché essa ha caggionata la causa di concorso come creditrice ed approfittandosi maliziosamente dell'absenza del conte Vasco, quando essa era evidentemente debitrice.

2. Perché, dato anche per falsa ipotesi che fosse stata creditrice, non vi era il caso ed il bisogno del giudizio di concorso, anzi il pretesto, con cui ha preteso di vestire tale suo procedimento era in ogni caso manifestamente un giudizio preventivo, del quale per conseguenza ne avrebbe sempre dovuto far essa le spese e stare ai danni.

3. Perché ha fatto citare il conte Vasco a modo degl'absenti, affine di poter meglio assicurare il meditato pregiudicio, quando che essa non ignorava che il detto conte suo marito si ritrovava in Toscana nella città di Livorno; che anzi aveva lasciati in Torino due procuratori *ad lites*, Sobrero e Monetti ed un procuratore generale *ad negotia* Michele Paschetto colla più ampia facoltà.

4. Finalmente ha fatto tutto questo in tempo che essa era in tranquillo possesso di ogni cosa, e delle entrate del conte suo marito.

Queste raggioni sembrano così evidenti che non abbiano replica.

Calcolo

Delle consonzioni fatte di capitali dal conte Vasco dall'anno 1756 in cui si è ammogliato fino a tutto agosto 1766, tempo in cui partì dai Stati; e versione delle somme.

1756. Capitale tasso avuto per la legitima sull'eredità materna			L.	2.000
Convertite:				
In una parte delle spese del matrimonio	L.	2.000		
1760. Censo verso il signor conte Porporato			»	3.400
Convertite:				
Pagata la metà de' cavalli da carozza per conto di sua moglie	»	500		
Spese di fornimenti da carozza per la medesima	»	1.000		
1760. Casa in Pinerolo			»	8.000
Convertite:				
Spese per la vestizione del padre Clemente	»	2.000		
Pagate alla dama Appiani per sua moglie	»	2.412		
1762. Crediti verso le monache di Santa Chiara di Pinerolo			»	4.200

Convertite:

Estinto un peso vitalizio legato dall'avia al signor D. Bottero di L. 150 annue, il quale era allora d'età d'anni 40 circa, con un capitale di . . . . . L. 1.200

Spese in abiti di corte, pizzi ecc. per la moglie . . . . . » 3.000

24 dicembre 1763, 1764, 1765. Ricevute dal signor conte di S. Michele nel rogito dell'istromento L. 1.500, in diverse altre partite L. 2.600 ed un capitale tasso sulla città di Mondovì di L. 10.000, alienato quindi a Sua Maestà che in tutto sono . . . . . L. 14.100

essendosi il rimanente fondo spettantegli per le sue raggioni incontrato colle legitime da esso dovute sovra l'eredità dell'avia

L. 12.112 L. 31.700

Somma dietro scritta consonzioni . . . . . L. 31.700

Somma dietro scritta versioni . . . L. 12.112

Convertite le sudette L. 14.100 come segue:

Pagato in scarico del cavaliere Nicolao Vasco in diversi pagamenti ed in conto della porzione da esso aquistata sulle eredità paterna, materna ed avita, colla quale si è formato in parte il suo credito per le sudette L. 14.100 . . . . . L. 8.000

Pagate per la moglie al gioielliere Gaya . . . . . » 600

Pagate per essa al mercante Bongioanni . . . . . » 527.17.6

Pagate per essa a Bonico e Debernardi » 459

1763. Capitale tasso sovra la città di Pinerolo venduto all'ebreo Ovasa . . . . . L. 6.000

L. 37.700

Convertite:

In un censo vitalizio col medesimo ebreo al 10 per 100 in capo alli suoi fratelli padre Clemente, cavaliere Nicolao e cavaliere Giulio

per il livello di quello e parte delle pensioni di questi e rimasto per intiero al fallimento di detto Ovasa	L. 6.000	
	L. 27.698.17.6	L. 27.698.17.6
I capitali che si potrebbero dir consonti in 10 anni ascenderebbero a		L. 10.002. 2.6
Si deducono beni aquistati dal conte Vasco in Torre di Bormida e Villafalletto		L. 1.000
		L. 9.002. 2.6
Si deducono spese in compra di libri e decisioni de' supremi magistrati		L. 1.500
		L. 7.602. 2.6
Si deducono spese nella sola ricerca di scritture antiche per le sue liti, estrazione di esse dagl'archivi e versione in carattere intelligibile di molte altre . . .		L. 1.500
		L. 6.002. 2.6
Si deducono altre spese di 14 liti che si è trovato avere tutte ventilanti in un tempo, sportule, attilazione, stampe ecc. circa		L. 5.000
		L. 1.002. 2.6
Si aggiungono debiti lasciati alla sua partenza circa . .		L. 7.000
		L. 8.002. 2.6
A queste si mettono in confronto i crediti già sopra dimostrati verso sua moglie di		L. 12.726

Posto anche per falsa ipotesi che non potesse conseguire questi crediti, egli sarebbe però sempre evidente che se ha consonto qualche capitale, non lo ha consonto per sé, né per divertimenti, né perché non si sapesse maneggiare, ma solo per suplire alle cose necessarie e per non lasciar scomparire la contessa sua moglie, la quale per altra parte poteva indennizarlo.

Oltre di ciò, è duopo riflettere che quasi tutti quei capitali sono pervenuti al conte Vasco per pura sua fatica e maneggio; fra questi principalmente i conseguiti dal signor conte di S. Michele, per lo che basta osservare l'istromento di transazione seguita col medesimo dopo di aver ottenuta una sentenza favorevole dall'eccellentissimo real Senato, quindi farne il confronto coll'ultimo progetto che aveva fatto il fu signor conte e senatore Capello, regio dellegato, e si vedrà che quanto esso ha conseguito è frutto della sua attenzione e fatica; ora, dato anche per ipotesi che di cotesto si fosse il conte Vasco servito per divertimenti, si potrebbe bene gli dire che esso non avendo figlioli non si è curato di accrescere il patrimonio, ma non mai che sia un prodigo; poiché, non solo esso non ha consonto alcuno de' fondi paterni, ma anzi si trova ad avere maggior entrata di quella che gl'abbia lasciata il

padre: parte per l'eredità avuta dall'avia materna, e parte per aver esso revindicato alcuni redditi giurisdizionali in Niella, che da 100 e più anni non si esiggevano; trovato il modo di ricavar frutto da alcuni altri in Bastia, migliorata la commenda tanto nei beni quanto nella fabrica, perloché è cresciuto il di lei reddito e fatto l'aquisto della cassina della Casa Bianca, vantaggioso come si dimostra.

Il conte Vasco ha fatto questo aquisto in . . . . . L. 40.000
pagabili in 6 anni, cioè:

alla damigella Vasco	L.	6.600
al cavaliere Giulio Vasco	»	10.400
al signor conte di S. Michele . . .	»	23.000
	L.	40.000

Questa cassina è del fruttato di L. 2.500 e, se il conte Vasco potesse attendere a migliorarla, in pochi anni sarebbe in caso di ricavarne L. 3000 e più; di modo che, dedotte L. 1400 che sono l'importare dell'annuo frutto delle sudette L. 40.000, il conte Vasco nello stato presente ha già aumentata la sua entrata colla sola sua industria ed in un colpo solo di L. 1.000 circa.

Da che si è il clementissimo Real Sovrano degnato di dare le regie sue providenze per rimettere in sesto gl'interessi del conte Vasco, chi ne è stato incaricato altro non ha fatto in quasi due anni che ordinare provisionali alla contessa Vasco ed ordinare la vendita di questa cassina, che è il più liquido ed il migliore effetto che abbia il conte Vasco, e ciò per diffetto delle notizie di fatto, che solo questi poteva somministrare.

Questa cassina è stata venduta ultimamente in L. 45.833, e secondo il calcolo del frutto che se ne ricava essa vale niente meno di L. 60.000. Locché tanto è vero che, essendo per buona sorte peccanti di nullità gl'atti d'incanti e deliberatamento, vi è già un partito a L. 50.000. Il ponto sta però che non si può far cosa peggio per gl'interessi del conte Vasco che di vendere quella cassina, e la vendita non è in alcun modo necessaria, come si dimostra.

Due sono i motivi che hanno dato luogo ad ordinare questa vendita: 1. Per compire il pagamento del prezzo di essa ancor dovuto al venditore. 2. Per estinguere col di più i debiti del conte Vasco.

Quanto al 1° motivo, tutto si riduce alle L. 23.000 dovute al signor conte di S. Michele, per le quali se non erro non è ancor spirata la mora; le L. 10.400 dovute al cavaliere Giulio Vasco non possono caggionare una urgenza, non avendo esso bisogno del capitale, anzi che, se gli venisse restituito, avrebbe a pensare per trovare un altro impiego ugualmente sicuro; le L. 6.600 dovute alla damigella Vasco sono estinte colla rinunzia da essa ottenuta in occasione di monacazione. Ora, per pagare le L. 23.000 sudette vi sono due mezzi termini, non solamente meno dannosi che il vendere la cassina, ma anzi utilissimi e coi quali si verrebbe a migliorare maggiormente lo stato del patrimonio.

Il primo è di trasferire la commenda dalla cassina di Villafalletto sopra quella della Casa Bianca, lasciando alla commenda il peso delle sudette L. 17.000, ressiduo prezzo; e siccome la commenda è di natura immune,

trasferire parimenti l'immunità di cui gode la cassina di Villafalletto alla cassina della Casa Bianca. Il vantaggio della sacra religione, della commenda e del conte Vasco si prova all'evidenza.

La cassina di Villafalletto da cento anni a questa parte non è mai arrivata a fruttare ciò che frutta adesso che è affittata L. 750 all'anno, dalle quali, dedotte le spese di riparazioni, il reddito liquido della commenda si riduce a L. 650 circa; facendosi la sudetta traslazione nel modo progettato, ne seguirebbe che, supposta la cassina della Casa Bianca del reddito niente più che di L. 2500 e lasciando alla commenda il peso delle L. 17.000 ressiduo prezzo, l'annuo interesse delle quali importa L. 595, il fruttato liquido della commenda sarebbe di annue L. 1905, e così aumentato di L. 1.255, cioè di circa due terzi.

La cassina di Villafalletto è piccola, separata e lontana da tutti gl'altri effetti del conte Vasco, la cassina della Casa Bianca è un bel podere, vicina ad un altro effetto primogeniale; per conseguenza è evidente il vantaggio, non meno della commenda che del conte Vasco, il quale con questo progetto si lusinga di dare una prova di non essere egli inclinato a dissipare, mentre si offerisce di rendere vincolato, con farne aggiunta alla commenda, quel di più che vale la cassina della Casa Bianca (e che non è poco), capitale suo libero affatto fuor d'ogni dubbio.

Il secondo mezzo è di trasferire il vincolo di primogenitura, che è sulla cassina dell'Olmetto, per la concorrente del valore sull'altra della Casa Bianca e colla vendita di quella pagare le L. 23.000 al signor conte di S. Michele: l'utilità tanto della primogenitura che del conte Vasco si dimostra ugualmente come segue.

La cassina dell'Olmetto si trova già smembrata del terzo dovutosi dare in paga alla dama Deverfey per la legitima sovra di essa dovuta e per la reversibilità dell'aumento dotale della istitutrice della primogenitura, madre ed avia rispettivamente, il tutto transatto in L. 12.000, al che s'aggiunge anco l'incommodo della communione delle fabriche, civile e rustica, cosiché la cassina primogeniale si ressidua a sole giornate 24 circa. Per altra parte vendendosi essa tutta unita (cosa che si può fare, accordandosi colla dama de Verfey, la quale ha in questo essa pure il suo vantaggio) è suscettibile di un prezzo d'affezione, che per se medesimo non frutta cosa alcuna e molto meno può fruttare al conte Vasco ed ai chiamati; questo consiste in essere i di lei beni tutti d'un pezzo cinti di siepe e fosso, talché una sol porta tutti li serra e di essere insieme poco distante dalla città.

Ora, vendendosi questa, si realizza in fruttato il prezzo d'affezione e si realizza un piccolo effetto smembrato e pregiudicato in un effetto assai maggiore e più utile per tutti i riguardi; che, all'opposto, se si vende la cassina della Casa Bianca, il conte Vasco non ha più altro effetto in Pinerolo che i due terzi della piccola cassina dell'Olmetto; di modo che esso, avendo un patrimonio già tenue, avrebbe di più lo svantaggio di averlo tutto sparso in quatro diverse e lontane provincie.

Dal sin qui detto risulta principalmente: 1. Che il tenue patrimonio del conte Vasco è tutto vincolato, di modo che non vi è pericolo che si consumino altri capitali. Ora quando si tratta solo della amministrazione dell'entrata, e di un'entrata piccola, la deputazione di un curatore non è la più utile provvidenza, e ciò che si dovrebbe dare ad un curatore sembra che sia alla fine meno male che se lo goda il proprietario, quando anco egli non fosse il più diligente padre di famiglia; dal prodigo al diligentissimo vi corre molta distanza e vi sono molti gradi intermedii. 2. Che, se il conte Vasco ha consonto qualche capitale, vi ci hanno costretto le disgrazie, fra le quali non è sicuramente la minore quella di una moglie spensierata, epperò non si può da ciò argomentare che sia egli un prodigo, un scialaquatore. Per maggiore appagamento di cotesto, basta osservare che esso per sé non ha fatta mai la minima spesa superflua e, nello stesso tempo, non ostanti tutte le disgrazie, ha avuta l'abilità di mantenersi decentemente in Torino, sostenere tante liti e reggere ai capricci della moglie e a tante disgrazie sofferte con un tenue patrimonio, solo a forza d'industria e di sapersi riggirare. 3. Che gl'interessi del conte Vasco sono in oggi impicciatissimi. Esso qualcosa ha pure imparato collo studio e sarebbe in caso di risparmiare in avvenire, come ha sempre risparmiato per il passato, la spesa di avvocati e consultori. Nessuno è informato dei di lui interessi quanto esso lui e nessuno ha più di lui interesse di dar sesto ai proprii affari; la perdita di tempo nelle presenti circostanze è perdita di robba, perché crescono sempre più le premure e sempre più s'imbrogliano le cose, anzi potrebbero arrivare al segno di non potersi più valere dei sovr'accennati utilissimi mezzi. Di fatti, esso ha fatta ultimamente una perdita che non così facilmente si ripara: il suo fattore, intesa la providenza della deputazione di un curatore, vedendosi in asse, si è dato partito e passa al servizio del signor conte Porporato; la fedeltà e l'affetto con cui quegli lo serviva non è ben sicuro di incontrarla in un altro.

XVI. **Relazione dell'abate Berta, vicebibliotecario del re, sugli scritti del Vasco sequestrati nel 1768.**

Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX. 7 (F), *Nota degli scritti rimessi e di quanto in essi contiensi, 6 dicembre 1768.*

Trascrivo integralmente la relazione, già pubblicata, secondo quanto riferisce D. Occelli (*Il Monregalese nel periodo storico napoleonico 1792-1815*, Vigone, 1926, pp. 286-287), sul giornale « Il Vasco » (Mondovì), 7 e 14 maggio 1870.

1. *Il filosofo cristiano alli deisti materialisti e spiriti forti.*

Questo scritto, contenuto in due colonne, comprende una piccola prefazione ed un indice de' capi, nei quali divisa esser dee tal opera. Si crede questo poco copiato dal libro di *monsieur* Formei intitolato *Le philosophe chrétien.*

2. *Discorso sopra le imposizioni in uno Stato monarchico.*

Il presente discorso non è altro se non una critica disamina de' cattivi effetti delle gabelle e si riduce finalmente a proporre il sistema di *monsieur* Mirabeau, cioè che nelle adunanze provinciali si faccia da' sudditi stessi il ripartimento della somma di cui il monarca ha bisogno per la difesa e conservazione dello Stato e pel suo decoroso mantenimento. L'esempio delle nostre provincie di nuova conquista, dove sono in uso queste adunanze senza sollievo, anzi con aggravamento de' poveri, somministra un forte argomento contro un tal sistema. L'autore poi volendo ridurre a principii la giusta misura de' tributi, richiama sempre il patto sociale fatto nel principio d'ogni società, patto sognato da' nostri moderni filosofi, col quale vengono a constituirsi i sudditi giudici del sovrano, con metter loro le armi in mano contro di esso ogni qualunque volta lo stimeranno infrattore delle condizioni apposte nel primo contratto alla loro obbedienza.

3. Questione: *Se sia più vantaggioso ed utile al ben pubblico che gli agricoltori possedano terreno o solamente beni mobili e sino a qual segno debba stendersi questa proprietà, acciò ne risulti il maggior vantaggio.*

Una tal questione non è difficile a risolversi, poiché la proprietà si è quella che lega gli uomini alla società e promuove l'amor della patria tanto necessario per la buona coltura di un paese. L'Autore però tratta la cosa con calcoli politici relativi alle diverse forme di governo, nelle quali seguitando sempre il suo eroe Montesquieu, si confonde e rende una materia da sé chiara oscura assai ed implicata. Non è da approvare la massima da esso gettata senza verun fondamento che *vi sono certi interessi i quali essendo il risultato d'una lunga speculazione, non restano alla portata di tutto il mondo, come l'esercitare le virtù morali e sociali.* Nulla vi è che meno dipenda dalla speculazione che l'esercizio di tali virtù, essendo una dipendenza della legge naturale scolpita ne' cuori di tutti gli uomini, la quale si fa intendere subito che si ascolta la ragione e si comprimono le passioni d'ogni virtù nemiche.

4. *Riflessioni sopra il libro Dei delitti e delle pene.*

Opera imperfetta, che comprende soltanto pochi paragrafi. L'autore delle note non addotta tutte le perniciose massime di questo libro, anzi in molte cose lo combatte fortemente, tuttavia non è immune egli medesimo da ogni taccia. Basti per prova la proposizione scritta nel primo foglio: *Se l'ente supremo niente avesse rivelato e comandato agli uomini non vi sarebbero nemmen peccati, perché virtù o vizio, giusto o ingiusto, dovere ecc. son nomi relativi, né mai hanno significato cosa che esista realmente da per sé, mentre se alcuna di queste fosse tale, lo dovrebbe essere costantemente, né cessare d'esserlo per qualunque variar di circostanze.* Queste sono le idee malsane di Puffendorf, nelle quali l'Autore è caduto senza badarvi. Virtù o vizio, giusto e ingiusto sono cose assolute e costantissime, derivate dalla natura medesima dell'ente supremo e dall'ordine invariabile da esso stabilito, a cui si appoggia la legge naturale, emanazione della legge eterna ed immutabile di Dio.

5. Traduzione della grand'opera di Montesquieu intitolata *Lo spirito delle leggi*, la quale però non è compita intieramente, mancandovi li due ultimi libri. L'opera è troppo nota, tanto per sé stessa quanto per la celebrità dell'Autore, pel quale vi era un fanatismo sparso per tutta la Francia. Non crederei utile, né opportuna, la traduzione in lingua italiana di quest'opera piena di sentimenti poco favorevoli alla religione, alla monarchia e ad ogni ben stabilito governo; anzi un grave danno apporterebbe alla nostra Italia, inondata già di troppo da simili perniciosissimi libri. Vero è che il traduttore in molti luoghi disapprova i sentimenti del suo autore, massimamente nell'abuso che fece del clima per accomodarvi le leggi anche più sacrosante. In molti altri luoghi però egli tien dietro a' di lui errori, anzi gli aggrava e conferma con perigliose note.

Relazione abbate vice bibliotecario Berta, rimessa li 6 dicembre 1768.

XVII. **Relazione anonima sugli scritti del Vasco sequestrati nel 1768.**

Torino, Archivio di Stato, *Carte Vasco*, J. b. IX. 7 (G), *Altro sentimento anonimo sovra alcune di dette opere.*

Trascrivo integralmente il testo, già pubblicato, secondo quanto riferisce D. Occelli, op. cit., nel giornale «Il Vasco» (Mondovì), 7 e 14 maggio 1870. La relazione prende in esame soprattutto l'opera del Vasco *Riflessioni per un legislatore sopra le azioni e passioni umane*, andata perduta.

Da un'attenta lettura dello scritto comunicatomi si comprende far esso parte di un trattato politico, in cui l'Autore pretende dare la norma di una saggia legislazione, la quale non senza temerità nega essere stata da verun principe promulgata ancora, seguitando il sentimento di alcuni moderni filosofi non peraltro insigni che per la loro miscredenza. Tratta egli nel capo 2, da cui lo scritto comincia, delle virtù sociali, indi passa alle virtù morali comprese nella seconda parte, della quale vi è solamente il principio.

Veniamo all'analisi dell'opera, concepita e formata tutta secondo le idee dei più famosi deisti de' nostri tempi, Helvetius, Rousseau e Voltaire.

1. Riduce egli tutte le virtù sì fisiche che morali all'utile ed all'interesse tanto pubblico quanto privato, e perciò definisce la virtù *uno sforzo util alla società o tutto fisico, o tutto morale, o l'uno e l'altro insieme.*

2. Stabilisce esser uguale ingiustizia il non gastigare i delinquenti, come il non premiare i virtuosi.

3. Secondo i principii dell'Hobesio afferma che il fine delle prime associazioni non altro è stato che d'impedire le private violenze.

4. Distinguendo le virtù sociali in tre classi, secondo il maggiore o minor utile che recano, asserisce che le virtù non sono simili in tutti i governi, né in tutti i tempi: onde ciò che può esser virtù in Ginevra, sarà delitto altrove e ne tira la conseguenza che le virtù sono meramente relative.

5. Parlando della giustizia in generale rispetto alle nazioni, così si esprime: *Chi è che sia autorizzato a giudicare della giustizia di una guerra? Dirò di più,*

chi è che possa dire che tra le nazioni vi sia giustizia od ingiustizia?... Se una nazione può senza rischio violare il patto fatto con un'altra, lo farà sicuramente, e non gli si può dire che abbia fatta un'ingiustizia.

6. Venendo alle scienze, dopo aver fatto qualche elogio della politica, della filosofia intesa a modo suo e delle matematiche, si prende a declamare contro la scienza legale, contro la medicina e contro la teologia, confondendo i buoni principii di queste scienze con l'abuso che se ne può fare. *Non parlo*, dice egli, *della teologia, perché un buon catechismo non è una scienza. La morale non è altro che filosofia, e tutto il resto è dannoso.* Con la stessa audacia distingue l'arte oratoria dalla rettorica e questa vuol che sia *l'arte d'ingrandire e sminuire gli oggetti, che in sostanza altro non è che l'arte di mascherare la verità e persuadere la bugia.*

7. Finito il capo delle virtù politiche, passa egli alla seconda parte delle virtù e vizii morali. Appena se ne legge il principio, nulla di meno si vede appieno seguitata la massima generale di Helvezio nel suo libro *De l'esprit*, cioè che la salute morale consiste nel contenere gli impeti delle fisiche passioni e degli umani desiderii in quel tale equilibrio che si ricerca per non turbare il giusto ragionamento nel vero amore di noi medesimi, il qual'equilibrio vuole che sia il complesso delle virtù e l'ultimo grado della perfezione.

Degno di considerazione si è lo sforzo con cui pretende ridurre ogni nostra idea alla sensibilità, così che le conseguenze medesime del sillogismo, che fa ogniuno nelle combinazioni delle idee, dipendano dalla maggiore o minore impressione delle sensazioni.

Mi basta di avere accennati questi sentimenti estratti fedelmente dallo scritto a me comunicato e sono persuaso che chiunque dotato di buon senso ne intenderà subito le cattive conseguenze funeste alla religione, da cui l'Autore intieramente prescinde, quando essa sola ci addita il vero principio delle virtù ed è la base fondamentale d'ogni governo, come quella che forma l'unico vincolo universale delle società, il qual tolto, altro non resta che una confusione di idee, capace di produrre i maggiori disordini.

Sarei pertanto di parere doversi seriamente e con qualche minaccia avvertire l'Autore, acciò si astenga da pubblicare simili scritti non meno a lui ingiuriosi e disonorevoli che alla nazione di cui egli è membro. Troppo importa alla società il non lasciar introdurre i perniciosi sentimenti de' moderni deisti già sparsi in alcuna parte d'Italia, dai quali si conosce chiaramente che l'Autore ha estratto le idee false e storte, da cui ha ingombrata la mente e forse corrotto il cuore.

Dalla lettera scritta al fratello apparisce che sta lavorando alla traduzione italiana del famoso libro di Montesquieu intorno allo spirito delle leggi. Anche da tale applicazione dovrebbe essere allontanato, trattandosi di libro dannoso, pieno di massime cattive nascoste con industria e scritto con arte seduttrice. Acerbo rimprovero merita poi il mentovato fratello, il quale professando vita religiosa, ascritto com'egli è all'ordine domenicano, nodrisce e fomenta

in questo lo spirito d'irreligione, con prestargli la sua opera nella stampa e nel commercio che mantiene con persone sospette.

XVIII. **Sugli interessi patrimoniali della contessa Vasco, Maria Maddalena Faussone, moglie del Nostro.**

Torino, Archivio di Stato, *Piemonte giuridico*, 1770, registro 34.

Alla c. 281 si trova una lettera in data 28 settembre 1770 dell'avvocato Gazzero, vice prefetto di Mondovì.

XIX. **Sulla residenza vigilata del Vasco a Mondovì.**

Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 41, fascicolo *Cavalier Robio o Robbio, governatore di Mondovì.*

Si trovano alcune lettere, per lo più relative ad interessi patrimoniali del Vasco (29 settembre 1772, 2 marzo, 15 agosto, 20 agosto e 31 agosto 1773).

Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 121, fascicolo *Lettere scritte al ministro dal conte Brignon di Costigliole, governatore di Mondovì, 1776 in 1785.*

In questo fascicolo si trovano le due lettere del Vasco del 1777 e del 1779 (qui alle pp. 657-659) e talune lettere del conte Brignon relative a suppliche avanzate dal Vasco per ottenere una maggiore libertà di movimento allo scopo di meglio provvedere all'amministrazione del suo patrimonio (lettere 20 e 23 maggio 1777, 23 marzo 1779, 8 dicembre 1780, 12 novembre 1782, 1° febbraio 1785).

XX. **Sulle pretese della moglie del Vasco sul patrimonio del marito.**

Torino, Archivio di Stato, *Provvidenze economiche sopra affari di privati*, mazzo 18, n. 10, *Supplica della contessa Maria Maddalena Faussone, moglie del conte Dalmazzo Francesco Vasco della Bastia, nella quale implora un regio delegato per potere far valere le di lei ragioni verso il predetto suo marito e per fare altresì soddisfare varii creditori della medesima. Con alcune scritture e lettere relative alla detta supplica, 1774.*

Pubblicata da M. CHIARAMONTI, op. cit., Appendice, pp. XXXVI-XXXXIV.

XXI. **Lettere scritte al Vasco da Giuseppe Maria Cordero di S. Quintino, tesoriere generale dell'Alto e Basso Novarese** (1776-1781).

Mondovì, Biblioteca Civica, *Copia di lettere scritte e ricevute dal cavalier Giuseppe Maria Cordero di S. Quintino, tesoriere generale dell'Alto*

e Basso Novarese, dal 1760 al 1778, Scansia I. 28.26/16; *Succinto o memoriale di lettere scritte dal 1780 al 1791 da un Cordero di S. Quintino*, Scansia I, 29.29/20.

1776, settembre 17.

Mondovì Place D. Dalmazzo Vasco Plan de la Vallée

La pauvre petite Grazzini est dans un terrible embarras. Elle doit partir après diner; le voiturier ne veut pas la conduire, si elle ne paye d'avance, au moins une partie. J'ai pensé de vous prier de voir si vos messieurs, qui eurent la bonté de goûter sa façon de chanter, voulaient avoir la générosité de la sécourir; moi, de mon côté, je ferai aussi ce que je pourrais. Pardon, monsieur, de la liberté que je prend et permettez moi de vous assurer de la consideration la plus parfaite avec laquelle je serai.

1781, gennaio 9.

Cherasco Conte D. Dalmazzo Vasco Alba

Sono gionto felicemente al porto di Cherasco alle ore 3 in ponto e m'incamminava verso Bene, ma, passata la cappella, ho incontrato il marchese di Camerana in biroccio, che mi ha fatto tornar addietro per forza, e questa sera sarò a Bene dinanzi alla Trinità, dopo domani a Mondovì. È giunta ieri sera alle due della notte in Cherasco la sposa del conte Vassallo di Dogliani, madama Coppa, in carozza a quattro, due sedie e un altro carozzino. Ho avuto notizie del nostro novo comandante Michaud, uomo molto solitario, ma arcigalantuomo, fatto all'antica, amico dell'amico in tutte le maniere, perfino nella borsa, che offerisce spontaneamente agli amici, ma ama a far da sé e non vuole esser seccato. Il cavaliere della Margarita è ritornato a trovare suo fratello che è di bel nuovo in pericolo di morte. Ieri sera è giunto da Mondovì il cavaliere di Germagnano, de' dragoni di Piemonte, garbatamente a piedi e se ne va così pian piano fino a Vigevano col suo cameriere; questa sera sarà in Alba, ma non si lascerà vedere, perché è in abito di cacciatore. Orsù, fa freddo, non posso più scrivere, sicché ricordatemi servitore alla dilettissima vostra, la quale m'immagino che adesso filerà a suo bell'agio, anzi avrà mandato a prendere il *roat*, perché io non ci son più a farla arrabiare; ditegli che la scatola della monaca finora non ha patito incommodo. Abbracciate il Gallo carissimo e ditegli che presenti i miei ossequii a tutti i padre e voi mandate al diavolo la febbre e la farmacopea e amatemi come io amo voi.

1781, gennaio 23.

Mondovì Conte D. Dalmazzo Vasco Alba

Eccomi finalmente giunto in patria la Dio mercé in buona salute. Il desiderio che ho di sapere lo stato della vostra mi fa superare la strettezza del tempo per scrivervi in fretta due righe e pregarvi a darmi nuove di voi e della dilettissima vostra e del Gallo cantante e di tutti gli amici, ai quali tutti vi prego di ricordarmi ed abbracciandovi di cuore mi riprotesto tutto vostro.

1781, febbraio 20.

Mondovì Conte D. Dalmazzo Vasco Alba

Dal carissimo padre Gallo intenderà l'affare che ci ha occupati seriamente, essendovi sette interessati, che, per la somma bestialità del governatore, siamo stati alcuni giorni in cittadella contro ogni giustizia. Se avrà piacere di leggere alcune poesie che sono uscite in quest'occasione, gliele manderò. Mi rincresce al sommo che il carissimo cavaliere sia ancora tormentato dalla quartana. La priego di abbracciarlo per parte mia, con ciò però che ella non prenda da quest'occasione di spinger la cosa più avanti, perché già sa cosa tutti dicono della causa che si oppone al di lui ristabilimento; quando io aveva il piacere di esser con loro poco o assai disturbavo un tantino, adesso chi sa come van le cose. Basta, abbia un po' di giudizio e lo lasci almeno guarire perfettamente, altrimenti, se io so che lei faccia la scioppina, vengo ad aiutare il cavaliere a farla star savia. Adesso faccio una vita propriamente da romito e veda se non aveva ragione di togliermi dal Mondovì, massimamente fino a che vi è questo governatore. Il cavaliere della Margherita ha domandato un altro prolungo per ragione degli affari di famiglia. Mi rallegro dei divertimenti, dei quali abbondano costì quanto ne scarseggiamo noi; mi rincresce di non poterne profittare; la prego per altro di volermi conservare nella sua memoria ed essere persuasa che avrò perpetuamente impressa nel cuore la bontà e gentilezza sua a mio riguardo e che sarò in fin ch'io viva col più affettuoso rispetto.

XXII. **Sul secondo arresto del Vasco.**

Bibliotheca Palatina Vindobonensis, Ms. 5571, GORANI Giuseppe, *Tableaux philosophique, historique et critique des moeurs des peuples de l'Italie. Premier volume, contenant des observations préliminaires sur les caractère des divers peuples de l'Italie et toute la monarchie sarde.*

Alla c. 196 si legge:

« Un autre savant jurisconsulte, le comte Vasco de la ville de Mondovì dans le Piémont, exerçait honorablement, depuis plusieurs années la profession d'avocat à Turin; cet homme, instruit des vices du gouvernement sarde, du misérable état des finances, de l'énormité de la dette royale, de la misère publique et du mécontentement des peuples opprimés de mille manières, avait composé, dans le silence de son cabinet, un ouvrage intitulé *La monarchie modérée*, dans lequel il avait cherché à concilier tous les intérêts des differentes classes de la nation avec ceux du monarque pour préserver sa patrie des desordres de l'anarchie dans le cas d'une révolution qu'il croyait inévitable et très prochaine; il n'avait lu son ouvrage à personne, mais il l'avait donné à copier à un écrivain, qu'il employait ordinairement et sur la fidélité duquel il pouvait compter. Un espion de police fut chez cet écrivain pour lui faire copier quelque chose; il vit sur sa table cet ouvrage et reconnut l'écriture de Vasco; il court aussitôt instruire le roi qu'il vient de

voir chez tel écrivain un ouvrage du comte Vasco intitulé *La monarchie modérée*. Le roi venait de communier, le titre de l'ouvrage l'effraie, il entre en fureur, il ordonne d'arrêter Vasco, mais adroitement et sans faire du bruit.

Trois hommes de la connaissance de Vasco et dont il ne se défiait pas l'invitent à diner à la campagne; il y va; dès qu'il est parti on saisit le manuscrit chez l'écrivain, puis on va chez lui, on enlève tous ses papiers et les brouillons de l'ouvrage. Cet ouvrage ne contenait rien contre le roi ni contre ses ministres, ni contre les magistrats, on n'avait à lui reprocher aucune indiscrétion; néanmoins à son retour en ville on l'arrête, on l'emprisonne, on l'interroge; il avoue son ouvrage et qu'il le faisait copier proprement pour pouvoir le présenter au roi, auquel il le destinait; non obstant son innocence il a été condamné en 1791 à passer le reste de sa vie dans un cachot du fort de Sève, l'une des bastilles du Piémont. Cette cruelle injustice excite un mécontentement si général à Turin que l'infame délateur Godet était tous les jours poursuivi à coups de pierres; il s'en plaignait au roi, qui l'envoya à Paris à faire son métier d'espion avec une pension de trois milles lires. À Paris ce coquin fut reconnu et dénoncé dans les papiers publiés en 1792, de sorte qu'il fut obligé de s'en aller. Voilà comme agissait le bon roi Victor, même lorsqu'il avait Dieu dans son estomac ».

Torino, Archivio di Stato, *Materie politiche relative all'interno in genere*, mazzo 3, *Arresto, processo e condanna del conte Vasco, 1791*.

Documenti relativi agli scritti del Vasco sequestrati nel 1791, all'arresto e al suo trasferimento al forte di Ceva. Trovasi anche una lettera e un promemoria relativi al fratello del Nostro, Giambattista richiedente il permesso di uscire dagli Stati. Trascrivo il biglietto del re al senatore Carelli in data 12 agosto 1791, al quale il Vasco farà riferimento nella *Difesa* (qui alle pp. 609-621), già pubblicato da M. CHIARAMONTI, op. cit., Appendice, pp. XXXXVII-L (la quale pubblica anche le lettere del Graneri del 14 luglio 1791, del Francesetti del 25 luglio 1791 e del Valperga del 4 agosto 1791 e gli ordini di tradizione del prigioniero al forte di Ceva) e da F. VENTURI in: *Riformatori lombardi, piemontesi e toscani*, Napoli, 1958, pp. 867-869. Trascrivo anche una lettera indirizzata al re da un parente del Vasco, Carlo Fedele di Ceva della Bosia.

Il re al senatore Carelli.

Sulla notizia pervenutaci che per commissione del conte e commendatore D. Dalmazzo Vasco si stasse ricopiando in codesta città da un certo Antonio Leonati uno scritto compilato dal suddetto conte e intitolato *Saggio politico intorno ad una forma di governo legitimo e moderato da leggi fondamentali* e che in tale scritto vi si contenessero massime perniciose e tendenti a turbare la pubblica tranquillità, abbiamo ordinato che venisse questo ritirato ed insieme anche tutti gli altri scritti che nel tempo della perquisizione si trovassero nella di lui casa d'abitazione e fossero relativi alle materie di politico

governo. Essendosi quindi d'ordine nostro esaminato dalli soggetti perciò da noi destinati l'anzidetto scritto, ci siamo, sul sentimento da' medesimi rassegnatoci, determinati ad ordinare l'arresto del conte Vasco e la di lui assicurazione ad una delle porte di codesta capitale ed a commettere in seguito di sentirlo distintamente nelle sue risposte intorno all'oggetto degli accennati di lui scritti.

Dalla relazione stataci fatta degli esami, cui avete proceduto, avendo noi osservato che, mentre la qualità del delitto gravissimo in se stesso esigerebbe un'esemplare punizione nella via ordinaria de' giudizi, concorrerebbero nullameno motivi ben essenziali per disporre la nostra clemenza ad un economico provvedimento, ci siamo in tale vista disposti a stabilire un congresso composto de' più sperimentati magistrati, affinché, presi in maturo esame così gli enonciati scritti del conte Vasco, come le risposte da esso date, ci spiegasse il suo sentimento intorno alla provvidenza, che in via economica potesse essere adattata alla qualità e circostanze del delitto. Il congresso, anche allo stato della memoria rimessa dal conte Vasco prima del di lui arresto, ha rilevato:

1. Che il piano dell'accennato scritto estesosi dal medesimo in lingua italiana è generale, accomodato, come spiega nel proemio, a qualunque nazione mediocremente numerosa ed estesa, e per altra parte come assai insidioso, seducente e contrario alle monarchie d'Europa, avrebbe, in caso dell'ideatane pubblicazione, potuto fare nel popolo una non indifferente sensazione, e produrre dei gravi sconcerti.

2. Che qualunque peso si voglia dare all'idea spiegata dall'autore dello scritto, lo stato medesimo delle di lui risposte e la smoderata di lui passione per farsi un gran nome, manifestata già nelle note epoche della di lui vita e ne' varii altri scritti statigli sequestrati, somministrano un forte motivo di credere che l'ammessa sua intenzione che l'accennato suo scritto si stampasse in Italia, avesse pur troppo per oggetto che, diffondendosi, scritto com'è in idioma italiano, se ne invaghissero le diverse nazioni che la compongono e venissero allettate ed a poco a poco preparate ad adottarlo.

3. Che ne risulterebbe quindi a di lui carico un vero attentato contro la sovranità per eccitare sedizioni tendenti a nulla meno che a sovvertire ed immutare tutto il governo e così un delitto, secondo la ragion comune e le generali costituzioni, gravissimo e punibile colla pena la più grave di tutte.

4. Che, sebbene il delitto non sia stato consumato, non sarebbe però meno punibile per la sua qualità; altronde poi il fatto dimostra che non sarebbe ristretto ne' termini d'una nuda e sterile cogitazione e che la volontà dello scrittore sarebbesi manifestata con atti esterni preparatorii, tanto più meritevoli di riflesso in quanto che li precedenti scritti ed operazioni del conte Vasco, sino dal tempo della sua giovinezza, lo presentano in aspetto d'un soggetto assai pericoloso.

5. Che per queste considerazioni le proteste del conte Vasco, come contrarie al fatto, meritano tanto meno di riguardo in riflesso alle di lui qua-

lità di suddito, di vassallo e di cavaliere della santa religione de' santi Maurizio e Lazzaro, titoli questi che dovevano tanto più distorglielo dall'intraprendere la compilazione d'uno scritto contenente massime così sediziose e turbative del buon ordine.

Allo stato di queste riflessioni, è il congresso entrato in senso che la qualità del soggetto, la ragione di Stato e la pubblica tranquillità esiggano che il mentovato conte Vasco venga tradotto ed assicurato in un castello senza limitazione di tempo e senza colloquio e colle necessarie cautele onde non gli sia permesso d'avere carta penna e calamaio.

Abbiamo approvato il sentimento del congresso e mentre facciamo in conseguenza pervenire gli opportuni nostri ordini così al comandante di codesta città e provincia, come a quello di Ceva, dove abbiamo determinato di far trasferire il prenominato conte Vasco, vi diciamo essere mente nostra che gli intimiate personalmente questa sovrana nostra determinazione a di lui riguardo, con formarne dell'atto l'opportuno verbale, che trasmetterete quindi alla segreteria nostra di Stato per gli affari interni. Far provvedere della secrataria del gran magistero per sequestrare i frutti della commenda affi[n]ché con essi si paghino le spese e la manutenzione.

Sua Real Maestà,

Carlo Fedele de' marchesi di Ceva della Bosia, umilissimo suddito e vassallo della Maestà Vostra, osa rappresentare alla medesima che il conte Vasco, suo prossimo parente, trovasi, dopo una longa cattività, in grave pericolo di salute. Qualunque sia l'imputazione a lui fatta, spera il rappresentante che potrà l'accusato felicemente diffendersi, sia avanti il tribunale ordinario, che avanti un tribunale dellegato. Ma, sia una prolongata detenzione, sia una qualunque pena ecconomica data al medesimo prima che fossero da un qualche tribunale ascoltate le sue diffese, imprimerebbe a lui una macchia indellebile nella riputazione che ricadrebbe sopra i parenti.

In queste circostanze ardisce il rappresentante gettarsi a' piedi della Maestà Vostra, umilmente supplicandola voglia degnarsi dellegare un tribunale che sollecitamente esamini le accuse date al conte Vasco e, dopo ascoltate le sue diffese, pronunci come di ragione e giustizia, riserbandosi, ove sia d'uopo, la Maestà Vostra di far sentire gl'effetti della maggiore sua clemenza a benefizio d'una famiglia che si è sempre distinta nel più fedele servizio alla Maestà Vostra.

XXIII. **Sugli interessi patrimoniali del Vasco.**

Torino, Archivio di Stato, *Piemonte giuridico*, vol. 34, serie quarta, n. 47, c. 155 *v.*

In una lettera della Segreteria degli Interni in data 13 febbraio 1792 al prefetto di Mondovì si legge:

« Il foglio di Vostra Signoria illustrissima delli 9 corrente non mi porge altro motivo di riscontri da Lei recatimi intorno alle rappresentanze che si

sono nella restituitami supplica fatte in odio del nominato Francesco Gasco abitante nel luogo della Bastia nella qualità d'agente del signor conte Vasco feudatario.

Torino, Archivio di Stato, *Lettere di particolari*, mazzo 57, fascicolo *Marchese Ceva di Nuceto, comandante del forte di Ceva, 1790 in 1795.*

Vi sono alcune lettere relative agli interessi patrimoniali del Vasco e una scrittura privata, con la quale il Vasco costituisce Paolo Gasco agente patrimoniale (allegata alla lettera del 5 aprile 1792), che trascrivo.

Per la presente scrittura privata, la quale avrà forza di scrittura publica, si è convenuto come segue tra suoi sottoscritti, cioè:

1. Paolo Gasco del luogo di Salmor si obliga di attendere in qualità di agente tutti gl'interessi dell'illustrissimo signor conte D. Dalmazzo Vasco, diriggere tutti gli affari di campagna dei beni del medesimo ed eseguire a questo riguardo le istruzioni che gli verranno date.

2. Si obliga di custodire i mobili di proprietà del predetto signor conte, secondo la nota che se ne dovrà formare.

3. Si obliga di continuare la predetta agenzia per il corso di un anno, passato il quale, se due mesi prima una delle parti non avrà dato licenza all'altra, s'intenderà rinnovata la predetta capitolazione per un'altr'anno, e così sempre successivamente di anno in anno.

4. In corrispettivo di quanto sovra, il predetto signor conte si obliga di corrispondere al medesimo l'annuo stipendio di L. 300, dico lire trecento, e l'alloggio nella di lui casa di Bastia e cede al medesimo la metà delle penali che per causa d'accusa che vengano sporte in detto feudo di Bastia spettassero ad esso signor conte, con ciò però che non sia lecito al predetto Gasco agente di convenire alcuna accusa senza averne avuto dal signor conte predetto il gradimento.

5. Finalmente il predetto agente Paolo Gasco promette di usare tutta l'attenzione e diligenza per tutti gl'interessi del signor conte e per procurare al medesimo a questo riguardo tutti i vantaggi, come farebbe in casa sua propria, con tener conto de' raccolti e così pure dell'esatto e dello speso, come si suol fare da un buon e diligente padre di famiglia.

Tutto quanto sovra promettono anche le parti di inviolabilmente osservare sotto obligo e general ipoteca di tutti i loro beni presenti e futuri col costituto d'essi in forma fiscale e camerale. Datata Ceva, addì 31 marzo 1792.

Sottoscritti all'originale D. Dalmazzo Vasco, Paolo Gasco, Alessandro Ceva di Nucetto, testimonio, prete Giuseppe Boffano, testimonio.

XXIV. **Sull'ultima detenzione del Vasco a Ceva, Casale e Ivrea.**

Genova, Archivio dell'Istituto Mazziniano, cartella 111.

Trovasi una lettera del re di Sardegna Vittorio Amedeo III, datata Torino, 9 ottobre 1792 al comandante di Casale, cavalier Luguia, che trascrivo:

« Dal comandante del Forte di Ceva vi verrà indirizzato sotto una sicura e sufficiente scorta il conte D. Dalmazzo Vasco, il quale trovasi di nostro ordine detenuto nell'anzidetto Forte. E mente nostra che il medesimo venga trattenuto prigione in una camera di codesto Castello senza colloquio e si usino tutte le necessarie attenzioni per evitare la di lui evasione. E prevenendovi che alla spesa del di lui sostentamento si supplisce dalle nostre finanze, preghiamo il Signore che vi conservi ».

Copia della suddetta disposizione trovasi in Torino, Archivio di Stato, *Corrispondenza Ministero Interni*, serie prima, *Giuridico, Registri provvidenze sovrane relativi ai prigionieri e detenzioni in via economica*, n. 5, c. 200 *v.*

Torino, Archivio di Stato, *Carte relative al prof. Giovanni Antonio Ranza*, J.a. VIII. 25.

Trovasi una relazione di Carlo Maria Guiso, *Relazione del tragico fine fatto dalle due prime vittime piemontesi Dalmazzo Vasco del Mondovì ed Antonio Ardissone della città di Nizza*, Torino, li 8 fructidor, a. VIII R. [27 luglio 1800]. Pubblicata da G. Sforza, *L'indennità dei giacobini piemontesi perseguitati e danneggiati (1800-1802)*, Torino, 1908, pp. 102-104.

L'ex conte Dalmazzo Vasco della città di Mondovì, cognito a tutto il Piemonte per l'attaccamento al partito democratico sin dalla sua gioventù, che preffisso s'era di far squotere il giogo alla Corsica dai tiranni genovesi, ed in seguito si fece autore della sollevazione degli studenti dell'Università di Torino. Molti furono gli scritti contro del tiranno ed a favor della rivoluzione francese; alla fine fu scoperto e per sua mala sorte fu rinchiuso nel forte di Ceva per sua vita natural durante, da dove trovò il mezzo di carteggiare con qualche Francese; quando all'improvviso fu levato da esso forte e condotto nel castello di Casale e quivi rinchiuso in un oscurissimo e mal sano crottone per il corso di sette mesi. Vedendosi il misero così perfidamente trattato, diede mano ad un pugno di quella pesante e lucida sabbia del Tago, per mezzo della quale addormentò l'istesso rigore e le riuscì di mandare una supplica a Torino, quale ebbe il suo desiderato effetto, essendo dopo pochi giorni levato di là e condotto nel castello d'Ivrea sulla fine di novembre 1794, con ordine della Segretaria di Stato di tenerlo sempre chiuso in una camera senza colloquio, con pene rigorosissime all'aiutante carceriere ed agli invalidi, che lo servivano, di somministrarle carta ecc. Poco durarono questi ordini rigorosi, mentre con quella chiave d'oro, che ogni porta apre, trovò anche la maniera di scrivere e mandar fuori quanto le piacque; ed io, testimonio occulare e suo segretaro, scrissi varii piani di rivoluzione, uno de' quali fu liberamente spedito ad un certo Francesco, suo agente del Mondovì, e l'altro in Aosta ad un suo amico, ma disgraziatamente chi portava questo piano fu arrestato nell'ingresso della città d'Aosta e colà messo prigione. Fu dunque di nuovo rinchiuso con più rigore di prima per due mesi circa, quando all'improvviso arrivò dal forte di Demonte, verso il principio di aprile del 1795, un certo ex cavaliere Antonio Ardissone di Nizza, colonello

giubilato dell'armate francesi e cavaliere dell'ordine di San Luiggi. Costui, sul principio della rivoluzione di Francia ritirossi a Nizza, sua patria, e vedendo le cose come andavano, prese il partito democratico, ed alla fine essendo scoperto che carteggiava con un general francese, fu chiamato dal comandante di Saorgio con qualche prettesto; appena giunto fu arrestato e quindi condotto a Demonte e poscia nel famoso castello d'Ivrea, non con tanto rigore come il Vasco. Il danaro giocò nuovamente, e queste due vittime ottenero di mangiare e passeggiare assieme nella corte d'esso castello. Poco stettero a stringere amicizia ed a communicarsi le loro idee, e quindi fecero da me scrivere varii piani di rivoluzionare il Piemonte, uno de' quali fu mandato in Aosta, e di nuovo l'espresso fu fermato a Bard, dal quale si venne in cognizione che questi due indicavano a' Francesi tutti i passaggi dal Moncenisio sino al San Bernardo. Dopo dieci giorni circa, una sera venni avvisato da un de' figliuoli dell'aiutante che l'indomani mattina a buon'ora dovea venire in castello il magiore, per ordine della Segretaria e del Governo, per visitare le carte del conte Vasco e del cavalier Ardissone. Niente più di premura io ebbi che renderli avvisati, quali detterminarono che si abbruciassero tutti gli scritti, come feci; ma non si potè nascondere due cassettine quadre, che si fecero fare, piene di pezzettini di bosco di noce, de' quali se ne servivano stendendoli sopra d'un tavolino a far dimostrazioni (dinotanti generali, offiziali, subalterni e soldati) ed evoluzioni militari. Una di queste cassettine fu presa dal maggiore nel mentre che si faceva una rigorosa visita, e fata portare al governo. Che che ne fosse, queste due vittime furono separate, private di mangiare assieme e proibite perfine di parlarsi e di vedersi. Non si può esprimere il rammarico di questi due infelici, e con quali barbare maniere fossero trattati per il corso di giorni 15; quando il primo giorno d'agosto, appunto del 1796, cominciarono a sentirsi il dopo pranzo ambidue incomodati. Il male s'aggravò a poco a poco e peggiorarono ancora assieme: mattina de' 13 morirono, l'Ardissone alle ore 2 e mezzo ed il Vasco alle ore 3. Tutti due spirarono nelle mie braccia, ma nel mentre che queste due vittime morivano, l'aiutante carceriere Francesco Bechi di Carrosio li assasinò ancor nella robba, derubandoli parte delle argenterie e mobili preziosi, del valore 3 mille e più lire; non bastando pertanto quelle poche supellettili, che li trovarono ancora a pagar le sepolture. Si può considerare qual fine abbiano fatto questi effetti e chi ne abbia avuto la sua parte, bastandomi di dire che tra il maggior Vigna, aiutante Bechi e padre Benvenuti, direttore del castello, v'era una cabala incomprensibile, e guai a quei poveri figlioli che per loro sventura nelle zanne cadevano di queste arpie... L'istessa mattina dunque fu fatto l'atto giuridico della morte loro naturale per mezzo del maggior Vigna, aiutante Bechi e avvocato Accoto, uditor di guerra, e di due invalidi per testimoni. Si deve sapere che quest'avvocato Accoto è parente del maggior Vigna, intrinseco amico del Benvenuti e portato a far de' piaceri agli aiutanti di detto castello... Divulgatasi appena la morte di queste due vittime per la città di Ivrea, si cominciò a sentire un sordo mormo-

rio ch'erano stati avvelenati dall'aiutante e siccome il delitto non sta mai nascosto, volsi ancor io apprir gl'occhi e tanto indagai che alla fine mi riuscì di scoprire e trovare una boccettina d'acqua forte, residuo della mortifera bevanda. Appena io l'ebbi nelle mani la conservai come un tesoro, aspettando qualche momento opportuno di far vedere al mondo le grandi scelleratezze che si comettevano nel castello d'Ivrea. Non tardò questo felice momento a giungere, mediante la fuga di quattro prigionieri dal detto castello, li 29 settembre del medesimo anno. Fecesi pertanto dall'auditor di guerra detto il verbale di detta fuga ed il processo all'aiutante; ed io niente ebbi più a cuore di chiedere d'essere esaminato, mentre sapevo ogni cosa. Fui chiamato e narrai quel sepi alla fuga, e quindi deposi contro l'aiutante suddetto e consegnai al fisco il narrato ampollino, quasi pieno d'acqua forte quale fu siggillato a mia istanza e fatto visitare dai periti, e quindi feci esaminare altri dodici prigionieri, e tanto s'andò avanti che chiaramente si vedeva essere state le suddivisate due vittime fatte morire avvelenate per ordine del governo.

Ci fu imposto silenzio e quest'ordine ad altro non servì ad inasprici contro l'aiutante maggiore, direttore e governo, e cominciassimo a gridar dalle finestre: giustizia contro l'aiutante Bechi, che ci fa morire avvelenati. E per fine, io con altri quattro fummo incatenati ed attacati ad una muraglia, come tante bestie feroci, per man di sgherri, per il corso di due mesi e giorni sette.

Ecco quanto io so di questi due primi martiri della libertà piemontese e quanto in realtà posso accertare esibendomi ove facia d'uopo a darne maggiori prove e quante mi fò premura di comunicarvi.

Dal Senato di Torino, li 8 fructidor, anno 8° repubblicano [27 luglio 1800].

Carlo Maria Guiso

INDICI

CONCORDANZE

DEI NUMERI ASSEGNATI ALLE *Note al Montesquieu* NELLA PRESENTE EDIZIONE E NELL'ORIGINALE

1	1	(c. 4 *r.*)	36	34	(c. 16 *r.*)	71	69	(c. 33 *v.*)
2	2	(c. 4 *r.*)	37	35	(c. 16 *v.*)	72	70	(c. 36 *r.*)
3	1	(c. 5 *r.*)	38	36	(c. 17 *v.*)	73	71	(c. 36 *v.*)
4	2	(c. 5 *r.*)	39	37	(c. 18 *r.*)	74	72	(c. 37 *v.*)
5	3	(c. 5 *r.*)	40	38	(c. 18 *v.*)	75	73	(c. 37 *v.*)
6	4	(c. 5 *v.*)	41	39	(c. 18 *v.*)	76	74	(c. 38 *r.*)
7	5	(c. 6 *r.*)	42	40	(c. 18 *v.*)	77	75	(c. 38 *v.*)
8	6	(c. 6 *v.*)	43	41	(c. 20 *r.*)	78	76	(c. 40 *r.*)
9	7	(c. 6 *v.*)	44	42	(c. 20 *r.*)	79	77	(c. 40 *v.*)
10	8	(c. 7 *r.*)	45	43	(c. 22 *v.*)	80	78	(c. 40 *v.*)
11	9	(c. 7 *v.*)	46	44	(c. 23 *v.*)	81	79	(c. 41 *r.*)
12	10	(c. 8 *r.*)	47	45	(c. 24 *r.*)	82	80	(c. 41 *v.*)
13	11	(c. 9 *r.*)	48	46	(c. 25 *r.*)	83	81	(c. 42 *r.*)
14	12	(c. 9 *r.*)	49	47	(c. 25 *v.*)	84	82	(c. 42 *r.*)
15	13	(c. 9 *v.*)	50	48	(c. 26 *r.*)	85	83	(c. 46 *v.*)
16	14	(c. 9 *v.*)	51	49	(c. 26 *r.*)	86	84	(c. 47 *r.*)
17	15	(c. 9 *v.*)	52	50	(c. 27 *v.*)	87	85	(c. 47 *r.*)
18	16	(c. 10 *r.*)	53	51	(c. 27 *v.*)	88	86	(c. 47 *r.*)
19	17	(c. 10 *r.*)	54	52	(c. 27 *v.*)	89	87	(c. 47 *r.*)
20	18	(c. 10 *r.*)	55	53	(c. 27 *v.*)	90	88	(c. 47 *r.*)
21	19	(c. 11 *r.*)	56	54	(c. 28 *r.*)	91	89	(c. 47 *v.*)
22	20	(c. 12 *v.*)	57	55	(c. 28 *v.*)	92	90	(c. 48 *r.*)
23	21	(c. 13 *r.*)	58	56	(c. 28 *v.*)	93	91	(c. 48 *r.*)
24	22	(c. 13 *v.*)	59	57	(c. 28 *v.*)	94	92	(c. 48 *r.*)
25	23	(c. 14 *r.*)	60	58	(c. 28 *v.*)	95	93	(c. 48 *v.*)
26	24	(c. 14 *r.*)	61	59	(c. 28 *v.*)	96	93	(c. 48 *v.*)
27	25	(c. 14 *r.*)	62	60	(c. 29 *v.*)	97	94	(c. 49 *r.*)
28	26	(c. 14 *r.*)	63	61	(c. 29 *v.*)	98	95	(c. 50 *v.*)
29	27	(c. 14 *v.*)	64	62	(c. 29 *v.*)	99	96	(c. 51 *r.*)
30	28	(c. 15 *r.*)	65	63	(c. 30 *v.*)	100	97	(c. 51 *r.*)
31	29	(c. 15 *v.*)	66	64	(c. 30 *v.*)	101	98	(c. 51 *v.*)
32	30	(c. 15 *v.*)	67	65	(c. 30 *v.*)	102	99	(c. 51 *v.*)
33	31	(c. 15 *v.*)	68	66	(c. 31 *r.*)	103	100	(c. 53 *r.*)
34	32	(c. 16 *r.*)	69	67	(c. 31 *r.*)	104	101	(c. 53 *v.*)
35	33	(c. 16 *r.*)	70	68	(c. 33 *v.*)	105	102	(c. 53 *v.*)

106—103 (c. 54 *r.*)
107—104 (c. 54 *v.*)
108—105 (c. 55 *r.*)
109—106 (c. 55 *r.*)
110—107 (c. 55 *v.*)
111—108 (c. 57 *r.*)
112—109 (c. 57 *r.*)
113—110 (c. 57 *v.*)
114—111 (c. 57 *v.*)
115—112 (c. 58 *r.*)
116—113 (c. 59 *r.*)
117—114 (c. 60 *r.*)
118—115 (c. 61 *r.*)
119—116 (c. 61 *v.*)
120—117 (c. 62 *r.*)
121—118 (c. 62 *r.*)
122—119 (c. 62 *r.*)
123—120 (c. 62 *r.*)
124—121 (c. 62 *v.*)
125—122 (c. 63 *r.*)
126—123 (c. 63 *r.*)
127—124 (c. 63 *r.*)
128—125 (c. 63 *r.*)
129—126 (c. 63 *v.*)
130—127 (c. 64 *r.*)
131—128 (c. 64 *r.*)
132—129 (c. 64 *r.*)
133—130 (c. 64 *v.*)
134—131 (c. 64 *v.*)
135—132 (c. 65 *r.*)
136—133 (c. 65 *v.*)
137—134 (c. 66 *r.*)
138—135 (c. 70 *r.*)
139—136 (c. 70 *r.*)
140—137 (c. 70 *v.*)
141—138 (c. 70 *v.*)
142—139 (c. 71 *v.*)
143—140 (c. 73 *r.*)
144—141 (c. 74 *r.*)
145—142 (c. 74 *v.*)
146—143 (c. 74 *v.*)
147—144 (c. 78 *r.*)
148—145 (c. 78 *r.*)
149—146 (c. 78 *v.*)
150—147 (c. 78 *v.*)
151—148 (c. 79 *r.*)
152—149 (c. 79 *r.*)
153—150 (c. 79 *v.*)
154—151 (c. 80 *r.*)
155—152 (c. 80 *v.*)
156—153 (c. 81 *r.*)
157—154 (c. 81 *v.*)
158—155 (c. 81 *v.*)
159—156 (c. 81 *v.*)
160—157 (c. 81 *v.*)
161—158 (c. 82 *r.*)
162—159 (c. 82 *r.*)
163—160 (c. 84 *r.*)
164—161 (c. 84 *v.*)
165—162 (c. 84 *v.*)
166—163 (c. 84 *v.*)
167—164 (c. 85 *r.*)
168—165 (c. 88 *r.*)
169—166 (c. 88 *v.*)
170—167 (c. 89 *r.*)
171—168 (c. 91 *r.*)
172—169 (c. 91 *r.*)
173—170 (c. 92 *r.*)
174—171 (c. 92 *r.*)
175—172 (c. 93 *r.*)
176—173 (c. 95 *v.*)
177—174 (c. 96 *r.*)
178—175 (c. 96 *r.*)
179—176 (c. 98 *r.*)
180—177 (c. 99 *r.*)
181—177 (c. 102 *r.*)
182—178 (c. 103 *r.*)
183—179 (c. 103 *v.*)
184—180 (c. 104 *r.*)
185—181 (c. 104 *r.*)
186—182 (c. 104 *r.*)
187—183 (c. 105 *r.*)
188—184 (c. 105 *v.*)
189—185 (c. 107 *r.*)
190—187 (c. 107 *v.*)
191—188 (c. 108 *r.*)
192—189 (c. 108 *v.*)
193—190 (c. 111 *r.*)
194—191 (c. 112 *r.*)
195—192 (c. 112 *r.*)
196—193 (c. 112 *v.*)
197—194 (c. 112 *v.*)
198—195 (c. 112 *v.*)
199—196 (c. 113 *v.*)
200—197 (c. 115 *r.*)
201—198 (c. 115 *r.*)
202—199 (c. 115 *v.*)
203—200 (c. 115 *v.*)
204—201 (c. 115 *v.*)
205—202 (c. 116 *r.*)
206—203 (c. 116 *r.*)
207—204 (c. 116 *v.*)
208—205 (c. 119 *r.*)
209—206 (c. 120 *v.*)
210—207 (c. 121 *v.*)
211—208 (c. 122 *r.*)
212—209 (c. 122 *r.*)
213—209 (c. 122 *v.*)
214—210 (c. 123 *r.*)
215—211 (c. 123 *r.*)
216—212 (c. 123 *r.*)
217—213 (c. 124 *v.*)
218—214 (c. 125 *r.*)
219—215 (c. 125 *r.*)
220—216 (c. 125 *v.*)
221—217 (c. 126 *r.*)
222—218 (c. 126 *r.*)
223—219 (c. 126 *v.*)
224—220 (c. 126 *v.*)
225—221 (c. 127 *r.*)
226—222 (c. 127 *r.*)
227—223 (c. 127 *v.*)
228—224 (c. 128 *r.*)
229—225 (c. 128 *v.*)
230—226 (c. 128 *v.*)
231—227 (c. 128 *v.*)
232—228 (c. 129 *r.*)
233—229 (c. 129 *r.*)
234—230 (c. 129 *v.*)
235—231 (c. 129 *v.*)
236—232 (c. 130 *r.*)
237—233 (c. 131 *v.*)
238—234 (c. 131 *v.*)
239—235 (c. 132 *r.*)
240—236 (c. 132 *r.*)

241—237 (c. 133 *r.*)
242—238 (c. 133 *r.*)
243—239 (c. 135 *v.*)
244—239 (c. 137 *r.*)
245—240 (c. 137 *r.*)
246—241 (c. 137 *r.*)
247—242 (c. 141 *v.*)
248—243 (c. 142 *v.*)
249—244 (c. 147 *v.*)
250—245 (c. 147 *v.*)
251—246 (c. 148 *r.*)
252—247 (c. 148 *r.*)
253—248 (c. 149 *r.*)
254—249 (c. 149 *r.*)
255—250 (c. 149 *v.*)
256—251 (c. 149 *v.*)
257—252 (c. 150 *r.*)
258—253 (c. 150 *r.*)
259—254 (c. 151 *v.*)
260—255 (c. 152 *r.*)
261—256 (c. 152 *v.*)
262—257 (c. 152 *v.*)
263—258 (c. 153 *r.*)
264—259 (c. 153 *r.*)
265—260 (c. 153 *r.*)
266—261 (c. 153 *r.*)
267—262 (c. 154 *r.*)
268—263 (c. 156 *r.*)
269—264 (c. 157 *v.*)
270—265 (c. 159 *r.*)
271—266 (c. 159 *v.*)
272—267 (c. 159 *v.*)
273—268 (c. 160 *r.*)
274—269 (c. 160 *v.*)
275—270 (c. 161 *r.*)
276—271 (c. 162 *r.*)
277—272 (c. 162 *r.*)
278—273 (c. 162 *v.*)
279—274 (c. 163 *v.*)
280—275 (c. 164 *r.*)
281—276 (c. 164 *r.*)
282—277 (c. 164 *v.*)
283—278 (c. 164 *v.*)
284—279 (c. 165 *r.*)
285—280 (c. 167 *r.*)
286—281 (c. 167 *v.*)
287—282 (c. 168 *r.*)
288—283 (c. 169 *r.*)
289—284 (c. 169 *v.*)
290—285 (c. 170 *r.*)
291—286 (c. 170 *r.*)
292—287 (c. 170 *v.*)
293—288 (c. 171 *r.*)
294—289 (c. 171 *r.*)
295—290 (c. 171 *r.*)
296—291 (c. 171 *v.*)
297—292 (c. 171 *v.*)
298—293 (c. 172 *r.*)
299—294 (c. 172 *v.*)
300—295 (c. 172 *v.*)
301—296 (c. 172 *v.*)
302—297 (c. 173 *r.*)
303—298 (c. 173 *r.*)
304—299 (c. 173 *r.*)
305—300 (c. 173 *v.*)
306—301 (c. 173 *v.*)
307—302 (c. 174 *r.*)
308—303 (c. 174 *r.*)
309—304 (c. 175 *r.*)
310—305 (c. 176 *r.*)
311—306 (c. 176 *v.*)
312—307 (c. 176 *v.*)
313—308 (c. 179 *r.*)
314—309 (c. 179 *v.*)
315—310 (c. 179 *v.*)
316—311 (c. 179 *v.*)
317—311 (c. 180 *r.*)
318—312 (c. 180 *r.*)
319—313 (c. 180 *v.*)
320—314 (c. 180 *v.*)
321—315 (c. 181 *v.*)
322—316 (c. 181 *v.*)
323—317 (c. 182 *r.*)
324—318 (c. 182 *r.*)
325—319 (c. 182 *v.*)
326—320 (c. 183 *r.*)
327—321 (c. 183 *v.*)
328—322 (c. 183 *v.*)
329—323 (c. 184 *r.*)
330—324 (c. 186 *v.*)
331—325 (c. 187 *r.*)
332—326 (c. 187 *r.*)
333—327 (c. 187 *v.*)
334—327 (c. 188 *r.*)
335—328 (c. 188 *v.*)
336—329 (c. 188 *v.*)
337—329 (c. 189 *r.*)
338—330 (c. 189 *v.*)
339—331 (c. 189 *v.*)
340—332 (c. 190 *v.*)
341—333 (c. 190 *v.*)
342—334 (c. 191 *r.*)
343—335 (c. 191 *v.*)
344—336 (c. 191 *v.*)
345—337 (c. 192 *r.*)
346—338 (c. 192 *r.*)
347—339 (c. 192 *v.*)
348—340 (c. 193 *r.*)
349—341 (c. 195 *r.*)
350—342 (c. 195 *r.*)
351—343 (c. 195 *r.*)
352—344 (c. 196 *r.*)
353—345 (c. 196 *r.*)
354—346 (c. 197 *v.*)
355—347 (c. 198 *r.*)
356—348 (c. 198 *v.*)
357—349 (c. 198 *v.*)
358—350 (c. 198 *v.*)
359—351 (c. 198 *v.*)
360—352 (c. 199 *r.*)
361—353 (c. 199 *r.*)
362—354 (c. 199 *r.*)
363—355 (c. 199 *v.*)
364—356 (c. 199 *v.*)
365—357 (c. 199 *v.*)
366—358 (c. 199 *v.*)
367—359 (c. 200 *r.*)
368—360 (c. 200 *v.*)
369—361 (c. 201 *r.*)
370—362 (c. 202 *r.*)
371—363 (c. 202 *v.*)
372—364 (c. 202 *v.*)
373—365 (c. 204 *r.*)
374—366 (c. 205 *v.*)
375—367 (c. 205 *v.*)

376—368 (c. 206 *r.*)
377—369 (c. 209 *r.*)
378—370 (c. 209 *r.*)
379—371 (c. 209 *v.*)
380—372 (c. 210 *r.*)
381—373 (c. 210 *v.*)
382—374 (c. 210 *r.*) [*sic*]
383—375 (c. 211 *r.*)
384—376 (c. 211 *v.*)
385—377 (c. 212 *v.*)
386—378 (c. 213 *r.*)
387—379 (c. 213 *r.*)
388—380 (c. 213 *r.*)
389—381 (c. 213 *r.*)
390—382 (c. 213 *v.*)
391—383 (c. 214 *r.*)
392—384 (c. 214 *r.*)
393—385 (c. 215 *v.*)
394—386 (c. 216 *r.*)
395—387 (c. 222 *r.*)
396—388 (c. 223 *v.*)
397—389 (c. 224 *v.*)
398—390 (c. 224 *v.*)
399—391 (c. 225 *r.*)
400—392 (c. 225 *r.*)
401—393 (c. 225 *r.*)
402—394 (c. 225 *r.*)
403—395 (c. 225 *r.*)
404—396 (c. 225 *r.*)
405—397 (c. 225 *r.*)
406—399 (c. 225 *v.*)
407—400 (c. 225 *v.*)
408—401 (c. 228 *r.*)
409—402 (c. 228 *v.*)
410—403 (c. 229 *r.*)
411—403 (c. 229 *r.*)
412—404 (c. 230 *r.*)
413—405 (c. 231 *r.*)
414—406 (c. 232 *r.*)
415—407 (c. 240 *v.*)
416—408 (c. 241 *r.*)
417—409 (c. 242 *r.*)
418—410 (c. 242 *r.*)
419—411 (c. 242 *v.*)
420—412 (c. 245 *r.*)
421—413 (c. 245 *v.*)
422—414 (c. 245 *v.*)
423—415 (c. 245 *v.*)
424—416 (c. 246 *r.*)
425—417 (c. 246 *r.*)
426—418 (c. 246 *v.*)
427—419 (c. 246 *v.*)
428—420 (c. 247 *r.*)
429—421 (c. 247 *r.*)
430—422 (c. 247 *v.*)
431—423 (c. 248 *r.*)
432—424 (c. 248 *v.*)
433—425 (c. 249 *v.*)
434—426 (c. 249 *v.*)
435—427 (c. 250 *r.*)
436—428 (c. 250 *r.*)
437—428 (c. 251 *r.*)
438—429 (c. 251 *v.*)
439—430 (c. 254 *v.*)
440—431 (c. 254 *v.*)
441—431 (c. 263 *v.*)
442—432 (c. 266 *r.*)
443—432 (c. 269 *v.*)
444—433 (c. 270 *v.*)
445—434 (c. 272 *v.*)
446—435 (c. 272 *v.*)
447—436 (c. 273 *r.*)
448—437 (c. 273 *r.*)
449—438 (c. 277 *v.*)
450—439 (c. 280 *v.*)
451—440 (c. 281 *r.*)
452—441 (c. 283 *r.*)
453—442 (c. 290 *r.*)
454—443 (c. 292 *r.*)
455—444 (c. 294 *r.*)
456—445 (c. 295 *r.*)
457—446 (c. 296 *v.*)
458—447 (c. 298 *r.*)
459—448 (c. 299 *r.*)
460—449 (c. 300 *v.*)
461—450 (c. 301 *v.*)
462—451 (c. 301 *v.*)
463—452 (c. 302 *r.*)
464—453 (c. 302 *r.*)
465—454 (c. 302 *v.*)
466—455 (c. 303 *v.*)
467—456 (c. 305 *r.*)
468—457 (c. 305 *r.*)
469—458 (c. 305 *r.*)
470—459 (c. 305 *r.*)
471—460 (c. 305 *v.*)
472—461 (c. 306 *v.*)
473—462 (c. 307 *r.*)
474—463 (c. 307 *r.*)
475—464 (c. 307 *r.*)
476—465 (c. 307 *v.*)
477—466 (c. 307 *v.*)
478—467 (c. 307 *v.*)
479—468 (c. 307 *v.*)
480—469 (c. 307 *v.*)
481—470 (c. 308 *r.*)
482—471 (c. 308 *v.*)
483—472 (c. 308 *v.*)
484—473 (c. 309 *v.*)
485—474 (c. 311 *r.*)
486—475 (c. 312 *r.*)
487—476 (c. 313 *r.*)
488—477 (c. 315 *v.*)
489—478 (c. 316 *v.*)
490—479 (c. 316 *v.*)
491—480 (c. 317 *r.*)
492—481 (c. 317 *r.*)
493—482 (c. 317 *v.*)
494—483 (c. 317 *v.*)
495—484 (c. 318 *r.*)
496—485 (c. 318 *v.*)
497—486 (c. 318 *v.*)
498—487 (c. 318 *v.*)
499—488 (c. 318 *v.*)
500—488 (c. 320 *r.*)
501—489 (c. 320 *r.*)
502—490 (c. 320 *v.*)
503—491 (c. 321 *r.*)
504—492 (c. 322 *r.*)
505—493 (c. 322 *r.*)
506—494 (c. 322 *v.*)
507—495 (c. 323 *r.*)
508—496 (c. 323 *v.*)
509—497 (c. 323 *v.*)
510—498 (c. 324 *v.*)

511 — 499 (c. 325 *r.*)
512 — 500 (c. 325 *r.*)
513 — 501 (c. 325 *r.*)
514 — 502 (c. 326 *v.*)
515 — 503 (c. 327 *r.*)
516 — 504 (c. 327 *v.*)
517 — 505 (c. 327 *v.*)
518 — 506 (c. 328 *v.*)
519 — 507 (c. 329 *r.*)
520 — 508 (c. 329 *v.*)
521 — 509 (c. 329 *v.*)
522 — 510 (c. 329 *v.*)
523 — 511 (c. 331 *v.*)
524 — 512 (c. 332 *r.*)
525 — 513 (c. 332 *r.*)
526 — 514 (c. 332 *r.*)
527 — 515 (c. 332 *r.*)
528 — 516 (c. 333 *r.*)
529 — 517 (c. 334 *r.*)
530 — 518 (c. 335 *r.*)
531 — 519 (c. 336 *r.*)
532 — 520 (c. 336 *v.*)
533 — 521 (c. 337 *r.*)
534 — 522 (c. 337 *v.*)
535 — 523 (c. 338 *r.*)
536 — 524 (c. 338 *v.*)
537 — 525 (c. 338 *v.*)
538 — 525 (c. 339 *r.*)
539 — 526 (c. 339 *v.*)
540 — 527 (c. 339 *v.*)
541 — 528 (c. 340 *r.*)
542 — 529 (c. 340 *v.*)
543 — 530 (c. 341 *v.*)
544 — 531 (c. 342 *v.*)
545 — 532 (c. 342 *v.*)
546 — 523 (c. 342 *v.*)
547 — 524 (c. 343 *r.*)
548 — 525 (c. 343 *v.*)
549 — 526 (c. 344 *r.*)
550 — 527 (c. 344 *v.*)
551 — 528 (c. 344 *v.*)
552 — 529 (c. 345 *r.*)
553 — 530 (c. 345 *v.*)
554 — 531 (c. 345 *v.*)
555 — 532 (c. 345 *v.*)
556 — 533 (c. 346 *v.*)
557 — 534 (c. 347 *r.*)
558 — 535 (c. 348 *v.*)
559 — 536 (c. 351 *v.*)
560 — 537 (c. 354 *v.*)
561 — 538 (c. 355 *v.*)
562 — 539 (c. 356 *r.*)
563 — 540 (c. 356 *v.*)
564 — 541 (c. 356 *v.*)
565 — 542 (c. 357 *r.*)
566 — 543 (c. 358 *r.*)
567 — 544 (c. 359 *r.*)
568 — 545 (c. 359 *v.*)
569 — 546 (c. 360 *v.*)
570 — 547 (c. 361 *r.*)
571 — 548 (c. 361 *v.*)
572 — 549 (c. 361 *v.*)
573 — 550 (c. 362 *r.*)
574 — 551 (c. 362 *v.*)
575 — 552 (c. 362 *v.*)
576 — 553 (c. 363 *r.*)
577 — 554 (c. 363 *r.*)
578 — 555 (c. 363 *r.*)
579 — 556 (c. 363 *r.*)
580 — 557 (c. 363 *r.*)
581 — 558 (c. 363 *v.*)
582 — 559 (c. 363 *v.*)
583 — 560 (c. 363 *v.*)
584 — 561 (c. 364 *r.*)
585 — 562 (c. 364 *r.*)
586 — 563 (c. 364 *r.*)
587 — 564 (c. 364 *v.*)
588 — 565 (c. 364 *v.*)
589 — 566 (c. 365 *r.*)
590 — 567 (c. 365 *v.*)
591 — 568 (c. 365 *v.*)
592 — 569 (c. 365 *v.*)
593 — 570 (c. 366 *r.*)
594 — 571 (c. 366 *r.*)
595 — 572 (c. 366 *r.*)
596 — 573 (c. 366 *r.*)
597 — 574 (c. 366 *r.*)
598 — 575 (c. 366 *r.*)
599 — 576 (c. 366 *v.*)
600 — 577 (c. 366 *v.*)
601 — 578 (c. 367 *v.*)
602 — 579 (c. 368 *r.*)
603 — 580 (c. 368 *v.*)
604 — 581 (c. 368 *v.*)
605 — 582 (c. 369 *v.*)
606 — 583 (c. 370 *v.*)
607 — 584 (c. 371 *r.*)
608 — 585 (c. 371 *r.*)
609 — 586 (c. 374 *r.*)
610 — 587 (c. 375 *r.*)
611 — 588 (c. 375 *r.*)
612 — 589 (c. 375 *v.*)
613 — 590 (c. 376 *r.*)
614 — 591 (c. 376 *r.*)
615 — 592 (c. 376 *v.*)
616 — 593 (c. 376 *v.*)
617 — 594 (c. 376 *v.*)
618 — 594 (c. 377 *v.*)
619 — 595 (c. 378 *v.*)
620 — 596 (c. 379 *v.*)
621 — 597 (c. 380 *r.*)
622 — 597 (c. 381 *r.*)
623 — 598 (c. 381 *r.*)
624 — 599 (c. 382 *r.*)
625 — 600 (c. 382 *r.*)
626 — 601 (c. 385 *r.*)
627 — 602 (c. 385 *r.*)
628 — 603 (c. 389 *r.*)
629 — 604 (c. 392 *r.*)
630 — 605 (c. 393 *v.*)
631 — 606 (c. 394 *r.*)
632 — 607 (c. 396 *v.*)
633 — 608 (c. 397 *r.*)
634 — 639 (c. 398 *v.*)
635 — 640 (c. 398 *v.*)
636 — 641 (c. 399 *r.*)
637 — 642 (c. 399 *r.*)
638 — 643 (c. 399 *v.*)

P49.

INDICE DELLE PERSONE CITATE

Abramo, 387.
Accoto (avvocato), 761.
Adamo, 81, 615, 641.
Adriano Publio Elio (imperatore), 447.
Aganio Giovanni Matteo, 732.
Ageno Francesco, 721.
Agostino Aurelio (santo), 366, 367, 377, 398, 482.
Aimo (segretario), 713.
Albani Alessandro (cardinale), 677, 678, 733.
Alemandi (professore), 713.
Alembert (Le Rond d') Jean, 172.
Ambrogio da Milano (santo), 366, 367.
Anastasio I (imperatore d'Oriente), 162, 245.
Angelucci Francesco, 647, 690.
Anna, 407.
Annibale, 263.
Annone, 263, 332.
Antipatro, 208.
Antonielli (professore), 713.
Antonino Pio (imperatore), 485.
Appiani (dama), 735, 738, 740, 742, 744.
Arcasio Giovanni Francesco, 713.
Ardissone Antonio, 683, 760, 761.
Aristide, 210, 391.
Aristippo, 363.
Aristotele, 94, 224, 263, 350.
Arnaldi (procuratore), 731.
Arnaud Carlo Maria, 706, 707.
Arnaud Ignazio, 717, 718, 722.
Arnaud (professore), 713.
Arnobio, 366.
Artois (conte d'), vedi: Carlo X.
Atanasio (santo), 366, 367.
Attico Tito Pomponio, 313, 314.
Augusto Ottaviano (imperatore), 319, 350.
Avagnina Margherita, 738.
Badin (segretario), 634, 742.
Balbis Giovan Battista, conte di Rivera, 677, 678, 733.
Baldasseroni Pompeo, 650, 651, 676, 704.
Barbadoro Bartolomeo, 166.
Barbeyrac Jean, 480.
Barbier Antoine-Alexandre, 161, 321, 469.
Barcaux (condannato), 454.
Basilio (santo), 366, 367.
Basilio I (imperatore), 242, 243.
Bassi Lorenzo Antonio, 671, 708.
Bayle Pierre, 359, 375.
Béardé de L'Abbaye, 708.
Beccaria Cesare, 79, 91, 99, 103, 110, 111, 121, 163, 185, 186, 188, 200, 241, 244, 280, 472, 628, 630, 660, 672, 673, 677, 680, 681, 684, 690, 705, 710.
Beccaria Giovan Battista, 77, 611.
Beccaria Vincenzo, 737.
Bechi Francesco, 761, 762.
Belgrano (professore), 713.
Belletti (mercante), 650, 651.
Benvenuti (padre), 761.
Berardi Carlo Sebastiano, 713.
Bernardo (santo), 367.
Berselli Ambri Paola, 711.
Berta Ludovico Francesco, 185, 200, 613, 679, 680, 684, 694, 696, 749, 751.
Berta (genovese), 728.
Bertola (economo), 655.
Bertola (professore), 713.
Bertolotti Giacomo, 657, 659, 705.
Bertrand Joseph, 673, 692, 708.
Bianchi Nicomede, 611, 683, 700, 710.
Bianchi (professore), 713.
Bielfeld (von) Jacob Friedrich, 47.
Boccardo (professore), 713.

Boffano Giuseppe, 759.
Bogino Giovanni Battista, conte di Vinadio, 612, 717, 718, 722, 723.
Bongioanni Giovanni, 732.
Bongioanni (mercante), 737, 740, 743, 745.
Bonico (mercante), 737, 740, 743, 745.
Borelli Giovan Battista, 416, 433.
Borsarelli Andrea, 670, 700, 713.
Borsarelli Giovan Battista, 670, 700, 713.
Bottero Domenico, 745.
Botton di Castellamonte Giacomo Ugo, 673, 692, 709.
Boyer (commendatore dell'Ordine di Malta), 647.
Bradier (condannato), 457, 697.
Brea Gaspare Giuseppe, 648.
Brignon di Costigliole (governatore di Mondovì), 657, 659, 680, 681, 705, 753.
Brissot de Warville Jacques-Pierre, 488, 698.
Bruel (segretario di Stato), 703.
Bruno (conte), 713.
Bruto Valerio, 213.
Buglioni (vicario generale), 712, 713.
Burlamaqui Jean-Jacques, 284.
Burnaby Andrew, 709.
Burzio Filippo, 711.
Bussa (senatore), 724.
Buttafoco Matteo, 627.

Caccia (professore), 713.
Cahuzac (condannato), 444, 450, 451, 454.
Caifa, 407.
Caino, 615, 641.
Calas (condannato), 454.
Calcaterra Carlo, 697, 711.
Calcino Pietro Francesco, 713.
Caligola Gaio Giulio Cesare (imperatore), 353, 449.
Calisse Carlo, 697, 711.
Calva Andrea, 730, 731.
Calvini Nilo, 711, 721.
Calvino Giovanni, 362, 374.
Camerana (marchese di), 754.
Cameroni Carlo, 705.
Capello Giovanni Domenico, 625, 746.
Carelli Giovanni Antonio, 611, 615, 683, 698, 707, 756.
Carlevaris Clemente, 656, 705.
Carli Gianrinaldo, 631.
Carlo IX di Valois (re di Francia), 355.
Carlo X di Borbone (conte d'Artois, poi re di Francia), 616, 617, 618, 707.
Carlo XII Vasa, re di Svezia, 264.
Carlo Emanuele III di Savoia (re di Sardegna), 155, 612, 625, 636, 638, 675, 700, 703, 709, 713.
Carlo Magno (imperatore), 355.
Carneade, 363, 364.
Carutti Domenico, 709, 710.
Casalis Goffredo, 709.
Catone Marco Porcio, detto il Censore, 225, 263.
Catone Marco Porcio Uticense, 364.
Celoniat (monregalese), 736, 739.
Ceva Felice, 735, 739, 740, 743.
Ceva della Bosia (marchese di), Carlo Fedele, 756, 758.
Ceva di Nuceto (marchese di), Alessandro), 759.
Ceva di San Michele (marchese di) Silvestro, 716.
Chiaramonti Margherita, 625, 640, 669, 723, 734, 753, 756.
Chindasvindo (re dei Visigoti), 401.
Chionio Giacomo Francesco, 670, 713.
Cibrario Luigi, 671, 709.
Cicerone Marco Tullio, 91, 276, 283, 313, 314, 364, 396, 399, 400, 519, 641, 698.
Cissono (professore), 713.
Claudio Gaio Nerone (imperatore), 304, 449.
Clemente Alessandrino (santo), 366.
Clotario II (re dei Franchi), 278.
Colombo Bartolomeo, 675, 724-732.
Condillac (Bonnot de) Étienne, 94, 672.
Coppa (madama), 754.
Coppario (prefetto di Mondovì), 670, 714.
Cordero di Montezemolo Emilia, 710.
Cordero di S. Quintino Giuseppe Maria, 681, 714, 753, 754.
Corte Giuseppe Ignazio, 712, 713.
Costantino I il Grande (imperatore), 350-353.

Costantino I (papa), 367.
Costanzo (monregalese), 727, 728.
Cotta Sergio, 157, 696.
Cravesana (monregalese), 731.
Cuchi Giuseppe Nicolò, 670, 671, 713-715.
Cujas (de) Jacques (Cujacio), 485, 522.
Curlando (monregalese), 742.

Dal Pane Luigi, 697, 711.
Danna Casimiro, 661, 670, 705, 709, 719.
Davide, 367.
Davidsohn Robert, 166.
Debernardi (mercante), 737, 740, 743, 745.
De Felice Fortunato Bartolomeo, 647, 674, 692, 708.
Delacroix Jacques-Vincent, 469, 471, 477, 478, 697.
De Mari Carlo, 650, 676.
De Mari Francesco, 650, 676.
Democrito di Abdera, 629.
Demostene, 480.
Derossi (professore), 713.
Descessart Nicolas-Toussaint, 461, 697.
Diaz Furio, 685.
Dionigi d'Alicarnasso, 355.
Dionisotti Carlo, 710.
Dogliotti (mercante), 736, 738.
Doys Pietro Michele, 654, 655.
Druetti (professore), 713.
Dubois Guillame (cardinale), 97.
Dufour Théophile, 627, 689.
Dulio Ernestina, 155, 171, 628-631, 639, 669, 694, 696, 700, 702, 703, 710.
Dupaty (Mercier) Jean-Baptiste, 439, 440, 443, 444, 449, 450, 451, 454, 457, 697.

Enrico IV di Borbone (re di Francia), 261, 418.
Enrico VII Tudor (re d'Inghilterra), 181.
Enrico VIII Tudor (re d'Inghilterra), 357, 376.
Epicuro, 59, 60, 65, 363.
Erostrato, 611.
Esopo, 326.

Fabrot Charles-Annibal, 449.
Facchinei Ferdinando, 51, 53, 56, 67, 186, 672, 690.
Falete, 223.
Falletti della Morra (governatore d'Ivrea), 640, 653-655, 703, 706.
Faussone Baldassarre, 735, 738, 741.
Faussone Maria Geltrude, 735, 737, 738, 740, 743.
Faussone Maria Maddalena, contessa Vasco, 646, 675, 676, 733, 735-749, 753.
Faussone di Nuceto (conte), 735, 736.
Fauzone, vedi: Faussone.
Federico II di Hohenzollen (re di Prussia), 265.
Filangieri Gaetano, 462-465, 469, 470, 682.
Filippo IV il Bello (re di Francia), 444.
Firmian (di) Carlo Giuseppe, 631.
Fleury (marchese di), vedi: Wilcardel.
Folard (de) Jean-Charles, 98.
Formey Jean-Henry-Samuel, 679, 694, 749.
Fossa Philip Francis, 711.
Fossati (famiglia), 728.
Francesetti Michele Antonio, 756.
Fubini (mercante), 737.

Gage Thomas, 342.
Galante Garrone Alessandro, 711.
Galeazzi Giuseppe, 647.
Galli Pier Gaetano, 644.
Gallo (padre), 754, 755.
Gasco Francesco, 759, 760.
Gasco Paolo, 759.
Gastaldo (professore), 713.
Gaya (mercante), 736, 737, 739, 741, 743, 745.
Gazzero (avvocato), 753.
Genovesi Antonio, 647.
Gerdil Giacinto Sigismondo, 690.
Germagnano (cavaliere di), 754.
Gesù Cristo, 35, 59, 60, 279, 354, 361-363.
Ghibaudi Rota Silvia, 711.
Giacobbe, 480.
Gianella (professore), 713.
Giannone Pietro, 677.
Giola Giovanni Antonio, 670, 700, 713, 714.
Giovanni Evangelista (santo), 354, 398, 407.

Giovanni di Tessalonica (santo), 366, 367.
Giovanni XII (papa), 404.
Giovanni XIII (papa), 404.
Giovenale Decimo Giunio, 251.
Giuda Iscariota, 122.
Giuliano (giureconsulto), 135, 485.
Giulini Antonio, 650, 689, 710.
Giulio Cesare, 263, 364.
Giuseppe (monregalese), 726, 728, 730, 731.
Giuseppe II d'Asburgo (imperatore), 468, 489, 490, 501.
Giustiniano I (imperatore), 139, 311, 344, 350-352, 377, 379, 380, 383, 397, 400, 419, 521, 522, 543.
Giustino (santo), 366.
Gobetti Piero, 669, 710.
Godet (delatore), 756.
Goffi (mercante), 742.
Gondolo (avvocato), 735, 738.
Gorani Giuseppe, 682, 755.
Gorresio Carlo, 725-729, 732.
Goudard Ange, 321.
Graffagno (monregalese), 728.
Graneri Pietro Giuseppe, 611, 698, 756.
Grassi di Santa Cristina Gioacchino, 661, 662, 705, 709.
Gravina Gian Vincenzo, 202.
Grazzini (cantante), 754.
Gregorio Nazianzeno (santo), 366, 367.
Greppi Emanuele, 650, 689, 710.
Grisella Rosignano Pio, conte di Cunico, 644.
Grouber de Groubentall de Linière Marc-Ferdinand, 508, 509, 538, 698.
Grozio Ugo (Huig van Groot), 12, 480.
Guiso Carlo Maria, 683, 760, 762.

Heinecke Johann Gottlieb, 522.
Helvétius Claude-Adrien, 86, 672, 680, 751, 752.
Hobbes Thomas, 751.
Hume David, 45.

Ilario (santo), 366.

Laban, 480.
Lacretelle Pierre-Louis, 468.
Lagrange Giuseppe Luigi, 611.
La Motte Geffrard (de) Jean-François-Joseph, conte di Sanois, 468.
Landry Eugenio, 710.
Langlade (condannato), 444, 450, 451, 453.
Lanzone Paolo, 633, 635, 651, 674, 675, 702, 719, 720, 729-731, 737.
Lardoise (condannato), 457, 697.
Lattanzio Firmiano, 366.
Law John, 337.
Lebret Cardin, 483.
Le Grand de Laleu Auguste, 439, 456.
Lennox Charles, duca di Richmond, 674, 702, 718.
Leonati Antonio, 756.
Licurgo, 221, 310, 314, 320, 322, 389.
Locke John, 94, 672.
Logomene, 353.
Lombardi (professore), 713.
Lotario I (imperatore), 400, 403.
Lovera (professore), 713.
Luca (santo), 60, 371.
Luciano, 486.
Luguia (comandante del Castello di Casale), 759.
Luigi XIII di Borbone (re di Francia), 214.
Luigi XIV di Borbone (re di Francia), 35, 477.
Luigi XVI di Borbone (re di Francia), 450, 454, 614, 617, 619, 620, 682.
Lupo Michele, 732.
Lutero Martin, 362.

Machiavelli Nicolò, 101.
Machiera (signora), 735, 740, 742.
Magliano Marcantonio, 626, 700.
Manero (amico del Vasco), 665.
Manno Antonio, 670, 710, 712.
Mansi Gian Domenico, 367.
Maometto, 177.
Marc'Aurelio (imperatore), 101, 364, 383, 384, 621.
Marco (santo), 101.
Marcolfo, 377.
Margarita (cavaliere della), 754, 755.
Mario Gaio, 268.
Marziale Marco Valerio, 251.
Masante Giovanni, 732.
Massimino (abate), 660, 661.

Matteo (santo), 35, 72, 101, 362, 381.
Mausolo (satrapo di Caria), 229.
Mazè Giovan Battista, 674, 719.
Meneceo, 60.
Metral (governatore d'Ivrea), 656.
Mezzana (monregalese), 731.
Michaud (comandante), 754.
Michelis Pietro, 732.
Michelotti Amedeo, 710.
Midia, 480.
Migne Jacques-Paul, 366, 367, 398, 482.
Minetti Giovanni, 716.
Minetti Giuseppe, 716.
Minetti Giuseppe (notaio), 716.
Mino (abate), 652, 655, 731, 735, 738.
Minotto (monregalese), 726.
Mirabeau (Riqueti de) Victor, 175, 356, 750.
Misseglia Cristina Angelica, 670.
Monetti Melchiorre, 645, 646, 704, 744.
Montbailly (condannato), 454.
Montesquieu (Secondat de) Charles-Louis, 9, 155-157, 161, 193, 195, 224, 613, 644, 647, 674, 679, 680, 684, 685, 692, 696, 709, 711, 750-752, 765.
Montezuma I (re del Messico), 256, 257, 368.
Mornac Antoine, 483.
Morozzo di Magliano Carlo Filippo, 648, 649, 652-655, 704, 705.
Mosè, 298, 305, 369, 385.
Mosso (monregalese), 731.
Muratori Ludovico Antonio, 434.

Nada Narciso, 685.
Negrone (medico), 736.
Nerone Gaio Domizio (imperatore), 305, 353.
Newton Isaac, 201.
Ninoto (caporale), 732.
Nomis di Pollone Bonaventura, 671, 714, 715.

Occelli Domenico, 703, 704, 710, 749, 751.
Ocelli Maurizio, 738.
Onorio Flavio (imperatore), 329.
Orazio Quinto Flacco, 171.
Ordano Giovanni Maria, 625, 670, 671, 700, 713, 714.
Orléans (di) Filippo (reggente di Francia), 97.
Ossono (cavalier), 733.
Ottone II di Franconia (imperatore), 403.
Ovasa (mercante), 745, 746.

Palazzo (marchese), 644.
Paoli Pasquale, 632, 650, 651, 674, 676, 709, 718-721.
Paschetto Michele, 642, 644, 652, 653, 655, 744.
Patercolo Marco Velleio, 339, 340.
Patrucco Carlo, 670, 710.
Peiretti (professore), 713.
Peliono (professore), 713.
Pelli Giuseppe, 673, 690, 708.
Pericle, 210.
Pescatore Francescantonio, 660, 681.
Petit Samuel, 480.
Petitti di Roreto Agostino, 700.
Pietro (santo), 279, 375.
Pietro Leopoldo d'Asburgo-Lorena (granduca di Toscana, poi imperatore col nome di Leopoldo II), 454, 469, 502.
Pilati Carlo Antonio, 674, 692.
Pio VI Braschi (papa), 707.
Pitt William, 729.
Pivano Silvio, 710.
Platone, 219, 244, 246, 247, 324, 325, 434, 480, 481, 487.
Ploucquet Wilhelm Gottfried, 505, 698.
Plutarco, 210, 219, 225, 391.
Polibio, 98, 275.
Ponziglione Ferrero Amedeo, 698, 709.
Porporato (conte), 744, 749.
Prato Pietro Bernardo, 651.
Prost de Royer Antoine-François, 479, 481, 697, 698.
Publicola Valerio, 210.
Pufendorf Samuel, 355, 680, 750.
Puységur de Chastenet François-Jacques, 98.

Querini Angelo Maria, 54.

Raiberti Carlo Flaminio, 612, 644, 675, 733.
Ranza Giovanni Antonio, 683, 760.

Rattalino Giovanni, 727.
Re (professore), 713.
Rebuffo (professore), 713.
Recesvindo (re dei Visigoti), 377, 401.
Redel (professore), 713.
Regolo Attilio Marco, 263.
Rezia (professore), 713.
Ricardi (procuratore), 642.
Richelieu (Duplessis de) Armand-Charles (cardinale), 214.
Richmond (duca di), vedi: Lennox.
Riolz Jean-François-Armand, 479, 698.
Rivarola Domenico, 651.
Rivera (conte di), vedi: Balbis.
Rolfi Giacinto, 671, 706, 707.
Romagnoli Sergio, 690.
Romolo (o Quirino), 355, 396.
Rosa (contessa), 742, 743.
Rosetti (Roessler) François-Antoine, 658.
Rostagno (professore), 713.
Rousseau Jean-Jacques, 9-14, 16, 26, 31, 33, 41, 53, 54, 75, 99, 202, 206, 293, 626, 627, 631, 646, 647, 671, 672, 674, 679, 680, 684, 689, 700, 711, 751.

Saint-Pierre (Castel de) Charles-Irénée, 487.
Sala Torello, 690.
Salino (professore), 713.
Salomone, 81.
Salomone (avvocato), 634, 643, 742.
Salomonio (professore), 713.
Salvatorelli Luigi, 711.
San Bastiano (contessa di), 648.
San Michele (conte di), 654, 745-748.
Santo (capitano), 651.
Sara, 387.
Savoia (di) Maria Teresa, 616.
Savoia Nemours (di) Giovanna Battista, 416.
Saxe (de) Hermann-Maurice, 98.
Scala Michele, 651.
Sciola Giovanni Antonio, vedi: Giola.
Sclopis Federico, 709.
Séguier Antoine-Louis, 439-458, 697.
Seigneux de Correvon François, 692.
Sennio Sabino, 447.
Serbelloni Fabrizio (cardinale), 639, 677.
Serbelloni Maria Vittoria, duchessa di Fiano, 639, 677.
Sérionne (de) Accarias-Jacques, 161.
Servio Tullio (re di Roma), 274.
Sforza Giovanni, 683, 760.
Sherdley Henry, 631, 674, 702, 718, 719.
Sigonio Carlo, 522.
Silla Lucio Cornelio, 209, 339.
Simare (condannato), 457, 697.
Sobrero (procuratore), 744.
Solone, 210, 223, 269, 287, 314, 396, 522, 529.
Sonnenfels (von) Joseph, 455.
Sully (Béthune de) Maximilien, 261, 418.
Svetonio Gaio Tranquillo, 162, 251.

Tacito Gaio Cornelio, 251, 339, 371, 398.
Tanucci Bernardo, 678, 706.
Tarani Federico Fedele, 690.
Tarquinio il Superbo (re di Roma), 319.
Taziano, 366.
Teodora (imperatrice d'Oriente), 329.
Teodosio I il Grande (imperatore), 329.
Teofilo (imperatore d'Oriente), 329.
Tertulliano Quinto Settimio, 367.
Tesauro Emanuele, 620.
Testori (mercante), 651.
Tiberio Claudio Nerone (imperatore), 251, 281, 353, 450.
Tito Flavio Vespasiano (imperatore), 621.
Tomatis Fedele, 726, 728, 730, 731.
Tommaseo Nicolò, 651, 709.
Tommaso d'Aquino (santo), 617, 621.
Tommassin (testimone), 457.
Tonso (teologo), 612, 647, 678, 679, 733.
Torazza Giuseppe, 612, 635, 675, 702, 728, 732.
Torcellan Gianfranco, 690.
Traiano Marco Ulpio (imperatore), 445.
Trevisani (maggiore), 639.
Triboniano (giureconsulto), 419.
Tuccoli Giuseppe, 651.
Turris (abate), 662.

Ulpiano (giureconsulto), 350, 398, 447, 485, 486.

Valabrega (mercante), 736, 737, 739.
Valerio Flacco Lucio, 339.

Valladares José Sarmiento, conte di Montezuma, 256, 257.
Vallauri Tommaso, 671, 706, 707, 709.
Valle (priore), 712, 713.
Valperga di Caluso Tommaso, 649, 704, 756.
Valzania Michele Bernardo, 715.
Vasco Clemente, 670, 744, 745.
Vasco Giacinta, 670, 747.
Vasco Giovan Battista, 200, 467, 631, 642, 645, 646, 648, 650, 661, 670, 673, 674, 679, 681, 682, 684, 689-696, 703-706, 708-711, 717-719, 723, 752, 756.
Vasco Giulio, 670, 745, 747.
Vasco Giuseppe Nicolò, 670, 712.
Vasco Nicola, 612, 647, 650, 670, 675, 702, 703, 719, 720, 723-728, 730-733, 745.
Vasco Teresa, 670.
Vasco (famiglia), 712.
Vassallo di Dogliani (conte), 754.
Vauban (Le Prestre de) Sébastien, 161.
Venere (professore), 713.
Venturi Franco, 9, 185, 195, 488, 626, 631, 642, 646, 660, 669, 671, 685, 689, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702-705, 711, 718, 756.
Verfey (dama di), 748.
Vernazza Giuseppe, 712.
Verre Gaio, 276, 397, 399, 400, 641.
Verri Alessandro, 186, 281, 651, 672, 673, 676-678, 684, 689, 692, 694, 706, 710.
Verri Pietro, 51, 53, 67, 186, 187, 419, 628-631, 639, 651, 660, 669, 672, 673, 676, 677, 689, 690, 692, 694, 700, 702, 703, 706, 708, 710.
Vespasiano Tito Flavio (imperatore), 162.
Vico (prefetto di Mondovì), 670, 714.
Vigna Giovan Battista, 732.
Vigna (maggiore), 761.
Villa Angelo Ludovico, 626, 634, 635, 700, 702.
Viry (conte di) Francesco Giuseppe, 635, 637, 706, 719.
Vitale (contessa), 735, 739.
Vittorio Amedeo III di Savoia (re di Sardegna), 407, 611-613, 616, 638, 676, 680, 697, 698, 703, 756, 759.
Vivalda Clemente, 715, 716.
Vivalda Ettore, 660, 661.
Vivalda Filippo, 716.
Vivalda Stefano, 661.
Vivalda (canonico), 661.
Voltaire (Arouet de) François-Marie, 680, 751.

Wilcardel Joseph-François-Louis, marchese di Fleury, 640, 644, 677, 678, 703.

Zenone, 148, 363.

INDICE DEL VOLUME

Suite du « Contract social » . . . . . *p.* 7

Meditazioni sulla felicità con note critiche e risposta alle medesime d'un amico piemontese . . . . . » 51

Delle leggi civili reali . . . . . » 107

Il filosofo cristiano alli deisti materialisti e spiriti forti . . » 149

Discorso sopra le imposizioni in uno stato monarchico . . » 153

Risposta al quesito della società di Pietroburgo . . . . . » 169

Riflessioni sopra il libro « Dei delitti e delle pene » . . . » 183

Note allo « Spirito delle leggi » di Montesquieu . . . . . » 193

Saggio analitico sul commercio dei grani . . . . . » 405

Dalla « Biblioteca oltremontana » . . . . . » 437

Saggio filosofico intorno alcuni articoli importanti di legislazione civile . . . . . » 517

Difesa . . . . . » 609

Lettere . . . . . » 623

Sonetto . . . . . » 663

Nota critica . . . . . » 667

Bibliografia . . . . . » 687

Parte I - Le opere . . . . . » 689

Parte II - La critica . . . . . » 708

Parte III - I documenti . . . . . » 712

Indici . . . . . » 763

Concordanze dei numeri assegnati alle *Note al Montesquieu* nella presente edizione e nell'originale . . . . . » 765

Indice delle persone citate . . . . . » 771

Finito di stampare in Torino il 15 luglio 1966
presso la Tipografia Torinese s.p.a.